MINISTÈRE DE L' ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi



Loi de Finances 2025

Janvier 2025

SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT 2025 1-29

II. TEXTE DE LA LOI DE FINANCES 2025 30-103

III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025 104-321

IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2025-2027 322-399

V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES 400-1 184

- Etat A : Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme 2025-2027 401-427
- Etat B : Plafond des Effectifs par Programme.....428-435
- Etat C : Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme.....436-443
- Etat D : Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme 444-446
- Etat E : Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme 447-448
- Etat F : Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales.....449-537
- Etat G : Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses 538-547
- Etat H : Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses.....548-559
- Etat I : Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses.....560-570
- Etat J : Liste des dotations et programmes.....571-580
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement.....581-780
- Etat L : Restes à Payer.....781-852
- Etat M : Plan de Trésorerie Mensualisé.....853-855
- Etat N : Echéances courantes de la dette.....856-868
- Etat P : Statistiques sur les Emplois créés.....869-879
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA) 880-882
- Etat R : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation.....883-884
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales 885-956
- Etat T : Restes à Recouvrer.....957-962
- Etat V : Annexe sur le Genre 963-1 145
- Etat W : Annexe sur les risques budgétaires 1 146-1 184

VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2024 ..... 1 185-1 224

NOTE DE PRESENTATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE DE PRÉSENTATION DU BUDGET DE L'ÉTAT 2025

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

A. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL[1]

Le processus de préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2025 se déroule dans un environnement économique international qui s'améliore timidement malgré les risques baissiers prédominants en lien, notamment, avec la montée des tensions géopolitiques, le ralentissement des échanges commerciaux et les chocs climatiques.

Selon les perspectives révisées de juillet 2024 du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,3% en 2025, soit 0,1 point de pourcentage de plus que le niveau attendu en 2024. L'inflation mondiale devrait continuer à ralentir passant de 5,9% en 2024 à 4,4% en fin d'année 2025 du fait de la baisse attendue des cours de l'énergie et de l'atténuation progressive des tensions sur les marchés du travail.

Dans les pays avancés, la croissance devrait légèrement s'améliorer pour s'établir à 1,8% en 2025, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2024. L'inflation restera faible avec une tendance baissière entre 2024 et 2025, soit respectivement 2,7% et 2,1%.

Aux États-Unis, la croissance du PIB se situerait à 2,6% en 2024, soit 0,1 point de pourcentage de moins que le niveau prévu dans les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2024. La tendance à la baisse du rythme de l'activité devrait se poursuivre en 2025 où il est attendu un taux de croissance économique de 1,9%.

Dans la zone euro, quoi que modeste, la croissance devrait poursuivre sa dynamique haussière en passant de 0,5% en 2023 à 0,9% en 2024 puis à 1,5% en 2025. La croissance attendue en 2025 repose sur les perspectives de consommation plus forte au vu de l'augmentation des salaires réels ainsi que sur des investissements plus élevés qui résultent de conditions de financement accommodantes sur fond d'assouplissement progressif des politiques monétaires.

Dans les pays émergents et pays en développement, la croissance devrait être globalement stable sur la période 2024-2025 en se situant à 4,3% respectivement pour les deux années. L'inflation continuerait de baisser, passant de 8,2% en 2024 à 6,0% en 2025.

[1] **FMI, Perspectives Economiques Mondiales (PEM) avril 2024, mises à jour, juillet 2024.**

En Chine, la croissance devrait s'établir à 5,0% en 2024, principalement en lien avec le rebond de la consommation privée et de la vigueur des exportations. En 2025, la croissance du PIB devrait ralentir à 4,5% en raison, notamment, d'une perte de dynamisme des entreprises et de la lenteur des réformes structurelles.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait légèrement augmenter, passant de 3,7% en 2024 à 4,1% en 2025 malgré un ralentissement attendu au Nigéria. L'inflation devrait rester élevée avec toutefois une tendance à la baisse, passant de 15,3% en 2024 à 12,4% en 2025.

Dans la zone UEMOA, en dépit des menaces persistantes, liées à l'insécurité et au changement climatique, la croissance économique devrait rester solide autour de 6,6% en 2024-2025 au sein de l'union. L'inflation moyenne devrait baisser, passant de 3,4% en 2024 à 2,6% en 2025[2]. Toutefois, avec les crises politiques et institutionnelles dans la région et la persistance de la crise en Ukraine et au Moyen-Orient, ces perspectives seront probablement affectées, ce qui risque de renchérir davantage les prix des produits de premières nécessités et de provoquer le resserrement des conditions financières et la contraction des flux de capitaux étrangers dirigés vers la région.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines régions.

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Monde	3,3	3,2	3,3	6,7	5,9	4,4
Pays avancés	1,7	1,7	1,8	4,6	2,7	2,1
Pays émergents et en développement	4,4	4,3	4,3	8,3	8,2	6,0
Afrique subsaharienne	3,4	3,7	4,1	16,2	15,3	12,4
UEMOA	4,9	6,6	6,6	3,8	3,4	2,6

***Source** : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2024 ; Mises à jour, juillet 2024.*

B. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national s'appuient sur la poursuite de la mise en œuvre des différentes réformes entamées par le Gouvernement de Transition dans les secteurs prioritaires. Elles se fondent également sur l'engagement du Mali dans un processus de recouvrement de sa souveraineté globale tant sur le plan politique qu'économique dans une démarche de partenariat stratégique avec les pays amis.

[2] **FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, d'avril 2024.**

Dans ce contexte et en dépit des effets négatifs des différentes crises internationales, notamment, en Ukraine et au Moyen-Orient, les perspectives macroéconomiques du Mali sont plutôt rassurantes et se caractérisent par une situation sécuritaire sous contrôle du Gouvernement de Transition et des actions d'apaisement de la situation socio-politique.

En 2025, l'économie malienne connaîtrait un regain de croissance avec un taux de croissance de 5,5% contre 5,1% attendu en fin 2024. Cette prévision de croissance devrait être soutenue par la volonté et l'engagement du Gouvernement de Transition à :

- soutenir l'investissement privé dans les domaines agro-industriel et de l'extraction minière ;
- assurer une situation sécuritaire stable permettant une réorientation des dépenses publiques vers les investissements, notamment dans les secteurs énergétique et des infrastructures socioéconomiques de base (routes, éducation, santé, aménagement de périmètres agricoles et sylvopastoraux, etc.) ;
- mettre en œuvre le nouveau code minier en s'appuyant sur les avantages relatifs au contenu local ;
- accélérer le processus de mise en œuvre de nouvelles mines d'or et de lithium.

Tous les secteurs d'activités devraient enregistrer une croissance solide, mais les secteurs primaire et tertiaire seraient les principaux moteurs de la croissance en 2025.

En effet, le secteur primaire, représentant 35,4% du PIB, enregistrerait une croissance de 5,4% en 2025. Il est porté principalement par l'agriculture d'exportation (+8,2%), l'activité extractive (+6,8%), et l'agriculture vivrière (+6,6%). Le secteur primaire contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,9 point de pourcentage en 2025.

S'agissant du secteur secondaire qui représente 19,2% du PIB en 2025, il devrait croitre à un rythme de 4,6% avec une contribution à la croissance du PIB réel de l'ordre de 0,9 point de pourcentage. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par les branches Bâtiment, travaux publics (+8,4%), Industries textiles (+8,0%), Produits de l'extraction (+6,8%) et Electricité et Eau (+6,0%).

Quant au secteur tertiaire, dont le poids représente 45,3%[3] du PIB, il devrait enregistrer une croissance de 5,3% en 2025 et contribuerait à hauteur de 2,0 points de pourcentage à la croissance du PIB réel. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient, entre autres, transports et communications (+6,5%), commerce (+5,3%) et activités des services aux entreprises (+5,3%).

[3] *Le poids du secteur tertiaire tient compte du poste « Impôts nets sur produits »*

II. CADRAGE BUDGÉTAIRE 2025

Les objectifs et les orientations de la politique budgétaire pour 2025 sont définis sur la base des perspectives macroéconomiques, des engagements pris par le Gouvernement ainsi que des priorités de politiques publiques définies dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions 2022-2026. Ils s'inscrivent également dans la consolidation des acquis du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) dans la perspective de l'adoption de la nouvelle Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement.

A. HYPOTHÈSES DE PRÉVISIONS DU BUDGET 2025

Les prévisions budgétaires 2025 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 5,5% contre 5,1% attendue en 2024. L'inflation, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 2,5% en 2024-2025.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2025.

Libellés	2022	2023	2024	2025
PIB nominal (Mds FCFA)	11 714,4	12 532,8	13 696,7	14 404
Taux de croissance du PIB réel	3,5%	4,7%	5,1%	5,5%
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	9,7%	2,1%	2,5%	2,5%

Source : INSTAT, CPM, mai 2024.

Les hypothèses macroéconomiques indiquées dans le tableau 2 ont été utilisées pour déterminer les objectifs de la politique budgétaire en 2025.

B. OBJECTIFS ET ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

1 Objectifs de la politique budgétaire

Pour l'exercice 2025, la politique budgétaire viserait à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique. Le solde budgétaire global (dons inclus) serait orienté à la baisse.

Les recettes fiscales nettes augmenteraient d'environ 1,4 point de pourcentage en 2025 pour se situer à 16,2% du PIB contre 14,8% dans la loi de Finances rectifiée 2024. Les dons devraient baisser de 0,1 point de pourcentage, passant de 0,6% du PIB en 2024 à 0,5% en 2025.

En ce qui concerne les dépenses budgétaires, elles augmenteraient pour atteindre 21,1% du PIB en 2025 contre 20,6% dans la loi de Finances rectifiée 2024. Les dépenses courantes représenteraient 16,2% du PIB en 2025 tandis que les dépenses en capital s'élèveraient à 4,9% du PIB.

Ainsi, le déficit budgétaire (dons inclus) diminuerait de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 3,5% en 2025 contre 4,4% dans la loi de Finances rectifiée 2024.

Le tableau 3 présente les cibles des principaux agrégats budgétaires.

Tableau 3 : Agrégats[4] budgétaires pour 2024-2025.

Agrégat	2024 LFR[5]	2025 LFI
Recettes et dons (% PIB)	17,1%	18,4%
Recettes budgétaires (% PIB)	15,6%	17,0%
Recettes fiscales brutes (% PIB)	15,5%	16,9%
Recettes fiscales nettes (% PIB)	14,8%	16,2%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,8%	0,9%
Dons / (% PIB)	0,6%	0,5%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	21,5%	21,9%
Dépenses budgétaires (% PIB)	20,6%	21,1%
Dépenses courantes (% PIB)	16,2%	16,2%
Dépenses en capital (% PIB)	4,4%	4,9%
Solde global dons inclus (%PIB)	-4,4%	-3,5%
Solde global dons exclus (%PIB)	-5,0%	-4,0%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-3,7%	-2,9%
Solde primaire (%PIB)	-2,8%	-2,0%
Masse salariale /Recettes fiscales	51,1%	45,4%
Masse salariale / (% PIB)	7,5%	7,3%

***Source** : DGB, DNTCP, DGDP, 2024.*

2 Orientations de la politique budgétaire

Les orientations budgétaires pour l'atteinte des objectifs susmentionnés s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées en matière de gestion des finances publiques. Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de Transition, il s'agira de poursuivre les efforts d'amélioration de la collecte des recettes en s'appuyant sur la digitalisation, d'une part, et rationaliser les dépenses des administrations publiques, d'autre part.

En matière de recettes, l'accent sera mis sur la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat. Les mesures phares porteront essentiellement sur :

[4] Ces agrégats sont issus de la présentation des données budgétaires suivant la nomenclature du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

[5] Certains ratios pour 2024 peuvent différer de ceux contenus dans le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel (DPBEP) annexé au budget de l'Etat 2025 en raison de l'actualisation périodique de la valeur nominale du PIB.

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la recherche de nouvelles niches ;
- l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
- la mise en œuvre des recommandations de l'audit réalisé sur les sociétés minières en 2023, à travers notamment l'opérationnalisation du nouveau code minier et la loi sur le contenu local ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la loi déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières au Mali ;
- l'imposition du commerce électronique, à travers la soumission à la TVA des prestations de services effectuées sur les plateformes de commerce électronique étrangères ou locales, ainsi que les commissions perçues par les opérateurs de ces plateformes à l'occasion de la réalisation des prestations ;
- la poursuite du déploiement de la téléprocédure (Télédéclaration, télépaiement, E-quitus, etc.) ;
- la meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- l'opérationnalisation des mesures relatives à la dénonciation par le Gouvernement de la Convention du 22 septembre 1972 signée à Paris entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République Française « tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbres ».

En matière de dépenses, les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique seront poursuivies à travers :

- l'évaluation du budget-programmes et la mise en œuvre des recommandations y afférentes ;
- la poursuite des efforts de maîtrise de la masse salariale grâce à la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite de l'amélioration de la qualité de la programmation des dépenses en opérationnalisant le plan d'engagement pour une exécution fluide du budget de l'Etat ;
- la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement, notamment en s'appuyant sur les recommandations de l'évaluation de la gestion des investissements publics /PIMA (Public Investment Management Assessment) ;
- la poursuite de l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires.

III. SITUATION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE DE L'UEMOA

Le Gouvernement de Transition accorde une attention particulière au suivi des critères et les normes de convergence communautaire de l'UEMOA, en dépit de leur assouplissement à la suite de la crise de la Covid-19. En 2025, le Mali respectera deux (02) critères sur cinq (05). Les critères non respectés s'expliquent par les effets cumulés des crises sanitaire, sociale et sécuritaire qui occasionnent des augmentations de dépenses budgétaires dans un contexte où la mobilisation du financement domestique et extérieur devient de plus en plus coûteuse pour l'Etat. Cet état est retracé dans le tableau 4.

Tableau 4 : Position du Mali par rapport aux cinq (05) critères de convergence de l'UEMOA.

Critères de convergence	Norme UEMOA	2023	2024	2025
		Estimations	*LFR*	*LFI*
Critères de premier rang				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % PIB	**≥ -3%**	-3,9%	-4,4%	-3,5%
Taux d'inflation	**≤ 3%**	**2,1%**	**2,5%**	**2,5%**
Encours de la dette publique rapporté au PIB	**≤ 70%**	**50,9%**	**51,6%**	**50,6%**
Critères de second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales	**≤ 35%**	49,6%	51,1%	45,4%
Taux de pression fiscale	**≥ 20%**	14,7%	14,8%	16,2%
Nombre de critères respectés		**2**	**2**	**2**

***Source** : DNTCP (TOFE), DGB, DGDP, INSTAT, 2024.*

IV. DONNÉES CHIFFRÉES DE LA LOI DE FINANCES

A. OPERATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires portent sur les recettes et les dépenses.

1 Recettes budgétaires

Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2025 s'établissent à 2 648,900 milliards de FCFA contre 2 387,872 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 261,028 milliards de FCFA correspondant à une hausse de 10,93%, imputable à l'augmentation de la prévision des recettes du budget général et celle des recettes des budgets annexes.

Le détail des prévisions de recettes budgétaires pour 2025 est donné dans le tableau 5.

Tableau 5[6] : Détail des prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2025.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2024		LF 2025	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Budget général	**2 265,402**	**2 265,402**	**2 526,261**	**260,860**	**11,51**	**260,860**	**11,51**
Dons projets et legs	75,000	75,000	75,000	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes fiscales nettes	2 071,369	2 071,369	2 334,491	263,122	12,70	263,122	12,70
Recettes non fiscales	21,525	21,525	24,403	2,878	13,37	2,878	13,37
Dons programmes et legs	11,320	11,320	0,098	-11,221	-99,13	-11,221	-99,13
dont ABS	*7,557*	*7,557*	*0,098*	*-7,459*	*-98,70*	*-7,459*	*-98,70*
dont ABG	*3,763*	*3,763*	*0,000*	*-3,763*	*-100,00*	*-3,763*	*-100,00*
Recettes exceptionnelles	5,241	5,241	5,322	0,081	1,55	0,081	1,55
Produits financiers	80,947	80,947	86,947	6,000	7,41	6,000	7,41
Budgets annexes	**8,684**	**8,684**	**8,903**	**0,219**	**2,53**	**0,219**	**2,53**
Ventes de produits	4,846	4,846	5,028	0,182	3,76	0,182	3,76
Recettes non fiscales	1,492	1,492	1,566	0,075	5,01	0,075	5,01
Recettes exceptionnelles	2,314	2,314	2,278	-0,036	-1,56	-0,036	-1,56
Produits financiers	0,032	0,032	0,031	-0,001	-4,35	-0,001	-4,35
Comptes spéciaux du Trésor	**113,786**	**113,786**	**113,736**	**-0,051**	**-0,04**	**-0,051**	**-0,04**
Recettes fiscales	98,159	98,159	98,159	0,000	0,00	0,000	0,00
Recettes non fiscales	4,060	4,060	4,053	-0,006	-0,16	-0,006	-0,16
Transferts reçus d'autres budgets	11,538	11,538	11,493	-0,044	-0,38	-0,044	-0,38
Dons programmes et legs	0,030	0,030	0,030	0,000	0,00	0,000	0,00
Total des recettes budgétaires	**2 387,872**	**2 387,872**	**2 648,900**	**261,028**	**10,93**	**261,028**	**10,93**

***Source* : DGB, 2024.**

1.1. Recettes du budget général

Les recettes du budget général sont fixées à 2 526,261 milliards de FCFA en 2025 contre un montant rectifié de 2 265,402 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 260,860 milliards de FCFA ou un taux de 11,51%. La prévision des recettes du budget général ainsi que la variation de ses composantes se déclinent par nature de recettes comme suit :

[6] Dans le tableau, la différence d'écarts dans le calcul des chiffres est imputable aux arrondis.

1.1.1. Recettes fiscales nettes[7]

La prévision des recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, est fixée à 2 334,491 milliards de FCFA en 2025 contre 2 071,369 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit un accroissement de 263,122 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 12,70%. Cet accroissement projeté prend en compte les retombées positives de l'application des nouvelles dispositions législative et réglementaire à savoir, la Loi n°2023-040 du 29 août 2023 portant code minier en République du Mali, en qui concerne l'augmentation attendue du produit de la Taxe Ad Valorem, d'une part et le Décret n°2024-0429/PT-RM du 19 juillet 2024 fixant les principes de la digitalisation des moyens de paiement dans les services publics, d'autre part. Il est basé également sur l'hypothèse de l'évolution favorable du cours mondial des matières premières, notamment celui du pétrole qui impacte directement la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP).

1.1.2. Recettes non fiscales

La prévision des recettes non fiscales s'élève à 24,403 milliards de FCFA en 2025 contre 21,525 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une hausse de 2,878 milliards de FCFA ou un taux de progression de 13,37%. Cette légère hausse est liée à la prévision de croissance économique attendue en 2025.

1.1.3. Dons projets, dons programmes et legs

Les dons budgétaires proviennent principalement des institutions internationales et des gouvernements étrangers. Pour 2025, il est attendu un montant de 75,098 milliards de FCFA contre une prévision de 86,320 milliards de FCFA en 2024, et serait ainsi en baisse de 11,221 milliards de FCFA ou un taux de (-13,00%). Ce montant se décompose en dons projets fixés à 75,000 milliards de FCFA contre le même montant en 2024 et en dons programmes qui sont attendus pour 0,098 milliard de FCFA contre un montant de 11,320 milliards de FCFA en 2024.

Habituellement, les dons programmes sont constitués de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) et de l'Appui Budgétaire Général (ABG) en dons.

S'agissant de l'ABS, il passe de 7,557 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat de 2024 à 0,098 milliard de FCFA dans le budget pour 2025, soit une baisse de 7,459 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 98,70%. Cette baisse est imputable à l'absence d'annonces relatives à la Dotation conditionnelle de Performance dans le cadre du Projet de Déploiement des Ressources de l'Etat pour l'Amélioration des Services (PDREAS) et au Programme d'Appui aux Filières Agropastorales (PAFA) financé par Luxe Développement.

[7] Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes spéciaux du Trésor.

La prévision de l'ABS par partenaire technique et financier pour l'exercice 2025, constituée uniquement du report du reliquat de l'ABS du Canada, est donnée dans le tableau 6.

Tableau 6 : Evolution de l'Appui budgétaire sectoriel.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2024		LF 2025	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Banque mondiale/ Dotation Conditionnelle de Performance (Projet PDREAS)	6,999	6,999		-6,999	-100,00	-6,999	-100,00
Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Dev)	0,559	0,559		-0,559	-100,00	-0,559	-100,00
Report du reliquat de l'ABS du Canada/ Education			0,051	0,051	-	0,051	-
Report du reliquat de l'ABS du Canada/ Santé			0,047	0,047	-	0,047	-
Total	**7,557**	**7,557**	**0,098**	**-7,459**	**-98,70**	**-7,459**	**-98,70**

Source : DGB, 2024.

En ce qui concerne l'ABG inscrit dans les recettes budgétaires, il est constitué de dons exclusivement, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie.

Pour l'exercice budgétaire 2025, le budget de l'Etat n'enregistre aucune annonce telle qu'illustrée dans le tableau 7 ci-après.

Tableau 7 : Evolution de l'Appui Budgétaire Général en dons.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2024		LF 2025	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Banque mondiale (Projet PDREAS)	3,763	3,763	0,000	-3,763	-100,00	-3,763	-100,00
TOTAL ABG (Dons)	**3,763**	**3,763**	**0,000**	**-3,763**	**-100,00**	**-3,763**	**-100,00**

Source : DGB, 2024.

1.1.4. Recettes exceptionnelles

Pour 2025, les recettes exceptionnelles seront constituées uniquement des annulations de dettes et s'élèveront à 5,322 milliards de FCFA contre 5,241 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une légère hausse de 0,081 milliard de FCFA ou un taux de progression de 1,55%.

1.1.5. Produits financiers

La prévision pour les produits financiers s'élève à 86,947 milliards de FCFA en 2025 contre 80,947 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 6,000 milliards de FCFA en lien avec l'amélioration continue du suivi des parts de l'Etat, notamment dans les actions des sociétés minières.

1.2. Recettes des budgets annexes

Les budgets annexes comprennent les budgets des Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin. Leur prévision de recettes est évaluée à 8,903 milliards de FCFA en 2025 contre une projection de 8,684 milliards de FCFA en 2024, soit une légère augmentation de 0,219 milliard de FCFA ou un taux de progression de 2,53%. Cette prévision, établie par lesdits Entrepôts, est en lien avec celle des trafics des marchandises.

1.3. Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor

Les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor sont projetées à 113,736 milliards de FCFA en 2025 contre une prévision de 113,786 milliards de FCFA en 2024, soit une légère diminution de 0,050 milliard de FCFA ou un taux de régression de 0,04%.

Pour 2025, les Comptes Spéciaux du Trésor au nombre de douze (12) seront constitués du (de la) :

- Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts ;
- Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ;
- Fonds National pour le Développement de la Statistique ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités Minières ;
- Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social ;
- Garantie pour la Centrale Solaire Photovoltaïque de 33 MWc à Ségou ;
- Fonds de Développement de l'Eau.

2 DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2025 s'élèvent, en termes de Crédits de Paiement (CP), à 3 229,886 milliards de FCFA contre 3 070,740 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une hausse de 159,146 milliards de FCFA, correspondant à une progression de 5,18%. En termes d'Autorisations d'Engagement (AE), elles s'élèvent à 972,754 milliards de FCFA pour 2025 contre 943,756 milliards de FCFA en 2024, soit une augmentation de 28,998 milliards de FCFA ou un taux de 3,07%. Les dépenses budgétaires sont présentées par natures, par type de programmes et par fonctions.

2.1 Présentation des dépenses budgétaires par natures

La répartition des prévisions de dépenses budgétaires par budgets et par natures économiques est présentée dans le tableau 8.

Tableau 8 : Répartition des dépenses par budgets et par natures économiques.

(Montant en milliards de FCFA)

Natures Economiques	LF 2024		LF 2025		Variation/ CP initiaux		Variation/ CP rectifiés	
	CP initiaux	CP rectifiés	AE	CP	Montant	%	Montant	%
Budget Général (1)	**2 948,270**	**2 948,270**	**958,184**	**3 107,247**	**158,977**	**5,39**	**158,977**	**5,39**
Dépenses ordinaires	**2 247,125**	**2 323,248**		**2 389,999**	**142,874**	**6,36**	**66,751**	**2,87**
Personnel	1 055,031	1 055,031		1 056,105	1,074	0,10	1,074	0,10
dont fonctionnaires de l'Etat	*749,481*	*749,426*		*749,668*	*0,187*	*0,02*	*0,241*	*0,03*
dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales	*305,550*	*305,605*		*306,437*	*0,887*	*0,29*	*0,833*	*0,27*
Acquisitions de biens et services	525,754	566,799		652,518	126,764	24,11	85,719	15,12
dont Matériel et fonctionnement	*200,513*	*196,298*		*249,951*	*49,438*	*24,66*	*53,653*	*27,33*
dont Déplacement et mission	*66,759*	*55,200*		*75,846*	*9,087*	*13,61*	*20,647*	*37,40*
dont Communication et énergie	*53,127*	*52,980*		*53,060*	*-0,067*	*-0,13*	*0,080*	*0,15*
dont Autres dépenses	*189,404*	*246,371*		*257,712*	*68,307*	*36,06*	*11,340*	*4,60*
Charges financières	223,049	223,049		214,468	-8,581	-3,85	-8,58	-3,85
Transferts et subventions	430,281	465,359		453,898	23,617	5,49	-11,46	-2,46
dont Bourses	*18,906*	*18,906*		*18,556*	*-0,350*	*-1,85*	*-0,350*	*-1,85*
Dépenses en atténuation des recettes	13,009	13,009		13,009	0,000	0,00	0,000	0,00
Dépenses en capital	**701,146**	**625,023**	**958,184**	**717,248**	**16,102**	**2,30**	**92,226**	**14,76**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	701,146	625,023	958,184	717,248	16,102	2,30	92,226	14,76
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0	0		0	
Budgets annexes (2)	**8,684**	**8,684**	**2,208**	**8,903**	**0,219**	**2,53**	**0,219**	**2,53**
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**113,786**	**113,786**	**12,363**	**113,736**	**-0,051**	**-0,04**	**-0,051**	**-0,04**
TOTAL GENERAL (1+2+3)	**3 070,740**	**3 070,740**	**972,754**	**3 229,886**	**159,146**	**5,18**	**159,146**	**5,18**

***Source** : DGB, 2024.*

2.1.1 Dépenses du Budget général

Les dépenses du budget général pour 2025 sont évaluées à 3 107,247 milliards de FCFA dont 2 389,999 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 717,248 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en progression de 5,39% par rapport à celles rectifiées de 2024.

A titre de rappel, dans le budget de l'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que les dépenses en capital sont inscrites à la fois en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP). Aux termes des dispositions de la Loi n°2013-028, modifiée, relative aux lois de Finances, les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances ; les CP constituent quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

2.1.1.1 Dépenses ordinaires

Les crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2025 sont évalués à 2 389,999 milliards de FCFA contre 2 323,248 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 66,751 milliards de FCFA ou un taux de progression de 2,87%.

Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation des recettes.

- **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2025 à 1 056,105 milliards de FCFA contre 1 055,031 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 0,10%. Cette augmentation s'explique essentiellement par les avancements classiques dans la fonction publique et la titularisation des nouvelles recrues au sein des forces de défense et de sécurité.

- **Acquisitions de biens et services :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 566,799 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024 à 652,518 milliards de FCFA pour 2025, soit une augmentation de 15,12%. Cette augmentation s'explique essentiellement par le renforcement des inscriptions budgétaires en faveur des dépenses de sécurité et des élections.

- **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2025 sont évalués à 214,468 milliards de FCFA contre 223,049 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat rectifié 2024, soit une baisse de 3,85%. Ils servent au paiement des intérêts de la dette intérieure (173,311 milliards de FCFA) et extérieure (41,157 milliards de FCFA).

- **Transferts et subventions :**

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 453,898 milliards de FCFA pour 2025 contre 465,359 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une baisse de 2,46%. Cette diminution découle du fait de la reconduction du niveau de la Loi de Finances initiale 2024 après un renforcement exceptionnel dans le cadre du collectif budgétaire 2024. Toutefois, ladite diminution est atténuée par la prise en compte de l'incidence financière relative à l'opérationnalisation des établissements publics nouvellement créés et au renforcement des crédits budgétaires en faveur de certains établissements publics existants.

- **Dépenses en atténuation des recettes :**

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 13,009 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat 2025 et correspondent au même montant qu'en 2024.

Ils se décomposent en dépenses de remboursement des exonérations sur les investissements pour 7,709 milliards de FCFA et de remboursement des droits indûment perçus pour 5,300 milliards de FCFA.

2.1.1.2 Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, celles liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sur financement intérieur et extérieur et l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

Pour 2025, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 958,184 milliards de FCFA contre 929,179 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 3,12%. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 717,248 milliards de FCFA dans le budget 2025 contre 625,023 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2024, soit une hausse de 14,76%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit :

- **Equipement - investissement :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » se chiffrent à 288,814 milliards de FCFA dans le budget 2025 contre 427,417 milliards de FCFA en 2024, soit une diminution de 138,603 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils s'établissent à 288,814 milliards de FCFA dans le budget 2025 contre 339,168 milliards de FCFA dans le budget de l'Etat rectifié de 2024, soit une diminution de 50,354 milliards de FCFA.

Les diminutions en AE et CP sont imputables au fait que les augmentations qui avaient été effectuées à titre exceptionnel en faveur des dépenses militaires et sécuritaire dans le collectif budgétaire 2024, ne sont pas reconduites pour l'exercice budgétaire 2025.

- **Budget Spécial d'Investissement sur financement intérieur :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI sur financement intérieur se chiffrent à 669,271 milliards de FCFA dans le budget 2025 contre 494,205 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils augmenteront de 150,039 milliards de FCFA en passant de 121,006 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024 à 271,045 milliards de FCFA dans le budget 2025.

Ces inscriptions sont destinées, essentiellement, à la prise en charge des infrastructures dans les domaines routiers, du développement rural et des services sociaux de base.

A titre d'illustration, quelques projets phares du budget de l'Etat financés sur ressources intérieures en 2025, sont présentés dans le tableau 9.

Tableau 9 : Projets saillants dans le BSI sur financement intérieur

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet d'élargissement en 2x2 voies de la route Bamako-Koulouba-Kati-Bretelle Point G et Samé	15,000
Programme d'urgence routier	13,464
Construction du Stade de Tombouctou	10,000
Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kebila	7,500
Construction/ Bitumage route Kayes-Sandaré	7,500
Contrat Plan Etat Office du Niger	5,000
Construction et Equipement hôpitaux	5,000
Programme de construction de 50 000 logements sociaux	5,000
Construction et équipement de l'immeuble de la Direction Générale des Impôts	4,000
Fonds d'étude et de préparation des projets	3,500
Réhabilitation des Stades régionaux	3,500
Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Didieni	3,011
Amélioration du plateau technique des hôpitaux	3,000
Construction et équipement du siège de la Cour des Comptes	2,500

***Source** : DNPD, 2024.*

- **Budget Spécial d'Investissement sur financement extérieur :**

Aucune autorisation d'engagement n'est prévue au titre des dépenses du BSI sur financement extérieur, en raison du fait que l'exécution des crédits de paiement y afférents, s'effectue par les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

Les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique « BSI sur financement extérieur », se chiffreront à 165,000 milliards de FCFA dans le budget 2025 contre le même montant dans la loi de Finances rectifiée 2024.

Ci-dessous sont présentés dans le tableau 10, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget de l'Etat financés sur ressources extérieures en 2025 :

Tableau 10 : Projets saillants dans le BSI sur financement extérieur :

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali	12,422
Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD)	12,000
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	11,000
Programme régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS) II Mali	8,000
Bitumage tronçon Gouma-Coura-Tombouctou	7,923
Construction et Réhabilitation de la route transsaharienne (RTS) 1	7,500
Projet d'amélioration du secteur d'électricité au Mali (PASEM)	7,457
Programme pour la Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-Mali)	7,415
Projet Communautaire pour le Relèvement et la Stabilisation du Sahel (PCRSS)	7,000
Projet Multi-énergies pour la résilience et la gestion intégrée des terroirs au Mali (Projet MERIT)	5,205
Projet N'Débougou phase IV	5,000
Projet d'Appui au Renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB)	4,628

***Source** : DNPD, 2024.*

- **Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses d'ABS se chiffreront à 0,098 milliard de FCFA dans le budget 2025 contre 7,557 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une diminution de 7,459 milliards de FCFA. Concernant les crédits de paiement au titre de l'ABS, ils sont respectivement égaux aux AE pour les exercices 2024 et 2025. La diminution du montant prévisionnel se justifie par la baisse des dépenses en lien avec le niveau des annonces de financement enregistrées pour 2025.

2.1.2 Dépenses des Budgets annexes

Les autorisations d'engagement des budgets annexes se chiffrent à 2,208 milliards de FCFA dans le budget 2025 contre 2,163 milliards de FCFA dans celui de 2024, soit une augmentation de 0,045 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils se chiffrent à 8,903 milliards de FCFA en 2025 contre 8,684 milliards de FCFA en 2024, soit une augmentation de 0,219 milliard de FCFA. Ces augmentations de dépenses sont adossées à celles des recettes desdits budgets annexes qui sont équilibrés en recettes et en dépenses.

2.1.3 Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes Spéciaux du Trésor se chiffrent à 12,363 milliards de FCFA dans le budget 2025 contre 12,414 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2024, soit une diminution de 0,051 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 113,736 milliards de FCFA contre un montant de 113,786 milliards de FCFA en 2024, soit une diminution de 0,051 milliard de FCFA. Cette diminution est en lien avec le niveau prévisionnel des recettes permettant l'équilibre desdits Comptes spéciaux du Trésor.

2.2 Présentation des dépenses budgétaires par type de programmes

En termes de variation de l'architecture des programmes par rapport à la Loi de Finances 2024, le budget de l'Etat pour 2025 enregistre la création de deux (02) nouveaux programmes dans le budget du Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale. Ainsi, la cartographie des programmes pour 2025 s'articulera autour de :

- 141 programmes dont 31 programmes de pilotage, 97 programmes opérationnels,1 programme des budgets annexes et 12 programmes de Comptes spéciaux du Trésor (CST) ;
- 331 actions dont 122 pour les programmes de pilotage, 190 pour les programmes opérationnels, 7 pour le programme des budgets annexes et 12 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 460 objectifs dont 117 pour les programmes de pilotage, 319 pour les programmes opérationnels, 2 pour le programme des budgets annexes et 22 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 1 153 indicateurs dont 271 pour les programmes de pilotage, 813 pour les programmes opérationnels, 14 pour le programme des budgets annexes et 55 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 11.

Tableau 11 : Répartition des dépenses par type de programmes.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2024		LF 2025						Variation en montant	
	CP initiaux	CP rectifiés	Nombre				AE (3)	CP (4)	Par rapport aux CP initiaux	Par rapport aux CP rectifiés
			Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
Programmes de Pilotage (1)	**690,825**	**734,459**	**31**	**122**	**117**	**271**	**124,856**	**702,656**	**11,831**	**-31,804**
Personnel	327,856	326,802						333,222	5,366	6,421
Biens et services	155,816	146,854						161,896	6,080	15,043
Transferts et subventions	33,795	34,562						36,137	2,342	1,575
Investissement	173,356	226,242					124,856	171,400	-1,957	-54,842
Programme opérationnel (2)	**1 530,946**	**1 426,971**	**97**	**190**	**319**	**813**	**624,361**	**1 529,515**	**-1,431**	**102,544**
Personnel	623,797	624,788						613,554	-10,243	-11,234
Biens et services	212,786	199,772						218,177	5,391	18,405
Transferts et subventions	267,373	279,817						275,193	7,820	-4,624
Investissement	426,989	322,593					624,361	422,591	-4,399	99,997
Programme des Budgets annexes (3)	**8,684**	**8,684**	**1**	**7**	**2**	**14**	**2,208**	**8,903**	**0,219**	**0,219**
Personnel	2,661	2,661						2,719	0,058	0,058
Biens et services	2,990	2,990						3,101	0,111	0,111
Transferts et subventions	0,869	0,869						0,875	0,006	0,006
Investissement	2,163	2,163					2,208	2,208	0,045	0,045
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	**113,786**	**113,786**	**12**	**12**	**22**	**55**	**12,363**	**113,736**	**-0,051**	**-0,051**
Personnel	0,160	0,160						0,160	0,000	0,000
Biens et services	2,314	2,314						2,314	0,000	0,000
Transferts et subventions	0,740	0,740						0,740	0,000	0,000
Dépenses en atténuation de recettes	98,159	98,159						98,159	0,000	0,000
Investissement	12,414	12,414					12,363	12,363	-0,051	-0,051
Dotations (5)	**726,500**	**786,840**					**208,967**	**875,077**	**148,577**	**88,236**
Personnel	103,377	103,441						109,328	5,951	5,887
Charges financières de la dette	223,049	223,049						214,468	-8,581	-8,581
Biens et services	157,151	220,173						272,445	115,294	52,272
Transferts et subventions	129,113	150,980						142,568	13,455	-8,412
Dépenses en atténuation de recettes	13,009	13,009						13,009	0,000	0,000
Investissement	100,800	76,187					208,967	123,258	22,458	47,071
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**3 070,740**	**3 070,740**	**141**	**331**	**460**	**1 153**	**972,754**	**3 229,886**	**159,146**	**159,146**

***Source** : DGB, 2024.*

2.2.1 Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage (ou administration générale) sont des programmes qui permettent d'assurer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières et la coordination des actions menées par les programmes opérationnels.

Pour 2025, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes de pilotage s'élèvent à 124,856 milliards de FCFA contre 248,448 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une diminution de 123,592 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 702,656 milliards de FCFA en 2025 contre 734,459 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une diminution de 31,804 milliards de FCFA.

2.2.2 Programmes opérationnels

Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels et des Institutions et assimilées.

Pour 2025, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes opérationnels s'élèvent à 624,361 milliards de FCFA contre 476,795 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 147,565 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 1 529,515 milliards de FCFA contre 1 426,971 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 102,544 milliards de FCFA.

2.2.3 Programme des budgets annexes

Pour 2025, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour le programme des budgets annexes s'élèveront à 2,208 milliards de FCFA contre 2,163 milliards de FCFA en 2024, soit une augmentation de 0,045 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 8,903 milliards de FCFA en 2025 contre 8,684 milliards de FCFA en 2024, soit une augmentation de 0,219 milliard de FCFA.

2.2.4 Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor

Pour 2025, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes des comptes spéciaux du trésor s'établiront à 12,363 milliards de FCFA contre 12,414 milliards de FCFA en 2024, soit une diminution de 0,051 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 113,736 milliards de FCFA en 2025 contre 113,786 milliards de FCFA en 2024, soit une diminution de 0,051 milliard de FCFA.

2.2.5 Dotations

Pour 2025, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les dotations s'élèvent à 208,967 milliards de FCFA contre 203,936 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 5,031 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 875,077 milliards de FCFA en 2025 contre 786,840 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 88,236 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance. Il convient de souligner qu'il y a trois (03) sections budgétaires qui sont érigées en dotations, à savoir : le Conseil National de Transition (Assemblée Nationale), les Charges Communes et l'Agence Nationale de la Sécurité d'Etat.

2.3 Présentation des dépenses budgétaires par fonctions

Pour 2025, les allocations budgétaires par secteurs d'intervention de l'Etat (ou fonctions) sont présentées dans le tableau 12.

Tableau 12 : Classification fonctionnelle des dépenses.

(Montant en milliards de FCFA)

Fonction	LF initiale 2024		LF rectifiée 2024		LF 2025		Variation en montant	
	Montant	Poids en %	Montant	Poids en %	Montant	Poids en %	Par rapport à l'initiale	Par rapport au rectifiée
Services généraux des administrations publiques	870,931	28,36	853,555	27,80	938,924	29,07	67,993	85,369
Défense	457,847	14,91	546,573	17,80	470,085	14,55	12,238	-76,487
Ordre et sécurité publics	281,619	9,17	329,585	10,73	332,504	10,29	50,885	2,919
Affaires économiques	538,994	17,55	462,713	15,07	550,413	17,04	11,419	87,700
dont Agriculture	***282,006***	***9,18***	***252,461***	***8,22***	***273,236***	***8,46***	***-8,770***	***20,776***
Protection de l'environnement	27,339	0,89	22,539	0,73	40,696	1,26	13,357	18,157
Logement et équipements collectifs	50,962	1,66	36,847	1,20	50,034	1,55	-0,928	13,187
Santé	158,006	5,15	140,134	4,56	154,391	4,78	-3,615	14,256
Loisirs, culture et culte	34,730	1,13	51,336	1,67	38,980	1,21	4,250	-12,355
Enseignement	559,133	18,21	538,540	17,54	557,687	17,27	-1,446	19,147
Protection sociale	91,179	2,97	88,919	2,90	96,172	2,98	4,993	7,254
Total	**3 070,740**	**100,00**	**3 070,740**	**100,00**	**3 229,886**	**100,00**	**159,146**	**159,146**

Source : DGB, 2024.

Par rapport au budget rectifié de 2024, toutes les fonctions enregistrent des augmentations pour 2025 à l'exception des fonctions « Défense » et « Loisirs, culture et culte ». La diminution au niveau de ces deux (02) fonctions est imputable au renforcement ponctuel accordé dans le collectif budgétaire 2024.

2.4 Points saillants des dépenses budgétaires

2.4.1 Poursuite de la prise en charge du Cadre stratégique de la refondation de l'Etat

Depuis 2022, le budget de l'Etat prend en compte la mise en œuvre du plan d'actions du Cadre stratégique de la refondation de l'Etat. Cette prise en compte se poursuit dans le budget pour l'exercice 2025 à travers les allocations des départements ministériels auxquelles s'ajoutent des financements spécifiques, à savoir :

- les dépenses électorales…….. 80,750 milliards de FCFA
- la prise en charge des nouveaux organes prévus par la nouvelle Constitution, ainsi que les dépenses de fonctionnement des différentes instances de suivi des actions de réformes institutionnelles …… 17,297 milliards de FCFA
- les dépenses de fonctionnement régulier de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections ……. 6,093 milliards de FCFA

2.4.2 Renforcement de la défense et de la sécurité

Dans le budget pour 2025, les inscriptions en faveur du ministère en charge de la défense et de celui en charge de la sécurité enregistrent globalement une progression par rapport au budget de 2024. S'agissant du département en charge de la défense, les inscriptions budgétaires sont fixées à 485,059 milliards de FCFA pour 2025 contre un montant initial de 472,661 milliards de FCFA et révisé à 565,706 milliards de FCFA en 2024. Concernant le département en charge de la sécurité, les crédits budgétaires s'établissent à 184,885 milliards de FCFA pour 2025 contre un montant initial de 195,192 milliards de FCFA qui est resté identique après le collectif budgétaire en 2024.

2.4.3 Prise en charge des nouveaux services publics

Le budget de l'Etat pour 2025 prend en compte la création des lignes de dépenses pour des nouveaux services publics pour une incidence financière globale de **0,986 milliard de FCFA**, qui se présentent ci-après :

- Centre pour la Promotion de la Paix et de l'Unité au Mali..... .564 703 000 FCFA
- Institut national de Recherche sur la Médecine et la Pharmacopée traditionnelles …. 100 500 000 FCFA
- Ecole nationale de l'Administration pénitentiaire et de l'Education surveillée …...130 000 000 FCFA
- Inspection de la Jeunesse et des Sports ……...110 000 000 FCFA
- Ecole des Transmissions, des Télécommunications et de l'Informatique ……..... 31 250 000 FCFA
- Observatoire national du Foncier agricole ……..…… 50 000 000 FCFA.

Il enregistre également la création de chapitres budgétaires pour l'ensemble des cercles et des arrondissements créés suivant la Loi n°2023-005 du 13 mars 2023 portant statut particulier du District de Bamako et la Loi n°2023-006 du 13 mars 2023 portant création des circonscriptions administratives en République du Mali.

2.4.4 Poursuite de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèveront à 577,005 milliards de FCFA en 2025 contre un montant initial de 567,880 milliards de FCFA en 2024, soit une augmentation de 9,125 milliards de FCFA.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités Territoriales sont prévus à 432,554 milliards de FCFA en 2025 contre un montant initial de 440,088 milliards de FCFA et révisé à 434,298 milliards de FCFA en 2024. Ce montant prévisionnel pour 2025 diminue de 7,534 milliards de FCFA par rapport au niveau initial de 2024 qui s'explique par l'absence d'annonce en matière de l'appui budgétaire sectoriel (ABS) décentralisé. Aussi, il correspond à 17,74% des recettes budgétaires contre un ratio initial de 20,32% et révisé de 20,05% en 2024. Ce ratio relativement faible en 2025 découle des effets combinés de l'absence d'ABS décentralisé et de la proportion de progression des recettes budgétaires relativement élevée.

2.4.5 Dépenses sociales et de développement prioritaires

Dans le budget de l'Etat, les dépenses sociales et de développement prioritaires correspondent à une proportion des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, des infrastructures routières et de la décentralisation, hors financement extérieur. Elles concernent les dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes et la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT).

Pour 2025, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 686,048 milliards de FCFA contre 680,558 milliards de FCFA dans la loi de Finances initiale 2024.

2.4.6 Constitution d'une Réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2018 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2025. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires permettant d'atténuer les effets d'une éventuelle dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes. Sur la base d'une simulation de rétention variant de 5% à 20% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2025 à 42,587 milliards de FCFA contre un montant initial de 42,068 milliards de FCFA en 2024.

3 SOLDE BUDGÉTAIRE

Arrêté en recettes à la somme de 2 648,900 milliards de FCFA et en dépenses à 3 229,886 milliards de FCFA, le budget de l'Etat 2025 présente un déficit budgétaire global de 580,986 milliards de FCFA contre 682,869 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une diminution de 14,92%, suivant le tableau 13.

Tableau 13 : Solde budgétaire

(Montant en milliers de FCFA)

Libellés	Recettes budgétaires		Libellés	Dépenses budgétaires		Solde	
	2024	2025		2024	2025	2024	2025
BUDGET GÉNÉRAL							
Dons projets et legs	75 000 000	75 000 000	Personnel	1 055 031 261	1 056 105 182		
Recettes fiscales nettes	2 071 368 944	2 334 490 752	Charges financières de la dette	223 049 000	214 468 000		
Recettes non fiscales	21 525 090	24 403 248	Biens et services	566 798 854	652 518 334		
Dons programmes et legs	11 319 767	98 356	Transferts et subventions	465 359 397	453 898 315		
Recettes exceptionnelles	5 241 000	5 322 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	80 947 000	86 947 000	Investissement	625 022 667	717 248 227		
Total recettes du budget général	**2 265 401 801**	**2 526 261 356**	**Total dépenses du budget général**	**2 948 270 487**	**3 107 247 366**	**-682 868 686**	**-580 986 010**

Libellés	Recettes budgétaires		Libellés	Dépenses budgétaires		Solde	
	2024	2025		2024	2025	2024	2025
BUDGETS ANNEXES							
Ventes de produits	4 845 578	5 027 697	Personnel	2 661 225	2 719 200		
Recettes non fiscales	1 491 696	1 566 426	Biens et services	2 990 076	3 101 123		
Recettes exceptionnelles	2 314 031	2 278 000	Transferts et subventions	869 343	875 000		
Produits financiers	32 202	30 800	Investissement	2 162 863	2 207 600		
Total recettes des budgets annexes	**8 683 507**	**8 902 923**	**Total dépenses des budgets annexes**	**8 683 507**	**8 902 923**	**0**	**0**
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (CST)							
Recettes fiscales	98 159 000	98 159 000	Personnel	160 000	160 000		
Recettes non fiscales	4 059 702	4 053 336	Biens et services	2 313 522	2 313 522		
Transferts reçus d'autres budgets	11 537 737	11 493 442	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	30 000	30 000	Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000	98 159 000		
			Investissement	12 413 917	12 363 256		
Total recettes des CST	**113 786 439**	**113 735 778**	**Total dépenses des CST**	**113 786 439**	**113 735 778**	**0**	**0**
TOTAL DES RECETTES	**2 387 871 747**	**2 648 900 057**	**TOTAL DES DEPENSES**	**3 070 740 433**	**3 229 886 067**	**-682 868 686**	**-580 986 010**
Solde budgétaire						**-682 868 686**	**-580 986 010**

***Source** : DGB, DGI, DGD, DGDC, DGDP et DNTCP, 2024.*

B. OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE

Les opérations de trésorerie de l'Etat concernent les ressources et les charges de trésorerie.

1 Ressources de trésorerie

Pour 2025, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 126,970 milliards de FCFA contre 126,782 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une légère hausse de 0,188 milliard de FCFA correspondant à un taux de progression de 0,15%.

La répartition prévisionnelle des ressources de trésorerie est fournie dans le tableau 14.

Tableau 14 : Evolution des ressources de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2024		LF 2025	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Produits provenant de la cession des actifs	15,000	15,000	15,000	0,000	0,00	0,000	0,00
Aliénations du Domaine mobilier	*0,500*	*0,500*	*0,500*	*0,000*	*0,00*	*0,000*	*0,00*
Aliénations d'immeubles	*14,500*	*14,500*	*14,500*	*0,000*	*0,00*	*0,000*	*0,00*
Recettes de Privatisation	*0,000*	*0,000*	*0,000*	*0,000*	-	*0,000*	-
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	90,000	90,000	90,000	0,000	0,00	0,000	0,00
Produits des emprunts projets	*90,000*	*90,000*	*90,000*	*0,000*	*0,00*	*0,000*	*0,00*
Produits des emprunts programmes	*0,000*	*0,000*	*0,000*	*0,000*	-	*0,000*	-
Dépôts sur les comptes des correspondants	17,855	17,855	18,301	0,446	2,50	0,446	2,50
Remboursement des prêts et avances	3,927	3,927	3,669	-0,258	-6,57	-0,258	-6,57
Total ressources de trésorerie	**126,782**	**126,782**	**126,970**	**0,188**	**0,15**	**0,188**	**0,15**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDC, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2024.*

1.1 Produits provenant de la cession d'actifs

Les produits provenant de la cession d'actifs sont évalués à 15,000 milliards de FCFA en 2025 contre le même montant dans la Loi de Finances rectifiée 2024.

1.2 Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Les produits des emprunts à court, moyen et long termes sont évalués à 90,000 milliards de FCFA en 2025 contre le même montant dans la loi de Finances rectifiée 2024. Pour 2025, ils sont constitués exclusivement du financement de projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) sur financement extérieur.

1.3 Dépôts sur les comptes des correspondants

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2025, leurs dépôts sont prévus pour 18,301 milliards de FCFA contre 17,855 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024.

1.4 Remboursement des prêts et avances

En 2025, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 3,669 milliards de FCFA contre 3,927 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une baisse de 0,258 milliard de FCFA, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocédée.

2 CHARGES DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice 2025, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 936,655 milliards de FCFA contre 826,441 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une augmentation de 110,214 milliards de FCFA.

La répartition des prévisions de charges de trésorerie est fournie dans le tableau 15.

Tableau 15 : Evolution des charges de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2024		LF 2025	Variation/ initial		Variation/ rectifié	
	Initiale	Rectifiée		Montant	%	Montant	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	808,586	808,586	918,354	109,768	13,58	109,768	13,58
Principal dette intérieure	*612,815*	*612,815*	*695,083*	*82,268*	*13,42*	*82,268*	*13,42*
Principal dette extérieure	*195,771*	*195,771*	*223,271*	*27,500*	*14,05*	*27,500*	*14,05*
Retraits sur les comptes des correspondants	17,855	17,855	18,301	0,446	2,50	0,446	2,50
Prêts et avances	0,000	0,000	0,000	0,000	-	0,000	-
Total charges de trésorerie	**826,441**	**826,441**	**936,655**	**110,214**	**13,34**	**110,214**	**13,34**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDP et la DNTCP, 2024.*

2.1 Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes

En 2025, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 918,354 milliards de FCFA contre 808,586 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024, soit une hausse de 109,768 milliards de FCFA ou un taux de progression de 13,58%.

Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 695,083 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 223,271 milliards de FCFA.

2.2 Retraits sur les comptes des correspondants

En 2025, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 18,301 milliards de FCFA contre 17,855 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2024.

2.3 Prêts et avances

Le poste « Prêts et avances » enregistre les emprunts contractés par l'Etat, puis rétrocédés sous forme de prêts à certaines sociétés et entreprises publiques, en fonction des orientations de ses politiques sectorielles de développement. Les modalités d'octroi de ces prêts sont déterminées au cas par cas.

Bien que les informations soient disponibles en termes de réalisations sur les prêts rétrocédés par l'Etat au cours d'un exercice donné, il n'est pas évident, en revanche, de prévoir à l'avance ceux pouvant faire l'objet de rétrocession au cours de l'année prochaine. Cette incertitude en matière de prévision entraine l'absence d'inscription au niveau de cette rubrique pour l'exercice budgétaire 2025.

C. OBJECTIFS DE RESSOURCES ASSIGNÉS AUX SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

Pour l'exercice budgétaire 2025, les objectifs de ressources assignés aux services d'assiette et de recouvrement s'élèvent à 2 580,970 milliards de FCFA contre 2 308,782 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2024, soit une augmentation de 272,188 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 11,79%.

Ces objectifs sont répartis entre les services, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 16 : Prévisions des ressources des services d'assiette et de recouvrement.

(Montant en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des ressources	
	Rectifiées 2024 (1)	Initiales 2025 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	Rectifiées 2024 (4)	Initiales 2025 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	Rectifiées 2024 (1) + (4)	Initiales 2025 (2) + (5)
Direction Générale des Douanes	795,000	876,000	81,000	0,000	0,000	0,000	**795,000**	**876,000**
Direction Générale des Impôts	1 260,000	1 387,000	127,000	0,000	0,000	0,000	**1 260,000**	**1 387,000**
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	42,000	48,000	6,000	17,855	18,301	0,446	**59,855**	**66,301**
Direction Générale des Domaines et du Cadastre	175,000	233,000	58,000	15,000	15,000	0,000	**190,000**	**248,000**
Direction Générale de la Dette Publique			0,000	3,927	3,669	-0,258	**3,927**	**3,669**
TOTAL	**2 272,000**	**2 544,000**	**272,000**	**36,782**	**36,970**	**0,188**	**2 308,782**	**2 580,970**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DGDC, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2024.*

En tenant compte du montant destiné au remboursement des crédits d'impôts (Crédits de TVA et autres exonérations fiscales), lesdites ressources se présentent comme suit :

Tableau 17 : Projection des ressources brutes et nettes des services d'assiette et de recouvrement.

(Montant en milliards de FCFA)

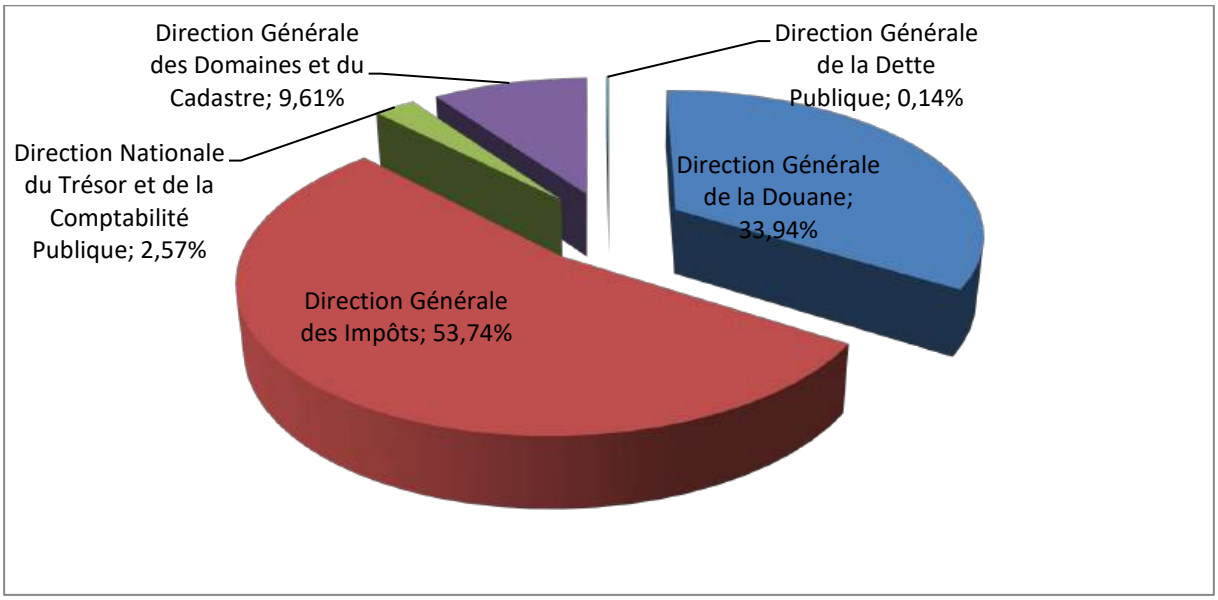
SERVICES	LF rectifiée 2024		LF 2025		Evolution	
	Brutes	Nettes (1)	Brutes	Nettes (2)	En montant (3) = (2)-(1)	En % = 3)/(1)*100
Direction Générale des Douanes	795,000	752,653	876,000	833,653[8]	81,000	10,76
Direction Générale des Impôts	1260,000	1196,479	1387,000	1323,479[9]	127,000	10,61
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	59,855	59,855	66,301	66,301	6,446	10,77
Direction Générale des Domaines et du Cadastre	190,000	190,000	248,000	248,000	58,000	30,53
Direction Générale de la Dette Publique	3,927	3,927	3,669	3,669	-0,258	-6,57
TOTAL	**2 308,782**	**2 202,913**	**2 580,970**	**2 475,102**	**272,188**	**12,36**
Montant du Crédit de TVA	**98,159**		**98,159**		**0,000**	**0,00%**
Autres exonérations fiscales	**7,709**		**7,709**		**0,000**	**0,00%**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DGDC, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2024.*

En termes de montant net (hors montant pour le remboursement des crédits d'impôts), les ressources prévisionnelles s'élèvent à 2 475,102 milliards de FCFA pour 2025 contre 2 202,913 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2024, soit une augmentation de 272,188 milliards de FCFA ou un taux de progression de 12,36%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est retracée, pour 2025, dans le graphique 1.

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des ressources pour 2025.



[8] Ressources nettes pour la DGD = Ressources brutes – 40% (98,159+7,709).
[9] Ressources nettes pour la DGI = Ressources brutes – 60% (98,159+7,709)

L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2025 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts (DGI)

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes de l'exercice 2025, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle de la DGI ;
- l'institution d'un système de la facture normalisée et sécurisée ;
- l'institution de la redevance de surproduction et la taxation des superprofits ;
- la poursuite de la promotion du civisme fiscal ;
- la généralisation des téléprocédures (télédéclaration et télépaiement des impôts, droits et taxes) ;
- l'extension des téléprocédures au réseau GSM (accomplissement des obligations fiscales via les téléphones mobiles) ;
- l'ouverture des télépaiements aux solutions bancaires propriétaires et aux cartes bancaires ;
- la mise en œuvre du contrôle à distance des opérations d'assiettes et de recouvrement dans SIGTAS ;
- la mise en œuvre des réformes concernant la gestion des crédits de TVA ;
- l'amélioration de la gestion de l'impôt sur les revenus fonciers à travers un meilleur suivi des opérations (assiette et recouvrement) ;
- la mise en œuvre de programmes de contrôle qui intègrent les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés enregistrés au niveau de la DGMP.

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

L'objectif des recettes assigné à la Direction Générale des Douanes devrait être entièrement réalisé au 31 décembre 2025, à condition que :

- la structure des prix des produits pétroliers reste favorable à une perception conséquente de la TIPP ;
- il y ait une poursuite de la diminution des exonérations d'une manière générale et la non reconduction des exonérations sur les produits de première nécessité en particulier ;
- les reformes et mesures suivantes prises par la DGD continuent de produire leurs effets. Il s'agit entre autres :
    - de la réappropriation de la fonction d'évaluation en douane qui a abouti à la mise en exploitation du module ASYVAL qui permet une meilleure maitrise de la base taxable pour un certain nombre de produits dont la valeur déclarée est paramétrée sur le SYDONIA;
    - du déploiement du Système Intégré de Gestion du Contrôle Documentaire (SIGECOD) dans le cadre du CET en vue d'une bonne maitrise de la gestion documentaire des risques et de la réconciliation des opérations ;

- du déploiement des nouveaux scanners et leur interconnexion avec le SYDONIA en vue d'améliorer les contrôles douaniers ;
- du déploiement des Brigades spéciales de lutte contre la fraude dans certaines zones stratégiques conjointement avec les Forces armées et de sécurité ;
- de la poursuite du retour de l'Administration des douanes dans les régions du Nord en coordination avec les autres services de l'Etat.

Au titre de la Direction Générale des Domaines et du Cadastre (DGDC)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le suivi des déclarations de la Taxe Ad Valorem (TAV) souscrites par les sociétés minières pour s'assurer qu'elles appliquent correctement les dispositions du Décret d'application du Code minier de 2023 en la matière ;
- le suivi accru des résolutions des Assemblées Générales Ordinaires et Conseils d'Administration des société à participation publique à travers la sensibilisation, la formation et la redevabilité des administrateurs de l'Etat dans ces sociétés ;
- l'approfondissement du cadre permanent de collaboration instauré avec l'ordre des notaires pour le suivi des transactions foncières ;
- le renforcement du dispositif de suivi des droits sur la location des particuliers et celui des redevances issues d'un certain nombre des domaines de l'Etat (domaine minier, forestier, fluvial etc..) ;
- le développement et le déploiement du Système d'Informations sur les Titres Fonciers et de l'Immobilier (SITFI).

Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Pour réaliser l'objectif assigné en 2025, des réformes et nouvelles mesures seront mises en œuvre par la DNTCP notamment la digitalisation des moyens de paiement dans les services du Trésor, des actions commerciales et incitatives au niveau du PMU-MALI. Ces réformes et mesures se présentent comme suit :

- le paiement numérique des services rendus par certaines structures relevant du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, du Ministère des Transports et des Infrastructures ainsi que du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable. Il s'agit des frais de délivrance de la carte d'identité, des passeports, du visa délivré par les représentations diplomatiques, des contraventions de police et de la gendarmerie, des amendes des tribunaux et justice, des amendes des services des eaux et forêts, des droits administratifs pour la délivrance des permis de conduire, des cartes grises, des cartes de transport, des permis de coupe de bois et de pêche ;

- le renforcement du contrôle interne en procédant au contrôle inopiné de la caisse des comptables publics du Trésor ;
- l'opérationnalisation par le PMU-MALI de la plateforme d'audit et de régulation qui mettra fin au système déclaratif de l'assiette de calcul de la redevance payable au Trésor Public. Cette plateforme permettra de tracer les transactions financières réalisées et accroître les revenus d'au moins 30% au vu des informations reçues des loteries nationales voisines ayant mis en place cette solution ;
- l'intégration de nouveaux opérateurs de jeux, au moins deux, sur le segment des paris sportifs et des jeux virtuels afin de combler les potentialités décelées par les études de marché ;
- l'opérationnalisation des activités du nouveau partenaire technique sur le réseau des courses Avant la Réunion (ALR), par l'ouverture de nouveaux points de vente dans des zones où le réseau commercial des courses ALR n'était pas encore étendu ;
- l'installation de nouveaux points de vente dans les lieux de loisirs sur le réseau des courses pendant la Réunion (PLR), ayant pour cible les potentiels parieurs avec des revenus supérieurs communément appelés « gros parieurs ».

D. ÉQUILIBRE FINANCIER

Au regard du déficit prévisionnel dégagé et en prenant compte les échéances courantes de la dette ainsi que la prévision des retraits sur les comptes des correspondants, les besoins de financement pour l'exercice budgétaire 2025 ressortent à 1 517,641 milliards de FCFA. Ces besoins seront financés par les ressources attendues pour le même montant et provenant des emprunts, de la cession des actifs, des remboursements des prêts et avances et des dépôts sur les comptes des correspondants. L'équilibre financier du budget de l'Etat pour 2025 est projeté dans le tableau 18.

Tableau 18 : Besoins et ressources de financement

(Montant en FCFA)

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Besoins de financement	**1 509 309 433 502**	**1 517 641 126 190**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	808 586 000 000	918 354 000 000
dont principal dette intérieure	*612 815 000 000*	*695 083 000 000*
dont principal dette extérieure	*195 771 000 000*	*223 271 000 000*
Déficit budgétaire à financer	682 868 686 000	580 986 010 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	18 301 116 190
Ressources de financement	**1 509 309 433 502**	**1 517 641 126 190**
Tirages sur des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 382 527 686 000	1 390 671 010 000
Tirages sur des emprunts programmes	0	0
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	15 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	3 927 000 000	3 669 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	18 301 116 190

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDC, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2024.*

Bamako, le 19 septembre 2024

TEXTE DE LA LOI DE FINANCES

Mme TALL
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

LOI N°2024-037 /DU 27 DEC 2024

PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2025

Le Conseil national de Transition a délibéré et adopté, en sa séance du 19 décembre 2024,

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE I : AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1er : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités territoriales et aux Etablissements publics est effectuée, pendant l'année 2025, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi.

Article 2 : Les affectations, résultant des budgets annexes créés et des Comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de dépôt de la présente loi, sont confirmées pour l'année 2025.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des recettes budgétaires

Article 4 : Pour 2025, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à 2 648 900 057 000 F CFA et réparties comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Budget général	**2 265 401 801 000**	**2 526 261 356 000**
Dons projets et legs	75 000 000 000	75 000 000 000
Recettes fiscales nettes	2 071 368 944 000	2 334 490 752 000
Recettes non fiscales	21 525 090 000	24 403 248 000
Dons programmes et legs	11 319 767 000	98 356 000
Recettes exceptionnelles	5 241 000 000	5 322 000 000
Produits financiers	80 947 000 000	86 947 000 000
Budgets annexes	**8 683 507 000**	**8 902 923 000**
Ventes de produits	4 845 578 000	5 027 697 000
Recettes non fiscales	1 491 696 000	1 566 426 000
Recettes exceptionnelles	2 314 031 000	2 278 000 000
Produits financiers	32 202 000	30 800 000
Comptes spéciaux du Trésor	**113 786 439 000**	**113 735 778 000**
Recettes fiscales	98 159 000 000	98 159 000 000
Recettes non fiscales	4 059 702 000	4 053 336 000
Transferts reçus d'autres budgets	11 537 737 000	11 493 442 000
Dons programmes et legs	30 000 000	30 000 000
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	**2 387 871 747 000**	**2 648 900 057 000**

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2025

Détail des ressources

Edition du 22/08/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2024	Initiales 2025
1	**BUDGET GENERAL**		
12	**DONS PROJETS ET LEGS**		
12.1	**Dons projets des institutions internationales**	**75 000 000**	**75 000 000**
12.1.1	**Dons projets des institutions internationales**	**75 000 000**	**75 000 000**
12.1.1.10	Subventions	75 000 000	75 000 000
TOTAL	**DONS PROJETS ET LEGS**	**75 000 000**	**75 000 000**
71	**RECETTES FISCALES**		
71.1	**Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital**	**686 228 000**	**762 553 000**
71.1.1	**Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)**	**8 265 000**	**8 894 000**
71.1.1.10	BIC Secteur Privé	5 053 000	5 437 000
71.1.1.12	Vignette synthétique (54,37%)	3 212 000	3 457 000
71.1.4	**Impôts sur les revenus**	**189 140 000**	**203 515 000**
71.1.4.10	Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)	5 984 000	6 439 000
71.1.4.11	ITS Retenue Secteur privé	151 292 000	162 790 000
71.1.4.12	ITS Retenue Secteur public	27 174 000	29 239 000
71.1.4.13	Impôts sur les Revenus fonciers (IRF)	4 690 000	5 047 000
71.1.2	**Impôts sur les sociétés (IS)**	**450 444 000**	**508 848 000**
71.1.2.10	Impôts sur les Sociétés (IS privé)	412 672 000	468 206 000
71.1.2.11	Retenue Art 94 à 98 CGI	384 000	413 000
71.1.2.12	Retenue Art 43 CGI et Art 440 LPF	29 148 000	31 363 000
71.1.2.20	Impôts sur les Sociétés (IS Etat)	8 240 000	8 866 000
71.1.7	**Impôts sur revenus des valeurs mobilières (IRVM)**	**38 379 000**	**41 296 000**
71.1.7.10	Impôts sur les Revenus des Valeurs Mobilières	38 379 000	41 296 000
71.2	**Impôts sur les salaires versés et autres rémunerations**	**20 704 000**	**22 278 000**
71.2.1	**Impôt sur les traitements et salaires**	**20 704 000**	**22 278 000**
71.2.1.30	Contribution Forfaitaire	20 704 000	22 278 000
71.3	**Impôts sur le Patrimoine**	**5 120 000**	**4 920 000**
71.3.2	**Autres impôts sur le patrimoine**	**5 120 000**	**4 920 000**
71.3.2.10	Taxe sur la Plus Value de Cession	4 920 000	4 920 000
71.3.2.11	Taxe sur les Frais d'Edilité	200 000	0
71.4	**Autres impôts directs**	**119 872 000**	**188 092 000**
71.4.4	**Pénalités**	**4 810 000**	**5 176 000**
71.4.4.11	Pénalités sur les impôts directs	1 496 000	1 610 000
71.4.4.12	Intérêts de retards / Impôts directs	3 314 000	3 566 000
71.4.9	**Recettes sur exercices antérieurs**	**50 950 000**	**54 821 000**
71.4.9.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts directs	5 483 000	5 899 000
71.4.9.11	Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs	45 467 000	48 922 000
71.4.2	**Taxes ad valorem (entreprises minières) DNDC**	**55 400 000**	**118 722 000**
71.4.2.10	Taxe Ad Valorem / Entreprises Minières	55 000 000	118 322 000
71.4.2.70	Taxes d'Extration	400 000	400 000
71.4.5	**Taxes sur transports**	**3 755 000**	**4 040 000**
71.4.5.10	Taxes sur transports routiers	3 755 000	4 040 000
71.4.6	**Taxes sur véhicules**	**4 957 000**	**5 333 000**
71.4.6.10	Taxes sur véhicules Auto	4 957 000	5 333 000
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**	**981 335 924**	**1 074 938 261**
71.5.2	**Autres taxes sur les biens**	**305 796 791**	**289 591 100**
71.5.2.11	CPS - I.S.C.P / Or	61 651 000	65 966 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2025

Détail des ressources

Edition du 22/08/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2024	Initiales 2025
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**		
71.5.2	**Autres taxes sur les biens**		
71.5.2.30	Taxes sur les Boissons Alcoolisés	3 235 000	3 462 000
71.5.2.31	Impôt Spécial sur Boissons Gazeux	4 425 000	4 735 000
71.5.2.32	Impôt Spécial sur les Boissons	4 416 047	6 009 500
71.5.2.40	Taxes Locales sur les Tabacs	63 600 000	8 137 100
71.5.2.60	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	155 540 000	188 586 100
71.5.2.80	Taxes sur les Colas	125 900	166 900
71.5.2.91	ISCP sur Autres Produits	12 794 791	12 513 800
71.5.2.93	Taxes sur les balles	9 053	14 700
71.5.3	**Autres taxes sur les services**	**120 887 133**	**131 366 561**
71.5.3.11	Taxe sur contrat d'assurance	7 464 000	7 987 000
71.5.3.12	Taxe sur activités financières	56 472 000	60 425 000
71.5.3.20	Taxes Visites Techniques des Véhicules	326 762	334 734
71.5.3.21	PMU Mali	16 994 000	20 370 880
71.5.3.22	Casino	236 861	284 086
71.5.3.23	Autorisation de Conduire	30 356	30 519
71.5.3.24	Taxes sur la Délivrance des Cartes de Transport	645 975	643 198
71.5.3.25	Taxes sur la Délivrance des Cartes Grises	850 872	826 774
71.5.3.26	Taxes sur la Délivrance des Permis de Conduire	632 307	623 370
71.5.3.30	TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	37 234 000	39 841 000
71.5.1	**Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS**	**523 664 000**	**620 823 600**
71.5.1.10	T.V.A Etat	756 000	809 000
71.5.1.20	T.V.A. Privé	182 161 600	209 035 600
71.5.1.30	T.V.A. Importations	340 746 400	410 979 000
71.5.9	**Pénalités sur impôts indirects**	**5 834 000**	**6 242 000**
71.5.9.10	Pénalités sur Impôts Indirects	2 525 000	2 701 000
71.5.9.12	Intérêts de retard / impôts indirects	3 309 000	3 541 000
71.5.4	**Recettes sur exercices antérieurs / Impôts indirects**	**25 154 000**	**26 915 000**
71.5.4.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts indirects	8 266 000	8 845 000
71.5.4.11	Recettes sur Impôts indirects / exercices antérieurs	16 888 000	18 070 000
71.6	**Droits de timbre et d'enregistrement**	**69 995 000**	**61 639 000**
71.6.9	**Autres droits d'enregistrement**	**4 000**	**5 000**
71.6.9.10	Droit d'enregistrement et de timbre / Exercices antérieurs	4 000	5 000
71.6.2	**Droit de conservation de la propriété (DNDC)**	**3 622 000**	**3 000 000**
71.6.2.10	Droits de Concervation de la Propriété	3 622 000	3 000 000
71.6.1	**Droits d'enregistrement**	**39 433 000**	**30 488 000**
71.6.1.10	Prélèvements Honoraires Greffiers	53 000	53 000
71.6.1.11	Droits d'Enregistrements	39 350 000	30 405 000
71.6.1.12	Taxes sur les Locations des Particuliers	30 000	30 000
71.6.3	**Droits de timbre**	**26 931 000**	**28 141 000**
71.6.3.10	Droits de Timbres	26 931 000	28 141 000
71.6.4	**Pénalités / Droits d'enregistrements et timbres**	**5 000**	**5 000**
71.6.4.10	Pénalités sur les droits d'enregistrements et timbres	3 000	3 000
71.6.4.11	Intérêts de retard sur les droits d'enregistrements et timbres	2 000	2 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2025

Détail des ressources

Edition du 22/08/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2024	Initiales 2025
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.7	**Droits et taxes à l'importation**	**184 306 243**	**216 537 300**
71.7.9	**Autres droits et taxes à l'importation**	**7 385 478**	**7 483 300**
71.7.9.10	Amendes et Confiscations	4 500 000	6 885 100
71.7.9.11	Ventes en Douanes	432 214	570 500
71.7.9.12	Plombs et Imprimés	869	1 000
71.7.9.13	Droits de Maganisage et de Dépôts	24 395	26 700
71.7.9.15	Recettes sur Exercices Antérieurs	2 428 000	0
71.7.1	**Droits et taxes à l'importation**	**176 920 765**	**209 054 000**
71.7.1.10	Taxe Conjoncturelle à l'Importation	108 140	143 500
71.7.1.11	Redevances Statistiques	25 097 095	25 208 800
71.7.1.12	Droits de Douanes	151 050 000	182 945 700
71.7.1.13	Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI)	665 530	756 000
71.9	**Autres recettes fiscales**	**3 807 777**	**3 533 191**
71.9.2	**Droits de chancellerie**	**2 441 496**	**2 189 540**
71.9.2.10	Droits de Chancellerie	2 441 496	2 189 540
71.9.4	**Passeport, carte d'identité, visas**	**1 328 153**	**1 315 825**
71.9.4.10	Passeports et Cartes d'Identités	1 328 153	1 315 825
71.9.3	**Taxe sur les établissements classés insalubres et incommodes**	**38 128**	**27 826**
71.9.3.10	Taxes sur les Etablissements classés insalubres & incommodes	38 128	27 826
TOTAL	**RECETTES FISCALES**	**2 071 368 944**	**2 334 490 752**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**3 000 000**	**3 000 000**
72.1.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**3 000 000**	**3 000 000**
72.1.1.10	Redevances Superficiaires	700 000	700 000
72.1.1.11	Concessions Ordinaires	2 280 000	2 280 000
72.1.1.13	Location des Immeubles de l'Etat	20 000	20 000
72.2	**Droits et frais administratifs**	**4 906**	**0**
72.2.1	**Droits et frais administratifs**	**4 906**	**0**
72.2.1.15	Recettes sur les Lettres de Voitures	4 906	0
72.3	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**1 055 660**	**1 189 354**
72.3.1	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**1 055 660**	**1 189 354**
72.3.1.10	Frais et Amendes Judiciaires	769 733	895 551
72.3.1.11	Amendes Arbitrées	285 927	293 803
72.9	**Autres recettes non fiscales**	**17 464 524**	**20 213 894**
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**	**17 464 524**	**20 213 894**
72.9.1.11	Recettes sur Ordre de Recettes	263 287	173 075
72.9.1.13	Recettes sur Prestations Artistiques	152 126	0
72.9.1.14	Produits Divers	3 692 412	3 173 968
72.9.1.15	Pénalités sur les Produits Domaniaux	50 000	50 000
72.9.1.16	Recettes sur Prestations Sportives	62 240	99 941
72.9.1.17	Recettes Diverses (Budget National)	9 425 332	12 037 938
72.9.1.18	Autres Produits Divers	3 819 127	4 678 972
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**21 525 090**	**24 403 248**
74	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**		
74.1	**Dons des institutions internationales**	**10 761 112**	**0**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2025

Détail des ressources

Edition du 22/08/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2024	Initiales 2025
1 BUDGET GENERAL			
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.1 Dons des institutions internationales			
74.1.1 Dons des institutions internationales		**10 761 112**	**0**
74.1.1.13	Appui Programmes Banque Mondiale	3 762 500	0
74.1.1.19	Appui Banque Mondiale (DCP)	6 998 612	0
74.2 Dons des gouvernements étrangers		**558 655**	**98 356**
74.2.1 Dons des gouvernements étrangers		**558 655**	**98 356**
74.2.1.24	Report Appui Programme Canada (Santé)	0	47 387
74.2.1.27	Report Appui Programme Canada (Education)	0	50 969
74.2.1.31	Appui programme Lux Dev/ Filières agro-pastorales (PAFA)	558 655	0
TOTAL	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**	**11 319 767**	**98 356**
75 RECETTES EXCEPTIONNELLES			
75.1 Remises et annulations de dette		**5 241 000**	**5 322 000**
75.1.1 Remises et annulations de dettes		**5 241 000**	**5 322 000**
75.1.1.10	Ressources PPTE	5 241 000	5 322 000
TOTAL	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**5 241 000**	**5 322 000**
77 PRODUITS FINANCIERS			
77.4 Revenus des titres de placements		**80 947 000**	**86 947 000**
77.4.1 Revenus des titres de placements		**80 947 000**	**86 947 000**
77.4.1.10	Dividendes autres Sociétés	26 947 000	26 947 000
77.4.1.11	Revenue des Valeurs Mobilières, des Titres et des Dividendes	54 000 000	60 000 000
TOTAL	**PRODUITS FINANCIERS**	**80 947 000**	**86 947 000**
TOTAL	**BUDGET GENERAL**	**2 265 401 801**	**2 526 261 356**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2025

Détail des ressources

Edition du 22/08/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2024	Initiales 2025
2	**BUDGETS ANNEXES**		
70	**VENTES DE PRODUITS**		
70.2	**Ventes de prestations de services**	**4 845 578**	**5 027 697**
70.2.1	**Ventes de prestations de services**	**4 845 578**	**5 027 697**
70.2.1.1	Redevances d'évacuation des marchandises solides (y compris les véhicules d'occasion ou veufs)	3 262 105	3 367 897
70.2.1.2	Redevances d'évacuation des marchandises liquides	1 315 650	1 401 000
70.2.1.3	Redevances d'entreposage des marchandises	191 823	149 500
70.2.1.4	Gestion de parkings	70 000	103 300
70.2.1.5	Gestion de ponts bascules	6 000	6 000
TOTAL	**VENTES DE PRODUITS**	**4 845 578**	**5 027 697**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**1 491 696**	**1 566 426**
72.1.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**1 491 696**	**1 566 426**
72.1.1.14	Location de bureaux	24 980	15 980
72.1.1.15	Location de terre-plein	503 631	507 257
72.1.1.16	Location des magasins	963 085	1 043 189
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**1 491 696**	**1 566 426**
75	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**		
75.9	**Autres recettes exceptionnelles**	**2 314 031**	**2 278 000**
75.9.1	**Autres recettes exceptionnelles**	**2 314 031**	**2 278 000**
75.9.1.1	Recettes diverses	815 731	782 700
75.9.1.2	Subvention Entrepôts	1 498 300	1 495 300
TOTAL	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**2 314 031**	**2 278 000**
77	**PRODUITS FINANCIERS**		
77.2	**Intérêts sur les dépôts à terme**	**32 202**	**30 800**
77.2.1	**Intérêts sur les dépôts à terme**	**32 202**	**30 800**
77.2.1.1	Intérêts sur placement financier	32 202	30 800
TOTAL	**PRODUITS FINANCIERS**	**32 202**	**30 800**
TOTAL	**BUDGETS ANNEXES**	**8 683 507**	**8 902 923**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2025

Détail des ressources

Edition du 22/08/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2024	Initiales 2025
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
71 RECETTES FISCALES			
71.5 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services		**98 159 000**	**98 159 000**
71.5.1 Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS		**98 159 000**	**98 159 000**
71.5.1.40	Crédits TVA (DGD)	39 263 600	39 263 600
71.5.1.41	Crédits TVA (DGI)	58 895 400	58 895 400
TOTAL RECETTES FISCALES		**98 159 000**	**98 159 000**
72 RECETTES NON FISCALES			
72.2 Droits et frais administratifs		**3 621 747**	**3 641 747**
72.2.1 Droits et frais administratifs		**3 621 747**	**3 641 747**
72.2.1.10	Vente des explosifs	10 000	10 000
72.2.1.23	Travaux Prospection Géophysique	25 000	25 000
72.2.1.24	Travaux Prospection Géochimique	50 000	50 000
72.2.1.25	Analyses des Echantillons	40 000	40 000
72.2.1.26	Primes pour Conventions d'Etablissement	500 000	500 000
72.2.1.28	Travaux de Sondage	215 000	215 000
72.2.1.30	Permis d'exploitation de la Forêt	1 581 667	1 581 667
72.2.1.31	Permis d'exploitation de la Faune	500 000	500 000
72.2.1.32	Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	150 000	150 000
72.2.1.33	Droit d'obtention du permis environnemental	500 080	500 080
72.2.1.34	Redevance pour l'utilisation de l'eau du domaine public	50 000	70 000
72.3 Amendes et condamnations pécuniaires		**318 333**	**318 333**
72.3.1 Amendes et condamnations pécuniaires		**318 333**	**318 333**
72.3.1.12	Amendes	218 333	218 333
72.3.1.13	Pénalités	100 000	100 000
72.9 Autres recettes non fiscales		**119 622**	**93 256**
72.9.1 Autres recettes non fiscales		**119 622**	**93 256**
72.9.1.20	Recettes Annexes	20 000	20 000
72.9.1.23	Reports de recettes non fiscales	99 622	73 256
TOTAL RECETTES NON FISCALES		**4 059 702**	**4 053 336**
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS			
73.1 Transferts reçus du budget général		**11 537 737**	**11 493 442**
73.1.1 Transferts reçus du budget général		**11 537 737**	**11 493 442**
73.1.1.10	Transfert Réçu du Budget Général	11 493 442	11 493 442
73.1.1.11	Reports	44 295	0
TOTAL TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		**11 537 737**	**11 493 442**
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.5 Fonds de concours		**30 000**	**30 000**
74.5.1 Fonds de concours		**30 000**	**30 000**
74.5.1.3	Participation financière des Communes et usagers	30 000	30 000
TOTAL DONS PROGRAMMES ET LEGS		**30 000**	**30 000**
TOTAL	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**	**113 786 439**	**113 735 778**
TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES		**2 387 871 747**	**2 648 900 057**

Article 5 : Pour 2025, les recettes des budgets annexes, évaluées à **8 902 923 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

Montant en FCFA

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Entrepôts Maliens au Sénégal	2 681 678 000	2 757 600 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	2 020 000 000	2 020 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	746 895 000	739 500 000
Entrepôts Maliens en Guinée	1 200 000 000	1 200 000 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	777 323 000	777 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	790 500 000	802 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	467 111 000	606 000 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	**8 683 507 000**	**8 902 923 000**

Article 6 : Pour 2025, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **113 735 778 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

Montant en FCFA

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Fonds de Remboursement des crédits TVA	98 159 000 000	98 159 000 000
Fonds National pour le Développement de la Statistique	3 000 000 000	3 000 000 000
Fonds pour le Développement Durable	0	0
Garantie Centrale Solaire Photovoltaïque 33 MWc à Ségou	343 442 000	343 442 000
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2 544 295 000	2 500 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	650 000 000	650 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune	500 000 000	500 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts	1 800 000 000	1 800 000 000
Fonds d'Etude d'Impact environnemental et social	500 080 000	500 080 000
Fonds de Développement de l'Eau	179 622 000	173 256 000
Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières	750 000 000	750 000 000
Programme de Développement des Ressources Minérales	360 000 000	360 000 000
Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000	5 000 000 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**113 786 439 000**	**113 735 778 000**

Section 2 : Evaluation des ressources de trésorerie

Article 7 : Pour 2025, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **126 970 116 190 F CFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Produits provenant de la cession des actifs	**15 000 000 000**	**15 000 000 000**
Aliénations du domaine mobilier	500 000 000	500 000 000
Aliénations d'immeubles	14 500 000 000	14 500 000 000
Recettes de privatisation	0	0
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	**90 000 000 000**	**90 000 000 000**
Produits des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Produits des emprunts programmes	0	0
Dépôts sur les comptes des correspondants	**17 854 747 502**	**18 301 116 190**
Remboursements de prêts et avances	**3 927 000 000**	**3 669 000 000**
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	**126 781 747 502**	**126 970 116 190**

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE I : DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des dépenses budgétaires

Article 9 : Pour 2025, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **3 229 886 067 000 FCFA** et réparti par nature de dépenses comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Dépenses ordinaires	**2 431 140 986 000**	**2 498 066 984 000**
Dépenses de personnel	1 057 852 486 000	1 058 984 382 000
Charges financières de la dette	223 049 000 000	214 468 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	572 102 452 000	657 932 979 000
Dépenses de transfert courant	466 968 740 000	455 513 315 000
Dépenses en atténuation de recettes	111 168 308 000	111 168 308 000
Dépenses en capital	**639 599 447 000**	**731 819 083 000**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	639 599 447 000	731 819 083 000
Dépenses de transfert en capital	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	**3 070 740 433 000**	**3 229 886 067 000**

Article 10 : Pour 2025, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **3 107 247 366 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Personnel	1 055 031 261 000	1 056 105 182 000
Charges financières de la dette	223 049 000 000	214 468 000 000
Biens et services	566 798 854 000	652 518 334 000
Transferts et subventions	465 359 397 000	453 898 315 000
Dépenses en atténuation de recettes	13 009 308 000	13 009 308 000
Investissement	625 022 667 000	717 248 227 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	**2 948 270 487 000**	**3 107 247 366 000**

Article 11 : Pour 2025, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **8 902 923 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Personnel	2 661 225 000	2 719 200 000
Biens et services	2 990 076 000	3 101 123 000
Transferts et subventions	869 343 000	875 000 000
Investissement	2 162 863 000	2 207 600 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	**8 683 507 000**	**8 902 923 000**

Article 12 : Pour 2025, le plafond des dépenses des Comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **113 735 778 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Personnel	160 000 000	160 000 000
Biens et services	2 313 522 000	2 313 522 000
Transferts et subventions	740 000 000	740 000 000
Dépenses en atténuation de recettes	98 159 000 000	98 159 000 000
Investissement	12 413 917 000	12 363 256 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**113 786 439 000**	**113 735 778 000**

Article 13 : Pour 2025, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **133 503 agents**.

Section 2 : Evaluation des charges de trésorerie

Article 14 : Pour 2025, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **936 655 116 190 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	**808 586 000 000**	**918 354 000 000**
dont principal dette intérieure	612 815 000 000	695 083 000 000
dont principal dette extérieure	195 771 000 000	223 271 000 000
Retraits sur les comptes des correspondants	**17 854 747 502**	**18 301 116 190**
Prêts et avances	**0**	**0**
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	**826 440 747 502**	**936 655 116 190**

TITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2025, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses fixés et l'équilibre budgétaire qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

Montant en milliers de FCFA

Libellés	Prévisions des recettes		Libellés	Prévisions des dépenses		Solde prévisionnel	
	Rectifiées 2024	Initiales 2025		Rectifiées 2024	Initiales 2025	Rectifié 2024	Initial 2025
Budget général							
Dons projets et legs	75 000 000	75 000 000	Personnel	1 055 031 261	1 056 105 182		
Recettes fiscales nettes	2 071 368 944	2 334 490 752	Charges financières de la dette	223 049 000	214 468 000		
Recettes non fiscales	21 525 090	24 403 248	Biens et services	566 798 854	652 518 334		
Dons programmes et legs	11 319 767	98 356	Transferts et subventions	465 359 397	453 898 315		
Recettes exceptionnelles	5 241 000	5 322 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	80 947 000	86 947 000	Investissement	625 022 667	717 248 227		
Recettes totales	**2 265 401 801**	**2 526 261 356**	**Dépenses totales**	**2 948 270 487**	**3 107 247 366**	**-682 868 686**	**-580 986 010**
Budgets annexes							
Ventes de produits	4 845 578	5 027 697	Personnel	2 661 225	2 719 200		
Recettes non fiscales	1 491 696	1 566 426	Biens et services	2 990 076	3 101 123		
Recettes exceptionnelles	2 314 031	2 278 000	Transferts et subventions	869 343	875 000		
Produits financiers	32 202	30 800	Investissement	2 162 863	2 207 600		
Recettes totales	**8 683 507**	**8 902 923**	**Dépenses totales**	**8 683 507**	**8 902 923**	**0**	**0**
Comptes spéciaux du Trésor (CST)							
Recettes fiscales	98 159 000	98 159 000	Personnel	160 000	160 000		
Recettes non fiscales	4 059 702	4 053 336	Biens et services	2 313 522	2 313 522		
Transferts reçus d'autres budgets	11 537 737	11 493 442	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	30 000	30 000	Dépenses en atténuation des recettes	98 159 000	98 159 000		
			Investissement	12 413 917	12 363 256		
Recettes totales	**113 786 439**	**113 735 778**	**Dépenses totales**	**113 786 439**	**113 735 778**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL	**2 387 871 747**	**2 648 900 057**	**TOTAL GENERAL**	**3 070 740 433**	**3 229 886 067**	**-682 868 686**	**-580 986 010**
Solde budgétaire global						**-682 868 686**	**-580 986 010**

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2025, étant respectivement arrêtées à **2 648 900 057 000 FCFA** et **3 229 886 067 000 FCFA**, il en résulte un solde budgétaire global négatif de **580 986 010 000 FCFA** et un solde budgétaire de base négatif de **417 057 814 000 FCFA**.

Article 17 : Pour 2025, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont approuvées comme suit :

Montant en FCFA

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2024	INITIALES 2025
Besoins de financement	**1 509 309 433 502**	**1 517 641 126 190**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	808 586 000 000	918 354 000 000
dont principal dette intérieure	612 815 000 000	695 083 000 000
dont principal dette extérieure	195 771 000 000	223 271 000 000
Déficit budgétaire à financer	682 868 686 000	580 986 010 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	18 301 116 190
Ressources de financement	**1 509 309 433 502**	**1 517 641 126 190**
Tirages sur des emprunts projets	90 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 382 527 686 000	1 390 671 010 000
Tirages sur des emprunts programmes	0	0
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	15 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	3 927 000 000	3 669 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	17 854 747 502	18 301 116 190

Article 18 : Au cours de l'exercice 2025, le ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2025, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis, est plafonnée à **562 317 010 000 FCFA**.

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2025-2027. Le ministre chargé des Finances est, toutefois, autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2025 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2025-2027, figure à **l'état A** annexé à la présente loi.

Article 20 : Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le ministre chargé des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Pour 2025, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA**.

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	**832 200**	**11 725 738**	**13 897 297**
Personnel	0	2 542 721	2 542 721
66 Charges de personnel	0	2 542 721	2 542 721
Biens et services	0	6 505 222	9 176 221
60 Achats de biens	0	1 454 657	2 718 947
61 Acquisitions de services	0	4 161 979	5 568 688
62 Autres services	0	888 586	888 586
Transferts et subventions	0	1 346 155	1 346 155
64 Transferts	0	1 346 155	1 346 155
Investissement	832 200	1 331 640	832 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	499 440	0
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	742 200	742 200	742 200
26 Prises de participations et cautionnements	90 000	90 000	90 000
Total	**832 200**	**11 725 738**	**13 897 297**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	**1 200 000**	**7 116 105**	**7 411 283**
Personnel	0	1 466 168	1 507 538
66 Charges de personnel	0	1 466 168	1 507 538
Biens et services	0	3 832 051	3 926 484
60 Achats de biens	0	1 190 489	1 288 529
61 Acquisitions de services	0	2 641 562	2 637 955
Transferts et subventions	0	767 886	777 261
63 Subventions	0	83 250	90 000
64 Transferts	0	684 636	687 261
Investissement	1 200 000	1 050 000	1 200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 200 000	1 050 000	1 200 000
1.002 Administration générale	**0**	**8 128 265**	**8 282 735**
Personnel	0	723 330	728 743
66 Charges de personnel	0	723 330	728 743
Biens et services	0	7 024 688	7 168 484
60 Achats de biens	0	4 138 097	4 235 932
61 Acquisitions de services	0	1 763 914	1 808 736
62 Autres services	0	1 122 677	1 123 816
Transferts et subventions	0	380 247	385 508
64 Transferts	0	380 247	385 508
2.001 Sécurité et défense	**0**	**1 971 769**	**2 054 717**
Biens et services	0	1 105 021	1 187 969
60 Achats de biens	0	866 356	928 309
61 Acquisitions de services	0	198 673	216 533
62 Autres services	0	39 992	43 127
Transferts et subventions	0	866 748	866 748
64 Transferts	0	866 748	866 748
Total	**1 200 000**	**17 216 139**	**17 748 735**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	**410 000**	**7 023 977**	**7 403 427**
Personnel	0	1 781 775	1 729 428
66 Charges de personnel	0	1 781 775	1 729 428
Biens et services	0	4 412 419	4 649 032
60 Achats de biens	0	2 315 704	2 461 700
61 Acquisitions de services	0	1 146 715	1 237 332
62 Autres services	0	950 000	950 000
Transferts et subventions	0	608 783	614 967
64 Transferts	0	608 783	614 967
Investissement	410 000	221 000	410 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	42 500	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	300 000	127 500	300 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	51 000	60 000
1.004 Administration générale et contrôle	**2 690 000**	**5 277 222**	**5 414 652**
Personnel	0	667 512	660 099
66 Charges de personnel	0	667 512	660 099
Biens et services	0	2 468 665	2 490 391
60 Achats de biens	0	657 739	686 780
61 Acquisitions de services	0	1 555 101	1 518 488
62 Autres services	0	255 825	285 123
Transferts et subventions	0	1 342 045	1 074 162
64 Transferts	0	1 342 045	1 074 162
Investissement	2 690 000	799 000	1 190 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 690 000	799 000	1 190 000
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	**150 000**	**715 546**	**738 304**
Personnel	0	313 658	303 304
66 Charges de personnel	0	313 658	303 304
Biens et services	0	236 888	255 000
60 Achats de biens	0	91 900	100 000
61 Acquisitions de services	0	114 988	125 000
62 Autres services	0	30 000	30 000
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	150 000	135 000	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	85 000	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	50 000	50 000
Total	**3 250 000**	**13 016 745**	**13 556 383**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	**480 000**	**4 935 027**	**6 093 173**
Personnel	0	2 704 795	3 432 123
66 Charges de personnel	0	2 704 795	3 432 123
Biens et services	0	2 005 987	2 181 050
60 Achats de biens	0	572 032	661 250
61 Acquisitions de services	0	786 655	809 800
62 Autres services	0	647 300	710 000
Investissement	480 000	224 245	480 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	80 000	104 478	80 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	400 000	119 767	400 000
Total	**480 000**	**4 935 027**	**6 093 173**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	**30 000**	**1 077 812**	**1 399 698**
Personnel	0	616 544	637 497
66 Charges de personnel	0	616 544	637 497
Biens et services	0	455 508	732 201
60 Achats de biens	0	232 522	396 306
61 Acquisitions de services	0	135 947	214 176
62 Autres services	0	87 039	121 719
Investissement	30 000	5 760	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	5 760	30 000
Total	**30 000**	**1 077 812**	**1 399 698**
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	**8 631 875**	**4 249 683**	**7 348 276**
Personnel	0	2 923 605	3 469 213
66 Charges de personnel	0	2 923 605	3 469 213
Biens et services	0	797 042	1 097 188
60 Achats de biens	0	334 590	504 726
61 Acquisitions de services	0	83 296	140 462
62 Autres services	0	379 156	452 000
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
64 Transferts	0	150 000	150 000
Investissement	8 631 875	379 036	2 631 875
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 617 375	364 536	2 617 375
26 Prises de participations et cautionnements	14 500	14 500	14 500
Total	**8 631 875**	**4 249 683**	**7 348 276**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	**260 436**	**1 120 459**	**1 814 215**
Personnel	0	365 930	377 426
66 Charges de personnel	0	365 930	377 426
Biens et services	0	730 212	1 176 353
60 Achats de biens	0	359 475	652 438
61 Acquisitions de services	0	366 180	434 129
62 Autres services	0	4 557	89 786
Investissement	260 436	24 317	260 436
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	253 614	17 495	253 614
26 Prises de participations et cautionnements	6 822	6 822	6 822
Total	**260 436**	**1 120 459**	**1 814 215**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	**89 899**	**1 324 052**	**1 602 627**
Personnel	0	735 922	699 160
66 Charges de personnel	0	735 922	699 160
Biens et services	0	453 140	813 568
60 Achats de biens	0	154 241	355 226
61 Acquisitions de services	0	270 330	378 168
62 Autres services	0	28 569	80 174
Investissement	89 899	134 990	89 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	89 899	134 990	89 899
Total	**89 899**	**1 324 052**	**1 602 627**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	**9 765 781**	**42 882 376**	**45 868 939**
Personnel	0	18 220 568	18 673 123
66 Charges de personnel	0	18 220 568	18 673 123
Biens et services	0	14 022 497	13 567 197
60 Achats de biens	0	1 620 177	1 931 550
61 Acquisitions de services	0	11 720 993	10 826 716
62 Autres services	0	681 327	808 931
Transferts et subventions	0	5 317 320	5 716 838
64 Transferts	0	5 317 320	5 716 838
Investissement	9 765 781	5 321 991	7 911 781
21 Immobilisations incorporelles	2 016 746	1 137 158	2 016 746
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 054 000	489 798	2 200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	295 035	295 035	295 035
26 Prises de participations et cautionnements	3 400 000	3 400 000	3 400 000
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	**0**	**375 895**	**465 755**
Personnel	0	255 189	291 437
66 Charges de personnel	0	255 189	291 437
Biens et services	0	70 080	123 692
60 Achats de biens	0	58 450	98 754
61 Acquisitions de services	0	11 630	24 938
Transferts et subventions	0	50 626	50 626
64 Transferts	0	50 626	50 626
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	**0**	**130 402**	**151 176**
Personnel	0	95 700	107 611
66 Charges de personnel	0	95 700	107 611
Biens et services	0	11 689	20 552
60 Achats de biens	0	9 679	16 241
61 Acquisitions de services	0	2 010	4 311
Transferts et subventions	0	23 013	23 013
64 Transferts	0	23 013	23 013
Total	**9 765 781**	**43 388 673**	**46 485 870**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	**50 000**	**958 428**	**1 411 095**
Personnel	0	466 570	465 241
66 Charges de personnel	0	466 570	465 241
Biens et services	0	482 258	895 854
60 Achats de biens	0	174 092	369 504
61 Acquisitions de services	0	252 886	423 350
62 Autres services	0	55 280	103 000
Investissement	50 000	9 600	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	9 600	50 000
2.010 Intégration Africaine	**0**	**222 874**	**453 018**
Personnel	0	35 375	30 972
66 Charges de personnel	0	35 375	30 972
Biens et services	0	103 550	261 779
60 Achats de biens	0	65 369	183 711
61 Acquisitions de services	0	1 409	3 023
62 Autres services	0	36 772	75 045
Transferts et subventions	0	83 949	160 267
64 Transferts	0	83 949	160 267
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	**5 215 000**	**1 223 942**	**2 168 789**
Personnel	0	140 036	147 500
66 Charges de personnel	0	140 036	147 500
Biens et services	0	77 158	135 393
60 Achats de biens	0	46 264	85 000
61 Acquisitions de services	0	10 894	23 393
62 Autres services	0	20 000	27 000
Transferts et subventions	0	149 278	270 896
64 Transferts	0	149 278	270 896
Investissement	5 215 000	857 470	1 615 000
21 Immobilisations incorporelles	725 000	688 750	725 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 490 000	168 720	890 000
Total	**5 265 000**	**2 405 244**	**4 032 902**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	**160 000**	**4 343 851**	**4 905 505**
Personnel	0	3 378 447	3 491 773
66 Charges de personnel	0	3 378 447	3 491 773
Biens et services	0	868 204	1 223 732
60 Achats de biens	0	458 927	570 651
61 Acquisitions de services	0	313 103	489 617
62 Autres services	0	96 174	163 464
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	160 000	67 200	160 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	24 000	30 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	130 000	43 200	130 000
Total	**160 000**	**4 343 851**	**4 905 505**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	**285 000**	**993 369**	**1 650 429**
Personnel	0	433 755	426 853
66 Charges de personnel	0	433 755	426 853
Biens et services	0	419 680	818 076
60 Achats de biens	0	274 029	634 489
61 Acquisitions de services	0	109 651	138 587
62 Autres services	0	36 000	45 000
Transferts et subventions	0	55 262	120 500
64 Transferts	0	55 262	120 500
Investissement	285 000	84 672	285 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	285 000	84 672	285 000
Total	**285 000**	**993 369**	**1 650 429**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	**0**	**120 402**	**160 945**
Personnel	0	19 389	10 896
66 Charges de personnel	0	19 389	10 896
Biens et services	0	101 013	150 049
60 Achats de biens	0	45 297	73 045
61 Acquisitions de services	0	33 400	48 692
62 Autres services	0	22 316	28 312
Total	**0**	**120 402**	**160 945**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	**49 510 018**	**486 315 581**	**420 988 269**
Personnel	0	262 204 364	272 819 915
66 Charges de personnel	0	262 204 364	272 819 915
Biens et services	0	62 758 088	65 254 578
60 Achats de biens	0	52 208 207	53 214 697
61 Acquisitions de services	0	8 655 382	10 155 382
62 Autres services	0	1 894 499	1 884 499
Transferts et subventions	0	7 643 111	3 403 758
64 Transferts	0	7 643 111	3 403 758
Investissement	49 510 018	153 710 018	79 510 018
21 Immobilisations incorporelles	86 272	86 272	86 272
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 772 980	8 172 980	7 772 980
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	203 783	203 783	203 783
25 Équipements militaires	41 386 652	145 186 652	71 386 652
26 Prises de participations et cautionnements	60 331	60 331	60 331
2.015 Gestion des Opérations Militaires	**7 426 446**	**77 785 068**	**62 313 462**
Biens et services	0	70 274 825	54 762 502
60 Achats de biens	0	67 918 323	52 416 634
61 Acquisitions de services	0	2 076 985	2 053 145
62 Autres services	0	279 517	292 723
Transferts et subventions	0	87 797	124 514
64 Transferts	0	87 797	124 514
Investissement	7 426 446	7 422 446	7 426 446
21 Immobilisations incorporelles	121 474	121 474	121 474
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	179 033	175 033	179 033
25 Équipements militaires	7 087 537	7 087 537	7 087 537
26 Prises de participations et cautionnements	38 402	38 402	38 402
2.016 Inspection des Armées	**21 000**	**344 406**	**356 206**
Biens et services	0	324 406	335 206
60 Achats de biens	0	114 778	117 778
61 Acquisitions de services	0	208 628	216 428
62 Autres services	0	1 000	1 000
Investissement	21 000	20 000	21 000
21 Immobilisations incorporelles	15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 000	5 000	6 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
2.017 Formation	**35 013**	**820 677**	**873 077**
Biens et services	0	790 664	838 064
60 Achats de biens	0	495 907	522 648
61 Acquisitions de services	0	188 149	192 208
62 Autres services	0	106 608	123 208
Investissement	35 013	30 013	35 013
21 Immobilisations incorporelles	18 489	13 489	18 489
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 524	16 524	16 524
2.018 Gestion des Transmissions	**96 402**	**440 276**	**527 526**
Biens et services	0	379 874	431 124
60 Achats de biens	0	251 578	278 491
61 Acquisitions de services	0	94 787	117 124
62 Autres services	0	33 509	35 509
Investissement	96 402	60 402	96 402
21 Immobilisations incorporelles	26 000	10 000	26 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 402	30 402	30 402
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000	20 000	40 000
Total	**57 088 879**	**565 706 008**	**485 058 540**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	**1 698 869**	**8 991 870**	**10 014 819**
Personnel	0	1 628 781	1 757 154
66 Charges de personnel	0	1 628 781	1 757 154
Biens et services	0	4 371 962	5 426 926
60 Achats de biens	0	2 690 130	3 119 258
61 Acquisitions de services	0	1 129 048	1 383 401
62 Autres services	0	552 784	924 267
Transferts et subventions	0	889 955	1 131 870
64 Transferts	0	889 955	1 131 870
Investissement	1 698 869	2 101 172	1 698 869
21 Immobilisations incorporelles	110 750	102 444	110 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 300 447	1 274 972	1 300 447
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	287 672	723 756	287 672
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	**2 185 559**	**26 297 594**	**25 787 344**
Personnel	0	18 619 728	18 170 603
66 Charges de personnel	0	18 619 728	18 170 603
Biens et services	0	4 398 256	4 663 683
60 Achats de biens	0	2 583 550	3 184 400
61 Acquisitions de services	0	147 407	153 556
62 Autres services	0	1 667 299	1 325 727
Transferts et subventions	0	750 212	767 499
64 Transferts	0	750 212	767 499
Investissement	2 185 559	2 529 398	2 185 559
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 115 559	2 464 648	2 115 559
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	70 000	64 750	70 000
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	**1 436 639**	**9 583 166**	**10 229 868**
Personnel	0	3 640 166	3 907 165
66 Charges de personnel	0	3 640 166	3 907 165
Biens et services	0	4 525 260	4 756 064
60 Achats de biens	0	4 313 832	4 513 422
61 Acquisitions de services	0	66 380	97 594
62 Autres services	0	145 048	145 048
Transferts et subventions	0	28 763	130 000
64 Transferts	0	28 763	130 000
Investissement	1 436 639	1 388 977	1 436 639
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 436 639	1 388 977	1 436 639
Total	**5 321 067**	**44 872 630**	**46 032 031**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	**190 000**	**2 364 416**	**2 889 000**
Personnel	0	1 810 000	1 910 000
66 Charges de personnel	0	1 810 000	1 910 000
Biens et services	0	472 336	789 000
60 Achats de biens	0	312 936	626 000
61 Acquisitions de services	0	145 000	145 000
62 Autres services	0	14 400	18 000
Investissement	190 000	82 080	190 000
21 Immobilisations incorporelles		45 600	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	36 480	190 000
Total	**190 000**	**2 364 416**	**2 889 000**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	**47 500**	**798 786**	**1 036 634**
Personnel	0	446 218	367 684
66 Charges de personnel	0	446 218	367 684
Biens et services	0	343 448	621 450
60 Achats de biens	0	187 607	373 000
61 Acquisitions de services	0	127 639	187 880
62 Autres services	0	28 202	60 570
Investissement	47 500	9 120	47 500
21 Immobilisations incorporelles	47 500	9 120	47 500
Total	**47 500**	**798 786**	**1 036 634**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	**1 722 500**	**18 841 082**	**21 185 290**
Personnel	0	303 558	293 372
66 Charges de personnel	0	303 558	293 372
Biens et services	0	7 321 314	7 488 108
60 Achats de biens	0	3 684 614	3 698 614
61 Acquisitions de services	0	1 458 766	1 611 560
62 Autres services	0	2 177 934	2 177 934
Transferts et subventions	0	1 493 710	3 681 310
64 Transferts	0	1 493 710	3 681 310
Investissement	1 722 500	9 722 500	9 722 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 617 500	1 617 500	1 617 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	105 000	8 105 000	8 105 000
2.021 Ordre et Sécurité	**13 707 032**	**143 957 026**	**133 765 306**
Personnel	0	121 355 777	110 885 523
66 Charges de personnel	0	121 355 777	110 885 523
Biens et services	0	7 416 758	7 789 317
60 Achats de biens	0	5 002 934	5 283 179
61 Acquisitions de services	0	2 128 779	2 204 818
62 Autres services	0	285 045	301 320
Transferts et subventions	0	377 459	383 434
64 Transferts	0	377 459	383 434
Investissement	13 707 032	14 807 032	14 707 032
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	13 593 016	14 693 016	14 593 016
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	114 016	114 016	114 016
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	**4 021 036**	**32 394 031**	**29 934 253**
Personnel	0	25 308 579	22 780 070
66 Charges de personnel	0	25 308 579	22 780 070
Biens et services	0	1 954 416	2 023 147
60 Achats de biens	0	1 508 485	1 550 196
61 Acquisitions de services	0	388 913	415 500
62 Autres services	0	57 018	57 451
Transferts et subventions	0	110 000	110 000
64 Transferts	0	110 000	110 000
Investissement	4 021 036	5 021 036	5 021 036
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 000 000	5 000 000	5 000 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	21 036	21 036	21 036
Total	**19 450 568**	**195 192 139**	**184 884 849**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	**0**	**17 924 657**	**21 222 916**
Biens et services	0	15 774 657	19 022 916
60 Achats de biens	0	15 121 162	18 304 072
61 Acquisitions de services	0	653 495	718 844
Transferts et subventions	0	150 000	200 000
64 Transferts	0	150 000	200 000
Investissement	0	2 000 000	2 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	2 000 000	2 000 000
Total	**0**	**17 924 657**	**21 222 916**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
1.011 Administration Générale	**17 816 438**	**24 307 574**	**24 471 258**
Personnel	0	1 373 156	1 392 055
66 Charges de personnel	0	1 373 156	1 392 055
Biens et services	0	4 417 800	5 122 607
60 Achats de biens	0	2 510 576	2 779 622
61 Acquisitions de services	0	1 584 297	1 939 327
62 Autres services	0	322 927	403 658
Transferts et subventions	0	6 340 288	8 240 158
63 Subventions	0	11 537	20 675
64 Transferts	0	6 328 751	8 219 483
Investissement	17 816 438	12 176 330	9 716 438
21 Immobilisations incorporelles	1 225 000	8 220 750	1 275 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 591 438	3 955 580	8 441 438
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	**20 344 993**	**7 137 895**	**13 278 822**
Personnel	0	2 608 709	2 702 392
66 Charges de personnel	0	2 608 709	2 702 392
Biens et services	0	2 157 384	3 506 517
60 Achats de biens	0	1 288 930	2 090 983
61 Acquisitions de services	0	523 369	917 019
62 Autres services	0	345 085	498 515
Transferts et subventions	0	604 622	924 920
64 Transferts	0	604 622	924 920
Investissement	20 344 993	1 767 180	6 144 993
21 Immobilisations incorporelles	723 000	547 336	723 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	19 189 743	1 100 372	4 989 743
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	432 250	119 472	432 250
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	**17 800 000**	**16 461 661**	**24 392 937**
Personnel	0	14 091 363	14 304 397
66 Charges de personnel	0	14 091 363	14 304 397
Biens et services	0	796 761	1 413 540
60 Achats de biens	0	399 531	820 761
61 Acquisitions de services	0	135 666	265 831
62 Autres services	0	261 564	326 948
Transferts et subventions	0	1 105 937	1 875 000
64 Transferts	0	1 105 937	1 875 000
Investissement	17 800 000	467 600	6 800 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	17 700 000	387 600	6 700 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	80 000	100 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	**1 025 000**	**6 894 815**	**9 074 579**
Personnel	0	4 587 210	4 724 686
66 Charges de personnel	0	4 587 210	4 724 686
Biens et services	0	1 507 456	2 688 581
60 Achats de biens	0	644 052	1 253 499
61 Acquisitions de services	0	484 341	961 261
62 Autres services	0	379 063	473 821
Transferts et subventions	0	460 619	636 312
64 Transferts	0	460 619	636 312
Investissement	1 025 000	339 530	1 025 000
21 Immobilisations incorporelles	115 000	61 780	115 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	800 000	197 750	800 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	110 000	80 000	110 000
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	**3 160 787**	**5 468 289**	**7 201 754**
Personnel	0	3 915 024	3 963 095
66 Charges de personnel	0	3 915 024	3 963 095
Biens et services	0	608 179	1 152 562
60 Achats de biens	0	348 503	661 835
61 Acquisitions de services	0	175 991	361 123
62 Autres services	0	83 685	129 604
Transferts et subventions	0	421 779	425 310
64 Transferts	0	421 779	425 310
Investissement	3 160 787	523 307	1 660 787
21 Immobilisations incorporelles	150 000	64 277	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 960 787	419 030	1 460 787
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.027 Gestion de la Dette Publique	**550 000**	**804 909**	**1 087 909**
Personnel	0	252 777	258 239
66 Charges de personnel	0	252 777	258 239
Biens et services	0	41 833	88 106
60 Achats de biens	0	23 975	54 471
61 Acquisitions de services	0	17 858	33 635
Transferts et subventions	0	132 199	191 564
64 Transferts	0	132 199	191 564
Investissement	550 000	378 100	550 000
21 Immobilisations incorporelles	350 000	332 500	350 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	45 600	200 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	**5 400 000**	**4 013 653**	**7 804 755**
Personnel	0	1 460 902	1 487 385
66 Charges de personnel	0	1 460 902	1 487 385
Biens et services	0	223 280	410 834
60 Achats de biens	0	126 370	251 800
61 Acquisitions de services	0	61 240	114 448
62 Autres services	0	35 670	44 586
Transferts et subventions	0	441 531	506 536
64 Transferts	0	441 531	506 536
Investissement	5 400 000	1 887 940	5 400 000
21 Immobilisations incorporelles	4 400 000	1 631 340	4 400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	950 000	216 600	950 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	**1 625 000**	**2 317 158**	**3 718 251**
Transferts et subventions	0	1 521 858	1 643 251
64 Transferts	0	1 521 858	1 643 251
Investissement	1 625 000	795 300	2 075 000
21 Immobilisations incorporelles	625 000	464 700	625 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	330 600	1 450 000
Total	**67 722 218**	**67 405 954**	**91 030 265**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	**130 000**	**1 017 690**	**1 511 709**
Personnel	0	200 000	152 404
66 Charges de personnel	0	200 000	152 404
Biens et services	0	798 490	1 229 305
60 Achats de biens	0	605 786	934 305
61 Acquisitions de services	0	96 704	195 000
62 Autres services	0	96 000	100 000
Investissement	130 000	19 200	130 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	130 000	19 200	130 000
Total	**130 000**	**1 017 690**	**1 511 709**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
1.012 Administration Générale	**2 751 334**	**1 836 775**	**2 996 130**
Personnel	0	377 886	342 116
66 Charges de personnel	0	377 886	342 116
Biens et services	0	905 982	1 402 430
60 Achats de biens	0	314 923	525 906
61 Acquisitions de services	0	338 597	498 204
62 Autres services	0	252 462	378 320
Transferts et subventions	0	100 250	100 250
64 Transferts	0	100 250	100 250
Investissement	2 751 334	452 657	1 151 334
21 Immobilisations incorporelles	640 000	144 480	640 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 111 334	308 177	511 334
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	**186 200**	**944 821**	**1 021 172**
Personnel	0	371 961	368 783
66 Charges de personnel	0	371 961	368 783
Biens et services	0	537 109	466 189
60 Achats de biens	0	97 372	208 887
61 Acquisitions de services	0	40 197	84 385
62 Autres services	0	399 540	172 917
Investissement	186 200	35 751	186 200
21 Immobilisations incorporelles	136 200	26 151	136 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	9 600	50 000
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	**53 750**	**1 221 610**	**1 355 632**
Personnel	0	989 805	962 544
66 Charges de personnel	0	989 805	962 544
Biens et services	0	166 047	291 538
60 Achats de biens	0	100 847	198 963
61 Acquisitions de services	0	19 930	35 990
62 Autres services	0	45 270	56 585
Transferts et subventions	0	25 038	47 800
64 Transferts	0	25 038	47 800
Investissement	53 750	40 720	53 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 750	720	3 750
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
Total	**2 991 284**	**4 003 206**	**5 372 934**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
1.013 Administration Générale	**5 048 226**	**2 124 568**	**4 021 822**
Personnel	0	569 058	569 080
66 Charges de personnel	0	569 058	569 080
Biens et services	0	884 430	1 274 628
60 Achats de biens	0	309 725	508 400
61 Acquisitions de services	0	450 622	595 798
62 Autres services	0	124 083	170 430
Transferts et subventions	0	327 019	429 888
64 Transferts	0	327 019	429 888
Investissement	5 048 226	344 061	1 748 226
21 Immobilisations incorporelles	351 850	78 356	351 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 525 500	232 896	1 225 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	170 876	32 809	170 876
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	**375 575**	**7 002 716**	**8 124 008**
Personnel	0	241 789	263 516
66 Charges de personnel	0	241 789	263 516
Biens et services	0	178 591	332 917
60 Achats de biens	0	139 198	276 702
61 Acquisitions de services	0	11 870	21 814
62 Autres services	0	27 523	34 401
Transferts et subventions	0	4 558 985	5 397 000
64 Transferts	0	4 558 985	5 397 000
Investissement	375 575	2 023 351	2 130 575
21 Immobilisations incorporelles	200 000	190 000	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	108 075	1 779 351	1 863 075
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	67 500	54 000	67 500
2.034 Formation Professionnelle	**7 427 101**	**4 698 591**	**8 449 232**
Personnel	0	711 903	758 734
66 Charges de personnel	0	711 903	758 734
Biens et services	0	71 260	104 572
60 Achats de biens	0	36 255	48 804
61 Acquisitions de services	0	13 573	28 978
62 Autres services	0	21 432	26 790
Transferts et subventions	0	3 651 587	6 158 825
64 Transferts	0	3 651 587	6 158 825
Investissement	7 427 101	263 841	1 427 101
21 Immobilisations incorporelles	201 750	42 096	201 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 202 826	219 041	1 202 826
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	22 525	2 704	22 525
Total	**12 850 902**	**13 825 875**	**20 595 062**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
1.044 Administration Générale et Contrôle	**0**	**887 743**	**674 597**
Personnel	0	207 983	228 147
66 Charges de personnel	0	207 983	228 147
Biens et services	0	679 760	446 450
60 Achats de biens	0	468 739	305 700
61 Acquisitions de services	0	180 105	116 000
62 Autres services	0	30 916	24 750
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	**300 000**	**586 571**	**641 976**
Personnel	0	125 591	155 487
66 Charges de personnel	0	125 591	155 487
Biens et services	0	157 550	156 489
60 Achats de biens	0	74 125	74 125
61 Acquisitions de services	0	65 739	65 739
62 Autres services	0	17 686	16 625
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	300 000	273 430	300 000
21 Immobilisations incorporelles	45 000	68 430	45 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	255 000	205 000	255 000
Total	**300 000**	**1 474 314**	**1 316 573**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
1.014 Administration Générale et Contrôle	**200 000**	**3 264 497**	**4 628 920**
Personnel	0	1 062 833	1 147 536
66 Charges de personnel	0	1 062 833	1 147 536
Biens et services	0	1 842 419	2 466 340
60 Achats de biens	0	755 418	1 224 470
61 Acquisitions de services	0	938 716	1 031 341
62 Autres services	0	148 285	210 529
Transferts et subventions	0	169 245	815 044
64 Transferts	0	169 245	815 044
Investissement	200 000	190 000	200 000
21 Immobilisations incorporelles	200 000	190 000	200 000
2.036 Administration du Territoire	**34 926 701**	**36 759 520**	**53 606 251**
Personnel	0	6 770 130	6 646 238
66 Charges de personnel	0	6 770 130	6 646 238
Biens et services	0	23 157 926	29 205 304
60 Achats de biens	0	12 371 259	15 016 862
61 Acquisitions de services	0	8 894 914	11 923 073
62 Autres services	0	1 891 753	2 265 369
Transferts et subventions	0	1 574 382	3 928 008
64 Transferts	0	1 574 382	3 928 008
Investissement	34 926 701	5 257 082	13 826 701
21 Immobilisations incorporelles	30 000	28 500	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	34 896 701	5 228 582	13 796 701
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	**400 000**	**306 580**	**673 221**
Personnel	0	64 939	76 621
66 Charges de personnel	0	64 939	76 621
Biens et services	0	69 234	144 947
60 Achats de biens	0	60 188	129 269
61 Acquisitions de services	0	5 046	10 678
62 Autres services	0	4 000	5 000
Transferts et subventions	0	27 057	51 653
64 Transferts	0	27 057	51 653
Investissement	400 000	145 350	400 000
21 Immobilisations incorporelles	75 000	71 250	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	325 000	74 100	325 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	**16 309 663**	**32 779 269**	**27 974 198**
Personnel	0	216 326	189 210
66 Charges de personnel	0	216 326	189 210
Biens et services	0	235 685	543 846
60 Achats de biens	0	200 889	483 208
61 Acquisitions de services	0	21 851	44 457
62 Autres services	0	12 945	16 181
Transferts et subventions	0	10 205 763	10 931 479
64 Transferts	0	10 205 763	10 931 479
Investissement	16 309 663	22 121 495	16 309 663
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 309 663	22 121 495	16 309 663
2.064 Développement Régional et Local	**209 000**	**1 520 753**	**2 079 000**
Transferts et subventions	0	1 480 625	1 870 000
64 Transferts	0	1 480 625	1 870 000
Investissement	209 000	40 128	209 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	209 000	40 128	209 000
Total	**52 045 364**	**74 630 619**	**88 961 590**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	**340 965**	**1 048 448**	**2 059 071**
Personnel	0	377 583	562 274
66 Charges de personnel	0	377 583	562 274
Biens et services	0	573 599	1 155 832
60 Achats de biens	0	239 818	425 134
61 Acquisitions de services	0	300 548	519 157
62 Autres services	0	33 233	211 541
Investissement	340 965	97 266	340 965
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	340 965	97 266	340 965
Total	**340 965**	**1 048 448**	**2 059 071**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
1.015 Administration Générale	**48 106**	**1 013 546**	**1 234 588**
Personnel	0	256 110	241 784
66 Charges de personnel	0	256 110	241 784
Biens et services	0	566 972	740 329
60 Achats de biens	0	397 097	521 048
61 Acquisitions de services	0	159 518	205 171
62 Autres services	0	10 357	14 110
Transferts et subventions	0	157 751	204 369
64 Transferts	0	157 751	204 369
Investissement	48 106	32 713	48 106
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	48 106	32 713	48 106
2.039 Religion et Culte	**297 500**	**694 704**	**924 263**
Personnel	0	2 910	2 939
66 Charges de personnel	0	2 910	2 939
Biens et services	0	236 557	348 456
60 Achats de biens	0	144 576	231 906
61 Acquisitions de services	0	73 601	83 450
62 Autres services	0	18 380	33 100
Transferts et subventions	0	261 812	275 368
64 Transferts	0	261 812	275 368
Investissement	297 500	193 425	297 500
21 Immobilisations incorporelles	30 500	20 740	30 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	121 125	200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	67 000	51 560	67 000
Total	**345 606**	**1 708 250**	**2 158 851**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	**150 000**	**1 838 202**	**8 252 291**
Personnel	0	114 316	115 279
66 Charges de personnel	0	114 316	115 279
Biens et services	0	829 706	829 706
60 Achats de biens	0	515 049	515 049
61 Acquisitions de services	0	263 660	263 660
62 Autres services	0	50 997	50 997
Transferts et subventions	0	894 180	157 306
64 Transferts	0	894 180	157 306
Investissement	150 000	0	7 150 000
21 Immobilisations incorporelles	150 000	0	7 150 000
2.100 Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble	**0**	**0**	**3 481 439**
Personnel	0	0	2 838 663
66 Charges de personnel	0	0	2 838 663
Biens et services	0	0	642 776
60 Achats de biens	0	0	642 776
2.101 Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement	**100 000**	**0**	**1 262 105**
Transferts et subventions	0	0	1 162 105
64 Transferts	0	0	1 162 105
Investissement	100 000	0	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	0	100 000
Total	**250 000**	**1 838 202**	**12 995 835**
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	**100 000**	**1 345 940**	**1 755 172**
Personnel	0	857 763	975 768
66 Charges de personnel	0	857 763	975 768
Biens et services	0	464 177	639 404
60 Achats de biens	0	247 097	380 404
61 Acquisitions de services	0	187 080	224 000
62 Autres services	0	30 000	35 000
Transferts et subventions	0	0	40 000
64 Transferts	0	0	40 000
Investissement	100 000	24 000	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	24 000	100 000
Total	**100 000**	**1 345 940**	**1 755 172**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
1.032 Administration Générale	**1 366 750**	**1 821 738**	**2 522 255**
Personnel	0	639 136	724 113
66 Charges de personnel	0	639 136	724 113
Biens et services	0	992 176	1 331 392
60 Achats de biens	0	284 453	429 182
61 Acquisitions de services	0	471 677	607 202
62 Autres services	0	236 046	295 008
Investissement	1 366 750	190 426	466 750
21 Immobilisations incorporelles	120 000	113 050	120 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 246 750	77 376	346 750
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	**5 890 187**	**3 142 293**	**4 620 528**
Personnel	0	1 293 710	1 296 778
66 Charges de personnel	0	1 293 710	1 296 778
Biens et services	0	218 458	423 747
60 Achats de biens	0	155 285	323 872
61 Acquisitions de services	0	33 634	62 953
62 Autres services	0	29 539	36 922
Transferts et subventions	0	366 412	463 816
64 Transferts	0	366 412	463 816
Investissement	5 890 187	1 263 713	2 436 187
21 Immobilisations incorporelles	290 187	342 513	290 187
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 550 000	881 200	2 096 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.084 Développement du secteur industriel	**713 814**	**1 707 671**	**2 463 076**
Personnel	0	305 110	270 473
66 Charges de personnel	0	305 110	270 473
Biens et services	0	133 359	262 949
60 Achats de biens	0	72 519	167 701
61 Acquisitions de services	0	30 541	57 376
62 Autres services	0	30 299	37 872
Transferts et subventions	0	1 001 488	1 215 840
64 Transferts	0	1 001 488	1 215 840
Investissement	713 814	267 714	713 814
21 Immobilisations incorporelles	117 664	94 653	117 664
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	546 150	133 061	546 150
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
2.085 Appui au développement du secteur privé	**602 593**	**1 020 246**	**1 694 563**
Personnel	0	25 872	38 678
66 Charges de personnel	0	25 872	38 678
Biens et services	0	91 184	179 004
60 Achats de biens	0	54 678	101 715
61 Acquisitions de services	0	9 434	19 150
62 Autres services	0	27 072	58 139
Transferts et subventions	0	576 362	874 288
64 Transferts	0	576 362	874 288
Investissement	602 593	326 828	602 593
21 Immobilisations incorporelles	335 093	267 368	335 093
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	225 000	51 300	225 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	42 500	8 160	42 500
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	**44 625**	**96 956**	**170 380**
Personnel	0	48 968	51 165
66 Charges de personnel	0	48 968	51 165
Biens et services	0	39 420	74 590
60 Achats de biens	0	6 249	13 419
61 Acquisitions de services	0	3 345	6 741
62 Autres services	0	29 826	54 430
Investissement	44 625	8 568	44 625
21 Immobilisations incorporelles	44 625	8 568	44 625
Total	**8 617 969**	**7 788 904**	**11 470 802**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
1.017 Administration Générale	**2 978 575**	**26 652 021**	**27 681 263**
Personnel	0	13 926 579	11 328 478
66 Charges de personnel	0	13 926 579	11 328 478
Biens et services	0	9 599 240	12 429 939
60 Achats de biens	0	2 332 726	2 991 176
61 Acquisitions de services	0	1 284 923	1 782 946
62 Autres services	0	5 981 591	7 655 817
Transferts et subventions	0	2 644 271	2 644 271
63 Subventions	0	2 583 471	2 583 471
64 Transferts	0	60 800	60 800
Investissement	2 978 575	481 931	1 278 575
21 Immobilisations incorporelles	75 000	71 250	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 903 575	410 681	1 203 575
2.041 Développement de l'Education de Base	**11 636 490**	**294 187 575**	**329 225 568**
Personnel	0	274 430 723	290 529 377
66 Charges de personnel	0	274 430 723	290 529 377
Biens et services	0	17 640 240	25 636 311
60 Achats de biens	0	10 781 750	17 833 111
61 Acquisitions de services	0	1 093 078	1 385 548
62 Autres services	0	5 765 412	6 417 652
Transferts et subventions	0	1 039 001	1 423 390
64 Transferts	0	1 039 001	1 423 390
Investissement	11 636 490	1 077 611	11 636 490
21 Immobilisations incorporelles	9 091 834	309 324	9 091 834
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 350 969	304 800	1 350 969
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 193 687	463 487	1 193 687
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	**18 678 261**	**62 946 457**	**30 750 449**
Personnel	0	25 503 264	994 747
66 Charges de personnel	0	25 503 264	994 747
Biens et services	0	13 209 255	11 077 441
60 Achats de biens	0	12 565 883	10 399 742
61 Acquisitions de services	0	151 545	240 969
62 Autres services	0	491 827	436 730
Investissement	18 678 261	24 233 938	18 678 261
21 Immobilisations incorporelles	15 668 074	23 149 884	15 668 074
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 500 000	228 000	1 500 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 510 187	856 054	1 510 187

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	**22 394 704**	**60 966 432**	**67 762 299**
Personnel	0	22 623 946	29 192 477
66 Charges de personnel	0	22 623 946	29 192 477
Biens et services	0	8 947 828	9 128 891
60 Achats de biens	0	8 400 735	8 506 230
61 Acquisitions de services	0	124 643	177 062
62 Autres services	0	422 450	445 599
Transferts et subventions	0	7 036 314	7 046 227
64 Transferts	0	7 036 314	7 046 227
Investissement	22 394 704	22 358 344	22 394 704
21 Immobilisations incorporelles	22 131 689	22 131 689	22 131 689
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	263 015	226 655	263 015
Total	**55 688 030**	**444 752 485**	**455 419 579**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	**2 000 000**	**7 689 678**	**8 428 906**
Personnel	0	3 478 265	3 531 565
66 Charges de personnel	0	3 478 265	3 531 565
Biens et services	0	1 331 530	1 670 420
60 Achats de biens	0	363 350	510 109
61 Acquisitions de services	0	659 765	717 768
62 Autres services	0	308 415	442 543
Transferts et subventions	0	2 404 883	2 726 921
64 Transferts	0	2 404 883	2 726 921
Investissement	2 000 000	475 000	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	475 000	500 000
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	**17 067 120**	**74 922 951**	**79 983 667**
Personnel	0	4 515 461	4 663 107
66 Charges de personnel	0	4 515 461	4 663 107
Biens et services	0	239 234	514 314
60 Achats de biens	0	154 142	403 169
61 Acquisitions de services	0	3 763	7 585
62 Autres services	0	81 329	103 560
Transferts et subventions	0	64 669 953	67 139 126
64 Transferts	0	64 669 953	67 139 126
Investissement	17 067 120	5 498 303	7 667 120
21 Immobilisations incorporelles	2 381 993	832 159	1 381 993
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	14 685 127	4 666 144	6 285 127
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	**202 985**	**1 726 135**	**2 185 346**
Personnel		500	
66 Charges de personnel		500	
Biens et services	0	70 750	22 563
60 Achats de biens		34 770	
61 Acquisitions de services		4 418	
62 Autres services	0	31 562	22 563
Transferts et subventions	0	1 607 495	1 959 798
64 Transferts	0	1 607 495	1 959 798
Investissement	202 985	47 390	202 985
21 Immobilisations incorporelles	102 985	42 830	102 985
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	0	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		4 560	
Total	**19 270 105**	**84 338 764**	**90 597 919**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
1.019 Administration Générale	**209 500**	**3 066 097**	**3 388 823**
Personnel	0	838 591	826 437
66 Charges de personnel	0	838 591	826 437
Biens et services	0	2 032 658	2 297 486
60 Achats de biens	0	551 954	808 235
61 Acquisitions de services	0	485 521	655 147
62 Autres services	0	995 183	834 104
Transferts et subventions	0	40 924	55 400
64 Transferts	0	40 924	55 400
Investissement	209 500	153 924	209 500
21 Immobilisations incorporelles	150 000	142 500	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	59 500	11 424	59 500
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	**611 000**	**934 703**	**1 511 000**
Personnel	0	293 023	296 808
66 Charges de personnel	0	293 023	296 808
Biens et services	0	46 048	118 750
60 Achats de biens	0	33 593	97 323
61 Acquisitions de services	0	7 892	15 724
62 Autres services	0	4 563	5 703
Transferts et subventions	0	428 408	484 442
64 Transferts	0	428 408	484 442
Investissement	611 000	167 224	611 000
21 Immobilisations incorporelles	11 000	1 824	11 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	550 000	125 400	550 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	**165 000**	**374 193**	**655 975**
Transferts et subventions	0	328 593	490 975
64 Transferts	0	328 593	490 975
Investissement	165 000	45 600	165 000
21 Immobilisations incorporelles	15 000	0	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	150 000	45 600	150 000

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	**1 746 250**	**2 745 526**	**4 048 724**
Personnel	0	567 580	593 520
66 Charges de personnel	0	567 580	593 520
Biens et services	0	163 343	316 230
60 Achats de biens	0	99 212	207 650
61 Acquisitions de services	0	17 649	34 948
62 Autres services	0	46 482	73 632
Transferts et subventions	0	1 635 123	1 892 724
64 Transferts	0	1 635 123	1 892 724
Investissement	1 746 250	379 480	1 246 250
21 Immobilisations incorporelles	13 000	48 096	13 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 661 250	287 160	1 161 250
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	72 000	44 224	72 000
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	**650 000**	**1 043 598**	**2 006 767**
Personnel	0	410 466	408 693
66 Charges de personnel	0	410 466	408 693
Biens et services	0	115 053	200 564
60 Achats de biens	0	61 311	117 254
61 Acquisitions de services	0	23 617	45 656
62 Autres services	0	30 125	37 654
Transferts et subventions	0	250 079	447 510
63 Subventions	0	30 302	57 848
64 Transferts	0	219 777	389 662
Investissement	650 000	268 000	950 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	600 000	228 000	900 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	**50 000**	**437 831**	**615 624**
Personnel	0	18 875	19 486
66 Charges de personnel	0	18 875	19 486
Biens et services	0	173 013	323 308
60 Achats de biens	0	107 335	208 351
61 Acquisitions de services	0	40 763	81 815
62 Autres services	0	24 915	33 142
Transferts et subventions	0	205 943	222 830
64 Transferts	0	205 943	222 830
Investissement	50 000	40 000	50 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
Total	**3 431 750**	**8 601 948**	**12 226 913**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
1.020 Administration Générale	**1 170 000**	**3 272 643**	**4 573 434**
Personnel	0	482 192	454 568
66 Charges de personnel	0	482 192	454 568
Biens et services	0	2 458 893	2 829 969
60 Achats de biens	0	688 018	863 656
61 Acquisitions de services	0	729 290	900 881
62 Autres services	0	416 375	440 222
65 Charges exceptionnelles	0	625 210	625 210
Transferts et subventions	0	126 358	118 897
64 Transferts	0	126 358	118 897
Investissement	1 170 000	205 200	1 170 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 150 000	205 200	1 150 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	0	20 000
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	**550 000**	**1 390 518**	**1 902 629**
Personnel	0	994 346	947 067
66 Charges de personnel	0	994 346	947 067
Biens et services	0	188 157	387 322
60 Achats de biens	0	88 928	176 890
61 Acquisitions de services	0	32 286	56 351
62 Autres services	0	66 943	154 081
Transferts et subventions	0	9 555	18 240
64 Transferts	0	9 555	18 240
Investissement	550 000	198 460	550 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000	28 500	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	470 000	129 960	470 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	**91 011 050**	**36 600 573**	**19 870 146**
Personnel	0	555 865	501 031
66 Charges de personnel	0	555 865	501 031
Biens et services	0	216 941	3 756 494
60 Achats de biens	0	21 107	45 256
61 Acquisitions de services	0	20 412	3 491 965
62 Autres services	0	175 422	219 273
Transferts et subventions	0	2 504 445	801 571
64 Transferts	0	2 504 445	801 571
Investissement	91 011 050	33 323 322	14 811 050
21 Immobilisations incorporelles	11 050	2 122	11 050
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	91 000 000	33 321 200	14 800 000

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	**9 610**	**565 008**	**724 894**
Personnel	0	188 659	182 131
66 Charges de personnel	0	188 659	182 131
Biens et services	0	339 404	494 155
60 Achats de biens	0	260 736	407 845
61 Acquisitions de services	0	52 022	53 003
62 Autres services	0	26 646	33 307
Transferts et subventions	0	35 099	38 998
64 Transferts	0	35 099	38 998
Investissement	9 610	1 846	9 610
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 610	1 846	9 610
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	**550 000**	**2 627 340**	**2 817 731**
Biens et services	0	99 631	195 698
60 Achats de biens	0	24 296	45 000
61 Acquisitions de services	0	9 464	20 000
62 Autres services	0	65 871	130 698
Transferts et subventions	0	2 518 109	2 072 033
64 Transferts	0	2 518 109	2 072 033
Investissement	550 000	9 600	550 000
21 Immobilisations incorporelles	10 000	1 920	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	500 000	0	500 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000	7 680	40 000
Total	**93 290 660**	**44 456 082**	**29 888 834**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	**3 287 196**	**17 802 206**	**20 436 107**
Personnel	0	10 036 070	7 694 371
66 Charges de personnel	0	10 036 070	7 694 371
Biens et services	0	5 037 789	6 886 171
60 Achats de biens	0	3 630 909	4 791 186
61 Acquisitions de services	0	1 137 707	1 560 683
62 Autres services	0	269 173	534 302
Transferts et subventions	0	1 925 155	2 568 369
63 Subventions	0	40 654	45 171
64 Transferts	0	1 884 501	2 523 198
Investissement	3 287 196	803 192	3 287 196
21 Immobilisations incorporelles	173 675	142 500	173 675
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 113 521	612 692	3 113 521
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		48 000	
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	**116 237**	**50 318 109**	**53 173 776**
Personnel	0	41 977 651	41 019 042
66 Charges de personnel	0	41 977 651	41 019 042
Biens et services	0	3 477 600	4 942 733
60 Achats de biens	0	1 095 359	1 446 509
61 Acquisitions de services	0	719 117	1 417 365
62 Autres services	0	800 641	1 000 763
65 Charges exceptionnelles	0	862 483	1 078 096
Transferts et subventions	0	4 808 812	7 095 764
64 Transferts	0	4 808 812	7 095 764
Investissement	116 237	54 046	116 237
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 850	14 046	18 850
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	97 387	40 000	97 387
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	**6 732**	**9 823 463**	**9 933 586**
Personnel	0	64 235	40 119
66 Charges de personnel	0	64 235	40 119
Biens et services	0	9 757 935	9 886 735
60 Achats de biens	0	9 739 010	9 859 940
61 Acquisitions de services	0	10 925	16 795
62 Autres services	0	8 000	10 000
Investissement	6 732	1 293	6 732
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 732	1 293	6 732

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**30 821 850**	**37 173 632**	**46 697 464**
Personnel	0	405 806	380 497
66 Charges de personnel	0	405 806	380 497
Biens et services	0	63 719	99 790
60 Achats de biens	0	27 815	55 292
61 Acquisitions de services	0	2 400	2 619
62 Autres services	0	33 504	41 879
Transferts et subventions	0	30 421 973	32 767 327
64 Transferts	0	30 421 973	32 767 327
Investissement	30 821 850	6 282 134	13 449 850
21 Immobilisations incorporelles	563 850	413 298	563 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 258 000	5 868 836	12 886 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	**3 679 182**	**3 480 586**	**3 722 177**
Personnel	0	486 794	398 593
66 Charges de personnel	0	486 794	398 593
Biens et services	0	312 547	424 082
60 Achats de biens	0	25 521	54 810
61 Acquisitions de services	0	28 193	45 731
65 Charges exceptionnelles	0	258 833	323 541
Transferts et subventions	0	1 982 873	2 270 320
64 Transferts	0	1 982 873	2 270 320
Investissement	3 679 182	698 372	629 182
21 Immobilisations incorporelles	66 832	47 242	66 832
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 612 350	651 130	562 350
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**1 121 000**	**14 202 926**	**17 257 022**
Personnel	0	2 359 784	2 311 393
66 Charges de personnel	0	2 359 784	2 311 393
Biens et services	0	228 275	369 083
60 Achats de biens	0	83 255	163 289
61 Acquisitions de services	0	40 422	75 052
62 Autres services	0	104 598	130 742
Transferts et subventions	0	11 249 937	14 005 546
64 Transferts	0	11 249 937	14 005 546
Investissement	1 121 000	364 930	571 000
21 Immobilisations incorporelles	21 000	14 280	21 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 050 000	310 650	500 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	**562 750**	**1 588 140**	**1 527 455**
Transferts et subventions	0	897 807	964 705
64 Transferts	0	897 807	964 705
Investissement	562 750	690 333	562 750
21 Immobilisations incorporelles	317 750	322 920	317 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	245 000	367 413	245 000
Total	**39 594 947**	**134 389 062**	**152 747 587**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	**0**	**2 312 333**	**2 823 875**
Personnel	0	210 578	245 106
66 Charges de personnel	0	210 578	245 106
Biens et services	0	58 560	58 560
61 Acquisitions de services	0	58 560	58 560
Transferts et subventions	0	2 043 195	2 520 209
64 Transferts	0	2 043 195	2 520 209
Total	**0**	**2 312 333**	**2 823 875**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**1 309 076**	**2 259 313**	**2 697 343**
Personnel	0	755 005	723 340
66 Charges de personnel	0	755 005	723 340
Biens et services	0	814 432	932 789
60 Achats de biens	0	452 911	523 134
61 Acquisitions de services	0	305 258	339 327
62 Autres services	0	56 263	70 328
Transferts et subventions	0	614 930	707 138
64 Transferts	0	614 930	707 138
Investissement	1 309 076	74 946	334 076
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 309 076	74 946	334 076
2.059 Promotion de la Femme	**692 486**	**2 546 340**	**3 135 837**
Personnel	0	942 314	956 812
66 Charges de personnel	0	942 314	956 812
Biens et services	0	221 672	388 080
60 Achats de biens	0	131 478	259 705
61 Acquisitions de services	0	36 027	60 676
62 Autres services	0	54 167	67 699
Transferts et subventions	0	19 314	21 459
64 Transferts	0	19 314	21 459
Investissement	692 486	1 363 040	1 769 486
21 Immobilisations incorporelles	140 000	133 000	140 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	502 486	1 190 040	1 579 486
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	**426 599**	**997 277**	**1 402 660**
Personnel	0	279 629	267 198
66 Charges de personnel	0	279 629	267 198
Biens et services	0	345 916	458 512
60 Achats de biens	0	201 137	298 880
61 Acquisitions de services	0	4 779	9 632
62 Autres services	0	140 000	150 000
Transferts et subventions	0	221 274	250 351
64 Transferts	0	221 274	250 351
Investissement	426 599	150 458	426 599
21 Immobilisations incorporelles	75 000	71 250	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	351 599	79 208	351 599
Total	**2 428 161**	**5 802 930**	**7 235 840**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
1.024 Administration Générale	**429 500**	**1 891 986**	**2 651 986**
Personnel	0	768 469	740 314
66 Charges de personnel	0	768 469	740 314
Biens et services	0	931 711	1 343 945
60 Achats de biens	0	423 666	668 414
61 Acquisitions de services	0	404 833	488 392
62 Autres services	0	103 212	187 139
Transferts et subventions	0	97 602	138 227
64 Transferts	0	97 602	138 227
Investissement	429 500	94 204	429 500
21 Immobilisations incorporelles	200 000	85 500	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	229 500	8 704	229 500
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	**166 502 900**	**34 357 501**	**87 734 274**
Personnel	0	1 032 974	1 087 614
66 Charges de personnel	0	1 032 974	1 087 614
Biens et services	0	766 077	337 562
60 Achats de biens	0	695 038	213 276
61 Acquisitions de services	0	39 173	84 456
62 Autres services	0	31 866	39 830
Transferts et subventions	0	587 690	619 745
64 Transferts	0	587 690	619 745
Investissement	166 502 900	31 970 760	85 689 353
21 Immobilisations incorporelles	1 138 000	656 336	1 138 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	164 634 500	31 068 624	83 820 953
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	650 000	165 400	650 000
26 Prises de participations et cautionnements	80 400	80 400	80 400
2.066 Développement et sécurisation des transports	**16 894 087**	**2 916 178**	**5 299 899**
Personnel	0	1 160 075	1 143 540
66 Charges de personnel	0	1 160 075	1 143 540
Biens et services	0	218 975	388 751
60 Achats de biens	0	123 673	246 040
61 Acquisitions de services	0	36 981	69 815
62 Autres services	0	58 321	72 896
Transferts et subventions	0	793 920	1 023 521
64 Transferts	0	793 920	1 023 521
Investissement	16 894 087	743 208	2 744 087
21 Immobilisations incorporelles	100 000	86 260	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 708 000	605 736	2 558 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	80 787	45 912	80 787
26 Prises de participations et cautionnements	5 300	5 300	5 300
Total	**183 826 487**	**39 165 665**	**95 686 159**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
1.025 Administration Générale	**300 000**	**1 170 827**	**13 603 581**
Personnel	0	412 209	426 975
66 Charges de personnel	0	412 209	426 975
Biens et services	0	675 778	876 606
60 Achats de biens	0	232 662	293 491
61 Acquisitions de services	0	370 348	472 300
62 Autres services	0	72 768	110 815
Investissement	300 000	82 840	12 300 000
21 Immobilisations incorporelles	70 000	76 000	70 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	230 000	6 840	12 230 000
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	**1 350 000**	**2 360 076**	**3 448 101**
Personnel	0	1 021 124	992 625
66 Charges de personnel	0	1 021 124	992 625
Biens et services	0	265 592	471 033
60 Achats de biens	0	142 841	296 490
61 Acquisitions de services	0	67 566	105 563
62 Autres services	0	55 185	68 980
Transferts et subventions	0	383 560	434 443
64 Transferts	0	383 560	434 443
Investissement	1 350 000	689 800	1 550 000
21 Immobilisations incorporelles	300 000	285 000	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	364 800	1 200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	**200 000**	**561 864**	**1 111 963**
Transferts et subventions	0	268 124	311 963
64 Transferts	0	268 124	311 963
Investissement	200 000	293 740	800 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	168 340	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	150 000	125 400	750 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
2.071 Protection et Conservation de la Nature	**1 950 000**	**5 741 131**	**6 796 777**
Personnel	0	3 814 200	3 730 848
66 Charges de personnel	0	3 814 200	3 730 848
Biens et services	0	383 996	621 393
60 Achats de biens	0	197 731	363 431
61 Acquisitions de services	0	69 105	110 446
62 Autres services	0	117 160	147 516
Transferts et subventions	0	155 075	200 536
64 Transferts	0	155 075	200 536
Investissement	1 950 000	1 387 860	2 244 000
21 Immobilisations incorporelles	870 000	625 860	870 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 030 000	722 000	1 324 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	**300 000**	**596 381**	**721 817**
Transferts et subventions	0	311 381	421 817
64 Transferts	0	311 381	421 817
Investissement	300 000	285 000	300 000
21 Immobilisations incorporelles	300 000	285 000	300 000
Total	**4 100 000**	**10 430 279**	**25 682 239**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
1.026 Administration Générale	**120 000**	**1 420 622**	**1 694 945**
Personnel	0	461 240	495 825
66 Charges de personnel	0	461 240	495 825
Biens et services	0	816 882	1 079 120
60 Achats de biens	0	393 314	508 780
61 Acquisitions de services	0	346 920	464 530
62 Autres services	0	76 648	105 810
Investissement	120 000	142 500	120 000
21 Immobilisations incorporelles	120 000	142 500	120 000
2.073 Développement des Ressources Energétiques	**17 058 609**	**95 730 302**	**59 589 002**
Personnel	0	516 362	528 202
66 Charges de personnel	0	516 362	528 202
Biens et services	0	185 855	328 015
60 Achats de biens	0	90 484	182 179
61 Acquisitions de services	0	45 112	83 014
62 Autres services	0	50 259	62 822
Transferts et subventions	0	66 008 741	36 225 629
63 Subventions	0	60 000 000	30 000 000
64 Transferts	0	6 008 741	6 225 629
Investissement	17 058 609	29 019 344	22 507 156
21 Immobilisations incorporelles	1 048 609	314 224	1 048 609
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 960 000	28 665 120	21 408 547
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.074 Développement des Ressources en Eau	**9 000 000**	**29 411 299**	**31 608 069**
Personnel	0	1 053 680	1 050 834
66 Charges de personnel	0	1 053 680	1 050 834
Biens et services	0	335 653	592 582
60 Achats de biens	0	164 257	305 219
61 Acquisitions de services	0	93 881	190 472
62 Autres services	0	77 515	96 891
Transferts et subventions	0	448 522	584 653
64 Transferts	0	448 522	584 653
Investissement	9 000 000	27 573 444	29 380 000
21 Immobilisations incorporelles	2 245 000	1 674 850	2 245 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 705 000	25 858 594	27 085 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
Total	**26 178 609**	**126 562 223**	**92 892 016**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
726 MINISTERE DES MINES			
1.027 Administration Générale	**2 080 000**	**1 304 710**	**1 969 278**
Personnel	0	380 159	519 107
66 Charges de personnel	0	380 159	519 107
Biens et services	0	792 311	1 170 171
60 Achats de biens	0	461 667	650 348
61 Acquisitions de services	0	253 844	423 823
62 Autres services	0	76 800	96 000
Investissement	2 080 000	132 240	280 000
21 Immobilisations incorporelles	80 000	18 240	80 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	114 000	200 000
2.075 Développement des ressources minérales	**420 925**	**1 555 240**	**2 718 328**
Personnel	0	849 273	802 785
66 Charges de personnel	0	849 273	802 785
Biens et services	0	297 406	513 394
60 Achats de biens	0	97 564	181 833
61 Acquisitions de services	0	130 561	244 961
62 Autres services	0	69 281	86 600
Transferts et subventions	0	149 742	181 224
64 Transferts	0	149 742	181 224
Investissement	420 925	258 819	1 220 925
21 Immobilisations incorporelles	339 725	76 028	339 725
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	31 200	142 791	831 200
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
Total	**2 500 925**	**2 859 950**	**4 687 606**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
1.028 Administration Générale	**106 375**	**1 212 503**	**1 207 039**
Personnel	0	255 848	218 563
66 Charges de personnel	0	255 848	218 563
Biens et services	0	849 743	819 422
60 Achats de biens	0	335 845	412 496
61 Acquisitions de services	0	252 531	313 459
62 Autres services	0	261 367	93 467
Transferts et subventions	0	56 412	62 679
63 Subventions	0	56 412	62 679
Investissement	106 375	50 500	106 375
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 375	3 000	6 375
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	47 500	100 000
2.076 Medias et Communication Publics	**2 908 500**	**7 173 805**	**10 364 428**
Transferts et subventions	0	6 578 823	7 055 928
64 Transferts	0	6 578 823	7 055 928
Investissement	2 908 500	594 982	3 308 500
21 Immobilisations incorporelles	125 000	118 750	125 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 783 500	476 232	3 183 500
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	**665 408**	**2 459 241**	**3 365 317**
Personnel	0	67 943	69 038
66 Charges de personnel	0	67 943	69 038
Biens et services	0	85 616	268 616
60 Achats de biens	0	63 432	129 346
61 Acquisitions de services	0	18 264	34 370
62 Autres services	0	3 920	104 900
Transferts et subventions	0	2 048 922	2 362 255
64 Transferts	0	2 048 922	2 362 255
Investissement	665 408	256 760	665 408
21 Immobilisations incorporelles	90 408	17 360	90 408
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	575 000	239 400	575 000
Total	**3 680 283**	**10 845 549**	**14 936 784**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
2.096 Régulation de la Communication	**222 500**	**1 120 858**	**1 600 000**
Personnel	0	619 975	705 000
66 Charges de personnel	0	619 975	705 000
Biens et services	0	359 179	672 500
60 Achats de biens	0	251 091	507 500
61 Acquisitions de services	0	108 088	165 000
Investissement	222 500	141 704	222 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	222 500	141 704	222 500
Total	**222 500**	**1 120 858**	**1 600 000**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
I BUDGET GENERAL			
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
1.029 Administration Générale	**4 169 950**	**3 144 345**	**5 294 642**
Personnel	0	1 049 985	968 558
66 Charges de personnel	0	1 049 985	968 558
Biens et services	0	1 137 528	1 560 086
60 Achats de biens	0	456 017	674 277
61 Acquisitions de services	0	533 899	657 882
62 Autres services	0	147 612	227 927
Transferts et subventions	0	69 121	96 048
64 Transferts	0	69 121	96 048
Investissement	4 169 950	887 711	2 669 950
21 Immobilisations incorporelles	375 000	245 480	375 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 794 950	642 231	2 294 950
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	**4 050 000**	**1 249 769**	**4 598 873**
Personnel	0	196 043	190 699
66 Charges de personnel	0	196 043	190 699
Biens et services	0	171 421	250 174
60 Achats de biens	0	89 325	139 512
61 Acquisitions de services	0	19 653	40 109
62 Autres services	0	62 443	70 553
Transferts et subventions	0	89 905	108 000
64 Transferts	0	89 905	108 000
Investissement	4 050 000	792 400	4 050 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 150 000	205 200	1 150 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	2 900 000	587 200	2 900 000
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	**3 150 000**	**3 033 775**	**4 261 435**
Personnel	0	2 182 721	2 224 547
66 Charges de personnel	0	2 182 721	2 224 547
Biens et services	0	296 575	884 088
60 Achats de biens	0	175 650	686 153
61 Acquisitions de services	0	48 503	72 108
62 Autres services	0	72 422	125 827
Transferts et subventions	0	234 799	302 800
64 Transferts	0	234 799	302 800
Investissement	3 150 000	319 680	850 000
21 Immobilisations incorporelles	60 000	42 560	60 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 040 000	237 120	740 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	**5 450 000**	**3 297 754**	**7 731 069**
Personnel	0	1 717 974	1 760 233
66 Charges de personnel	0	1 717 974	1 760 233
Biens et services	0	234 655	429 036
60 Achats de biens	0	134 498	272 278
61 Acquisitions de services	0	33 951	63 971
62 Autres services	0	66 206	92 787
Transferts et subventions	0	48 085	91 800
64 Transferts	0	48 085	91 800
Investissement	5 450 000	1 297 040	5 450 000
21 Immobilisations incorporelles	250 000	71 440	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 150 000	1 185 600	5 150 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.080 Population	**714 000**	**574 084**	**1 057 525**
Personnel	0	150 944	168 084
66 Charges de personnel	0	150 944	168 084
Biens et services	0	43 637	67 280
60 Achats de biens	0	5 662	12 160
61 Acquisitions de services	0	21 975	35 120
62 Autres services	0	16 000	20 000
Transferts et subventions	0	88 395	108 161
64 Transferts	0	88 395	108 161
Investissement	714 000	291 108	714 000
21 Immobilisations incorporelles	384 000	231 828	384 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	330 000	59 280	330 000
2.081 Aménagement du Territoire	**250 000**	**246 565**	**450 288**
Personnel	0	153 236	151 288
66 Charges de personnel	0	153 236	151 288
Biens et services	0	26 069	49 000
60 Achats de biens	0	5 588	12 000
61 Acquisitions de services	0	13 281	28 000
62 Autres services	0	7 200	9 000
Investissement	250 000	67 260	250 000
21 Immobilisations incorporelles	150 000	51 300	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	15 960	100 000
Total	**17 783 950**	**11 546 292**	**23 393 832**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
1.034 Administration Générale	**9 092 500**	**16 918 323**	**16 483 559**
Personnel	0	1 825 208	1 688 340
66 Charges de personnel	0	1 825 208	1 688 340
Biens et services	0	1 857 181	2 571 109
60 Achats de biens	0	729 884	1 069 147
61 Acquisitions de services	0	691 289	887 099
62 Autres services	0	436 008	614 863
Transferts et subventions	0	114 914	208 610
64 Transferts	0	114 914	208 610
Investissement	9 092 500	13 121 020	12 015 500
21 Immobilisations incorporelles	650 000	636 500	650 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 967 500	12 104 520	10 890 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000	380 000	475 000
2.087 Appui au Monde Rural	**3 352 000**	**33 483 675**	**35 866 825**
Personnel	0	5 073 388	4 938 270
66 Charges de personnel	0	5 073 388	4 938 270
Biens et services	0	262 250	455 588
60 Achats de biens	0	159 605	267 156
61 Acquisitions de services	0	70 349	148 065
62 Autres services	0	32 296	40 367
Transferts et subventions	0	22 066 318	24 312 967
64 Transferts	0	22 066 318	24 312 967
Investissement	3 352 000	6 081 719	6 160 000
21 Immobilisations incorporelles	219 500	364 344	219 500
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		558 655	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 082 500	5 118 720	5 890 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000
2.088 Aménagement et Equipement Rural	**13 481 500**	**52 079 249**	**55 067 249**
Personnel	0	961 979	973 748
66 Charges de personnel	0	961 979	973 748
Biens et services	0	171 257	281 291
60 Achats de biens	0	106 297	176 022
61 Acquisitions de services	0	29 725	61 227
62 Autres services	0	35 235	44 042
Transferts et subventions	0	3 043 717	3 500 710
64 Transferts	0	3 043 717	3 500 710
Investissement	13 481 500	47 902 296	50 311 500
21 Immobilisations incorporelles	4 087 750	5 118 588	5 587 750
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	475 000	91 200	475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 868 750	42 652 508	44 198 750
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
2.089 Recherche et Formation	**3 333 500**	**4 383 569**	**4 943 641**
Biens et services	0	18 665	31 900
60 Achats de biens	0	16 104	26 400
61 Acquisitions de services	0	2 561	5 500
Transferts et subventions	0	4 238 902	4 578 241
64 Transferts	0	4 238 902	4 578 241
Investissement	3 333 500	126 002	333 500
21 Immobilisations incorporelles		23 750	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 333 500	102 252	333 500
Total	**29 259 500**	**106 864 816**	**112 361 274**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
1.037 Administration Générale	**3 175 000**	**24 038 442**	**15 762 271**
Personnel	0	68 636	211 205
66 Charges de personnel	0	68 636	211 205
Biens et services	0	685 543	948 166
60 Achats de biens	0	373 982	445 969
61 Acquisitions de services	0	198 962	314 160
62 Autres services	0	112 599	188 037
Transferts et subventions	0	68 883	77 900
64 Transferts	0	68 883	77 900
Investissement	3 175 000	23 215 380	14 525 000
21 Immobilisations incorporelles	360 000	389 500	360 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 815 000	22 825 880	14 165 000
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	**3 850 000**	**6 603 109**	**8 490 061**
Personnel	0	1 499 374	1 495 653
66 Charges de personnel	0	1 499 374	1 495 653
Biens et services	0	222 427	344 392
60 Achats de biens	0	121 451	192 644
61 Acquisitions de services	0	40 325	77 840
62 Autres services	0	60 651	73 908
Transferts et subventions	0	4 270 798	4 350 016
64 Transferts	0	4 270 798	4 350 016
Investissement	3 850 000	610 510	2 300 000
21 Immobilisations incorporelles	135 000	128 250	135 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	500 000	96 000	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 365 000	192 660	815 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	850 000	193 600	850 000
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	**900 000**	**1 892 224**	**2 638 736**
Personnel	0	1 132 567	1 075 622
66 Charges de personnel	0	1 132 567	1 075 622
Biens et services	0	222 875	355 742
60 Achats de biens	0	103 700	178 768
61 Acquisitions de services	0	36 277	73 354
62 Autres services	0	82 898	103 620
Transferts et subventions	0	248 802	307 372
64 Transferts	0	248 802	307 372
Investissement	900 000	287 980	900 000
21 Immobilisations incorporelles	120 000	96 900	120 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	300 000	57 600	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	430 000	93 480	430 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	40 000	50 000

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	**1 025 000**	**3 293 384**	**4 128 805**
Personnel	0	1 757 096	1 759 857
66 Charges de personnel	0	1 757 096	1 759 857
Biens et services	0	218 285	384 918
60 Achats de biens	0	136 829	249 642
61 Acquisitions de services	0	43 403	87 713
62 Autres services	0	38 053	47 563
Transferts et subventions	0	953 103	959 030
64 Transferts	0	953 103	959 030
Investissement	1 025 000	364 900	1 025 000
21 Immobilisations incorporelles	150 000	142 500	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	350 000	91 200	350 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	525 000	131 200	525 000
Total	**8 950 000**	**35 827 159**	**31 019 873**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	**1 800 000**	**12 060 324**	**13 042 690**
Personnel	0	279 103	261 352
66 Charges de personnel	0	279 103	261 352
Biens et services	0	8 291 076	9 001 769
60 Achats de biens	0	7 586 480	7 654 421
61 Acquisitions de services	0	672 632	1 303 847
62 Autres services	0	31 964	43 501
Transferts et subventions	0	1 350 935	1 352 569
64 Transferts	0	1 350 935	1 352 569
Investissement	1 800 000	2 139 210	2 427 000
21 Immobilisations incorporelles	400 000	152 600	400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	627 000	627 000
26 Prises de participations et cautionnements	1 400 000	1 359 610	1 400 000
Total	**1 800 000**	**12 060 324**	**13 042 690**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	**208 135 115**	**534 421 536**	**625 488 457**
Personnel	0	100 898 592	106 785 770
66 Charges de personnel	0	100 898 592	106 785 770
Biens et services	0	203 199 538	249 546 058
60 Achats de biens	0	157 378 553	200 217 922
61 Acquisitions de services	0	9 499 460	12 469 200
62 Autres services	0	312 988	312 988
65 Charges exceptionnelles	0	34 772 589	35 310 000
67 Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948
Transferts et subventions	0	149 758 390	141 021 514
63 Subventions	0	40 000 000	40 000 000
64 Transferts	0	109 758 390	101 021 514
Investissement	208 135 115	80 565 016	128 135 115
21 Immobilisations incorporelles	5 000 000	3 704 704	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	4 500 000	4 500 000	4 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	165 725 807	38 012 128	85 725 807
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	15 409 308	15 409 308	15 409 308
26 Prises de participations et cautionnements	17 500 000	18 938 876	17 500 000
0.004 Dette	**0**	**223 049 000**	**214 468 000**
Biens et services	0	223 049 000	214 468 000
67 Intérêts et frais financiers	0	223 049 000	214 468 000
Total	**208 135 115**	**757 470 536**	**839 956 457**
Total BUDGET GENERAL	**958 183 535**	**2 948 270 487**	**3 107 247 366**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**
Personnel	0	2 661 225	2 719 200
66 Charges de personnel	0	2 661 225	2 719 200
Biens et services	0	2 990 076	3 101 123
60 Achats de biens	0	1 127 146	1 143 000
61 Acquisitions de services	0	1 358 325	1 424 600
62 Autres services	0	470 090	488 800
67 Intérêts et frais financiers	0	34 515	44 723
Transferts et subventions	0	869 343	875 000
64 Transferts	0	869 343	875 000
Investissement	2 207 600	2 162 863	2 207 600
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 592 600	1 572 483	1 592 600
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	615 000	590 380	615 000
Total	**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**
Total BUDGETS ANNEXES	**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	**0**	**98 159 000**	**98 159 000**
Biens et services	0	98 159 000	98 159 000
65 Charges exceptionnelles	0	98 159 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	**3 000 000**	**3 000 000**	**3 000 000**
Investissement	3 000 000	3 000 000	3 000 000
21 Immobilisations incorporelles	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.014 Garanties et Avals	**0**	**343 442**	**343 442**
Biens et services	0	343 442	343 442
65 Charges exceptionnelles	0	343 442	343 442
Total	**3 000 000**	**101 502 442**	**101 502 442**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	**2 500 000**	**2 544 295**	**2 500 000**
Investissement	2 500 000	2 544 295	2 500 000
21 Immobilisations incorporelles	2 500 000	2 544 295	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 544 295**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	**0**	**650 000**	**650 000**
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
64 Transferts	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	**475 000**	**500 000**	**500 000**
Biens et services	0	25 000	25 000
60 Achats de biens	0	25 000	25 000
Investissement	475 000	475 000	475 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	50 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	425 000	425 000	425 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	**1 260 000**	**1 800 000**	**1 800 000**
Biens et services	0	450 000	450 000
60 Achats de biens	0	450 000	450 000
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	90 000	90 000
Investissement	1 260 000	1 260 000	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	90 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	720 000	720 000	720 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	450 000	450 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	**60 000**	**500 080**	**500 080**
Biens et services	0	440 080	440 080
60 Achats de biens	0	293 900	293 900
61 Acquisitions de services	0	30 000	30 000
62 Autres services	0	116 180	116 180
Investissement	60 000	60 000	60 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	60 000	60 000
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.015 Fonds de Développement de l'Eau	**68 256**	**179 622**	**173 256**
Biens et services	0	105 000	105 000
60 Achats de biens	0	40 000	40 000
61 Acquisitions de services	0	65 000	65 000
Investissement	68 256	74 622	68 256
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	68 256	74 622	68 256
Total	**68 256**	**179 622**	**173 256**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

19/09/2024 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
726 MINISTERE DES MINES			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	**0**	**750 000**	**750 000**
Biens et services	0	750 000	750 000
60 Achats de biens	0	750 000	750 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	**0**	**360 000**	**360 000**
Personnel	0	160 000	160 000
66 Charges de personnel	0	160 000	160 000
Biens et services	0	200 000	200 000
60 Achats de biens	0	90 000	90 000
61 Acquisitions de services	0	110 000	110 000
Total	**0**	**1 110 000**	**1 110 000**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**12 363 256**	**113 786 439**	**113 735 778**
TOTAL GENERAL	**972 754 391**	**3 070 740 433**	**3 229 886 067**

Article 23 : Pour 2025, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif, figure à **l'état B** annexé à la présente loi.

Article 24 : Pour 2025, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à **l'état C** annexé à la présente loi.

Article 25 : Pour 2025, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à **l'état D** annexé à la présente loi.

Article 26 : Pour 2025, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à **l'état E** annexé à la présente loi.

Article 27 : Pour 2025, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à **l'état F** annexé à la présente loi.

TITRE II : DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2025 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet ;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente loi, le ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits de 2024, à travers un décret pris en conseil des ministres, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au Cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur financier ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et

judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 32 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un arrêté du ministre chargé des Finances.

TITRE III : AUTRES DISPOSITIONS

Article 33 : Pour 2025, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à **l'état G** annexé à la présente loi.

Article 34 : Pour 2025, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à **l'état H** annexé à la présente loi.

Article 35 : Pour 2025, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à **l'état I** annexé à la présente loi.

Article 36 : Pour 2025, la liste des dotations et programmes par ministère, institution et autorité administrative indépendante figure à **l'état J** annexé à la présente loi.

Article 37 : Pour 2025, le détail du Programme Triennal d'Investissement 2025-2027 figure à **l'état K** annexé à la présente loi.

Article 38 : Un état développé, **état L** des restes à payer de l'Etat est joint à la présente loi.

Article 39 : Pour 2025, le Plan de Trésorerie prévisionnel mensualisé est établi conformément à **l'état M** annexé à la présente loi.

Article 40 : Pour 2025, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à **l'état N**.

Article 41 : Pour 2025, les statistiques sur les emplois créés figurent à **l'état P** annexé à la présente loi.

Article 42 : Pour 2025, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à **l'état Q** annexé à la présente loi.

Article 43 : Pour 2025, la liste des Taxes parafiscales et leur évaluation figure à **l'état R** annexé à la présente loi.

Article 44 : Pour 2025, l'annexe relative aux Dépenses fiscales figure à **l'état S** annexé à la présente loi.

Article 45 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à **l'état T** annexé à la présente loi.

Article 46 : Pour 2025, l'annexe relative au genre figure à **l'état V** annexé à la présente loi.

Article 47 : Pour 2025, l'annexe relative aux risques budgétaires figure à **l'état W** annexé à la présente loi.

Article 48 : La présente loi sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 27 DEC 2024

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,

Général d'Armée Assimi GOITA

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2025



Août 2024

INTRODUCTION

Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2025 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2025-2027 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2024 et se poursuivant en 2025 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'année 2025.

1. PRESENTATION GENERALE

L'enveloppe prévisionnelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2025-2027 se chiffre à 1 375,788 milliards de FCFA dont 436,045 milliards de FCFA constituent la tranche du BSI 2025.

Le BSI 2025 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **436,045 milliards** de FCFA contre **321,209 milliards** de FCFA rectifiés en 2024 et finance la mise en œuvre de 386 projets/programmes (contre 392 en 2024) soit une augmentation de **114,836 milliards** de FCFA (**35,75%).** (**Cf graphique 1**).

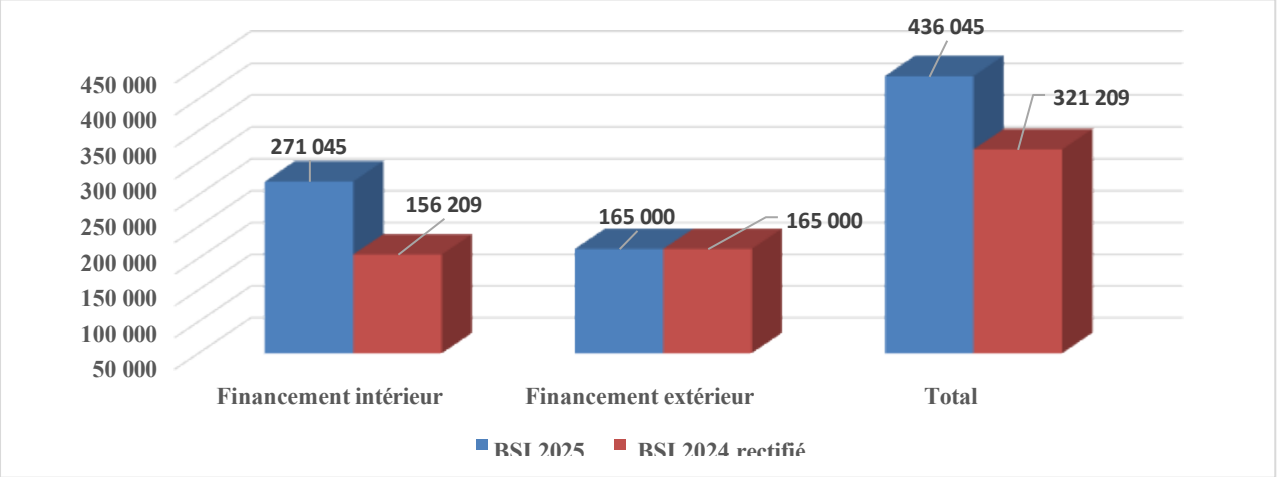
Le financement du BSI 2025 se répartit entre les ressources intérieures pour **271,045 milliards** (**62,16%**) et extérieures pour **165,000 milliards** de FCFA (**37,84%**), contre respectivement **156,209 milliards** de FCFA et **165,000 milliards** de FCFA en 2024 rectifié. Il se présente comme suit :

Tableau N°1 : Ventilation générale du BSI 2025 (millions de FCFA)

Secteurs de Planification	BSI 2024 rectifié			BSI 2025		
	Nbre de Projets	Ressources Totales	%	Nbre de Projets	Ressources Totales	%
Economie rurale	76	122,074	38,00%	71	168,184	38,57%
Infrastructures	156	89,028	27,72%	160	147,081	33,73%
Ressources Humaines	111	58,574	18,24%	109	64,68	14,83%
Secondaire	49	51,533	16,04%	46	56,100	12,87%
Total	**392**	**321,209**	**100,00%**	**386**	**436,045**	**100,00%**

***Source** : DNPD/ données SIGIP, 2024*

Graphique 1 : Evolution des ressources de BSI 2024 et 2025 (en millions de FCFA)



***Source** : DNPD, 2024*

Le graphique montre que le financement intérieur du BSI 2025 a enregistré une augmentation de **114,836 milliards** de FCFA (73,51%) par rapport au BSI intérieur 2024 rectifié. Le financement extérieur n'a pas connu d'évolution. L'augmentation de l'enveloppe du BSI 2025 s'explique essentiellement par le démarrage des projets dans les domaines des infrastructures notamment routières, Agricoles et sportives.

2. ANALYSE DU BSI 2025 PAR SOURCE ET PAR NATURE DE FINANCEMENT

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses du BSI 2025, soit **436,045 milliards** de FCFA, proviennent respectivement de l'Intérieur pour **271,045 milliards** de FCFA (**62,16%)** et de l'Extérieur pour **165,000 milliards** de FCFA (**37,84%). (Cf. Annexe 2).**

Le financement intérieur est entièrement assuré par le Budget National. Quant au financement extérieur, il est reparti en **Prêts** pour un montant de **90,000 milliards** de FCFA, soit un taux de **54,55%** et en **Subventions** pour un montant de **75,000 milliards** de FCFA**,** soit un taux de **45,45%. (Cf. Annexe 1).** La ventilation du BSI 2025 se présente comme suit :

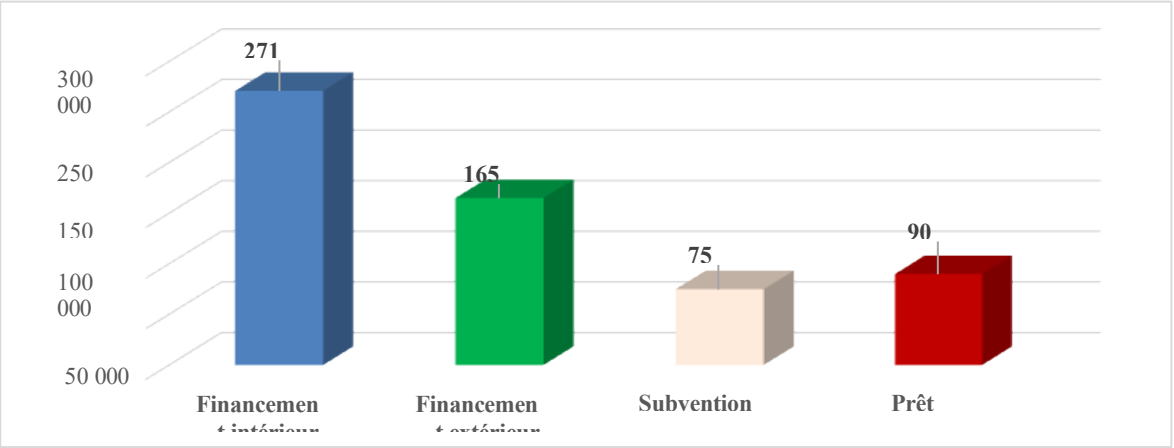
Tableau N°2 : Ventilation du BSI 2025 par source et par nature de financement (en millions de FCFA)

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% Source	% Total
Financement Intérieur (F.I.)	**271 045**	**100**	**62,16**
- Budget de l'Etat : Equipement- Investissement	271 045	100	
- Autofinancement	0	0	
- Divers Autres	0	0	
Financement Extérieur (F.E.)	**165 000**	**100**	**37,84**
- Subventions	75 000	45,45	
- Prêts	90 000	54,55	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	**436 045**	**100**	**100**

***Source** : DNPD/ données SIGIP, 2024*

Le graphique 2 ci-dessous montre que la part des prêts domine celle des subventions dans le financement extérieur.

<u>Graphique 2</u> : Ventilation du BSI 2025 par nature de financement (en millions de FCFA)



<u>Source</u> : DNPD, 2024

3. <u>ANALYSE DU BSI 2025 PAR MINISTERES/ INSTITUTIONS</u>

Sur l'enveloppe prévisionnelle de **436,045 milliards** de FCFA du BSI 2025, le Ministère de l'Agriculture (y compris la ligne Nouveaux Projets BSI) enregistre la plus importante enveloppe, soit **127,231 milliards** FCFA pour 41 projets, suivi du Ministère des Transports et des Infrastructures avec **88,561 milliards** FCFA pour 42 projets et du Ministère de l'Energie et de l'Eau avec **51,578 milliards** FCFA pour 29 projets. Ces trois (3) Ministères représentent **98,69%** de l'enveloppe, soit **267,491 milliards** FCFA. **(Cf. Annexe 6).**

La situation de certains départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Economie et des Finances : **28,275 milliards** de FCFA avec 42 projets ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : **17,094 milliards** de FCFA avec 21 projets ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports : **16,950 milliards** de FCFA avec 9 projets ;
- Ministère de l'Elevage et de la Pêche : **16,525 milliards** de FCFA avec 15 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : **5,350 milliards** de FCFA pour 37 projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : **13,770 milliards** de FCFA pour 22 projets;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population : **10,950 milliards** de FCFA pour 18 projets ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : **7,250 milliards** de FCFA pour 14 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projets par Ministère /Institution est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau N°3 : Situation récapitulative du BSI 2025 par Ministères /Institutions (millions de FCFA)

N°	Institutions/Départements	Financement intérieur	Financement extérieur	Financement total	Nbre de projets
1	Présidence de la République	3 200	0	3 200	4
2	Primature	1 600	0	1 600	7
3	Ministère des Transports et des Infrastructures	60 050	28 511	88 561	42
4	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	4 800	12 294	17 094	21
5	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	2 400	0	2 400	4
6	Ministère de l'Education Nationale	2 800	0	2 800	7
7	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	7 250	0	7 250	14
8	Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	3 200	0	3 200	5
9	Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille	1 300	1 077	2 377	10
10	Ministère de l'Industrie et du Commerce	3 590	346	3 936	15
12	Ministère de la Sante et du Développement Social	13 770	0	13 770	22
13	Ministère de l'Economie et des Finances	24 275	4 000	28 275	42
14	Ministère de l'Administration Territoriale & Décentralisation	15 350	0	15 350	37
15	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	10 950	0	10 950	18
16	Ministère de l'Energie et de l'Eau	8 420	43 279	51 699	29
17	Ministère des Mines	1 380	0	1 380	5
18	Ministère du Travail de la Fonction Publique et du Dialogue Social	1 000	0	1 000	2
19	Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme	2 900	0	2 900	15
20	Cour Suprême	2 500	0	2 500	1
21	Médiateur de la République	250	0	250	1
22	Conseil Economique Social et Culturel	150	0	150	1
23	Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	1 615	0	1 615	7
24	Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	2 950	1 755	4 705	8
25	Ministère de la Refondation de l'Etat	300	0	300	1
26	Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale	150	7 000	7 150	1
27	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100	627	727	1
28	Ministère de l'Agriculture	14 620	52 611	67 231	40
29	Ministère de l'Elevage et de la Pêche	3 025	13 500	16 525	15
30	Ministère de la Jeunesse et des Sports	16 950	0	16 950	9
31	Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	200	0	200	1
32	Nouveaux projets BSI	60 000	0	60 000	1
	TOTAL	**271 045**	**165 000**	**436 045**	**386**

***Source** : DNPD/ données SIGIP, 2024*

4. ANALYSE DU BSI 2025 PAR SECTEURS DE PLANIFICATION

Le BSI 2025 est dominé par les secteurs **Economie rurale (38,57%)** et **Infrastructures (33,73%)** contre respectivement **38,00%** et **16,04%** pour le BSI rectifié en 2024**.** Ensuite viennent les secteurs **Ressources humaines** avec **14,83%** contre **27,72%** en 2024 et **Secondaire** avec **12,87%** contre **18,24%** en 2024.

4.1. Ventilation par secteurs de planification

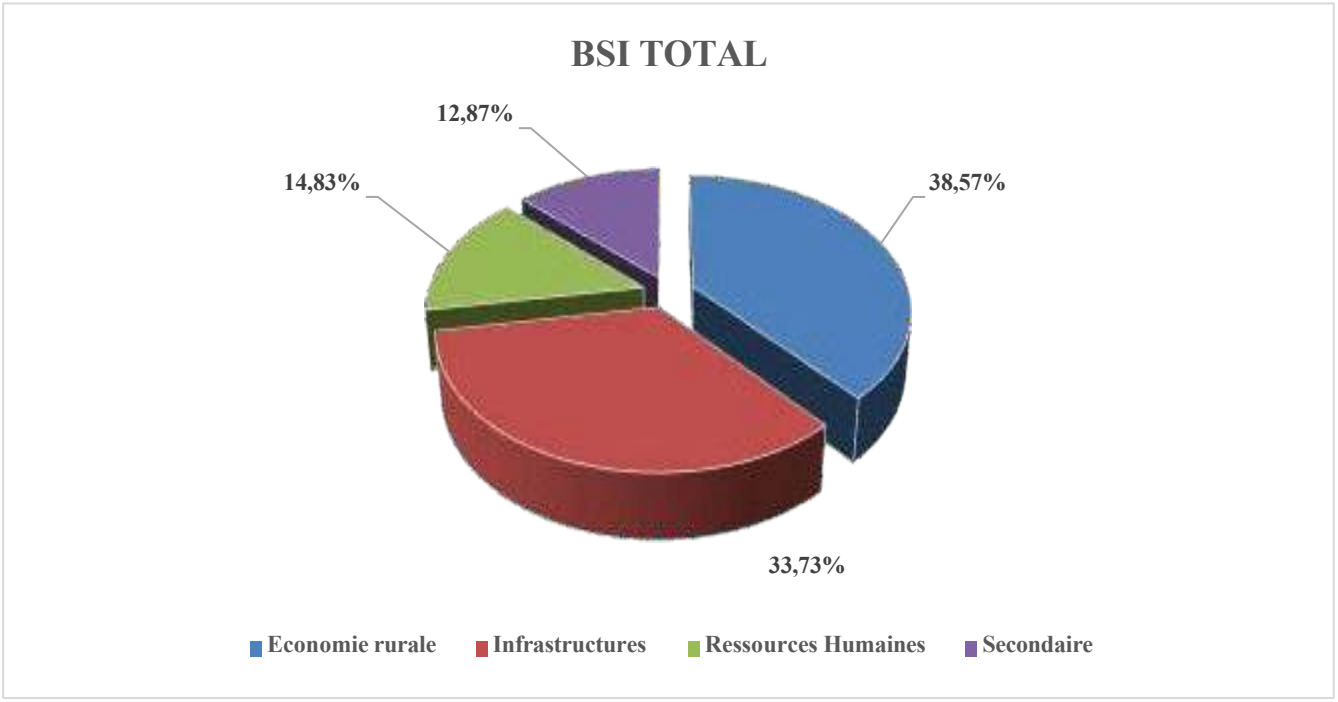
L'enveloppe du BSI 2025 est répartie entre les différents secteurs comme suit :

Tableau N°4 : Ventilation du BSI par secteurs (millions de FCFA)

SECTEURS	NBRE DE PROJETS	FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR	TOTAL	%
Economie Rurale	71	81 075	87 109	168 184	**38,57%**
Infrastructures	160	118 570	28 511	147 081	**33,73%**
Ressources Humaines	109	58 925	5 755	64 680	**14,83%**
Secondaire	46	12 475	43 625	56 100	**12,87%**
TOTAL	**386**	**271 045**	**165 000**	**436 045**	**100,00%**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2024

Graphique 3 : Répartition du BSI 2025 par secteurs de planification



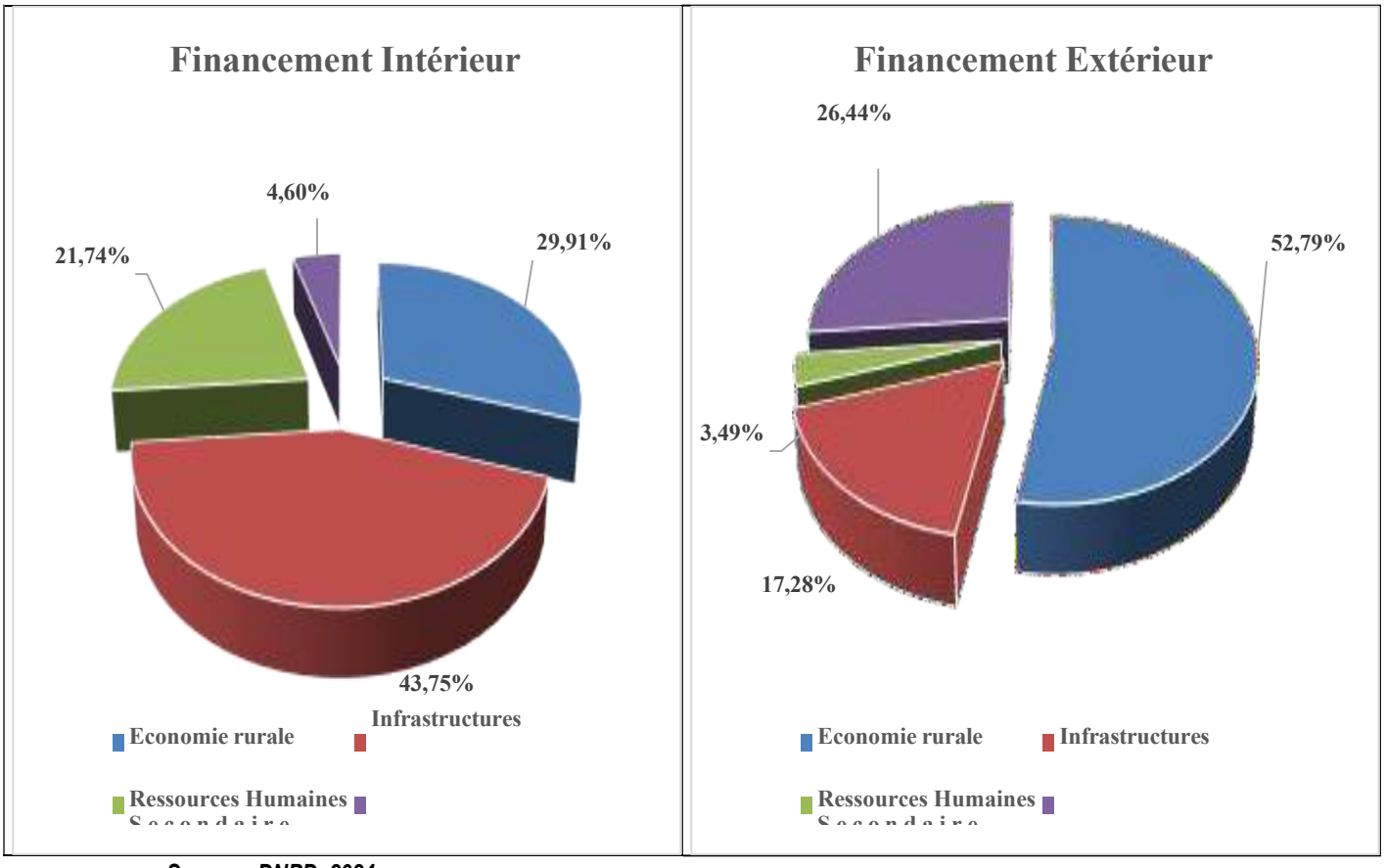
Source : DNPD,2024

Par rapport au financement extérieur, les secteurs **Economie Rurale** (**52,79%**) et **Secondaire** (**26,44%**) viennent en tête en 2025 contre respectivement les mêmes pourcentages en 2024. Ils sont suivis respectivement des secteurs **Infrastructures** avec **17,28%** et **Ressources humaines** avec **3,49%** contre les mêmes pourcentages en 2024.

Le financement extérieur est composé de Prêts, soit 54,55% contre 45,45% de Subventions. Les Prêts sont orientés vers le secteur **Economie rurale** avec **50,08%** contre **27,88%** pour le secteur **Secondaire** et **20,10%** pour celui des **Infrastructures.** Quant aux Subventions, elles sont orientées vers le secteur **Economie Rurale** (**56,05%**), suivi respectivement des secteurs **Secondaire** avec **24,71%** et **Infrastructures** (**13,90%**) **(Cf. Annexe 4).**

Concernant le financement intérieur, la priorité est accordée au secteur **Infrastructures** avec **43,75%.** Il est suivi respectivement des secteurs **Economie rurale** avec **29,91%, Ressources humaines** (**21,74%**) et **Secondaire 4,60% (Cf. Annexes 3 et 5).**

Graphique 4 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur de planification



***Source* : DNPD, 2024**

4.2. Ventilation par sous-secteurs de planification

4.2.1. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2025, le Secteur Economie rurale occupe la première place avec un financement de **168,184 milliards** de FCFA dont **81,075 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit un taux de **48,21%.** La part du financement extérieur représente **51,79%** du financement total du secteur et est dominée par les prêts **51,74%** contre **48,26%** par les subventions (Cf. Tableau N°6). Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de **71** projets/programmes.

Le sous-secteur **Agriculture** avec **81,97%** du secteur regroupe d'importants projets d'aménagements et d'équipements hydro agricoles et de mise en valeur avec un financement extérieur important de l'ordre de **61,315 milliards** de FCFA, soit **44,47%.** La part des ressources intérieures dans le financement du sous- secteur est de **76,550 milliards** de FCFA, soit **55,53%.**

Le financement du secteur permet la promotion des aménagements hydro-agricoles et leur mise en valeur à travers, entre autres :

- des contrats plans Etat-Offices/Agence de développement rural : Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB) et Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS);
- des projets et programmes d'aménagement, d'équipement hydroagricoles et de mise en valeur : i) des Programmes de Promotion Agro écologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO), de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Selingué Phase II (PDI-BS 2), de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), et ii) des Projets de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séféto (PRSAIP-K/S), d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB) de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), de Développement des Filières Horticoles, N'Débougou (Phase IV);
- des programmes d'infrastructures économiques dans les régions.

Le sous-secteur **Elevage** occupe la seconde place avec **9,26%** du secteur. Il est composé par les ressources extérieures, soit **86,68%** du financement total du sous-secteur contre **13,32%** pour les ressources intérieures.

Les principaux Projets/Programmes portent, entre autres, sur :

- l'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali) et le Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali) ;
- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM) ;
- l'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali ;
- l'Appui au Centre National d'Insémination Artificielle.

Quant au sous-secteur **Forêts** avec **8,44%** du secteur, il permettra la mise en œuvre des actions relatives à la gestion des ressources naturelles à savoir : le Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD), le Projet d'aménagement des parcs, les Programmes de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD -DIN II, de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 3)/Promotion des chaines de valeurs agricoles ; de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux, ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et le Projet de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants et l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC).

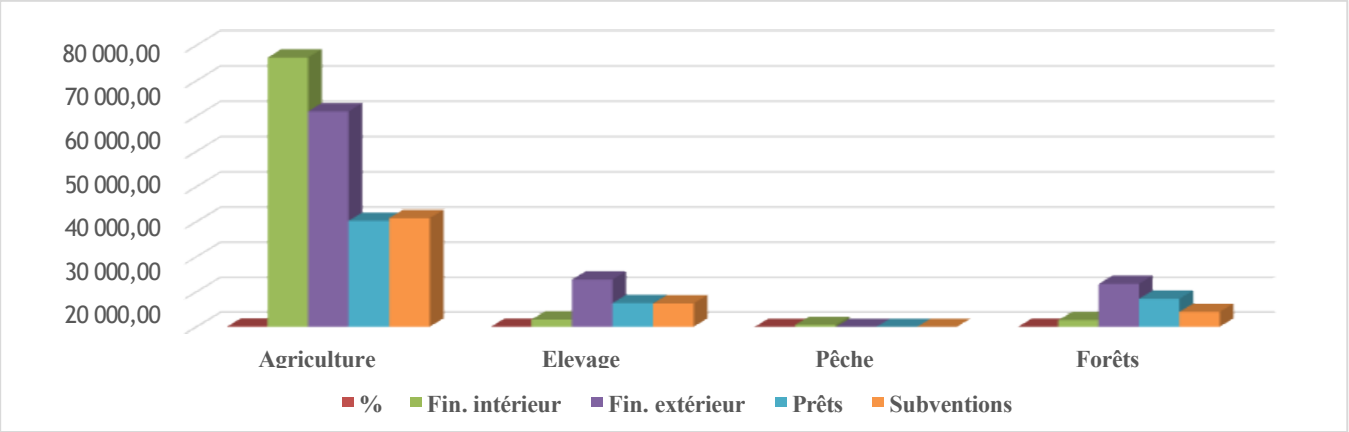
Enfin, le sous-secteur **Pêche** avec **0,33%** du secteur se caractérise par la mise en œuvre des Projets, d'Appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN), à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et au Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA).

Tableau N°5 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (en millions de FCFA)

SOUS- SECTEUR	FINANCEMENT		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Agriculture	137 865	81,97	76 550	61 315	30 268	31 047
Elevage	15 575	9,26	2 075	13 500	6 800	6 700
Pêche	550	0,33	550	0	0	0
Forêts	14 194	8,44	1 900	12 294	8 000	4 294
TOTAL	**168 184**	**100,00**	**81 075**	**87 109**	**45 068**	**42 041**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2024

<u>Graphique 5</u> : Ventilation du financement du secteur Economie rurale par sous-secteur (en millions de FCFA)



<u>Source</u> : DNPD,2024

4.2.2. Secteur et sous-secteurs Infrastructures

Le secteur Infrastructures occupe la deuxième place avec un financement de **147,081** milliards de FCFA dont **118,570** milliards de FCFA au titre du financement intérieur (**80,62%).** Ce montant représente **33,73%** du montant total du BSI 2025. Le financement extérieur représente **19,38%** et est entièrement orienté vers le sous-secteur Moyens routiers (Cf. Tableau N°5). Le financement prend en compte la mise en œuvre de **160** projets/programmes.

Le sous-secteur **Moyens routiers** avec **56,93%** du secteur est financé par les ressources intérieures à hauteur de **65,95%**. Il regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays, à savoir :

- la poursuite des travaux d'entretien et de réparation des pistes de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ;
- la poursuite/finalisation des projets/programmes routiers prioritaires, suivants Banankoro-Dioro ; Ceinture ouest de Koulikoro (13,6 km) ; Kayes-Sandaré ; Dioila- Massigui-Koualé-Kébila, le Programme d'Urgence Routier (PUR) et le démarrage des travaux du Projet d'élargissement en 2x2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé.

Le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** avec **37,50%** du secteur est entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets/programmes sont entre autres :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment la poursuite des travaux de construction et d'équipement de la DFM/MTI, de l'ORTM, des travaux portuaires et d'infrastructures de stockage du Mali.

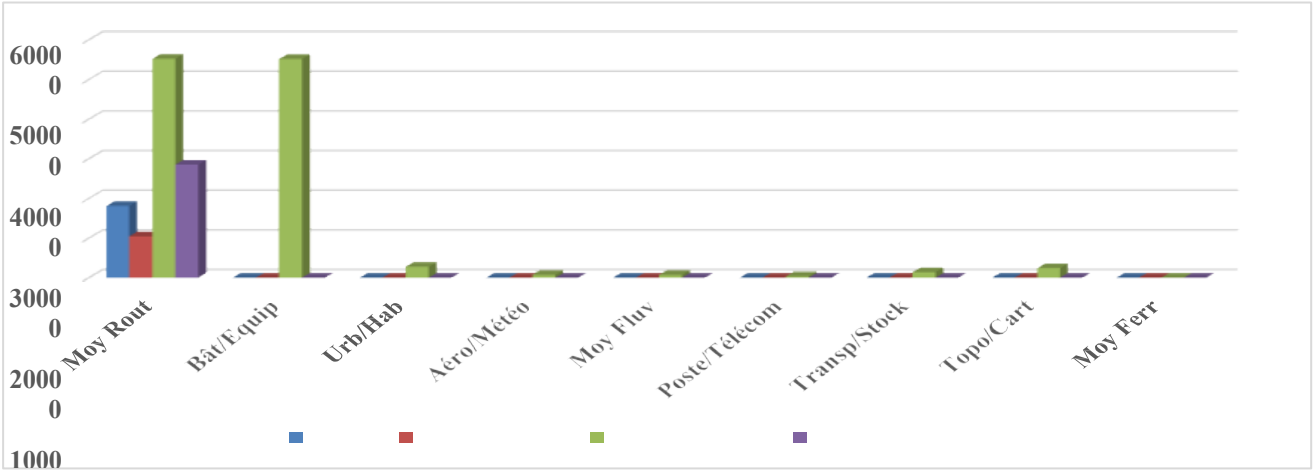
Le sous-secteur Urbanisme et Habitat avec **1,87%** du secteur est entièrement financé sur les ressources intérieures. Il est constitué du Projet de pavage des rues dans la ville de Bamako et environs, du programme d'infrastructures économiques dans le District de Bamako, des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée et des projets d'assainissement. Les autres sous-secteurs occupent au total **3,71%** du secteur.

Tableau N°6 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (en millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Moyens Routiers	83 731	56,93	55 220	28 511	18 088	10 423
Bâtiments et équipement	55 150	37,50	55 150	0	0	0
Urbanisme et Habitat	2 750	1,87	2 750	0	0	0
Aéronautique/Météo	700	0,48	700	0	0	0
Moyens Fluviaux	700	0,48	700	0	0	0
Poste/Télécom	300	0,20	300	0	0	0
Transport/Stockage	1 350	0,92	1 350	0	0	0
Topo et Cartographie	2 400	1,63	2 400	0	0	0
Moyens Ferroviaires	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL	**147 081**	**100,00**	**118 570**	**28 511**	**18 088**	**10 423**

***Source** : DNPD/ données SIGIP, 2024*

Graphique 6 : Ventilation du financement du Secteur Infrastructures par sous-secteurs (millions de FCFA)



***Source** : DNPD, 2024*

Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est orienté essentiellement vers les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** qui représentent respectivement **46,57**% et **46,51**% du volume du financement total intérieur du secteur.

La part du financement extérieur est entièrement orientée vers le sous -secteur **Moyens routiers** et répartie comme suit : les prêts **63,44%** contre **36,56%** pour les subventions.

4.2.3. Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2025, le Secteur Ressources humaines vient en troisième position avec un financement de **64,680 milliards** de FCFA dont **58,925 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **91,10%** du montant total du financement du secteur (Cf. Tableau N°7). Le secteur comprend **109** projets/programmes.

Le sous-secteur **Culture/arts/sport** représente **27,83%** du financement du secteur et est entièrement financé par les ressources intérieures. Les investissements au niveau de ce sous-secteur portent sur des actions de renforcement et de développement des infrastructures culturelles et artistiques (CICB, la Maison Africaine de la photographie, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Musée National), des travaux de construction/réhabilitation/équipement des infrastructures sportives (des stades régionaux, du stade de Tombouctou, du Centre Entrainement Sportif Elite de Kabala) et la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ).

Le sous-secteur **Administration, Plan, Finances** avec **24,04%** du secteur est largement financé par les ressources intérieures, soit **74,28%** (**11,550 milliards** de FCFA). Il couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, ODHD/LCP, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM).

Le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales représente** 20**,49% (13,250 milliards de** FCFA entièrement financé par les ressources intérieures). Il regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, du CNOS, de l'ANTIM, du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Concernant le sous-secteur **Education et Formation** avec **17,51%** du secteur, il est entièrement financé par les ressources intérieures et assure la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (Amphi, Lycées, IFM, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale) et des grandes écoles (résidence et bloc administratif à l'IPR/IFRA de Katibougou, nouvelle ENSUP), l'Ecole Africaine des Mines et le renforcement des capacités par la formation.

Quant aux autres sous-secteurs **Emploi/travail** et **Information**, ils représentent au total **10,13%** du secteur. Ils sont composés par les projets d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II), de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP), de constructions des Centres de Formation Professionnelle et le renforcement des infrastructures de communication à travers l'AGETIC, l'ORTM et l'ANCD.

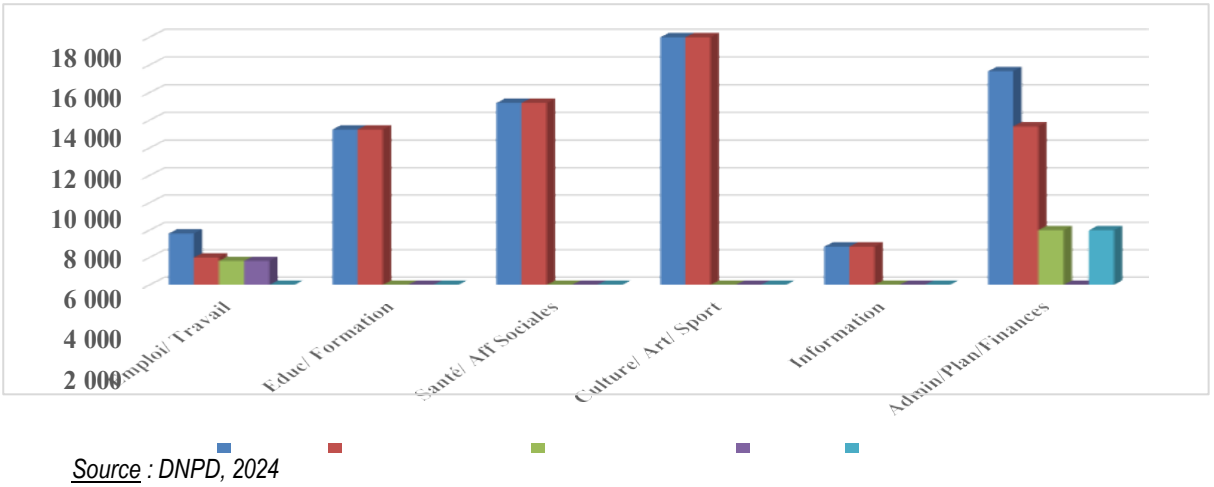
Tableau N°7 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Emploi/ Travail	3 755	5,81	2 000	1 755	1 755	0
Education/ Formation	11 325	17,51	11 325	0	0	0
Santé/ Affaires Sociales	13 250	20,49	13 250	0	0	0
Culture/ Art/ Sport	18 000	27,83	18 000	0	0	0
Information	2 800	4,33	2 800	0	0	0
Administration/Plan/Finances	15 550	24,04	11 550	4 000	0	4 000
TOTAL	**64 680**	**100,00**	**58 925**	**5 755**	**1 755**	**4 000**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2024

Le tableau ci-dessus montre que les ressources extérieures contribuent au financement de **deux (02)** sous-secteurs (Emploi/ Travail et Administration/Plan/Finances).

Graphique 7 : Ventilation du financement du secteur Ressources humaines par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNPD, 2024

Ce graphique indique que le financement Extérieur intervient au niveau de deux (02) sous-secteurs (Emploi/travail et Administration/Plan/Finances).

4.2.4. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2025, le **Secteur Secondaire** vient en dernière position avec un financement de **56,100 milliards** de FCFA dont **43,625 milliards** de FCFA au titre du financement extérieur, soit **77,76%** du montant total du financement. Le financement extérieur est réparti entre les Prêts pour **57,51%** contre **42,49%** pour les Subventions (Cf. Tableau N°8). Le secteur couvre **46** projets/programmes.

Le sous-secteur **Eaux** avec **52,91%** du secteur est surtout financé par les ressources extérieures, soit **80,46%** du financement total du sous-secteur. Il s'agit, entre autres, des projets et programmes suivants :

- le Projet Hydraulique villageoise dans les Régions de Tombouctou et de Gao ;
- le Projet Etudes aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;
- le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales, 3ème Phase (PACTEA) ;
- Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- de Protection des berges du fleuve Niger (le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger/ PREFEN).

Le sous-secteur **Energie** avec **39,21%** des ressources du secteur est financé par les ressources extérieures à hauteur de **19,399** milliards de FCFA, soit **88,18%**. Son financement extérieur est réparti entre les prêts pour **81,15%** contre **18,85%** pour les subventions. Les principales interventions financées sont, entre autres :

- le Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- l'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise ;
- le démarrage du Projet de Renforcement du Système électrique et d'amélioration de l'accès à l'électricité PRSEAM (Yelen Sira).

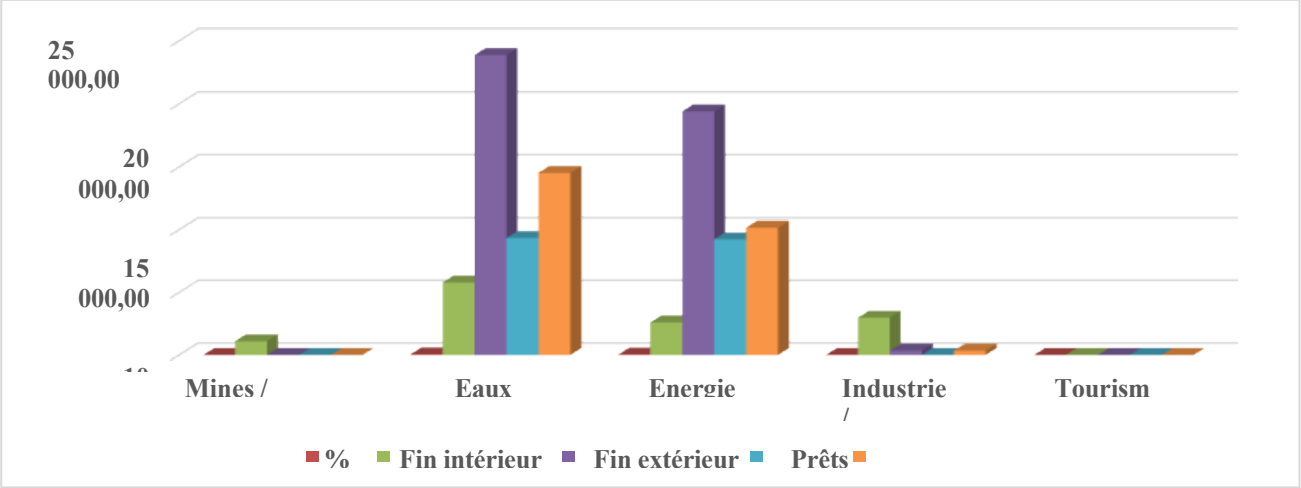
Les autres sous-secteurs, à savoir **(Mines/Géologie, Industries/Artisanat et Tourisme)** occupent au total **7,88%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

Tableau N°8 : Financement par sous-secteurs du Secteur Secondaire (en millions de FCFA)

SOUS- SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Mines / Géologie	1 100	1,96	1 100	0	0	0
Eaux	29 680	52,91	5 800	23 880	9 346	14 534
Energie	21 999	39,21	2 600	19 399	15 743	3 656
Industrie Artisanat	3 321	5,92	2 975	346	0	346
Tourisme	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	**56 100**	**100,00**	**12 475**	**43 625**	**25 089**	**18 536**

***Source** : DNPD/ données SIGIP2024*

Graphique 8 : Ventilation du financement du secteur Secondaire par sous-secteur (millions de FCFA)



***Source** : DNPD, 2024*

Ce graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des deux (02) sous-secteurs (Energie et Eaux) et dépasse largement le financement intérieur. Les prêts sont en tête au niveau du sous-secteur Energie, tandis que les subventions dominent au niveau du sous- secteur Eaux dans le financement desdits sous-secteurs.

CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement par le biais des Projets/Programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le BSI 2025 s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et de son plan d'action (2022-2026) ainsi que la consolidation des acquis du Plan d'Actions Prioritaire du Gouvernement de Transition (PAPGT) 2022-2024 et du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 en attendant le nouveau cadre de référence post CREDD, en cours d'élaboration.

Il est nécessaire de rappeler que le BSI 2025 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes dont :

- les séquelles de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquelles se sont ajoutées celles de la crise en Ukraine occasionnant une flambée des prix et un ralentissement de la production mondiale ;
- la situation politique et sécuritaire ;
- la suspension des décaissements de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- le niveau limité des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements de l'Etat consignés dans les accords et conventions de financement ;
- le nombre élevé d'avenants dû le plus souvent aux insuffisances constatées dans la préparation des projets (qualité des études, retard dans la finalisation des travaux), entrainant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le BSI ;
- le vieillissement du portefeuille (caractère récurrent de certains Projets/Programmes).

Pour une meilleure efficacité des dépenses d'investissement en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'améliorer la qualité des Projets/Programmes à l'entrée, de veiller à leur soutenabilité budgétaire et d'assurer le suivi régulier et l'évaluation de leur mise en œuvre.

ANNEXES

Annexe 1 : Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement selon la nature

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
TABLEAU RECAPITULATIF DES DÉPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	168 184	122 074	-1	395 322	168 184	153 574	14 610	81 075	81 075	0	0	87 109	45 068	42 041
Agriculture	137 865	96 823	-0	331 663	137 865	124 915	12 950	76 550	76 550	0	0	61 315	30 268	31 047
Elevage	15 575	23 543	1	44 165	15 575	15 005	570	2 075	2 075	0	0	13 500	6 800	6 700
Pêche	550	190	-1	1 600	550	430	120	550	550	0	0	0	0	0
Forêts	14 194	1 518	-1	17 894	14 194	13 224	970	1 900	1 900	0	0	12 294	8 000	4 294
Secondaire	56 100	58 574	-1	208 124	56 100	53 015	3 085	12 475	12 475	0	0	43 625	25 089	18 536
Mines et Géologie	1 100	205	-1	2 300	1 100	1 100	0	1 100	1 100	0	0	0	0	0
Eaux	29 680	27 780	-0	134 774	29 680	27 565	2 115	5 800	5 800	0	0	23 880	9 346	14 534
Energie	21 999	28 849	0	62 185	21 999	21 619	380	2 600	2 600	0	0	19 399	15 743	3 656
Industrie / Artisanat	3 321	1 740	-0	8 865	3 321	2 731	590	2 975	2 975	0	0	346	0	346
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	147 081	51 533	-5	552 258	147 081	145 751	1 330	118 570	118 570	0	0	28 511	18 088	10 423
Moyens routiers	83 731	31 497	-1	339 047	83 731	83 631	100	55 220	55 220	0	0	28 511	18 088	10 423
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	700	182	-1	1 300	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	700	196	-1	2 100	700	650	50	700	700	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	300	177	-0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	2 400	665	-1	6 800	2 400	2 205	195	2 400	2 400	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	55 150	17 510	-1	184 261	55 150	54 525	625	55 150	55 150	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	2 750	997	-1	8 850	2 750	2 390	360	2 750	2 750	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	1 350	309	-1	9 200	1 350	1 350	0	1 350	1 350	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	64 680	89 028	0	220 084	64 680	59 435	5 245	58 925	58 925	0	0	5 755	1 755	4 000
Emploi / Travail	3 755	2 980	-0	23 977	3 755	2 885	870	2 000	2 000	0	0	1 755	1 755	0
Education / Formation	11 825	6 948	-0	34 925	11 825	11 700	125	11 825	11 825	0	0	0	0	0

Santé / Affaires sociales	13 250	6 138	-1	36 350	13 250	12 975	275	13 250	13 250	0	0	0	0	0
Culture / Art / Sport	17 500	63 960	3	82 100	17 500	17 470	30	17 500	17 500	0	0	0	0	0
Information	2 800	504	-1	6 400	2 800	2 675	125	2 800	2 800	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	15 550	8 498	-0	36 332	15 550	11 730	3 820	11 550	11 550	0	0	4 000	0	4 000
Total	436 045	321 209	-7	1 375 788	436 045	411 775	24 270	271 045	271 045	0	0	165 000	90 000	75 000

Annexe 2 : Etat récapitulatif des dépenses et leur financement selon le secteur et le sous-secteur

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DÉPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE 2025 - 2027			DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025			FINANCEMENT EXTERIEUR 2025		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	168 184	100	-27,42	395 322	100,00	28,73	168 184	100,00	38,57	81 075	100,00	29,91	87 109	100,00	52,79
Agriculture	137 865	96 823	-0,30	331 663	83,90	24,11	137 865	81,97	31,62	76 550	94,42	28,24	61 315	70,39	37,16
Elevage	15 575	23 543	0,51	44 165	11,17	3,21	15 575	9,26	3,57	2 075	2,56	0,77	13 500	15,50	8,18
Pêche	550	190	-0,65	1 600	0,40	0,12	550	0,33	0,13	550	0,68	0,20	0	0,00	0,00
Forêts	14 194	1 518	-0,89	17 894	4,53	1,30	14 194	8,44	3,26	1 900	2,34	0,70	12 294	14,11	7,45
Secondaire	56 100	100	4,41	208 124	100,00	15,13	56 100	100,00	12,87	12 475	100,00	4,60	43 625	100,00	26,44
Mines et Géologie	1 100	205	-0,81	2 300	1,11	0,17	1 100	1,96	0,25	1 100	8,82	0,41	0	0,00	0,00
Eaux	29 680	27 780	-0,06	134 774	64,76	9,80	29 680	52,91	6,81	5 800	46,49	2,14	23 880	54,74	14,47
Energie	21 999	28 849	0,31	62 185	29,88	4,52	21 999	39,21	5,05	2 600	20,84	0,96	19 399	44,47	11,76
Industrie / Artisanat	3 321	1 740	-0,48	8 865	4,26	0,64	3 321	5,92	0,76	2 975	23,85	1,10	346	0,79	0,21
Tourisme	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Infrastructures	147 081	100	-64,96	552 258	100,00	40,14	147 081	100,00	33,73	118 570	100,00	43,75	28 511	100,00	17,28
Moyens routiers	83 731	31 497	-0,62	339 047	61,39	24,64	83 731	56,93	19,20	55 220	46,57	20,37	28 511	100,00	17,28
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	700	182	-0,74	1 300	0,24	0,09	700	0,48	0,16	700	0,59	0,26	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	700	196	-0,72	2 100	0,38	0,15	700	0,48	0,16	700	0,59	0,26	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	300	177	-0,41	700	0,13	0,05	300	0,20	0,07	300	0,25	0,11	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	2 400	665	-0,72	6 800	1,23	0,49	2 400	1,63	0,55	2 400	2,02	0,89	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	55 150	17 510	-0,68	184 261	33,37	13,39	55 150	37,50	12,65	55 150	46,51	20,35	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	2 750	997	-0,64	8 850	1,60	0,64	2 750	1,87	0,63	2 750	2,32	1,01	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	1 350	309	-0,77	9 200	1,67	0,67	1 350	0,92	0,31	1 350	1,14	0,50	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	64 680	100	37,64	220 084	100,00	16,00	64 680	100,00	14,83	58 925	100,00	21,74	5 755	100,00	3,49
Emploi / Travail	3 755	2 980	-0,21	23 977	10,89	1,74	3 755	5,81	0,86	2 000	3,39	0,74	1 755	30,50	1,06
Education / Formation	11 825	6 948	-0,41	34 925	15,87	2,54	11 825	18,28	2,71	11 825	20,07	4,36	0	0,00	0,00

Santé / Affaires sociales	13 250	6 138	-0,54	36 350	16,52	2,64	13 250	20,49	3,04	13 250	22,49	4,89	0	0,00	0,00
Culture / Art / Sport	17 500	63 960	2,65	82 100	37,30	5,97	17 500	27,06	4,01	17 500	29,70	6,46	0	0,00	0,00
Information	2 800	504	-0,82	6 400	2,91	0,47	2 800	4,33	0,64	2 800	4,75	1,03	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	15 550	8 498	-0,45	36 332	16,51	2,64	15 550	24,04	3,57	11 550	19,60	4,26	4 000	69,50	2,42
Total	436 045	321 209	-26,34	1 375 788		100,00	436 045		100,00	271 045		100,00	165 000		100,00

Annexe 3 : Situation du financement national selon le secteur et le sous-secteur

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	900	900	0	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3434	PROJET EQUIPEMENT SALLE SPORTS KOULOUBA	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 200	1 050	-1	1 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *PRIMATURE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	250	170	-0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	425	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	500	0	-1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES DU MALI	100	127	0	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	100	85	-0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	CENTRE NAT. COORD. MECANISME ALERTE PRECOCE REPONSE RISQUES	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 350	807	-2	3 250	1 350	1 350	0	1 350	1 350	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	COUR SUPREME

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	2 500	342	-1	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 500	342	-1	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	1 300	296	-1	4 300	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	CABINET	300	68	-1	754	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	600	125	-1	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	190	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 400	679	-2	7 654	2 400	2 200	200	2 400	2 400	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	CABINET	400	91	-1	4 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	CABINET	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	CABINET	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	275	261	-0	825	275	0	275	275	275	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	75	71	-0	75	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	375	356	-0	1 125	375	0	375	375	375	0	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRANTS	240	55	-1	720	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 615	857	-3	7 195	1 615	890	725	1 615	1 615	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250	46	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			250	46	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	CABINET	0	142	142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	CABINET	300	141	-1	900	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	CABINET	1 000	388	-1	6 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	190	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	4 200	2 740	-0	4 200	4 200	4 000	200	200	200	0	0	4 000	0	4 000	BAD
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	150	34	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	250	196	-0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	900	46	-1	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	800	182	-1	6 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	400	100	-1	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	500	157	-1	1 500	500	450	50	500	500	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	2 500	91	-1	2 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	68	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	450	80	-1	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	500	217	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	500	114	-1	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	4 000	228	-1	15 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	150	106	-0	450	150	50	100	150	150	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	3 500	870	-1	10 500	3 500	3 400	100	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	350	152	-1	1 050	350	250	100	350	350	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	400	217	-0	1 200	400	225	175	400	400	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	250	111	-1	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	150	85	-0	450	150	80	70	150	150	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	100	23	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	250	57	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	300	190	-0	700	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	75	71	-0	225	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE	150	143	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	500	239	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	900	172	-1	2 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	500	182	-1	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CELLULE DE SUIVI DES REFORMES ECO., FIN. ET MONETAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST	150	143	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION CSCLP	250	238	-0	750	250	0	250	250	250	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	400	0	-1	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	400	127	-1	400	400	350	50	400	400	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	350	333	-0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	200	118	-0	600	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	800	182	-1	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	450	103	-1	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			28 275	9 278	118	76 925	28 275	25 530	2 745	24 275	24 275	0	0	4 000	0	4 000	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	600	150	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	400	150	-1	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 000	300	-1	3 800	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	CABINET	700	114	-1	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	CABINET	300	69	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	CABINET	1 905	1 825	-0	17 727	1 905	1 855	50	150	150	0	0	1 755	1 755	0	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	150	142	-0	150	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	150	49	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	500	114	-1	3 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	500	46	-1	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EMPLOI)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)	500	114	-1	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 705	2 473	-5	28 327	4 705	4 505	200	2 950	2 950	0	0	1 755	1 755	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	300	273	-0	550	300	255	45	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			300	273	-0	550	300	255	45	300	300	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	700	182	-1	2 100	700	670	30	700	700	0	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE kOULIKORO	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 000	1 405	0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	DIRECTION NATIONALE DES FRONTIERES	400	145	-1	1 200	400	325	75	400	400	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT RÈGION)	CONSEIL REGIONAL DE KAYES	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	600	182	-1	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	GOUVERNORAT DE KAYES	600	137	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	GOUVERNORAT DE KOULIKORO	600	182	-1	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	GOUVERNORAT DE SIKASSO	600	160	-1	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	GOUVERNORAT DE SEGOU	600	114	-1	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	GOUVERNORAT DE MOPTI	600	137	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	GOUVERNORAT DE G A O	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	GOUVERNORAT DE K I D A L	200	68	-1	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	GOUVERNORAT DE TAOUDENIT	600	114	-1	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	GOUVERNORAT DE MENAKA	600	91	-1	1 400	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	GOUVERNORAT DE NIORO	500	304	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	GOUVERNORAT DE DIOILA	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	GOUVERNORAT DE KOUTIALA	500	486	-0	4 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	GOUVERNORAT DE KITA	500	169	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	GOUVERNORAT DE NARA	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	GOUVERNORAT DE SAN	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	GOUVERNORAT DE DOUENTZA	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	190	-0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL	1 000	500	-0	7 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL TAOUDENIT (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONAL BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CONSEIL REGIONALTOMBOUCTOU (PPG)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			15 350	5 962	-24	53 550	15 350	15 045	305	15 350	15 350	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	250	68	-1	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			250	68	-1	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	121	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	MAISON DU HADJ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			200	121	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	CABINET	7 150	7 142	-0	36 150	7 150	0	7 150	150	150	0	0	7 000	3 000	4 000	B.M. BM
TOTAL MINISTERE			7 150	7 142	-0	36 150	7 150	0	7 150	150	150	0	0	7 000	3 000	4 000	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	CABINET	0	76	76	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	CABINET	300	68	-1	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	700	160	-1	4 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	80	37	-1	240	80	55	25	80	80	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	946	750	-0	2 120	946	796	150	600	600	0	0	346	0	346	PNUD
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	113	-0	358	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	120	93	-0	360	120	30	90	120	120	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	CENTRE MALIEN PROMOTION PROPRIETE INDUSTRIELLE	100	27	-1	340	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	CENTRE RECH.FORMAT. INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	300	83	-1	900	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3387	APPUI APEX	AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	300	46	-1	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE	100	42	-1	340	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.	100	56	-0	340	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 936	1 921	68	13 708	3 936	3 331	605	3 590	3 590	0	0	346	0	346	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	1 500	978	-0	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	300	68	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	500	0	-1	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	100	-0	600	200	125	75	200	200	0	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 800	1 215	-5	7 800	2 800	2 725	75	2 800	2 800	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	CABINET	400	91	-1	3 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	700	228	-1	3 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	CABINET	700	368	-0	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	300	242	-0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	1 000	676	-0	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	600	380	-0	2 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	400	404	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	UNIVERSITE DE SEGOU	200	340	1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	700	565	-0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	1 000	808	-0	1 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	500	475	-0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	200	161	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO	450	507	0	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			7 250	5 245	-4	22 450	7 250	7 250	0	7 250	7 250	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	CABINET	250	46	-1	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	200	46	-1	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	400	91	-1	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	143	-0	250	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MEMORIAL MODIBO KEITA	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	TOUR DE L'AFRIQUE	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	300	68	-1	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	200	57	-1	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	100	34	-1	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	300	91	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 900	875	36	7 700	2 900	2 750	150	2 900	2 900	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	CABINET	300	46	-1	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	DIRECTION NAT. DES SPORTS	3 500	41 768	11	33 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUENZIN COULIBALY	DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	7 193	7 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	DIRECTION NAT. DES SPORTS	10 000	3	-1	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	500	159	-1	1 700	500	470	30	500	500	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SPORTS)	850	160	-1	2 250	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	SERVICE NATIONAL DES JEUNES	500	0	-1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	STADE MODIBO KEITA	300	91	-1	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	STADE MAMADOU KONATE	0	3 996	3 996	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	500	6 473	12	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	STADE DE 26 MARS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	LYCEE SPORTIF	500	3 797	7	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			16 950	63 686	11 213	79 650	16 950	16 920	30	16 950	16 950	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	CABINET	3 000	684	-1	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	CABINET	300	68	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	200	68	-1	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SANTE)	5 000	1 140	-1	14 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	114	-0	240	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	250	237	-0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	300	242	-0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	200	161	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	HOPITAL DU POINT G.	500	646	0	2 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	200	242	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	400	404	0	3 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE *MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	200	161	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	500	423	-0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)	300	242	-0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI	300	404	0	2 600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILIATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	500	404	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	0	127	127	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	400	356	-0	1 200	400	170	230	400	400	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	100	165	1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	500	242	-1	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	200	161	-0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)	150	202	0	650	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	150	124	-0	422	150	130	20	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			13 770	7 017	124	39 262	13 770	13 400	370	13 770	13 770	0	0	0	0		

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	CABINET	300	68	-1	1 275	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	37	-1	200	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	37	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	37	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	37	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	1 177	1 121	-0	2 350	1 177	1 147	30	100	100	0	0	1 077	1 077	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	44	-1	300	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	53	-1	450	150	125	25	150	150	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	55	-1	450	150	120	30	150	150	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	100	37	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 377	1 526	-6	6 225	2 377	2 162	215	1 300	1 300	0	0	1 077	1 077	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	CABINET	0	27	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	228	-1	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	0	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 923	2 000	-1	24 923	7 923	7 923	0	0	0	0	0	7 923	0	7 923	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	23	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	50	23	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 888	7 771	1	3 888	3 888	3 888	0	0	0	0	0	3 888	3 888	0	B.A.D BAD
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	228	-1	1 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	75	17	-1	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 011	2 793	-0	33 011	3 011	3 011	0	3 011	3 011	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	171	-1	750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTÂ° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 600	3 160	-1	37 800	7 600	7 600	0	100	100	0	0	7 500	5 000	2 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 100	160	-1	18 800	1 100	1 100	0	100	100	0	0	1 000	1 000	0	BADEA
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 000	3 421	-0	18 450	4 000	4 000	0	750	750	0	0	3 250	3 250	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 500	1 140	-1	37 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	11	-1	750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 250	4 478	-0	26 666	5 250	5 250	0	1 000	1 000	0	0	4 250	4 250	0	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	380	87	-1	2 500	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	430	98	-1	430	430	430	0	430	430	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	570	456	-0	8 570	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	

3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 200	171	-1	2 200	1 200	1 200	0	500	500	0	0	700	700	0	BOAD

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	370	84	-1	2 370	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 500	1 596	-1	27 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	13 464	3 316	-1	43 464	13 464	13 364	100	13 464	13 464	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	300	68	-1	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	500	114	-1	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	100	34	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	400	91	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	46	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	57	-1	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	68	-1	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	46	-1	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	250	46	-1	2 500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INFRASTRUCTURES)	200	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	APPUI CPS SECTEUR EQUIP., TRANSPORTS ET COMMUNICATION	200	85	-1	380	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	34	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	46	-1	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	300	46	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	500	150	-1	1 500	500	450	50	500	500	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	15 000	0	-1	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)	300	91	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			88 561	32 618	21	360 527	88 561	88 211	350	60 050	60 050	0	0	28 511	18 088	10 423	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	CABINET	12 200	0	-1	12 600	12 200	12 200	0	200	200	0	0	12 000	8 000	4 000	B.M. BM
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	23	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	190	0	550	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	342	2	400	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	UE
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	34	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	106	-0	500	200	80	120	200	200	0	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	27	-1	440	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	95	-1	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	500	114	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	394	370	-0	954	394	294	100	100	100	0	0	294	0	294	PNUD
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	300	91	-1	1 100	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	91	-1	1 600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	46	-1	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	83	-0	310	100	30	70	100	100	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	300	285	-0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	200	60	-1	600	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	0	142	142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	600	91	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	300	285	-0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	300	46	-1	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			17 094	2 659	156	27 548	17 094	15 734	1 360	4 800	4 800	0	0	12 294	8 000	4 294	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 000	2 830	2	7 000	1 000	975	25	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	195	-0	400	200	100	100	100	100	0	0	100	0	100	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	190	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 850	850	-1	4 758	1 850	1 600	250	250	250	0	0	1 600	0	1 600	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	550	576	0	2 665	550	500	50	50	50	0	0	500	0	500	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 827	1 803	-0	3 842	1 827	1 727	100	100	100	0	0	1 727	0	1 727	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	CABINET	12 000	11 617	-0	13 300	12 000	11 000	1 000	1 000	1 000	0	0	11 000	5 000	6 000	Multibailleurs Multibailleurs.
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	CABINET	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	CABINET	7 457	23 457	2	7 457	7 457	7 457	0	0	0	0	0	7 457	5 000	2 457	B.M. BM
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	CABINET	3 503	3 402	-0	6 737	3 503	3 483	20	150	150	0	0	3 353	346	3 007	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT Fonds. Vert. Climat. UE

2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 000	342	-1	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	150	114	-0	390	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	300	80	-1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 302	0	-1	1 302	1 302	1 302	0	0	0	0	0	1 302	1 302	0	BAD/BOAD
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 101	0	-1	25 501	3 101	3 101	0	0	0	0	0	3 101	2 205	896	B.M. BM
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	34	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 650	1 171	-0	1 800	1 650	1 600	50	50	50	0	0	1 600	0	1 600	UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	135	-0	1 200	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	77	-0	350	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	GOUVERNORAT DE G A O	0	34	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	97	-0	324	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	CELLULE PLANIF. COORD. DEV. FLEUVE SENEGAL	300	90	-1	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 127	1 793	-0	4 012	2 127	2 127	0	600	600	0	0	1 527	1 527	0	Fonds Abou Dabi
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	164	164	0	164	164	164	0	0	0	0	0	164	164	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 545	2 545	0	7 090	2 545	2 545	0	0	0	0	0	2 545	2 545	0	BID
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	3 303	0	-1	9 369	3 303	3 303	0	0	0	0	0	3 303	3 000	303	BOAD Fonds Vert Climat
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	0	68	68	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	250	68	-1	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	100	37	-1	300	100	50	50	100	100	0	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	300	110	-1	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	250	68	-1	2 250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	5 500	4 414	-0	88 128	5 500	5 400	100	1 500	1 500	0	0	4 000	4 000	0	F.I.D.A Multibailleurs
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	150	119	-0	400	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	0	42	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			51 699	56 614	229	198 939	51 699	49 104	2 595	8 420	8 420	0	0	43 279	25 089	18 190	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	CABINET	200	114	-0	1 800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	800	137	-1	1 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	80	18	-1	240	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 380	337	-3	4 340	1 380	1 380	0	1 380	1 380	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	OFFICE NATIONAL DE LA POSTE (ONP)	300	177	-0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	2 000	264	-1	5 000	2 000	1 950	50	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)	400	68	-1	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	275	63	-1	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT	225	131	-0	425	225	150	75	225	225	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 200	703	-3	7 300	3 200	3 075	125	3 200	3 200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	1 500	414	-1	4 500	1 500	1 400	100	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	CABINET	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	CABINET	0	137	137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	INSPECTION DES DOMAINES & AFFAIRES FONCIERES	500	68	-1	2 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	550	68	-1	550	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	600	137	-1	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	250	71	-1	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	100	33	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	250	67	-1	250	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	350	85	-1	1 050	350	310	40	350	350	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (AFFAIRES FONCIERES)	150	118	-0	550	150	75	75	150	150	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	200	114	-0	1 300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	300	68	-1	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	100	37	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	200	60	-1	200	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	PARC-OUTIL	5 000	1 140	-1	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	200	60	-1	200	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PACUM)	400	114	-1	1 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			10 950	2 979	125	32 550	10 950	10 455	495	10 950	10 950	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	CABINET	602	5 312	8	602	602	602	0	0	0	0	0	602	198	404	Canada Danemark F.I.D.A FIDA
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	CABINET	200	160	-0	1 700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	CABINET	1 200	319	-1	2 000	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	CABINET	100	91	-0	1 600	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	CABINET	5 505	3 354	-0	11 286	5 505	5 475	30	300	300	0	0	5 205	3 215	1 990	F.I.D.A FIDA
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	CABINET	3 016	2 922	-0	8 444	3 016	2 916	100	200	200	0	0	2 816	2 288	528	B.A.D BAD
3417	PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION DE PROXIMITE	CABINET	400	0	-1	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	DIRECTION NATIONALE PECHE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	228	228	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 350	1 350	0	5 392	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350	1 350	0	BOAD
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	300	256	-0	1 600	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	95	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	500	173	-1	2 000	500	480	20	500	500	0	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	665	665	0	1 441	665	665	0	0	0	0	0	665	0	665	ESPAGNE
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 500	703	-1	37 100	2 500	2 000	500	1 500	1 500	0	0	1 000	1 000	0	Multibailleurs
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 750	4 750	0	10 079	4 750	4 750	0	0	0	0	0	4 750	0	4 750	Canada
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 628	4 628	0	32 900	4 628	4 628	0	0	0	0	0	4 628	1 759	2 869	B.A.D BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 258	3 258	0	8 771	3 258	3 258	0	0	0	0	0	3 258	0	3 258	KfW

3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 000	2 000	0	6 560	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	KfW
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	350	332	-0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	400	127	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	5 000	5 000	0	12 871	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000	KfW
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	OFFICE DE DEVELOPP. RURAL SELINGUE (O.D.R.S)	250	178	-0	950	250	150	100	250	250	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	500	205	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE	250	139	-0	1 050	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	300	105	-1	1 000	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	1 600	1 577	-0	11 045	1 600	25	1 575	100	100	0	0	1 500	1 500	0	BID
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	200	68	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	OFFICE RIZ SEGOU	350	148	-1	1 750	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	OFFICE RIZ SEGOU	250	120	-1	1 050	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	OFFICE RIZ SEGOU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3400	PROJET URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PUPSAN)	OFFICE RIZ SEGOU	0	3 154	3 154	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	FAT FAT.
3043	OFFICE RIZ MOPTI	OFFICE RIZ MOPTI	250	106	-1	1 050	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	OFFICE RIZ MOPTI	100	83	-0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	OFFICE RIZ MOPTI	300	128	-1	1 000	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	300	68	-1	2 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	0	699	699	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	12 422	12 422	0	19 143	12 422	12 422	0	0	0	0	0	12 422	9 122	3 300	B.M. BM

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	200	60	-1	600	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	7 415	7 415	0	19 528	7 415	7 415	0	0	0	0	0	7 415	5 132	2 283	B.M. BM
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	OFFICE DU MOYEN BANI	200	82	-1	800	200	185	15	200	200	0	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	OFFICE DU MOYEN BANI	200	46	-1	2 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	5 000	3 257	-0	16 000	5 000	2 300	2 700	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			67 231	66 011	4 216	229 222	67 231	61 491	5 740	14 620	14 620	0	0	52 611	25 564	27 047	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	C A B I N E T	1 700	1 600	-0	8 921	1 700	1 610	90	200	200	0	0	1 500	1 500	0	BID
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	C A B I N E T	0	8 082	8 082	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M.
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	C A B I N E T	4 175	5 118	0	4 515	4 175	4 055	120	175	175	0	0	4 000	2 800	1 200	B.I.D BID
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	C A B I N E T	350	160	-1	2 500	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	C A B I N E T	8 200	8 154	-0	25 829	8 200	8 050	150	200	200	0	0	8 000	2 500	5 500	B.M. BM
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	111	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	85	-1	500	250	210	40	250	250	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	DIRECTION NATIONALE PECHE	100	34	-1	500	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	

3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (ELEVAGE ET PECHE)	200	57	-1	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	INSPECTION DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	100	103	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	250	67	-1	1 000	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	200	82	-1	400	200	150	50	200	200	0	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	200	46	-1	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER	250	74	-1	700	250	210	40	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			16 525	23 961	8 076	48 015	16 525	15 835	690	3 025	3 025	0	0	13 500	6 800	6 700	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	727	722	-0	801	727	627	100	100	100	0	0	627	627	0	Italie
TOTAL MINISTERE			727	722	-0	801	727	627	100	100	100	0	0	627	627	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CHARGES COMMUNES*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	NOUVEAUX PROJETS-BSI	60 000	21 676	-1	60 000	60 000	60 000	0	60 000	60 000	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			60 000	21 676	-1	60 000	60 000	60 000	0	60 000	60 000	0	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES			436 045	321 209	24 365	1 375 788	436 045	411 775	24 270	271 045	271 045	0	0	165 000	90 000	75 000	

Annexe 4 : Situation du financement extérieur selon la source par secteur et nature

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AFD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	164	164	0	164	164
B.A.D	3 397	0	3 397	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 397	0	3 397
BAD	0	5 124	5 124	0	8 888	8 888	4 000	0	4 000	0	0	0	4 000	14 012	18 012
BAD/BOAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 302	1 302	0	1 302	1 302
BADEA	0	0	0	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	0	1 000	1 000
B.I.D	1 200	0	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200	0	1 200
BID	0	5 800	5 800	0	0	0	0	0	0	0	2 545	2 545	0	8 345	8 345
B.M.	12 800	8 132	20 932	0	0	0	0	0	0	896	5 000	5 896	13 696	13 132	26 828
BM	6 283	19 622	25 905	0	0	0	0	0	0	2 457	2 205	4 662	8 740	21 827	30 567
BOAD	0	1 350	1 350	0	8 200	8 200	0	0	0	0	3 000	3 000	0	12 550	12 550
Canada	4 923	0	4 923	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 923	0	4 923
Danemark	58	0	58	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58	0	58
ESPAGNE	665	0	665	0	0	0	0	0	0	0	0	0	665	0	665
FAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	908	0	908	908	0	908
FAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	952	0	952	952	0	952
FEM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75	0	75	75	0	75
F.I.D.A	173	3 215	3 388	0	0	0	0	0	0	0	4 000	4 000	173	7 215	7 388
FIDA	1 990	198	2 188	0	0	0	0	1 755	1 755	0	0	0	1 990	1 953	3 943
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 527	1 527	0	1 527	1 527
FONDS VERT CLIMAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	346	346	0	346	346
Fonds. Vert. Climat.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	930	0	930	930	0	930
Fonds Vert Climat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	303	0	303	303	0	303

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500	0	500	500	0	500
Italie	0	627	627	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	627	627
KfW	10 258	0	10 258	0	0	0	0	0	0	3 427	0	3 427	13 685	0	13 685
Multibailleurs	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	0	5 000	5 000	0	6 000	6 000
Multibailleurs.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 000	0	6 000	6 000	0	6 000
PNUD	294	0	294	0	0	0	0	0	0	346	0	346	640	0	640
UE	0	0	0	10 423	0	10 423	0	0	0	1 742	0	1 742	12 165	0	12 165
ENSEMBLE SECTEURS	42 041	45 068	87 109	10 423	18 088	28 511	4 000	1 755	5 755	18 536	25 089	43 625	75 000	90 000	165 000

Annexe 5 : Etat détaillé des projets par secteur et par source de financement

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	900	900	0	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3434	PROJET EQUIPEMENT SALLE SPORTS KOULOUBA	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	425	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	100	85	-0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	PRIMATURE / DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES DU MALI	100	127	0	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	PRIMATURE / CENTRE NAT. COORD. MECANISME ALERTE PRECOCE REPONSE RISQUES	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	500	0	-1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 300	1 687	-2	3 800	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			2 300	1 687	-2	3 800	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	250	170	-0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			250	170	-0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			250	170	-0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	2 500	342	-1	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL / SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	1 300	296	-1	4 300	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	600	125	-1	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	300	68	-1	754	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			4 850	831	-4	14 704	4 850	4 850	0	4 850	4 850	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			4 850	831	-4	14 704	4 850	4 850	0	4 850	4 850	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	190	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			200	190	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			200	190	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	400	91	-1	4 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRANTS	240	55	-1	720	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			740	169	-2	5 020	740	740	0	740	740	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			740	169	-2	5 020	740	740	0	740	740	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Emploi / Travail*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	375	356	-0	1 125	375	0	375	375	375	0	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	275	261	-0	825	275	0	275	275	275	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			650	617	-0	1 950	650	0	650	650	650	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (MALIENS DE L'EXTERIEUR)	75	71	-0	75	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			75	71	-0	75	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Information*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / CABINET	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			875	688	-1	2 175	875	150	725	875	875	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE / MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	250	46	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE / OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT / AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 250	2 092	45	2 450	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			2 250	2 092	45	2 450	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	75	71	-0	225	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			75	71	-0	225	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			75	71	-0	225	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	500	157	-1	1 500	500	450	50	500	500	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	400	0	-1	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	400	100	-1	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	2 500	91	-1	2 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	800	182	-1	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	350	152	-1	1 050	350	250	100	350	350	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	450	80	-1	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	450	103	-1	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	500	217	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	900	46	-1	900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	68	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	800	182	-1	6 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	4 000	228	-1	15 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	100	23	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	500	182	-1	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	500	114	-1	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	300	190	-0	700	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	1 000	388	-1	6 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			15 150	2 617	-15	46 750	15 150	14 700	450	15 150	15 150	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			15 150	2 617	-15	46 750	15 150	14 700	450	15 150	15 150	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FINANCES)	250	57	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	400	127	-1	400	400	350	50	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			650	184	-1	1 150	650	600	50	650	650	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Santé / Affaires sociales*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	0	142	142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			0	142	142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	200	190	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	350	333	-0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	200	118	-0	600	200	100	100	200	200	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE	150	143	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	150	106	-0	450	150	50	100	150	150	0	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION CSCLP	250	238	-0	750	250	0	250	250	250	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	3 500	870	-1	10 500	3 500	3 400	100	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	150	34	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	400	217	-0	1 200	400	225	175	400	400	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	300	141	-1	900	300	200	100	300	300	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	500	239	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISEFF)	900	172	-1	2 700	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	250	196	-0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE DE SUIVI DES REFORMES ECO., FIN. ET MONETAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST	150	143	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	4 200	2 740	-0	4 200	4 200	4 000	200	200	200	0	0	4 000	0	4 000	BAD
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	250	111	-1	750	250	175	75	250	250	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	150	85	-0	450	150	80	70	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			12 400	6 264	-7	28 800	12 400	10 230	2 170	8 400	8 400	0	0	4 000	0	4 000	
TOTAL SECTEUR			13 050	6 590	133	29 950	13 050	10 830	2 220	9 050	9 050	0	0	4 000	0	4 000	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	400	150	-1	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			400	150	-1	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			400	150	-1	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (FONCTION PUBLIQUE)	600	150	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			600	150	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			600	150	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)	500	114	-1	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	700	114	-1	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 200	228	-2	4 500	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			1 200	228	-2	4 500	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Emploi / Travail*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	150	142	-0	150	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	150	49	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	500	114	-1	3 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	300	69	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	1 905	1 825	-0	17 727	1 905	1 855	50	150	150	0	0	1 755	1 755	0	FIDA
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 005	2 199	-2	21 827	3 005	2 805	200	1 250	1 250	0	0	1 755	1 755	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EMPLOI)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	500	46	-1	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			500	46	-1	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*										
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	300	273	-0	550	300	255	45	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			300	273	-0	550	300	255	45	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			3 805	2 518	-3	24 377	3 805	3 560	245	2 050	2 050	0	0	1 755	1 755	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SIKASSO	600	160	-1	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SEGOU	600	114	-1	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KOULIKORO	600	182	-1	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KAYES	600	137	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONALTOMBOUCTOU (PPG)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE MOPTI	600	137	-1	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 300	822	-5	10 500	3 300	3 300	0	3 300	3 300	0	0	0	0		

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Elevage*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL DE KAYES	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			450	138	-2	1 650	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			3 750	960	-7	12 150	3 750	3 750	0	3 750	3 750	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE kOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*	*Industrie / Artisanat*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			300	92	-1	1 100	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Topo et Cartographie*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION NATIONALE DES FRONTIERES	400	145	-1	1 200	400	325	75	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			400	145	-1	1 200	400	325	75	400	400	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE G A O	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE K I D A L	200	68	-1	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	700	182	-1	2 100	700	670	30	700	700	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE MENAKA	600	91	-1	1 400	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE TAOUDENIT	600	114	-1	1 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE NARA	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE SAN	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE NIORO	500	304	-0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KITA	500	169	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE DIOILA	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE BOUGOUNI	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE KOUTIALA	500	486	-0	4 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE BANDIAGARA	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DE DOUENTZA	500	114	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL TAOUDENIT (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CONSEIL REGIONAL BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L' ETAT CIVIL	1 000	500	-0	7 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 000	1 405	0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			10 100	4 393	-14	36 500	10 100	10 070	30	10 100	10 100	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Urbanisme et Habitat*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO	600	182	-1	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			600	182	-1	2 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			11 100	4 720	-15	39 900	11 100	10 995	105	11 100	11 100	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	190	-0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			200	190	-0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			200	190	-0	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL / AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	250	68	-1	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES / MAISON DU HADJ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	121	-0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			450	189	-1	1 050	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			450	189	-1	1 050	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE / CABINET	7 150	7 142	-0	36 150	7 150	0	7 150	150	150	0	0	7 000	3 000	4 000	B.M. BM
TOTAL SOUS-SECTEUR			7 150	7 142	-0	36 150	7 150	0	7 150	150	150	0	0	7 000	3 000	4 000	
TOTAL SECTEUR			7 150	7 142	-0	36 150	7 150	0	7 150	150	150	0	0	7 000	3 000	4 000	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	Secondaire						SOUS-SECTEUR	Industrie / Artisanat									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.	100	56	-0	340	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	946	750	-0	2 120	946	796	150	600	600	0	0	346	0	346	PNUD
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	300	83	-1	900	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE	100	42	-1	340	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE MALIEN PROMOTION PROPRIETE INDUSTRIELLE	100	27	-1	340	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	0	76	76	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	80	37	-1	240	80	55	25	80	80	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 396	1 441	71	6 590	2 396	1 881	515	2 050	2 050	0	0	346	0	346	
TOTAL SECTEUR			2 396	1 441	71	6 590	2 396	1 881	515	2 050	2 050	0	0	346	0	346	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	700	160	-1	4 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	300	68	-1	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 000	228	-2	5 700	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			1 000	228	-2	5 700	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	113	-0	358	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	120	93	-0	360	120	30	90	120	120	0	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	300	46	-1	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			540	252	-1	1 418	540	450	90	540	540	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			540	252	-1	1 418	540	450	90	540	540	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	500	0	-1	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			600	23	-2	2 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			600	23	-2	2 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	1 500	978	-0	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	300	68	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. DE L'EDUCATION PRESCOL. ET SPECIALE	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (EDUCATION)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 000	1 092	-3	4 700	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	100	-0	600	200	125	75	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			200	100	-0	600	200	125	75	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			2 200	1 192	-3	5 300	2 200	2 125	75	2 200	2 200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	300	242	-0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE DE SEGOU	200	340	1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	400	91	-1	3 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	1 000	808	-0	1 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	1 000	676	-0	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	700	228	-1	3 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	400	404	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	700	565	-0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	700	368	-0	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	600	380	-0	2 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO	450	507	0	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	500	475	-0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	200	161	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			7 150	5 245	-3	22 350	7 150	7 150	0	7 150	7 150	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			7 150	5 245	-3	22 350	7 150	7 150	0	7 150	7 150	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	400	91	-1	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	300	91	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			700	182	-1	1 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			700	182	-1	1 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / TOUR DE L'AFRIQUE	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PYRAMIDE DU SOUVENIR	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			550	184	43	1 750	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			550	184	43	1 750	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Culture / Art / Sport*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	200	57	-1	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MUSEE NATIONAL	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CABINET	250	46	-1	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MEMORIAL MODIBO KEITA	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	100	34	-1	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	300	68	-1	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	200	46	-1	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 350	320	-5	3 650	1 350	1 350	0	1 350	1 350	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	143	-0	250	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			150	143	-0	250	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			1 650	509	-6	4 450	1 650	1 500	150	1 650	1 650	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	300	46	-1	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			300	46	-1	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			300	46	-1	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / SERVICE NATIONAL DES JEUNES	500	0	-1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			500	0	-1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Culture / Art / Sport*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	500	159	-1	1 700	500	470	30	500	500	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	300	91	-1	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SPORTS)	850	160	-1	2 250	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE DE 26 MARS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / LYCEE SPORTIF	500	3 797	7	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	500	6 473	12	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MAMADOU KONATE	0	3 996	3 996	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Culture / Art / Sport*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	3 500	41 768	11	33 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUENZIN COULIBALY	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	0	7 193	7 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	10 000	3	-1	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			16 150	63 640	11 215	78 450	16 150	16 120	30	16 150	16 150	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			16 650	63 640	11 214	78 950	16 650	16 620	30	16 650	16 650	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	300	68	-1	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI	300	404	0	2 600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	150	124	-0	422	150	130	20	150	150	0	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)	300	242	-0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 050	838	-1	4 222	1 050	1 030	20	1 050	1 050	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			1 050	838	-1	4 222	1 050	1 030	20	1 050	1 050	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Emploi / Travail*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	0	127	127	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			0	127	127	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	300	242	-0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU POINT G.	500	646	0	2 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL GABRIEL TOURE	200	242	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE KATI	200	161	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	200	161	-0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	500	242	-1	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU MALI	500	423	-0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	3 000	684	-1	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (SANTE)	5 000	1 140	-1	14 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE (INSP)	150	202	0	650	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	100	165	1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	400	404	0	3 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	200	161	-0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	250	237	-0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	200	68	-1	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILI ATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	500	404	-0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			12 200	5 582	-2	33 600	12 200	12 200	0	12 200	12 200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	114	-0	240	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (OHD)	400	356	-0	1 200	400	170	230	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			520	470	-0	1 440	520	170	350	520	520	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			12 720	6 179	124	35 040	12 720	12 370	350	12 720	12 720	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	37	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	1 177	1 121	-0	2 350	1 177	1 147	30	100	100	0	0	1 077	1 077	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	44	-1	300	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 377	1 202	-1	2 950	1 377	1 297	80	300	300	0	0	1 077	1 077	0	
TOTAL SECTEUR			1 377	1 202	-1	2 950	1 377	1 297	80	300	300	0	0	1 077	1 077	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	37	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	55	-1	450	150	120	30	150	150	0	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CABINET	300	68	-1	1 275	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			550	160	-2	2 025	550	500	50	550	550	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			550	160	-2	2 025	550	500	50	550	550	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Emploi / Travail*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	37	-1	200	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			100	37	-1	200	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	150	53	-1	450	150	125	25	150	150	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	100	37	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	37	-1	300	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			350	127	-2	1 050	350	285	65	350	350	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			450	164	-3	1 250	450	365	85	450	450	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	13 464	3 316	-1	43 464	13 464	13 364	100	13 464	13 464	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	228	-1	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	0	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 923	2 000	-1	24 923	7 923	7 923	0	0	0	0	0	7 923	0	7 923	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	23	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	50	23	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 888	7 771	1	3 888	3 888	3 888	0	0	0	0	0	3 888	3 888	0	B.A.D BAD
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	228	-1	1 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	75	17	-1	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 011	2 793	-0	33 011	3 011	3 011	0	3 011	3 011	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	171	-1	750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTÂ° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 600	3 160	-1	37 800	7 600	7 600	0	100	100	0	0	7 500	5 000	2 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 100	160	-1	18 800	1 100	1 100	0	100	100	0	0	1 000	1 000	0	BADEA
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 000	3 421	-0	18 450	4 000	4 000	0	750	750	0	0	3 250	3 250	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 500	1 140	-1	37 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	750	11	-1	750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	

3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 250	4 478	-0	26 666	5 250	5 250	0	1 000	1 000	0	0	4 250	4 250	0	BOAD
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	100	23	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	430	98	-1	430	430	430	0	430	430	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	570	456	-0	8 570	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 200	171	-1	2 200	1 200	1 200	0	500	500	0	0	700	700	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	370	84	-1	2 370	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 500	1 596	-1	27 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	100	34	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CABINET	0	27	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	15 000	0	-1	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			83 731	31 497	35	339 047	83 731	83 631	100	55 220	55 220	0	0	28 511	18 088	10 423	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens fluviaux*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	400	91	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)	300	91	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			700	182	-1	1 300	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Aéronautique / Météo*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	500	150	-1	1 500	500	450	50	500	500	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			700	196	-1	2 100	700	650	50	700	700	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*			*Topo et Cartographie*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	300	46	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			300	46	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	34	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INFRASTRUCTURES)	200	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	68	-1	2 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	46	-1	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	380	87	-1	2 500	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	300	68	-1	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 580	303	-5	7 600	1 580	1 580	0	1 580	1 580	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Transport / Stockage*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	46	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	57	-1	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	46	-1	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION GENERALE DES ROUTES	500	114	-1	4 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	250	46	-1	2 500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 350	309	-4	9 200	1 350	1 350	0	1 350	1 350	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			88 361	32 533	22	360 147	88 361	88 211	150	59 850	59 850	0	0	28 511	18 088	10 423	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / APPUI CPS SECTEUR EQUIP., TRANSPORTS ET COMMUNICATION	200	85	-1	380	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			200	85	-1	380	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			200	85	-1	380	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Forêts*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	23	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	190	0	550	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	342	2	400	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	UE
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	300	46	-1	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	300	285	-0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	34	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	106	-0	500	200	80	120	200	200	0	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	27	-1	440	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Forêts*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	95	-1	400	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	394	370	-0	954	394	294	100	100	100	0	0	294	0	294	PNUD
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	12 200	0	-1	12 600	12 200	12 200	0	200	200	0	0	12 000	8 000	4 000	B.M. BM
TOTAL SOUS-SECTEUR			14 194	1 518	21	17 894	14 194	13 224	970	1 900	1 900	0	0	12 294	8 000	4 294	
TOTAL SECTEUR			14 194	1 518	21	17 894	14 194	13 224	970	1 900	1 900	0	0	12 294	8 000	4 294	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	200	60	-1	600	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	0	142	142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR			200	202	141	1 244	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			200	202	141	1 244	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	600	91	-1	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	91	-1	1 600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	500	114	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 300	296	-2	3 800	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR	Urbanisme et Habitat									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	300	91	-1	1 100	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI	300	285	-0	900	300	0	300	300	300	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	200	46	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	100	46	-1	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

TOTAL SOUS-SECTEUR	1 300	560	-4	4 300	1 300	1 000	300	1 300	1 300	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR	2 600	856	-6	8 100	2 600	2 300	300	2 600	2 600	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	83	-0	310	100	30	70	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			100	83	-0	310	100	30	70	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			100	83	-0	310	100	30	70	100	100	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	34	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	5 500	4 414	-0	88 128	5 500	5 400	100	1 500	1 500	0	0	4 000	4 000	0	F.I.D.A Multibailleurs
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 000	2 830	2	7 000	1 000	975	25	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	250	68	-1	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	12 000	11 617	-0	13 300	12 000	11 000	1 000	1 000	1 000	0	0	11 000	5 000	6 000	Multibailleurs Multibailleurs.
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	195	-0	400	200	100	100	100	100	0	0	100	0	100	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CELLULE PLANIF. COORD. DEV. FLEUVE SENEGAL	300	90	-1	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	190	-0	600	200	0	200	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 850	850	-1	4 758	1 850	1 600	250	250	250	0	0	1 600	0	1 600	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	550	576	0	2 665	550	500	50	50	50	0	0	500	0	500	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 827	1 803	-0	3 842	1 827	1 727	100	100	100	0	0	1 727	0	1 727	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 650	1 171	-0	1 800	1 650	1 600	50	50	50	0	0	1 600	0	1 600	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	3 503	3 402	-0	6 737	3 503	3 483	20	150	150	0	0	3 353	346	3 007	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT Fonds. Vert. Climat. UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	135	-0	1 200	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / GOUVERNORAT DE TOMBOUCTOU	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	77	-0	350	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / GOUVERNORAT DE G A O	0	34	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

TOTAL SOUS-SECTEUR	29 330	27 532	78	132 980	29 330	27 235	2 095	5 450	5 450	0	0	23 880	9 346	14 534	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	Secondaire						SOUS-SECTEUR	Energie									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	100	37	-1	300	100	50	50	100	100	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 000	342	-1	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	150	114	-0	390	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	150	119	-0	400	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	300	110	-1	900	300	270	30	300	300	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 127	1 793	-0	4 012	2 127	2 127	0	600	600	0	0	1 527	1 527	0	Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	300	80	-1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	164	164	0	164	164	164	0	0	0	0	0	164	164	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 545	2 545	0	7 090	2 545	2 545	0	0	0	0	0	2 545	2 545	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	7 457	23 457	2	7 457	7 457	7 457	0	0	0	0	0	7 457	5 000	2 457	B.M. BM
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 302	0	-1	1 302	1 302	1 302	0	0	0	0	0	1 302	1 302	0	BAD/BOAD
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	0	42	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	3 303	0	-1	9 369	3 303	3 303	0	0	0	0	0	3 303	3 000	303	BOAD Fonds Vert Climat

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 101	0	-1	25 501	3 101	3 101	0	0	0	0	0	3 101	2 205	896	B.M. BM
TOTAL SOUS-SECTEUR			21 999	28 849	84	62 185	21 999	21 619	380	2 600	2 600	0	0	19 399	15 743	3 656	
TOTAL SECTEUR			51 329	56 381	162	195 165	51 329	48 854	2 475	8 050	8 050	0	0	43 279	25 089	18 190	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	0	68	68	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	250	68	-1	2 250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			250	136	67	3 450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			250	136	67	3 450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

UDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	97	-0	324	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			120	97	-0	324	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			120	97	-0	324	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Mines et Géologie*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	800	137	-1	1 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	MINISTERE DES MINES / CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	MINISTERE DES MINES / OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 100	205	-2	2 300	1 100	1 100	0	1 100	1 100	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			1 100	205	-2	2 300	1 100	1 100	0	1 100	1 100	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	MINISTERE DES MINES / INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	80	18	-1	240	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			80	18	-1	240	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			80	18	-1	240	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	MINISTERE DES MINES / CABINET	200	114	-0	1 800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			200	114	-0	1 800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			200	114	-0	1 800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Poste / Télécommunication*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE NATIONAL DE LA POSTE (ONP)	300	177	-0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			300	177	-0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)	400	68	-1	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			400	68	-1	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			700	245	-1	1 600	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Information*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT	225	131	-0	425	225	150	75	225	225	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	2 000	264	-1	5 000	2 000	1 950	50	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	275	63	-1	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 500	458	-2	5 700	2 500	2 375	125	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			2 500	458	-2	5 700	2 500	2 375	125	2 500	2 500	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Topo et Cartographie*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	1 500	414	-1	4 500	1 500	1 400	100	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	200	60	-1	200	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 700	474	-1	4 700	1 700	1 580	120	1 700	1 700	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	200	114	-0	1 300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (AFFAIRES FONCIERES)	150	118	-0	550	150	75	75	150	150	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	550	68	-1	550	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / PARC-OUTIL	5 000	1 140	-1	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	600	137	-1	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	300	68	-1	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / INSPECTION DES DOMAINES & AFFAIRES FONCIERES	500	68	-1	2 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	0	137	137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			7 300	1 850	132	23 000	7 300	7 225	75	7 300	7 300	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Urbanisme et Habitat*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	250	71	-1	750	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	100	37	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	100	33	-1	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PACUM)	400	114	-1	1 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			850	255	-3	2 350	850	790	60	850	850	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			9 850	2 579	128	30 050	9 850	9 595	255	9 850	9 850	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	350	85	-1	1 050	350	310	40	350	350	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	200	60	-1	200	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			700	287	-2	1 700	700	490	210	700	700	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Information*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	250	67	-1	250	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			250	67	-1	250	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			1 100	400	-3	2 500	1 100	860	240	1 100	1 100	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	200	68	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	350	332	-0	1 050	350	0	350	350	350	0	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DE DEVELOPP. RURAL SELINGUE (O.D.R.S)	250	178	-0	950	250	150	100	250	250	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	0	46	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	400	127	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	300	68	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	228	228	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	300	105	-1	1 000	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	350	148	-1	1 750	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU MOYEN BANI	200	82	-1	800	200	185	15	200	200	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE	250	139	-0	1 050	250	220	30	250	250	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	250	106	-1	1 050	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	0	699	699	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	500	173	-1	2 000	500	480	20	500	500	0	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	12 422	12 422	0	19 143	12 422	12 422	0	0	0	0	0	12 422	9 122	3 300	B.M. BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU MOYEN BANI	200	46	-1	2 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	602	5 312	8	602	602	602	0	0	0	0	0	602	198	404	Canada Danemark F.I.D.A FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	250	120	-1	1 050	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL SUISSE (PASEM)	5 000	3 257	-0	16 000	5 000	2 300	2 700	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	100	83	-0	100	100	80	20	100	100	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	5 000	5 000	0	12 871	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000	KfW
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*		*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*

			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 350	1 350	0	5 392	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350	1 350	0	BOAD
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	300	256	-0	1 600	300	250	50	300	300	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	500	205	-1	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	665	665	0	1 441	665	665	0	0	0	0	0	665	0	665	ESPAGNE
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIÈRE DU MALI : AGRECO CML 1430	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ MOPTI	300	128	-1	1 000	300	280	20	300	300	0	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	5 505	3 354	-0	11 286	5 505	5 475	30	300	300	0	0	5 205	3 215	1 990	F.I.D.A FIDA
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	200	60	-1	600	200	180	20	200	200	0	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 500	703	-1	37 100	2 500	2 000	500	1 500	1 500	0	0	1 000	1 000	0	Multibailleurs

SECTEUR	Economie rurale		SOUS-SECTEUR	Agriculture												
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	3 016	2 922	-0	8 444	3 016	2 916	100	200	200	0	0	2 816	2 288	528	B.A.D BAD
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 750	4 750	0	10 079	4 750	4 750	0	0	0	0	0	4 750	0	4 750	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	7 415	7 415	0	19 528	7 415	7 415	0	0	0	0	0	7 415	5 132	2 283	B.M. BM
3400	PROJET URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PUPSAN)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	0	3 154	3 154	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	FAT FAT.
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AGENCE DVPT. RURAL VALLEE FLEUVE SENEGAL	1 600	1 577	-0	11 045	1 600	25	1 575	100	100	0	0	1 500	1 500	0	BID
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	95	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	4 628	4 628	0	32 900	4 628	4 628	0	0	0	0	0	4 628	1 759	2 869	B.A.D BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 258	3 258	0	8 771	3 258	3 258	0	0	0	0	0	3 258	0	3 258	KfW
3417	PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION DE PROXIMITE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	400	0	-1	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 000	2 000	0	6 560	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR			65 311	65 259	4 218	221 262	65 311	59 691	5 620	12 700	12 700	0	0	52 611	25 564	27 047	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Pêche*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE PECHE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			65 311	65 259	4 218	221 262	65 311	59 691	5 620	12 700	12 700	0	0	52 611	25 564	27 047	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	200	160	-0	1 700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 200	319	-1	2 000	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	100	91	-0	1 600	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	300	68	-1	2 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 800	638	-2	7 600	1 800	1 800	0	1 800	1 800	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			1 800	638	-2	7 600	1 800	1 800	0	1 800	1 800	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			120	114	-0	360	120	0	120	120	120	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Elevage*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	150	46	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	1 700	1 600	-0	8 921	1 700	1 610	90	200	200	0	0	1 500	1 500	0	BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	250	67	-1	1 000	250	230	20	250	250	0	0	0	0	0	
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	0	8 082	8 082	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M.
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	4 175	5 118	0	4 515	4 175	4 055	120	175	175	0	0	4 000	2 800	1 200	B.I.D BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	150	142	-0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	111	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	8 200	8 154	-0	25 829	8 200	8 050	150	200	200	0	0	8 000	2 500	5 500	B.M. BM

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	85	-1	500	250	210	40	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			15 125	23 405	8 079	42 515	15 125	14 555	570	1 625	1 625	0	0	13 500	6 800	6 700	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Pêche*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	200	82	-1	400	200	150	50	200	200	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	100	34	-1	500	100	70	30	100	100	0	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER	250	74	-1	700	250	210	40	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			550	190	-2	1 600	550	430	120	550	550	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			15 675	23 595	8 078	44 115	15 675	14 985	690	2 175	2 175	0	0	13 500	6 800	6 700	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*								
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	350	160	-1	2 500	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (ELEVAGE ET PECHE)	200	57	-1	1 000	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / INSPECTION DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	100	103	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	200	46	-1	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			850	366	-2	3 900	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			850	366	-2	3 900	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*									
			Exécution du budget 2024			Autorisation de prog/AP-AE	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR 2025				FINANCEMENT EXTERIEUR 2025			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2025 - 2027	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	727	722	-0	801	727	627	100	100	100	0	0	627	627	0	Italie
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	CHARGES COMMUNES / NOUVEAUX PROJETS-BSI	60 000	21 676	-1	60 000	60 000	60 000	0	60 000	60 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			60 727	22 398	-1	60 801	60 727	60 627	100	60 100	60 100	0	0	627	627	0	
TOTAL SECTEUR			60 727	22 398	-1	60 801	60 727	60 627	100	60 100	60 100	0	0	627	627	0	
TOTAL GENERAL			436 045	321 209	24 365	1 375 788	436 045	411 775	24 270	271 045	271 045	0	0	165 000	90 000	75 000	

Annexe 6 : Etat détaillé des projets par Ministère et par source de financement

PTI 2025 - 2027

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2025
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	B U D G E T N A T. 2025							
SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	81 075	81 075	0	0	0	0	0	168 184
Agriculture	76 550	76 550	0	0	0	0	0	137 865
Elevage	2 075	2 075	0	0	0	0	0	15 575
Pêche	550	550	0	0	0	0	0	550
Forêts	1 900	1 900	0	0	0	0	0	14 194
Secondaire	12 475	12 475	0	0	0	0	0	56 100
Mines et Géologie	1 100	1 100	0	0	0	0	0	1 100
Eaux	5 800	5 800	0	0	0	0	0	29 680
Energie	2 600	2 600	0	0	0	0	0	21 999
Industrie / Artisanat	2 975	2 975	0	0	0	0	0	3 321
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	118 570	118 570	0	0	0	0	0	147 081
Moyens routiers	55 220	55 220	0	0	0	0	0	83 731
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	700	700	0	0	0	0	0	700
Aéronautique / Météo	700	700	0	0	0	0	0	700
Poste / Télécommunication	300	300	0	0	0	0	0	300
Topo et Cartographie	2 400	2 400	0	0	0	0	0	2 400
Bâtiments et Equipement	55 150	55 150	0	0	0	0	0	55 150
Urbanisme et Habitat	2 750	2 750	0	0	0	0	0	2 750
Transport / Stockage	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350

SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	58 925	58 925	0	0	0	0	0	64 680
Emploi / Travail	2 000	2 000	0	0	0	0	0	3 755
Education / Formation	11 825	11 825	0	0	0	0	0	11 825
Santé / Affaires sociales	13 250	13 250	0	0	0	0	0	13 250
Culture / Art / Sport	17 500	17 500	0	0	0	0	0	17 500
Information	2 800	2 800	0	0	0	0	0	2 800
Administration / Plan et Finances	11 550	11 550	0	0	0	0	0	15 550
Total	271 045	271 045	0	0	0	0	0	436 045

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Direction Générale du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE

DPBEP 2025-2027

Septembre 2024

LISTE DES ABREVIATIONS

AEP	Approvisionnement en Eau Potable
AES	Alliance des Etats du Sahel
AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
AGRV	Autorité de Gestion des Réparations en faveur des victimes des crises au Mali
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANR	Assises Nationales de la Refondation
APC	Approche Par Compétence
ASS	Afrique sub-saharienne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque de Développement du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CIPRESS	Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
COMATEX	Compagnie Malienne de Textile
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSRE	Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat
CT	Collectivité Territoriale
CUT	Compte Unique du Trésor
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EAC	Enquête Agricole de Conjoncture
EDM _SA	Energie du Mali-Société Anonyme
EHVM	Enquête Harmonisé sur les conditions de Vie des Ménages
EIPM	Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Mali
ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
ENSAN	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
EPEM	Equivalents Points d'Eau Modernes
EPH	Etablissement Public Hospitalier
FAFE	Fonds d'Appui pour l'Autonomisation de la Femme et l'épanouissement de l'Enfant

FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
GFP	Gestion des Finances Publiques
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IBP	International Budget Partnership
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
MOC	Mécanisme Opérationnel de Coordination
MPEF	Mémorandum de Politiques Economiques et Financières
N.C.A ou n.c.a	Non Classé Ailleurs
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Plan d'Actions du Gouvernement
PAPGT	Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition
PARE	Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Dépenses Publiques et Responsabilité Financière
PEM	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	« Public Investment Management Assessment », Evaluation de la gestion des investissements publics
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNAT	Politique Nationale d'Aménagement du Territoire
PNEF	Pôle National Economique et Financier
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PNT	Politique Nationale de Transparence
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
PREM	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PRODEC	Programme décennal de Développement de l'Education
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SC-CS	Section des Comptes de la Cour Suprême
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SITFI	Système d'Information sur les Titres Fonciers et Immobiliers
SITMA	Système d'Information pour la Transparence au Mali
SMART	Enquête Nationale Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Rétrospective au Mali
SNCI	Stratégie Nationale de Contrôle Interne
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNESup	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur
TBS	Taux Brut de Scolarisation

TI	Transparency International
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMPP	Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

1. L'élaboration du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP 2025-2027) intervient dans un contexte socio-politique et économique caractérisé par l'engagement ferme des autorités de la Transition dans un processus de recouvrement de la souveraineté globale du pays tant sur le plan politique qu'économique. Ce processus s'inscrit dans une démarche de partenariat stratégique avec les pays voisins et au-delà, d'où la décision des autorités de la Transition de : (i) créer, avec le Burkina Faso et le Niger, l'Alliance des Etats du Sahel (AES) ; (ii) mettre fin à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale issu du processus d'Alger ; (iii) mettre en œuvre les recommandations du dialogue inter-maliens pour la Paix et la Réconciliation nationale (iv) se retirer de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec effet immédiat.

2. Pour rappel, le Mali est engagé dans une Transition devant conduire à des élections crédibles et transparentes conformément aux conclusions des Assises Nationales de la Refondation (ANR) tenues en décembre 2021 dont l'une des recommandations a été la prolongation de la Transition pour une période allant de 6 mois à 5 ans.

3. Le pays connaît une amélioration progressive de la situation sécuritaire et socio-politique grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes qui assurent désormais la protection des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national.

4. La crise sanitaire de la « Covid-19 » apparue dans le pays en mars 2020 reste encore présente au sein des populations mais son ampleur devient de plus en plus maîtrisée grâce aux multiples efforts du gouvernement, notamment, à travers la sensibilisation, la vaccination et l'observation des mesures barrières.

5. Au plan budgétaire, face aux multiples crises, notamment, en Ukraine et les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA imposées à notre pays en 2022, les autorités ont pris des dispositions à travers un ensemble de mesures de soutien économique et social dans les différentes lois de finances de 2020 à 2023. En effet, la baisse de l'activité économique occasionnée par les différentes crises successives a conduit le gouvernement à prendre certaines mesures de soutien à l'économie et aux populations dont : **(i)** la mise en place d'un fonds spécial pour les familles les plus vulnérables, **(ii)** l'exonération de la TVA sur les factures d'eau et d'électricité, **(iii)** la remise d'impôts des entreprises privées impactées, **(iv)** les exonérations accordées sur les importations de riz , de lait et de sucre, **(v)** la subvention du gaz butane, (**vi)** le renforcement du stock de sécurité alimentaire ainsi que la distribution gratuite de vivres et **(vii)** la subvention des intrants agricoles, etc.

6. En 2024, l'activité économique devrait poursuivre son expansion en dépit des menaces qui pèsent sur toute l'économie mondiale en lien avec les effets de la crise en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient. L'économie malienne devrait croître à un rythme de 5,1% contre 4,7% en 2023. Sur la période 2025-2027, le taux de croissance réel du PIB devrait s'établir au tour de 6,0% en moyenne.

7. L'orientation de la politique budgétaire sur la période 2025-2027 demeurerait le renforcement de la soutenabilité budgétaire en suivant une trajectoire du déficit budgétaire qui serait conforme à la norme communautaire de l'UEMOA fixé à 3% du PIB dès l'horizon 2026. La politique budgétaire visera comme objectifs de préserver le cadre macroéconomique, de créer les conditions d'une croissance inclusive, vigoureuse et durable de manière à réduire la pauvreté et à stimuler la création d'emploi.

8. Le présent DPBEP couvrant la période 2025-2027 s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions (PARE 2022-2026) tout en veillant à renforcer les acquis du CREDD 2019-2023.

9. A cet effet, les allocations budgétaires cibleront principalement :

- le développement des infrastructures socio-économiques de base ;

- le financement adéquat du secteur de l'agriculture, en application des engagements de la déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie ;
- l'amélioration du transfert des ressources budgétaires aux collectivités territoriales ;
- la poursuite de la prise en charge des réformes institutionnelles et des finances publiques ;
- la poursuite de l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus du découpage administratif.

10. Le document comporte quatre (04) parties, à savoir :

- le contexte macroéconomique ;
- la gestion des finances publiques ;
- la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
- la situation financière des organismes publics.

I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. Evolution récente de la situation macroéconomique

1.1.1 Situation macroéconomique internationale

11. L'activité économique mondiale amorce progressivement sa reprise, après avoir été fragilisée par les effets néfastes des crises intervenues au cours des trois dernières années, laissant entrevoir une certaine résilience.

12. Selon les perspectives économiques mondiales de juillet 2024 du FMI, la **croissance mondiale,** estimée à 3,3% en 2023, devrait légèrement baisser à 3,2% en 2024 avant de se rétablir à 3,3% en 2025. Ce niveau projeté de la croissance mondiale pour 2024 et 2025 reste inférieur à la moyenne annuelle historique (2000-2019) de 3,8%, en raison essentiellement du durcissement des politiques monétaires et du retrait de dispositifs d'appui budgétaire. S'agissant de l'inflation mondiale, elle connaîtrait un ralentissement plus vite que prévu passant de 5,9% en 2024 à 4,4 % en 2025 sous l'effet de la relative détente du prix de l'énergie, de l'atténuation de la pénurie de main d'œuvre en lien avec la vague d'immigrés qui ne cesse d'augmenter. Aussi, faudrait-il préciser que le relèvement des taux directeurs des banques centrales a renchéri le coût de l'emprunt contribuant à freiner l'envolée de l'inflation.

13. Dans les **pays avancés**, la croissance devrait se stabiliser à 1,7% en 2023 et en 2024 avant de remonter à 1,8% en 2025.

14. Aux **États-Unis**, la croissance devrait se situer à 2,6% en 2024 avant de fléchir à 1,9% en 2025, à cause notamment des effets décalés du resserrement de la politique monétaire et du rééquilibrage progressif des finances publiques.

15. Dans la **zone euro**, la croissance devrait passer d'un taux faible estimé à 0,5% en 2023, dû à une exposition relativement élevée à la guerre en Ukraine, à 0,9% en 2024, puis à 1,5% en 2025. La reprise devrait être tirée par une plus forte consommation des ménages, à mesure que les effets du choc sur les prix de l'énergie s'atténuent et que l'inflation ralentisse, soutenant ainsi la croissance des revenus réels.

16. Dans les **pays émergents et pays en développement**, la croissance devrait être globalement stable sur la période 2024-2025 en se situant à 4,3%, soit une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport aux prévision d'avril 2024, due à une amélioration des prévisions pour plusieurs régions.

17. En **Chine**, la croissance devrait connaître un ralentissement, passant d'une estimation de 5,2% en 2023 à une prévision de 5,0% en 2024 puis 4,5% en 2025.

18. En **Afrique subsaharienne**, la croissance devrait passer de 3,7% en 2024 à 4,1% en 2025, à mesure que les effets négatifs de chocs météorologiques antérieurs s'atténuent et que les problèmes d'approvisionnement soient progressivement résolus. L'inflation ralentirait plus rapidement que prévue dans la plupart des pays de la région **d'Afrique subsaharienne**, sous l'effet des mesures visant à résoudre les problèmes liés à l'offre et au resserrement des politiques monétaires.

19. Malgré un contexte sécuritaire, sanitaire et économique moins favorable, la **zone UEMOA** reste l'une des régions d'Afrique subsaharienne dont l'activité économique est restée vigoureuse, avec une inflation modérée, en dépit d'une détérioration des termes de l'échange et des défis sécuritaires dans certains pays membres. La croissance de l'Union devrait passer de 4,9% en 2023 à 6,6% en 2024 et 2025. Cette tendance par rapport à 2023 se justifie par le dynamisme attendu de tous les secteurs d'activités, l'amélioration des conditions sécuritaires dans les Etats du sahel et l'atténuation progressive des effets de la crise sanitaire.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines zones entre 2023 et 2025 (en %)

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Monde	3,3	3,2	3,3	6,7	5,9	4,4
Pays avancés	1,7	1,7	1,8	4,6	2,7	2,1
Pays émergents et en développement	4,4	4,3	4,3	8,3	8,2	6,0
Afrique subsaharienne	3,4	3,7	4,1	16,2	15,3	12,4
UEMOA	4,9	6,6	6,6	3,8	3,4	2,6

***Source** : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2024 ; Mises à jour, juillet 2024.*

1.1.2 Situation macroéconomique nationale 2021-2023

20. Malgré les multiples défis liés à l'environnement sécuritaire, l'économie malienne s'est révélée très résiliente avant de subir les effets de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquels se sont ajoutés ceux de la crise en Ukraine et des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA.

21. En 2021, l'activité économique a connu une reprise, après avoir été ébranlée en 2020 par une série de chocs. En effet, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 3,1% en 2021 contre -1,2% en 2020. Cette reprise est liée essentiellement au secteur tertiaire avec un taux de croissance de 6,0% grâce, notamment au dynamisme dans les branches « transports et communication », « commerce », et « activités financières ». Par ailleurs, l'activité économique a également été marquée par l'augmentation du volume de production du secteur primaire sous l'impulsion essentiellement de la hausse exceptionnelle de la production cotonnière avec un record de 777.120 tonnes. Ainsi, le taux de croissance du secteur primaire est ressorti à 1,5% après une forte contraction en 2020. Le secteur secondaire quant à lui, a connu une croissance modérée de 0,4%.

22. En 2022, la croissance économique, initialement prévue à 5,0%, est ressortie à 3,5%, après 3,1% un an plus tôt, soit une perte de 1,5 point de pourcentage, en raison des sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales, la crise sécuritaire et les conséquences des tensions géopolitiques.

23. Malgré ces crises successives, la croissance économique est estimée à 4,7% en 2023, portée par le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire. Cette croissance a été impulsée grâce aux efforts du Gouvernement de Transition à travers le soutien aux secteurs productifs, malgré un contexte socio-économique et politique difficile.

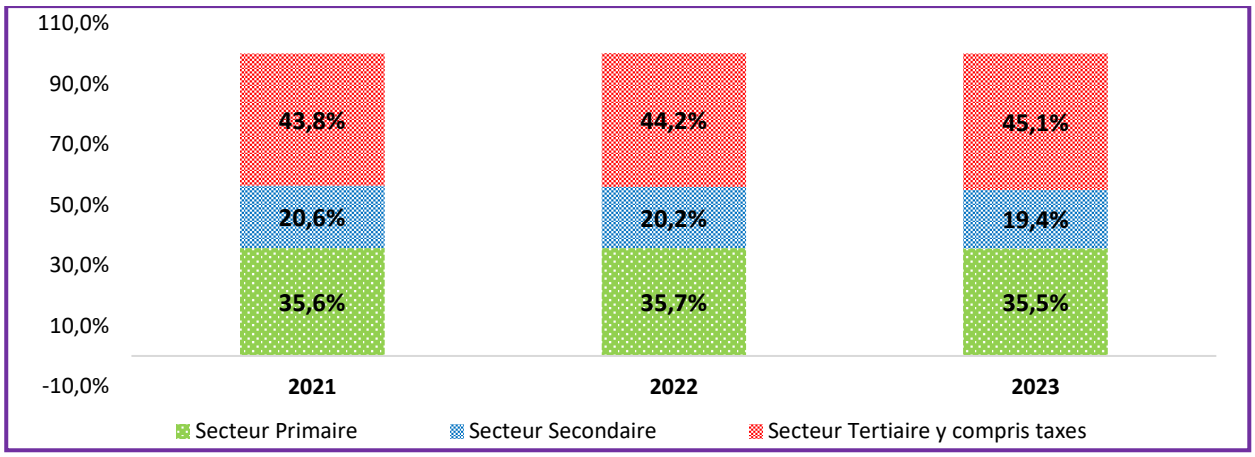
24. Les secteurs primaire et tertiaire ont été les principaux moteurs de la croissance économique sur la période 2021-2023. Ils ont contribué en moyenne, à la croissance économique à hauteur de 1,0 point de pourcentage du PIB pour le secteur primaire et de 2,2 points pour le secteur tertiaire.

25. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 3,4% en 2022, après 1,5% en 2021, puis de 3,7% en 2023, soit une moyenne de 2,9% sur la période 2021-2023, et ce, grâce à l'amélioration de la situation sécuritaire et aux efforts de soutien au secteur agricole, notamment, la mise en œuvre des réformes du secteur coton, les effets bénéfiques de la loi d'orientation agricole et une forte croissance de l'agriculture d'exportation avec 49,5% en 2023 contre une contraction de 49,9% en 2022.

26. Le secteur secondaire, après avoir affiché une croissance de 0,4% en 2021, s'est établi à 1,6% en 2022, avant de ralentir à 0,7% en 2023. Ce ralentissement s'explique en partie par la branche « Industries textiles » qui a enregistré une baisse de 18,2%.

27. Quant au secteur tertiaire, il a enregistré un taux de croissance moyen d'environ 6,3% sur la période 2021-2023, tiré essentiellement par les branches « commerce », « Transports et communications », « Activités d'administrations publiques » et « Activités financières ».

Figure 1 : Evolution de la part des différents secteurs dans le PIB nominal, 2021-2023

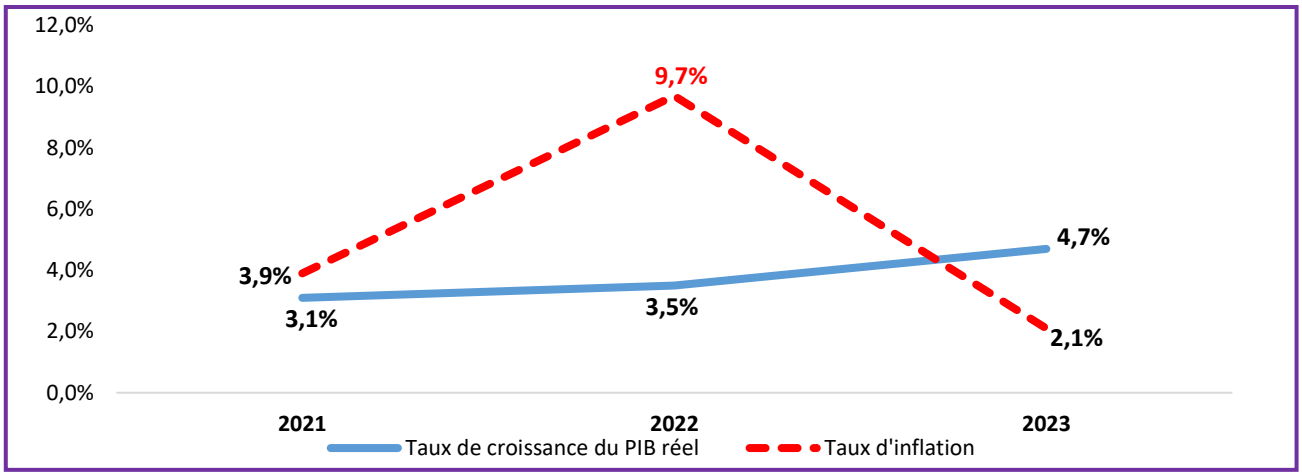


Source : ***CPM-MME-DNPD INSTAT, mai 2024***

28. Du côté de la demande, la croissance est essentiellement portée par la consommation des administrations publiques, la formation brute de capital fixe et la consommation finale des ménages. Ainsi, la consommation des administrations publiques s'est accrue de 9,1% en moyenne sur la période 2021-2023, tandis que la formation brute de capital fixe (publique et privée) a affiché une croissance moyenne de 5,7%. Sur la même période, le taux de croissance de la consommation finale des ménages est estimé à 6,2% en moyenne.

29. L'activité économique a été marquée par une forte accélération de l'inflation entre 2021 et 2022. Ainsi, l'inflation annuelle moyenne est passée de 3,9% en 2021 à 9,7% en 2022, puis à 2,1% en 2023, soit une moyenne de 5,2% sur la même période, supérieure au seuil communautaire de 3%. Elle s'est aggravée en 2022 avec un pic de 9,7%. Ce niveau d'inflation jamais atteint depuis 28 ans s'explique essentiellement par les implications des sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA et les conséquences de la crise en Ukraine, notamment la hausse des prix de l'énergie (gaz, pétrole, etc.) et ceux des produits alimentaires.

Figure 2 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation, 2021-2023



***Source** : CPM-MME-DNPD, INSTAT, mai 2024*

30. Le déficit de la balance courante s'est creusé à 960,2 milliards de FCFA en moyenne entre 2021 et 2023, pour atteindre 8,2% du PIB en moyenne sur la même période. Ce creusement est porté principalement par la balance des services qui a enregistré un solde de -1 102,3 milliards de FCFA en moyenne. Le déficit du compte courant devrait continuer d'être financé en partie par des entrées nettes de capitaux, principalement sous forme d'appui extérieur lié aux projets et aux investissements directs étrangers.

31. Le solde du compte de capital a connu une hausse de 80,2 milliards de FCFA entre 2021 et 2023. Il est passé de 76,6 milliards de FCFA en 2021 à 157,4 milliards en 2023, soit un excédent de 103,8 milliards de FCFA en moyenne sur la même période, imputable àla hausse des transferts de capital (dons projets et appuis budgétaires sectoriels).

32. Le solde du compte financier a connu une dégradation pour se situer en moyenne à -497,8 milliards de FCFA entre 2021-2023, représentant environ -4,3% du PIB, imputable à la faible mobilisation des ressources extérieures, conséquence des sanctions, notamment de la suspension des transactions financières entre le Mali et les autres pays de la CEDEAO.

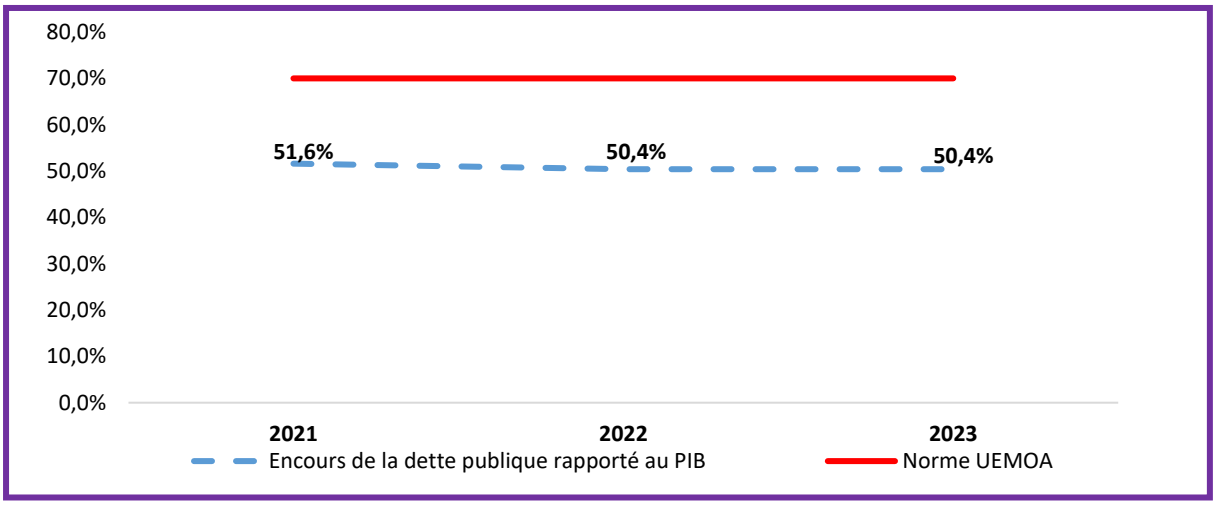
33. Compte tenu de la dégradation de la balance courante et du compte financier, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 357,1 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2021-2023.

34. L'évolution des agrégats monétaires a été caractérisée par une augmentation de la masse monétaire (agrégat M2) sur la période 2021-2023. En effet, elle est passée de 4 320,0 milliards de FCFA en 2021 à 4 729,1 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 409,1 milliards de FCFA, grâce aux mesures de soutien de la BCEAO à l'économie en réponse aux multiples crises qu'a connues le pays.

35. La circulation fiduciaire a baissé de 39,6 milliards de FCFA (-3,7%), tandis que les dépôts ont fortement augmenté de 269,3 milliards de FCFA (+13,3%).

36. En matière de politique d'endettement, le Mali reste toujours dans la catégorie des pays dont le risque de surendettement est modéré. Ainsi, sur la période 2021-2023, l'encours de la dette publique rapporté au PIB s'est situé autour de 50,8% en moyenne et reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

Figure 3: Evolution de l'encours de la dette publique rapporté au PIB, 2021-2023



Source : **DGDP, INSTAT, DGB, mai 2024**

1.2. Aperçu sur les perspectives économiques et financières pour l'année 2024

37. Malgré les multiples crises, l'économie malienne demeurerait résiliente. En effet, il est attendu un taux de croissance de 5,1% en 2024. La robustesse de l'activité économique devrait être imprimée par le bon comportement de tous les secteurs d'activités, avec comme principaux moteurs les secteurs primaire et tertiaire.

38. En effet, le secteur primaire, représentant 36,1% du PIB, enregistrerait une croissance de 4,5 % en 2024. Il contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,7 point de pourcentage, porté principalement par l'agriculture d'exportation (+9,3%), et l'agriculture vivrière (+5,3%).

39. Le secteur secondaire qui représente environ 20,1% du PIB, avec une croissance de 6,5% en 2024, contribuerait à hauteur de 1,3 point de pourcentage au taux de croissance réel. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par le Bâtiment Travaux publics (+28,0%), l'Industries textiles (+10,5%) et l'Electricité-Eau (+6,2%).

40. Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait de 5,6% et représenterait 36,2% du PIB avec une contribution à la croissance du PIB réel de 2,0 points de pourcentage. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire en 2024 seraient, entre autres, les transports et communications (+7,1%), le commerce (+5,8%), les services financiers (+5,5%) et les administrations publiques (+4,8%).

41. Du côté de la demande, la croissance serait portée essentiellement par la hausse de la formation brute de capital fixe et la consommation des administrations publiques. Ainsi, la formation brute de capital fixe (publique et privée) augmenterait de 19,6%, tandis que la consommation des administrations publiques afficherait une croissance de 5,9%.

42. En matière des finances publiques, une loi de finances rectificative a été adoptée en juin 2024 en vue de prendre en charge les mesures nouvelles relatives aux opérations de sécurisation du territoire national et au renforcement de la subvention d'exploitation à la société Energie du Mali (EDM SA). Toutefois, cette modification n'a pas affecté l'équilibre économique et financier tel qu'arrêté dans la loi de finances initiale.

43. Les recettes (y compris les dons) s'établiraient à 2 389,9 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024 contre 2 198,3 milliards de FCFA en 2023.

44. Les recettes fiscales nettes s'élèveraient, dans le projet de collectif budgétaire 2024, à 2 063,6 milliards de FCFA, soit une augmentation de 161,9 milliards de FCFA par rapport à 2023.

45. Quant aux recettes non fiscales, elles augmenteraient de 5,7 milliards de FCFA pour se situer à 117,5 milliards de FCFA contre 111,8 milliards de FCFA en 2023.

46. Les décaissements attendus de dons (dons projets) connaîtraient une hausse de 40,7 milliards de FCFA pour s'établir à 86,3 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024 contre 45,6 milliards de FCFA en 2023, correspondant à un taux de progression 89%.

47. Les dépenses totales et prêts nets s'établiraient à 2 998,5 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire 2024 contre 2 699,2 milliards de FCFA en 2023 soit une hausse de 11%.

48. Les dépenses courantes connaîtraient une hausse de 8% pour s'établir à 2 270 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024, contre 2 098,9 milliards de FCFA en 2023, en lien avec l'augmentation des dépenses de transferts et subventions et des dépenses de personnel.

49. S'agissant des dépenses en capital, elles s'élèveraient à 610 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024 contre 466,7 milliards de FCFA en 2023, correspondant à un taux de progression de 31%.

50. La politique budgétaire viserait à :

- améliorer la gestion des finances publiques ;
- soutenir la croissance économique ;
- maîtriser le déficit budgétaire et garantir la soutenabilité de la dette publique.

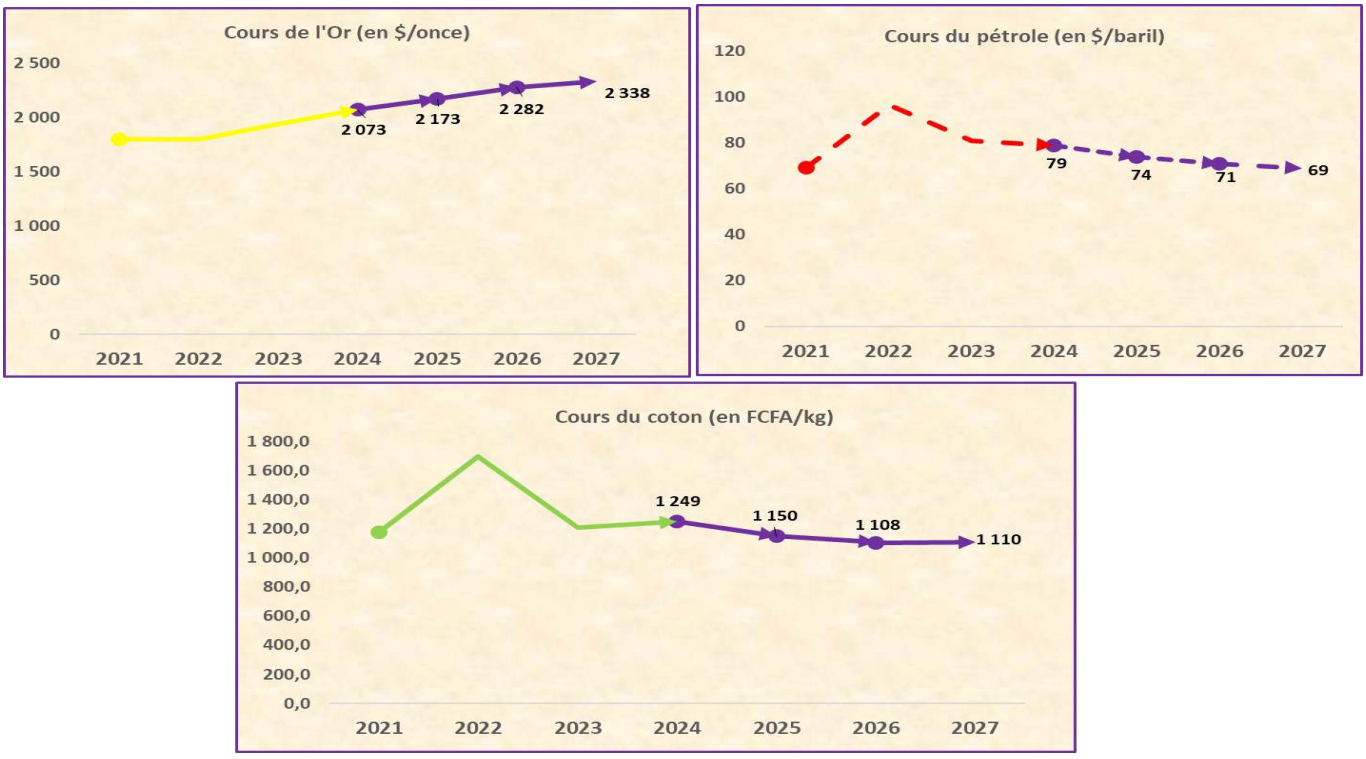
1.3. Projections macroéconomiques 2025-2027

1.3.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

51. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2025-2027 repose sur les hypothèses d'évolution à la fois de l'environnement économique international et national.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

Figure 4 : Quelques hypothèses macroéconomiques sur l'environnement international



Source : ***MEF et projections des services du FMI, Avril 2024.***

52. Après avoir enregistré une embellie des prix en 2022, le cours de coton est revenu à la normale à partir de 2023 avec un niveau légèrement plus élevé que celui d'avant crise. Suivant une trajectoire de baisse tendancielle depuis 2023, le cours du coton devrait continuer sur cette lancée jusqu'en 2027, passant de 1 249 FCFA/kg en 2024 à 1 110 FCFA/kg en 2027.

53. A l'instar du coton, le pétrole a également enregistré son plus haut niveau en 2022 avec 96 $/baril. Depuis 2023, le cours du pétrole suit une tendance baissière qui devrait se stabiliser à 69 $/baril en 2027.

54. Le cours de l'or devrait continuer à croître en passant de 2073 dollars l'once en 2024 à 2 338 dollars l'once à l'horizon 2027.

b. Hypothèses sur l'environnement économique national

55. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national tiennent compte de l'engagement du Mali dans un processus de recouvrement de sa souveraineté globale tant sur le plan politique qu'économique dans une démarche de partenariat stratégique avec les pays voisins et au-delà, d'où la décision des autorités de la transition de : (i) créer, avec le Burkina Faso et le Niger, l'Alliance des Etats du Sahel (AES) ; (ii) mettre fin à l'Accord pour la Paix et Réconciliation Nationale issu du processus d'Alger ; (iii) mettre en œuvre le dialogue direct inter-maliens pour la Paix et la Réconciliation Nationale et (iv) se retirer de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec effet immédiat.

56. Dans ce contexte et en dépit des effets négatifs des différentes crises, notamment, en Ukraine et l'embargo illégal et illégitime de la CEDEAO et de l'UEMOA imposé à notre pays en 2022, les perspectives macroéconomiques du Mali sont plutôt rassurantes et se caractérisent par une amélioration progressive de la situation sécuritaire et socio-politique avec comme toile de fond la montée en puissance des Forces Armées Maliennes qui assurent désormais la protection des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national.

57. Les perspectives se fondent dans l'observation stricte des trois (3) principes édictés par le Président de la Transition, son excellence Monsieur Assimi GOÏTA, à savoir (i) le respect de la souveraineté du Mali ; (ii) le respect des choix stratégiques et des choix des partenaires du Mali et (iii) la défense des intérêts du Peuple malien. Elles s'inscrivent également dans la poursuite de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions (2022-2026) ainsi que sur la définition de la Vision Mali 2063, l'élaboration et la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Nationale de Développement à moyen terme fondée sur une démarche stratégique axée sur les projets structurants et intégrateurs.

1.3.2. Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2025-2027

a) Secteur réel

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2024-2027

Libellés	2024	2025	2026	2027	Moyenne 2025-2027
PIB nominal (Mds FCFA)	13 696,7	14 404	15 526,7	16 752,3	**15 561,0**
Taux croissance PIB réel	5,1%	5,5%	6,1%	6,3%	**6,0%**
Taux d'inflation	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	**2,5%**

Source : INSTAT,CPM, mai 2024

58. A moyen terme, l'économie malienne connaîtrait un regain de croissance avec une moyenne annuelle de 6% sur la période 2025-2027, comme en témoigne le **tableau 2**. Ces projections s'appuient sur la ferme volonté et l'engagement du Gouvernement de la transition à :

- soutenir l'investissement privé dans les domaines agro-industriel et de l'extraction minière ;
- assurer une situation sécuritaire stable permettant une réorientation des dépenses publiques vers les investissements, notamment dans les secteurs infrastructures socioéconomiques de base (routes, éducation, santé, aménagement de périmètres agricoles et sylvopastoraux, etc.) ;
- mettre en œuvre le nouveau code minier en s'appuyant sur les avantages relatifs au contenu local ;
- accélérer le processus de mise en œuvre de nouvelles mines d'or et de lithium.

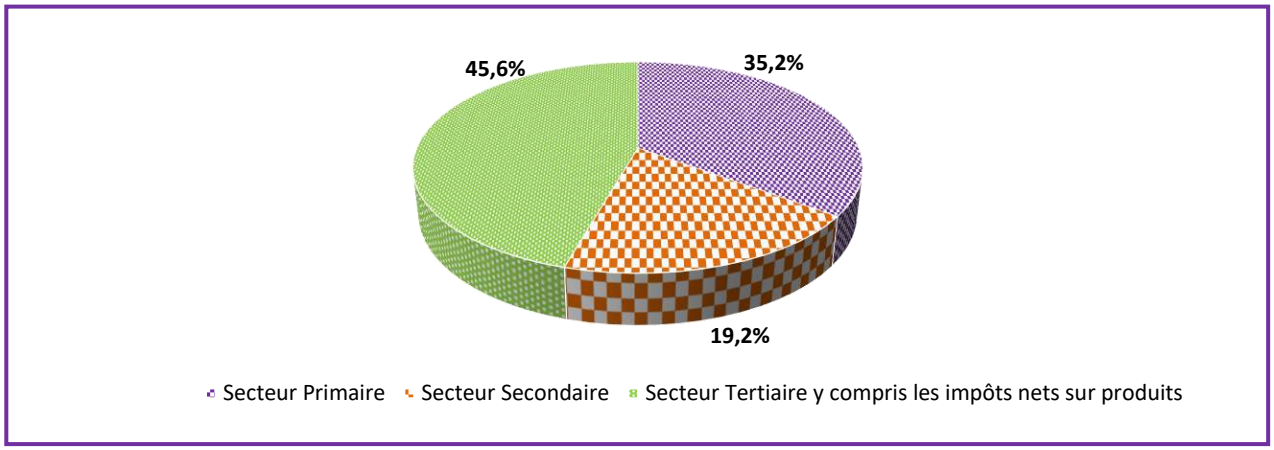
59. Par conséquent, la croissance économique serait soutenue dans tous les secteurs d'activités sur la période 2025-2027, mais les secteurs primaire et tertiaire seraient les principaux moteurs de la croissance.

60. En effet, le secteur primaire, représentant en moyenne 35,2% du PIB et enregistrerait une croissance annuelle moyenne de 6,1 % sur la période sous revue. Il est porté principalement par l'activité extractive (+7,6%), l'agriculture d'exportation (+7,4%) et l'agriculture vivrière (+7,2%). Le secteur primaire contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 2,2 points de pourcentage en moyenne.

61. S'agissant du secteur secondaire, qui représente 19,2% du PIB en moyenne, avec une croissance annuelle moyenne de 4,9% l'an entre 2025-2027, ne contribuerait qu'à hauteur de 0,9 point de pourcentage du PIB réel en moyenne sur la même période. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par les branches Bâtiment, travaux publics (+14,1%), Industries textiles (+10,7%), Electricité et Eau (+7,9%) et Produits de l'extraction (+7,6%).

62. Quant au secteur tertiaire, il représenterait 45,7%[1] du PIB en moyenne et contribuerait à hauteur de 2,4 points de pourcentage du PIB réel sur la période sous revue. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient, entre autres, transports et communications (+7,5%), commerce (+6,5%), activités des services aux entreprises (+6,0%) et administrations publiques (+5,8%).

Figure 5 : Poids moyen des différents secteurs dans le PIB nominal, 2025-2027



Source : ***INSTAT, CPM, mai 2024.***

[1] *Le poids du secteur tertiaire tient compte du poste « Impôts nets sur produits »*

63. Sur la période 2025-2027, la croissance économique serait soutenue par la formation brute de capital fixe et la consommation finale des ménages. En effet, la formation brute de capital fixe augmenterait de 17,4% en moyenne, tandis que la consommation finale des ménages devrait enregistrer une croissance moyenne de 3,2%.

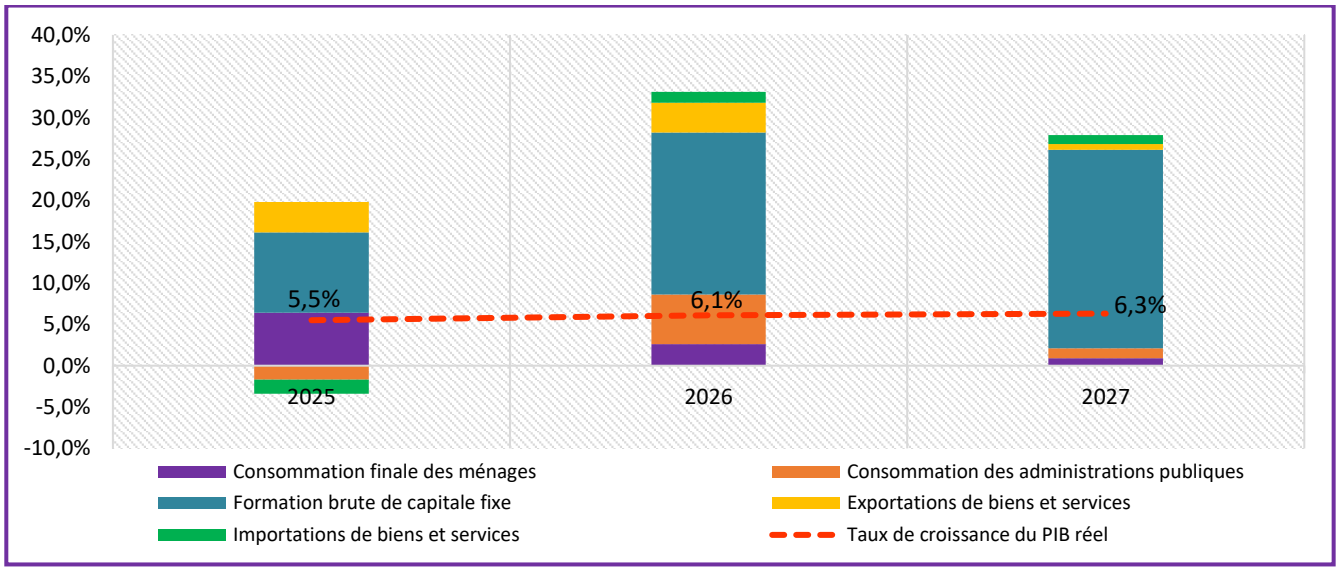
64. L'inflation devrait se stabiliser pour s'établir en moyenne à 2,5% entre 2025 et 2027, après une augmentation exceptionnelle de 9,7% en 2022 consécutive aux sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA et à la crise en Ukraine.

Tableau 3 : Evolution du taux de croissance des différents secteurs du PIB, 2024-2027

Secteurs	2024	2025	2026	2027	Moyenne annuelle 2025-2027
Secteur primaire	5,5%	5,4%	6,3%	6,8%	**6,1%**
Secteur secondaire	3,8%	4,6%	3,0%	7,1%	**4,9%**
Secteur tertiaire	5,6%	5,3%	6,3%	7,4%	**6,3%**

***Source :* CPM, mai 2024**

Figure 6 : Evolution du taux de croissance PIB réel et contribution de ses composantes, 2025-2027



Source : ***CPM, INSTAT, mai 2024***

b) Les échanges extérieurs

Compte des transactions courantes

65. Le déficit de la balance des transactions courantes se situerait en moyenne à 828,2 milliards de FCFA, soit 5,3% du PIB sur la période 2025-2027. Il devrait s'améliorer progressivement en lien avec un redressement de la balance des « biens » et une augmentation des transferts reçus au niveau de la balance des « revenus secondaires ».

66. En effet, le déficit de la balance des biens s'établirait en moyenne à 112,0 milliards de FCFA sur la même période, soit 0,7% du PIB, contre un déficit de 233,9 milliards de FCFA attendu en 2024, en lien avec l'augmentation plus importante des importations par rapport aux exportations.

67. La balance des revenus secondaires enregistrerait une nette progression, passant de 629,1 milliards de FCFA en 2025 à 642,2 milliards de FCFA en 2027, soit une augmentation de 2,1% sur la période.

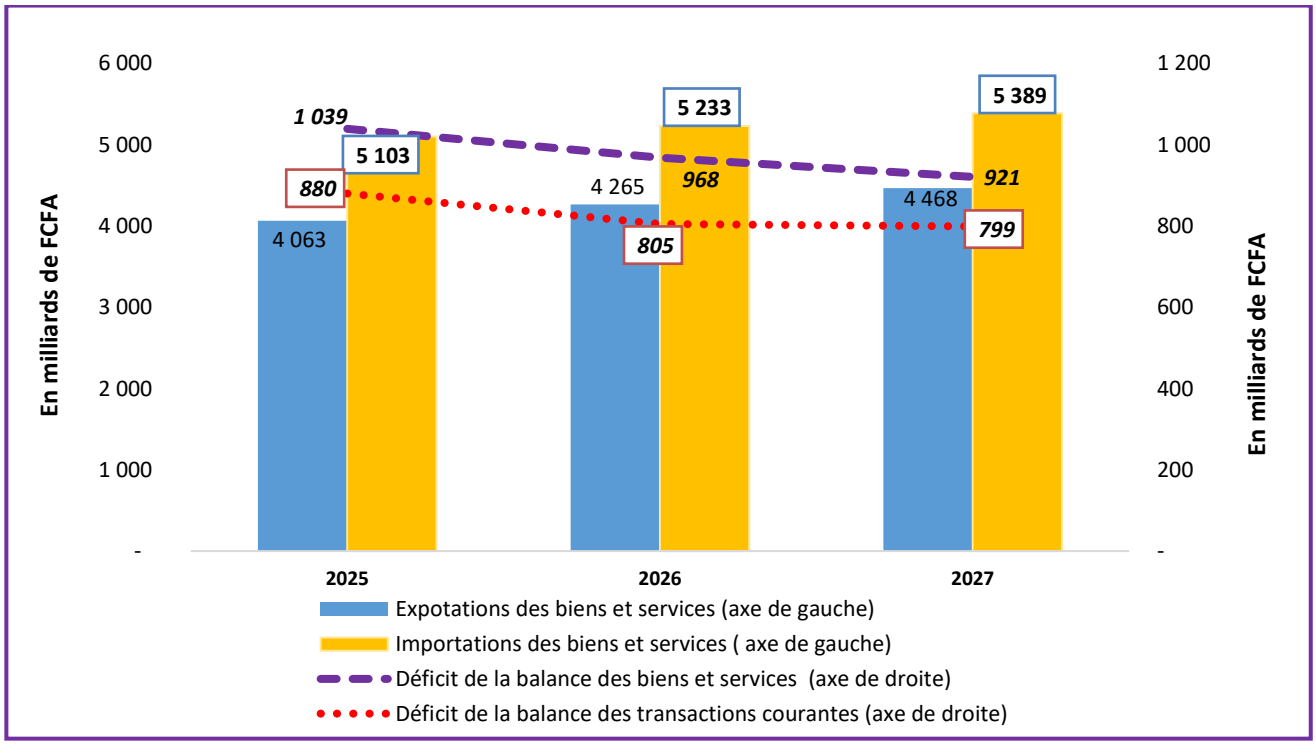
68. Concernant les exportations, elles enregistreraient un montant total de 3 739,7 milliards de FCFA en 2025, 3 935,9 milliards de FCFA en 2026, puis de 4 135,0 milliards de FCFA en 2027, soit une moyenne de 3 936,9 milliards de FCFA, correspondant à 25,5% du PIB entre 2025 et 2027. Elles sont tirées principalement par les exportations de l'or et du coton.

69. Quant aux importations, leur valeur FOB est projetée à 4 048,9 milliards de FCFA en moyenne entre 2025 et 2027, tirées principalement par les produits non pétroliers (+10,5%).

70. S'agissant du déficit de la balance des services, il augmenterait de 6,0% entre 2025 et 2027, soit une détérioration de 864,1 milliards de FCFA sur la même période, sous l'effet de l'augmentation du coût du fret, induit par la hausse des importations de biens.

71. Quant au solde du compte financier, il connaîtrait une dégradation pour se situer en moyenne à -688,1 milliards de FCFA entre 2025-2027, représentant -4,4% du PIB.

Figure 7 : Evolution de quelques agrégats de la balance des paiements (en milliards de FCFA), 2025-2027



Source : **BCEAO, mai 2024**

c) La monnaie et le crédit

72. L'évolution des agrégats monétaires serait caractérisée entre 2025 et 2027 par :

- une hausse des « Actifs extérieurs nets » de 56,6%;
- une progression de l'encours des « Créances intérieures » de 17,7% ;
- un accroissement de la « Masse monétaire » de 30,3%.

Actifs extérieurs nets

73. Les actifs extérieurs nets (AEN) passeraient de 357 milliards de FCFA en 2025, à 433,6 milliards de FCFA en 2026, avant de s'établir à 558,9 milliards de FCFA en 2027, soit une moyenne de 449,8 milliards de FCFA sur la période 2025-2027 correspondant à une hausse de 56,6%. Ils sont tirés essentiellement par les avoirs en monnaie étrangères des banques commerciales qui enregistreraient en moyenne 500 milliards de FCFA par an. Les mobilisations attendues au titre des ressources extérieures conjuguées à la progression des exportations expliqueraient l'amélioration de la position créditrice extérieure de la Banque Centrale.

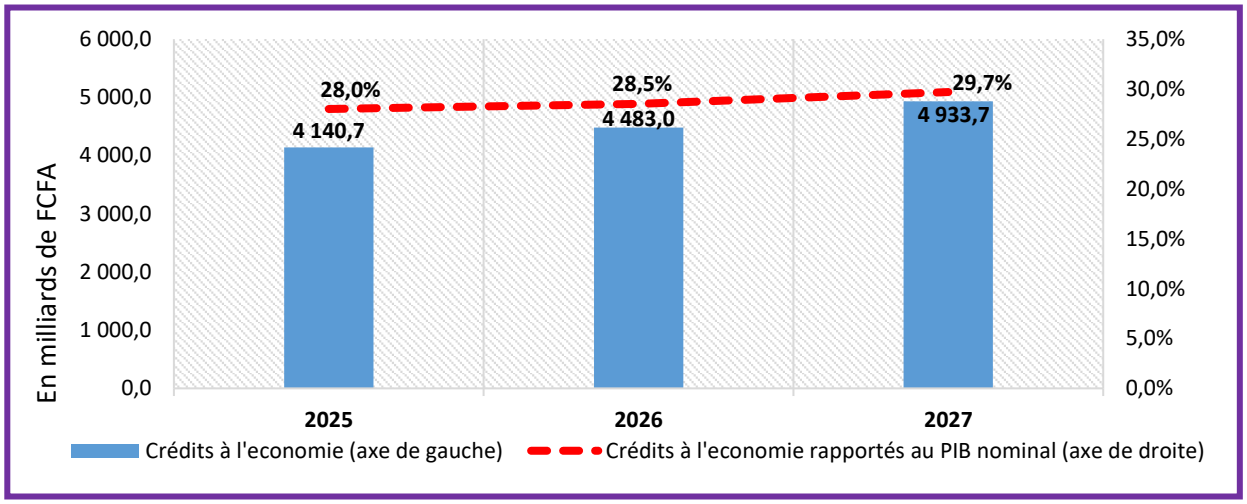
Créances nettes sur l'Etat

74. Les créances nettes sur l'Etat devraient connaître une dégradation sur toute la période du cadrage, passant de 1 974,4 milliards de FCFA en 2025 à 2 268,4 milliards de FCFA en 2026 et 2027, soit une moyenne de 2 172,1 milliards de FCFA. Cette évolution résulterait essentiellement d'un accroissement des concours des banques commerciales et de la Banque Centrale en faveur de l'Etat, au regard du besoin de financement consécutif à la réalisation d'infrastructures, au relèvement du défi sécuritaire et à l'opérationnalisation des nouvelles régions à moyen terme, etc.

Créances sur l'économie

75. Les crédits à l'économie se caractériseraient par une augmentation de 793,0 milliards de FCFA (+19,2%) sur la période de cadrage, en s'établissant à 4 933,7 milliards de FCFA en 2027 contre 4 140,7 milliards de FCFA en 2025. Ces crédits seraient essentiellement octroyés à des opérateurs exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, de l'industrie, des mines et du commerce général en vue de soutenir l'activité économique. Ils représentent en moyenne 28,8 % du PIB nominal sur la période 2025-2027.

Figure 8 : Evolution des crédits à l'économie (en milliards de FCFA), 2025-2027

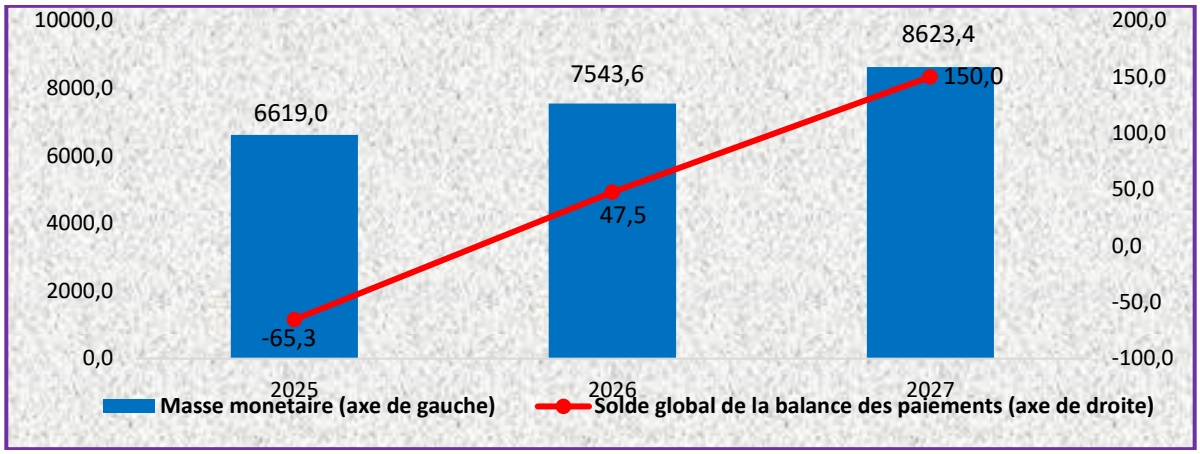


Source : ***CPM, INSTAT, mai 2024***

Masse monétaire

76. En reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) ressortirait en hausse de 2 004,4 milliards de FCFA en passant de 6 619 milliards de FCFA en 2025 à 8 623,4 milliards de FCFA en 2027. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait à la fois par une hausse des dépôts en banques et de la circulation fiduciaire qui afficheraient respectivement des taux annuels moyens de 1,7% et 17,0 % entre 2025 et 2027.

Figure 9 : Evolution du solde global de la balance des paiements et de la masse monétaire (en milliards de FCFA), 2025-2027



Source : ***CPM, BCEAO, mai 2024***

1.3.3. Objectifs de la politique budgétaire

77. Le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre d'une politique budgétaire plus soutenable et propice à une croissance économique solide tout en veillant à atteindre, à moyen terme, les normes définies par les critères de convergence communautaire de l'UEMOA.

78. La politique budgétaire viserait à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2025-2027, le solde budgétaire global (dons inclus) serait orienté à la baisse, pour s'établir à -3,5% en 2025, avant de revenir à -3% du PIB en 2026 et 2027 contre -3,9% enregistré en 2023 et -4,4% attendu en 2024.

79. Ces objectifs de déficit résultent des engagements du Gouvernement de Transition relatifs notamment : (i) au renforcement des acquis en matière de défense et de sécurité ; (ii) à la mise en œuvre des recommandations du dialogue inter-maliens pour la Paix et la Réconciliation nationale ; (iii) à l'opérationnalisation des services publics issus du nouveau découpage administratif ; (iv) à la poursuite de la mise en œuvre du pacte de stabilité ; (v) au renforcement du système judiciaire ; (vi) à l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire ; (vii) au maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture ; (viii) au renforcement des dépenses sociales et de développement prioritaire et (ix) à l'organisation des élections générales.

Durant la période du cadrage, le Gouvernement poursuivra ses efforts de mobilisation accrue des ressources internes en vue de réaliser l'objectif de taux de pression fiscale de 16,3% du PIB en moyenne sur la période. Une attention particulière sera ainsi accordée à la poursuite de la maîtrise des dépenses courantes en vue de créer un espace budgétaire pour financer les investissements structurants et propices à la croissance.

Tableau 4: Projection de quelques agrégats budgétaires 2024-2027

Libellés	2024 Révisé	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moyenne 2025-2027
Solde global dons inclus (%PIB)	-4,4%	-3,5%	-3,0%	-3,0%	-3,2%
Solde global dons exclus (%PIB)	-5,1%	-4,0%	-3,7%	-3,4%	-3,7%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-3,8%	-2,9%	-2,1%	-2,1%	-2,4%
Taux de pression fiscale (en % du PIB)	15,1%	16,2%	16,4%	16,9%	16,5%
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	51,1%	45,4%	44,3%	43,0%	44,2%

Source : DNTCP, DGB, août 2024

80. Les objectifs budgétaires ci-dessus seront sous-tendus à moyen terme par les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre des Réformes de la Gestion des Finances Publiques au Mali qui visent à améliorer la préparation et l'exécution budgétaire ainsi que l'efficacité de la dépense publique.

81. Il s'agira notamment de poursuivre les réformes dans le cadre de la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire à la mise en œuvre des différents textes (mines, investissements, impôts, douanes, pétrole, promotion immobilière, etc.). Le Gouvernement continuera également à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les différentes évaluations PEFA ainsi que par les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires).

1.3.4. Orientations prioritaires de la politique budgétaire

82. Les orientations pour l'allocation budgétaire seront basées entre autres sur les priorités du Gouvernement retenues dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions 2022-2026 ainsi que la consolidation des acquis du CREDD 2019-2023.

83. Conformément aux trois (03) principes édictés par le Président de la Transition, les Recommandations des ANR ont été traduites en actions gouvernementales dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE), assorti de plans d'actions. Au regard de la vision et des objectifs de la Refondation de l'Etat, il a été retenu les cinq (5) axes stratégiques en cohérence avec les axes du CREDD, à savoir : (I) Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles **;** (II) Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale ; (III) Croissance économique et Développement durable ; (IV) Capital humain, Genre et Inclusion sociale et (V) Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne.

84. Quant au CREDD qui a constitué le cadre de référence des politiques et stratégies de développement national sur la période 2019-2023, il visait principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agissait particulièrement de : (i) combler le déficit de gouvernance, (ii) assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.1 Revue budgétaire 2021-2023

85. Les sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA, combinées aux effets négatifs des crises sécuritaire et sanitaire (liée au coronavirus) et ceux de la crise en Ukraine ont marqué la politique budgétaire entre 2021 et 2023 comme en témoigne l'évolution des soldes budgétaires. En effet, le déficit budgétaire global (dons inclus), est resté au-dessus du seuil communautaire de 3% sur la période. Toutefois, il s'est inscrit dans une dynamique de retour en passant de 4,9% respectivement en 2021 et 2022, à 3,9% en 2023.

86. Malgré l'atteinte des objectifs annuels de mobilisation de recettes fiscales, le taux de pression fiscale en réalisation demeure en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA. Aussi, il convient de noter une augmentation exceptionnelle de la masse salariale sur la période 2021-2023 avec une moyenne de 50,7%, tirée par l'année 2022 avec un niveau historique de 55,2%, en lien avec la prise en charge de multiples revendications sociales. Malgré cette hausse exceptionnelle de la masse salariale, le Mali s'est employé dans une démarche de gestion prudente des dépenses, qui a permis de contenir les dépenses totales et prêts nets à 20,9% du PIB en 2023 contre une prévision de 22,6% soit un gain de 1,7 point de pourcentage.

Tableau 5 : Evolution quelques agrégats budgétaires 2021-2023

Libellés	2021		2022		2023		Moyenne 2021-2023	
	Prév.	Réal.	Prév	Réal.	Prév	Réal.	Prév.	Réal.
Solde global dons inclus, (%PIB)	-5,6	-4,9	-5,3	-4,9	-5	-3,9	**-5,3**	**-4,6**
Solde global dons exclus, (%PIB)	-7,7	-5,5	-6,1	-5,3	-5,6	-4,2	**-6,5**	**-5,0**
Solde budgétaire de base (%PIB)	-4,5	-4,1	-4,6	-4,5	-4,3	-3,3	**-4,5**	**-4,0**
Recettes fiscales (%PIB)	15,1	15,3	13,8	13,5	15,1	14,7	**14,7**	**14,5**
Dépenses totales (%PIB)	25,8	22,5	22,5	20,6	22,6	21,3	**23,6**	**21,5**
Masse salariale (% recettes fiscales)	46,5	47,2	56,5	55,2	51,8	49,6	**51,6**	**50,7**

Source : DGB, DNTCP, mai 2024

2.1.1. Evolution des recettes budgétaires 2021-2023

87. L'évolution en dents de scie des ressources de l'Etat est caractéristique du contexte socio-économique, sécuritaire, sanitaire du pays ainsi que les sanctions imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA en 2022. En effet, après une reprise en 2021 suite à la crise sanitaire liée au coronavirus, couplée à une crise institutionnelle et sécuritaire en 2020, il convient de noter que les recettes ont légèrement reculé en 2022 avant de rebondir en 2023. Ainsi, les recettes budgétaires sont ressorties en hausse de 326,4 milliards de FCFA (+19,3%) pour s'établir à 2 013,6 milliards FCFA en 2023. Cette augmentation des recettes en 2023 est attribuable, principalement, à l'accroissement des impôts directs (+21,6%) et des impôts indirects (+18,4%).

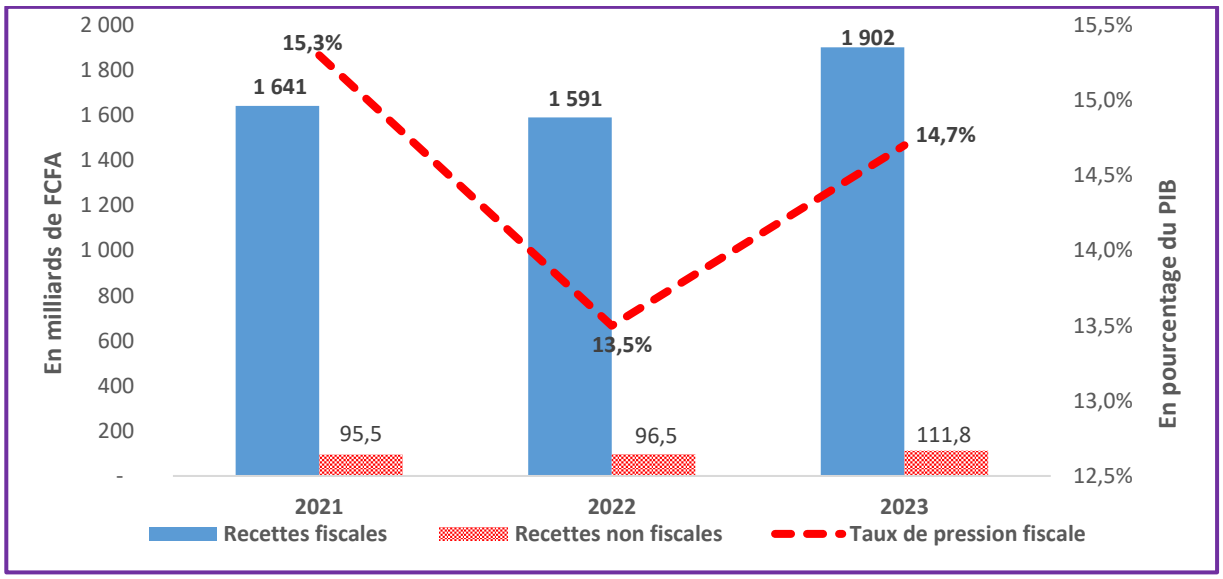
88. Sur la période sous revue, les recettes fiscales sont ressorties en moyenne à 1 711,2 milliards de FCFA, soit 14,5% du PIB tandis que les dépenses totales progressent sous l'effet d'une série de crises pour s'établir en moyenne à 2 507,3 milliards de FCFA avec un ratio de 21,3% du PIB. Il en résulte un déficit budgétaire (dons inclus) établi à 3,9 % du PIB en 2023 contre 4,9% en 2021 et 2022.

89. S'agissant des dons, ils ont connu une forte baisse au cours de la période sous revue. Après avoir enregistré une moyenne de 140,6 milliards de FCFA entre 2018 et 2020, les dons sont ressortis à 45,6

milliards en 2023 contre 66,4 milliards de FCFA et 43,1 milliards de FCFA respectivement en 2021 et 2022, soit une baisse de 17,1% en moyenne annuelle entre 2021 et 2023.

90. De même, les objectifs de recouvrement des recettes fiscales sont jugés très satisfaisants entre 2021 et 2023 avec un taux de réalisation moyen de 100,3%. En valeur absolue, les recettes fiscales sont passées de 1 641,2 milliards de FCFA en 2021 à 1 590,7 milliards de FCFA en 2022, puis à 1 901,8 milliards de FCFA en 2023, ce qui correspond à une hausse de 7,6 % en moyenne annuelle sur la période. Il en résulte un taux de pression fiscale qui est ressorti en moyenne à 14,5 % sur la période 2021-2023, en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 20%.

Figure 10: Evolution des recettes fiscales et du taux de pression fiscale, 2021-2023



Source : DNTCP, DGB, mai 2024

Tableau 6 : Evolution des recettes budgétaires selon la présentation du TOFE (en milliards) 2021-2023

Rubriques	2021			2022			2023			Taux crois. Moy. 2021-2023
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
RECETTES, DONS	**2171,5**	**1886,3**	**86,9%**	**1974,0**	**1843,2**	**93,4%**	**2306,7**	**2198,3**	**95,3%**	**8,0%**
Recettes totales	**1949,8**	**1819,4**	**93,3%**	**1878,8**	**1800,1**	**95,8%**	**2 214,9**	**2152,7**	**97,2%**	**8,8%**
Recettes budgétaires	**1770,3**	**1736,7**	**98,1%**	**1700,4**	**1687,2**	**99,2%**	**2 022,3**	**2013,6**	**99,6%**	**7,7%**
Recettes fiscales	**1630,1**	**1641,2**	**100,7%**	**1 600,9**	**1590,7**	**99,4%**	**1 889,3**	**1901,7**	**100,7%**	**7,6%**
Impôts directs	474,3	572,7	120,7%	603,6	594,9	98,6%	774,1	723,2	93,4%	12,4%
Impôts indirects	1155,8	1068,5	92,4%	997,4	995,8	99,8%	1 115,3	1178,6	105,7%	5,0%
TVA	665,8	605,1	90,9%	570,0	572,1	100,4%	665,3	605,8	91,1%	0,1%
TVA intérieure	268,4	206,1	76,8%	189,7	205,3	108,2%	224,3	198,2	88,4%	-1,9%
TVA sur importations	397,4	362,7	91,3%	380,3	366,8	96,5%	440,9	407,6	92,4%	6,0%
Taxe Intérieure sur produits pétroliers	52,5	20,8	39,6%	5,9	35,8	606,9%	17,7	132,4	748,0%	152,3%
Taxes sur importations (DD et taxes)	206,2	274,3	133,0%	225,1	208,6	92,7%	262,7	218,4	83,1%	-10,8%
Autres droits et taxes	334,2	284,6	85,2%	302,2	295,1	97,6%	275,6	353,5	128,3%	11,4%
Recettes non fiscales	**140,2**	**95,5**	**68,1%**	**99,5**	**96,5**	**97,0%**	**132,9**	**111,8**	**84,1%**	**8,2%**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**179,6**	**82,7**	**46,0%**	**178,4**	**112,9**	**63,3%**	**192,6**	**139,1**	**72,2%**	**29,7%**
Dons	**221,7**	**66,9**	**30,2%**	**95,2**	**43,1**	**45,3%**	**91,8**	**45,6**	**49,7%**	**-17,4%**
Projets	155,6	48,9	31,4%	90,0	33,0	36,7%	75,0	33,1	44,1%	-17,7%
Budgétaires (ABG)	58,5	17,4	29,7%	0,0	6,3		1,8	4,5	250,0%	-49,1%
Appui budgétaire (ABS)	7,6	0,6	7,9%	5,2	3,8	73,1%	15,1	8	53,0%	265,1%
Fonds de concours (Covid-19)	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0%	0,0			

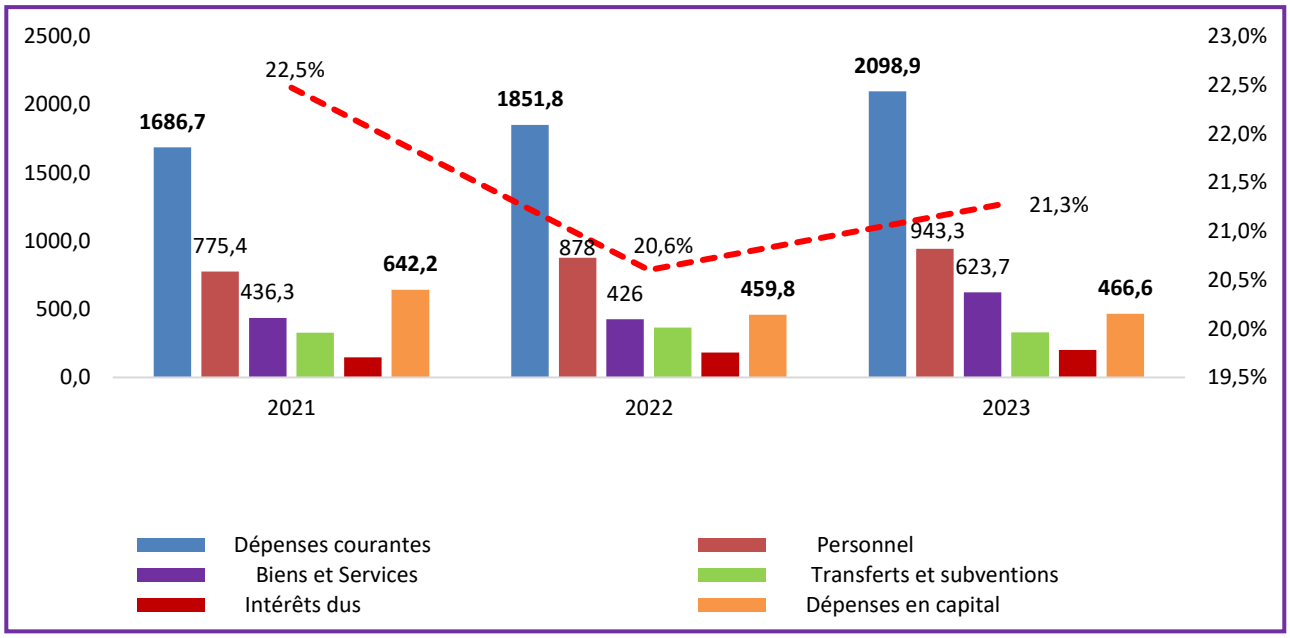
Source : DNTCP, DGB, mai 2024

2.1.2 Evolution des dépenses 2021-2023

91. Sur la base de l'analyse du TOFE, il ressort des données d'exécution budgétaire 2021-2023, que les dépenses budgétaires ont augmenté en moyenne annuelle de 5,0%. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation des dépenses courantes (+11,6%), portées par la hausse des biens et services (+19,6%), du personnel (+10,3%) et des paiements d'intérêt sur la dette publique (+16,9%). L'on note une augmentation du niveau d'évolution des biens et services qui s'explique essentiellement par la prise en charge des dépenses relatives aux opérations de sécurisation du pays. Comparées aux prévisions, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 97,4% en 2021 contre 102,2% en 2022 et 96,3% en 2023, ce qui dénote des efforts du gouvernement dans la maîtrise des dépenses.

92. Les dépenses en capital ont connu une chute brutale de 175,6 milliards de FCFA, passant de 642,2 milliards de FCFA en 2021 à 466,6 milliards de FCFA en 2023, soit un taux de variation annuel moyen de -14,5% sur la période 2021-2023, liée principalement à la réduction de la marge de manœuvre du Gouvernement occasionnée par les différents chocs (crise sanitaire liée à la Covid-19, sanctions économiques et financières de la CEDEAO et l'UEMOA, etc.) et par l'augmentation de certaines catégories de dépenses, notamment celles liées à la sécurisation du pays, des dépenses énergétiques et au paiement des salaires. A cet effet, le taux d'exécution des dépenses en capital est ressorti en moyenne à 77,8% sur la période 2021-2023, mais demeure structurellement inférieur à celui des dépenses courantes (98,6%). Rapportés au PIB nominal, les dépenses totales et prêts nets ont représenté en moyenne 21,3% entre 2021 et 2023.

Figure 11 : Evolution des dépenses (en milliards de FCFA), 2021-2023



Source : **DGB, DNTCP, mai 2024**

Tableau 7 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2021-2023 (présentation TOFE)

Rubriques	2021			2022			2023			Taux crois. Moy. 2021-2023
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
Dépenses totales, Prêts nets	**2774,4**	**2406,5**	**86,7%**	**2578,5**	**2420**	**93,8%**	**2938,2**	**2752,7**	**93,7%**	**7,0%**
Dépenses budgétaires	**2599,9**	**2328,9**	**89,6%**	**2405,1**	**2312**	**96,1%**	**2750,5**	**2565,5**	**93,3%**	**5,0%**
Dépenses courantes	**1732**	**1686,7**	**97,4%**	**1811,9**	**1852**	**102,2%**	**2179,8**	**2098,9**	**96,3%**	**11,6%**
Personnel	758	775,4	**102,3%**	904,1	878	97,1%	993,5	943,3	94,9%	10,3%
Biens et Services	436	436,3	**100,1%**	447,2	426	95,3%	627,4	623,7	99,4%	19,6%
Transferts et subventions	396,8	328,3	**82,7%**	285,5	365,1	127,9%	359	331,3	92,3%	0,5%
Intérêts dûs	**141,2**	**146,7**	**103,9%**	**175,1**	**182,7**	**104,3%**	**199,9**	**200,6**	**100,4%**	**16,9%**
Dette intérieure	108,2	108,7	**100,5%**	139,6	136,5	97,8%	166,2	172,8	104,0%	26,1%
Dette extérieure	33	38	**115,2%**	35,5	46,2	114,1%	33,7	27,8	86,4%	-14,5%
Dépenses en capital	**867,9**	**642,2**	**74,0%**	**593,2**	**459,8**	**77,5%**	**570,7**	**466,6**	**81,8%**	**-14,8%**
Financement extérieur	335,9	147	**43,8%**	174,9	94,6	54,1%	180,1	113,3	62,9%	-12,2%
Financement domestique	532	495,2	**93,1%**	418,3	365,2	87,3%	390,7	353,3	90,4%	-15,5%
Dépenses CST et budgets annexes	**179,6**	**82,7**	**46,0%**	**178,4**	**112,9**	**63,3%**	**192,6**	**192,6**	**100,0%**	**52,6%**
Prêts nets	**-5,1**	**-5,1**	**100,0%**	**-5**	**-5**	**100,0%**	**-5**	**-5,4**	**108,0%**	**2,9%**

***Source** : DNTCP, DGB, mai 2024*

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

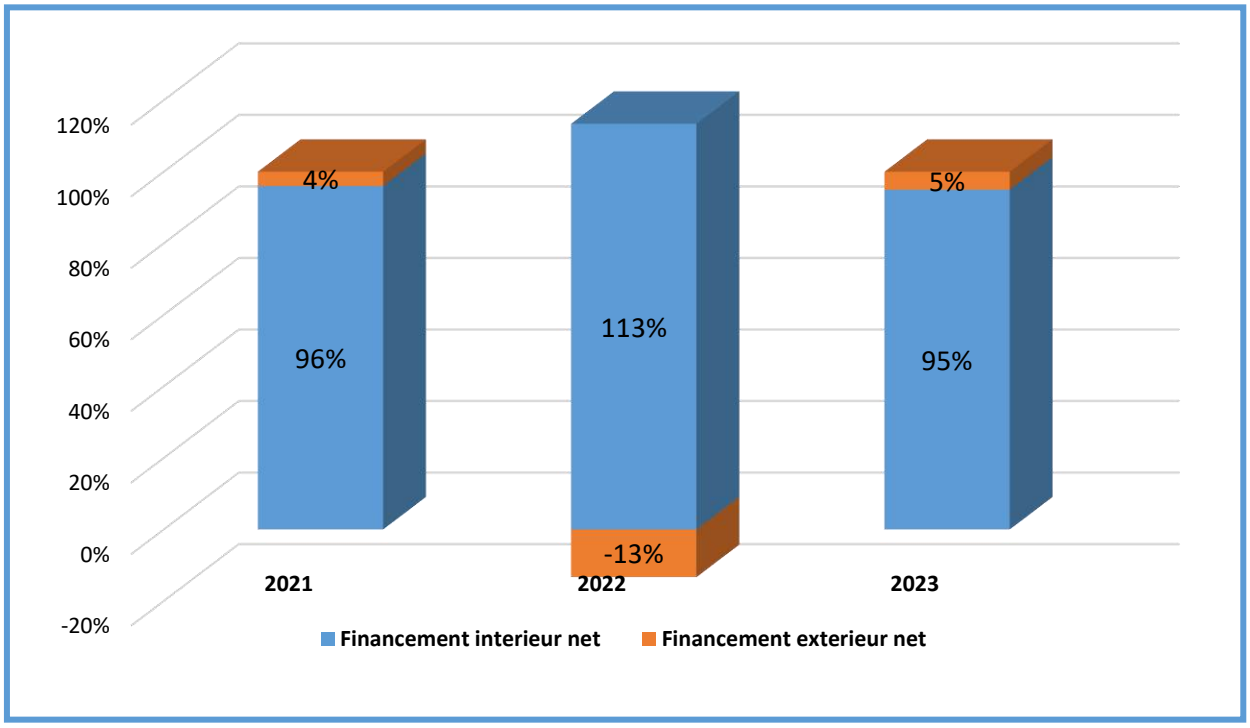
93. La répartition des sources de financement du déficit budgétaire a été très instable durant la période 2021-2023. Excepté l'année 2021 où le déficit a été financé à hauteur de 4% sur les ressources extérieures, le financement du déficit en terme net, a été assuré exclusivement par les ressources intérieures (bons et obligations du trésor) en 2022 et 2023.

Tableau 8 : Financement du déficit (en milliards de FCFA) 2021-2023

Rubriques	2021	2022	2023	Total 2021-2023
FINANCEMENT	**458,9**	**545,9**	**354,4**	**1359,2**
Financement extérieur (net)	**19,0**	**-73,5**	**18,8**	**-35,7**
Emprunts	**113,5**	**56,4**	**72,9**	**242,8**
Projets	95,4	56,4	0,0	151,8
Prêts budgétaires	18,1	0,0	-89,4	-71,3
Amortissement	-103,3	-139,2	5,2	-237,3
Annulation de la dette (PPTE)	8,8	9,3	30,1	48,2
Financement intérieur (net)	**439,9**	**619,4**	**335,6**	**1394,9**

***Source** : DNTCP, DGB, mai 2024*

Figure 12 : Part des sources de financement (en net) du déficit budgétaire,2021-2023



***Source :** DGB, DNTCP, mai 2024*

2.2 Situation de la dette en fin 2023

94. Le stock de la dette publique du Mali en fin 2023 est estimé à 6 586,8 milliards de FCFA, dont 3 620,9 milliards de FCFA de dette extérieure y compris celle du FMI et 2 965,9 milliards de FCFA de dette intérieure. Comparé à 2021, le stock de la dette publique a progressé en moyenne de 9,2% imputable essentiellement à la hausse de la dette intérieure (+14,2%).

95. Les paiements au titre du service de la dette sont passés de 641,1 milliards de FCFA en 2021 à 798,3 milliards de FCFA en 2022, puis à 915,3 milliards de FCFA en 2023, soit une croissance moyenne de 19,5%, tirée par la hausse des services au titre de la dette intérieure (+23,2%). Quant aux paiements d'intérêts et de commissions, ceux-ci ont augmenté de 13,4% entre 2021 et 2023. Cette augmentation est essentiellement liée à celle de la dette intérieure qui a connu une hausse d'environ (+18,7%) tandis que les intérêts et commissions au titre de la dette extérieure ont baissé de 6,3% sur la période 2021-2023.

Tableau 9 : Encours de la dette publique entre 2021 et 2023 (en milliards de FCFA)

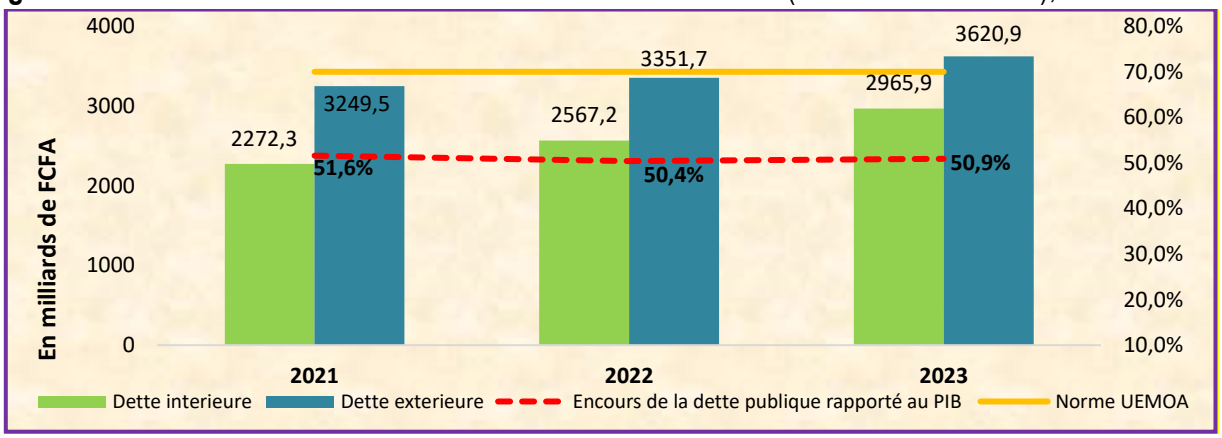
	2021	2022	2023
Total de l'encours	**5 521,8**	**5 918,9**	**6 586,8**
Dette extérieure**	3 249,5	3 351,7	3 620,9
Dette intérieure	2 272,3	2 567,2	2 965,9
Total des tirages	**1 148,0**	**842,1**	**1 085,6**
Dette extérieure	243,0	56,4	72,9
Dette intérieure	905,0	785,7	1 012,7
Total du service de la dette * **	**641,1**	**798,3**	**915,3**
Dette extérieure	136,3	170,7	149,1
Dette intérieure	504,8	627,6	766,2
Total des remboursements de principal	**499,4**	**621,4**	**733,2**
Dette extérieure	103,3	130,7	120,1
Dette intérieure	396,1	490,7	613,1
Total des paiements d'intérêts et de commissions	**141,7**	**176,9**	**182,1**
Dette extérieure	33,0	40,0	29,0
Dette intérieure	108,7	136,9	153,1

Source* : *DGDP, Août 2024.

NB : **Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;

***Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE.

Figure 13 : Evolution de l'encours des dettes intérieure et extérieure (en milliards de FCFA), 2021-2023



Source : DGDP, Août 2024

96. Entre 2021 et 2023, le niveau de la dette publique rapporté au PIB nominal a globalement baissé, passant de 51,6% en 2021 à 50,9% en 2023. Le ratio enregistré demeure inférieur à la norme communautaire fixée à 70% du PIB, avec un risque de surendettement modéré selon la dernière analyse de viabilité de la dette publique au Mali.

2.3 Analyse des projections budgétaires 2024-2027

97. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

2.3.1 Analyse de la projection des recettes 2024-2027

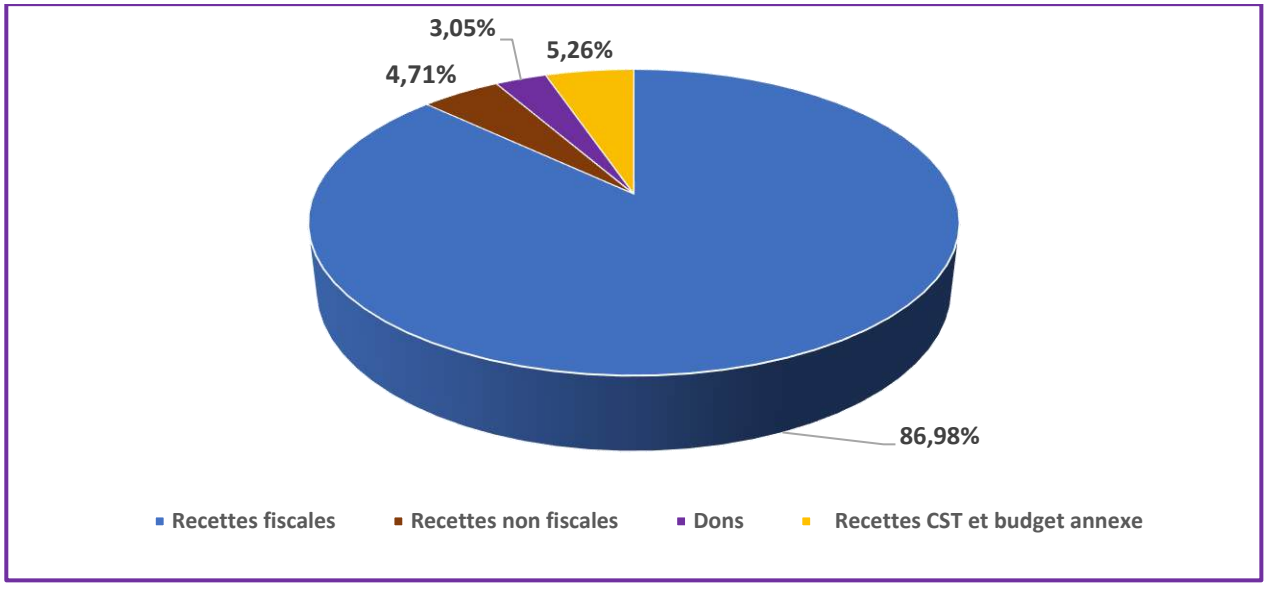
98. Les recettes (y compris les dons) sont projetées à 3 214,9 milliards de FCFA à l'horizon 2027 contre 2 389,9 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024. Elles connaîtraient une croissance moyenne de 10,1 % sur la période 2025-2027.

Tableau 10 : Projection des recettes (en milliards de FCFA) 2024-2027

Rubriques	*2024 LFR*	*2025 PLFI*	*2026 Proj.*	*2027 Proj.*	*Taux crois. moyen 2025-2027*
RECETTES, DONS	**2389,9**	**2650,9**	**2955,2**	**3214,9**	10,1%
Recettes totales	**2303,6**	**2575,8**	**2847,2**	**3144,9**	10,5%
Recettes budgétaires	**2181,1**	**2453,1**	**2692,7**	**2981,5**	10,2%
Recettes fiscales nettes	**2063,6**	**2326,8**	**2551,2**	**2831,9**	10,3%
Impôts directs	771,4	977,8	1053,3	1114,0	6,7%
Impôts indirects	1292,2	1348,9	1497,9	1717,8	12,8%
TVA	621,8	719,0	714,3	845,1	8,4%
TVA intérieur	241,8	268,7	289,9	358,4	15,5%
TVA sur importation	380,0	450,2	424,4	486,6	4,0%
Taxe intérieure sur produits pétroliers	155,5	188,6	201,2	212,8	6,2%
Taxes sur les importations	259,5	237,2	274,8	300,3	12,5%
Autres droits et taxes	361,3	310,1	413,5	465,6	22,5%
Recettes non fiscales	**117,5**	**126,4**	**141,5**	**149,6**	8,8%
Recettes CST et budget annexe	**122,5**	**122,6**	**154,5**	**163,4**	15,4%
Dons	**86,3**	**75,1**	**108,0**	**70,0**	-3,5%
Projets	75,0	75,0	108,0	70,0	-3,4%
Budgétaires (ABG)	3,8	0,0	0,0	0,0	-100,0%
Appui budgétaire (ABS)	7,6	0,1	0,0	0,0	-100,0%

***Source :* DNTCP, DGB, Août 2024**

Figure 14 : Part moyenne des catégories de recettes, 2025-2027



***Source :* DGB, DNTCP, Août 2024**

a. Projections par nature de recettes

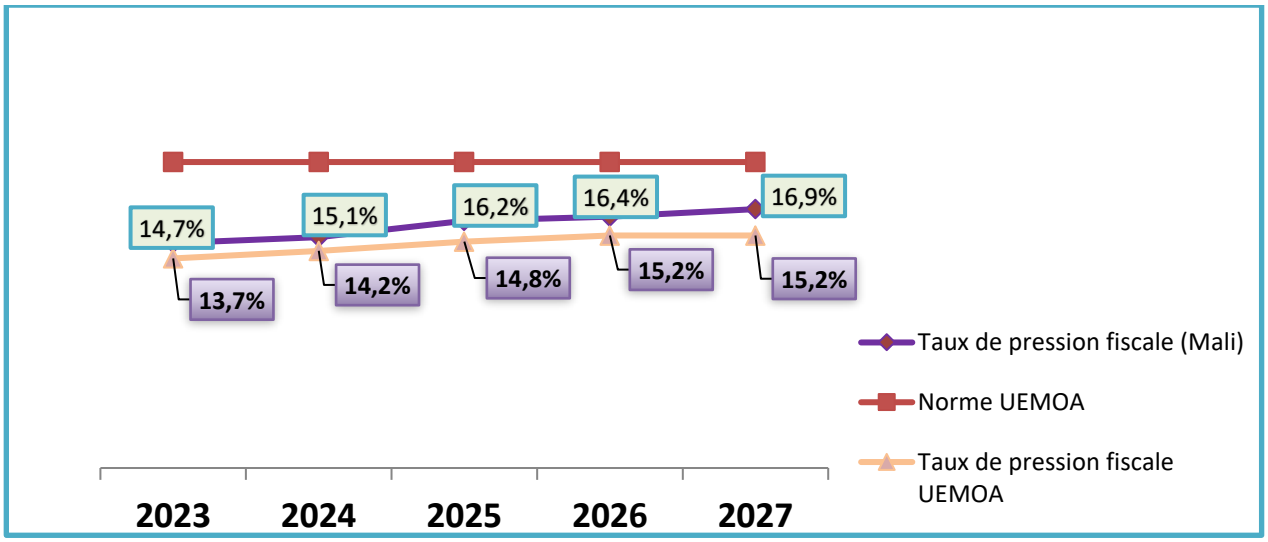
❖ Recettes fiscales

99. La projection des recettes tient compte de la dynamique observée par le passé (ratio par rapport aux variables macroéconomiques) mais aussi et surtout en intégrant les perspectives de croissance économique ainsi que les efforts du Gouvernement en matière de réformes entreprises, tout cela soutenu par un processus d'amélioration de la situation sécuritaire et socio-politique du pays.

100. Les recettes fiscales nettes sont projetées en moyenne à 2 570,0 milliards de FCFA sur la période 2025-2027 contre 2 063,6 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024. Elles progresseront de 10,3% en moyenne par an.

101. Les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2025-2027 seront respectivement de 16,2% ; 16,4% et 16,9%, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage du PIB en moyenne par an ; ce qui correspond à un effort supplémentaire de mobilisation des recettes fiscales de l'ordre de 266,8 milliards de FCFA en moyenne entre 2025 et 2027. Sur toute la période du cadrage, le taux de pression fiscale du Mali resterait au-dessus du niveau de celui de l'UEMOA, mais demeurerait toujours en deçà de la norme communautaire fixée à 20%.

Figure 15 : Evolution du taux de pression fiscale 2023-2027



Source : ***CPM, DNTCP, DGB, Août 2024***

❖ **Les recettes non fiscales**

102. Les recettes non fiscales, constituées, entre autres, des recettes domaniales, des dividendes reçus des sociétés minières et des recettes tirées des ressources minières sont projetées en moyenne à 139,2 milliards de FCFA entre 2025-2027, soit une progression moyenne de 8,8 % contre 8,2% sur la période 2021-2023.

❖ **Les dons**

103. Les dons budgétaires, essentiellement sous la forme d'appui projet, sont projetés en moyenne à 84,4 milliards de FCFA sur la période de cadrage contre 86,3 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

104. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le Gouvernement mettra l'accent sur la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat, à travers :

- le développement du numérique et la promotion des technologies de l'information et de la communication comme une priorité ;

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la recherche de nouvelles niches ;
- l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
- la mise en œuvre des recommandations pertinentes de l'audit réalisé sur les sociétés minières en 2023, à travers notamment l'opérationnalisation du nouveau code miner et la loi sur le contenu local;
- l'adoption des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;
- l'imposition du commerce électronique, à travers la soumission à la TVA des prestations de services effectuées sur les plateformes de commerce électronique étrangères ou locales, ainsi que les commissions perçues par les opérateurs de ces plateformes à l'occasion de la réalisation des prestations ;
- l'introduction de la facture normalisée ;
- la poursuite du déploiement de la téléprocédure (Télédéclaration, télépaiement, E-quitus, etc.) ;
- le renforcement du contrôle multidisciplinaire à travers le recoupement d'informations entre les administrations ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la loi déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières au Mali ;
- la maîtrise de l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- la création d'un environnement propice aux affaires et au civisme fiscal par le paiement à bonne date des créances sur l'Etat ;
- la meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- le renforcement des négociations des accords bilatéraux en perspective ;
- l'opérationnalisation des mesures relatives à la dénonciation par le Gouvernement de Transition de la Convention du 22 septembre 1972 signée à Paris entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République Française « tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbres ».

105. Par ailleurs, la mobilisation du financement extérieur sera renforcée à travers un suivi rigoureux des unités de gestion des projets et l'animation des cadres de concertation avec les bailleurs de fonds et les autres parties prenantes dans la mise en œuvre des projets et programmes.

2.3.2 Analyse de la projection des charges 2025-2027

106. Les charges (dépenses totales et prêts nets) sont projetées en moyenne à 3 428,9 milliards de FCFA sur la période 2025-2027 contre 2 998,5 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024 (**cf. Tableau 11**). Entre 2025 et 2027, elles représenteraient en moyenne 22% du PIB, soit 0,1 point de plus que dans le projet de loi de finances rectificative 2024. Les dépenses totales connaîtraient une augmentation plus rapide sur la période du cadrage, soit 8,5% de croissance en moyenne par an, comparé à la période sous revue (2021-2023) dont l'augmentation était d'environ 7% en moyenne par an. Cette hausse est davantage tirée par les dépenses en capital qui progresseraient en lien avec la volonté du Gouvernement de renforcer ses programmes d'investissement dans les différents secteurs productifs. Les dépenses en capital, tout en restant inférieures au tiers des dépenses budgétaires, augmenteraient plus vite à mesure que l'espace budgétaire est créé, soit une croissance annuelle moyenne de 15,8% contre 7% pour les dépenses courantes sur la période du cadrage.

107. D'une manière générale, l'évolution des charges s'explique, entre autres, par : (i) la poursuite de la

mise en œuvre du Cadre Stratégique de Refondation de l'Etat (2022-2031) et son plan d'actions (2022-2026) ; (ii) le financement des dépenses prioritaires de développement ; (iii) la prise en charge des dépenses militaires et de sécurité ; (iv) l'incidence liée aux dépenses salariales ; (iv) le soutien au secteur de l'électricité, notamment l'accompagnement de la société EDM-SA dans la gestion de la crise énergétique et (iv) la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

Tableau 11 : Projection des charges selon la présentation TOFE 2024-2027 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2024 LFR	*2025 PLFI*	*2026 Proj.*	*2027 Proj.*	*Taux crois. Moy 2025-2027*
Dépenses totales, Prêts nets	**2998,5**	**3157,9**	**3413,9**	**3714,9**	**8,5%**
Dépenses budgétaires	**2880,0**	**3038,9**	**3263,0**	**3554,1**	**8,1%**
Dépenses courantes	**2270,0**	**2336,6**	**2410,6**	**2612,1**	**5,7%**
Personnel	1055,0	1056,1	1130,1	1216,3	7,3%
Biens et Services	542,3	628,0	583,8	631,5	0,3%
Transferts et subventions	449,6	438,1	447,3	498,6	6,7%
Intérêts dus	**223,0**	**214,5**	**249,3**	**265,6**	**11,3%**
Dette intérieure	183,3	173,3	208,3	226,3	14,3%
Dette extérieure	39,8	41,2	41,0	39,3	-2,2%
Dépenses en capital	**610,0**	**702,2**	**852,4**	**941,9**	**15,8%**
Financement extérieur	172,6	165,1	243,0	210,0	12,8%
Financement domestique	437,5	537,1	609,4	731,9	16,7%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**122,5**	**122,6**	**154,5**	**163,4**	**15,4%**
Prêts nets	**-3,9**	**-3,7**	**-3,5**	**-2,5**	**-17,1%**

***Source** : DNTCP, DGB, Août 2024*

2.3 Les dépenses courantes

108. Les dépenses courantes sont projetées en moyenne à 2 453,1 milliards de FCFA entre 2025 et 2027 contre 2 193,8 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024, soit une progression moyenne annuelle de 5,7% sur la période de cadrage contre 11,6% entre 2021 et 2023. Rapportée au PIB nominal, l'évolution des dépenses courantes se situerait en moyenne autour de 15,8% du PIB entre 2025 et 2027 contre 16,6% dans le projet de loi de finances rectificative 2024. L'évolution des dépenses courantes est tirée par :

- **les dépenses de personnel**

109. La projection de la masse salariale sur la période 2025-2027 est faite en tenant compte des perspectives de recrutement dans les différents secteurs de la fonction publique y compris parmi les forces de défense et de sécurité.

110. Les dépenses de personnel représenteraient en moyenne 44,2 % des recettes fiscales sur la période 2025-2027 contre une prévision de 51,1% dans le projet de loi de finances rectificative 2024. Bien que la norme communautaire de l'UEMOA ne serait pas respectée (masse salariale inférieure ou égale à 35% des recettes fiscales) durant la période, la tendance à l'amélioration reflète les perspectives de stabilisation du climat social avec la poursuite de la mise en œuvre d'un pacte de stabilité sociale et de croissance combinées à un effort accru de mobilisation des recettes fiscales. En valeur absolue, la masse salariale s'élevant à 1 055 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024 se

chiffrerait en moyenne à 1 134,2 milliards de FCFA sur la période de cadrage, soit une progression moyenne de 7,3% par an contre 10,3% sur la période 2021-2023.

- **les dépenses de biens et services**

111. Sur la période de cadrage, les dépenses de biens et services connaîtraient une augmentation, mais à un rythme moins important, comparativement à la période 2021-2023. En effet, elles enregistreraient un taux de variation annuel moyen de 0,3% contre 19,6% sur la période 2021-2023. En valeur absolue, ces dépenses s'établiraient à 627,9 milliards de FCFA en 2025 ; 583,8 milliards de FCFA en 2026 et à 631,5 milliards de FCFA en 2027, soit une moyenne de 614,4 milliards de FCFA contre 542,3 milliards de FCFA dans le projet de budget rectifié 2024. L'évolution des dépenses de biens et services traduit la volonté du Gouvernement de maîtriser le train de vie de l'Etat en rationnalisant les dépenses de fonctionnement de l'administration. Les dotations serviront, entre autres, à la mise en œuvre de la réforme administrative et institutionnelle qui a occasionné un nouveau découpage administratif. La politique budgétaire de l'Etat maintiendrait son objectif de renforcer les acquis entre autres : (i) dans les secteurs sociaux (Santé, Education et Développement Social, Hydraulique, etc.) et (ii) dans le cadre des opérations de sécurisation du pays. Il s'agira de veiller :

- à l'opérationnalisation des réformes institutionnelles ;
- au renforcement de la défense et de la sécurité ainsi que du système judiciaire ;
- à la prise en charge des nouveaux services publics ;
- à l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire ;
- à la prise en charge des dépenses sociales et de développement prioritaires.

- **les transferts et subventions**

112. Les transferts et subventions sont évalués à 449,6 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024 et s'établiraient en moyenne à 461,4 milliards de FCFA sur la période 2025-2027, soit une progression annuelle moyenne de 6,7%. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base (notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie, etc.) ainsi que le soutien à l'agriculture à travers la subvention des intrants agricoles.

- **les intérêts de la dette publique**

113. Les intérêts sont projetés en tenant compte de la dynamique observée sur les trois dernières années. Ainsi, les paiements d'intérêts sont prévus en moyenne à 243,1 milliards de FCFA entre 2025-2027 contre 223 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024. En pourcentage du PIB, les intérêts représenteraient 1,6% en moyenne sur la période 2025-2027, soit le même niveau que celui attendu en 2024.

b. les dépenses en capital

114. Les dépenses en capital connaîtraient une progression plus marquée que les dépenses courantes. Elles sont projetées en moyenne à 832,2 milliards de FCFA entre 2025 et 2027 contre 610 milliards de FCFA dans le projet de budget rectifié 2024. Elles progresseraient en moyenne de 15,8 % par an sur la période du cadrage alors qu'elles ont connu un recul de l'ordre de -14,8% sur la période 2021-2023. Le pourcentage des dépenses d'investissement rapporté au PIB nominal se situerait en moyenne à 5,3% entre 2025 et 2027 contre 4,5% dans le projet de budget rectifié 2024.

115. L'augmentation des dépenses en capital est sous-tendue par la volonté du Gouvernement de : **(i)** booster la croissance économique grâce aux investissements structurants dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, l'eau, les infrastructures routières, la protection de l'environnement, etc. ; **(ii)** soutenir le développement du monde rural et **(iii)** renforcer les dépenses militaires et de sécurité.

c. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

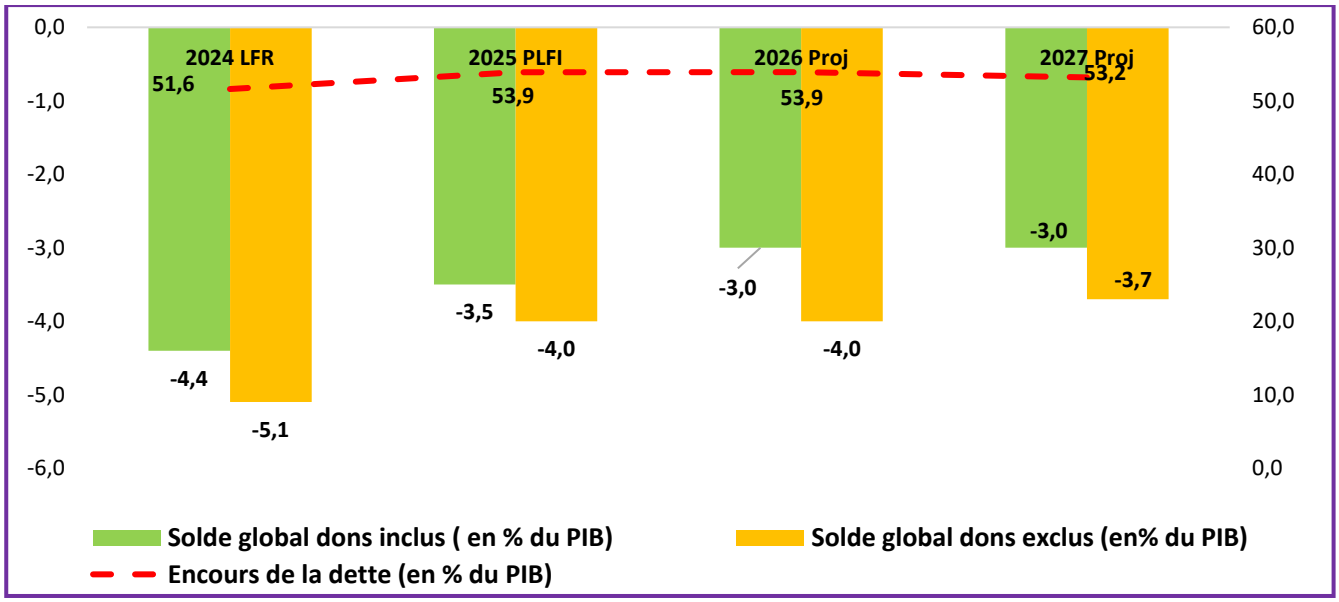
116. En matière de rationalisation des dépenses publiques, l'accent sera mis notamment sur les points suivants :

- l'évaluation du budget-programmes et la mise en œuvre des recommandations y afférentes ;
- la poursuite des efforts de maîtrise de la masse salariale grâce à la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite de l'amélioration de la qualité de la programmation des dépenses en opérationnalisant le plan d'engagement pour une exécution fluide du budget de l'Etat ;
- la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement, notamment en s'appuyant sur les recommandations de l'évaluation de la gestion des investissements publics /PIMA (Public Investment Management Assessment) ;
- la poursuite de l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires.

2.3.3 Projection des soldes budgétaires 2025-2027

117. Selon la présentation du TOFE, le déficit global (dons inclus) et le déficit global (hors dons) ressortiraient respectivement en moyenne à 488,6 milliards de FCFA et 573 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre respectivement 608,6 milliards de FCFA et 694,9 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances rectificative 2024. Le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB attendu à 4,4% en 2024 s'établirait autour de 3,0% à l'horizon 2027 avec une moyenne de 3,2% sur la période de cadrage.

Figure 16 : Tendance du solde budgétaire global et de l'encours de la dette publique (en % du PIB), 2024-2027



***Source** : DGB, DGDP, DNTCP, Août 2024*

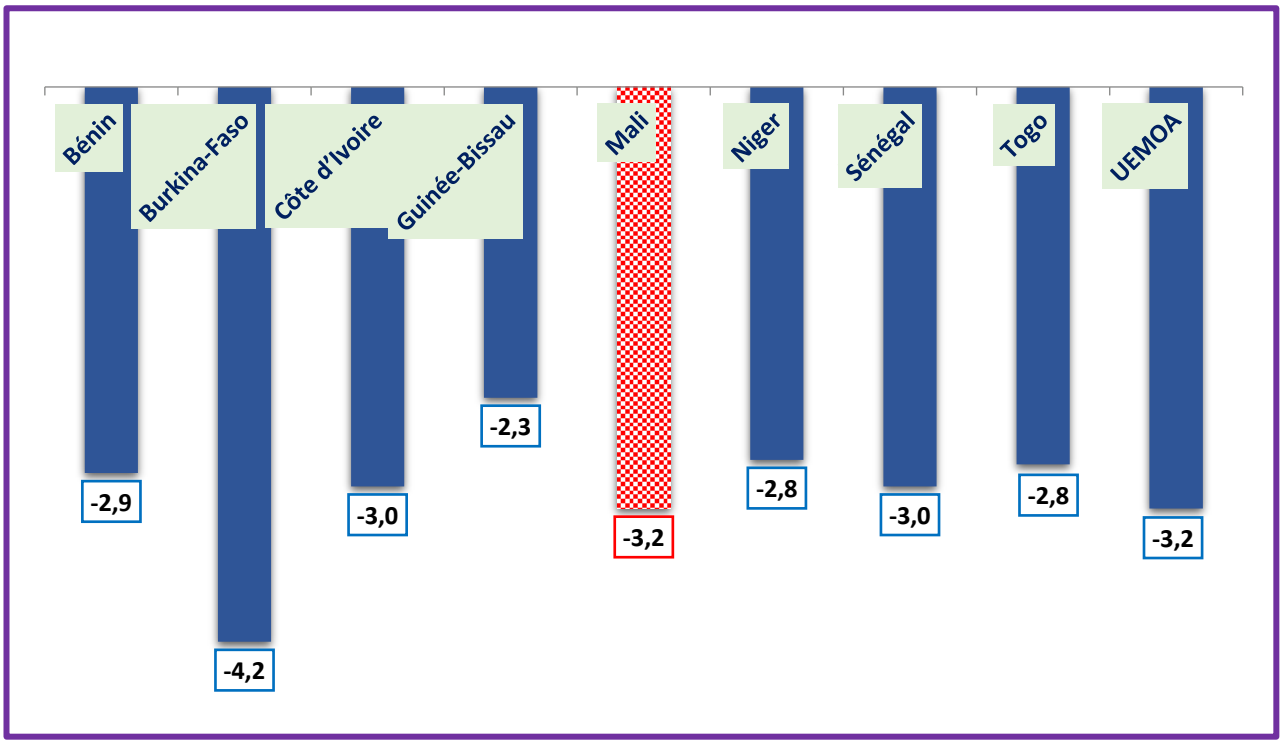
118. La trajectoire du déficit s'expliquerait par la volonté du Gouvernement de revenir à moyen terme aux normes communautaires tout en faisant face aux défis sécuritaires qui nécessitent des efforts financiers énormes pour l'achat des équipements militaires ainsi que le recrutement et la formation des hommes sans perdre de vue la nécessité de fournir aux populations les services sociaux de base.

Tableau 12 : Evolution du solde global 2024-2027

Rubriques	*2024 Révisé*	*2025 PLFI*	*2026 Proj.*	*2027 Proj.*	*Moyenne 2025-2027*
Solde global dons inclus base engagement (en milliards de FCFA)	-608,6	-507,0	-458,8	-500,0	**-488,6**
Solde global dons exclus base engagement (en milliards de FCFA)	-694,9	-582,1	-566,8	-570,0	**-573,0**
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-4,4%	-3,5%	-3,0%	-3,0%	**-3,2%**
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-5,1%	-4,0%	-3,7%	-3,4%	**-3,7%**

***Source** : DGB, DNTCP, Août 2024*

Figure 17 : Solde budgétaire global moyen (dons inclus) des pays de l'UEMOA (en % du PIB) 2025-2027



***Source** : DGB, Août 2024, UEMOA-RSM-Déc-2023*

2.3.4 Projection des financements du déficit

119. Le déficit budgétaire projeté entre 2025 et 2027 ne serait couvert que partiellement par les financements extérieurs et intérieurs disponibles. Il se dégagera un écart de financement[2] correspondant au besoin de financement de :

- **1 418,3 milliards de FCFA en 2025 ;**
- **1 595,5 milliards de FCFA en 2026 ;**
- **1 324,7 milliards de FCFA en 2027.**

120. Le niveau élevé du besoin de financement est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. Conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette

[2] L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

publique indiquant un risque de surendettement modéré, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2025-2027 sera bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de longue maturité.

Tableau 13 : Projection des financements (en milliards de CFA) 2024-2027

Libellés	*2024 LFR*	*2025 PLFI*	*2026 Proj.*	*2027 Proj.*
FINANCEMENT (net)	636,3	-883,6	-1109,0	-797,0
Financement extérieur (net)	-100,5	-127,9	-107,9	-102,9
Emprunts	90	90	135	140
Projets	90	90	135	140
Prêts budgétaires	0	0	0	0
Amortissement	-195,8	-223,3	-247,1	-247,1
Annulation de la dette (PPTE)	5,2	5,3	4,3	4,2
Financement intérieur (net)	736,9	-755,6	-1001,2	-694,1
dont remboursement bons et obligations du trésor	-612,8	-695,1	-941,9	-634,8
Déficit (base caisse)	-636,3	-534,7	-537,2	-583,8
ECART de FINANCEMENT = - (Fin. Net +Déficit)	0,0	1 418,3	1 595,5	1 324,7

Source : ***DNTCP, DGB, Août 2024***

2.3.5 Analyse des risques budgétaires

121. Les prévisions budgétaires à moyen terme 2025-2027 sont tributaires de facteurs de risques et d'incertitudes qui pourraient compromettre leur bonne réalisation. Ces phénomènes s'ils se matérialisent, affectent les finances publiques et entraînent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être exogènes : (i) l'évolution de la Covid-19 et de la Dengue ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; ou endogènes: (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social et politique et (vi) l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice condamnant l'Etat à payer à des tiers.

122. Par ailleurs, le rapport sur les risques budgétaires au titre de la loi de finances 2024 analyse de manière détaillée les principaux risques auxquels les prévisions 2024-2027 pourraient être exposées et préconise des mesures d'atténuation.

1. Au titre des risques et incertitudes exogènes :

i. **De l'incertitude liée à l'évolution de la Covid-19 et de la Dengue :** nonobstant la baisse considérable du nombre de cas testés positifs de la maladie à Coronavirus et de la Dengue, les autorités sanitaires devraient restées vigilantes pour éviter une aggravation des cas de contamination des deux maladies qui pourrait négativement peser sur l'activité économique et nécessiter des réponses urgentes de la part du Gouvernement en termes d'effort budgétaire. Ce qui pourrait aggraver le niveau du déficit budgétaire dans un contexte de rareté du financement ou, le cas échéant, pousser le Gouvernement à opérer des ajustements budgétaires.

ii. **De l'instabilité de la situation sécuritaire :** malgré les efforts du Gouvernement et ses partenaires ayant permis d'équiper et de former les Forces de Défense et de Sécurité du Mali et d'assurer leur montée en puissance, le pays reste toujours confronté à une situation sécuritaire volatile. Cela est de nature à exacerber les incertitudes et donc décourager des initiatives d'investissement créatrices d'emplois et de

revenu. Par ailleurs, du fait de l'insécurité, les services d'assiettes de l'Etat ne sont pas à mesure d'opérer sur certaines parties du territoire occasionnant d'énormes pertes de recettes pour l'Etat.

iii. **De la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques :** Avec les conflits dans certaines parties du monde, notamment, en Ukraine et au Moyen Orient, les cours mondiaux des principales matières premières exportées (or, coton) et importées (hydrocarbures) sont potentiellement soumis à des chocs, ce qui constitue un risque sérieux pour le pays. Ainsi :

- la baisse des cours de l'or aurait un impact significatif sur les recettes liées à l'exploitation et l'exportation du métal : une baisse possible du cours de l'once de 28% provoquerait un manque à gagner (à iso-production) de 1,48% de PIB ;
- une chute des cours du coton provoquerait non seulement une baisse de revenus, mais nécessiterait de soutenir les pertes de la CMDT, en raison de la politique de soutien aux producteurs ;
- la même intervention de l'Etat serait nécessaire au profit de EDM SA en cas de hausse des coûts du pétrole de 30 USD ; un choc sur son principal intrant aggraverait son déséquilibre financier au point d'imposer une intervention à hauteur de plusieurs dizaines de milliards FCFA ;
- enfin, la hausse du prix du carburant aurait également un impact sur les recettes fiscales du fait du mécanisme de lissage des prix à la pompe.

2. S'agissant des risques et incertitudes endogènes :

i. **de la persistance des revendications syndicales pour l'augmentation des salaires :** depuis quelques années, les partenaires sociaux ne cessent de réclamer pour des raisons d'équité et de justice sociale des augmentations de salaires. A ce jour, le gouvernement a consenti d'énormes efforts en termes d'augmentation des salaires, primes et indemnités au point que le critère de masse salariale rapportée aux recettes fiscales est passé de 34,5% en 2019 à 55,2% en 2022 puis à 49,6% en 2023. Au titre du budget 2024, ce niveau augmente à 51,1% largement supérieur à la norme communautaire recommandée de l'UEMOA (soit au plus 35%). Il urge pour le Gouvernement de maitriser l'augmentation de la masse salariale en vue de disposer de plus d'espace pour faire face aux priorités en matière d'investissement. C'est pourquoi, le Gouvernement du Mali a organisé du 17 au 22 Octobre 2022, la 1ère Conférence sociale qui a réuni l'ensemble des acteurs du monde du travail. A l'issue de six (6) jours de travaux émaillés de débats, la conférence sociale a adopté 139 recommandations devant permettre d'aboutir à une stabilité sociale durable. Pour leur mise en œuvre, il a été mis en place, suivant la Décision n°2022-001669/MTFPDS-SG du 23 novembre 2022, une Commission d'experts dont les travaux ont abouti, le 25 Août 2023, à l'élaboration et à la signature du Pacte de Stabilité sociale et de Croissance et de son Plan d'Actions. Sur le plan salarial, ledit Pacte prévoit des activités en termes d'études et d'examen en vue de l'atteinte d'une justice sociale tout en tenant compte de leur soutenabilité budgétaire.

ii. **De l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice :** de plus en plus, beaucoup de procès sont engagés contre l'Etat et qui, très souvent, aboutissent à des décisions de justice obligeant l'Etat à payer des sommes importantes à des tiers. Cette situation qui aggrave la dette de l'Etat, pose la problématique de la question de la défense des intérêts de l'Etat lors des jugements. Il conviendrait aussi de prendre des mesures d'ordre administratif et règlementaire pour dissuader certains agents et responsables administratifs à commettre des abus pouvant conduire à des procès contre l'Etat.

iii. **De la vulnérabilité financière de certaines entreprises publiques et des Organismes de Sécurité Sociale :** pour les entreprises publiques, il s'agit de l'EDM, de la SOMAGEP et de la CMDT. L'EDM est dans une situation de déséquilibre structurel occasionnant des subventions importantes

de la part de l'Etat. La SOMAGEP et la CMDT connaissent une situation financière meilleure que l'EDM, mais méritent une surveillance stricte de la part de l'Etat, en vue de leur assurer une stabilité financière sur le moyen et long termes.

S'agissant des Organismes de Sécurité Sociale, la problématique de l'augmentation des salaires suite aux revendications sociales serait de nature à créer éventuellement des déficits au niveau des caisses de retraites. S'agissant de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), l'analyse de ses résultats financiers révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est, elle-même, occasionnée par le comportement indélicat de certains assurés et prescripteurs, d'où les risques de fraude. A cet effet, il urge, pour la CANAM, de prendre des mesures adéquates afin d'assurer la viabilité à moyen et long terme de sa situation financière, tout en veillant à la continuité et à la qualité des prestations fournies aux assurés. Il est important de surveiller également les risques majeurs liés à la situation financière de la CMSS, de l'ANAM et dans une moindre mesure de l'INPS en ce qui concerne la branche Vieillesse-Invalidité-Décès. Des mesures d'atténuation des risques devraient être urgemment définies au sein desdits organismes.

2.3.6 Analyse des écarts de prévisions par rapport au cadrage budgétaire précédent (2024-2026)

Tableau 14 : Différence en point de pourcentage entre le cadrage 2025-2027 et le cadrage 2024-2026

Indicateurs	2025	2026
Taux de croissance (%)	0,0%	1,1%
Recettes fiscales (% PIB)	0,7%	0,3%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,0%	0,1%
Dons (% PIB)	-0,1%	0,2%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	0,5%	0,6%
Solde global (base engagement) dons inclus(%PIB)	0,1%	0,0%
Masse salariale (%Recettes fiscales)	-2,6%	-1,9%
Dépenses courantes (% PIB)	0,8%	0,2%
Dépenses en capital (% PIB)	-0,1%	0,4%

Source : DNTCP, DGB, Août 2024

123. Les prévisions de croissance dans le cadrage 2025-2027 restent inchangées en 2025, mais augmentent de 1,1 point de pourcentage en 2026 par rapport au cadrage précédent (2024-2026) réalisé en septembre 2023. Au niveau des agrégats budgétaires, les projections de recettes fiscales augmentent en moyenne de 0,5 point de pourcentage par rapport aux prévisions du cadrage précédent sur la période 2024-2026. La révision à la hausse du taux de croissance et des agrégats budgétaires repose sur des hypothèses optimistes relatives aux perspectives d'évolution notamment dans le secteur des mines et de l'agro-industrie ainsi que les efforts du gouvernement en faveur des réformes économiques et financières. Elle repose également sur la perspective de dynamisation de l'économie au sein de l'espace AES (Alliance des Etats du Sahel) sur fond d'amélioration continue de la situation sécuritaire et socio-politique du pays.

124. Au niveau des appuis budgétaires (dons), les prévisions ont été revues à la baisse en 2025 au regard de l'absence d'annonce confirmée de la part des principaux partenaires.

125. S'agissant des dépenses, l'on note une augmentation des dépenses courantes de 0,8 et 0,2 point de pourcentage respectivement pour 2025 et 2026 alors que les dépenses en capital enregistrent un écart négatif de 0,1 point de pourcentage en 2025 tandis qu'en 2026 l'on enregistre un écart positif de 0,4 point

de pourcentage ; ce qui dénote de l'orientation de la politique budgétaire du gouvernement qui vise à renforcer les allocations budgétaires en faveur des dépenses en capital au fur et à mesure que les recettes publiques augmentent.

126. Enfin pour la même raison, le déficit budgétaire (dons compris en % du PIB) baisse de 0,1 point de pourcentage en 2025 tout en restant inchangé en 2026 par rapport au cadrage précédent (2024-2026).

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA

127. Le Gouvernement accorde une attention particulière au suivi des critères et les normes de convergence communautaire de l'UEMOA, en dépit de leur assouplissement à la suite de la crise de la Covid-19. A l'horizon 2027, le Mali respectera deux (03) critères sur cinq (05). Les critères non respectés s'expliquent par les effets cumulés des crises sanitaire, sociale et sécuritaire qui occasionnent des augmentations de dépenses budgétaires dans un contexte où la mobilisation du financement domestique et extérieur devient de plus en plus coûteuse pour l'Etat. Le tableau ci-dessous indique la position du Mali sur la période du cadrage.

Tableau 15 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2024-2027

Critères de convergence	**Norme UEMOA**	**2024 Révisé**	**2025 Prév.**	**2026** ***Proj.***	**2027** ***Proj.***
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≤-3%	-4,4%	-3,5%	-3,0%	-3,0%
Taux d'inflation	≤3%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	49,1%	50,6%	50,4%	50,0%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	51,1%	45,4%	44,3%	43,0%
Taux de pression fiscale	≥20%	15,1%	16,2%	16,4%	16,9%
Nombre de critères respectés		**2/5**	**2/5**	**3/5**	**3/5**

Source : ***CPM, INSTAT, Août 2024***

III. MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

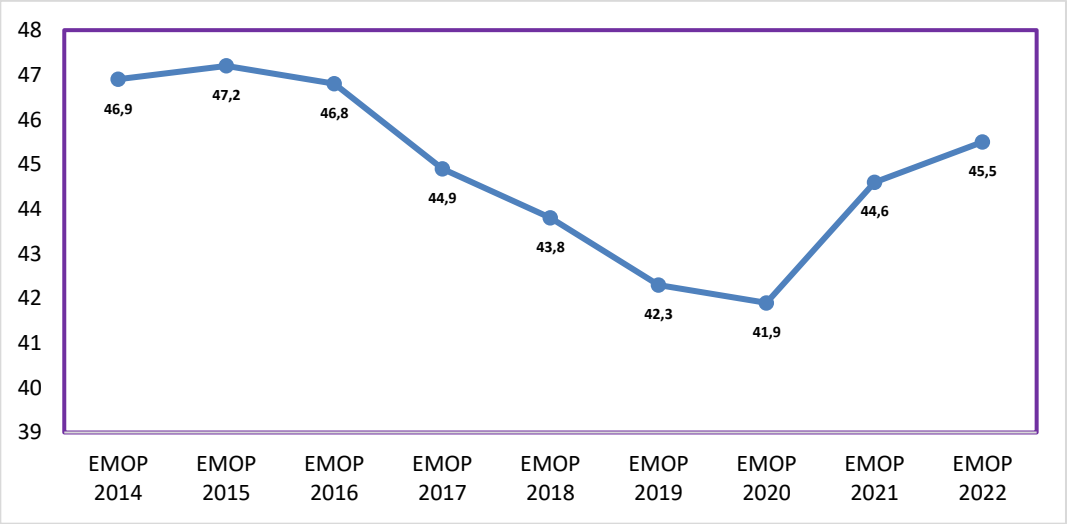
Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

128. L'EMOP 2022 a permis de mesurer l'appréciation du niveau de vie des ménages par rapport au revenu et à la situation de pauvreté (pauvreté subjective). Par rapport à la situation de pauvreté, 53,9% des ménages enquêtés en 2022 s'estiment être « ni pauvres, ni riches », tandis que 43,2% s'estiment être « pauvres » et 2,9% se considèrent « riches ». Concernant l'appréciation des ménages par rapport au revenu, 49,7% des ménages estiment que les revenus engrangés permettent de vivre passablement, et 8,9% des ménages estiment qu'il est difficile de vivre avec le revenu disponible contre 7,8% estimant bien vivre avec leurs revenus.

129. Sur la perception des ménages pour le changement de leur niveau de vie, 50,3% des ménages maintiennent le même niveau de vie, contre 36,4% considérant leur niveau de vie « dégradé » et 13,3% estimant leur niveau de vie « amélioré ». La dégradation du niveau de vie est beaucoup plus prononcée chez les ménages dirigés par les femmes (41,2%) que chez les hommes (35,9%). Bamako enregistre le taux de dégradation le plus élevé en 2022 (42,2%) contre 36 % en milieu urbain et 36,7% en milieu rural. En matière de lutte contre la pauvreté, 36,7% des ménages considèrent « efficaces » les actions des autorités en matière de lutte contre la pauvreté, tandis que 44,1% les considèrent « inefficaces ». Dans le cadre des actions à mener pour lutter contre la pauvreté, la sécurité alimentaire (32,6%) et la création d'emplois (31%) sont les actions prioritaires citées par les populations.

130. En termes d'incidence de la pauvreté, il ressort une augmentation du nombre d'individus pauvres dans la population en 2022. On observe une légère augmentation de la pauvreté en lien avec le contexte particulièrement difficile (respectivement 44,9% à 45,5%). Si nous nous intéressons à la hausse du taux de pauvreté au cours des cinq dernières années, malgré les soutiens apportés par le gouvernement et ses partenaires dans le renforcement des capacités de résilience et de relèvement économique, les effets de la crise que traverse le pays depuis 2012 a fait que l'économie du Mali reste toujours dépendante des conséquences de crise multidimensionnelle à savoir la crise sécuritaire, la crise sociopolitique, des sanctions économiques et financières décrétées par la CEDEAO ainsi que le conflit Russie-Ukraine. A cet effet, le Mali demeure parmi les pays les plus pauvres du monde, avec un Indice de Développement Humain (IDH) qui le place à la 186ème place sur 191 pays.

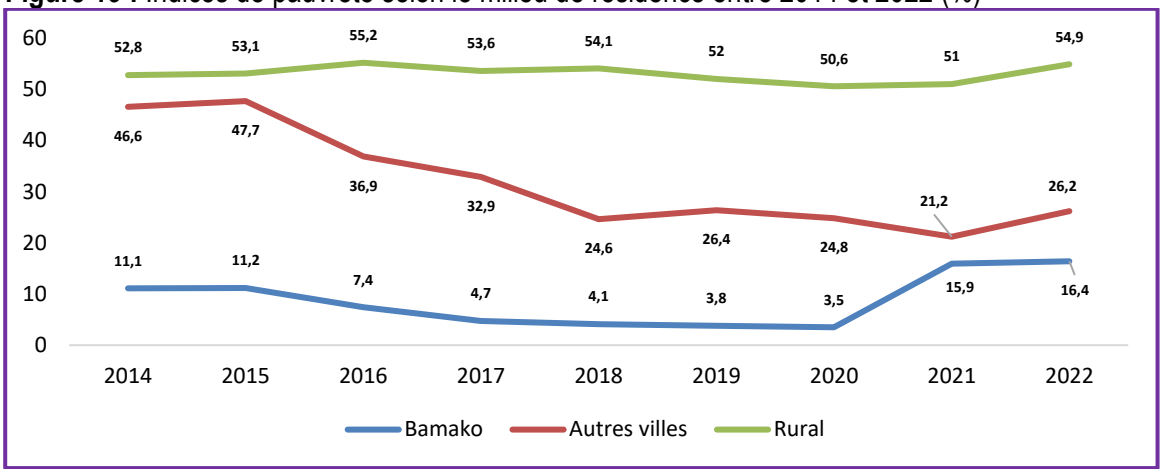
Figure 18 : Évolution de l'incidence de la pauvreté entre 2014 et 2022 (en %)



Source : Rapport d'analyse, Passages 1 - 4 (Janvier-Décembre 2022) ; EMOP 2022

131. **L'EMOP 2022** révèle une incidence de la pauvreté estimée à 16,4% à Bamako, contre respectivement 26,2% et 54,9% dans les autres villes et en milieu rural au Mali. Entre 2021 et 2022, l'incidence de la pauvreté est restée relative stable passant de 15,9% en 2021 à 16,4% en 2022 soit un écart 0,5 point de pourcentage, contre une augmentation de plus de 300% à Bamako entre 2020 et 2021. Toutefois, la pauvreté reste un phénomène rural. En effet, plus de la moitié de la population dans le milieu rural est pauvre avec 54,9% contre 26,2% dans les autres villes.

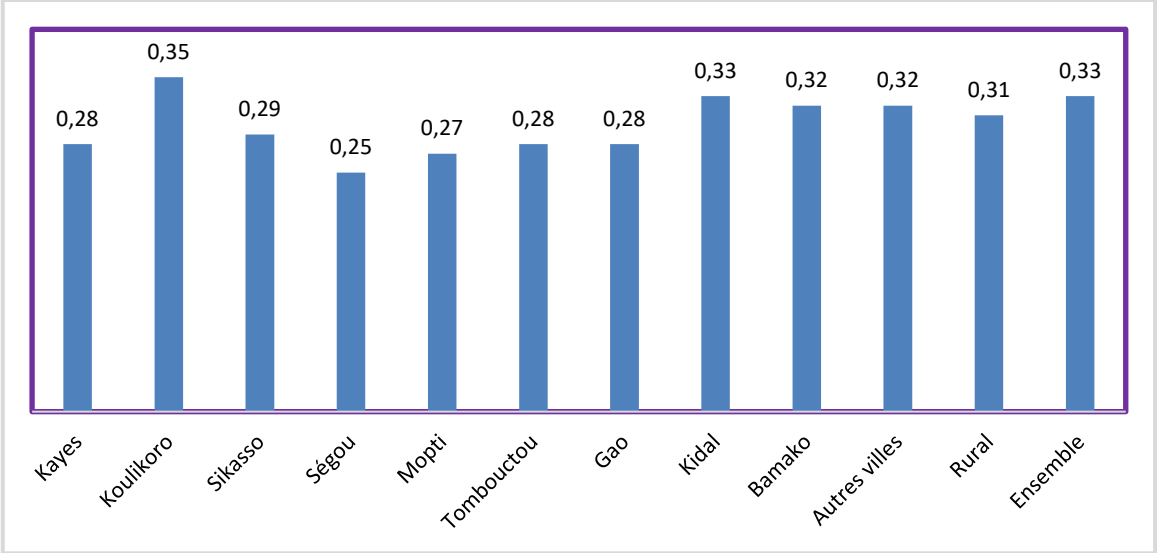
Figure 19 : Indices de pauvreté selon le milieu de résidence entre 2014 et 2022 (%)



Source : ***Résultats annuels de l'EMOP 2014-2022.***

132. L'inégalité dans la répartition des dépenses ou des revenus entre les différentes couches de la population reste disparate aussi bien que la pauvreté. L'inégalité mesurée par l'indice de Gini est estimée à 0,33 en 2022 contre 0,42 en 2021 sur l'ensemble du pays quoi que différente d'une région à une autre. L'inégalité la plus faible est observée à Ségou avec 0,25.

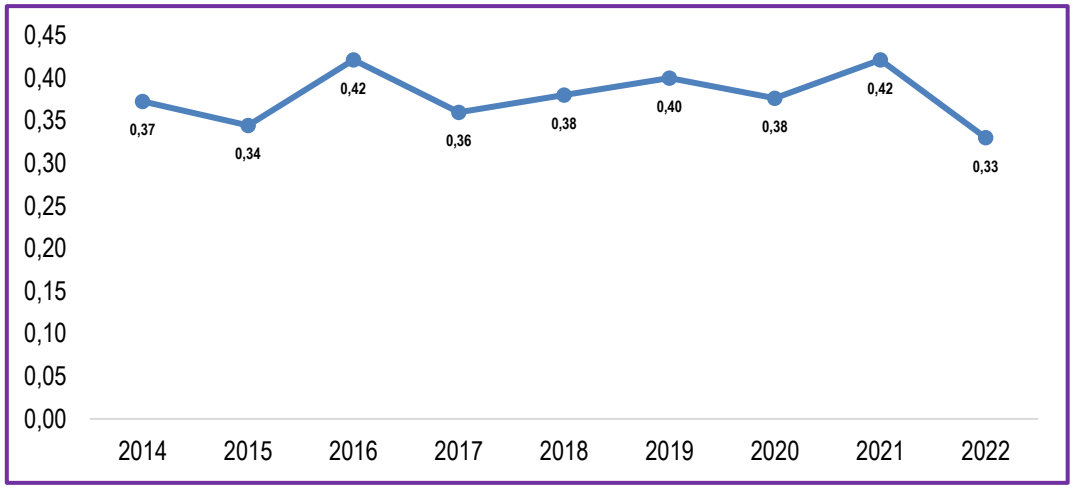
Figure 20 : Indice de Gini selon la région et le milieu de résidence en 2022



Source ***: Résultats annuels de l'EMOP-2022***

L'analyse spatiale montre que Koulikoro enregistre la plus forte inégalité (0,35), suivi de Kidal (0,33) et Bamako (0,32).

Figure 21 : Évolution de l'inégalité entre 2014 et 2022-coefficient de Gini



***Sources*: EMOP 2014, EMOP 2015, EMOP 2016, EMOP 2017, EMOP 2018, EMOP 2019, EMOP 2022**

Gouvernance, paix, sécurité et réconciliation nationale

133. La mise en œuvre efficiente des objectifs de la Transition a conduit les plus hautes autorités à réviser la Charte de la Transition par la Loi n°2022-001 du 25 février 2022. Les modifications apportées sont entre autres : i) la suppression du poste de Vice-président ; (ii) l'augmentation du nombre de membres du Conseil national de Transition pour renforcer davantage l'inclusivité autour du projet de refondation de l'Etat et (iii) l'adaptation de la durée de la Transition conformément aux recommandations des Assises Nationales de la Refondation dans le but de mener des réformes indispensables en vue du retour à l'ordre constitutionnel.

134. Dans le but d'assurer un véritable processus de refondation du Mali, les recommandations issues des Assises Nationales de la Refondation ont été déclinées dans le Cadre Stratégique de Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son Plan d'actions (2022-2026) et le Plan d'actions prioritaires du Gouvernement de Transition (PAGT 2022-2024) approuvés par le Décret n°2022-0453/PT-RM du 10 août 2022.

135. **En matière de réformes politiques et institutionnelles**, des réformes destinées à créer les bases d'élections libres et transparentes ont été entreprises à travers l'adoption et la promulgation de la Loi n°2022-019 du 24 juin 2022 portant loi électorale, dont l'une des innovations majeures est la mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE). Les membres de l'AIGE ont été nommés par Décret n°2022-0609 du 12 octobre 2022. Conformément aux recommandations des ANR, une nouvelle Constitution a été adoptée par référendum et promulguée par le Président de la Transition suivant le Décret N°2023-0401/PT-RM du 22 juillet 2023 portant promulgation de la Constitution.

136. Dans la même dynamique, l'année 2023 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des mesures relatives à la loi d'Orientation et de Programmation pour le Secteur de la Justice (LOPJ 2020-2024). Il s'agit entre autres de l'adoption de : (i) la Loi n°2023-019 modifiant la Loi n°02-054 du 16 décembre 2002 portant Statut de la Magistrature ; (ii) la Loi n°2023-018 portant modification de la Loi n°01-080 du 20 août 2001 portant Code de procédure pénale et (iii) la Loi n°2023-020 portant modification de la Loi n°2011-037 du 15 juillet 2011 portant organisation judiciaire.

137. **En matière de gouvernance des politiques publiques**, un accent a été mis sur le renforcement du

système de planification, à travers la réalisation de deux (02) études portant sur (i) le répertoire des politiques publiques et (ii) l'analyse de la cohérence des politiques publiques au Mali. Les résultats de ces études révèlent l'existence de 73 politiques publiques réparties entre le ministère de l'économie et des finances et les onze (11) secteurs institutionnels avec un niveau global de cohérence qui se situe à 0,411 sur une échelle de -1 à 1.

138. Par ailleurs, conformément aux recommandations des Assisses Nationales de la Refondation (ANR), les Autorités de la Transition ont décidé d'inscrire le processus de développement dans un cadre programmatique de long terme avec l'élaboration d'une nouvelle vision dénommée « Vision Mali 2063 » assortie d'une stratégie de développement à moyen terme.

139. La poursuite de la mise en œuvre du Schéma Directeur de la Statistique a été marquée par : (i) la réalisation du dénombrement du RGPH5 et ses activités connexes ; (ii) le dénombrement des Unités Economiques repérées (RGUE) ; (iii) la réalisation des différentes enquêtes (EHCVM, EMOP, SMART, EIPM, ENSAN, EAC) et (iv) la production des comptes économiques nationaux selon SCN 2008, des comptes régionaux 2019 et des comptes de la santé.

140. **Dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration budgétaire**, les transferts budgétaires n'ont cessé de s'accroître en dépit des contraintes financières de l'Etat. En effet, entre 2021 et 2023, les efforts budgétaires se sont poursuivis au profit des Collectivités territoriales permettant ainsi d'atteindre un taux de transfert moyen de 23,4% des recettes budgétaires de l'Etat.

141. **En matière de réconciliation, de justice et de questions humanitaires**. L'arsenal juridique et institutionnel a été renforcé à travers entre autres l'adoption de : (i) la Loi N°2022-041 du 15 novembre 2022, fixant les règles générales relatives à la réparation des préjudices causés par les violations graves des Droits de l'Homme et l'adoption ; (ii) du Décret N°2022-0730/PT-RM du 23 novembre 2022 fixant les modalités d'application de la loi fixant les règles générales relatives à la réparation des préjudices causés par les violations graves des Droits de l'Homme et (iii) de l'Ordonnance n°2023-016/PT-RM du 28 mars 2023 portant création de l'Autorité de Gestion des Réparations en faveur des victimes des crises au Mali (AGRV).

142. De même, la Stratégie nationale de la Réconciliation et de la Cohésion sociale et son Plan d'actions 2022-2026 ont été approuvés par Décret n°2022-0410/PT-RM du 11 juillet 2022. Cette stratégie vise à mettre en place un cadre inclusif de concertation et de coordination intersectorielle pour la mise en œuvre des actions du Gouvernement et de ses partenaires pour le renforcement et la promotion de la réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale au Mali.

143. **En matière de défense et de sécurité**, Les efforts consentis par les Autorités de la Transition ont permis (i) l'acquisition des équipements militaires (véhicules d'intervention, véhicules blindés, vecteur aérien, etc.) et de matériels de maintien d'ordre, de transmission et accessoires, (ii) le recrutement massif et la formation ainsi que (iii) la construction et la réhabilitation d'infrastructures militaires.

144. De nombreuses opérations militaires ont été initiées dans le but de soulager les souffrances des populations exposées aux actions perfides des Groupes armés terroristes (GAT). Toutes ces opérations concourent à étendre les espaces contrôlés pour permettre la libre circulation des personnes et de leurs biens, facteur de reprise des activités socioéconomiques et du retour définitif de l'Administration et des services sociaux de base.

145. En 2022-2023, plusieurs terroristes dont des chefs importants ont été neutralisés par les FAMA. Des bases et des plots logistiques ont été également détruits. Ces efforts des Autorités de la Transition ont

permis aux FAMA de reconquérir l'intégralité du territoire national en permettant, notamment, d'instaurer l'autorité de l'Etat à Kidal.

146. **Dans le domaine de la gouvernance et de transparence financière**, en plus des progrès enregistrés dans la publication régulière des documents administratifs à caractère financier sur les différents sites internet dédiés, la DGB a poursuivi l'exécution des dix-neuf (19) recommandations formulées à l'issue de l'enquête sur le budget ouvert de l'International Budget Partnership (IBP) réalisée en 2019 afin d'améliorer le score du Mali pour les prochaines enquêtes.

147. Le Contrôle Général des Services Publics (CGSP) a réalisé trente-quatre (34) missions au cours de l'année 2022 dont dix-sept (17) missions d'audit de conformité, deux (02) missions d'audit de performance, cinq (05) missions d'investigation et dix (10) missions de suivi de recommandations, sur une prévision annuelle de quarante-cinq (45) missions, soit un taux d'exécution de 75,55%.

148. L'Inspection des Finances (IF) a effectué soixante-quinze (75) missions au cours de l'année 2022 dont sept (07) missions d'audit et soixante-huit (68) missions de contrôle et de vérification financière et de gestion, avec quarante (40) missions en direction des représentations diplomatiques, consulaires et entrepôts du Mali à l'étranger, sur une prévision globale de cinquante-trois (53) missions, soit un taux de réalisation de 141,51% contre 137,38% en 2021 (51 missions exécutées sur 37 missions programmées).

149. La Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) a mené plusieurs missions dans le cadre des vérifications. Du 1er janvier au 31 décembre 2022, conformément au plan de travail 2022 de la Division Contrôle, vingt (20) missions de vérification de gestion financière et comptable ont été conduites, et ont concerné dix-sept (17) postes comptables supérieurs du Trésor, une (01) Recette Perception et deux (2) postes comptables auprès des Entrepôts Maliens à Dakar et à Abidjan.

150. Au titre de l'année 2022, la Section des Comptes de la Cour Suprême (SC-CS) a réalisé le jugement de sept cent vingt-deux (722) comptes dont cent quarante-deux (142) pour les comptables supérieurs du Trésor des exercices budgétaires de 2009 à 2020, cinq cent cinquante-huit (558) pour les comptables publics des Collectivités territoriales de cercle et de commune et vingt-deux (22) pour les comptables publics des Établissements Publics Nationaux (EPN) des exercices budgétaires de 2010 à 2020, sur une prévision annuelle de trois cent quatre-vingt- seize (396), soit un taux de réalisation de 182,32%.

151. **Dans le cadre du traitement des informations financières en lien avec le blanchiment des capitaux (BC) et de financement du terrorisme (FT),** le cadre normatif a été renforcé et adapté aux mutations et enjeux qui font désormais office de baromètre et de boussole dans la gouvernance du domaine. Ainsi, à travers les modifications du Code pénal, du Code de procédure pénale, l'adoption des textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement du Pôle National Economique et Financier (PNEF) et de l'Agence de recouvrement et de gestion des avoirs saisis, gelés ou confisqués, un tournant et un élan nouveaux ont été donnés à la lutte contre ces phénomènes socio-économiques, inscrits en priorité d'action dans le Programme d'actions du Gouvernement de Transition. Il est maintenant attendu l'opérationnalisation de ces nouvelles structures par la mise à disposition des personnels, budgets et infrastructures adéquats à la réussite des missions à elles confiées.

Secteurs sociaux

152. **En matière d'éducation**, malgré un contexte de crise socio-politique et sécuritaire, quelques résultats ont été enregistrés. En l'occurrence de 2019 à 2022, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) ainsi que le Taux d'achèvement (TA) au 1er cycle de l'enseignement fondamental ont connu une certaine évolution pour l'ensemble du pays. Ils sont passés respectivement de 80% à 82% soit une amélioration

de 2 points et de 50% à 54% soit une amélioration de 4 points.

153. Le taux d'achèvement au 1er cycle s'est amélioré de 2020 à 2022 passant de 43% à 54%. Comparativement à la cible du PRODEC 2 au compte de 2022 (50,6%), un constat de niveau d'atteinte de 106,72% est observé. Du point de vue genre, nous avons un achèvement en défaveur des filles. Autrement dit, le taux d'achèvement chez les garçons est plus élevé que celui des filles au premier cycle.

154. En ce qui concerne le taux d'achèvement au fondamentale 2, la cible de 36,2% du PRODEC 2 au titre de l'année 2022 a été atteinte à 102,48% et la parité Filles/Garçons a augmenté de 0,14 point en 2022 après une forte croissance constatée sur la période allant de 2018 à 2020 ; induisant vers une parité fille et garçon. Par rapport au taux d'achèvement, il est difficile d'amener tous les élèves d'une même cohorte en fin de cycle (terminal). Il a régressé de 21,50% en 2018 à 10,50% en 2019 et à partir de 2020, une légère augmentation de 18,40% à 22,07% en 2022 pour une cible attendue du MSFE de 9,3%.

155. Sur la période 2018 à 2022, au 1er cycle de l'enseignement fondamental, le taux d'accès (TBA) est passé de 76% à 68,1% pour l'ensemble du pays. L'indice de parité s'améliore d'année en année, ce qui pourrait accéder à une parité entre fille et garçon.

156. Entre mai et octobre 2022, une diminution du nombre d'écoles non fonctionnelles (fermées), passant de 1766 écoles non fonctionnelles au mois de Mai à 1571 écoles en octobre. Cette baisse de la tendance est attribuée principalement aux facteurs suivants : la réouverture de plusieurs écoles grâce aux actions de dialogue/négociation communautaire ; l'accalmie de la situation sécuritaire dans certaines localités ayant favorisé la réouverture des écoles.

157. **Dans le domaine de la santé**, entre 2021 et 2022, certains indicateurs ont augmentés à savoir : le taux de consultation prénatale (CPN) 4ème visite et le taux de prévalence contraceptive. On note particulièrement le cas du taux de césarienne qui est stagnation sur toute la période 2018-2022. Par contre, certains indicateurs n'ont pas connu d'amélioration : la proportion des décès maternels et de décès néo natal audités, le nombre de décès maternel et néo-natal.

158. En 2022, le taux de prévalence contraceptive par méthode moderne était de 19,6%, loin des objectifs du PANB 2019-2023 (27,3%). Ce taux est variable par région, le plus élevé à Koulikoro avec 31,3% et le plus faible à Ménaka avec 0,01%.

159. La proportion de décès attribuables au paludisme chez les enfants de moins 5 ans a baissé, passant de 46,71% en 2021 à 37,9% en 2022.

160. L'extension de la couverture géographique en service de santé dans un rayon de 5 Km est restée stationnaire entre 2021 et 2022. Cela pourrait s'expliquer par l'absence de nouvelles constructions de centres de santé.

161. De façon globale, la proportion de décès maternels a évolué en dents de scie pour les trois dernières années, 1,5% en 2020 ; 1,2% en 2021 et 1,4% en 2022.

162. De 2021 à 2022, il y a eu une augmentation du nombre de CSCOM disposant d'au moins une sage-femme ou une infirmière obstétricienne, passant de 70,44% à 74%. Cela pourrait s'expliquer par le recrutement et la mise à disposition des Directions Régionales de la Santé, des sage-femmes par le projet SWEDD en 2022.

163. **S'agissant de l'accès à l'électricité**, l'objectif global de la politique énergétique demeure la fourniture des services énergétiques accessibles au plus grand nombre de la population au moindre coût en favorisant la promotion des activités socioéconomiques et de développement local. Les efforts

déployés dans ce sens ont permis d'accroitre le taux national d'accès à l'électricité qui s'établit à 57,4 % en 2022, contre 53,6% en 2021, soit une augmentation de 3,8 points de pourcentage. Ce qui s'explique par l'augmentation du nombre d'abonnés basse tension de EDM-SA qui passent de 746 112 en 2021 à 825 974 en 2022, soit une augmentation de 10,7%. Cette tendance est en nette progression depuis 2018, grâce notamment aux différents projets et programmes en cours dans le département. Le taux de croissance de la demande est de l'ordre de 10 % en moyenne par an. La production thermique occupe encore une part prépondérante dans le mix énergétique du pays.

164. La consommation de gaz butane en 2022 a enregistré 14 952 tonnes contre 20 000 tonnes en 2021, soit, une baisse de 25 %. En cette période, l'utilisation du gaz butane a permis de préserver environ 55 530 ha de forêt (1 tonne de gaz consommé contribue à la préservation d'environ 4,5 ha de forêt).

165. Le faible niveau du taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 13 % s'explique par la non réalisation des projets solaires (IPP) prévus, dont les conventions sont signées : absence d'investissement des bailleurs (l'insécurité), lourdeur dans les mises en vigueur comme la délivrance des déclarations d'utilité publique (DUP).

166. **Dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable,** le taux d'accès connait presque une stagnation en passant de 66,8% en 2021 à 67,3% en 2022 en milieu rural, avec un écart de 0,5 point de pourcentage.

167. Dans le périmètre SOMAGEP, les efforts ont porté sur la poursuite de la mise en œuvre du projet structurant d'alimentation en eau potable de la Ville de Bamako, à partir de la localité de Kabala, le renforcement des Centres Extérieurs de la SOMAGEP-SA et de l'initiative des 100 000 branchements sociaux dans le cadre du Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Eau Potable. Les résultats acquis à ce niveau, ont contribué au rehaussement des capacités annuelles de production d'eau potable à 180,934 millions m³ en 2022, en augmentation de 6,97% par rapport à 2021. Les capacités annuelles de production d'eau potable, ont été rehaussées à 135,92 millions de m³ à Bamako et à 45,01 millions de m³ dans les Centres Extérieurs en 2022, en augmentation avec des taux respectifs de 8,52% et 2,55%, par rapport à 2021.

168. Dans le périmètre hors SOMAGEP, les acquis ont porté sur la mise en service effective de 1 636 nouveaux Equivalents Points d'Eau Modernes (EPEM) en 2022 contre 1 353 EPEM en 2021, soit une hausse d'environ 22,5% pour l'ensemble des intervenants et 139 EPEM ont été réhabilités, contre 131 en 2021, soit une hausse de 6%. Le taux de réalisation du programme de l'ensemble des intervenants passe de 60% en 2021 à 70% en 2022. Le nombre de villages/sites dépourvus de point d'eau potable (abstraction faite des hameaux) a été réduit de 558 en 2021, à 531 au 31 décembre 2022, soit la dotation de 27 nouveaux villages sans PEM.

169. **Concernant l'emploi et le marché du travail**, le nombre de nouveaux emplois nets créés par les secteurs public et privé passe de 52 903 en 2021 à 59 416 en 2022, soit une hausse de 6 513 emplois.

170. Dans le cadre du programme de formation et d'insertion professionnelle et en matière de besoins de formation initiale du monde rural, on capitalise : (i) la Formation initiale qualifiante de 824 sortants des Centres de Formation professionnelle (CFP) publics ; (ii) la certification de 1 066 apprentis, dont 27,48 % de filles, dans des métiers du secteur de l'artisanat (transformation agroalimentaire, mécanique, menuiserie, teinture etc.).

171. **Dans le cadre de la promotion de l'égalité du genre**, l'année 2022 a été marquée par la tenue de la 3éme session ordinaire du conseil Supérieur de la Politique Nationale Genre (PNG), l'Evaluation de la Politique Nationale Genre en vue de prendre en compte les nouveaux défis et enjeux de développement du pays. Au titre de 2022, les résultats majeurs enregistrés au niveau du Fonds d'Appui pour l'Autonomisation de la Femme et l'épanouissement de l'Enfant (FAFE) sont : (i) 40 organisations féminines sur 50 sont équipées en matériels et équipements de production ; (ii) 624 femmes sur 3 000 promotrices d'AGR/PME/PMI, d'organisations, de groupements de femmes et d'usagers du service public sont accompagnés en appui/conseil; (iii) 2 000 femmes identifiées sur 3000 prévues ont bénéficié des activités de renforcement de capacités dans les domaines du leadership féminin, de la transformation agroalimentaire, coupe–couture, coiffure, de la pause henné, de la tannerie, de l'embouche, de la pisciculture etc. ; (iv) l'accompagné des promotrices d'AGR/PME/PMI à la création de 400 emplois à travers les appuis des ONG partenaires œuvrant sur toute l'étendue de territoire nationale ; (v) l'accompagnement des filles à l'apprentissage de métiers et à la création d'emplois (remise de kits de coutre et de transformation agroalimentaire) etc.

172. S'agissant de la représentativité des femmes aux fonctions nominatives des services publics de l'Etat, presque toutes les fonctions relatives à la représentation de l'Etat à l'intérieur et à l'extérieur ont évolué positivement en 2022 avec notamment : Gouverneur de région (5,0% contre 0,0% en 2021) et Ambassadeur (14,8% contre 11,1 en 2021). Il faut aussi noter le progrès enregistré au niveau de la fonction de procureur d'où une femme a été nommée en 2022 contre zéro en 2021. Nous observons aussi une progression du pourcentage des femmes dans les fonctions de directeurs des services centraux avec 16,1% en 2022 contre 15,4% en 2021.

3.2 Priorités du Gouvernement sur la période 2025-2027

173. Le cadrage budgétaire 2025-2027 sera bâti sur le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions (2022-2026) ainsi que sur la Stratégie Nationale de Développement à moyen terme fondée sur une démarche stratégique axée sur les projets structurants et intégrateurs.

174. Le cadrage budgétaire 2025-2027 sera bâti sur le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions (2022-2026) ainsi que sur Stratégie Nationale de Développement à moyen terme fondée sur une démarche stratégique axée sur les projets structurants et intégrateurs.

175. **En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à ce qui suit :**

- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité ;
- le renforcement des dépenses sociales et de développement prioritaire, à travers le développement des infrastructures socio-économiques de base ;
- la poursuite de la prise en charge des réformes institutionnelles des finances publiques ;
- l'organisation des élections générales ;
- le renforcement du système judiciaire ;
- le maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture à travers le financement adéquat du secteur, en application des engagements de la déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie ;
- la poursuite de la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;

- la poursuite de l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus des nouvelles régions ;
- le maintien et le renforcement de la subvention accordée à certaines entreprises publiques, notamment EDM SA, COMATEX, Chemin de Fer du Mali, UMPP, etc. ;
- l'amélioration du transfert des ressources budgétaires aux Collectivités territoriales.

3.3 Analyse des allocations budgétaires 2025-2027 par fonction

176. L'analyse des dépenses par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des priorités stratégiques du Gouvernement, compte tenu des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre.

177. Sur la période 2025-2027, la politique budgétaire tablera sur un retour progressif à un déficit budgétaire global conforme à la norme communautaire de l'UEMOA, à partir de 2026. A cet effet, le Gouvernement envisage de renforcer les mesures relatives à la réduction de train de vie de l'Etat et à la rationalisation des dépenses à travers notamment :

- la réduction des dépenses consacrées aux déplacements et missions, les dépenses de communication et d'électricité ;
- la suppression des comptes budgétaires « besoins nouveaux de services » et « autres dépenses » ;
- la moralisation du coût des acquisitions de biens et services de l'administration en luttant contre les pratiques de surfacturation et en veillant à l'application de la mercuriale des prix ;
- la gestion rigoureuse des projets d'investissements.

Tableau 16 : Allocations budgétaires par fonction (en milliards de FCFA) 2024-2027

DIVISIONS/FONCTIONS	2024 PLFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moy. 2025-2027
Services généraux des administrations publiques	853,6	942,4	904,0	958,8	935,0
Défense	546,6	470,1	524,7	569,5	521,4
Ordre et sécurité publics	329,6	332,5	322,2	354,2	336,3
Affaires économiques	462,7	550,4	658,4	721,3	643,4
Protection de l'environnement	22,5	40,7	43,1	44,9	42,9
Logement et équipements collectifs	36,8	50,0	64,3	66,6	60,3
Santé	140,1	154,4	180,1	206,7	180,4
Loisirs, culture et culte	51,3	35,5	39,6	45,2	40,1
Enseignement	538,5	557,7	643,7	704,0	635,1
Protection sociale	88,9	96,2	104,4	113,3	104,6
Total Général	**3 070,7**	**3 229,9**	**3 484,5**	**3 784,4**	**3 499,6**

Source : DGB, Août 2024

Tableau 17 : Ratios par rapport aux dépenses totales 2024-2027

DIVISIONS/FONCTIONS	2024 PLFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moy. 2025-2027
Services généraux des administrations publiques	27,8%	29,2%	25,9%	25,3%	**26,8%**
Défense	17,8%	14,6%	15,1%	15,0%	**14,9%**
Ordre et sécurité publics	10,7%	10,3%	9,2%	9,4%	**9,6%**
Affaires économiques	15,1%	17,0%	18,9%	19,1%	**18,3%**
Protection de l'environnement	0,7%	1,3%	1,2%	1,2%	**1,2%**
Logement et équipements collectifs	1,2%	1,5%	1,8%	1,8%	**1,7%**
Santé	4,6%	4,8%	5,2%	5,5%	**5,1%**
Loisirs, culture et culte	1,7%	1,1%	1,1%	1,2%	**1,1%**
Enseignement	17,5%	17,3%	18,5%	18,6%	**18,1%**
Protection sociale	2,9%	3,0%	3,0%	3,0%	**3,0%**
Total Général	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

***Source** : DGB, Août 2024*

3.3.1 Services Généraux des Administrations Publiques

178. Les allocations en faveur des services généraux des administrations sont projetées en 2025 à 942,4 milliards de FCFA et passeraient à 958,8 milliards de FCFA en 2027 contre une inscription de 853,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2024. En lien avec le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions (2022-2026), ainsi que la consolidation des acquis du CREDD, les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs sectoriels suivants :

- réformer les institutions et renforcer la démocratie ;
- renforcer la citoyenneté et le civisme ;
- moderniser l'administration publique ;
- renforcer le système de planification et de gestion du développement ;
- gérer efficacement les finances publiques et lutter contre la corruption et la délinquance financière ;
- assurer une gestion transparente des affaires foncières ;
- renforcer le partenariat pour le développement durable ;
- améliorer la gouvernance locale ;
- assurer la mise en œuvre diligente de la charte de la déconcentration des services de l'Etat et accélérer le transfert des compétences et des ressources ;
- promouvoir les économies régionales et locales ;
- accroître la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;
- garantir les droits fondamentaux des citoyens ;
- mettre en place le cadre institutionnel de dialogue social ;
- renforcer les capacités des acteurs du dialogue social ;
- créer les conditions d'une meilleure représentativité des syndicats.

3.3.2 Défense

179. Les objectifs globaux en matière de défense sont les suivants : (i) restaurer la paix et assurer la sécurité des personnes et des biens ; (ii) lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Spécifiquement, il s'agit de :

- assurer la protection des citoyens et prévenir et gérer les conflits intercommunautaires en vue d'améliorer la cohésion nationale ;
- détecter, évaluer et éliminer toutes les conditions propices au développement du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- lutter contre l'impunité et poursuivre tous les auteurs et complices de crimes d'extrémisme violent et de terrorisme ;
- apporter des réponses justes, proportionnées et diligentes en cas d'attaque terroriste ou d'actes d'extrémisme violent.

180. Les allocations budgétaires pour la défense sont projetées en moyenne à 521,4 milliards de FCFA sur la période 2025-2027 contre 546,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2024. Au cours de la période de cadrage, le poids moyen des dépenses militaires dans le budget d'Etat serait de 15,2%. Ces évolutions s'expliqueraient essentiellement par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense nationale en lien avec la consolidation des acquis de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019).

3.3.3 Ordre et Sécurité

181. Dans le cadre du renforcement des acquis de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure

(LPSI) en vue de lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, les dépenses en faveur de l'ordre et la sécurité s'établiraient en moyenne à 336,3 milliards de FCFA sur la période 2025-2027. Ces allocations se justifieraient d'une part, par le renforcement des effectifs ainsi que des capacités opérationnelles des forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile, et d'autre part, par les efforts du gouvernement pour assainir le secteur de la justice pour en faire un instrument de garantie de la paix sociale et des droits fondamentaux des citoyens.

3.3.4 Affaires économiques

182. Structurellement, l'économie malienne reste caractérisée par la prépondérance des secteurs primaire et tertiaire dans la création de richesses. Les objectifs globaux du gouvernement à travers la fonction « affaires économiques » sont :

- créer un environnement favorable à la diversification de l'économie et à une croissance forte et inclusive ;
- promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif ;
- développer une industrie intégrée à l'économie, compétitive et créatrice d'emplois ;
- promouvoir les valeurs et infrastructures culturelles favorables à la création de richesses ;
- développer et améliorer l'efficacité des secteurs d'appui à la production ;
- mettre en place et développer un partenariat et une stratégie de financement du développement.

183. Les objectifs spécifiques se résument entre autres à :

- renforcer la stabilité du cadre macroéconomique ;
- promouvoir le secteur privé et améliorer le climat des affaires ;
- promouvoir une croissance réductrice de la pauvreté et des inégalités ;
- promouvoir la productivité et la compétitivité de l'Agriculture ;
- accroitre la contribution de l'élevage à la croissance, à la souveraineté, la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté ;
- accroître la contribution de la pêche à la croissance et à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- diversifier et intégrer la production minière à l'économie comme un facteur de développement durable ;
- développer des industries basées sur le potentiel des chaînes de valeur ;
- développer les autres secteurs porteurs de croissance ;
- développer et améliorer l'efficacité des infrastructures de transport ;
- répondre aux besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût ;
- promouvoir l'économie numérique ;
- accroître la contribution du secteur financier à la croissance économique à travers une meilleure inclusion financière ;
- renforcer la mobilisation de ressources internes et externes ;
- mettre en œuvre une stratégie efficace d'endettement public.

184. Les dépenses des affaires économiques sont projetées en moyenne à 643,4 milliards de FCFA sur la période 2025-2027 contre 462,7 milliards de FCFA attendu en 2024. Elles représentent en moyenne 18,5% des dépenses totales, avec un taux de croissance annuel moyen de 14,5% sur la période 2025-2027. Cette hausse est imputable, principalement, à : (i) l'augmentation des dépenses en faveur du secteur agricole ; (ii) la réalisation de programmes de construction et de réhabilitation des infrastructures

de transport et (iii) le soutien à la production d'énergie et à l'approvisionnement en eau.

185. Les principales actions porteront entre autres sur :

- le financement inclusif des filières agricoles au Mali ;
- la réalisation d'actions de développement dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de Développement Durable ;
- l'aménagement du barrage de Taoussa ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-MOPTI) ;
- la mise en œuvre du projet Multi-Energies pour la Résilience et la gestion intégrée des Terroirs au Mali (projet MERIT) ;
- la mise en œuvre du Projet Appuis Ciblés pour Terres Irriguées et opportunités pour la Nutrition (ACTION) ;
- la réalisation du Programme de développement de la zone spéciale de transformation agro industrielle de la région de Koulikoro et périurbain de Bamako (PDZSTA-KB) ;
- la réalisation du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'ouest (FSRP-Mali) ;
- la mise en œuvre du Projet d'appui au renforcement de la résilience des communautés de base (PARCB) ;
- l'aménagement du Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rond-point Grand Hôtel à Boulkassoumbougou ;
- la construction de la Route Transsaharienne (RTS/Phase 2) ;
- la mise en œuvre du Projet de Résilience au Sahel (P2RS II) ;
- la mise en œuvre du Projet d'Urgence de Production et de Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle (PUPSAN) ;
- la mise en œuvre du Projet de Mise en valeur des Plaines de Tombouctou (PMRT) ;
- la réalisation du Projet régional d'accès à l'électricité (PRAE) ;
- la poursuite du Projet d'interconnexion du secteur de l'électricité au Mali (PASEM) ;
- le développement de l'irrigation ;
- la mise en œuvre du projet adaptation agricole et élevage au changement climatique ;
- la mise en œuvre du fonds national d'appui à l'agriculture ;
- la mise en œuvre du projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali ;
- la mise en œuvre du programme de développement intégré des ressources animales et aquacoles au Mali ;
- la mise en œuvre du Programme de développement de l'Irrigation ;
- la mise en œuvre du projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM) ;
- la mise en œuvre du Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS II MALI) ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement Durable et Exploitations Pastorales Sahel au Mali (PDDEPS-MALI) ;
- l'opérationnalisation du Centre de Conservation, de Multiplication et de Diffusion du Bétail Ruminant Endémique (CCMD-BRE) de Madina- diassa ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme Quinquennal d'Aménagements Aquacoles 2023-2027 (PQAA) ;
- l'opérationnalisation de la Loi de Programmation des Investissements dans le Secteur Agricole (LPISA) 2024-2033 ;

- la mise en œuvre du Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali-Volet aviculture et aquaculture (PDIRAAM, Phase 2) ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement et de Valorisation de la Production Laitière au Mali (PRODEVALAIT) ;
- la mise en œuvre du Projet présidentiel de stabilisation et de sécurisation du bétail malien (PPSSBM).

3.3.5 Protection de l'environnement

186. La détérioration de l'environnement est le résultat d'un ensemble de phénomènes complexes qui sont d'abord d'ordre climatique (sécheresse, variabilité de la pluviométrie ayant fragilisé l'écosystème), ensuite anthropique (forte pression démographique, systèmes de production extensifs et inadaptés, feux de brousse, etc.) et finalement des conditions de vie précaires des populations et l'absence d'implication des populations dans la protection de l'environnement. La problématique de l'environnement est constatée par une dégradation continue du cadre de vie et des conditions des populations aussi bien urbaines que rurales.

187. Pour faire face aux défis liés à l'environnement et au changement climatique, le Gouvernement du Mali a adopté plusieurs politiques et stratégies parmi lesquelles : la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, la Politique Nationale Forestière, la Politique Nationale d'Assainissement, la Politique Nationale sur les Changements Climatiques, la Politique Nationale des zones humides, la Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Fleuve Niger, et le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres. Le Mali a aussi ratifié plusieurs accords et traités internationaux, notamment, les conventions de Rio (Désertification, Biodiversité et Changement Climatique).

188. A travers la fonction « protection de l'environnement », le gouvernement vise les objectifs globaux suivants : (i) garantir un environnement sain et le développement durable et (ii) renforcer la résilience au changement climatique.

189. Pour ce faire, plusieurs objectifs spécifiques ont été définis à savoir :

- promouvoir une gestion décentralisée et participative des ressources naturelles renouvelables ;
- favoriser l'utilisation des technologies innovantes respectueuses de l'environnement ;
- améliorer le cadre de vie des populations ;
- renforcer les capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles ;
- améliorer la capacité d'adaptation des populations et la résilience des systèmes.

190. La fonction « protection de l'environnement » concentrera durant la période du cadrage, une allocation budgétaire se situant à 1% en moyenne des dépenses totales. Ces allocations passeraient de 22,5 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2024 à une moyenne de 42,9 milliards de FCFA sur la période 2025-2027. Ces allocations viseront, entre autres, à préserver la diversité biologique et à lutter contre la pollution à travers la réalisation et la réhabilitation des ouvrages d'assainissements collectifs. Les actions prioritaires vont porter sur :

- la mise en œuvre du Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts ;
- la mise en œuvre du Projet de Gestion Commune des Ressources Naturelles et Restauration de l'Ecosystème Eléphant ;
- la mise en œuvre du Projet AEP Accompagnement des Centres Semi-Urbains et Ruraux ;

- la réalisation du Programme Saoudien de forage, puits et développement rural en Afrique, phase V ;
- la mise en œuvre du projet d'appui à la connaissance et au suivi des ressources en eau (PACS-RE) ;
- la réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger ;
- la mise en œuvre du Programme de développement durable du Delta Intérieur du Niger ;
- la mise en œuvre du Programme Commun d'appui à la GIRE ;
- la mise en œuvre du Projet Grande Muraille Verte du Mali ;
- la mise en œuvre du programme Reboisement Intensif et Reconstruction des Ecosystèmes Forest Mali ;
- la mise en œuvre du programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau potable et l'assainissement (PACTEA III).

3.3.6 Logement et équipements collectifs

191. Les dépenses relatives à la fonction « logement et équipements collectifs » qui s'élèvent à 36,8 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2024, s'établiraient en moyenne à 60,3 milliards de FCFA entre 2025 et 2027 et représenteraient environ 1,8% des dépenses totales. Les actions prioritaires relatives à cette fonction porteront sur :

- la poursuite de la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT) à travers l'opérationnalisation du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
- la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
- la mise en œuvre du programme d'urgence AEP milieu rural ;
- la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée ;
- la mise en œuvre du Projet AEP VILLE DE BAMAKO PAR KABALA.

3.3.7 Santé

192. L'ambition du gouvernement en matière de politique de santé vise l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population malienne en vue d'une accélération de la transition démographique.

193. Les allocations budgétaires du secteur de la santé sont projetées en moyenne à 180,4 milliards de FCFA sur la période 2025-2027 contre 140,1 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2024, soit un poids moyen de 5,3% des dépenses totales. Le niveau des allocations évoluerait à un rythme annuel moyen de 11% entre 2025 et 2027. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services sanitaires et de la lutte contre les maladies à travers notamment :

- la construction et l'équipement des infrastructures de santé (Hôpitaux, Csréf, etc.) ;
- l'amélioration du plateau technique des hôpitaux ;
- l'augmentation de l'offre et l'utilisation de services et produits de santé de qualité fournis par des ressources humaines qualifiées et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire ;
- la réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies transmissibles et non, aux modes de vie et aux conditions de travail et le renforcement de la lutte contre le VIH-Sida ;
- la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.

3.3.8 Loisirs, culture et culte

194. Les dépenses relatives aux Loisirs, culture et culte se chiffreraient en moyenne à 40,1 milliards de FCFA sur la période 2025-2027, soit un poids moyen de 1,2% des dépenses totales. Ces allocations

serviront à promouvoir les secteurs de la culture, de l'artisanat et du tourisme. Les principales actions prioritaires porteront sur :

- la revalorisation du service national des jeunes ;
- la réalisation et l'aménagement des infrastructures culturelles et sportives.

3.3.9 Enseignement

195. Le diagnostic du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle a permis de dégager un certain nombre d'enjeux et de défis importants à prendre en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'éducation et de de la formation professionnelle. Au regard des enjeux et défis nationaux, mais aussi des nouveaux engagements internationaux pris par notre pays, notamment par rapport à l'agenda 2030 de l'Education et l'agenda 2063 de l'Union Africaine, le Gouvernement de la République du Mali s'est doté d'un nouveau programme décennal, en capitalisant sur les leçons apprises de la mise en œuvre du précédent programme et des études spécifiques menées.

196. Ce nouveau programme s'intéresse aux orientations stratégiques et aux principales réformes politiques envisagées. Ces axes de réforme sont :

- l'amélioration de l'efficacité interne et externe du système éducatif ;
- l'amélioration de la formation et de la gestion des enseignants ;
- la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de base de qualité pour tous ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur ;
- le renforcement de la résilience du secteur.

197. Pour soutenir ces réformes, le cadrage budgétaire 2025-2027 prévoit, au titre de la fonction enseignement, une dotation qui se chiffre en moyenne à 635,1 milliards de FCFA entre 2025 et 2027 contre une inscription budgétaire en 2024 de 538,5 milliards de FCFA. En moyenne, les allocations en faveur de l'enseignement représentent 18,8% des dépenses totales. Ce ratio reflète la volonté du Gouvernement de rendre performant le système éducatif et de renforcer la qualité des ordres d'enseignement. Les priorités s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC 2 renforcée par les recommandations issues des Etats Généraux de l'Education. Les principales actions concernent entre autres :

- le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (bureau, salles, bibliothèques et laboratoires) ;
- l'amélioration du rendement interne du système pour une meilleure employabilité des jeunes et l'insertion socioprofessionnelle des sortants ;
- l'achèvement d'un enseignement fondamental de qualité pour tous les enfants, filles et garçons ;
- la promotion des valeurs culturelles favorables à la création de la richesse et au développement durable ;
- le renforcement de la qualité de la gestion du système éducatif et de ses ressources ;
- l'accroissement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur et au renforcement de la recherche scientifique et l'innovation ;
- la généralisation de l'approche par compétence (APC) dans l'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- la sécurisation de l'espace scolaire et universitaire.

3.3.10 Protection sociale

198. Les dépenses relatives à la protection sociale se chiffreraient en moyenne à 104,6 milliards de FCFA entre 2025 et 2027 contre une inscription budgétaire de 88,9 milliards de FCFA en 2024. Durant la période du cadrage, les allocations en faveur de la protection sociale représenteraient en moyenne 3% des dépenses totales du Gouvernement.

199. Ces dépenses contribuent avec d'autres ressources, notamment les ressources propres des organismes de sécurité sociale, à assurer la prise en charge de la retraite-vieillesse à travers les différents régimes d'assurance d'une part, et d'autre part, à fournir les appuis nécessaires aux populations défavorisées et les groupes vulnérables pour leur garantir une vie décente. Elles permettent également d'appuyer la promotion du genre. Les actions prioritaires dans ce domaine visent à :

- assurer la protection et la sécurisation des migrants et les membres de leurs familles ;
- étendre la protection sociale à tous ;
- assurer la sécurité élémentaire de revenu à travers le PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEMEJIRI/IDA ;
- renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les activités socioéconomiques.

IV. SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Collectivités Territoriales

4.1.1 Ressources transférées aux Collectivités Territoriales

200. Durant la période récente, les transferts budgétaires n'ont cessé de s'accroître en dépit des contraintes liées à la situation socio-sécuritaire et sanitaire dans le pays.

Tableau 18 : Transferts budgétaires inscrits dans la loi de finances au profit des Collectivités territoriales (en milliards de FCFA), 2022-2024

Niveau de collectivité	LFR 2022		LFR 2023		LFI 2024		Moyenne	Taux d'évolution 2023-2024
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant moyen 2022-2024	
Conseil Régional	145,6	33,2%	125,6	25,5%	48,9	11,1%	106,7	-61,1%
Conseil de Cercle	61,4	14,0%	68,9	14,0%	74,7	17,0%	68,3	8,4%
Conseil Communal	208,1	47,5%	236,7	48,1%	245,9	55,9%	230,2	3,9%
Crédits Globaux	22,9	5,2%	60,7	12,3%	70,6	16,0%	51,4	16,3%
TOTAL	**437,97**	**100%**	**491,91**	**100%**	**440,09**	**100,0%**	**456,70**	**-10,53%**

***Source :* DGB, mai 2024**

201. Au niveau des Collectivités territoriales, le Conseil Communal et le Conseil de Cercle sont les plus dominants dans le budget d'Etat 2024 avec respectivement 245,9 milliards de FCFA et 74,7 milliards de FCFA. Ils sont suivis du Conseil Régional avec un montant de 48,9 milliards de FCFA, représentant respectivement 55,9%, 17,0% et 11,1% dans le montant total des ressources transférées du budget 2024.

Tableau 19 : Transferts budgétaires au profit des collectivités par nature (en milliards de FCFA), 2022-2024

Natures	LFR 2022		LFR 2023		LFI 2024		Moyenne	Taux d'évolution 2023-2024
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant moyen 2022-2024	
Dépenses courantes	342,22	78,14%	340,34	69,19%	365,62	83,08%	349,4	7,43%
dont personnel	288,41	65,85%	288,41	58,63%	311,35	70,75%	296,1	7,95%
Dépenses en capital	95,75	21,86%	151,56	30,81%	74,47	16,92%	107,3	-50,87%
dont Appui Budgétaire	6,18	1,41%	6,18	1,26%	2,84	0,64%	5,1	-54,13%
TOTAL	**437,97**	**100,00%**	**491,91**	**100,00%**	**440,09**	**100,00%**	**456,70**	**-10,53%**

***Source :* DGB, *mai* 2024**

202. Sur la période 2022-2024, les ressources transférées aux Collectivités territoriales en termes de dotations budgétaires en loi de finances ont été consacrées en grande partie aux dépenses courantes qui sont estimées à 342,22 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022 ; 340,34 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023 et 365,62 milliards de FCFA dans la LFI 2024, soit en moyenne 349,4 milliards de FCFA sur la période. Quant aux ressources transférées relatives aux dépenses en capital, elles sont estimées à 95,75 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022 ; 151,5 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2023 et enfin 74,47 milliards de FCFA dans la LFI 2024, soit une moyenne de 107,3 milliards de FCFA. En 2024, l'on relève une baisse globale du niveau des ressources transférées avec un taux de régression de 10,53% par rapport à 2023, imputable aux dépenses en capital qui ont enregistré un taux de régression de plus de 50%.

Tableau 20 : Transferts budgétaires aux Collectivités territoriales (2021-2024)

Libellés	Lois de finances			
	2021	2022	2023	2024
Recettes budgétaires (en milliards de FCFA)	1 757,4	1875,4	1 997,3	2 179,2
Crédits décentralisés (en milliards de FCFA)	459,9	437,97	411,98	440,09
Ratio (pourcentage)	**26,2**	**23,4**	**20,62**	**20,3**

***Source** : DGB, DNTCP, mai 2024*

203. Entre 2021 et 2023, les efforts budgétaires se sont poursuivis au profit des Collectivités territoriales. A cet effet, les transferts budgétaires en pourcentage des recettes budgétaires se situent en moyenne à 23,4% entre 2021-2023. Au titre du budget 2024, les efforts budgétaires de l'Etat au profit des Collectivités ont connu une baisse par rapport au budget 2023 pour se situer à 20,3% des recettes budgétaires.

4.1.2 Situation financière des Collectivités territoriales

204. Sur la base des données collectées, on constate que des efforts de mobilisation des recettes propres des Collectivités territoriales se poursuivent avec un taux de croissance annuel moyen de 7,03% entre 2021 et 2023. Sur la même période, les « transferts ou subventions » accordés aux Collectivités territoriales par l'État et d'autres institutions, constituant une part importante de leurs ressources, soit 77,9% en moyenne, ont progressé de l'ordre de 12% par an.

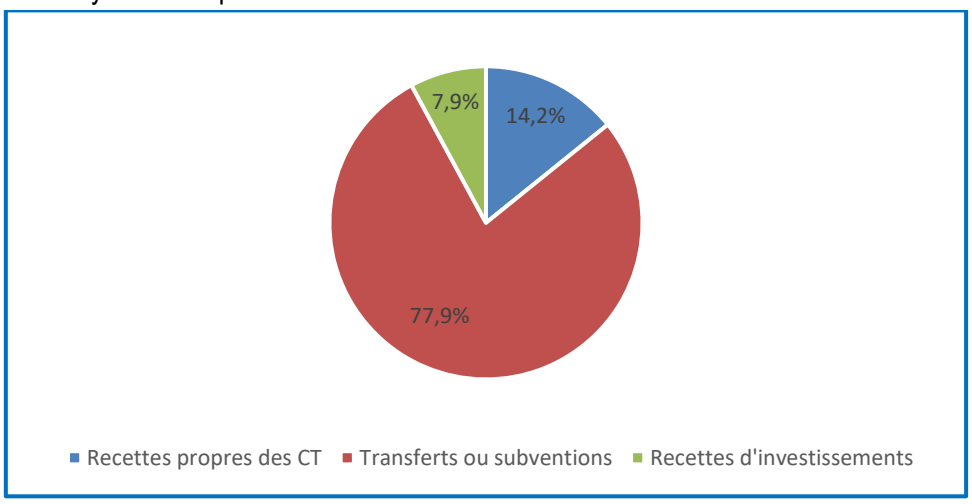
Tableau 21 : Evolution Recettes-Dépenses des Collectivités territoriales (2021-2023), en millions FCFA

Rubriques	Réalisations			Taux de croissance annuel moyen
	2021	2022	2023 (prov.)	
Recettes	**340 243,85**	**393 092,89**	***397 739,12***	**8,12%**
Recettes Propres des CT dont :	**49 062,20**	**54 704,43**	***56 203,22***	**7,03%**
Recettes Fiscales	41 245,68	47 158,17	*48 261,34*	8,17%
Recettes non Fiscales	6 861,55	6 962,18	*7 007,93*	1,06%
Autres recettes propres (à préciser)	954,97	584,08	*933,95*	-1,11%
Transfert ou Subvention dont	**254 448,38**	**313 454,73**	***315 131,86***	**11,29%**
Subvention de l'État	254 226,18	313 341,98	*315 034,18*	11,32%
Autres subventions (à préciser)	222,2	112,75	*97,68*	-33,70%
Recettes d'investissement	**36 733,27**	**24 933,73**	***26 404,04***	**-15,22%**
Dépenses	**316 341,90**	**395 307,58**	***392 209,01***	**11,35%**
Dépenses courantes dont :	**284 756,70**	**361 643,60**	***366 731,05***	**13,48%**
Personnel	212 286,97	257 938,63	*268 248,97*	12,41%
Fonctionnement	72 469,73	103 704,97	*98 482,08*	16,57%
Dépenses d'investissement dont :	**31 585,20**	**33 663,98**	***25 477,96***	**-10,19%**
Financement sur ressources propres	10 102,30	11 462,55	*13 552,96*	15,83%
Financement sur subventions (État, PTF), Dons et emprunts	21 482,90	22 201,43	*11 925,00*	-25,50%

***Source** : DNTCP, mai 2024*

205. Il ressort que la subvention de l'État reste la principale ressource des collectivités territoriales.

Figure 22 : Part moyenne des postes de recettes dans le total des ressources des CT entre 2021-2023

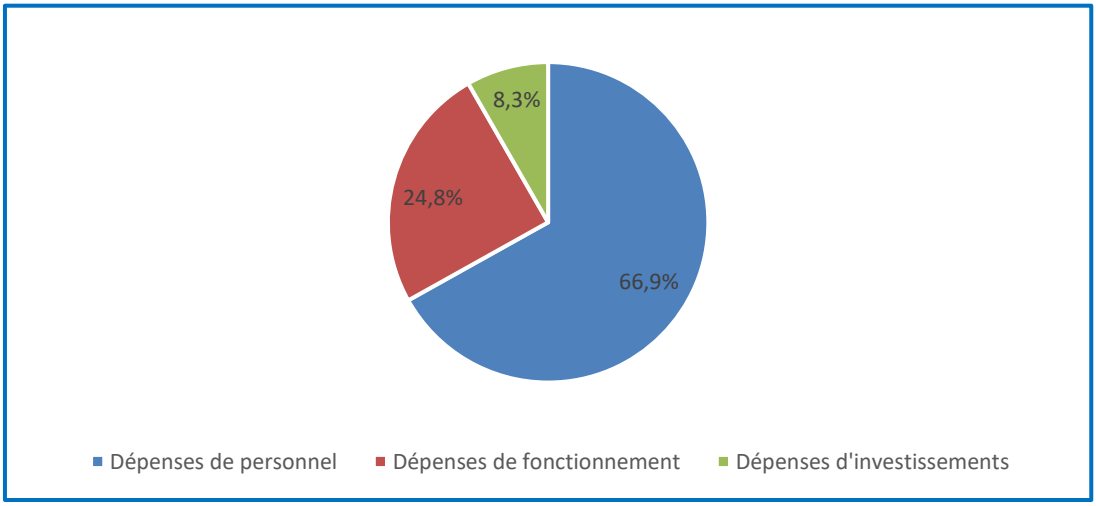


***Source :* DNTCP, mai 2024**

206. Comparativement aux recettes, les dépenses totales ont augmenté à un rythme plus important, soit 11,3% en moyenne annuelle entre 2021 et 2023. Les dépenses de personnel et de fonctionnement ont progressé en moyenne, respectivement de 12,4% et de 16,6%.

207. La décomposition des dépenses, illustrée par la figure 22, révèle une prédominance des dépenses courantes (91,7 en moyenne) sur la période 2021-2023, elles-mêmes dominées par les dépenses de personnel qui occupent environ 66,9% des dépenses totales. Les dépenses d'investissement représentent que 24,8% du total des dépenses sur la période couverte.

Figure 23 : Part moyenne des postes de dépenses dans le total des dépenses des CT entre 2021-2023



***Source :* DNTCP, mai 2024**

4.2 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

208. La sécurité sociale au Mali est gérée par quatre organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) ; (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) et (iv) l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM).

4.2.1 Institut National de Prévoyance Sociale

209. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le Code du travail.

210. Les régimes gérés par l'INPS se résument comme suit :

- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- les Prestations Familiales (PF) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

211. Par ailleurs, la loi n°99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

212. L'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la Loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'Institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

Tableau 22 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalisation (Prov.)			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Nombre d'assurés	334 099	370 860	369 417	379 417	390 543	445 248	525 676
Nombre d'employeurs	39 680	38 532	40 634	42 300	45 980	47 325	49 543

Source : INPS, avril 2024

213. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 23 : Évolution des ressources de l'INPS

Rubriques	Réalisations (Prov.)			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations (en milliards F CFA)	162,1	164,3	167,4	188,7	190,1	216,8	271,8
Autres recettes à préciser (en milliards F CFA)	4,6	3,6	3,3	12,7	14,2	14,6	14,8

Source : INPS, avril 2024

- **Situation financière des branches gérées par l'INPS**

214. Depuis plusieurs années la branche Vieillesse, Invalidité et Décès cumule un déficit qui pourrait davantage se creuser dans les années à venir en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement. Cependant, ce déficit est comblé par les excédents des deux autres branches à savoir les prestations familiales (cf. tableau 25) et les Accidents de travail et Maladies professionnelles (cf. tableau 26). Par ailleurs, cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a

supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.

Tableau 24 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations (Prov.)			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations	71	74,7	75,8	85,1	85,6	97,7	122,4
Dépenses	74	78,8	97,7	100,7	115,1	125,3	134,8
Résultats	**-3,0**	**-4,1**	**-21,9**	**-15,6**	**-29,5**	**-27,6**	**-12,4**

***Source** : INPS, avril 2024*

Tableau 25 : Situation financière de la branche Prestations Familiales (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations (Prov.)			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations	63	66,4	67,3	75,3	75,8	86,4	108,3
Dépenses	14	13,6	15,1	15,3	17,5	19,0	20,5
Résultats	**49**	**52,8**	**52,2**	**60,0**	**58,3**	**67,4**	**87,8**

***Source** : INPS, avril 2024*

Tableau 26 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations (Prov.)			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations	22	21,7	22,8	27,2	27,4	31,2	39,1
Dépenses	2	1,4	1,3	1,3	1,5	1,6	1,7
Résultats	**20**	**20,3**	**21,5**	**25,9**	**25,9**	**29,6**	**37,4**

***Source** : INPS, avril 2024*

215. Le déséquilibre quasi structurel du régime Vieillesse, Invalidité et Décès est lié aux causes ci-après :

- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;
- les demandes croissantes des pensions anticipées ;
- les revalorisations périodiques des montants des pensions ;
- le transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
- l'insuffisance de la maitrise du fichier des bénéficiaires ;
- le volume très important des paiements en espèce et par chèques.

216. A la suite d'une recommandation de son Conseil d'Administration, l'INPS a commandité une étude actuarielle conduite par le Bureau International du Travail (BIT) qui a couvert la période 2017-2018. Cette étude a conclu à des recommandations qui ont été partagées avec les partenaires et qui devraient aboutir à des réformes paramétriques. Le projet de réforme est orienté dans le sens :

- de la réduction progressive du taux de remplacement de 2% à 1,75%, puis à 1,50% et à 1,40% ;
- du relèvement du taux de cotisation pour le régime de retraite de 9% à 12%, soit une évolution de trois points de pourcentage.

217. Ces réformes n'ont pas été suivies d'effet à cause de la crise que le Mali traverse. Une deuxième étude actuarielle est en perspective. Dans l'attente de ces réformes, l'INPS a entamé des actions spécifiques d'envergure pour assurer la maitrise des dépenses de pensions parmi lesquelles :

- la gestion des comptes individuels des salariés pour renforcer le principe « du bon droit à la bonne personne » ;
- la validation des nouvelles pensions dans le cadre d'une commission créée à cet effet ;
- le contrôle à priori et à postériori des pensions en service.

218. Dans le sens de la maitrise des charges techniques, l'INPS a entamé entre autres :

- l'enrôlement biométrique ;
- l'application des taux d'abattement de 5 à 25% sur les pensions anticipées ;
- la période de stage à faire passer de 13 à 15 ans ;
- le salaire de référence à calculer sur 10 ans au lieu de 8 pour permettre la maitrise des salaires de référence.

219. Par ailleurs, les autorités du Mali ont mis en place la commission de travail en charge de préparer l'organisation des ateliers pour permettre la transposition de la Directive du Conseil des Ministres de la CIPRESS portant socle juridique de sécurité sociale qui prévoit une architecture institutionnelle et organisationnelle ainsi que la gestion technique des branches de prestations sociales. La mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures contenues dans le socle juridique assurera à la branche de la retraite son équilibre à long terme.

Tableau 27: Situation financière de la branche Assurance Volontaire (Montant en millions de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations	1,2	1,6	1,2	1,3	1,3	1,5	1,9
Dépenses	0,3	0,5	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Résultats	**0,9**	**1,1**	**1**	**1,1**	**1,0**	**1,2**	**1,6**

***Source** : INPS, avril 2024*

Tableau 28: Situation financière consolidée des différentes branches (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations (Prov.)			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations	166,7	167,9	170,7	201,4	204,3	231,4	286,6
Dépenses	128,5	132,8	166,2	187,3	196,6	214,2	233,2
Résultats	**38,2**	**35,1**	**4,5**	**14,1**	**7,7**	**17,2**	**53,4**

***Source** : INPS, avril 2024*

220. Les dépenses figurant dans les tableaux ci-dessus concernent essentiellement les prestations techniques, les revenus reversés aux bénéficiaires sous formes de prestations sociales ; elles n'incluent pas les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'Institut. Aussi, les recettes et dépenses par branche, sur les tableaux 24, 25, 26 et 27 ne prennent pas en comptes les recettes diverses ainsi que les dépenses administratives et celles de l'Action sanitaire et sociale ; par contre le tableau 28 (situation financière consolidée des branches) les prend en compte.

221. l'INPS ne contracte pas de dette pour financer ses activités, les cotisations sociales couvrent

largement les dépenses. Par ailleurs, il est prévu l'entrée en vigueur du RAMU en 2025, ce qui contribuera à booster le nombre d'assurés à partir de 2026, qui à son tour aura des répercussions sur les recettes et dépenses futures.

4.2.2 Caisse Malienne de Sécurité Sociale

222. Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'État lui confie.

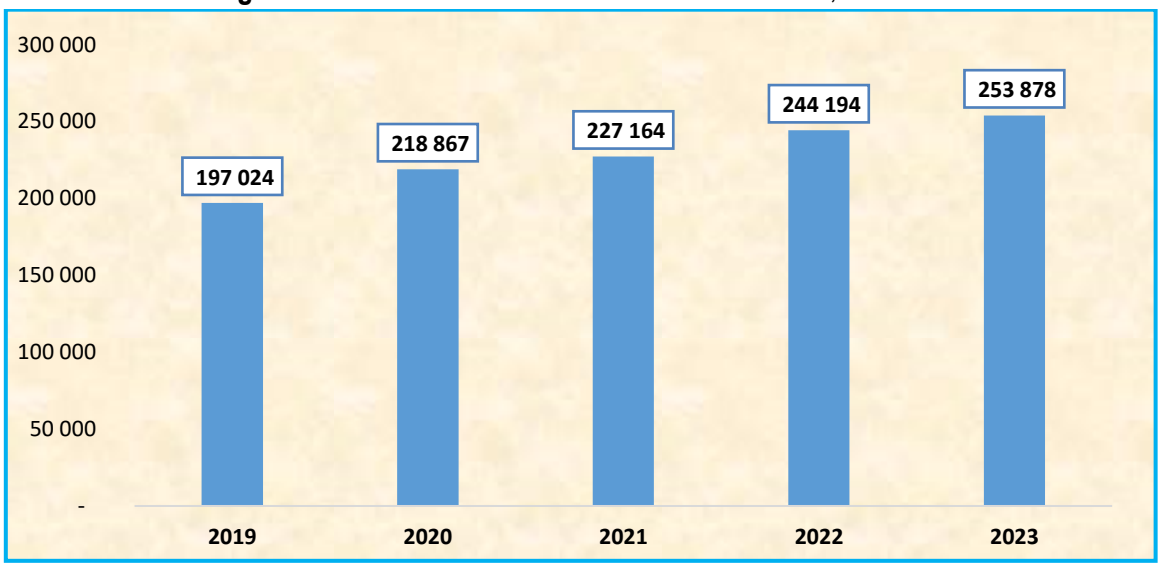
223. La situation de l'évolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents de 2019 à 2023 est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 29 : Évolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents (chiffres en nombre de personnes) de 2019-2023

Affiliés CMSS	Réalisations				
	2019	2020	2021	2022	2023
Pensionnés	56 851	58 067	59 847	62 533	59 535
Fonctionnaires de l'Etat	47 571	52 037	57 337	60 347	60 543
Fonctionnaires des collectivités	56 478	59 246	59 581	58 415	58 401
Militaires	35 982	49 517	50 399	62 899	75 399
Députés	142	0	0	0	0
TOTAL	**197 024**	**218 867**	**227 164**	**244 194**	**253 878**

***Source** : CMSS, Février 2024*

Figure 24 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS, 2019-2023



***Source** : CMSS, Février 2024*

S'agissant des ressources de la CMSS elles proviennent des subventions de l'État, des cotisations, des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Le recouvrement des recettes de la caisse est passé de 163,10 milliards de FCFA en 2021 à 180,85 milliards de FCFA en 2023 soit une augmentation d'environ 11% sur la période. Au titre de l'exercice budgétaire 2024, les ressources de la caisse sont évaluées à 197,12 milliards de FCFA. A moyen terme, il est attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 206,72 milliards de FCFA en 2025, 216,80 milliards de FCFA en 2026 et 227,37 milliards de FCFA en 2027, soit en moyenne 5% d'augmentation par an entre 2024 et 2027. La situation ainsi décrite est donnée dans le tableau ci-dessous.

En 2021, la subvention accordée par l'Etat a représenté près de 5,02% du total des ressources. Cette proportion a fléchi à 4,71 % et 2,14 % respectivement en 2022 et 2023. Sur la période 2024-2027, le poids de la subvention de l'État en faveur de la CMSS par rapport au total des ressources demeurera stable à environ 4% (voir tableau ci-dessous).

Tableau 30 : Évolution des ressources de la CMSS

Nature des ressources	Réalisations			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations (milliards FCFA)	153,65	152,88	173,76	182,69	191,83	201,42	211,49
Poids (en %)	94,22	94,24	96,10	92,68	92,80	92,91	93,02
Subventions-Etat (milliards FCFA)	5,02	4,71	2,14	8,51	8,68	8,85	9,03
Poids (en %)	3,08	2,90	1,18	4,32	4,20	4,08	3,97
Pénalités (milliards FCFA)	1,27	1,15	1,46	2	2,1	2,2	2,31
Poids (en %)	0,78	0,71%	0,81	1,01	1,02	1,01	1,02
Intérêts créditeurs (milliards FCFA)	0,16	0,19	0,21	0,16	0,17	0,18	0,19
Poids (en %)	0,10	0,12	0,12	0,08	0,08	0,08	0,08
Autres produits de gestion courante (indûment perçus, frais DAO) (milliards FCFA)	2,97	3,29	3,25	3,75	3,93	4,13	4,34
Poids (en %)	1,82	2,03	1,80	1,90	1,90	1,91	1,91
Total	163,07	162,22	180,82	**197,11**	**206,71**	**216,78**	**227,36**

***Source** : CMSS, Février 2024*

224. Les perspectives indiquent une certaine stabilité dans le recouvrement des cotisations qui reste désormais la principale ressource de la CMSS. Toutefois, la subvention de l'Etat reste présente et constitue la deuxième source de recettes pour la CMSS.

225. Il convient de noter que s'agissant d'un régime contributif fonctionnant par répartition, les cotisations sociales doivent constituer la première ressource financière, en lieu et place des subventions dont l'objectif est de combler un déséquilibre ponctuel. La situation actuelle indique qu'en l'absence d'une subvention de l'Etat, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux. Il y a de ce fait un besoin urgent de garantir l'autonomie financière de la CMSS qui lui permettra d'accomplir ses missions de protection sociale, en lieu et place de la subvention qui, du fait du déséquilibre de la branche des pensions reste désormais un poste de financement.

226. Les pénalités ont représenté en moyenne 0,8% des ressources de la CMSS entre 2021-2023 et 1% entre 2024-2027. Les intérêts créditeurs représentent en moyenne 0,1 % sur les deux périodes. Quant aux autres produits de gestion courante, ils représentent en moyenne 1,9% des ressources de la CMSS sur les périodes 2021-2023 et 2024-2027.

Tableau 31: Évolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliards FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Produits	163,1	162,24	180,85	178,99	187,71	196,86	206,46
Charges	165,62	169,46	174,11	178,11	186,79	195,89	205,45
Résultat	-2,52	-7,22	6,74	0,88	0,92	0,97	1,01

***Source** : CMSS, Février 2024*

227. Au regard du tableau ci-dessus relatif aux résultats financiers de la CMSS, il ressort que la situation financière de la CMSS s'est améliorée à partir de 2023 avec un résultat net de 6,74 milliards de FCFA,

après avoir enregistré des pertes en 2021 et 2022.

228. La tendance devrait se maintenir sur la période de projection (2024-2027) avec tout de même, un niveau inférieur à celui de 2023, passant de 880 millions de FCFA en 2024 à 1,01 milliards de FCFA en 2027. Cette amélioration régulière du résultat net de la CMSS est en lien avec la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'amélioration des paramètres techniques et financiers des régimes de pension ;
- la mise en place de la retraite complémentaire par capitalisation ;
- l'institutionnalisation des mesures relatives aux Accidents du Travail et Maladies Professionnels (AT/MP) ;
- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités.

4.2.3 Caisse Nationale d'Assurance Maladie

229. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la Loi N°09-016 du 26 juin 2009, modifiée par la Loi N°2021-038 du 8 juillet 2021. Elle est érigée en Établissement Public à Caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du Régime d'Assurance Maladie Universelle institué par la Loi N° 2018-074 du 31 décembre 2018. A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du Régime de l'Assurance Maladie Universelle ;
- l'immatriculation des employeurs, des assurés et la mise à jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la signature des conventions avec les structures de santé et le suivi de ladite convention ;
- l'appui aux Organismes Gestionnaires Délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations à la prise en charge de l'Assurance Maladie Universelle ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Universelle ;
- la consolidation des comptes des Organismes Gestionnaires Délégués ;
- l'élaboration de référentiels et des procédures de gestion dans le cadre du Régime d'Assurance Maladie Universelle ;
- la mise en œuvre de toutes autres activités en lien avec l'Assurance Maladie Universelle.

230. Dans l'exercice de ses missions, la CANAM dégage des statistiques relatives au nombre d'assurés, au nombre d'employeurs, à la nature de ses ressources et aux résultats d'exercices annuels. Les tableaux ci-dessous donnent les résumés de ces statistiques.

Tableau 32 : Évolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM entre 2021-2027

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Nombre d'assurés	1 576 510	1 697 938	1 832 632	1 932 632	2 032 632	2 132 632	2 232 632
Nombre d'employeurs	42 837	43 785	44 793	45 793	46 793	47 793	48 793

***Source** : CANAM, Février 2024*

231. Il ressort de l'analyse du tableau que le nombre d'assurés à la CANAM a connu une augmentation globale de 16,2% sur la période 2021-2023, passant de 1 576 510 assurés en 2021 à 1 832 632 assurés en 2023. Cette tendance devrait se maintenir sur la période 2024-2027. S'agissant du nombre d'employeurs, il ressort une augmentation de 4,6% sur la période 2021-2023. En terme de prévision, le nombre d'employeurs devrait passer de 45 793 en 2024 à 48 793 employeurs en 2027, soit une augmentation de 6,6%.

232. Cette constante augmentation du nombre d'assurés et d'employeurs (environ 100 000/an pour les assurés et 1 000/an pour les employeurs) est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audio-visuelles qui ont été réalisées. La poursuite de ces différentes actions permettra en perspective de garder le même rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des assurés que celui des employeurs.

Tableau 33 : Evolution des ressources de la CANAM (en millions de FCFA), 2021-2027

Nature de ressources	Réalisations			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations	84 552	87 563	100 494	111 032	122 135	134 349	147 784
Subventions (État)	0	0	0	0	ND	ND	ND
Autres ressources	2 082	1 929	2 970	2 859	3 145	3 459	3 805
Total	**86 634**	**89 492**	**103 464**	**113 891**	**125 280**	**137 808**	**151 589**

***Source** : CANAM, Février 2024*

233. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations de l'Assurance Maladie recouvrées par les Organismes Gestionnaires Délégués (INPS et CMSS) et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, intérêts et dividendes reçus et autres produits exceptionnels). Elles ont évolué en moyenne de 9,3% par an entre 2021 et 2023 et connaitront une augmentation annuelle moyenne d'environ 10% sur la période 2025-2027.

Tableau 34 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2021-2027 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Produits	86 634	89 492	103 464	113 891	135 530	161 281	191 924
Charges	67 304	82 738	96 044	113 891	135 530	161 281	191 924
Résultat	**19 330**	**6 754**	**7 420**	**0**	**0**	**0**	**0**

***Source** : CANAM, Février 2024*

234. Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques relatives au paiement des prestations de soins de santé de l'assurance maladie au bénéfice de ses assurés et à toute autre dépense relative à l'objet de la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement, essentiellement composées des dépenses pour la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses pour le fonctionnement courant.

235. De 2021 à 2023, les charges ont augmenté de 19,5% en moyenne par an, contre une augmentation annuelle moyenne de 19% sur la période de projection. Par respect du principe d'équilibre budgétaire,

les résultats des prévisions de 2024, 2025, 2026 et 2027 sont nuls.

236. L'analyse des résultats financiers de la CANAM révèle à suffisance des risques budgétaires assez importants liés, notamment à l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation est surtout liée à l'Assurance Maladie Obligatoire qui reste un régime de sécurité sociale de courte durée. De ce fait, la nature du régime (remboursement des prestations dues à la Maladie) l'expose plus que les autres régimes de sécurité sociale à une sortie de fonds plus soutenue, étant donné que la raison d'être de la CANAM, c'est d'assurer la prise en charge des frais de prestations des assujettis au régime AMO.

237. Par ailleurs, il faut noter que l'un des facteurs majeurs expliquant l'augmentation des dépenses de l'assurance maladie est la fraude aux prestations. C'est pourquoi plusieurs mesures ont été prises pour assurer la pérennité du régime, notamment :

- la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ;
- la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;
- la réalisation de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs.

4.2.4 Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM)

238. L'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM) a été créée par la loi n°09-031 du 27 juillet 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'ANAM a pour mission la gestion du régime d'Assistance Médicale institué par la loi n°09-030 du 27 juillet 2009.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des ressources du Régime d'Assistance Médicale ;
- la prise en charge des prestations couvertes par le Régime d'Assistance Médicale ;
- l'immatriculation des personnes éligibles au Régime et des bénéficiaires ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur exécution ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'assistance médicale ;
- l'établissement des statistiques de l'assistance médicale.

239. Dans l'exercice de ses missions, l'ANAM dégage des statistiques relatives au nombre de personnes immatriculées, à la nature de ses ressources et aux résultats d'exercices annuels. Les tableaux ci-dessous donnent les résumés de ces statistiques.

Tableau 35 : Évolution du nombre des personnes immatriculées à l'ANAM, par sexe, entre 2021-2027

Sexe	Réalisations				Prévisions		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Hommes	58 730	1 159 572	106 550	408	105 000	112 000	126 000
Femmes	55 344	1 109 954	109 372	406	115 000	130 000	140 000
Total	**114 074**	**2 269 526**	**215 922**	**814**	**220 000**	**242 000**	**266 000**

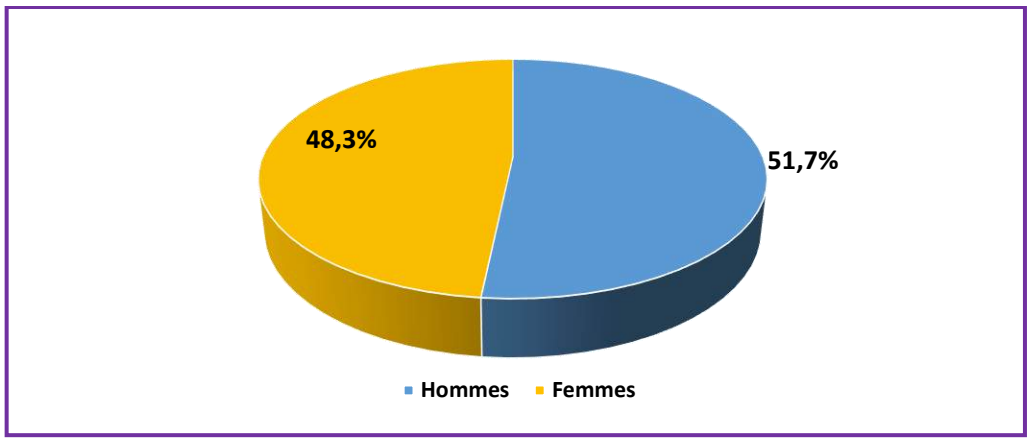
Source *: **ANAM, Février 2024***

NB : les chiffres de 2024 sont relatifs au mois de janvier 2024

240. Entre 2021 et 2023, l'ANAM a immatriculé en moyenne 866 507 personnes dont 441 617 pour les hommes et 424 890 pour les femmes. En 2022, on observe un pic, où le nombre des personnes immatriculées a atteint 2 269 526 à la suite d'un enrôlement massif d'indigents, de blessés de guerre, de pensionnaires des établissements pénitentiaires, des enfants non accompagnés et des déplacés internes, tous victimes de la crise sécuritaire et de la Covid-19. Sur la période de cadrage, il est attendu en moyenne 242 667 personnes immatriculés, dont 47% d'hommes et 53% de femmes.

241. S'agissant du nombre de personnes indigents pris en charge par l'ANAM, il a connu une chute de 45 721 personnes entre 2020 et 2023, passant de 52 506 en 2020 à 6 785 en 2023, soit un taux de régression de 87,1%. Sur les indigents prise en charge, les hommes ont représenté en moyenne 51,7% contre 48,3% pour les femmes sur la même période.

Figure 25 : Poids moyen par sexe, des indigents pris en charge par l'ANAM, 2020-2023



Source *: **ANAM, Février 2024***

Tableau 36 : Evolution des ressources de l'ANAM (en millions de FCFA), 2021-2027

Nature de ressources	Réalisations			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cotisations							
Subventions (État)	1 202	973	1 204	1 252	1 377	1 515	1 666
Autres ressources	368	302	450	1 737	1 650	1 568	1 490
Total	**1 570**	**1 275**	**1 654**	**2 989**	**3 027**	**3 083**	**3 156**

Source *: **ANAM, Février 2024***

242. Les ressources de l'ANAM passent de 1 570 000 000 FCFA en 2021 à 1 275 000 000 FCFA en 2022, et à 1 654 000 000 FCFA en 2023, correspondant à un taux de variation annuel moyen de +2,6%% sur la période 2021-2023.

243. Entre 2024 et 2027, les ressources sont projetées en moyenne à 3 064,75 millions de FCFA, correspondant à une progression moyenne annuelle de 1,8%. L'on note une progression de la subvention de l'Etat, à hauteur de 10% en moyenne par an, sur la période de projection. En même temps, on relève une baisse des « autres ressources », à hauteur de 5% par an.

Tableau 37 : Evolution des produits, charges et résultat net de l'ANAM sur 2021-2027 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Produits	1570	1275	1654	2989	3027	3083	3156
Charges	1566	1951	2402	2989	3027	3083	3156
Résultat	**4**	**-676**	**-748**	**0**	**0**	**0**	**0**

Source** : **ANAM, Février 2024

4.3 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

244. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2023, l'État du Mali détient des participations financières dans quarante-six (46) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille est évalué en 2023 à 166,94 milliards de FCFA contre 146,039 milliards de FCFA en 2022 et 76,144 milliards de FCFA en 2021.

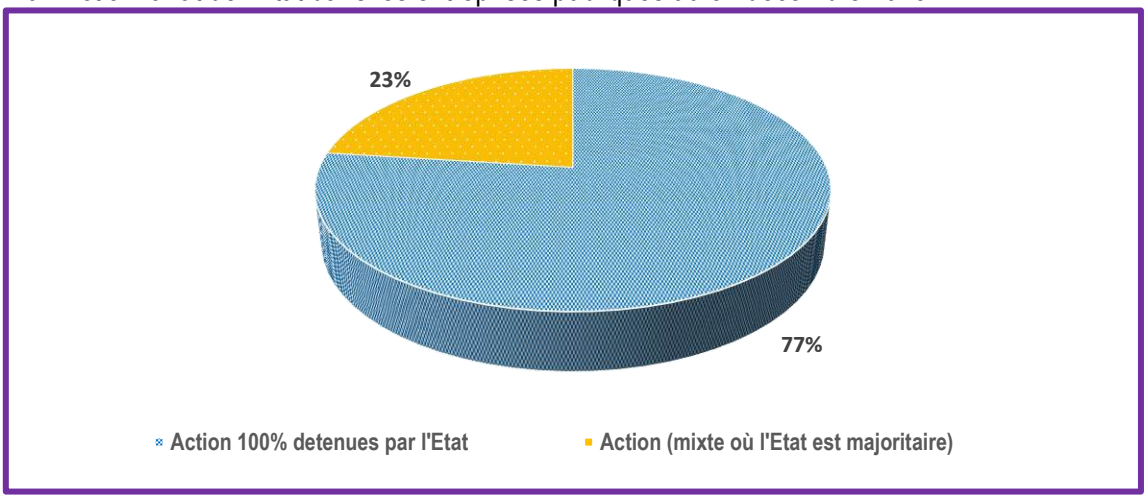
245. Parmi les 46 entreprises où l'État détient une participation financière en 2023, on note-vingt-deux (22) établissements ou entreprises dont les actions sont, soit exclusivement (100%) détenues par l'État (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenus par l'Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

Tableau 38 : Niveau de participation de l'État dans les entreprises publiques

Niveau de participation de l'État	Nombre	Pourcentage
Actions 100% détenues par l'État	17	77%
Actions (mixtes où l'État est majoritaire)	5	23%
Total général	**22**	**100%**

Source : ***DGABE, avril 2024***

Figure 26 : Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2023



Source : ***DGABE, avril 2024***

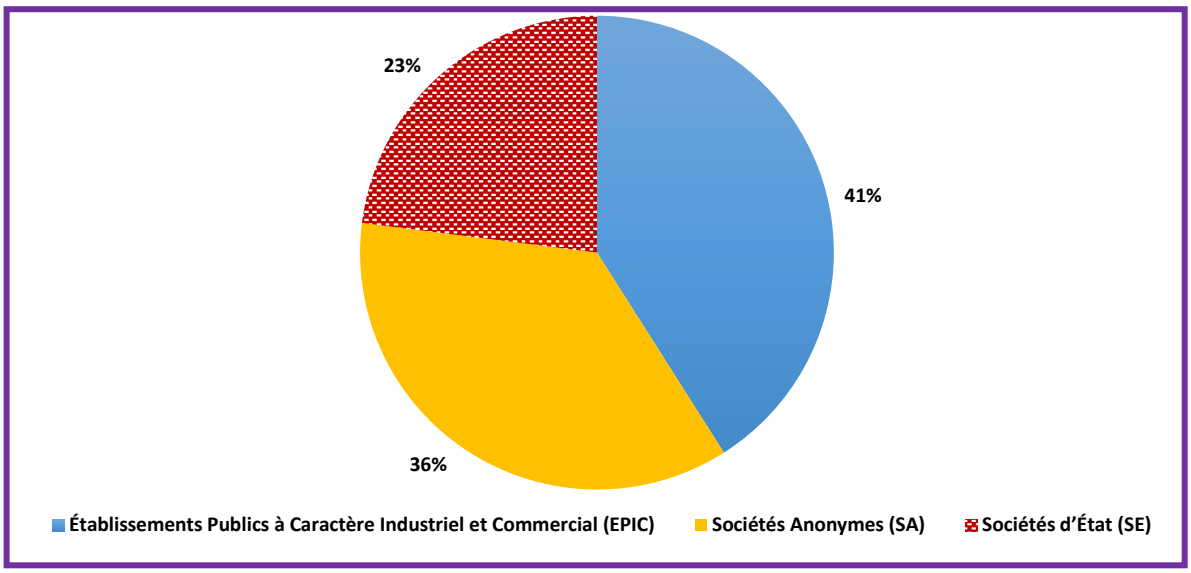
246. Il ressort de l'analyse de la figure ci-dessus que 77 % des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat, soit un total de 17 établissements alors que dans les 23% restants, l'État partage les actions avec d'autres acteurs tout en restant l'actionnaire majoritaire, soit un total de cinq (5) entreprises.

Tableau 39 : Répartitions des entreprises publiques selon le statut juridique

Statut Juridique des entreprises	Nombre	Pourcentage
Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC)	9	41%
Sociétés Anonymes (SA)	5	23%
Sociétés d'État (SE)	8	36%
Total	**22**	**100%**

Source : ***DGABE, avril 2024***

Figure 27 : Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique au 31 décembre 2023



Source : DGABE, avril 2024

247. L'analyse selon le statut juridique des entreprises publiques indique que la majorité (9 entreprises), soit 41%, est constituée d'Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC). Les Sociétés d'État (SE) au nombre de huit (08) entreprises, représentent 36% du total, tandis que les Sociétés Anonymes (SA) au nombre de cinq (05) entreprises ressortent avec 23% du total des entreprises publiques au Mali. (Voir figure 27).

248. Selon le secteur d'activités, les entreprises publiques se concentrent sur trois principaux secteurs, à savoir : (i) industrie et secteur rural ; (ii) mines, eau et énergies et (iii) services et télécom.

Tableau 40 : Répartition des entreprises publiques par secteur d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Industrie et Secteur Rural	6	27%
Mines, Eau et Énergie	3	14%
Services et Télécom	13	59%
Total général	**22**	100%

Source : DGABE, avril 2024

249. Il ressort de l'analyse du tableau que les entreprises du secteur « services et télécom » au nombre de 13 représentent 59 % tandis que celles du secteur « industrie et secteur rural » représentent 27%. Les entreprises du secteur « mines, eau, énergie » qui sont au nombre de trois (3) ressortent avec 14%.

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2024 -2027

	2024 LFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.
RECETTES, DONS	**2 389,9**	**2 650,9**	**2 955,2**	**3 214,9**
Recettes totales	**2 303,6**	**2 575,8**	**2 847,2**	**3 144,9**
Recettes budgétaires	**2 181,1**	**2 453,1**	**2 692,7**	**2 981,5**
Recettes fiscales	**2 063,6**	**2 326,8**	**2 551,2**	**2 831,9**
Impôts directs	771,4	977,8	1 053,3	1 114,0
Impôts indirects	1 292,2	1 348,9	1 497,9	1 717,8
TVA	621,8	719,0	714,3	845,1
TVA intérieur	241,8	268,7	289,9	358,4
TVA sur importation	380,0	450,2	424,4	486,6
Taxes intérieures sur produits pétroliers	155,5	188,6	201,2	212,8
Taxes sur les importations (DD et taxes)	259,5	237,2	274,8	300,3
Autres droits et taxes	361,3	310,1	413,5	465,6
Remboursement exonérations	-7,7	-7,7	-7,7	-7,7
Remboursement crédit TVA	-98,2	-98,2	-98,2	-98,2
Recettes non fiscales	**117,5**	**126,4**	**141,5**	**149,6**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**122,5**	**122,6**	**154,5**	**163,4**
dont recettes des budgets annexes	8,7	8,9	9,9	10,5
Dons	**86,3**	**75,1**	**108,0**	**70,0**
Projets	75,0	75,0	108,0	70,0
Budgétaires	3,8	0,0	0,0	0,0
Appui budgétaire	7,6	0,1	0,0	0,0
Dépenses Totales, Prêts Nets	**2 998,5**	**3 157,9**	**3 464,6**	**3 771,0**
Dépenses budgétaires	**2 880,0**	**3 038,9**	**3 313,7**	**3 610,2**
Dépenses courantes	**2 270,0**	**2 336,6**	**2 461,3**	**2 668,2**
Personnel	**1 055,0**	**1 056,1**	**1 130,1**	**1 216,3**
Fonctionnaires Etat	749,5	749,7	802,2	863,4
Fonctionnaires Collectivités	305,6	306,4	327,9	352,9
Biens et Services	**542,3**	**628,0**	**583,8**	**631,5**
Matériel	187,8	241,4	186,5	214,8
Communication - énergie	53,0	52,1	61,9	66,9
Déplacements et transports	55,2	75,8	77,8	84,1
Elections	70,8	80,8	10,0	10,0
Autres dépenses sur biens et services	175,6	207,9	247,7	255,7
Transferts et subventions	**449,6**	**438,1**	**447,3**	**498,6**
Bourses	18,9	18,6	20,4	22,7
Filet social	10,0	15,0	10,0	10,0
Subventions aux entreprises publiques	60,0	30,0	30,0	30,0
Intrants agricoles	24,1	24,1	24,1	24,1
Plans sociaux (Restructuration des Ent. Pub)	2,0	2,0	2,0	2,0
Autres transferts et subventions	334,6	348,5	360,8	409,8
Intérêts dus	**223,0**	**214,5**	**249,3**	**265,6**
Dette intérieure	183,3	173,3	208,3	226,3
Dette extérieure	39,8	41,2	41,0	39,3
Dépenses en capital	**610,0**	**702,2**	**852,4**	**941,9**
Financement extérieur	172,6	165,1	243,0	210,0
Financement domestique	437,5	537,1	609,4	731,9
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**122,5**	**122,6**	**154,5**	**163,4**
dont dépenses des budgets annexes	8,7	8,9	9,9	10,5
Prêts Nets	-3,9	-3,7	-3,5	-2,5

***Source* : DNTCP, DGB, Août 2024**

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2024 -2027 (suite)

	2024 LFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.
Déficit (base ordonnancement)				
Dons exclus	-694,9	-582,1	-566,8	-570,0
Dons inclus	-608,6	-507,0	-458,8	-500,0
Ajustement base caisse	-27,7	-27,7	-27,7	-27,7
Déficit (base Caisse)				
Dons exclus	-722,6	-609,8	-594,5	-597,7
Dons inclus	**-636,3**	**-534,7**	**-486,5**	**-527,7**
Solde budgétaire de base	-522,4	-417,0	-323,8	-360,0
Solde budgétaire de base corrigé des Dons budgétaires et ressources PPTE	-513,4	-411,7	-319,5	-355,8
FINANCEMENT	**636,3**	**-883,6**	**-1 109,0**	**-797,0**
Financement extérieur (net)	**-100,5**	**-127,9**	**-107,9**	**-102,9**
Emprunts	90,0	90,0	135,0	140,0
Projets	90,0	90,0	135,0	140,0
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-195,8	-223,3	-247,1	-247,1
Annulation de la dette (PPTE)	5,2	5,3	4,3	4,2
Financement intérieur (net)	736,9	-755,6	-1 001,2	-694,1
dont remboursement bons et obligations du trésor	-612,8	-695,1	-941,9	-634,8
Ecart de financement (+ = besoin de financement)	**0,0**	**1 418,3**	**1 595,5**	**1 324,7**

Source : DNTCP, DGB, Août 2024

ANNEXE 2 : INDICATEURS BUDGETAIRES

	2024 Révisé	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.
P.I.B. (Modèle MME-DNPD-CPM)	**13 696,7**	**14 404,0**	**15 526,7**	**16 752,3**
Recettes budgétaires (% PIB)	15,9%	17,0%	17,3%	17,8%
Recettes totales (% PIB)	16,8%	17,9%	18,3%	18,8%
Recettes fiscales (% PIB)	15,1%	16,2%	16,4%	16,9%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
Dons / (% PIB)	0,6%	0,5%	0,7%	0,4%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	21,9%	21,9%	22,0%	22,2%
Dépenses budgétaires (% PIB)	21,0%	21,1%	21,0%	21,2%
Dépenses courantes (% PIB)	16,6%	16,2%	15,5%	15,6%
Dépenses en capital (% PIB)	4,5%	4,9%	5,5%	5,6%
Dépenses PPTE (% PIB)	2,6%	2,5%	2,5%	2,5%
Solde global (base engagement) dons inclus (%PIB) 1/	-4,4%	-3,5%	-3,0%	-3,0%
Solde global (base engagement) dons exclus (%PIB)	-5,1%	-4,0%	-3,7%	-3,4%
Solde global (base caisse) dons inclus (%PIB) 1/	-4,6%	-3,7%	-3,1%	-3,2%
Solde global (base caisse) dons exclus (%PIB)	-5,3%	-4,2%	-3,8%	-3,6%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-3,8%	-2,9%	-2,1%	-2,1%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en %PIB)	-3,7%	-2,9%	-2,1%	-2,1%
Solde budgétaire de base hors PPTE et hors intérêts (%PIB)	-2,1%	-1,4%	-0,5%	-0,5%
Solde primaire, dons inclus (%PIB) 3/	-3,4%	-2,6%	-2,0%	-1,8%
Solde primaire de base (%PIB) 4/	-2,2%	-1,4%	-0,5%	-0,6%
Epargne publique (propre) (%PIB) 5/	-0,6%	0,8%	1,8%	2,2%
Epargne publique nationale (%PIB) 6/	-0,3%	1,0%	2,2%	2,4%
Assistance budgétaire (%PIB)	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Masse salariale /Recettes fiscales	51,1%	45,4%	44,3%	43,0%
Equipement-Investissement (financem. intér.) / Recettes fiscales	21,2%	23,1%	23,9%	25,8%
Dépenses Courantes hors PPTE/PIB	14,0%	13,7%	13,0%	13,1%
Masse salariale hors PPTE /Recettes fiscales	36,3%	32,2%	31,4%	30,5%
Equipement-Investissement hors PPTE/Recettes fiscales	21,2%	23,1%	23,9%	25,8%
Masse salariale / (% PIB)	7,7%	7,3%	7,3%	7,3%
Intérêts / (% PIB)	1,6%	1,5%	1,6%	1,6%
Solde primaire, hors dons (% PIB)	-3,4%	-2,6%	-2,0%	-1,8%
Ratio dépenses courantes/Dépenses budgétaires	78,8%	76,9%	73,9%	73,5%
Ratio dépenses en capital/Dépenses budgétaires	21,2%	23,1%	26,1%	26,5%

Source : DNTCP, DGB, Août 2024

ANNEXE 3 : Allocations budgétaires par fonction et par groupe (en milliards de FCFA), 2024-2027

Intitulé	2024 LFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moyenne 2025-2027
Services généraux des administrations publiques	**853,6**	**942,4**	**904,0**	**958,8**	**935,0**
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	231,7	259,7	277,5	302,5	279,9
Aide économique extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services généraux	59,7	70,6	85,7	93,8	83,4
Recherche fondamentale	0,6	1,0	0,8	0,9	0,9
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1,0	1,9	2,1	2,5	2,2
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	275,3	332,0	227,1	228,8	262,6
Opération concernant la dette publique	260,9	252,3	281,9	304,0	279,4
Transferts de caractère général entre administrations publiques	24,3	24,9	28,8	26,3	26,7
Défense	**546,6**	**470,1**	**524,7**	**569,5**	**521,4**
Défense militaire	139,5	124,0	142,7	154,4	140,3
Défense civile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide militaire à des pays étrangers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Recherche-développement concernant la défense	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Défense n.c.a.	406,9	345,9	381,8	414,8	380,8
Ordre et sécurité publics	**329,6**	**332,5**	**322,2**	**354,2**	**336,3**
Services de police	143,8	133,6	164,8	179,5	159,3
Services de protection civile	34,4	32,4	40,1	43,9	38,8
Tribunaux	30,3	34,5	36,9	40,7	37,4
Administration pénitentiaire	9,6	10,2	11,3	12,5	11,3
Ordre et sécurité publics n.c.a.	111,5	121,8	69,2	77,6	89,5
Affaires économiques	**462,7**	**550,4**	**658,4**	**721,3**	**643,4**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	27,0	39,3	40,3	47,0	42,2
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	229,9	232,5	307,9	344,0	294,8
Combustibles et énergie	94,2	58,9	81,3	83,7	74,7
Industries extractives et manufacturières, construction	10,1	12,2	14,6	15,2	14,0
Transports	48,8	144,8	145,9	158,9	149,9
Communications	15,6	20,6	21,1	23,6	21,7
Autres branches d'activité	9,4	10,3	11,7	12,7	11,6
Recherche-développement concernant les affaires économiques	7,0	9,2	12,7	12,9	11,6
Affaires économiques n.c.a.	20,6	22,5	22,8	23,4	22,9
Protection de l'environnement	**22,5**	**40,7**	**43,1**	**44,9**	**42,9**

Intitulé	2024 LFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moyenne 2025-2027
Gestion des déchets	4,6	4,8	5,8	6,7	5,7
Gestion des eaux usées	0,8	1,2	1,5	1,7	1,5
Lutte contre la pollution	3,4	5,5	5,7	5,9	5,7
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	10,7	25,6	25,9	26,1	25,9
Recherche-développement dans le domaine de la Protection de l'environnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection de l'environnement n.c.a.	3,1	3,6	4,2	4,5	4,1
Logement et équipements collectifs	**36,8**	**50,0**	**64,3**	**66,6**	**60,3**
Logement	1,3	5,5	6,7	7,9	6,7
Équipements collectifs	4,2	7,4	7,6	8,7	7,9
Alimentation en eau	24,4	25,1	35,6	33,7	31,5
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	6,8	11,7	14,0	15,8	13,8
Santé	**140,1**	**154,4**	**180,1**	**206,7**	**180,4**
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,5	1,3	1,1	1,2	1,2
Services ambulatoires	0,7	1,3	1,4	1,7	1,4
Services hospitaliers	38,0	46,2	51,6	65,5	54,5
Services de santé publique	28,2	29,8	34,1	37,8	33,9
Recherche-développement dans le domaine de la santé	5,4	6,0	7,1	7,9	7,0
Santé n.c.a.	67,3	69,7	84,8	92,5	82,3
Loisirs, culture et culte	**51,3**	**35,5**	**39,6**	**45,2**	**40,1**
Services récréatifs et sportifs	39,3	20,5	23,0	26,7	23,4
Services culturels	4,6	6,9	7,7	8,6	7,7
Culte et autres services communautaires	0,5	0,6	0,6	0,7	0,6
Loisirs, culture et culte n.c.a.	6,9	7,5	8,3	9,2	8,3
Enseignement	**538,5**	**557,7**	**643,7**	**704,0**	**635,1**
Enseignement préélémentaire et primaire	240,9	267,1	278,5	300,5	282,0
Enseignement secondaire	126,2	104,9	149,9	168,5	141,1
Enseignement supérieur	73,0	77,4	86,1	92,9	85,5
Enseignement non défini par niveau	3,0	3,4	3,8	4,2	3,8
Services annexes à l'enseignement	18,0	22,2	23,4	25,7	23,8
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6,3	8,2	13,7	14,8	12,2
Enseignement n.c.a.	71,2	74,4	88,3	97,4	86,7
Protection sociale	**88,9**	**96,2**	**104,4**	**113,3**	**104,6**
Maladie et invalidité	1,3	2,1	2,0	2,2	2,1

Intitulé	2024 LFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moyenne 2025-2027
Vieillesse	48,9	50,6	59,0	64,3	58,0
Survivant	7,5	3,3	3,6	4,0	3,6
Famille et enfants	5,0	6,2	7,2	7,7	7,0
Exclusion sociale n.c.a.	0,1	0,0	0,2	0,2	0,1
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	1,0	1,1	1,4	1,6	1,4
Protection sociale n.c.a.	25,0	33,0	30,9	33,4	32,4
Total Général	**3 070,7**	**3 229,9**	**3 484,5**	**3 784,4**	**3 499,6**

Source : ***DGB, Août 2024***

ANNEXE 4 : Ratios globaux par fonction et par groupe (en pourcentage des dépenses totales), 2024-2027

Intitulé	2024 LFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moyenne 2025-2027
Services généraux des administrations publiques	**27,8%**	**29,2%**	**25,9%**	**25,3%**	**26,8%**
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	7,5%	8,0%	8,0%	8,0%	8,0%
Aide économique extérieure	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services généraux	1,9%	2,2%	2,5%	2,5%	2,4%
Recherche fondamentale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	9,0%	10,3%	6,5%	6,0%	7,6%
Opérations concernant la dette publique	8,5%	7,8%	8,1%	8,0%	8,0%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	0,8%	0,8%	0,8%	0,7%	0,8%
Défense	**17,8%**	**14,6%**	**15,1%**	**15,0%**	**14,9%**
Défense militaire	4,5%	3,8%	4,1%	4,1%	4,0%
Défense civile	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Aide militaire à des pays étrangers	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant la défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Défense n.c.a.	13,3%	10,7%	11,0%	11,0%	10,9%
Ordre et Sécurité publics	**10,7%**	**10,3%**	**9,2%**	**9,4%**	**9,6%**
Services de police	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
Services de protection civile	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Tribunaux	4,7%	4,1%	4,7%	4,7%	4,5%
Administration pénitentiaire	1,1%	1,0%	1,2%	1,2%	1,1%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	3,6%	3,8%	2,0%	2,0%	2,6%
Affaires économiques	**15,1%**	**17,0%**	**18,9%**	**19,1%**	**18,3%**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0,9%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7,5%	7,2%	8,8%	9,1%	8,4%
Combustibles et énergie	3,1%	1,8%	2,3%	2,2%	2,1%
Industries extractives et manufacturières, construction	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Transports	1,6%	4,5%	4,2%	4,2%	4,3%
Communications	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Autres branches d'activité	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	0,2%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%
Affaires économiques n.c.a.	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%	0,7%
Protection de l'environnement	**0,7%**	**1,3%**	**1,2%**	**1,2%**	**1,2%**

Intitulé	2024 LFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moyenne 2025-2027
Gestion des déchets	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%
Gestion des eaux usées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lutte contre la pollution	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0,3%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%
Recherche-développement dans le domaine de la Protection de l'environnement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection de l'environnement n.c.a.	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Logement et équipements collectifs	**1,2%**	**1,5%**	**1,8%**	**1,8%**	**1,7%**
Logement	0,0%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Équipements collectifs	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Alimentation en eau	0,8%	0,8%	1,0%	0,9%	0,9%
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0,2%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Santé	**4,6%**	**4,8%**	**5,2%**	**5,5%**	**5,1%**
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services ambulatoires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services hospitaliers	1,2%	1,4%	1,5%	1,7%	1,5%
Services de santé publique	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%
Recherche-développement dans le domaine de la santé	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Santé n.c.a.	2,2%	2,2%	2,4%	2,4%	2,3%
Loisirs, culture et culte	**1,7%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,2%**	**1,1%**
Services récréatifs et sportifs	1,3%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%
Services culturels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Culte et autres services communautaires	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Enseignement	**17,5%**	**17,3%**	**18,5%**	**18,6%**	**18,1%**
Enseignement préélémentaire et primaire	7,8%	8,3%	8,0%	7,9%	8,1%
Enseignement secondaire	4,1%	3,2%	4,3%	4,5%	4,0%
Enseignement supérieur	2,4%	2,4%	2,5%	2,5%	2,4%
Enseignement non défini par niveau	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services annexes à l'enseignement	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%
Enseignement n.c.a.	2,3%	2,3%	2,5%	2,6%	2,5%
Protection sociale	**2,9%**	**3,0%**	**3,0%**	**3,0%**	**3,0%**

Intitulé	2024 LFR	2025 PLFI	2026 Proj.	2027 Proj.	Moyenne 2025-2027
Maladie et invalidité	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Vieillesse	1,6%	1,6%	1,7%	1,7%	1,7%
Survivant	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Famille et enfants	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Exclusion sociale n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale n.c.a.	0,8%	1,0%	0,9%	0,9%	0,9%
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : ***DGB, Août 2024***

ANNEXE 5 : Liste des Entreprises Publiques (capital entièrement ou majoritairement détenu par l'Etat du Mali)

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
1	Aéroports du Mali	EPIC	Services et Télécom	Transport	1 652 926 815	1 652 926 815	100	Etatique
2	Agence d'Aménagement des Terres et Fourniture de l'Eau d'Irrigation	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Aménagement des terres agricoles	253 103 800	253 103 800	100	Etatique
3	Agence de Cessions Immobilières	SA	Services et Télécom	Immobilier	50 000 000	25 000 000	50	Mixte
4	Agence de Gestion du Marché Central à Poisson de Bamako	EPIC	Services et Télécom	Pêche	5 736 758 684	5 736 758 684	100	Etatique
5	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Services et Télécom	Immobilier	10 000 000	5 990 000	59,9	Mixte
6	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Services et Télécom	Transport	1 000 000 000	510 000 000	51	Mixte
7	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Construction métallique	257 127 367	257 127 367	100	Etatique
8	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie cotonnière	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49	Mixte
9	Compagnie Malienne de Navigation Fluviale	EPIC	Services et Télécom	Transport fluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
10	Compagnie Malienne de Textile	SE	Industrie et Secteur Rural	Industrie textile	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
11	Energie du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Electricité	32 000 000 000	32 000 000 000	100	Etatique
12	La Poste	EPIC	Services et Télécom	Communication	2 249 850 743	2 249 850 743	100	Etatique
13	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Services et Télécom	Agro/Commerce	18 165 259 081	18 165 259 081	100	Etatique

14	Office du Niger	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Agriculture	240 866 446	240 866 446	100	Etatique
15	Pharmacie Populaire du Mali	EPIC	Services et Télécom	Commerce de médicaments	400 000 000	400 000 000	100	Etatique
16	Société de Patrimoine Ferroviaire du Mali	SE	Services et Télécom	Infrastructures ferroviaires	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
17	Société du Pari Mutuel Urbain	SA	Services et Télécom	Loterie	300 000 000	225 000 000	75	Mixte
18	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SE	Services et Télécom	Commerce de l'eau	2 000 000 000	2 000 000 000	100	Etatique
19	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SE	Mines, Eau et Energie	Infrastructures eau	5 000 000 000	5 000 000 000	100	Etatique
20	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SE	Services et Télécom	Télécommunication	10 000 000 000	10 000 000 000	100	Etatique
21	Société de Recherche et d'Exploitation Minière du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Exploitation minière	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
22	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie et Secteur Rural	Production pharmaceutique	2 551 129 438	2 551 129 438	100	Etatique

***Source** : DGABE, avril 2024*

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
-=-=-=-=-=-=-=-=-
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-
COMITE NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
-=-=-=-=-=-=-

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2025-2027

Août 2024



SIGLES ET ACRONYMES

ATM	Average Time to Maturity (Durée Moyenne de Maturité)
ATR	Average Time to Re-fixing (Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRICS	Brésil - Russie - Inde - Chine – Afrique du Sud
BSR	Bons de Soutien et de Résilience
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CM	Conseil des Ministres
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FKOW	Fonds Koweitien
FMI	Fonds Monétaire International
FSAD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
IBW	Institutions de Bretton Woods
IDA	International Development Association (Association Internationale de Développement)
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
ODD	Objectifs de Développement Durable
OdR	Obligations de Relance
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

SDMT	Stratégie d'Endettement à Moyen Terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA de l'Afrique de l'ouest

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
DIRECTION GÉNÉRALE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des Autorités, tels que le développement durable et inclusif, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources financières dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts, de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer annuellement à la Loi des Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources financières internes pour couvrir les besoins de financement de l'Etat.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique inclusive, soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

En application de cette disposition communautaire, le Mali, depuis quelques années, élabore un document de stratégie d'endettement à moyen terme (SDMT) triennal glissant, qui a pour objectif d'encadrer son processus d'endettement dans le souci d'assurer convenablement ses besoins de financement sans porter atteinte à la viabilité de la dette et à la soutenabilité des finances publiques.

A cet effet, l'élaboration de la SDMT 2025-2027 intervient dans un contexte caractérisé notamment par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face aux effets des crises multiformes et multidimensionnelles sans précédent que connait le pays depuis 2012 ainsi que la crise énergétique, la hausse des taux d'intérêts mondiaux, la morosité de la coopération avec certains partenaires et les effets de la crise Russo-Ukrainienne.

Pour sortir de ces crises, l'Etat du Mali a initié des actions allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que le dialogue inter-maliens après l'annulation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, l'organisation de la Conférence d'Entente Nationale, le Dialogue National Inclusif, les Assises Nationales de la Refondation.

l'adoption d'une nouvelle Constitution, le Dialogue Inter-Maliens et la poursuite du Chronogramme des réformes politiques et institutionnelles, etc.

La mise en œuvre de ces multiples engagements et actions nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international.

Dans un souci de rétablissement de la paix, de la sécurité et du vivre-ensemble sur toute l'étendue du territoire national, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socio-économique, la gestion budgétaire de 2024 est marquée notamment par la poursuite de :

- la mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'action 2022-2026 ainsi que la consolidation des acquis du CREDD 2019-2023 ;
- la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation de l'Etat ;
- la consolidation des acquis de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- le renforcement des acquis de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- la mise en œuvre des recommandations du Dialogue inter-maliens tirant les enseignements des Accords précédents de paix et de réconciliation au Mali ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) et le renforcement de l'appui au secteur agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- l'opérationnalisation des nouvelles circonscriptions administratives ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;
- le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs.

Ces actions se poursuivront durant l'année 2025 qui sera marquée par les préparatifs des élections, l'adoption et la mise en œuvre de la Vision Mali 2063 et de la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (2024-2033).

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence à satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure alors un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des trois principaux points suivants :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2024 ;
- l'évaluation de la stratégie d'endettement à moyen terme de 2024-2026 ;
- la stratégie d'endettement public à moyen terme 2025-2027.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME (SDMT 2025-2027)

Les objectifs de cette stratégie consistent à :

- combler les besoins de financement de l'Etat à moyen terme et faire face aux obligations de paiement actuelles et futures du Trésor Public ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables ;
- optimiser les coûts de financement;
- contribuer au développement du marché régional de titres publics de l'UMOA.

Le champ de la SDMT est circonscrit à la dette publique de l'administration centrale. Les passifs conditionnels, comme les dettes contractées par les collectivités locales, les établissements publics et autres entités assimilables, ne sont pas dans le champ en raison de l'insuffisance de données y afférentes. Toutefois, la portée de la SDMT pourrait être étendue à ces entités dès que ces informations seront disponibles.



I. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE PROJETE AU 31 DÉCEMBRE 2024

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
  - (i) vie moyenne de la dette;
  - (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
  - (i) période moyenne de révision;
  - (ii) dette révisable dans 1 an;
  - (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
  - (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette Totale;
  - (ii) répartition du portefeuille de la dette par monnaies.
- soutenabilité de la dette :
  - (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
  - (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%) ;
  - (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%) ;
  - (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%) ;
  - (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de l'analyse du portefeuille de la dette à fin 2024 et de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en mai 2023[1].

A. REVUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) en 2000 et l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali permettant une diminution de l'encours de la dette totale de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006.

Cet encours connait une hausse accentuée depuis quelques années. De 27,1% du PIB en 2013, il a progressé pour atteindre 30,6% en 2015 avant de franchir les 35% du PIB à partir de 2016. Au 31 décembre 2023, il est ressorti à 50,9% du PIB et devrait sortir à 49,1% au 31 décembre 2024. La baisse du taux d'endettement en 2024 s'explique par le fait que le PIB augmente plus vite que l'encours de la dette. Ces évolutions de la dette publique au cours des dernières années sont dues essentiellement à la hausse de plus en plus importante des besoins de financements exacerbée par la crise sécuritaire, les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA et les conséquences de la crise Russo-Ukrainienne.

Par ailleurs, suite à l'avènement de la COVID-19, l'évolution du service de la dette publique a été marquée sur la période 2020-2021 par une initiative de suspension du service de la dette (ISSD) de

[1] L'analyse de viabilité de la dette effectuée par le FMI et la BM au titre de l'année 2024 est en cours d'adoption.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

certains créanciers bilatéraux du G20 et par un allègement du service de la dette contractée auprès du FMI.

Par le passé, le Mali a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, le pays a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché des titres publics par l'émission de Bons du Trésor (depuis 2003) et d'Obligations du Trésor à partir de 2008.

Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2024 les analyses ci-après :

1. Dette publique

1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes à fin décembre 2024

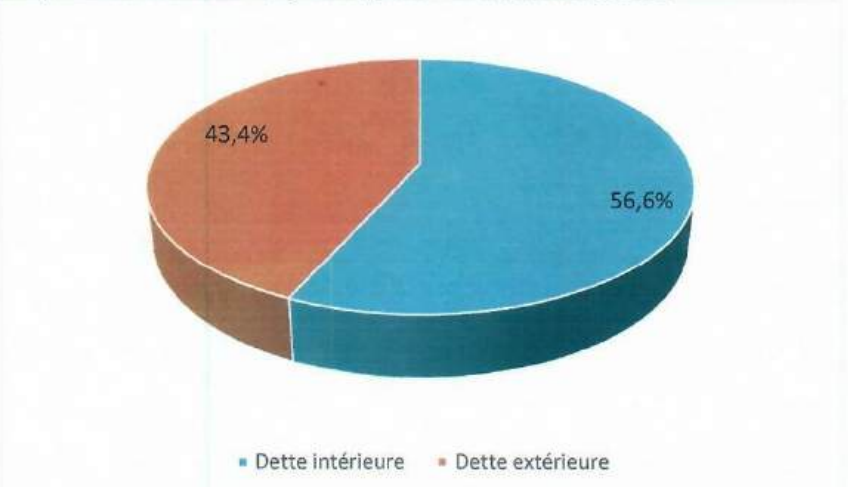
	Montants en millions de FCFA	En % de la dette publique totale	En % du PIB
Dette publique	6 731 646,5	100	49,1
Dette intérieure	3 813 038,2	56,6	27,8
Dette extérieure	2 918 608,4	43,4	21,3

Source : DGDP, DNTCP 2024

NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale y compris les prêts du FMI et de la BOAD ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.

Graphique 1 : Composition de la dette publique à fin décembre 2024



Source : DGDP, DNTCP 2024

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2024 à 6 731,6 milliards de FCFA, contre 6 552,1 milliards de FCFA à fin 2023, constitué de 2 918,6 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 43,4% et 3 813,0 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 56,6%.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
DIRECTION GENERALE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

1.2. Composition par type de taux d'intérêts

Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêts à fin décembre 2024

	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	6 731 646,5	100
Dette à taux fixe	6 731 646,5	100
Dette à taux variable	0	0

Source : DGDP 2024

Le portefeuille à fin 2024 serait entièrement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe.

1.3. Composition par monnaies

Graphique 2 : Composition par monnaies à fin décembre 2024



Source : DGDP 2024

Note : XOF = Franc CFA ; **CNY** = Yuan chinois ; **USD** = Dollar américain ; **EUR** = Euro ; **KWD** = Dinar Koweitien ; **JPY** = Yen japonais ; **SAR** = Riyal saoudien ; **AED**= Dirham des Emirats Arabes Unis ; **KRW** = Won Coréen ; **GPB** = Livre sterling.

La dette publique, au 31 décembre 2024, serait constituée de 43,4% de devises étrangères et de 56,6% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (16,0%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

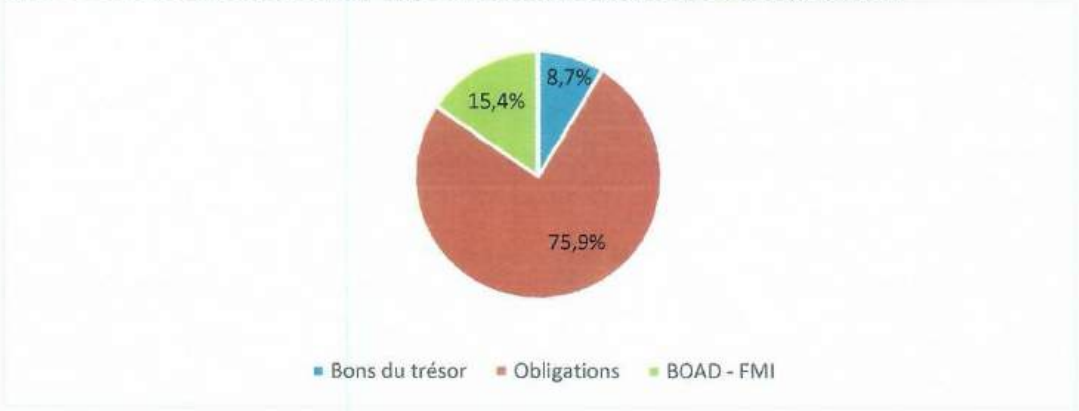
1.4. Dette intérieure par type d'instruments

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2024

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	3 813 038,2	100
Bons du Trésor	331 462,0	8,7
Obligations	2 893 875,1	75,9
Autres (BOAD et FMI)	587 701,0	15,4

Sources : DNTCP ; DGDP 2024

Graphique 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2024



Source : DNTCP ; DGDP 2024

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court, moyen et long termes dont 75,9% d'Obligations et 8,7% de Bons du Trésor. Les autres instruments (15,4%) sont constitués des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et du FMI.

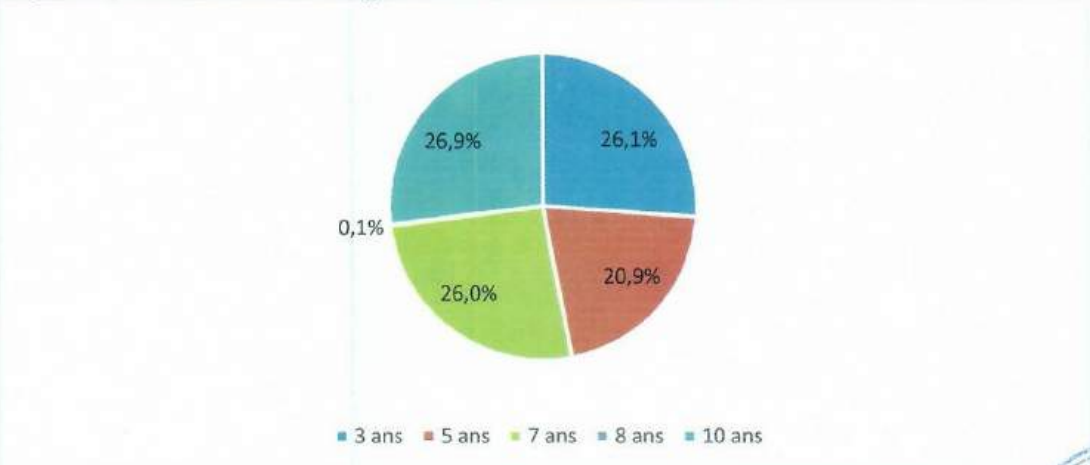
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

Tableau 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2024

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	754 817,2	26,1
5 ans	604 575,0	20,9
7 ans	753 206,4	26,0
8 ans	3 216,6	0,1
10 ans	778 060,0	26,9
Total	2 893 875,1	100

Source : DGDP ; DNTCP 2024

Graphique 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2024



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
DIRECTION GENERALE

A fin 2024, les obligations de maturité 3 ans, 5 ans, 7 ans, 8 et 10 ans représenteraient respectivement 26,1%, 20,9% , 26,0%, 0,1% et 26,9% du portefeuille des obligations. Par mode d'émission, les obligations par syndication représenteraient 72% des obligations de longue maturité (7, 8 et 10 ans) et 53% du portefeuille des obligations.

1.5. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2024

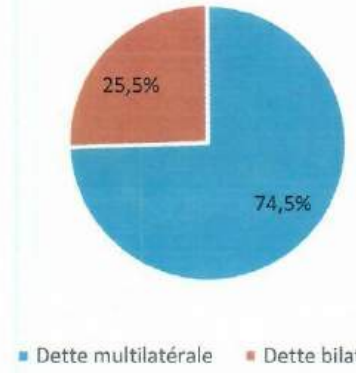
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	2 918 608,4	100
Dette Multilatérale	2 173 558,4	74,5
Dette Bilatérale	745 050,0	25,5

Source : DGDP 2024

A fin 2024, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit :

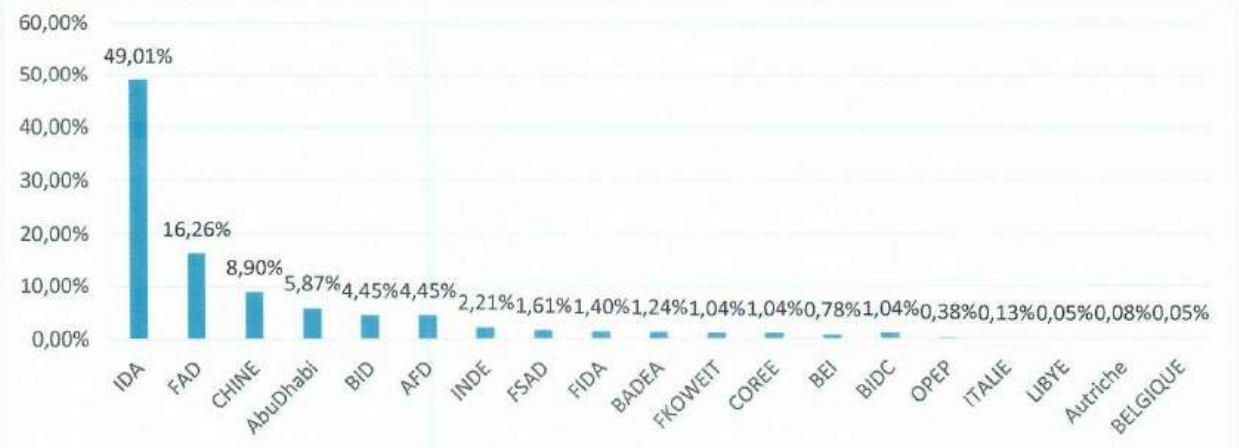
- 2 173,6 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 74,5% ;
- 745,1 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 25,5%.

Graphique 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2024



Source : DGDP 2024

Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure) à fin décembre 2024



Source : DGDP 2024

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE

Les principaux créanciers du Mali à fin 2024 seraient : la Banque Mondiale (IDA) (49,0%), le FAD (16,3%) et la Chine (8,9%). Ces partenaires représenteraient 74,2% du portefeuille de la dette extérieure dont 65,3 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

1.6. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette à fin décembre 2024

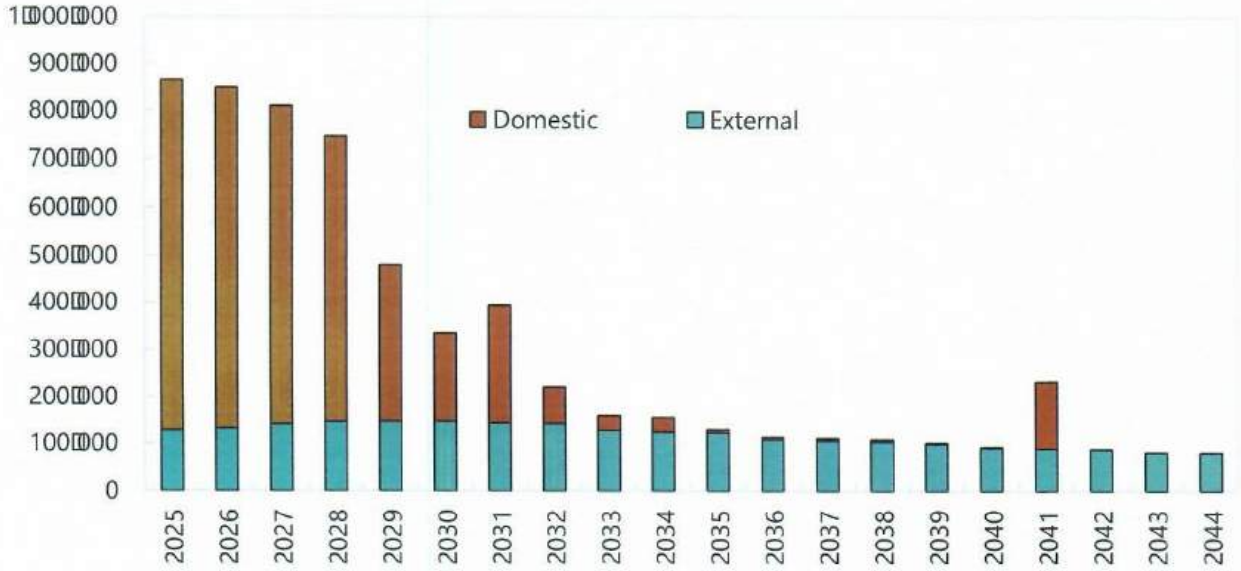
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	3,1
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	4,7
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	1,0

Source : DGDP 2024

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte environ cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (3,1%) dû à la concessionnalité de la dette extérieure (1,0%).

1.7. Profil des échéances par type de dette

Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette à fin décembre 2024 (en millions de FCFA)



Source : DGDP 2024

On constate que 80,3% de la dette intérieure arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement plus longue, prouvant encore une fois son caractère concessionnel.

De façon globale, on observe une tendance baissière du profil de remboursement de la dette totale sur la période 2025-2044 à l'exception de l'année 2041 pour laquelle un pic est observé en raison de l'échéance du prêt in fine du FMI accordé en 2021. Toutefois, on constate qu'une forte proportion (55,5%) de la dette totale arrive à échéance dans les cinq prochaines années, due à la dette intérieure.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

II. RECAPITULATIF DES INDICATEURS

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques à fin décembre 2024

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		2 918 608,4	3 813 038,2	6 731 646,5
Dette nominale (millions de USD)		4 830,5	6 310,9	11 141,4
Dette nominale (% du PIB		21,3	27,8	49,1
Valeur actualisée nette (% du PIB)		13,8	28,0	41,8
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% PIB)	0,2	1,3	1,5
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,0	4,7	3,1
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	12,6	3,5	7,5
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	4,3	19,3	12,7
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	0,9	5,4	6,3
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	12,6	3,5	7,5
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	4,3	19,3	12,7
	Dette à taux d'intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dette en devises (% du total)			43,4
	Amortissements en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)			1,0

Source : DGDP 2024

A fin 2024, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 49,1% contre 50,9% à fin 2023 ; ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA (≤70%). Cette diminution s'explique par le fait que le PIB augmente plus vite que l'encours de la dette.

Pour la même période, le ratio de la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB, représenterait 41,8%, inférieure à 55% recommandé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont l'Indice Composite est compris entre 2,69 et 3,05, celui du Mali étant de 2,84 en 2024.

Le coût moyen de la dette intérieure augmente par rapport à l'année dernière (4,7% contre 3,9%) et elle coûte environ cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (3,1%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (1,0 %).

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (3,5 ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un an (19,3%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

La proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 19,3%, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt.

Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 43,4%. Cependant, ce risque serait atténué par la proportion de dette libellée en Euro (16,0%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

III. CIBLES STRATEGIQUES DES INDICATEURS ET REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2024-2026

A. CIBLES STRATEGIQUES DES INDICATEURS

CIBLE STRATEGIQUE	VALEUR OU FOURCHETTE	VALEUR ACTUELLE AU 31/12/2024
Durée de vie moyenne de la dette intérieure	Supérieure à 3,6 ans	3,5
Part de la dette arrivant à échéance dans 1 an	Inférieure à 10%	12,7%
Part de la dette libellée en devises	50-55%	43,4%

B. REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2024-2026

La stratégie d'endettement 2024-2026 consistait à recourir aux emprunts concessionnels et semi concessionnels. Dans cette stratégie, la moyenne du financement extérieur sur la période était de 24,8%.

Pour l'année 2024, la stratégie de financement retenue envisageait une mobilisation globale de 1 476,3 milliards de FCFA avec une répartition de 9,4% pour les instruments de dette extérieure et 90,6% pour ceux de la dette intérieure. Sur la base des réalisations au 30 juin et des décaissements attendus jusqu'à la fin de l'année 2024, cette mobilisation devrait atteindre 862,8 milliards de FCFA avec un financement extérieur qui représenterait 5,0%, contre 2,8% pour l'année 2023.

Ce faible niveau de réalisation attendu s'explique par la suspension momentanée des décaissements avec certains partenaires. A cela s'ajoutent les effets de la crise sécuritaire qui impactent la mise en œuvre de certains projets. Toutefois, on constate une amélioration par rapport à 2023 grâce à la reprise des décaissements avec certains partenaires.

S'agissant de la dette intérieure, il avait été retenu de poursuivre le reprofilage du portefeuille consistant à augmenter graduellement la part des titres publics de longues maturités (obligations du Trésor à partir de 5 ans) tout en mettant l'accent sur l'amélioration des coûts des ressources à mobiliser. Aussi, les émissions de titres sur les maturités benchmark (91 jours, 182 jours, 364 jours, 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, etc.) devraient être maintenues sur la période.

A ce titre, pour l'année 2024, les émissions de titres publics sur le marché financier régional de l'UEMOA étaient fixées à 87% et 13% respectivement pour les obligations et les bons du Trésor.

Cependant, l'exécution du programme d'émission de titres publics en 2024 se déroule dans un contexte marqué par le durcissement des conditions de financement, induisant des tensions de liquidité. Cette situation a conduit l'Etat, à l'instar des autres pays de l'UEMOA, à recourir à des instruments de courte maturité, plus attrayants pour certains investisseurs. Sur la base des réalisations au 30 juin et des émissions programmées jusqu'à la fin de l'année 2024, les proportions ressortiraient à 27% pour les bons du Trésor et 73% pour les obligations du Trésor. Au 31 décembre 2024, les émissions de plus longues maturités (5 ans, 7 ans, 10 ans et 12 ans) représenteraient 45% contre une prévision de 70%.



De l'évaluation, il ressort qu'en 2024, la mise en œuvre de la stratégie a été fortement impactée par la suspension momentanée des décaissements avec certains partenaires. A cela s'ajoutent les effets de la crise sécuritaire qui impactent la mise en œuvre de certains projets qui ont entrainé le ralentissement des activités en ce qui concerne la mobilisation des ressources extérieures. A l'instar des années précédentes, pour la dette intérieure, les titres publics devraient permettre de mobiliser des ressources sur le marché régional afin de soutenir l'activité économique.

IV. SOURCES DE FINANCEMENT (EXTERIEURES ET INTERIEURES), PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2025-2027

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2025-2027.

A. JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT PUBLIC

En dépit des effets de la crise multidimensionnelle et multiforme que traverse le Mali, on observe une résilience de l'économie nationale avec un taux de croissance moyen de 2,5% du PIB au cours des quatre dernières années (2020-2023). Nonobstant cette performance, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2025, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 16,2%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement net (sous forme d'emprunts) de l'Etat ressort en 2025 à 1 480,7 milliards de FCFA (soit 10,3% du PIB nominal) contre 1 476,3 milliards de FCFA en 2024. Ce besoin comprend : le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts, diminué des produits provenant de la cession des actifs et des remboursements des prêts et avances.

1. Besoins de financement

Tableau 8 : Besoins de financement (Milliards de FCFA)

	2025 (LFI)	2026	2027
Recettes Publiques (y compris dons)	2 648,9	2 955,2	3 214,9
Dépenses totales hors intérêts	3 015,4	3 164,6	3 449,3
Solde Primaire	366,5	209,4	234,4
Intérêts	214,5	249,3	265,6
Amortissement	918,4	1 318,2	1 334,4
Produits provenant de la cession des actifs	-15,0	-15,0	-15,0
Remboursements de prêts et avances	-3,7	-3,5	-2,5
Besoins de Financement	**1 480,7**	**1 758,4**	**1 816,9**
PIB	14 404	15 526,7	16 752,3
Besoins de Financement (%PIB)	10,3	11,3	10,8

Sources : DGB - INSTAT- DGDP-DNPD-DNTCP 2024

Les besoins de financement par emprunts pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- 1 480,7 milliards de FCFA pour 2025 ;
- 1 758,4 milliards de FCFA pour 2026 ;
- 1 816,9 milliards de FCFA pour 2027.

De 2025 à 2027, on note une augmentation progressive des besoins de financement de 1 480,7 milliards de F CFA à 1 816,9 milliards de FCFA.

2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2025

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2025

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	[2]Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA1[3], FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-50	6-10	0,75
Multilatéral (BIDC,OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
BOAD-FMI-IDA2	Fixe	Concessionnel	10-29	5-6	0,25-7,6
Bons du Trésor 1 an	Variable	Marché	1	0	-
Obligations de 3 ans	Fixe	Marché	3	2	5,90-6,15
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	3-4	6-6,35
Obligations de 7ans 8 ans	Fixe	Marché	7	3-4	6,40-6,75
Obligations de 10 ans	Fixe	Marché	10	3-4	6,40-6,75-

Source : DGDP, DNTCP 2024

B. ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT POUR LA PERIODE 2025-2027

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2025, 2026 et 2027 portent sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent respectivement à 1 480,7 milliards de FCFA, 1 758,4 milliards de FCFA et 1 816,9 milliards de FCFA.

Le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, des efforts seront poursuivis en vue de mobiliser une part importante des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

[2] Pour les bons du Trésor, les taux sont fixés en fonction de l'évolution du marché.
[3] IDA1 et IDA2 désignent respectivement les prêts concessionnels de l'IDA à long terme et à court terme.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
DIRECTION GENERALE

V. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2025-2027

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2025-2027. Quatre (4) stratégies sont testées sur la base des tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement. A cet effet, une brève présentation des quatre (4) stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder enfin à leur analyse. Parmi ces quatre stratégies, celle présentant les meilleures caractéristiques coût-risque sera retenue et mise en œuvre.

A. PRESENTATION DES STRATEGIES

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

1. STRATEGIE S1 : STRATEGIE DE BASE

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements.

A cet effet, il s'agira de continuer à faire recours aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec des maturités proches de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 93,9% durant la période 2025-2027.

2. Stratégie S2 : Extension des maturités domestiques et augmentation de la part du financement en Euro

Dans la stratégie S2, il s'agit de rallonger la maturité de la dette intérieure et d'augmenter la part du financement de la dette extérieure libellée en Euro.

Dans ce cadre, il sera question de changer la structure de la dette intérieure en augmentant la part des obligations de 5, 7, 8 et 10 ans. Aussi, la proportion de la dette extérieure libellée en Euro sera augmentée au détriment des autres financements afin d'atténuer le risque de change.

Dans cette stratégie, le financement domestique représenterait 85,0% des besoins de financement en 2027 contre 93,9% en 2025. Parallèlement, l'Etat continuera à mobiliser les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

3. Stratégie S3 : Maximisation des prêts extérieurs (augmentation des prêts concessionnels et semi-concessionnels)

Dans cette stratégie, il s'agirait de procéder à une diminution de la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. En effet, le financement extérieur passerait de 6,1% en 2025 à 30% en 2027.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels passeraient de 4,1% en 2025 à 18,2% en 2027 et les prêts semi-concessionnels évolueraient de 1,9% en 2025 à 11,8% en 2027.

4. Stratégie S4 : Extension des maturités domestiques, augmentation des prêts concessionnels en privilégiant les instruments en EURO

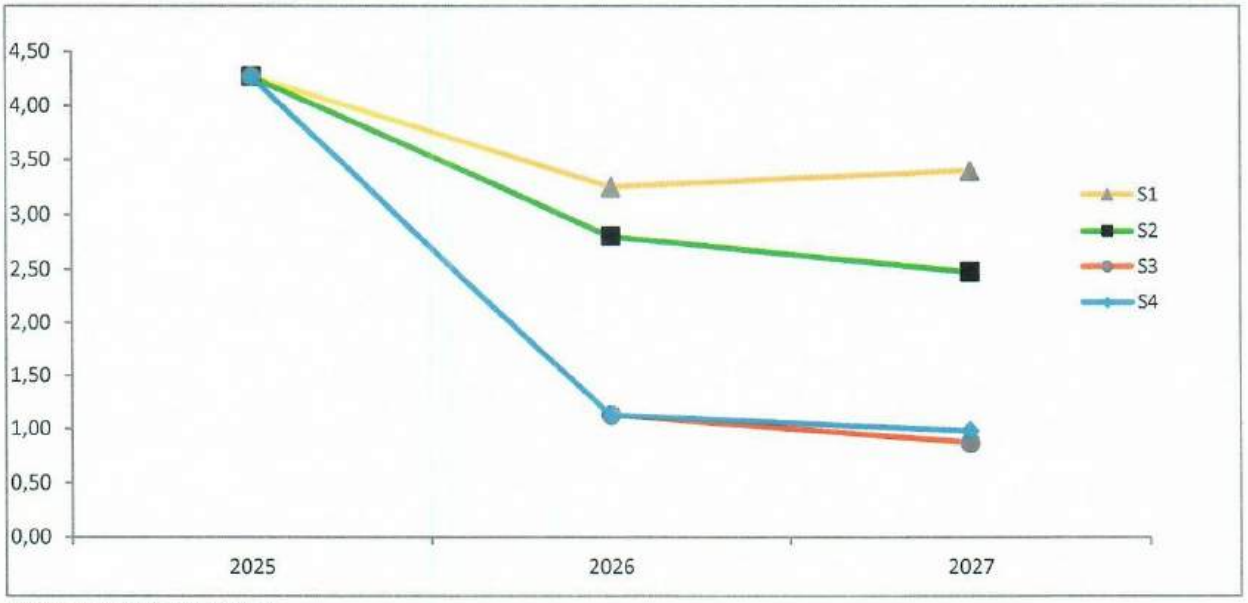
Cette stratégie consisterait à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure combinée à une augmentation des prêts concessionnels en privilégiant les instruments en EURO

Ainsi, la structure de la dette intérieure a été modifiée en augmentant la part des obligations de plus de 5 ans.

De même, l'Etat continuera à mobiliser davantage les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles. Le financement extérieur passerait de 6,1% en 2025 à 30% en 2027.

B. VALIDATION DES HYPOTHESES

Figure 8 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2024

Le graphique ci-dessus représente l'évolution du ratio financement intérieur net rapporté au PIB à travers les différentes stratégies examinées.

Pour toutes les stratégies, le ratio reste positif sur toute la période, ce qui s'explique par des mobilisations de ressources domestiques supérieures aux remboursements. Ce ratio est plus accentué au niveau des stratégies S1 et S2 en raison de la faible proportion du financement extérieur sur la période.

Toutefois, pour les stratégies S3 et S4, la part du financement domestique connaitrait une baisse remarquable, de 4,3% du PIB en 2025 à respectivement 0,9% et 1,0% du PIB en 2027, en raison de l'augmentation du financement extérieur.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

C. ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats des simulations des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section. Elles sont comparées entre elles et sont évaluées par rapport à la situation de référence qui correspond à celle prévue pour fin 2024.

1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 9 : Profils d'amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2024

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
DIRECTION GENERALE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

Tableau 10 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale (% du PIB)		49,1	50,02	50,00	49,94	49,93
Valeur actualisée (% du PIB)		41,8	44,7	44,3	42,6	42,7
Paiement d'intérêt (% du PIB)		1,5	1,8	1,8	1,7	1,7
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		3,1	4,26	4,11	3,81	3,80
Risque de refinancement	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	12,7	18,54	15,88	16,70	15,15
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	6,3	9,3	7,9	8,3	7,6
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	12,6	12,2	12,8	13,7	13,9
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette domestique	3,5	3,5	3,8	3,5	3,7
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette totale	7,5	6,5	7,1	7,9	8,1
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7,5	6,5	7,1	7,9	8,1
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	12,7	18,5	15,9	16,7	15,1
	Dette à taux d'intérêt fixe (% du total)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dette libellée en devises (% du total)	43,4	34,4	37,0	43,2	43,0
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1

Source : DGDP 2024

De façon générale, l'analyse du profil d'amortissement à fin 2027 des quatre stratégies montre une concentration des remboursements sur les cinq années suivantes, avec un pic en 2028, due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

Stratégie S1 :

La durée moyenne du portefeuille est de 12,2 ans et 3,5 ans respectivement pour les dettes extérieure et intérieure contre 12,6 ans et 3,5 ans pour la situation de référence.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA DETTE PUBLIQUE

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un an s'est détériorée passant de 12,7% à 18,5%.

On constate que le coût de la dette publique augmente en passant de 3,1% dans l'année de référence à 4,3% au niveau de S1. Cela s'explique par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise a diminué en passant de 43,4 % dans l'année de référence à 34,4 % dans S1.

Stratégie S2 :

La durée moyenne du portefeuille de la dette intérieure a connu une légère hausse par rapport à la période de référence, passant de 3,5 ans à 3,8 ans.

On constate que le coût de la dette augmente en passant de 3,1% dans la situation de référence à 4,1%.

La durée moyenne de la dette extérieure a connu une légère hausse dans cette stratégie en s'établissant à 12,8 ans contre 12,6 ans dans la situation de référence. Par contre, la durée moyenne du portefeuille globale connait une détérioration en passant de 7,5 ans dans la situation de référence à 7,1 ans due à la forte proportion du financement intérieure notamment celle des instruments de courte maturité (bons et obligations de 3 à 5 ans) dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change a diminué, dû à la part de la dette en devise qui est passée de 43,4% dans la situation de référence à 37,0%.

Stratégie S3 :

Le coût de la dette a augmenté par rapport à la situation de référence, passant de 3,1% à 3,8%.

La durée moyenne du portefeuille global a légèrement augmenté en passant de 7,5 ans dans la situation de référence à 7,9 ans. La part de la dette qui arrive à échéance dans un an a augmenté en passant de 12,7% dans la situation de référence à 16,7%.

La proportion de la dette libellée en devise diminue légèrement, passant de 43,4% dans la situation de référence à 43,2%, mais demeure plus élevée que celle des autres stratégies due à l'augmentation du financement extérieur dans les nouveaux besoins.

Stratégie S4 :

Dans cette stratégie, la proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représente 94%, 75% et 70% sur la période 2025-2027.

Les durées moyennes de la dette intérieure et de la dette extérieure ont légèrement augmenté et ressortent respectivement à 3,7 ans et 13,9 ans contre 3,5 ans et 12,6 ans dans la situation de référence. Aussi, la durée moyenne du portefeuille global a légèrement augmenté, passant de 7,5 ans dans la situation de référence à 8,1 ans.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

Le risque de change diminue par rapport à la situation de référence en passant de 43,4% à 43,0%. Le risque du taux d'intérêt a augmenté par rapport à la situation de référence. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an varie de 12,7% à 15,1%.

2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette

2.1 Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette publique du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent :

- en une dépréciation du franc CFA de l'ordre de 30% par rapport aux devises du portefeuille à l'exception de l'Euro ;
- en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques modérée de 1,5 point de pourcentage ;
- en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques extrême de 3,0 points de pourcentage ;
- et à une combinaison d'une dépréciation de 15% du Franc CFA et de l'augmentation modérée des taux d'intérêt.

Graphique 10 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source : DGDP 2024

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

Les tests de sensibilité montrent que, les stratégies S1 et S2 exercent plus de pression sur le ratio « encours de la dette/PIB (%) », en termes de risque et de coût. Par contre, S4 présente le meilleur rapport coût/ risque.

En ce qui concerne le ratio « valeur actuelle/PIB (%) », les stratégies S1 et S2 sont plus risquées et plus coûteuses par rapport aux autres stratégies. En revanche, la stratégie S4 présente le meilleur ratio.

S'agissant du ratio « intérêt/PIB (%) », S1 et S2 exercent plus de pression en termes de risque et de coût par rapport aux autres stratégies. Cependant, S4 présente le meilleur rapport coût/risque.

2.2 Choix de la stratégie

Les stratégies S3 et S4 présentent globalement les meilleurs indicateurs de coût et de risque. Cependant, il ressort des résultats de l'analyse de sensibilité aux chocs que S4 est la stratégie optimale en termes de coût et risque. En effet, les niveaux d'intérêt et de valeur nominale de la dette totale rapportés chacun au PIB favorisent S4. Aussi, le choix sur S4 est motivé par la nécessité de recourir plus au financement extérieur en vue de réduire ainsi le risque de refinancement et le coût de la dette.

A titre de rappel, S4 vise l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure combinée à une augmentation des prêts concessionnels en mettant l'accent sur la part des instruments en EURO.

L'exposition du portefeuille au risque de change demeure en raison de l'augmentation de la part du financement extérieur dans les nouveaux besoins. Toutefois, ce risque serait atténué par la part du financement en Euro.

2.3 Mesures de mise en œuvre de la stratégie retenue

La stratégie S4 retenue, consiste à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure combinée à une augmentation des prêts concessionnels en mettant l'accent sur la part des instruments en EURO. Pour la bonne mise en œuvre de cette stratégie, les recommandations ci-après sont formulées :

- l'amélioration du cadre macroéconomique qui pourrait impacter positivement la notation financière et l'attractivité du pays afin de faciliter la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;
- l'amélioration de la gestion et du suivi des projets et programmes de développement afin de booster le niveau des décaissements ;
- la poursuite des efforts de l'Etat pour honorer ses engagements envers les partenaires afin d'éviter les suspensions de décaissements ;
- le recours aux emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans, en gardant les échéances des services annuels équilibrées pour éviter d'avoir des années de pic ;



- la mise en œuvre d'une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, en minimisant les risques de change.

Afin de mettre en œuvre la stratégie retenue dès l'année 2025, un plan annuel de financement a été élaboré afin d'opérationnaliser la stratégie d'endettement. Ce plan est présenté dans le tableau ci-dessous.

Le plan annuel de financement montre les montants que le gouvernement souhaite emprunter en 2025 auprès des divers bailleurs de fonds et émettre sur le marché domestique par type d'instrument. En ce qui concerne les émissions de bons et obligations du Trésor, un calendrier d'émission annuel sera publié avec les dates d'émissions et les montants par maturité.

Plan annuel de Financement 2025 (millions de F CFA)

Source	*Créanciers*	*2025*
Extérieure	IDA/FAD/FIDA	60 858
	OPEP/Fonds arabes	354
	ITALIE	1 777
	BID/BADEA	15 191
	Chine	10 661
Intérieure	BOAD/FMI	167 023
	Bons du Trésor	417 557
	OAT de 3 ans et 5 ans	528 906
	OAT de 7 ans et 8 ans	139 186
	OAT de 10 ans et 12 ans	139 186
	Total	**1 480 700**

3. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Bretton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD), objet de révisions périodiques. Ainsi, selon le nouveau CVD en vigueur depuis juillet 2018, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 180% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et son service inférieur à 15% des exportations et à 18% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2024, les ratios se rapportant à la Valeur Actuelle, sont respectivement de 52,2% des exportations de biens et services, de 14,5% du PIB et ceux relatifs au service de la dette publique sont de 4,6% des exportations et de 6,4% des recettes budgétaires. Par conséquent, le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios resteront inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2040 si les tendances de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la stratégie adoptée. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE

VI. RECOMMANDATIONS

Pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie d'endettement du Mali, les recommandations ci-dessous sont formulées :

1. **Poursuivre l'amélioration du cadre macroéconomique qui pourrait impacter positivement la notation financière et l'attractivité du pays afin de faciliter la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;**

2. **Mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**

3. **Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans, en gardant les échéances des services annuels équilibrées pour éviter d'avoir des années de pic ;

4. **Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt,** en minimisant les risques de change ;

5. **Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe.** La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;

6. **Explorer de nouvelles pistes de mobilisation des ressources financières** notamment avec les institutions des **BRICS**[4] ;

7. **Poursuivre l'amélioration de la gestion et du suivi des projets et programmes de développement financés sur ressources extérieures afin de booster le niveau des décaissements ;**

8. **Poursuivre les efforts de l'Etat pour honorer ses engagements envers les partenaires afin d'éviter les suspensions de décaissements ;**

9. **Renforcer la coordination entre les structures de gestion de la dette (DGDP et DNTCP).**

[4]Le BRICS désigne un groupe de pays composé du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, créé comme alternative aux institutions de BRETTON WOODS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire ;

- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification et la transformation structurelle de l'économie devront être les priorités du Gouvernement. Le choix des projets à forte rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI) ;

- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'aide ;

- **Au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; poursuivre le renforcement des capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette Publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique, économique et financière, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de la norme de viabilité de la dette publique du Mali.



ETAT B

PLAFOND DES EFFECTIFS PAR PROGRAMME

19/09/2024

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
110 ASSEMBLEE NATIONALE								
0.001 Assemblée Nationale	22	3	2	0	0	0	369	396
TOTAL	22	3	2	0	0	0	**369**	396
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE								
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	26	6	2	0	2	0	106	142
1.002 Administration générale	28	6	8	0	4	0	164	210
TOTAL	54	12	10	0	6	0	**270**	352
130 PRIMATURE								
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	57	24	26	0	7	0	179	293
1.004 Administration générale et contrôle	169	23	13	0	4	0	46	255
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	13	4	3	0	2	0	7	29
TOTAL	239	51	42	0	13	0	**232**	577
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS								
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	35	3	12	0	3	3	136	192
TOTAL	35	3	12	0	3	3	**136**	192
140 COUR CONSTITUTIONNELLE								
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	10	4	4	0	4	0	32	54
TOTAL	10	4	4	0	4	0	**32**	54
150 COUR SUPREME								
2.005 Cour Suprême	95	16	13	0	2	0	43	169
TOTAL	95	16	13	0	2	0	**43**	169
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL								
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	8	0	2	0	1	0	109	120
TOTAL	8	0	2	0	1	0	**109**	120
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES								
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	7	4	4	0	5	0	75	95
TOTAL	7	4	4	0	5	0	**75**	95
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE								
1.006 Administration Générale	355	60	67	2	26	0	1211	1 721
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	29	5	4	0	4	0	11	53
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	14	1	1	0	1	0	1	18
TOTAL	398	66	72	2	31	0	**1223**	1 792

19/09/2024

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section / Type et N° Programme	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE								
1.007 Administration Générale	25	10	10	0	3	0	27	75
2.010 Intégration Africaine	2	1	1	0	1	0	3	8
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	14	1	3	0	2	0	6	26
TOTAL	41	12	14	0	6	0	**36**	109
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL								
2.012 Bureau du Vérificateur Général	97	17	1	0	22	3	0	140
TOTAL	97	17	1	0	22	3	**0**	140
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE								
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	13	4	1	0	1	0	9	28
TOTAL	13	4	1	0	1	0	**9**	28
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT								
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	1	0	0	0	1	0	3	5
TOTAL	1	0	0	0	1	0	**3**	5
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME								
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	65	23	21	1	17	0	77	204
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	653	212	161	170	357	0	264	1 817
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	113	24	24	95	308	0	34	598
TOTAL	831	259	206	266	682	0	**375**	2 619
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE								
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	72	22	0	0	0	0	6	100
TOTAL	72	22	0	0	0	0	**6**	100
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME								
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	22	6	2	0	0	5	0	35
TOTAL	22	6	2	0	0	5	**0**	35
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE								
1.010 Administration Générale	1	0	0	0	1	0	7	9
2.021 Ordre et Sécurité	1217	387	7793	17266	0	0	1	26 664
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	526	3	2	1107	2733	0	1	4 372
TOTAL	1744	390	7795	18373	2734	0	**9**	31 045

19/09/2024

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section / Type et N° Programme	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES								
1.011 Administration Générale	136	34	51	0	15	0	90	326
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	152	53	79	0	44	0	86	414
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	946	344	769	1	278	0	404	2 742
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	329	99	135	0	38	0	77	678
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	288	156	193	0	86	0	73	796
2.027 Gestion de la Dette Publique	28	4	5	0	1	0	8	46
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	91	32	78	0	15	0	41	257
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	28	10	5	0	1	0	0	44
TOTAL	1998	732	1315	1	478	0	**779**	5 303
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES								
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	17	0	0	9	0	7	0	33
TOTAL	17	0	0	9	0	7	**0**	33
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL								
1.012 Administration Générale	18	15	6	0	3	0	34	76
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	32	14	9	0	3	0	27	85
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	69	31	26	0	8	0	96	230
TOTAL	119	60	41	0	14	0	**157**	391
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE								
1.013 Administration Générale	34	13	21	0	4	0	96	168
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	17	4	3	0	1	0	53	78
2.034 Formation Professionnelle	16	1	2	0	2	0	43	64
TOTAL	67	18	26	0	7	0	**192**	310
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT								
1.044 Administration Générale et Contrôle	7	7	6	0	2	0	16	38
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	12	2	5	0	2	0	7	28
TOTAL	19	9	11	0	4	0	**23**	66
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION								
1.014 Administration Générale et Contrôle	89	28	25	0	19	0	130	291
2.036 Administration du Territoire	296	119	179	2	179	0	651	1 426
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	8	2	2	0	3	0	6	21
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18	9	11	0	7	0	30	75
TOTAL	411	158	217	2	208	0	**817**	1 813

19/09/2024

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section / Type et N° Programme	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL								
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	35	12	12	0	3	3	136	201
TOTAL	35	12	12	0	3	3	**136**	201
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES								
1.015 Administration Générale	11	3	5	0	2	0	25	46
2.039 Religion et Culte	0	0	1	0	1	0	3	5
TOTAL	11	3	6	0	3	0	**28**	51
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE								
1.016 Administration Générale	6	1	2	0	3	0	14	26
2.101 Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement	4	1	3	0	0	0	31	39
TOTAL	10	2	5	0	3	0	**45**	65
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI								
2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	85	28	0	0	0	0	47	160
TOTAL	85	28	0	0	0	0	**47**	160
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE								
1.032 Administration Générale	44	22	13	0	10	0	65	154
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	86	61	69	0	68	0	93	377
2.084 Développement du secteur industriel	44	7	31	0	5	0	36	123
2.085 Appui au développement du secteur privé	7	1	2	0	0	0	0	10
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	4	1	2	0	1	0	7	15
TOTAL	185	92	117	0	84	0	**201**	679
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE								
1.017 Administration Générale	189	67	46	0	26	0	195	523
2.041 Développement de l'Education de Base	5796	45889	501	1478	1082	0	1731	56 477
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	55	17	24	0	9	0	30	135
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	3316	437	12	11	14	0	20	3 810
TOTAL	9356	46410	583	1489	1131	0	**1976**	60 945
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE								
1.018 Administration Générale	114	21	18	0	4	0	58	215
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	2104	189	160	0	113	0	161	2 727
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	51	11	4	0	3	0	10	79
TOTAL	2269	221	182	0	120	0	**229**	3 021

19/09/2024

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section / Type et N° Programme	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME								
1.019 Administration Générale	46	19	26	0	14	0	115	220
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	39	28	5	0	2	0	16	90
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	10	6	1	0	1	0	6	24
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	85	73	12	0	7	0	50	227
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	33	10	6	0	4	0	103	156
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	18	6	3	0	1	0	13	41
TOTAL	231	142	53	0	29	0	**303**	758
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS								
1.020 Administration Générale	28	10	11	0	7	0	46	102
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	77	55	14	0	10	0	53	209
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	46	18	14	0	18	0	24	120
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	8	3	1	0	2	0	6	20
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	0	0	0	0	0	28	28
TOTAL	159	86	40	0	37	0	**157**	479
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL								
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	219	60	64	0	31	0	180	554
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	2518	1842	2318	113	94	0	618	7 503
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participatio	3	1	0	0	0	0	2	6
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	1530	389	365	0	59	0	266	2 609
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	74	9	17	0	10	0	54	164
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	234	59	24	0	10	0	135	462
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	3	0	1	0	0	0	0	4
TOTAL	4581	2360	2789	113	204	0	**1255**	11 302
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA								
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	16	6	10	0	0	0	21	53
TOTAL	16	6	10	0	0	0	**21**	53
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE								
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	54	12	15	0	10	0	41	132
2.059 Promotion de la Femme	86	22	15	0	9	0	33	165
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	30	10	5	0	5	0	19	69
TOTAL	170	44	35	0	24	0	**93**	366

19/09/2024

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section / Type et N° Programme	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES								
1.024 Administration Générale	51	15	23	0	15	0	68	172
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	119	57	61	0	22	0	108	367
2.066 Développement et sécurisation des transports	63	42	76	0	42	0	71	294
TOTAL	233	114	160	0	79	0	**247**	833
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE								
1.025 Administration Générale	24	9	11	0	3	0	54	101
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	92	40	27	0	35	0	85	279
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	13	2	4	0	2	0	9	30
2.071 Protection et Conservation de la Nature	170	323	17	2	319	0	165	996
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	14	1	3	0	0	0	8	26
TOTAL	313	375	62	2	359	0	**321**	1 432
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU								
1.026 Administration Générale	32	9	15	0	4	0	37	97
2.073 Développement des Ressources Energétiques	89	20	42	0	25	0	44	220
2.074 Développement des Ressources en Eau	109	25	108	0	15	0	173	430
TOTAL	230	54	165	0	44	0	**254**	747
726 MINISTERE DES MINES								
1.027 Administration Générale	22	4	6	0	5	0	35	72
2.075 Développement des ressources minérales	91	36	49	0	16	0	31	223
TOTAL	113	40	55	0	21	0	**66**	295
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION								
1.028 Administration Générale	9	9	5	0	3	0	23	49
2.076 Medias et Communication Publics	141	58	43	0	12	0	32	286
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	42	17	9	0	10	0	50	128
TOTAL	192	84	57	0	25	0	**105**	463
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION								
2.096 Régulation de la Communication	3	0	0	0	2	0	1	6
TOTAL	3	0	0	0	2	0	**1**	6

19/09/2024

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section / Type et N° Programme	Fonctionnaires et autres Agents de l'Etat							
	A	B2	B1	B	C	D	AUTRES	TOTAL
1 BUDGET GENERAL								
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION								
1.029 Administration Générale	57	20	20	0	10	0	96	203
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	19	4	7	0	3	0	13	46
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	88	60	91	0	49	0	138	426
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	72	84	129	0	76	0	134	495
2.080 Population	19	4	5	0	3	0	7	38
2.081 Aménagement du Territoire	14	4	6	0	2	0	8	34
TOTAL	269	176	258	0	143	0	**396**	1 242
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE								
1.034 Administration Générale	108	61	36	0	50	0	259	514
2.087 Appui au Monde Rural	363	569	25	0	359	0	210	1 526
2.088 Aménagement et Equipement Rural	239	182	28	0	167	0	183	799
2.089 Recherche et Formation	205	99	17	0	50	0	73	444
TOTAL	915	911	106	0	626	0	**725**	3 283
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE								
1.037 Administration Générale	18	3	2	0	3	0	14	40
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	101	112	5	0	134	0	60	412
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	62	74	14	0	127	0	55	332
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	161	129	20	0	182	0	54	546
TOTAL	342	318	41	0	446	0	**183**	1 330
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE								
2.093 Sécurité Alimentaire	17	5	3	0	2	0	21	48
TOTAL	17	5	3	0	2	0	**21**	48
TOTAL	26 055	53 329	14 529	20 257	7 607	21	11 705	133 503
TOTAL GENERAL	26 055	53 329	14 529	20 257	7 607	21	11 705	133 503

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	832 200	11 725 738	13 897 297
TOTAL	**832 200**	**11 725 738**	**13 897 297**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	1 200 000	7 116 105	7 411 283
1.002 Administration générale	0	8 128 265	8 282 735
2.001 Sécurité et défense	0	1 971 769	2 054 717
TOTAL	**1 200 000**	**17 216 139**	**17 748 735**
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	410 000	7 023 977	7 403 427
1.004 Administration générale et contrôle	2 690 000	5 277 222	5 414 652
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	715 546	738 304
TOTAL	**3 250 000**	**13 016 745**	**13 556 383**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	480 000	4 935 027	6 093 173
TOTAL	**480 000**	**4 935 027**	**6 093 173**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 077 812	1 399 698
TOTAL	**30 000**	**1 077 812**	**1 399 698**
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	8 631 875	4 249 683	7 348 276
TOTAL	**8 631 875**	**4 249 683**	**7 348 276**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	260 436	1 120 459	1 814 215
TOTAL	**260 436**	**1 120 459**	**1 814 215**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	89 899	1 324 052	1 602 627
TOTAL	**89 899**	**1 324 052**	**1 602 627**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	9 765 781	42 882 376	45 868 939
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	375 895	465 755
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	130 402	151 176
TOTAL	**9 765 781**	**43 388 673**	**46 485 870**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	50 000	958 428	1 411 095
2.010 Intégration Africaine	0	222 874	453 018
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	5 215 000	1 223 942	2 168 789
TOTAL	**5 265 000**	**2 405 244**	**4 032 902**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	160 000	4 343 851	4 905 505
TOTAL	**160 000**	**4 343 851**	**4 905 505**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	285 000	993 369	1 650 429
TOTAL	**285 000**	**993 369**	**1 650 429**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	0	120 402	160 945
TOTAL	**0**	**120 402**	**160 945**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	49 510 018	486 315 581	420 988 269
2.015 Gestion des Opérations Militaires	7 426 446	77 785 068	62 313 462
2.016 Inspection des Armées	21 000	344 406	356 206
2.017 Formation	35 013	820 677	873 077
2.018 Gestion des Transmissions	96 402	440 276	527 526
TOTAL	**57 088 879**	**565 706 008**	**485 058 540**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 698 869	8 991 870	10 014 819
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	2 185 559	26 297 594	25 787 344
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 436 639	9 583 166	10 229 868
TOTAL	**5 321 067**	**44 872 630**	**46 032 031**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	2 364 416	2 889 000
TOTAL	**190 000**	**2 364 416**	**2 889 000**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	798 786	1 036 634
TOTAL	**47 500**	**798 786**	**1 036 634**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	1 722 500	18 841 082	21 185 290
2.021 Ordre et Sécurité	13 707 032	143 957 026	133 765 306
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	4 021 036	32 394 031	29 934 253
TOTAL	**19 450 568**	**195 192 139**	**184 884 849**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
235	**AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT**			
0.002	Securite d'Etat	0	17 924 657	21 222 916
TOTAL		**0**	**17 924 657**	**21 222 916**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**			
1.011	Administration Générale	17 816 438	24 307 574	24 471 258
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	20 344 993	7 137 895	13 278 822
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	17 800 000	16 461 661	24 392 937
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 025 000	6 894 815	9 074 579
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 160 787	5 468 289	7 201 754
2.027	Gestion de la Dette Publique	550 000	804 909	1 087 909
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 400 000	4 013 653	7 804 755
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 625 000	2 317 158	3 718 251
TOTAL		**67 722 218**	**67 405 954**	**91 030 265**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**			
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	130 000	1 017 690	1 511 709
TOTAL		**130 000**	**1 017 690**	**1 511 709**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL**			
1.012	Administration Générale	2 751 334	1 836 775	2 996 130
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	944 821	1 021 172
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	53 750	1 221 610	1 355 632
TOTAL		**2 991 284**	**4 003 206**	**5 372 934**
323	**MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**			
1.013	Administration Générale	5 048 226	2 124 568	4 021 822
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	375 575	7 002 716	8 124 008
2.034	Formation Professionnelle	7 427 101	4 698 591	8 449 232
TOTAL		**12 850 902**	**13 825 875**	**20 595 062**
328	**MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT**			
1.044	Administration Générale et Contrôle	0	887 743	674 597
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	300 000	586 571	641 976
TOTAL		**300 000**	**1 474 314**	**1 316 573**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**			
1.014	Administration Générale et Contrôle	200 000	3 264 497	4 628 920
2.036	Administration du Territoire	34 926 701	36 759 520	53 606 251
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	306 580	673 221
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	16 309 663	32 779 269	27 974 198
2.064	Développement Régional et Local	209 000	1 520 753	2 079 000
TOTAL		**52 045 364**	**74 630 619**	**88 961 590**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
334	**AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**			
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	340 965	1 048 448	2 059 071
TOTAL		**340 965**	**1 048 448**	**2 059 071**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES**			
1.015	Administration Générale	48 106	1 013 546	1 234 588
2.039	Religion et Culte	297 500	694 704	924 263
TOTAL		**345 606**	**1 708 250**	**2 158 851**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE**			
1.016	Administration Générale	150 000	1 838 202	8 252 291
2.100	Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble	0	0	3 481 439
2.101	Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement	100 000	0	1 262 105
TOTAL		**250 000**	**1 838 202**	**12 995 835**
346	**AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI**			
2.099	Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	100 000	1 345 940	1 755 172
TOTAL		**100 000**	**1 345 940**	**1 755 172**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**			
1.032	Administration Générale	1 366 750	1 821 738	2 522 255
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	5 890 187	3 142 293	4 620 528
2.084	Développement du secteur industriel	713 814	1 707 671	2 463 076
2.085	Appui au développement du secteur privé	602 593	1 020 246	1 694 563
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	96 956	170 380
TOTAL		**8 617 969**	**7 788 904**	**11 470 802**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
1.017	Administration Générale	2 978 575	26 652 021	27 681 263
2.041	Développement de l'Education de Base	11 636 490	294 187 575	329 225 568
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	18 678 261	62 946 457	30 750 449
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	60 966 432	67 762 299
TOTAL		**55 688 030**	**444 752 485**	**455 419 579**
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
1.018	Administration Générale	2 000 000	7 689 678	8 428 906
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	17 067 120	74 922 951	79 983 667
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	202 985	1 726 135	2 185 346
TOTAL		**19 270 105**	**84 338 764**	**90 597 919**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
510	**MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**			
1.019	Administration Générale	209 500	3 066 097	3 388 823
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	611 000	934 703	1 511 000
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	165 000	374 193	655 975
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 746 250	2 745 526	4 048 724
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	650 000	1 043 598	2 006 767
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	50 000	437 831	615 624
TOTAL		**3 431 750**	**8 601 948**	**12 226 913**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**			
1.020	Administration Générale	1 170 000	3 272 643	4 573 434
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	550 000	1 390 518	1 902 629
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	91 011 050	36 600 573	19 870 146
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	9 610	565 008	724 894
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	550 000	2 627 340	2 817 731
TOTAL		**93 290 660**	**44 456 082**	**29 888 834**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**			
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	3 287 196	17 802 206	20 436 107
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	116 237	50 318 109	53 173 776
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	9 823 463	9 933 586
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	30 821 850	37 173 632	46 697 464
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	3 679 182	3 480 586	3 722 177
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 121 000	14 202 926	17 257 022
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	562 750	1 588 140	1 527 455
TOTAL		**39 594 947**	**134 389 062**	**152 747 587**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 312 333	2 823 875
TOTAL		**0**	**2 312 333**	**2 823 875**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**			
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	2 259 313	2 697 343
2.059	Promotion de la Femme	692 486	2 546 340	3 135 837
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	426 599	997 277	1 402 660
TOTAL		**2 428 161**	**5 802 930**	**7 235 840**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
1.024	Administration Générale	429 500	1 891 986	2 651 986
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	166 502 900	34 357 501	87 734 274
2.066	Développement et sécurisation des transports	16 894 087	2 916 178	5 299 899
TOTAL		**183 826 487**	**39 165 665**	**95 686 159**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**			
1.025	Administration Générale	300 000	1 170 827	13 603 581
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 350 000	2 360 076	3 448 101
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	200 000	561 864	1 111 963
2.071	Protection et Conservation de la Nature	1 950 000	5 741 131	6 796 777
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	300 000	596 381	721 817
TOTAL		**4 100 000**	**10 430 279**	**25 682 239**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**			
1.026	Administration Générale	120 000	1 420 622	1 694 945
2.073	Développement des Ressources Energétiques	17 058 609	95 730 302	59 589 002
2.074	Développement des Ressources en Eau	9 000 000	29 411 299	31 608 069
TOTAL		**26 178 609**	**126 562 223**	**92 892 016**
726	**MINISTERE DES MINES**			
1.027	Administration Générale	2 080 000	1 304 710	1 969 278
2.075	Développement des ressources minérales	420 925	1 555 240	2 718 328
TOTAL		**2 500 925**	**2 859 950**	**4 687 606**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**			
1.028	Administration Générale	106 375	1 212 503	1 207 039
2.076	Medias et Communication Publics	2 908 500	7 173 805	10 364 428
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	665 408	2 459 241	3 365 317
TOTAL		**3 680 283**	**10 845 549**	**14 936 784**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
2.096	Régulation de la Communication	222 500	1 120 858	1 600 000
TOTAL		**222 500**	**1 120 858**	**1 600 000**
740	**MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**			
1.029	Administration Générale	4 169 950	3 144 345	5 294 642
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	4 050 000	1 249 769	4 598 873
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	3 150 000	3 033 775	4 261 435
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 450 000	3 297 754	7 731 069
2.080	Population	714 000	574 084	1 057 525
2.081	Aménagement du Territoire	250 000	246 565	450 288
TOTAL		**17 783 950**	**11 546 292**	**23 393 832**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**			
1.034	Administration Générale	9 092 500	16 918 323	16 483 559
2.087	Appui au Monde Rural	3 352 000	33 483 675	35 866 825
2.088	Aménagement et Equipement Rural	13 481 500	52 079 249	55 067 249
2.089	Recherche et Formation	3 333 500	4 383 569	4 943 641
TOTAL		**29 259 500**	**106 864 816**	**112 361 274**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**			
1.037	Administration Générale	3 175 000	24 038 442	15 762 271
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	3 850 000	6 603 109	8 490 061
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	900 000	1 892 224	2 638 736
2.092	Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	1 025 000	3 293 384	4 128 805
TOTAL		**8 950 000**	**35 827 159**	**31 019 873**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**			
2.093	Sécurité Alimentaire	1 800 000	12 060 324	13 042 690
TOTAL		**1 800 000**	**12 060 324**	**13 042 690**
990	**CHARGES COMMUNES**			
0.003	Provisions pour imprévus	208 135 115	534 421 536	625 488 457
0.004	Dette	0	223 049 000	214 468 000
TOTAL		**208 135 115**	**757 470 536**	**839 956 457**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**958 183 535**	**2 948 270 487**	**3 107 247 366**

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
4.001	**Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports**			
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**			
	Personnel	0	607 000	679 000
	Biens et services	0	813 800	823 800
	Transferts et subventions	0	705 000	705 000
	Investissement	549 800	555 878	549 800
Total		**549 800**	**2 681 678**	**2 757 600**
40-2-2013-0021-002-002384	**ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)**			
	Personnel	0	512 000	512 000
	Biens et services	0	848 000	848 000
	Transferts et subventions	0	110 000	110 000
	Investissement	550 000	550 000	550 000
Total		**550 000**	**2 020 000**	**2 020 000**
40-2-2013-0021-003-002288	**ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)**			
	Personnel	0	416 000	403 000
	Biens et services	0	275 500	275 500
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	112 000	87 000	112 000
Total		**112 000**	**790 500**	**802 500**
40-2-2013-0021-004-002768	**ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)**			
	Personnel	0	376 225	360 500
	Biens et services	0	291 890	300 500
	Transferts et subventions	0	12 120	12 000
	Investissement	66 500	66 660	66 500
Total		**66 500**	**746 895**	**739 500**
40-2-2013-0021-005-002324	**ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)**			
	Personnel	0	265 700	265 700
	Biens et services	0	343 000	343 000
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	579 300	579 300	579 300
Total		**579 300**	**1 200 000**	**1 200 000**
40-2-2013-0021-006-002478	**ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)**			
	Personnel	0	248 000	248 000
	Biens et services	0	263 100	257 323
	Transferts et subventions	0	6 223	12 000
	Investissement	260 000	260 000	260 000
Total		**260 000**	**777 323**	**777 323**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES				
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports				
40-2-2013-0021-008-002204	**ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)**			
	Personnel	0	236 300	251 000
	Biens et services	0	154 786	253 000
	Transferts et subventions	0	12 000	12 000
	Investissement	90 000	64 025	90 000
Total		**90 000**	**467 111**	**606 000**
Total		**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**
Total		**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**
TOTAL DES BUDGETS ANNEXES		**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	98 159 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.014 Garanties et Avals	0	343 442	343 442
Total	**3 000 000**	**101 502 442**	**101 502 442**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 500 000	2 544 295	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 544 295**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	500 080	500 080
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.015 Fonds de Développement de l'Eau	68 256	179 622	173 256
Total	**68 256**	**179 622**	**173 256**
726 MINISTERE DES MINES			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	750 000	750 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	0	360 000	360 000
Total	**0**	**1 110 000**	**1 110 000**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**12 363 256**	**113 786 439**	**113 735 778**

ETAT F

CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

I. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
130 PRIMATURE		
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION		
Transferts et subventions	0	924 162
Investissement	50 000	50 000
Total	**50 000**	**974 162**
TOTAL	**50 000**	**974 162**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE		
187 CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRATIONS		
Transferts et subventions	0	85 500
Investissement	240 000	240 000
Total	**240 000**	**325 500**
TOTAL	**240 000**	**325 500**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		
Transferts et subventions	0	282 685
Investissement	47 909	47 909
Total	**47 909**	**330 594**
TOTAL	**47 909**	**330 594**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME		
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE		
Transferts et subventions	0	767 499
Investissement	470 000	470 000
Total	**470 000**	**1 237 499**
224 ECOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET DE L'EDUCATION SURVEILLEE		
Transferts et subventions	0	130 000
Total	**0**	**130 000**
227 AGENCE DE GESTION DES BIENS GELES, SAISIS OU CONFISQUES		
Transferts et subventions	0	329 248
Total	**0**	**329 248**
TOTAL	**470 000**	**1 696 747**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
315 OFFICE MALIEN DES PRODUITS PETROLIERS		
Transferts et subventions	0	827 045
Investissement	447 500	447 500
Total	**447 500**	**1 274 545**
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE		
Transferts et subventions	0	1 327 798
Investissement	1 350 000	1 350 000
Total	**1 350 000**	**2 677 798**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT		
Transferts et subventions	0	630 748
Investissement	0	400 000
Total	**0**	**1 030 748**
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE		
Transferts et subventions	0	184 953
Investissement	0	450 000
Total	**0**	**634 953**
436 CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER		
Transferts et subventions	0	130 500
Investissement	275 000	275 000
Total	**275 000**	**405 500**
TOTAL	**2 072 500**	**6 023 544**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.		
Transferts et subventions	0	5 000 000
Total	**0**	**5 000 000**
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)		
Transferts et subventions	0	5 397 000
Total	**0**	**5 397 000**
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.		
Transferts et subventions	0	162 826
Investissement	150 025	150 025
Total	**150 025**	**312 851**
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)		
Transferts et subventions	0	173 613
Investissement	2 551 850	551 850
Total	**2 551 850**	**725 463**
344 CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE SENOU		
Transferts et subventions	0	230 500
Investissement	70 000	70 000
Total	**70 000**	**300 500**
TOTAL	**2 771 875**	**11 735 814**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
321 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
322 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
Transferts et subventions	0	2 388 621
Total	**0**	**2 388 621**
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
Transferts et subventions	0	435 358
Investissement	47 500	47 500
Total	**47 500**	**482 858**
336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION		
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT		
Transferts et subventions	0	170 000
Investissement	19 000	19 000
Total	**19 000**	**189 000**
TOTAL	**256 500**	**4 950 479**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES		
332 MAISON DU HADJ		
Transferts et subventions	0	275 368
Total	**0**	**275 368**
TOTAL	**0**	**275 368**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE		
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI		
Transferts et subventions	0	697 402
Total	**0**	**697 402**
347 CENTRE POUR LA PROMOTION DE LA PAIX ET DE L'UNITE AU MALI		
Transferts et subventions	0	464 703
Investissement	100 000	100 000
Total	**100 000**	**564 703**
TOTAL	**100 000**	**1 262 105**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
Transferts et subventions	0	1 456
Total	**0**	**1 456**
385 AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE		
Transferts et subventions	0	249 974
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**549 974**
805 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE		
Transferts et subventions	0	131 474
Investissement	12 112	12 112
Total	**12 112**	**143 586**
813 CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE		
Transferts et subventions	0	113 003
Total	**0**	**113 003**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)		
Transferts et subventions	0	620 814
Investissement	325 500	325 500
Total	**325 500**	**946 314**
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)		
Transferts et subventions	0	639 558
Investissement	210 093	210 093
Total	**210 093**	**849 651**
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI		
Transferts et subventions	0	212 386
Investissement	320 187	320 187
Total	**320 187**	**532 573**
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.		
Transferts et subventions	0	121 984
Investissement	100 000	100 000
Total	**100 000**	**221 984**
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE		
Transferts et subventions	0	182 729
Investissement	26 202	26 202
Total	**26 202**	**208 931**
TOTAL	**1 294 094**	**3 567 472**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE		
Transferts et subventions	0	957 198
Total	**0**	**957 198**
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES		
Transferts et subventions	0	449 192
Investissement	172 768	172 768
Total	**172 768**	**621 960**
TOTAL	**172 768**	**1 579 158**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)		
Transferts et subventions	0	2 152 966
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**2 187 451**
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS ABDRAMANE BABA TOURE (ENI-ABT)		
Transferts et subventions	0	1 798 689
Investissement	334 485	334 485
Total	**334 485**	**2 133 174**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.		
Transferts et subventions	0	3 047 956
Investissement	2 534 485	734 485
Total	**2 534 485**	**3 782 441**
415 INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES & JURIDIQUES DE BKO		
Transferts et subventions	0	196 606
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**231 091**
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES		
Transferts et subventions	0	20 985 590
Investissement	2 795 048	895 048
Total	**2 795 048**	**21 880 638**
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.		
Biens et services	0	22 563
Transferts et subventions	0	217 891
Investissement	28 500	28 500
Total	**28 500**	**268 954**
419 AGENCE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		
Transferts et subventions	0	333 098
Total	**0**	**333 098**
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.		
Transferts et subventions	0	1 403 815
Investissement	36 344	36 344
Total	**36 344**	**1 440 159**
422 UNIVERSITE DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	3 113 803
Investissement	234 485	234 485
Total	**234 485**	**3 348 288**
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO		
Transferts et subventions	0	4 253 881
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**4 288 366**
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES		
Transferts et subventions	0	1 580 907
Investissement	134 485	134 485
Total	**134 485**	**1 715 392**
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO		
Transferts et subventions	0	7 050 948
Investissement	2 047 423	1 147 423
Total	**2 047 423**	**8 198 371**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO		
Transferts et subventions	0	6 171 850
Investissement	634 485	234 485
Total	**634 485**	**6 406 335**
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA		
Transferts et subventions	0	745 711
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**780 196**
431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO		
Transferts et subventions	0	6 709 558
Investissement	484 485	484 485
Total	**484 485**	**7 194 043**
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..		
Transferts et subventions	0	455 483
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**489 968**
435 INSTITUT DE PEDAGOGIE UNIVERSITAIRE		
Transferts et subventions	0	971 055
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**1 005 540**
437 UNIVERSITE DE SIKASSO		
Transferts et subventions	0	465 745
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**495 745**
438 UNIVERSITE DE GAO		
Transferts et subventions	0	465 745
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**495 745**
439 UNIVERSITE DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	465 745
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**495 745**
440 CENTRE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET ROBOTIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	80 500
Investissement	20 000	20 000
Total	**20 000**	**100 500**
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS		
Transferts et subventions	0	685 573
Total	**0**	**685 573**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE		
Transferts et subventions	0	2 170 398
Investissement	934 485	434 485
Total	**934 485**	**2 604 883**
641 INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SUR LA MEDECINE ET LA PHARMACOPEE TRADITIONNELLES		
Transferts et subventions	0	80 500
Investissement	20 000	20 000
Total	**20 000**	**100 500**
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX		
Transferts et subventions	0	979 301
Investissement	34 485	34 485
Total	**34 485**	**1 013 786**
TOTAL	**10 570 105**	**71 675 982**
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
Transferts et subventions	0	104 989
Investissement	200 000	200 000
Total	**200 000**	**304 989**
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	312 251
Investissement	500 000	300 000
Total	**500 000**	**612 251**
512 MUSEE NATIONAL		
Transferts et subventions	0	303 838
Investissement	209 500	209 500
Total	**209 500**	**513 338**
513 FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE		
Transferts et subventions	0	173 000
Total	**0**	**173 000**
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA		
Transferts et subventions	0	348 147
Investissement	200 000	200 000
Total	**200 000**	**548 147**
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR		
Transferts et subventions	0	163 461
Total	**0**	**163 461**
517 CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI		
Transferts et subventions	0	317 975
Investissement	165 000	165 000
Total	**165 000**	**482 975**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME		
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.		
Transferts et subventions	0	663 564
Investissement	196 250	196 250
Total	**196 250**	**859 814**
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE		
Transferts et subventions	0	150 458
Investissement	101 500	101 500
Total	**101 500**	**251 958**
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE		
Transferts et subventions	0	179 149
Investissement	0	300 000
Total	**0**	**479 149**
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	222 830
Total	**0**	**222 830**
TOTAL	**1 572 250**	**4 611 912**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS		
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI		
Transferts et subventions	0	229 344
Total	**0**	**229 344**
524 SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)		
Transferts et subventions	0	1 773 189
Total	**0**	**1 773 189**
526 PALAIS DES PIONNIERS		
Transferts et subventions	0	69 500
Investissement	30 000	30 000
Total	**30 000**	**99 500**
611 CENTRE DE MEDECINE DU SPORT		
Transferts et subventions	0	97 584
Investissement	11 050	11 050
Total	**11 050**	**108 634**
TOTAL	**41 050**	**2 210 667**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
612 OFFICE NATIONAL DE LA SANTE DE LA REPRODUCTION		
Transferts et subventions	0	1 780 042
Total	**0**	**1 780 042**
615 HOPITAL GABRIEL TOURE		
Transferts et subventions	0	3 884 189
Investissement	524 900	524 900
Total	**524 900**	**4 409 089**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
616 HOPITAL DU MALI		
Transferts et subventions	0	2 545 867
Investissement	500 000	500 000
Total	**500 000**	**3 045 867**
617 HOPITAL DU POINT G		
Transferts et subventions	0	5 123 050
Investissement	844 850	844 850
Total	**844 850**	**5 967 900**
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE		
Transferts et subventions	0	572 745
Investissement	2 514 250	514 250
Total	**2 514 250**	**1 086 995**
619 HOPITAL BOCAR SYDI SALL DE KATI		
Transferts et subventions	0	1 485 692
Investissement	314 950	314 950
Total	**314 950**	**1 800 642**
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE		
Transferts et subventions	0	455 130
Investissement	374 800	374 800
Total	**374 800**	**829 930**
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE PR HAMADY TRAORE		
Transferts et subventions	0	1 255 365
Investissement	5 095 950	495 950
Total	**5 095 950**	**1 751 315**
624 INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE		
Transferts et subventions	0	2 486 350
Investissement	348 550	348 550
Total	**348 550**	**2 834 900**
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE		
Transferts et subventions	0	631 100
Investissement	54 150	54 150
Total	**54 150**	**685 250**
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)		
Transferts et subventions	0	1 000 177
Investissement	519 950	519 950
Total	**519 950**	**1 520 127**
628 CLINIQUE PERINATALE MOHAMED VI BAMAKO		
Transferts et subventions	0	771 543
Investissement	200 000	200 000
Total	**200 000**	**971 543**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
629 HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	1 788 915
Investissement	1 307 500	307 500
Total	**1 307 500**	**2 096 415**
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE		
Transferts et subventions	0	376 870
Investissement	422 000	150 000
Total	**422 000**	**526 870**
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)		
Transferts et subventions	0	1 264 862
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**1 564 862**
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES		
Transferts et subventions	0	1 461 556
Total	**0**	**1 461 556**
634 HOPITAL DE SIKASSO		
Transferts et subventions	0	1 679 214
Total	**0**	**1 679 214**
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	1 428 238
Total	**0**	**1 428 238**
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI		
Transferts et subventions	0	1 437 915
Total	**0**	**1 437 915**
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	540 025
Total	**0**	**540 025**
638 HOPITAL DE GAO		
Transferts et subventions	0	741 482
Total	**0**	**741 482**
661 AGENCE MALIENNE DE LA MUTUALITE SOCIALE		
Transferts et subventions	0	1 131 996
Total	**0**	**1 131 996**
665 OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	828 588
Investissement	2 800 000	300 000
Total	**2 800 000**	**1 128 588**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE		
Transferts et subventions	0	276 510
Investissement	51 870	51 870
Total	**51 870**	**328 380**
667 CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE		
Transferts et subventions	0	133 582
Investissement	21 000	21 000
Total	**21 000**	**154 582**
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE		
Transferts et subventions	0	10 211 990
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**10 511 990**
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE		
Transferts et subventions	0	76 742
Investissement	562 750	562 750
Total	**562 750**	**639 492**
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE		
Transferts et subventions	0	522 595
Investissement		
Total	**0**	**522 595**
677 FONDATION POUR LA SOLIDARITE		
Transferts et subventions	0	365 368
Total	**0**	**365 368**
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE		
Transferts et subventions	0	676 534
Investissement	827 312	277 312
Total	**827 312**	**953 846**
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE		
Transferts et subventions	0	1 552 256
Total	**0**	**1 552 256**
TOTAL	**17 884 782**	**55 449 270**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE		
645 CITE DES ENFANTS		
Transferts et subventions	0	250 351
Investissement	119 000	119 000
Total	**119 000**	**369 351**
TOTAL	**119 000**	**369 351**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		
Transferts et subventions	0	614 414
Investissement	55 300 000	13 764 000
Total	**55 300 000**	**14 378 414**
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.		
Transferts et subventions	0	88 227
Investissement	19 500	19 500
Total	**19 500**	**107 727**
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI		
Transferts et subventions	0	458 243
Investissement	346 400	346 400
Total	**346 400**	**804 643**
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.		
Transferts et subventions	0	161 502
Investissement	1 047 500	447 500
Total	**1 047 500**	**609 002**
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE		
Transferts et subventions	0	236 550
Total	**0**	**236 550**
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE		
Transferts et subventions	0	172 557
Investissement	705 300	705 300
Total	**705 300**	**877 857**
TOTAL	**57 418 700**	**17 014 193**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER		
Transferts et subventions	0	311 963
Investissement	200 000	800 000
Total	**200 000**	**1 111 963**
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI		
Transferts et subventions	0	381 476
Investissement	500 000	500 000
Total	**500 000**	**881 476**
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE		
Transferts et subventions	0	421 817
Investissement	300 000	300 000
Total	**300 000**	**721 817**
719 AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE		
Transferts et subventions	0	153 001
Total	**0**	**153 001**
TOTAL	**1 000 000**	**2 868 257**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU		
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)		
Transferts et subventions	0	244 780
Investissement	100 000	100 000
Total	**100 000**	**344 780**
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE		
Transferts et subventions	0	5 308 543
Investissement	190 000	190 000
Total	**190 000**	**5 498 543**
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX		
Transferts et subventions	0	320 503
Investissement	250 000	250 000
Total	**250 000**	**570 503**
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)		
Transferts et subventions	0	221 653
Investissement	5 000 000	5 500 000
Total	**5 000 000**	**5 721 653**
725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI		
Biens et services	0	5 000
Transferts et subventions	0	329 341
Investissement	168 609	168 609
Total	**168 609**	**502 950**
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS		
Transferts et subventions	0	342 965
Investissement	2 800 000	550 000
Total	**2 800 000**	**892 965**
TOTAL	**8 508 609**	**13 531 394**
726 MINISTERE DES MINES		
727 OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE		
Transferts et subventions	0	166 224
Total	**0**	**166 224**
TOTAL	**0**	**166 224**
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI		
Transferts et subventions	0	6 284 914
Investissement	2 683 500	2 683 500
Total	**2 683 500**	**8 968 414**
736 COMPLEXE NUMERIQUE DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	180 476
Investissement	5 000	5 000
Total	**5 000**	**185 476**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE		
Transferts et subventions	0	520 045
Investissement	0	400 000
Total	**0**	**920 045**
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT		
Transferts et subventions	0	250 969
Investissement	225 000	225 000
Total	**225 000**	**475 969**
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION		
Transferts et subventions	0	2 181 779
Investissement	305 000	305 000
Total	**305 000**	**2 486 779**
TOTAL	**3 218 500**	**13 036 683**
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION		
342 OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE		
Transferts et subventions	0	108 161
Investissement	214 000	214 000
Total	**214 000**	**322 161**
TOTAL	**214 000**	**322 161**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
Transferts et subventions	0	99 750
Total	**0**	**99 750**
824 AGENCE D'AMENAGEMENT DES TERRES ET DE FOURNITURE DE L'EAU D'IRRIGATION (ATI)		
Transferts et subventions	0	122 209
Investissement	722 500	8 137 500
Total	**722 500**	**8 259 709**
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)		
Transferts et subventions	0	737 509
Investissement	295 000	295 000
Total	**295 000**	**1 032 509**
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL		
Transferts et subventions	0	657 319
Investissement	466 500	1 966 500
Total	**466 500**	**2 623 819**
827 OFFICE RIZ MOPTI		
Transferts et subventions	0	353 143
Investissement	1 350 000	650 000
Total	**1 350 000**	**1 003 143**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE		
Transferts et subventions	0	515 104
Investissement	297 500	297 500
Total	**297 500**	**812 604**
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE		
Transferts et subventions	0	4 479 491
Investissement	3 333 500	333 500
Total	**3 333 500**	**4 812 991**
835 OFFICE RIZ SEGOU		
Transferts et subventions	0	623 222
Investissement	2 950 000	600 000
Total	**2 950 000**	**1 223 222**
836 OFFICE DU MOYEN BANI		
Transferts et subventions	0	229 424
Investissement	2 304 500	504 500
Total	**2 304 500**	**733 924**
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA		
Transferts et subventions	0	487 872
Investissement	300 000	800 000
Total	**300 000**	**1 287 872**
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX		
Transferts et subventions	0	732 516
Total	**0**	**732 516**
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE		
Transferts et subventions	0	200 604
Investissement	250 000	250 000
Total	**250 000**	**450 604**
900 DISTRICT DE BAMAKO		
Transferts et subventions	0	28 497
Total	**0**	**28 497**
901 REGION DE KAYES		
Transferts et subventions	0	6 460
Total	**0**	**6 460**
902 REGION DE KOULIKORO		
Transferts et subventions	0	8 740
Total	**0**	**8 740**
903 REGION DE SIKASSO		
Personnel	0	31 247
Transferts et subventions	0	2 826
Total	**0**	**34 073**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
904 REGION DE SEGOU		
Transferts et subventions	0	5 249
Total	**0**	**5 249**
905 REGION DE MOPTI		
Transferts et subventions	0	4 702
Total	**0**	**4 702**
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
Transferts et subventions	0	5 739
Total	**0**	**5 739**
907 REGION DE GAO		
Transferts et subventions	0	6 864
Total	**0**	**6 864**
908 REGION DE KIDAL		
Transferts et subventions	0	6 460
Total	**0**	**6 460**
TOTAL	**12 269 500**	**23 179 447**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE		
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)		
Transferts et subventions	0	91 500
Total	**0**	**91 500**
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE		
Transferts et subventions	0	845 514
Investissement	150 000	150 000
Total	**150 000**	**995 514**
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO		
Transferts et subventions	0	86 156
Investissement	200 000	200 000
Total	**200 000**	**286 156**
840 OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER		
Transferts et subventions	0	152 000
Investissement	250 000	250 000
Total	**250 000**	**402 000**
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE		
Transferts et subventions	0	188 286
Investissement	1 300 000	550 000
Total	**1 300 000**	**738 286**
TOTAL	**1 900 000**	**2 513 456**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2025
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

19/09/2024

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
	2025	2025
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
Transferts et subventions	0	560 000
Total	**0**	**560 000**
TOTAL	**0**	**560 000**
TOTAL GENERAL	**122 192 142**	**240 229 940**

II. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

1. CREDITS BUDGETAIRES TRANSFERES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2025	**2024**	**2025**
PERSONNEL	0	5 877 592	5 523 669
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	27 095 260	28 004 421
DÉPLACEMENT & MISSION	0	451 920	639 264
COMMUNICATION & ENERGIE	0	842 500	842 500
AUTRES DÉPENSES	0	1 726 028	2 595 033
BOURSES	0	666 435	666 435
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	64 701 817	64 454 357	64 701 817
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	19 595 266	21 493 873
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 650 000	501 600	1 650 000
APPUI BUDGÉTAIRE		7 557 267	
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	305 529 557	306 437 430
Total :	**66 351 817**	**434 297 782**	**432 554 442**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Fonction / Titre	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
Services généraux des administrations publiques			
Transferts et subventions	0	10 985 858	12 016 370
Investissement	16 471 163	22 152 503	16 471 163
TOTAL	**16 471 163**	**33 138 361**	**28 487 533**
Affaires économiques			
Personnel	0	562 847	612 547
Biens et services	0	34 862	49 002
Transferts et subventions	0	783 050	867 214
Investissement	50 000	568 255	50 000
TOTAL	**50 000**	**1 949 014**	**1 578 763**
Protection de l'environnement			
Investissement	4 500 000	4 500 000	4 500 000
TOTAL	**4 500 000**	**4 500 000**	**4 500 000**
Santé			
Personnel	0	29 471 130	29 129 147
Biens et services	0	1 674 054	2 104 101
Transferts et subventions	0	1 180 397	1 904 378
TOTAL	**0**	**32 325 581**	**33 137 626**
Enseignement			
Personnel	0	281 373 172	282 219 405
Biens et services	0	28 406 792	29 928 115
Transferts et subventions	0	7 312 396	7 372 346
Investissement	45 330 654	45 292 466	45 330 654
TOTAL	**45 330 654**	**362 384 826**	**364 850 520**
TOTAL GENERAL	**66 351 817**	**434 297 782**	**432 554 442**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
central		
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
Portion Centrale	0	2 146 370
Total :	**0**	**2 146 370**
CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
Portion Centrale	47 500	482 858
Total :	**47 500**	**482 858**
Total	**47 500**	**2 629 228**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Conseil Régional		
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES		
Region de Kayes	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO		
Region de Koulikoro	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO		
Region de Sikasso	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU		
Region de Segou	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT		
Region de Taoudenni	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA		
Region de Menaka	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI		
Region de Mopti	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.		
Region de Tombouctou	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO		
Region de Gao	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL		
Region de Kidal	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT		
District de Bamako	19 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Conseil Régional		
DISTRICT DE BAMAKO		
District de Bamako	10 993 137	72 126 950
Total :	**10 993 137**	**72 126 950**
REGION DE KAYES		
Region de Kayes	1 831 579	4 966 773
Total :	**1 831 579**	**4 966 773**
REGION DE KOULIKORO		
Region de Koulikoro	3 523 138	7 016 337
Total :	**3 523 138**	**7 016 337**
REGION DE SIKASSO		
Region de Sikasso	2 811 646	9 196 609
Total :	**2 811 646**	**9 196 609**
REGION DE SEGOU		
Region de Segou	230 114	6 014 603
Total :	**230 114**	**6 014 603**
REGION DE MOPTI		
Region de Mopti	845 332	4 344 512
Total :	**845 332**	**4 344 512**
REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou	220 276	1 235 500
Total :	**220 276**	**1 235 500**
REGION DE GAO		
Region de Gao	386 400	2 054 854
Total :	**386 400**	**2 054 854**
REGION DE KIDAL		
Region de Kidal	150 000	738 398
Total :	**150 000**	**738 398**
REGION DE TAOUDENIT		
Region de Taoudenni	150 000	232 620
Total :	**150 000**	**232 620**
REGION DE MENAKA		
Region de Menaka	150 000	150 000
Total :	**150 000**	**150 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Conseil Régional		
REGION DE NIORO		
Region de Nioro	0	50 066
Total :	**0**	**50 066**
REGION DE DIOILA		
Region de Dioila	0	96 525
Total :	**0**	**96 525**
REGION DE BOUGOUNI		
Region de Bougouni	0	145 341
Total :	**0**	**145 341**
REGION DE KOUTIALA		
Region de Koutiala	0	123 154
Total :	**0**	**123 154**
REGION DE BANDIAGARA		
Region de Bandiagara	0	67 002
Total :	**0**	**67 002**
REGION DE KITA		
Region de Kita	0	60 032
Total :	**0**	**60 032**
REGION DE NARA		
Region de Nara	0	31 838
Total :	**0**	**31 838**
REGION DE SAN		
Region de San	0	175 481
Total :	**0**	**175 481**
CHARGES COMMUNES		
Portion Centrale	4 500 000	4 500 000
Total :	**4 500 000**	**4 500 000**
Total	**26 000 622**	**115 405 595**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE KAYES		
Commune urbaine Kayes	321 461	5 172 448
Commune de Bangassi	0	207 744
Commune de Colimbiné	0	163 842
Commune de Gory Gopela	0	98 108
Commune urbaine Goumera	0	45 576
Commune de Khouloum	0	501 912
Commune de Liberté Dembaya	0	441 921
Commune de Séro Diamanou	0	188 399
Commune de Hawa Dembaya	0	245 239
Commune de Samé Diongoma	0	274 230
Commune urbaine Somankidy	0	60 608
Commune de Bafoulabé	128 166	1 199 838
Commune de Bamafélé	0	386 271
Commune de Diokeli	0	192 376
Commune de Koundian	0	248 160
Commune de Mahina	0	821 144
Commune de Gounfan	0	56 196
Commune de Niambia	0	69 653
Commune de Oualia	0	301 301
Commune de Guidime	20 904	646 610
Commune de Fanga	0	53 529
Commune de Gory	0	126 024
Commune de Toya	0	65 435
Commune de Soumpou	0	33 824
Commune de Kirané Kaniaga	0	265 611
Commune de Krémis	0	89 584
Commune de Diafounou Gory	0	138 748
Commune de Diafounou Diongaga	0	86 660
Commune de Konsiga	0	64 912
Commune de Marekaffo	0	37 343
Commune de Kéniéba	27 872	1 390 911
Commune de Dabia	0	147 619
Commune de Guénégoré	0	163 710

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE KAYES		
Commune de Sitakilly	0	370 020
Commune de Dombia	0	47 861
Commune de Faléa	0	107 444
Commune de Sagalo	0	134 524
Commune de Kassama	0	304 682
Commune de Kéméné Tambo	0	201 160
Commune de Guidimakan Keri Kaffo	0	138 349
Commune de Sony	0	132 569
Commune de Tafacirga	0	119 807
Commune de Falémé	0	179 564
Commune urbaine Fégui	0	66 209
Commune de Djélébou	0	210 598
Commune de Sahel	0	77 968
Commune de Koussané	0	127 765
Commune de Karakoro	0	95 411
Commune de Diamou	0	243 125
Commune de Logo	0	314 192
Commune de Tomora	0	304 102
Commune de Diakon	0	192 183
Commune de Diallan	0	79 181
Commune de Kontela	0	171 361
Commune de Sidibéla	0	49 026
Commune de Ségala	0	258 516
Commune urbaine Kouniakary	0	64 900
Commune de Maréna Diombougou	0	183 027
Commune de Marintoumania	0	91 862
Commune de Tringa	0	110 982
Commune de Sadiola	0	412 491
Commune de Dialafara	0	197 858
Commune urbaine de Kourouninkoto	0	52 520
Commune de Faraba	0	116 521
Commune de Baye	0	117 689
Total :	**498 403**	**19 258 953**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE KOULIKORO		
Commune Urbaine de Koulikoro	17 724	3 313 887
Commune de Méguetan	0	783 394
Commune de Dinandougou	0	248 084
Commune de Doumba	0	216 324
Commune de Sirakorola	0	397 854
Commune de Tienfala	0	260 643
Commune de Banamba	14 028	1 272 737
Commune de Benkadi	0	172 775
Commune de Kiban	0	113 077
Commune de Boron	0	247 278
Commune de Madina-Sacko	0	242 627
Commune de Sébété	0	49 977
Commune de Toubacoro	0	221 366
Commune de Duguwolowula	0	262 799
Commune de Minidian	17 808	1 338 483
Commune de Kaniogo	0	343 248
Commune de Maramandougou	0	185 818
Commune de Nouga	0	188 460
Commune de Balan Bakama	0	138 584
Commune de Naréna	0	362 719
Commune Urbaine de Kati	2 534 616	18 340 495
Commune de Diago	0	175 058
Commune de Dio-Gare	0	425 805
Commune de Dombila	0	180 978
Commune de Doubabougou	0	231 431
Commune de Kalifabougou	0	177 298
Commune de Kambila	0	617 327
Commune de Safo	0	593 885
Commune de Sanankoroba	0	1 382 268
Commune de Dialakoroba	0	1 084 322
Commune de N'Gouraba	0	228 825
Commune de Tiélé	0	200 665
Commune de Baguinéda-camp	0	2 009 927

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE KOULIKORO		
Commune de Mountougoula	0	813 099
Commune de Mandé	0	1 887 742
Commune de Guihoyo	0	398 611
Commune de Kolokani	2 688	1 661 951
Commune de Sébékoro I	0	420 231
Commune de Tioribougou	0	360 393
Commune de Didiéni	0	586 566
Commune de Sagabala	0	388 359
Commune de Nonkon	0	446 789
Commune de Nossombougou	0	712 642
Commune de Ouolodo	0	368 137
Commune de Massantola	0	626 747
Commune de Nyamina	0	273 705
Commune de Tougouni	0	141 656
Commune de Niouma Makana	0	318 091
Commune de Siby	0	408 147
Commune de Bancoumana	0	385 462
Commune de Sobra	0	54 773
Commune de Bossofala	0	260 608
Commune de Daban	0	155 218
Commune de N'Tjiba	0	175 456
Commune de Benkadi	0	225 662
Commune de Diedougou	0	119 412
Commune de Bougoula	0	142 621
Commune de Karangana	0	192 163
Commune de Koula	0	296 473
Total :	**2 586 864**	**47 829 132**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE SIKASSO		
Commune de Diomatènè	0	238 012
Commune de Finkolo	0	310 170
Commune de Kaboïla	0	533 600
Commune de Kafouziéla	0	125 947
Commune de Missirikoro	0	177 905
Commune de Natien	0	122 081
Commune de Pimperna	0	151 269
Commune urbaine de Sikasso	526 856	11 415 672
Commune de Sokourani-Missirikoro	0	101 519
Commune de Zangaradougou	0	125 395
Commune de Farakala	0	331 808
Commune de Kapolondougou	0	463 122
Commune de Kofan	0	181 338
Commune de Zanférébougou	0	159 339
Commune de Diou	0	104 225
Commune de Dioumaténé	0	121 745
Commune de Kadiolo	33 344	1 545 883
Commune de Fourou	0	618 935
Commune de Misseni	0	201 276
Commune de Zégoua	16 000	386 011
Commune de Danderesso	0	413 009
Commune de Nongo-Souala	0	139 453
Commune de Dialakoro	0	90 140
Commune de Kignan	9 600	499 520
Commune de Koumankou	0	110 329
Commune de Kourouma	0	198 006
Commune de Sanzana	0	142 943
Commune de Tella	0	125 016
Commune de Dogoni	0	167 765
Commune de Kabarasso	0	101 854
Commune de Doumanaba	0	258 966
Commune de Gongasso	0	274 936
Commune de Kléla	0	440 113

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE SIKASSO		
Commune de Fama	0	160 154
Commune de Kouoro	0	222 752
Commune de Lobougoula	0	431 830
Commune de Kolokoba	0	132 466
Commune de Loulouni	0	549 075
Commune de Nimbougou	0	103 675
Commune de Kaï	0	64 081
Commune de Miniko	0	80 813
Commune de Niéna	63 000	1 862 824
Commune de N'Tjikouna	0	80 641
Commune de Waténi	0	128 366
Commune de Zaniéna	0	155 328
Commune de Blendio	0	259 781
Commune de Dembéla	0	184 111
Commune de Miria	0	145 972
Commune de Tiankadi	0	75 771
Commune de Finkolo Ganadougou	0	209 525
Commune de Benkadi	0	137 467
Commune de Kapala	0	207 375
Total :	**648 800**	**25 569 309**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE SEGOU		
Commune de Konodimini	0	235 019
Commune de Massala	0	176 444
Commune de N'Gara	0	237 501
Commune de Pelengana	0	1 298 463
Commune de Sakoïba	0	276 650
Commune de Sébougou	0	659 094
Commune de Soignébougou	0	87 333
Commune urbaine de Ségou	826 656	6 541 765
Commune de Cinzana	0	284 694
Commune de Saminè	0	101 916
Commune de Diouna	0	65 146
Commune de Fatinè	0	79 585
Commune de Katiéna	0	102 363
Commune de Béguéné	0	124 628
Commune de Bla	189 888	1 547 174
Commune de Kéméni	0	193 498
Commune de Niala	0	174 003
Commune de Tiéména	0	84 587
Commune de Falo	0	167 943
Commune de Diéna	0	67 837
Commune de Touna	0	254 100
Commune de Samabogo	0	134 535
Commune de Somasso	0	192 193
Commune de Dougouolo	0	126 077
Commune de Barouéli	0	24 918
Commune de Kalaké	0	153 694
Commune de Konobougou	0	522 774
Commune de Gouendo	0	80 032
Commune de N'Gassola	0	65 043
Commune de Sanando	0	230 999
Commune de Tésserela	0	97 010
Commune de Boidiè	0	181 311
Commune de Dougoufé	0	78 001

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE SEGOU		
Commune de Tamani	0	127 158
Commune de Kala Siguida	0	250 765
Commune de Mariko	0	196 818
Commune urbaine de Niono	288 672	1 992 471
Commune de Siribala	0	343 595
Commune de Sirifila-Boundy	0	278 896
Commune de Toridaga-Ko	0	105 393
Commune de Yèrèdon Saniona	0	150 377
Commune de Pogo	0	93 907
Commune de Macina	8 064	1 191 429
Commune de Boky Wèrè	0	160 198
Commune de Kokry Centre	0	298 503
Commune de Kolongo	0	375 721
Commune de Monimpébougou	0	173 586
Commune de Matomo	0	73 499
Commune de Sana	0	165 185
Commune de Dioro	0	364 575
Commune de Kamiandougou	0	52 631
Commune de Diédougou	0	44 068
Commune de Farakou Massa	0	92 424
Commune de Diganidougou	0	150 802
Commune de Sama Foulala	0	109 800
Commune de Souba	0	179 995
Commune de Baguindadougou	0	90 878
Commune de Bellen	0	28 562
Commune de N'Koumandougou	0	57 267
Commune de Nampalari	0	15 977
Commune de Sokolo	0	170 249
Commune de Diabaly	0	275 819
Commune de Dougabougou	0	261 078
Commune de Markala	0	1 141 477
Commune de Togou	0	109 311
Commune de Sansanding	0	180 847

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE SEGOU		
Commune de Sibila	0	72 636
Commune de Boussin	0	124 891
Commune de Folomana	0	95 652
Commune de Saloba	0	349 267
Commune de Tongué	0	115 366
Commune de Souleye	0	118 892
Commune de Tin-Hamma	16 800	833 490
Commune de Dogofry	0	178 553
Commune de Farako	0	265 315
Commune de Somo	0	80 398
Total :	**1 330 080**	**26 184 051**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE MOPTI		
Commune de Kareri	0	180 231
Commune urbaine de Mopti	296 895	5 239 333
Commune de Socoura	0	1 226 576
Commune de Dialloubé	0	160 574
Commune de Bassirou	0	77 408
Commune de Fatoma	0	316 872
Commune de Kounari	0	152 474
Commune de Ouroubé Doudé	0	128 030
Commune de Sio	0	567 447
Commune de Soye	0	90 740
Commune de Ouro-Modi	0	84 583
Commune de Sasalbé	0	49 412
Commune de Koubaye	0	75 671
Commune de Derary	0	121 100
Commune de Djenné	23 040	1 036 011
Commune de Ouro Ali	0	119 215
Commune de Pondori	0	103 325
Commune de Madiama	0	211 778
Commune de Dandougou Fakala	0	181 497
Commune de Niansanarie	0	85 429
Commune de Kewa	0	80 640
Commune de Togué Mourari	0	88 290
Commune de Néma Badenyakafo	0	261 391
Commune de Femaye	0	168 463
Commune de Ouro Ardo	0	63 857
Commune de Ouro Guiré	0	35 146
Commune de Sougoulbé	0	33 426
Commune de Diaka	0	159 226
Commune urbaineTénenkou	0	450 786
Commune de Diafarabé	0	187 992
Commune de Diondiori	0	99 335
Commune de Togoro Kotia	0	43 054
Commune de Youwarou	0	511 653

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE MOPTI		
Commune de Farimaké	0	122 510
Commune de Déboye	0	111 769
Commune de N'Dodjiga	0	80 666
Commune de Dongo	0	95 343
Commune de Dirma	0	51 300
Commune de Bimbéré Tama	0	54 370
Commune de Konna	0	522 579
Commune de Borondougou	0	95 038
Commune de Korombana	0	211 824
Commune de Fakala	0	422 062
Commune de Toguéré-Coumbé	0	102 240
Total :	**319 935**	**14 260 666**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU		
Commune de Alafia	0	25 181
Commune urbaine de Tombouctou	100 000	13 060 961
Commune de Lafia	0	16 276
Commune de Bourem Inaly	0	12 435
Commune de Doukouria	0	4 974
Commune urbaine de Goundam	10 581	70 681
Commune de Kaneye	0	4 895
Commune de Télé	0	5 466
Commune de Douékiré	0	12 487
Commune de Essakane	0	15 837
Commune de Arham	0	5 941
Commune de Bourem Sidi Amar	0	12 192
Commune urbaine de Diré	0	131 105
Commune de Kirchamba	0	5 238
Commune de Kondi	0	4 798
Commune de Tienkour	0	5 175
Commune de Tindirma	0	3 172
Commune de Tinguereguif Gari	0	4 422
Commune de Binga	0	2 825
Commune de Saréyamou	0	10 879
Commune de Haibongo	0	11 078
Commune de Dangha	0	7 152
Commune de Garbakoira	0	11 612
Commune de Soboundou	0	75 757
Commune de Soumpi	0	11 037
Commune de Banikane	0	33 355
Commune de Rharous	0	94 655
Commune de Hanzakoma	0	8 210
Commune de Séréré	0	11 238
Commune de Bintagoungou	0	14 996
Commune de Issa Bery	0	11 769
Commune de Adarmalane	0	4 811
Commune de M'Bouna	0	7 591

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU		
Commune de Fittouga	0	14 599
Commune de Banikane Narhawa	0	9 066
Commune de Koumaïra	0	8 113
Commune de N'Gorkou	0	8 756
Commune de Bambara-Maoudé	0	13 219
Commune de Inadiatafane	0	5 629
Commune de Haribomo	0	5 645
Commune de Léré	0	14 223
Commune de Dianké	0	5 996
Commune de Gossi	0	40 303
Commune de Ouinerden	0	4 288
Commune de Tonka	0	31 773
Commune de Ber	0	52 958
Commune de Gargando	0	12 041
Commune de Raz-El-Ma	0	9 824
Commune de Tin Aicha	0	10 597
Commune de Alzounoub	0	4 197
Commune de Tilemsi	0	7 221
Total :	**110 581**	**13 976 649**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE GAO		
Commune urbaine de Gao	226 360	3 636 167
Commune de Gounzoureye	0	970 301
Commune de Bourem	0	998 286
Commune de Taboye	0	478 100
Commune de Ansongo	0	1 459 534
Commune de Bara	0	325 371
Commune de Bourra	0	346 382
Commune de Tin-Hamma	0	158 198
Commune de Tarkint	0	198 079
Commune de Téméra	0	188 068
Commune de Ouattagouna	0	385 514
Commune de Soni Aliber	0	1 133 155
Commune de Anchawadji	0	428 456
Commune de Talataye	0	69 264
Commune de Tessit	0	170 766
Commune de N'Tillit	0	412 418
Commune de Gabéro	0	607 801
Commune de Tilemsi	0	192 678
Commune de Bamba	0	312 866
Total :	**226 360**	**12 471 404**
REGION DE KIDAL		
Commune urbaine de Kidal	0	1 463 786
Commune de Essouk	0	81 014
Commune de Abeïbara	0	175 895
Commune de Boghassa	0	45 601
Commune de Tinzawatène	0	29 077
Commune de Intadjedite	0	39 085
Commune de Tin-Essako	0	150 705
Commune de Tessalit	0	586 288
Commune de Anéfif	0	97 259
Commune de Timtaghène	0	29 019
Commune de Aguel-Hoc	0	126 845
Total :	**0**	**2 824 574**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE TAOUDENIT		
Commune de Taoudenni	0	30 185
Commune de Araouane	0	210 029
Commune de Achamour	0	3 480
Commune de Tinéguelhadj	0	2 265
Commune de Foum-Elba	0	28 271
Commune de Touwal	0	7 570
Commune de Boujbeha	0	51 784
Commune de Agouni	0	14 131
Commune de Limgassim	0	17 043
Commune de Al-Ourche	0	28 271
Commune de Ziriba	0	3 924
Commune de Nibkit-El Elk	0	106 083
Commune de Achouratt	0	28 271
Commune de Almatla	0	5 963
Total :	**0**	**537 270**
REGION DE MENAKA		
Commune urbaine de Ménaka	0	1 393 777
Commune de Tidermène	0	177 191
Commune de Inékar	0	146 163
Commune de Andéramboukane	0	305 598
Commune de Alata	0	77 372
Total :	**0**	**2 100 101**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE NIORO		
Commune de Guidime	0	62 595
Commune de Guétéma	0	83 423
Commune de Gadiaba Kadiel	0	147 598
Commune urbaine Nioro	27 872	1 192 150
Commune de Nioro Tougouné Rangabé	0	154 927
Commune de Yéréré	0	207 852
Commune de Diaye Coura	0	95 181
Commune de Gavinané	0	110 024
Commune urbaine Youri	0	101 745
Commune de Gogui	0	212 912
Commune de Simbi	0	98 537
Commune de Diéma	27 872	969 407
Commune de Dianguirdé	0	128 700
Commune de Madiga Sacko	0	140 618
Commune de Dioumara Koussata	0	163 556
Commune de Gomitradougou	0	122 803
Commune de Diangounté Camara	0	265 261
Commune de Fatao	0	131 154
Commune de Lambidou	0	145 647
Commune de Diéoura	0	145 871
Commune de Sandaré	0	471 164
Commune de Lakamané	0	142 058
Commune de Sansankidé	0	82 648
Commune de Troungoumbé	0	190 042
Commune de Baniéré Kore	0	62 971
Commune de Diabigué	0	79 869
Commune de Diarra	0	115 607
Commune de Koréra Koré	0	152 969
Commune de Béma	0	139 941
Commune de Fassoudébé	0	38 504
Commune de Grouméra	0	65 223
Total :	**55 744**	**6 220 957**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE DIOILA		
Commune de Diabigué	0	110 465
Commune de Dègnèkoro	0	148 831
Commune de Kaladougou	184 548	2 427 366
Commune de Kilidougou	0	206 423
Commune de N'Garadougou	0	99 764
Commune de Wacoro	0	168 851
Commune de Kémé-Kafo	0	238 857
Commune de Banco	0	334 006
Commune de N'Golobougou	0	178 610
Commune de Benkadi	0	86 325
Commune de Diedougou	0	431 564
Commune de Jèkafo	0	96 670
Commune de Dolendougou	0	120 753
Commune de Binko	0	291 499
Commune de Guégnéka	0	1 567 859
Commune de Kéréla	0	169 605
Commune de Zan Coulibaly	0	381 200
Commune de Ténindougou	0	141 722
Commune de Diouman	0	154 655
Commune de Nangola	0	183 079
Commune de Massigui	0	523 768
Commune de Niantjila	0	151 103
Commune de N'Dlondougou	0	173 344
Total :	**184 548**	**8 386 319**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE BOUGOUNI		
Commune de Sébougou	0	79 688
Commune urbaine de Bougouni	78 232	4 394 915
Commune de Faradiélé	0	55 871
Commune de Kokélé	0	88 913
Commune de Kola	0	124 505
Commune de Sido	0	267 028
Commune de Tièmala Banimonotié	0	145 202
Commune de Kéléya	0	204 791
Commune de Ouroun	0	73 335
Commune de Syentoula	0	119 146
Commune de Zantiébougou	0	349 122
Commune de Danou	0	142 090
Commune de Faragouaran	0	124 320
Commune de Kouroulamini	0	107 923
Commune de Wassoulou-Ballé	17 512	1 201 008
Commune de Gouandiaka	0	311 894
Commune de Bolo Fouta	0	91 718
Commune de Djiguiya de Koloni	0	77 536
Commune de Koussan	0	181 184
Commune de Gouanan	0	292 819
Commune de Djallon Foula	0	97 759
Commune de Yallankoro Soloba	0	133 444
Commune de Séré Moussa Ani Samou de Siékorolé	0	179 829
Commune de Kolondiéba	17 160	1 200 835
Commune de Ména	0	207 187
Commune de N'Golodiana	0	120 770
Commune de Kébila	0	452 187
Commune de Tousséguéla	0	138 642
Commune de Kolosso	0	99 496
Commune de Garalo	0	348 704
Commune de Bladié-Tiémala	0	53 644
Commune de Défina	0	91 933
Commune de Yiridougou	0	112 995

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE BOUGOUNI		
Commune de Sibirila	0	189 203
Commune de Yinindougou	0	96 149
Commune de Koumantou	0	1 036 972
Commune de Sanso	0	238 195
Commune de Débélin	0	102 005
Commune de Domba	0	159 933
Commune de Wola	0	176 341
Commune de Baya	0	377 114
Commune de Tagandougou	0	136 867
Commune de Sankarani	0	63 338
Commune de Kourouba	0	201 992
Commune de Tiakadougou-Dialakoro	0	107 367
Commune de Niagadina	0	160 875
Commune de Ouélessébougou	0	1 409 733
Commune de Faraba	0	219 906
Commune de Sanankoro-Djitoumou	0	196 505
Commune de Kadiana	0	232 502
Commune de Nangalasso	0	149 057
Commune de Tiongui	0	118 527
Commune de Fakola	0	208 615
Commune de Bougoula	0	82 349
Commune de Farako	0	170 959
Commune de Dogo	0	314 161
Commune de Meridiéla	0	111 495
Total :	**112 904**	**17 930 593**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE KOUTIALA		
Commune de Diedougou	0	75 402
Commune urbaine de Koutiala	431 464	3 812 710
Commune de Logouana	0	73 151
Commune de Nafanga	0	113 127
Commune de Nampé	0	94 504
Commune de N'Golonianasso	0	247 279
Commune de N'Goutjina	0	353 171
Commune de Sincina	0	527 785
Commune de Songo-Doubacoré	0	132 238
Commune de Songoua	0	81 394
Commune de Yognogo	0	95 927
Commune de Zébala	0	184 898
Commune de Diaramana	0	289 997
Commune de Karangana	0	318 725
Commune de Kiffosso 1	0	252 574
Commune de Yorosso	41 536	792 317
Commune de Mahou	0	137 328
Commune de Boura	0	212 253
Commune de Koumbia	0	198 651
Commune de Menamba 1	0	138 219
Commune de M'Pèssoba	0	1 095 129
Commune de Kafo Faboli	0	125 533
Commune de Karagouana Mallé	0	110 565
Commune de N'Tossoni	0	109 049
Commune de Tao	0	81 452
Commune de Zanina	0	81 920
Commune de Mièna	0	134 472
Commune de Fakolo	0	233 233
Commune de Kolonigué	0	309 125
Commune de Koningué	0	201 071
Commune de Kapala	0	189 564
Commune de Diouradougou Kafo	0	79 393
Commune de Gouadié Sougouna	0	145 003

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE KOUTIALA		
Commune de Koury	0	702 725
Commune de Ourikéla	0	245 104
Commune de Konséguéla	0	329 141
Commune de Konina	0	111 177
Commune de Gouadji Kao	0	113 567
Commune de Kouniana	0	81 722
Commune de Niantaga	0	117 972
Commune de Zanfigué	0	96 919
Commune de Sorobasso	0	75 757
Commune de Koromo	0	134 237
Commune de Zangasso	0	293 709
Commune de Sinkolo	0	78 536
Commune de Fagui	0	159 797
Total :	**473 000**	**13 567 522**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE BANDIAGARA		
Commune Urbaine de Bandiagara	42 620	1 020 838
Commune de Dandoli	0	153 511
Commune de Doucombo	0	369 734
Commune de Soroly	0	125 787
Commune de Bara Sara	0	115 289
Commune de Pignari	0	99 678
Commune de Dourou	0	288 527
Commune de Pélou	0	97 121
Commune de Pignari Bana	0	157 511
Commune de Bondo	0	183 719
Commune de Koro	94 480	2 317 591
Commune de Youdiou	0	213 019
Commune de Bamba	0	165 072
Commune de Diankabou	0	97 937
Commune de Yoro	0	124 367
Commune de Dinangourou	0	138 929
Commune de Dioungani	0	213 790
Commune de Koporo Pen	0	587 845
Commune de Pel Maoudé	0	181 982
Commune de Madougou	0	375 686
Commune de Barapiréli	0	363 782
Commune de Dougouténé I	0	276 154
Commune de Dougouténé II	0	164 130
Commune de Kassa	0	148 633
Commune de Bankass	23 840	877 028
Commune de Kani-Bonzon	0	198 507
Commune de Dimbal Habbé	0	182 466
Commune de Ségué	0	296 625
Commune de Kendié	0	181 091
Commune de Kendé	0	34 071
Commune de Dogani Béré	0	30 948
Commune de Lowol Guéou	0	44 292
Commune de Borko	0	42 782

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE BANDIAGARA		
Commune de Diamnati	0	91 532
Commune de Ondougou	0	77 414
Commune de Segué Iré	0	142 316
Commune de Métoumou	0	109 496
Commune de Diallassagou	0	157 974
Commune de Lessagou Habé	0	147 138
Commune de Soubala	0	69 081
Commune de Tori	0	189 311
Commune de Koulogon Habé	0	128 417
Commune de Sangha	0	541 010
Commune de Wadouba	0	356 813
Commune de Sokoura	0	267 865
Commune de Baye	0	356 148
Commune de Ouenkoro	0	123 390
Total :	**160 940**	**12 626 347**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE KITA		
Commune urbaine Kita	195 104	4 346 838
Commune de Badia	0	236 048
Commune de Bendougouba	0	306 153
Commune de Boudofo	0	145 376
Commune de Kita Nord	0	136 538
Commune de Kita Ouest	0	354 101
Commune de Djidian	0	330 296
Commune de Namala Guimbala	0	124 717
Commune de Saboula	0	105 259
Commune de Souransan Tomota	0	145 637
Commune de Gadougou 1	0	293 983
Commune de Kokofata	0	231 530
Commune de Bougaribaya	0	156 704
Commune de Tambaga	0	152 692
Commune de Koulou	0	58 081
Commune de Gadougou 2	0	88 105
Commune de Sébékoro	0	633 684
Commune de Kassaro	0	389 350
Commune de Kotouba	0	72 478
Commune de Madina	0	205 583
Commune urbaine de Toukoto	0	161 923
Commune de Kobri	0	233 793
Commune de Niantanso	0	33 596
Commune de Séféto ouest	0	140 082
Commune de Séféto nord	0	108 367
Commune de Djougoun	0	75 038
Commune urbaine de Kourouninkoto	0	49 094
Commune de Didenko	0	62 314
Commune de Guémoukouraba	0	90 101
Commune de Sirakoro	0	143 186
Commune de Senko	0	108 242
Commune de Makono	0	123 473
Commune de Benkadi	0	211 879

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE KITA		
Total :	**195 104**	**10 054 241**
REGION DE NARA		
Commune de Nara	16 464	971 984
Commune de Guéneibé	0	53 810
Commune de Ouagadou	0	226 237
Commune de Allahina	0	68 153
Commune de Dogofry	0	245 518
Commune de Dabo	0	63 974
Commune de Dilly	0	184 458
Commune de Koronga	0	57 940
Commune de Guiré	0	77 205
Commune de Fallou	0	199 064
Commune de Niamana	0	225 805
Total :	**16 464**	**2 374 148**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE SAN		
Commune urbaine de San	521 664	3 700 225
Commune de Djéguéna	0	97 695
Commune de N'Goa	0	91 947
Commune de Niasso	0	134 895
Commune de Somo	0	62 250
Commune de Ténéni	0	122 102
Commune de Baramandougou	0	106 298
Commune de Fion	0	57 964
Commune de Tènè	0	114 083
Commune de Tominian	40 800	1 095 361
Commune de Yasso	0	275 363
Commune de Bénéna	0	367 934
Commune de Koula	0	167 980
Commune de Lanfiala	0	66 847
Commune de Kaniégué	0	148 296
Commune de Karaba	0	117 895
Commune de Kava	0	442 852
Commune de Waki	0	124 675
Commune de Diakourouna	0	97 739
Commune de Kassorola	0	165 017
Commune de Moribila	0	136 314
Commune de Tourakolomba	0	65 571
Commune de Dah	0	112 938
Commune de Sourountouna	0	148 972
Commune de Yangasso	0	470 762
Commune de Kazangasso	0	77 824
Commune de Korodougou	0	138 674
Commune de Koulandougou	0	27 353
Commune de Fani	0	146 078
Commune de Diéli	0	133 374
Commune de Niamana	0	69 683
Commune de N'Torosso	0	140 307
Commune de Fangasso	0	248 672

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Commune		
REGION DE SAN		
Commune de Ouan	0	120 130
Commune de Timissa	0	143 338
Commune de Mandiakuy	0	435 214
Commune de Diora	0	145 817
Commune de Sanékuy	0	255 498
Commune de Mafouné	0	185 756
Commune de Sy	0	84 739
Commune de Ouolon	0	102 180
Commune de Siadougou	0	98 619
Total :	**562 464**	**11 045 231**
REGION DE DOUENTZA		
Commune urbaine Douentza	1 200	1 315 755
Commune de Débéré	0	58 926
Commune de Dianwély	0	64 946
Commune de Gandamia	0	76 039
Commune de Kéréna	0	27 914
Commune de Koubewel Koundia	0	145 887
Commune de Petaka	0	89 078
Commune de Tedié	0	111 811
Commune de Korarou	0	30 019
Commune de Dallah	0	50 093
Commune de Dangol-Boré	0	170 626
Commune de Hombori	0	146 563
Commune de Djaptodji	0	185 232
Commune de Mondoro	0	117 208
Commune de Haire	0	139 833
Total :	**1 200**	**2 729 930**
Total	**7 483 391**	**249 947 397**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Crédits Globaux		
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
Portion Centrale	18 208 141	30 149 039
Total :	**18 208 141**	**30 149 039**
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL		
Portion Centrale	0	1 656 667
Total :	**0**	**1 656 667**
DISTRICT DE BAMAKO		
District de Bamako	59 499	112 207
Total :	**59 499**	**112 207**
REGION DE KAYES		
Region de Kayes	1 265 397	1 876 246
Total :	**1 265 397**	**1 876 246**
REGION DE KOULIKORO		
Region de Koulikoro	980 424	1 568 514
Total :	**980 424**	**1 568 514**
REGION DE SIKASSO		
Region de Sikasso	990 298	1 499 766
Total :	**990 298**	**1 499 766**
REGION DE SEGOU		
Region de Segou	1 317 358	2 075 106
Total :	**1 317 358**	**2 075 106**
REGION DE MOPTI		
Region de Mopti	777 089	1 261 729
Total :	**777 089**	**1 261 729**
REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou	1 021 720	1 515 365
Total :	**1 021 720**	**1 515 365**
REGION DE GAO		
Region de Gao	782 493	1 205 792
Total :	**782 493**	**1 205 792**
REGION DE KIDAL		
Region de Kidal	457 418	737 956
Total :	**457 418**	**737 956**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Crédits Globaux		
REGION DE TAOUDENIT		
Region de Taoudenni	341 836	620 305
Total :	**341 836**	**620 305**
REGION DE MENAKA		
Region de Menaka	470 570	732 487
Total :	**470 570**	**732 487**
REGION DE NIORO		
Region de Nioro	657 401	969 585
Total :	**657 401**	**969 585**
REGION DE DIOILA		
Region de Dioila	426 420	676 534
Total :	**426 420**	**676 534**
REGION DE BOUGOUNI		
Region de Bougouni	1 057 089	1 619 622
Total :	**1 057 089**	**1 619 622**
REGION DE KOUTIALA		
Region de Koutiala	854 406	1 307 282
Total :	**854 406**	**1 307 282**
REGION DE BANDIAGARA		
Region de Bandiagara	958 322	1 479 475
Total :	**958 322**	**1 479 475**
REGION DE KITA		
Region de Kita	634 778	959 376
Total :	**634 778**	**959 376**
REGION DE NARA		
Region de Nara	300 014	471 506
Total :	**300 014**	**471 506**
REGION DE SAN		
Region de San	812 984	1 222 411
Total :	**812 984**	**1 222 411**
REGION DE DOUENTZA		
Region de Douentza	446 647	700 899
Total :	**446 647**	**700 899**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2025	Crédits de Paiement 2025
Crédits Globaux		
CHARGES COMMUNES		
Portion Centrale	0	10 154 353
Total :	**0**	**10 154 353**
Total	**32 820 304**	**64 572 222**
Total Général	**66 351 817**	**432 554 442**

2. REPARTITION DE LA SUBVENTION AU TITRE DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTVITES TERRITORIALES

DROITS DE TIRAGE 2025 DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DU MALI

REGION DE KAYES

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
01000000	REGION DE KAYES	83 998 000	37 736 000	121 734 000
01010101	Commune urbaine Kayes	18 308 000	14 483 000	32 791 000
01010102	Bangassi	18 527 000	8 276 000	26 803 000
01010103	Colimbiné	19 353 000	8 276 000	27 629 000
01010104	Gory Gopela	17 032 000	8 276 000	25 308 000
01010105	Commune urbaine Goumera	15 348 000	8 276 000	23 624 000
01010106	Khouloum	17 565 000	8 276 000	25 841 000
01010107	Liberté Dembaya	17 657 000	8 276 000	25 933 000
01010201	Séro Diamanou	17 477 000	10 345 000	27 822 000
01010301	Hawa Dembaya	15 419 000	8 276 000	23 695 000
01010401	Samé Diongoma	17 068 000	8 276 000	25 344 000
01010402	Commune urbaine Somankidy	18 023 000	8 276 000	26 299 000
01020101	Bafoulabé	19 989 000	8 276 000	28 265 000
01020201	Bamafélé	19 104 000	8 276 000	27 380 000
01020202	Diokéli	19 825 000	8 276 000	28 101 000
01020301	Koundian	20 067 000	8 276 000	28 343 000
01020401	Mahina	18 446 000	10 345 000	28 791 000
01020402	Gounfan	18 214 000	8 276 000	26 490 000
01020403	Niambia	20 022 000	8 276 000	28 298 000
01020501	Oualia	18 807 000	8 276 000	27 083 000
01030101	Guidime	18 921 000	10 345 000	29 266 000
01030102	Fanga	18 178 000	8 276 000	26 454 000
01030103	Gory	19 869 000	8 276 000	28 145 000
01030104	Toya	19 069 000	8 276 000	27 345 000
01030105	Soumpou	17 349 000	8 276 000	25 625 000
01030201	Kirané Kaniaga	20 449 000	10 345 000	30 794 000
01030202	Krémis	17 071 000	8 276 000	25 347 000
01030301	Diafounou Gory	18 315 000	8 276 000	26 591 000
01030302	Diafounou Diongaga	15 963 000	10 345 000	26 308 000
01030303	Konsiga	15 985 000	8 276 000	24 261 000
01030304	Marekaffo	16 758 000	8 276 000	25 034 000
01040101	Kéniéba	16 045 000	10 345 000	26 390 000
01040102	Dabia	21 096 000	8 276 000	29 372 000
01040103	Guénégoré	17 009 000	8 276 000	25 285 000
01040104	Sitakilly	16 060 000	10 345 000	26 405 000
01040201	Dombia	17 740 000	8 276 000	26 016 000
01040202	Baye	20 896 000	8 276 000	29 172 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
01040301	Faléa	11 534 000	8 276 000	19 810 000
01040401	Faraba	18 243 000	8 276 000	26 519 000
01040402	Kroukoto	16 504 000	8 276 000	24 780 000
01040403	Sagalo	11 415 000	8 276 000	19 691 000
01040501	Kassama	18 401 000	8 276 000	26 677 000
01050101	Kéméné Tambo	19 286 000	8 276 000	27 562 000
01050102	Guidimakan Keri Kaffo	18 642 000	8 276 000	26 918 000
01050103	Sony	16 855 000	8 276 000	25 131 000
01050104	Tafacirga	18 822 000	8 276 000	27 098 000
01050201	Falémé	19 441 000	8 276 000	27 717 000
01050202	Commune urbaine Fégui	20 995 000	8 276 000	29 271 000
01060101	Djélébou	18 782 000	10 345 000	29 127 000
01060102	Sahel	17 986 000	8 276 000	26 262 000
01060201	Koussané	18 370 000	10 345 000	28 715 000
01060301	Karakoro	19 660 000	8 276 000	27 936 000
01070101	Diamou	19 558 000	8 276 000	27 834 000
01070201	Logo	17 730 000	8 276 000	26 006 000
01080101	Tomora	20 438 000	10 345 000	30 783 000
01080201	Diakon	20 812 000	10 345 000	31 157 000
01080301	Diallan	19 824 000	8 276 000	28 100 000
01080401	Kontela	20 358 000	8 276 000	28 634 000
01080501	Sidibéla	19 522 000	8 276 000	27 798 000
01090101	Ségala	18 017 000	10 345 000	28 362 000
01090102	Commune urbaine Kouniakary	16 481 000	8 276 000	24 757 000
01090103	Maréna Diombougou	19 553 000	8 276 000	27 829 000
01090104	Marintoumania	17 329 000	8 276 000	25 605 000
01090201	Tringa	18 926 000	8 276 000	27 202 000
01100101	Sadiola	17 054 000	12 414 000	29 468 000
01100201	Dialafara	17 837 000	8 276 000	26 113 000
TOTAL KAYES		**1 265 397 000**	**610 849 000**	**1 876 246 000**

REGION DE KOULIKORO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
02000000	REGION DE KOULIKORO	67 555 000	37 736 000	105 291 000
02010101	Commune Urbaine de Koulikoro	13 832 000	12 414 000	26 246 000
02010102	Méguetan	14 720 000	10 345 000	25 065 000
02010201	Dinandougou	9 092 000	8 276 000	17 368 000
02010301	Koula	12 549 000	10 345 000	22 894 000
02010302	Doumba	11 313 000	8 276 000	19 589 000
02010401	Sirakorola	14 154 000	10 345 000	24 499 000
02010501	Tienfala	12 772 000	8 276 000	21 048 000
02020101	Banamba	16 655 000	10 345 000	27 000 000
02020102	Benkadi	15 978 000	8 276 000	24 254 000
02020103	Kiban	15 159 000	8 276 000	23 435 000
02020201	Boron	13 835 000	10 345 000	24 180 000
02020301	Madina-Sacko	14 854 000	10 345 000	25 199 000
02020401	Sébété	15 609 000	8 276 000	23 885 000
02020402	Toubacoro	14 406 000	8 276 000	22 682 000
02020501	Duguwolowula	14 184 000	12 414 000	26 598 000
02020601	Toukoroba	14 832 000	8 276 000	23 108 000
02030101	Minidian	14 267 000	8 276 000	22 543 000
02030102	Kaniogo	18 957 000	8 276 000	27 233 000
02030103	Maramandougou	15 048 000	8 276 000	23 324 000
02030104	Nouga	18 688 000	8 276 000	26 964 000
02030201	Balan Bakama	14 895 000	8 276 000	23 171 000
02030202	Benkadi	17 061 000	8 276 000	25 337 000
02030203	Commune urbaine de Karan	13 614 000	8 276 000	21 890 000
02030204	Naréna	17 017 000	8 276 000	25 293 000
02040101	Commune Urbaine de Kati	15 523 000	12 414 000	27 937 000
02040102	Diago	11 750 000	8 276 000	20 026 000
02040103	Dio-Gare	14 389 000	8 276 000	22 665 000
02040104	Dombila	12 855 000	8 276 000	21 131 000
02040105	Doubabougou	11 000 000	8 276 000	19 276 000
02040106	Kalifabougou	11 147 000	8 276 000	19 423 000
02040107	Kambila	14 032 000	8 276 000	22 308 000
02040108	yélékébougou	16 934 000	8 276 000	25 210 000
02040109	Safo	13 006 000	8 276 000	21 282 000
02040201	Bougoula	13 506 000	8 276 000	21 782 000
02040202	Sanankoroba	13 444 000	10 345 000	23 789 000
02040203	Dialakoroba	12 903 000	8 276 000	21 179 000
02040301	N'Gouraba	13 225 000	8 276 000	21 501 000
02040302	Tiélé	12 667 000	8 276 000	20 943 000
02040303	Baguinéda-camp	15 376 000	10 345 000	25 721 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
02040304	Mountougoula	15 520 000	8 276 000	23 796 000
02040401	Mandé	14 991 000	12 414 000	27 405 000
02050101	Guihoyo	18 114 000	8 276 000	26 390 000
02050102	Kolokani	16 986 000	10 345 000	27 331 000
02050103	Sébékoro I	17 833 000	8 276 000	26 109 000
02050104	Tioribougou	16 846 000	8 276 000	25 122 000
02050201	Didiéni	19 367 000	10 345 000	29 712 000
02050202	Sagabala	19 082 000	10 345 000	29 427 000
02050301	Nonkon	16 718 000	8 276 000	24 994 000
02050302	Nossombougou	15 894 000	8 276 000	24 170 000
02050303	Ouolodo	15 913 000	8 276 000	24 189 000
02050401	Massantola	16 871 000	10 345 000	27 216 000
02060101	Nyamina	12 318 000	10 345 000	22 663 000
02060201	Tougouni	13 388 000	8 276 000	21 664 000
02070101	Niouma Makana	16 150 000	8 276 000	24 426 000
02070102	Siby	15 713 000	10 345 000	26 058 000
02070201	Bancoumana	16 684 000	8 276 000	24 960 000
02070301	Sobra	17 390 000	8 276 000	25 666 000
02080101	Bossofala	15 751 000	8 276 000	24 027 000
02080102	Diédougou	12 950 000	8 276 000	21 226 000
02080201	Daban	16 606 000	8 276 000	24 882 000
02080301	N'tjiba	16 536 000	8 276 000	24 812 000
TOTAL KOULIKORO		**980 424 000**	**588 090 000**	**1 568 514 000**

REGION DE SIKASSO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
03000000	REGION DE SIKASSO	77 701 000	37 736 000	115 437 000
03010101	Diomatènè	16 411 000	8 276 000	24 687 000
03010102	Finkolo	15 868 000	8 276 000	24 144 000
03010103	Kaboila	17 316 000	10 345 000	27 661 000
03010104	Kafouziela	16 458 000	8 276 000	24 734 000
03010105	Kapala	15 130 000	8 276 000	23 406 000
03010106	Missirikoro	13 969 000	8 276 000	22 245 000
03010107	Natien	16 409 000	8 276 000	24 685 000
03010108	Pimperna	15 568 000	8 276 000	23 844 000
03010109	Commune urbaine de Sikasso	17 038 000	14 483 000	31 521 000
03010110	Sokourani -Missirikoro	16 508 000	8 276 000	24 784 000
03010111	Zangaradougou	14 848 000	8 276 000	23 124 000
03010112	Dallé	11 194 000	8 276 000	19 470 000
03010201	Farakala	16 589 000	8 276 000	24 865 000
03010202	Kapolondougou	19 107 000	8 276 000	27 383 000
03010203	Kofan	16 703 000	8 276 000	24 979 000
03010204	Zanférébougou	17 493 000	8 276 000	25 769 000
03020101	Diou	17 451 000	8 276 000	25 727 000
03020102	Dioumaténé	16 691 000	8 276 000	24 967 000
03020103	Kadiolo	18 162 000	12 414 000	30 576 000
03020201	Fourou	18 193 000	10 345 000	28 538 000
03020301	Misseni	18 812 000	10 345 000	29 157 000
03020401	Zégoua	16 646 000	10 345 000	26 991 000
03030101	Danderesso	15 931 000	10 345 000	26 276 000
03030201	Nongon-souala	16 908 000	10 345 000	27 253 000
03040101	Dialakoro	17 897 000	8 276 000	26 173 000
03040102	Kignan	18 436 000	10 345 000	28 781 000
03040103	Koumankou	17 125 000	8 276 000	25 401 000
03040104	Kourouma	18 488 000	8 276 000	26 764 000
03040105	Sanzana	17 521 000	8 276 000	25 797 000
03040106	Tella	18 490 000	8 276 000	26 766 000
03040201	Dogoni	18 793 000	8 276 000	27 069 000
03040202	Kabarasso	17 857 000	8 276 000	26 133 000
03040301	Doumanaba	19 039 000	8 276 000	27 315 000
03050101	Gongasso	14 882 000	8 276 000	23 158 000
03050102	Kléla	17 516 000	10 345 000	27 861 000
03050201	Fama	13 299 000	8 276 000	21 575 000
03050301	Kouoro	17 076 000	8 276 000	25 352 000
03060101	Lobougoula	19 355 000	10 345 000	29 700 000
03060201	Kolokoba	17 772 000	8 276 000	26 048 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
03070101	Loulouni	18 044 000	12 414 000	30 458 000
03070102	Nimbougou	17 401 000	8 276 000	25 677 000
03070201	Kai	15 518 000	8 276 000	23 794 000
03080101	Miniko	17 898 000	8 276 000	26 174 000
03080102	Niéna	20 167 000	8 276 000	28 443 000
03080103	N'Tjikouna	17 878 000	8 276 000	26 154 000
03080104	Waténi	17 106 000	8 276 000	25 382 000
03080105	Zaniéna	17 146 000	8 276 000	25 422 000
03080201	Benkadi	17 810 000	8 276 000	26 086 000
03080202	Blindio	19 315 000	8 276 000	27 591 000
03080203	Dembela	20 154 000	8 276 000	28 430 000
03080204	Miria	17 576 000	8 276 000	25 852 000
03080205	Tiankadi	17 514 000	8 276 000	25 790 000
03080301	Finkolo Ganadougou	20 121 000	8 276 000	28 397 000
TOTAL SIKASSO		**990 298 000**	**509 468 000**	**1 499 766 000**

REGION DE SEGOU

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
04000000	REGION DE SEGOU	80 118 000	37 736 000	117 854 000
04010101	Konodimini	15 711 000	10 345 000	26 056 000
04010102	Massala	13 391 000	12 414 000	25 805 000
04010103	N'Gara	14 178 000	8 276 000	22 454 000
04010104	Pelengana	15 852 000	8 276 000	24 128 000
04010105	Sakoïba	14 086 000	12 414 000	26 500 000
04010106	Sébougou	14 459 000	10 345 000	24 804 000
04010107	Soignébougou	15 787 000	8 276 000	24 063 000
04010108	Commune urbaine de Ségou	9 738 000	8 276 000	18 014 000
04010201	Cinzana	17 870 000	8 276 000	26 146 000
04010202	Saminè	12 954 000	8 276 000	21 230 000
04010301	Diouna	16 610 000	12 414 000	29 024 000
04010302	Fatinè	17 801 000	8 276 000	26 077 000
04010303	Katiéna	13 040 000	8 276 000	21 316 000
04020101	Béguéné	15 570 000	8 276 000	23 846 000
04020102	Bla	15 585 000	12 414 000	27 999 000
04020103	Kéméni	16 072 000	8 276 000	24 348 000
04020104	Niala	14 721 000	8 276 000	22 997 000
04020105	Tiéména	13 067 000	8 276 000	21 343 000
04020201	Falo	15 429 000	12 414 000	27 843 000
04020301	Diéna	14 595 000	8 276 000	22 871 000
04020302	Touna	15 582 000	10 345 000	25 927 000
04020401	Samabogo	17 833 000	8 276 000	26 109 000
04020402	Somasso	17 590 000	8 276 000	25 866 000
04020501	Dougouolo	15 240 000	8 276 000	23 516 000
04030101	Barouéli	16 336 000	12 414 000	28 750 000
04030102	Kalaké	16 409 000	8 276 000	24 685 000
04030201	Konobougou	16 481 000	10 345 000	26 826 000
04030301	Gouendo	17 127 000	8 276 000	25 403 000
04030302	N'Gassola	16 290 000	8 276 000	24 566 000
04030303	Sanando	16 040 000	10 345 000	26 385 000
04030304	Tésserela	14 702 000	8 276 000	22 978 000
04030401	Boidiè	17 342 000	10 345 000	27 687 000
04030402	Dougoufé	15 068 000	8 276 000	23 344 000
04030403	Somo	16 675 000	8 276 000	24 951 000
04030404	Tamani	17 498 000	8 276 000	25 774 000
04040101	Kala Siguida	16 995 000	10 345 000	27 340 000
04040102	Mariko	17 361 000	10 345 000	27 706 000
04040103	Commune urbaine de Niono	17 002 000	12 414 000	29 416 000
04040104	Siribala	16 785 000	10 345 000	27 130 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
04040105	Sirifila-Boundy	17 268 000	10 345 000	27 613 000
04040106	Toridaga-Ko	17 433 000	10 345 000	27 778 000
04040107	Yèrèdon Saniona	16 390 000	8 276 000	24 666 000
04040201	Pogo	17 663 000	8 276 000	25 939 000
04050101	Macina	14 937 000	10 345 000	25 282 000
04050201	Boky Wèrè	17 264 000	8 276 000	25 540 000
04050202	Kokry Centre	14 859 000	8 276 000	23 135 000
04050203	Kolongo	13 851 000	10 345 000	24 196 000
04050301	Monimpébougou	15 936 000	10 345 000	26 281 000
04050401	Matomo	18 997 000	8 276 000	27 273 000
04050402	Sana	17 322 000	8 276 000	25 598 000
04060101	Dioro	17 612 000	8 276 000	25 888 000
04060102	Kamiandougou	18 353 000	10 345 000	28 698 000
04060201	Diédougou	17 234 000	10 345 000	27 579 000
04060301	Farakou Massa	14 302 000	8 276 000	22 578 000
04070101	Diganidougou	16 476 000	8 276 000	24 752 000
04070102	Farako	15 661 000	10 345 000	26 006 000
04070103	Sama Foulala	14 184 000	8 276 000	22 460 000
04070104	Souba	13 490 000	8 276 000	21 766 000
04070201	Baguindadougou	14 416 000	8 276 000	22 692 000
04070202	Bellen	14 832 000	8 276 000	23 108 000
04070203	N'Koumandougou	16 744 000	8 276 000	25 020 000
04080101	Nampalari	18 288 000	8 276 000	26 564 000
04080201	Kareri	17 599 000	10 345 000	27 944 000
04080301	Beïty Bimiya	11 194 000	8 276 000	19 470 000
04080401	Diguiciré	11 194 000	8 276 000	19 470 000
04090101	Sokolo	18 905 000	10 345 000	29 250 000
04090201	Dogofry	16 229 000	10 345 000	26 574 000
04090301	Diabaly	18 830 000	10 345 000	29 175 000
04100101	Dougabougou	16 490 000	8 276 000	24 766 000
04100102	Markala	16 303 000	8 276 000	24 579 000
04100103	Togou	15 530 000	8 276 000	23 806 000
04100201	Sansanding	17 335 000	8 276 000	25 611 000
04100202	Sibila	17 675 000	8 276 000	25 951 000
04100301	Boussin	15 569 000	8 276 000	23 845 000
0411 0103	Tongué	16 720 000	8 276 000	24 996 000
04110101	Folomana	13 760 000	8 276 000	22 036 000
04110102	Saloba	15 957 000	10 345 000	26 302 000
04110201	Souleye	13 566 000	8 276 000	21 842 000
TOTAL SEGOU		**1 317 358 000**	**757 748 000**	**2 075 106 000**

REGION DE MOPTI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
05000000	REGION DE MOPTI	72 818 000	37 736 000	110 554 000
05010101	Commune urbaine de Mopti	11 135 000	14 483 000	25 618 000
05010102	Socoura	10 649 000	10 345 000	20 994 000
05010201	Dialloubé	12 309 000	8 276 000	20 585 000
05010301	Bassirou	10 205 000	8 276 000	18 481 000
05010302	Fatoma	10 818 000	8 276 000	19 094 000
05010303	Kounari	11 664 000	8 276 000	19 940 000
05010401	Ouroubé Doudé	13 143 000	8 276 000	21 419 000
05010501	Sio	10 640 000	10 345 000	20 985 000
05010601	Soye	11 448 000	8 276 000	19 724 000
05010701	Ouro-Modi	9 129 000	10 345 000	19 474 000
05010702	Sasalbé	9 062 000	8 276 000	17 338 000
05010703	Koubaye	9 750 000	8 276 000	18 026 000
05020101	Derary	15 296 000	8 276 000	23 572 000
05020102	Djenné	16 820 000	10 345 000	27 165 000
05020103	Ouro Ali	14 443 000	8 276 000	22 719 000
05020104	Pondori	15 275 000	8 276 000	23 551 000
05020105	Madiama	16 324 000	8 276 000	24 600 000
05020201	Dandougou Fakala	16 398 000	8 276 000	24 674 000
05020202	Niansanarie	16 306 000	8 276 000	24 582 000
05020301	Kewa	17 028 000	8 276 000	25 304 000
05020302	Togué Mourari	6 716 000	8 276 000	14 992 000
05020401	Néma Badenyakafo	16 993 000	12 414 000	29 407 000
05020501	Femaye	17 002 000	8 276 000	25 278 000
05030101	Ouro Ardo	15 361 000	8 276 000	23 637 000
05030102	Ouro Guiré	15 254 000	8 276 000	23 530 000
05030103	Sougoulbé	15 338 000	10 345 000	25 683 000
05030104	Diaka	16 879 000	8 276 000	25 155 000
05030105	Commune urbaineTénenkou	15 220 000	8 276 000	23 496 000
05030201	Diafarabé	17 032 000	8 276 000	25 308 000
05030301	Diondiori	16 278 000	8 276 000	24 554 000
05030401	Togoro Kotia	17 072 000	8 276 000	25 348 000
05040101	Youwarou	18 738 000	10 345 000	29 083 000
05040201	Farimaké	19 059 000	8 276 000	27 335 000
05040301	Déboye	18 998 000	8 276 000	27 274 000
05040401	N'Dodjiga	19 547 000	8 276 000	27 823 000
05040501	Dongo	17 090 000	8 276 000	25 366 000
05040502	Dirma	17 512 000	8 276 000	25 788 000
05040601	Bimbéré Tama	17 911 000	8 276 000	26 187 000
05050101	Konna	11 742 000	12 414 000	24 156 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
05050201	Borondougou	9 759 000	8 276 000	18 035 000
05050301	Kontza	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05060101	Korombana	13 648 000	10 345 000	23 993 000
05060201	N'Gorodia	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05060301	Doko	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05060401	Gouloumbou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05070101	Fakala	17 233 000	10 345 000	27 578 000
05070201	Bonguel	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05080101	Toguéré-Coumbé	17 689 000	10 345 000	28 034 000
05080201	Ouronguia	11 194 000	8 276 000	19 470 000
05080301	Doungoura	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL MOPTI		**777 089 000**	**484 640 000**	**1 261 729 000**

REGION DE TOMBOUCTOU

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
06000000	REGION DE TOMBOUCTOU	96 012 000	30 189 000	126 201 000
06010101	Alafia	22 921 000	8 276 000	31 197 000
06010102	Commune urbaine de Tombouctou	18 796 000	12 414 000	31 210 000
06010201	Lafia	15 531 000	12 414 000	27 945 000
06010301	Bourem Inaly	19 151 000	8 276 000	27 427 000
06020101	Doukouria	16 453 000	8 276 000	24 729 000
06020102	Commune urbaine de Goundam	19 619 000	8 276 000	27 895 000
06020103	Kaneye	16 469 000	10 345 000	26 814 000
06020104	Télé	19 224 000	8 276 000	27 500 000
06020201	Douékiré	17 492 000	8 276 000	25 768 000
06020301	Essakane	16 092 000	8 276 000	24 368 000
06030101	Arham	17 305 000	8 276 000	25 581 000
06030102	Bourem Sidi Amar	17 310 000	8 276 000	25 586 000
06030103	Commune urbaine de Diré	18 006 000	10 345 000	28 351 000
06030104	Kirchamba	15 770 000	8 276 000	24 046 000
06030105	Kondi	16 516 000	8 276 000	24 792 000
06030106	Tienkour	15 680 000	8 276 000	23 956 000
06030107	Tindirma	15 836 000	8 276 000	24 112 000
06030108	Tinguereguif Gari	17 350 000	8 276 000	25 626 000
06030201	Binga	16 616 000	8 276 000	24 892 000
06030202	Saréyamou	15 888 000	8 276 000	24 164 000
06030203	Haibongo	17 378 000	8 276 000	25 654 000
06030204	Dangha	16 715 000	8 276 000	24 991 000
06030205	Garbakoira	16 691 000	8 276 000	24 967 000
06040101	Soboundou	17 199 000	10 345 000	27 544 000
06040201	Soumpi	18 698 000	8 276 000	26 974 000
06050101	Banikane	18 544 000	8 276 000	26 820 000
06050102	Rharous	21 279 000	10 345 000	31 624 000
06050201	Hanzakoma	16 877 000	8 276 000	25 153 000
06050202	Séréré	17 731 000	8 276 000	26 007 000
06060101	Bintagoungou	16 058 000	8 276 000	24 334 000
06060102	Issa Bery	16 062 000	8 276 000	24 338 000
06060201	Adarmalane	18 563 000	8 276 000	26 839 000
06060202	M'Bouna	16 166 000	8 276 000	24 442 000
06070101	Fittouga	17 486 000	10 345 000	27 831 000
06070201	Banikane Narhawa	18 356 000	8 276 000	26 632 000
06070301	Koumaïra	16 574 000	8 276 000	24 850 000
06070401	N'Gorkou	18 381 000	8 276 000	26 657 000
06080101	Bambara-Maoudé	18 036 000	8 276 000	26 312 000
06080201	Inadiatafane	18 728 000	8 276 000	27 004 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
06080301	Haribomo	19 490 000	8 276 000	27 766 000
06090101	Léré	17 299 000	10 345 000	27 644 000
06090201	Dianké	14 630 000	8 276 000	22 906 000
06100101	Gossi	23 039 000	10 345 000	33 384 000
06100201	Ouinerden	21 334 000	8 276 000	29 610 000
06110101	Tonka	17 461 000	10 345 000	27 806 000
06110201	Mékoreye	11 194 000	8 276 000	19 470 000
06120101	Ber	19 166 000	8 276 000	27 442 000
06120201	Zarho	11 194 000	8 276 000	19 470 000
06130101	Gargando	17 788 000	8 276 000	26 064 000
06130201	Raz-El-Ma	16 598 000	8 276 000	24 874 000
06130202	Tin Aicha	16 324 000	8 276 000	24 600 000
06130301	Alzounoub	16 937 000	8 276 000	25 213 000
06130302	Tilemsi	19 707 000	8 276 000	27 983 000
TOTAL TOMBOUCTOU		**1 021 720 000**	**493 645 000**	**1 515 365 000**

REGION DE GAO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
07000000	REGION DE GAO	93 439 000	30 189 000	123 628 000
07010101	Commune urbaine de Gao	19 817 000	12 414 000	32 231 000
07010201	Gounzoureye	17 518 000	10 345 000	27 863 000
07020101	Bourem	23 511 000	10 345 000	33 856 000
07020201	Taboye	23 824 000	10 345 000	34 169 000
07030101	Ansongo	19 135 000	10 345 000	29 480 000
07030102	Bara	19 046 000	8 276 000	27 322 000
07030103	Bourra	23 727 000	8 276 000	32 003 000
07030201	Tin-Hamma	22 459 000	8 276 000	30 735 000
07040101	Tarkint	24 799 000	10 345 000	35 144 000
07040102	Almoustrat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07040201	Agharous	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07040301	M'beikit Ljoul	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07050101	Bamba	22 564 000	10 345 000	32 909 000
07050201	Téméra	21 412 000	8 276 000	29 688 000
07060101	Ouattagouna	20 895 000	10 345 000	31 240 000
07060201	Fafa	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07060301	Labbézanga	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07070101	Soni Aliber	21 134 000	8 276 000	29 410 000
07070201	Magnadaoué	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07080101	Djebock	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07080201	Anchawadji	20 656 000	10 345 000	31 001 000
07080301	Tacharane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07090101	Talataye	26 035 000	8 276 000	34 311 000
07090201	Indélimane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07100101	Tessit	19 526 000	8 276 000	27 802 000
07100201	Aroun	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07100301	Keygouroutane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07100401	Famlbougou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07110101	N'Tillit	22 313 000	12 414 000	34 727 000
07110201	Tihigrine	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07120101	Gabéro	21 209 000	12 414 000	33 623 000
07120201	Zinda	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07130101	Ersane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07130201	Ghnou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07140101	Tabankort	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07140201	Tameglelte	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07140301	Krefinatt	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07140401	Aslar	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07150101	Tilemsi	19 624 000	8 276 000	27 900 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
07150201	Amastrakat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07160101	Kassambéré	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07160201	Tougoumbar	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07160301	Tahbanat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
07160401	Iniyiss	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL GAO		**782 493 000**	**423 299 000**	**1 205 792 000**

REGION DE KIDAL

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
08000000	REGION DE KIDAL	62 295 000	30 189 000	92 484 000
08010101	Commune urbaine de Kidal	13 855 000	10 345 000	24 200 000
08010201	Essouk	12 939 000	8 276 000	21 215 000
08010301	Agharous	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08020101	Abeïbara	23 504 000	8 276 000	31 780 000
08020201	Boghassa	16 720 000	8 276 000	24 996 000
08020301	Tinzawatène	17 668 000	8 276 000	25 944 000
08030101	Intadjedite	21 576 000	8 276 000	29 852 000
08030102	Tin-Essako	19 547 000	8 276 000	27 823 000
08030201	Gueljiat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08030301	Anagarous	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08040101	Tessalit	14 547 000	8 276 000	22 823 000
08040201	Terist	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08040301	Ikadhawatène	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08040401	Abanco	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08050101	Achibogho	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08050201	Imbulal	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08050301	Infalfalane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08060101	Anéfif	13 025 000	8 276 000	21 301 000
08060201	Dadate	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08060301	Teknewène	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08070101	Timtaghène	14 943 000	8 276 000	23 219 000
08070201	Almahmoud	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08070301	Tayhoten	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08080101	Aguel-Hoc	14 113 000	8 276 000	22 389 000
08080201	Taghlit	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08080301	Tadjmart	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08090101	Takalote	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08090201	Amassine	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08090301	Tassik	11 194 000	8 276 000	19 470 000
08090401	Touzek	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL KIDAL		**457 418 000**	**280 538 000**	**737 956 000**

REGION DE TAOUDENNI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
09000000	REGION DE TAOUDENNI	14 012 000	30 189 000	44 201 000
09010101	Taoudenit	3 198 000	8 276 000	11 474 000
09010201	Teghaza	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09010301	Zouelya	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09010401	Alhank	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020101	Araouane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020201	Achamour	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020301	M'back-Samn	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020401	Tinéguelhadj	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09020501	Wade Lahjare	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030101	Foum-Elba	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030201	Alougla	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030301	Bougwera	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030401	Lamhaïmide	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09030501	Touwal	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040101	Boujbeha	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040201	Agouni	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040301	Erg-Lakhal	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040401	Limgassim	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09040501	Tichift	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050101	Al-Ourche	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050201	Diaba	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050301	Oum-Laazam	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050401	Tamagounite	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050501	Ziriba	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09050601	Nibkit-El Elk	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060101	Achouratt	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060201	Alfacrouna	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060301	Algatara	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060401	Almatla	11 194 000	8 276 000	19 470 000
09060501	Liraka	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL TAOUDENNI		**341 836 000**	**278 469 000**	**620 305 000**

REGION DE MENAKA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
10000000	REGION DE MENAKA	91 887 000	30 189 000	122 076 000
10010101	Assakaraye	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010102	Iziguirète	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010103	Inazole	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010104	Commune urbaine de Ménaka	24 033 000	8 276 000	32 309 000
10010201	Infoukarétane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010202	Tabankort	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010203	Tin Abaw	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010301	Izgarat	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10010401	Haïgana	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10020101	Chiman	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10020102	Intadeyne	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10020103	Tidermène	23 261 000	8 276 000	31 537 000
10020201	Inhinita	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10020301	Téguerert	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10030101	Inékar	25 736 000	8 276 000	34 012 000
10030201	Tadriante	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10030301	Aghazraghane	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10040101	Andéramboukane	24 510 000	8 276 000	32 786 000
10040102	Alladi	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10040103	Afarakrak	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10040201	Azawak	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10040301	Tamalet	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10050101	Anouzagrène	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10050201	Tissalatène	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10060101	Inlamawane (Fanfi)	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10060201	Alata	23 681 000	8 276 000	31 957 000
10060301	Tissouakh	11 194 000	8 276 000	19 470 000
10060302	Inagade	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL MENAKA		**470 570 000**	**261 917 000**	**732 487 000**

REGION DE NIORO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
11000000	REGION DE NIORO	73 564 000	45 283 000	118 847 000
11010101	Guétéma	17 572 000	8 276 000	25 848 000
11010102	Gadiaba Kadiel	19 981 000	8 276 000	28 257 000
11010103	Commune urbaine Nioro	19 191 000	10 345 000	29 536 000
11010104	Nioro Tougouné Rangabé	20 061 000	8 276 000	28 337 000
11010105	Yéréré	20 120 000	8 276 000	28 396 000
11010201	Diaye Coura	19 408 000	8 276 000	27 684 000
11010202	Gavinané	20 113 000	8 276 000	28 389 000
11010203	Commune urbaine Youri	15 251 000	8 276 000	23 527 000
11010301	Gogui	20 138 000	8 276 000	28 414 000
11010401	Simbi	20 761 000	8 276 000	29 037 000
11020101	Diéma	17 873 000	10 345 000	28 218 000
11020102	Dianguirdé	20 440 000	8 276 000	28 716 000
11020103	Madiga Sacko	19 525 000	8 276 000	27 801 000
11020201	Dioumara Koussata	20 995 000	8 276 000	29 271 000
11020202	Gomitradougou	16 381 000	8 276 000	24 657 000
11030101	Diangounté Camara	18 881 000	10 345 000	29 226 000
11030102	Fatao	17 264 000	8 276 000	25 540 000
11030103	Lambidou	19 638 000	8 276 000	27 914 000
11030201	Diéoura	19 035 000	8 276 000	27 311 000
11040101	Sandaré	19 384 000	10 345 000	29 729 000
11040201	Lakamané	19 125 000	8 276 000	27 401 000
11040202	Sansankidé	16 728 000	8 276 000	25 004 000
11050101	Troungoumbé	20 986 000	8 276 000	29 262 000
11050102	Baniéré Kore	18 781 000	8 276 000	27 057 000
11050103	Diabigué	19 357 000	8 276 000	27 633 000
11050104	Diarra	17 111 000	8 276 000	25 387 000
11050201	Koréra Koré	20 563 000	8 276 000	28 839 000
11060101	Béma	18 700 000	10 345 000	29 045 000
11060102	Fassoudébé	18 071 000	8 276 000	26 347 000
11060103	Guédébiné	17 251 000	8 276 000	25 527 000
11060201	Grouméra	15 152 000	8 276 000	23 428 000
TOTAL NIORO		**657 401 000**	**312 184 000**	**969 585 000**

REGION DE KITA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
12000000	REGION DE KITA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
12010101	Commune urbaine Kita	19 217 000	12 414 000	31 631 000
12010102	Badia	17 737 000	8 276 000	26 013 000
12010103	Bendougouba	18 486 000	8 276 000	26 762 000
12010104	Benkady Founia	16 201 000	8 276 000	24 477 000
12010105	Boudofo	16 045 000	8 276 000	24 321 000
12010106	Kita Nord	16 862 000	8 276 000	25 138 000
12010107	Kita Ouest	18 475 000	8 276 000	26 751 000
12010201	Djidian	16 907 000	8 276 000	25 183 000
12010202	Namala Guimbala	18 623 000	8 276 000	26 899 000
12010203	Saboula	17 018 000	8 276 000	25 294 000
12010204	Souransan Tomota	15 408 000	8 276 000	23 684 000
12020101	Gadougou 1	18 427 000	8 276 000	26 703 000
12020201	Kokofata	19 007 000	8 276 000	27 283 000
12020202	Bougaribaya	14 967 000	8 276 000	23 243 000
12020203	Tambaga	15 659 000	8 276 000	23 935 000
12020301	Koulou	16 720 000	8 276 000	24 996 000
12020401	Gadougou 2	17 467 000	8 276 000	25 743 000
12030101	Sébékoro	17 221 000	10 345 000	27 566 000
12030102	Kassaro	18 105 000	8 276 000	26 381 000
12030103	Kotouba	17 492 000	8 276 000	25 768 000
12030201	Madina	20 544 000	8 276 000	28 820 000
12040101	Commune urbaine de Toukoto	17 237 000	8 276 000	25 513 000
12040201	Kobri	15 618 000	8 276 000	23 894 000
12040202	Niantanso	15 076 000	8 276 000	23 352 000
12050101	Séféto Ouest	18 577 000	8 276 000	26 853 000
12050102	Séféto Nord	17 123 000	8 276 000	25 399 000
12050103	Djougoun	16 322 000	8 276 000	24 598 000
12050201	Commune urbaine de Kourouninkoto	18 250 000	8 276 000	26 526 000
12050202	Didenko	16 156 000	8 276 000	24 432 000
12050203	Guémoukouraba	16 379 000	8 276 000	24 655 000
12060101	Sirakoro	14 136 000	8 276 000	22 412 000
12060102	Senko	15 537 000	8 276 000	23 813 000
12060201	Makono	14 215 000	8 276 000	22 491 000
TOTAL KITA		**634 778 000**	**324 598 000**	**959 376 000**

REGION DE DIOILA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
13000000	REGION DE DIOILA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
13010101	Dègnèkoro	12 050 000	8 276 000	20 326 000
13010102	Kaladougou	14 005 000	10 345 000	24 350 000
13010103	Kilidougou	15 408 000	8 276 000	23 684 000
13010104	N'Garadougou	15 685 000	8 276 000	23 961 000
13010105	Wacoro	15 039 000	8 276 000	23 315 000
13010201	Kémé-Kafo	16 099 000	10 345 000	26 444 000
13020101	Banco	15 970 000	10 345 000	26 315 000
13020201	N'Golobougou	15 485 000	8 276 000	23 761 000
13030101	Benkadi	16 334 000	8 276 000	24 610 000
13030102	Diedougou	14 988 000	10 345 000	25 333 000
13030103	Jèkafo	14 344 000	8 276 000	22 620 000
13030201	Dolendougou	17 117 000	8 276 000	25 393 000
13040101	Binko	15 317 000	8 276 000	23 593 000
13040102	Guégnéka	14 738 000	10 345 000	25 083 000
13040103	Kéréla	13 272 000	8 276 000	21 548 000
13040201	Zan Coulibaly	15 217 000	8 276 000	23 493 000
13040202	Ténindougou	13 683 000	8 276 000	21 959 000
13040203	Diouman	13 608 000	8 276 000	21 884 000
13040301	Nangola	17 677 000	8 276 000	25 953 000
13050101	Massigui	16 117 000	12 414 000	28 531 000
13050201	Niantji1a	14 034 000	8 276 000	22 310 000
13060101	N'Dlondougou	18 890 000	8 276 000	27 166 000
13060201	Diébé	17 779 000	8 276 000	26 055 000
TOTAL DIOILA		**426 420 000**	**250 114 000**	**676 534 000**

REGION DE NARA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
14000000	REGION DE NARA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
14010101	Nara	18 690 000	10 345 000	29 035 000
14010102	Guéneibé	18 327 000	8 276 000	26 603 000
14010201	Ouagadou	16 982 000	8 276 000	25 258 000
14020101	Allahina	18 976 000	8 276 000	27 252 000
14020102	Dogofry	19 721 000	10 345 000	30 066 000
14020201	Dabo	18 251 000	8 276 000	26 527 000
14030101	Dilly	17 720 000	10 345 000	28 065 000
14030201	Koronga	15 302 000	8 276 000	23 578 000
14040101	Niamana	15 688 000	10 345 000	26 033 000
14040201	Madina kagoro	11 194 000	8 276 000	19 470 000
14050101	Guiré	17 880 000	8 276 000	26 156 000
14050201	Boudjiguiré	11 194 000	8 276 000	19 470 000
14060101	Fallou	15 331 000	10 345 000	25 676 000
14060201	Digan	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL NARA		**300 014 000**	**171 492 000**	**471 506 000**

REGION DE BOUGOUNI

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
15000000	REGION DE BOUGOUNI	73 564 000	45 283 000	118 847 000
15010101	Commune urbaine de Bougouni	17 869 000	12 414 000	30 283 000
15010102	Faradiélé	18 225 000	8 276 000	26 501 000
15010103	Kokélé	17 137 000	8 276 000	25 413 000
15010104	Kola	15 466 000	8 276 000	23 742 000
15010105	Sido	18 048 000	8 276 000	26 324 000
15010106	Tièmala Banimonotié	19 844 000	8 276 000	28 120 000
15010201	Kéléya	18 718 000	10 345 000	29 063 000
15010202	Ouroun	17 826 000	8 276 000	26 102 000
15010203	Syentoula	16 691 000	8 276 000	24 967 000
15010301	Zantiébougou	16 698 000	10 345 000	27 043 000
15010401	Danou	18 116 000	8 276 000	26 392 000
15010402	Faragouaran	15 325 000	8 276 000	23 601 000
15010403	Kouroulamini	16 027 000	8 276 000	24 303 000
15020101	Wassoulou-Ballé	18 068 000	12 414 000	30 482 000
15020201	Gouandiaka	21 217 000	10 345 000	31 562 000
15020301	Bolo Fouta	16 310 000	8 276 000	24 586 000
15020302	Djiguiya de Koloni	17 282 000	8 276 000	25 558 000
15020401	Koussan	19 061 000	8 276 000	27 337 000
15020501	Gouanan	16 784 000	10 345 000	27 129 000
15020601	Djallon Foula	17 301 000	8 276 000	25 577 000
15020602	Yallankoro Soloba	17 067 000	8 276 000	25 343 000
15020701	Séré Moussa Ani Samou de Siékorolé	18 270 000	8 276 000	26 546 000
15030101	Kolondiéba	16 905 000	12 414 000	29 319 000
15030102	Ména	16 854 000	8 276 000	25 130 000
15030103	N'Golodiana	16 568 000	8 276 000	24 844 000
15030201	Kébila	17 833 000	10 345 000	28 178 000
15030301	Tousséguéla	13 015 000	8 276 000	21 291 000
15030302	Kolosso	16 147 000	8 276 000	24 423 000
15040101	Garalo	17 819 000	10 345 000	28 164 000
15040102	Bladié-Tiémala	17 046 000	8 276 000	25 322 000
15040103	Défina	18 441 000	8 276 000	26 717 000
15040104	Yiridougou	17 099 000	8 276 000	25 375 000
15040201	Sibirila	21 324 000	10 345 000	31 669 000
15040202	Yinindougou	19 594 000	8 276 000	27 870 000
15050101	Koumantou	17 944 000	12 414 000	30 358 000
15050201	Sanso	16 755 000	10 345 000	27 100 000
15050202	Débélin	17 010 000	8 276 000	25 286 000
15050203	Domba	18 587 000	8 276 000	26 863 000
15050204	Wola	14 512 000	8 276 000	22 788 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
15060101	Baya	18 188 000	10 345 000	28 533 000
15060102	Tagandougou	18 284 000	8 276 000	26 560 000
15060103	Sankarani	17 557 000	8 276 000	25 833 000
15060104	Séléfougou	16 193 000	8 276 000	24 469 000
15060201	Kourouba	14 692 000	8 276 000	22 968 000
15060202	Tiakadougou-Dialakoro	14 374 000	8 276 000	22 650 000
15060203	Niagadina	13 562 000	8 276 000	21 838 000
15070101	Ouélessébougou	16 700 000	12 414 000	29 114 000
15070201	Faraba	16 318 000	8 276 000	24 594 000
15070301	Sanankoro-Djitoumou	14 843 000	8 276 000	23 119 000
15080101	Kadiana	18 351 000	10 345 000	28 696 000
15080201	Nangalasso	15 791 000	8 276 000	24 067 000
15080301	Tiongui	16 783 000	8 276 000	25 059 000
15090101	Fakola	17 258 000	10 345 000	27 603 000
15090102	Bougoula	17 533 000	8 276 000	25 809 000
15090201	Farako	19 009 000	8 276 000	27 285 000
15100101	Dogo	17 032 000	10 345 000	27 377 000
15100201	Meridiéla	20 254 000	8 276 000	28 530 000
TOTAL BOUGOUNI		**1 057 089 000**	**562 533 000**	**1 619 622 000**

4

REGION DE KOUTIALA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
16000000	REGION DE KOUTIALA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
16010101	Commune urbaine de Koutiala	17 774 000	14 483 000	32 257 000
16010102	Logouana	16 607 000	8 276 000	24 883 000
16010103	Nafanga	16 530 000	8 276 000	24 806 000
16010104	Nampé	14 915 000	8 276 000	23 191 000
16010105	N'Golonianasso	16 928 000	8 276 000	25 204 000
16010106	N'Goutjina	16 977 000	8 276 000	25 253 000
16010107	Sincina	16 221 000	8 276 000	24 497 000
16010108	Songo-Doubacoré	17 474 000	8 276 000	25 750 000
16010109	Songoua	17 967 000	8 276 000	26 243 000
16010110	Yognogo	15 730 000	8 276 000	24 006 000
16010201	Zébala	17 545 000	8 276 000	25 821 000
16010301	Diaramana	20 642 000	10 345 000	30 987 000
16020101	Karangana	18 428 000	8 276 000	26 704 000
16020102	Kiffosso 1	17 100 000	8 276 000	25 376 000
16020103	Yorosso	16 212 000	10 345 000	26 557 000
16020201	Mahou	17 362 000	8 276 000	25 638 000
16020301	Boura	17 582 000	10 345 000	27 927 000
16020302	Koumbia	15 895 000	10 345 000	26 240 000
16020303	Menamba 1	16 473 000	8 276 000	24 749 000
16030101	M'Pèssoba	18 125 000	8 276 000	26 401 000
16030102	Kafo Faboli	18 110 000	8 276 000	26 386 000
16030103	Karagouana Mallé	17 145 000	8 276 000	25 421 000
16030104	N'Tossoni	16 302 000	8 276 000	24 578 000
16030105	Tao	16 552 000	8 276 000	24 828 000
16030106	Zanina	16 619 000	8 276 000	24 895 000
16030201	Miéna	18 034 000	10 345 000	28 379 000
16030301	Fakolo	15 662 000	8 276 000	23 938 000
16040101	Kolonigué	18 001 000	10 345 000	28 346 000
16040102	Koningué	18 254 000	8 276 000	26 530 000
16040103	Kapala	17 016 000	8 276 000	25 292 000
16040201	Diouradougou Kafo	15 576 000	8 276 000	23 852 000
16040301	Gouadié Sougouna	17 320 000	8 276 000	25 596 000
16050101	Koury	17 823 000	12 414 000	30 237 000
16050201	Ourikéla	18 410 000	10 345 000	28 755 000
16060101	Konséguéla	16 988 000	10 345 000	27 333 000
16060201	Diédougou	16 214 000	8 276 000	24 490 000
16060301	Konina	14 728 000	8 276 000	23 004 000
16070101	Gouadji Kao	16 191 000	8 276 000	24 467 000
16070102	Kouniana	16 232 000	8 276 000	24 508 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
16070103	Niantaga	16 187 000	8 276 000	24 463 000
16070104	Zanfigué	18 065 000	8 276 000	26 341 000
16070201	Sorobasso	15 118 000	8 276 000	23 394 000
16070301	Koromo	16 244 000	8 276 000	24 520 000
16080101	Zangasso	16 911 000	8 276 000	25 187 000
16080102	Sinkolo	17 765 000	8 276 000	26 041 000
16080201	Fagui	16 888 000	8 276 000	25 164 000
TOTAL KOUTIALA		**854 406 000**	**452 876 000**	**1 307 282 000**

REGION DE SAN

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
17000000	REGION DE SAN	73 564 000	45 283 000	118 847 000
17010101	Commune urbaine de San	16 133 000	12 414 000	28 547 000
17010102	Djéguéna	16 781 000	8 276 000	25 057 000
17010103	N'Goa	15 934 000	8 276 000	24 210 000
17010104	Niasso	19 236 000	8 276 000	27 512 000
17010105	Somo	17 252 000	8 276 000	25 528 000
17010106	Ténéni	18 770 000	8 276 000	27 046 000
17010201	Baramandougou	17 900 000	8 276 000	26 176 000
17010202	Fion	17 435 000	8 276 000	25 711 000
17010203	Tènè	20 976 000	10 345 000	31 321 000
17020101	Tominian	16 650 000	10 345 000	26 995 000
17020102	Yasso	19 058 000	10 345 000	29 403 000
17020201	Bénéna	11 194 000	8 276 000	19 470 000
17020301	Koula	19 873 000	8 276 000	28 149 000
17020302	Lanfiala	17 874 000	8 276 000	26 150 000
17030101	Kaniégué	17 920 000	8 276 000	26 196 000
17030102	Karaba	19 708 000	8 276 000	27 984 000
17030103	Kava	18 947 000	8 276 000	27 223 000
17030104	Waki	16 716 000	8 276 000	24 992 000
17030105	Diakourouna	14 612 000	8 276 000	22 888 000
17030201	Kassorola	17 365 000	8 276 000	25 641 000
17030202	Moribila	17 391 000	8 276 000	25 667 000
17030203	Tourakolomba	15 720 000	8 276 000	23 996 000
17030301	Dah	18 590 000	8 276 000	26 866 000
17030302	Sourountouna	16 326 000	8 276 000	24 602 000
17040101	Yangasso	19 797 000	10 345 000	30 142 000
17040102	Kazangasso	16 029 000	8 276 000	24 305 000
17040103	Korodougou	16 997 000	8 276 000	25 273 000
17040104	Koulandougou	17 504 000	8 276 000	25 780 000
17040201	Fani	19 772 000	8 276 000	28 048 000
17040301	Diéli	18 454 000	8 276 000	26 730 000
17040302	Niamana	14 382 000	8 276 000	22 658 000
17040304	N'Torosso	16 076 000	8 276 000	24 352 000
17050101	Fangasso	19 591 000	10 345 000	29 936 000
17050102	Ouan	15 879 000	8 276 000	24 155 000
17050201	Timissa	19 646 000	10 345 000	29 991 000
17060101	Mandiakuy	17 138 000	8 276 000	25 414 000
17060102	Diora	17 733 000	8 276 000	26 009 000
17060103	Sanékuy	19 207 000	8 276 000	27 483 000
17060201	Mafouné	18 374 000	8 276 000	26 650 000

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
17070101	Sy	19 553 000	8 276 000	27 829 000
17070102	Ouolon	17 216 000	8 276 000	25 492 000
17070201	Siadougou	17 711 000	8 276 000	25 987 000
TOTAL SAN		**812 984 000**	**409 427 000**	**1 222 411 000**

REGION DE DOUENTZA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
18000000	REGION DE DOUENTZA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
18010101	Commune urbaine Douentza	19 063 000	10 345 000	29 408 000
18010102	Débéré	18 358 000	8 276 000	26 634 000
18010103	Dianwély	16 726 000	8 276 000	25 002 000
18010104	Gandamia	18 786 000	8 276 000	27 062 000
18010105	Kéréna	17 320 000	8 276 000	25 596 000
18010106	Koubewel Koundia	19 014 000	8 276 000	27 290 000
18010107	Petaka	17 717 000	8 276 000	25 993 000
18010201	Tedié	17 242 000	8 276 000	25 518 000
18010301	Korarou	16 931 000	8 276 000	25 207 000
18010401	Dallah	15 095 000	8 276 000	23 371 000
18020101	Dangol-Boré	18 869 000	10 345 000	29 214 000
18020201	N'Doumpa	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18020301	Doumbara	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18030101	Hombori	21 510 000	8 276 000	29 786 000
18030201	Gallou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18040101	Djaptodji	16 619 000	10 345 000	26 964 000
18040201	Kaniomné	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18040301	Takouti	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18050101	Mondoro	21 401 000	10 345 000	31 746 000
18050201	Boulkessi	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18050301	Niagassadiou	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18060101	Haire	17 686 000	10 345 000	28 031 000
18060201	Nokara	11 194 000	8 276 000	19 470 000
18060301	Tabi	11 194 000	8 276 000	19 470 000
TOTAL DOUENTZA		**446 647 000**	**254 252 000**	**700 899 000**

REGION DE BANDIAGARA

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
19000000	REGION DE BANDIAGARA	73 564 000	45 283 000	118 847 000
19010101	Commune Urbaine de Bandiagara	16 045 000	8 276 000	24 321 000
19010102	Dandoli	16 233 000	8 276 000	24 509 000
19010103	Doucombo	18 410 000	10 345 000	28 755 000
19010104	Soroly	16 404 000	8 276 000	24 680 000
19010201	Bara Sara	17 653 000	8 276 000	25 929 000
19010202	Pignari	18 224 000	8 276 000	26 500 000
19010203	Timniri	15 275 000	8 276 000	23 551 000
19010301	Dourou	18 881 000	8 276 000	27 157 000
19010302	Pélou	16 459 000	8 276 000	24 735 000
19010401	Pignari Bana	18 260 000	10 345 000	28 605 000
19020101	Bondo	16 301 000	10 345 000	26 646 000
19020102	Koro	16 095 000	12 414 000	28 509 000
19020103	Youdiou	16 157 000	8 276 000	24 433 000
19020201	Bamba	16 694 000	8 276 000	24 970 000
19020202	Diankabou	15 058 000	8 276 000	23 334 000
19020203	Yoro	18 515 000	8 276 000	26 791 000
19020301	Dinangourou	19 925 000	10 345 000	30 270 000
19020401	Dioungani	17 038 000	10 345 000	27 383 000
19020501	Koporokendie Na	16 677 000	8 276 000	24 953 000
19020502	Koporo Pen	15 974 000	8 276 000	24 250 000
19020503	Pel Maoudé	15 950 000	8 276 000	24 226 000
19020601	Madougou	16 424 000	10 345 000	26 769 000
19020602	Barapiréli	16 364 000	8 276 000	24 640 000
19020701	Dougouténé 1	18 460 000	10 345 000	28 805 000
19020702	Dougouténé II	15 929 000	8 276 000	24 205 000
19020801	Kassa	16 098 000	8 276 000	24 374 000
19030101	Bankass	16 995 000	10 345 000	27 340 000
19030201	Kanî-Bonzon	16 865 000	8 276 000	25 141 000
19030202	Dimbal Habbé	16 900 000	8 276 000	25 176 000
19030301	Ségué	18 577 000	10 345 000	28 922 000
19040101	Kendié	16 651 000	10 345 000	26 996 000
19040102	Kendé	17 666 000	8 276 000	25 942 000
19040103	Dogani Béré	17 162 000	8 276 000	25 438 000
19040104	Lowol Guéou	16 416 000	8 276 000	24 692 000
19040201	Borko	15 777 000	8 276 000	24 053 000
19050101	Diamnati	18 098 000	8 276 000	26 374 000
19050102	Ondougou	16 403 000	8 276 000	24 679 000
19050103	Segué Iré	18 725 000	8 276 000	27 001 000
19050201	Métoumou	19 014 000	8 276 000	27 290 000

7

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
19060101	Diallassagou	18 054 000	10 345 000	28 399 000
19060102	Lessagou Habé	17 128 000	8 276 000	25 404 000
19060103	Soubala	15 693 000	8 276 000	23 969 000
19060104	Tori	17 324 000	8 276 000	25 600 000
19060201	Koulogon Habé	18 252 000	8 276 000	26 528 000
19070101	Sangha	18 456 000	10 345 000	28 801 000
19070201	Iréli	11 194 000	8 276 000	19 470 000
19080101	Wadouba	17 537 000	10 345 000	27 882 000
19080201	Sal	11 194 000	8 276 000	19 470 000
19080301	Ouroli	11 194 000	8 276 000	19 470 000
19080401	Menthely	11 194 000	8 276 000	19 470 000
19090101	Sokoura	18 222 000	10 345 000	28 567 000
19090201	Baye	17 014 000	10 345 000	27 359 000
19090301	Ouonkoro	17 550 000	10 345 000	27 895 000
TOTAL BANDIAGARA		**958 322 000**	**521 153 000**	**1 479 475 000**

DISTRICT DE BAMAKO

CODE	COLLECTIVITE	DIN&DIC	DAFCT	TOTAL
20000000	DISTRICT DE BAMAKO	59 499 000	52 708 000	112 207 000
TOTAL DISTRICT		**59 499 000**	**52 708 000**	**112 207 000**
TOTAL GENERAL		**14 612 163 000**	**8 000 000 000**	**22 612 163 000**

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
01.1	**Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères**			
	Personnel	0	52 986 774	54 087 361
	Biens et services	0	147 763 617	157 064 849
	Transferts et subventions	0	13 356 625	14 887 227
	Investissement	74 152 598	17 266 982	31 598 598
Total		**74 152 598**	**231 373 998**	**257 638 035**
01.2	**Aide économique extérieure**			
	Biens et services	0	12 441	26 244
Total		**0**	**12 441**	**26 244**
01.3	**Services généraux**			
	Personnel	0	37 620 335	37 686 782
	Biens et services	0	1 519 385	1 924 055
	Transferts et subventions	0	5 236 276	6 887 462
	Investissement	32 680 000	15 339 159	24 080 000
Total		**32 680 000**	**59 715 155**	**70 578 299**
01.4	**Recherche fondamentale**			
	Transferts et subventions	0	611 948	879 275
	Investissement	134 485	23 450	134 485
Total		**134 485**	**635 398**	**1 013 760**
01.5	**Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques**			
	Personnel	0	125 591	155 487
	Biens et services	0	96 364	96 364
	Transferts et subventions	0	127 026	160 500
	Investissement	1 475 000	651 507	1 475 000
Total		**1 475 000**	**1 000 488**	**1 887 351**
01.6	**Services généraux des administrations publiques n.c.a.**			
	Personnel	0	32 211 977	41 878 643
	Biens et services	0	150 358 526	201 268 467
	Transferts et subventions	0	67 858 866	56 695 089
	Investissement	84 867 683	25 197 549	30 767 683
Total		**84 867 683**	**275 626 918**	**330 609 882**
01.7	**Opérations concernant la dette publique**			
	Biens et services	0	244 299 000	235 718 000
	Transferts et subventions	0	15 317 103	15 265 091
	Investissement	1 300 000	1 300 000	1 300 000
Total		**1 300 000**	**260 916 103**	**252 283 091**
01.8	**Transferts de caractère général entre administrations publiques**			
	Transferts et subventions	0	9 682 517	10 275 077
	Investissement	14 612 163	14 612 163	14 612 163
Total		**14 612 163**	**24 294 680**	**24 887 240**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
02.1	**Défense militaire**			
	Biens et services	0	86 480 590	71 938 867
	Transferts et subventions	0	105 784	105 784
	Investissement	21 924 094	52 884 094	51 924 094
Total		**21 924 094**	**139 470 468**	**123 968 745**
02.3	**Aide militaire à des pays étrangers**			
	Transferts et subventions	0	184 856	184 856
	Investissement	10 408	10 408	10 408
Total		**10 408**	**195 264**	**195 264**
02.4	**Recherche-développement concernant la défense**			
	Investissement	25 625	25 625	25 625
Total		**25 625**	**25 625**	**25 625**
02.5	**Défense n.c.a.**			
	Personnel	0	262 204 364	272 819 915
	Biens et services	0	47 540 669	49 138 540
	Transferts et subventions	0	886 748	886 748
	Investissement	23 050 499	96 249 499	23 050 499
Total		**23 050 499**	**406 881 280**	**345 895 702**
03.1	**Services de police**			
	Personnel	0	121 355 777	110 885 523
	Biens et services	0	7 306 758	7 650 317
	Transferts et subventions	0	377 459	383 434
	Investissement	13 647 032	14 747 032	14 647 032
Total		**13 647 032**	**143 787 026**	**133 566 306**
03.2	**Services de protection civile**			
	Personnel	0	25 308 579	22 780 070
	Biens et services	0	1 954 416	2 023 147
	Transferts et subventions	0	110 000	110 000
	Investissement	6 521 036	7 021 036	7 521 036
Total		**6 521 036**	**34 394 031**	**32 434 253**
03.3	**Tribunaux**			
	Personnel	0	22 575 125	22 342 306
	Biens et services	0	6 109 259	7 812 958
	Transferts et subventions	0	398 145	522 816
	Investissement	9 857 267	1 239 682	3 857 267
Total		**9 857 267**	**30 322 211**	**34 535 347**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
03.4	**Administration pénitentiaire**			
	Personnel	0	3 640 166	3 907 165
	Biens et services	0	4 525 698	4 728 520
	Transferts et subventions	0	28 763	130 000
	Investissement	1 436 639	1 388 977	1 436 639
Total		**1 436 639**	**9 583 604**	**10 202 324**
03.6	**Ordre et sécurité publics n.c.a.**			
	Personnel	0	3 795 857	4 267 537
	Biens et services	0	84 716 599	93 246 927
	Transferts et subventions	0	2 370 782	4 393 310
	Investissement	9 858 036	20 614 976	19 858 036
Total		**9 858 036**	**111 498 214**	**121 765 810**
04.1	**Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi**			
	Personnel	0	5 014 568	5 081 950
	Biens et services	0	3 314 899	4 907 239
	Transferts et subventions	0	10 485 347	14 718 881
	Investissement	21 557 318	8 150 338	14 558 318
Total		**21 557 318**	**26 965 152**	**39 266 388**
04.2	**Agriculture, sylviculture, pêche et chasse**			
	Personnel	0	12 463 237	12 300 206
	Biens et services	0	11 917 213	14 314 006
	Transferts et subventions	0	86 114 687	89 674 915
	Investissement	61 739 637	119 426 298	116 251 637
Total		**61 739 637**	**229 921 435**	**232 540 764**
04.3	**Combustibles et énergie**			
	Personnel	0	516 362	528 202
	Biens et services	0	502 817	639 002
	Transferts et subventions	0	66 818 908	37 218 898
	Investissement	17 806 109	26 387 864	20 545 656
Total		**17 806 109**	**94 225 951**	**58 931 758**
04.4	**Industries extractives et manufacturières, construction**			
	Personnel	0	3 003 883	2 957 379
	Biens et services	0	1 635 656	2 193 398
	Transferts et subventions	0	2 085 756	2 378 960
	Investissement	2 838 037	3 419 405	4 654 037
Total		**2 838 037**	**10 144 700**	**12 183 774**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
04.5	**Transports**			
	Personnel	0	2 207 336	2 238 009
	Biens et services	0	1 131 673	949 361
	Transferts et subventions	0	708 504	900 964
	Investissement	276 147 787	44 758 577	140 754 240
Total		**276 147 787**	**48 806 090**	**144 842 574**
04.6	**Communications**			
	Personnel	0	1 321 349	1 554 875
	Biens et services	0	2 183 095	3 270 956
	Transferts et subventions	0	11 067 311	11 389 083
	Investissement	3 938 748	1 072 752	4 338 748
Total		**3 938 748**	**15 644 507**	**20 553 662**
04.7	**Autres branches d'activité**			
	Personnel	0	2 646 765	2 706 138
	Biens et services	0	3 151 077	3 422 550
	Transferts et subventions	0	1 085 885	1 111 047
	Investissement	3 192 600	2 483 323	3 092 600
Total		**3 192 600**	**9 367 050**	**10 332 335**
04.8	**Recherche-développement concernant les affaires économiques**			
	Transferts et subventions	0	2 033 104	2 343 281
	Investissement	8 552 500	4 995 620	6 882 500
Total		**8 552 500**	**7 028 724**	**9 225 781**
04.9	**Affaires économiques n.c.a.**			
	Personnel	0	1 871 307	2 042 538
	Biens et services	0	3 322 926	4 576 544
	Transferts et subventions	0	18 857	15 000
	Investissement	16 801 750	15 396 026	15 901 750
Total		**16 801 750**	**20 609 116**	**22 535 832**
05.1	**Gestion des déchets**			
	Investissement	4 800 000	4 591 200	4 800 000
Total		**4 800 000**	**4 591 200**	**4 800 000**
05.2	**Gestion des eaux usées**			
	Transferts et subventions	0	335 889	381 476
	Investissement	800 000	421 800	800 000
Total		**800 000**	**757 689**	**1 181 476**
05.3	**Lutte contre la pollution**			
	Personnel	0	14 959	15 434
	Biens et services	0	17 206	27 907
	Investissement	300 000	3 353 700	5 505 000
Total		**300 000**	**3 385 865**	**5 548 341**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
05.4	**Préservation de la diversité biologique et protection de la nature**			
	Personnel	0	4 013 943	3 949 603
	Biens et services	0	888 838	1 143 676
	Transferts et subventions	0	1 409 087	1 709 297
	Investissement	5 785 000	4 404 660	18 779 000
Total		**5 785 000**	**10 716 528**	**25 581 576**
05.6	**Protection de l'environnement n.c.a.**			
	Personnel	0	1 218 631	1 185 411
	Biens et services	0	1 340 477	1 724 207
	Transferts et subventions	0	90 453	100 502
	Investissement	210 000	438 040	574 000
Total		**210 000**	**3 087 601**	**3 584 120**
06.1	**Logement**			
	Biens et services	0	1 520	1 900
	Transferts et subventions	0	72 206	137 848
	Investissement	5 400 000	1 254 000	5 400 000
Total		**5 400 000**	**1 327 726**	**5 539 748**
06.2	**Équipements collectifs**			
	Personnel	0	153 236	151 288
	Biens et services	0	2 058 981	3 329 061
	Investissement	3 896 400	1 948 822	3 896 400
Total		**3 896 400**	**4 161 039**	**7 376 749**
06.3	**Alimentation en eau**			
	Personnel	0	1 040 815	1 037 382
	Biens et services	0	378 639	577 288
	Transferts et subventions	0	284 529	363 000
	Investissement	3 318 256	22 724 606	23 098 256
Total		**3 318 256**	**24 428 589**	**25 075 926**
06.5	**Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs**			
	Biens et services	0	25 452	45 000
	Investissement	250 000	78 280	250 000
Total		**250 000**	**103 732**	**295 000**
06.6	**Logement et équipements collectifs n.c.a ;**			
	Personnel	0	3 232 706	3 193 105
	Biens et services	0	1 419 826	2 422 327
	Transferts et subventions	0	734 481	811 043
	Investissement	9 119 950	1 438 911	5 319 950
Total		**9 119 950**	**6 825 924**	**11 746 425**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
07.1	**Produits, appareils et matériaux médicaux**			
	Biens et services	0	25 130	25 000
	Transferts et subventions	0	509 860	1 309 225
Total		**0**	**534 990**	**1 334 225**
07.2	**Services ambulatoires**			
	Transferts et subventions	0	65 799	697 584
	Investissement	7 087 050	623 802	587 050
Total		**7 087 050**	**689 601**	**1 284 634**
07.3	**Services hospitaliers**			
	Personnel	0	405 806	380 497
	Biens et services	0	701 410	685 283
	Transferts et subventions	0	24 595 474	26 221 953
	Investissement	34 867 366	12 247 897	18 945 366
Total		**34 867 366**	**37 950 587**	**46 233 099**
07.4	**Services de santé publique**			
	Personnel	0	15 077 303	16 310 917
	Biens et services	0	9 392 060	8 230 964
	Transferts et subventions	0	3 318 022	4 722 152
	Investissement	576 932	454 682	576 932
Total		**576 932**	**28 242 067**	**29 840 965**
07.5	**Recherche-développement dans le domaine de la santé**			
	Transferts et subventions	0	4 802 016	5 261 547
	Investissement	733 600	627 503	733 600
Total		**733 600**	**5 429 519**	**5 995 147**
07.6	**Santé n.c.a.**			
	Personnel	0	46 920 961	42 460 784
	Biens et services	0	11 576 868	14 167 192
	Transferts et subventions	0	7 664 722	9 200 402
	Investissement	5 874 372	1 125 343	3 874 372
Total		**5 874 372**	**67 287 894**	**69 702 750**
08.1	**Services récréatifs et sportifs**			
	Personnel	0	1 038 057	955 599
	Biens et services	0	2 756 531	6 622 023
	Transferts et subventions	0	2 520 004	809 601
	Investissement	85 299 372	33 023 012	15 599 372
Total		**85 299 372**	**39 337 604**	**23 986 595**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
08.2	**Services culturels**			
	Personnel	0	1 091 086	1 130 867
	Biens et services	0	1 083 867	1 184 812
	Transferts et subventions	0	1 820 652	2 371 917
	Investissement	2 688 353	596 457	2 188 353
Total		**2 688 353**	**4 592 062**	**6 875 949**
08.4	**Culte et autres services communautaires**			
	Biens et services	0	82 822	160 700
	Transferts et subventions	0	419 563	479 737
Total		**0**	**502 385**	**640 437**
08.6	**Loisirs, culture et culte n.c.a.**			
	Personnel	0	2 089 047	2 015 288
	Biens et services	0	2 033 838	2 879 701
	Transferts et subventions	0	2 461 125	1 974 677
	Investissement	607 606	319 637	607 606
Total		**607 606**	**6 903 647**	**7 477 272**
09.1	**Enseignement préélémentaire et primaire**			
	Personnel	0	236 059 877	251 034 592
	Biens et services	0	4 594 267	8 701 231
	Investissement	7 376 784	254 761	7 376 784
Total		**7 376 784**	**240 908 905**	**267 112 607**
09.2	**Enseignement secondaire**			
	Personnel	0	48 439 499	33 074 761
	Biens et services	0	23 411 605	21 927 796
	Transferts et subventions	0	7 562 488	7 661 601
	Investissement	42 217 709	46 746 289	42 217 709
Total		**42 217 709**	**126 159 881**	**104 881 867**
09.4	**Enseignement supérieur**			
	Personnel	0	4 515 461	4 663 107
	Biens et services	0	407 234	682 314
	Transferts et subventions	0	65 001 781	67 471 808
	Investissement	12 379 477	3 036 670	4 629 477
Total		**12 379 477**	**72 961 146**	**77 446 706**
09.5	**Enseignement non défini par niveau**			
	Personnel	0	526 278	536 385
	Biens et services	0	1 763 929	1 623 172
	Transferts et subventions	0	556 278	881 801
	Investissement	26 124	132 316	426 124
Total		**26 124**	**2 978 801**	**3 467 482**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
09.6	**Services annexes à l'enseignement**			
	Personnel	0	7 332 773	7 850 591
	Biens et services	0	7 646 518	9 696 084
	Transferts et subventions	0	2 584 271	2 584 271
	Investissement	2 024 809	436 181	2 024 809
Total		**2 024 809**	**17 999 743**	**22 155 755**
09.7	**Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement**			
	Personnel		500	
	Biens et services		54 188	
	Transferts et subventions	0	758 915	1 028 891
	Investissement	12 000 433	5 472 868	7 200 433
Total		**12 000 433**	**6 286 471**	**8 229 324**
09.8	**Enseignement n.c.a.**			
	Personnel	0	48 174 246	43 466 804
	Biens et services	0	14 277 964	19 232 867
	Transferts et subventions	0	7 443 935	8 103 495
	Investissement	6 790 097	1 348 483	3 590 097
Total		**6 790 097**	**71 244 628**	**74 393 263**
10.1	**Maladie et invalidité**			
	Transferts et subventions	0	1 339 895	2 064 378
Total		**0**	**1 339 895**	**2 064 378**
10.2	**Vieillesse**			
	Personnel	0	40 000 000	40 000 000
	Transferts et subventions	0	8 655 790	10 273 199
	Investissement	315 148	257 398	315 148
Total		**315 148**	**48 913 188**	**50 588 347**
10.3	**Survivants**			
	Personnel	0	355 356	349 663
	Biens et services	0	313 136	358 524
	Transferts et subventions	0	6 789 761	2 550 408
Total		**0**	**7 458 253**	**3 258 595**
10.4	**Famille et enfants**			
	Personnel	0	1 473 997	1 495 563
	Biens et services	0	939 126	1 305 801
	Transferts et subventions	0	899 566	938 948
	Investissement	2 358 571	1 652 701	2 460 571
Total		**2 358 571**	**4 965 390**	**6 200 883**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
10.7	**Exclusion sociale n.c.a.**			
	Biens et services	0	4 291	6 444
	Investissement		142 500	
Total		**0**	**146 791**	**6 444**
10.8	**Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale**			
	Personnel	0	115 476	75 215
	Biens et services	0	6 943	14 779
	Transferts et subventions	0	324 965	353 252
	Investissement	621 429	600 088	621 429
Total		**621 429**	**1 047 472**	**1 064 675**
10.9	**Protection sociale n.c.a.**			
	Personnel	0	3 693 421	3 431 440
	Biens et services	0	1 551 693	2 173 615
	Transferts et subventions	0	16 889 071	23 531 604
	Investissement	6 902 502	2 893 806	3 852 502
Total		**6 902 502**	**25 027 991**	**32 989 161**
TOTAL GENERAL		**972 754 391**	**3 070 740 433**	**3 229 886 067**

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	832 200	11 725 738	13 897 297
Total	**832 200**	**11 725 738**	**13 897 297**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	1 200 000	15 122 253	15 561 943
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	5 744	6 260
02.5 Défense n.c.a.	0	1 786 229	1 861 017
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	185 540	193 700
04.6 Communications	0	83 250	90 000
07.4 Services de santé publique	0	748	815
08.2 Services culturels	0	32 375	35 000
Total	**1 200 000**	**17 216 139**	**17 748 735**
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 600 000	8 258 017	8 625 814
01.3 Services généraux	350 000	1 447 062	1 532 089
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	100 000	540 000	640 000
02.5 Défense n.c.a.	0	85 256	91 049
03.3 Tribunaux	150 000	715 546	738 304
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	79 864	95 786
07.4 Services de santé publique	0	911	992
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	1 071 597	974 162
10.3 Survivants	0	818 492	858 187
Total	**3 250 000**	**13 016 745**	**13 556 383**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	480 000	4 935 027	6 093 173
Total	**480 000**	**4 935 027**	**6 093 173**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
03.3 Tribunaux	30 000	1 077 812	1 399 698
Total	**30 000**	**1 077 812**	**1 399 698**
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	8 631 875	4 249 683	7 348 276
Total	**8 631 875**	**4 249 683**	**7 348 276**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	260 436	1 120 459	1 814 215
Total	**260 436**	**1 120 459**	**1 814 215**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	89 899	1 324 052	1 602 627
Total	**89 899**	**1 324 052**	**1 602 627**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	9 765 781	42 878 813	45 176 645
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	509 860	1 309 225
Total	**9 765 781**	**43 388 673**	**46 485 870**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	815 000	1 873 844	3 156 104
01.2 Aide économique extérieure	0	12 441	26 244
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	375 000	356 250	375 000
07.4 Services de santé publique	0	259	554
09.4 Enseignement supérieur	4 075 000	162 450	475 000
Total	**5 265 000**	**2 405 244**	**4 032 902**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 000	4 343 851	4 905 505
Total	**160 000**	**4 343 851**	**4 905 505**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	285 000	993 369	1 650 429
Total	**285 000**	**993 369**	**1 650 429**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
03.3 Tribunaux	0	120 402	160 945
Total	**0**	**120 402**	**160 945**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	154 859
02.1 Défense militaire	21 924 094	139 470 468	123 968 745
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 408	195 264	195 264
02.4 Recherche-développement concernant la défense	25 625	25 625	25 625
02.5 Défense n.c.a.	23 050 499	405 009 795	343 943 636
03.3 Tribunaux	0	25 881	23 593
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	4 804 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	10 001	10 001
07.3 Services hospitaliers	7 105 904	8 348 914	8 304 328
07.4 Services de santé publique	0	11 860	11 860
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	10 250
08.1 Services récréatifs et sportifs	29 372	116 036	152 753
08.2 Services culturels	22 353	78 588	78 588
09.2 Enseignement secondaire	14 812	98 654	101 054
09.4 Enseignement supérieur	32 000	200 000	200 000
09.8 Enseignement n.c.a.	16 962	385 937	399 937
10.2 Vieillesse	15 148	76 357	76 357
10.3 Survivants	0	6 639 761	2 400 408
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	197 282
Total	**57 088 879**	**565 706 008**	**485 058 540**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	1 126 591
03.3 Tribunaux	660 392	21 793 578	21 458 930
03.4 Administration pénitentiaire	1 436 639	9 583 604	10 202 324
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 224 036	12 732 005	12 462 887
07.4 Services de santé publique	0	13 231	13 800
09.4 Enseignement supérieur	0	750 212	767 499
Total	**5 321 067**	**44 872 630**	**46 032 031**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères		45 600	
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	190 000	2 318 816	2 889 000
Total	**190 000**	**2 364 416**	**2 889 000**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	47 500	798 786	1 036 634
Total	**47 500**	**798 786**	**1 036 634**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
03.1 Services de police	13 647 032	143 787 026	133 566 306
03.2 Services de protection civile	4 021 036	32 394 031	29 934 253
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	1 782 500	19 011 082	21 384 290
Total	**19 450 568**	**195 192 139**	**184 884 849**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	17 924 657	21 222 916
Total	**0**	**17 924 657**	**21 222 916**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	55 653 718	45 111 755	63 449 152
01.3 Services généraux	10 171 000	9 529 566	18 268 797
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	575 000	338 303	705 500
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	725 000	3 616 008	5 515 137
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		7 142 500	
04.3 Combustibles et énergie	447 500	688 402	1 274 545
04.7 Autres branches d'activité	150 000	84 740	150 000
07.4 Services de santé publique	0	669	1 433
09.4 Enseignement supérieur	0	260 490	634 953
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	491 021	1 030 748
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		142 500	
Total	**67 722 218**	**67 405 954**	**91 030 265**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	130 000	1 017 690	1 511 709
Total	**130 000**	**1 017 690**	**1 511 709**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	1 175
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	600 000	136 800	600 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 000 000	136 800	400 000
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	387 534	3 689 472	4 289 631
07.4 Services de santé publique	0	159	340
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	39 975	81 788
Total	**2 991 284**	**4 003 206**	**5 372 934**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	29 987
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	12 700 877	13 567 132	20 141 361
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	167	334
07.4 Services de santé publique	0	247	529
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	110 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	121 145	162 826
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	150 025	27 184	150 025
Total	**12 850 902**	**13 825 875**	**20 595 062**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	116 983	105 625
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	300 000	525 385	581 851
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	43 500	43 500
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	762 280	565 597
09.8 Enseignement n.c.a.	0	26 166	20 000
Total	**300 000**	**1 474 314**	**1 316 573**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	38 000	46 967
01.3 Services généraux	12 209 000	3 910 691	5 479 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	22 776 701	45 060 974	55 407 022
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	14 612 163	24 294 680	24 887 240
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	139 187	209 000
04.6 Communications	0	242 617	42 617
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	600 000	182 400	600 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	600 000	159 600	600 000
07.4 Services de santé publique	0	207	442
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	392 772	482 858
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	4 291	6 444
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 200 000	205 200	1 200 000
Total	**52 045 364**	**74 630 619**	**88 961 590**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1	**BUDGET GENERAL**			
334	**AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**			
04.6	Communications	340 965	1 048 448	2 059 071
Total		**340 965**	**1 048 448**	**2 059 071**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	900
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	297 500	350 070	487 295
08.4	Culte et autres services communautaires	0	502 385	640 437
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	855 795	1 030 219
Total		**345 606**	**1 708 250**	**2 158 851**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE**			
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	100 000	1 586 532	5 594 165
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	200 590
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	0	7 150 000
07.4	Services de santé publique	0	51 080	51 080
Total		**250 000**	**1 838 202**	**12 995 835**
346	**AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI**			
03.3	Tribunaux	100 000	1 345 940	1 755 172
Total		**100 000**	**1 345 940**	**1 755 172**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	8 268	9 915
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	6 663 607	4 900 915	7 387 556
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	7 837	7 837
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	262 112	788 918	1 061 605
04.7	Autres branches d'activité	0	21 075	33 217
04.9	Affaires économiques n.c.a.	1 366 750	1 439 404	2 023 800
07.4	Services de santé publique	0	261	558
09.4	Enseignement supérieur	325 500	622 226	946 314
Total		**8 617 969**	**7 788 904**	**11 470 802**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 000	0	160 151
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	35 557	51 518
07.4	Services de santé publique	0	13 888	19 193
09.1	Enseignement préélémentaire et primaire	7 376 784	240 908 905	267 112 607
09.2	Enseignement secondaire	42 193 287	124 581 134	103 093 683
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	2 252 891	2 117 048
09.6	Services annexes à l'enseignement	2 024 809	17 999 743	22 155 755
09.8	Enseignement n.c.a.	4 091 150	58 960 367	60 709 624
Total		**55 688 030**	**444 752 485**	**455 419 579**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1	**BUDGET GENERAL**			
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
01.4	Recherche fondamentale	134 485	635 398	1 013 760
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	163 447	224 611
07.3	Services hospitaliers	0	68 170	68 170
09.4	Enseignement supérieur	7 750 727	70 279 478	73 563 126
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	9 350 408	3 129 992	4 929 299
09.8	Enseignement n.c.a.	2 034 485	10 062 279	10 798 953
Total		**19 270 105**	**84 338 764**	**90 597 919**
510	**MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	13 315	16 054
01.3	Services généraux	0	8 940	14 888
04.7	Autres branches d'activité	60 000	475 341	816 812
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	10 246	50 845
07.4	Services de santé publique	0	968	2 076
08.2	Services culturels	2 666 000	4 481 099	6 762 361
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	509 500	2 465 087	3 213 518
09.2	Enseignement secondaire	0	460 662	490 545
09.4	Enseignement supérieur	196 250	686 290	859 814
Total		**3 431 750**	**8 601 948**	**12 226 913**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	2 071
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	500 000	333 092	770 256
07.2	Services ambulatoires	7 011 050	637 921	608 634
07.4	Services de santé publique	0	189	404
08.1	Services récréatifs et sportifs	85 170 000	39 184 328	23 733 842
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	50 000	3 582 765	3 233 535
09.2	Enseignement secondaire	9 610	565 008	724 894
09.8	Enseignement n.c.a.	550 000	152 779	815 198
Total		**93 290 660**	**44 456 082**	**29 888 834**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	1 605
07.2	Services ambulatoires	76 000	51 680	676 000
07.3	Services hospitaliers	27 761 462	29 533 503	37 860 601
07.4	Services de santé publique	574 100	25 128 602	28 395 204
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	723 350	5 419 269	5 984 897
07.6	Santé n.c.a.	5 871 047	54 698 157	56 641 797
10.1	Maladie et invalidité	0	1 339 895	2 064 378
10.2	Vieillesse	300 000	8 836 831	10 511 990
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	614 620	923 745	967 872
10.9	Protection sociale n.c.a.	3 674 368	8 457 380	9 643 243
Total		**39 594 947**	**134 389 062**	**152 747 587**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1	**BUDGET GENERAL**			
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
07.6	Santé n.c.a.	0	2 312 333	2 823 875
Total		**0**	**2 312 333**	**2 823 875**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	1 813
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	20 952	40 000
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	37 240	100 000
07.4	Services de santé publique	2 832	11 463	25 957
07.6	Santé n.c.a.	3 325	74 051	82 725
08.1	Services récréatifs et sportifs	100 000	37 240	100 000
09.5	Enseignement non défini par niveau	6 624	38 588	49 133
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	585 000	650 000
10.4	Famille et enfants	2 208 571	4 172 890	5 400 883
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 809	123 727	96 803
10.9	Protection sociale n.c.a.	0	701 779	688 526
Total		**2 428 161**	**5 802 930**	**7 235 840**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	2 350
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	205 300	162 506	377 857
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	500 000	150 100	500 000
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	0	200 000
04.5	Transports	175 997 787	31 643 921	84 692 574
04.7	Autres branches d'activité	800 000	102 600	400 000
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économiques	5 547 500	4 854 968	6 539 002
04.9	Affaires économiques n.c.a.	210 000	1 629 175	2 060 811
06.2	Équipements collectifs	46 400	46 400	46 400
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	300 000	500 282	758 243
07.4	Services de santé publique	0	557	1 195
09.5	Enseignement non défini par niveau	19 500	75 156	107 727
Total		**183 826 487**	**39 165 665**	**95 686 159**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	1 369
05.1	Gestion des déchets	300 000	91 200	300 000
05.2	Gestion des eaux usées	800 000	757 689	1 181 476
05.3	Lutte contre la pollution	0	32 165	43 341
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	2 850 000	7 125 704	21 236 013
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	150 000	2 423 521	2 920 040
Total		**4 100 000**	**10 430 279**	**25 682 239**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1	**BUDGET GENERAL**			
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	1 210
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	7 123 193	8 266 653
04.3	Combustibles et énergie	17 058 609	92 994 822	56 847 547
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	3 800	4 750
04.5	Transports	150 000	34 200	150 000
04.7	Autres branches d'activité	0	67 284	118 194
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économiques		45 600	
04.9	Affaires économiques n.c.a.	120 000	1 399 106	1 723 698
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	600 000	481 135	713 047
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	0	164 000	164 000
06.3	Alimentation en eau	3 250 000	24 248 967	24 902 670
07.4	Services de santé publique	0	116	247
Total		**26 178 609**	**126 562 223**	**92 892 016**
726	**MINISTERE DES MINES**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	900
04.3	Combustibles et énergie	300 000	199 285	466 224
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	2 120 925	1 529 647	2 569 138
04.9	Affaires économiques n.c.a.	80 000	1 131 018	1 651 344
Total		**2 500 925**	**2 859 950**	**4 687 606**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**			
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 800 000	2 000 000
04.6	Communications	3 375 283	7 076 743	10 449 469
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économiques	305 000	1 968 556	2 486 779
07.4	Services de santé publique	0	250	536
Total		**3 680 283**	**10 845 549**	**14 936 784**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
04.6	Communications	222 500	1 120 858	1 600 000
Total		**222 500**	**1 120 858**	**1 600 000**
740	**MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	564 000	505 846	1 092 222
01.3	Services généraux	550 000	418 896	883 525
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	32 611	32 587
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	1 979 934	2 212 280
06.1	Logement	5 400 000	1 327 726	5 539 748
06.2	Équipements collectifs	2 600 000	869 005	2 800 288
06.5	Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	250 000	103 732	295 000
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	8 219 950	6 166 042	10 388 182
10.4	Famille et enfants	150 000	142 500	150 000
Total		**17 783 950**	**11 546 292**	**23 393 832**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	3 128
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	26 059 500	99 791 592	102 883 691
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	2 922 400	3 016 000
04.7 Autres branches d'activité	0	3 833	7 189
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	2 700 000	159 600	200 000
05.3 Lutte contre la pollution	300 000	3 353 700	5 505 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0	627 289	732 516
07.4 Services de santé publique	0	6 402	13 750
Total	**29 259 500**	**106 864 816**	**112 361 274**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	2 904
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	8 950 000	35 482 736	30 655 278
09.2 Enseignement secondaire	0	344 423	361 691
Total	**8 950 000**	**35 827 159**	**31 019 873**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 800 000	12 060 324	13 042 690
Total	**1 800 000**	**12 060 324**	**13 042 690**
990 CHARGES COMMUNES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 500 000	5 174 824	3 735 948
01.3 Services généraux	6 400 000	41 400 000	41 400 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	58 503 046	214 968 135	252 032 549
01.7 Opérations concernant la dette publique	1 300 000	260 916 103	252 283 091
03.2 Services de protection civile	2 500 000	2 000 000	2 500 000
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	55 200 000	60 000 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	14 180 137	63 090 356	64 883 097
04.5 Transports	100 000 000	17 127 969	60 000 000
04.6 Communications	0	6 072 591	6 312 505
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	15 000 000
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	4 500 000
06.2 Équipements collectifs	1 250 000	3 245 634	4 530 061
07.4 Services de santé publique	0	3 000 000	1 300 000
07.6 Santé n.c.a.	0	10 203 353	10 154 353
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	146 531
10.2 Vieillesse	0	40 000 000	40 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	2 001 932	15 425 040	21 178 322
Total	**208 135 115**	**757 470 536**	**839 956 457**
TOTAL	**958 183 535**	**2 948 270 487**	**3 107 247 366**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.7 Autres branches d'activité	2 182 600	8 612 177	8 806 923
04.9 Affaires économiques n.c.a.	25 000	0	25 000
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	25 130	25 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	46 200	46 000
Total	**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**
TOTAL	**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Recapitulation par section et groupe de fonction

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2025	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	98 159 000	98 159 000
01.3 Services généraux	3 000 000	3 000 000	3 000 000
04.3 Combustibles et énergie	0	343 442	343 442
Total	**3 000 000**	**101 502 442**	**101 502 442**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 500 000	2 544 295	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 544 295**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 735 000	2 300 000	2 300 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	60 000	500 080	500 080
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
06.3 Alimentation en eau	68 256	179 622	173 256
Total	**68 256**	**179 622**	**173 256**
726 MINISTERE DES MINES			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 110 000	1 110 000
Total	**0**	**1 110 000**	**1 110 000**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	**12 363 256**	**113 786 439**	**113 735 778**
TOTAL GENERAL	**972 754 391**	**3 070 740 433**	**3 229 886 067**

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	2 542 721	2 542 721
Biens et services	0	6 505 222	9 176 221
Transferts et subventions	0	1 346 155	1 346 155
Investissement	832 200	1 331 640	832 200
Total	**832 200**	**11 725 738**	**13 897 297**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	2 189 498	2 236 281
Biens et services	0	11 961 760	12 282 937
Transferts et subventions	0	2 014 881	2 029 517
Investissement	1 200 000	1 050 000	1 200 000
Total	**1 200 000**	**17 216 139**	**17 748 735**
130 PRIMATURE			
Personnel	0	2 762 945	2 692 831
Biens et services	0	7 117 972	7 394 423
Transferts et subventions	0	1 980 828	1 719 129
Investissement	3 250 000	1 155 000	1 750 000
Total	**3 250 000**	**13 016 745**	**13 556 383**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS			
Personnel	0	2 704 795	3 432 123
Biens et services	0	2 005 987	2 181 050
Investissement	480 000	224 245	480 000
Total	**480 000**	**4 935 027**	**6 093 173**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	616 544	637 497
Biens et services	0	455 508	732 201
Investissement	30 000	5 760	30 000
Total	**30 000**	**1 077 812**	**1 399 698**
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	2 923 605	3 469 213
Biens et services	0	797 042	1 097 188
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
Investissement	8 631 875	379 036	2 631 875
Total	**8 631 875**	**4 249 683**	**7 348 276**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL			
Personnel	0	365 930	377 426
Biens et services	0	730 212	1 176 353
Investissement	260 436	24 317	260 436
Total	**260 436**	**1 120 459**	**1 814 215**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
1 BUDGET GENERAL			
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	735 922	699 160
Biens et services	0	453 140	813 568
Investissement	89 899	134 990	89 899
Total	**89 899**	**1 324 052**	**1 602 627**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	18 571 457	19 072 171
Biens et services	0	14 104 266	13 711 441
Transferts et subventions	0	5 390 959	5 790 477
Investissement	9 765 781	5 321 991	7 911 781
Total	**9 765 781**	**43 388 673**	**46 485 870**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0	641 981	643 713
Biens et services	0	662 966	1 293 026
Transferts et subventions	0	233 227	431 163
Investissement	5 265 000	867 070	1 665 000
Total	**5 265 000**	**2 405 244**	**4 032 902**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	3 378 447	3 491 773
Biens et services	0	868 204	1 223 732
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	160 000	67 200	160 000
Total	**160 000**	**4 343 851**	**4 905 505**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	433 755	426 853
Biens et services	0	419 680	818 076
Transferts et subventions	0	55 262	120 500
Investissement	285 000	84 672	285 000
Total	**285 000**	**993 369**	**1 650 429**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	19 389	10 896
Biens et services	0	101 013	150 049
Total	**0**	**120 402**	**160 945**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	262 204 364	272 819 915
Biens et services	0	134 527 857	121 621 474
Transferts et subventions	0	7 730 908	3 528 272
Investissement	57 088 879	161 242 879	87 088 879
Total	**57 088 879**	**565 706 008**	**485 058 540**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	23 888 675	23 834 922
Biens et services	0	13 295 478	14 846 673
Transferts et subventions	0	1 668 930	2 029 369
Investissement	5 321 067	6 019 547	5 321 067
Total	**5 321 067**	**44 872 630**	**46 032 031**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
Personnel	0	1 810 000	1 910 000
Biens et services	0	472 336	789 000
Investissement	190 000	82 080	190 000
Total	**190 000**	**2 364 416**	**2 889 000**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	446 218	367 684
Biens et services	0	343 448	621 450
Investissement	47 500	9 120	47 500
Total	**47 500**	**798 786**	**1 036 634**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	146 967 914	133 958 965
Biens et services	0	16 692 488	17 300 572
Transferts et subventions	0	1 981 169	4 174 744
Investissement	19 450 568	29 550 568	29 450 568
Total	**19 450 568**	**195 192 139**	**184 884 849**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	15 774 657	19 022 916
Transferts et subventions	0	150 000	200 000
Investissement	0	2 000 000	2 000 000
Total	**0**	**17 924 657**	**21 222 916**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	28 289 141	28 832 249
Biens et services	0	9 752 693	14 382 747
Transferts et subventions	0	11 028 833	14 443 051
Investissement	67 722 218	18 335 287	33 372 218
Total	**67 722 218**	**67 405 954**	**91 030 265**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	200 000	152 404
Biens et services	0	798 490	1 229 305
Investissement	130 000	19 200	130 000
Total	**130 000**	**1 017 690**	**1 511 709**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
1 BUDGET GENERAL			
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
Personnel	0	1 739 652	1 673 443
Biens et services	0	1 609 138	2 160 157
Transferts et subventions	0	125 288	148 050
Investissement	2 991 284	529 128	1 391 284
Total	**2 991 284**	**4 003 206**	**5 372 934**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	0	1 522 750	1 591 330
Biens et services	0	1 134 281	1 712 117
Transferts et subventions	0	8 537 591	11 985 713
Investissement	12 850 902	2 631 253	5 305 902
Total	**12 850 902**	**13 825 875**	**20 595 062**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
Personnel	0	333 574	383 634
Biens et services	0	837 310	602 939
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	300 000	273 430	300 000
Total	**300 000**	**1 474 314**	**1 316 573**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Personnel	0	8 114 228	8 059 605
Biens et services	0	25 305 264	32 360 437
Transferts et subventions	0	13 457 072	17 596 184
Investissement	52 045 364	27 754 055	30 945 364
Total	**52 045 364**	**74 630 619**	**88 961 590**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	377 583	562 274
Biens et services	0	573 599	1 155 832
Investissement	340 965	97 266	340 965
Total	**340 965**	**1 048 448**	**2 059 071**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
Personnel	0	259 020	244 723
Biens et services	0	803 529	1 088 785
Transferts et subventions	0	419 563	479 737
Investissement	345 606	226 138	345 606
Total	**345 606**	**1 708 250**	**2 158 851**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
1 BUDGET GENERAL			
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
Personnel	0	114 316	2 953 942
Biens et services	0	829 706	1 472 482
Transferts et subventions	0	894 180	1 319 411
Investissement	250 000	0	7 250 000
Total	**250 000**	**1 838 202**	**12 995 835**
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI			
Personnel	0	857 763	975 768
Biens et services	0	464 177	639 404
Transferts et subventions	0	0	40 000
Investissement	100 000	24 000	100 000
Total	**100 000**	**1 345 940**	**1 755 172**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
Personnel	0	2 312 796	2 381 207
Biens et services	0	1 474 597	2 271 682
Transferts et subventions	0	1 944 262	2 553 944
Investissement	8 617 969	2 057 249	4 263 969
Total	**8 617 969**	**7 788 904**	**11 470 802**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	336 484 512	332 045 079
Biens et services	0	49 396 563	58 272 582
Transferts et subventions	0	10 719 586	11 113 888
Investissement	55 688 030	48 151 824	53 988 030
Total	**55 688 030**	**444 752 485**	**455 419 579**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	7 994 226	8 194 672
Biens et services	0	1 641 514	2 207 297
Transferts et subventions	0	68 682 331	71 825 845
Investissement	19 270 105	6 020 693	8 370 105
Total	**19 270 105**	**84 338 764**	**90 597 919**
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
Personnel	0	2 128 535	2 144 944
Biens et services	0	2 530 115	3 256 338
Transferts et subventions	0	2 889 070	3 593 881
Investissement	3 431 750	1 054 228	3 231 750
Total	**3 431 750**	**8 601 948**	**12 226 913**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Personnel	0	2 221 062	2 084 797
Biens et services	0	3 303 026	7 663 638
Transferts et subventions	0	5 193 566	3 049 739
Investissement	93 290 660	33 738 428	17 090 660
Total	**93 290 660**	**44 456 082**	**29 888 834**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Personnel	0	55 330 340	51 844 015
Biens et services	0	18 877 865	22 608 594
Transferts et subventions	0	51 286 557	59 672 031
Investissement	39 594 947	8 894 300	18 622 947
Total	**39 594 947**	**134 389 062**	**152 747 587**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	210 578	245 106
Biens et services	0	58 560	58 560
Transferts et subventions	0	2 043 195	2 520 209
Total	**0**	**2 312 333**	**2 823 875**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 976 948	1 947 350
Biens et services	0	1 382 020	1 779 381
Transferts et subventions	0	855 518	978 948
Investissement	2 428 161	1 588 444	2 530 161
Total	**2 428 161**	**5 802 930**	**7 235 840**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	2 961 518	2 971 468
Biens et services	0	1 916 763	2 070 258
Transferts et subventions	0	1 479 212	1 781 493
Investissement	183 826 487	32 808 172	88 862 940
Total	**183 826 487**	**39 165 665**	**95 686 159**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	5 247 533	5 150 448
Biens et services	0	1 325 366	1 969 032
Transferts et subventions	0	1 118 140	1 368 759
Investissement	4 100 000	2 739 240	17 194 000
Total	**4 100 000**	**10 430 279**	**25 682 239**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	2 031 282	2 074 861
Biens et services	0	1 338 390	1 999 717
Transferts et subventions	0	66 457 263	36 810 282
Investissement	26 178 609	56 735 288	52 007 156
Total	**26 178 609**	**126 562 223**	**92 892 016**
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	1 229 432	1 321 892
Biens et services	0	1 089 717	1 683 565
Transferts et subventions	0	149 742	181 224
Investissement	2 500 925	391 059	1 500 925
Total	**2 500 925**	**2 859 950**	**4 687 606**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
Personnel	0	323 791	287 601
Biens et services	0	935 359	1 088 038
Transferts et subventions	0	8 684 157	9 480 862
Investissement	3 680 283	902 242	4 080 283
Total	**3 680 283**	**10 845 549**	**14 936 784**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	619 975	705 000
Biens et services	0	359 179	672 500
Investissement	222 500	141 704	222 500
Total	**222 500**	**1 120 858**	**1 600 000**
740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Personnel	0	5 450 903	5 463 409
Biens et services	0	1 909 885	3 239 664
Transferts et subventions	0	530 305	706 809
Investissement	17 783 950	3 655 199	13 983 950
Total	**17 783 950**	**11 546 292**	**23 393 832**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	0	7 860 575	7 600 358
Biens et services	0	2 309 353	3 339 888
Transferts et subventions	0	29 463 851	32 600 528
Investissement	29 259 500	67 231 037	68 820 500
Total	**29 259 500**	**106 864 816**	**112 361 274**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	4 457 673	4 542 337
Biens et services	0	1 349 130	2 033 218
Transferts et subventions	0	5 541 586	5 694 318
Investissement	8 950 000	24 478 770	18 750 000
Total	**8 950 000**	**35 827 159**	**31 019 873**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	279 103	261 352
Biens et services	0	8 291 076	9 001 769
Transferts et subventions	0	1 350 935	1 352 569
Investissement	1 800 000	2 139 210	2 427 000
Total	**1 800 000**	**12 060 324**	**13 042 690**
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	100 898 592	106 785 770
Biens et services	0	426 248 538	464 014 058
Transferts et subventions	0	149 758 390	141 021 514
Investissement	208 135 115	80 565 016	128 135 115
Total	**208 135 115**	**757 470 536**	**839 956 457**
TOTAL	958 183 535	2 948 270 487	3 107 247 366

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	2 661 225	2 719 200
Biens et services	0	2 990 076	3 101 123
Transferts et subventions	0	869 343	875 000
Investissement	2 207 600	2 162 863	2 207 600
Total	**2 207 600**	**8 683 507**	**8 902 923**
TOTAL	2 207 600	8 683 507	8 902 923

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2025
Classification Administrative et Economique

19/09/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2025	2024	2025
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	98 502 442	98 502 442
Investissement	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Total	**3 000 000**	**101 502 442**	**101 502 442**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 500 000	2 544 295	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 544 295**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	915 080	915 080
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
Investissement	1 795 000	1 795 000	1 795 000
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Biens et services	0	105 000	105 000
Investissement	68 256	74 622	68 256
Total	**68 256**	**179 622**	**173 256**
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	0	160 000	160 000
Biens et services	0	950 000	950 000
Total	**0**	**1 110 000**	**1 110 000**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	12 363 256	113 786 439	113 735 778
TOTAL GENERAL	972 754 391	3 070 740 433	3 229 886 067

ETAT J

LISTE DES DOTATIONS ET ROGRAMMES PAR MINISTERE, INSTITUTION ET AUTORITE ADMINISTRATIVE INDEPENDANTE

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle
1.002 Administration générale
2.001 Sécurité et défense

130 PRIMATURE

1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale
1.004 Administration générale et contrôle
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés

134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS

2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales

140 COUR CONSTITUTIONNELLE

2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

150 COUR SUPREME

2.005 Cour Suprême

160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

1.006 Administration Générale
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

1.007 Administration Générale
2.010 Intégration Africaine
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

1.008 Administration Générale
2.015 Gestion des Opérations Militaires
2.016 Inspection des Armées
2.017 Formation
2.018 Gestion des Transmissions

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale
2.021 Ordre et Sécurité
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1.011 Administration Générale
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
2.027 Gestion de la Dette Publique
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National
3.001 Remboursement des Crédits TVA
3.008 Appui au développement de la statistique
3.014 Garanties et Avals

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

1.012 Administration Générale
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1.013 Administration Générale
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
2.034 Formation Professionnelle

328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

1.044 Administration Générale et Contrôle
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

1.014 Administration Générale et Contrôle
2.036 Administration du Territoire
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales
2.064 Développement Régional et Local

334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

2.095 Protection des Données à Caractère personnel

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES

1.015 Administration Générale
2.039 Religion et Culte

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

1.016 Administration Générale
2.100 Renforcement de la Paix, du processus de Réconciliation nationale, de cohésion sociale et du vivre ensemble
2.101 Promotion de la paix, de l'Unité Nationale et des actions de developpement

346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI

2.099 Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.

380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

1.032 Administration Générale
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés
2.084 Développement du secteur industriel
2.085 Appui au développement du secteur privé
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1.017 Administration Générale
2.041 Développement de l'Education de Base
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1.018 Administration Générale
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

1.019 Administration Générale
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

1.020 Administration Générale
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents Sportifs
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
2.063 Lutte Contre la Pauvreté

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
2.059 Promotion de la Femme
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

l'Enfant

700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

1.024 Administration Générale
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie
2.066 Développement et sécurisation des transports
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

1.025 Administration Générale
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
2.071 Protection et Conservation de la Nature
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social

720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1.026 Administration Générale
2.073 Développement des Ressources Energétiques
2.074 Développement des Ressources en Eau
3.015 Fonds de Développement de l'Eau

726 MINISTERE DES MINES

1.027 Administration Générale
2.075 Développement des ressources minérales
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section
Dotation/Programme

730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

1.028 Administration Générale
2.076 Medias et Communication Publics
2.077 Poste et Nouvelles Technologies

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

2.096 Régulation de la Communication

740 MINIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

1.029 Administration Générale
2.029 Gestion des Biens de l'Etat
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires
2.080 Population
2.081 Aménagement du Territoire

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

1.034 Administration Générale
2.087 Appui au Monde Rural
2.088 Aménagement et Equipement Rural
2.089 Recherche et Formation
3.006 Appui au financement de l'Agriculture

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

1.037 Administration Générale
2.090 Développement des Productions et Industries Animales
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
2.092 Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

2.093 Sécurité Alimentaire

19/09/2024

Liste des dotations/programmes

Section

Dotation/Programme

990 CHARGES COMMUNES

0.003 Provisions pour imprévus
0.004 Dette

ETAT K

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE
LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But – Une Foi

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2025-2027



Juillet 2024

NOTE DE PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2025-2027

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANAES	Agence Nationale d'Accréditation et d'Évaluation de la Santé
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers
CERCAP	Centre d'Études et de Renforcement des capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CRLD	Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSRE	Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollution et des Nuisances
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, deL'Aménagement du territoire et de la Population
ENSup	École Normale Supérieure
FMI	Fonds Monétaire International
IFP	Institut de Formation Professionnelle
IFM	Institut de Formation des Maitres
INSP	Institut National de Santé Publique
INSTAT	Institut National de la Statistique
IOTA	Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté
ONAPUMA	Office National des Pupilles en République du Mali
ORTM	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PARE	Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PREM	Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système Intégré de Gestion des Investissements Publics
SHA	Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) est l'instrument d'articulation entre la planification et la budgétisation et reflète les objectifs prioritaires de développement du pays de même que les stratégies sectorielles en tenant compte des contraintes macro-économiques et financières. Il est revu chaque année par la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) pour tenir compte des réalisations et de l'évolution effective des ressources et des priorités nationales.

Le PTI avec sa première tranche annuelle qui est le Budget Spécial d'Investissement (BSI) constitue un instrument privilégié de mise en œuvre de la politique d'investissements publics et le cadre d'opérationnalisation des orientations des politiques et stratégies de développement.

Le PTI 2025-2027 s'inscrit sur les orientations stratégiques définies dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et son plan d'actions (PARE 2022-2026) et la consolidation des acquis du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 en attendant le nouveau cadre de référence post CREDD et la nouvelle vision à long terme du Mali à l'horizon 2063 en cours de préparation.

Pour rappel, le CREDD qui a constitué le cadre de référence des politiques et stratégies de développement national sur la période 2019-2023, visait principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agit particulièrement : i) de combler le déficit de gouvernance, ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

La mise en œuvre efficiente du PTI/BSI devrait permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat et d'accroître la contribution des investissements publics à la croissance et au développement économique et social.

1. Présentation du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2025-2027

Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable et inclusive à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures de désenclavement intérieur et extérieur (routes, pistes rurales), le développement rural (agriculture, élevage, pêche), la protection de l'environnement, le renforcement des infrastructures énergétiques, la recherche et le développement des ressources pétrolières et minières, les travaux de construction/réhabilitation et d'équipement des bâtiments publics et l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement).

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement 2025- 2027 est de **1375,788 milliards de FCFA** contre **1 277,013 milliards de FCFA** sur la période 2024-2026, soit une augmentation **de 98,775 milliards de FCFA** représentant une variation de **7,73%.**

L'enveloppe du PTI est destinée au financement des projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer sur la période 2025-2027. Au total, il concerne 388 projets/programmes sur la période 2025-2027 contre 393 Projets/programmes pour la période 2024-2026.

Le présent Programme Triennal d'Investissement, 38ème du genre, accorde la priorité au secteur **Infrastructures** avec **40,14**%, suivi respectivement des Secteurs **Economie Rurale** (**28,73**%), **Ressources Humaines** (**16,00**%) et **Secondaire** (**15,13**%).

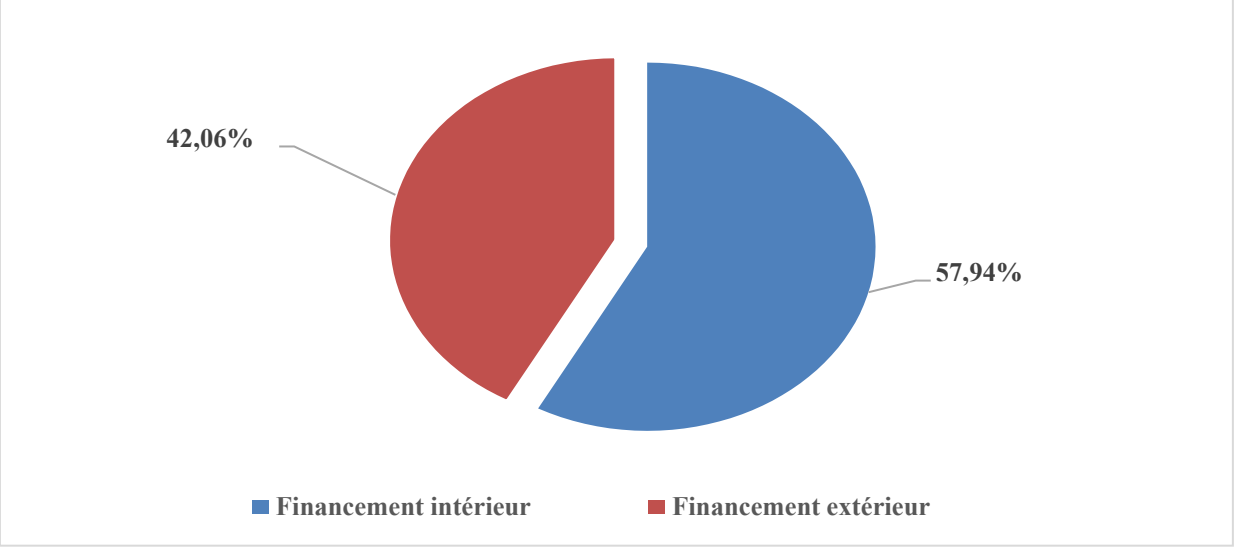
2. Analyse détaillée du PTI 2025-2027

L'enveloppe prévisionnelle du PTI 2025-2027 est de **1375,788 milliards de FCFA**. L'analyse détailléeporte sur les sources de financement ainsi que les secteurs et sous-secteurs de planification.

2.1. Analyse par source de financement

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses proviennent respectivement de l'Intérieur pour **797,098 milliards** de FCFA, soit **57,94 %** et de l'extérieur pour **578,690 milliards** de FCFA, soit **42,06%** (Cf. graphique 1).

Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement



Source : DNPD/données SIGIP 2024

La ventilation du **PTI 2025-2027** par sources de financement et par secteur se présente comme suit (en milliards de F CFA) :

Tableau 1 : Financement par source de financement et par Secteur de planification (en millions F CFA)

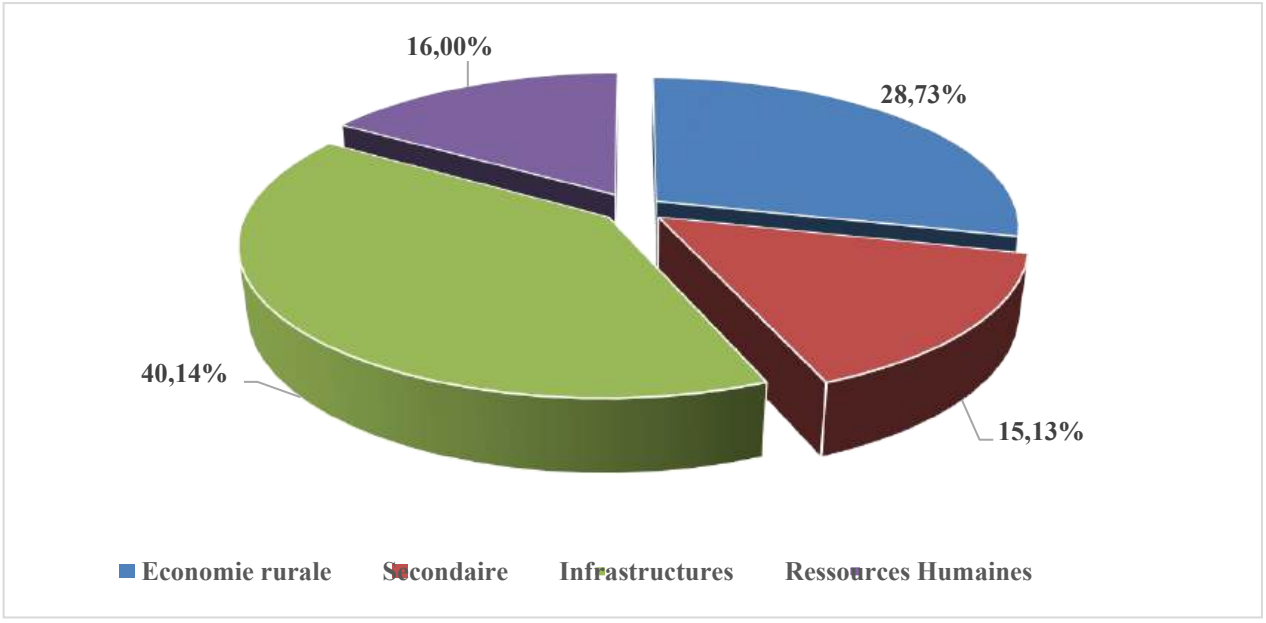
Secteurs	Nbre de Projets	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Economie rurale	71	129 685	16,27%	265 637	45,90%	395 322	28,73%
Secondaire	48	41225	5,17%	166 898	28,84%	208 123	15,13%
Infrastructures	160	427 381	53,62%	124 877	21,58%	552 258	40,14%
Ressources Humaines	109	198 807	24,94%	21 277	3,68%	220 084	16,00%
Total	**388**	**797 098**	**100%**	**578 690**	**100%**	**1 375 788**	**100%**

Source : DNPD/ données SIGIP 2024.

2.2. Analyse par secteur et par sous-secteur de planification

La priorité du PTI 2025-2027 est accordée au secteur des Infrastructures avec **40,14%**, suivi du secteur Economie Rurale **(28,73%)**. Ce choix montre la volonté du Gouvernement à aller vers une transformation structurelle de l'Economie à travers le développement des infrastructures de désenclavement, d'aménagement et d'irrigation afin d'accroître la productivité agricole et d'assurer la Sécurité alimentaire. Ces deux (02) secteurs sont suivis respectivement par les secteurs RessourcesHumaines (**16,00%**) et Secondaire (**15,13%**) (Cf. graphique 2).

Graphique 2 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par secteurs de planification



Source : DNPD/données SIGIP 2024

L'analyse détaillée par secteur et sous-secteur de planification se présente comme suit :

2.2.1. Secteur Economie rurale

Les prévisions du secteur sur la période 2025-2027 sont estimées à **395,322 milliards de FCFA**, **soit 28,73%** de l'enveloppe du PTI 2025-2027 et couvrent 71 Projets/Programmes (P/P). Elles sont constituées des ressources extérieures pour **265,637 milliards de FCFA**, soit **67,20%** et les ressourcesintérieures pour **129,685 milliards de FCFA,** soit **32,80%.**

Au niveau de ce secteur, la priorité est accordée au sous-secteur Agriculture avec **331,663 milliards de FCFA** soit **83,90%.** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Elevage avec **44,165 milliards de FCFA** soit (**11,17%**), Forêts avec **17,894 milliards de FCFA** soit (**4,53%**) et Pêche avec **1,600 milliards de FCFA** soit (**0,40%**) (Cf. **graphique 3)**.

Dans le domaine de l'agriculture, le financement permettra la mise en œuvre des projets d'aménagement et d'irrigation afin d'accroitre la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire, à travers notamment :

- des contrats plans Etat-Offices/Agence de développement rural : Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irriguéde Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB) et Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS) ;
- des projets et programmes d'aménagement, d'équipement hydroagricoles et de mise en valeur : i) des Programmes de Promotion Agro écologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO), de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Selingué Phase II (PDI-BS 2), de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), et ii) des Projets de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séféto (PRSAIP-K/S), d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB) de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), de Développement des Filières Horticoles, N'Débougou (PhaseIV);
- des programmes d'infrastructures économiques dans les régions. Dans les domaines del'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, l'accent sera mis sur les projets tels que :
  - l'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali) et le Développement Durable desExploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali) ;
  - le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM) ;
  - l'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali ;
  - l'Appui au Centre National d'Insémination Artificielle ;

- l'Appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN) ;
- l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et ;

- le Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA). Quant aux questions liées à la gestion des ressources forestières, d'adaptation aux changements climatiques et la reconstitution des écosystèmes, elles sont prises en compte à travers :
- le Projet d'aménagement des parcs, les Programmes de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD -DIN II, de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 3)/Promotion des chaines de valeurs agricoles) ; de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux, ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et le Projet de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants et l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC).

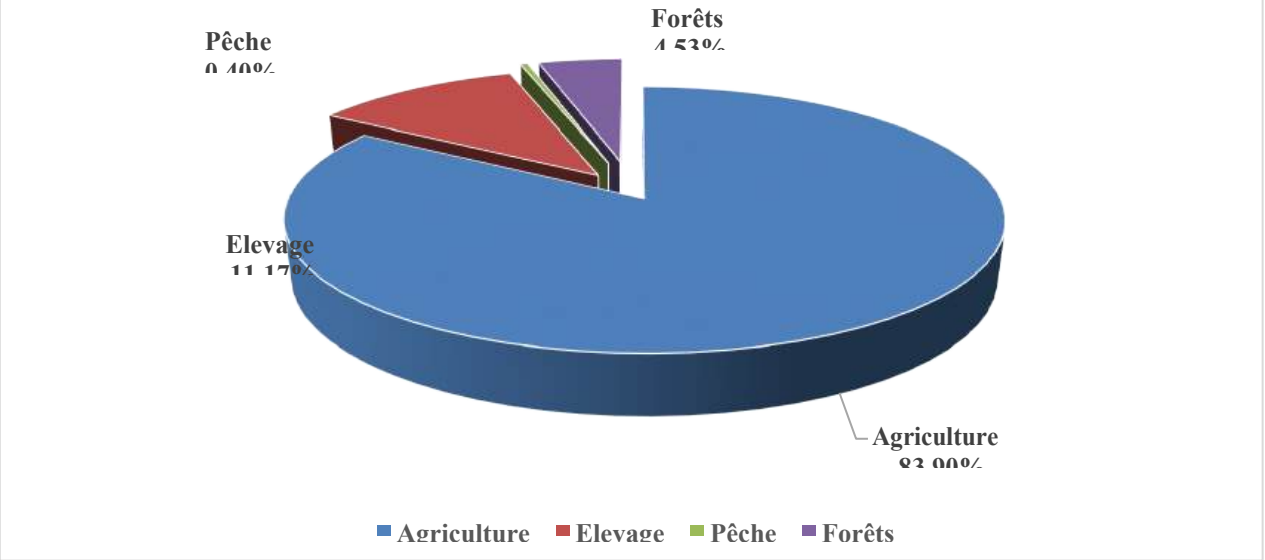
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du SecteurÉconomie Rurale est illustrée dans le tableau 2.

Tableau 2 : Financement par source et par Sous-secteurs du Secteur Economie rurale (en millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture	116 350	89,72	215 313	81,06	331 663	83,90
Elevage	6 535	5,04	37 630	14,17	44 165	11,17
Pêche	1 600	1,23	-	0,00	1 600	0,40
Forêts	5 200	4,01	12 694	4,78	17 894	4,53
Total	**129 685**	**100**	**265 637**	**100**	**395 322**	**100**

Source : DNPD/ données SIGIP 2024.

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteur



Source : DNPD/données SIGIP 2024.

2.2.2. Secteur Secondaire

L'enveloppe prévisionnelle du **Secteur** se chiffre à **208,123 milliards** de FCFA, soit **15,13%** de l'enveloppe du **PTI 2025-2027.** Elle est constituée des ressources extérieures à hauteur de **166,898 milliards de FCFA**, soit **80,19%** et des ressources intérieures pour **41,225 milliards de FCFA,** soit **19,81%.**

Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de 48 projets/programmes.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Eaux avec une enveloppe de **134,774 milliards de FCFA** soit **64,76%.** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Energie avec **62,184 milliards de FCFA** (**29,88%**), Industrie/Artisanat avec **8,865 milliards de FCFA** (**4,26%**) et Mines/Géologie avec **2,300 milliards de FCFA** (**1,11%**).

L'enveloppe du sous-secteur Eaux est destinée à la poursuite des investissements dans le cadre du renforcement des infrastructures d'alimentation en Eau potable et d'accès à l'électricité à travers les projets et programmes tels que :

- l'hydraulique villageoise dans les Régions de Tombouctou et de Gao ;
- le Projet Etudes aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;
- le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales, 3ème Phase (PACTEA) ;
- le Projet Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- le Projet de Protection des berges du fleuve Niger (le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger/ PREFEN).
- le Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- le Projet d'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise ;
- le Projet de Renforcement du Système électrique et d'amélioration de l'accès à l'électricité PRSEAM (Yelen Sira).

Dans le cadre de la promotion des ressources minérales, pétrolières et le développement de l'industrie et de l'artisanat, les investissements porteront sur la mise en œuvre du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieuret extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

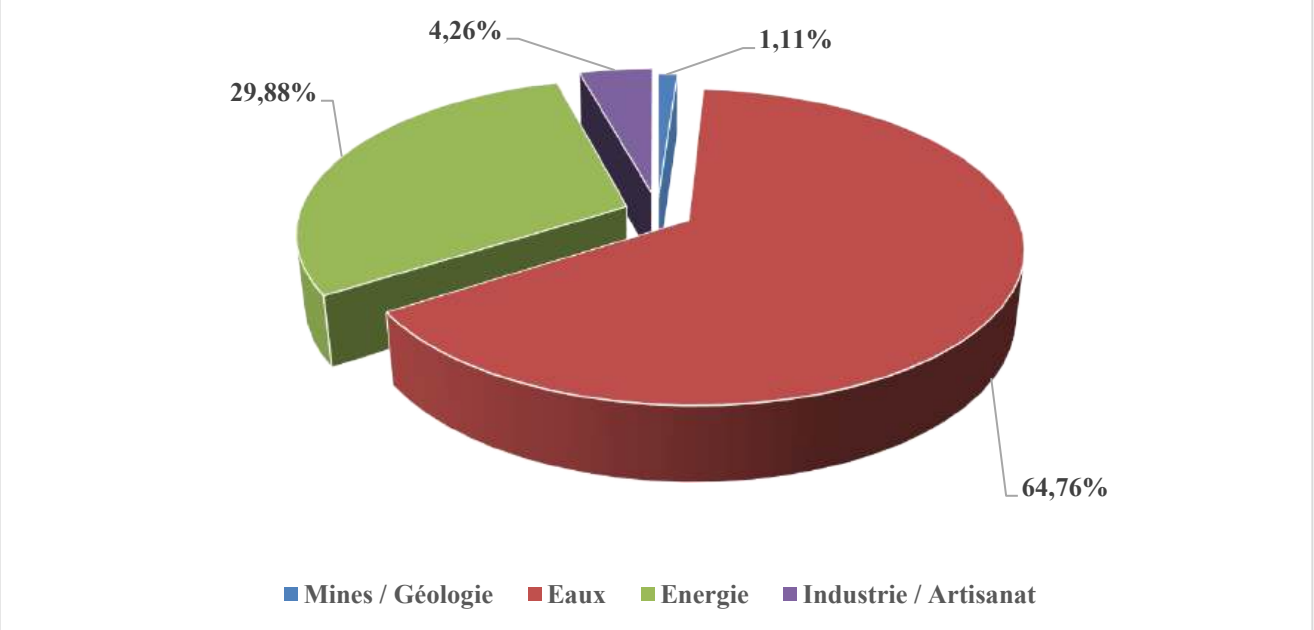
La répartition des ressources par sources de financement entre les différents sous-secteurs du SecteurSecondaire se présente comme suit :

Tableau 3 : Financement par source et Sous-secteur du Secteur Secondaire (en millions FCFA)

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mines / Géologie	2 300	5,58	-	-	2 300	1,11
Eaux	21 970	53,29	112 804	67,59	134 774	64,76
Energie	9 010	21,86	53 174	31,86	62 184	29,88
Industrie / Artisanat	7 945	19,27	920	0,55	8 865	4,26
Tourisme	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**41 225**	**100**	**166 898**	**100**	**208 123**	**100**

Source : DNPD/Données SIGIP 2024

Graphique 4 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification



Source : DNPD/données SIGIP 2024

2.2.3. Secteur Infrastructures

Les prévisions financières du secteur s'élèvent à **552,258 milliards** de **FCFA**, soit **40,14%** de l'enveloppe globale du PTI 2025-2027. Elles sont réparties entre les ressources extérieures pour **124,877 milliards de FCFA**, soit **22,61%** et les ressources intérieures pour **427,381 milliards de FCFA,** soit **77,39%.** Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de 160 projets/programmes.

La priorité du secteur est accordée au sous-secteur Moyens routiers avec **339,047 milliards de FCFA (61,39%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Bâtiments/Equipements avec **184,261 milliards de FCFA** (**33,36%**), Transport/Stockage avec **9,2 milliards de FCFA** (**1,67%**), Urbanisme/Habitat avec **8,85 milliards de FCFA** (**1,60%**), Topo/Cartographie avec une enveloppe de **6,8 milliards de FCFA** (**1,23%**). Les autres sous-secteurs **Aéronautique** /Météo, Moyens fluviaux et Poste/Télécommunication, représentent moins de 1 point de pourcentage. (Cf. **graphique 5)**.

L'enveloppe du sous-secteur Moyens routiers est destinée à la poursuite et au démarrage des projets dedésenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :

- la poursuite des travaux d'entretien et de réparation des pistes de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ;
- la poursuite/finalisation des projets/programmes routiers prioritaires, suivants : Banankoro-Dioro ; Ceinture ouest de Koulikoro (13,6 km) ; Kayes-Sandaré ; Dioila-Massigui-Koualé-Kébila, le Programme d'Urgence Routier (PUR) et le démarrage des travaux du Projet d'élargissement en 2x2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé.

Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail de l'Administration, des chancelleries, et des logements pour diplomates, de la réalisation de logements sociaux, et de l'opérationnalisation des nouvelles régions, les enveloppes concernent :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment la poursuite des travaux de construction et d'équipement de la DFM/MTI, de l'ORTM, des travaux portuaires et d'infrastructures de stockage du Mali.

En matière d'assainissement et de développement urbanistique, les activités porteront essentiellement sur le Projet de pavage des rues dans la ville de Bamako et environs, le programme d'infrastructures économiques dans le District de Bamako, les travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée et des projets d'assainissement.

Par rapport à l'amélioration des réseaux météorologiques et la modernisation de la Poste ainsi que lacartographie/topographie, il sera mis en œuvre par :

- les projets de Pluies provoquées, de la Réhabilitation des réseaux d'observations météorologiques;
- le Contrat Plan Etat-Poste ;
- le Contrat Plan Etat-IGM et les projets de mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, deconfection d'un Cadastre Expédié, de bornage et de développement des zones frontalières.

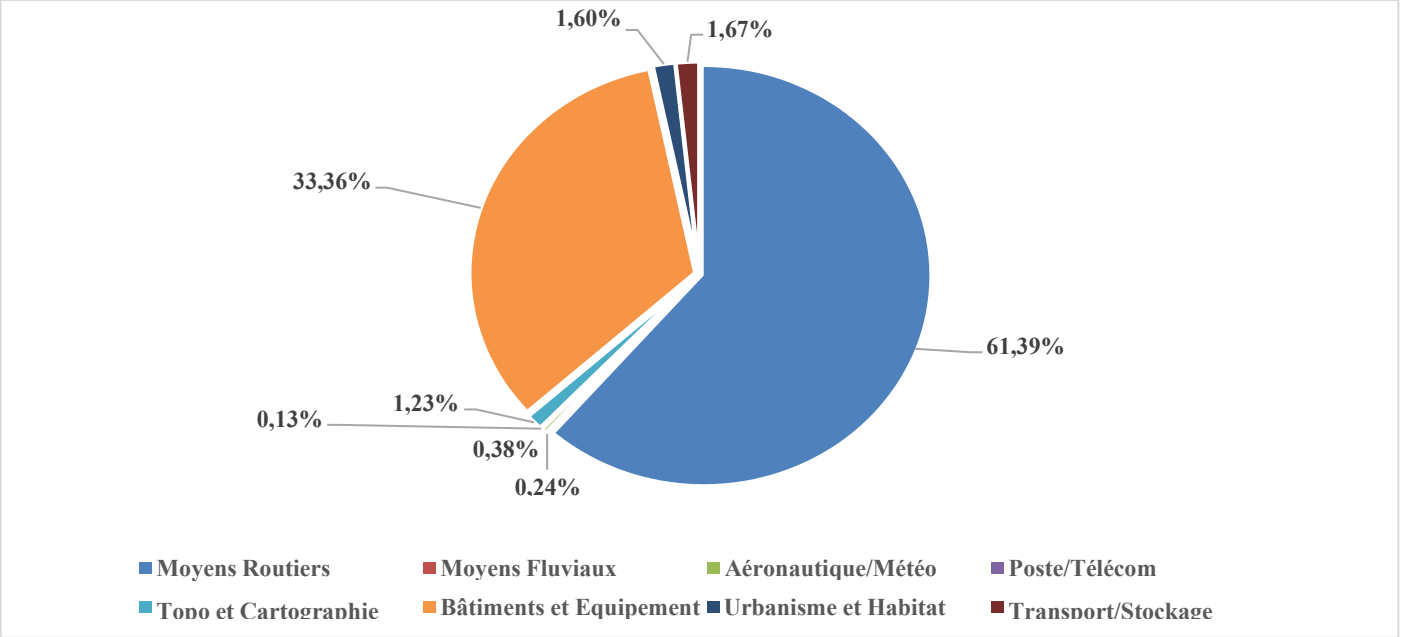
La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurspar source de financement se présente comme suit :

Tableau 4 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Infrastructures (en millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Moyens Routiers	214 170	50,11	124 877	100,00	339 047	61,39
Moyens Fluviaux	1 300	0,30	-	-	1 300	0,24
Aéronautique/Météo	2 100	0,49	-	-	2 100	0,38
Poste/Télécom	700	0,16	-	-	700	0,13
Topo/ Cartographie	6 800	1,59	-	-	6 800	1,23
Bât/Equipement	184 261	43,11	-	-	184 261	33,36
Urbanisme et Habitat	8 850	2,07	-	-	8 850	1,60
Transport/Stockage	9 200	2,15	-	-	9 200	1,67
TOTAL	**427 381**	**100**	**124 877**	**100**	**552 258**	**100**

Source : DNPD/Données SIGIP 2024

Graphique 5 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs



Source : DNPD/données SIGIP 2024

2.2.4. Secteur des Ressources Humaines

L'enveloppe prévisionnelle du Secteur est estimée à **220,084 milliards de FCFA**, soit **16,00%** de l'enveloppe du PTI 2025-2027. Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **21,277 milliards de FCFA**, soit **9,67%** et les ressources intérieures pour **198,807 milliards de FCFA**, soit **90,33%.** Le financement du Secteur concerne la mise en œuvre de 109 Projets/Programmes.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Culture/Art/Sport avec **(37,53%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Santé/Affaires sociales **(16,52%)**, Administration/Plan/Finances **(16,51%)**, Education/Formation **(15,64%),** Emploi/Travail **(10,89%)** et Information **(2,91%) (Cf. graphique 6).**

L'enveloppe du secteur est destinée au développement du capital humain, à la réduction de la pauvreté,au renforcement de la couverture sanitaire, à l'éducation et à la formation professionnelle.

Le domaine de la Santé/Affaires sociales regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, du CNOS, de l'ANTIM, du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Le domaine de l'Education et de la Formation, entièrement financé sur les ressources intérieures, porte sur la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (Amphi, Lycées, IFM, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale) et des grandes écoles (résidence et bloc administratif à l'IPR/IFRA de Katibougou, nouvelle ENSUP), l'Ecole Africaine des Mines et le renforcement des capacités par la formation.

Dans le domaine de la Culture/Art/Sport, les investissements portent sur des actions de renforcement et de développement des infrastructures culturelles et artistiques (CICB, la Maison Africaine de la photographie, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Musée National), des travaux de construction/réhabilitation/équipement des infrastructures sportives (des stades régionaux, du stade de Tombouctou, du Centre Entrainement Sportif Elite de Kabala)et la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ).

Dans le cadre de l'Education et de la formation pour l'employabilité des jeunes, il s'agit principalement des projets tels que : les projets d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat desjeunes ruraux (FIER II), de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP), de constructions des Centres de Formation Professionnelle et le renforcement des infrastructures de communication à travers l'AGETIC, l'ORTM et l'ANCD. Dans le domaine de l'information, on note la poursuite des projets de renforcement des infrastructuresde l'ORTM, AGETIC et de l'ANCD.

Le domaine de l'Administration, Plan et Finances couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, ODHD, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM).

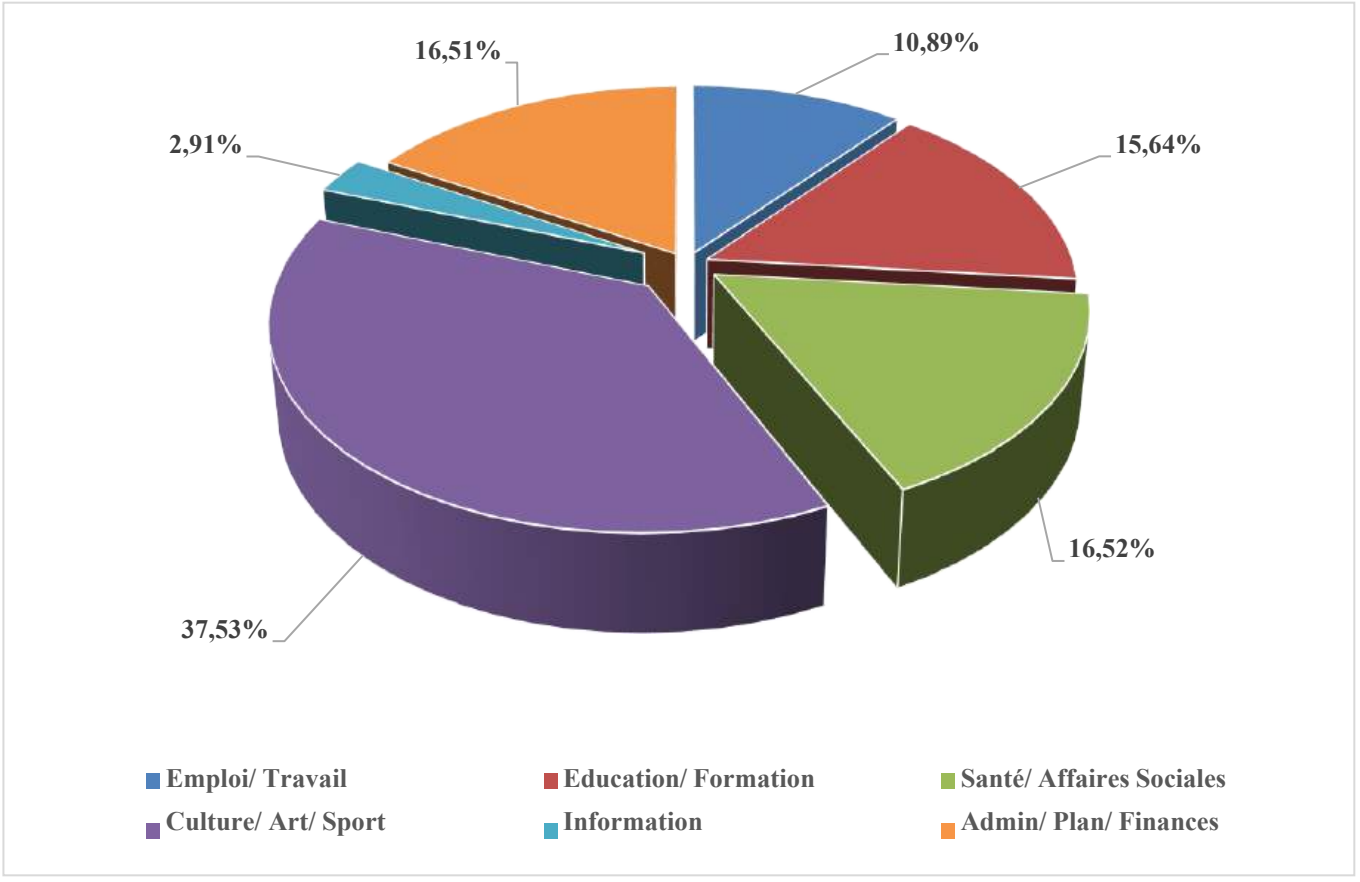
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du SecteurRessources Humaines se présente comme suit :

Tableau 5 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines (en millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Emploi/ Travail	6 700	3,37	17 277	81,20	**23 977**	**10,89**
Education/ Formation	34 425	17,32	-	-	**34 425**	**15,64**
Santé/ Aff Sociales	36 350	18,28	-	-	**36 350**	**16,52**
Culture/ Art/ Sport	82 600	41,55	-	-	**82 600**	**37,53**
Information	6 400	3,22	-	-	**6 400**	**2,91**
Admin/ Plan/ Finances	32 332	16,26	4 000	18,80	**36 332**	**16,51**
TOTAL	**198 807**	**100**	**21 277**	**100**	**220 084**	**100**

Source : DNPD/Données SIGIP 2024

Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs



Source : DNPD/données SIGIP 2024

3. Analyse par Ministère/Institution

Sur une enveloppe prévisionnelle de **1375,788 milliards de FCFA**, le Ministère des Transports et des Infrastructures enregistre la plus importante enveloppe, soit **360,527 milliards de FCFA** avec 42 projets, suivi du Ministère de l'Agriculture avec **229,222 milliards de FCFA** (sans la Ligne Nouveaux Projets)pour 40 projets, le Ministère de l'Energie et de l'Eau avec **198,938 milliards de FCFA** pour 31 projetset le Ministère de la Jeunesse et des Sports avec **79,650 milliards de FCFA** pour 09 projets. Ces quatre(04) Ministères représentent **63,12%** de l'enveloppe globale**.**

La situation de certains Départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Economie et des Finances : **76,925** milliards de FCFA avec 42 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : **53,550** milliards de FCFA avec37 projets ;
- Ministère de l'Elevage et de la Pêche : **48,015** milliards de FCFA avec 15 projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : **39,262** milliards de FCFA avec 22 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projets par ministère /institution est consignée dans letableau en annexe 2.

CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sont des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils permettent de mieux rationaliser la gestion des ressources publiques afin de contribuer au développement économiqueet social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne prend pas en compte toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années. Cette situation est due à certaines contraintes qui affectent la qualité de ladite programmation à savoir, la mauvaise qualité à l'entrée de certains projets/programmes et la faible prévisibilité des financements de certains partenaires techniques et financiers.

Après plusieurs années de mise en œuvre du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements, des résultats satisfaisants ont été enregistrés, notamment l'appui aux secteurs sociaux et porteurs de croissance comme le développement rural, l'énergie, les mines et les infrastructures routières.

En perspective, la mise en œuvre de la budgétisation des investissements en mode AE/CP, le renforcement des capacités des acteurs, le renforcement des fonds d'études et la préparation des projets contribueront davantage à l'amélioration du processus de préparation, de sélection et du suivi des projets/programmes en vue d'une meilleure orientation des actions de l'Etat pour la transformation structurelle de l'économie nationale.

ANNEXES

ANNEXE 1:

Présentation détaillée des Projets par Secteur / Sous-Secteur et par Source de Financement

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	2023	2025	5 100	900	4 900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2023	2025	600	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3434	PROJET EQUIPEMENT SALLE SPORTS KOULOUBA	2025	2026	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2027	1 500	1 300	300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2027	450	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2027	800	400	100	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	2025	2026	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	2024	2025	2 000	2 000	2 000	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				10 700	5 300	7 800	2 300	3 800	2 300	2 300	0	2 300	750	750	3 800	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2027	1 500	650	736	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 500	650	736	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2027	10 500	8 500	25 400	2 500	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	7 500	0	0	0	0	
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	2025	2026	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2026	20 000	4 300	10 575	1 300	4 300	1 300	1 300	0	1 300	1 500	1 500	4 300	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2027	2 600	2 000	7 500	600	2 000	600	600	0	600	800	600	2 000	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2025	1 154	754	2 262	300	754	300	300	0	300	254	200	754	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				34 404	15 704	45 887	4 850	14 704	4 850	4 850	0	4 850	5 054	4 800	14 704	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2027	2 150	600	1 663	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				2 150	600	1 663	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2027	5 200	4 000	8 121	400	4 000	400	400	0	400	1 600	2 000	4 000	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	2024	2027	720	720	240	240	720	240	240	0	240	240	240	720	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	2024	2027	400	300	123	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				6 320	5 020	8 484	740	5 020	740	740	0	740	1 940	2 340	5 020	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2026	1 750	1 125	731	375	1 125	375	0	375	375	375	375	1 125	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2027	1 245	825	659	275	825	275	0	275	275	275	275	825	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				2 995	1 950	1 390	650	1 950	650	0	650	650	650	650	1 950	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2025	1 400	75	75	75	75	75	0	75	75	0	0	75	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 400	75	75	75	75	75	0	75	75	0	0	75	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Information*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	2024	2025	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2026	720	450	630	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	2023	2024	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	2018	2025	82 000	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				84 720	450	630	2 250	2 450	2 250	2 250	0	2 250	200	0	2 450	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2027	1 000	225	435	75	225	75	0	75	75	75	75	225	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 000	225	435	75	225	75	0	75	75	75	75	225	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2026	2 974	1 500	1 955	500	1 500	500	450	50	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2017	2027	1 450	600	1 113	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	2012	2027	2 766	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2026	3 100	800	2 237	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2025	9 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	0	2 500	0	0	2 500	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2025	6 300	800	1 466	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2027	3 051	1 050	2 501	350	1 050	350	250	100	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2027	4 000	1 350	2 725	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2026	4 595	0	0	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2026	4 100	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2025	4 500	900	3 177	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2027	1 500	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2027	15 000	15 000	55 000	800	6 800	800	800	0	800	3 000	3 000	6 800	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2027	19 000	15 000	29 810	4 000	15 000	4 000	4 000	0	4 000	6 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2025	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2026	4 000	4 000	16 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2027	1 453	900	674	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2026	2 700	2 000	6 000	500	2 000	500	500	0	500	1 000	500	2 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2027	1 250	700	696	300	700	300	0	300	300	200	200	700	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2026	14 500	10 000	30 000	1 000	6 000	1 000	1 000	0	1 000	2 500	2 500	6 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				105 839	60 000	157 054	15 150	46 750	15 150	14 700	450	15 150	17 000	14 600	46 750	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2027	1 750	750	1 276	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2026	2 181	0	1 120	400	400	400	350	50	400	0	0	400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 931	750	2 396	650	1 150	650	600	50	650	250	250	1 150	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2024	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2027	1 573	600	1 200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2025	4 261	1 050	350	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2027	4 400	600	200	200	600	200	100	100	200	200	200	600	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2026	1 200	450	379	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2027	1 636	450	1 164	150	450	150	50	100	150	150	150	450	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2027	2 224	750	1 708	250	750	250	0	250	250	250	250	750	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2027	24 000	10 500	13 793	3 500	10 500	3 500	3 400	100	3 500	3 500	3 500	10 500	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2025	1 189	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2027	3 600	1 200	2 988	400	1 200	400	225	175	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2027	2 000	900	1 210	300	900	300	200	100	300	300	300	900	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2027	3 370	1 500	2 513	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2026	1 027	450	702	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2027	8 500	2 700	6 575	900	2 700	900	900	0	900	900	900	2 700	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2027	2 500	550	2 094	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2027	1 240	450	960	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2025	10 878	200	936	200	4 200	4 200	4 000	200	200	0	0	200	4 000	0	0	4 000	BAD
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2024	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2027	1 300	750	784	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2027	875	600	347	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2027	1 000	450	559	150	450	150	80	70	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				77 523	24 600	38 612	8 400	28 800	12 400	10 230	2 170	8 400	8 200	8 200	24 800	4 000	0	0	4 000	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	2015	2027	3 050	2 000	4 000	400	2 000	400	400	0	400	800	800	2 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 050	2 000	4 000	400	2 000	400	400	0	400	800	800	2 000	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2027	10 000	1 800	8 234	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				10 000	1 800	8 234	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2027	3 900	2 500	11 300	500	2 500	500	500	0	500	1 100	900	2 500	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2027	2 750	2 000	10 000	700	2 000	700	700	0	700	800	500	2 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				6 650	4 500	21 300	1 200	4 500	1 200	1 200	0	1 200	1 900	1 400	4 500	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2025	3 549	150	150	150	150	150	0	150	150	0	0	150	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2025	6 545	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2027	6 824	5 000	15 601	500	3 500	500	500	0	500	1 500	1 500	3 500	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2025	2 500	300	572	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	2023	2029	29 363	450	220	150	17 727	1 905	1 855	50	150	150	150	450	1 755	7 857	7 665	17 277	FIDA
TOTAL SOUS-SECTEUR				48 781	6 050	16 693	1 250	21 827	3 005	2 805	200	1 250	1 650	1 650	4 550	1 755	7 857	7 665	17 277	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2015	2019	416	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2027	2 424	2 000	4 342	500	2 000	500	500	0	500	1 000	500	2 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				2 840	2 000	4 342	500	2 000	500	500	0	500	1 000	500	2 000	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2026	1 800	550	300	300	550	300	255	45	300	250	0	550	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 800	550	300	300	550	300	255	45	300	250	0	550	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2027	10 000	2 000	7 897	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2027	5 000	1 600	3 818	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2027	10 000	2 200	6 439	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2027	6 300	1 800	4 857	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 262	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2027	5 000	1 800	2 499	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				40 300	10 500	28 035	3 300	10 500	3 300	3 300	0	3 300	3 600	3 600	10 500	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 262	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				6 000	1 650	3 788	450	1 650	450	450	0	450	600	600	1 650	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE kOULIKORO	2021	2023	9 183	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				11 183	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				2 000	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Topo et Cartographie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2027	3 225	1 200	2 402	400	1 200	400	325	75	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 225	1 200	2 402	400	1 200	400	325	75	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2027	14 235	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2027	13 303	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2027	7 700	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2027	5 500	2 100	700	700	2 100	700	670	30	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2027	6 000	1 500	4 496	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2027	7 125	1 400	8 512	600	1 400	600	600	0	600	400	400	1 400	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2027	7 000	1 600	4 978	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2027	4 000	1 500	9 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2027	4 000	1 500	9 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2027	4 600	1 500	9 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2027	4 000	1 500	9 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2027	4 600	1 500	9 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2027	4 600	1 500	9 265	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2027	8 800	5 000	19 765	500	4 200	500	500	0	500	1 700	2 000	4 200	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2027	4 000	1 500	8 600	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2027	4 000	1 500	8 600	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 262	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	1 263	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 050	550	1 282	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2027	11 100	8 100	24 300	1 000	7 000	1 000	1 000	0	1 000	3 000	3 000	7 000	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2027	5 000	2 500	6 093	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	500	2 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				127 613	38 400	147 304	10 100	36 500	10 100	10 070	30	10 100	13 300	13 100	36 500	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2027	10 000	2 200	600	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				10 000	2 200	600	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2027	1 450	400	1 318	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 450	400	1 318	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	2024	2027	900	850	250	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	2022	2023	250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	2022	2025	300	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 450	1 050	450	450	1 050	450	450	0	450	300	300	1 050	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2027	50 000	150	364	150	36 150	7 150	0	7 150	150	0	0	150	7 000	20 000	9 000	36 000	B.M. BM
TOTAL SOUS-SECTEUR				50 000	150	364	150	36 150	7 150	0	7 150	150	0	0	150	7 000	20 000	9 000	36 000	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2027	2 000	340	100	100	340	100	70	30	100	120	120	340	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2027	22 822	1 200	17 529	600	2 120	946	796	150	600	600	0	1 200	346	300	274	920	PNUD
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2027	4 200	900	1 409	300	900	300	280	20	300	300	300	900	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2027	600	340	100	100	340	100	80	20	100	120	120	340	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2027	2 000	600	1 659	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2027	1 200	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2027	1 300	340	100	100	340	100	100	0	100	120	120	340	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2027	2 500	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2024	1 559	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2027	1 300	900	673	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2027	600	240	80	80	240	80	55	25	80	80	80	240	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				40 081	5 670	21 920	2 050	6 590	2 396	1 881	515	2 050	2 110	1 510	5 670	346	300	274	920	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2027	6 000	4 500	9 000	700	4 500	700	700	0	700	2 000	1 800	4 500	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2027	1 900	1 200	7 000	300	1 200	300	300	0	300	500	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 900	5 700	16 000	1 000	5 700	1 000	1 000	0	1 000	2 500	2 200	5 700	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2027	2 000	358	1 682	120	358	120	120	0	120	119	119	358	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2027	2 170	360	120	120	360	120	30	90	120	120	120	360	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	2023	2027	1 000	700	460	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				5 170	1 418	2 262	540	1 418	540	450	90	540	439	439	1 418	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2027	3 700	2 200	11 000	500	2 200	500	500	0	500	1 000	700	2 200	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2024	2027	300	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 000	2 500	11 100	600	2 500	600	600	0	600	1 100	800	2 500	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2027	17 731	3 500	12 778	1 500	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2026	5 000	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2027	958	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2027	900	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				38 039	4 700	13 278	2 000	4 700	2 000	2 000	0	2 000	1 500	1 200	4 700	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2027	1 400	600	842	200	600	200	125	75	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 400	600	842	200	600	200	125	75	200	200	200	600	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	2024	2024	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2027	2 328	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2025	5 315	200	540	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2027	9 000	3 000	14 000	400	3 000	400	400	0	400	1 600	1 000	3 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2026	7 625	1 900	5 450	1 000	1 900	1 000	1 000	0	1 000	900	0	1 900	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2026	6 000	2 000	2 270	1 000	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	2 000	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2027	10 000	0	13 000	700	3 700	700	700	0	700	2 000	1 000	3 700	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2026	1 700	900	4 400	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2027	5 000	2 500	10 000	700	2 500	700	700	0	700	1 000	800	2 500	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2027	2 400	1 700	1 700	700	1 700	700	700	0	700	700	300	1 700	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2027	3 300	2 500	9 000	600	2 500	600	600	0	600	1 100	800	2 500	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2025	600	450	450	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2027	3 500	2 000	6 000	500	2 000	500	500	0	500	800	700	2 000	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2024	2026	1 000	600	1 200	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				57 768	18 650	68 310	7 150	22 350	7 150	7 150	0	7 150	10 300	4 900	22 350	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2027	9 000	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2025	2 700	0	2 202	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				11 700	1 200	2 602	700	1 500	700	700	0	700	400	400	1 500	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2027	2 000	550	196	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2027	1 100	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2027	1 568	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2024	2027	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	2024	2024	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				5 468	1 750	596	550	1 750	550	550	0	550	600	600	1 750	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2027	2 800	550	1 716	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				2 800	550	1 716	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2027	3 500	700	451	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	2017	2027	1 800	600	488	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2027	3 800	650	296	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2027	600	300	428	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2027	650	400	303	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2025	1 035	500	3 000	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2026	810	500	2 000	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				12 195	3 650	6 966	1 350	3 650	1 350	1 350	0	1 350	1 400	900	3 650	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2026	1 664	250	1 054	150	250	150	0	150	150	100	0	250	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 664	250	1 054	150	250	150	0	150	150	100	0	250	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2027	4 200	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 200	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2025	2025	500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2027	10 000	1 700	630	500	1 700	500	470	30	500	600	600	1 700	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008	2027	5 900	2 000	10 610	300	2 000	300	300	0	300	900	800	2 000	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2027	4 000	2 250	6 650	850	2 250	850	850	0	850	700	700	2 250	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2023	8 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2027	15 780	7 000	20 630	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	2023	2025	11 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2027	25 436	7 000	19 000	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	2023	2024	6 500	0	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	2024	2027	75 000	45 000	90 000	3 500	33 500	3 500	3 500	0	3 500	15 000	15 000	33 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUENZIN COULIBALY	2024	2024	9 000	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	2023	2027	40 000	30 000	50 000	10 000	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	10 000	30 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				212 036	94 950	205 020	16 150	78 450	16 150	16 120	30	16 150	31 200	31 100	78 450	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2027	2 000	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2027	4 050	2 800	8 600	300	2 600	300	300	0	300	1 000	1 300	2 600	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	2022	2027	883	422	1 285	150	422	150	130	20	150	272	0	422	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2027	1 200	600	827	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				8 133	4 422	11 012	1 050	4 222	1 050	1 030	20	1 050	1 872	1 300	4 222	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2024	8 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				8 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2027	2 717	900	1 187	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2026	3 993	2 100	1 971	500	2 100	500	500	0	500	800	800	2 100	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2027	3 776	800	1 162	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2027	4 000	600	1 074	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2027	2 335	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2027	4 815	2 500	7 000	500	2 500	500	500	0	500	1 500	500	2 500	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2027	13 650	500	5 500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2027	30 653	3 000	34 150	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2027	75 000	14 500	86 204	5 000	14 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	4 500	14 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2027	1 400	650	865	150	650	150	150	0	150	250	250	650	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2027	41 000	300	702	100	300	100	100	0	100	200	0	300	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2027	5 000	5 000	20 000	400	3 400	400	400	0	400	1 500	1 500	3 400	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HÔPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2027	1 900	1 200	4 800	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2027	1 300	800	3 200	250	800	250	250	0	250	300	250	800	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2027	1 200	750	3 000	200	750	200	200	0	200	300	250	750	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILIATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2027	2 000	1 000	1 379	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				194 739	35 200	172 394	12 200	33 600	12 200	12 200	0	12 200	11 850	9 550	33 600	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2027	1 213	240	1 093	120	240	120	0	120	120	120	0	240	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2027	5 200	1 200	3 777	400	1 200	400	170	230	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				6 413	1 440	4 870	520	1 440	520	170	350	520	520	400	1 440	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2027	2 104	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2027	4 900	300	144	100	2 350	1 177	1 147	30	100	100	100	300	1 077	973	0	2 050	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2027	1 291	300	100	100	300	100	70	30	100	100	100	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				8 295	900	344	300	2 950	1 377	1 297	80	300	300	300	900	1 077	973	0	2 050	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2027	1 084	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2027	1 892	450	150	150	450	150	120	30	150	150	150	450	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2027	2 075	1 275	6 375	300	1 275	300	300	0	300	500	475	1 275	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				5 051	2 025	6 625	550	2 025	550	500	50	550	750	725	2 025	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2026	1 393	200	100	100	200	100	80	20	100	100	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 393	200	100	100	200	100	80	20	100	100	0	200	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2027	1 099	450	150	150	450	150	125	25	150	150	150	450	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2027	2 405	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2027	1 047	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 551	1 050	350	350	1 050	350	285	65	350	350	350	1 050	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2027	60 700	55 000	113 500	13 464	43 464	13 464	13 364	100	13 464	15 000	15 000	43 464	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2027	15 000	3 000	4 260	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2027	15 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2027	81 300	0	0	0	24 923	7 923	7 923	0	0	0	0	0	7 923	8 500	8 500	24 923	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2024	78 500	0	425	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2025	35 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2025	70 000	0	0	0	3 888	3 888	3 888	0	0	0	0	0	3 888	0	0	3 888	B.A.D BAD
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2025	24 457	0	19 860	1 500	1 500	1 500	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2027	28 187	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2027	98 000	0	78 000	3 011	33 011	3 011	3 011	0	3 011	15 000	15 000	33 011	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2025	20 520	0	0	750	750	750	750	0	750	0	0	750	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTÂ° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	2020	2027	70 400	300	611	100	37 800	7 600	7 600	0	100	100	100	300	7 500	15 000	15 000	37 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2027	199 789	1 800	260	100	18 800	1 100	1 100	0	100	700	1 000	1 800	1 000	8 000	8 000	17 000	BADEA
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2027	37 750	2 250	2 095	750	18 450	4 000	4 000	0	750	750	750	2 250	3 250	12 950	0	16 200	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2027	70 000	0	70 000	7 500	37 500	7 500	7 500	0	7 500	15 000	15 000	37 500	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2025	42 000	750	750	750	750	750	750	0	750	0	0	750	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2025	20 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	2022	2027	34 510	2 000	1 627	1 000	26 666	5 250	5 250	0	1 000	500	500	2 000	4 250	12 208	8 208	24 666	BOAD

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2027	90 000	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	2022	2026	34 510	430	430	430	430	430	430	0	430	0	0	430	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2027	11 000	8 570	5 026	570	8 570	570	570	0	570	4 000	4 000	8 570	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2027	10 080	1 500	6 000	500	2 200	1 200	1 200	0	500	700	300	1 500	700	0	0	700	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2027	25 000	5 000	60 000	370	2 370	370	370	0	370	1 000	1 000	2 370	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	2022	2023	82 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2027	127 000	0	299 000	7 500	27 500	7 500	7 500	0	7 500	10 000	10 000	27 500	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	2024	2025	150	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	2024	2024	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	2025	2027	94 000	94 000	94 000	15 000	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	15 000	45 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 474 973	177 075	756 769	55 220	339 047	83 731	83 631	100	55 220	79 525	79 425	214 170	28 511	56 658	39 708	124 877	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens fluviaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2025	4 918	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	2019	2027	2 179	900	1 350	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 097	1 300	1 750	700	1 300	700	700	0	700	300	300	1 300	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Aéronautique / Météo*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2027	28 609	1 500	14 227	500	1 500	500	450	50	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2027	1 200	600	246	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 809	2 100	14 473	700	2 100	700	650	50	700	700	700	2 100	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Topo et Cartographie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2027	2 800	900	2 153	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				2 800	900	2 153	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2027	1 960	600	1 860	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2025	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	2021	2027	4 000	2 500	12 500	300	2 500	300	300	0	300	1 200	1 000	2 500	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2027	1 200	800	3 200	200	800	200	200	0	200	400	200	800	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2027	3 000	2 500	10 000	380	2 500	380	380	0	380	1 200	920	2 500	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2027	1 600	1 000	4 000	300	1 000	300	300	0	300	400	300	1 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				11 960	7 600	31 760	1 580	7 600	1 580	1 580	0	1 580	3 400	2 620	7 600	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Transport / Stockage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2025	2 900	0	2 900	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2027	2 817	800	5 155	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2027	2 500	2 500	7 500	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2027	7 500	7 500	22 500	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2027	3 500	2 500	7 500	250	2 500	250	250	0	250	1 300	950	2 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				19 217	13 300	45 555	1 350	9 200	1 350	1 350	0	1 350	4 100	3 750	9 200	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2027	1 400	380	924	200	380	200	0	200	200	90	90	380	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 400	380	924	200	380	200	0	200	200	90	90	380	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2024	1 567	0	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2027	7 200	550	150	150	550	150	0	150	150	200	200	550	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2027	6 229	400	100	100	400	100	0	100	100	150	150	400	0	0	0	0	UE
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2027	2 000	700	1 303	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2027	2 300	900	1 585	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2027	3 750	450	2 791	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2027	11 983	500	200	200	500	200	80	120	200	150	150	500	0	0	0	0	
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2027	750	440	463	200	440	200	200	0	200	120	120	440	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2027	1 170	400	200	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2027	3 725	260	100	100	954	394	294	100	100	80	80	260	294	200	200	694	PNUD
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	2024	2030	75 000	600	200	200	12 600	12 200	12 200	0	200	200	200	600	12 000	0	0	12 000	B.M. BM
TOTAL SOUS-SECTEUR				115 674	5 200	7 156	1 900	17 894	14 194	13 224	970	1 900	1 650	1 650	5 200	12 294	200	200	12 694	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2027	3 800	600	200	200	600	200	180	20	200	200	200	600	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2024	9 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2025	7 000	0	0	0	644	0	0	0	0	0	0	0	0	644	0	644	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR				20 500	600	200	200	1 244	200	180	20	200	200	200	600	0	644	0	644	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2023	1 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2027	2 400	0	3 000	600	1 200	600	600	0	600	400	200	1 200	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2027	3 000	0	3 800	200	1 600	200	200	0	200	700	700	1 600	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	2021	2026	14 359	1 000	13 614	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				21 559	1 000	20 414	1 300	3 800	1 300	1 300	0	1 300	1 600	900	3 800	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2027	5 250	1 100	2 383	300	1 100	300	300	0	300	400	400	1 100	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2027	12 000	600	34 731	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2027	5 000	600	4 193	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2027	2 700	900	300	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2027	4 906	600	3 515	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2027	1 900	500	100	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				31 756	4 300	45 222	1 300	4 300	1 300	1 000	300	1 300	1 500	1 500	4 300	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2027	1 100	310	833	100	310	100	30	70	100	100	110	310	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 100	310	833	100	310	100	30	70	100	100	110	310	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2027	3 885	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2027	167 680	5 000	97 241	1 500	88 128	5 500	5 400	100	1 500	2 000	1 500	5 000	4 000	37 405	41 723	83 128	F.I.D.A Multibailleurs
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2027	45 000	7 000	17 957	1 000	7 000	1 000	975	25	1 000	3 000	3 000	7 000	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2027	3 140	850	2 483	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2027	195 754	2 300	2 802	1 000	13 300	12 000	11 000	1 000	1 000	650	650	2 300	11 000	0	0	11 000	Multibailleurs Multibailleurs.
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2027	18 695	300	100	100	400	200	100	100	100	100	100	300	100	0	0	100	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2027	30 114	900	390	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2027	7 800	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2027	65 000	750	1 511	250	4 758	1 850	1 600	250	250	250	250	750	1 600	1 208	1 200	4 008	KfW

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2027	4 096	210	439	50	2 665	550	500	50	50	80	80	210	500	1 955	0	2 455	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2027	16 262	260	6 931	100	3 842	1 827	1 727	100	100	80	80	260	1 727	1 608	247	3 582	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2027	9 587	200	50	50	1 800	1 650	1 600	50	50	75	75	200	1 600	0	0	1 600	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2027	13 222	450	150	150	6 737	3 503	3 483	20	150	150	150	450	3 353	2 934	0	6 287	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT Fonds. Vert. Climat. UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2027	9 195	1 200	200	200	1 200	200	180	20	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	2023	2024	800	0	160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	2024	2027	3 489	350	227	150	350	150	0	150	150	100	100	350	0	0	0	0	
3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	2024	2024	450	0	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				594 169	20 820	131 025	5 450	132 980	29 330	27 235	2 095	5 450	7 935	7 435	20 820	23 880	45 110	43 170	112 160	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2027	1 980	300	100	100	300	100	50	50	100	100	100	300	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2027	30 496	8 000	35 675	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2027	1 734	390	961	150	390	150	0	150	150	120	120	390	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2027	1 500	400	150	150	400	150	0	150	150	125	125	400	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2023	25 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2027	7 800	900	872	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2024	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2023	80 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2027	11 800	1 720	982	600	4 012	2 127	2 127	0	600	560	560	1 720	1 527	765	0	2 292	Fonds Abou Dabi

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2027	46 202	5 000	90 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2025	30 889	0	0	0	164	164	164	0	0	0	0	0	164	0	0	164	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2026	13 800	0	0	0	7 090	2 545	2 545	0	0	0	0	0	2 545	4 545	0	7 090	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2027	75 000	0	0	0	7 457	7 457	7 457	0	0	0	0	0	7 457	0	0	7 457	B.M. BM
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2025	36 623	0	0	0	1 302	1 302	1 302	0	0	0	0	0	1 302	0	0	1 302	BAD/BOAD
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2023	17 214	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2022	2024	750	0	128	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	2023	2028	34 500	0	0	0	9 369	3 303	3 303	0	0	0	0	0	3 303	3 066	3 000	9 369	BOAD Fonds Vert Climat
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	2024	2027	25 500	0	0	0	25 501	3 101	3 101	0	0	0	0	0	3 101	11 029	11 371	25 501	B.M. BM
TOTAL SOUS-SECTEUR				444 988	16 710	128 868	2 600	62 185	21 999	21 619	380	2 600	3 205	3 205	9 010	19 399	19 405	14 371	53 175	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	2023	2026	2 500	1 200	5 000	0	1 200	0	0	0	0	1 200	0	1 200	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2027	3 700	2 500	7 500	250	2 250	250	250	0	250	1 000	1 000	2 250	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				6 200	3 700	12 500	250	3 450	250	250	0	250	2 200	1 000	3 450	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2027	1 800	324	1 508	120	324	120	0	120	120	102	102	324	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 800	324	1 508	120	324	120	0	120	120	102	102	324	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Mines et Géologie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2026	7 000	0	5 284	800	1 400	800	800	0	800	600	0	1 400	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2023	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2027	2 500	900	567	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 500	900	5 851	1 100	2 300	1 100	1 100	0	1 100	900	300	2 300	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2027	250	240	80	80	240	80	80	0	80	80	80	240	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				250	240	80	80	240	80	80	0	80	80	80	240	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2027	3 684	2 000	13 000	200	1 800	200	200	0	200	800	800	1 800	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 684	2 000	13 000	200	1 800	200	200	0	200	800	800	1 800	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Poste / Télécommunication*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2027	3 000	700	3 101	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 000	700	3 101	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2026	4 038	0	3 000	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 038	0	3 000	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Information*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2027	2 750	425	2 118	225	425	225	150	75	225	100	100	425	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2027	8 000	5 000	5 915	2 000	5 000	2 000	1 950	50	2 000	1 500	1 500	5 000	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2025	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				11 500	5 700	8 308	2 500	5 700	2 500	2 375	125	2 500	1 600	1 600	5 700	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Topo et Cartographie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2027	16 500	4 500	12 549	1 500	4 500	1 500	1 400	100	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2025	25 904	200	200	200	200	200	180	20	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				42 404	4 700	12 749	1 700	4 700	1 700	1 580	120	1 700	1 500	1 500	4 700	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2027	8 000	1 300	9 650	200	1 300	200	200	0	200	800	300	1 300	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2027	1 000	550	150	150	550	150	75	75	150	200	200	550	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2027	4 270	550	550	550	550	550	550	0	550	0	0	550	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2027	45 000	15 000	40 935	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2027	6 500	2 000	4 095	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2027	2 700	1 500	7 400	300	1 500	300	300	0	300	700	500	1 500	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2027	3 110	2 000	7 200	500	2 100	500	500	0	500	1 000	600	2 100	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2024	2 000	0	5 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				72 580	22 900	75 280	7 300	23 000	7 300	7 225	75	7 300	8 400	7 300	23 000	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2027	5 707	750	250	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2025	16 948	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2025	380	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	2024	2027	1 900	1 400	400	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				24 935	2 350	850	850	2 350	850	790	60	850	750	750	2 350	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2027	2 745	1 050	1 676	350	1 050	350	310	40	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2027	23 428	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2025	1 250	200	719	200	200	200	180	20	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				27 423	1 700	2 545	700	1 700	700	490	210	700	500	500	1 700	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Information*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2027	600	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				600	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2025	3 230	250	2 154	250	250	250	220	30	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 230	250	2 154	250	250	250	220	30	250	0	0	250	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2027	3 056	600	1 952	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2023	122 467	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2027	5 000	1 050	3 122	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2023	12 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2027	3 233	950	2 407	250	950	250	150	100	250	350	350	950	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2024	6 419	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2023	7 870	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2025	10 500	400	2 725	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2027	3 905	900	2 280	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2023	24 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2024	31 294	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2027	2 800	1 000	2 086	300	1 000	300	250	50	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2027	15 759	2 700	8 100	350	1 750	350	350	0	350	700	700	1 750	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2027	2 450	800	1 853	200	800	200	185	15	200	300	300	800	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2027	2 900	1 050	2 497	250	1 050	250	220	30	250	400	400	1 050	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2027	3 500	1 050	2 493	250	1 050	250	230	20	250	400	400	1 050	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2025	19 015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2027	44 551	2 000	1 358	500	2 000	500	480	20	500	750	750	2 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2026	56 110	0	8 166	0	19 143	12 422	12 422	0	0	0	0	0	12 422	6 721	0	19 143	B.M. BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2027	11 221	2 000	9 800	200	2 000	200	200	0	200	1 000	800	2 000	0	0	0	0	
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2026	57 000	0	0	0	602	602	602	0	0	0	0	0	602	0	0	602	Canada Danemark F.I.D.A FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2027	2 600	1 050	1 538	250	1 050	250	230	20	250	400	400	1 050	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2027	38 000	16 000	26 541	5 000	16 000	5 000	2 300	2 700	5 000	5 500	5 500	16 000	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2027	3 666	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2026	34 107	0	0	0	12 871	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	7 871	0	12 871	KfW
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2023	1 396	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	2020	2027	8 762	0	0	0	5 392	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350	2 037	2 005	5 392	BOAD

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2027	122 193	1 600	2 152	300	1 600	300	250	50	300	650	650	1 600	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2026	8 000	0	7 034	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2027	3 277	0	0	0	1 441	665	665	0	0	0	0	0	665	776	0	1 441	ESPAGNE
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2025	13 445	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2026	12 000	1 000	31 000	300	1 000	300	280	20	300	700	0	1 000	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2027	31 828	1 200	429	300	11 286	5 505	5 475	30	300	450	450	1 200	5 205	3 603	1 278	10 086	F.I.D.A FIDA
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2027	840	600	412	200	600	200	180	20	200	200	200	600	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2027	40 100	6 500	3 818	1 500	37 100	2 500	2 000	500	1 500	2 500	2 500	6 500	1 000	14 000	15 600	30 600	Multibailleurs
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2022	2027	14 000	600	378	200	8 444	3 016	2 916	100	200	200	200	600	2 816	4 194	834	7 844	B.A.D BAD

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	2022	2027	16 000	0	0	0	10 079	4 750	4 750	0	0	0	0	0	4 750	3 852	1 477	10 079	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2027	33 400	0	0	0	19 528	7 415	7 415	0	0	0	0	0	7 415	8 567	3 546	19 528	B.M. BM
3400	PROJET URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PUPSAN)	2024	2025	3 154	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	FAT FAT.
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	2024	2027	13 300	300	177	100	11 045	1 600	25	1 575	100	100	100	300	1 500	4 315	4 930	10 745	BID
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	2024	2024	300	0	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	2023	2027	38 785	0	0	0	32 900	4 628	4 628	0	0	0	0	0	4 628	17 705	10 567	32 900	B.A.D BAD
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	2022	2027	13 058	0	0	0	8 771	3 258	3 258	0	0	0	0	0	3 258	2 907	2 606	8 771	KfW
3417	PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION DE PROXIMITE	2025	2027	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	2023	2027	8 560	0	0	0	6 560	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	4 000	560	6 560	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR				908 531	44 650	122 913	12 700	221 262	65 311	59 691	5 620	12 700	16 700	15 300	44 700	52 611	80 548	43 403	176 562	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Pêche*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2023	7 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2027	4 000	2 700	16 117	200	1 700	200	200	0	200	800	700	1 700	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2026	4 400	2 000	7 994	1 200	2 000	1 200	1 200	0	1 200	800	0	2 000	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2027	2 500	2 500	9 500	100	1 600	100	100	0	100	500	1 000	1 600	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	2022	2023	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	2024	2026	3 300	3 300	6 600	300	2 300	300	300	0	300	1 000	1 000	2 300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				14 550	10 500	40 211	1 800	7 600	1 800	1 800	0	1 800	3 100	2 700	7 600	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2027	1 384	360	966	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 384	360	966	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2027	1 459	550	729	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	2016	2027	13 780	500	421	200	8 921	1 700	1 610	90	200	150	150	500	1 500	3 076	3 845	8 421	BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2027	4 000	1 000	6 010	250	1 000	250	230	20	250	450	300	1 000	0	0	0	0	
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2025	46 923	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M.
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2027	37 528	515	944	175	4 515	4 175	4 055	120	175	170	170	515	4 000	0	0	4 000	B.I.D BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2027	1 050	450	609	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2027	9 000	750	1 062	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2027	47 367	620	494	200	25 829	8 200	8 050	150	200	220	200	620	8 000	10 000	7 209	25 209	B.M. BM

3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	2023	2027	1 000	500	407	250	500	250	210	40	250	250	0	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				162 107	4 885	10 676	1 625	42 515	15 125	14 555	570	1 625	1 840	1 420	4 885	13 500	13 076	11 054	37 630	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Pêche*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2027	2 805	400	200	200	400	200	150	50	200	100	100	400	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2027	14 000	500	134	100	500	100	70	30	100	250	150	500	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2027	1 520	700	779	250	700	250	210	40	250	250	200	700	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				18 325	1 600	1 113	550	1 600	550	430	120	550	600	450	1 600	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2027	3 100	2 500	11 000	350	2 500	350	350	0	350	1 500	650	2 500	0	0	0	0	
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	2024	2027	1 450	1 000	2 000	200	1 000	200	200	0	200	350	450	1 000	0	0	0	0	
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	2024	2027	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	2024	2027	300	300	200	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				5 300	3 900	13 300	850	3 900	850	850	0	850	1 950	1 100	3 900	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	2020	2026	7 000	100	195	100	801	727	627	100	100	0	0	100	627	74	0	701	Italie
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2025	100 300	100 000	100 000	60 000	60 000	60 000	60 000	0	60 000	0	0	60 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				107 300	100 100	100 195	60 100	60 801	60 727	60 627	100	60 100	0	0	60 100	627	74	0	701	
TOTAL GENERAL				5 584 476	840 753	2 672 781	271 045	1 375 788	436 045	411 775	24 270	271 045	274 857	251 196	797 098	165 000	244 845	168 845	578 690	

ANNEXE 2 :

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	2023	2025	5 100	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2023	2025	600	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3434	PROJET EQUIPEMENT SALLE SPORTS KOULOUBA	2025	2026	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				5 850	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	0	1 200	0	0	1 200	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRIMATURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2027	1 500	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
3432	CONSTRUCTION SIEGE CENTRE NATIONAL ALERTE PRECOCE	2025	2026	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	2024	2025	2 000	2 000	2 000	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2027	1 500	1 300	300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2027	800	400	100	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2027	450	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				6 350	4 750	2 850	1 350	3 250	1 350	1 350	0	1 350	950	950	3 250	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2027	10 500	8 500	8 500	2 500	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	7 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				10 500	8 500	8 500	2 500	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	7 500	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	2025	2026	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2027	2 150	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2026	20 000	4 300	1 300	1 300	4 300	1 300	1 300	0	1 300	1 500	1 500	4 300	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2027	2 600	2 000	2 000	600	2 000	600	600	0	600	800	600	2 000	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2025	1 154	754	754	300	754	300	300	0	300	254	200	754	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				25 904	7 654	4 254	2 400	7 654	2 400	2 200	200	2 400	2 754	2 500	7 654	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	2024	2025	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2025	1 400	75	75	75	75	75	0	75	75	0	0	75	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2026	1 750	1 125	375	375	1 125	375	0	375	375	375	375	1 125	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2027	5 200	4 000	4 000	400	4 000	400	400	0	400	1 600	2 000	4 000	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2027	1 245	825	275	275	825	275	0	275	275	275	275	825	0	0	0	0	
3414	REHABILITATION CIGEM	2024	2027	720	720	240	240	720	240	240	0	240	240	240	720	0	0	0	0	
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCUEIL DE MIGRANTS DANS LES REGIONS	2024	2027	400	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				10 865	7 195	5 215	1 615	7 195	1 615	890	725	1 615	2 590	2 990	7 195	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2026	720	450	250	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				720	450	250	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	2023	2024	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	2018	2025	82 000	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				82 000	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2026	1 200	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE OMAP	2012	2027	2 766	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2024	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2027	1 750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2027	1 000	225	75	75	225	75	0	75	75	75	75	225	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2027	2 000	900	300	300	900	300	200	100	300	300	300	900	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2027	3 370	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2027	8 500	2 700	900	900	2 700	900	900	0	900	900	900	2 700	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2026	2 181	0	0	400	400	400	350	50	400	0	0	400	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2027	1 240	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2025	10 878	200	200	200	4 200	4 200	4 000	200	200	0	0	200	4 000	0	0	4 000	BAD
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2025	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2026	4 000	4 000	4 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2027	1 250	700	300	300	700	300	0	300	300	200	200	700	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2026	14 500	10 000	10 000	1 000	6 000	1 000	1 000	0	1 000	2 500	2 500	6 000	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2025	1 189	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2027	2 500	550	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2025	4 500	900	900	900	900	900	900	0	900	0	0	900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2027	15 000	15 000	15 000	800	6 800	800	800	0	800	3 000	3 000	6 800	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2025	9 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	0	2 500	0	0	2 500	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2027	1 500	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2027	19 000	15 000	15 000	4 000	15 000	4 000	4 000	0	4 000	6 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2026	2 974	1 500	500	500	1 500	500	450	50	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2026	3 100	800	400	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2027	4 000	1 350	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2026	4 100	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2026	2 700	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	1 000	500	2 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2027	1 573	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2017	2027	1 450	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2026	1 027	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2027	1 636	450	150	150	450	150	50	100	150	150	150	450	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2027	2 224	750	250	250	750	250	0	250	250	250	250	750	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2027	24 000	10 500	3 500	3 500	10 500	3 500	3 400	100	3 500	3 500	3 500	10 500	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2027	3 051	1 050	350	350	1 050	350	250	100	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2027	3 600	1 200	400	400	1 200	400	225	175	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2027	1 300	750	250	250	750	250	175	75	250	250	250	750	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2027	1 000	450	150	150	450	150	80	70	150	150	150	450	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2027	1 453	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2025	4 261	1 050	350	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2027	4 400	600	200	200	600	200	100	100	200	200	200	600	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2025	6 300	800	800	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2026	4 595	0	0	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2027	875	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2024	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				238 293	85 575	62 625	24 275	76 925	28 275	25 530	2 745	24 275	25 525	23 125	72 925	4 000	0	0	4 000	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2027	10 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ANNEXE MTFPRE	2015	2027	3 050	2 000	2 000	400	2 000	400	400	0	400	800	800	2 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				13 050	3 800	2 600	1 000	3 800	1 000	1 000	0	1 000	1 400	1 400	3 800	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2027	3 900	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 100	900	2 500	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2027	2 750	2 000	2 000	700	2 000	700	700	0	700	800	500	2 000	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2025	2 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2025	3 549	150	150	150	150	150	0	150	150	0	0	150	0	0	0	0	
3406	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIATION APPUI ENTREPRENEURIAT JEUNES RURAUX II (FIER II)	2023	2029	29 363	450	150	150	17 727	1 905	1 855	50	150	150	150	450	1 755	7 857	7 665	17 277	FIDA
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2025	6 545	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2027	6 824	5 000	5 000	500	3 500	500	500	0	500	1 500	1 500	3 500	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2027	2 424	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	1 000	500	2 000	0	0	0	0	
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2015	2019	416	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				58 271	12 550	12 250	2 950	28 327	4 705	4 505	200	2 950	4 550	3 550	11 050	1 755	7 857	7 665	17 277	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2026	1 800	550	300	300	550	300	255	45	300	250	0	550	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 800	550	300	300	550	300	255	45	300	250	0	550	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2027	1 450	400	200	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2027	14 235	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2027	13 303	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2027	7 700	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2027	5 500	2 100	700	700	2 100	700	670	30	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2027	6 000	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2027	7 125	1 400	600	600	1 400	600	600	0	600	400	400	1 400	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2027	7 000	1 600	600	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2027	10 000	2 000	600	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2027	5 000	1 600	600	600	1 600	600	600	0	600	500	500	1 600	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2027	10 000	2 200	600	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2027	6 300	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2027	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2027	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2027	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2027	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2027	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2027	4 600	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2027	8 800	5 000	5 000	500	4 200	500	500	0	500	1 700	2 000	4 200	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2027	10 000	2 200	600	600	2 200	600	600	0	600	800	800	2 200	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2027	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2027	4 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2027	5 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2027	11 100	8 100	8 100	1 000	7 000	1 000	1 000	0	1 000	3 000	3 000	7 000	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2027	5 000	2 500	2 500	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	500	2 500	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2027	3 225	1 200	400	400	1 200	400	325	75	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2027	2 050	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE kOULIKORO	2021	2023	9 183	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				201 771	55 450	36 450	15 350	53 550	15 350	15 045	305	15 350	19 200	19 000	53 550	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE EXTENTION DU SIEGE	2024	2027	900	850	250	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				900	850	250	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	2022	2025	300	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	2022	2023	250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				550	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2027	50 000	150	150	150	36 150	7 150	0	7 150	150	0	0	150	7 000	20 000	9 000	36 000	B.M. BM
TOTAL MINISTERE				50 000	150	150	150	36 150	7 150	0	7 150	150	0	0	150	7 000	20 000	9 000	36 000	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2027	2 000	358	120	120	358	120	120	0	120	119	119	358	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2027	1 900	1 200	1 200	300	1 200	300	300	0	300	500	400	1 200	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2027	22 822	1 200	600	600	2 120	946	796	150	600	600	0	1 200	346	300	274	920	PNUD
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2027	2 500	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2027	6 000	4 500	4 500	700	4 500	700	700	0	700	2 000	1 800	4 500	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2024	1 559	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2027	1 300	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3387	APPUI APEX	2023	2027	1 000	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2027	2 000	340	100	100	340	100	70	30	100	120	120	340	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2027	4 200	900	300	300	900	300	280	20	300	300	300	900	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2027	600	340	100	100	340	100	80	20	100	120	120	340	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2027	1 300	340	100	100	340	100	100	0	100	120	120	340	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2027	2 170	360	120	120	360	120	30	90	120	120	120	360	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2027	2 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2027	1 200	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2027	600	240	80	80	240	80	55	25	80	80	80	240	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				53 151	12 788	8 290	3 590	13 708	3 936	3 331	605	3 590	5 049	4 149	12 788	346	300	274	920	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2027	1 400	600	200	200	600	200	125	75	200	200	200	600	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2027	3 700	2 200	2 200	500	2 200	500	500	0	500	1 000	700	2 200	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2026	5 000	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2027	958	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2027	900	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3410	REHABILITATION SIEGE ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2024	2027	300	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2027	17 731	3 500	1 500	1 500	3 500	1 500	1 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				43 439	7 800	4 500	2 800	7 800	2 800	2 725	75	2 800	2 800	2 200	7 800	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3388	CONSTRUCTION AMPHI 800 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2027	3 500	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	800	700	2 000	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2027	2 328	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2025	5 315	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2027	9 000	3 000	3 000	400	3 000	400	400	0	400	1 600	1 000	3 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2026	7 625	1 900	1 900	1 000	1 900	1 000	1 000	0	1 000	900	0	1 900	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2026	6 000	2 000	2 000	1 000	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	2 000	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2027	10 000	0	0	700	3 700	700	700	0	700	2 000	1 000	3 700	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2026	1 700	900	900	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2027	5 000	2 500	2 500	700	2 500	700	700	0	700	1 000	800	2 500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2027	2 400	1 700	1 700	700	1 700	700	700	0	700	700	300	1 700	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2027	3 300	2 500	2 500	600	2 500	600	600	0	600	1 100	800	2 500	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2025	600	450	450	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	2024	2026	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	
3435	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	2024	2024	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				57 868	18 750	18 150	7 250	22 450	7 250	7 250	0	7 250	10 300	4 900	22 450	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2026	1 664	250	150	150	250	150	0	150	150	100	0	250	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSEE NATIONAL	2017	2027	1 800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2027	3 800	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2027	650	400	100	100	400	100	100	0	100	150	150	400	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2027	2 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2027	3 500	700	200	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2027	1 100	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2027	1 568	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2027	2 800	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2027	600	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2025	1 035	500	500	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2026	810	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	2024	2024	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2027	9 000	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2025	2 700	0	0	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3407	EXTENSION AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2024	2027	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				33 827	7 400	3 100	2 900	7 700	2 900	2 750	150	2 900	2 700	2 100	7 700	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2027	4 000	2 250	850	850	2 250	850	850	0	850	700	700	2 250	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2027	4 200	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2027	10 000	1 700	500	500	1 700	500	470	30	500	600	600	1 700	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008	2027	5 900	2 000	2 000	300	2 000	300	300	0	300	900	800	2 000	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2027	15 780	7 000	7 000	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2027	25 436	7 000	7 000	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	2023	2024	6 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	2024	2027	75 000	45 000	45 000	3 500	33 500	3 500	3 500	0	3 500	15 000	15 000	33 500	0	0	0	0	
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUENZIN COULIBALY	2024	2024	9 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	2023	2027	40 000	30 000	30 000	10 000	30 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	10 000	30 000	0	0	0	0	
3436	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2025	2025	500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2023	8 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	2023	2025	11 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				216 736	96 150	93 150	16 950	79 650	16 950	16 920	30	16 950	31 400	31 300	79 650	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2027	1 213	240	120	120	240	120	0	120	120	120	0	240	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2027	2 000	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2027	2 717	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2026	3 993	2 100	500	500	2 100	500	500	0	500	800	800	2 100	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2027	3 776	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2027	4 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2027	2 335	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2027	4 815	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 500	500	2 500	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2027	13 650	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2027	30 653	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2027	75 000	14 500	14 500	5 000	14 500	5 000	5 000	0	5 000	5 000	4 500	14 500	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2027	1 400	650	150	150	650	150	150	0	150	250	250	650	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2027	5 000	5 000	5 000	400	3 400	400	400	0	400	1 500	1 500	3 400	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2027	1 900	1 200	1 200	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANAES	2022	2027	883	422	422	150	422	150	130	20	150	272	0	422	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILIATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2027	2 000	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2027	4 050	2 800	2 800	300	2 600	300	300	0	300	1 000	1 300	2 600	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2027	1 300	800	800	250	800	250	250	0	250	300	250	800	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2027	1 200	750	750	200	750	200	200	0	200	300	250	750	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2027	1 200	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2027	5 200	1 200	400	400	1 200	400	170	230	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2024	8 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2027	41 000	300	100	100	300	100	100	0	100	200	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				217 840	41 062	34 742	13 770	39 262	13 770	13 400	370	13 770	14 242	11 250	39 262	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2027	2 075	1 275	1 275	300	1 275	300	300	0	300	500	475	1 275	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2026	1 393	200	100	100	200	100	80	20	100	100	0	200	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2027	2 104	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2027	1 047	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2027	1 084	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2027	4 900	300	100	100	2 350	1 177	1 147	30	100	100	100	300	1 077	973	0	2 050	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2027	1 291	300	100	100	300	100	70	30	100	100	100	300	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2027	1 099	450	150	150	450	150	125	25	150	150	150	450	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2027	2 405	300	100	100	300	100	80	20	100	100	100	300	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2027	1 892	450	150	150	450	150	120	30	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				19 290	4 175	2 275	1 300	6 225	2 377	2 162	215	1 300	1 500	1 375	4 175	1 077	973	0	2 050	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2027	1 400	380	200	200	380	200	0	200	200	90	90	380	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2025	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2027	60 700	55 000	55 000	13 464	43 464	13 464	13 364	100	13 464	15 000	15 000	43 464	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2027	15 000	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2027	1 960	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2027	15 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2027	81 300	0	0	0	24 923	7 923	7 923	0	0	0	0	0	7 923	8 500	8 500	24 923	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2024	78 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2025	35 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2025	70 000	0	0	0	3 888	3 888	3 888	0	0	0	0	0	3 888	0	0	3 888	B.A.D BAD
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2025	24 457	0	0	1 500	1 500	1 500	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2027	28 187	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2027	2 800	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2027	98 000	0	0	3 011	33 011	3 011	3 011	0	3 011	15 000	15 000	33 011	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2025	20 520	0	0	750	750	750	750	0	750	0	0	750	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE II SECTÂ° BOUREM TARKINT ANEFIS KIDAL	2020	2027	70 400	300	100	100	37 800	7 600	7 600	0	100	100	100	300	7 500	15 000	15 000	37 500	BAD UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2027	199 789	1 800	100	100	18 800	1 100	1 100	0	100	700	1 000	1 800	1 000	8 000	8 000	17 000	BADEA
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2027	37 750	2 250	750	750	18 450	4 000	4 000	0	750	750	750	2 250	3 250	12 950	0	16 200	BOAD

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2027	70 000	0	0	7 500	37 500	7 500	7 500	0	7 500	15 000	15 000	37 500	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2027	1 200	800	800	200	800	200	200	0	200	400	200	800	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2025	42 000	750	750	750	750	750	750	0	750	0	0	750	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2025	20 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	2022	2027	34 510	2 000	1 000	1 000	26 666	5 250	5 250	0	1 000	500	500	2 000	4 250	12 208	8 208	24 666	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2027	3 000	2 500	2 500	380	2 500	380	380	0	380	1 200	920	2 500	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2027	1 600	1 000	1 000	300	1 000	300	300	0	300	400	300	1 000	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2027	90 000	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGA MANANTALI (92KM)	2022	2026	34 510	430	430	430	430	430	430	0	430	0	0	430	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2027	11 000	8 570	570	570	8 570	570	570	0	570	4 000	4 000	8 570	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2027	10 080	1 500	1 500	500	2 200	1 200	1 200	0	500	700	300	1 500	700	0	0	700	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2027	25 000	5 000	5 000	370	2 370	370	370	0	370	1 000	1 000	2 370	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2027	127 000	0	0	7 500	27 500	7 500	7 500	0	7 500	10 000	10 000	27 500	0	0	0	0	
3415	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE BOUGOUNI MANANKORO	2024	2025	150	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3431	PROJET ELARGISSEMENT 2X2 VOIES ROUTE BKO KOULOUBA KATI BRETELLE POINT G & SAME	2025	2027	94 000	94 000	94 000	15 000	45 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	15 000	45 000	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2025	4 918	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2027	28 609	1 500	500	500	1 500	500	450	50	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2025	2 900	0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2027	2 817	800	800	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2027	1 200	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAF	2019	2027	2 179	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DGT	2021	2027	4 000	2 500	2 500	300	2 500	300	300	0	300	1 200	1 000	2 500	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2027	2 500	2 500	2 500	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2027	7 500	7 500	7 500	500	4 500	500	500	0	500	2 000	2 000	4 500	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2027	3 500	2 500	2 500	250	2 500	250	250	0	250	1 300	950	2 500	0	0	0	0	
3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	2024	2024	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	2022	2023	82 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 547 256	202 655	183 525	60 050	360 527	88 561	88 211	350	60 050	88 415	87 185	235 650	28 511	56 658	39 708	124 877	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2027	1 100	310	100	100	310	100	30	70	100	100	110	310	0	0	0	0	
3416	PROJET RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES (PRTD)	2024	2030	75 000	600	200	200	12 600	12 200	12 200	0	200	200	200	600	12 000	0	0	12 000	B.M. BM
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2027	5 250	1 100	300	300	1 100	300	300	0	300	400	400	1 100	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2027	12 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2027	5 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2027	2 700	900	300	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2027	4 906	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2027	3 000	0	0	200	1 600	200	200	0	200	700	700	1 600	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2027	1 900	500	100	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2027	3 800	600	200	200	600	200	180	20	200	200	200	600	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2024	9 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2027	2 400	0	0	600	1 200	600	600	0	600	400	200	1 200	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2024	1 567	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2027	7 200	550	150	150	550	150	0	150	150	200	200	550	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2027	6 229	400	100	100	400	100	0	100	100	150	150	400	0	0	0	0	UE
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2027	2 000	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2027	3 750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2027	11 983	500	200	200	500	200	80	120	200	150	150	500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2027	750	440	200	200	440	200	200	0	200	120	120	440	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2027	1 170	400	200	200	400	200	0	200	200	100	100	400	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DGEF	2021	2026	14 359	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2027	3 725	260	100	100	954	394	294	100	100	80	80	260	294	200	200	694	PNUD
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2027	2 300	900	300	300	900	300	0	300	300	300	300	900	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2023	1 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2025	7 000	0	0	0	644	0	0	0	0	0	0	0	0	644	0	644	KfW
TOTAL MINISTERE				190 589	11 410	4 000	4 800	27 548	17 094	15 734	1 360	4 800	5 050	4 360	14 210	12 294	844	200	13 338	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2027	1 800	324	120	120	324	120	0	120	120	102	102	324	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2024	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2027	1 980	300	100	100	300	100	50	50	100	100	100	300	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2027	30 496	8 000	8 000	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2027	1 734	390	150	150	390	150	0	150	150	120	120	390	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2027	1 500	400	150	150	400	150	0	150	150	125	125	400	0	0	0	0	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2027	7 800	900	300	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2027	11 800	1 720	600	600	4 012	2 127	2 127	0	600	560	560	1 720	1 527	765	0	2 292	Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2027	46 202	5 000	5 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2025	30 889	0	0	0	164	164	164	0	0	0	0	0	164	0	0	164	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2026	13 800	0	0	0	7 090	2 545	2 545	0	0	0	0	0	2 545	4 545	0	7 090	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2027	75 000	0	0	0	7 457	7 457	7 457	0	0	0	0	0	7 457	0	0	7 457	B.M. BM
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2025	36 623	0	0	0	1 302	1 302	1 302	0	0	0	0	0	1 302	0	0	1 302	BAD/BOAD
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2022	2024	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3362	PROJET DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES ET REASEAUX ELECTRIQUES DANS 50 LOCALITES RURALES AU MALI	2023	2028	34 500	0	0	0	9 369	3 303	3 303	0	0	0	0	0	3 303	3 066	3 000	9 369	BOAD Fonds Vert Climat
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	2023	2026	2 500	1 200	0	0	1 200	0	0	0	0	1 200	0	1 200	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2027	3 700	2 500	2 500	250	2 250	250	250	0	250	1 000	1 000	2 250	0	0	0	0	
3439	PROJET RENFORCEMENT SYSTEME ELECTRIQUE AMELIORATION	2024	2027	25 500	0	0	0	25 501	3 101	3 101	0	0	0	0	0	3 101	11 029	11 371	25 501	B.M. BM

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2027	3 885	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2027	167 680	5 000	5 000	1 500	88 128	5 500	5 400	100	1 500	2 000	1 500	5 000	4 000	37 405	41 723	83 128	F.I.D.A Multibailleurs
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2027	45 000	7 000	1 000	1 000	7 000	1 000	975	25	1 000	3 000	3 000	7 000	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2027	3 140	850	250	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2027	195 754	2 300	1 000	1 000	13 300	12 000	11 000	1 000	1 000	650	650	2 300	11 000	0	0	11 000	Multibailleurs Multibailleurs .
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2027	18 695	300	100	100	400	200	100	100	100	100	100	300	100	0	0	100	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2027	30 114	900	300	300	900	300	270	30	300	300	300	900	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2027	7 800	600	200	200	600	200	0	200	200	200	200	600	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2027	65 000	750	250	250	4 758	1 850	1 600	250	250	250	250	750	1 600	1 208	1 200	4 008	KfW

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2027	4 096	210	50	50	2 665	550	500	50	50	80	80	210	500	1 955	0	2 455	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2027	16 262	260	100	100	3 842	1 827	1 727	100	100	80	80	260	1 727	1 608	247	3 582	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2027	9 587	200	50	50	1 800	1 650	1 600	50	50	75	75	200	1 600	0	0	1 600	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2027	13 222	450	150	150	6 737	3 503	3 483	20	150	150	150	450	3 353	2 934	0	6 287	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT Fonds. Vert. Climat. UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2027	9 195	1 200	200	200	1 200	200	180	20	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	2023	2024	800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3405	PROJET APPUI APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET A LA COVID-19 DANS LA REGION DE KAYES ET LE CERCLE DE KATI DANS LA REGION DE KOULIKORO	2024	2027	3 489	350	150	150	350	150	0	150	150	100	100	350	0	0	0	0	
3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	2024	2024	450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2023	25 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2023	80 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2023	17 214	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 047 157	41 554	25 870	8 420	198 939	51 699	49 104	2 595	8 420	13 442	11 742	33 604	43 279	64 515	57 541	165 335	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2027	3 684	2 000	2 000	200	1 800	200	200	0	200	800	800	1 800	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2027	250	240	80	80	240	80	80	0	80	80	80	240	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2026	7 000	0	0	800	1 400	800	800	0	800	600	0	1 400	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2027	2 500	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2023	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				33 434	3 140	2 380	1 380	4 340	1 380	1 380	0	1 380	1 780	1 180	4 340	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2026	4 038	0	0	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2027	2 750	425	225	225	425	225	150	75	225	100	100	425	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2027	8 000	5 000	2 000	2 000	5 000	2 000	1 950	50	2 000	1 500	1 500	5 000	0	0	0	0	
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2027	3 000	700	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2025	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				18 538	6 400	2 800	3 200	7 300	3 200	3 075	125	3 200	2 300	1 800	7 300	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2027	1 000	550	150	150	550	150	75	75	150	200	200	550	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2027	16 500	4 500	1 500	1 500	4 500	1 500	1 400	100	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2027	3 110	2 000	2 000	500	2 100	500	500	0	500	1 000	600	2 100	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2024	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2025	380	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3420	PROJET PAVAGE RUE DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	2024	2027	1 900	1 400	400	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2027	4 270	550	550	550	550	550	550	0	550	0	0	550	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2027	6 500	2 000	600	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2027	8 000	1 300	1 300	200	1 300	200	200	0	200	800	300	1 300	0	0	0	0	

MINISTERE	*MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2027	2 700	1 500	1 500	300	1 500	300	300	0	300	700	500	1 500	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2025	16 948	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2025	25 904	200	200	200	200	200	180	20	200	0	0	200	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2027	5 707	750	250	250	750	250	230	20	250	250	250	750	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2027	45 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2027	600	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2027	2 745	1 050	350	350	1 050	350	310	40	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2027	23 428	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2025	1 250	200	200	200	200	200	180	20	200	0	0	200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2025	3 230	250	250	250	250	250	220	30	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				171 172	32 450	14 750	10 950	32 550	10 950	10 455	495	10 950	11 350	10 250	32 550	0	0	0	0	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2027	1 384	360	120	120	360	120	0	120	120	120	120	360	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2027	5 000	1 050	350	350	1 050	350	0	350	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2025	10 500	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2026	57 000	0	0	0	602	602	602	0	0	0	0	0	602	0	0	602	Canada Danemark F.I.D.A FIDA
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2027	4 000	2 700	2 700	200	1 700	200	200	0	200	800	700	1 700	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2026	4 400	2 000	2 000	1 200	2 000	1 200	1 200	0	1 200	800	0	2 000	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2027	2 500	2 500	2 500	100	1 600	100	100	0	100	500	1 000	1 600	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTION INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2027	31 828	1 200	300	300	11 286	5 505	5 475	30	300	450	450	1 200	5 205	3 603	1 278	10 086	F.I.D.A FIDA
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Peri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2022	2027	14 000	600	200	200	8 444	3 016	2 916	100	200	200	200	600	2 816	4 194	834	7 844	B.A.D BAD

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2024	31 294	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2027	2 450	800	200	200	800	200	185	15	200	300	300	800	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2027	2 900	1 050	250	250	1 050	250	220	30	250	400	400	1 050	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2027	11 221	2 000	2 000	200	2 000	200	200	0	200	1 000	800	2 000	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2027	122 193	1 600	300	300	1 600	300	250	50	300	650	650	1 600	0	0	0	0	
3403	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT FILIERE SOJA	2024	2024	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3413	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURES AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	2022	2027	13 058	0	0	0	8 771	3 258	3 258	0	0	0	0	0	3 258	2 907	2 606	8 771	KfW
3417	PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION DE PROXIMITE	2025	2027	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2027	3 056	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2027	3 233	950	250	250	950	250	150	100	250	350	350	950	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2027	3 905	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2027	2 800	1 000	300	300	1 000	300	250	50	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2027	15 759	2 700	2 700	350	1 750	350	350	0	350	700	700	1 750	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2027	3 500	1 050	250	250	1 050	250	230	20	250	400	400	1 050	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2025	19 015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2027	44 551	2 000	500	500	2 000	500	480	20	500	750	750	2 000	0	0	0	0	
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2026	56 110	0	0	0	19 143	12 422	12 422	0	0	0	0	0	12 422	6 721	0	19 143	B.M. BM
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2027	2 600	1 050	250	250	1 050	250	230	20	250	400	400	1 050	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2027	38 000	16 000	5 000	5 000	16 000	5 000	2 300	2 700	5 000	5 500	5 500	16 000	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2027	3 666	100	100	100	100	100	80	20	100	0	0	100	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2026	34 107	0	0	0	12 871	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	7 871	0	12 871	KfW
3200	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU	2020	2027	8 762	0	0	0	5 392	1 350	1 350	0	0	0	0	0	1 350	2 037	2 005	5 392	BOAD
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2026	8 000	0	0	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2027	3 277	0	0	0	1 441	665	665	0	0	0	0	0	665	776	0	1 441	ESPAGNE
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2026	12 000	1 000	1 000	300	1 000	300	280	20	300	700	0	1 000	0	0	0	0	
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2027	840	600	200	200	600	200	180	20	200	200	200	600	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2027	40 100	6 500	1 500	1 500	37 100	2 500	2 000	500	1 500	2 500	2 500	6 500	1 000	14 000	15 600	30 600	Multibailleurs

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3391	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	2022	2027	16 000	0	0	0	10 079	4 750	4 750	0	0	0	0	0	4 750	3 852	1 477	10 079	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2027	33 400	0	0	0	19 528	7 415	7 415	0	0	0	0	0	7 415	8 567	3 546	19 528	B.M. BM
3400	PROJET URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE (PUPSAN)	2024	2025	3 154	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	FAT FAT.
3401	PROJET RENF. SECURITE ALIMENTAIRE IRRIGATION PROXIMITE KAARTA SEFETO	2024	2027	13 300	300	100	100	11 045	1 600	25	1 575	100	100	100	300	1 500	4 315	4 930	10 745	BID
3411	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB)	2023	2027	38 785	0	0	0	32 900	4 628	4 628	0	0	0	0	0	4 628	17 705	10 567	32 900	B.A.D BAD
3428	PROGRAMME PROMOTION AGROECOLOGIQUE IRRIGATION DE PROXIMITE (PAE-IPRO)	2023	2027	8 560	0	0	0	6 560	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	4 000	560	6 560	KfW
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2024	6 419	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3402	CONSTRUCTION SIEGE IER	2024	2026	3 300	3 300	3 300	300	2 300	300	300	0	300	1 000	1 000	2 300	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2023	122 467	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2023	12 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2023	7 870	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2023	24 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2023	7 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2023	1 396	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2025	13 445	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	2022	2023	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				932 173	55 510	27 670	14 620	229 222	67 231	61 491	5 740	14 620	19 920	18 120	52 660	52 611	80 548	43 403	176 562	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM) VOLET AQUACULTURE ET AVICULTURE	2016	2027	13 780	500	200	200	8 921	1 700	1 610	90	200	150	150	500	1 500	3 076	3 845	8 421	BID
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2025	46 923	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	B.M.
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2027	37 528	515	175	175	4 515	4 175	4 055	120	175	170	170	515	4 000	0	0	4 000	B.I.D BID
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2027	3 100	2 500	2 500	350	2 500	350	350	0	350	1 500	650	2 500	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2027	47 367	620	200	200	25 829	8 200	8 050	150	200	220	200	620	8 000	10 000	7 209	25 209	B.M. BM
3422	PROJET REHABILITATION INSPECTION ELEVAGE	2024	2027	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2027	4 000	1 000	1 000	250	1 000	250	230	20	250	450	300	1 000	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2027	9 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	

3368	PROJET APPUI CONSERVATION DIFFUSION BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES/ ZONE SUD DU MALI	2023	2027	1 000	500	250	250	500	250	210	40	250	250	0	500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3404	PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION PRATIQUE EN ELEVAGE (CFPE)	2024	2027	1 450	1 000	1 000	200	1 000	200	200	0	200	350	450	1 000	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2027	2 805	400	200	200	400	200	150	50	200	100	100	400	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2027	14 000	500	100	100	500	100	70	30	100	250	150	500	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMENT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2027	1 520	700	250	250	700	250	210	40	250	250	200	700	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2027	1 459	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2027	1 050	450	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
3423	REHABILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	2024	2027	300	300	200	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				185 732	10 385	6 725	3 025	48 015	16 525	15 835	690	3 025	4 390	2 970	10 385	13 500	13 076	11 054	37 630	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	2020	2026	7 000	100	100	100	801	727	627	100	100	0	0	100	627	74	0	701	Italie
TOTAL MINISTERE				7 000	100	100	100	801	727	627	100	100	0	0	100	627	74	0	701	

PTI 2025 - 2027

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CHARGES COMMUNES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DÉPENSES 2025			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2025	2025	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2025	2026	2027	Total	2025	2026	2027	Total	Sources
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2025	100 300	100 000	100 000	60 000	60 000	60 000	60 000	0	60 000	0	0	60 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				100 300	100 000	100 000	60 000	60 000	60 000	60 000	0	60 000	0	0	60 000	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES				5 584 476	840 753	669 271	271 045	1 375 788	436 045	411 775	24 270	271 045	274 857	251 196	797 098	165 000	244 845	168 845	578 690	

ETAT L

RESTES A PAYER

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX RESTES A PAYER 2024 DE L'ETAT ET DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENTS (AE/CP) 2025-2027

Août 2024

SIGLES ET ABREVIATIONS

AE/CP	Autorisation d'Engagement/Crédit de Paiement
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale
ANADEB	Agence Nationale du Développement des Biocarburants
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CM	Conseil des Ministres
CNOS	Centre National d'Odonto-Stomatologie
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNCF	Direction Nationale du Contrôle Financier
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTTMF	Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
FMI	Fonds Monétaire International
FSEG	Faculté des Sciences Economique et de Gestion
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPR/ IFRA	Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PREM	Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système Intégrée de Gestion des Investissements Publics
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

En vue d'améliorer et d'harmoniser les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, l'UEMOA a pris la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA portant loi de Finances. Cette directive a été transposée dans la règlementation nationale du Mali à travers la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de Finances. A cet effet, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement (AE/CP) dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat à partir de 2018.

Elle introduit plusieurs innovations dans la préparation, l'exécution et le suivi des lois de finances, dont la programmation pluriannuelle des dépenses. L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP, lors de la budgétisation et de l'exécution des dépenses d'investissement. Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire des investissements.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer durant l'année (pour les dépenses d'investissement) et l'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

Ainsi, l'année 2025 marque la huitième année de préparation et d'exécution du Budget d'Etat en mode programmes.

I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNEXE BUDGETAIRE DES ENGAGEMENTS

1. Définitions des concepts

Aux termes de l'article 16 de la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, les crédits ouverts par la loi de finances sont constitués :

- de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;
- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement, pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics privés.

Les concepts ci-après sont définis comme suit :

- les Autorisations d'Engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Pour les opérations d'investissement directement exécutée par l'État, l'AE couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction (**Article 17**) ;
- les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice (**Article 18**).

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduit par le fait qu'aucun crédit ne peut être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

2. Méthode de calcul des Restes à payer 2024 de l'Etat et de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2025-2027

2.1. Méthode de calcul des Restes à payer 2024 de l'Etat

Les restes à payer 2024 au titre des Engagements de l'Etat ont été calculés pour les projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution ayant fait l'objet de marchés (devant se poursuivre au-delà de 2024), comme suit :

Reste à payer = Restes à payer 2023 **+** AE consommées 2024 - CP engagés 2024.

2.2. Modalités de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2025-2027

Le principe de la programmation/budgétisation des dépenses investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **La programmation des projets de marchés pluriannuels**

La budgétisation se fait en mode AE différent des CP (AE ≠ CP) pour les contrats (marchés pluriannuels) sur financement du Budget National.

AE = Montant total du marché

L'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer au cours de l'année.

CP = Dotations pluriannuelles pour couvrir l'AE

L'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

- **La programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat Plans et des projets de souveraineté[1]**

La budgétisation des Contreparties des Projets/Programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et des Contrats de performance (Contrat plan) entre l'Etat et les Organismes personnalisés se fait, pour l'instant, en mode AE égal au CP (AE = CP) sur la base des dotations annuelles (pour des questions de prudence et de gestion du niveau de consommation des crédits).

Aussi, la budgétisation des Projets/Programmes de souveraineté se fait en AE = CP sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2025-2027 a été élaborée sur la base des informations issues des rapports de la 24ème Revue des Projets/Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2023 et des projets du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2025-2027 et du Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2025.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2024 en financement intérieur et extérieur ;
- la programmation des AE-CP des Projets/Programmes d'investissement public sur la période 2025-2027.

Au cours des travaux d'élaboration de l'Annexe AE/CP, les Projets/Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile) et des Institutions en exécution en 2024 et ceux se poursuivant ou devant démarrer à partir de 2025 ont été passés en revue.

II. PRESENTATION DE L'ANNEXE AE/CP 2025-2027

Les Autorisations d'Engagement (AE) concernent uniquement les dépenses du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement intérieur, du fait que l'exécution des Crédits de Paiement (CP) relatifs au financement extérieur s'effectue suivant les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

1. Situation des Restes à payer 2024

Le montant total des restes à payer sur les engagements de l'Etat dans le cadre des marchés en cours d'exécution sur la période triennale 2024-2026 des Projets/Programmes d'investissement public des départements sectoriels répertoriés dans le BSI est estimé globalement à **361,760 milliards** de FCFA (cf. tableau ci-dessous).

[1] Projets n'ayant pas fait l'objet d'engagement et strictement financés par les ressources internes.

Tableau 1 : Situation des restes à payer par Ministère/Institution

Ministères	Source de financement	Reste à Payer en 2024
Ministère des Transports et des Infrastructures	Etat	151 523 601 412
Ministère de l'Agriculture	Etat	10 926 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Etat	8 111 000 000
Ministère de l'Energie et de l'Eau	Etat	7 988 677 000
Ministère des Mines	Etat	4 147 000 000
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	Etat	2 729 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Etat	16 051 629 000
Ministère de la Santé et du Développement Social	Etat	93 748 208 000
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat des Domaines de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Etat	3 447 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Etat	48 782 532 000
Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	Etat	3 676 000 000
Ministère de l'Entreprenariat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Etat	1 519 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Etat	9 110 411 000
Total		**361 760 058 412**

***Source :* DNPD/SIGIP 2024**

Il ressort de l'analyse du Tableau 1 que les investissements de l'Etat sont orientés essentiellement à la prise en charge des infrastructures routières dont le niveau d'Engagement s'élève à **151,524** milliards de FCFA (soit **41,89%)** du montant total des Restes à payer.

La situation détaillée des Restes à payer 2024 par Ministères/Institutions se trouve à l'**Annexe 1**.

2. Situation globale des AE/CP 2025-2027

Les données de la programmation triennale 2025-2027 se présentent comme suit :

- AE = **839,753 milliards** de FCFA, exclusivement sur les ressources internes**.**

Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **669,271 milliards** en 2025 ; **87,531 milliards** en 2026 et **82,951 milliards** en 2027 ;

- CP = **1 375,788 milliards** de FCFA dont **797,098 milliards** de FCFA sur ressources internes, soit **57,94%.**

Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **271,045 milliards** de FCFA en 2025 ; **274,857 milliards** de FCFA en 2026 et **251,196 milliards** de FCFA en 2027.

Quant aux CP sur financement externe, ils s'élèvent à **578,690 milliards** de FCFA et sont répartis par année comme suit : **165,000 milliards** de FCFA en 2025 ; **244,845 milliards** de FCFA en 2026 et **168,845 milliards** de FCFA en 2027 **(cf. Annexe 1).**

3. Situation des AE/CP 2025

Au titre de l'exercice budgétaire 2025, le volume total des Autorisations d'Engagement d'un montant de **669,271 milliards** de FCFA concerne **372** Projets/Programmes sur un nombre total de **386** Projets/Programmes (sur financement intérieur et/ou extérieur). Ce montant est réparti entre les Marchés pluri annuels pour **577,201 milliards** de FCFA, soit **86,24%** et les Marchés annuels pour **92,070 milliards** de FCFA, soit **13,76% (cf. Annexe 1).**

Le montant des AE 2025 (**669,271 milliards** de FCFA) est constitué des nouveaux engagements dont **428,501 milliards de FCFA** au titre des reports des marchés non engagés de 2024 en raison du contexte marqué par :

- une crise sécuritaire alimentée par les groupes armés terroristes et ses effets néfastes ;
- la suspension des décaissements de certains projets/programmes suite au retrait des Partenaires Techniques et Financiers ;
- les effets de la Covid19, ainsi que la crise en Ukraine avec comme corollaire la hausse des prix des produits de base, notamment les hydrocarbures.

Tableau N°2 : Répartition des AE 2025

Institutions/Départements	2025		
	AE globales	AE annuelle	AE pluri annuelles
Présidence de la République	1 200 000 000	1 200 000 000	0
Primature	3 100 000 000	1 100 000 000	2 000 000 000
Ministère des Transports et des Infrastructures	183 525 000 000	7 925 000 000	175 600 000 000
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	4 000 000 000	4 000 000 000	0
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	4 254 000 000	1 500 000 000	2 754 000 000
Ministère de l'Education Nationale	4 500 000 000	2 300 000 000	2 200 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	18 150 000 000	1 050 000 000	17 100 000 000
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	2 800 000 000	2 800 000 000	0

Institutions/Départements	2025		
	AE globales	AE annuelle	AE pluri annuelles
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	2 275 000 000	1 000 000 000	1 275 000 000
Ministère de l'Industrie et du Commerce	8 290 000 000	2 590 000 000	5 700 000 000
Ministère de la Santé et du Développement Social	34 742 000 000	3 770 000 000	30 972 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	62 625 000 000	16 625 000 000	46 000 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	36 450 000 000	8 850 000 000	27 600 000 000
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	14 750 000 000	9 950 000 000	4 800 000 000
Ministère de l'Energie et de l'Eau	25 870 000 000	5 370 000 000	20 500 000 000
Ministère des Mines	2 380 000 000	380 000 000	2 000 000 000
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	2 600 000 000	600 000 000	2 000 000 000
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	3 100 000 000	2 100 000 000	1 000 000 000
Cour Suprême	8 500 000 000	0	8 500 000 000
Médiateur de la République	250 000 000	250 000 000	0
Conseil Economique Social et Culturel	150 000 000	150 000 000	0
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	5 215 000 000	1 215 000 000	4 000 000 000
Ministère de l'Entreprenariat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	12 250 000 000	750 000 000	11 500 000 000
Ministère de la Refondation de l'Etat	300 000 000	300 000 000	0
Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale	150 000 000	150 000 000	0
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100 000 000	100 000 000	0
Ministère de l'Agriculture	27 670 000 000	11 470 000 000	16 200 000 000
Ministère de l'Elevage et de la Pêche	6 725 000 000	2 225 000 000	4 500 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	93 150 000 000	2 150 000 000	91 000 000 000
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	200 000 000	200 000 000	0
Nouveaux Projets BSI	100 000 000 000	0	100 000 000 000
Total Général	**669 271 000 000**	**92 070 000 000**	**577 201 000 000**

***Source :* Données AE/CP 2025-2027**

Les Crédits de Paiement au titre de 2025 pour la prise en charge des marchés pluri annuels et annuels se chiffrent à **271,045** milliards de F CFA pour le financement intérieur.

3.1. Ventilation des AE 2025 par Secteur de planification

La répartition des AE 2025 entre les Secteurs de planification est consignée dans le tableau ci-après :

Tableau N°3 : Ventilation des AE 2025 par Secteur de planification

(En milliards de F CFA)

Secteurs	Nbre de Projets	AE	CP intérieur	%
Economie rurale	61	126,175	81,075	18,85
Infrastructures	159	344,396	118,57	51,46
Ressources humaines	109	172,125	58,925	25,72
Secondaire	43	26,575	12,475	3,97
TOTAL	**372**	**669,271**	**271,045**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP 2024

Cette répartition des AE 2025 est marquée par la prédominance du secteur des Infrastructures avec **51,46%** pour 160 projets**.** Il est suivi des secteurs des Ressources Humaines avec **25,72%** pour 109 projets**,** de Economie rurale avec **18,85%** pour 71 projets et du Secondaire avec **3,97%** pour 46 projets**.**

3.2. Ventilation des AE 2025 par Ministère/Institution

La situation des Départements/Institutions avec un niveau élevé d'AE (supérieures à **15 milliards FCFA)** se présente comme suit :

- **Ministère des Transports et des infrastructures : 183,525 milliards de FCFA** pour 42 projets dont entre autres, le Projet d'élargissement en 2*2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé (94,000 milliards de FCFA), les projets de Programme Routier d'Urgence (55,000 milliards de FCFA) ; Construction de parking sur le corridor Bamako Conakry à Kankan (7,500 milliards de FCFA) ; Aménagement Voie Route Aéroport Cité Universitaire de Kabala (5,000 milliards de FCFA) ;
- **Ministère de la Jeunesse et des Sports : 93,150 milliards FCFA** pour 9 Projets parmi lesquels on peut citer les travaux de Réhabilitation des stades Régionaux (45,000 milliards FCFA) ; Construction du stade de Tombouctou (30,000 milliards FCFA) ; Construction/réhabilitation centre d'entrainement sportif Elite Kabala (7,000 milliards de FCFA) ; Réhabilitation Lycée Sportif de Kabala (7,000 milliards FCFA) ; Réhabilitation du stade Ouenzin COULIBALY (5,000 milliards FCFA) le projet de Rénovation Stade Modibo Keïta (2,000 milliards FCFA) ;

- **Ministère de l'Economie et des Finances : 62,625 milliards FCFA** pour 42 projets. Il s'agit entre autres des Projets de Construction Siège DGB -DNCF (15,000 milliards FCFA) ; de Construction Equipement immeuble des Impôts (15,000 milliards FCFA) ; de Construction Hôtel des Finances (10,000 milliards FCFA) ; les travaux de construction/équipement siège CAISFF (4,000 milliards FCFA) ; le Fonds d'études et de préparation des projets (3,500 milliards FCFA) ;
- **Ministère de la Santé et du Développement Social : 34,742 milliards FCFA** pour 22 Projets. Il s'agit spécifiquement des Projets de Construction/Equipement des hôpitaux (14,000 milliards FCFA), les travaux de Construction/Equipement Siège CNOS (5,000 milliards), Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux (3,000 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 36,450 milliards FCFA** pour 37 projets, parmi lesquels on peut retenir les travaux de construction du centre de traitement des données de l'état civil (CTDEC) (8,100 milliards FCFA) ; le projet aménagement/installation/équipement région de Koutiala (5,000 milliards FCFA) ; le projet d'aménagement/équipement des cercles et arrondissements (2,500 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l'Agriculture : 27,670 milliards FCFA** (sans la ligne Nouveaux Projets BSI) pour 40 projets. Il s'agit notamment des Projets de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM) (6,000 milliards) ; Contrat Plan/ Etat-Office du Niger/Exploitants Agricoles (5,000 milliards) ; Construction du siège de l'IER (3,300 milliards) ; Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-S1) (2,700 milliards) ; Construction du Siège de l'Institut du Sahel (2,700 milliards) ; la Construction du siège de la DNGR et DNA (2,500 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l'Energie et de l'Eau : 25,870 milliards FCFA** pour 29 projets dont spécifiquement, du Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba (8,000 milliards) ; du projet d'Etudes/Aménagement de Taoussa (5,000 milliards FCFA) ; du Programme d'Urgence Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire (5,000 milliards) ; AEP en milieu rural (3,000 milliards) ; des travaux de construction/équipement siège de l'ANADEB (2,500 milliards) ;
- **Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique : 18,150 milliards FCFA** pour 14 projets dont principalement les Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC) (3,000 milliards FCFA) ; Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou (2,500 milliards FCFA) ; Construction des Résidence universitaire à l'IPR IFRA de Katibougou (2,500 milliards FCFA), Construction d'Amphi 800 et 500 places à la FSEG (2,000 milliards FCFA).

Tableau N°4 : La situation d'ensemble des AE/CP 2025 par Ministère/Institution

Institutions/Départements	2025			Nbre de projets	% AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Présidence de la République	1 200 000 000	3 200 000 000	-	4	0,18
Primature	3 100 000 000	1 600 000 000	-	7	0,46
Ministère des Transports et des Infrastructures	183 525 000 000	60 050 000 000	28 511 452 500	42	27,42
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	4 000 000 000	4 800 000 000	12 294 000 000	21	0,60
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	4 254 000 000	2 400 000 000	-	4	0,64
Ministère de l'Education Nationale	4 500 000 000	2 800 000 000	-	7	0,67
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	18 150 000 000	7 250 000 000	-	14	2,71
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	2 800 000 000	3 200 000 000	-	5	0,42
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	2 275 000 000	1 300 000 000	1 077 000 000	10	0,34
Ministère de l'Industrie et du Commerce	8 290 000 000	3 590 000 000	346 000 000	15	1,24
Ministère de la Santé et du Développement Social	34 742 000 000	13 770 000 000	-	22	5,19
Ministère de l'Economie et des Finances	62 625 000 000	24 275 000 000	4 000 000 000	42	9,36
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	36 450 000 000	15 350 000 000	-	37	5,45
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	14 750 000 000	10 950 000 000	-	18	2,20
Ministère de l'Energie et de l'Eau	25 870 000 000	8 420 000 000	43 278 547 500	29	3,87
Ministère des Mines	2 380 000 000	1 380 000 000	-	5	0,36
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	2 600 000 000	1 000 000 000	-	2	0,39
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	3 100 000 000	2 900 000 000	-	15	0,46
Cour Suprême	8 500 000 000	2 500 000 000	-	1	1,27
Médiateur de la République	250 000 000	250 000 000	-	1	0,04
Conseil Economique Social et Culturel	150 000 000	150 000 000	-	1	0,02

Institutions/Départements	2025			Nbre de projets	% AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	5 215 000 000	1 615 000 000	-	7	0,78
Ministère de l'Entreprenariat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	12 250 000 000	2 950 000 000	1 755 000 000	8	1,83
Ministère de la Refondation de l'Etat	300 000 000	300 000 000	-	1	0,04
Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale	150 000 000	150 000 000	7 000 000 000	1	0,02
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100 000 000	100 000 000	627 000 000	1	0,01
Ministère de l'Agriculture	127 670 000 000	74 620 000 000	52 611 000 000	41	19,08
Ministère de l'Elevage et de la Pêche	6 725 000 000	3 025 000 000	13 500 000 000	15	1,00
Ministère de la Jeunesse et des Sports	93 150 000 000	16 950 000 000	-	9	13,92
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	200 000 000	200 000 000	-	1	0,03
Total Général	**669 271 000 000**	**271 045 000 000**	**165 000 000 000**	**386**	100,00

***Source :** Données AE/CP 2025-2027*

CONCLUSION

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, l'Etat sort en 2024 avec des Restes à payer qui se chiffrent à **361,760 milliards** de FCFA. Les nouveaux Engagements de 2025 s'élèvent à **669,271 milliards de FCFA**. Ces engagements globaux de l'Etat sont pris en charge à hauteur de **271,045 milliards de FCFA** sur le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2025.

Ainsi, avec un tel niveau d'Engagement de l'Etat, la réforme relative à la méthodologie d'Autorisation d'Engagement (AE) et de Crédit de Paiement (CP) doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle. Cependant, il a été relevé quelques insuffisances dans la gestion des AE/CP, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation budgétisation, du suivi et de l'analyse des investissements publics.

A cet effet, en vue de pallier les insuffisances constatées, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme visent à améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement. Il s'agit :

- de l'amélioration de la qualité à l'entrée des projets (une bonne évaluation des coûts), afin d'éviter les avenants occasionnant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le Budget d'Investissement ;
- de la poursuite du développement du logiciel de gestion des investissements publics, à savoir le Système Intégré de Gestion des Investissements Publics (SIGIP) et son interfaçage avec les autres applications dont le PRED ;
- du renforcement des capacités des acteurs en matière de programmation, de budgétisation et de suivi des investissements publics en mode AE/CP.

Annexe 1 : Situation détaillée des Restes à payer 2023 par Ministères/Institutions

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1554	Programme Routier d'Urgence/Route Banankoro-Dioro	2005-2026	70 937 000 000	25 595 000 000	1 139 402 412	500 869 000	26 233 533 412	55 000 000 000	13 464 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	55 000 000 000	43 464 000 000
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkoro (13,8km)	2017-2026	19 663 869 707	6 833 000 000	-	-	6 833 000 000	-	1 500 000 000	-	-	-	-	0	1 500 000 000
3016	Const route Banconi-dialakorodji-Safo-Dabanani-Noumsombougou	2017-2027	28 187 059 552	9 523 000 000	-	-	9 523 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	225 000 000
3078	Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni	2019-2026	100 499 000 000	49 709 000 000	-	-	49 709 000 000	-	3 011 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	0	33 011 000 000
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	2018-2024	5 000 000 000	4 180 000 000	-	-	4 180 000 000	-	750 000 000	-	-	-	-	-	750 000 000
2310	Construction Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	2013-2026	6 064 000 000	425 000 000	-	-	425 000 000	-	200 000 000	-	-	-	-	0	200 000 000
3307	Construction/Bitumage de la Route Kayes-Sandaré	2018-2025	87 300 000 000	60 277 000 000	-	5 656 932 000	54 620 068 000	-	7 500 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	0	37 500 000 000
TOTAL			317 650 929 259	156 542 000 000	1 139 402 412	6 157 801 000	151 523 601 412	55 075 000 000	26 500 000 000	75 000 000	45 075 000 000	75 000 000	45 075 000 000	55 225 000 000	116 650 000 000

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021-2026	6 000 000 000	4 634 000 000	0	0	4 634 000 000	-	1 500 000 000	-	2 000 000 000	-	-	-	3 500 000 000
3317	Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM)	2021-2026	5 132 000 000	2 136 000 000	-	-	2 136 000 000	1 000 000 000	300 000 000	-	700 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000
3170	Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré	2020-2024	2 800 000 000	2 157 000 000	0	0	2 157 000 000	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
3171	Construction Equipement DFM/DRH Ministère Agriculture	2020-2025	1 999 000 000	1 999 000 000			1 999 000 000	2 000 000 000	1 200 000 000	-	800 000 000	-	-	2 000 000 000	2 000 000 000
TOTAL			15 931 000 000	10 926 000 000	-	-	10 926 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	-	3 500 000 000	-	-	5 400 000 000	9 200 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2863	Construction Equipement Siège INSTAT	2015-2025	8 280 000 000	1 710 000 000	-	-	1 710 000 000	800 000 000	800 000 000	-	-	-	-	800 000 000	800 000 000
3175	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTION REG DOUANES	2020-2027	545 000 000	4 551 000 000	-	-	4 551 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018-2026	4 981 000 000	500 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	2017-2025	3 470 000 000	1 350 000 000	-	-	1 350 000 000	-	450 000 000,00	-	-	-	-	0	450 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			17 276 000 000	8 111 000 000	-	-	8 111 000 000	1 500 000 000	1 950 000 000	700 000 000	700 000 000	200 000 000	200 000 000	2 400 000 000	2 850 000 000

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	2004-2026	20 482 000 000	3 088 000 000	2 744 000 000	29 323 000	5 802 677 000	5 000 000 000	1 500 000 000	-	2 000 000 000	-	1 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	2012-2026	19 628 000 000	2 186 000 000	-	-	2 186 000 000	8 000 000 000	1 000 000 000	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	8 000 000 000	4 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			40 110 000 000	5 274 000 000	2 744 000 000	29 323 000	7 988 677 000	13 000 000 000	2 500 000 000	-	3 500 000 000	-	3 000 000 000	13 000 000 000	9 000 000 000

MINISTERE DES MINES

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021-2026	2 424 000 000	2 876 000 000	-	-	2 876 000 000	2 000 000 000	200 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	1 800 000 000
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	2015-2025	3 404 000 000	1 271 000 000	-	-	1 271 000 000	-	800 000 000	-	600 000 000	-	-	-	1 400 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			5 828 000 000	4 147 000 000	-	-	4 147 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	-	1 400 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	3 200 000 000

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3150	Construction/Equipement DNACPN	2020-2026	2 129 000 000	1 507 000 000	-	-	1 507 000 000	-	200 000 000	-	700 000 000	-	700 000 000	-	1 600 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020-2025	1 947 000 000	1 222 000 000	-	-	1 222 000 000	-	600 000 000	-	400 000 000	-	200 000 000	-	1 200 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			4 076 000 000	2 729 000 000	-	-	2 729 000 000	-	800 000 000	-	1 100 000 000	-	900 000 000	0	2 800 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	2015-2027	5 825 000 000	1 520 000 000	-	-	1 520 000 000	1 900 000 000	1 000 000 000	-	900 000 000	-	-	1 900 000 000	1 900 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	2019-2026	7 503 000 000	7 392 000 000	-	-	7 392 000 000	-	700 000 000	-	2 000 000 000	-	1 000 000 000	0	3 700 000 000
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	2021-2026	1 182 000 000	628 000 000	-	-	628 000 000	900 000 000	400 000 000	-	500 000 000	-	-	900 000 000	900 000 000
3337	Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou	2022-2027	2 995 000 000	1 537 000 000	-	-	1 537 000 000	2 500 000 000	700 000 000	-	1 000 000 000	-	800 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2860	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PHASE II EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015-2026	2 000 000 000		2 168 903 000	353 986 000	1 814 917 000	2 000 000 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	-	-	2 000 000 000	2 000 000 000
3338	Projet d'études, de construction et d'équipement des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao)	2022-2027	1 700 000 000		1 855 889 000	292 669 000	1 563 220 000	1 700 000 000	700 000 000	-	700 000 000	-	300 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1 000 PLACES A LA FSEG	2022-2027	1 700 000 000		2 000 000 000	403 508 000	1 596 492 000	2 000 000 000	500 000 000	0	800 000 000	0	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			22 905 000 000	11 077 000 000	6 024 792 000	1 050 163 000	16 051 629 000	11 000 000 000	5 000 000 000	-	6 900 000 000	-	2 800 000 000	11 000 000 000	14 700 000 000

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2638	Construction Centre Télésanté et Informatique Médicale	2016-2026	4 299 000 000	532 000 000	-	-	532 000 000	2 500 000 000	500 000 000	-	1 500 000 000	-	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2759	Extension/Equipement Hôpital du Mali	2007-2025	11 846 000 000	2 712 000 000	1 000 000 000	129 372 000	3 582 628 000	500 000 000	500 000 000	-	-	-	-	500 000 000	500 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	2017-2025	31 191 000 000	23 900 000 000	-	-	23 900 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	-	-	-	-	3 000 000 000	3 000 000 000
3334	CONSTRCUTION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	2022-2027	1 443 000 000	774 000 000	-	-	774 000 000	1 200 000 000	200 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	2017-2027	38 136 000 000	57 846 000 000	7 540 000 000	841 771 000	64 544 229 000	14 500 000 000	5 000 000 000	-	5 000 000 000	-	4 500 000 000	14 500 000 000	14 500 000 000
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANAES	2022-2026	422 000 000		422 000 000	6 649 000	415 351 000	422 000 000	150 000 000	-	272 000 000	-	-	422 000 000	422 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			87 337 000 000	85 764 000 000	8 962 000 000	977 792 000	93 748 208 000	22 122 000 000	9 350 000 000	-	7 272 000 000	-	5 500 000 000	22 122 000 000	22 122 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	2017-2025	7 875 000 000	3 301 000 000	-	-	3 301 000 000	1 300 000 000	200 000 000	-	800 000 000	-	300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
2 828	CONST/EQUIPEMENT DGABE	2016-2024	2 313 000 000	146 000 000	-	-	146 000 000	550 000 000	550 000 000	-	-	-	-	550 000 000	550 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			10 188 000 000	3 447 000 000	-	-	3 447 000 000	1 850 000 000	750 000 000	-	800 000 000	-	300 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA				14 075 843 000	6 352 784 000	7 723 059 000	7 000 000 000	500 000 000	-	2 000 000 000	-	2 000 000 000	7 000 000 000	4 500 000 000
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008-2026	5 031 000 000	1 858 000 000	-	-	1 858 000 000	2 000 000 000	300 000 000	-	900 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2657	Construction Centre Médecine Sportive	2010-2026	2 854 000 000	1 889 000 000	-	-	1 889 000 000	850 000 000	850 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	2013-2027	4 200 000 000	3 707 000 000	200 000 000	19 234 000	3 887 766 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU				5 275 913 000	3 000 000	5 272 913 000	30 000 000 000	10 000 000 000	-	10 000 000 000	-	10 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000
3408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX				64 852 000 000	41 528 206 000	23 323 794 000	45 000 000 000	3 500 000 000	-	15 000 000 000	-	15 000 000 000	45 000 000 000	33 500 000 000
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021-2025	16 605 000 000	1 625 000 000	7 000 000 000	3 797 000 000	4 828 000 000	7 000 000 000	500 000 000	-	2 000 000 000	-	2 000 000 000	7 000 000 000	4 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			28 690 000 000	9 079 000 000	91 403 756 000	51 700 224 000	48 782 532 000	92 150 000 000	15 950 000 000	900 000 000	30 800 000 000	900 000 000	30 700 000 000	93 950 000 000	77 450 000 000

MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numérisation des Archives de l'ORTM	2020-2023	5 090 000 000	1 998 000 000	0	0	1 998 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	2011-2026	5 029 000 000	1 678 000 000	-	-	1 678 000 000	-	400 000 000	-	500 000 000	-	-	-	900 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			10 119 000 000	3 676 000 000	-	-	3 676 000 000	2 000 000 000	2 400 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	5 000 000 000	5 900 000 000

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3038	CONST/REHAB/EQUIP. CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE AU MALI	2017-2023	3 901 000 000	1 519 000 000			1 519 000 000	5 000 000 000	500 000 000	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	5 000 000 000	3 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS			3 901 000 000	1 519 000 000	-	-	1 519 000 000	5 000 000 000	500 000 000	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	5 000 000 000	3 500 000 000

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	RESTE A PAYER EN 2023	AE Consommées 2024	CP Engagés 2024	RESTE A PAYER EN 2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023-2026	3 593 000 000	1 404 000 000	1 300 000 000	1 404 678 000	1 299 322 000	2 500 000 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	-	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NIORO DU SAHEL	2020-2026	2 980 000 000	356 000 000	1 500 000 000	200 000 000	1 656 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020-2026	2 104 000 000	65 000 000			65 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020-2026	1 934 000 000	129 000 000	-	-	129 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	2020-2026	179 000 000	210 000 000	5 000 000 000	238 911 000	4 971 089 000	5 000 000 000	500 000 000	-	1 700 000 000	-	2 000 000 000	5 000 000 000	4 200 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	2020-2026	3 135 000 000	800 000 000	-	-	800 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	2019-2026	2 158 000 000	120 000 000	-	-	120 000 000	1 500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	2019-2026	1 829 000 000	70 000 000			70 000 000	1 500 000 000,00	500 000 000,00	-	500 000 000,00	-	500 000 000,00	1 500 000 000	1 500 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS		-	17 912 000 000	3 154 000 000	7 800 000 000	1 843 589 000	9 110 411 000	16 500 000 000	4 500 000 000	-	5 700 000 000	-	5 500 000 000	16 500 000 000	15 700 000 000

Annexe 2 : Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) 2025-2027

Ministères/Institutions	Source de financement	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Présidence de la République	Financement interne	3 050 000 000	1 200 000 000	3 200 000 000	0	0	0	0	1 200 000 000	3 200 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Présidence		3 050 000 000	1 200 000 000	3 200 000 000	0	0	0	0	1 200 000 000	3 200 000 000
Primature	Financement interne	1 250 000 000	3 100 000 000	1 600 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	5 600 000 000	4 100 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		1 250 000 000	3 100 000 000	1 600 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	5 600 000 000	4 100 000 000
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	Financement interne	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
Cour Suprême (CS)	Financement interne	1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CS		1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000
Ministère des Transports et des Infrastructures	Financement interne	53 390 000 000	183 525 000 000	60 050 000 000	9 415 000 000	88 415 000 000	9 715 000 000	87 185 000 000	202 655 000 000	235 650 000 000
	Financement externe	20 271 000 000	0	28 511 453 000	0	56 658 000 000	0	39 708 000 000	0	124 877 453 000
Total		73 661 000 000	183 525 000 000	88 561 453 000	9 415 000 000	145 073 000 000	9 715 000 000	126 893 000 000	202 655 000 000	360 527 453 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable	Financement interne	4 810 000 000	4 000 000 000	4 800 000 000	3 950 000 000	5 050 000 000	3 460 000 000	4 360 000 000	11 410 000 000	14 210 000 000
	Financement externe	494 000 000	0	12 294 000 000	0	844 000 000	0	200 000 000	0	13 338 000 000
Total		5 304 000 000	4 000 000 000	17 094 000 000	3 950 000 000	5 894 000 000	3 460 000 000	4 560 000 000	11 410 000 000	27 548 000 000
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	Financement interne	2 300 000 000	4 254 000 000	2 400 000 000	1 700 000 000	2 754 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		2 300 000 000	4 254 000 000	2 400 000 000	1 700 000 000	2 754 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
Ministère de l'Education Nationale	Financement interne	2 300 000 000	4 500 000 000	2 800 000 000	1 800 000 000	2 800 000 000	1 500 000 000	2 200 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		2 300 000 000	4 500 000 000	2 800 000 000	1 800 000 000	2 800 000 000	1 500 000 000	2 200 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	Financement interne	7 600 000 000	18 150 000 000	7 250 000 000	300 000 000	10 300 000 000	300 000 000	4 900 000 000	18 750 000 000	22 450 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		7 600 000 000	18 150 000 000	7 250 000 000	300 000 000	10 300 000 000	300 000 000	4 900 000 000	18 750 000 000	22 450 000 000
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Financement interne	1 300 000 000	2 275 000 000	1 300 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	900 000 000	1 375 000 000	4 175 000 000	4 175 000 000
	Financement externe	1 077 000 000	0	1 077 000 000	0	973 000 000	0	0	0	2 050 000 000
Total		2 377 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	1 000 000 000	2 473 000 000	900 000 000	1 375 000 000	4 175 000 000	6 225 000 000
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	Financement interne	3 629 000 000	8 290 000 000	3 590 000 000	2 549 000 000	5 049 000 000	1 949 000 000	4 149 000 000	12 788 000 000	12 788 000 000
	Financement externe	505 000 000	0	346 000 000	0	300 000 000	0	274 000 000	0	920 000 000
Total		4 134 000 000	8 290 000 000	3 936 000 000	2 549 000 000	5 349 000 000	1 949 000 000	4 423 000 000	12 788 000 000	13 708 000 000
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	Financement interne	14 720 000 000	34 742 000 000	13 770 000 000	3 870 000 000	14 242 000 000	2 450 000 000	11 250 000 000	41 062 000 000	39 262 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		14 720 000 000	34 742 000 000	13 770 000 000	3 870 000 000	14 242 000 000	2 450 000 000	11 250 000 000	41 062 000 000	39 262 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Financement interne	19 605 000 000	62 625 000 000	24 275 000 000	12 025 000 000	25 525 000 000	11 125 000 000	23 125 000 000	85 775 000 000	72 925 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe	2 550 000 000	0	4 000 000 000	0	0	0	0	0	4 000 000 000
Total		22 155 000 000	62 625 000 000	28 275 000 000	12 025 000 000	25 525 000 000	11 125 000 000	23 125 000 000	85 775 000 000	76 925 000 000
MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	Financement interne	11 430 000 000	14 750 000 000	10 950 000 000	8 850 000 000	11 350 000 000	8 850 000 000	10 250 000 000	32 450 000 000	32 550 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		11 430 000 000	14 750 000 000	10 950 000 000	8 850 000 000	11 350 000 000	8 850 000 000	10 250 000 000	32 450 000 000	32 550 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Financement interne	15 900 000 000	36 450 000 000	15 350 000 000	9 500 000 000	19 200 000 000	9 500 000 000	19 000 000 000	55 450 000 000	53 550 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		15 900 000 000	36 450 000 000	15 350 000 000	9 500 000 000	19 200 000 000	9 500 000 000	19 000 000 000	55 450 000 000	53 550 000 000
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Financement interne	11 760 000 000	25 750 000 000	8 300 000 000	7 140 000 000	13 340 000 000	7 140 000 000	11 640 000 000	40 030 000 000	33 280 000 000
	Financement externe	50 086 000 000	0	43 278 547 000	0	64 514 750 000	0	57 541 000 000	0	165 334 297 000
Total		61 846 000 000	25 750 000 000	51 578 547 000	7 140 000 000	77 854 750 000	7 140 000 000	69 181 000 000	40 030 000 000	198 614 297 000
MINISTERE DES MINES	Financement interne	1 582 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000	482 000 000	1 882 000 000	482 000 000	1 282 000 000	3 464 000 000	4 664 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 582 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000	482 000 000	1 882 000 000	482 000 000	1 282 000 000	3 464 000 000	4 664 000 000
Ministère du Travail de la Fonction Publique et du dialogue social	Financement interne	1 200 000 000	2 600 000 000	1 000 000 000	600 000 000	1 400 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 200 000 000	2 600 000 000	1 000 000 000	600 000 000	1 400 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	Financement interne	3 350 000 000	3 100 000 000	2 900 000 000	2 200 000 000	2 700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	7 400 000 000	7 700 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		3 350 000 000	3 100 000 000	2 900 000 000	2 200 000 000	2 700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	7 400 000 000	7 700 000 000
MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	Financement interne	2 075 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	6 400 000 000	7 300 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		2 075 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	6 400 000 000	7 300 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	Financement interne	1 465 000 000	5 215 000 000	1 615 000 000	990 000 000	2 590 000 000	990 000 000	2 990 000 000	7 195 000 000	7 195 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 465 000 000	5 215 000 000	1 615 000 000	990 000 000	2 590 000 000	990 000 000	2 990 000 000	7 195 000 000	7 195 000 000
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Financement interne	2 450 000 000	12 250 000 000	2 950 000 000	150 000 000	4 550 000 000	150 000 000	3 550 000 000	12 550 000 000	11 050 000 000
	Financement externe	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	7 857 000 000	0	7 665 000 000	0	17 277 000 000
Total		4 205 000 000	12 250 000 000	4 705 000 000	150 000 000	12 407 000 000	150 000 000	11 215 000 000	12 550 000 000	28 327 000 000
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE	Financement interne	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
	Financement externe	7 000 000 000	0	7 000 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	0	36 000 000 000
Total		7 150 000 000	150 000 000	7 150 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	150 000 000	36 150 000 000
									0	0
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Financement interne	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	Financement externe	627 000 000	0	627 000 000	0	74 000 000	0	0	0	701 000 000
Total		727 000 000	100 000 000	727 000 000	0	74 000 000	0	0	100 000 000	801 000 000
									0	0
MINISTERE DE L' AGRICULTURE	Financement interne	55 647 000 000	127 670 000 000	74 620 000 000	13 920 000 000	19 920 000 000	13 920 000 000	18 120 000 000	155 510 000 000	112 660 000 000
	Financement externe	58 142 000 000	0	52 611 000 000	0	80 548 000 000	0	43 403 000 000	0	176 562 000 000
Total		113 789 000 000	127 670 000 000	127 231 000 000	13 920 000 000	100 468 000 000	13 920 000 000	61 523 000 000	155 510 000 000	289 222 000 000
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	Financement interne	3 950 000 000	6 725 000 000	3 025 000 000	2 090 000 000	4 390 000 000	1 570 000 000	2 970 000 000	10 385 000 000	10 385 000 000
	Financement externe	22 493 000 000	0	13 500 000 000	0	13 076 000 000	0	11 054 000 000	0	37 630 000 000
Total		26 443 000 000	6 725 000 000	16 525 000 000	2 090 000 000	17 466 000 000	1 570 000 000	14 024 000 000	10 385 000 000	48 015 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Financement interne	16 400 000 000	93 150 000 000	16 950 000 000	1 500 000 000	31 400 000 000	1 500 000 000	31 300 000 000	96 150 000 000	79 650 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		16 400 000 000	93 150 000 000	16 950 000 000	1 500 000 000	31 400 000 000	1 500 000 000	31 300 000 000	96 150 000 000	79 650 000 000
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES DU CULTE ET DES COUTUMES	Financement interne	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
MEDIATEUR	Financement interne	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
	Financement externe								0	0
Total		200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
OCLEI	Financement interne	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
									0	0
CESC	Financement interne	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
	Financement externe								0	0
		0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
TOTAL		401 563 000 000	669 121 000 000	428 895 000 000	87 531 000 000	499 701 750 000	82 951 000 000	411 041 000 000	839 603 000 000	1 339 637 750 000
Sous-total financement interne		243 713 000 000	669 271 000 000	271 045 000 000	87 531 000 000	274 857 000 000	82 951 000 000	251 196 000 000	839 753 000 000	797 098 000 000
Sous-total financement externe		165 000 000 000	0	165 000 000 000	0	244 844 750 000	0	168 845 000 000	0	578 689 750 000

Annexe 3 : Situation des Autorisations d'Engagement (AE) 2024 par types de Marchés

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	Etat	Budget national	77 587 000 000	2019-2025	73 587 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000 000
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	Etat	Budget national	3 200 533 078	2023-2025	1 400 533 078	900 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	Etat	Budget national	492 345 788	2023-2025	192 345 788	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous total Projets en cours				81 279 878 866		75 179 878 866	3 050 000 000	1 050 000 000	3 050 000 000	0	0	0	0	1 050 000 000	3 050 000 000
3434	PROJET D'EQUIPEMENT D'UNE SALLE DE SPORT A KOULOUBA	Etat	Budget national	150 000 000	2025-2025	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous total Nouveau Projet				0		0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
TOTAL GENERAL				81 279 878 866		75 179 878 866	3 050 000 000	1 200 000 000	3 200 000 000	0	0	0	0	1 200 000 000	3 200 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				81 279 878 866		75 179 878 866	3 050 000 000	1 050 000 000	3 050 000 000	0	0	0	0	1 050 000 000	3 050 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Total				81 279 878 866		75 179 878 866	3 050 000 000	1 200 000 000	3 200 000 000	0	0	0	0	1 200 000 000	3 200 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				81 279 878 866		75 179 878 866	3 050 000 000	1 200 000 000	3 200 000 000	0	0	0	0	1 200 000 000	3 200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				81 279 878 866		75 179 878 866	3 050 000 000	1 200 000 000	3 200 000 000	0	0	0	0	1 200 000 000	3 200 000 000

PRIMATURE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de finance ment	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2823	Extension DAF Primature	Etat	Budget national	2 804 503 384	2015-2027	1 004 503 384	500 000 000	300 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
3027	Modernisation SGG	Etat	Budget national	1 262 244 914	2017-2017	412 244 914	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	650 000 000	650 000 000
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	Etat	Budget national	679 000 000	2020-2027	129 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	400 000 000	400 000 000
3098	Const/Equip,Direction Générale Contentieux Etat	Etat	Budget national	724 693 500	2018-2027	324 693 500	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
Sous total Projets en cours				5 470 441 798		1 870 441 798	950 000 000	750 000 000	750 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	2 650 000 000	2 650 000 000
3409	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLE	Etat	Budget national	1 150 000 000	2024-2027	0	300 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	850 000 000	850 000 000
3438	REHABILITATION CITE ADMINISTRATIVE	Etat	Budget national	500 000 000	2025-2025	0	0	2 000 000 000	500 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	500 000 000
3432	Construction Siège Centre National d'Alerte Précoce	Etat	Budget national	100 000 000	2025-2025	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total nouveaux projets				1 750 000 000	-	0	300 000 000	2 350 000 000	850 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	2 950 000 000	1 450 000 000
	TOTAL GENERAL			7 220 441 798		1 870 441 798	1 250 000 000	3 100 000 000	1 600 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	5 600 000 000	4 100 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				5 470 441 798		1 870 441 798	950 000 000	750 000 000	750 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	2 650 000 000	2 650 000 000
Sous-total nouveau projet				1 750 000 000		0	300 000 000	2 350 000 000	850 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	2 950 000 000	1 450 000 000
Total				7 220 441 798		1 870 441 798	1 250 000 000	3 100 000 000	1 600 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	5 600 000 000	4 100 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				5 570 441 798		1 870 441 798	1 250 000 000	3 100 000 000	1 600 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	5 600 000 000	4 100 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				5 570 441 798		1 870 441 798	1 250 000 000	3 100 000 000	1 600 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	5 600 000 000	4 100 000 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2348	Appui à la CPS	Etat	Budget national	1 636 996 612	2008-2027	1 216 996 612	110 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	110 000 000	110 000 000	310 000 000	310 000 000
1801	Curage collecteurs District Bko	Etat	Budget national	8 803 933 729	2002-2027	7 303 933 729	400 000 000	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
2054	Projet de Construction Décharge Compactée Noumoubougou	Etat	Budget national	11 408 000 000	2006-2027	10 608 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2420	Etude Diagnostique des Stations d'Epuration et Ouvrages Connexes	Etat	Budget national	6 261 251 001	2009-2027	5 461 251 001	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2490	Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba	Etat	Budget national	3 709 340 932	2010-2027	2 509 340 932	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2689	Alliance Globale sur le Changement Climatique (AGCC)	UE	Sub	3 969 000 000	2010-2027	3 769 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	3 935 000 000		270 900 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	400 000 000	400 000 000
2737	Programme d'Urgence Assainissement	Etat	Budget national	7 968 858 899	2014-2027	7 168 858 899	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2509	Appui au Système d'Information Forestier (SIFOR)	Etat	Budget national	1 131 000 000	2010-2025	1 031 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2535	Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN)	Suède	Sub	6 412 000 000	2018-2027	2 025 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	863 000 000		113 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2048	Protection et Aménagement des Berges du fleuve Niger	Etat	Budget national	4 424 000 000	2006-2027	3 624 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2853	Grande Muraille verte	Etat	Budget national	1 431 000 000	2016-2027	531 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
2920	Construction Siège AEDD	Etat	Budget national	1 733 933 729	2016-2023	1 733 933 729								-	-
2921	Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger	BM	Prêt	6 062 000 000	2016-2023	6 062 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
			sub	117 000 000		117 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	769 000 000		619 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3100	Projet d'Appui à la Coordination des initiatives liées aux changements climatiques/AEDD	Etat	Budget national	1 606 000 000	2018-2026	406 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3150	Construction/Equipement DNACPN	Etat	Budget national	2 368 000 000	2020-2026	368 000 000	400 000 000	0	200 000 000	0	700 000 000	0	700 000 000	-	1 600 000 000

3151	ELABORATION PLAN AMENAGEMENT MASSIFS FORESTIERS	Etat	Budget national	642 000 000	2020-2025	82 000 000	120 000 000	200 000 000	200 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	440 000 000	440 000 000
3152	PROGRAMME DE EBOISSEMENT INTENSIF POUR LA RECONSTRUCT° ECOSYSTEMES FORESTIERS AU MALI	Etat	Budget national	722 996 069	2020-2027	222 996 069	100 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	Etat	Budget national	2 083 000 000	2020-2027	483 000 000	400 000 000	0	600 000 000	0	400 000 000	0	200 000 000	-	1 200 000 000
3182	Programme Intégré de Développement adaptation aux changements climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN)	FAD/GCF/UE	Subvention	13 222 000 000	2020-2023	1 423 460 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3148	3ème phase GEDEFOR "Promotion des chaînes de valeurs agricoles (GEDEFOR III/PCVA	ASDI	Subvention	10 460 000 000	2020-2027	4 641 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget national	1 523 000 000		521 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	Etat	Budget national	1 873 000 000	2021-2027	1 173 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000
3226	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF	Etat	Budget national	15 548 000 000	2021-2026	14 048 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3119	Aménagement Parc Tienfala	Etat	Budget national	682 749 760	2018-2027	82 749 760	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3227	PROJET GESTION COMMUNAUTAIRE RESSOURCES NARURELLES RESTAURATION ECOSYSTÈME AIRE REPARTITION ELEPHANT	FEM/PNUD	Subvention	2 158 000 000	2021-2027	300 000 000	294 000 000	0	294 000 000	0	200 000 000	0	200 000 000	-	694 000 000
		Etat	Budget national	380 000 000		40 000 000	80 000 000	100 000 000	100 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	260 000 000	260 000 000
Sous-total projets en cours				123 904 060 731	0	77 955 420 731	5 304 000 000	3 800 000 000	4 894 000 000	3 750 000 000	5 050 000 000	3 260 000 000	4 360 000 000	10 810 000 000	14 304 000 000
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	KFW	SUB	644 000 000	2026-2026	0	0	0	0	0	644 000 000	0	0	-	644 000 000
3416	Projet de Restauration des Terres Dégradées (PRTD)		prêt/sub	12 000 000 000	2025-2027	0	0	0	12 000 000 000	0	0	0	0	-	12 000 000 000
		Etat	Budget national	600 000 000		0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
Sous-total: projets nouveaux				156 528 810 491	0	78 378 170 491	5 828 000 000	4 250 000 000	17 638 000 000	4 180 000 000	6 324 000 000	3 690 000 000	4 990 000 000	12 120 000 000	28 952 000 000
Total				280 432 871 222		156 333 591 222	11 132 000 000	8 050 000 000	22 532 000 000	7 930 000 000	11 374 000 000	6 950 000 000	9 350 000 000	22 930 000 000	43 256 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours				123 904 060 731		77 955 420 731	5 304 000 000	3 800 000 000	4 894 000 000	3 750 000 000	5 050 000 000	3 260 000 000	4 360 000 000	10 810 000 000	14 304 000 000
Sous-total nouveau projet				156 528 810 491		78 378 170 491	5 828 000 000	4 250 000 000	17 638 000 000	4 180 000 000	6 324 000 000	3 690 000 000	4 990 000 000	12 120 000 000	28 952 000 000
Total				280 432 871 222		156 333 591 222	11 132 000 000	8 050 000 000	22 532 000 000	7 930 000 000	11 374 000 000	6 950 000 000	9 350 000 000	22 930 000 000	43 256 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat				81 504 060 731		59 617 960 731	4 810 000 000	4 000 000 000	4 800 000 000	3 950 000 000	5 050 000 000	3 460 000 000	4 360 000 000	11 410 000 000	14 210 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				43 044 000 000		18 337 460 000	494 000 000	0	12 294 000 000	0	844 000 000	0	200 000 000	-	13 338 000 000
Total				124 548 060 731		77 955 420 731	5 304 000 000	4 000 000 000	17 094 000 000	3 950 000 000	5 894 000 000	3 460 000 000	4 560 000 000	11 410 000 000	27 548 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 768	Projet de Renforcement des Capacités Domaines Affaires Foncières	Etat	Budget National	1 685 125 000	2015-2027	935 125 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2 909	Programme Réfection Bâtiments Publics	Etat	Budget National	4 817 000 000	2017-2027	2 217 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2 826	Appui Renforcement mise œuvre Dispositif Instut Jurid Améng Terr	Etat	Budget National	2 395 470 010	2015-2025	1 945 470 010	200 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
3246	Appui à l'ONDD	Etat	Budget National	471 310 415	2021-2025	71 310 415	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2064	APPUI A LA GESTION DE LA POLITIQUE NATIONALE POPULATION	Etat	Budget National	3 492 082 820	2004-2027	2 192 082 820	250 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2938	DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE / IDA	Etat	Budget National	728 000 000	2015-2027	128 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
		IDA		21 901 000 000		21 901 000 000	0	0	0					0	0
2828	Construction/Equipement DGABE	Etat	Budget national	2 590 000 000	2016-2025	1 740 000 000	300 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0	550 000 000	550 000 000
1 995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	Etat	Budget National	7 919 000 000	2017-2027	6 119 000 000	500 000 000	1 300 000 000	200 000 000	0	800 000 000	0	300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
3081	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali	IDA/Coop Suisse	Prêt (IDA)/Sub Suisse)	41 437 000 000	2012-2019	33 122 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Etat	Budget National	323 000 000		293 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3153	Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati	Etat	Budget National	2 013 000 000	2020-2027	213 000 000	300 000 000	1 500 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2907	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Etat	Budget National	13 174 700 000	2016-2027	7 174 700 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
1582	Elaboration des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	Etat	Budget National	5 774 000 000	1999-2027	4 774 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2 882	Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux	Etat	Budget National	53 694 000 000	2015-2027	33 694 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS	Etat	Budget National	289 000 000	2021-2025	89 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000

3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Etat	Budget National	2 400 000 000	2021-2027	0	300 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	2 100 000 000
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	Etat	Budget National	198 998 830	2022-2025	18 998 830	80 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3329	CONFECTION D'UN CADATRE EXPEDIE	Etat	Budget National	400 000 000	2022-2025	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3327	SYSTÈME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	Etat	Budget National	750 000 000	2022-2027	0	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	Etat	Budget National	2 000 000 000	2021-2025	3 562 277 976	600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total projet en cours				102 946 688 245		120 189 965 051	10 930 000 000	14 350 000 000	10 550 000 000	8 350 000 000	10 850 000 000	8 350 000 000	9 750 000 000	31 050 000 000	31 150 000 000
3420	PROJET DE PAVAGE DES RUES DANS LA VILLE DE BAMAKO ET ENVIRONS	Etat	Budget National	500 000 000	2024-2027	0	500 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
Sous total nouveau projet				4 689 000 000		0	500 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
TOTAL GENERAL				107 635 688 245		120 189 965 051	11 430 000 000	14 750 000 000	10 950 000 000	8 850 000 000	11 350 000 000	8 850 000 000	10 250 000 000	32 450 000 000	32 550 000 000

Sous total projets en cours				102 946 688 245		120 189 965 051	10 930 000 000	14 350 000 000	10 550 000 000	8 350 000 000	10 850 000 000	8 350 000 000	9 750 000 000	31 050 000 000	31 150 000 000
Sous-total nouveau projet				4 689 000 000		0	500 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
Total				107 635 688 245		120 189 965 051	11 430 000 000	14 750 000 000	10 950 000 000	8 850 000 000	11 350 000 000	8 850 000 000	10 250 000 000	32 450 000 000	32 550 000 000

Sous-total projets sur financement Etat				96 678 825 000		60 811 102 976	11 430 000 000	14 750 000 000	10 950 000 000	8 850 000 000	11 350 000 000	8 850 000 000	10 250 000 000	32 450 000 000	32 550 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				41 437 000 000		33 122 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				138 115 825 000		93 933 102 976	11 430 000 000	14 750 000 000	10 950 000 000	8 850 000 000	11 350 000 000	8 850 000 000	10 250 000 000	32 450 000 000	32 550 000 000

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1900	Reparat°/Acquisition Bacs DNR	Etat	Budget national	2006-2025	4 425 000 000	3 625 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2036	Entretien Pistes CMDT/OHVN	Etat	Budget national	2006-2027	16 777 055 342	12 777 055 342	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
2376	Appui à la CPS	Etat	Budget national	2008-2027	1 720 368 460	1 250 368 460	90 000 000	200 000 000	200 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	380 000 000	380 000 000
2482	Réparation/Acquisition d'Engins lourds	Etat	Budget national	2010-2027	2 918 000 000	2 018 000 000	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2749	Construction route Goumbou Nara frontière Mauritanie	Etat	Budget national	2014-2025	967 000 000	200 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		BID	Pret		72 546 000 000	19 220 000 000								0	0
1554	Programme Routier d'Urgence	Etat	Budget national	2005-2027	84 791 843 739	27 102 843 739	14 225 000 000	55 000 000 000	13 464 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	55 000 000 000	43 464 000 000
3011	Réhabilitation réseau Observation Météo/Appui au monde rural	Etat	Budget national	2017-2027	1 056 000 000	256 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2561	Bitumage Route Goma Coura-Tombouctou	Etat	Budget national	2011-2027	5 814 000 000	5 814 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		UE	SUB		85 268 000 000	62 225 000 000	2 000 000 000	0	7 923 253 000	0	8 500 000 000	0	8 500 000 000	0	24 923 253 000
2802	Aménagement 2x2 voies Section Route Ségou - San 7 km	Etat	Budget national	2014-2023	193 000 000	193 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	BOAD/Prêt		7 184 000 000	7 184 000 000								0	0
3056	Contrat Plan Etat-IGM	Etat	Budget national	2013-2027	2 274 000 000	1 174 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3155	Contrat plan Etat-COMANAV	Etat	Budget national	2020-2027	1 785 000 000	485 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2252	Acquisition Equipements techniques pour CNREX-BTP	Etat	Budget national	2015-2027	1 337 000 000	587 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3078	Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira (710 km)Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira (710 km)	Etat	Budget national	2019-2027	102 797 000 000	57 536 000 000	12 250 000 000	0	3 011 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	33 011 000 000
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	UE	Sub	2020-2027			2 000 000 000	0	2 500 000 000	0	7 500 000 000	0	7 500 000 000	0	17 500 000 000
		BAD	Prêt		77 075 000 000	0	1 000 000 000	0	5 000 000 000	0	7 500 000 000	0	7 500 000 000	0	20 000 000 000
		Etat	Budget national				700 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2980	Construction/Bitumage Route Zantiébougou - Kolondiéba -FR RCI	Etat	Budget national	2016-2025	10 611 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BAD	Prêt		59 380 000 000	57 103 000 000	3 565 000 000	0	3 888 200 000	0	0	0	0	0	3 888 200 000

		UE	Subvention				4 206 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2290	Programme national de pluie provoquée	Etat	Budget national	2006-2027	31 492 826 375	29 492 826 375	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2310	Construction Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	Etat	Budget national	2013-2026	3 986 890 857	3 586 890 857	200 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	200 000 000
2565	Construction Entrepôts Maliens au Benin	Etat	Budget national	2020-2027	1 330 998 000	280 998 000	250 000 000	800 000 000	200 000 000	0	300 000 000	0	300 000 000	800 000 000	800 000 000
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNTTMF	Etat	Budget national	2021-2027	2 500 000 000	10 000 000	300 000 000	2 500 000 000	300 000 000	0	1 200 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkoro (13,8km)	Etat	Budget national	2017-2026	19 663 869 707	12 105 000 000	1 000 000 000	0	1 500 000 000	0	0	0	0	0	1 500 000 000
3016	Const route Banconi-dialakorodji-Safo-Dabanani-Noumsombougou	Etat	Budget national	2017-2027	28 187 059 552	16 762 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	225 000 000
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	Etat	Budget national	2021-2027	87 300 000 000	12 104 235 000	5 000 000 000	0	7 500 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	37 500 000 000
3012	Construction bitumage Route Kayes-Sadiola (lot 1)	Etat	Budget national	2017-2022	49 890 000 000	49 890 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	Etat	Budget national	2018-2025	1 151 000 000	2 006 500 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0	0	0	0	750 000 000
		BOAD	Prêt/Subvention		20 000 000 000	12 017 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3176	CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR, D'UN VIADUC ET AMENAGEMENT DE 10 KM DES VOIRIES DANS LA VILLE DE SIKASSO	Etat	Budget national	2019-2021	6 640 000 000	5 864 000 000	0	0	0	0	0			0	0
		BOAD	Prêt		22 139 000 000	21 007 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3230	AMENAGEMENT SECTION SEVARE -MOPTI DE LA RN6, AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	BOAD	Prêt	2020-2026	44 104 798 013	13 178 000 000	3 250 000 000	0	3 250 000 000	0	12 950 000 000	0	0	0	16 200 000 000
		Etat	Budget national		1 148 000 000	462 463 201	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
3201	Réhabilitation route Sévaré Gao (Phase I)	Etat	Budget national	2020-2027	195 000 000 000	3 208 000 000	700 000 000	100 000 000	100 000 000	700 000 000	700 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
		BADEA/OFIB	PRET			0	0	0	1 000 000 000	0	8 000 000 000	0	8 000 000 000	0	17 000 000 000
3231	Equipement Salle d'Archivage DFM MTI	Etat	Budget national	2025-2025	200 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	Etat	Budget national	2022-2026	10 638 000 000	68 000 000	2 000 000 000	570 000 000	570 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	8 570 000 000	8 570 000 000
Sous total Projets en cours					1 064 291 710 045	441 493 180 974	57 261 000 000	63 495 000 000	55 681 453 000	8 515 000 000	99 465 000 000	8 815 000 000	86 615 000 000	80 825 000 000	241 761 453 000

3318	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE SADIOLA-SOUMALA	Etat	Budget national	2022-2025	30 000 000 000	0	50 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	750 000 000	750 000 000
3319	Travaux de construction de la Pénétrante - Phase 2 de la route Bamako -Ségou (tronçon de la route RN6 compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, construction de 4 passerelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km.	Etat	Budget national	2022-2027	20 000 000 000	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3320	Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boulkassoumbougou	Etat	Budget national	2022-2027	34 510 000 000	200 442 774	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
		BOAD	PRET			4 092 000 000	4 250 000 000	0	4 250 000 000	0	12 208 000 000	0	8 208 000 000	0	24 666 000 000
3313	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	Etat	Budget national	2022-2027	1 000 000 000	0	200 000 000	800 000 000	200 000 000	0	400 000 000	0	200 000 000	800 000 000	800 000 000
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	Etat	Budget national	2022-2027	2 880 000 000	0	380 000 000	2 500 000 000	380 000 000	0	1 200 000 000	0	920 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	Etat	Budget national	2022-2027	1 300 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	400 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA -SANDARE	Etat	Budget national	2022-2027	90 000 000 000	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3324	Construction de la route Tambaga-Manantali (92km)	Etat	Budget national	2022-2025	65 000 000 000	0	430 000 000	430 000 000	430 000 000	0	0	0	0	430 000 000	430 000 000
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	Etat	Budget national	2022-2027	25 000 000 000	0	370 000 000	5 000 000 000	370 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	5 000 000 000	2 370 000 000
3355	Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila	Etat	Budget national	2022-2027	127 000 000 000	0	7 000 000 000	0	7 500 000 000	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0	27 500 000 000
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	Etat	Budget national	2022-2027	2 250 000 000	0	750 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
		BOAD	PRET		700 000 000	0	0	0	700 000 000	0	0	0	0	0	700 000 000
3383	CNONSTRUCTION ENTREPOT MAURITANIE	Etat	Budget national	2023-2027	2 500 000 000	0	200 000 000	2 500 000 000	200 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	2 500 000 000	1 200 000 000
3384	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO CONAKRY A KANKAN	Etat	Budget national	2023-2027	7 500 000 000	0	500 000 000	7 500 000 000	500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	7 500 000 000	4 500 000 000
3385	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOTT	Etat	Budget national	2023-2027	2 500 000 000	0	200 000 000	2 500 000 000	250 000 000	0	1 300 000 000	0	950 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3415	Construction et bitumage de la route Bougouni-Manankoro-Frontière Côte d'Ivoire	Etat	Budget national	2023-2025	250 000 000	0	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2 948	CONSTRUCT. BITUMAGE ROUTE MACINA DIAFARABE TENINKOU	Etat	Budget national	2016-2025	8 316 000 000	6 038 000 000	100 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000

3421	REHABILITATION PISTE AEROPORT DE MOPTI	Etat	Budget national	2024-2024	120 000 000	0	120 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3431	Projet d'élargissement en 2*2 voies de la Route de Bamako-Koulouba-Kati, Bretelle Point G et Samé	Etat	Budget national	2025-2027	45 000 000 000	0	0	94 000 000 000	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	94 000 000 000	45 000 000 000
Sous total Nouveaux projets					465 826 000 000	10 330 442 774	16 400 000 000	120 030 000 000	32 880 000 000	900 000 000	45 608 000 000	900 000 000	40 278 000 000	121 830 000 000	118 766 000 000
TOTAL GENERAL					1 530 117 710 045	451 823 623 748	73 661 000 000	183 525 000 000	88 561 453 000	9 415 000 000	145 073 000 000	9 715 000 000	126 893 000 000	202 655 000 000	360 527 453 000
Sous-total projets en cours					1 064 291 710 045	441 493 180 974	57 261 000 000	63 495 000 000	55 681 453 000	8 515 000 000	99 465 000 000	8 815 000 000	86 615 000 000	80 825 000 000	241 761 453 000
Sous-total nouveau projet					465 826 000 000	10 330 442 774	16 400 000 000	120 030 000 000	32 880 000 000	900 000 000	45 608 000 000	900 000 000	40 278 000 000	121 830 000 000	118 766 000 000
Total					1 530 117 710 045	451 823 623 748	73 661 000 000	183 525 000 000	88 561 453 000	9 415 000 000	145 073 000 000	9 715 000 000	126 893 000 000	202 655 000 000	360 527 453 000
Sous-total projets sur financement Etat					1 096 520 912 032	255 797 623 748	53 390 000 000	183 525 000 000	60 050 000 000	9 415 000 000	88 415 000 000	9 715 000 000	87 185 000 000	202 655 000 000	235 650 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					388 396 798 013	196 026 000 000	20 271 000 000	0	28 511 453 000	0	56 658 000 000	0	39 708 000 000	0	124 877 453 000
Total					1 484 917 710 045	451 823 623 748	73 661 000 000	183 525 000 000	88 561 453 000	9 415 000 000	145 073 000 000	9 715 000 000	126 893 000 000	202 655 000 000	360 527 453 000

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2740	Contrat plan Etat/ANCD	Etat	Budget national	2016-2027	2 216 224 860	1 591 224 860	200 000 000	225 000 000	225 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	425 000 000	425 000 000
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	Etat	Budget national	2011-2026	4 900 462 000	3 700 462 000	300 000 000	0	400 000 000	0	500 000 000	0	0	0	900 000 000
2926	Contrat Etat ONP	Etat	Budget national	2015-2027	3 810 000 000	2 810 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numérisation des Archives de l'ORTM	Etat	Budget national	2020-2027	7 499 750 000	1 499 750 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Sous total projets en cours					18 426 436 860	9 601 436 860	1 800 000 000	2 525 000 000	2 925 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	6 125 000 000	7 025 000 000
3 326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	Etat	Budget national	2022-2024	550 000 000	0	275 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
Sous total Nouveau projets					550 000 000	0	275 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
TOTAL GENERAL					18 976 436 860	9 601 436 860	2 075 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	6 400 000 000	7 300 000 000
Sous-total projets en cours					18 426 436 860	9 601 436 860	1 800 000 000	2 525 000 000	2 925 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	6 125 000 000	7 025 000 000
Sous-total nouveau projet					550 000 000	0	275 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
Total					18 976 436 860	9 601 436 860	2 075 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	6 400 000 000	7 300 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					18 976 436 860	9 601 436 860	2 075 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	6 400 000 000	7 300 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					18 976 436 860	9 601 436 860	2 075 000 000	2 800 000 000	3 200 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	6 400 000 000	7 300 000 000

MINISTERE DES MINES

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2377	Appui CPS/ SME	Etat	Budget National	2009-2027	1 591 376 200	1 165 376 200	102 000 000	120 000 000	120 000 000	102 000 000	102 000 000	102 000 000	102 000 000	324 000 000	324 000 000
3188	Projet de gouvernance du secteur des mines	IDA	Prêt	2020-2023	23 000 000 000	7 573 820 000	0	0	0	0	0			-	-
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	Etat	Budget National	2015-2026	3 983 629 881	1 983 629 881	600 000 000	0	800 000 000	0	600 000 000	0	0	-	1 400 000 000
3358	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Etat	Budget National	2023-2027	320 000 000	0	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	240 000 000	240 000 000
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	Etat	Budget National	2021-2027	2 382 000 000	82 000 000	500 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	800 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	1 800 000 000
Sous total Projets en cours					31 277 006 081	10 804 826 081	1 282 000 000	2 200 000 000	1 200 000 000	182 000 000	1 582 000 000			2 382 000 000	2 782 000 000
3349	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERES DU MALI (PDRPM)	Etat	Budget National	2023-2027	1 200 000 000	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
Sous total nouveau projet					1 200 000 000	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
TOTAL GENERAL					32 477 006 081	10 804 826 081	1 582 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000	482 000 000	1 882 000 000	300 000 000	300 000 000	3 282 000 000	3 682 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					31 277 006 081	10 804 826 081	1 282 000 000	2 200 000 000	1 200 000 000	182 000 000	1 582 000 000	0	0	2 382 000 000	2 782 000 000
Sous-total nouveau projet					1 200 000 000	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
Total					32 477 006 081	10 804 826 081	1 582 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000	482 000 000	1 882 000 000	300 000 000	300 000 000	3 282 000 000	3 682 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					9 157 006 081	3 231 006 081	1 582 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000	482 000 000	1 882 000 000	482 000 000	1 282 000 000	3 464 000 000	4 664 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					23 000 000 000	7 573 820 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					32 157 006 081	10 804 826 081	1 582 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000	482 000 000	1 882 000 000	482 000 000	1 282 000 000	3 464 000 000	4 664 000 000

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	Etat	Budget National	2004-2027	19 683 499 458	13 183 499 458	1 500 000 000	5 000 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
		Multi bailleurs	Prêt/Sub		126 975 000 000	17 554 000 000	4 000 000 000	-	4 000 000 000	-	37 405 000 000	-	41 723 000 000	-	83 128 000 000
2739	Appui Cellule suivi des interconnexions	Etat	Budget National	2014-2027	1 104 589 475	594 589 475	120 000 000	150 000 000	150 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	390 000 000	390 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	Etat	Budget National	2012-2027	16 643 000 000	11 143 000 000	1 500 000 000	8 000 000 000	1 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	8 000 000 000	4 000 000 000
		BOAD	Prêt		20 000 000 000	17 293 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2010	Renforcement de l'Infrastructure Nationale de Radioprotection	Etat	Budget National	2005-2027	2 620 000 000	2 220 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2529	Contrat Plan Etat LNE	Etat	Budget national	2010-2027	4 263 249 696	3 113 249 696	300 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	850 000 000	850 000 000
2130	Programme d'urgence AEP en milieu rural /PPTE	Etat	Budget national	2006-2027	44 910 865 390	34 910 865 390	3 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
2575	Projet AEP Bamako-Kabala	UE/AFD/BEI/ BM/BAD/BID	Prêt	2013-2027	172 037 000 000	150 037 000 000	11 000 000 000	0	11 000 000 000	0	0	0	0	-	11 000 000 000
		Etat	Budget national		5 264 000 000	2 314 000 000	650 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
2577	Program. Nat de Mobilisation des Ressources en Eau /Assainissement AEP Centres Semi Urbains en 1ère,2ème,5ème et 6me régions.	KFW	Prêt/Sub	2011-2027	18 695 000 000	18 657 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	-	100 000 000
		Etat	Budget national		1 473 000 000	1 073 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Etat	Budget national	2002-2027	4 322 000 000	3 722 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2789	Projet de Développement des Energies Nouvelles et Renouvelables	Etat	Budget National	2015-2027	1 657 000 000	1 132 000 000	125 000 000	150 000 000	150 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	400 000 000	400 000 000
2795	Electrification villageoise/Energie Phase 3	Etat	Budget National	2015-2023	580 000 000	580 000 000								-	-
		Inde	Don		2 125 500 000	1 493 000 000								-	-
2838	Gestion Intégrée développement usages multiples / OMVS, phase 2	IDA/FEM	Prêt/Sub	2014-2027	28 396 000 000	6 298 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Etat	Budget national		2 427 000 000	1 227 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2 931	Programme Commun d'appui à la GIRE	Etat	Budget National	2016-2027	2 281 350 000	1 481 350 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
		Suède/Pays-Bas	Don		7 741 000 000	7 310 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2 954	Fonds d'étude des projets Eau et Energie	Etat	Budget National	2016-2024	1 275 000 000	1 075 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2 953	Programme de développement Energie Biocarburant	Etat	Budget National	2016-2027	2 654 000 000	1 454 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000

2 869	Projet Système Hybride d'Electrification Rurale	Extérieur	Prêt	2016-2024	39 749 000 000	38 186 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Etat	Budget National		4 138 800 000	4 138 800 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2 996	Projet d'alimentation en eau potable et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux	Etat	Budget National	2016-2027	1 705 408 086	705 408 086	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
		KFW	Sub		39 357 000 000	15 684 000 000	613 000 000	0	1 600 000 000	0	1 208 000 000	0	1 200 000 000	-	4 008 000 000
2 998	Projet d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural BID/UEMOA	Etat	Budget National	2017-2021	672 000 000	362 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID/UEMOA	Prêt/Sub		6 285 000 000	2 280 000 000								-	-
2 999	Projet construction liaison double terne Sikasso-Bougouni-Bamako (225kv)	Etat	Budget National	2016-2023	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Extérieur	Prêt		75 000 000 000	22 231 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3 109	Programme d'Urgences Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire	Etat	Budget National	2018-2027	26 852 000 000	25 202 000 000	350 000 000	5 000 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	5 000 000 000	1 300 000 000
3 048	L'Electrification Rurale par Système Hybrides de 32 Localités	BADEA/Fonds Abou Dabu	Prêt/Sub	2017-2027	10 320 000 000	5 936 000 000	1 527 000 000	0	1 527 000 000	0	765 000 000	0	0	-	2 292 000 000
		Etat	Budget National		1 380 000 000	150 000 000	560 000 000	600 000 000	600 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	1 720 000 000	1 720 000 000
3 116	Production Hybride et Accès rural à l'Electricité	AFD	Prêt/Sub	2018-2027	24 926 000 000	658 000 000	164 000 000	0	164 000 000	0	0	0	0	-	164 000 000
3 082	Programme Saoudien de forages Puits et Développement Rural en Afrique	FSD	Sub	2018-2027	4 096 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	0	1 955 000 000	0	0	-	2 455 000 000
		Etat	Budget National		494 807 512	204 807 512	80 000 000	50 000 000	50 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	210 000 000	210 000 000
3 132	Projet appui connaissances et suivi ressources en eau	KFW	Sub	2020-2027	6 560 000 000	749 000 000	1 727 000 000	0	1 727 000 000	0	1 608 000 000	0	247 000 000	-	3 582 000 000
		Etat	Budget National		499 353 314	159 353 314	80 000 000	100 000 000	100 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	260 000 000	260 000 000
3 162	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et l'Assainissement au Mali 3ème phase	UE/FED	SUB	2020-2027	7 543 000 000	1 016 000 000	1 100 000 000	0	1 600 000 000	0	0	0	0	-	1 600 000 000
		Etat	Budget National		298 413 822	23 413 822	75 000 000	50 000 000	50 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	200 000 000	200 000 000
3 117	Projet Energie Solaire pour le Développement rural au Mali	BID	Prêt	2016-2026	9 444 000 000	1 150 000 000	2 545 000 000	0	2 545 000 000	0	4 545 000 000	0	0	-	7 090 000 000
3 181	Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM)	IDA	Banque Mondiale	2019-2026	87 750 000 000	42 853 260 000	23 457 000 000	0	7 457 000 000	0	0	0	0	-	7 457 000 000
3 304	Projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM)	Multi bailleurs	Sub	2018-2025	48 882 000 000	2 883 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
			Prêt			25 000 000	0	0	1 302 047 000	0	0	0	0	-	1 302 047 000
3 306	Projet central hydraulique de Djenné	BAD/BM	EXTERIEUR		6 173 380 000	6 173 380 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget National	2023-2026	247 499 720	47 499 720	200 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3182	PIDAC	FAD/UE /Fonds Vert Climat		2019-2027	11 961 000 000	397 460 000	3 353 000 000	0	3 353 000 000	0	2 934 000 000	0	0	-	6 287 000 000
		Etat	Budget National		1 836 000 000	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
Sous total Projets en cours					903 418 716 473	469 200 936 473	60 376 000 000	22 900 000 000	44 575 047 000	6 540 000 000	60 960 000 000			29 440 000 000	105 535 047 000
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	Etat	Budget National	2023-2025	120 000 000	0	120 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-

3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	Etat	Budget National	2022-2027	1 700 000 000	0	500 000 000	200 000 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	Etat	Budget National	2023-2026	1 500 000 000	0	300 000 000	0	0	0	1 200 000 000	0	0	-	1 200 000 000
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	Etat	Budget National	2023-2027	2 550 000 000	0	300 000 000	2 500 000 000	250 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 250 000 000
3405	Projet Appui Approvisionnement et Assainissement résilient aux changements climatiques à la COVID 19 dans la région de Kayes et le cercle de Kati	Etat	Budget National	2023-2027	450 000 000	0	100 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
			extérieur		0	0								-	-
3419	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE GAO	Etat	Budget National	2023-2026	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3439	Projet de Renforcement du Système électrique et d'amélioration de l'accès à l'électricité PRSEAM (Yelen Sira)	BM	PRÊT/SUB	2025-2027	25 500 000 000	0	0	0	3 100 000 000	0	11 029 000 000	0	11 371 000 000	-	25 500 000 000
3362	Projet d'électrification rurale de 50 localités dans les Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou par des systèmes solaires voltaïques au Mali	BOAD/FVC	PRÊT/SUB	2025-2027	9 369 250 000	0	0	0	3 303 500 000	0	3 065 750 000	0	3 000 000 000	-	9 369 250 000
Sous total nouveau projet					6 470 000 000	0	1 470 000 000	2 850 000 000	7 003 500 000	600 000 000	16 894 750 000	600 000 000	15 971 000 000	4 050 000 000	39 869 250 000
TOTAL GENERAL					909 888 716 473	469 200 936 473	61 846 000 000	25 750 000 000	51 578 547 000	7 140 000 000	77 854 750 000	600 000 000	15 971 000 000	33 490 000 000	145 404 297 000

Sous-total projets en cours	903 418 716 473	469 200 936 473	60 376 000 000	22 900 000 000	44 575 047 000	6 540 000 000	60 960 000 000	0	0	29 440 000 000	105 535 047 000
Sous-total nouveau projet	6 470 000 000	0	1 470 000 000	2 850 000 000	7 003 500 000	600 000 000	16 894 750 000	600 000 000	15 971 000 000	4 050 000 000	39 869 250 000
Total	909 888 716 473	469 200 936 473	61 846 000 000	25 750 000 000	51 578 547 000	7 140 000 000	77 854 750 000	600 000 000	15 971 000 000	33 490 000 000	145 404 297 000

Sous-total projets sur financement Etat	155 872 836 473	110 336 836 473	11 760 000 000	25 750 000 000	8 300 000 000	7 140 000 000	13 340 000 000	7 140 000 000	11 640 000 000	40 030 000 000	33 280 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	754 015 880 000	358 864 100 000	50 086 000 000	0	43 278 547 000	0	64 514 750 000	0	57 541 000 000	-	165 334 297 000
Total	909 888 716 473	469 200 936 473	61 846 000 000	25 750 000 000	51 578 547 000	7 140 000 000	77 854 750 000	7 140 000 000	69 181 000 000	40 030 000 000	198 614 297 000

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2212	Réhabilitation/Extension Hôpital Point "G"	Etat	Budget National	6 339 000 000	2006-2027	3 439 000 000	800 000 000	500 000 000	500 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
2215	Réhabilitation/Extension Hôpital Kati	Etat	Budget National	3 702 467 112	2005-2027	2 902 467 112	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2214	Réhabilitation/Extension l'Hôpital Gabriel Touré	Etat	Budget National	4 696 000 000	2004-2027	3 596 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	800 000 000	800 000 000
2061	Réhabilitation/Extension IOTA	Etat	Budget National	3 711 500 000	2007-2027	2 511 500 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	Etat	Budget National	12 538 999 226	2007-2025	11 538 999 226	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
2582	Aménag/Equip Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose	Etat	Budget National	1 728 981 766	2011-2027	928 981 766	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3159	REHABILITATION/EXTENSION INSP	Etat	Budget National	1 006 000 000	2021-2027	106 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	650 000 000	650 000 000
2638	Construction Centre Télésanté et Informatique Médicale	Etat	Budget National	4 314 000 000	2016-2027	1 514 000 000	300 000 000	2 500 000 000	500 000 000	0	1 500 000 000	0	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	Etat	Budet National	35 024 604 376	2017-2025	29 024 604 376	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	Etat	Budet National	37 233 462 978	2017-2027	17 733 462 978	5 000 000 000	14 500 000 000	5 000 000 000	0	5 000 000 000	0	4 500 000 000	14 500 000 000	14 500 000 000
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	Etat	Budget National	900 000 000	2021-2026	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	Etat	Budget National	3 000 000 000	2021-2027	146 000 000	500 000 000	2 800 000 000	300 000 000	0	1 000 000 000	0	1 300 000 000	2 800 000 000	2 600 000 000
2379	Appui à la Cellule de Planification et de Statistique (CPS)	Etat	Budget National	701 210 500	2017-2026	341 210 500	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	240 000 000	240 000 000
3 039	Projet Appui Réinsertion socioéconomique des populations du Nord Mali	BAD	Subvention	8 000 000 000	2017-2024	205 000 000								0	0
		Etat	Budget National	591 000 000		298 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2429	Appui Programme ODHD	Etat	Budget National	6 120 167 421	2009-2027	4 520 167 421	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	Etat	Budget National	422 000 000	2022-2026	28 499 000	150 000 000	422 000 000	150 000 000	0	272 000 000	0	0	422 000 000	422 000 000

3232	Programme National de Réduction de la Pauvreté dans les 200 communes les plus pauvres du Mali	Etat	Budget National	500 000 000	2021-2026	0	200 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
Total projets en cours				130 529 393 379		78 833 892 379	12 670 000 000	26 192 000 000	11 920 000 000	3 070 000 000	10 842 000 000	2 450 000 000	8 750 000 000	31 712 000 000	31 512 000 000
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNOS	Etat	Budget National	3 900 000 000	2022-2027	0	500 000 000	5 000 000 000	400 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	3 400 000 000
3334	CONSTRCUTION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	Etat	Budget National	1 443 000 000	2022-2027	0	200 000 000	1 200 000 000	200 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3335	CONSTRUCTION D'UN CENTRE REGIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE ET DE REEDUCATION FONCTIONNELLE A KAYES	Etat	Budget National	1 050 000 000	2022-2027	0	250 000 000	800 000 000	250 000 000	0	300 000 000	0	250 000 000	800 000 000	800 000 000
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	Etat	Budget National	748 000 000	2022-2027	0	300 000 000	750 000 000	200 000 000	0	300 000 000	0	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	Etat	Budget National	900 000 000	2022-2027	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3382	CONSTRUCTION/REHABILIATATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	Etat	Budget National	1 500 000 000	2022-2026	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
Sous-total nouveau projet				9 541 000 000		0	2 050 000 000	8 550 000 000	1 850 000 000	800 000 000	3 400 000 000	0	2 500 000 000	9 350 000 000	7 750 000 000
Total				140 070 393 379		78 833 892 379	14 720 000 000	34 742 000 000	13 770 000 000	3 870 000 000	14 242 000 000	2 450 000 000	11 250 000 000	41 062 000 000	39 262 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				130 529 393 379		78 833 892 379	12 670 000 000	26 192 000 000	11 920 000 000	3 070 000 000	10 842 000 000	2 450 000 000	8 750 000 000	31 712 000 000	31 512 000 000
Sous-total nouveau projet				9 541 000 000		0	2 050 000 000	8 550 000 000	1 850 000 000	800 000 000	3 400 000 000	0	2 500 000 000	9 350 000 000	7 750 000 000
Total				140 070 393 379		78 833 892 379	14 720 000 000	34 742 000 000	13 770 000 000	3 870 000 000	14 242 000 000	2 450 000 000	11 250 000 000	41 062 000 000	39 262 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				132 070 393 379		78 628 892 379	14 720 000 000	34 742 000 000	13 770 000 000	3 870 000 000	14 242 000 000	2 450 000 000	11 250 000 000	41 062 000 000	39 262 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				8 000 000 000		205 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				140 070 393 379		78 833 892 379	14 720 000 000	34 742 000 000	13 770 000 000	3 870 000 000	14 242 000 000	2 450 000 000	11 250 000 000	41 062 000 000	39 262 000 000

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL(2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2436	Aménagement Espace Loisirs Cité des Enfants	ETAT	Budget National	2009-2027	2 489 494 988	2 089 494 988	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2733	Construction/Equipement Pouponnière Bamako	ETAT	Budget National	2014-2027	2 388 000 000	1 788 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3237	Projet de construction d'un immeuble pour certains services du MPFEF	ETAT	Budget National	2021-2027	1 575 000 000	0	300 000 000	1 275 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	475 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
3003	Appui autonomisat° Femmes Filières agro sylvo pastorales et karité	BAD	Prêt	2017-2027	4 400 000 000	1 871 500 000	1 077 000 000	0	1 077 000 000	0	973 000 000	0	0	0	2 050 000 000
		ETAT	Budget National		803 000 000	403 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3004	Appui promotion Femme rurale	ETAT	Budget National	2017-2027	1 330 618 664	930 618 664	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2433	Appui Valorisation des Filières porteuses	ETAT	Budget National	2009-2027	2 378 003 150	1 978 003 150	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2434	Lutte Contre Abandon Enfant	ETAT	Budget National	2009-2027	1 534 000 000	934 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2524	Equipement Maison des femmes	ETAT	Budget National	2010-2027	1 521 000 000	1 121 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2516	Appui Organisation Panafricaine des Femmes	ETAT	Budget National	2008-2027	1 164 017 750	764 017 750	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2370	Prog Nat Appui femmes Opératrices Economiques	ETAT	Budget National	2008-2027	1 363 000 000	1 063 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous total Projets en cours					20 946 134 552	12 942 634 552	2 377 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	1 000 000 000	2 473 000 000	900 000 000	1 375 000 000	4 175 000 000	6 225 000 000
Sous total Projets nouveaux					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					20 946 134 552	12 942 634 552	2 377 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	1 000 000 000	2 473 000 000	900 000 000	1 375 000 000	4 175 000 000	6 225 000 000
Sous-total projets en cours					20 946 134 552	12 942 634 552	2 377 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	1 000 000 000	2 473 000 000	900 000 000	1 375 000 000	4 175 000 000	6 225 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					20 946 134 552	12 942 634 552	2 377 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	1 000 000 000	2 473 000 000	900 000 000	1 375 000 000	4 175 000 000	6 225 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					16 546 134 552	11 071 134 552	1 300 000 000	2 275 000 000	1 300 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	900 000 000	1 375 000 000	4 175 000 000	4 175 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					4 400 000 000	1 871 500 000	1 077 000 000	0	1 077 000 000	0	973 000 000	0	0	0	2 050 000 000
Total					20 946 134 552	12 942 634 552	2 377 000 000	2 275 000 000	2 377 000 000	1 000 000 000	2 473 000 000	900 000 000	1 375 000 000	4 175 000 000	6 225 000 000

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1927	Programme National d'Actions pour l'Emploi en vue de réduire la Pauvreté (PNA/ERP)	Etat	Budget national	2003-2025	3 302 120 655	3 152 120 655	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2844	Projet d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER)	Etat	Budget national	2015-2021	500 000 000	352 000 000								0	0
		FIDA	Prêt		25 705 000 000	13 414 000 000	0	0	0					0	0
		FIDA	Subvention				0	0	0					0	0
3111	Ferme Ecole MOFA	Etat	Budget national	2018 - 2021	2 526 424 524	526 424 524	200 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF	Etat	Budget national	2020-2023	2 500 000 000	0	500 000 000	2 500 000 000	500 000 000	0	1 100 000 000	0	900 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3038	Construction/équipement Centre de formation Professionnelle au Mali	Etat	Budget national	2017-2023	4 517 508 500	1 017 508 500	500 000 000	5 000 000 000	500 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	3 500 000 000
2843	Projet de Renforcement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ)	Etat	Budget national	2015-2021	1 000 000 000	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		IDA	Prêt		31 555 000 000	27 050 000 000	0	0	0					0	0
3037	Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle (PFIP)	Etat	Budget national	2017-2021	861 000 000	308 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		Grand Dussé Lux	Subvention		5 895 000 000	6 311 000 000	0	0	0					0	0
3339	CONTRIBUTION A L'INSERTIONPROFESSIONNELLE ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL	état	Budget national	2023-2026	614 248 864	14 248 864	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Etat	Budget national	2021-2023	2 500 000 000		500 000 000	2 000 000 000	700 000 000	0	800 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Sous-total projets en cours					81 476 302 543	52 895 302 543	2 300 000 000	12 100 000 000	2 800 000 000	0	4 400 000 000	0	3 400 000 000	12 100 000 000	10 600 000 000
3406	Projet d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entreprenariat des jeunes ruraux (FIER II)	état	Budget national	2024-2026	600 000 000	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
		FIDA	PRÊT	2024-2026	19 032 000 000	0	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	7 857 000 000	0	7 665 000 000	0	17 277 000 000
Sous-total nouveau projet					19 632 000 000	0	1 905 000 000	150 000 000	1 905 000 000	150 000 000	8 007 000 000	150 000 000	7 815 000 000	450 000 000	17 727 000 000
Sous-total projets en cours					81 476 302 543	52 895 302 543	2 300 000 000	12 100 000 000	2 800 000 000	0	4 400 000 000	0	3 400 000 000	12 100 000 000	10 600 000 000
Sous-total nouveau projet					19 632 000 000	0	1 905 000 000	150 000 000	1 905 000 000	150 000 000	8 007 000 000	150 000 000	7 815 000 000	450 000 000	17 727 000 000
Total					101 108 302 543	52 895 302 543	4 205 000 000	12 250 000 000	4 705 000 000	150 000 000	12 407 000 000	150 000 000	11 215 000 000	12 550 000 000	28 327 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					18 921 302 543	6 120 302 543	2 450 000 000	12 250 000 000	2 950 000 000	150 000 000	4 550 000 000	150 000 000	3 550 000 000	12 550 000 000	11 050 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					82 187 000 000	46 775 000 000	1 755 000 000	0	1 755 000 000	0	7 857 000 000	0	7 665 000 000	0	17 277 000 000
TOTAL GENERAL					101 108 302 543	52 895 302 543	4 205 000 000	12 250 000 000	4 705 000 000	150 000 000	12 407 000 000	150 000 000	11 215 000 000	12 550 000 000	28 327 000 000

MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2241	Appui au Cadre Intégré du Commerce	Etat	Budget national	2005-2027	14 784 000 000	12 984 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	1 200 000 000	1 200 000 000
		Fds Multilatéral/PNUD	Subvention		7 188 000 000	5 763 000 000	505 000 000	0	346 000 000	0	300 000 000	0	274 000 000	0	920 000 000
3 160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONALISATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI (PRODEVIM)	Etat	Budget national	2019-2024	550 000 000	50 390 670	80 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 025	Construction/équipement DGCC/DRCC/APEX (R+5)	Etat	Budget national	2016-2027	5 550 000 000	1 906 000 000	700 000 000	4 500 000 000	700 000 000	0	2 000 000 000	0	1 800 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
2683	Projet d'appui à l'API-Mali	Etat	Budget national	2020-2027	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2603	Appui à la mise en place des reformes Etat/Secteur Privé	Etat	Budget national	2011 - 2027	2 163 000 000	1 683 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2755	Loi d'orientation du secteur privé	Etat	Budget national	2014 - 2027	1 034 000 000	434 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2 619	Appui CERFITEX	Etat	Budget national	2005-2027	3 979 242 865	2 779 242 865	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2108	Programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles	Etat	Budget national	2006-2027	1 732 263 682	1 272 263 682	120 000 000	100 000 000	100 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	340 000 000	340 000 000
2 845	Réhabilitation CEMAPI	Etat	Budget national	2016-2027	905 987 638	445 987 638	120 000 000	100 000 000	100 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	340 000 000	340 000 000
2381	Appui CPS/ICAEPIP	Etat	Budget national	2008-2027	1 537 249 200	1 060 249 200	119 000 000	120 000 000	120 000 000	119 000 000	119 000 000	119 000 000	119 000 000	358 000 000	358 000 000
2639	Projet Opération et Stratégie de Dvpt du Secteur Agro-Alimentaire	Etat	Budget national	2012-2027	885 000 000	425 000 000	120 000 000	100 000 000	100 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	340 000 000	340 000 000
3 161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	Etat	Budget national	2020-2027	1 200 000 000	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	Etat	Budget national	2021-2027	367 000 000	47 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	240 000 000	240 000 000
3387	FONDS D'ETUDES APEX	Etat	Budget national	2021-2027	994 990 000	94 990 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
2 957	Projet d'appui formalisation des acteurs du commerce du détail	Etat	Budget national	2016-2027	1 419 499 366	939 499 366	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
Sous-total projets en cours					44 290 232 751	29 884 623 421	3 834 000 000	7 090 000 000	3 636 000 000	2 549 000 000	4 849 000 000	1 949 000 000	4 023 000 000	11 588 000 000	12 508 000 000
3 294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	Etat	Budget national	2021-2027	1 700 000 000		300 000 000	1 200 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
Sous-total nouveau projet					1 700 000 000	0	300 000 000	1 200 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
					45 990 232 751	29 884 623 421	4 134 000 000	8 290 000 000	3 936 000 000	2 549 000 000	5 349 000 000	1 949 000 000	4 423 000 000	12 788 000 000	13 708 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					44 290 232 751	29 884 623 421	3 834 000 000	7 090 000 000	3 636 000 000	2 549 000 000	4 849 000 000	1 949 000 000	4 023 000 000	11 588 000 000	12 508 000 000
Sous-total nouveau projet					1 700 000 000	0	300 000 000	1 200 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
Total					45 990 232 751	29 884 623 421	4 134 000 000	8 290 000 000	3 936 000 000	2 549 000 000	5 349 000 000	1 949 000 000	4 423 000 000	12 788 000 000	13 708 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					38 619 232 751	24 118 232 751	3 629 000 000	8 290 000 000	3 590 000 000	2 549 000 000	5 049 000 000	1 949 000 000	4 149 000 000	12 788 000 000	12 788 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					7 188 000 000	5 763 000 000	505 000 000	0	346 000 000	0	300 000 000	0	274 000 000	0	920 000 000
TOTAL GENERAL					45 807 232 751	29 881 232 751	4 134 000 000	8 290 000 000	3 936 000 000	2 549 000 000	5 349 000 000	1 949 000 000	4 423 000 000	12 788 000 000	13 708 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3052	Construction Centre de Formation pour le Développement	Etat	Budget national	1 881 541 000	2017-2026	1 081 541 000	400 000 000	0	400 000 000	0	0	0	0	-	400 000 000
3163	Appui à la mobilisation des recettes intérieures	Etat	Budget national	741 000 000	2021-2023	741 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMNT ECONOMIQUE	Etat	Budget National	803 450 000	2016-2027	503 450 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	225 000 000
2719	Projets filets sociaux JIGISEME JIRI/IDA	Etat	Budget national	13 376 125 000	2013-2024	13 226 125 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Extérieur (IDA)	Don	40 031 000 000		40 031 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3120	Projet d'Appui Compétitivité de l'Economie Malienne	Etat	Budget national	746 000 000	2018-2025	259 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
		BAD	SUB	8 000 000 000		697 000 000	2 550 000 000	-	4 000 000 000	-	-	-	-	-	4 000 000 000
2732	Projet de reconstruction Relance Economique	Etat	Budget national	533 000 000	2014-2021	533 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		(IDA)	Don	58 758 000 000		58758 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2104	Appui à la Viabilité de la Dette	Etat	Budget national	1 934 978 468	2006-2027	1 134 978 468	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2460	Appui à la Mise en Œuvre du Schéma Directeur de la Statistique	Etat	Budget national	21 800 000 000	2012-2027	3 569 761 811	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2477	Appui Mise en Œuvre INSTAT	Etat	Budget national	6 500 000 000	2010-2027	4 216 542 757	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3178	APPUI MISE EN ŒUVRE CERCAP	Etat	Budget national	853 233 620	2020-2027	53 233 620	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2544	Appui mise en Œuvre Plan Harmonisation de l'Aide	Etat	Budget national	1 571 068 022	2009-2027	971 068 022	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2905	Appui Programmation Suivi/Eval Investissements	Etat	Budget national	3 604 213 280	2016-2027	2 004 213 280	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3165	Renforcement Capacités de Modélisation	Etat	Budget national	1 273 853 540	2020-2027	273 853 540	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2659	Programme Promotion Planification Gestion du Développement	Etat	Budget national	1 971 341 748	2012-2027	1 371 341 748	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2673	Appui Mise en Œuvre CSCRP	Etat	Budget national	2 372 238 330	2012-2027	1 372 238 330	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2827	Appui au processus Mali Emergent	Etat	Budget national	466 945 436	2015-2023	466 945 436	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2883	Programme de Perfectionnement des Agents du MEF	Etat	Budget national	1 938 000 000	2015-2027	938 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES	Etat	Budget national	1 262 000 000	2017-2027	662 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS CAISFF	Etat	Budget national	4 343 000 000	2016-2027	2 343 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2911	APPUI CELLULE DE DVPT SECTEUR FINANCIER	Etat	Budget national	1 004 000 000	2016-2027	458 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2941	APPUI CELLULE SUIVI PROJETS	Etat	Budget national	1 090 959 720	2016-2027	490 959 720	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2731	Fonds d'étude et de préparation des projets	Etat	Budget national	17 188 483 732	2014-2027	3 188 483 732	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES MEF (SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE)	Etat	Budget national	9 153 991 638	2016-2027	5 553 991 638	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
2970	MIGRATION DE PRED 5 DGB-DNPD	Etat	Budget national	2 062 640 688	2016-2027	1 062 640 688	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3057	Appui Cellule Suivi Réformes UEMOA	Etat	Budget national	765 000 000	2017-2027	165 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000

3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	Etat	Budget national	763 989 100	2021-2027	163 989 100	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2656	Constitution Stock de Sécurité ONAP	Etat	Budget national	3 527 788 794	2013-2027	2 327 788 794	0	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2863	Construction Equipement Siège INSTAT	Etat	Budget national	7 896 000 000	2015-2025	6 296 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	0	0	800 000 000	800 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	Etat	Budget national	3 470 000 000	2017-2026	1 482 373 467	450 000 000	0	450 000 000	0	0	0	0	-	450 000 000
2904	CONSTRUCT ET EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES DRPSIAP	Etat	Budget national	2 866 000 000	2016-2027	1 328 288 499	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	Etat	Budget national	1 200 000 000	2022-2027	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2830	Construction du siège de la Direction Générale des Douanes	Etat	Budget national	19 340 858 550	2015-2025	16 440 858 550	400 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	0	0	0	0	2 500 000 000	2 500 000 000
2967	Réhabilitation Extension Equip/Trésorerie et Perception	Etat	Budget national	3 670 000 000	2016-2027	1 970 000 000	350 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
3175	Construction/Equipement Directions Douanes	Etat	Budget national	7 660 358 540	2020-2027	6 760 358 540	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2101	Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations	Etat	Budget national	4 993 583 000	2008-2027	2 963 583 000	530 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2591	Réhabilitation Immeuble de la DG Dette Publique	Etat	Budget national	1 744 788 000	2013-2027	944 788 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2721	Réhabilitation extension DGMP	Etat	Budget national	2 881 121 325	2015-2027	1 681 121 325	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM	Etat	Budget national	407 000 000	2016-2023	407 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3106	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE PGT/RGD	Etat	Budget national	6 174 500 000	2018-2026	4 224 500 000	950 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3108	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT TRANSIT ADM ET BCS	Etat	Budget national	1 474 000 000	2018-2025	374 000 000	200 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB -DNPD	Etat	Budget national	5 000 000 000	2021-2027	48 000 000	800 000 000	15 000 000 000	800 000 000	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	15 000 000 000	6 800 000 000
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	Etat	Budget national	361 000 000	2021-2024	161 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3379	ENTRETIENT HOTEL DES FINANCES	Etat	Budget national	1 144 269 184	2023-2027	244 269 184	200 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
3252	CONSTRUCTION EQUIPEPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	Etat	Budget national	16 824 261 491	2021-2027	824 261 491	1 000 000 000	15 000 000 000	4 000 000 000	0	6 000 000 000	0	5 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS				280 348 548 740	-	194768 548 740	19 155 000 000	46 625 000 000	26 275 000 000	12 025 000 000	21 025 000 000	11 125 000 000	19 125 000 000	69 775 000 000	66 425 000 000
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	Etat	Budget national	3 300 000 000	2022-2027	0	800 000 000	4 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	4 000 000 000	2 500 000 000
3378	Construction de salles d'archives de la DNTCP	Etat	Budget national	2 000 000 000	2023-2027	0	500 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	Etat	Budget national	7 700 000 000	2023-2027	0	1 700 000 000	10 000 000 000	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	10 000 000 000	6 000 000 000
Sous total Nouveau Projet				13 000 000 000	-	-	3 000 000 000	16 000 000 000	2 000 000 000	-	4 500 000 000	-	4 000 000 000	16 000 000 000	10 500 000 000
TOTAL GENERAL				293 348 548 740	-	194 768 548 740	22 155 000 000	62 625 000 000	28 275 000 000	12 025 000 000	25 525 000 000	11 125 000 000	23 125 000 000	85 775 000 000	76 925 000 000
Sous-total projets en cours				280 348 548 740	-	194 768 548 740	19 155 000 000	46 625 000 000	26 275 000 000	12 025 000 000	21 025 000 000	11 125 000 000	19 125 000 000	69 775 000 000	66 425 000 000
Sous-total nouveau projet				13 000 000 000	-	-	3 000 000 000	16000000000	2 000 000 000	-	4 500 000 000	-	4 000 000 000	16000000000	10 500 000 000
Total				293 348 548 740	-	194 768 548 740	22 155 000 000	62 625 000 000	28 275 000 000	12 025 000 000	25 525 000 000	11 125 000 000	23 125 000 000	85 775 000 000	76 925 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat				203 636 582 206		95 282 548 740	19 605 000 000	62 625 000 000	24 275 000 000	12 025 000 000	25 525 000 000	11 125 000 000	23 125 000 000	85 775 000 000	72 925 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				106 789 000 000		99 486 000 000	2 550 000 000	-	4 000 000 000	-	-	-	-	-	4 000 000 000
Total				310 425 582 206		194 768 548 740	22 155 000 000	62 625 000 000	28 275 000 000	12 025 000 000	25 525 000 000	11 125 000 000	23 125 000 000	85 775 000 000	76 925 000 000

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 043	Office Riz Mopti (7e Contrat-Plan Etat-ORM)	Etat	Budget national	2016-2027	2 110 000 000	353 917 131	400 000 000	250 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
3 009	Office Mise en Valeur Système Faguibine (OMVF)	Etat	Budget national	2006-2027	6 817 000 000	6 475 579 630	400 000 000	250 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
3167	Office riz Ségou (contrat plan)	Etat	Budget national	2020-2027	2 110 000 000	1 998 256 330	400 000 000	250 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
3168	Contrat Plan/ON	Etat	Budget national	2020-2027	21 798 000 000	16 535 500 000	5 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	16 000 000 000	16 000 000 000
2856	Contrat-Plan Etat OPIB	Etat	Budget national	2015-2027	3 719 000 000	3 415 648 502	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2250	Contrat Plan Etat/Office/Producteurs (CP-OHVN)	Etat	Budget national	2014-2027	2 784 000 000	2 144 302 445	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2687	4ème 'Contrat plan Etat-ODRS	Etat	Budget national	2019-2027	1 693 000 000	838 999 762	400 000 000	250 000 000	250 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	950 000 000	950 000 000
2918	Contrat Plan Etat-ADRS-Producteurs	Etat	Budget national	2019-2027	1 511 000 000	1 024 729 982	300 000 000	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3008	Office du Moyen Bani	Etat	Budget national	2019-2027	1 291 000 000	800 277 640	315 000 000	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	800 000 000	800 000 000
2 380	Appui à la CPS/SDR	Etat	Budget national	2008-2027	1 541 000 000	1 323 674 748	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2 571	Appui à l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)	Etat	Budget national	2011-2027	4 415 000 000	3 098 236 568	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2 765	Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des petits Exploitants pour l'Afrique subsaharienne (SAPEP)	Etat	Budget national	2013-2023	7 887 000 000	573 889 231	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID	Prêt		7 270 000 000	5 546 000 000								-	-
2916	Projet de Renforcement de la Résilience contre l'Insécurité Alimentaire au Mali (PRIA-Mali)	Etat	Budget national	2014-2023	24 945 000 000	735 999 978	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID	Prêt		23 130 000 000	19 027 000 000								-	-
2917	Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS)	Etat	Budget national	2015-2024	16 484 000 000	2 927 201 840	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BAD	Prêt et Subvention		27 154 000 000	12 344 000 000								-	-
2 849	Programme de Recensement Général Agricole (RGA)	Etat	Budget national	2015-2025	3 063 000 000	2 244 674 014	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
3001	Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-S1)	Etat	Budget national	2016-2026	15 759 000 000	14 363 790 572	650 000 000	2 700 000 000	350 000 000	0	700 000 000	0	700 000 000	2 700 000 000	1 750 000 000
3112		Etat	Budget national		3 233 000 000	487 640 509	120 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-

	Projet d'Appui Régional à l'Initiative d'Irrigation dans le Sahel (PARIIS)	IDA	Prêt	2018-2024	17 858 000 000	7 811 000 000	657 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3134	Projet Développement agriculture zones arides du Mali (PDAZAM)	BM	Prêt	2018-2026	24 305 000 000		9 122 000 000	-	9 122 000 000	-	6 061 000 000	-	-	-	15 183 000 000
		BM	Subvention		33 667 000 000	23 492 000 000	3 300 000 000	-	3 300 000 000	-	660 000 000	-	-	-	3 960 000 000
2709	Adaptation agriculture et élevage changement climatique	Etat	Budget national	2018-2024	4 536 000 000	439 907 490	120 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Norvège	Subvention		3 911 000 000	3 519 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3010	Nouveaux Projets BSI	Etat	Budget national	2019-2024	108 476 286 000	-	36 042 000 000	100 000 000 000	60 000 000 000	0	0	0	0	100 000 000 000	60 000 000 000
3166	Projet financement Inclusif des Filières Agricole INCUSIF) au Mali	FIDA/DANIDA BABYLOAN et autres Bailleurs	Prêt	2019-2025	29 597 000 000	22 136 000 000	1 808 000 000	-	198 253 000	-	-	-	-	-	198 253 000
			Subvention		3 907 747 000		3 504 000 000	-	403 747 000	-	-	-	-	-	403 747 000
		Etat	Budget national		189 000 000	189 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3144	Projet d'extension des aménagements de la plaine de san ouest de 510 ha/développement rural et sécurité alimentaire (MLI 021)	Luxembourg	Subvention	2019-2027	-	-								-	-
		Etat	Budget national		2 000 000 000	-	200 000 000	2 000 000 000	200 000 000	0	1 000 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3169	Construction du siège de l'Institut du Sahel	Etat	Budget national	2020-2027	2 700 000 000	25 000 000	700 000 000	2 700 000 000	200 000 000	0	800 000 000	0	700 000 000	2 700 000 000	1 700 000 000
3171	Construction Equipement DFM/DRH Ministère Agriculture	Etat	Budget national	2020-2027	1 999 000 000	122 000 000	1 400 000 000	2 000 000 000	1 200 000 000	0	800 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
3170	Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré	Etat	Budget national	2020-2027	2 800 000 000	-	300 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3130	PAPR2C3 (PNPBBF II)	Etat	Budget national	2020-2027	44 551 000 000	386 037 930	680 000 000	500 000 000	500 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3183	Projet N'Debougou Phase IV	KFW	Subvention	2019-2027	26 438 000 000	1 401 000 000	5 000 000 000	-	5 000 000 000	-	7 871 000 000	-	-	-	12 871 000 000
3186	Projet de Développement Intégré et de Résilience climatique dans les Plaines du delta 2 (PDIR-PD2)	BAD	Subvention	2018-2023	1 309 000 000	1 166 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3118	IPRODI Programme Mali Nord	KFW	Subvention	2018-2022	17 207 000 000	14 051 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Etat	Budget national		1 200 000 000	1 200 000 000	-	-	-	-	-			-	-
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERS HORTICOLES	Etat	Budget national	2021-2027	2 400 000 000	150 000 000	650 000 000	300 000 000	300 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
3300	Projet d'Appui à l'initiative pour l'Irrigation dans le Sahel au Mali (PAIS-Mali)		Subvention	2021-2026	2 218 000 000	-	665 000 000	-	665 000 000	-	776 000 000	-	-	-	1 441 000 000

3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	Etat	Budget national	2021-2026	6 000 000 000	500 750 000	900 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	0	0	-	1 000 000 000
3346	PROJET D'AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	Etat	Budget national	2021-2027	210 000 000	86 591 090	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3368	Projet d'appui à la conservation et la diffusion des bétails ruminants endémiques dans la zone sud du Mali	Etat	Budget national	2023-2027	60 282 316	60282316								-	-
3317	Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM)	Etat	Budget national	2021-2026	1 500 000 000		500 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3344	Projet Multi-Energies pour la Résilience et la gestion Intégrée des Terroirs au Mali (Projet MERIT)	Etat	Budget national	2021-2026	1 659 000 000	9 000 000	450 000 000	300 000 000	300 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
		FIDA	PRÊT/sub	2021-2026	31 828 000 000	958 000 000	3 215 000 000	0	5 205 000 000	0	3 603 000 000	0	1 278 000 000	-	10 086 000 000
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	Etat	Budget national	2023-2028	124 830 000 000	19 239 228 876	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000
		BOAD/FSD	PRÊT		58 300 000 000	0	-	-	1 000 000 000	-	14 000 000 000	-	15 600 000 000	-	30 600 000 000
3366	Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	Etat	Budget national	2022-2026		66040000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
		BAD	SUB/ PRÊT		11 000 000 000	-	2816000000	0	2 816 000 000	0	419 400 0000	0	834 000 000	-	7 844 000 000
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP – MALI).		extérieur	2023-2026	33 400 000 000	2 723 000 000	7415 000 000	0	7415 000 000	0	8567 000 000	0	354 600 0000	-	19 528 000 000
2480	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION AU MALI	BOAD/FSD	PRÊT	2010-2023	109 795 000 000	109 795 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
TOTAL PROJETS EN COURS					888 565 315 316	305 785 156 584	92 249 000 000	121 370 000 000	108 845 000 000	13 420 000 000	63 652 000 000	13 420 000 000	36 878 000 000	148 210 000 000	209 375 000 000
3391	Nouveau projet ACTION (Kayes, Koulikoro, Dioila, et Pays Dogon)	canada	Sub	2022-2027	12 724 000 000	-	4750 000 000	0	4750 000 000	0	3 852 000 000	0	147 700 0000	-	10 079 000 000
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	Etat	Budget national	2022-2027	4 500 000 000	-	400 000 000	2 500 000 000	100 000 000	-	500 000 000	-	1 000 000 000	2 500 000 000	1 600 000 000
3200	Projet de Mise en valeur des Plaines rizicoles de Tombouctou (PMPRT)	Etat	Budget national	2023-2027	8 762 000 000	-								-	-
			extérieur				1350000000	0	1350000000	0	2037000000	0	2005000000	-	5 392 000 000
3401	Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers l'Irrigation de Proximité dans le Kaarta/Séféto (PRSAIP-K/S)	Etat	Budget national	2023-2027	13 538 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
			extérieur		12 245 000 000	-	1500000000	0	1500000000	0	4315000000	0	4930000000	-	10 745 000 000
3042	Construction du siège de l'IER	Etat	Budget national	2024-2027	2 600 000 000	-	300 000 000	3 300 000 000	300 000 000	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	3 300 000 000	2 300 000 000

3403	Projet Appui Développement filière Soja	Etat	Budget national	2024-2026	100 000 000	-	100 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3400	Projet d'Urgence de Production et de Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle (PUPSAN)		extérieur	2024-2024	4 737 000 000	0	3154000000	0	0	0	0	0	0	-	-
3411	Projet d'appui au renforcement de la résilience des communautés de base (PARCB)		extérieur	2024-2027	42 265 000 000	0	4628000000	0	4628000000	0	17705000000	0	10567000000	-	32 900 000 000
3412	Projet de Renforcement de Résilience Au Sahel (P2RS II)		extérieur	2024-2026	32 297 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3413	Programme de Promotion des Systèmes de Culture Agroécologiques et de Protection des Sols (PAESOL) au Mali		extérieur	2024-2027	9 800 000 000	0	3258000000	0	3258000000	0	2907000000	0	2606000000	-	8 771 000 000
3428	Programme de Promotion Agroécologique dans l'Irrigation de Proximité (PAE-IPRO)	KFW	SUB	2024-2027	8 560 000 000	0	2000000000	0	2000000000	0	4000000000	0	560000000	-	6 560 000 000
3417	Programme national d'irrigation de proximité			2024-2027	1 200 000 000	0	0	400000000	400000000	400000000	400000000	400000000	400000000	1 200 000 000	1 200 000 000
TOTAL NOUVEAUX PROJETS					152 128 000 000	-	21 540 000 000	6 300 000 000	18 386 000 000	500 000 000	36 816 000 000	500 000 000	24 645 000 000	7 300 000 000	79 847 000 000
														-	-
TOTAL GENERAL					1 040 693 315 316	305 785 156 584	113 789 000 000	127 670 000 000	127 231 000 000	13 920 000 000	100 468 000 000	13 920 000 000	61 523 000 000	155 510 000 000	289 222 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					888 565 315 316	305 785 156 584	92 249 000 000	121 370 000 000	108 845 000 000	13 420 000 000	63 652 000 000	13 420 000 000	36 878 000 000	148 210 000 000	209 375 000 000
Sous-total nouveau projet					152 128 000 000	-	21 540 000 000	6 300 000 000	18 386 000 000	500 000 000	36 816 000 000	500 000 000	24 645 000 000	7 300 000 000	79 847 000 000
Total					1 040 693 315 316	305 785 156 584	113 789 000 000	127 670 000 000	127 231 000 000	13 920 000 000	100 468 000 000	13 920 000 000	61 523 000 000	155 510 000 000	289 222 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					457 030 850 632	81 876 438 900	55 647 000 000	127 670 000 000	74 620 000 000	13 920 000 000	19 920 000 000	13 920 000 000	18 120 000 000	155 510 000 000	112 660 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					584 922 747 000	223 969 000 000	58 142 000 000	0	52 611 000 000	0	80 548 000 000	0	43 403 000 000	-	176 562 000 000
TOTAL GENERAL					1 041 953 597 632	305 845 438 900	113 789 000 000	127 670 000 000	127 231 000 000	13 920 000 000	100 468 000 000	13 920 000 000	61 523 000 000	155 510 000 000	289 222 000 000

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2200	Contrat Plan Etat - LCV	Etat	Budget national	2011-2027	1 562 000 000	1 204 995 310	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2402	Construction marché central poisson Bamako	Etat	Budget national	2009-2027	3 695 000 000	2 957 740 637	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
2798	Projet Intégré de Développement des Ressources Animales au Mali (PDIRAM)	Etat	Budget national	2016-2027	872 000 000	393 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000
		BID	Prêt		13 722 000 000	4 055 000 000	1 500 000 000	-	1 500 000 000	-	3 076 000 000	-	3 845 000 000	-	8 421 000 000
3000	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	Etat	Budget national	2017-2027	2 615 000 000	1 928 148 800	230 000 000	1 000 000 000	250 000 000	0	450 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3 172	Projet de Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS-Mali)	Etat	Budget national	2019-2025	1 840 000 000	411 509 808	170 000 000	175 000 000	175 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	515 000 000	515 000 000
		BID	Prêt		19 056 600 000	7 524 500 000	4 993 000 000	-	4 000 000 000	-	-	-	-	-	4 000 000 000
3 164	OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	Etat	Budget national	2020-2027	1 111 253 433	211 253 433	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
3 174	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE MALI (II)	Etat	Budget national	2020-2027	9 000 000 000	338 789 852	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3 173	Projet d'Appui au contrôle et à la surveillance des Ezopecies	Etat	Budget national	2020-2027	756 727 239	156 727 239	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3055	Programme Quinquennal d'Aménagements Aquacoles (PQAA)	Etat	Budget national	2016-2027	1 560 000 000	910 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000
3 137	Projet appui filière halieutique au Mali	UE	Subvention	2016-2023	10 168 000 000	7 124 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 138	Projet appui développement Elevage au Mali (PADEL-M)	Etat	Budget national	2019-2024	2 800 000 000	197 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BM	Prêt				-	-	-	-	-	-	-	-	-
		BM	Subvention		46 923 000 000	15 540 000 000	8 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3254	Projet de construction de l'hôtel du Département de l'Elevage et de la Pèche	Etat	Budget national	2021-2027	2 000 000 000	96 000 000	700 000 000	2 500 000 000	350 000 000	0	1 500 000 000	0	650 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERS HORTICOLES	Etat	Budget national	2021-2022	122 193 000 000	652 000 000								-	-
TOTAL PROJETS EN COURS					239 874 580 672	43 700 665 079	17 093 000 000	4 975 000 000	7 575 000 000	1 520 000 000	6 546 000 000	1 370 000 000	6 165 000 000	7 865 000 000	20 286 000 000
3343		Etat	Budget national	2022-2027	820 000 000	-	200 000 000	200 000 000	200 000 000	220 000 000	220 000 000	200 000 000	200 000 000	620 000 000	620 000 000

	PROGRAMME REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS) II – MALI		Prêt		25 882 000 000	8 173 000 000	2 500 000 000	-	2 500 000 000	-	5 500 000 000	-	7 209 000 000	-	15 209 000 000
			Subvention		15 500 000 000		5 500 000 000	-	5 500 000 000	-	4 500 000 000	-	-	-	10 000 000 000
3404	Projet de réhabilitation du Centre de Formation Pratique en Elevage (CFPE)	Etat	Budget national	2024-2027	1 000 000 000	-	250 000 000	1 000 000 000	200 000 000	0	350 000 000	0	450 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3368	Projet d'appui à la conservation et la diffusion des bétails ruminants endémiques dans la zone sud du Mali	Etat	Budget national	2023-2027	4 846 000 000	-	250000000	250000000	250000000	250000000	250000000	0	0	500 000 000	500 000 000
3422	PROJET REAHABILITATION INSPECTION DE L'ELEVAGE	Etat	Budget national	2024-2025	450 000 000	-	450 000 000	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
3423	REAHAIBILITATION EQUIPEMENT LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	Etat	Budget national	2024-2026	450 000 000	-	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	-	-	300 000 000	300 000 000
TOTAL NOUVEAUX PROJETS					48 948 000 000	8 173 000 000	9 350 000 000	1 750 000 000	8 950 000 000	570 000 000	10 920 000 000	200 000 000	7 859 000 000	2 520 000 000	27 729 000 000
														-	-
TOTAL GENERAL					288 822 580 672	51 873 665 079	26 443 000 000	6 725 000 000	16 525 000 000	2 090 000 000	17 466 000 000	1 570 000 000	14 024 000 000	10 385 000 000	48 015 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					239 874 580 672	43 700 665 079	17 093 000 000	4 975 000 000	7 575 000 000	1 520 000 000	6 546 000 000	1 370 000 000	6 165 000 000	7 865 000 000	20 286 000 000
Sous-total nouveau projet					48 948 000 000	8 173 000 000	9 350 000 000	1 750 000 000	8 950 000 000	570 000 000	10 920 000 000	200 000 000	7 859 000 000	2 520 000 000	27 729 000 000
Total					288 822 580 672	51 873 665 079	26 443 000 000	6 725 000 000	16 525 000 000	2 090 000 000	17 466 000 000	1 570 000 000	14 024 000 000	10 385 000 000	48 015 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					157 570 980 672	9 457 165 079	3 950 000 000	6 725 000 000	3 025 000 000	2 090 000 000	4 390 000 000	1 570 000 000	2 970 000 000	10 385 000 000	10 385 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					131 251 600 000	42 416 500 000	22 493 000 000	0	13 500 000 000	0	13 076 000 000	0	11 054 000 000	-	37 630 000 000
TOTAL GENERAL					288 822 580 672	51 873 665 079	26 443 000 000	6 725 000 000	16 525 000 000	2 090 000 000	17 466 000 000	1 570 000 000	14 024 000 000	10 385 000 000	48 015 000 000

MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2358	Appui CPS Secteur Culture & Jeunesse	Etat	Budget national	2008-2026	1 431 000 000	1 031 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000
2357	Réhabilitation Palais de la Culture	Etat	Budget national	2008-2025	4 087 117 996	3 137 117 996	250 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	700 000 000	700 000 000
3053	Equip. Conservatoire Arts et Métiers	Etat	Budget national	2012-2025	2 817 210 300	2 067 210 300	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2 816	Réhabilitation Musée national	Etat	Budget national	2017-2025	1 620 000 000	820 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3 031	Projet d'équipement CNCM	Etat	Budget national	2017-2025	1 591 000 000	841 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3 032	Programme constructif/réhab parcs publics et monuments	Etat	Budget national	2017-2026	1 796 472 058	946 472 058	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	650 000 000	650 000 000
3 033	Aménagement de la Tour d'Afrique	Etat	Budget national	2017-2024	1 200 000 000	800 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3 034	Aménagement Pyramide du Souvenir	Etat	Budget national	2017-2024	1 037 000 000	637 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3 196	Projet Aménagement Mémorial Modibo KEITA	Etat	Budget national	2020-20235	496 000 000	96 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2242	Travaux de Construction des Villages Artisanaux	Etat	Budget National	2007-2023	8 190 000 000	6 590 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2757	Réh/Equipement Centre de Développement de l'Artisanat Textile	Etat	Budget National	2014-2022	2 407 000 000	1 707 000 000	400 000 000	0	300 000 000	0	0	0	0	0	300 000 000
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	Etat	Budget National	2023-2025	1 000 000 000	100 916 480	300 000 000	500 000 000	300 000 000	0	200 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
3256	CONSTRUCTION MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	Etat	Budget national	2021-20225	1 000 000 000	300 074 174	150 000 000	100 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	400 000 000	400 000 000
			Sous-total projets en cours		28 672 800 354	19 073 791 008	2 750 000 000	2 400 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000	2 200 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	6 300 000 000	6 600 000 000
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	Etat	Budget National	2024-2026	5 000 000 000	0	200 000 000	500 000 000	200 000 000	0	300 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
3407	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	Etat	Budget national	2024-2024	800 000 000	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3424	REHABILITATION EQUIPEMENT ANCIEN INA	Etat	Budget national	2024-2024	200 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
			Sous-total nouveau projet		6 000 000 000	0	600 000 000	700 000 000	400 000 000	200 000 000	500 000 000	200 000 000	200 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
Total					34 672 800 354	19 073 791 008	3 350 000 000	3 100 000 000	2 900 000 000	2 200 000 000	2 700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	7 400 000 000	7 700 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					28 672 800 354	19 073 791 008	2 750 000 000	2 400 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000	2 200 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	6 300 000 000	6 600 000 000
Sous-total nouveau projet					6 000 000 000	0	600 000 000	700 000 000	400 000 000	200 000 000	500 000 000	200 000 000	200 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
Total					34 672 800 354	19 073 791 008	3 350 000 000	3 100 000 000	2 900 000 000	2 200 000 000	2 700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	7 400 000 000	7 700 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					34 672 800 354	19 073 791 008	3 350 000 000	3 100 000 000	2 900 000 000	2 200 000 000	2 700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	7 400 000 000	7 700 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					34 672 800 354	19 073 791 008	3 350 000 000	3 100 000 000	2 900 000 000	2 200 000 000	2 700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	7 400 000 000	7 700 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	Etat	Budget national	2013-2027	4 200 000 000	747 701 400	200 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
2360	Rénovation Stade Modibo Keïta	Etat	Budget national	2008-2027	5 377 000 000	2 977 000 000	400 000 000	2 000 000 000	300 000 000	0	900 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2657	Construction Centre Médecine Sportive	Etat	Budget national	2010-2027	4 898 320 500	1 948 320 500	700 000 000	850 000 000	850 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
2278	Programme National Promotion Jeunesse	Etat	Budget national	2007-2027	8 063 919 846	5 763 919 846	600 000 000	500 000 000	500 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	Etat	Budget national	2021-2025	14 891 077 400	14 891 077 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3250	REHABILITATION LUCEE SPORTIF DE KABALA	Etat	Budget national	2021-2027	21 619 243 448	16 119 243 448	1 000 000 000	7 000 000 000	500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	7 000 000 000	4 500 000 000
3 377	CONSTRUCTION STADE DE KATI	Etat	Budget national	2023-2024	4 000 000 000	7 719 531 550	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	Etat	Budget national	2023-2027	7 000 000 000	14 436 920 489	1 000 000 000	7 000 000 000	500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	7 000 000 000	4 500 000 000
3 390	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	Etat	Budget national	2023-2024	2 500 000 000	7 638 386 891	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours					72 549 561 194	72 242 101 524	4 400 000 000	17 650 000 000	2 950 000 000	1 500 000 000	6 400 000 000	1 500 000 000	6 300 000 000	20 650 000 000	15 650 000 000
3425	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE OUENZIN COULIBALY	Etat	Budget national	2023-2024	5 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3426	CONSTRUCTION STADE DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2023-2027	20 000 000 000	0	6 000 000 000	30 000 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000
3 408	PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX	Etat	Budget national	2023-2027	45 000 000 000	0	5 000 000 000	45 000 000 000	3 500 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	45 000 000 000	33 500 000 000
3436	Programme construction citoyenne	Etat	Budget national	2025-2025	500 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
Sous total Nouveaux Projets					70 500 000 000	0	12 000 000 000	75 500 000 000	14 000 000 000	0	25 000 000 000	0	25 000 000 000	75 500 000 000	64 000 000 000
TOTAL GENERAL					143 049 561 194	72 242 101 524	16 400 000 000	93 150 000 000	16 950 000 000	1 500 000 000	31 400 000 000	1 500 000 000	31 300 000 000	96 150 000 000	79 650 000 000

Sous-total projets en cours					72 549 561 194	72 242 101 524	4 400 000 000	17 650 000 000	2 950 000 000	1 500 000 000	6 400 000 000	1 500 000 000	6 300 000 000	20 650 000 000	15 650 000 000
Sous-total nouveau projet					70 500 000 000	0	12 000 000 000	75 500 000 000	14 000 000 000	0	25 000 000 000	0	25 000 000 000	75 500 000 000	64 000 000 000
Total					143 049 561 194	72 242 101 524	16 400 000 000	93 150 000 000	16 950 000 000	1 500 000 000	31 400 000 000	1 500 000 000	31 300 000 000	96 150 000 000	79 650 000 000

Sous-total projets sur financement Etat					143 049 561 194	72 242 101 524	16 400 000 000	93 150 000 000	16 950 000 000	1 500 000 000	31 400 000 000	1 500 000 000	31 300 000 000	96 150 000 000	79 650 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					143 049 561 194	72 242 101 524	16 400 000 000	93 150 000 000	16 950 000 000	1 500 000 000	31 400 000 000	1 500 000 000	31 300 000 000	96 150 000 000	79 650 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2860	Projet de const/équip Campus Université Kabala Phase 1 blocs pédagogiques	Etat	Budget National	2015-2023	6 585 346 715	3 285 346 715	1 300 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
2373	Extension infrastructures ENI	Etat	Budget National	2009-2022	3 840 000 000	2 640 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	Etat	Budget National	2015-2022	5 825 000 000	3 211 000 000	1 000 000 000	1 900 000 000	1 000 000 000	0	900 000 000	0	0	1 900 000 000	1 900 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	Etat	Budget National	2019-2022	6 703 158 200	2 003 158 200	1 000 000 000	0	700 000 000	0	2 000 000 000	0	1 000 000 000	-	3 700 000 000
2858	Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC)	Etat	Budget National	2015-2023	3 465 000 000	65 000 000	400 000 000	3 000 000 000	400 000 000	0	1 600 000 000	0	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
3337	Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou	ETAT	Budget National	2022-2026	3 662 540 382	462 540 382	700 000 000	2 500 000 000	700 000 000	0	1 000 000 000	0	800 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	ETAT	Budget National	2021-2025	1 652 000 000	252 000 000	500 000 000	900 000 000	400 000 000	0	500 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	ETAT	Budget National	2009-2025	5 465 950 100	4 865 950 100	400 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous total Projets en cours					37 198 995 397	16 784 995 397	5 600 000 000	10 800 000 000	4 700 000 000	300 000 000	7 300 000 000	300 000 000	3 100 000 000	11 400 000 000	15 100 000 000
3350	Construction Résidence universitaire l'IPR IFRA de Katibougou	ETAT	Budget National	2022-2026	2 900 000 000	0	400 000 000	2 500 000 000	600 000 000	0	1 100 000 000	0	800 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3338	Projet d'études, de construction et d'équipement des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao)	ETAT	Budget National	2022-2024	2 000 000 000	0	300 000 000	1 700 000 000	700 000 000	0	700 000 000	0	300 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1 000 PLACES A LA FSEG	ETAT	Budget National	2022-2026	2 500 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	800 000 000	0	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	ETAT	Budget National	2022-2024	1 050 000 000	0	600 000 000	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0	450 000 000	450 000 000
3427	PROJET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DE LA FACULTE D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE	ETAT	Budget National	2022-2025	800 000 000	0	200 000 000	600 000 000	200 000 000	0	400 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3435	CONTRUCTION EQUIPEMENT INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO	ETAT	Budget National	2025-2025	100 000 000		0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total nouveaux Projets					8 450 000 000	0	2 000 000 000	7 350 000 000	2 550 000 000	0	3 000 000 000	0	1 800 000 000	7 350 000 000	7 350 000 000
TOTAL GENERAL					45 648 995 397	16 784 995 397	7 600 000 000	18 150 000 000	7 250 000 000	300 000 000	10 300 000 000	300 000 000	4 900 000 000	18 750 000 000	22 450 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					37 198 995 397	16 784 995 397	5 600 000 000	10 800 000 000	4 700 000 000	300 000 000	7 300 000 000	300 000 000	3 100 000 000	11 400 000 000	15 100 000 000
Sous-total nouveau projet					8 450 000 000	0	2 000 000 000	7 350 000 000	2 550 000 000	0	3 000 000 000	0	1 800 000 000	7 350 000 000	7 350 000 000
Total					45 648 995 397	16 784 995 397	7 600 000 000	18 150 000 000	7 250 000 000	300 000 000	10 300 000 000	300 000 000	4 900 000 000	18 750 000 000	22 450 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					45 648 995 397	16 784 995 397	7 600 000 000	18 150 000 000	7 250 000 000	300 000 000	10 300 000 000	300 000 000	4 900 000 000	18 750 000 000	22 450 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					45 648 995 397	16 784 995 397	7 600 000 000	18 150 000 000	7 250 000 000	300 000 000	10 300 000 000	300 000 000	4 900 000 000	18 750 000 000	22 450 000 000

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2023)	2025	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2378	Appui Cellule de planification et statistique	ETAT	Budget National	2009-2027	1 611 000 000	811 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2650	Construction Equipement IFM au Mali	ETAT	Budget National	2012-2026	2 208 000 000	1 308 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
2395	Construction de lycées secondaires	ETAT	Budget National	2009-2027	17 320 999 995	12 820 999 995	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
2861	Programme Multi-Acteurs Appui Petite Enfance	ETAT	Budget National	2015-2027	1 298 000 000	898 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2 935	Projet Appui Enfants en besoins éducatifs spéciaux	ETAT	Budget National	2016-2027	869 000 000	469 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
Sous total Projets en cours					23 306 999 995	16 306 999 995	1 700 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	5 300 000 000	5 300 000 000
3 233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	ETAT	Budget National	2021-2027	2 200 000 000	0	500 000 000	2 200 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	700 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
3 410	REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	ETAT	Budget National	2021-2027	400 000 000	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
Sous total nouveaux projets					2 600 000 000	0	600 000 000	2 300 000 000	600 000 000	100 000 000	1 100 000 000	100 000 000	800 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
TOTAL GENERAL					25 906 999 995	16 306 999 995	2 300 000 000	4 500 000 000	2 800 000 000	1 800 000 000	2 800 000 000	1 500 000 000	2 200 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					23 306 999 995	16 306 999 995	1 700 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	5 300 000 000	5 300 000 000
Sous-total nouveau projet					2 600 000 000	0	600 000 000	2 300 000 000	600 000 000	100 000 000	1 100 000 000	100 000 000	800 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
Total					25 906 999 995	16 306 999 995	2 300 000 000	4 500 000 000	2 800 000 000	1 800 000 000	2 800 000 000	1 500 000 000	2 200 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					25 906 999 995	16 306 999 995	2 300 000 000	4 500 000 000	2 800 000 000	1 800 000 000	2 800 000 000	1 500 000 000	2 200 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					25 906 999 995	16 306 999 995	2 300 000 000	4 500 000 000	2 800 000 000	1 800 000 000	2 800 000 000	1 500 000 000	2 200 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2744	Programme d'acquisition et de construction de logement, de résidence et chancelleries pour diplomates	Etat	Budget National	11 929 000 000	2014-2027	6 329 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000
2326	Appui à la CPS	Etat	Budget National	2 046 402 581	2008-2027	1 246 402 581	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
Sous total Projets en cours				13 975 402 581		7 575 402 581	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	4 900 000 000	4 900 000 000
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	Etat	Budget National	1 662 000 000	2023-2027	0	500 000 000	2 000 000 000	600 000 000	0	800 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	Etat	Budget National	255 000 000	2023-2027	0	300 000 000	754 000 000	300 000 000	0	254 000 000	0	200 000 000	754 000 000	754 000 000
Sous total Projets nouveaux				1 917 000 000		0	800 000 000	2 754 000 000	900 000 000	0	1 054 000 000	0	800 000 000	2 754 000 000	2 754 000 000
														0	0
TOTAL GENERAL				15 892 402 581		7 575 402 581	2 300 000 000	4 254 000 000	2 400 000 000	1 700 000 000	2 754 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				13 975 402 581		7 575 402 581	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	4 900 000 000	4 900 000 000
Sous-total nouveau projet				1 917 000 000		0	800 000 000	2 754 000 000	900 000 000	0	1 054 000 000	0	800 000 000	2 754 000 000	2 754 000 000
Total				15 892 402 581		7 575 402 581	2 300 000 000	4 254 000 000	2 400 000 000	1 700 000 000	2 754 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				15 892 402 581		7 575 402 581	2 300 000 000	4 254 000 000	2 400 000 000	1 700 000 000	2 754 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur														0	0
TOTAL GENERAL				15 892 402 581		7 575 402 581	2 300 000 000	4 254 000 000	2 400 000 000	1 700 000 000	2 754 000 000	1 700 000 000	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000

MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2384	Appui programme TOKTEN	Etat	Budget National	748 897 200	2017-2025	598 897 200	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	75 000 000
		PNUD	Subvention	150 000 000		150 000 000	0	0	0	0	0			0	0
2925	Projet Appui Insertion/réinsert Migrants maliens de retour volontaire et involontaire	Etat	Budget National	2 387 831 200	2016-2027	887 831 200	375 000 000	375 000 000	375 000 000	375 000 000	375 000 000	375 000 000	375 000 000	1 125 000 000	1 125 000 000
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	Etat	Budget National	1 055 000 000	2021-2027	245 278 920	400 000 000	4 000 000 000	400 000 000	0	1 600 000 000	0	2 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
Sous total Projets en cours				4 341 728 400		1 882 007 320	850 000 000	4 450 000 000	850 000 000	375 000 000	1 975 000 000	375 000 000	2 375 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000
3371	APPUI AUX INVESTISSEMENTS DE LA DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS D'ORIGINE	Etat	Budget National	1 125 530 000	2023-2027	25 530 000	275 000 000	275 000 000	275 000 000	275 000 000	275 000 000	275 000 000	275 000 000	825 000 000	825 000 000
3414	REHABILITATION CIGEM	Etat	Budget National	960 000 000	2024-2027	0	240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	720 000 000	720 000 000
3418	REHABILITATION EQUIPEMNT CENTRE D'ACCEUIL DES MIGRANTS DANS LES REGIONS	Etat	Budget National	400 000 000	2024-2027	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3437	PROGRAMME DIGITALISATION DES MIGRANTS	Etat	Budget National	150 000 000	2025-2025	0		150 000 000	150 000 000	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000
Sous total Nouveau Projet				2 485 530 000		25 530 000	615 000 000	765 000 000	765 000 000	615 000 000	615 000 000	615 000 000	615 000 000	1 995 000 000	1 995 000 000
TOTAL GENERAL				6 827 258 400		1 907 537 320	1 465 000 000	5 215 000 000	1 615 000 000	990 000 000	2 590 000 000	990 000 000	2 990 000 000	7 195 000 000	7 195 000 000

Sous-total projets en cours				4 341 728 400		1 882 007 320	850 000 000	4 450 000 000	850 000 000	375 000 000	1 975 000 000	375 000 000	2 375 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000
Sous-total nouveau projet				2 485 530 000		25 530 000	615 000 000	765 000 000	765 000 000	615 000 000	615 000 000	615 000 000	615 000 000	1 995 000 000	1 995 000 000
Total				6 827 258 400		1 907 537 320	1 465 000 000	5 215 000 000	1 615 000 000	990 000 000	2 590 000 000	990 000 000	2 990 000 000	7 195 000 000	7 195 000 000

Sous-total projets sur financement Etat				6 677 258 400		1 757 537 320	1 465 000 000	5 215 000 000	1 615 000 000	990 000 000	2 590 000 000	990 000 000	2 990 000 000	7 195 000 000	7 195 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				150 000 000		150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				6 827 258 400		1 907 537 320	1 465 000 000	5 215 000 000	1 615 000 000	990 000 000	2 590 000 000	990 000 000	2 990 000 000	7 195 000 000	7 195 000 000

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 929	Réhab Infrastructures Tutelle CT-	Etat	Budget National	4 414 937 472	2016-2027	1 614 937 472	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	Etat	Budget National	3 822 726 391	2020-2027	1 422 726 391	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget National	7 213 000 000	2019-2027	4 513 000 000	700 000 000	600 000 000	600 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	Etat	Budget National	3 585 016 671	2019-2027	1 485 016 671	500 000 000	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget National	6 151 794 929	2019-2027	3 151 794 929	800 000 000	600 000 000	600 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
3022	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE MENAKA (PURD)	Etat	Budget National	1 980 816 801	2016-2027	180 816 801	400 000 000	600 000 000	600 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
3023	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TAOUDENIT (PURD)	Etat	Budget National	2 732 000 000	2017-2027	632 000 000	500 000 000	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	Etat	Budget National	4 272 498 234	2019-2027	1 872 498 234	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	Etat	Budget National	2 570 049 285	2019-2027	570 049 285	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	Etat	Budget National	2 159 000 000	2019-2027	159 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NIORO DU SAHEL	Etat	Budget National	3 395 000 000	2020-2027	1 395 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3121	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	Etat	Budget National	5 304 000 000	2018-2027	2 304 000 000	800 000 000	600 000 000	600 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
2775	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TOMBOUCTOU (PURD)	Etat	Budget National	2 073 546 754	2013-2027	1 273 546 754	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000

2776	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE GAO (PURD)	Etat	Budget National	1 718 133 370	2013-2027	918 133 370	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2777	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE KIDAL (PURD)	Etat	Budget National	1 100 000 000	2013-2027	0	300 000 000	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	800 000 000	800 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	Etat	Budget National	2 487 190 347	2020-2027	487 190 347	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	Etat	Budget National	2 348 984 000	2020-2027	348 984 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3071	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KITA	Etat	Budget National	2 416 000 000	2020-2027	416 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	Etat	Budget National	3 522 000 000	2020-2027	1 522 000 000	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/BOUGOUNI	Etat	Budget National	2 000 000 000	2020-2027	0	500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3073	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DIOILA	Etat	Budget National	6 349 000 000	2020-2027	1 349 000 000	800 000 000	5 000 000 000	500 000 000	0	1 700 000 000	0	2 000 000 000	5 000 000 000	4 200 000 000
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	Etat	Budget National	295 304 554	2020-2026	295 304 554	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2329	Appui CPS	Etat	Budget National	1 533 000 000	2009-2027	933 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
3 046	Programme Bornage Développement des zones frontières	Etat	Budget National	2 550 000 000	2017-2027	950 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2 964	PROGRAMME DE REHABILITATION/EQUIPMT DES PIEDS A TERRE	Etat	Budget National	4 894 329 516	2016-2027	2 894 329 516	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 181 375 000	2020-2027	431 375 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 494 000 000	2020-2027	744 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 122 000 000	2020-2027	372 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000

3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 181 375 000	2020-2027	431 375 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	809 375 000	2020-2027	59 375 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 181 375 000	2020-2027	431 375 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 240 750 000	2020-2027	490 750 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	750 000 000	2020-2027	0	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 122 000 000	2020-2027	372 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 217 000 000	2020-2027	467 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	ETAT	Budget National	4 092 500 000	2023-2026	1 092 500 000	500 000 000	2 500 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 130 000 000	2020-2027	380 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3 303	Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Eau potable	Beligique	Sub	2 525 000 000	2021-2024	2 525 000 000	0	0	0	0	0			0	0
Sous total Projets en cours				99 935 078 324		38 485 078 324	14 900 000 000	28 350 000 000	14 350 000 000	9 500 000 000	16 200 000 000	9 500 000 000	16 000 000 000	47 350 000 000	46 550 000 000
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	ETAT	Budget National	8 000 000 000	2023-2027	0	1 000 000 000	8 100 000 000	1 000 000 000	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	8 100 000 000	7 000 000 000
Sous total Nouveaux Projets				8 000 000 000		0	1 000 000 000	8 100 000 000	1 000 000 000	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	8 100 000 000	7 000 000 000
TOTAL GENERAL				107 935 078 324		38 485 078 324	15 900 000 000	36 450 000 000	15 350 000 000	9 500 000 000	19 200 000 000	9 500 000 000	19 000 000 000	55 450 000 000	53 550 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				99 935 078 324		38 485 078 324	14 900 000 000	28 350 000 000	14 350 000 000	9 500 000 000	16 200 000 000	9 500 000 000	16 000 000 000	47 350 000 000	46 550 000 000
Sous-total nouveau projet				8 000 000 000		0	1 000 000 000	8 100 000 000	1 000 000 000	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	8 100 000 000	7 000 000 000
Total				107 935 078 324		38 485 078 324	15 900 000 000	36 450 000 000	15 350 000 000	9 500 000 000	19 200 000 000	9 500 000 000	19 000 000 000	55 450 000 000	53 550 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				97 410 078 324		35 960 078 324	15 900 000 000	36 450 000 000	15 350 000 000	9 500 000 000	19 200 000 000	9 500 000 000	19 000 000 000	55 450 000 000	53 550 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				2 525 000 000		2 525 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				99 935 078 324		38 485 078 324	15 900 000 000	36 450 000 000	15 350 000 000	9 500 000 000	19 200 000 000	9 500 000 000	19 000 000 000	55 450 000 000	53 550 000 000

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1960	Programme Renforcement des Capacités par la Formation (PPTE)	Etat	Budget National	2003-2027	8 097 000 000	5 697 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
2870	Construction Equipement Annexes MTFPRE	Etat	Budget National	2015-2027	4 707 000 000	2 107 000 000	600 000 000	2 000 000 000	400 000 000	0	800 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Sous total Projets en cours					12 804 000 000	7 804 000 000	1 200 000 000	2 600 000 000	1 000 000 000	600 000 000	1 400 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous total nouveaux projets					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL				12 804 000 000	7 804 000 000	1 200 000 000	2 600 000 000	1 000 000 000	600 000 000	1 400 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					12 804 000 000	7 804 000 000	1 200 000 000	2 600 000 000	1 000 000 000	600 000 000	1 400 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					12 804 000 000	7 804 000 000	1 200 000 000	2 600 000 000	1 000 000 000	600 000 000	1 400 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					12 804 000 000	7 804 000 000	1 200 000 000	2 600 000 000	1 000 000 000	600 000 000	1 400 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					12 804 000 000	7 804 000 000	1 200 000 000	2 600 000 000	1 000 000 000	600 000 000	1 400 000 000	600 000 000	1 400 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000

MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de finance ment	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1935	Projet Développement Institutionnel du CDI	Etat	Budget National	1 546 451 150	2017-2024	746 451 150	250000000	300000000	300000000	250000000	250000000	**0**	**0**	550 000 000	550 000 000
Sous total Projets en cours				1 546 451 150		746 451 150	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
														0	0
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL			1 546 451 150		746 451 150	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000

Sous-total projets en cours				1 546 451 150		746 451 150	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				1 546 451 150		746 451 150	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000

Sous-total projets sur financement Etat				1 546 451 150		746 451 150	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				1 546 451 150		746 451 150	250 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	Etat	Budget national	2023-2025	587 495 801	237 495 801	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	Etat	Budget national	2023-2023	41 000 000	41 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					628 495 801	278 495 801	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total nouveau projet					587 495 801	237 495 801	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Total					1 215 991 602	515 991 602	300 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					628 495 801	278 495 801	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total nouveau projet					587 495 801	237 495 801	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Total					1 215 991 602	515 991 602	300 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					41 000 000	41 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					41 000 000	41 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000

MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de finance ment	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous total Projets en cours														0	0
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	Etat	Budget National	300 000 000	2024-2028	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		IDA	PRÊT/SUB				7 000 000 000	0	7 000 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	0	36 000 000 000
Sous total nouveaux projets							7 150 000 000	150 000 000	7 150 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	150 000 000	36 150 000 000
	TOTAL GENERAL						7 150 000 000	150 000 000	7 150 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	150 000 000	36 150 000 000

Sous-total projets en cours				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet				7 150 000 000	150 000 000	7 150 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	150 000 000	36 150 000 000	
Total				7 150 000 000	150 000 000	7 150 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	150 000 000	36 150 000 000	

Sous-total projets sur financement Etat				150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000	
Sous-total projets sur financement extérieur				7 000 000 000	0	7 000 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	0	36 000 000 000	
Total				7 150 000 000	150 000 000	7 150 000 000	0	20 000 000 000	0	9 000 000 000	150 000 000	36 150 000 000	

COUR SUPREME

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2894	Construction/Equip Section des Comptes/CC	Etat	Budget National	9 234 000 000	2016-2027	234 000 000	1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000
Sous total Projet ancien				9 234 000 000		234 000 000	1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000
TOTAL GENERAL				9 234 000 000		234 000 000	1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				9 234 000 000		234 000 000	1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				9 234 000 000		234 000 000	1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				9 234 000 000		234 000 000	1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				9 234 000 000		234 000 000	1 500 000 000	8 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	8 500 000 000	7 500 000 000

MEDIATEUR

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	ETAT	Budget National	2021-2026	1 073 080 000	423 080 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
	Sous total Projets en cours				1 073 080 000	423 080 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
	Sous total nouveaux projets				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL				1 073 080 000	423 080 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
	Sous-total projets en cours				1 073 080 000	423 080 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
	Sous-total nouveau projet				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total				1 073 080 000	423 080 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
	Sous-total projets sur financement Etat				1 073 080 000	423 080 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
	Sous-total projets sur financement extérieur				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total				1 073 080 000	423 080 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000

COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	RESTE A PAYER	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
								CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3251	Projet « Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement » au Mali	Etat	Budget de l'Etat	2018-2025		299 430 800		100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
		Italie	Prêt		6 067 000 000	2 056 000 000		627 000 000	0	627 000 000	0	74 000 000	0	0	0	701 000 000
															0	0
Sous total Projets en cours					6 067 000 000	2 355 430 800	0	727 000 000	100 000 000	727 000 000	0	74 000 000	0	0	100 000 000	801 000 000
															0	0
															0	0
Sous total Nouveau Projet					0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					6 067 000 000	2 355 430 800	0	727 000 000	100 000 000	727 000 000	0	74 000 000	0	0	100 000 000	801 000 000
															0	0
Sous-total projets en cours					6 067 000 000	2 355 430 800	0	727 000 000	100 000 000	727 000 000	0	74 000 000	0	0	100 000 000	801 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					6 067 000 000	2 355 430 800	0	727 000 000	100 000 000	727 000 000	0	74 000 000	0	0	100 000 000	801 000 000
															0	0
Sous-total projets sur financement Etat					0	299 430 800	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					6 067 000 000	2 056 000 000	0	627 000 000	0	627 000 000	0	74 000 000	0	0	0	701 000 000
Total					6 067 000 000	2 355 430 800	0	727 000 000	100 000 000	727 000 000	0	74 000 000	0	0	100 000 000	801 000 000

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL ET ENVIRONEMENTAL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2023)	2024	2025		2026		2027		TOTAL (2025-2027)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total projets en cours					0	0	0	0	0					0	0
3433	CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT CESEC	Etat	Budget national	2024-2025	150 000 000		0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total nouveau projet					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Total					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Total					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000

ETAT M

PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL MENSUALISE

Tableau : Plan de trésorerie prévisionnel 2025_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	2 592 569	174 263	188 267	219 817	224 139	206 615	250 742	215 275	200 096	197 939	222 358	226 648	266 410
1 - Recettes budgétaires	2 445 841	166 254	178 879	204 833	214 596	197 184	237 444	205 160	189 669	187 266	211 192	217 142	236 221
DGI	1 387 000	85 867	97 158	128 315	133 937	106 694	111 401	114 554	99 069	103 097	121 101	134 689	151 117
- Impôts directs	854 201	35 440	52 803	91 197	96 536	66 814	60 855	72 256	57 337	63 224	76 689	82 046	99 005
- Impôts indirects	490 521	44 155	42 239	35 356	34 169	36 429	46 773	38 749	38 194	36 602	40 935	48 996	47 925
-dont CTVA	58 895	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908	4 908
- Enregistrement et timbre	42 278	6 272	2 116	1 762	3 232	3 451	3 773	3 550	3 538	3 272	3 477	3 647	4 187
DGD	876 000	72 124	72 124	72 124	72 416	72 416	72 416	73 292	73 292	73 292	74 168	74 168	74 168
- Produits pétroliers	285 000	23 465	23 465	23 465	23 560	23 560	23 560	23 845	23 845	23 845	24 130	24 130	24 130
- Produits solides	591 000	48 659	48 659	48 659	48 856	48 856	48 856	49 447	49 447	49 447	50 038	50 038	50 038
- dont CTVA	39 264	3 214	3 214	3 214	3 234	3 234	3 234	3 291	3 291	3 291	3 349	3 349	3 349
DND	233 000	13 503	14 058	9 304	12 410	22 045	57 402	20 925	20 919	14 485	19 778	12 168	16 002
-Recettes fiscales	143 003	13 451	8 641	9 133	12 200	12 192	12 192	12 200	12 137	12 132	12 068	11 958	14 699
- Recettes non fiscales	89 997	51	5 417	171	210	9 853	45 210	8 725	8 782	2 353	7 710	210	1 303
DNTCP	48 000	2 882	3 661	3 211	3 975	4 170	4 366	4 588	4 588	4 590	4 402	4 374	3 191
-Recettes fiscales	26 647	1 600	2 032	1 783	2 207	2 315	2 424	2 547	2 547	2 548	2 444	2 428	1 772
- Recettes non fiscales	21 353	1 282	1 628	1 429	1 768	1 855	1 942	2 041	2 041	2 042	1 958	1 946	1 420
Total recettes fiscales nettes	2 334 491	164 920	171 834	203 233	212 618	185 475	190 291	194 394	178 846	182 871	201 524	214 986	233 498
2 - Comptes Spéciaux du Trésor	113 736	7 200	7 846	13 224	8 127	8 582	10 211	9 049	8 710	9 185	9 490	8 498	13 615
3 - Budgets annexes	8 903	564	614	1 035	636	672	799	708	682	719	743	665	1 066
Total recettes non fiscales	111 350	1 334	7 046	1 600	1 979	11 708	47 153	10 766	10 823	4 395	9 668	2 156	2 723
4 - Appuis budgétaires	5 420	-	-	584	-	-	2 127	-	-	611	-	-	2 099
-Général dons		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Sectoriel	98	-	-	-	-	-	25	-	-	25	-	-	49
-Autres PPTE	5 322	-	-	584	-	-	2 102	-	-	586	-	-	2 050
- Fonds de concours - COVID- 19		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 - Ressources de trésorerie	18 669	246	927	142	780	178	161	357	1 035	158	933	343	13 409
- Encaisse en debut de période		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Général emprunt programme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remboursements des prêts et avances	3 669	207	901	135	630	28	11	207	885	8	618	28	11
- Recettes en capital DND	14 500	39	26	7	150	150	150	150	150	150	150	150	13 228
- Recettes en capital DGABE	500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	165	165	170
- Recettes de privatisation		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres comptes à recevoir		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau : Plan de trésorerie prévisionnel 2025_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
II) Emplois		-											
Total des Emplois	3 983 240	239 167	293 477	376 041	321 668	317 573	303 882	317 063	369 350	390 796	288 005	322 990	443 229
1) Dépenses budgétaires	2 942 247	211 036	246 589	272 615	226 696	222 557	238 604	237 793	249 678	265 175	217 523	237 377	316 606
Dépenses obligatoires	1 289 227	110 874	93 414	89 820	120 221	99 644	107 864	105 754	107 501	124 825	101 260	103 236	124 815
- Personnel Budget Général	749 668	55 866	54 839	55 680	62 472	62 472	62 472	62 472	62 472	62 472	62 472	62 472	83 505
- Personnel collectivité (PPTE)	306 437	42 646	25 282	22 395	24 032	24 032	24 032	24 032	24 032	24 032	24 032	24 032	23 856
- Personnel EPA													
- Pensions de Retraite													
- Bourses scolaires	18 556	1 419	1 562	538	1 650	1 650	1 650	1 546	1 546	1 546	1 546	2 064	1 837
- Charges de la Dette Extér.	41 157	1 994	1 929	3 997	7 186	3 261	2 507	2 036	2 061	4 199	5 860	3 378	2 749
- Charges de la Dette Intér.	173 311	8 949	9 803	7 210	24 880	8 228	17 178	15 667	17 389	32 550	7 349	11 289	12 819
- Equipements ABS	98	-	-	-	-	-	25	-	-	25	-	-	49
- Dépenses PPTE (Transferts)													
Marges après Dépenses Obligatoires	1 189 606	56 190	87 006	116 774	95 792	98 390	132 667	100 472	83 885	63 929	111 608	114 914	127 980
Dépenses prioritaires	324 105	1 713	41 622	38 085	18 055	16 643	23 672	30 489	29 196	23 525	26 305	27 716	47 082
- Communication énergie	53 060	1 589	5 180	4 054	3 465	3 187	4 423	3 076	4 038	3 179	5 625	4 885	10 359
- Financements intér. BSI	271 045	123	36 442	34 031	14 590	13 456	19 249	27 413	25 159	20 347	20 680	22 831	36 724
Marges après Dépenses prioritaires	865 502	54 477	45 384	78 689	77 737	81 747	108 994	69 983	54 688	40 404	85 304	87 197	80 898
Dépenses à Arbitrer	*2 247 270*	*118 817*	*149 980*	*233 877*	*174 630*	*192 032*	*161 335*	*171 062*	*223 261*	*232 541*	*150 208*	*182 874*	*256 651*
Dépenses budgétaires à arbitrer	1 328 916	98 449	111 552	144 710	88 421	106 270	107 068	101 550	112 980	116 824	89 958	106 424	144 708
- Biens et services (materiel)	249 951	7 651	23 078	23 307	13 026	19 443	19 675	17 361	19 388	21 754	12 015	23 214	50 039
- Deplacements et missions	75 846	5 089	6 536	6 704	5 549	6 551	6 810	6 379	5 756	5 781	6 147	8 045	6 498
- Autres dépenses (apurement pass	278 962	72 618	51 724	85 806	8 197	6 322	8 218	8 379	6 507	9 076	6 776	7 295	8 044
- Transf & Sub (hors sal EPA)	435 343	13 043	16 360	15 956	38 055	44 262	42 462	42 961	49 063	49 676	37 046	38 376	48 081
- Equipements Investissements	288 814	47	13 854	12 937	23 594	29 692	29 902	26 470	32 265	30 538	27 974	29 495	32 047
2) Dépenses trésorerie	918 354	20 368	38 428	89 167	86 209	85 762	54 267	69 512	110 281	115 717	60 250	76 450	111 943
- Dépenses avant ordonnancement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Services de la Dette Extér.	223 271	11 800	11 505	18 051	25 491	10 846	26 571	12 266	11 880	22 089	25 890	20 549	26 333
- Services de la Dette Intér.	695 083	8 568	26 923	71 116	60 718	74 916	27 696	57 246	98 401	93 628	34 360	55 901	85 610
- Remboursement dettes garanties													
- Prêts et avances													
3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor	113 736	7 200	7 846	13 224	8 127	8 582	10 211	9 049	8 710	9 185	9 490	8 498	13 615
4) Dépenses Budgets Annexes	8 903	564	614	1 035	636	672	799	708	682	719	743	665	1 066
Situation fin de mois (III)=I-II	- 1 390 671	- 64 903	- 105 210	- 156 224	- 97 529	- 110 958	- 53 140	- 101 788	- 169 255	- 192 857	- 65 648	- 96 342	- 176 820
Soldes mensuels cumulés	- 1 390 671	- 64 903	- 170 114	- 326 337	- 423 866	- 534 823	- 587 963	- 689 751	- 859 005	- 1 051 862	- 1 117 510	- 1 213 852	- 1 390 671

ETAT N

ECHEANCES COURANTES DE LA DETTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2025.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	8568	0	21928	0	45176	0	26915	0	58185	0	17838	0	12852	0	0	0	60000	0	0	0	0	0	80000	0	331462	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	0	8949	4995	9803	25940	7210	33803	24880	16731	8228	9858	17178	44394	15667	98401	17389	33628	32550	34360	7349	55901	11289	5610	12819	363621	173311
TOTAL	**8568**	**8949**	**26923**	**9803**	**71116**	**7210**	**60718**	**24880**	**74916**	**8228**	**27696**	**17178**	**57246**	**15667**	**98401**	**17389**	**93628**	**32550**	**34360**	**7349**	**55901**	**11289**	**85610**	**12819**	**695083**	**173311**
Cumul (Princ.+Int)	**17 517**		**36 726**		**78 326**		**85 598**		**83 144**		**44 874**		**72 913**		**115 790**		**126 178**		**41 709**		**67 190**		**98 429**		**868 394**	

Bamako, le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2025.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/25)		Avril		Mai		QII (30/06/25)		Juillet		Août		QIII (30/09/25)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/25)		Total 2025	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	8568	0	30496	0	75672	0	102587	0	160772	0	178610	0	191462	0	191462	0	251462	0	251462	0	251462	0	331462	0	331462	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	0	8949	4995	18752	30935	25962	64738	50842	81469	59070	91327	76248	135721	91915	234122	109304	267750	141854	302110	149203	358011	160492	363621	173311	363621	173311
TOTAL	8568	8949	35491	18752	106607	25962	167325	50842	242241	59070	269937	76248	327183	91915	425584	109304	519212	141854	553572	149203	609473	160492	695083	173311	695083	173311
Cumul (Princ.+Int)	17 517		54 243		132 569		218 167		301 311		346 185		419 098		534 888		661 066		702 775		769 965		868 394		868 394	

Bamako, le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2025-2029.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2025		2026		2027		2028		2029	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	331462	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	363621	173311	653863	149261	596828	111600	530287	81171	273277	49646
TOTAL	695083	173311	653863	149261	596828	111600	530287	81171	273277	49646
Cumul (Princ.+Int)	868 394		803 124		708 428		611 458		322 923	

Bamako, le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2025.
(montants en millions de fcfa)

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
I - CLUB DE PARIS	**1470**	**209**	**1590**	**38**	**590**	**119**	**1925**	**440**	**2664**	**533**	**4024**	**196**	**1470**	**209**	**1590**	**34**	**590**	**138**	**1925**	**428**	**415**	**343**	**2973**	**275**	**21226**	**2962**
AFD	551	209	-	-	590	119	1925	339	415	341	2697	186	551	209	-	-	590	138	1925	331	415	343	2697	275	12356	2490
Natixis	919	-	1590	38	-	-	-	101	-	-	-	-	919	-	1590	34	-	-	-	97	-	-	-	-	5018	270
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1269	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	276	-	334	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	2227	172	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1269	10
NCM D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2227	172
Sace D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	22	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	20
																									-	-
II - AUTRES BILATERAUX	**426**	**775**	**2901**	**513**	**10704**	**1593**	**3320**	**651**	**862**	**200**	**3640**	**1071**	**297**	**773**	**2901**	**526**	**14101**	**1640**	**3320**	**677**	**862**	**228**	**3426**	**1032**	**46760**	**9679**
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	588	156	374	58	3042	1046	-	-	-	-	-	-	588	149	374	83	3042	1029	8008	2521
Fonds Koweitien	49	1	567	194	-	-	565	92	488	88	-	-	45	-	567	196	-	-	565	112	488	87	-	-	3334	770
Fonds Saoudien	-	-	475	224	-	-	2167	384	-	-	-	-	-	-	475	261	-	-	2167	395	-	-	-	-	5284	1264
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	377	774	-	-	7873	1343	-	-	-	-	-	-	252	773	-	-	11532	1415	-	-	-	-	-	-	20034	4305
Inde	-	-	1859	94	2569	233	-	19	-	54	401	6	-	-	1859	68	2569	224	-	21	-	58	384	3	9641	780
Corée du Sud	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	4
Autriche	-	-	-	-	262	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	262	16
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197	19
Irak	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL BILATERAUX (I+II	**1896**	**984**	**4491**	**551**	**11294**	**1712**	**5245**	**1091**	**3526**	**733**	**7664**	**1267**	**1767**	**982**	**4491**	**560**	**14691**	**1778**	**5245**	**1105**	**1277**	**571**	**6399**	**1307**	**67986**	**12641**
III - MULTILATERAUX	**7379**	**1010**	**6939**	**1378**	**5131**	**2285**	**20246**	**6095**	**7320**	**2528**	**6910**	**1037**	**6343**	**1054**	**7314**	**1501**	**5772**	**2421**	**20645**	**4755**	**7260**	**2807**	**6924**	**1261**	**108183**	**28132**
BADEA	290	65	171	75	364	47	201	61	99	61	175	32	291	67	171	102	366	45	203	66	101	61	175	31	2607	713
BEI	198	9	-	-	-	-	-	-	-	-	712	179	200	7	-	-	-	-	-	-	-	-	712	174	1822	369
BID	1905	-	140	-	209	32	683	136	490	-	5560	362	1906	-	140	-	209	30	683	130	490	-	5574	395	17989	1085
BIDC	-	-	5	2	83	29	1350	332	226	118	-	-	-	-	5	2	83	28	1368	335	226	116	-	-	3346	962
BOAD	2050	117	-	-	-	-	10138	2579	1883	808	-	-	2050	115	-	-	-	-	10133	1045	1883	831	-	-	28137	5495
FAD	1365	545	424	93	1071	379	2433	1017	199	364	-	43	894	480	424	90	1071	300	2477	1053	199	372	-	42	10557	4778
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	-	-	15	-	-	-	-	-	34	1	55	2	-	-	15	-	-	-	-	-	34	1	55	2	208	6
FIDA	569	36	-	-	-	-	143	20	736	135	116	60	-	-	-	-	569	36	143	32	738	134	116	59	3130	512
IDA	830	33	5989	985	3404	1548	5184	1682	3100	688	-	-	830	31	6364	935	3474	1582	5368	1673	3036	740	-	-	37579	9897
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61	-	-	-	122	-
FONDS OPEP	172	5	195	23	-	-	114	18	492	53	292	59	172	4	195	22	-	-	270	21	492	52	292	58	2686	315
INT/TIRAGES FUTURS	-	200	-	200	-	250	-	250	-	300	-	300	-	350	-	350	-	400	-	400	-	500	-	500	-	4000
S/Total I (DGDP)	**9275**	**1994**	**11430**	**1929**	**16425**	**3997**	**25491**	**7186**	**10846**	**3261**	**14574**	**2304**	**8110**	**2036**	**11805**	**2061**	**20463**	**4199**	**25890**	**5860**	**8537**	**3378**	**13323**	**2568**	**176169**	**40773**
IV - FMI	**2525**	**-**	**75**	**-**	**1626**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**11997**	**203**	**4156**	**-**	**75**	**-**	**1626**	**-**	**-**	**-**	**12012**	**-**	**13010**	**181**	**47102**	**384**
S/Total II	**2525**	**-**	**75**	**-**	**1626**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**11997**	**203**	**4156**	**-**	**75**	**-**	**1626**	**-**	**-**	**-**	**12012**	**-**	**13010**	**181**	**47102**	**384**
Total (I+II)	**11800**	**1994**	**11505**	**1929**	**18051**	**3997**	**25491**	**7186**	**10846**	**3261**	**26571**	**2507**	**12266**	**2036**	**11880**	**2061**	**22089**	**4199**	**25890**	**5860**	**20549**	**3378**	**26333**	**2749**	**223271**	**41157**
Cumul (Princ.+Int)	**13 794**		**13 434**		**22 048**		**32 677**		**14 107**		**29 078**		**14 302**		**13 941**		**26 288**		**31 750**		**23 927**		**29 082**		**264 428**	

Bamako, le 07 août 2024
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2025

(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/25)		AVRIL		MAI		QII(30/06/25)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/25)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/25)		TOTAL(2025)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	9275	1994	20705	3923	37130	7920	62621	15106	73467	18367	88041	20671	96151	22707	107956	24768	128419	28967	154309	34827	162846	38205	176169	40773	176169	40773
FMI	2525	0	2600	0	4226	0	4226	0	4226	0	16223	203	20379	203	20454	203	22080	203	22080	203	34092	203	47102	384	47102	384
TOTAL	**11800**	**1994**	**23305**	**3923**	**41356**	**7920**	**66847**	**15106**	**77693**	**18367**	**104264**	**20874**	**116530**	**22910**	**128410**	**24971**	**150499**	**29170**	**176389**	**35030**	**196938**	**38408**	**223271**	**41157**	**223271**	**41157**
CUMUL (PR + INT)	**13 794**		**27 228**		**49 276**		**81 953**		**96 060**		**125 138**		**139 440**		**153 381**		**179 669**		**211 419**		**235 346**		**264 428**		**264 428**	

Bamako, le 07 août 2024
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

-4

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2025-2029

(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2025		2026		2027		2028		2029	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	**21226**	**2962**	**24926**	**3194**	**26063**	**3124**	**25604**	**1879**	**25604**	**1683**
AFD	12356	2490	17326	2708	18463	2731	18062	1579	18062	1419
Natixis	5018	270	5017	331	5017	274	5017	218	5017	218
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	334	-	334	-	334	-	276	-	276	-
Japon	1269	10	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie	2227	172	2227	135	2227	99	2227	63	2227	27
NCM D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	22	20	22	20	22	20	22	19	22	19
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	**46760**	**9679**	**47980**	**9602**	**48545**	**8918**	**46386**	**7667**	**45259**	**6602**
Fonds Abu Dhabi	8008	2521	8008	2451	8008	2253	8008	2132	8008	2000
Fonds Koweitien	3334	770	3240	839	2806	830	2659	786	2512	748
Fonds Saoudien	5284	1264	5284	1400	5284	1338	4994	1013	4720	795
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	20034	4305	23184	4252	23635	3964	23122	3322	23290	2739
Inde	9641	780	7805	619	7222	490	5760	374	4886	284
Corée du Sud	-	4	-	3	1131	3	1384	3	1384	3
Autriche	262	16	262	14	262	12	262	10	262	7
Italie	197	19	197	24	197	28	197	27	197	26
Irak	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	**67986**	**12641**	**72906**	**12796**	**74608**	**12042**	**71990**	**9546**	**70863**	**8285**
III - Créanciers Multilatéraux	**108183**	**28132**	**115220**	**28394**	**117579**	**28724**	**115375**	**28674**	**113290**	**28623**
BADEA	2607	713	3184	899	3503	822	3454	790	3443	761
BEI	1822	369	1828	337	1629	304	1424	277	1424	250
BID	17989	1085	18378	1045	18470	1063	18644	1014	18319	969
BIDC	3346	962	3420	1068	3498	1026	3578	1015	3660	930
BOAD	28137	5495	24618	4151	23367	3655	19547	3184	14904	2792
FAD	10557	4778	12591	4870	13424	5027	14013	4939	14822	4824
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	208	6	208	5	208	4	208	2	109	1
FIDA	3130	512	3130	495	3130	501	3338	503	3147	515
IDA	37579	9897	44901	10208	47388	10016	48730	9663	51137	9312
IDA-CEE	122	-	122	-	122	-	122	-	122	-
FONDS OPEP	2686	315	2840	316	2840	306	2317	287	2203	269
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	4000	-	5000	-	6000	-	7000	-	8000
TOTAL (I+II+III)	**176169**	**40773**	**188126**	**41190**	**192187**	**40766**	**187365**	**38220**	**184153**	**36908**
IV - FMI	**47102**	**384**	**58648**	**283**	**56947**	**181**	**46868**	**96**	**36778**	**40**
Total Gén(I+II+III+IV):	**223271**	**41157**	**246774**	**41473**	**249134**	**40947**	**234233**	**38316**	**220931**	**36948**
CUMUL (PR + INT)	**264428**		**288247**		**290081**		**272549**		**257879**	

Bamako, le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2025.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	**3 518**	**202**	**3 720**
JAPON	*1 269*	*10*	*1 279*
RUSSIE	*2 227*	*172*	*2 399*
SACE	*22*	*20*	*42*
II - AUTRES BILATERAUX	**1 066**	**200**	**1 266**
FONDS SAOUDIEN	1 066	200	1 266
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**4 584**	**402**	**4 986**
III - MULTILATERAUX	**330**	**6**	**336**
FED	208	6	214
IDA/CEE	122	-	122
TOTAL (I+II+III)	**4 914**	**408**	**5 322**

Bamako, le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTE TRIMESTRIALISE 2025.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI 31/03/2025	QII 30/06/2025	QIII 30/09/2025	QIV 31/12/2025
I - CLUB DE PARIS	**-**	**3 720**	**3 720**	**3 720**
JAPON	*0*	*1279*	*1279*	*1279*
RUSSIE	*0*	*2399*	*2399*	*2399*
SACE	*0*	*42*	*42*	*42*
II - AUTRES BILATERAUX	**549**	**614**	**1 201**	**1 266**
FONDS SAOUDIEN	549	614	1201	1266
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**549**	**4 334**	**4 921**	**4 986**
III - MULTILATERAUX	**15**	**168**	**183**	**336**
FED	15	107	122	214
IDA/CEE	0	61	61	122
TOTAL (I+II+III)	**564**	**4 502**	**5 104**	**5 322**

Bamako, le 07 août 2024
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA
DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2025-2029.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2025		2026		2027		2028		2029	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	**3518**	**202**	**2249**	**155**	**2249**	**119**	**2249**	**82**	**2249**	**46**
JAPON	*1269*	*10*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RUSSIE	*2227*	*172*	*2227*	*135*	*2227*	*99*	*2227*	*63*	*2227*	*27*
SACE	*22*	*20*	*22*	*20*	*22*	*20*	*22*	*19*	*22*	*19*
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	**1066**	**200**	**1066**	**181**	**1066**	**330**	**389**	**164**	**115**	**10**
FONDS SAOUDIEN	1066	200	1066	181	1066	330	389	164	115	10
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	**4584**	**402**	**3315**	**336**	**3315**	**449**	**2638**	**246**	**2364**	**56**
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	**330**	**6**	**330**	**5**	**330**	**4**	**330**	**2**	**231**	**1**
FED	208	6	208	5	208	4	208	2	109	1
IDA/CEE	122	0	122	0	122	0	122	0	122	0
TOTAUX GENERAUX	**4914**	**408**	**3645**	**341**	**3645**	**453**	**2968**	**248**	**2595**	**57**
Cumul pr+int	**5 322**		**3 986**		**4 098**		**3 216**		**2 652**	

Bamako, le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2025

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		28	11			8		28	11	94
EDM-SA			127										127
SOGEM	207	901		509			207	885		499			3 208
BMS-SA				121 8						119			240
TOTAL	207	901	135	638	28	11	207	885	8	618	28	11	3 669

Bamako le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2025

(montants en millions de FCFA)

	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			
ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		28	11			8		28	11	94
EDM-SA			127										127
SOGEM	207	901		509			207	885		499			3 208
BMS-SA				121						119			240
Total mensuel	207	901	135	630	28	11	207	885	8	618	28	11	3 669
Total trimestriel	1 243			669			1 100			657			

Bamako le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI
****

RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2025-2029

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2025	2026	2027	2028	2029	Observations
BNDA	94	93	93	92	92	
EDM-SA	127	121	116	110	105	
SOGEM	3 208	3 079	2 313	1 578	1 526	
BMS-SA	240	226	0	0	0	
TOTAL	**3 669**	**3 519**	**2 522**	**1 780**	**1 723**	

Bamako, le 07 août 2024

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

ETAT P

STATISTIQUES SUR LES EMPLOIS CREES

MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

****

OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

Statistiques sur les créations d'emplois 2023 - 2024 et les perspectives pour 2025

Août 2024

1. Statistiques des emplois créés en 2023 et 2024

1.1. Statistiques des emplois créés de janvier à décembre 2023

1.1.1. Emplois créés par le secteur privé formel en 2023

Au cours de l'année 2023, le secteur privé formel a créé 32 247 emplois contre 30 368 en 2022, soit une augmentation de 6,2%.

Les branches « Activités de Services de Soutien et de Bureau » et « Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale » viennent respectivement en première et deuxième position avec 6 464 et 3 810 emplois créés (soient 20% et 11,8% des emplois créés par le secteur privé formel). Les branches « activités extractives » et « activités des Organisations Extraterritoriales » ont également créé plus d'emplois, avec respectivement 3 529 et 3 245 emplois créés (Tableau 1).

Tableau 1: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe en 2023

	Type de Contrat						
	CDD			CDI			Total
Branches d'activités	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	308	105	413	160	17	177	590
Activités Extractives	2 339	213	2 552	904	73	977	3 529
Activités de Fabrication	1 612	47	1 659	480	41	521	2 180
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	28	9	37	262	56	318	355
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	88	27	115	105	20	125	240
Construction	540	22	562	242	25	267	829
Commerce	682	174	856	1 080	285	1 365	2 221
Transports et Entreposage	279	48	327	257	21	278	605
Hébergement et Restauration	187	40	227	226	53	279	506
Information et Communication	190	75	265	157	38	195	460
Activités Financières et d'Assurance	285	116	401	272	98	370	771
Activités Immobilières	328	4	332	43	3	46	378
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	154	28	182	180	29	209	391
Activités de Services de Soutien et de Bureau	3 044	703	3 747	2 325	392	2 717	6 464
Activités d'Administration Publique	374	303	677	390	217	607	1 284
Enseignement	692	262	954	1 111	329	1 440	2 394
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 419	937	2 356	835	619	1 454	3 810
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	12	5	17	5	3	8	25
Autres Activités de Services N.C.A.	1 194	394	1 588	279	84	363	1 951
Activités Spéciales des Ménages	9	5	14	1	4	5	19
Activités des Organisations Extraterritoriales	2 048	640	2 688	433	124	557	3 245
Total	**15 812**	**4 157**	**19 969**	**9 747**	**2 531**	**12 278**	**32 247**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le District de Bamako a enregistré plus de créations d'emplois avec 14 204 emplois, soit 44% des emplois. Il est suivi de loin par les régions de Taoudéni, Kayes et Ségou avec respectivement 3 933, 3 363 et 3 253 emplois. Les créations d'emplois dans ces localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako.

Plus de 60,9% (19 969 sur 32 247) des emplois créés sont à durée déterminée. Les hommes occupent 79,3% (25 559 sur 32 247) des emplois créés en 2023 (tableau 2).

Tableau 2: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2023

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 722	400	2 122	1 053	188	1 241	3 363
Koulikoro	949	229	1 178	807	209	1 016	2 194
Sikasso	1 020	155	1 175	843	154	997	2 172
Ségou	2 209	362	2 571	502	180	682	3 253
Mopti	1 072	414	1 486	304	105	409	1 895
Tombouctou	651	197	848	146	37	183	1 031
Gao	115	25	140	12	1	13	153
Kidal	33	5	38	9	2	11	49
Taoudéni	1 617	464	2 081	1 436	416	1 852	3 933
Ménaka	0	0	0	0	0	0	0
Bamako	6 424	1 906	8 330	4 635	1 239	5 874	14 204
Total	**15 812**	**4 157**	**19 969**	**9 747**	**2 531**	**12 278**	**32 247**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés a connu un pic de 9 943 emplois au premier trimestre 2023, soit 30,8% (9 943 sur 32 247) des créations d'emplois en 2023 (Tableau 3). Le nombre d'emplois occupé par les hommes et par les femmes a progressivement baissé du premier au troisième trimestre, quelle que soit la nature du contrat. Le nombre d'emplois créé a connu une hausse entre le premier et le quatrième trimestre 2023, soit 18,1% et cela quels que soit le sexe et le type de contrat. Ces baisses d'emplois s'expliqueraient par le cycle économique. Le premier trimestre au Mali coïncide avec la période post récolte et c'est la période où l'industrie de transformation agricole est en plein essor. En plus de cela, les emplois privés formels sont liés à l'exercice budgétaire (du 01 janvier au 31 décembre) donc la signature des contrats se fait en grande partie au premier trimestre.

Tableau 3: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2023

Trimestre	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	5 096	1 373	6 469	2 655	819	3 474	9 943
Trimestre 2	3 531	1 062	4 593	2 305	586	2 891	7 484
Trimestre 3	2 890	774	3 664	2 242	498	2 740	6 404
Trimestre 4	4 295	948	5 243	2 545	628	3 173	8 416
Total	15 812	4 157	19 969	9 747	2 531	12 278	32 247

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) en 2023

1.1.2. Emplois créés par le secteur public en 2023

Les données transmises à l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) font état de 21 445 créations d'emplois en 2023 contre 31 351 emplois en 2022, soit une baisse de 31,6% (tableau 4). Ces emplois ont été créés à travers : (i) les recrutements dans les fonctions publiques d'Etat et des collectivités, dans les Forces Armées et de Sécurité, (ii) les Projets/Programmes d'investissements, et (iii) les Projets/Programmes d'insertion (auto-emplois[1]) rattachés aux différents Départements ministériels. Le nombre d'emplois créés par ces derniers représente près de trois quart, soit 74,2% (15 902 sur 21 445) des emplois créés par le secteur public.

[1] Les auto-emplois sont généralement financés par les projets programmes rattachés aux différents Départements Ministériels. Il s'agit principalement des micro-projets des jeunes et des femmes, financés par les Projets/Programmes d'insertions. Ces auto-emplois sont généralement des emplois informels.

Tableau 4: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur employeur public par sexe en 2023

Type d'emploi public	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et des Forces armées et de Sécurité	390	76	466
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	4 286	791	5 077
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	6 706	9 196	15 902
Total	**11 382**	**10 063**	**21 445**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2023

1.2. Statistiques des emplois créés au premier semestre 2024

1.2.1. Emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2024

Au premier semestre 2023, le secteur privé a créé 17 282 emplois. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale », vient en première position avec 3 134 emplois créés, soit 18,1% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau » occupe la deuxième position avec 2 633 emplois créés, soit 15,2% (Tableau 6).

Tableau 5: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2024

Branche d'activités	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Agriculture, sylviculture, pêche	92	16	108	222	41	263	371
Activités extractives	541	43	584	1 124	86	1 210	1 794
Activités de fabrication	321	34	355	294	21	315	670
Production et distribution d'électricité et de gaz	46	3	49	16	4	20	69
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	12	5	17	100	19	119	136
Construction	70	11	81	310	17	327	408
Commerce	598	153	751	531	80	611	1 362
Transports et entreposage	106	17	123	83	32	115	238
Hébergement et restauration	32	23	55	162	31	193	248
Information et Communication	76	24	100	80	33	113	213
Activités financières et d'assurance	222	95	317	221	161	382	699
Activités immobilières	71	2	73	5	2	7	80
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	119	30	149	126	52	178	327
Activités de services de soutien et de bureau	903	187	1 090	1 153	390	1 543	2 633
Activités d'administration publique	177	56	233	226	104	330	563
Enseignement	451	125	576	226	96	322	898
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	600	437	1 037	1 374	723	2 097	3 134
Activités artistiques, sportives et récréatives	5	0	5	46	13	59	64
Autres activités de services N.C.A.	203	30	233	1 094	327	1 421	1 654
Activités spéciales des ménages	0	4	4	1	1	2	6
Activités des organisations extraterritoriales	158	57	215	1 147	353	1 500	1 715
Total	**4 803**	**1 352**	**6 155**	**8 541**	**2 586**	**11 127**	**17 282**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2024

Au premier semestre 2024, le nombre de création d'emplois du secteur privé, enregistré par l'ONEF, a connu une diminution (-145 ; -0,8%) par rapport au premier semestre 2023 (tableau 7).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus augmenté sont : activités artistiques, sportives et récréatives (+51 ; 392,3%), autres activités de services N.C.A. (+744 ; 81,8%), activités financières et d'assurance (+285 ; 68,8%), activités spécialisées, scientifiques et techniques (+133 ; 68,6%), commerce (+513 ; 60,4%).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus diminué sont : production et distribution d'électricité et de gaz (-226 ; -76,6%), activités de fabrication (-381 ; -36,3%), activités de services de soutien et de bureau (-1370 ; -34,2%), activités spéciales des ménages (-3 ; -33,3%), enseignement (-354 ; -28,3%), information et communication (-63 -22,8%), transports et entreposage (-70 ; -22,7%), activités d'administration publique (-162 ; -22,3%).

Tableau 6: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités aux premiers semestres 2023 et 2024

Branche d'activités	**Total semestre 1 2023**	**Total semestre 1 2024**	**Variation en%**
Agriculture, sylviculture, pêche	269	371	37,9
Activités extractives	1 712	1 794	4,8
Activités de fabrication	1 051	670	-36,3
Production et distribution d'électricité et de gaz	295	69	-76,6
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	120	136	13,3
Construction	496	408	-17,7
Commerce	849	1 362	60,4
Transports et entreposage	308	238	-22,7
Hébergement et restauration	217	248	14,3
Information et Communication	276	213	-22,8
Activités financières et d'assurance	414	699	68,8
Activités immobilières	63	80	27,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	194	327	68,6
Activités de services de soutien et de bureau	4 003	2 633	-34,2
Activités d'administration publique	725	563	-22,3
Enseignement	1 252	898	-28,3
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	2 377	3 134	31,8
Activités artistiques, sportives et récréatives	13	64	392,3
Autres activités de services N.C.A.	910	1 654	81,8
Activités spéciales des ménages	9	6	-33,3
Activités des organisations extraterritoriales	1 874	1 715	-8,5
Total	**17 427**	**17 282**	-0,8

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), semestre 1, 2023 et 2024

Comme les années précédentes, le District de Bamako vient en première position dans la création d'emploi du secteur privé (tableau 7). En effet au premier semestre 2023, le District de Bamako a enregistré 9 793 nouveaux emplois formels créés par le secteur privé, soit 56,7%. Les régions du Nord du Mali enregistrent moins de création d'emplois que celles du Sud.

Tableau 7: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2023

Région	CDD			CDI			Total		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	584	91	675	1 083	87	1 170	1 667	178	1 845
Koulikoro	331	93	424	332	79	411	663	172	835
Sikasso	242	92	334	340	42	382	582	134	716
Ségou	256	66	322	421	172	593	677	238	915
Mopti	126	38	164	474	174	648	600	212	812
Tombouctou	57	14	71	410	131	541	467	145	612
Gao	49	12	61	417	98	515	466	110	576
Kidal	5	1	6	19	4	23	24	5	29
Taoudenni	12	0	12	14	0	14	26	0	26
Ménaka	4	1	5	44	13	57	48	14	62
Nioro	19	20	39	22	3	25	41	23	64
Kita	44	16	60	17	13	30	61	29	90
Dioila	66	21	87	28	14	42	94	35	129
Nara	11	7	18	64	20	84	75	27	102
Bougouni	ND*	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Koutiala	102	19	121	56	44	100	158	63	221
San	26	8	34	53	32	85	79	40	119
Douentza	3	0	3	95	38	133	98	38	136
Bandiagara	22	8	30	127	43	170	149	51	200
Bamako	2 844	845	3 689	4 525	1 579	6 104	7 369	2 424	9 793
Total	**4 803**	**1 352**	**6 155**	**8 541**	**2 586**	**11 127**	**13 344**	**3 938**	**17 282**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2023
ND : Données Non disponibles

Le nombre d'emplois créés est passé de 8 599 au premier trimestre à 8 683 au deuxième trimestre 2024, soit une hausse de 1% (Tableau 8).

Tableau 8: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2023

Trimestres	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1	2 427	725	3 152	4 081	1 366	5 447	8 599
Trimestre 2	2 376	627	3 003	4 460	1 220	5 680	8 683
Total	**4 803**	**1 352**	**6 155**	**8 541**	**2 586**	**11 127**	**17 282**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2023

1.2.2. Emplois créés par le secteur public au premier semestre 2023

Au premier semestre 2024, le nombre d'emplois créés par le secteur public est de 18 725. Plus de neuf emplois sur dix (90,3%) ont été créés dans le cadre des Projets/Programmes d'insertion, rattachés aux différents Départements ministériels et les ONG/Associations bénéficiant d'un appui de l'Etat. Le reste des créations d'emplois est issu des Projets/Programmes d'investissement, soit 9,7% des emplois créés par le secteur. Il n'y pas eu de recrutement dans les fonctions publiques de l'Etat et des collectivités et dans les forces armées et de sécurité au premier semestre 2023.

Tableau 9: Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au premier semestre 2023

Type d'emploi public	1er trimestre			2e trimestre			Semestre 1		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces Armées et de Sécurité	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	280	36	316	460	1 042	1 502	740	1078	1 818
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	955	7 245	8 200	1272	7435	8 707	2227	14680	16 907
Total	1 235	7 281	8 516	1 732	8 477	10 209	2 967	15 758	18 725

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, premier semestre 2024

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1er janvier 2023 au 30 juin 2024

Au cours des six derniers trimestres, le secteur privé a créé 49 529 emplois. Plus de la moitié (52,7%) des emplois sont à durée déterminée. Les femmes occupent seulement un peu plus d'un cinquième (21,5%) des emplois créés. Le plus haut niveau des créations d'emplois a été atteint au premier trimestre 2023 avec 9 943 (Tableau 10).

Tableau 10: Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1er janvier 2023 au 30 juin 2024

Trimestres	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1_2023	5 096	1 373	6 469	2 655	819	3 474	9 943
Trimestre 2_2023	3 531	1 062	4 593	2 305	586	2 891	7 484
Trimestre 3_2023	2 890	774	3 664	2 242	498	2 740	6 404
Trimestre 4_2023	4 295	948	5 243	2 545	628	3 173	8 416
Trimestre 1_2024	2 427	725	3 152	4 081	1 366	5 447	8 599
Trimestre 2_2024	2 376	627	3 003	4 460	1 220	5 680	8 683
Total	**20 615**	**5 509**	**26 124**	**18 288**	**5 117**	**23 405**	**49 529**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Comme le secteur privé, le secteur public a créé moins d'emplois au cours des six derniers trimestres (janvier 2023 à juin 2024). Au total, 40 170 emplois créés par le secteur public ont été enregistrés. Plus de 81,7% (32 809 sur 40 170) des emplois ont été générés par les Projets/Programmes d'insertion (Tableau 13).

Tableau 11: Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au cours des six (6) derniers trimestres (janvier 2023 à juin 2024)

	Année 2023			Premier Semestre 2024			Total des six derniers trimestres (de janvier 2023 à juin 2024)		
Type d'emploi public	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces armées et de Sécurité	390	76	466	0	0	0	390	76	**466**
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	4 286	791	5 077	740	1078	1 818	5 026	1 869	**6 895**
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	6 706	9 196	15 902	2227	14680	16 907	8 933	23 876	**32 809**
Total	**11 382**	**10 063**	**21 445**	**2 967**	**15 758**	**18 725**	**14 349**	**25 821**	**40 170**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2023 et 2024

2. Perspectives pour l'exercice 2025

2.1. Perspectives de création d'emplois par le secteur privé

Nous disposons d'une série de données collectées par trimestre de janvier 2014 à juin 2024 sur les créations d'emplois formels à l'actif du secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau 12 : Evolution trimestrielle du nombre de création d'emplois par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2024

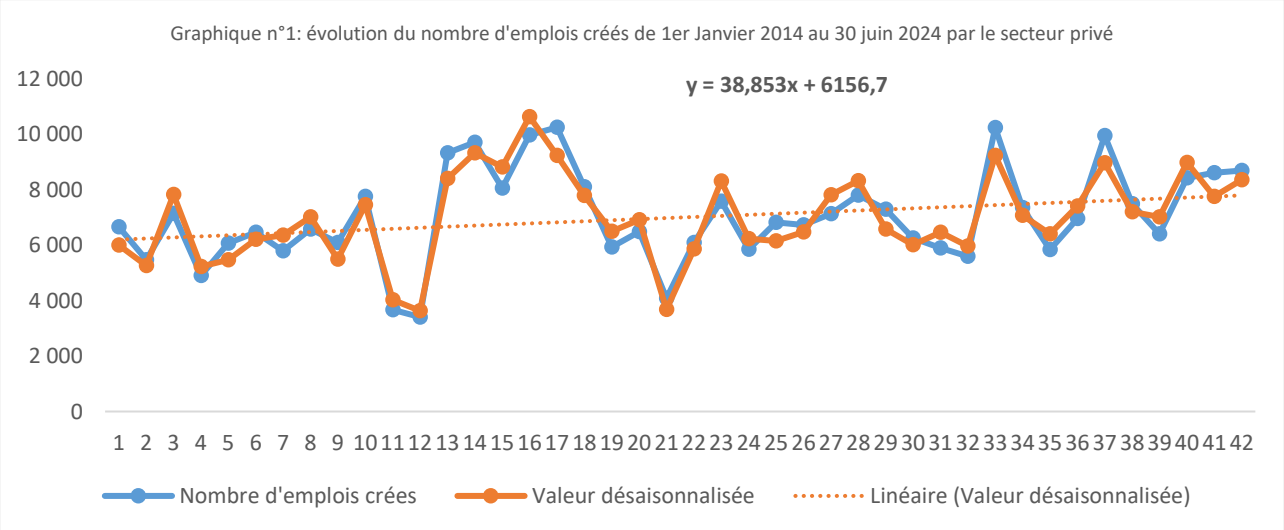
Année	1er Trimestre	2e Trimestre	3e Trimestre	4e Trimestre	Total
2014	6 650	5 471	7 136	4 899	24 156
2015	6 066	6 458	5 795	6 577	24 896
2016	6 091	7 753	3 668	3 405	20 917
2017	9 319	9 698	8 046	9 968	37 031
2018	10 241	8 098	5 930	6 477	30 746
2019	4 077	6 095	7 574	5 846	23 592
2020	6 815	6 724	7 123	7 801	28 463
2021	7 292	6 248	5 898	5 593	25 031
2022	10 233	7 348	5 837	6 950	30 368
2023	9 943	7 484	6 404	8 416	32 247
2024	8 599	8 683	ND*	ND*	17 282
Total	**85 326**	**80 060**	**63 411**	**65 932**	**294 729**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)
ND : Données non disponibles

De 2014 à juin 2024, le secteur privé a créé 294 729 emplois, soit une moyenne de 7 000 emplois par trimestre.

La série dont nous disposons, permet non seulement de produire le graphique ci-dessous sur les fluctuations trimestrielles des créations d'emplois, mais également de faire une prévision des créations d'emplois en fonction du temps, du troisième trimestre 2023 au quatrième trimestre 2024.

Graphique n°1 : Evolution du nombre d'emplois créés de 1er Janvier 2014 au 30 juin 2023 par le secteur privé



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Cette prévision est faite à travers une estimation économétrique d'un modèle simple linéaire. Les résultats de l'estimation, sans tenir compte des autres facteurs exogènes, nous permettent de prévoir le nombre de créations d'emplois en fonction du trimestre par le secteur privé formel comme suit :

Tableau 13 : Evolution prévisionnelle par trimestre du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3e trimestre 2023 au 4e trimestre 2024.

Période	Prévision
3e Trimestre 2024	7 186
4e Trimestre 2024	7 422
1er Trimestre 2025	8 823
2e Trimestre 2025	8 313
3e Trimestre 2025	7 331
4e Trimestre 2025	7 572
Total	**46 647**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

2.2. Les perspectives de créations d'emplois par le secteur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant, de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire de bonnes prévisions. Nous nous basons sur les perspectives économiques de la Banque Africaine de Développement (BAD), selon lesquelles, le redressement économique du Mali après les impacts de la pandémie de COVID-19 se poursuit, avec une croissance de 4,3% en 2023, contre 3,7% en 2022. Cette performance est soutenue du côté de l'offre par la hausse de la production de coton (+49,37%) et d'or (+0,59 %) et du côté de la demande par la relance de l'investissement (+41,8 points de base) et de la consommation des ménages (+0,7 point de base)

En perspectives, selon la même note[2], la reprise de l'activité économique devrait se poursuivre, avec une croissance de 4,7 % en 2024 et de 5,3 % en 2025. Cette croissance sera tirée par les activités extractives, avec le démarrage de la production de lithium en 2024, la relance du secteur textile et le développement du potentiel de production et de transformation du blé. Grâce au maintien d'une politique monétaire restrictive, l'inflation devrait continuer à baisser pour atteindre 2 % en 2024 et 1,8 % en 2025. Cependant, le déficit budgétaire devrait s'accroître pour atteindre 4,3 % du PIB en 2024, puis s'améliorer pour s'établir à 3,4 % en 2025. Le déficit du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre 6,4 % du PIB en 2024 et 5,9 % en 2025. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation prévue des exportations de coton en 2024 et 2025 et des exportations d'or en 2025, ainsi qu'au début des exportations de lithium en 2024.

Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives sont le sine die report de l'élection présidentielle initialement, prévue pour février 2024, la crise énergétique, le retrait du pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, les chocs climatiques et l'insécurité. Les

[2] Banque Africaine de Développement (BAD) : Perspectives économiques au Mali, https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/mali/mali-economic-outlook#:~:text=Perspectives%20et%20risques&text=Cependant%2C%20le%20d%C3%A9ficit%20budg%C3%A9taire%20devrait,5%2C9%20%25%20en%202025 (Page consultée le 8 août 2024)

mesures d'atténuation envisagées comprennent la poursuite des réformes politiques et institutionnelles, le soutien au secteur de l'énergie et la lutte continue contre le terrorisme.

En tenant compte de ces bonnes perspectives, le nombre d'emplois créés par le secteur public connaitrait une augmentation au deuxième semestre 2024. La même tendance à la hausse se poursuivrait en 2025. De ce fait, nous estimons le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 14 : Prévision du nombre total d'emplois créés par secteur pour le dernier semestre 2024 et pour l'année 2025

Secteur	**Année**		**Total**
	2024*	**2025****	
Emplois créés par le secteur public	12 000	29 500	41 500
Emplois créés par le secteur privé	14 608	32 039	46 647
Total	**26 608**	**61 539**	**88 147**

* Cette prévision concerne le dernier semestre 2024

** La prévision concerne toute l'année 2025

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

Projet d'annexe à la LFI 2025 portant sur les subventions à Energie du Mali (EDM-SA)

1. Données historiques

DONNEES HISTORIQUES																				
Période	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production (GWh)	631	721	805	866	943	1 004	1 097	1 213	1 301	1 276	1 402	1 574	1 712	1 905	2 081	2 219	2 401	2 595	2 791	2 860	2 836
SUBVENTIONS (Millions de FCFA)	7 200				3 000	3 400		14 281	10 906	30 000	59 249	57 108	42 000	33 656	34 000	27 000	75 000	30 000	63 318	45 000	35 000
Résultat avant subventions (Millions de FCFA)	-7 206	- 7 211	- 3 074	- 1 092	- 9 778	- 9 070	- 17 814	- 14 245	- 28 895	- 42 291	- 38 690	- 56 632	- 55 071	- 60 020	- 56 100	- 93 044	- 119 851	- 105 056	- 118 333	- 254 587	- 208 390
Résultat après subventions (Millions de FCFA)	-6	- 7 211	- 3 074	- 1 092	- 6 778	- 5 670	- 396	- 36	- 15 315	- 12 291	17 545	476	- 13 071	- 26 364	- 22 100	- 66 044	- 44 851	- 75 056	- 55 015	- 209 587	- 173 390
Coût moyen de production (FCFA/KWH)			96,0	93,7	106,8	108,4	94,5	99,6	101,2	104,3	109,8	113,6	114,8	101,6	101,9	125,2	124,2	122,7	124,9	177,1	167,9
Prix moyen de vente (FCFA/KWH)	95,2	88,8	79,4	85,6	86,5	87,4	88,8	91,1	91,6	91,3	92,5	96,9	96,5	96,3	95,2	99,0	100,4	101,0	100,0	105,3	108,1
Prix KWh sans subvention									91,64	91,33	95,07	97,36	97,84	96,87	96,87	99,00	100,35	101,01	99,96	105,28	108,12
Prix KWh avec subvention									102,29	121,36	149,29	144,40	129,36	119,48	117,47	114,60	143,68	118,34	129,42	125,82	123,73
subvention/kWh									10,65	30,02	54,22	47,04	31,52	22,60	20,59	15,60	43,33	17,33	29,46	20,54	15,61

2. Distribution estimée des subventions à EDM au sein de la population en fonction des niveaux de consommation de la clientèle.

En 2023 le rapport entre le chiffre d'affaires sans subvention et la quantité annuelle d'électricité facturée a été de 108,12 FCFA/kWh ; avec subvention, ce rapport a été est de 123,73 FCFA/kWh. Ainsi, le montant de la subvention/kWh a été de 15,61 FCFA.

Rappel système tarifaire appliqué par EDM-SA

Grille tarifaire de la Basse tension

	consommation mensuelle comprise entre		prix unitaire FCFA/KWh
Tranche 1	0	50	59
Tranche 2	51	100	94
Tranche 3	101	200	109
Tranche 4	201	à plus de 201	130

	consommation mensuelle comprise entre		prix unitaire FCFA/KWh
Tranche 1	0	200	59
Tranche 2	201	à plus de 201	94

Grille tarifaire de la Moyenne tension

	Tranche d'heures dans la quelle la consommation en kWh est effectuéemensuelle comprise entre		prix unitaire FCFA/KWh
Heure de pointe	18 h 00	23h59	113
heure pleine	00h 00	18 h 00	77

3. Indicateurs de performance

	Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (au 30 juin)
1	Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2	590,2	529,5	628,2	772,0	835,9	903,8	866,2	903,0	903,0
2	Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable (MW)		0,2	0,2	0,2	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1:4	53,1	53,1	53,1
3	Puissance disponible															
4	Energie totale produite (GWh)	1 212,9	1 300,7	1 276,4	1 402,0	1 573,9	1 712,0	1 905,3	2 081,1	2 219,7	2 410,9	2 595,0	2 805,7	2 860,2	2 837,9	978,7
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,5	1,9	2,8	2,4	2,4	60,4	81,6	79,2	80,1	44,0
6	Energie importée (GWh)	2,8	3,4	17,1	216,4	295,7	246,5	281,0	445,4	436,7	601,6	762,4	406,2	496,7	255,0	59,6
7	Pertes distribution (%)	18,6%	15,6%	17,0%	15,70%	17,40%	17,76%	17,16%	15,13%	16,60%	17,45%	18,85%	23%	17,91%	17,92%	117,92%
8	Taux énergie non distribuée (%)	0,4%	0,4%	2,3%	1,3%	0,9%	0,2%	0,2%	0,3%	2,0%	2%	3,0%	2%	2,6%	13,2%	13,2%
9	Taux recouvrement global (%) à M+12	98,0%	98,1%	97,7%	97,7%	98,7%	98,7%	98,52%	98,81%	98,52%	98,50%	98,50%	98,50%	98,69%	98,50%	98,50%
10	Taux recouvrement instances officielle (%)															
11	Taux recouvrement clients paraétatiques (%)															
12	Arriérés auprès fournisseurs privés (millions de FCFA)	24 084,0	35 691,0	43 767,0	35 779,0	48 699,0	87 810,9	113 684,0	127 922,7	145 209,0	310 245,0	252 722,6	353 019,1	559 405,5	612 263,6	617 244,9
13	Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,0	7 192,0	15 314,0	9 634,0	9 992,0	16 029,5	13 384,0	14 424,1	42 269,0	77 798,9	45 364,6	110 865,8	157 135,5	123 417,4	136 527,5
14	Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,3	1 012,4	1 104,7	1 225,8	1 332,3	1 488,9	1 650,9	1 730,9	1 861,5	1 976,2	2 170,1	2 190,9	2 241,4	778,7
15	Nombre total clients	233 354,0	261 008,0	290 042,0	313 621,0	346 978,0	400 690,0	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237	749 025	829 034	864 701	906 773
16	Nombre clients résidentiels (Total BT)	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141,0	398 760,0	460 696,0	513 601,0	566 933,0	625 087,0	681 560,0	746 112,0	825 947	862 141	904 266
17	Nombre employés	1 340,0	1 344,0	1 304,0	1 314,0	1 561,0	2 018,0	2 141,0	2 270,0	2 282,0	2 211,0	2 183,0	2 445,0	2 337,0	2 560,0	2 507,0
18	Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	232,1	198,6	216,1	227,2	249,5	283,9	313,4	306,3	354,7	365,0	365,0
19	Tarif Moyen (FCFA (y/C pénalitéprime fixe majoration minoration)/kWh)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8	99,1	97,8	98,8	99,5	101,0	99,9	125,5	92,0	92,4
20	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh) (tarif BT)	100,3	99,4	100,0	105,2	105,6	104,7	106,5	105,5	105,3	105,3	105,2	105,2	112,2	113,0	115,1
21	Revenus recouvrés par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5	93,4	94,5	93,3	85,7	93,0	76,5	90,0		
22	Revenus recouvrés par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6	119,5	119,2	119,6	111,0	110,7	98,8	117,0		
23	Ventes totales (FCFA millions)	85 886,9	93 886,4	91 403,4	104 077,1	118 191,3	137 340,9	152 169,7	166 944,5	182 311,0	196 323,2	207 988,4	214 499,8	230 655,6	242 430,0	85 222,7
24	Revenus totaux recouvrés (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,5	130 142,5	99 995,6	115 531,5	142 121,2	168 630,4	177 975,6	196 722,1	207 089,0	206 703,0	218 855,0	239 407,0	225 072,4	227 093,3	104 257,5
25	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,5	10 951,0	11 774,6	12 338,0	13 461,4	17 952,6	16 394,9	16 908,1	23 148,0	24 446,2	27 063,8	29 006,4	27 763,7	31 311,7	14 983,0
26	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,3	2 682,5	1 480,9	3 179,7	1 477,2	2 203,8	1 407,1	1 389,5	5 083,2	7 169,4	4 110,0	1 637,9	3 278,7	4 643,7	1 555,2
27	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,8	2 365,3	3 106,9	1 813,5	2 950,8	1 198,4	3 152,9	2 196,5	1 178,0	4 434,4	5 029,1	8 370,0	14 059,6	16 899,4	3 840,3
28	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	2,51%	9,35%	19,15%	25,47%	36,29%	45,57%	53,56%	58,59%	62,66%	66,56%	69,49%	72%	75,16%	76,30%	77,62%
29	Total Abonnés	233 354	259 862	290 042	313 621	346 978	400 690	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237	749 025	829 034	865 319	907 536
30	BT Post Paye	226 048	234 131	233 148	232 501	219 874	217 029	213 958	212 680	211 707	209 056	207 920	205 392	202 877	201 927	199 830
31	ISAGO	5 816	24 163	55 234	79 451	125 267	181 731	246 738	300 921	355 226	416 031	476 317	540 720	623 070	660 214	704 436
32	MT	1 490	1 568	1 660	1 669	1 837	1 930	2 065	2 226	2 391	2 595	2 677	2 913,0	3 087	3 178	3 270
33	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,4	-15 321,4	-7 696,3	23 833,4	10 535,4	813,5	-11 275,9	-9 878,4	-32 641,0	-32 803,6	-54 884,8	-45 226,1	-183 143,3	-161 488,5	-53 395,3
34	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,8	-12 291,3	17 544,9	474,8	-13 071,3	-26 364,3	-2 210,2	-51 194,0	-44 850,8	-75 056,2	-55 015,2	-209 587,3	-180 116,6	-62 528,0
35	Mouvements sorties du personnel	106,0	64,0	36,0	43,0	42,0	62,0	60,0	56,0	68,0	39,0	68,0	58,0	48,0	52,0	26,0
36	Subventions	4 804,00	10 906,00	30 000,00	59 248,60	57 107,60	42 000,00	33 655,81	340 000,00	42 000,00	75 000,00	30 000,00	63 317,5	25 000,00	35 000	15 000
37	Exonérations fiscales(*)								28 208,90	24 052,53	28 728,1100	27 486,4400	42 246,60			
38	Produits pétroliers								19 925,80	24 052,53	28 728,1100	27 486,4400	42 246,60			
39	Investissements								8 283,10	7 436,36			42 246,60	31 397,59	34 253,63	10 217,94
40	Stock des prêts rétrocédés								58 358,22	59 666,07	53 069,41	91 720,24	103 373,7	105 436,21	68 174,27	69 139,44
41	Positions nette EDM SA vis-à-vis de l'Etat								- 3 742,00	- 31 094,67	-	-				
	Impayés administration (Budget national et régional)								4 279,00	7 462,98	3 136,34	3 690,13	6 437,20	6 301,1	1 994,6	4 815,5
	Autres impayés (reliquat subvention)								500,00	15 500,00	-	-	15 000	5 000,00	8 250,00	8 250,00
	Dettes fiscales nettes								7 521,00	34 109,16	45 364,6000	77 798,9300	77 798,9	157 294,7	118 811,7	103 673,1
	Autres dettes de l'Etat sur EDM SA (avance trésor)								-	19 948,49	38 551,43	36 782,53	36 782,5	26 000,00	56 274,72	5 587,50
	Exonérations fiscales(*) : les exonérations fiscales sont des estimations que nous avons effectuées															

Glossaire

1- Capacité de production mesurée en MW ;

9- Pertes techniques liées au transport et à la distribution inhérente à l'électricité ;

10- Délestages ou incapacité de distribuer ;

11- Le niveau d'encaissement d'une facture émise sur une période de 12 mois ;

17- Quantité d'énergie consommée par les clients et facturée par EDM-SA ;

23- Tarif moyen basse tension ;

29- Maintenances préventives et curatives des ouvrages de production ;

30- Dépenses relatives à l'entretien des ouvrages de distribution et de transport.

ETAT R

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

PREVISIONS DE RECOUVREMENT 2025 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2025
	Taxe-Logement-TL (1% x Base CF)	OMH	6 365
	Taxe Touristique	APTM	2 304
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	473
	Redevance Régulation	ARMDS	1 480

NB: ⇨ *Les prévisions de TL sont établies sur la base des prévisions CF*
⇨ *Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevace de Régulation sont établies sur la base des réalisations de l'exercice précédent (2024) auxquelles sont appliqués les taux de croissance nominale de l'économie en 2025*

Bamako, le 27 août 2024
Le DIRECTEUR GENERAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES * BAMAKO * MALI
Le Directeur Général des Impôts

Mathias KONATE
Chevalier de l'Ordre National

ETAT S

ANNEXE SUR LES DEPENSES FISCALES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

DIRECTION PLANIFICATION,
ETUDES ET SUIVIS

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DEPENSES FISCALES
2023

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

DIRECTION PLANIFICATION, ETUDES ET SUIVIS

Juillet 2024

SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO : COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CGI : CODE GENERAL DES IMPÔTS

CREDAF : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

DE : DROITS D'ENREGISTREMENT

EE : EXONERATIONS EXCEPTIONNELLES

DD : DROIT DE DOUANE

DF : DEPENSE FISCALE

DGD : DIRECTION GENERALE DES DOUANES

DGI : DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

IBIC : IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

IS : IMPÔT SUR LES SOCIETES

PIB : PRODUIT INTERIEUR BRUT

RFD : RECETTES FISCALES ET DOUANIERES

RS : REDEVANCE STATISTIQUE

SFR : SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

TEC : TARIF EXTERIEUR COMMUN

TVA : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

UEMOA : UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAIN

RÉSUMÉ

L'évaluation des dépenses fiscales est une obligation pour les États membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) depuis l'introduction de la directive communautaire n° 01/2009 du 27 mars 2009 concernant le Code de transparence dans la gestion des finances publiques. Le présent rapport, qui en est à sa 13e édition, s'inscrit pleinement dans cette perspective de transparence.

L'objectif de l'estimation du coût des allègements fiscaux est d'éclairer les décideurs en matière de politique fiscale. Cette estimation constitue la base d'une analyse visant à rationaliser les dépenses fiscales. Pour mener à bien ce processus de rationalisation, il est essentiel que l'estimation des dépenses fiscales soit accompagnée d'une étude approfondie sur leur pertinence par rapport aux objectifs fixés. L'étude actuelle se concentre principalement sur l'évaluation budgétaire.

Pour l'année 2023, le montant des dépenses fiscales estimées s'élève à 308,80 milliards de francs CFA. Cette estimation a été réalisée en tenant compte des dépenses fiscales enregistrées par la Direction générale des impôts ainsi que celles de la Direction générale des Douanes. Les dépenses fiscales mises en œuvre par la Direction des domaines n'ont pas encore fait l'objet d'une évaluation.

L'objectif de l'étude actuelle est d'examiner en détail les dépenses fiscales de l'exercice 2023 et de comparer les résultats obtenus au cours de cette année avec ceux des années précédentes, notamment 2022 et 2021.

CONTEXTE

La problématique de la dépense fiscale demeure plus que jamais pertinente dans le contexte actuel marqué par la rareté des ressources externes, qui constituent le principal vecteur de financement des politiques publiques. En sus de cette rareté de ressources, le Mali doit affronter d'autres crises majeures (comme sécuritaire, les contraintes climatiques, la faible pluviométrie et le réchauffement climatique), les répercussions de la COVID-19 et les impacts découlant de la crise en Ukraine.

La situation est aussi caractérisée par la non-atteinte du taux de pression fiscale fixé à 20 % par la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour l'accession des objectifs du millénaire pour le développement. En effet, ce taux avait régressé de 15% en 2021 et descendre à 13% en 2022 pour le Mali.

En vue de promouvoir l'intégration économique, le Mali, comme les autres pays de l'UEMOA, est confronté à la conciliation de deux impératifs : la demande sociale économique qui nécessite un besoin de ressources publiques supplémentaires et le désarmement tarifaire consécutif à la libre circulation intracommunautaire des biens. D'où l'impérieuse nécessité d'assurer une mobilisation optimale des ressources intérieures. Pour faire face à cette situation, l'UMOA a :

– mis en œuvre un nouveau « cadre harmonisé des finances publiques » avec comme paradigme le budget-programme en tant que mode de gestion basé sur la logique de performance et de transparence (Gestion axée sur les résultats).
– adopté la Directive n°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques qui exige que:
✓ les décisions ayant une incidence sur le budget de l'État soient chiffrées et rendues publiques;
✓ l'évaluation de l'impact financier de ces décisions fasse partie des documents budgétaires à joindre au projet de loi de finances de l'année.

Les dépenses fiscales, sources de pertes de recettes fiscales, non rationalisées, peuvent affecter l'efficacité de l'effort de mobilisation des recettes fiscales, la transparence dans la gestion des finances publiques et l'équité du système fiscal. C'est dans le souci de cette rationalisation qu'il a été prouvé la nécessité de connaitre le coût budgétaire des dépenses fiscales, leur efficacité tant sur le plan économique que social.

Les résultats de ces informations traitées, consignés dans un rapport annuel de dépenses fiscales, devraient permettre de déterminer les orientations nécessaires des futures politiques fiscales, tant au plan législatif qu'organisationnel.

Cependant, comme les éditions précédentes, à cause de la faiblesse des moyens techniques et financiers, dans le cadre de la réalisation de la 13e édition du rapport de dépenses fiscales, aucune étude de terrain n'a pu être menée pour déterminer l'efficacité des mesures dérogatoires au Mali (Voir la page 15 de ce rapport consacrée à l'analyse des dépenses fiscales).

INTRODUCTION

Pour des fins d'incitation économique ou d'équité sociale, les règles d'imposition ont toujours connu des dérogations afin d'alléger la charge fiscale de certaines catégories de contribuables ou d'opérations. Ces régimes fiscaux dérogatoires constituent des sources importantes de pertes de recettes fiscales pour le budget national et ils créent parallèlement d'importantes distorsions sur le plan économique. De plus, leur prolifération croissante pose des défis considérables en termes de gestion, rendant leur contrôle complexe.

Dans le cadre d'une démarche visant à rationaliser les exonérations fiscales au Mali, la loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières a été adoptée avec son décret d'application. Cette loi annonce qu'aucune exonération fiscale ou douanière n'est autorisée si elle n'est pas expressément prévue par une loi.

L'évaluation des dépenses fiscales constitue une exigence pour les États membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), depuis l'avènement de la directive communautaire n° 01/2009 du 27 mars 2009 portant sur le Code de transparence dans la gestion des finances publiques.

En vue de permettre aux décideurs d'apprécier le volume des exonérations fiscales concédées, il a été décidé de produire des rapports d'évaluation et que ceux-ci fassent l'objet d'une annexe à la Loi des Finances. Le premier rapport sur les dépenses fiscales a été produit en 2011. Depuis, chaque année, un rapport est élaboré. C'est dans ce contexte que la présente étude qui est à sa 13e édition, est réalisée. Elle concerne les données de l'année 2023.

Il est important de souligner que la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales est confrontée à un certain nombre de difficultés. À titre d'exemples :

- dans la rédaction du présent rapport, compte tenu du faible moyen accordé à la Division Politiques fiscales, aucune visite et/ou enquête de terrain n'a pu être effectuée. Elle aurait permis, non seulement d'interroger les personnes-ressources (les responsables des administrations domaniales, fiscales et douanières, les conseils fiscaux, les financiers, les statisticiens, les comptables, les universitaires et les députés, etc.), les bénéficiaires des mesures fiscales dérogatoires (les ménages, les entreprises, les ONG, les organisations internationales, les ambassades, etc.) sur l'utilité et l'ampleur des exonérations fiscales de façon générale et pendant la période 2023.

• la difficulté de la collecte des données au sein des services fiscaux mérite d'être soulignée. Il est essentiel de noter que le champ d'évaluation des dépenses fiscales dans le cadre de cette étude a été réduit de deux impôts en raison de l'absence d'informations les concernant. Il s'agit spécifiquement de la Taxe sur les contrats d'assurance et des Droits d'enregistrement. Pour ce qui concerne les services non informatisés, ils doivent transmettre l'état des exonérations constatées par eux via courrier physique. Le préalable est de pouvoir écrire sur fichier dur, c'est-à-dire presque manuellement, contrairement aux centres informatisés qui saisissent dans SIGTAS qui génère des informations directement exploitables par la Division Politiques fiscales. Les données des centres non informatisés viennent soit rarement, soit en retard. Par ailleurs, les montants exonérés collectés ne sont ni détaillés par référence légale (article qui donne l'exonération), ni par produit, ni par bénéficiaire.

• le retard des douanes, dans la transmission des données est récurrent. Il est aisé de déduire que ce comportement de la Direction générale des douanes est favorisé par l'absence de hiérarchie entre la Direction générale des impôts chargée d'élaborer le rapport de dépenses fiscales, et la Direction générale des douanes.

Malgré ces difficultés, la structure dédiée à l'évaluation du coût des dépenses fiscales compile les données et fait des analyses possibles selon les détails disponibles sur lesdites données. L'estimation, bien que non exhaustive, en ce sens que certaines mesures ne sont pas du tout évaluées et d'autres ne font l'objet que d'une évaluation partielle, fait ressortir un manque à gagner de 301,80 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2023. Ce coût rapporté aux recettes fiscales indique un taux de 19,45 %.

La présente évaluation s'articule autour de trois axes :

- cadre conceptuel et méthodologique ;
- évaluation du coût budgétaire des dépenses fiscales ;
- focus sur certaines dépenses fiscales de la Direction générale des impôts.

I. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE

La première étape de l'étude consiste à fixer le cadre de l'analyse. Celui-ci s'articule autour, de la compréhension du concept de dépense fiscale et de ses implications d'une part, et d'autre part, de la méthodologie à suivre pour l'évaluation.

1. CADRE CONCEPTUEL

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les États membres de l'UEMOA a dégagé certaines idées prioritaires quant à la définition de la dépense fiscale. Il s'agit du système fiscal de référence (régime fiscal de base) ; de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux ; de la méthodologie à adopter.

A. DEFINITION DE LA DEPENSE FISCALE

Selon la décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015, «Une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraine un manque à gagner pour le trésor public. ».

La dépense fiscale constitue donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

Néanmoins, toutes les exonérations ne sont pas des dépenses fiscales, et certaines mesures autres que des exonérations peuvent donner lieu à des dépenses fiscales.

En particulier, les exonérations de TVA de porte sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des Investissements ou au Code minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les pertes de recette dues aux réductions de taux et à l'allocation d'un crédit d'impôt en cas d'investissement ne sont pas des exonérations mais constituent des dépenses fiscales.

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle déroge) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de classification qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (découlant de la norme) et une série de dispositions qui dérogent à ce système. Elle requiert donc une définition claire du système de référence.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

B. DEFINITION DU SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

Il n'existe pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques, sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. À ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;

- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

La première option, plus pragmatique, est le plus souvent choisie par les pays. Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent être de nature législative et revêtir un caractère général. Trois critères peuvent définir le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration des impôts et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales.»

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code Général des Impôts, le Code des douanes, et le TEC (Tarif Extérieur Commun) comme système fiscal de référence.

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière. Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux. Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation. Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence. En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité intérieure des États de l'Union. En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

C. SYSTEME FISCAL DE REFERENCE DES IMPOTS, DROITS ET TAXES COUVERTS PAR L'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES.

1) LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux normal applicable dans une fourchette de 5% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain de consommation courante, …, etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art 8) et transposés dans le Code Général des Impôts.

Le taux normal retenu par le Mali est 18%.

2) L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET L'IMPOT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

- le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;
- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;

• les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de 30% du bénéfice imposable et 1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

3) LA TAXE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE

L'Unité d'imposition est la Convention d'assurance ou de rente viagère. La base imposable de référence est le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires.

Les taux de référence sont de 4% et de 20%. Le taux de 4 % s'applique aux contrats d'assurance contre les risques de toute nature, de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre. Le taux de 20 % s'applique aux autres contrats d'assurance.

4) LA TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES

Sont soumis à la Taxe sur les activités financières, les produits des opérations réalisées au Mali qui se rattachent aux activités bancaires ou financières et d'une manière générale, tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent.

La base imposable est constituée du montant des recettes réalisées à l'occasion des opérations imposables. La taxe est exclue de la base d'imposition.

Les taux de référence de la taxe sont fixés à 17 % et à 15 %. Le taux réduit de 15 % est appliqué sur les intérêts, commissions et frais perçus à l'occasion de toutes les opérations finançant les ventes à l'exportation.

5) LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE A LA CHARGE DES EMPLOYEURS

Est soumise à la contribution forfaitaire à la charge des employeurs, toute personne physique ou morale passible de l'Impôt sur les sociétés, de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'Impôt sur les bénéfices agricoles qui verse des rémunérations, traitements ou salaires.

La contribution est assise sur le montant brut des salaires et indemnités, payés à l'ensemble du personnel, y compris la valeur réelle des avantages en nature.

Le taux de la contribution est fixé à 3,5 %.

6) LES DROITS D'ENREGISTREMENTS, DE MUTATIONS ET DE SUCCESSIONS

Les droits d'enregistrement sont fixes, proportionnels, ou progressifs suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code Général des Impôts(CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

7) LE DROIT DE DOUANE, REDEVANCE STATISTIQUE ET IMPOT SPECIAL SUR CERTAINS PRODUITS

Les systèmes fiscaux de référence sont :

- le Tarif Extérieur Commun (TEC) qui est la législation de base pour les droits de porte ;
- le Code général des Impôts (CGI) qui est également la législation de base pour les taxes intérieures notamment la TVA et les droits d'accises.

2. CADRE METHODOLOGIQUE

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

D. PERIMETRE D'EVALUATION DES DEPENSES FISCALES

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entrainer des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et au Droit de Douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la Taxe sur la Valeur Ajoutée (de l'intérieur et de porte), l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, la Taxe sur les activités financières, la Taxe sur les contrats d'assurance, la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs, les droits d'enregistrement, le Droit de douane, la Redevance Statistique et l'impôt spécial sur certains produits.

E. PERIODE DE REFERENCE

L'évaluation des dépenses fiscales ici présentée porte sur l'exercice budgétaire 2023. L'année budgétaire s'entend de la période au cours de laquelle la recette correspondante à la dépense fiscale aurait dû être encaissée par l'État en application des règles de droit commun. Sous ce rapport, les recettes associées aux opérations et revenus dont la taxation intervient l'année suivant celle de leur réalisation sont rattachées au millésime d'imposition. C'est le cas notamment de l'IS et de l'IBIC.

F. METHODES DE CALCUL POSSIBLES

Il existe trois méthodes de calcul possibles pour évaluer les dépenses fiscales. Elles sont :
- la méthode de la perte en recettes (*revenue forgone*). Il s'agit d'un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une mesure dérogatoire, en présumant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».

- le gain final de recettes (*revenue gain*) : on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables.
- l'équivalent en dépense (*Outlay équivalent*) : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.

La méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.

- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur la valeur ajoutée de l'intérieur

La DF de TVA à l'intérieur se calcule par entreprise bénéficiant d'une exonération de TVA, à partir des données de la DGE, de la DID et des DRI. Ce calcul nécessite de connaître la TVA qui aurait dû être collectée par l'entreprise et la TVA qui aurait dû être déductible par l'entreprise si le CA n'avait pas été exonéré. Les informations sur la partie déductible n'étant pas disponible, elle est obtenue à partir d'une formule d'estimation. Dans un premier temps, parmi les entreprises, il ne faut retenir que la production qui entraîne une DF. Les points ci-dessous énumérés ont été pris en compte :

- Ont été exclu les entreprises dont le CA exonéré, la TVA collectée et la TVA reversée ne sont pas connus ;
- Le chiffre d'affaires (CA) exonéré pour chaque entreprise a été obtenu en faisant la différence entre le chiffre global exonéré de la TVA et le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ;
- Les entreprises soumises au taux réduit de 5% ne sont pas incluses dans le champ de calcul de l'estimation des dépenses fiscales de TVA au taux normal. Les entreprises bénéficiant en même temps des exonérations de TVA au taux de 18% et de 5% sont soumises à un calcul de prorata.

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 18% est la suivante :

$$DFj = \boldsymbol{CA_{exonéré} * 18\% * \frac{Net\ à\ payer}{TVA\ Collectée}}$$

DFj : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires exonéré

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 5% est la suivante :

$$\boldsymbol{DF_j = CA_{exonéré} * 13\% * \frac{Net\ à\ payer}{TVA\ Collectée}}$$

DF j : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires exonéré

13% : est la différence de taux entre 18% et 5%.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de l'Impôt sur les sociétés et de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

Les dépenses fiscales de l'IS-IBIC sont obtenues en comparant et en prenant le maximum entre :

- le montant du bénéfice exonéré multiplié par le taux de référence (30%) ;
- la valeur de la fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique) ;
- le 1% du chiffre d'affaires.
- *DF* j= Max (30% bénéfice exonéré, fraction de l'IS-IBIC (763500) contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique), 1% du chiffre d'affaires).

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les activités financières

Les dépenses fiscales de la TAF sont obtenues en multipliant les taux de référence (15% et 17%) par les intérêts exonérés.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les contrats d'assurance

Les dépenses fiscales de la TCA sont obtenues en multipliant les taux de référence (20% et 4%) par les sommes stipulées au profit de l'assureur.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs

Les dépenses fiscales de la CFE sont obtenues en multipliant le taux de référence (3,5%) par les sommes ou avantages en nature versés ou alloués à certains salariés.

- méthode d'évaluation des dépenses fiscales des impôts des douanes

Les dépenses fiscales sont déterminées au cordon douanier ainsi qu'il suit :

- données de base : Pour chaque Nomenclature Tarifaire et Statistique (NTS), sont disponibles dans la base des données :
  - la valeur en douane (VD) ;
  - le total des droits affectés au Budget d'État et le produit pour chaque droit ou taxe (DROITS-BE).
  - aussi pour chaque NTS, la pression fiscale issue du Tarif Extérieur Commun est calculée (PF).

La pression fiscale est appliquée à la valeur en douane pour déterminer les droits et taxes attendus pour chaque NTS.

Pour chaque NTS, les exonérations résultent de la différence entre les droits et taxes attendus et les droits réellement liquidés disponibles dans la base des données conformément à la formule suivante

Dépenses fiscales NTS = (VD*PF) - DROITS-BE

G. LES SOURCES DES DONNEES

Les données utilisées pour évaluer les dépenses fiscales proviennent principalement des informations sur les contribuables relevant de la Direction générale des douanes (DGD) et de la Direction générale des Impôts.

II. EVALUATION DU COÛT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES

1. METHODE DE COLLECTE

Elle a consisté à recueillir au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction Générale des Douanes les montants des exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2023. Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective des dépenses fiscales. Ces données ont été analysées par impôt, par secteur d'activité et par source pour certaines dépenses fiscales selon la disponibilité des données.

2. ANALYSE DES DEPENSES FISCALES

Avant d'aborder l'analyse des coûts de dépenses fiscales, soit par rapport aux recettes fiscales et au PIB, soit par secteur d'activité, soit par an, soit par impôt, il est utile d'évoquer les évènements ayant marqué la période d'évaluation et les conséquences possibles des exonérations fiscales :

- les événements marquant l'évolution ou l'augmentation des exonérations fiscales (côté dépenses fiscales). Il s'agit entre autres de :

• la gestion de la Covid 19 : pour faire face aux conséquences socio-économiques de cette pandémie, le gouvernement malien a édicté plusieurs mesures fiscales. Presque tous les types d'impôts ont été affectés par ces mesures d'allègements fiscaux ;

• la gestion de la guerre : nul n'est sans savoir que cette guerre a fait intervenir au Mali des financements extérieurs et missions diplomatiques qui sont exonérés d'impôts et taxes ;

• la gestion de la vie chère, pays enclavé, importateurs de plusieurs produits de premières nécessités, le Mali a eu recours à plusieurs reprises aux exonérations exceptionnelles et aux subventions directes.

Les informations recueillies ne permettent pas de déterminer la part exacte de chacune des composantes ci-dessus indiquées. De toute façon, elles sont à l'origine, d'année en année, de l'augmentation du montant de la dépense fiscale.

- les conséquences probables des mesures dérogatoires : elles sont entre autres :

• l'évasion fiscale : l'exemple frappant est le Code des Investissements. En effet, pour bénéficier des avantages de ce code, plusieurs sociétés sont tentées de créer une nouvelle société

à chaque fois que leurs exonérations fiscales arrivent à expiration. Aucune loi ne les interdit de supprimer leur société et d'en créer une nouvelle ;

• la fraude fiscale : les moyens limités de l'administration fiscale ne permettent pas de faire le suivi correct des exonérations. Plusieurs entreprises, bénéficiant des exonérations fiscales au titre d'un financement extérieur, sont tentées d'utiliser les produits, matériels destinés à leurs marchés exonérés aux marchés non exonérés. Ce même phénomène peut se produire dans l'application du Code Minier ;

• le risque de pénurie et de surfacturation : pour les mesures exceptionnelles, l'État donne des monopoles à certains opérateurs économiques. Il se trouve que souvent, que suite à leur incapacité de ravitailler correctement le marché, la pénurie crée immédiatement la surfacturation.

Dans la situation actuelle du Mali, il est difficile de dire que :

- les exonérations fiscales contenues dans le Code des Investissements sont à l'origine de l'augmentation du nombre des entreprises ;
- les mesures exceptionnelles relatives aux exonérations fiscales ont permis de rendre les produits de premières nécessités accessibles par tous ;
- les exonérations fiscales contenues dans le Code immobilier ont permis l'accès facile au logement ;
- les exonérations fiscales contenues dans le Code minier ont favorisé l'expansion du secteur minier, etc.

L'analyse chiffrée est faite sur le coût total des dépenses fiscales mais aussi par direction de recettes (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes).

A. ANALYSE DU COUT TOTAL DES DEPENSES FISCALES DGI, DGD

Le coût des dépenses fiscales est estimé à 301,80 milliards de francs FCFA au titre de l'année 2023.

1) COMPARAISON DES DEPENSES FISCALES DGI/DGD PAR AN

Tableau 1 : Dépenses fiscales DGI/DGD par an

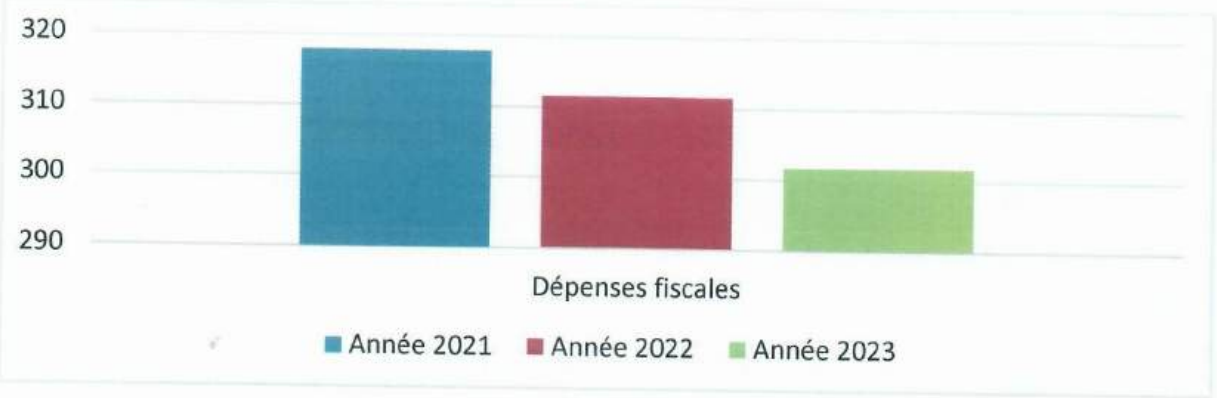
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Taux d'évolution
Dépenses fiscales	318,13	311,51	301,80	-3,12%

source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

En l'an 2023, les dépenses fiscales estimées se sont élevées à 301,80 milliards de francs CFA pour le budget de l'État, en comparaison avec les 311,51 milliards de francs CFA enregistrés en 2022. Cette diminution représente un taux de 3,1 %. Il est à noter que cette réduction ne découle pas d'une diminution des dépenses elles-mêmes, mais plutôt du fait que les informations relatives aux exonérations des droits d'enregistrement et de la taxe sur les contrats d'assurance demeurent indisponibles.

Figure 1 : Dépenses fiscales (DGI, DGD) par an



source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

2) COMPARAISON DES DEPENSES FISCALES AUX RECETTES (DGI, DGD) PAR AN

Le tableau ci-dessous illustre la part des dépenses fiscales constatées en 2021, 2022 et 2023 dans les recettes fiscales.

Tableau 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes (DGI, DGD)

Montant en milliards de francs CFA

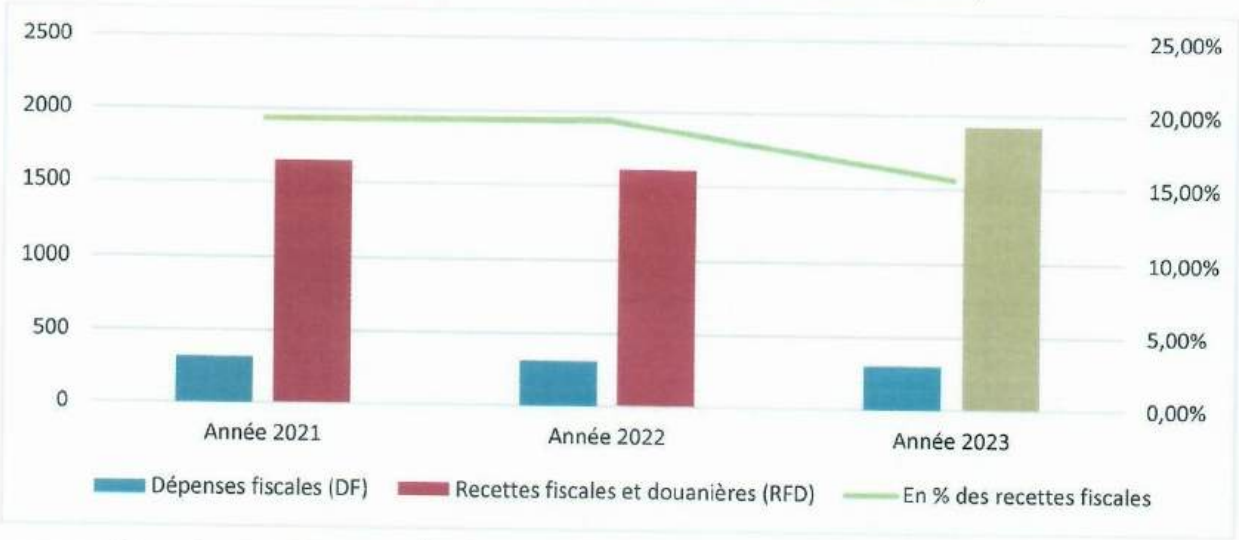
Rubriques	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Variation 2021/2022
Dépenses fiscales (DF)	318,13	311,51	301,80	-3,22%
Recettes fiscales et douanières (RFD)	1 644,72	1601,77	1929,05	16,97%
En % des recettes fiscales	19,34%	19,45%	15,64%	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

Les dépenses fiscales au titre de l'année 2023, rapportées aux recettes fiscales de la même période, ont indiqué un taux de 15,6 % contre 19,45 % en 2022 et 19,34 % en 2021. Le taux d'évolution a diminué en 2023. Cette baisse des taux de variation s'explique par le fait que certaines dépenses fiscales qui étaient évaluées habituellement ne le sont pas cette année. En effet, les informations sur les exonérations de droits d'enregistrement et de la taxe sur le contrat

d'assurance ne sont pas disponibles. Par conséquent, le montant des dépenses fiscales au titre de l'année 2023 (numérateur du rapport) a baissé. En même temps, le dénominateur constitué par les recettes fiscales a augmenté. Concernant les recettes fiscales et douanières, elles ont augmenté en 2023, comparativement à 2022 et 2021.

Figure 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI, DGD)



source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

3) DEPENSES FISCALES RAPPORTEES AU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Tableau 3 : Dépenses fiscales rapportées au Produit Intérieur Brut (PIB)

Montant en milliards de francs CFA

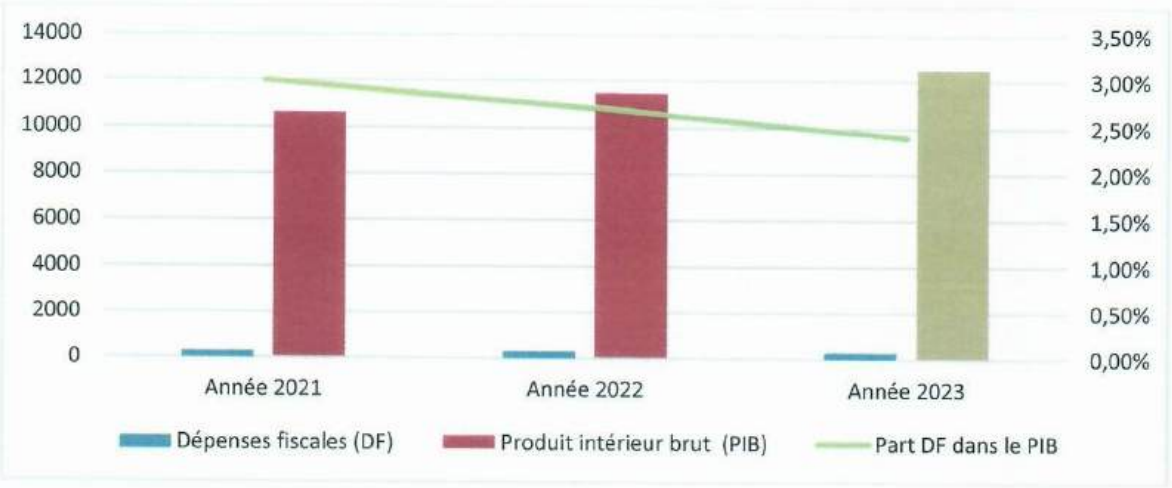
Rubriques	Année 2021	Année 2022	Année 2023
Dépenses fiscales (DF)	318,13	311,51	301,80
Produit intérieur brut (PIB)	10 613,97	11 456,10	12 532,80
Part DF dans le PIB	3,00%	2,72%	2,41%

source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

Le coût des dépenses fiscales au titre de l'année 2023 rapporté au Produit intérieur brut de la même période indique un pourcentage de 2,41 contre 2,72 en 2022 et 3,00% en 2021. La diminution de la part des dépenses fiscales dans le PIB est due à la diminution du montant des dépenses fiscales de 2023. La diminution est principalement due à l'absence d'évaluation de certaines dépenses fiscales (droits d'enregistrement et taxe sur les contrats d'assurance) pour lesquelles les données ne sont pas disponibles par rapport à celui de 2022. Sur les trois années

(2021, 2022, 2023), il n'y a pas une très grande variation entre les parts de dépenses fiscales dans les Produits intérieurs bruts.

Figure 3 : Dépenses fiscales rapportées au PIB (DGI, DGD)



source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

4) REPARTITION DES DEPENSES FISCALES PAR IMPOT, DROIT ET TAXE (DGI, DGD)

La répartition des dépenses fiscales par impôt permet de mesurer la contribution de chaque impôt dans les dépenses fiscales totales.

Tableau 4 : Dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe (DGI, DGD)

Montant en milliards de francs FCA

Dépenses fiscales par Impôt DGI/DGD	Année 2023	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	119,68	39,65%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	68,09	22,56%
Droit de Douane	52,96	17,55%
Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	31,70	10,51%
Taxe sur les Activités Financières	27,59	9,14%
Redevance Statistique	1,13	0,37%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,36	0,12%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,29	0,10%
Taxe sur les Contrats d'Assurance		0,00%
Droits d'Enregistrement		0,00%
Total	301,80	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

L'analyse des principales dépenses fiscales par type d'impôt nous enseigne :

- les dépenses fiscales provenant de la TVA se sont chiffrées à 119,68 milliards de francs CFA représentant ainsi 39,65 % du poids total des dépenses fiscales au titre de l'exercice 2023. Les allègements fiscaux qui découlent de la TVA restent toujours les plus élevés comparés à ceux des autres impôts. Ils représentent ici le cumul des dépenses fiscales de la TVA de l'intérieur et de celle de porte.

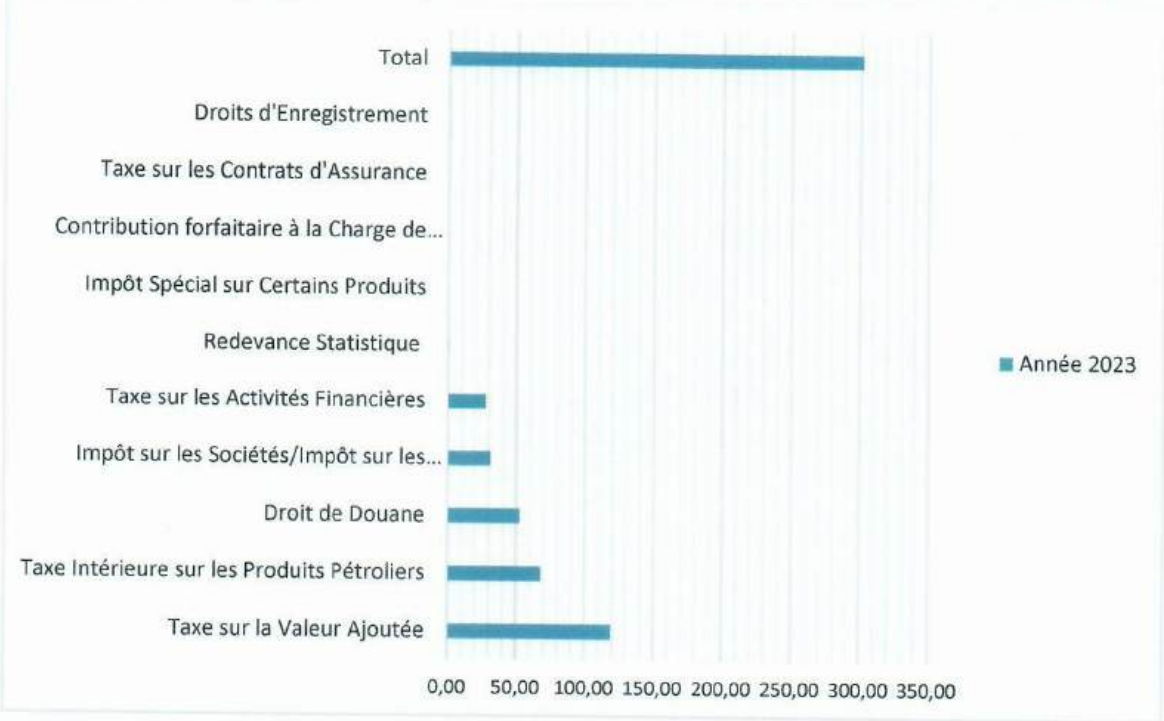
- le montant des dépenses fiscales issues des exonérations de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers s'est chiffré à 68,09 milliards de francs CFA au titre de l'exercice budgétaire de l'année 2023. Il représente 22,56 % des dépenses fiscales évaluées.

- la part du DD dans les dépenses fiscales totales au titre de l'année 2023 est de 17,55% pour un montant de 52,96 milliards de francs CFA. La source principale de ces dépenses fiscales est la source «exonérations exceptionnelles».

- les pertes de recettes liées à l'IS/IBIC affichent un coût de 31,70 milliards de francs CFA et contribuent pour une part de 10,51% aux dépenses fiscales totales. Les exonérations d'IS proviennent essentiellement des activités financières et d'assurance.

- en ce qui concerne la Taxe sur les Activités Financières, les dépenses fiscales indiquent un montant de 27,59 milliards de francs CFA pour une proportion de 9,14%.

Figure 4 : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe (DGI DGD)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

5) DEPENSES FISCALES PAR IMPOT ET PAR AN

Afin d'analyser la répartition des dépenses fiscales par type d'impôt en termes de coût, le tableau ci-dessous ventile les dépenses fiscales constatées en 2021, 2022 et 2023.

Tableau 5 : Dépenses fiscales par impôt et par année

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales 2021	Dépenses fiscales 2022	Dépenses fiscales 2023	Taux de variation
Taxe sur la Valeur Ajoutée	183,98	142,44	119,68	-15,98%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	7,36	32,88	68,09	107,10%
Droit de Douane	61,51	59,06	52,96	-10,34%
Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	22,78	43,66	31,70	-27,38%
Taxe sur les Activités Financières	29,57	22,02	27,59	25,28%
Redevance Statistique	2,28	2,55	1,13	-55,84%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,44	0,49	0,36	-26,02%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,12	0,08	0,29	264,86%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	0,95	0,00		
Droits d'Enregistrement	9,14	8,33		
Total	318,13	311,51	301,80	-3,12%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

La taxe sur la valeur ajoutée est la principale source de dépenses fiscales. Les mesures évaluées concernant la TVA sont estimées à 119,68 milliards de francs CFA en 2023, après 142,44 milliards de francs CFA en 2022. On constate une décroissance de plus de 15 %. Elles sont issues de la TVA de porte (64,52 milliards de francs CFA) et de l'intérieur (55,15 milliards de francs CFA). De 2021 à 2023, ces dépenses fiscales diminuent de plus en plus.

L'analyse du tableau laisse apparaître que l'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers, commencée en 2021, a coûté au budget 7,36 milliards de francs CFA et 32,88 milliards de francs CFA en 2022. En 2023, le montant estimé a atteint 68,09 milliards de francs CFA. Cette hausse s'explique par le mécanisme d'ajustement de la TIPP pour contenir le prix à la pompe. L'augmentation des prix à la pompe est consécutive à une hausse brutale des cours du pétrole suite à la guerre en Ukraine.

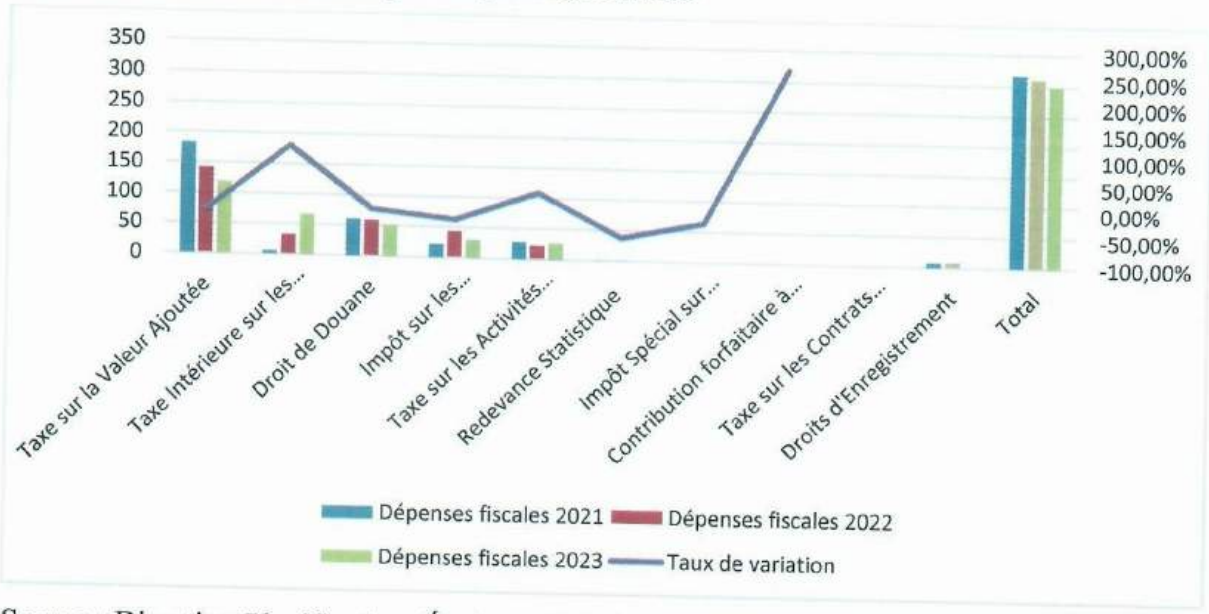
Les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de Droit de douane ont coûté au budget d'État 52,96 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2023 contre 59,06 milliards de francs CFA en 2022. Elles ont diminué de 10,34 % en 2023. De 2021 à 2022, les Droits de douane sont restés stables.

En matière d'IS/IBIC, le montant des dépenses fiscales évaluées est estimé à 31,70 milliards de francs CFA en 2023 après 43,66 milliards de francs CFA en 2022. On constate une diminution de 27,38% en 2023. En revanche, entre 2021 et 2022, les allègements fiscaux d'IS/IBIC ont augmenté de façon significative, soit plus d'une hausse de 100%.

Les dépenses fiscales se rattachant à la Taxe sur les activités financières de 2023 comparées à celles de 2022, ont augmenté de plus de 25%. Sur la période des trois années (2021, 2022, 2023), ces dépenses fiscales ont évolué en dent de scie.

À cause de l'absence d'information sur les exonérations de droits d'enregistrement et de taxe sur les contrats d'assurance, les dépenses fiscales concernant les dits droits et taxes ne sont pas évaluées.

Figure 5: Dépenses fiscales par impôt et par année



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

B. ANALYSE DES DEPENSES FISCALES DE LA DGI

1) ANALYSE DES DEPENSES FISCALES PAR RAPPORT AUX RECETTES FISCALES DE LA DGI PAR AN

Tableau 6 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)

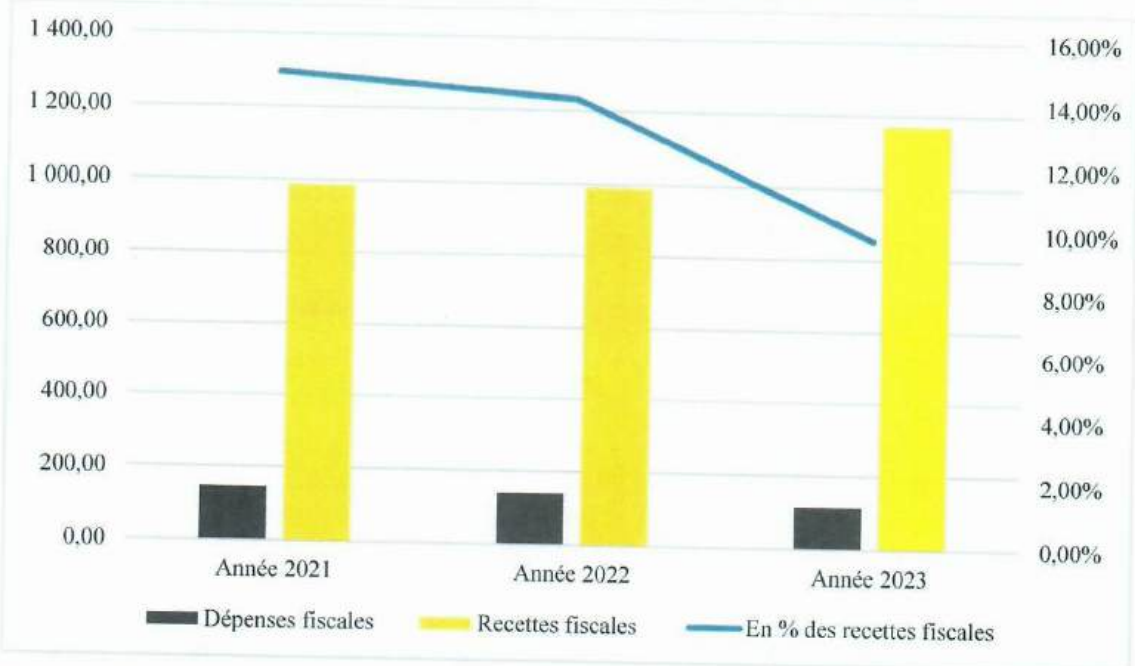
Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Variation 2022/2023
Dépenses fiscales	146,13	139,61	114,74	-17,82%
Recettes fiscales	987,12	990,46	1170,72	18,20%
En % des recettes fiscales	14,80%	14,10%	9,80%	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

Le montant des dépenses fiscales évaluées de la Direction générale des impôts au titre de l'année 2023 s'est chiffré à 114,74 milliards de francs CFA contre 139,61 milliards de francs en 2022. Comparé à celui de 2021, le coût des dépenses fiscales de l'année en cours a connu une diminution de 31,39 milliards de francs CFA. La diminution s'explique par le fait que les montants des exonérations relatives au Droit d'enregistrement et à la Taxe sur les contrats d'assurance ne sont pas disponibles. Le montant des dépenses fiscales de l'année 2023, rapporté aux recettes fiscales de la même année, indique un taux de 9,80% contre 14,10% en 2022.

Figure 6: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

2) ANALYSE DES DEPENSES FISCALES PAR RAPPORT AUX RECETTES FISCALES PAR TYPE D'IMPOT DE LA DGI

Tableau 7 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt (DGI)

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales	Recettes fiscales	%
Taxe sur la valeur ajoutée	55,15	198,53	27,78%
Impôt sur les sociétés	31,68	379,48	8,35%
Taxe sur les activités financières	27,59	54,56	50,56%
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	0,29	20,28	1,44%
Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	0,02	5,96	0,34%
Droits d'Enregistrement	-	37,35	-
Taxe sur les Contrats d'Assurance	-	8,29	-
Total	114,74	704,44	16,29%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

À l'analyse du tableau, les dépenses fiscales évaluées rapportées, aux recettes fiscales concernant les mêmes impôts indiquent un taux de 16,29%.

Les dépenses fiscales liées à la taxe sur la valeur ajoutée rapportées aux recettes fiscales générées par cette même taxe, représentent une proportion de 27,78%, soit environ le tiers.

Les dépenses fiscales liées à l'Impôt sur les Sociétés représentent 8,35% des recettes fiscales au titre de cet impôt.

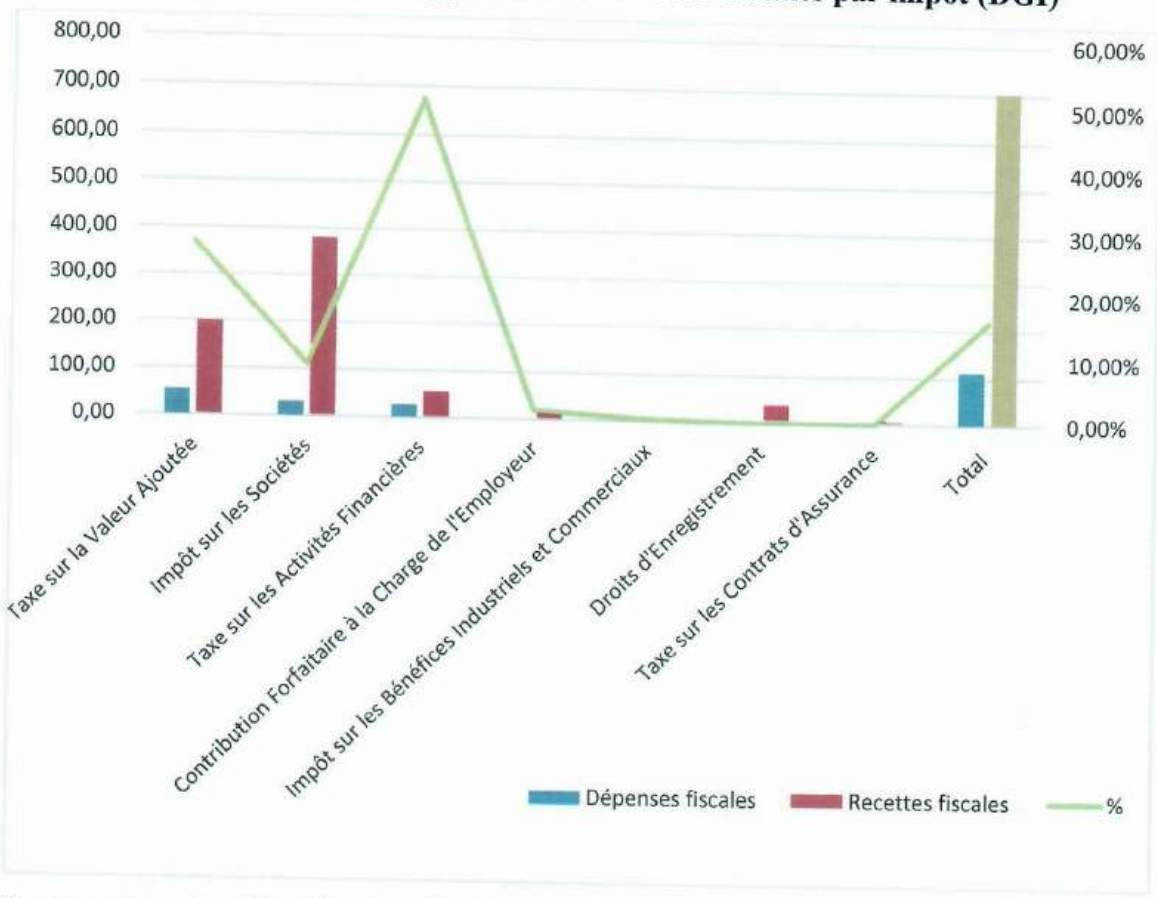
En 2023, Le rapport dépenses fiscales résultant des exonérations de la Taxe sur les activités financières, par rapport aux recettes fiscales de ladite taxe est de 50,56%.

Les dépenses fiscales afférentes à la Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur représentent 1,44% des recettes fiscales au titre de ladite contribution.

En ce qui concerne les Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, les dépenses fiscales représentent 0,34% des recettes fiscales.

La part des dépenses fiscales dans les recettes fiscales reste méconnue en raison de l'absence de données d'exonération concernant la taxe sur les contrats d'assurance et les Droits d'enregistrement.

Figure 7 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt (DGI)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

3) REPARTITION DES DEPENSES FISCALES DE LA DGI PAR IMPOT, DROIT ET TAXE

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 8)

Tableau 8 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

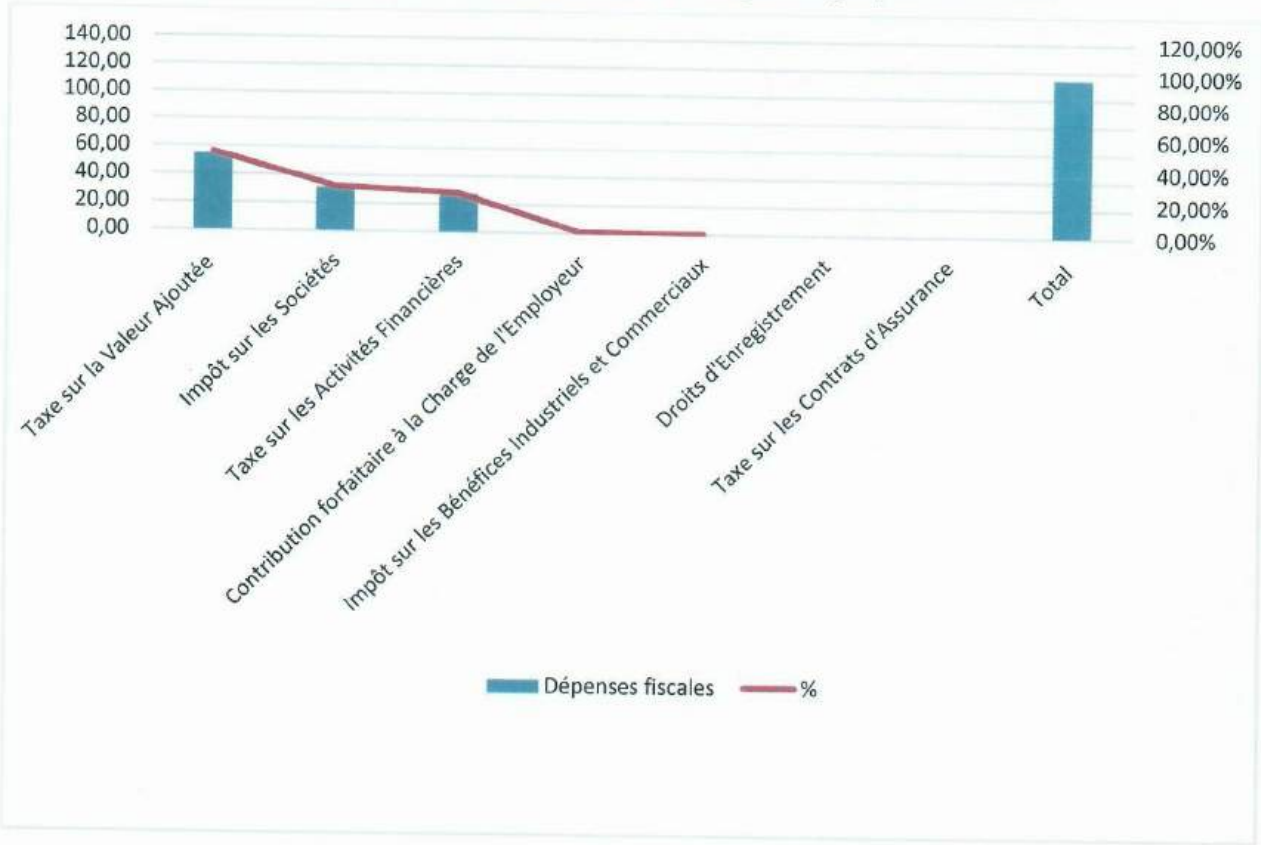
Impôt	Dépenses fiscales Année 2023	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	55,15	48,07%
Impôt sur les Sociétés	31,68	27,61%
Taxe sur les Activités Financières	27,59	24,04%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,29	0,25%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,02	0,02%
Droits d'Enregistrement	-	
Taxe sur les Contrats d'Assurance	-	
Total	114,74	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

À l'analyse du tableau, on constate que :

- les niches fiscales provenant de la Taxe sur la valeur ajoutée sont les plus importantes (55,15 milliards de francs CFA), soit un taux de participation de 48,07%. Elles bénéficient pour une grande partie aux activités de commerce, extractives, de fabrication et activités pour la santé humaine et l'action sociale. Ces activités réunies représentent 87,35% du poids total des dépenses fiscales de TVA.
- les dépenses fiscales se rapportant à l'Impôt sur les sociétés contribuent pour un poids de 27,61% avec un montant de 31,68 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont comme source principale les activités financières et d'assurance.
- en matière de Taxe sur les activités financières, le montant des dépenses fiscales estimées est de 27,59 milliards de francs CFA, soit 24,04% du poids total. Ces dépenses fiscales profitent aux activités financières et d'assurance.
- quant aux Droits d'enregistrement et à la Taxe sur les contrats d'assurance, les dépenses fiscales ne sont pas évaluées en raison de la non-disponibilité des données au titre de 2023.

Figure 8: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

4) COMPARAISON DES DEPENSES FISCALES DE LA DGI PAR IMPOT ET PAR AN

Tableau 9 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales 2021	Dépenses fiscales 2022	Dépenses fiscales 2023	Taux de variation 2022/2023
Taxe sur la Valeur Ajoutée	83,58	65,53	55,15	-15,83%
Impôt sur les Sociétés	22,68	43,55	31,68	-27,24%
Taxe sur les Activités Financières	29,57	22,02	27,59	25,29%
Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,12	0,08	0,29	275,32%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	0,09	0,11	0,02	-82,48%
Droits d'Enregistrement	9,14	8,33	-	
Taxe sur les Contrats d'Assurance	0,95	0,00	-	
Total	146,13	139,61	114,74	-17,82%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

L'analyse des dépenses fiscales par type d'impôt nous révèle que toutes les dépenses fiscales ont diminué en 2023 à l'exception de celles liées à la TAF et à la CFE.

Les dépenses fiscales issues des exonérations de la TAF ont augmenté de 5,57 milliards de francs en 2023, comparées à celles de 2022, soit un taux d'évolution de 25,29%.

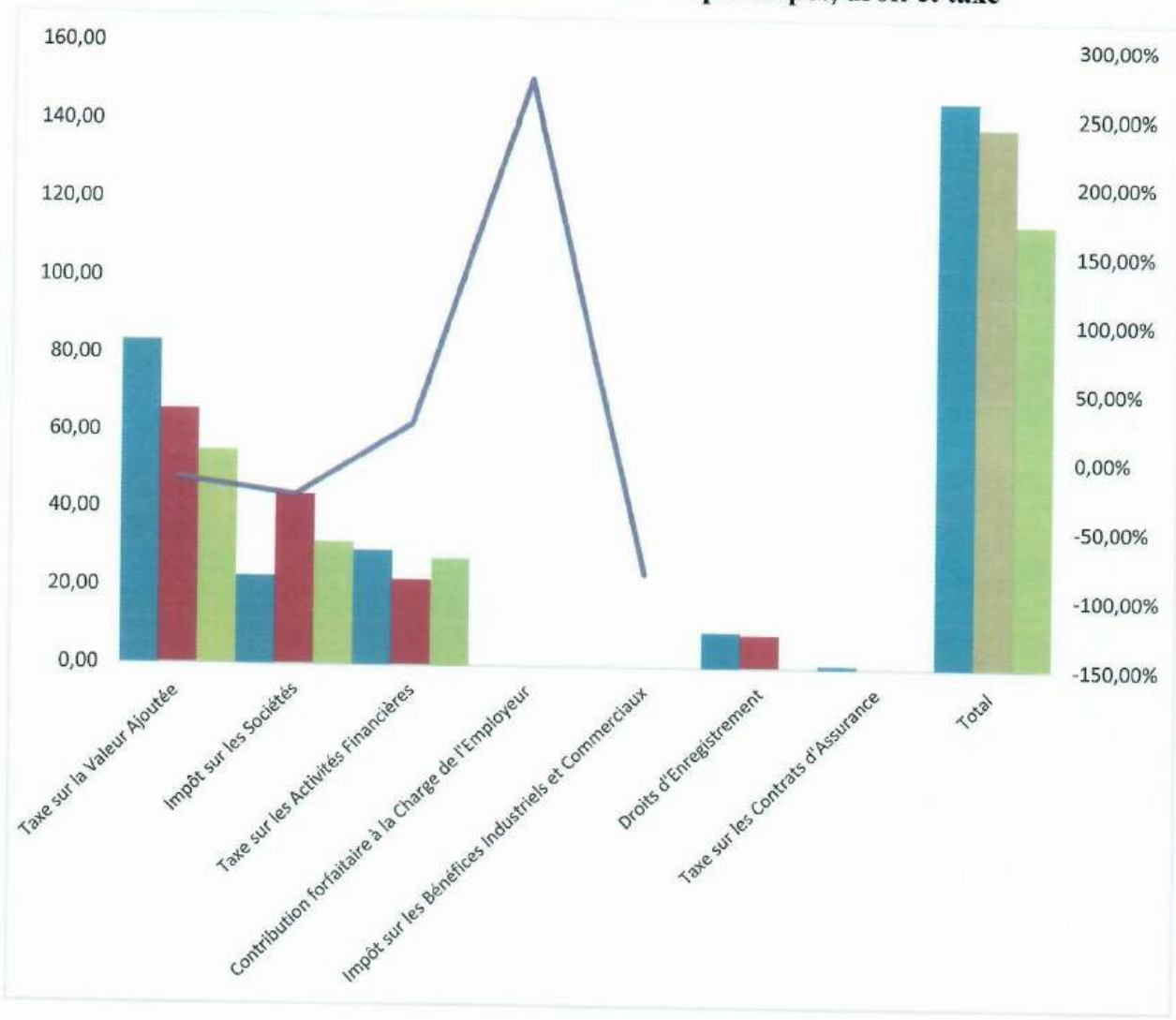
Quant à la CFE, les dépenses fiscales ont augmenté de 275,32%.

En revanche, les dépenses fiscales issues de la TVA en 2023, comparées à celles de 2022, ont diminué de 15%.

En matière d'IS, les dépenses fiscales au titre de l'exercice 2023 confrontées à celles de 2022 présentent un taux d'évolution négatif de 27,24%.

Au titre de l'exercice budgétaire de 2023, les dépenses fiscales se rattachant aux exonérations de la Taxe sur les contrats d'assurance et aux Droits d'enregistrement n'ont pas été évaluées à cause du manque de données.

Figure 9: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

5) REPARTITION DES DEPENSES FISCALES DE LA DGI PAR SECTEUR D'ACTIVITE

La ventilation des dépenses fiscales par secteur d'activité est importante, car elle exprime les intentions politiques en matière de dépenses publiques.

Tableau 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Dépenses fiscales	%
Activités financières et d'assurance	46,64	40,65%
Commerce	34,25	29,85%
Activités de fabrication	9,53	8,30%
Activités de services de soutien et de bureau	7,00	6,10%
Activités extractives	7,00	6,10%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	4,60	4,01%
Production et distribution d'électricité et de gaz	3,31	2,88%
Transports et entreposage	0,81	0,71%
Hébergement et restauration	0,34	0,30%
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,22	0,19%
Construction	0,19	0,16%
Information et communication	0,10	0,09%
Enseignement	0,03	0,03%
Agriculture, chasse et sylviculture	0,00	0,00%
Activités des organisations associatives	0,00	0,00%
Autres secteurs d'activité	0,71	0,62%
Total	114,74	100,00%

source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

La présentation des dépenses fiscales par secteur d'activités comme l'analyse par impôt, permet d'adosser l'évaluation des dépenses fiscales à la politique fiscale et aux orientations économiques du Gouvernement.

Le classement par secteur d'activités indique que, les dépenses fiscales les plus importantes proviennent principalement :

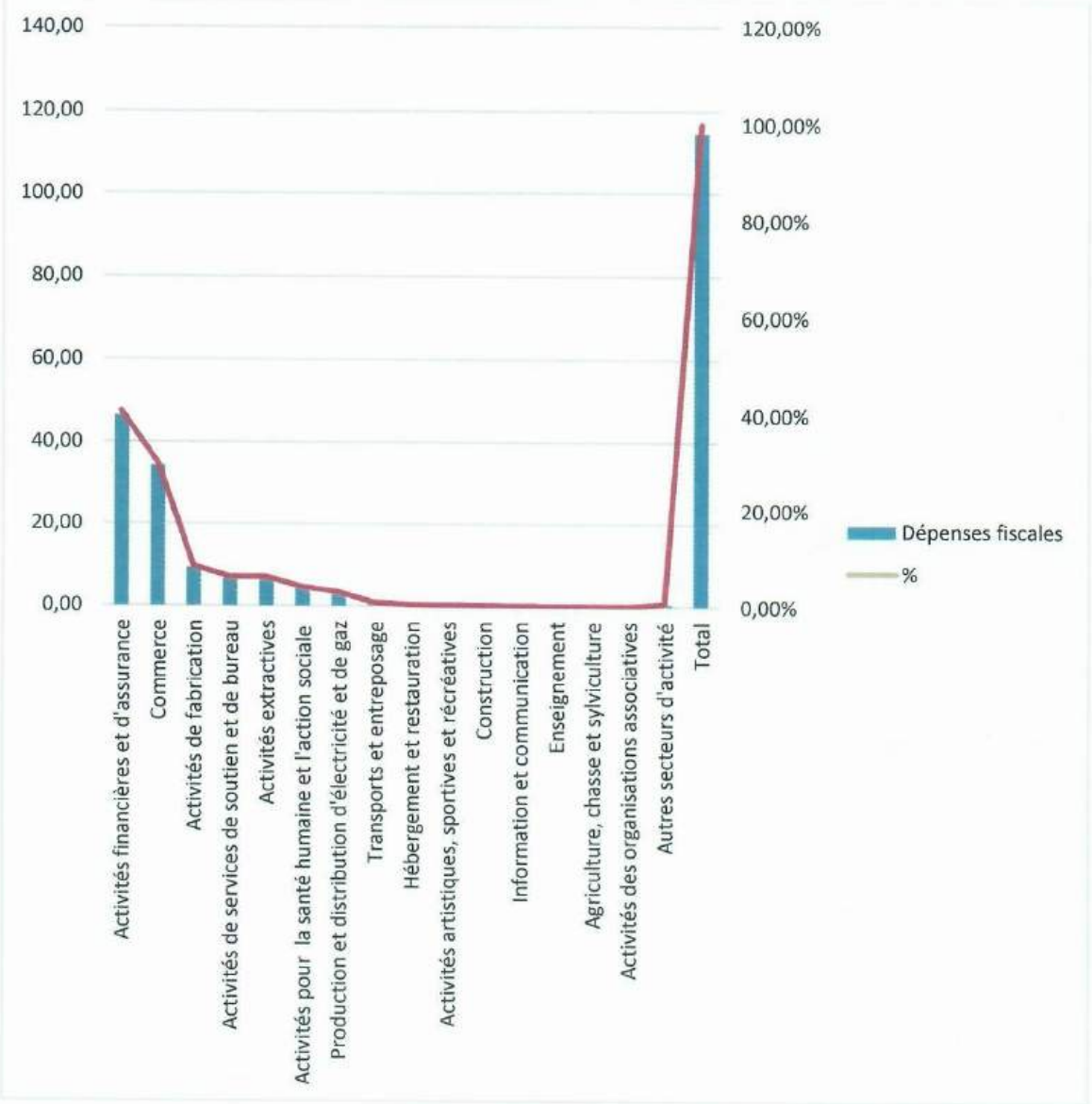
- des dépenses fiscales consenties en faveur des Activités financières et d'assurances ayant atteint 46,64 milliards de francs CFA en 2023, soit 40,65% de l'ensemble des dépenses. La majeur partie de ces dépenses fiscales provient de deux types d'impôt : 27,59 milliards de francs CFA de TAF et 18,90 milliards de francs CFA d'IS ;

- du secteur du commerce avec un montant de 34,25 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont contribué à hauteur de 29,85% au poids total des dépenses fiscales et proviennent essentiellement de la TVA (31,15 milliards de francs CFA);

- des dépenses fiscales relatives aux activités de fabrication. Elles ont atteint 9,53 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 8,30% .Elles proviennent essentiellement de la TVA et de l'IS ;

- des pertes de recette se rattachant aux activités de Services de soutien et de bureau et aux activités extractives se sont chiffrées chacune à 7 milliards de francs CFA. représentant un poids de 6,10% ;

Figure 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

6) REPARTITION DES DEPENSES FISCALES DE LA DGI PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET PAR AN

Tableau 11 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activités et par an

Montant en milliards de francs CFA

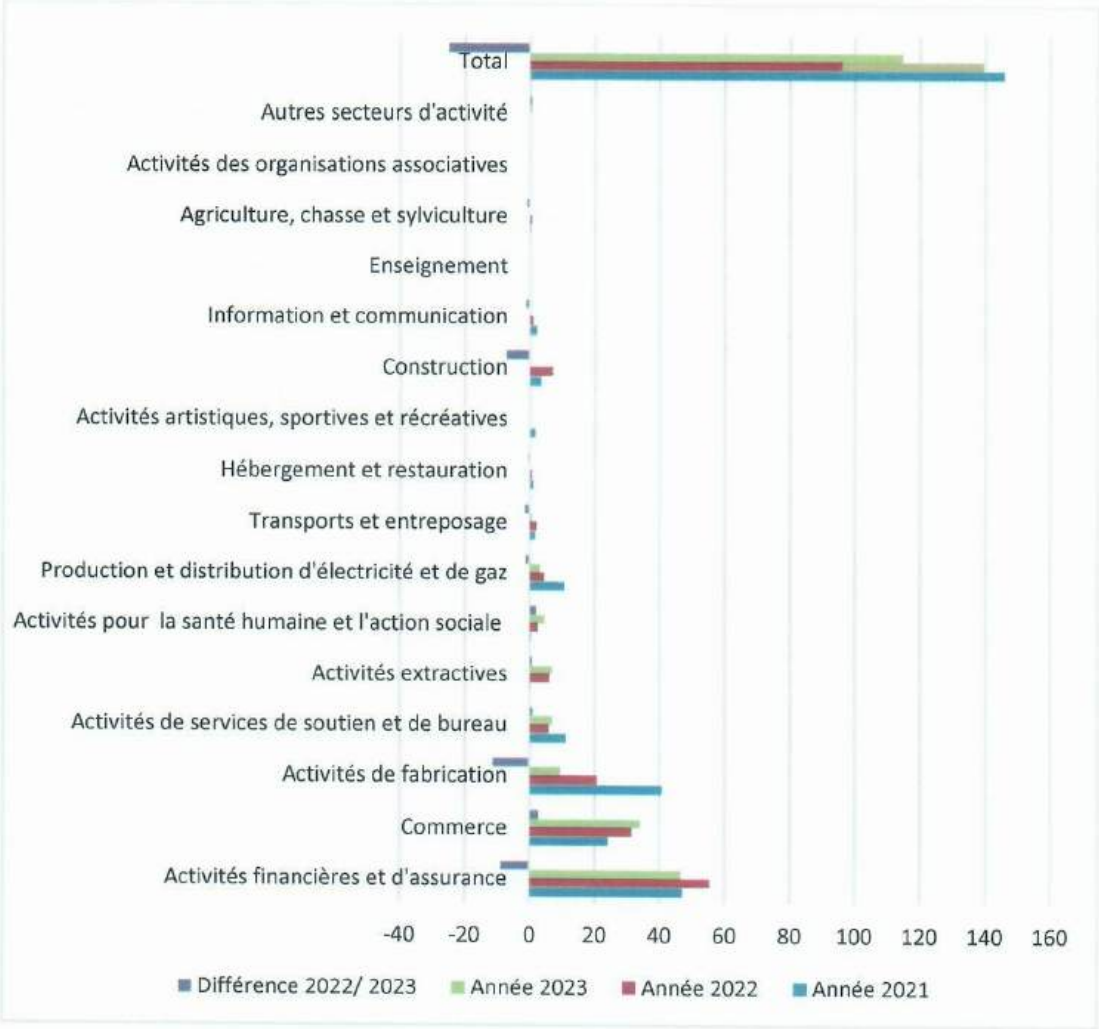
Secteur d'activité	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Différence 2022/ 2023
Activités financières et d'assurance	47,13	55,42	46,64	-8,78
Commerce	24,28	31,46	34,25	2,79
Activités de fabrication	40,85	20,80	9,53	-11,28
Activités de services de soutien et de bureau	11,31	6,02	7,00	0,98
Activités extractives	0,43	6,24	7,00	0,76
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,48	2,54	4,60	2,06
Production et distribution d'électricité et de gaz	10,67	4,46	3,31	-1,15
Transports et entreposage	1,69	2,32	0,81	-1,51
Hébergement et restauration	1,16	0,79	0,34	-0,45
Activités artistiques, sportives et récréatives	1,78	0,00	0,22	0,22
Construction	3,49	7,26	0,19	-7,07
Information et communication	2,23	1,17	0,10	-1,06
Enseignement	0,09	0,30	0,03	-0,27
Agriculture, chasse et sylviculture	0,47	0,82	0,00	-0,82
Activités des organisations associatives	-	0,00	0,00	0,00
Autres secteurs d'activité	0,07	0,02	0,71	0,70
Total	146,13	139,61	114,74	-24,88

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

La décomposition des dépenses fiscales par secteur d'activités (par ordre d'importance de coût) se présente ainsi qu'il suit :

À l'analyse du tableau, il ressort que les dépenses fiscales bénéficiant aux activités financières et d'assurances restent les plus importantes pour l'année de l'étude (2023) et les années précédentes (2022 et 2021). En 2023, ces dépenses fiscales laissent apparaitre une diminution de 8,78 milliards de francs CFA confronté à celles de 2022. La même tendance baissière est observée au niveau de tous les autres secteurs d'activité sauf pour les allègements fiscaux liés aux activités de Commerce, Services de soutien et de bureau, Activités extractives, Activités pour la santé humaine et l'action sociale, Activités artistiques, Sportives et récréatives et le poste Autres secteurs d'activité.

Figure 11: Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

7) FOCUS SUR CERTAINES DEPENSES FISCALES DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

➢ La Taxe sur la Valeur Ajoutée

- Évaluation des dépenses fiscales de TVA par structure

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessous mettent en évidence la répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI, au titre de l'année 2023, au niveau des structures.

Tableau 12 : Répartition des Dépenses fiscales de TVA de la DGI par structure

Montant en milliards de francs CFA

Structure	Dépenses fiscales	%
Direction des Grandes Entreprises	43,19	78,31%
Direction des Impôts du District	9,06	16,42%
Directions Régionales des Impôts	2,91	5,27%
Total	55,15	100,00%

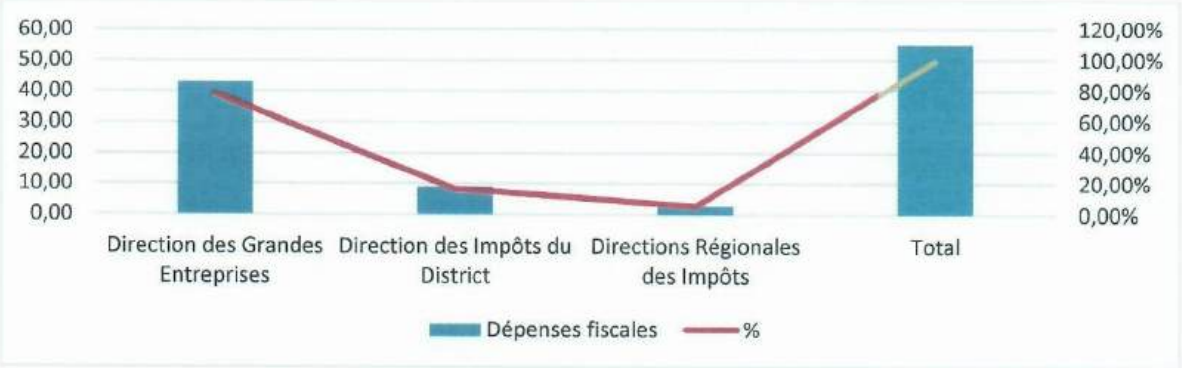
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

Les dépenses fiscales portant sur la TVA au titre de l'année 2023 de la DGI ont été estimées à hauteur de 55,15 milliards de FCFA. L'analyse du tableau ci-dessus indique que la part de la DGE reste considérablement élevée. En effet, sur le montant total de dépenses fiscales de TVA, la DGE a enregistré un poids d'environ 78%.

Les dépenses fiscales mises en œuvre à la Direction des impôts du district ont été estimées à 9,06 milliards de FCFA au cours de l'année 2023 représentant ainsi 16,42 % du poids total des dépenses fiscales.

En matière d'évaluation des dépenses fiscales, les Directions régionales des impôts sont visiblement peu représentatives, car leurs dépenses fiscales de TVA ont été de 2,91 milliards de francs CFA.

Figure 12 : Répartition des Dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

- Comparaison des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI

Tableau 13: Comparaison des dépenses fiscales de TVA de la DGI par structure et par an

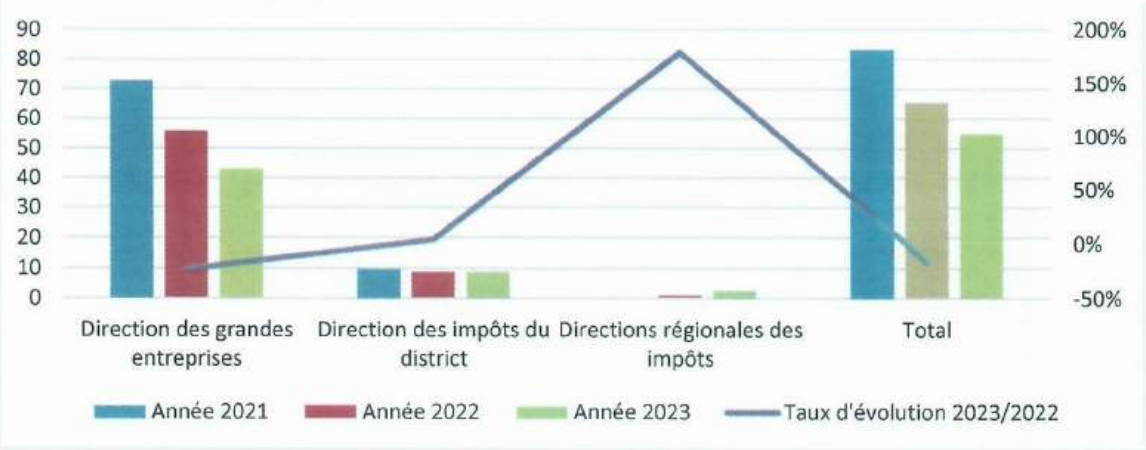
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par structure	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Taux d'évolution 2023/2022
Direction des grandes entreprises	72,93	55,79	43,19	-22,58%
Direction des impôts du district	10,18	8,69	9,06	4,21%
Directions régionales des impôts	0,47	1,04	2,91	179,33%
Total	83,58	65,53	55,15	-15,83%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

Au titre de l'année 2023, les dépenses fiscales de TVA mises en œuvre au niveau de la DGI ont diminué de 15,83%, comparées à celles de 2022. La plus grande différence est observée à la DGE (22,58%).

Figure 13 : Comparaison des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

- Répartition des dépenses fiscales de TVA par nombre de contribuables et par structure de la DGI

Les proportions renseignées dans le tableau ci-dessous donnent une idée sur la répartition des 862 contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de TVA par structure de recettes.

De manière comparative, on constate que le nombre de contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de TVA est assez élevé à la DID (67%) par rapport aux autres structures.

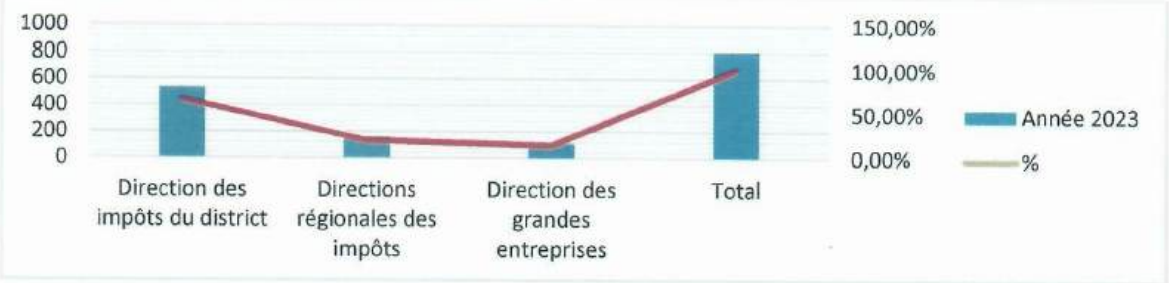
Tableau 14 : Répartition des dépenses fiscales de TVA par bénéficiaire et par structure de la DGI

Dépenses fiscales par structure et par nombre de contribuable	Année 2023	%
Direction des impôts du district	538	66,26%
Directions régionales des impôts	160	19,70%
Direction des grandes entreprises	114	14,04%
Total	812	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

Le tableau de répartition des contribuables bénéficiaires d'exonération de TVA par structure nous enseigne que le nombre le plus important (538 contribuables) se trouve à la Direction des impôts du district. En termes de montant, c'est la DGE qui se place en première position. Le nombre d'entreprises exonérées de TVA à la DGE a été de 114 contre 160 dans les régions.

Figure 14 : Répartition des dépenses fiscales de TVA par bénéficiaire et par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

- Estimation des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité au titre de l'année 2023

L'analyse des dépenses fiscales de TVA par secteur d'activité des contribuables démontre que les dépenses fiscales de TVA ont été octroyées en faveur de quatorze (14) secteurs d'activité au titre de l'année 2023.

Tableau 15 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité.

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	dépenses fiscales TVA 2023	%
Commerce	31,15	56,47%
Activités extractives	6,44	11,68%
Activités de fabrication	5,99	10,86%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	4,60	8,34%
Production et distribution d'électricité et de gaz	2,95	5,35%
Activités de services de soutien et de bureau	1,90	3,45%
Transports et entreposage	0,46	0,84%
Hébergement et restauration	0,30	0,54%
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,22	0,39%
Activités financières et d'assurance	0,16	0,29%
Construction	0,15	0,27%
Information et communication	0,10	0,18%
Enseignement	0,03	0,05%
Autres secteurs d'activité	0,71	1,28%
Total général	55,15	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

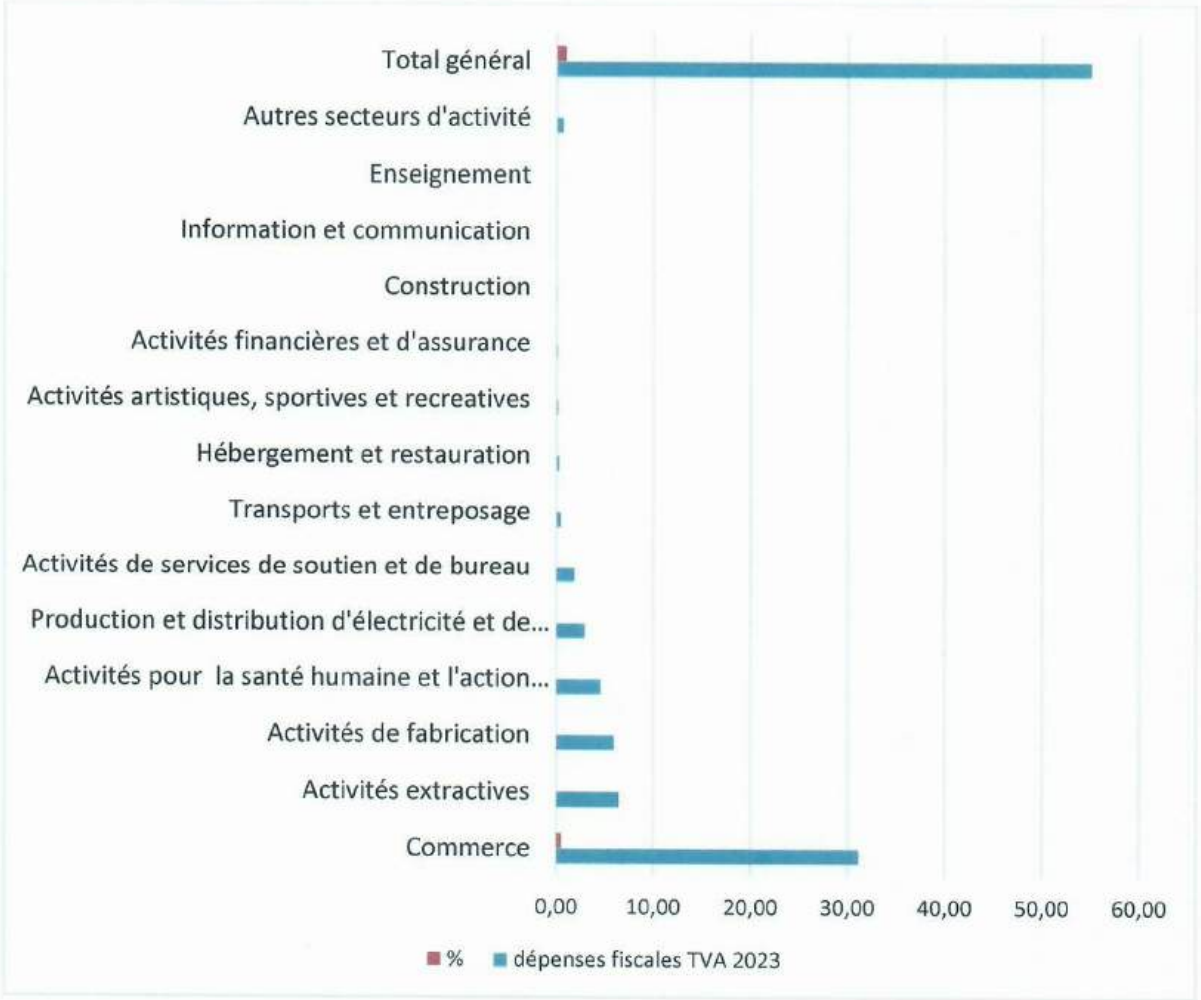
La lecture du tableau nous enseigne que le montant des dépenses fiscales se rapportant au secteur du commerce, le plus important, est estimé à 31,15 milliards de CFA au titre de l'année 2023 soit 56,47% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Après les dépenses fiscales liées au secteur du commerce, viennent celles des activités extractives et les Activités de fabrication. Ces dernières ont coûté respectivement 6,44 et 5,99 milliards de francs CFA.

Les dépenses fiscales se rapportant aux activités pour la santé humaine et l'action sociale se sont chiffrées à 4,60 milliards de francs CFA soit 8,34%.

Le cumul de ces quatre (4) secteurs d'activité représente un poids de 87,35% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Figure 15 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

- Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an

Tableau 16 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par secteur d'activité	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Différence 2023/2022
Commerce	22,49	23,51	31,15	7,64
Activités extractives	0,34	5,96	6,44	0,48
Activités de fabrication	32,62	13,3	5,99	-7,31
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1,24	2,46	4,60	2,14
Production et distribution d'électricité et de gaz	9,19	4,27	2,95	-1,32
Activités de services de soutien et de bureau	9,44	5,09	1,90	-3,19
Transports et entreposage	1,51	1,62	0,46	-1,16
Hébergement et restauration	1,14	0,64	0,30	-0,34
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,67	0	0,22	0,22
Activités financières et d'assurance	0,33	0,04	0,16	0,12
Construction	0,34	6,67	0,15	-6,52
Information et communication	2,17	1,13	0,10	-1,03
Enseignement	0,05	0,01	0,03	0,02
Agriculture, sylviculture, pêche	0,74	0,81	-	
Autres secteurs d'activité	1,31	0,01	0,71	0,70
Total	83,58	65,53	55,15	-10,38

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

L'analyse des dépenses fiscales par branche d'activité entre 2023 et 2022 montre que les variations les plus élevées ont été observées dans les secteurs du commerce, fabrication et la construction.

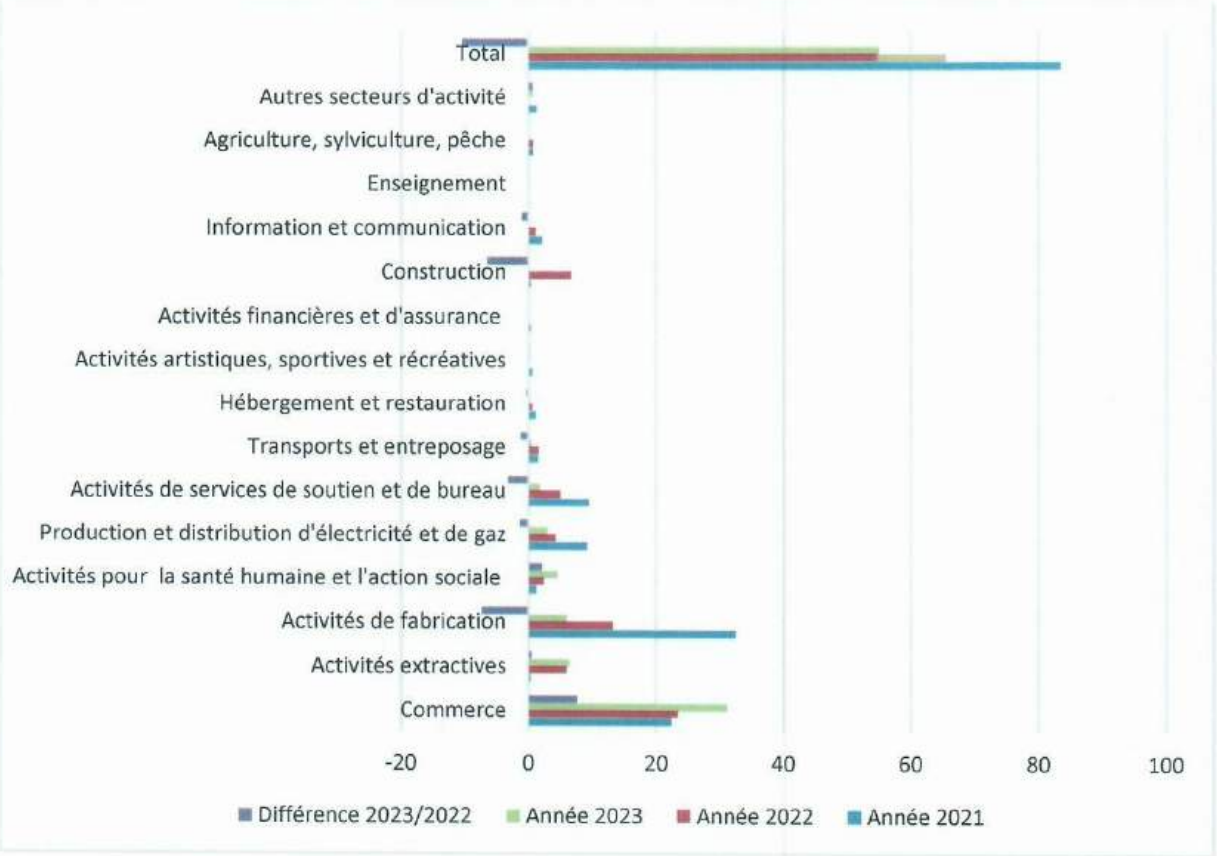
En comparaison avec l'année 2022, les dépenses fiscales générées par le secteur commercial en 2023 ont augmenté de 7,64 milliards de francs CFA.

En revanche, les dépenses fiscales associées aux activités manufacturières ont enregistré une baisse de 7,31 milliards de francs CFA entre 2022 et 2023.

Les dépenses fiscales liées aux activités dans le domaine de la santé humaine et de l'action sociale révèlent une trajectoire ascendante pour la période allant de 2021 à 2023. Elles se sont

élevées à 1,24 milliards de francs CFA en 2021, à 2,46 milliards de francs CFA en 2022 et à 4,60 milliards de francs CFA en 2023.

Figure 16 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

➢ **L'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux**

- Évaluation des dépenses fiscales de l'IS et l'IBIC par structure

Les données figurant dans le tableau ci-dessous présentent des renseignements sur les montants des dépenses fiscales mises en œuvre au niveau de différentes structures de la DGI au titre de l'année 2023.

Tableau 17 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par Structure

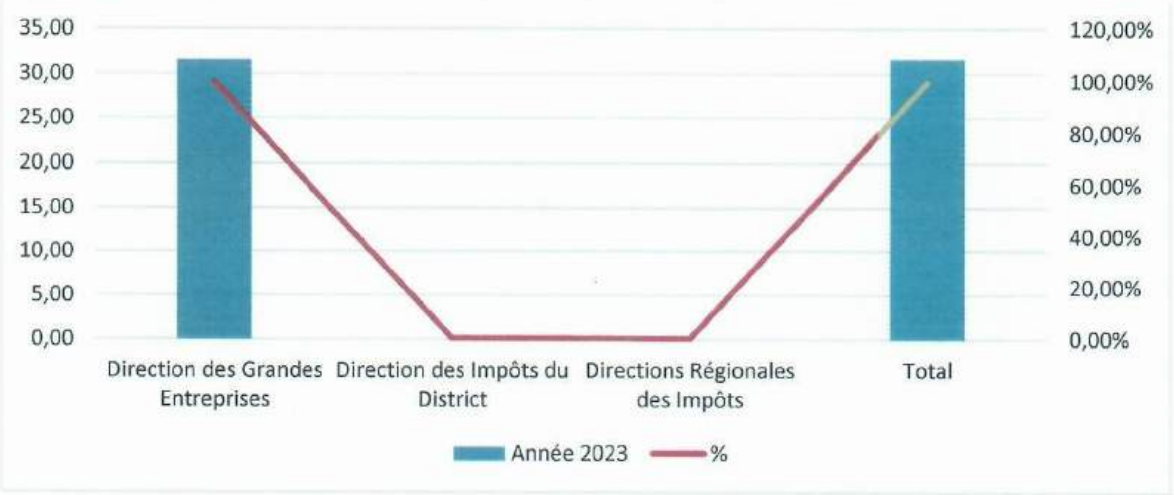
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales d'IS/IBIC par structure	Année 2023	%
Direction des Grandes Entreprises	31,60	99,67%
Direction des Impôts du District	0,07	0,22%
Directions Régionales des Impôts	0,03	0,10%
Total	31,70	100,00%

source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

À l'analyse du tableau, il ressort que 99,67% des dépenses fiscales issues de l'IS-IBIC proviennent des exonérations mises en œuvre au niveau de la Direction des grandes entreprises, soit 31,60 milliards de francs CFA sur un total de 31,70 milliards de francs CFA.

Figure 17 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

-Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure et par an

Tableau 18 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par Structure et par an

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales d'IS/IBIC par structure	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Différence 2023/2021	Différence 2023/2022
Direction des Grandes Entreprises	22,59	43,47	31,60	9,01	-11,87
Direction des Impôts du District	0,13	0,18	0,07	-0,06	-0,11
Directions Régionales des Impôts	0,06	0,01	0,03	-0,03	0,02
Total	22,78	43,66	31,70	8,92	-11,96

source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

La lecture du tableau nous enseigne que les dépenses fiscales se rapportant à l'IS-IBIC de l'année d'étude ont diminué de 11,96 milliards de francs CFA comparées à celle de 2022. Cette diminution est surtout tirée par la réduction des dépenses fiscales à la DGE (11,87 milliards de francs CFA).

Figure 18 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par structure et par an



source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

- Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure et par nombre de contribuables bénéficiaires.

Tableau 19 : Repartions des dépenses fiscales de l'IS- IBIC par contribuable

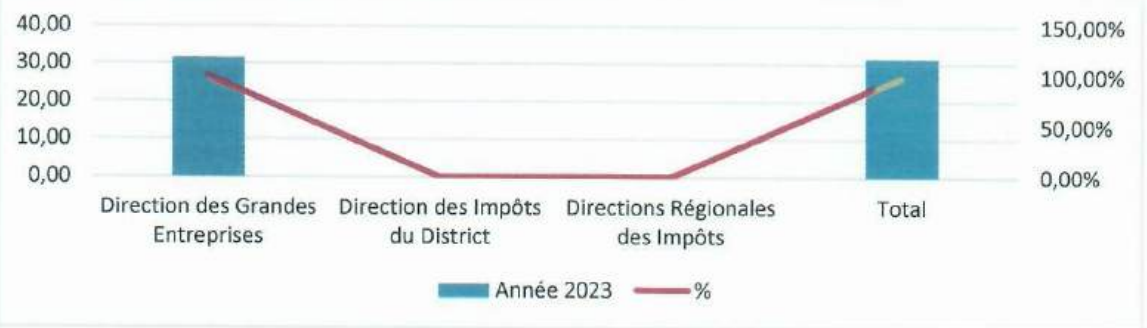
Bénéficiaires de Dépenses fiscales d'IS/IBIC par structure	Nombre	%
Direction des Grandes Entreprises	71	49,65%
Direction des Impôts du District	53	37,06%
Directions Régionales des Impôts	19	13,29%
Total	143	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

L'examen du tableau nous indique que sur un total de cent quarante-trois (143) contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de l'IS-IBIC au titre de l'année 2023, 72 entreprises sont gérées par la direction des Grandes Entreprises, soit 49,65%.

La Direction des impôts du district et les Directions régionales des impôts enregistrent respectivement 53 et 19 contribuables bénéficiaires des allègements fiscaux de l'IS-IBIC.

Figure 19 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure de la DGI



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

- Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par nombre de contribuables et par an

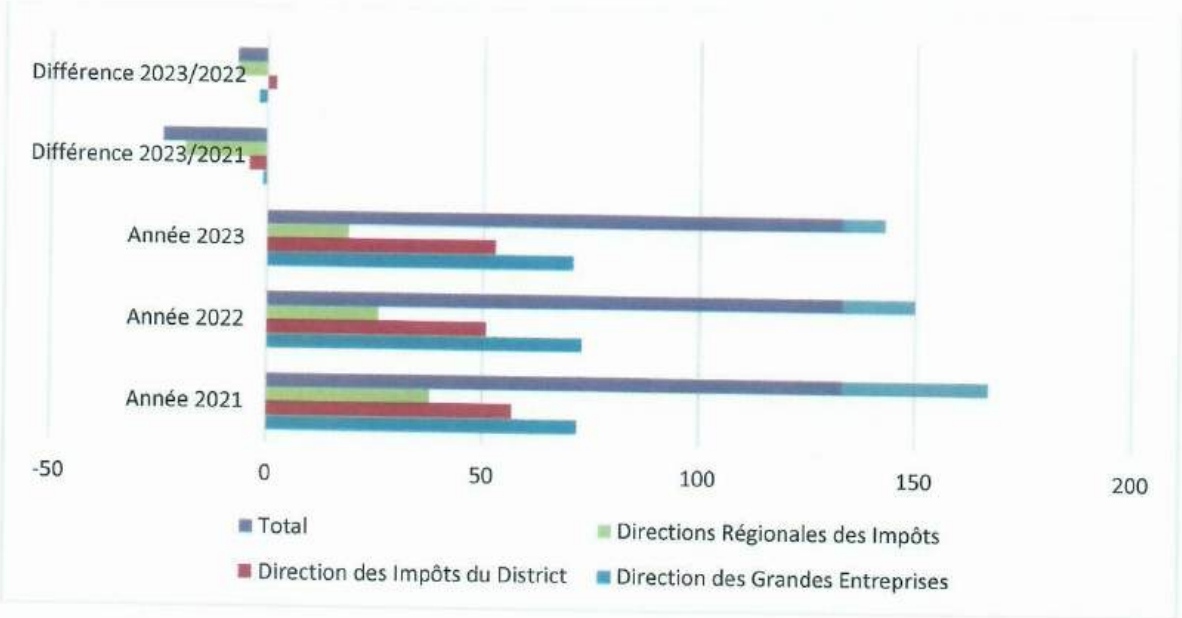
- Tableau 20 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par nombre de contribuables et par an

Bénéficiaires de Dépenses fiscales d'IS/IBIC par structure et par nombre de contribuables	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Différence 2023/2021	Différence 2023/2022
Direction des Grandes Entreprises	72	73	71	-1	-2
Direction des Impôts du District	57	51	53	-4	2
Directions Régionales des Impôts	38	26	19	-19	-7
Total	167	150	143	-24	-7

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

À la lecture du tableau, on constate une certaine stabilité par rapport au nombre de bénéficiaires des dépenses fiscales pendant les années 2022 et 2023. La plus grande variation de nombre de contribuables est observée au niveau des Direction régionales des impôts avec une différence de 7 contribuables. Comparé à l'année 2021, les Directions régionales des impôts ont enregistré un écart négatif de 19 contribuables en 2023. On remarque que pour toutes les structures confondues, le nombre de contribuables bénéficiaires de dépenses fiscales baisse d'année en année.

Figure 20: Dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par nombre de contribuables et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

- **Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité**

Tableau 21 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité

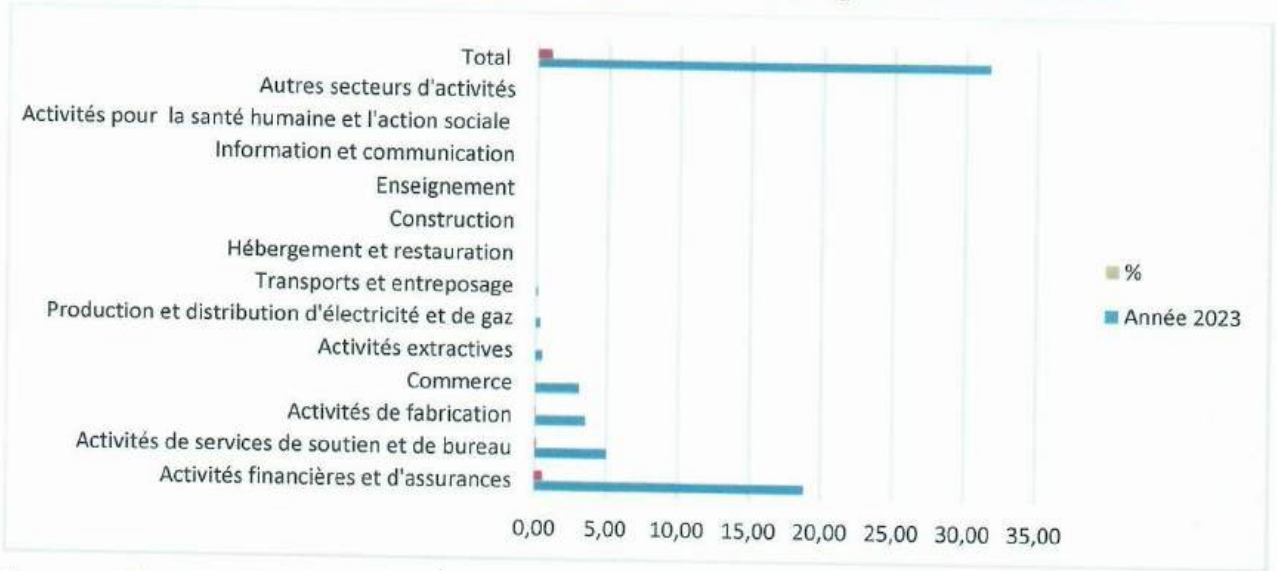
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par secteur d'activité	Année 2023	%
Activités financières et d'assurances	18,90	59,61%
Activités de services de soutien et de bureau	5,08	16,02%
Activités de fabrication	3,54	11,16%
Commerce	3,10	9,78%
Activités extractives	0,51	1,60%
Production et distribution d'électricité et de gaz	0,34	1,08%
Transports et entreposage	0,17	0,54%
Hébergement et restauration	0,04	0,14%
Construction	0,02	0,07%
Enseignement	0,00	0,01%
Information et communication	0,00	0,00%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,00	0,00%
Autres secteurs d'activités	0,00	0,00%
Total	31,70	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

Les résultats consignés dans le tableau ci- dessus indiquent que les dépenses fiscales d'IS IBIC les plus importantes ont bénéficié aux Activités financières et d'assurances (59,60%), Activités de services de soutien et de bureau (16,02%), Activités de fabrication (11,16%) et Commerce (9,78%).

Figure 21 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

- Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité et par an

Tableau 22 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité et par an

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par secteur d'activité	2021	2022	2023	Différence 2023/2021	Différence 2023/2022
Activités financières et d'assurances	18,64	33,34	18,90	0,26	-14,45
Activités de services de soutien et de bureau	0,22	0,69	5,08	4,86	4,39
Activités de fabrication	9,66	7,45	3,54	-6,12	-3,91
Commerce	7,24	0,32	3,10	-4,14	2,78
Activités extractives	6,47	0,28	0,51	-5,96	0,23
Production et distribution d'électricité et de gaz	0,07	0,18	0,34	0,27	0,16
Transports et entreposage	0,77	0,70	0,17	-0,60	-0,53
Hébergement et restauration	0,00	0,15	0,04	0,04	-0,10
Construction	17,18	0,06	0,02	-17,16	-0,04
Enseignement	0,01	0,30	0,00	-0,01	-0,29
Information et communication	0,04	0,11	0,00	-0,04	-0,11
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,01	0,07	0,00	0,00	-0,07
Activités des organisations associatives	-	0,00	-	0,00	0,00
Agriculture, sylviculture, pêche	-	0,01	-	0,00	-0,01
Activités artistiques, sportives et récréatives	4,06	-	-	-4,06	0,00
Autres secteurs d'activités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	64,36	43,66	31,70	-32,66	-11,96

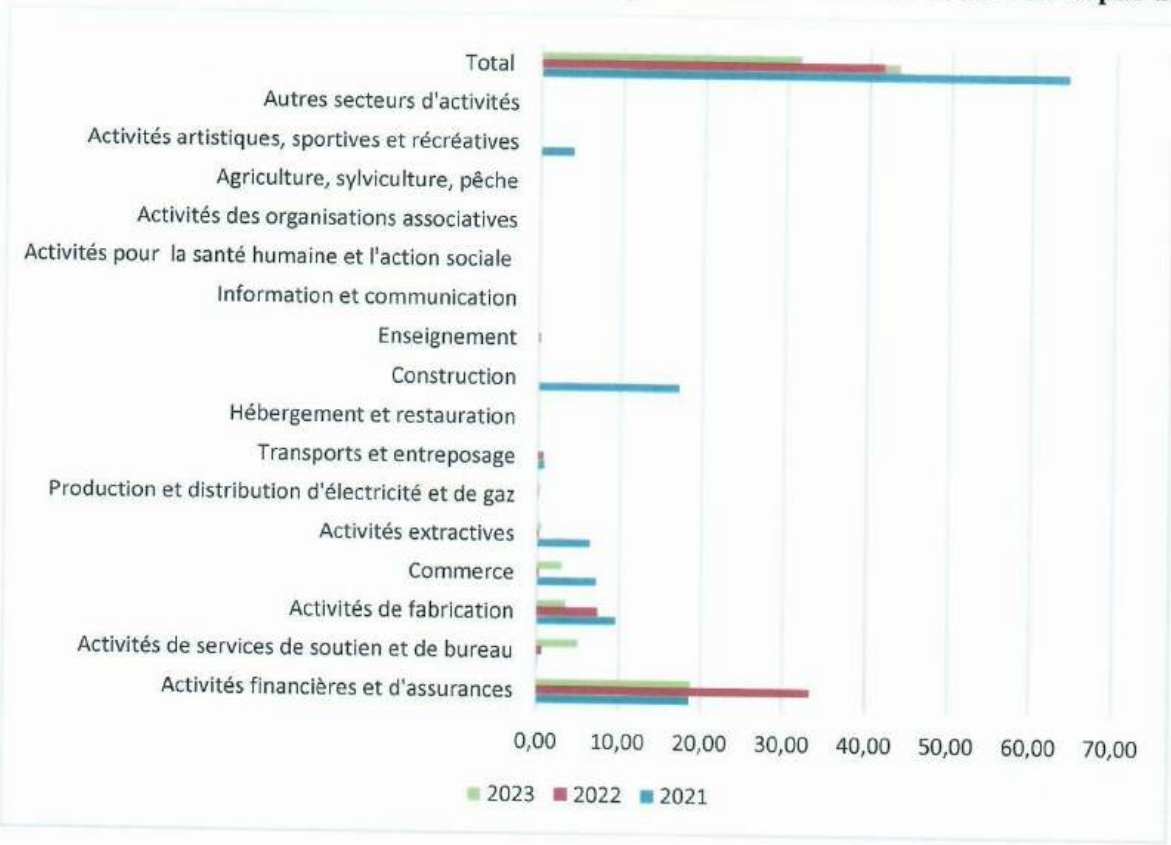
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

Les dépenses fiscales issues des exonérations d'IS ont beaucoup diminué pendant les années 2022 et 2023 comparativement à l'année 2021.Ces dépenses fiscales qui étaient de 64,36 milliards de francs CFA en 2021 ont diminué pour atteindre 43,66 milliards de francs CFA en 2022, pour ensuite se stabiliser à 31,70 milliards de francs CFA en 2023.

La baisse des allégements d'IS en 2022 découle de la diminution des dépenses fiscales relatives aux activités de construction et de commerce.

Par contre la réduction des dépenses fiscales d'IS en 2023 est tirée par la diminution de celles issues des Activités financières et d'Assurances et des Activités de fabrication.

Figure 22 : Dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité de la DGI et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

➢ **La Taxe sur les activités financières**

- Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

Tableau 23 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

Montant en milliards de francs CFA

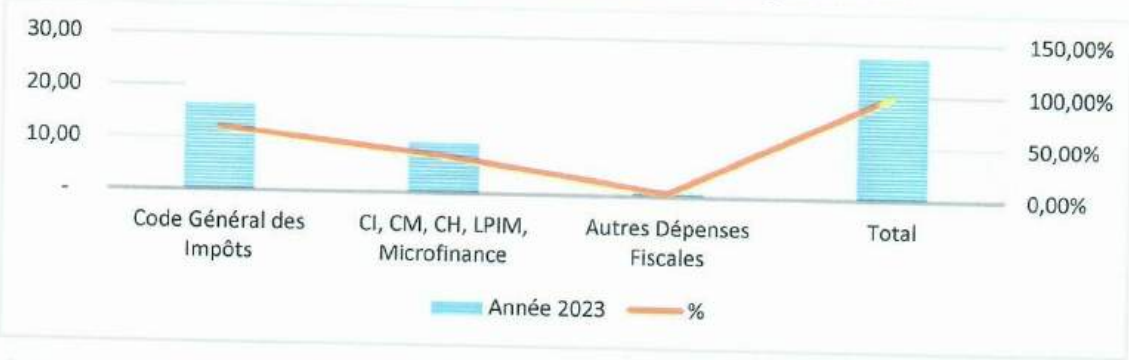
Dépenses fiscales par source	Année 2023	%
Code Général des Impôts	16,81	60,92%
CI, CM, CH, LPIM, LM, FE	9,89	35,86%
Autres dépenses fiscales	0,89	3,22%
Total	27,59	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

Le coût des dépenses fiscales de la TAF (27,59 milliards de francs CFA) évaluée dans ce rapport bénéficie en totalité aux entreprises gérées par la DGE. L'analyse par source indique que 16,81 milliards de francs CFA revient au Code général des impôts et 9,89 milliards aux sources « Code des investissements, Code minier, Code des hydrocarbures, Loi sur la promotion immobilière, Loi sur la microfinance et le Financements extérieurs ». Ces sources réunies

font 96,78% du poids total des dépenses fiscales de la TAF. La source « Autres dépenses fiscales » représente 3,22%.

Figure 23 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

- Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source (2021,2022, 2023)

Tableau 24 : Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source et par an

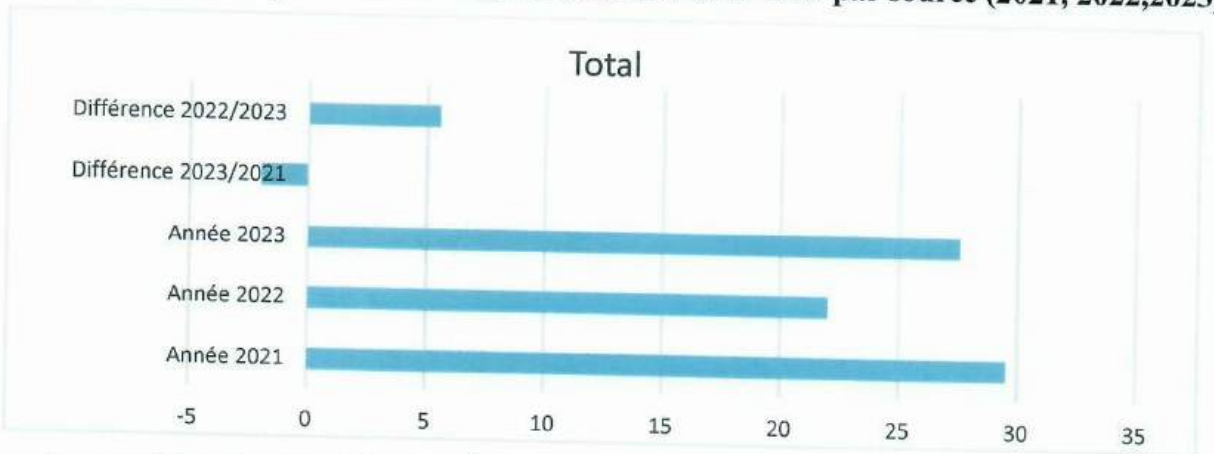
Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par source	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Différence 2023/2021	Différence 2022/2023
Code Général des Impôts	17,21	14,46	16,81	-0,40	2,35
CI, CM, CH, LPIM, Microfinance	0	7,55	9,89	9,89	2,34
Autres Dépenses Fiscales	12,36	0,01	0,89	-11,47	0,88
Total	29,57	22,02	27,59	-1,98	5,57

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

En 2023, le coût des dépenses fiscales relatives à la TAF a augmenté de 5,57 milliards comparé à celui de 2022. Le coût de 2023 a diminué comparativement à celui de 2021 (1,98 milliards de francs CFA).

Figure 24 : Comparaison des dépenses fiscales de la TAF par source (2021, 2022,2023)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

C. ANALYSE DES DEPENSES FISCALES DE LA DGD

1) ANALYSE DU COUT DES DEPENSES FISCALES RAPPORTEES AUX RECETTES DE LA DGD PAR AN

Tableau 25 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes de la DGD par an

Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Écart 2021/2023	Écart 2022/2023
Dépenses fiscales	172	171,9	187,06	15,06	15,16
Recettes douanières	657,6	611,31	758,33	100,73	147,02
Part (%)	26,16%	28,12%	24,67%	-	-

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

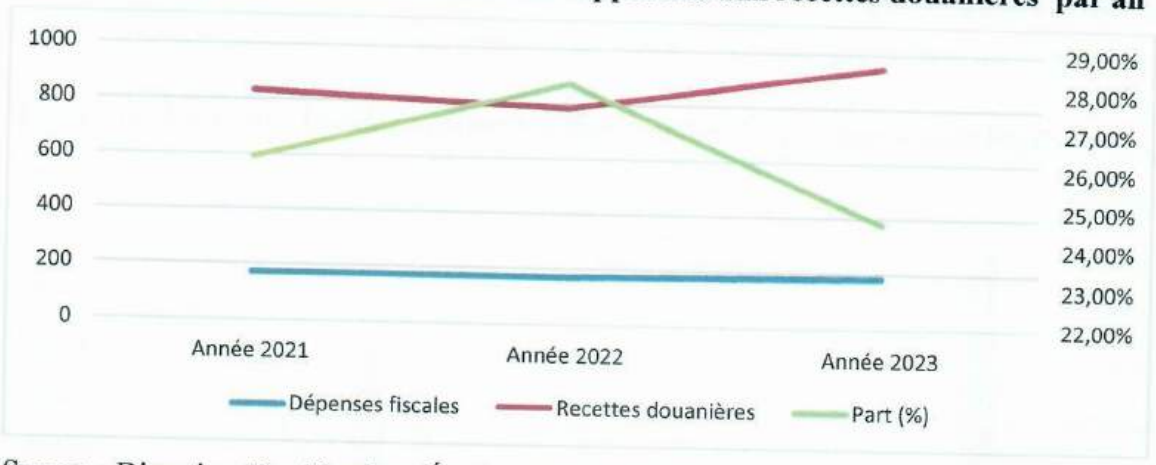
Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des douanes de l'année 2023 s'est chiffré à 187,06 milliards de francs CFA contre 171,90 milliards de francs CFA en 2022 et 172,00 en 2021. Comparées aux deux années précédentes, les dépenses fiscales de 2023 sont en hausse de plus de 15 milliards de francs CFA. Cela s'explique par la réduction de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers en vue d'amortir la répercussion de l'augmentation brutale des prix des produits pétroliers. La flambée des prix des produits pétroliers est l'une des conséquences de la guerre en Ukraine.

Les dépenses fiscales et les recettes douanières de l'année en cours ont toutes augmentées comparativement à 2021 et 2022.

En revanche, la part des dépenses fiscales dans les recettes douanières a diminué comparativement à celles des années 2021 et 2022. Cette baisse s'explique par une augmentation du dénominateur (recettes fiscales) de plus 147 milliards de francs de CFA contre seulement une hausse de 15 milliards francs CFA (dépenses fiscales) du haut de la fraction.

Le tableau nous indique que la part des dépenses fiscales dans les recettes fiscales a évolué en dent de scie sur les périodes 2021, 2022 et 2023.

Figure 25: Dépenses fiscales de la DGD rapportées aux recettes douanières par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

2) DEPENSES FISCALES DE LA DGD RAPPORTEES AUX RECETTES DOUANIERES PAR IMPOT, DROIT ET TAXE

Le ratio dépenses fiscales sur recettes douanières par type d'impôt permet de préciser le poids de chacune des dépenses fiscales dans les recettes fiscales correspondantes.

Tableau 26 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes douanières par impôt

Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	dépenses fiscales	Recettes des impôts évalués	%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	68,09	11,01	618,47%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	64,52	407,28	15,84%
Droit de Douane	52,96	172,07	30,78%
Redevance Statistique	1,13	23,12	4,87%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,36	18,92	1,92%
Total	187,06	621,39	30,10%

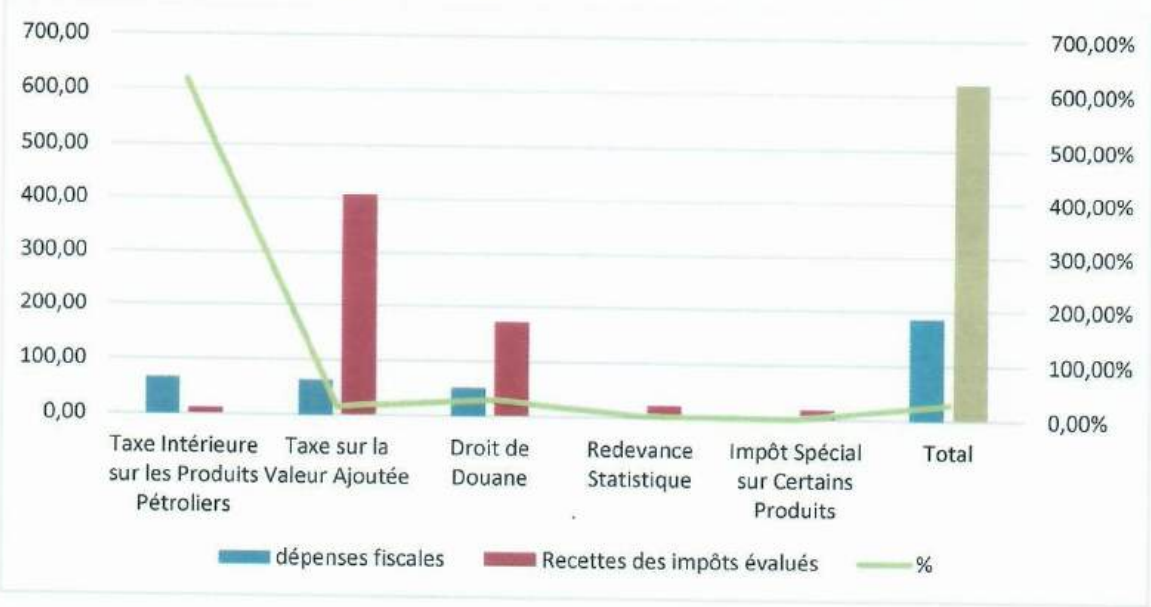
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

À la lecture du tableau, il ressort que :

- les dépenses fiscales évaluées rapportées, aux recettes fiscales concernant les mêmes impôts indiquent un taux de 30,10%, soit environ le tiers des recettes réalisées.
- les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers représentent plus de six fois les montants des recettes des dites taxes.
- le pourcentage 30,78% représentant la part des dépenses fiscales des droits de douane dans les recettes du dit impôt est le plus important après celui de la TIPP ;

- les dépenses fiscales liées à la taxe sur la valeur ajoutée de porte rapportées aux recettes fiscales générées par cette même taxe, représentent une proportion de 15,84%.

Figure 26: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales par impôt DGD



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

3) DEPENSES FISCALES DE LA DGD PAR IMPOT, DROIT ET TAXE

Tableau 27 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par impôt	Montant	%
Taxe Intérieure sur les produits pétroliers	68,09	36,40%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	64,52	34,49%
Droit de Douane	52,96	28,31%
Redevance Statistique	1,13	0,60%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,36	0,19%
Total	187,06	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2023

Il ressort de l'analyse de ce tableau que les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de la TIPP sont estimées à 68,09 milliards de francs CFA avec un taux de participation de 36,40%. Elles sont les plus importantes en termes de coût.

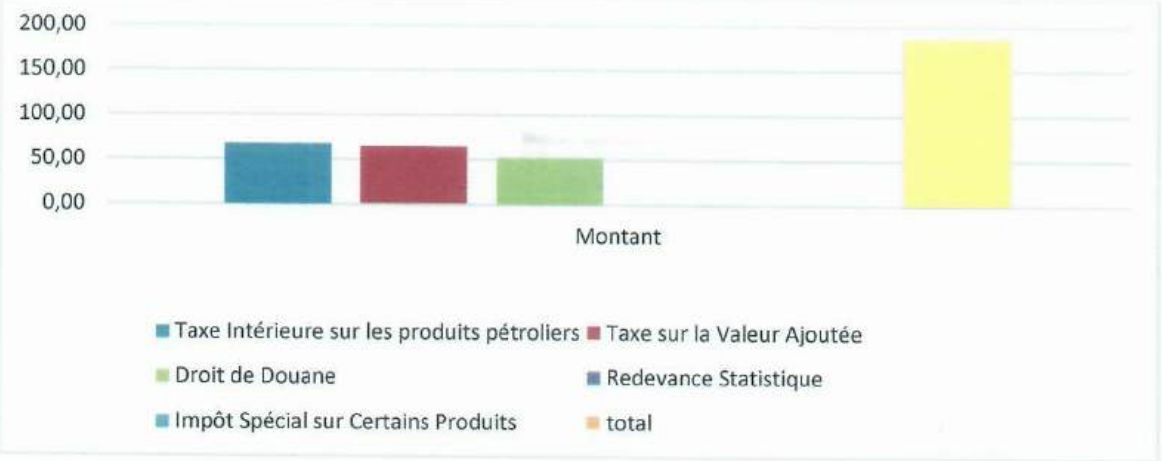
Les dépenses fiscales se rattachant à la Taxe sur la valeur ajoutée se sont chiffrées à 64,52 milliards de francs CFA pour un poids de 34,49%.

Le montant des dépenses fiscales provenant du Droit de Douane sont évaluées à 52,96 milliards de francs CFA pour un poids de 38,31%.

Pour la redevance statistique, les niches fiscales ont affiché un montant de 1,13 milliards de francs CFA, soit un taux de 0,60%.

Le coût des dépenses fiscales provenant de l'Impôt Spécial sur Certains Produits est le moins important et indique un montant de 0,36 milliard de francs CFA pour un taux de participation de 0,19%.

Figure 27: Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

4) COMPARAISON DES DEPENSES FISCALES DE LA DGD PAR IMPOT ET PAR AN

Tableau 28 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an

Montant en milliards de francs CFA

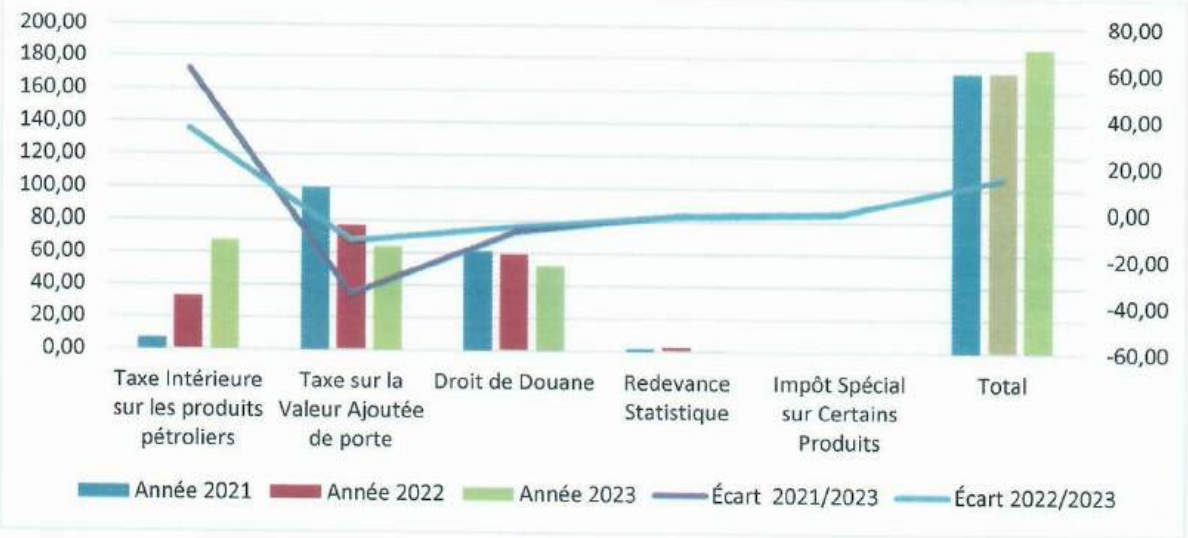
Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Écart 2021/2023	Écart 2022/2023
Taxe Intérieure sur les produits pétroliers	7,35	32,88	68,09	60,74	35,21
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	100,40	76,92	64,52	-35,88	-12,39
Droit de Douane	61,51	59,06	52,96	-8,56	-6,10
Redevance Statistique	2,28	2,55	1,13	-1,16	-1,43
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,44	0,49	0,36	-0,08	-0,13
Total	172,00	171,90	187,06	15,06	15,15

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

L'analyse comparative des dépenses fiscales de la DGD de l'exercice (2023) avec les dépenses fiscales des deux années précédentes nous révèle que seules les dépenses fiscales issues des exonérations de la Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers ont une tendance haussière. De 2022 à 2023, elles ont augmenté de 35,21 milliards de francs CFA et comparées à 2021, l'écart est de 60,74 milliards de francs CFA. Cette hausse s'explique par les exonérations

accordées pour contenir les prix à la pompe. L'expansion des prix à la pompe se justifie par l'impact de la guerre en Ukraine. Toutes les autres dépenses fiscales de la DGD par impôt ont baissé entre 2021 et 2023. Celles provenant de la Taxe sur la valeur ajoutée de porte ont connu la baisse la plus importante de 12,39 milliards de francs CFA.

Figure 28 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

5) REPARTITION DES DEPENSES FISCALES DE LA DGD PAR SOURCE

Tableau 29 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par source	Montant	%
Exonérations Exceptionnelles	103,94	55,57%
Code Minier et Pétrolier	45,52	24,34%
Dons, Aides et ONG	12,43	6,64%
Code des Investissements	11,73	6,27%
Financements Extérieurs	7,14	3,82%
Conventions d'Établissement	6,30	3,37%
Total	187,06	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

Les dépenses fiscales liées aux Exonérations Exceptionnelles (EE) de la Direction Générale des Douanes se sont élevées à 103,94 milliards de francs CFA. Son taux de participation a été de 55,57%. Elles représentent plus de la moitié du poids total des dépenses fiscales évaluées en 2023. Elles sont constituées essentiellement de 51,57% de TVA de porte, de 24,76% de Droit des douanes et de 23,38% de TIPP, soit 99,71% de leur poids.

Les pertes de recettes liées aux Codes minier et pétrolier occupent la 2ème place avec un montant de 45,52 milliards de francs CFA, soit 24,34% du poids total des dépenses fiscales de la DGD. Elles proviennent principalement de la Taxe intérieure sur les Produits Pétroliers (82,41%).

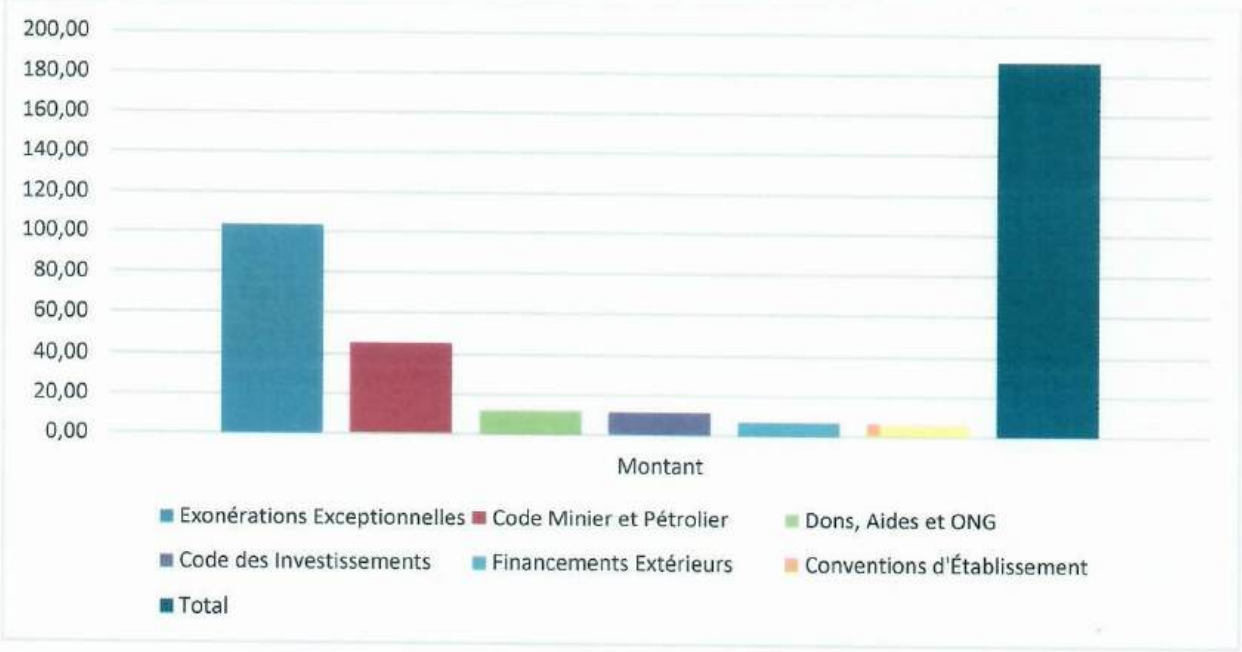
Les exonérations provenant des Dons, Aides et ONG sont estimées à 12,43 milliards de francs CFA pour une proportion de 6,64%. Elles sont essentiellement issues de la TVA et des Droits de douane.

Les dépenses fiscales provenant du Code des Investissements se sont chiffrées à 11,73 milliards de francs CFA, soit un taux de 6,27%. Elles sont engendrées essentiellement par les exonérations des Droits de douane (90,44%).

Les dépenses fiscales issues des exonérations de Financements extérieurs d'un montant de 7,14 milliards de francs CFA sont constituées majoritairement de 56,70% de TVA et de 40,26% Droit de Douanes.

Les exonérations fiscales provenant des Conventions d'établissement affichent un montant de 6,30 milliards de franc CFA avec un taux de participation de 3,37%. Elles sont constituées pour une large part de Droit de douane 84,31%.

Figure 29 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

6) COMPARAISON DES DEPENSES FISCALES DE LA DGD PAR SOURCE ET PAR AN

Tableau 30 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an

Montant en milliards de francs CFA

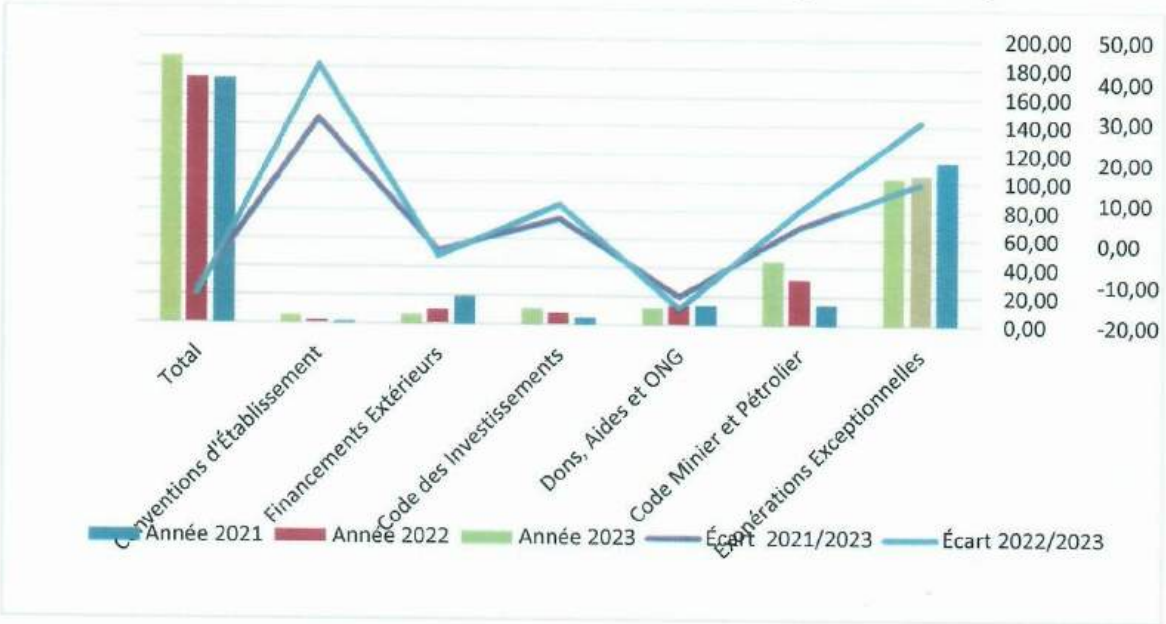
Dépenses fiscales par source	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Écart 2021/2023	Écart 2022/2023
Exonérations Exceptionnelles	115,22	105,50	103,94	-11,28	-1,56
Code Minier et Pétrolier	14,92	32,39	45,52	30,60	13,14
Dons, Aides et ONG	14,27	13,73	12,43	-1,84	-1,30
Code des Investissements	5,56	8,11	11,73	6,17	3,62
Financements Extérieurs	19,99	10,13	7,14	-12,85	-2,99
Conventions d'Établissement	2,03	2,05	6,30	4,27	4,25
Total	172,00	171,90	187,06	15,06	15,15

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

À l'analyse du tableau, on constate que les dépenses fiscales liées aux EE, aux Dons, Aides et ONG et aux Financements Extérieurs ont baissé en 2023 comparées à celles de 2022 et 2021. La plus grande variation est observée au niveau des Financements Extérieurs avec un taux de décroissance de 2,99% entre 2022 et 2023.

Les dépenses fiscales issues des Codes minier et pétrolier, du Code des investissements et des Conventions d'Établissement ont toutes augmenté en 2023 comparativement à celles de 2022 et 2021.

Figure 30 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source et par an



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2024

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'évaluation des dépenses fiscales représente une mission de grande importance, dont les répercussions peuvent être significatives en matière de transparence budgétaire et de clarification de la politique fiscale. Ainsi, deux approches d'évaluation se complètent : estimer le coût financier des mesures fiscales dérogeant à la norme et évaluer leur pertinence par rapport aux objectifs qui leur ont été initialement assignés. Seule la combinaison de ces deux formes d'évaluation peut permettre de rationaliser le système des incitations fiscales en vue d'accroître la mobilisation des recettes intérieures.

– La première étape de l'évaluation constitue une tâche délicate nécessitant trois prérequis importants :

- le regroupement des dispositions fiscales en un document unique

En effet, la diversité des textes, qu'il s'agisse de leur nature ou de leur origine (Codes des investissements, minier, douanier...), rend complexe le recensement des régimes dérogatoires. Il est primordial d'agréger l'intégralité des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code Général des Impôts. Ce rassemblement figure d'ailleurs parmi les recommandations majeures du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses fiscales. Afin d'éviter toute dispersion future des textes, il convient de subordonner l'adoption d'un tel texte à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et à son intégration dans la Loi des finances.

➢ La conception d'une procédure de collecte d'informations obligatoire revêt une importance primordiale

Une dépense fiscale se caractérise essentiellement par sa dérogation aux principes généraux d'un impôt spécifique. Comme précisé précédemment, cette dérogation peut se matérialiser sous forme de déduction sur le revenu imposable, de réduction d'impôt, de taux d'imposition spécifique, voire d'exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales requiert ainsi la disponibilité des données relatives aux opérations concernées. Il est capital, voire impérieux, d'établir une procédure régulière et méthodique pour la collecte de ces données.

À cet effet, l'attention doit être portée sur les trois principes suivants :

✓ le respect des obligations déclaratives ;

✓ l'intégration de toutes les informations afférentes aux exonérations dans les déclarations ;

✓ la création et le maintien d'une base de données informatisée où seront enregistrés les montants exonérés, leurs sources et natures, ainsi que la nature des services et produits bénéficiant

d'exonération. Cette base de données devra être mise en place au sein de toutes les structures opérationnelles de la Direction générale des Impôts (DGI) et actualisée par les gestionnaires ou un référent désigné à cet effet. Pour l'évaluation préalable, c'est-à-dire avant l'exécution d'un marché par exemple, ces informations devront être renseignées par les agents de la Direction de la Législation Fiscale et du Contentieux.

➢ **La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales.**

À l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'interlocutrice des services du Ministère de l'Économie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

– **La seconde étape concerne l'analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales, tant en ce qui concerne les objectifs et les résultats escomptés que l'incitation à l'investissement.**

Cette évaluation n'est cependant pas abordée dans le présent rapport. Il convient néanmoins de noter que plusieurs études ont mis en lumière que la décision d'investir n'est pas nécessairement conditionnée par l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité est loin d'être la principale préoccupation de l'investisseur, qui accorde davantage d'importance à des éléments tels que la stabilité politique, la sécurité juridique, la liberté d'exercer son activité, la propriété foncière et les garanties offertes pour rapatrier les bénéfices après impôts.

Il convient de noter que la mobilisation des recettes intérieures est entravée par l'octroi de certaines exonérations fiscales dont la révision pourrait permettre de générer des ressources fiscales supplémentaires. Ces exonérations se trouvent dans le Code des investissements, les conventions d'établissement ad hoc, le Code minier et le Code général des impôts. Pour réduire le coût de ces exonérations, des nouvelles politiques fiscales peuvent être envisagées. Il s'agit de :

Réduire les exonérations de TVA et de droits de douane prévues par le Code des investissements, ainsi que celles des accords d'établissement en dehors du secteur minier.

Supprimer progressivement l'exonération de la taxe sur les produits pétroliers (TIPP) sur les importations dans le secteur minier, dans le cadre d'une révision globale de la fiscalité de ce secteur.

Uniformiser les exonérations de TVA du Code général des impôts avec celles de la directive N°02/2009/CM/UEMOA. Cette directive définit la liste des produits éligibles aux exonérations de TVA, ainsi que la possibilité d'appliquer un taux réduit (entre 5 et 10 %) sur une liste également restreinte. Cependant, les exonérations de TVA en vigueur sur certains produits au Mali (pain, biberons et tétines, intrants et équipements agricoles) dépassent celles autorisées par la directive de l'UEMOA.

Les dépenses fiscales liées à la Taxe sur la Valeur Ajoutée se sont élevées à 119,68 milliards de francs CFA, représentant 39,65% du total des dépenses fiscales évaluées pour l'année 2023. La part des dépenses fiscales de TVA intérieure dans les recettes fiscales de cet impôt s'établit à 32,43%. Ce taux devrait inciter les autorités à rationaliser l'octroi des exonérations en matière de TVA.

Par ailleurs, afin de maintenir un climat social apaisé, il peut parfois être nécessaire que le Gouvernement prenne des mesures exceptionnelles pour gérer des problèmes socio-économiques conjoncturels. Ces mesures peuvent contribuer à maîtriser les prix de certains produits essentiels pour une période déterminée ou à atténuer certaines difficultés.

Bamako, le 04 juillet 2024

Le Directeur de la Planification, Études et Suivi

Abdoulaye DIARRA

Planificateur

Direction Générale des Impôts du Mali, Hamdallaye ACI 2000, Tél. : (223) 20 29 99 18 Fax : (223) 20 29 44 40
BP : 776 Site web: www.dgi.finances.gov.ml

ANNEXE

SYSTEME DE REFERENCE DE LA NORME FISCALE

✓ **FISCALITE INTERIEURE**

Impôts directs

✓ **Impôt sur les traitements et salaires** :

Unité d'imposition

Salarié

Base imposable de référence

Montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes viagères, les rémunérations (article 3 CGI)

Les franchises admises :

Déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts;

Allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi. Le maximum déductible est fixé par un Arrêté du Ministre chargé des Finances (arrêté n° 99-0892/ MF.SG du 18 mai 1999) ;

Exonération du personnel diplomatique ;

Réduction pour charge de famille ;

Indemnité de dépaysement ;

Réduction de 50% des avantages en nature.)

Les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'État et les organismes de prévoyance sociale;

Les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;

Les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire;

Les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit;

Les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;

Les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.

Taux de référence (article 10 CGI)

Barème de l'I.TS.

Tranche de revenu	taux
0 à 330.000	0%
330.001 à 578.400	5%
578.401 à 1.176.400	12%
1.176.401 à 1.789.733	18%
1.789.734 à 2.384.195	26%
2.384.196 à 3.494.130	31%
3.494.130 et plus	37%

✓ **Impôt sur les revenus fonciers :**

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code (article 14 CGI).

Unité d'imposition :

Revenus des immeubles bâtis

Base imposable de référence

Revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire (article 18 CGI)

Les franchises admises :(cf. article 16 CGI)

- Exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont légalement à sa charge
- Exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire
- Exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'I S ;
- Exonération : voies ferrées publiques ;

Taux de référence : (article 22 CGI)

12% pour les immeubles en dur et semi dur ;

8% pour les immeubles en banco.

✓ **Impôt sur les revenus de valeurs mobilières:**

Unité d'imposition :

✓ **Revenus de valeurs mobilières.**

Base imposable de référence : (cf. article 23 CGI)

Le revenu est déterminé : (articles 35 et 36 CGI)

- Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;
- Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;
- Pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;
- Pour les lots, par le montant même du lot en francs ;
- Pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;
- Pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises (article 29 CGI)

- Amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan.
- Actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable.
- sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédant. (Article 30 CGI)
- Intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.

- Intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition que :(article 32- 1 et 2 CGI)
- Les contractants aient l'un et l'autre, l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;
- Les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.
- Revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans (article 33 CGI) ;
- Revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières N°2013- 021(OPCVM article 33 (nouveau) L'ordonnance /P-RM Du 3 Décembre 2013;
- Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (article 34 alinéa 1 CGI).
- (Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction (article 34 alinéa 2 CGI)
- Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales) (article 34 alinéa 3 CGI)

Taux de référence (cf. article 42 CGI)

- 10 % pour les dividendes distribués ;
- 6% revenus des obligations ;
- 13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant

leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient imposables si elles avaient leur siège au Mali ;

- 9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;
- 15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations;
- 18% pour les autres revenus.

✓ **L'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés :**

Il existe deux régimes d'imposition à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (article 70 CGI) :

Le régime du bénéfice réel

Unité d'imposition :

Contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;

Conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires

Et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation (article 49 CGI)

Les charges admises en déduction (article 51 CGI modifié loi n°10-014. LF.2013)

Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt;

Les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique;

Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire;

Amortissement linéaire normal ;

Report déficitaire ;

Provisions de droit commun ;

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

Revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers;

Les franchises admises : (cf. article 47 CGI modifié loi n°10-014)

Les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

Les offices publics d'habitation économique ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;

Les sociétés de secours mutuels ;

L'institut d'émission ;

Les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

Taux de référence : (cf. art. 85 et 86 CGI)

30% du bénéfice imposable ;

1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à sept cent soixante-trois mille cinq cents (763500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.

✓ **Le régime de l'Impôt Synthétique**

Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel (article 71 CGI modifié LF 2014)

En sont exclue :

- Les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.

- Et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

Base imposable de référence

Le chiffre d'affaire annuel

Taux de référence (article 74 CGI)

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

✓ **L'Impôt sur les Bénéfices Agricoles** (non mis en application par manque de décret d'application de la loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

Unité d'imposition : bénéfices agricoles provenant d'exploitations agricoles situées au Mali : (article 99 CGI)

Base imposable de référence (article 100 CGI)

Bénéfices réalisés dans l'exploitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;

Vente dans un magasin des produits de l'exploitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises : (article 104 CGI)

Les exploitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

Taux de référence:

Impôt proportionnel;

10% régime réel d'imposition (article 120 CGI)

✓ **Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers**

Unité d'imposition : (art. 121 et 122 CGI)

Personne physique fiscalement domiciliée au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre :

Le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;

Le prix de cession net et la valeur vénale ;

L'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique (article 125 CGI)

L'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;

La déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.

L'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable (article 123-1 CGI)

L'exonération des plus-values tirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (article 123-2 CGI)

L'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels (article 123-3 CGI)

Taux de référence: (article 129 CGI)

15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;

5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

✓ **Contribution des patentes et licences:**

Unité d'imposition :

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession (article 130 CGI)

Admis en franchises : (ART. 131 CGI)

L'État, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;

Les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;

Les assujettis à l'impôt synthétique ;

Les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes ès qualité, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;

Les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;

Vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;

Les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).

Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI;

Taux de référence: cf. article 144 CGI

Droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;

Droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;

Droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;

Exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

IMPÔTS INDIRECTS

✓ **Taxe sur la Valeur Ajoutée:**

Unité d'imposition : (article 187 CGI)

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

Base imposable de référence :

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 195CGI)

Taux de référence: (article 229 CGI)

18% taux normal

✓ **L'Impôt spécial sur certains produits:**

Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

Base imposable :

À l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;

En régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée;

Taux de référence : (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

20% pour la noix de cola ;

10% pour les boissons non alcoolisées ;

50 % pour les boissons alcoolisées ;

Pour les tabacs :

32 % pour les cigarillos, les cigarettes de la gamme 1 et 2 et cigarettes de luxe, tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués »

22 % pour les cigarettes de la gamme 3;

32% autres;

40% pour les armes ;

40% pour les munitions ;

5% pour les matières plastiques ;

5% produits miniers,

5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

✓ **Taxe sur les activités financières**:

Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

Base imposable de référence :

Montant hors TAF des recettes ;

Exonérations (art 248 CGI):

Les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;

les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics ;

Les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;

Les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;

Les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

Taux de référence : 15 % et 17%.

✓ **La taxe intérieure sur les produits pétroliers** :

Unité d'imposition (article 250 CGI)

Essences spéciales, autres

Essence d'aviation

Essence auto super

Essence auto ordinaire

Huiles légères, autres

Carburéacteur

Pétrole lampant

Huiles moyennes, autres

Gas oil

Fuel oil domestique

Fuel oil léger

Fuel oil lourd I

Fuel oil lourd II

Gaz butane liquéfié

Base imposable de référence :

Le volume à 15°C ou le poids (article 252 CGI)

Taux de référence (article 253 CGI)

Fixé par arrêté ministériel

- ✓ **Taxe sur les Contrats d'Assurance:**

Unité d'imposition :

Convention d'assurance ou de rente viagère ;

Base imposable de référence :

le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires ;

Taux de référence :

4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;

20 % autres contrats d'assurance

- ✓ **de droits d'Enregistrements, de mutations et de successions:**

Base imposable de référence :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

Taux de référence:

Les droits fixes :

minimum de perception 1.250 Francs CFA

mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;

mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;

mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'exploitation : 7% ;

procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7%;

adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;

actes translatifs de propriété dans des pays étrangers: 1%;

mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;

abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;

ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3%;

actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3%;

partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1%;

transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 %;

contrats de mariage : 1%;

tous actes ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 %;

échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 %.

enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,

mutations à titre onéreux de meubles 10% ;

droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

Mutation en ligne directe et entre époux :

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 5.000.000	Au-delà de 5.000.000	Maximum
	%	%	%	%	%
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15
2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18
1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20

- Mutation en ligne collatérale :

Degré de parenté	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000 %	De 250.000 à 1.000.000 %	De 1.000.000 à 5.000.000 %	Au-delà de 5.000.000 %	Maximum %
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

LA FISCALITE DE PORTE :

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. »

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des États membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

- **Droit de Douane**

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises:

Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85;

Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%,

Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;

Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%,

Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

- **Taxe sur la Valeur Ajoutée :**

Le taux de référence est de 18%

Redevance Statistique

Le taux de référence est de 1%

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
****
DIRECTION DES RECETTES ET DES STATISTIQUES

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But- Une Foi
****

SITUATION DES RESTES A RECOUVRER
DU 01 JANVIER 2020 AU 30 JUIN 2024

BUREAU	NIF	IMPORTATEUR	ANNEE					Total général
			2020	2021	2022	2023	2024	
ML210 - KATI	087800124J	SOTELMA SA			30 892 613			30 892 613
	087800125W	VIVO ENERGY MALI			34 522 523			34 522 523
	087800137D	LABOREX-MALI			36 328 447			36 328 447
	087800146C	SOCIETE NATIONALE DES TABACS ET AL			3 076 873 204			3 076 873 204
	087800218D	BRASSERIES DU MALI			135 102 940			135 102 940
TOTAL - KATI			**0**	**0**	**3 313 719 727**	**0**	**0**	**3 313 719 727**
ML811 - GUICHET UNIQUE VEHICULES	IMP.VEHICU	IMPORTATEUR DE VEHICULE		4 052 122				4 052 122
TOTAL - GUICHET UNIQUE VEHICULES			**0**	**4 052 122**	**0**	**0**	**0**	**4 052 122**
ML899 - B.N.P.P.	086116847L	MALI OIL SARL	1 515 080 266					1 515 080 266
TOTAL - B.N.P.P.			**1 515 080 266**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 515 080 266**
Total général			**1 515 080 266**	**4 052 122**	**3 313 719 727**	**0**	**0**	**4 832 852 115**

Samanko II, le 08 Août 2024
LE DIRECTEUR DES RECETTES ET DES STATISTIQUES

Colonel-major Ibrahim AG ASSALAT
Médaillé d'honneur des Douanes

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE
DES DOUANES
****
N°_____/MEF-DGD-DRS

REPULIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
****

NOTE EXPLICATIVE DES RESTES A RECOUVRER AU TITRE DE LA PERIODE DE 2020 AU 1ER SEMESTRE 2024

I. Introduction

A la date du 30 juin 2024, le montant total des restes à recouvrer pour la période susmentionnée s'élève à quatre milliards huit cent trente-deux millions huit cent cinquante-deux mille cent quinze (4 832 852 115) FCFA.

Il convient également de souligner qu'aucun reste à recouvrer n'a été constaté pour les années 2023 et 2024.

II. Au titre de l'année 2020

À la clôture des écritures comptables, le 31 décembre 2020, les restes à recouvrer (RAR) s'élevaient à cinq milliards quarante millions deux mille sept cent quarante (5 040 002 740) FCFA pour le Budget de l'État.

Au 08 août 2024, la situation actualisée des restes à recouvrer pour l'exercice budgétaire 2020 révèle un montant résiduel d'un milliard cinq cent quinze millions sept cent seize mille huit cent soixante (1 515 716 860) FCFA.

Cela témoigne d'un effort de recouvrement de trois milliards cinq cent vingt-quatre millions deux cent quatre-vingt-cinq mille huit cent quatre-vingts (3 524 285 880) FCFA pour le compte du Budget de l'État, soit un taux de couverture d'environ 70%.

Le montant résiduel (1 515 080 266) FCFA est attribuable aux opérations de la Société Mali Oil Sarl, effectuées au Bureau des Produits Pétroliers.

Le Bureau des Produits Pétroliers (BPP) s'emploie activement à recouvrer intégralement cette créance.

III. Au titre de l'année 2021

À la date du 31 décembre 2021, les restes à recouvrer pour l'année s'élevaient à cent trente-neuf millions deux cent soixante-sept mille sept cent soixante-huit (139 267 768) FCFA pour le compte du Budget de l'État.

L'effort de recouvrement sur ces liquidations impayées de l'exercice 2021 s'élève à cent trente-cinq millions deux cent quinze mille six cent quarante-six (135 215 646) FCFA, soit un taux de couverture de 97%.

En date du 08 août 2024, le solde restant à recouvrer pour l'année 2021 s'élève à quatre millions cinquante-deux mille cent vingt-deux (4 052 122) FCFA.

Ce montant est imputable à des importateusr de véhicules dont les opérations ont été effectuées au Guichet unique pour le dédouanement des véhicules.

IV. Au titre de l'année 2022

A l'arrêt des écritures comptables, le 31 décembre 2022, les restes à recouvrer (RAR) pour cette année s'élevaient à six milliards six cent douze millions quatre cent quinze mille quatre cent quarante-trois (6 612 415 443) FCFA pour le compte du Budget de l'État.

Les efforts de recouvrement ont permis de récupérer trois milliards deux cent quatre-vingt-dix-huit millions six cent quatre-vingt-quinze mille sept cent seize (3 298 695 716) FCFA, représentant ainsi une couverture de 50 % du montant total à recouvrer.

De nos jours, la situation actualisée des restes à recouvrer pour l'exercice budgétaire 2022 révèle un montant résiduel de trois milliards trois cent treize millions sept cent dix-neuf mille sept cent vingt-sept (3 313 719 727) FCFA.

La situation des restes à recouvrer pour 2022 se décompose comme suit :

- Au Bureau Principal des Douanes de Kati (ML210) :
    - Au compte de la Société Nationale des Tabacs et Allumettes (SONATAM), un montant de trois milliards soixante-seize millions huit cent soixante-treize mille deux cent quatre (3 076 873 204) FCFA.
    - Au compte de la Société de Télécommunication du Mali SA (SOTELMA), un montant de trente millions huit cent quatre-vingt-douze mille six cent treize (30 892 613) FCFA.
    - Au compte de VIVO ENERGY Mali, un montant de trente-quatre millions cinq cent vingt-deux mille cinq cent vingt-trois (34 522 523) FCFA.
    - Au compte de LABOREX-Mali, un montant de trente-six millions trois cent vingt-huit mille quatre cent quarante-sept (36 328 447) FCFA.
    - Au compte de la Société BRASSERIES du Mali, un montant de cent trente-cinq millions cent deux mille neuf cent quarante (135 102 940) FCFA.

Par ailleurs, suivant l'ordre de mission n°0001/MEF-DGD en date du 6 janvier 2023, la Direction Générale des Douanes (DGD) a pu constater le montant restant à recouvrer. Cette constatation a été ultérieurement corroborée par une mission de l'Inspection des Finances.

V. Au titre de l'année 2023

Il n'y a aucun reste à recouvrer pour l'année 2023.

VI. Au titre du premier semestre de l'année 2024

Aucun reste à recouvrer n'a été constaté pour le premier semestre de l'année 2024.

VII. Conclusion

Afin de garantir le recouvrement des créances impayées, des mesures ont été adoptées en 2023, notamment la création d'un Comité Ad hoc chargé du recouvrement des restes à recouvrer, conformément à la Note de service n°00095/MEF-DGD du 22 août 2023.

La mise en œuvre du quitus fiscal en 2024 a contribué efficacement au recouvrement des restes à recouvrer sur la période sous étude.

Ampliations :
MEF.....1/CR
DRS.....1/Suivi
Archives.....1

LE DIRECTEUR DES RECETTES ET DES STATISTIQUES

Ministère de l'Economie et des Finances
Direction des Recettes et des Statistiques
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
Le Directeur
Direction Générale des Douanes

Colonel-major Ibrahim AG ASSALAT
Médaillé d'honneur des Douanes

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple-Un But-Une Foi

VENTILATION DES RESTES A RECOUVRER PAR TYPES D'IMPÔTS AU 30 JUIN 2024

STRUCTURE	TOTAL
IS	137 911 186 335
BIC	78 718 710 714
IRVM	31 340 707 314
TVA	35 692 537 426
ITS	46 066 605 999
CF	16 735 662 725
ISCP	10 091 908 869
ISCP/Or	13 352 691 769
IRCD	2 342 649 255
Autres	95 432 578 700
TOTAL	**467 685 239 106**
DONT IRRECOUVRABLES	**94 867 778 608**

Commentaire:

Au 30 juin 2024, le stock global de RAR a été estimé à 467,685 milliards de Francs CFA, sur lequel 94,868 milliards de Francs CFA ont été déterminés comme irrecouvrables, soit 20,28 % du potentiel global. Le potentiel estimé recouvrable est de 372,817 milliards de Francs CFA, soit 79,72%.

Bamako, le 27 août 2024

LE DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur Général des Impôts

Mathias KONATE

Chevalier de l'Ordre National

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE

RAPPORT GENRE 2025 – VF - Compilé N°V (du 19 septembre 2024)

SIGLES ET ABREVIATIONS	
AES	Confédération des Etats du Sahel
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGR	Activités Génératrices de Revenu
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et d'Electrification Rurale
ANDC	Agence Nationale de la Communication pour le Développement
ASACO	Association de Santé Communautaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCS	Bureau Central des Soldes
BIT	Bureau International du Travail
BSG	Budget Sensible au Genre
CAFO	Coalition des Associations Féminines et Organisations
CAG	Comité Aviseur Genre
CAK	Centre Aoua Keita
CAPF	Centre d'Accueil et de Placement Familial
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CDPE	Centre de Développement de la Petite Enfance
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CEDEAO	Communauté Economique et Douanière de l'Afrique de l'Ouest
CFPF	Centre de Formation Pratique
CGA	Centres de Gestion Agrées
CGS	Comite de Gestion Scolaire
CMA	Coordination des Mouvements de l'AZAWAD
CNAPN	Comité National pour l'Abandon de Pratiques Nuisibles à la Mère et à l'Enfant
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CPF	Code des Personnes et de la Famille
CPN	Consultation Prénatale
CPS	Cellule de Planification et de Statistiques
CREDD	Cadre de Relance Economique pour un Développement Durable
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CS-PNG	Conseil Supérieur Politique Nationale Genre
DBG	Direction Générale du Budget
DESC	Droits Economiques Sociaux et Culturels
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Nuisances et Pollutions
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EDSM-VI	Enquête Démographiques de Santé Mali VI
EFH	Egalité Femme/Homme
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPT	Education Pour Tous
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
GEDEFOR	Projet Gestion Décentralisée des Forêts
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
GRM	Gouvernement République du Mali
IDH	Indice de Développement Humain

SIGLES ET ABREVIATIONS	
MEADD	Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable
MEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MEF-SG	Ministère de l'Economie et des Finances – Secrétariat Général
MM	Ministère des Mines
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectifs du Développement Durable
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PACUM	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADEC	Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
PAJM	Programme d'Appui à la Justice au Mali.
PAPAM	Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PAP	Programme Annuel de Performance
PBSG	Planification et Budgétisation Sensible au Genre
PDDAFFE	Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille 2020-2029
PDD-DIN	Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
PDDSS	Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023
PDH	Promotion des Droits de l'Homme
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PEFA	Dépenses Publiques et Responsabilité Financière/Public Expenditure Financial Accountability
PF	Planification Familiale
PGRN-CC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique
PNG	Politique Nationale Genre
PNISA	Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole
PPD-PAP	Programmation Pluriannuel et le Programme Annuel de Performance
P-RM	Président de la République du Mali
PROCEJ	Projet de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes
PRODAFFE	Programme de Développement de l'Autonomisation de la Femme et de l'Enfant et de la Famille 2020-2024
PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
PROSEA	Programme Sectoriel Eau Assainissement
PRPRM	Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RG 25	Rapport Genre 2025
SAPEP	Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants
TA	Taux d'Achèvement
TBA	Taux Brut d'Admission
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VBG	Violences Basées sur le Genre
VFF	Violences Faites aux Femmes et aux Filles
VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre

RESUME EXECUTIF

Le présent Rapport Genre s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son contenu. Pour rappel, le Ministère de l'Economie et des Finances a élaboré le premier Rapport Genre en 2012 conformément à l'orientation n°6 de la Politique Nationale Genre adoptée en novembre 2010.

Pour l'élaboration de la loi de Finances de l'année, le respect des échéances institutionnelles est fondé sur la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances. Cette lettre circulaire définit les étapes de l'élaboration de la loi de Finances et de ses annexes.

Ainsi, **la lettre circulaire n°001119/ MEF-SG du 11 avril 2024** fixe les directives pour l'élaboration de la loi de Finances 2024 et ses annexes. Cette lettre donne au Rapport Genre 2025, sa légitimité juridique et le devoir pour chaque membre du Gouvernement concerné, l'obligation de présenter un rapport genre spécifique à son secteur. Le Rapport Genre, étant une annexe à la loi de Finances, respecte le circuit d'adoption de celle-ci. A ce titre, Il est d'abord adopté en Conseil des Ministres avant d'être soumis au Conseil National de Transition, organe législatif de la Transition.

Le Rapport Genre présente annuellement les engagements et réalisations des départements sectoriels concernés en matière d'équité femmes/hommes. Il constitue une partie intégrante de l'information budgétaire plus large élaborée par ces départements à travers leur Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP). Le présent rapport présente les réalisations de 2023 et la planification pour 2025 à 2027.

Pour faciliter aux représentants du Gouvernement son établissement, aux parlementaires et au public sa lecture et sa compréhension, le Rapport Genre est présenté sous un format standard utilisé par tous les ministères concernés, sous la coordination de la Direction Générale du Budget.

Le Rapport Genre est un document fondé sur l'obligation d'informer de la prise en compte par chaque département ministériel des besoins sexospécifiques dans le cadre des programmes et des budgets sectoriels. L'objectif visé est d'exposer de manière explicite au parlement et au public, les mesures prises par le gouvernement pour promouvoir l'égalité de genre. Pour ce faire, chaque ministère produira, à terme, un rapport faisant ressortir, l'évaluation des « activités genre » prévues dans le budget et les actions programmées en vues de réduire les inégalités conformément à la PNG.

Le rapport Genre regroupe les départements ministériels en trois (03) chapitres qui déterminent les secteurs de développement durable conformément à l'approche « droits humains » en référence au tableau ci-dessous :

Axes thématiques (secteurs de développement durable)	Ministères sectoriels en charge de :
1. Accès équitable aux droits civils et politiques	- Justice et Droits de l'Homme, - Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, - Travail et Fonction Publique et Dialogue social, - Communication, Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, - Réconciliation nationale, - Affaires Etrangères et Coopération Internationale
2. Accès équitable aux droits sociaux : Services sociaux de Base	- Santé et Développement Social, - Education Nationale, - Energie et Eau, - Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique, - Habitat, Aménagement du Territoire et Population
3. Accès équitable aux droits économiques et opportunités économiques	- Agriculture, - Elevage et Pêche, - Mines - Industrie-Commerce, - Entreprenariat national, Emploi et Formation Professionnelle, - Economie et Finances, - Culture, artisanat, tourisme et Industrie Hôtelière - Environnement-Assainissement et Développement Durable

A l'intérieur de chaque « Axe thématique », les points suivants sont décrits par ministère :

- les enjeux genre du secteur couvert par ledit ministère ;
- les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre entreprises par le ministère ;
- l'évaluation des activités menées en 2023 selon une catégorisation des programmes sensibles au genre inscrits dans la loi de Finances 2023 ;
- la planification et la budgétisation des actions genre pour les années 2025 à 2027.

Sous l'impulsion conjointe des ministères de l'Economie et des Finances et de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019 avec la mise en place auprès de la DGB, d'un groupe ad hoc composé d'experts.

Le présent Rapport tient compte des améliorations proposées aussi bien dans le processus que dans le contenu. Cette démarche inclusive vise à fournir une base d'informations de plus en plus complète afin d'asseoir les décisions de politique budgétaire en considérant leur impact sur la réduction des inégalités de genre.

Le but est donc d'enrichir graduellement son contenu, en couvrant un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents. Le canevas amélioré approfondit l'information présentée par ces ministères selon trois perspectives :

- un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget telles que les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles;

- le champ stratégique de la budgétisation sensible au genre, pour chaque ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG[1] ;
- un « budget genre » focalisé sur les dépenses de personnel de chaque département ministériel sachant qu'au Mali, la masse salariale constitue plus de la moitié des recettes fiscales.
  Pour des contraintes de temps, il a été tenu compte du personnel qui émarge sur le budget d'Etat (fichier BCS)[2], au sein des services de la superstructure administrative et des services centraux, dans le cadre de la prise en compte de la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives[3].

En termes de constats, le Rapport fait ressortir : i) des contraintes structurelles, liées au fait que les réformes inspirées par la Politique Nationale Genre ne sont pas suffisamment avancées ; ii) la qualité des données collectées par les départements ministériels ne permet pas d'apprécier le niveau de satisfaction des engagements du Gouvernement en matière d'égalité femmes /hommes ; iii) les mesures spécifiques présentées par les départements font ressortir des insuffisances.

En perspective, il demeure nécessaire, pour le MEF, de renforcer la PBSG à travers des mesures spécifiques dans le cadre du Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali.

Il s'agira de développer l'analyse ex-ante sensible au genre des projets d'investissements (y compris le processus de sélection); de faire apparaitre dans le RG les acquis des Ministères en termes de réduction des inégalités de genre avec les niveaux de réalisation des objectifs du CREDD et le suivi des ODD.

[1] PNG en cours de révision au MPFEF
[2] BCS : Bureau Central des Soldes
[3] Directions Générales, Directions Nationales, Etablissements Publics à caractère Administratif, Services Rattachés

INTRODUCTION GENERALE

L'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est une préoccupation majeure tant au niveau du Gouvernement que du Conseil National de Transition (CNT).

Accroitre cet impact nécessite l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques. C'est cette finalité que vise l'introduction de la Planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) dans le processus budgétaire, une approche qui utilise des instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité de genre et le développement des filles et des femmes. Il s'agit d'une avancée notoire en matière de réforme des finances publiques.

L'introduction de la PBSG dans le processus budgétaire trouve également son fondement dans les politiques et stratégies nationales.

Le Rapport Genre (RG), élaboré depuis 2012 comme annexe à la loi de Finances, est à la fois l'un des outils d'opérationnalisation de la PBSG au Mali et l'institutionnalisation du genre, un des axes d'orientation de la PNG[4]. Il analyse la dimension genre des politiques publiques, des budgets et leurs impacts sur la population et constitue aussi un outil de suivi des engagements du Gouvernement en matière d'équité femmes / hommes. En outre, il renforce également la reddition des comptes face aux engagements du Gouvernement tout en mettant l'accent sur les succès et les insuffisances des politiques face aux besoins différenciés des femmes et des hommes. Enfin, il contribue à la prise de décisions publiques.

De treize (13) départements en 2019, le nombre de ministères concernés est passé à quinze (15) en 2022, de dix-sept 17 en 2023 et de 19 en 2024[5]. L'objectif visé à moyen terme est l'engagement de l'ensemble des ministères.

L'élaboration du présent rapport intervient dans un contexte marqué par les conséquences liées, entre autres, à la crise en Ukraine et aux sanctions économiques. En effet, les secteurs affectés par les sanctions communautaires enregistrent une forte baisse des emplois féminins, notamment le commerce.

Aussi, en réponse aux sanctions communautaires contre le Mali, le Gouvernement a opté pour une politique budgétaire plus restrictive, en réduisant considérablement le niveau des dépenses publiques pour faire face à la réduction du niveau de mobilisation des ressources. Cette régulation budgétaire a considérablement affecté la condition des femmes et la mise en œuvre des programmes et activités stratégiques pour l'atteinte des objectifs programmés en la matière.

En outre, les mesures d'atténuation mises en place par le Gouvernement n'ont pas suffisamment pris en compte les besoins spécifiques des femmes en termes de protection sociale et de sauvegarde d'emplois. Cet état de fait est exacerbé par l'insuffisance de données sur le genre dans les évaluations des mesures mises en place ainsi que dans la gestion des programmes de développement.

Le Rapport est structuré en cinq (05) parties à savoir : (i) les enjeux et défis en matière de promotion et d'institutionnalisation du genre ;(ii) la place de la PBSG dans le processus budgétaire et celle du Rapport genre ; (iii) les analyses sectorielles réalisées par les ministères (iv) les difficultés rencontrées et (v) les recommandations.

[4] PNG: Politique Nationale Genre adoptée en novembre 2010 par le Gouvernement. Le processus de sa révision est entamé en 2024.

[5] Lettre Circulaire N°014 /MEF-DGB du 03 août 2024

PREMIERE PARTIE :
ANALYSE TRANSVERSALE DU PROFIL GENRE PAYS 2023

CHAPITRE 1 : Principaux défis et enjeux en matière de promotion et d'institutionnalisation du Genre

Au Mali, les rapports sociaux sont caractérisés par des inégalités et disparités entre les femmes et les hommes en matière de (i) reconnaissance et d'exercice de droits, (ii) d'accès aux services et infrastructures de base, (iii) d'accès au marché du travail et aux moyens de subsistance, (iv) de gouvernance, de représentation et de participation.

Ces inégalités et disparités, qui trouvent fondamentalement leurs sources dans les pesanteurs socioculturelles et religieuses, entretiennent le faible niveau de développement humain qui entrave le développement socioéconomique du pays et l'épanouissement des personnes. Elles ont été renforcées par la pandémie de la COVID-19, qui a remis en cause des décennies de progrès.

Dans cette section, les caractéristiques et enjeux sont classés en cinq (05) grandes catégories qui analysent : (i) le profil socio-démographique de la population, (ii) les moyens de subsistance, (iii) l'accès à la Justice et la protection des droits fondamentaux, (iv) l'accès aux services sociaux de base et (v) la participation des femmes à la vie publique.

Profil socio-démographique :

A. Situation géographique et organisation territoriale :

Situé au cœur de l'Afrique occidentale, partagé ente la Sahel et le Sahara, le Mali, pays sans littoral, possède des frontières communes avec la Mauritanie, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Cote d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal. Le Mali est un Etat unitaire décentralisé, organisé administrativement en dix-neuf (19) régions et le District de Bamako, 159 Cercles ; 466 Arrondissements ; 819 Communes et 12 712 Villages, huit (08) institutions de la République.

Aussi, le Mali est dans un processus de déconcentration et de décentralisation en vue de concrétiser le mode de gestion décentralisée des affaires publiques :

- les collectivités territoriales sont gérées par des organes exécutifs et délibérants élus.
- les circonscriptions administratives sont dirigées par des responsables nommés par le pouvoir central.

Enfin, notons que le Document cadre de politique nationale de Décentralisation (DCPND) prend en compte la promotion du genre dans son objectif général 4.4 intitulé Améliorer l'intégration du genre dans la gestion des Collectivités Territoriales (CT).

B. Caractéristiques démographiques :

Selon les données du RGPH réalisée en 2022 par l'INSTAT, la population malienne est estimée à 22.395.485 habitants dont :

- 47,2% de jeunes de moins de 15ans ;
- 49; 9% de personnes âgées de 15 à 64ans ;
- 49;7% de femmes ;
- l'âge moyen de la population est de 21, ans ;
- le taux de croissance annuel de la population est de 3,3%.

La majorité de la population est constituée de jeunes.

Les résultats de ce recensement permettront aux décideurs et aux autres acteurs d'orienter et de mieux structurer les visions, décisions et choix stratégiques.

La taille moyenne des ménages est de 7,8 personnes en 2018. Elle varie de 8 personnes en milieu rural à près de 7 personnes en milieu urbain.

Les ménages sont dirigés dans plus de 92,6 % de cas par des hommes.

L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) demeure élevé en Afrique, avec 6,3 enfants par ménage (EDSM VI, 2018). Il s'explique par la précocité des unions, l'âge médian d'entrée en union est de 18 ans chez les filles contre 26 ans chez les hommes et, un taux d'utilisation de la contraception chez les femmes en union qui est l'un des plus faibles au monde.

Les croyances religieuses et le poids des us et coutumes dans la communauté conditionnent également le désir des couples à désirer ou non une descendance nombreuse (Rapport diagnostique du CREDD, 2019).

En matière de répartition géographique de la population, on constate une accélération de l'urbanisation. Le rythme de progression de la population urbaine est deux fois plus élevé que celui de la population rurale. A cette allure, la moitié de la population malienne vivra dans les villes à l'horizon 2050 (Rapport diagnostique du CREDD, 2019). Au-delà de la forte fécondité des femmes, les flux migratoires internes (exode rural) expliquent la croissance démographique accélérée des villes (surtout Bamako, Sikasso et Mopti).

C. **Aperçu sur la situation institutionnelle et politique** :

Selon la Constitution du 22 juillet 2023, le Mali est une république laïque avec les trois pouvoirs : Le pouvoir exécutif représenté par le Président de la République et le gouvernement ; le pouvoir législatif par un parlement à deux chambres : le Senat et l'Assemblée nationale ; le pouvoir judiciaire, dont la plus haute autorité est la Cour suprême.

De nos jours, le cadre institutionnel du Mali est fondé sur la Constitution du 22 Juillet 2023 et la Charte de la Transition. Il est marqué par les institutions de la république ci-dessous : le Président de la Transition, le Gouvernement de la Transition, le Conseil National de Transition, la Cour Suprême, la Cour Constitutionnelle, la Conseil Economique, Social, Culturel et Environnemental, le Haut Conseil des Collectivités.

Malgré les dispositions juridiques favorables à une gouvernance transparente, la démocratie malienne est restée très fragile, avec ses crises post électorales, ses changements de régimes dont le dernier en 2020/2021 a vu s'installer un régime de Transition.

En 2022-2024, la situation politique au Mali a été marquée par plusieurs événements significatifs **:**

a. -Transition Politique : Le gouvernement de la Transition a tenu plusieurs foras nationaux qui ont adopté de grandes décisions nationales de portée historique, plaçant le Mali dans un nouvel ordre géostratégique important.

Il s'agit entre autres de :

- la constitution du 22 juillet 2023 ;
- la loi l° 2022-019 du 24 juin 2022 portant loi électorale, créant l'AIGE ;
- la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et la reconquête du territoire national ;
- l'adoption du cadre stratégique de la refondation de l'Etat (CSRE) 2022-2031 ;
- les recommandations issues du Dialogue inter maliens donnant naissance à l''élaboration de la Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale (en cours) ;
- le départ de la MINUSMA ;

- la signature de pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- l'abrogation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger (mai 2015)
- le retrait du Mali de la CEDEAO ;
- la création de l'AES et son érection en Confédération de l'AES ;
- l'adoption de la feuille de route relative à la prise en compte du genre dans les réformes institutionnelles, politiques et administratives et la participation inclusive des femmes dans les prochaines échéances électorales
- l'élaboration en cours de la vision 2063 du Mali.

Les réformes en cours (2021-2024) au Mali ont des impacts variés sur les femmes notamment :

- **La participation politique** : Une volonté politique bien exprimée pour garantir l'application de la loi N°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les fonctions nominatives et électives. Cela a permis d'améliorer la représentation des femmes dans les foras nationaux et les organes de décisions. Cependant, le quota de 30% n'est pas toujours respecté dans les instances de transition actuelles.
- **L'autonomisation économique** : Les femmes maliennes, particulièrement celles travaillant dans l'agriculture, sont fortement affectées par les changements climatiques. Des initiatives sont en cours pour améliorer leur accès aux ressources et aux opportunités économiques.
- **L'engagement social et politique** : De nombreuses femmes maliennes s'engagent activement dans les réformes et les processus de transition. Elles participent aux manifestations et aux activités de soutien aux autorités de transition, malgré leur sous-représentation institutionnelle.
- **L'égalité de genre** : Le gouvernement malien déploie des efforts pour inclure davantage de femmes dans les processus de réforme politique et administrative, en référence à la feuille de Route GER.

En résumé, bien que des progrès aient été réalisés, il reste des défis à surmonter pour que les réformes soient pleinement avantageuses pour les femmes au Mali.

b. Crise Humanitaire : La situation humanitaire est caractérisée par la pénurie alimentaire mondiale, les sanctions économiques régionales (CEDEAO et UEMOA) et celle sécuritaire liée aux attaques contre les civils par des groupes armés et les terroristes. A ces différentes crises est venue se greffer les catastrophes liées aux inondations que vient de connaitre le pays. A cet effet, l'état de catastrophe national a été déclaré sur l'ensemble du territoire national par les autorités nationales (Voir décret N°2024-0485/PM-RM du 23 aout 2024 déclarant l'état de catastrophe national).

c. Relations Internationales : Les relations du Mali avec ses partenaires internationaux, notamment la France et les Nations Unies, se sont tendues. La France a mis fin à son opération militaire au Mali en août 2022. Le Mali a également mis fin au mandat de la MINUSMA en juin 2023, créée l'AES en septembre 2023 avec le Burkina Faso et le Niger, Organisation qui s'est érigée en Confédération de l'AES en juillet 2024. Le Mali quitte la CEDEAO en janvier 2024, pour diversifier ses partenaires.

En résumé les grandes réformes institutionnelles et politiques sont favorables au renforcement de l'autonomisation de la femme et de sa participation aux processus décisionnels.

D. Principaux enjeux et défis :

La forte croissance démographique et le développement urbain présentent un enjeu majeur pour les gouvernants, en raison de leurs effets sur la trajectoire de développement du pays, les conditions de vie des populations et sur les inégalités de genre en termes d'approvisionnement en produits alimentaires, de cadre de vie sain, d'accès à l'emploi et aux services essentiels, à l'habitat et à la mobilité.

Ainsi, en affectant l'évolution des besoins sociaux, ils peuvent créer des distorsions entre les ressources et les besoins et modifier la composition des dépenses publiques (fonctionnement, investissements et transferts). A titre d'illustration, par rapport aux niveaux de 2009 (i) le déficit total en personnel enseignant atteindrait 80 758 à 113 016 en 2035 (soit 75 fois les besoins en 2009), (ii) les dépenses totales de santé représenteraient 19% du PIB en 2035 contre 7% du PIB en 2004 tout en ne permettant que de garder les mêmes taux de couverture de services que ceux constatés en 2007 (Le Mali face au défi démographique, Banque Mondiale, 2009).

Les principaux défis à relever sont (i) l'amélioration de la prévalence contraceptive, (ii) la modernisation des méthodes de planification afin d'optimiser la prise en compte de la démographie.

Moyens de subsistance & pauvreté

A. Quelques caractéristiques de l'emploi féminin[6]

Les caractéristiques de l'emploi féminin révèlent des disparités de genre. Le faible niveau de qualification de l'emploi féminin, les disparités en termes de temps consacré aux activités économiques de marché, le sous-emploi et les emplois précaires font que les femmes sont pénalisées à plusieurs titres par rapport aux hommes (ONU Femmes, 2021).

Les femmes représentaient 38% de la main d'œuvre en 2019 et 35% en 2020 selon les données de la Banque mondiale. Elles sont majoritairement employées dans les secteurs de l'agriculture et des services où leur présence s'est renforcée depuis les années 2000 au détriment du secteur industriel.

Elles sont 2,5 fois plus nombreuses hors main d'œuvre par rapport aux hommes. De manière générale, parmi les causes d'inactivité des femmes, le foyer vient en seconde position (33,7%) après la scolarité (36%), selon les conclusions de l'EMOP 2019. Aussi, selon les analyses de l'ONEF, le taux d'emploi précaire est plus élevé pour les femmes (65,2% contre 53,4% pour les hommes). Les femmes exercent majoritairement dans le secteur informel, dans de très petites entreprises ou en qualité d'employées de maison.

Selon les estimations de l'OIT, les femmes salariées représentaient seulement 5% des femmes en emploi en 2019 contre 14% pour les hommes. Avec des variations entre secteurs, les femmes sont cependant globalement moins bien rémunérées par rapport aux hommes. Cependant, dans le secteur informel, la contribution aux dépenses familiales constitue la principale motivation.

L'entrepreneuriat féminin ne semble pas être entravé par le statut matrimonial ou la taille du ménage. Cependant, la proportion de femmes propriétaires de micros, petites et moyennes entreprises n'est que de 9%, et l'accès au crédit demeure une difficulté majeure pour les femmes (et les jeunes) : 68% des entreprises détenues par les femmes sont soumises à des restrictions de crédits (Rapport 2018 sur les MPME-Finance Gap).

[6] Source: Note politique sur le processus d'intégration du genre dans la relance post-COVID-19.

De même, les femmes éprouvent davantage de difficultés à accéder aux facteurs de production (équipement, foncier) dans le secteur agricole : en 2019, seulement 3,7% des chefs de ménages de sexe féminin disposaient de tracteurs et seulement 12,9% des 19 005 ha aménagés en 2020 ont été attribués aux femmes (Cf. Rapport 2020 CREDD et ODD, p. 124). Ce taux reste inférieur aux 15% prévus par la loi sur le foncier agricole.

Les effets de la COVID-19 ont accentué les disparités déjà existantes. Ils ont été particulièrement prononcés dans les secteurs à forte présence féminine (services, assurance banque, hôtellerie-tourisme-billetterie-restauration, distribution, agriculture, artisanat, etc.) aussi bien en termes de creusement des écarts de rémunération (l'écart de rémunération moyenne horaire entre hommes et femmes salariés est passé de 122% à 182% car la rémunération des femmes a baissé de moitié).

B. **Caractéristiques de la pauvreté :**

L'incidence de la pauvreté a augmenté en 2021 (44,6%) après avoir progressivement baissé depuis 2015. Cette augmentation pourrait s'expliquer par l'effet conjugué des crises sécuritaires, sanitaires et socioéconomiques et de la mauvaise campagne agricole de 2020-2021. La pauvreté demeure rurale et stagnante depuis 2011, (Indice de 51% en 2021). L'indice de pauvreté augmente avec la taille des ménages et diminue au fur et à mesure que le niveau d'éducation augmente.

L'incidence de la pauvreté est plus faible de 2,1 points de pourcentage dans les ménages dirigés par les femmes. Cependant, la profondeur, c'est-à-dire le déficit par rapport au seuil de pauvreté, et la sévérité, qui combine la profondeur et les disparités parmi les pauvres, sont plus élevés dans ces ménages de respectivement 1,6 et 1,8 point de pourcentage.

En termes d'inégalités, l'indice mondial de l'écart entre les sexes du Forum économique mondial classe le Mali 118ème sur 153 pays, en ce qui concerne la participation et les opportunités économiques, avec un score de 0,591 (1 représentant la parité), en baisse par rapport à 2006 (0,665). Des gaps sont relevés pour tous les critères, mais les plus importants concernent le professionnalisme et la technicité, les gains estimés et les écarts de salaire pour un travail similaire.

C. **Principaux enjeux et défis :**

Compte tenu de la structure démographique du Mali (*Cf. point 1.1 ci-dessus*), la réduction des inégalités de genre en matière d'emploi et d'accès aux opportunités économiques demeure un enjeu majeur pour la croissance économique et le développement durable inclusif. Le relèvement du potentiel de croissance économique et la réalisation du potentiel de développement passent nécessairement par une meilleure participation des femmes à la production économique et une meilleure répartition des revenus.

Les défis à relever en matière d'accès des femmes à des emplois décents sont :

- l'intégration systématique de la dimension genre dans l'analyse des marchés du travail;
- la prise en compte du genre dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques de l'emploi à tous les niveaux: état, collectivités territoriales, secteur privé;
- le renforcement des programmes d'autonomisation des femmes en général et dans le secteur agricole et agroalimentaire en particulier;
- l'amélioration de l'accès au financement et au foncier.

Accès aux services sociaux de base :

A. Caractéristiques :

Le niveau d'utilisation des services sociaux de base est conditionné à l'offre de ces services (Education, santé, eau potable-hygiène- assainissement, électricité, etc.).

a. Santé[7]

Les caractéristiques sanitaires de la population n'ont pas beaucoup changé durant les cinq dernières années. Le taux de morbidité demeure supérieur à 20% Il est plus élevé pour les femmes que pour les hommes.

Les résultats de l'EDS IV mettaient en avant plusieurs contraintes à l'accès des femmes à un traitement ou un avis médical, notamment : (i) obtenir l'argent pour le traitement (41% des réponses), (ii) obtenir la permission d'aller se faire soigner (29%), (iii) la distance à l'établissement de santé (27%).

Le taux de mortalité maternelle demeure élevé, malgré les progrès enregistrés. En effet, entre 2006 et 2018, il a baissé globalement de 30%. Cependant, le taux de réduction a été plus élevé sur la période allant de 2006 à 2013 (20,68%) par rapport à la période 2013-2018 (11,68%), traduisant un relâchement dans les efforts consentis pour améliorer la santé maternelle. Ainsi, entre 2012 et 2018, pour mille naissances vivantes, au moins trois femmes sont décédées durant la grossesse ou pendant l'accouchement ou dans les 42 jours qui ont suivi l'accouchement ou la fin de la grossesse sans tenir compte des décès dus à des accidents ou à des actes de violence.

En matière de santé de la reproduction, les progrès en matière d'accouchement assisté par un prestataire de santé formé sont plus rapides (+8,7% entre 2012-2013 et 2018) par rapport à la couverture en consultations prénatales (+2% sur la période). Cependant, les taux varient en fonction du milieu de résidence, des niveaux de revenus et d'instruction, avec des écarts atteignant 72 points de pourcentage entre Bamako et Kidal, 33 points entre les mères d'un niveau d'instruction secondaire et supérieur et celles qui n'en ont aucun et, 53 points entre les plus riches et les plus pauvres.

Si les efforts en matière d'équipement des formations sanitaires en matériels techniques et de formation du personnel ont permis d'améliorer l'offre de soins néonataux et obstétricaux, les besoins sont loin d'être couverts. Il en est de même pour la contraception dont le taux demeure l'un des plus faible au monde, malgré les progrès réalisés (de 6,4% en 2006 à 17,11% en 2020). Aussi, une femme sur cinq qui désire utiliser une méthode de contraception n'y a pas accès pour diverses raisons.

Le taux d'accessibilité géographique a également évolué lentement (+1 point de pourcentage entre 2014 et 2018). En 2021, les données de l'INSTAT ont évolué respectivement de 16,9% à 20,8% de ménages ruraux parcourant plus d'une heure pour accéder à une maternité et un centre de santé communautaire.

La pandémie a eu un impact négatif sur le système sanitaire. La capacité d'offre des services de santé n'a pas enregistré d'augmentation tandis que les besoins se sont accrus, en partie à cause de la COVID-19.

[7] Source : PRODESS IV, 2021.

A l'exception du taux de prévalence contraceptive et de la proportion de femmes enceintes ayant reçu des moustiquaires imprégnées, les indicateurs de santé ont stagné ou se sont détériorés en 2020. Parmi les indicateurs ayant enregistré des dégradations importantes de leurs valeurs figurent les incidents de violences basées sur le genre, qui ont augmenté de 43%, tandis que le taux de prise en charge holistique a baissé de 6 points de pourcentage.

b. Education[8]

Le secteur de l'éducation apparait comme l'une des principales priorités du Gouvernement sur le plan budgétaire. Cependant, les dépenses publiques d'éducation peuvent se traduire en performance aussi bien en termes d'accès que de résultats d'apprentissage. Entre autres explications, le sous financement des intrants éducatifs essentiels, tels que les repas scolaires, le matériel pédagogique et les manuels scolaires est en cause.

En termes d'accès, les filles (rurales) qui représentent 20% des populations les plus pauvres de certaines régions comme Mopti et Ségou n'accèdent pas à l'éducation. Aussi, les disparités dans l'accès engendrent de facto des disparités dans l'appropriation des ressources publiques d'éducation.

En ce qui concerne les filles, le PRODEC 2 situe principalement le problème dans une moindre rétention dans le 2nd cycle du fondamental, puisqu'elles présentent à peu près les mêmes chances que les garçons dans l'accès et l'achèvement du 1er cycle. En effet, malgré les chances similaires d'accès de l'ordre de 70% à l'entrée du fondamental, ces chances se réduisent à 25% chez les filles à la fin du fondamental, contre 41% chez les garçons. Plus de la moitié des filles ne sont pas scolarisées en raison soit du refus des parents ou de leur désintéressement pour l'école (EMOP 2021). La faiblesse des revenus et le coût d'opportunité associé à la renonciation au travail des enfants sont suggérés comme des facteurs-clés de ce manque d'intérêt pour l'école (UNICEF, 2019).

L'accès à l'éducation préscolaire est très faible. Bien que le nombre d'enfants fréquentant l'enseignement préscolaire ait lentement augmenté, passant de 64 000 en 2010 à 131 000 en 2018, ce niveau reste le moins développé du système éducatif. Pourtant, la garde d'enfants représente la 4ème activité non rémunérée des ménages pauvres en milieu rural, la 2ème dans les autres villes et la 7ème en milieu urbain. En matière de redoublement, les taux demeurent élevés. Les garçons sont plus susceptibles de redoubler au cours du premier cycle, tandis que les taux sont presque les mêmes pour les garçons et les filles au second cycle de l'éducation fondamentale.

Entre 2018 et 2021, le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus a perdu 4,7 points de pourcentage. Les femmes sont plus concernées par l'analphabétisme que les hommes et selon les résultats des enquêtes statistiques, l'écart ne semble pas se réduire entre les sexes (45% en 2021).

La majorité des ménages a accès à une école à moins de 5 km (77,6%). Seulement 5,5% sont situés à plus de 15 km. Malgré l'existence de difficultés de gouvernance, la privatisation de l'école a contribué à améliorer le rapprochement des élèves aux structures d'éducation (EMOP 2021).

L'utilisation des ordinateurs est globalement faible (4,1% de la population de 6 ans et plus) et deux fois plus élevée pour les hommes que les femmes.

[8] Sources : PRODEC 2, 2019 ; Banque Mondiale, Revue des Dépenses Publiques, 2021.

Le secteur de l'éducation est affecté par les conséquences de la crise sécuritaire et de la pandémie de la COVID-19. Le nombre d'écoles fermées ne cesse d'augmenter. Il s'élève à 1 632 en 2021 affectant 489 600 élèves et 9 792 enseignants. En 2020, la fermeture des écoles aurait privé 5,8 millions d'enfants scolarisés ou en âge de scolarisation (3,8 millions d'enfants déjà scolarisés du préscolaire au secondaire et 2 millions d'enfants non scolarisés), avec des risques d'augmentation du taux de déperdition surtout pour les filles, d'augmentation de la prévalence des mariages et grossesses précoces ; de diminution du nombre d'années effectives d'éducation au cours de la vie et de chute des revenus futurs.

c. Protection sociale[9]

Selon l'OIT, en 2020 seulement 9,3% de la population étaient couverts par une prestation de protection sociale.

Malgré des niveaux très bas d'accès de la population à la protection sociale, des progrès ont tout de même été enregistrés. Le pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophes suivies a augmenté de 18,5 points de pourcentage entre 2014 et 2018. De 2014 à 2020, le nombre de ménages les plus démunis couverts par les transferts sociaux s'est accru en moyenne de 35% par an ; le nombre de femmes seules chargées de familles suivies, de 18%. Le pourcentage de population couverte par les institutions de sécurité sociale s'est accru moins rapidement (6,30% par an). L'organisme dont le nombre d'assurés croît le plus rapidement est la CANAM (+12,68%).

La couverture médicale est globalement faible (3,2% en 2021 selon les résultats de l'EMOP) est (i) plus élevée en milieu urbain, (ii) concentrée au sein des 20% de la population la plus riche et les personnes ayant un niveau d'instruction supérieur et (iii) relativement plus importante pour les hommes. 92% des personnes couvertes sont affiliées à la CANAM.

Les mutuelles de santé, qui paraissent plus égalitaires en termes d'affiliation et qui couvre des prestations fournies essentiellement par les CSCOM, couvrent seulement 21% des communes maliennes, avec une forte concentration encore une fois dans le District de Bamako. Le taux de couverture est inférieur à 2% dans toutes les régions du Mali sauf Bamako.

Entre 2019 et 2020, il y a eu très peu de progrès en matière de couverture sociale. Cela révèle la faiblesse des stabilisateurs automatiques de protection sociale au Mali. Cette faiblesse des stabilisateurs automatiques laisse comme principale alternative, le recours à des mesures de politique budgétaire discrétionnaires pour endiguer ou atténuer les effets économiques des crises comme celles liées à la COVID-19.

La situation sécuritaire, caractérisée par de nombreuses attaques terroristes, les aléas climatiques (inondations et sécheresses) et l'insécurité alimentaire augmentent les besoins humanitaires et de protection sociale.

En matière de sécurité alimentaire, la pandémie de la COVID-19 associée à la crise sociopolitique et sécuritaire ont eu un impact négatif sur l'accessibilité des produits de première nécessité (quantités et prix). 25% des personnes interrogées par l'INSTAT en mai 2020 ont déclaré avoir subi un choc négatif lié à l'augmentation du prix des principaux aliments consommés. Entre juillet et septembre 2021, 27,8 % des ménages ont déclaré avoir eu des difficultés pour se nourrir au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête (EMOP 2021).

[9] MEF, UNICEF, Note budgétaire sur la protection sociale, 2022.

En plus des prix des denrées, l'accessibilité géographique demeure une difficulté majeure. En milieu rural, environ 24% des ménages mettent plus d'une heure pour accéder au marché de produits le plus proche soit pour s'approvisionner soit pour écouler leur produit alimentaire (EMOP 2021).

d. Autres infrastructures publiques

L'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et les combustibles s'est globalement amélioré entre 2001 et 2021.

En matière d'accès à l'eau potable, les progrès les plus importants ont été enregistrés entre 2001 et 2011 (+11,8 points de pourcentage) mais ont relativement stagné depuis (+0,7 point de pourcentage entre 2011 et 2021). Il en est de même pour l'accès aux fosses et latrines (+0,4 point de pourcentage entre 2011 et 2021). Malgré les progrès, un peu plus de deux ménages sur dix parcourent plus de 15 km pour accéder à l'eau potable essentiellement en zone rurale.

Cependant, les progrès en matière d'accès à l'électricité ont été plus importants entre 2011 et 2021 (+39,8 points de pourcentage) par rapport à la période précédente (25,1 points de pourcentage).

En ce qui concerne les combustibles pour la cuisine, le charbon et le bois demeurent les principales sources. Toutefois, la part du bois a progressivement diminué au profit du charbon.

B. <u>Principaux enjeux et défis</u> :

L'accès aux services sociaux de base, en général et le développement du capital humain (santé, éducation, protection sociale), en particulier, présentent un enjeu majeur pour le bien-être des femmes et des hommes, l'autonomisation des femmes et le développement humain durable.

Ainsi, compte tenu de la structure démographique du pays, le bénéfice d'un dividende démographique nécessite que des investissements massifs soient faits en matière de santé, d'éducation. Ces investissements massifs pourraient conduire le pays dans un cercle vertueux de développement économique, de maitrise de la fécondité et de réduction durable de la pauvreté. La population se situerait, sur cette base, autour de 25,6 millions d'individus en 2030.

Aussi, un meilleur accès géographique et financier à l'eau potable, à l'électricité, aux combustibles et aux services de garde d'enfants, réduirait considérablement la charge de travail de soins non rémunérés des femmes et contribuerait à leur participation à la production économique. En effet, les évaluations révèlent que les enfants ayant suivi un cursus en maternelle réussissent mieux.

Par ailleurs, la préscolarisation des enfants contribue à l'amélioration de la participation économique des jeunes femmes. Cependant, le taux horaire estimé en FCFA pour la garde des enfants et des personnes âgées (624 FCFA) est deux fois supérieur à la rémunération horaire moyenne. Les principaux défis à relever sont, entre autres :

- l'amélioration de la prévalence contraceptive et du taux des consultations prénatales;
- l'amélioration du taux brut de préscolarisation;
- l'amélioration du taux brut de scolarisation des filles au primaire et au secondaire;
- l'amélioration des mécanismes de ciblage des bénéficiaires de transferts sociaux en nature (distribution alimentaire) et en espèce (transferts monétaire du programme de filets sociaux *Jigiseme Jiri*);
- le renforcement des stocks de sécurité alimentaire;
- l'opérationnalisation du Régime d'assurance maladie universelle et de la couverture géographique des mutuelles de santé;
- le renforcement des mécanismes de prévention et de gestion des catastrophes;
- le renforcement des programmes d'électrification rurale;

- l'amélioration de l'accès à l'eau potable en milieu rural;
- l'entretien des routes et des pistes rurales.

Accès à la Justice et protection des Droits :

Sur le plan juridique, la violence à l'égard des femmes demeure impunie. Un avant-projet de loi sur les VBG a été élaboré en 2017. Cependant, il peine à être adopté en raison des pressions exercées par des Autorités religieuses. Des actions de plaidoyer et de sensibilisation des communautés sont initiées.

En termes de ségrégation sur le marché du travail, le Code du travail interdit l'emploi des femmes à certains postes et dans certains secteurs. Ainsi, les femmes ne sont pas autorisées à exercer certains emplois jugés dangereux, pénibles ou moralement inappropriés dans divers secteurs dont les mines, la construction, les usines, etc. Il existe également des disparités en matière de prise en charge de la retraite entre les femmes et les hommes.

En matière d'accès des femmes à la justice, il n'existe pas de discrimination de genre en ce qui concerne l'application des lois notamment en matière de répression. Cependant les hommes sont deux fois plus susceptibles (9%) d'avoir un contact avec les tribunaux que les femmes (4%), en raison de la tradition et de l'insuffisance des structures de justice de proximité.

Ainsi, la modernisation du corpus législatif et réglementaire relative à la protection des femmes contre les VBG et l'accès aux droits et opportunités économiques constitue un défi.

Participation à la vie publique :

Sur le plan du leadership des femmes et leur participation à la vie publique, les femmes sont présentes dans les partis politiques et en constituent les principales actrices lors des joutes électorales. Elles sont pourtant souvent ignorées au moment de la désignation des responsables.

Ainsi dans la plupart des organes de direction de ces partis elles ne figurent qu'à travers leur présidente ou sont peu représentées dans les listes des candidats aux différentes élections. La sous-représentation presque chronique des femmes dans les instances de décision constitue un obstacle majeur à l'émergence d'une société démocratique et égalitaire.

En 2020-2021, le constat demeure, car le niveau de leur représentativité dans les sphères de pouvoir et de décision a faiblement évolué malgré la volonté des autorités de la Transition à appliquer la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives.

Les résultats obtenus au niveau des instances électives sont plus encourageants que ceux des instances nominatives. Il existe également plusieurs associations et organisations féminines à l'instar de la CAFO, des femmes opératrices économiques, les anciennes parlementaires et ministres, des femmes rurales œuvrant à la promotion du genre.

En sus des postes électifs et normatifs du Gouvernement et de l'administration publique, la représentation des femmes dans les instances de gouvernance pour la paix, la sécurité et la gestion des catastrophes et épidémies demeure un défi majeur.

CHAPITRE 2 :
Le Rapport Genre dans le processus budgétaire

i) Importance et justification du Rapport Genre

Le Rapport Genre est initié pour permettre de suivre et de vérifier la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femmes/hommes à travers la loi de Finances. Il trouve sa justification juridique dans la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de Finances, qui en son article 45 précise que la loi de Finances est accompagnée d'annexes explicatives et de toute autre annexe destinée à l'information et au contrôle des parlementaires. Le Rapport Genre comme annexe à la loi de Finances est donc un document fondé sur l'obligation pour le Gouvernement de rendre compte. Il matérialise également l'engagement du Gouvernement du Mali à appliquer les conventions internationales ratifiées à travers la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Conformément à la lettre circulaire, le Rapport Genre 2025 (RG25) en tant qu'annexe de la Loi de Finances 2025 est élaboré par le MEF à travers la Direction Générale du Budget (DGB). Il vise à mettre en exergue les engagements du Gouvernement en matière de genre en lien avec la réalisation des droits économiques, politiques, sociaux et culturels, dans la stratégie budgétaire, ainsi que dans les budgets sectoriels, en intégrant les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre des plans d'actions de la PNG.

Le présent Rapport Genre 2025 (RG25) présente les réalisations de l'année 2023 et la planification pour la période 2025-2027. Il s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son utilisation.

ii) Cadre stratégique et institutionnel pour l'intégration du genre dans les politiques publiques

Le Mali dispose d'un cadre national de planification stratégique, « le Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) », document cadre de référence pour le développement économique et social du pays, sur lequel sont alignées les stratégies sectorielles. Le CREDD ambitionne entre autres de promouvoir un processus de développement équilibré entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale, culturelle.

Au sein des mécanismes institutionnels de suivi de la mise en œuvre du CREDD, a été mis en place le Groupe Thématique Genre et Autonomisation de la Femme (GT-GAF) chargé d'animer le dialogue entre le Gouvernement, la société civile et les partenaires de développement, afin de placer l'équité de genre au centre de l'agenda du développement et politique au Mali.

En plus du CREDD, le Mali dispose également :

- d'une Politique Nationale Genre (PNG). La mise en œuvre de la PNG est coordonnée par le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), et suivie par un dispositif institutionnel comprenant les structures suivantes : le Conseil supérieur du genre présidé par le Premier ministre, le Secrétariat Permanent de la PNG, et les comités d'institutionnalisation du genre dans les ministères sectoriels ciblés.

- de politiques nationales spécifiques de Genre, de Protection/Promotion de l'enfant, de la Famille, adoptées respectivement en 2010, 2015 et 2016. Un Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PDDAFFE) 2020-2029, fédérateur de l'ensemble du développement du secteur a été élaboré, et son programme d'opérationnalisation (PRODAFFE 2020-2024) est disponible.
- de politiques sectorielles parmi lesquelles on peut citer la politique d'égalité entre les femmes et les hommes du Ministère de la Justice, la politique de développement institutionnel (PDI), la Loi d'orientation agricole, la politique sectorielle de Santé avec le PRODESS, la politique de scolarisation des filles dans le cadre du PRODEC.
- de plans d'actions spécifiques visant à la protection des femmes et des filles, tels que le plan d'action pour la lutte contre la traite des femmes et des filles.

Politique Nationale Genre (en bref), mais en cours de révision

Adopté en novembre 2011, la PNG est le document cadre de référence nationale pour toutes les politiques sectorielles et les programmes nationaux visant à opérationnaliser l'égalité en droits entre les femmes et les hommes. Se fondant sur les rôles sociaux de la femme et de l'homme dans un milieu social donné, la PNG est fondée sur une vision holistique de développement de la société, des principes d'équité et d'égalité, sur une approche structurante: corriger, prévenir, inclure et démontrer.

La PNG est structurée autour de six (06) orientations stratégiques déclinées en axes et en objectifs sur la base desquels les plans et programmes d'actions seront développés:

1 consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes.

2 développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.

3 reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.

4 mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.

5 promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs et des comportements égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant La Politique Nationale Genre du Mali-les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.

6 prise en compte du Genre comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation.

iii) La PBSG et le rôle du RG dans la budgétisation au Mali

La PBSG veille à ce que la question de l'égalité de genre soit examinée dans le cadre de la mise en œuvre des principales politiques et dépenses du gouvernement. La PBSG ne signifie pas des budgets distincts pour les hommes et les femmes, et va au-delà d'un éventuel accroissement des ressources planifiées et allouées à des projets destinés aux femmes. Elle interroge le budget sur l'influence que pourrait avoir chaque opération budgétaire sur la situation des femmes et des hommes et vise à ce que cette influence soit tenue en compte dans la programmation et l'exécution de ladite opération.

La PBSG est à la fois un outil de transparence et d'allocation équitable de l'argent du contribuable malien. Intégrer une démarche de PBSG conduit à se demander si la collecte des revenus (impôts, taxes, paiement du service etc.) et la distribution des ressources financières (subventions aux associations, investissements dans des équipements, fonctionnement des services etc.) renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes.

La PBSG :

i) analyse les politiques budgétaires pour comprendre leur impact en terme d'égalité de genre;

ii) utilise cette information pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et mesures de promotion de l'égalité de genre et pour allouer les moyens en conséquence;

iii) utilise les instruments, processus et pratiques de la gestion des finances publiques et intervient tout au long du cycle budgétaire.

Elle doit être cohérente avec les objectifs de développement nationaux, la PNG et les ODD relatifs à l'égalité de genre, et doit pouvoir s'appuyer sur des statistiques ventilées par sexe relatif aux cibles femmes/hommes.

Le Rapport Genre est un outil important de la PBSG. En rendant compte de la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femme/homme à travers la loi des finances, il permet aussi aux législateurs de prendre les décisions qui s'imposeraient, le cas échéant, pour renforcer la réalisation de ces engagements. Ne pouvant couvrir toutes les activités du Gouvernement, le RG cherche à mettre l'emphase sur les programmes, actions et activités les plus importants et pertinents pour l'égalité de genre, en termes d'impact sur la réduction des inégalités de genre.

iv) Démarche d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du RG

Sous l'impulsion conjointe du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et du ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019 et introduite pour la première fois dans le RG21. L'objectif de cette démarche est de renforcer (élargir et approfondir) le contenu analytique du Rapport Genre, afin d'en faire un réel appui à la prise de décisions budgétaires en faveur de l'égalité de genre.

Pour ce faire, le but est de couvrir un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents. Il s'agit là d'une démarche ambitieuse dont la réalisation se fera par étapes.

Dans le cadre de cette démarche, un canevas amélioré a été expérimenté par un premier groupe de ministères au cours des trois années précédentes. Il a été utilisé par ces ministères, à des degrés divers, pour ce RG25. Ce canevas amélioré vise à approfondir l'information présentée par les ministères en mesure de s'y conformer, selon deux perspectives complémentaires :

1. La présentation d'un budget qui trace les allocations budgétaires et dépenses sensibles à l'égalité de genre dans les programmes, actions et activités des ministères. A moyen terme l'intention est de procéder au **marquage budgétaire genre** de toutes les dépenses.

   Une première étape pour ce faire est la **catégorisation genre** des dépenses, qui vise à identifier l'existence et le type de lien avec l'égalité de genre de chaque dépense inscrite dans le DPPD-PAP.

   Le marquage se fait sur la base d'une méthodologie pour laquelle des bonnes pratiques internationales existent qui doivent être adaptées à la situation au Mali. La catégorisation et le marquage budgétaire genre sont davantage expliqués dans l'encadré ci-dessous.

2. Une répartition sexo-spécifique du personnel du ministère – avec l'objectif, dans un deuxième temps, d'en tirer une répartition sexo-spécifique des dépenses de personnel. Cette perspective est importante, sachant qu'au Mali, près d'un quart du budget est consacré aux dépenses de personnel. L'analyse vise à déterminer la mesure dans laquelle la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives est effectivement prise en compte dans l'administration malienne.

Encadré. Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre

*La **catégorisation genre des dépenses** est la première étape pour arriver ensuite au **marquage des dépenses sensibles au genre**, qui permet alors de les quantifier dans le budget.*

*Pour ce faire, la **catégorisation** établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue les dépenses « directes » qui ciblent l'égalité de genre comme objectif principal (« lien direct »), de celles qui n'ont pas l'égalité de genre comme objectif principal mais qui y contribuent tout de même. Ces dernières sont encore distinguées en fonction de l'existence ou non de traces formelles de leur contribution à l'égalité de genre (p.ex. un objectif ou indicateur d'égalité de genre ou une mention spécifique de l'égalité de genre dans la documentation du projet). Si de telles traces existent, un « lien indirect » avec l'égalité de genre est établi. Si ce n'est pas le cas il n'y a pas de lien explicite.*

*La catégorisation ne détermine pas la force du lien à l'égalité de genre. L'étape suivante, le **marquage budgétaire genre,** donne une information **quantitative** sur le degré de sensibilité des dépenses identifiées comme sensibles au genre à travers la catégorisation, en donnant des scores à ces dépenses sur base de critères bien définis. Il y a différents systèmes de marquage.*

*Au cours de l'année 2024 un **marquage budgétaire pilote** a été élaboré, basé sur l'expérience du Togo qui a adapté le marqueur du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE-DAC). Ce marquage pilote marque uniquement des projets d'investissement. Un score de 2 est attribué si l'égalité de genre est l'objectif principal du projet. En termes de catégorisation le projet a un lien direct. Les projets ayant un lien indirect avec l'égalité de genre sont marqués 1 ou 0 selon quatre critères:*

1. *Le projet a-t-il un objectif formel genre ou une cible/indicateur genre au niveau de l'objectif de développement du projet ?*
2. *Y a-t-il des indicateurs genre ?*
3. *Le projet inclut-il des mesures spécifiques (qui ne s'adressent qu'aux femmes/filles), ou différenciées ?*
4. *Y a-t-il une composante formelle genre, ou le genre est-il pris en compte horizontalement ?*

Les liens indirects à l'égalité de genre ne sont marqués du score 1 que si les réponses à tous les critères sont oui. Le score est 0 si un des critères n'est pas rempli. Il peut aussi y avoir des cas où par manque d'information, on ne peut pas marquer un projet.

Dans le contexte difficile actuel au Mali, l'appropriation de ces processus d'amélioration de l'information par les ministères pilotes se fait progressivement. Le Ministère des Mines et le Ministère de l'Energie et Eau sont les plus avancés. Ils ont actualisé la catégorisation genre (finalisée pour le RG24) dans leur analyse de l'exécution du budget 2023 et des prévisions budgétaires 2025-2027, et ont procédé au marquage budgétaire genre de quelques projets à titre pilote. Le Ministère de l'Elevage et de la Pêche a quant à lui finalisé la catégorisation genre des dépenses réalisées en 2023 et des dépenses prévues en 2025-2027.

Ces analyses ont également fourni des éléments qui ont permis d'approfondir le diagnostic des enjeux genre spécifiques aux secteurs sous le mandat des ministères concernés, et de dégager quelques pistes de réponse possible.

Plusieurs ministères, dont le MM, le MEE et le MEP, ont été en mesure de présenter une répartition sexo-spécifique du personnel émargeant au budget de l'Etat selon le Bureau Central de la Solde. Dans la plupart de ces cas seules les données concernant les structures de l'administration centrale ont été disponibles.

DEUXIEME PARTIE :
PRESENTATION DES RAPPORTS GENRES DES MINISTERES SECTORIELS

L'analyse des RG de chaque ministère concerne les éléments du canevas amélioré ci-après :

- la présentation du ministère à travers les réalisations, les enjeux et les indicateurs.
- les enjeux genre et gaps à combler;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

En application de l'approche fondée sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) sous le prisme des droits humains, les rapports spécifiques des départements sectoriels répondent au classement selon les trois (3) axes thématiques Ces axes constituent les trois chapitres de cette seconde partie du rapport genre 2023.

Chapitre 1 : Accès équitable aux droits civils et politiques

1. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
2. Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
3. Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration.
4. Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;
5. Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale ;
6. Ministère de la Réconciliation Nationale.

Chapitre 2 : Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

1. Ministère de la Santé et du Développement Social ;
2. Ministère de l'Education Nationale ;
3. Ministère de l'Energie et de l'Eau ;
4. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
5. Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;

Chapitre 3 : Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

1. Ministère de l'Agriculture ;
2. Ministère de l'Elevage et de la Pêche ;
3. Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
4. Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
5. Ministère de l'Economie et des Finances ;
6. Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme ;
7. Ministère des Mines ;
8. Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable.

Chapitre 1 :
Accès équitable aux droits civils et politiques

1. Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.
2. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
3. Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration ;
4. Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;
5. Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale ;
6. Ministère de la Réconciliation Nationale.

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Présentation du Ministère

Conformément à l'article 20 du Décret n°**2021-0474/PT-RM du 26 juillet 2021** fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille prépare et met en œuvre les politiques nationales du Genre, de la Famille, de Promotion et de Protection de l'Enfant.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien-être de la Femme, de l'Enfant et de la Famille;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants ;
- la promotion des droits de la Femme et de l'Enfant ;
- la lutte contre les Violences Basées sur le Genre ;
- la protection de l'Enfant ;
- la participation de l'Enfant ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants dans les programmes et projets de développement.

I. Enjeux et gaps à combler

a. Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autres de :

- l'adoption du Programme de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et l'épanouissement de l'Enfant (PRODAFFE) 2024-2028;
- l'institutionnalisation systématique du genre à travers l'orientation stratégique n°6 de la PNG;
- l'autonomisation des femmes (économique, politique), leadership et droits des femmes ;
- l'opérationnalisation du système d'information sur la femme, l'enfant et la famille (SIFEF);
- la lutte pour l'abandon des violences basées sur le genre y compris l'excision;
- l'appropriation de la PNG par l'ensemble des acteurs ;
- l'adoption des avant-projets de lois sur les VBG et sur la protection de l'enfant ;
- l'application du code des personnes et de la famille dans certaines de ses dispositions (par exemple : l'âge du mariage de la jeune fille, l'adoption internationale des enfants par les non maliens…) ;
- l'implication et la participation accrue des femmes à la paix et à la sécurité;
- l'opérationnalisation du Programme National de Développement des Plates formes multifonctionnelles ;
- la pérennisation des One Stop Center pour la prise en charge holistique des survivants-tes de VBG;
- la mobilisation des ressources humaines et financières;
- la tenue régulière du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre ;
- l'opérationnalisation des comités genres des différents départements ministériels et des régions ;
- l'institutionnalisation systématique du schéma type d'institutionnalisation du genre de l'UEMOA (STIG) ;
- l'atteinte du taux de 30% de représentativité des femmes dans les fonctions nominatives et électives.

b. Les GAPS à combler

- manque d'un Programme de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et l'épanouissement de de l'Enfant (PRODAFFE) 2024-2028 ;
- insuffisance de ressources humaines et financières au niveau du département;
- non fonctionnalité du système d'information sur la femme, l'enfant et la famille (SIFEF) ;
- relecture de certains articles du code des personnes et de la famille (par exemple : l'âge du mariage de la jeune fille, l'adoption internationale des enfants par les non maliens…) ;
- irrégularité dans la production d'annuaires statistiques;
- non effectivité de l'application de certains textes législatifs et règlementaires sur la réduction des inégalités;
- inexistence de textes sur les cadres de concertations entre le ministère et les acteurs au développement (Société Civile et Partenaires Techniques et Financiers).
-

II. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre :

a. Les mesures spécifiques de 2023

En vue de renforcer le cadre institutionnel et législatif de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), les mesures suivantes ont été mises en place :

- la tenue des cadres de concertations pour poursuivre les acquis du programme Initiative Spotlight après le retrait des partenaires;
- la mise en place d'un sous-système d'information sur les VBG pour alimenter la base de données intégrées;
- L'existence de 20 one stop center. En 2023, aucun One Stop center n'a été mis en place
- *la mise en place de 10 sites communautaires de* prise en charge des personnes survivantes de VBG dans les CS Com des régions dont 6 en 2023.
- la diffusion de la série télévisée de 52 épisodes sur les VBG communément appelée « DANSE INLASSABLE ou DONI DONGOMA » ;
- l'élaboration de la stratégie sectorielle pour la réinsertion socioéconomique des personnes survivantes de VBG.

Relativement à l'avant-projet de loi sur les VBG, le département poursuit des actions pour la prise en compte des VBG par le processus de révision du code pénal avec la Commission Permanente Législative (volet répression) avec l'appui des partenaires. Cet avant-projet de loi vise la prévention, la répression et la réparation des violences basées sur le genre. Son adoption permettra de renforcer les réponses nationales en matière de réduction des pratiques des violences basées sur le genre.

En vue de l'application de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015, le département a élaboré une feuille de route « genre et réforme électorale » ; procédé à l'élaboration du répertoire sur les données personnalisées sur les femmes et la production d'un annuaire sur les données statistiques

Dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes, le département a renouvelé le Mémorandum d'Entente avec l'ONG Qatar Charity Mali pour la dotation de 169 AGR et l'équipement du Centre multifonctionnel de Ouéléssébougou.

Une interprofession Karité a été mise en place pour la première fois dans la filière karité au Mali avec l'appui de l'UMOCI, du PACAO, du PAEFFK et d'autres partenaires.
La mise en place d'une centrale d'achat des emballages qui a été doté d'un stock initial de 250 000 emballages au bénéfice de tous les acteurs de la filière Karité.

b. Evaluation des activités genre 2023

Tableau II.1 : Evolution/Evaluation des indicateurs genre

Programme 2.059 : Promotion de la Femme

Objectif 1: Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
1.1 Pourcentage de personnes survivantes de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge holistique.	*%*	*56*	172	175	100	79,99
1.2 Proportion des communautés qui organisent des déclarations publique d'abandon des MGF.	*%*	*13*	98	99	100	53,39
1.3 Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants.	*%*	*13*	271	108	100	89,43
1.4. Pourcentage des réunions de concertation nationale du COVBG et ses démembrements pour l'abandon des VBG.	*%*	*92*	*36*	*0*	*100*	31,89
Objectif 2: Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits						
2.1. Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits	*%*	*16,25*	*43*	*98*	*30*	*16*
2.2. Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (APR, R1325, …..)	*%*	*25,6*	*87*	*100*	*90*	*70*
Objectif 3 : Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.						
3.1 Pourcentage de femmes formées dans les AGR et dans l'entrepreneuriat	*%*	*32*	*66*	*41,32*	*100*	*149,38*
3.2 Pourcentage d'organisation de femmes ayant bénéficiées des équipements et des infrastructures de production	*%*	*100*	*107*	*74,25*	*100*	*173,35*
3.3 Taux de réussite des activités et d'AGR d'entreprenariat	*%*	*50*	*25*	*0*	*100*	*100*
Objectif 4: S'assurer de la représentativité des femmes dans les postes nominatifs et électifs						

4.1 Taux de représentativité des femmes dans les postes nominatifs	*%*		*57*	*28,1*	*30*	*20*
4.2. Taux de représentativité des femmes dans les postes électifs	*%*		*0*	*19,3*	*30*	*10,6*
4.3 Proportion des cadre de concertation crées et fonctionnels (à biffer)	*%*		*0*	*75*	*15*	*0*

Commentaire :

En 2023, au moins 79,99% des cas VBG ont été pris en charge. Sur une prévision de 693 villages, 53,39% ont abandonné les MGF à travers la signature de conventions d'abandon. Sur une prévision de 495 villages, 89,43% ont abandonné les mariages d'enfants à travers la signature de conventions.

Difficultés :

Insuffisance de ressources financières de l'Etat pour mieux assurer la coordination des activités en lien avec les VBG.

Mesure : Faire des plaidoyers auprès de l'Etat et des partenaires financiers pour le financement des actions de lutte pour l'abandon des VBG.

Les femmes ont été représentées à hauteur de 53,33% dans les instances de prévention et la gestion des conflits.

La formation des femmes dans les AGR a atteint un taux de réalisation de 149,38%, ce dépassement s'explique par l'intervention des partenaires techniques et financiers en plus du budget de l'Etat.

Difficultés : la sous-estimation de la prévision et le problème dans la collecte des données.

Mesure : Réviser la planification et revoir la méthode de collecte des données.

Les taux de nomination et d'élection des femmes restent toujours faibles malgré les actions de sensibilisation, de plaidoyer et de lobbying du Département. Ces actions restent en deçà la Loi 2015-052 du 18 décembre 2015. Il est à noter que les indicateurs sont atteints à 33.33%.

Difficultés : Insuffisance de ressources financières pour la réalisation des activités…

Mesure : Mise à disposition des ressources financières à temps.

Programme 3. 003 : Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant

Objectif 1 : Accroitre le potentiel économique des femmes						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
1.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels de production	*%*	*81*	100	80	80	0
1.2 Pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures partenaires	%	*0*	0	50	100	97,27
1.3 Nombre d'AGR/PME/PMI, d'organisations, de groupements de femmes et d'usagers accompagnés (appui-conseil)	*Nombre*	*128*	93	786	2000	2175
Objectif 2 : Contribué au développement du leadership des femmes dans la vie publique, économique et politique						
2.1 Nombre de femmes dont les capacités ont été renforcées	*Nombre*	-	214	2000	4000	2425
2.2 Nombre de foires auxquelles les femmes ont participé	*Nombre*	-	-	0	2	0
2.3 Nombre d'emplois créés Femmes	*Nombre*	-	-	400	1000	775
2.4 Nombre d'emplois créés Filles	*Nombre*	-	-	10	10	10
Objectif 3 : Contribuer à l'épanouissement de l'enfant						
3.1 Nombre d'enfants des groupements et structures en situation difficile accompagnés en vue de leur réinsertion.	*Nombre*	-	0	160	1 100	615
3.2 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) Filles.	*Nombre*	-	0	120	130	266
3.3 Nombre d'enfants encadrés (apprentissage, scolarisation) garçons.	*Nombre*	-	0	80	90	248

Objectif 4 : Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE						
4.1 Pourcentage d'actions financées et suivies par le FAFE	%	-	142	50	100	0
4.2 Pourcentage des bénéficiaires supervisés par le FAFE	%	-	-	50	100	0
4.3 Pourcentage de partenaires de mise en œuvre évalués	%	-	-	100	100	0
4.4Taux de mise en œuvre des activités de communication pour une meilleure visibilité du FAFE	%	-	-	50	100	0

Commentaires :

Le premier et le deuxième indicateur de l'objectif 1 ont connu des taux de réalisation respectivement de 0% et 97.27%. Le premier taux s'explique par la non-disponibilité de ressources pour la réalisation des activités liées à cet indicateur.

- l'objectif 2 n'a pas pu être atteint, faute de ressources suffisantes. Les efforts fournis ont contribué aux renforcements de capacités et création d'emplois avec des taux de réalisation de 60.63% et 77.5%.
- Pour l'objectif 3, deux (02) indicateurs sur trois (03) ont été largement atteints.

Difficultés : Comme difficultés, il faut noter :

- le retard accusé dans l'ouverture du FAFE sur le Programme 3.003 ;
- le retard dans la mise à disposition des fonds en temps opportun pour réaliser les activités programmées ;
- L'insuffisance des ressources allouées au FAFE ;
- la rétention budgétaire ;
- la situation socio-politico-économique et sécuritaire qui a affecté certaines cibles du FAFE issues des régions du centre, du nord et même du sud du Mali ;
- les conséquences de la situation sanitaire qui a affecté de différentes manières les activités de la plupart des promotrices de PME/PMI et de certaines promotrices d'AGR ;
- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- le manque de motivation du personnel (absence de primes).

Mesure : Comme mesures correctives, il faut :

- recommander au MEF d'inscrire dans l'agenda de relecture des textes la révision du mécanisme d'ouverture en deux (02) étapes du compte spécial FAFE ;
- mobiliser davantage de ressources auprès de l'Etat et des PTF ;
- mettre les fonds sollicités pour réaliser les activités programmées à disposition en temps opportun ;
- augmenter les ressources allouées au programme 3.003 pour permettre de soutenir et d'assister les cibles du FAFE victimes de la crise sécuritaire en les dotant en vivres et non vivres ;
- rééchelonner les prêts des promotrices de PME/PMI/AGR en situation d'impayées victimes de la crise sécuritaire et/ou sanitaire ;
- affecter des ressources humaines qualifiées à la CT-FAFE ;
- réfléchir sur une stratégie de motivation du personnel.

c. **Exécution financière des activités genre 2023**

Tableau II.2 – Exécution financière en année 2023 par objectif

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère. Exemple (il peut y avoir plusieurs programmes et/ou plusieurs objectifs mais seuls ceux sensibles au genre sont repris) :

Programme 2.059 : Promotion de la Femme

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu 2023	***Réel 2023***	***Ecart***	***Taux %***
Développer la communication, d'identification et de prise en charge holistique des cas de VBG.	2 375 768	1 365 905	1 009 863	57,49
Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	162 359	72 558	89 801	44,69
Appuyer la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	8 306	0	8 306	0.00
S'assurer de la représentativité des femmes dans les postes nominatifs et électifs.	113 843	0	113 843	0.00
Total	**2 660 276**	**1 438 463**	**1 221 813**	**54,07**

Analyse : Par rapport à l'exécution de la dépense des activités par objectif spécifique sur 2 660 276 000 il y a eu une réalisation de 1 438 463 000 soit un taux de réalisation de 54,07.

- au titre de l'objectif 1, pour une prévision budgétaire de deux millions trois cent soixante-quinze milles sept cent soixante-huit (2 375 768) FACFA, un million trois cent soixante-cinq mille neuf cent cinq (1 365 905) FCFA ont été exécutés soit 57,49 % ;
- au titre de l'objectif 2, pour une prévision budgétaire de cent soixante-deux millions trois cent cinquante-neuf milles (162 359 000) FCFA, soixante- douze millions cinq cent cinquante-cinq mille (72 558 000) FCFA ont été exécutés soit 44,69 % ;
- au titre de l'objectif 3, pour une prévision budgétaire de huit millions trois cent six milles (8 306 000) FCFA, 0.00 ont été exécutés soit 0.00 % ;
- au titre de l'objectif 4, pour une prévision budgétaire de cent treize millions huit cent quarante-trois mille (113 843 000) FCFA, 0.00 ont été exécutés soit 0.00 %

Difficultés : L'insuffisance de ressources financières

Mesure : Augmentation de crédits budgétaires.

Programme 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Objectifs spécifiques	Exécution financière des activités			
	Prévu 2023	Réel 2023	Ecart	Taux en %
Accroitre le potentiel économique des femmes	355 000	112 875	242 125	31,80/ 100
Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	155 000	75 369	79 631	48,63 / 100
Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	95 000	75 000	20 000	78,95 / 100
Assurer le suivi-évaluation des activités du	45 000	0	45 000	0
Total	**650 000**	**263 244**	**386 756**	**40,50 / 300**

Analyse :
Sur les 650 000 000 prévus, 263 244 000 ont réellement été reçus pour la réalisation des activités, soit 40,50 / 300%
L'exécution financière des activités fait ressortir la situation suivante :
- au titre de l'objectif 1, pour une prévision budgétaire de trois cent cinquante-cinq millions (355 000 000) FCFA, cent douze millions huit cent soixante- quinze mille (112 875 000) FCFA ont été exécutés soit 31.80 % ;
- au titre de l'objectif 2, pour une prévision budgétaire de cent cinquante-cinq millions (155 000 000) FCFA, soixante-quinze millions trois soixante-neuf mille (75 369 000) FCFA ont été exécutés soit 48,63 % ;
- au titre de l'objectif 3, pour une prévision budgétaire quatre-vingt-quinze millions (95 000 000) FCFA, soixante-quinze mille (75 000 000) FCFA ont été exécutés soit 78,95 % ;
- au titre de l'objectif 4, pour une prévision budgétaire de quarante-cinq millions (45 000 000) FCFA, 0.00 ont été exécutés soit 0.00 %.

Difficultés :
Comme difficultés, il faut noter :
- le retard accusé dans l'ouverture du FAFE sur le Programme 3.003 ;
- le retard dans la mise à disposition des fonds en temps opportun pour réaliser les activités programmées ;
- L'insuffisance des ressources allouées au FAFE ;
- la rétention budgétaire ;
- la situation socio-politico-économique et sécuritaire qui a affecté certaines cibles du FAFE issues des régions du centre, du nord et même du sud du Mali ;
- les conséquences de la situation sanitaire qui a affecté de différentes manières les activités de la plupart des promotrices de PME/PMI et de certaines promotrices d'AGR ;
- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- le manque de motivation du personnel (absence de primes).

Mesure :
Comme mesures correctives, il faut :
- recommander au MEF d'inscrire dans l'agenda de relecture des textes la révision du mécanisme d'ouverture en deux (02) étapes du compte spécial FAFE ;
- mobiliser davantage de ressources auprès de l'Etat et des PTF ;

- mettre les fonds sollicités pour réaliser les activités programmées à disposition en temps opportun ;
- augmenter les ressources allouées au programme 3.003 pour permettre de soutenir et d'assister les cibles du FAFE victimes de la crise sécuritaire en les dotant en vivres et non vivres ;
- rééchelonner les prêts des promotrices de PME/PMI/AGR en situation d'impayées victimes de la crise sécuritaire et/ou sanitaire ;
- affecter des ressources humaines qualifiées à la CT-FAFE ;
- réfléchir sur une stratégie de motivation du personnel.

Tableau II.3 – Exécution financière 2023 par détails des activités

L'état d'exécution financière des activités sensibles au genre identifiées dans le RAP du ministère.

Le MPFEF procédera à la catégorisation de chaque activité des programmes en termes de lien avec l'égalité de genre. Cette analyse n'ayant pas été faite, ce rapport focalise sur l'exécution financière des activités des programmes les plus directement liés à l'égalité de genre - 2.059 Promotion de la Femme et 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant.

Programme : 2.059 Promotion de la Femme

Action 01 Amélioration des conditions de la femme

Intitulé de l'activité	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*			
		Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	*indirect*	901 461	905 729	4 268	100
Acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	*direct*	273 807	109 036	164 771	100
Organisation de sessions de formation pour la réinsertion des survivantes de VBG	*direct*	625	0	625	0.00
Projet 2 : Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)	*direct*	100 000	4 003	95 997	100
Projet 3 : Projet appui promotion de la femme rurale	*direct*	100 000	6 619	93 381	100
Projet 4 : Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes	*direct*	89 474	1 018	88 456	100
Projet 5 : Programme National Appui Femmes Opératrices économiques	*direct*	100 000	0	100 000	0
Voyages d'étude et d'échanges	*indirect*	8 947	0	8 947	0.00
Prise en charge holistique des victimes de VBG	*direct*	1 250	0	1 250	0.00
Octroi d'équipements et d'infrastructures aux organisations de femmes	*direct*	10 525	0	10 525	0.00

Intitulé de l'activité	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*			
		Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Etudes et recherches : études de capitalisations et études thématiques	*indirect*	1 263	0	1 263	0.00
Vulgarisation /dissémination des textes : la Loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA, Stratégie Nationale pour l'abandon des VBG, Avant-projet de loi VBG etc.	*direct*	10 526	0	10 526	0.00
Réalisations d'activités d'IEC, de CCC, de plaidoyer et de communication en faveur des droits et pour la promotion de la femme	*direct*	1 053	0	1 053	0.00
Organisation des rencontres d'échanges d'expériences inter villages pour discuter des initiatives d'abandon des pratiques néfastes et des VBG	*direct*	625	0	625	0.00
Organisation des rencontres d'échanges d'expériences inter villages pour discuter des initiatives d'abandon des mariages d'enfants	*direct*	625	0	625	0.00
Organisation de sessions de formation en, leadership, AGR, Dynamique coopérative OHADA, gestion D'entreprise, techniques de production, environnement, énergies renouvelables, communication/plaidoyer	*direct*	1 250	0	1 250	0.00
Organisation des réunions des cadres de concertations du COVBG et démembrements	*indirect*	901 461	0	625	0.00
Organisation des évènements spéciaux (6 Février, 8 mars, 31 juillet, 15 octobre, 25 Novembre)	*direct*	901 461	0	2 500	0.00
Total		**3 404 353**	**1 026 405**	**2 377 948**	**30,14**
Total	***direct***	***1 591 221***	***120 676***	***1 470 245***	***7,58***
Total	***indirect***	***1 813 132***	***905 729***	***907 403***	***49,95***

Analyse : l'écart de **2 377 948** s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire au niveau des dépenses du personnel.

Analyse : l'écart 2 377 651 s'explique par une prévision de 3 404 353 il y a une réalisation de 1 026 405 d'où un taux d'exécution de 30,14 % d'u au restrictions budgétaire

Difficultés : L'insuffisance au niveau de la planification.

Retâtions de crédit

Mesure ouvrier la totalité de dotation budgétaire

Mesure : Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.
(En Milliers de F CFA)

Action 02 Formation et Education de la Femme

Intitulé de l'activité	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*			
		Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Prise en charge du salaire du personnel	*indirect*	38 322	33 742	4 580	100
Acquisition des biens et services	*indirect*	112 962	38 815	74 147	100
Information et sensibilisation des femmes sur la paix et la cohésion sociale	*direct*	2 769	0	2 769	0.00
Information et sensibilisation des femmes et hommes sur la R 1325	*direct*	2 769	0	2 769	0.00
Formation des femmes leaders sur l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger	*direct*	2 769	0	2 769	0.00
Formation des leaders communautaires sur la R 1325 et la Loi 2015-052	*indirect*	2 769	0	2 769	0.00
Formation en coupe et couture, teinture, coiffure, saponification, hôtellerie, house-keeping, informatique (maison digitale), alphabétisation, aviculture, maraichage, pisciculture, broderies, perlage, entreprenariat Féminin	*indirect*	2 769	0	2 769	0.00
Dotation en équipements/matériels des femmes formées en AGR pour leur insertion socioéconomiques dans le circuit productif	*direct*	2 769	0	2 769	0.00
Suivi-évaluation des femmes formées et équipées	*direct*	2 769	0	2 769	0.00
Multiplication et vulgarisation de la loi 2015-052 niveau national, régional et local.	*indirect*	2 769	0	2 769	0.00
Renforcement de capacités des femmes sur leurs droits et leurs responsabilités en leadership féminin.	*direct*	2 769	0	2 769	0.00

Intitulé de l'activité	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*	*Intitulé de l'activité*	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*
Dotation des femmes candidate en supports de campagne.	*direct*	2 769	0	2 769	0.00
Renforcement des capacités techniques des femmes dans le processus électoral.	*direct*	2 769	0	2 769	0.00
Projet 1 : Equipement des Maisons des Femmes	*direct*	100 000	0	100 000	0.00
Total		284 512	72 557	211 955	25,50
Total	***direct***	***124 921***	***0***	***124 921***	***0.00***
Total	***indirect***	***159 591***	***72 557***	***87 034***	***45,46***

Programme 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Action 01 : Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant

Intitulé de l'activité	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*			
		Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Dépouillement des demandes d'appui en matériels et équipements de production	*direct*	2 500	0	2 500	0.00
Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production	*direct*	50 000	00	50 000	0
Acquisition de biens et services	*indirect*	20 000	00	20 000	0
Organisation des appels à manifestation d'intérêts, appels à proposition de plans d'affaires ou de demandes d'appui	*indirect*	500	00	500	0.00
Dépouillement des propositions de manifestation d'intérêts, de plans d'affaires ou de demandes d'appui soumis	*indirect*	15 000	0	15 000	0.00
Réunions de cadrage, de validation et du Comité de pilotage du FAFE	*indirect*	15 000	6 225	8 775	0.00
Financement des plans d'affaires d'AGR/PME/PMI	*direct*	150 000	0	150 000	0.00
Organisation de table ronde pour la mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	*indirect*	2 000	0	2 000	0.00
Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	*indirect*	90 000	106 650	16 650	118.5
Accompagnement des cibles du FAFE (appui-conseil)	*direct*	10 000	0	10 000 10 000	0.00

Intitulé de l'activité	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*	*Intitulé de l'activité*	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*
Renforcement des capacités du personnel de la CT-FAFE	*indirect*	20 000	0	20 000	0
Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles.	*direct*	10 000	0	10 000	0.00
Suivi des activités commerciales et promotionnelles	*direct*	10 000	0	10 000	0.00
Accompagnement à la création d'AGR/PME/PMI.	*direct*	30 000		30 000	0.00
Accompagnement à l'apprentissage de métiers et à la création d'emplois pour les filles.	*direct*	10 000	0	10 000	0.00
Accompagnement d'enfants, de regroupements et de structures dans le cadre de la réinsertion socio-économique des enfants en situation difficile	*direct*	75 000	75 000	0	100
Appui à l'encadrement des filles en situation difficile	*direct*	10 000	9 973	27	99.73
Appui à l'encadrement des garçons en situation difficile	*direct*	10 000	4 909	5 091	100
Mission de suivi des actions financées par le FAFE	*indirect*	10 000	7 112	2 888	71.12
Mise en place d'un sous-système d'information et de gestion du FAFE	*indirect*	5 000	00	5 000	0.00
Mission de supervision des bénéficiaires	*indirect*	7 500	00	7 500	0.00
Mission d'évaluation des partenaires de mise en œuvre	*indirect*	5000	0	5 000 .	0.00
Mise en œuvre des activités de communication pour une meilleure visibilité du FAFE	*indirect*	17 500	000	17 500	0.00
Total		**505 000**	**284 869**	***403 549***	***56,40***
Total	***direct***	***367 500***	***164 882***	***257 618***	***35,26***
Total	***indirect***	***207 500***	***119 987***	***87 513***	***57,82***

Ce tableau reprend celles qui ont un lien, direct ou indirect, en renseignant la nature du lien.

III. Planification et budgétisation des actions genres :

a. Budget genre existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour d-les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect (Tableau III.1b).

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget (lien direct avec l'égalité de genre) - telles que par exemple les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Un « budget genre indirect », qui trace les allocations budgétaires ayant un lien indirect avec l'égalité de genre, par exemple des projets avec composantes ou indicateurs de genre.

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2023	Budget 2024	Prévisions		
			2025	2026	2027
Programme					
Action					
Activité					
2.059 : Promotion de la Femme					
Action 01 Amélioration des conditions de la femme	1 365 905	2 847 523	1 494 076	3 186 120	3 608 288
Action 02 Formation et Education de la Femme	72 558	273 816	363 340	286 279	304 644
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant					
Action 1 : Autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	263 244	650 000	650 000	750 000	850 000
Total	**1 701 707**	**3 771 339**	**2 507 416**	**4 222 399**	**4 712 932** **4,762 932**

Tableau III.2 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National (BCS)

Fonctions nommées	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
1. Ministre	01	00	01	100
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	01	01	0	0
Conseillers techniques	06	03	03	50
Personnel service courrier (Sp)+chauffeurs et planton	14	07	07	50
3. Cabinet du ministre				
Chef de cabinet	01	00	01	100
Chargés de mission	05	00	05	100
Attaché de cabinet	01	01	00	0
Secrétaire particulier	02	00	02	100
4. services centraux				
4.1 Directions nationales (DNPF, DNPEF, DFM)				
Directeur nationaux	03	01	02	67
Directeur nationaux adjoint	02	01	01	50
Chef de division	11	07	04	36
Chef de section	17	09	08	47
Chargé de programme	32	19	13	41
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	29	14	15	52
4.2 Services rattachés au Cabinet (SP-PNG)				
SP	01	00	01	100
Experts	0	0	0	0
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	2	1	1	50
4.3. Services rattachés (CNDIFE, PNVBG, CADD)				
Directeur nationaux	3	2	1	33
Directeur nationaux adjoint	3	1	2	67
Chef de division	8	5	3	38
Chef de section	-	-	-	
Chargé de programme	23	12	11	48
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	9	3	6	67
4.4. Services rattachés au niveau central (CAK, CAPF)				
Directeur	2	02	0	0
Directeur des Etudes	-	-	-	
Surveillant	-	-	-	

Fonctions nommées	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
Chef de section	4	3	1	25
Chargé	67	1	66	99
Econome	2	1	1	50
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	25	9	16	64
4.3 Projets et Programmes (FAFE, Projet Karité)				
Directeur/Coordinateur	2	0	2	100
Chef de division	4	3	1	25
Chef de section	3	3	0	0
Chargés de dossiers	4	0	4	100
Experts	3	1	2	67
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	3	1	2	67
4.4 personnel EPA				
Cité des Enfants				
Directeur	01	0	1	100
Directeur adjoint	01	01	0	0
Chef de bureau accueil	01	0	1	100
Chef de Service	05	03	02	40
Chef de sections	06	03	03	50
Comptable/gestionnaire	01	0	1	100
Régisseur	02	01	01	50
Secrétariat particulier	01	0	01	100
Chef secrétariat	01	01	0	0
5. Directions Régionales et services rattachés				
5.1 Directions Régionales	112	70	42	38
5.2 Services rattachés	47	21	26	55
5.3 Services locaux	160	84	76	48
TOTAL GENERAL	**612**	**286**	**326**	53

IV. <u>Perspectives du Département</u> sont :

- la réalisation des réformes institutionnelles pour le renforcement du leadership du MPFEF ;
- l'accroissement du nombre de femmes bénéficiaires de moyens de production ;
- le développement des compétences des ressources humaines au sein de toutes les structures du MPFEF en planification, gestion axée sur les résultats, suivi-évaluation, genre et techniques d'intégration du genre ;
- la mise en œuvre des programmes pour une participation accrue des femmes aux élections et leur promotion dans les fonctions nominatives et électives ;
- l'amélioration des connaissances des familles sur les droits humains et la valeur ajoutée du genre à l'amélioration de son bien-être ;
- la dissémination de la Politique nationale genre révisée;
- le financement de la logistique pour le suivi des questions genre ;

- l'opérationnalisation du Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PDDAFEF) 2024-2033 ;
- le fonctionnement du système d'information sur la femme, l'enfant et la famille (SIFEF) ;
- la mise en place d'une base de données fonctionnelle sur les VBG ;
- la mise à échelle des centres de prise en charge holistique des survivantes de VBG (One Stop Center) ;
- le financement du Plan d'Action National de la Résolution 1325 phase 4 ;
- la prise en charge des missions de suivi et de supervision et des cadres de concertation en relation avec le genre.

V. Recommandations

- créer une ligne budgétaire pour le fonctionnement des organes du mécanisme institutionnel du genre au niveau national, régional et local ;
- accroitre substantiellement le financement du développement en faveur de l'égalité femme homme et de l'autonomisation des femmes ;
- assurer l'effectivité dans l'application des textes relatives aux genres ;
- réviser le cadre législatif et réglementaire pour lutter contre l'impunité des auteurs de VBG au sein des familles, des communautés, des entreprises, des établissements scolaires et universitaires ;
- adopter des programmes d'éducation, d'information et de sensibilisation sur les préjugés et pratiques actuelles qui s'opposent à la pleine application du principe de l'égalité sociale des femmes.

CONCLUSION

La prise en compte du genre comme principe de bonne gouvernance par les plus hautes autorités du pays impose à tous les acteurs à différents niveaux, des réajustements financiers importants pour booster les indicateurs de développement humain durable et l'institutionnalisation du genre.

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

I. INTRODUCTION

Pour l'élaboration de la loi de Finances de l'année, le respect des échéances institutionnelles est fondé sur la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances. Cette lettre circulaire définit les étapes de l'élaboration de la loi de Finances et de ses annexes.

Ainsi, **la lettre circulaire n°01207/ MEF-SG du 07 avril 2023** fixe les directives pour l'élaboration de la loi de Finances 2024 et ses annexes. Cette lettre donne au Rapport Genre 2024, sa légitimité juridique et le devoir pour chaque membre du Gouvernement concerné, l'obligation de présenter un rapport genre spécifique à son secteur. Le Rapport Genre, étant une annexe à la loi de Finances, respecte le circuit d'adoption de celle-ci. A ce titre, Il est d'abord adopté en Conseil des Ministres avant d'être soumis au Conseil National de Transition, organe législatif de la Transition.

Le Rapport Genre présente annuellement les engagements et réalisations des départements sectoriels concernés en matière d'équité femmes/hommes. Il constitue une partie intégrante de l'information budgétaire plus large élaborée par ces départements à travers leur Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP). Le présent rapport présente les réalisations de 2022 et la planification pour 2024 à 2026.

A. Présentation du Ministère

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a, dans le souci de bâtir un système de justice accessible, efficace et performant de nature à restaurer la confiance des citoyens et des justiciables, élaboré une loi dénommée : Loi d'Orientation et de Programmation du Secteur de la Justice 2020-2024, qui a été adoptée suivant la Loi n°2019-072 du 24 décembre 2019.

Ainsi, pour l'atteinte de toutes ces aspirations fondées sur le secteur de la justice, le Gouvernement du Mali, à travers le Ministère en charge de la justice a élaboré et mis en œuvre le Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses et de Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP 2023-2025) qui s'inscrit dans le cadre des Objectifs et des axes stratégiques de la loi ci-dessus citée et de la politique nationale de la justice.

Le Rapport Genre 2023 du Département sera essentiellement axé sur les résultats des activités liées aux différents Programmes conformément au DPPD-PAP 2023-2025.

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de Justice, de Sceaux de l'Etat et des Droits de l'Homme.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale et sociale;
- l'application des lois et règlements;
- la politique criminelle;
- l'authentification et la protection des Sceaux de l'Etat;
- le bon fonctionnement des juridictions;
- la surveillance de l'état civil et des auxiliaires de justice;
- la bonne marche de la police judiciaire;
- la préparation et la mise en œuvre des décisions de grâce et d'amnistie;
- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires;
- l'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité;

- l'élaboration et l'application du statut de la Magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judiciaires;
- la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, la corruption et les autres formes de délinquance économique et financière, la traite des personnes et les pratiques assimilées;
- les mesures et actions de promotion et de protection des Droits de l'Homme;
- le suivi des questions des droits de l'Homme au niveau des organisations régionales et internationales.

La mise en œuvre des différentes stratégies et politiques du département s'effectue par trois programmes que sont :

- Programme Administration Générale, Coordination et Contrôle ;
- Programme Politique juridique et judiciaire, carrière et formation ;
- Programme Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée.

Le Rapport est structuré en cinq (05) parties à savoir : (i) ENJEUX ET GAPS A COMBLER ; (ii) MESURES ET STRATEGIES SPECIFIQUES ET EVALUATIONS DES ACTIVITES POUR L'EGALITE DE GENRE; (iii) PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRES ; (iv) PERSPECTIVES ET (v) LES RECOMMENDATIONS.

B. Enjeux et gaps a combler

Au Mali, les rapports sociaux sont caractérisés par des inégalités et disparités entre les femmes et les hommes en matière de (i) reconnaissance et d'exercice de droits, (ii) d'accès aux services et infrastructures de base, (iii) d'accès au marché du travail et aux moyens de subsistance, (iv) de gouvernance, de représentation et de participation.

Ces inégalités et disparités, qui trouvent fondamentalement leurs sources dans les pesanteurs socioculturelles et religieuses, entretiennent le faible niveau de développement humain qui entrave le développement socioéconomique du pays et l'épanouissement des personnes. Elles ont été renforcées par la pandémie de la COVID-19, qui a remis en cause des décennies de progrès.

Dans cette section, les caractéristiques et enjeux sont classés en cinq (05) grandes catégories qui analysent : (i) le profil socio-démographique de la population, (ii) les moyens de subsistance, (iii) l'accès à la Justice et la protection des droits fondamentaux, (iv) l'accès aux services sociaux de base et (v) la participation des femmes à la vie publique.

Cependant, le département doit faire face à une série d'enjeux qui limitent le potentiel de ce fléau et demanderaient des réponses appropriées.

c. Enjeux genre selon les missions officielles du département

Les enjeux genre au MJDH proviennent d'un ensemble de facteurs, dont les normes sociales mais aussi les pratiques qui en découlent même dans l'administration publique. Les inégalités entre genres sont présentes aussi bien au niveau de la population qui est sensée bénéficier des politiques et actions gouvernementales concernant le développement de l'accès à la Justice, mais également au niveau de l'administration publique qui met en œuvre les politiques et les actions. On peut les résumer de la sorte :

- appropriation insuffisante du concept genre et immobilisme culturel dans les mentalités des hommes et des femmes, qui suscite de multiples difficultés pour que les femmes accèdent aux services sociaux de base, et y jouent un rôle plus important ;

- sous-représentation des femmes aux postes de responsabilités et de décision (au sein de l'administration publique en générale et de l'appareil judiciaire en particulier), insuffisance du nombre de femmes formées aux filières pertinentes pour les secteurs du département et non prise en compte du genre dans les outils statistiques, de planification, de mise en œuvre et de suivi des activités du département ;
- exposition des femmes aux risques de violence basée sur le genre (VBG) et risques liés à la santé de reproduction suite à l'exposition aux rayonnements.
- difficultés d'accès des femmes à l'électricité, aux produits et aux équipements économes d'énergie (p.ex. cuisson propre) et à l'eau potable pour les femmes rurales (problèmes de développement) ;

A ces enjeux spécifiques au genre s'ajoutent en effet les enjeux d'expansion de l'accès aux services de base, auxquels le gouvernement s'est engagé à répondre à travers un certain nombre d'actions telles que la relecture des textes fondamentaux des secteurs.

d. Les gaps à combler

L'évolution des mentalités des hommes et des femmes est un enjeu multisectoriel. Au niveau du département, les gaps à combler ou les mesures qui permettraient de répondre aux enjeux qui concernent plus directement le MJDH sont de plusieurs ordres. On peut les résumer comme suit :

- assurer l'application effective de la loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ; accroitre le nombre de femmes formées aux filières techniques pertinentes en faisant la promotion (information, sensibilisation) auprès des jeunes filles et des femmes et de leurs familles ;
- sensibiliser les services du département et les former aux concepts de genre et aux implications en termes de conception, planification, programmation etc. ; s'assurer de la désagrégation par sexe des données collectées par les cellules de planification et statistiques et les services publics en général y compris les structures de mise en œuvre de projets ;
- établir des quotas de représentation des femmes et veiller à leur application dans les secteurs du département (systématiser l'application des quotas dans les organes Judiciaires, exiger un quota de recrutement et d'opportunité d'avancement pour les femmes dans les sociétés privées) ;
- mettre en œuvre des stratégies de développement visant l'expansion de services en zone rurale, dans les secteurs de service du département afin d'étendre les bénéfices qui en découlent en particulier pour les filles et les femmes ;
- faire appliquer des mécanismes d'information, sensibilisation, prévention et sanctions contre les VBG à tous niveaux (entreprises des secteurs, administration) ;
- mettre à disposition des ressources financières pour s'assurer de la prise en compte des mesures spécifiques dans le cadre de l'exposition des femmes en état de procréation au rayonnement.

II. MESURES ET STRATEGIES SPECIFIQUES ET EVALUATIONS DES ACTIVITES POUR L'EGALITE DE GENRE

a. Les mesures et stratégies spécifiques

Au niveau de l'administration, afin d'assurer une mise en œuvre effective de la Politique Nationale Genre dans les secteurs sous le mandat du Ministère, le MJDH a procédé à la nomination de points focaux genre dans toutes les structures du département, à la mise en place d'un cadre de travail regroupant les points focaux du Ministère, et au développement d'un plan d'action sous la coordination de la Conseillère Technique Genre du MJDH.

Le plan d'actions genre du MJDH vise à renforcer les points focaux genre en matière d'égalité de genre et également à renforcer leur capacité d'intégrer le genre dans les tâches des services (planification, conception/planification/suivi-évaluation des projets, processus budgétaire etc.) en les formant et/ou en les familiarisant avec par exemple les principaux documents budgétaires. Le plan d'action genre inclut les activités du ministère en vue de renforcer la budgétisation sensible au genre. A ce titre, en 2023 le MJDH a mis en place une organisation des travaux relatifs à la BSG, y compris la préparation du Rapport Genre, qui renforce le lien entre points focaux genre et équipes de programme en charge de la budgétisation par programme.

b. Evaluation des activités genre 2023

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre du RAP 2023

Objectif 1: Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre,						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
Indicateurs : 3.1 Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le genre.	*%*	*0%*	*78 ,95%*	*91,11%*	*100%*	*50%*

Commentaires :

Cet indicateur a connu une régression en 2023 qu'en 2022 soit un taux de 50% contre un taux de 91,11% en 2022. Sur une programmation de quatre activités seulement deux ont été réalisées à savoir la prise de contact avec les Chefs de Juridictions et de Parquet du ressort de la Cour d'Appel de Mopti et le renforcement des capacités des points focaux Genre de Mopti.

Objectif 3 : Contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
Indicateurs : 5.2 Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le VIH/SIDA/**rapports d'activités de la cellule VIH/SIDA**	*%*	*0%*	*80%*	*0%*	*100%*	*0%*

Commentaire :

Aucune activité n'a été réalisé sur cet indicateur donc pas de commentaire.

Objectif 3 : Contribuer à la promotion des Droit de l'Homme						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
Indicateurs : 3.2 Pourcentage des acteurs de la justice sensibilisés et formés sur les droits de l'Homme.	*%*	*0%*	*0%*	*40%*	*100%*	*50%*

Commentaire :

On constate une progression de 10% parce qu'en 2022 l'indicateur affiche un taux de 40% tandis qu'en 2023 il affiche un taux de 50%. Le dépassement de l'indicateur de 10% se justifie par l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

Objectif 1 : Contribuer à la promotion du droit de l'homme et à la lutte contre l'apatridie.						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
Indicateurs : 3.3 Pourcentage de réalisation des activités du Plan d'action de lutte contre l'Apatridie	*%*	*0%*	*0%*	*0%*	*95%*	*89,47%*

Commentaires :

Cet indicateur a été renseigné pour la première fois et affiche un taux de réalisation de 89,47%. Le non atteint de la cible est due principalement à la non mobilisation du budget national. Par ailleurs, toutes ces réalisations ont été possibles grâce à UNHCR

c) Exécution financière des activités genre 2023

Le MJDH a commencé un processus de catégorisation des dépenses sensibles au genre avec le but d'arriver à un système de marquage (voir encadré ci-dessous). La présentation basée sur cette catégorisation des dépenses de la LF (voir section III.) et le suivi de l'exécution des dépenses de l'année écoulée (ci-dessous) sont des éléments importants de la budgétisation sensible au genre.

Encadré. Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre

Le MJDH est un ministère pilote pour la catégorisation des dépenses sur la base de critères liés à la budgétisation sensible au genre (BSG). La catégorisation est une étape pour arriver au marquage des dépenses sensibles au genre qui permet de quantifier les dépenses sensibles au genre dans le budget. Le marquage des dépenses sensibles au genre se fait sur la base d'une méthodologie pour laquelle des bonnes pratiques internationales existent qui doivent être adaptées à la situation au Mali. La catégorisation des dépenses a été effectuée et intégrée dans le présent rapport.

La catégorisation des dépenses établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue en plus si les dépenses ciblent l'égalité de genre comme objectif principal. Les dépenses qui le font sont classifiées comme "directes" ou bien des "dépenses ciblant directement" l'égalité de genre. Celles qui ne le font pas, mais qui contribuent tout de même à l'égalité des genres au sens large, sont encore distinguées en fonction du lien formel ou non à l'égalité de genre. Par exemple, existe-t-il ou non un objectif, ou un indicateur d'égalité de genre, ou encore, l'égalité de genre est-elle mentionnée dans la documentation du projet ou de l'activité ? Si c'est le cas, un lien explicite indirect avec l'égalité de genre est établi.

Dans les programmes du MJDH, il y a actuellement de dépenses ciblant directement l'égalité des genres, mais une part assez importante de dépenses qui a un lien indirect à l'égalité de genre, dont la qualité en termes de sensibilité à l'égalité de genre reste à déterminer. Ce lien peut être fort, poursuit des objectifs en matière de genre et met en œuvre des mesures diverses et variées. Dans d'autres cas, le lien peut être très faible. Par exemple, l'égalité de genre est mentionnée, mais elle n'est pas suivie de mesures significatives. L'analyse qui permet de déterminer dans quelle mesure ces dépenses indirectes sont sensibles à l'égalité de genre n'est pas encore accomplie. Au stade actuel on ne peut alors pas encore se prononcer sur la sensibilité des dépenses catégorisées comme ayant un lien indirect à l'égalité de genre. Les travaux vont continuer et une méthodologie sera élaborée.

Tableau II.2 – Exécution financière en année 2023 par objectif

Le Programme : 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

Objectifs spécifiques	*Exécution financière 2023*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Objectif 1: Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre,	*100%*	*50%*	*50%*	*50%*
Total	***100%***	***50%***	***50%***	***50%***

Commentaires :

Sur quatre activités deux ont été réalisées à savoir la prise de contact avec les Chefs de Juridictions et de Parquet du ressort de la Cour d'Appel de Mopti et le renforcement des capacités des points focaux Genre de Mopti soit un taux d'exécution de 50%.

Objectifs spécifiques	*Exécution financière 2023*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Objectif 1: Contribuer à la promotion du droit de l'homme et à la lutte contre l'apatridie.	*95%*	*89,47%*	*5,53%*	*94,18%*
Total	***95%***	***89,47%***	***5,53%***	***94,18%***

Commentaires :

Cet indicateur a été renseigné pour la première fois avec un taux de d'exécution de 89,47%. Les principales difficultés sont la non mobilisation du fonds de l'Etat pour compléter le financement des PTF pour garantir le plan de continuité des activités.

Objectifs spécifiques	*Exécution financière 2023*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Objectif 3: Contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA	*100%*	*0%*	*100%*	*0%*
Total	***100%***	***0%***	***100%***	***0%***

Commentaires :

Aucune activité n'a été réalisé sur cet indicateur donc pas de commentaire soit un taux d'exécution de 0%.

Objectifs spécifiques	*Exécution financière 2023*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Objectif 3: Contribuer à la promotion des Droit de l'Homme	*100%*	*50%*	*50%*	*50%*
Total	***100%***	***50%***	***50%***	***50%***

Commentaires :

On constate que 50% des activités ont été réalisée soit une progression de 10% par rapport en 2022. Le dépassement de l'indicateur de 10% se justifie par l'appui des PTF.

Tableau II.3 – Exécution financière 2023 par détails des activités genre-*En milliers de FCFA*

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)	Exécution financière 2023			
		Prévu	Réel	Ecart (réel-prévu)	Taux %
Programme 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle					
Sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur la traite des personnes et les pratiques	direct	268 600 000	268 600 000	0	100%
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité National de Lutte Contre la Traite de Personnes et les pratiques assimilées.	direct	3 000 000	3 000 000	0	100%
Sensibilisation et formation du personnel judiciaire et de l'administration publique sur les questions de droits humains et de genre	direct	27 688 000	13 844 000	13 844 000	50%
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité d'institutionnalisation genre.	direct	3 000 000	3 000 000	0	100%
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité Interministériel de lutte contre l'Apatridie.	indirect	65 000 000	58 000 0000	7 000 000	89.47%
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité Interministériel de lutte contre l'Apatridie.	indirect	2 000 000	2 000 000	0	100%
Formation et sensibilisation des acteurs de l'administration, de la justice et de la société civile sur l'Apatridie	indirect	30 000 000	30 000 000	0	100%
Sensibilisation des acteurs de la justice sur le VIH/SIDA, la COVID-19 et autres	direct	2 000 000	-	0	0,00%
Programme 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation					
Formation des personnels du corps de la Justices.	indirect	70 073 000	150 000 000	-79 927 000	273%
Formation continue des acteurs de la Justice.	indirect	100 000 000	191 000 000	50 000 000	191%
Programme 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée					
Organisation de la conférence annuelle de l'APES et des journées du détenu	indirect	30 000 000	30 000 000	0	100%
Prise en charge des dotations en produits pharmaceutiques et équipements médicaux	indirect	120 000 000	119 472 325	527 675	99,56%
TOTAL					

La catégorisation pour le Programme 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation doit encore être complétée. Cependant, on peut déjà affirmer qu'il n'y a aucune activité qui a un lien direct à l'égalité de genre.

Les taux d'exécution varient fortement d'un programme à l'autre. Différents facteurs sont à l'œuvre pour chaque programme, notamment : insuffisance d'information sur les prévisions budgétaires des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), retard dans l'exécution Budget d'Etat, manque d'information sur les réalisations sur financement extérieur en fin d'année.

III. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRES

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Intitulé de l'activité	Exécution 2023	Budget 2024	Prévisions		
			2025	2026	2027
Programme 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur la traite des personnes et les pratiques assimilées.	268 600 000	295 460 000	295 460 000	283 724 000	292 236 000
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité National de Lutte Contre la Traite de Personnes et les pratiques assimilées.	3 000 000	3 300 000	3 300 000	3 399 000	3 501 000
Sensibilisation et formation du personnel judiciaire et de l'administration publique sur les questions de droits humains et de genre	27 688 000	40 000 000	40 000 000	41 200 000	42 436 000
Tenue des réunions statutaires et fonctionnement du Comité d'institutionnalisation genre.	3 000 000	3 300 000	3 300 000	3 399 000	3 501 000
TOTAL	**302 288 000**	**322 060 000**	**322 060 000**	**331 722 000**	**341 674 000**

Commentaires :

Il est a noté qu'au fil des années le MJDH est dans une dynamique de rehausser le niveau de sa Budgétisation Sensible au Genre.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2022 (RAP 2022)	Budget 2023 (PAP 2023-2025)	Prévisions (PAP 2024-2026)		
			2024	2025	2026
Programme 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	-	-	-	-	-
Action 01 Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire	-	-	-	-	-
Formation et sensibilisation des acteurs de la justice sur les droits de l'Homme.	50,00%	71 500	71 500	51 500	53 045
Prise en charge des missions de la DNDH à l'intérieur et à l'extérieur	-	50 000	50 000	50 000	51 500
Formation et sensibilisation des acteurs de l'administration, de la justice et de la société civile sur l'Apatridie.	102,04%	33 000	33 000	33 000	33 990
Programme 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	-	-	-	-	-
Action 07 Conduite et pilotage des actions du corps de la justice	-	-	-	-	-
Formation des personnels du corps de la Justices.	-	90 000	90 000	90 000	92 700
Formation continue des acteurs de la Justice.	-	50 000	50 000	150 000	154 500
Programme 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	-	-	-	-	-
Action Gestion pénitentiaire	-				
Acquisition des bois de chauffe au profit des EPES.	-	30 000	28 500	28 500	29 355
Prise en charge des dotations en produits pharmaceutiques et équipements médicaux.	-	120 000	120 000	120 000	123 600

Commentaires :

La dotation budgétaire du département est insuffisante pour les nombreux défis liés à ses attributions. Il s'agira aussi pour ce faire de relire les objectifs spécifiques des programmes et de réaménager l'approche et les moyens des programmes pour une meilleure intégration du Genre.

a. Effectifs actuels du ministère sexo-désagrégés

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre les lois N°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0,00%
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00%
Conseillers Techniques	6	4	2	33,33%
Personnel d'appui et autres	15	10	5	33,33%
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00%
Chargés de Mission	5	3	2	40,00%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00%
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100,00%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	4	4	0	0,00%
Directeurs nationaux Adjoints	4	3	1	25,00%
Chefs de Division	12	11	1	8,33%
Chefs de section	6	5	1	16,67%
Chargés de dossier	N dispo			
Secrétaires	10	0	10	100%
Personnel d'appui et autres	N dispo			
4.2. Personnel EPA	N dispo			
5. Directions régionales et services rattachés	N dispo			
6. Services locaux	Non disponible			
Total	**67**	**44**	**23**	**34,33%**

Globalement et sur la base des données que nous disposons, les femmes représentent environ 34,33% de l'effectif total du département. Par ailleurs, elles représentent environ 25% dans les postes de nominations et 90,00% dans les postes de secrétariat.

IV. PERSPECTIVES

Le MJDH a identifié quelques lignes directrices qui permettront, à moyen terme, de renforcer l'égalité de genre dans les secteurs du département. En premier lieu, en bâtissant sur les acquis du groupe des points focaux genre déjà établi, le département entend créer le comité d'institutionnalisation genre tel que cela est prévu dans les directives gouvernementales, afin de pleinement impliquer la hiérarchie dans la poursuite de cet objectif.

Cela permettra de mieux appuyer le département dans une démarche systématique de budgétisation sensible au genre dans les politiques et actions des secteurs Judiciaires et des Droits de l'Homme, qui devrait permettre à terme de répondre plus efficacement aux défis genre soulevés ci-dessus tels que les difficultés d'accès des femmes à la Justice etc.

Il s'agira pour ce faire de relire les objectifs spécifiques des programmes et de réaménager l'approche et les moyens des programmes pour une meilleure intégration du Genre. Le MJDH entend également poursuivre le processus d'amélioration de la qualité du rapport genre du ministère.

Renforcer l'implication des points focaux genre dans toutes les étapes clés du processus de planification budgétaire sera crucial pour le renforcement de la BSG et se fera dans la continuation du processus initié en 2021 et ayant connu une organisation plus systématique en 2023 (voir section II.a) ci-dessus).

Enfin, le MJDH entend s'assurer de l'application de la loi N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives en considérant des mesures de discrimination positive en faveur de la promotion des femmes, à égales compétence, moralité, diplôme et ancienneté.

V. RECOMMANDATIONS

A court terme, le MJDH s'attachera à la mise en œuvre des actions suivantes, dont les progrès seront évalués dans le prochain Rapport Genre du département.

La promotion du genre dans toutes les actions de l'administration, ainsi que dans les entreprises des secteurs de la Justice sera renforcée. Au sein de l'administration cela se fera en poursuivant le processus de sensibilisation et de renforcement de capacités du personnel en la matière, et notamment, en diffusant largement le rapport genre du MJDH et en suscitant des débats sur ses conclusions. Le département visera également la valorisation du leadership féminin en son sein. Des actions spécifiques seront incluses dans le plan d'action genre du département (voir section II.a) pour prendre ces recommandations en charge.

Le département s'attachera à poursuivre le processus de budgétisation sensible au genre et à intégrer la perspective égalité de genre dans toutes les étapes de la préparation budgétaire notamment en assurant la participation des point focaux genres à chaque étape (réunions en interne, validation). Les cadres de performance des programmes seront revus à la lumière notamment des engagements genre pris dans les documents stratégiques (tels que par exemple la politique nationale de droit de l'Homme), afin de traduire ces engagements en indicateurs de performance sensibles au genre appropriés pour tous les objectifs des programmes, dans les prochaines programmations.

Cela doit être accompagné par des actions visant à améliorer la disponibilité de données et information pertinente. Le département s'attachera pour ce faire à réviser les fiches de collecte des données utilisées dans les secteurs de la Justice en y incluant des formulaires sexo-spécifiques pour la prise en compte du genre. L'incorporation d'un volet Genre sera également exigée dans tous les rapports, études, rapports et dossiers de projets.

En direction des entreprises des secteurs, le département s'attachera à inciter les femmes à investir dans les secteurs de la vie socioéconomique, à travers des actions de sensibilisation, et en entamant des discussions avec les acteurs qui peuvent faciliter l'accès aux capitaux nécessaires (MEF, banques).

Enfin, la prévention et réponse aux risques spécifiques aux femmes dans les secteurs seront renforcées. La capacité des points focaux genre en matière de prise en compte des violences basées sur le genre (VBG) sera renforcée (formation), ainsi que leur rôle dans la mise en place de processus de prévention et prise en charge. Des mécanismes de gestion et de prise en charge des cas de VBG seront systématiquement mis en place sur les chantiers et dans les services administratifs des secteurs. Des actions de sensibilisation au respect des normes en matière d'exposition des femmes en état de procréation aux rayonnements seront menées.

VI. CONCLUSION

Le budget du MJDH contient de dépenses axées sur l'égalité des genres et les cadres de performance des programmes du département contiennent également des références au genre. Cependant, les documents de politique et stratégies sectorielles dans les secteurs de la Justice font explicitement référence à l'égalité de genre. La 'qualité' de ces références et la façon dont elles se traduisent dans les actions, activités et projets qui mettent les stratégies en œuvre doivent être examinée plus avant. On a également vu que le souci de contribuer à l'égalité de genre est présent au niveau de certains projets et dans certaines pratiques dans le secteur des Droits de l'Homme, cependant sans que cela soit formalisé à un niveau plus stratégique.

Il reste donc beaucoup à faire pour rendre le budget du département davantage sensible au genre en renforçant le potentiel des actions financées par le budget dans ces trois secteurs afin de contribuer à renforcer l'égalité de genre. Parmi les pistes prometteuses se trouvent la formalisation de pratiques à travers des textes réglementaires, des critères de sélection de projets etc. (Par exemple quotas de représentation des femmes dans les organes Judiciaires, exigence de composante genre dans les Plans de Développement Communautaire en matière de Justice), et la relecture d'outils de gestion pour les rendre 'genre sensibles' – Par exemple les cadres de performance des programmes, les formats de collecte de données.

Le Rapport Genre (RG), élaboré depuis 2012 comme annexe à la loi de Finances, est l'un des outils d'opérationnalisation de la PBSG au Mali. Il analyse la dimension genre des politiques publiques, des budgets et leurs impacts sur la population et constitue aussi un outil de suivi des engagements du Gouvernement en matière d'équité femmes / hommes. En outre, il renforce également la reddition des comptes face aux engagements du Gouvernement tout en mettant l'accent sur les succès et les insuffisances des politiques face aux besoins différenciés des femmes et des hommes. Enfin, il contribue à la prise de décisions publiques.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

INTRODUCTION

Présentation du Ministère

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°0392/P-RM du 19 juillet 2023 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le ministre de la Communication, de l'économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de la Communication, des technologies de l'information, de la Poste et de la digitalisation de l'Administration.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- le développement de la Communication et de son utilisation dans les secteurs de la vie économique sociale et culturelle ;
- le développement de l'utilisation sécurisée de la Communication dans l'Administration ;
- le développement de la presse écrite et de l'audiovisuel, publics et privés ;
- le développement et la diffusion de la création audiovisuelle ;
- la participation à la diffusion et au rayonnement de la culture malienne dans le monde ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la législation régissant la publicité ;
- l'élaboration de la stratégie de Communication du Gouvernement.
- la réalisation des infrastructures de communication électroniques, l'accompagnement, la promotion des usages des TIC et le développement des services en ligne ;
- l'élaboration du cadre règlementaire pour le développement des réseaux et services de communications électroniques et du suivi de son application ;
- la préparation, la délivrance et la gestion des autorisations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de communication électroniques, la fourniture de services téléphoniques au public et la fourniture de capacité ;
- la certification des clés publiques pour le décryptage et la signature électroniques ;
- le développement de l'utilisation sécurisée des technologies de l'information de la Communication dans l'Administration ;
- la sécurisation des réseaux de communication entre les administrations publiques et entre les autorités nationales ;
- la préparation et la gestion de la transition numérique ;
- la proposition de toute mesure visant à identifier et à mesurer l'impact des grandes évolutions, notamment dans le domaine de l'économie numérique ;
- la contribution à la modernisation de l'administration par l'intégration des technologies numériques dans la gestion des structures étatiques , en vue de fournir des services publics plus performants et d'améliorer l'accessibilité , la transparence et l'efficacité de l'administration publique.

Cette modernisation de l'administration doit toucher toute l'Administration en termes d'innovation et développement.

I. Les Enjeux genre et gap à combler :

a. Les enjeux :

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la Communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement grâce aux efforts entrepris dans le secteur.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à l'internet, un accès encadré des femmes à l'internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

Les enjeux sont multiples et concernent entre autres :

- la réduction de la fracture numérique entre les hommes et les femmes ;
- le problème de financement pour valoriser le rôle des femmes sur le chantier de développement ;
- l'amélioration de l'image de la femme dans les médias ;
- l'opérationnalisation du comité sectoriel d'institutionnalisation du genre.

b. Les gaps à combler :

Ce sont des réponses aux enjeux évoqués.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme.

Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketchs, les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

Le problème de financement des activités genre du Ministère demeure un problème récurrent.

Le dossier sur l'opérationnalisation du comité sectoriel d'institutionnalisation du genre est en phase de signature au SGG.

II. Les stratégies et mesures spécifiques de réduction des inégalités liées au genre :

a. Les stratégies :

La vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.

L'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût.

Les principaux acteurs sont : l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG (Organisations Non Gouvernementales).

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont l'ONU Femme, l'UNICEF, la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD) avec le projet « Techno ».

b. Les mesures spécifiques :

La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

La principale mesure reste l'opérationnalisation du comité sectoriel qui est en phase de signature dont la création permettra de concrétiser les démarches entreprises.

Une fois réalisée, cela permettra de dégager un plan d'action avec des indicateurs et des objectifs à atteindre.

Pour l'instant les structures du département en charge de la communication et de l'Economie Numérique organisent à travers les points focaux genre de toutes les structures du département avec l'appui du département des activités majeures de développement notamment la promotion des TIC auprès des femmes, des jeunes et des associations TIC réalisée par l'AGETIC, la promotion de l'information et la sensibilisation des femmes sur les activités liées au genres sur les antennes de l'Office de radiotélévision du Mali, la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques par l'ANCD sur le genre.

III - <u>Les activités réalisées en 2023</u> :

1- les activités réalisées avec les femmes des structures :

Elles concernent :

- la participation de la Conseillère Technique genre à des missions de suivi évaluation à la mise en œuvre du programme initiative spotlight au Mali dans les régions de Kayes, Ségou , Sikasso, San , Koutiala ;
- la mise à disposition des informations qui concernent le genre au cours des séminaires , des assises, et des réunions avec les points focaux genre , les membres du cabinet et du Secrétariat Général;
- la participation de la Conseillère Technique genre à plusieurs formations notamment la budgétisation sensible au genre, le canevas du rapport genre, l'élaboration de la stratégie genre à Ségou, Banankoro, Bamako et Fana ;
- la création du comité sectoriel genre ;
- la participation de toutes les femmes des structures du Ministère aux activités de la célébration des journées commémoratives du 8 mars, et de la panafricaine des femmes du 31 juillet ;
- la participation de la Conseillère Technique genre au comité de pilotage du projet initiative spotlight au Ministère des Affaires Etrangères ;
- la participation à l'atelier de planification et lancement de la phase III de initiative African. Girls Can Code (AGCCI) qui s'est déroulé à Nairobi au Kenya, financé par ONU Femme ;
- la création d'une association des femmes journalistes , secrétaires et autres de toutes les structures du Ministère ;
- l'organisation par cette association des conférences débat lors des activités commémoratives de la femme au niveau du secteur ;
- la participation aux réunions de conseils préparatives du Conseil supérieur de la politique nationale genre ;
- la participation de la Conseillère Technique genre aux activités de révision du document de politique genre à Fana et Banankoro ;
- la participation de la Conseillère Technique genre aux activités commémoratives de la 68è session de la commission de la condition de la femme (CSW68) aux Etats Unis d'Amérique ;
- la participation des femmes du Ministère à un tournoi de football féminin organisé entre les différents Ministères, une première au Mali, à l'occasion de la célébration de la journée panafricaine des femmes.

2. les activités réalisées par les femmes du Cabinet :

En plus de la célébration des journées commémoratives du 8 mars, du 31 juillet, les Femmes du cabinet ont été représenté au Siège des Nations Unies à New York pour prendre part à la 68ème session de la Commission de la condition de la Femme qui s'est déroulée du 11 au 22 mars 2024.

Chaque année, sur un thème bien précis, des représentant(e)s des Etats Membres se réunissent pour évaluer les progrès accomplis au niveau de l'égalité des sexes, identifier les défis, établir des normes mondiales et élaborer des politiques concrètes pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à travers le monde.

La délégation malienne était conduite par Madame la ministre de la Promotion de la femme de l'enfant et de la famille, avec son équipe accompagnée des conseillères techniques et chargés de mission genres de quelques départements sectoriels (communication, défense, entreprenariat, agriculture) et institutions (Primature, Secrétariat Général du Gouvernement, Conseil National de Transition) et beaucoup d'organisations de la société civile malienne.

Le thème de cette 68ème session a porté sur le thème : « Accélérer la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et filles en luttant contre la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective de genre ».

✓ Les évènements organisés par le Mali :

Les activités phares concernant le Mali étaient les deux déclarations de Mme la ministre de la promotion de la femme sur les thèmes prioritaires pour parler des résultats du Mali ; les panels animés sur la violence basée sur le genre , les deux dialogues interactifs , le premier présenté par la Chargée de mission du MPFEF ; le deuxième sur l'intelligence artificielle présenté par la Conseillère Technique genre du Ministère de la Communication, de l'économie numérique et de la Modernisation de l'Administration.

La rencontre des ministres, l'animation de plusieurs panels par la société civile fortement représentée, la participation très active de l'Ambassadeur du Mali auprès des Nations Unies et toute son équipe et les représentants de la société civile ont été aussi des moments forts de la délégation malienne.

La déclaration du Mali a concerné entre autres la préservation des droits de la femme dans la nouvelle constitution, l'amélioration des conditions des femmes affectées par la crise sécuritaire, le défi pour les femmes maliennes à jouer leur partition aux cotés des sœurs du Niger et du Burkina dans le cadre de l'AES.

Quelques mécanismes développés au niveau du gouvernement notamment l'adoption de la loi d'orientation agricole, de la politique nationale genre, la stratégie nationale holistique de lutte contre la violence basée sur le genre 2019-2030, l'adoption en 2023 et le lancement officiel en 2024 des activités de la feuille de route sur genre élections et reformes , la création du fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et du projet d'appui à l'autonomisation de la femme dans la filière karité.

Concernant le thème présenté par la Conseillère Technique genre du Ministère de la Communication, de l'économie numérique et de la Modernisation de l'Administration « l'intelligence artificielle pour faire progresser l'égalité des sexes, défis et opportunités » les points saillants de ce dialogue interactif étaient l'adoption d'un document de politique nationale de l'économie numérique en 2015 et d'une revue en 2016, en cours actualisation, la pose de la 1ère pierre du centre d'intelligence artificielle et de robotique (CIAR- Mali) par le Président de la Transition Son Excellence le Colonel Assimi Goita le 07 juin 2023.

Ce centre dirigé par une femme a pour missions de soutenir l'impulsion donnée par les initiatives précédentes ; d'offrir un cadre plus adéquat pour l'émergence d'un vivier de spécialistes en technologies d'intelligence artificielle et de robotique ; d'œuvrer à l'égalité des sexes dans l'accès aux technologies d'intelligence artificielle et de robotique.

Le Gouvernement a également ouvert le Complexe Numérique de Bamako chargé de renforcer les capacités en matière de formation, de recherche et d'innovation dans le domaine des TIC et de l'intelligence artificielle afin de stimuler la croissance économique.

A travers ce centre, les compétences des cadres de haut niveau seront renforcées en vue d'accroitre la productivité et la compétitivité du Mali et stimuler l'entreprenariat numérique.

Le Gouvernement œuvre au renforcement des capacités des femmes et filles à travers :

- des programmes de formation aux métiers scientifiques (Sciences, Technologies, Ingénierie, Arts, Mathématiques et Conception) ;
- l'organisation de compétitions telles que « Miss science » avec la mise à disposition d'outils aux candidates afin de leur permettre de réaliser des projets;
- des séances de partage d'expériences et d'émulation avec des femmes expertes dans les domaines scientifiques;
- la culture de l'Entrepreneuriat numérique avec l'accompagnement pour la réalisation des projets ;
- la mise en place d'un village numérique avec une salle d'initiation en informatique libre et gratuite et des quartiers de démonstrations des métiers scientifiques.

En plus, le Gouvernement accorde une grande attention aux questions de financements et de gestion des projets TIC portés par les jeunes filles et femmes en vue de promouvoir le génie féminin et de parvenir à une véritable autonomisation des femmes et filles du Mali.

L'intelligence artificielle pourrait être un catalyseur de l'autonomisation de la femme africaine en général et de la femme malienne en particulier, notamment, dans les secteurs comme l'agriculture, l'éducation, le commerce électronique. Cependant, cela passe par le renforcement des capacités. A cet effet, la communauté internationale doit accompagner nos Etats confrontés à plusieurs défis, en particulier sécuritaire, pour faire de l'intelligence artificielle un véritable outil de lutte contre la pauvreté notamment à travers l'autonomisation des femmes et filles.

Notons que le Mali a fait des avancées par rapport à d'autres au regard des résultats présentés par les différents pays présents. Les médias des Etats unis ont signalé le manque de ressources pour mener les activités. Ils ont aussi signalé le coté néfaste de l'intelligence artificielle. L'autonomisation de la femme était au centre de toutes les interventions pour promouvoir le statut de la femme.

En conclusion nous pouvons noter que la participation du Mali a été d'un apport appréciable car nous avons échangé des expériences, les différentes communications du Mali ont été bien appréciées par d'autres Etats, le Mali a aussi bénéficié de l'expérience de certains pays et l'engagement de certains partenaires pour appuyer quelques programmes du Mali.

La rencontre des membres de l'AES et la Diaspora a été une réussite en vue de conjuguer ensemble les efforts pour la synergie d'actions. Pour avoir de nouvelles victoires, il a été demandé aux états membres de l'ONU de financer les mouvements féministes.

IV. Perspectives pour l'année 2025 :

Ils concernent :

- l'audit genre ;
- la mise en place d'une base de données sur les responsabilités des femmes dans toutes les structures du département ;
- la proposition d'un plan d'actions stratégique pour la mise en œuvre des activités de la 3ème phase pour impliquer le gouvernement du Mali dans le processus ;
- la mise à disposition d'un budget pour la mise en œuvre du plan stratégique du comité sectoriel ;
- le renforcement des capacités de tous les points focaux genre de toutes les structures du Ministère sur la budgétisation sensible aux genres, l'élaboration d'un plan d'actions genre et le canevas du rapport genre;
- la formation des membres du cabinet et les directeurs des structures sur la notion de genre avec les modules bien définis ;
- le suivi régulier des nominations aux fonctions nominatives et électives à travers la production d'annuaires statistiques ;
- la création d'une université virtuelle.

La répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe du Cabinet et de la DFM département de la Communication en 2023.

Catégorie	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	Pourcentage %	Effectif	Pourcentage %	
Fonctionnaire					
A	13	65	7	35	20
B2	5	55,55	4	44,44	9
B1	1	14,28	6	85,71	7
C	1	33,33	2	66,66	3
Contractuel					
	7	50	7	50	14
Total	**27**	**50,94**	**26**	**49,05**	**53**

NB : les données démographiques des structures ne figurent pas dans ce tableau.

V. Recommandations :

Mise à disposition du budget pour la mise en œuvre des activités du plan d'action genre.

VI. Conclusion :

Le constat général est qu'il existe toujours un écart important entre les hommes et les femmes surtout au sommet des institutions publiques et politiques. Alors il est important d'avoir une vision commune du concept égalité Hommes / Femmes et de la Politique Nationale Genre pour bien appréhender toutes les dimensions liées à la représentativité des femmes dans les postes supérieurs et de décision.

En outre il y a des défis énormes à relever, notamment le faible accès des femmes aux TIC, le faible niveau d'alphabétisation, les difficultés d'accès des femmes au financement pour la concrétisation de leurs projets et le faible accès des entreprises féminines aux crédits et aux marchés.

MINSTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

INTRODUCTION

Le présent rapport couvre les principales activités menées par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale sur les questions de Genre au cours de la période allant de l'année 2022 à 2024 et donne un aperçu des perspectives pour l'année 2025.

Dans le cadre de l'édification d'une société démocratique et d'un Etat de droit dans lequel l'égalité entre les femmes et les hommes constitue une valeur fondamentale, conformément à ses engagements internationaux, régionaux et nationaux, le Gouvernement du Mali a adopté le 24 novembre 2010, la Politique Nationale Genre avec dix (10) ministères sectoriels entre autres, le Ministère de la Justice, le Ministère de la Communication, le Ministère de la Fonction Publique, le Ministère de l'Energie et de l'Eau, le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, le Ministère de la Solidarité, le Ministère de l'Education Nationale, le Ministère du Commerce, le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Agriculture.

Dans la perspective d'une prise en compte holistique, efficace et efficiente de la dimension Genre dans les Politiques, projets et programmes publics, la Politique Nationale Genre (PNG) a été élargie à l'ensemble des départements ministériels dont le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

La PNG a pour objectif de parvenir à long terme, à réaliser l'équité et l'égalité de genre et à impulser au niveau de tous les acteurs, des réflexes genres sensibles pour un changement de comportement favorable au respect du droit à la différence et à l'égalité des sexes dans l'accès, la gestion et le contrôle des affaires nationales, locales et familiales.

Ainsi, la Politique Nationale Genre est structurée autour d'un concept, d'une vision, d'une approche et des principes directeurs qui sont traduits sous forme d'orientations stratégiques, d'axes d'intervention et d'objectifs. Elle fut assortie d'un premier plan d'action 2011 - 2013.

L'évaluation de ce plan a noté des progrès et identifié des défis. Ces défis furent pris en compte dans le plan stratégique 2016 - 2018.

Le mécanisme institutionnel de cette PNG s'articule autour de quatre (04) organes :

- le Conseil Supérieur de la PNG : placé sous la présidence du Premier ministre (organe national d'orientation et de décision de la PNG, tenant deux sessions ordinaires par an) ;
- le Secrétariat Permanent de Suivi de la mise en œuvre de la PNG Mali : placé sous la tutelle du Ministère en charge de la Promotion de la Femme (organe technique chargé de la mise en œuvre de la PNG) ;
- le Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la PNG Mali permettant la promotion et la prise en compte de la dimension Genre dans les Départements;
- le Comité Régional de la PNG permettant la mise en œuvre de la PNG au niveau régional et dans le District de Bamako.

I- CHAPITRE 1 : DESCRIPTION SOMMAIRE DU SECTEUR

Conformément à la lettre n°01125 PM-CAB en date du 26 juillet 2021 du Premier ministre relative à la nomination de Conseiller technique chargé des questions de Genre et de la mise en place des Comités Sectoriels d'institutionnalisation de la Politique Nationale Genre au Mali, et en réponse à celle-ci, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a communiqué le nom de Madame SIDIBE Gabdo TOGO, Conseiller des Affaires étrangères, nommée Conseiller technique en décembre 2020.

Dans l'exercice des Missions dévolues au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Ministre veille entre autres, à la mise en œuvre de la Politique extérieure, à la protection des intérêts de l'Etat et des maliens résidents à l'extérieur, au respect de l'unicité des actions de toute la structure de l'Etat à l'étranger ainsi qu'à la cohérence de l'action internationale de l'Etat et de ses activités diplomatiques.

Il y a lieu de noter que le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale est un Département de souveraineté et transversal, à cet effet, il interagit avec pratiquement l'ensemble des autres Départements ministériels dans divers domaines.

Dans l'exercice des missions assignées au Conseiller Technique chargé des questions de Genre au sein du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, dans le cadre du mécanisme institutionnel d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG) du ministère, elle a pour mission :

- d'élaborer et veiller à la prise en compte de la dimension genre dans la formulation des politiques publiques au niveau du Département ;
- de suivre les thématiques transversales liées au Genre ;
- d'élaborer des rapports réguliers au Ministre sur les thématiques rentrant dans ses attributions ;
- de représenter le Département dans les réunions interministérielles pour défendre les positions du ministère sur les thématiques relevant de son domaine de compétence ;
- d'assurer le leadership et l'orientation sur les sujets de son domaine de compétence ;
- de coordonner les activités qui lui assignées par le Secrétariat général pour promouvoir la réalisation du mandat du Département ;
- de renforcer les initiatives de coordination et de coopération avec les Départements et structures concernées ;
- d'assurer avec les autres représentants des Ministères la mise en œuvre des politiques nationales ;
- de jouer un rôle dans les efforts de plaidoyer dans les secteurs liés à ses attributions ;
- de jouer un rôle de conseil dans les efforts de plaidoyer pour la résolution des questions de genre.

Tableau 1 : Répartition du personnel du MAECI par genre en 2023.

Structure	Effectif Femme	Effectif Homme	Total	% femme
Cabinet	3	14	17	17,64
Secrétariat général	3	10	13	23,08
Bureau du Chiffre	0	3	3	0
Bureau de Courrier et de la valise Diplomatique	9	11	20	45
Bureau de la traduction et de l'Interprétariat	1	9	10	1
Bureau de l'Information et de la presse	0	2	2	0
Direction des Ressources Humaines	11	13	24	47,82
Direction des Finances et du Matériel	14	23	37	37,83
Direction Amérique	6	8	14	42,85
Direction Asie Océanie	5	9	14	
Direction des Affaires Juridiques	6	15	21	28,57
Direction Afrique	7	10	17	41,18
Direction des Organisations Internationales	6	14	20	30
Direction Europe	2	7	9	22,22
Direction de la Coopération Multilatérale	4	14	18	22,22
Direction du Protocole de la République	6	24	30	20
Centre d'Etudes Stratégiques	1	11	12	8,33
Inspection des Services Diplomatiques et Consulaires	4	10	14	28,57
Cellule de Planification et de Statistique	6	11	17	35,3
CASMAP	0	1	1	0
Comité National Cellule d'Appui et de Coordination des Stratégies Sahel	1	2	3	33,33
Missions Diplomatiques et Consulaires	406	699	1105	36,74
Total	**501**	**920**	**1421**	**35,26**

Source : DRH/AE-ME

II-CHAPITRE 2 : REALISATIONS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PNG

Depuis l'adoption de la Politique Nationale Genre, c'est en juillet 2021, pour la première fois que le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a communiqué le nom d'un Conseiller Technique chargé des questions de Genre.

En termes d'avancées majeures, au titre des mesures institutionnelles on retiendra :

- la validation par le Secrétariat général du Gouvernement de l'arrêté du Comité d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre du Département initié par le Conseiller Technique en charge des questions de genre (Arrêté n° 2022-0229/MAECI-SG du 16 février 2022, portant organisation, composition et fonctionnement du Comité sectoriel de la Politique Nationale Genre du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale) ;
- la création par Décision n°2022-000001/MAECI-SG-DRH du 15 mars 2022, de la Commission des Affectations. Ce mécanisme dédié principalement au Ministère, au sein de laquelle siège le Conseiller Technique chargé des questions de Genre, est un outil qui lui permet de veiller à la prise en compte de la dimension genre dans le mouvement diplomatique ainsi qu'à l'équité et la parité homme-femme dans le cadre d'une gestion efficiente.

2.1. Etat d'exécution du plan d'action 2021-2023

Le plan d'action triennal 2021-2023 de la PNG était basé sur trois (3) objectifs à savoir :

- contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI) ;
- veiller au respect des engagements internationaux du Mali en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- élaborer la stratégie Sectorielle Genre du Département.

Le tableau suivant donne la situation d'exécution des activités programmées dudit plan d'action.

Tableau 1 : Etat d'exécution des activités du plan d'action 2021-2023

OBJECTIFS	RESULTATS	ACTIVITES	EXECUTES 1. OUI ; 2. NON	PERIODE D'EXECUTION	OBSERVATIONS
1. Contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI)	1.1. La Politique Nationale Genre est mise en œuvre au MAECI	1.1.1. Sensibilisation et plaidoirie, auprès des décideurs	[2]		Manque de financement
		1.1.2. Renforcement des Capacités des femmes par catégorie du Ministères	[1]	juillet-2022	
		1.1.3. Commémoration de la célébration de la journée internationale de la femme (08 mars)	[1]	Mois de mars de chaque année	
2. Veiller au respect des engagements internationaux du	2.1. Les engagements internationau	2.1.1. Organisation de la nuit de la DIPLOMATIE	[1]	juin-2023	

Mali en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	x sont respectés au Mali en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2.1.2. Formation sur l'appropriation de la Résolution 1325 (2000) et de la Loi n° 052 à l'endroit des femmes du MAECI	[1]	juillet-2022	
		2.1.3. Formation sur la diplomatie préventive	[1]	septembre-2022	
		2.1.4. Dotation de l'Association des Femmes des Affaires étrangères (A.F.A.E) en matériels de bureautiques	[2]		Manque de financement
		2.1.5. Célébration de la journée Panafricaine des femmes	[1]	août-2022	Mois de juillet de chaque année
	2.2. Le nombre de femmes cadres ont augmenté au Ministères des Affaires étrangères	2.2.1. Programme de renforcement des capacités des jeunes filles en vue de la préparation du concours de la Fonction publique pour leur recrutement au Corps des Affaires étrangères.	[2]		Manque de financement
3. Elaborer la stratégie Sectorielle Genre du Département	3.1. Le Ministère s'est doté de sa Stratégie Genre	3.1.1. Atelier d'élaboration de la Stratégie Genre du MAECI	[1]	juin-2023	

Sur dix (10) activités programmées dans le plan d'action, sept (7) activités ont été réalisées soit un taux d'exécution de 70%. Ce taux est jugé satisfaisant pour un premier bilan cependant des efforts reste à faire pour le financement de certaines activités.

2.2. Analyse de l'état de réalisation des activités

- Au titre des activités nationales :

La Conseillère technique chargée des questions de Genre a participé à toutes les réunions liées à la dimension genre en coordination avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ainsi que dans le cadre de trois (03) organes du Mécanisme institutionnel.

Elle a également pris part aux différentes formations initiées par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dans le cadre du renforcement de capacités des CT/Points focaux Genre.

- Au titre des activités internes :

Les activités phares menées sont :

- la formation à l'attention du personnel du MAECI sur la notion du Genre ;
- l'atelier sur la Diplomatie préventive à l'attention des CT/Points Focaux Genre des Départements ministériels et Institutions ;
- la tenue de la conférence-débat sur la sécurité nutritionnelle et alimentaire ;
- la formation sur l'appropriation de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et de la Loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015 au profit du personnel du MAECI.

En raison de la crise économique et financière, eu égard à la crise multidimensionnelle que traverse le pays, les activités genre du Département ont été financé en partie par les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs).

Cependant, dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre du MAECI a voulu traduire l'engagement de la PNG par la réalisation d'une stratégie et son plan d'actions visant à accroître la représentativité et la visibilité des femmes au sein du MAECI d'une part et d'autre part à promouvoir l'intégration et la dimension genre.

Le financement d'une partie du plan d'action de la stratégie sectorielle Genre du Département (en cours d'élaboration) a été programmé dans le Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses et son Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP) 2025-2027 du Ministère.

Cette stratégie et son plan d'actions National seront alignés sur les priorités telles que la prise en compte de la dimension genre dans le renforcement de capacités et la formulation des politiques publiques au niveau du Département ministériel.

III- CHAPITRE 3 : PERSPECTIVES

En termes de perspectives au titre de l'année 2025 et dans le cadre de la finalisation de la Stratégie genre et son plan d'actions, un atelier de dissémination et de validation de la stratégie avec les acteurs clés se tiendra à Bamako sous la présidence de son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

A la suite de l'adoption de la Stratégie et son plan d'actions, un atelier de renforcement de capacité sur le Genre à l'attention des décideurs du MAECI est prévu en vue de la prise en compte holistique du Genre.

Enfin, le Conseiller Technique chargé des questions de Genre procédera à l'opérationnalisation du Comité sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre du Département.

3.1 LE PLAN D'ACTION 2025 :

Objectifs	Résultats	Activités	Indicateurs	Coût	CHRONOGRAMME				RESPONSABLE
					T1	T2	T3	T4	
Contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI)	La Politique Nationale Genre est mise en œuvre au MAECI	Sensibilisation et plaidoirie, auprès des décideurs	Nombre de campagne de sensibilisation Nombre de plaidoirie	2 000 000	X	X	X	X	
		Renforcement des Capacités des femmes par catégorie du Ministère	Nombre de femmes formées	1 500 000	X				
		Réunions du Comité d'Institutionnalisation de la PNG	Disponibilité du rapport de la réunion du Comité d'Institutionnalisation	500 000			X		
		Commémoration de la célébration de la journée internationale de la femme (08 mars)	Défilé national sur le boulevard de l'indépendance Rencontre entre le Ministre et le personnel Féminin au MAECI	4.000.000			X		
Veiller au respect des engagements internationaux du Mali en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	Les engagements internationaux sont respectés au Mali en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Organisation de la nuit de la DIPLOMATIE	Nuit de la Diplomatie	10.000.000			X		
		Formation sur l'appropriation de la Résolution 1325 (2000) et de la Loi n° 052 à l'endroit des femmes du MAECI	Nombre de femmes formées sur l'appropriation de la résolution 1325 (2000) et la Loi N°052	2 500 000				X	
		Formation sur la diplomatie préventive	Nombre d'hommes et de femmes formées sur la diplomatie préventive	5 000 000				X	

Objectifs	Résultats	Activités	Indicateurs	Coût	CHRONOGRAMME				RESPONSABLE
					T1	T2	T3	T4	
		Dotation de l'Association des Femmes des Affaires étrangères (A.F.A.E) en matériels de bureautiques	Dotation	4.000.000			X		
		Célébration de la journée Panafricaine des femmes	Disponibilité du compte rendu de la journée	2 000 000				X	
	Le nombre de femmes cadres ont augmenté au Ministères des Affaires étrangères	Programme de renforcement des capacités des jeunes filles en vue de la préparation du concours de la Fonction publique pour leur recrutement au Corps des Affaires étrangères.	Nombre de jeunes filles formées à la préparation du concours	1 500 000					
Elaborer la stratégie Sectorielle Genre du Département	Le Ministère s'est doté de sa Stratégie Genre	Atelier de validation de la Stratégie Genre du MAECI	Disponibilité du rapport de l'atelier de validation de la stratégie Genre du MAECI	2 000 000	X				
		Atelier de stabilisation des indicateurs de la Stratégie Genre du MAECI	Disponibilité du rapport de l'atelier de stabilisation des indicateurs de la stratégie genre	1 000 000		X			
		Atelier de dissémination de la Stratégie Genre du MAECI	Disponibilité du rapport de l'atelier de dissémination da la Stratégie Genre	1 000 000		X			
		Organisation de la présentation du plan d'actions de la Stratégie Genre aux Décideurs du MAECI	Rapport de présentation de la Stratégie Genre aux décideurs	2 000 000			X		

Objectifs	Résultats	Activités	Indicateurs	Coût	CHRONOGRAMME				RESPONSABLE
					T1	T2	T3	T4	
Mobiliser les ressources financières	Le Ministères a obtenu les ressources financières nécessaires à la réalisation des activités Genre auprès des Partenaires Techniques et Financiers	Organisation d'un dialogue avec les Partenaires Techniques et Financiers pour la Mobilisation des ressources financières	Les engagements pris par les bailleurs afin de réaliser les activités Genre	3 000 000	X				
COUT TOTAL DES ACTIVITES				**42 000 000**					

CONCLUSION

Avec la nomination d'un Conseiller Technique chargé des questions de Genre, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a réalisé des avancées majeures dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre.

Les actions en cours de réalisation avec l'appui des partenaires, du Secrétariat permanent à la PNG, notamment l'opérationnalisation du Comité sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre du Département permettront à l'ensemble du personnel ainsi que des décideurs de parvenir à l'atteinte des objectifs de la Politique Nationale Genre.

Chapitre 2 :
Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

1. Ministère de la Santé et du Développement Social ;
2. Ministère de l'Education Nationale ;
3. Ministère de l'Energie et de l'Eau ;
4. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
5. Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;

MINISTÈRE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Introduction :

La vision du PDDSS 2014-2023 se décline, comme étant le meilleur état de santé possible pour l'ensemble de la population malienne, en général, et pour les femmes et les enfants, en particulier, à travers un accès universel à des soins de santé de qualité à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Les fondements, valeurs et principes de cette Vision pour la santé sont basés sur la Constitution du Mali qui reconnaît la santé comme un droit fondamental. L'Etat a, par conséquent, le devoir de définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international

Pour la mise en œuvre des principes et valeurs mentionnés supra et de ses engagements internationaux, le Mali a pris un certain nombre de textes législatifs et a adopté des politiques nationales qui traduisent sa volonté politique en faveur de la santé et de la prise en compte de des questions de Genre dans les politiques de santé. Il s'agit, notamment de :

A. Les enjeux genre /gaps à combler

1. Les enjeux genre

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer significativement l'état de santé de la mère et de l'enfant. C'est ainsi que[10] le taux de mortalité infanto-juvénile est de 101/1000 en 2018, le taux de mortalité infantile est de 54/1000 en 2018 et le taux de mortalité maternelle est passé de 368 (2013) à 325 (2018) pour 100.000 naissances vivantes (EDSM VI).

En observant les tendances, on peut aisément affirmer que, si des actions vigoureuses et courageuses ne sont pas prises, le rendez-vous pour l'ODD N°03 (Bonne santé et Bien-être) pour les femmes et les enfants ne sera pas respecté même au-delà de 2030.

1.1.Situation Sanitaire

En nous référant au rapport de suivi des ODD 2016-2017, notamment l'ODD N°03 (Bonne santé et Bien-être) et des résultats de l'EDSM VI 2018, il est procédé à une présentation thématique de la situation sanitaire.

a. Santé maternelle L'EDSM VI (2018) fait ressortir que :

- parmi les femmes ayant eu une naissance vivante au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 80 % ont reçu, pour la naissance la plus récente, des soins prénataux dispensés par un prestataire formé ; 43 % ont effectué au moins les quatre visites prénatales recommandées et, dans 36 % des cas, la première visite prénatale a eu lieu au premier trimestre de la grossesse ;
- pour la moitié des femmes (50 %), la dernière naissance a été protégée contre le tétanos néonatal ;
- parmi les naissances vivantes ayant eu lieu au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 67 % ont eu lieu dans un établissement de santé. À l'opposé, 33 % ont eu lieu à la maison ;
- parmi les femmes ayant eu une naissance au cours des 2 dernières années, près de six sur dix (56 %) ont reçu des soins postnatals dans les 2 premiers jours après l'accouchement. Cependant, 40 % des femmes n'ont jamais reçu de soins postnatals ;
- parmi les naissances ayant eu lieu au cours des 2 années avant l'enquête, 42 % n'ont reçu aucun soin postnatal. Dans 54 % des cas, l'état de santé du nouveau-né a été examiné dans les 2 jours qui ont suivi sa naissance.

[10] EDSM IV (2006), EDSM V (2012).

L'accès aux établissements de santé dans les zones rurales est plus difficile que dans les zones urbaines en raison de la distance, de l'inaccessibilité et du manque d'infrastructures appropriées. Globalement, une femme sur trois (33 %) a accouché à la maison au cours des 5 années précédant l'enquête. À l'opposé, les deux tiers (67 %) des naissances ont eu lieu dans un établissement de santé, en majorité dans les établissements du secteur public (63 % contre 4 % dans le secteur privé.

b. Problèmes d'accès aux soins de santé

Selon l'EDSM VI les problèmes d'accès aux soins de santé sur lesquels les populations enquêtées se sentaient concernées sont entre autres :

- obtenir la permission d'aller chez un médecin (problème lié à position dans la prise de décision) ;
- avoir l'argent pour des conseils ou un traitement (problème lié au la possession de revenus) ; Distance à l'établissement de santé (problème lié à l'accessibilité physique des structures de santé) Ne pas vouloir aller seule (problème de soutien en accompagnement)

Problèmes d'accès aux soins de santé						
Caractéristique Sociodémographique	Obtenir la permission d'aller se faire soigner	Obtenir l'argent pour se faire soigner	Distance jusqu'à l'établissement de santé	Ne veut pas s'y rendre seule	Au moins un problème d'accès aux soins de santé	Effectif de femmes
Ensemble	27,1	40,5	28,5	20,1	47,3	10 19

Il ressort du tableau 9.14 que plus de quatre femmes sur dix (47 %) ont déclaré qu'au moins un des problèmes cités lors de l'interview pouvait constituer un obstacle important pour recevoir un traitement ou un avis médical.

Parmi ces problèmes, obtenir l'argent pour le traitement (41 %) constitue le principal obstacle aux soins de santé le plus fréquemment cité par les femmes.

En dehors de ce problème, près de trois femmes sur dix (29 %) ont cité la distance à l'établissement de santé et pour 27 % des femmes, obtenir la permission d'aller se faire soigner peut constituer un problème quand elles recherchent des soins de santé.

c. Nutrition des enfants et des femmes :

Les résultats clés issus de l'EDSM VI montrent que sur le plan de l'état nutritionnel des enfants, trois enfants de moins de 5 ans sur dix (27 %) souffrent de malnutrition chronique ou retard de croissance, 9 % de malnutrition aigüe ou émaciation, 19 % présentent une insuffisance pondérale et 2 % un surpoids.

d. Taux de fécondité désiré

Au Mali, si toutes les naissances non désirées étaient évitées, le nombre moyen d'enfants par femme serait de 5,5 enfants au lieu de 6,3 enfants**.**

Les tendances montrent globalement, une baisse de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF), celui-ci étant passé de 7,1 enfants en 1987 à 6,3 enfants en 2018. On note la même tendance à la baisse concernant l'Indice Synthétique de Fécondité Désirée (ISFD) puisqu'il est passé de 6,6 enfants en 1987 à 5,5 enfants en 2018.

L'écart entre l'ISF et l'ISFD, qui était demeuré stable entre 1995-1996 et 2006, a diminué entre 2006 et 2018, passant de 0, 6 à 0,8 enfants (Graphique 6.6). Variations par caractéristique :

- l'ISFD est plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural (4,2 enfants contre 6,0 enfants).
- les résultats selon la région montrent que l'ISFD varie d'un minimum de 2,6 enfants à Kidal à un maximum de 6,8 enfants à Tombouctou.

- l'ISFD diminue avec la hausse du niveau d'instruction, passant de 6,0 enfants parmi les femmes n'ayant aucun niveau d'instruction à 4,2 enfants parmi celles ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus.

On retiendra que l'autonomisation économique de la femme et sa volonté d'expression sont à prendre en compte en matière de détermination des besoins sexospécifiques pour proposer des interventions en relation avec la fécondité et la planification familiale.

e. Planification Familiale

En termes de prévalence de la PF, 16 % des femmes utilisaient au moins une méthode contraceptive au moment de l'enquête dont 15 % une méthode moderne et 1 % une méthode traditionnelle. Cette prévalence de la contraception est de 17 % chez les femmes actuellement en union et de 36 % parmi celles qui ne sont pas en union mais qui sont sexuellement actives.

f. Violences basées sur le genre (VBG)

Ce chapitre porte sur la violence domestique, une forme de violence basée sur le genre. Elle est définie par les Nations Unies comme tout acte de violence pouvant causer aux femmes, aux jeunes filles, aux hommes et aux jeunes garçons un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de libertés.

Les résultats essentiels issus de l'EDSM VI 2018, sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 17.6 Expérience de diverses formes de violences

Âge actuel	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi diverses formes de violence, selon l'âge actuel, EDSM-VI Mali 2018				Effectif de femmes
	Violence physique seulement	Violence sexuelle seulement	Violence physique et sexuelle	Violence physique ou sexuelle	
15-19	27,0	3,0	6,6	36,6	713
15-17	27,6	3,1	2,2	32,8	387
18-19	26,3	3,0	11,9	41,1	326
20-24	30,9	0,9	12,6	44,5	650
25-29	31,8	2,9	11,8	46,5	730
30-39	34,9	1,0	13,3	49,2	1 121
40-49	37,2	1,4	7,8	46,4	570
Ensemble	32,5	1,8	10,8	45,1	3 784

Les évidences du tableau 17.6 montrent à bien des égards que les VBG doivent être prises en comptes dans la détermination des besoins sexo spécifiques en matière de respects des droits de la femme, d'en tenir compte dans les priorités du développement sanitaire.

1.2.Pouvoir d'action des femmes

Selon les résultats clés de l'EDSM VI 2018, montrent qu'au Mali, dans 83 % des cas, les femmes décident principalement de l'utilisation de l'argent qu'elles gagnent contre 97% des hommes. Seulement 10 % des femmes participent dans les prises de décisions importantes du ménage. Pour leurs propres soins de santé, la décision est prise principalement par l'homme dans 78 % des cas.

2. Les gaps à combler

2.1 Objectif général :

Réduire le ratio de mortalité maternelle de 325 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 33 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2030.

2.1.1 Objectifs spécifiques

- rendre disponibles et accessibles les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2030.
- augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualité dans 100% des structures de référence (CS Réf, EPH) d'ici 2030.
- augmenter la prévalence contraceptive de 16% à 30% en 2030 ;
- renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale dans 95% des villages en 2030.

2.2.2. Résultats attendus :

R1. La disponibilité et l'accessibilité du paquet de SR/PF et des soins offerts par le système de référence / évacuation sont renforcées ;
R2. Les ressources humaines en matière de SR/PF sont mieux développées ;
R3. L'état nutritionnel des enfants de 0 à 59 mois et des femmes enceintes et allaitantes est amélioré;
R4. Le changement de comportement nécessaire au niveau des populations en matière de sexualité SR est promu;
R5. Le système d'information sanitaire en matière de la SR est renforcé ;
R6. La gestion, la coordination, le suivi et l'évaluation sont renforcés.

B. Mesures spécifiques et stratégies pour réduire les inégalités de genre en Santé

Les mesures ou stratégies spécifiques

- renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement ;
- renforcer le système de référence évacuation ;
- repositionner la planification familiale dans les activités de la SR ;
- préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants ;
- lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

Au titre des politiques et des stratégies de développement :

- la Politique Sectorielle de la santé, 1990 ;
- la politique Nationale de Solidarité, 1993 ;
- la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, 1998 ;
- la Politique Nationale de Médecine Traditionnelle, 2005 ;
- la Politique Nationale de l'Eau, 2006 ;
- la Politique Nationale Genre, novembre 2010 ;
- la politique Nationale de Développement des Ressources Humaines pour la Santé en 2009
- la Politique Nationale pour l'Abandon de la Pratique de l'Excision en 2010 ;
- la politique nationale de recherche ;
- la Politique Nationale de Nutrition (PNN) ;
- la Politique Nationale de l'Economie Sociale et Solidaire, 2014 ;
- le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023 et son programme (PRODESS) ;
- la Politique Nationale de Protection Sociale, 2016 ;
- la Politique Nationale de l'Action Humanitaire, 2018 ;
- le Plan Décennal de Développement de l'Autonomisation de la femme, de l'Enfant et de la Famille (2020 -2029 et son PRODAFFE 2020-2024.

Au titre des Lois

- la Loi n°02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction ;
- la Loi n°02- 049 du 22 juillet 2002 portant Loi d'Orientation sur la Santé ;
- la Loi n°02-050 du 22 juillet 2002 portant Loi hospitalière ;
- la Loi n°06-028 du 29 Juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, à la prise en charge et au contrôle du VIH/SIDA ;

- la loi n°2015- 052 du 18 décembre 2025 instituant des mesures pour promouvoir l'accès aux instances nominatives et électives et son décret d'application (décret N°2016-0909 du 16 décembre 2016 ;
- la loi n°2018-027 du 12 juin 2018, portant sur la promotion et la protection des personnes handicapées ;
- les conventions communautaires dans le cadre de l'abandon de la pratique de l'excision.

La prise en compte de la question de l'équité entre les sexes reste dans la pratique très limitée malgré les tentatives entreprises par la Direction Nationale des Collectivités Territoriales et les collectivités territoriales elles-mêmes pour l'intégrer.

L'attention semble s'être focalisée sur les quelques femmes élues comme maire ou conseiller, alors que la décentralisation est une opportunité inédite pour faire progresser un développement motivant. En plus, l'intégration des données du MFPFE dans le système d'information socio-sanitaire reste un défi majeur à relever.

Le nouveau PDDSS 2014 à 2023 a pour but de corriger les insuffisances constatées dans la mise en œuvre du précédent PDDSS. Il est l'instrument de mise en œuvre de la Politique Nationale de Santé consacrée par la Loi N°02- 049 du 22 juillet 2002, portant Loi d'Orientation sur la Santé. Le présent PDDSS est désormais, le document de référence nationale pour toutes les interventions dans le secteur de la santé et de l'Hygiène Publique, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

a. Evaluation des activités genre N-1 (2023)

Programme 1.021 : Administration, Coordination et Décentralisation

Le Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre a été mis en place en 2018. Il a eu à organiser une session de renforcement des capacités en 2020 au profit de ses **28 membres dont 17 femmes et 11 hommes.**

Programme 2.061 : Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion :

Dans le cadre du Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion beaucoup d'efforts ont été fournis en matière d'accès des femmes et des filles vulnérables aux infrastructures sociaux économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre. Malgré cela des défis demeurent. Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons / filles en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

Tableau 1 : Pourcentage de personnes handicapées réinsérées

Régions	Nombre de personnes handicapées enregistrées			Nombre de personnes handicapées réinsérées			Taux de réinsertion		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	12031	11559	23590	2307	2216	4523	19,17	19,17	19,17

Le taux de réinsertion des personnes vivant avec le handicap est faible (19,17%) ; cette situation est due à la faible prise en charge des questions des personnes handicapées dans leur cadre de programmation technique et financière au niveau des communes et cercles.

Tableau 2 : pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage

Régions	Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage enregistrées			Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage satisfaites			Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage		
Ensemble Pays	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
	2166	2081	4247	688	512	1200	31,8	24,6	28,25

Près du tiers des demandeurs d'appareillage sont satisfaits soit 28,25 % ; la rareté des ressources financières au niveau des collectivités pour la prise en charge des activités sociales, le retrait de certains PTF appuyant nos structures dans ce sens expliquent la faiblesse du résultat obtenu.

Tableau 3 : taux de suivi socio médical des personnes âgées

Régions	Nombre de personnes âgées enregistrées			Nombre de personnes âgées ayant bénéficié de suivi socio médical			Taux de suivi socio médical		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	12734	12235	24969	5972	5680	11652	**46,89**	**44,60**	**46,66**

Beaucoup d'actions ponctuelles sont menées en faveur des Personnes Agées mais le suivi régulier est une autre bataille qu'il faut gagner à tout prix pour assurer le bien-être de cette frange de la population vulnérable.

Tableau 4 : Pourcentage de femmes démunies seules chargées de famille ayant bénéficié de suivi			
Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Ensemble Pays	18024	11776	65 ,33

Un peu plus de la moyenne concernant cette cible (65,33%) bénéficie d'un suivi régulier de la part des structures du Développement Social ; toutefois, cette frange vulnérable doit bénéficier d'une attention toute particulière des autorités administratives et politiques et des collectivités territoriales

Tableau 5 : Pourcentage de femmes démunies porteuses de fistule vésico vaginal ayant bénéficiée de suivi

Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Ensemble Pays	144	123	85,41

Le nombre de PDIs est en effet passé de **350110** personnes en 2021 à **412 382** personnes en 2022 soit **54%** de femmes et **46%** de hommes. Les femmes même déplacées demeurent des actrices incontournables du développement. Elles contribuent fortement à l'économie des ménages et au marché local.

Tableau 6 : Déplacés Internes au Mali

Région	Ménage	Femme	Homme	Total Individus
Ensemble Pays	88313	202137	152602	354739

Le nombre de ménages concernés pour des raisons d'insécurité est de 88 313 soit une population de 354 739 personnes déplacées.

PDIS RETOURNÉES

Tableau 7 : PDIs retournées en 2023 par tranche d'âge

Région de retour	Ménages	Total Individus	Enfants (<18 ans)			Adultes (18-59 ans)			Plus de 60 ans		
			Fil.	Gar.	Total	Fem	Hom	Total	Fem	Hom	Total
Ensemble Pays		803 410	252 552	206 984	459 536	177 283	148 385	325 668	11 927	6 279	18 206

Le nombre de PDI retournées est **803 410** personnes soit 173111 ménages (de l'éclatement de la crise à Décembre 2023); les enfants (**459 536)** personnes représentent plus de 50% de cette population cible.

Tableau 8 : Nombre Cumulé de PDIs retournées de juillet 2013 au 31 décembre 2023

Région	Ménage	Femme	Homme	Individus
Ensemble	173111	441762	361648	803410

Le nombre de PDIs retournées est estimé à 803410 individus en décembre 2023.

Tableau 9 : Répartition par tranches d'âges et par sexe des rapatriés au Mali

Enfants (0-17 ans)			Adultes (18 - 59ans)			Personne âgée (59ans et plus)			TOTAL
Filles	Garçons	Total	Fem.	Hom.	Total	Fem.	Hom.	Total	
14670	14304	28974	22825	26783	49608	3716	3385	7101	85683
17,12	16,69	31,81	26,63	31,25	57,89	4,33	3,95	9	100

La population rapatriée est constituée de 51% de femmes et 48 % d'hommes. Par ailleurs, 32% des personnes rapatriées sont des enfants (âgés de 0 à 17 ans), les adultes (18 à 59 ans) représentent 58% et les personnes âgées représentent 9% de la population rapatriée.

2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Tableau 10 : Situation des ASACO et données sexo-spécifiques des organes en 2023

INDICATEURS	Nombre total	Nbre fonctionnel	Taux	Observations
Nombre total ASACO en 2021	1729	1451	83,92	
Représentativité des femmes et des jeunes dans les organes de gestion ASACO				
INDICATEURS	**Nombre total**	**Nombre réalisé**	**Taux**	**Observations**
ASACO avec 30% des membres qui sont des femmes dans les organes de gestion	1729	423	24,10	
ASACO présidées par des femmes	1729	35	2,02	Décès de la Présidente de l'ASCOM (Bamako coura Bolibana)
Nombre de Femmes dans les comités de gestion des ASACO	9055	1733	19,14	
Nombre de Femmes dans le CA des ASACO	24342	5768	23,70	

Commentaire : Sur les 1729 ASACO répertoriées en 2023, 1 451 étaient fonctionnelles soit 83,92 % contre 83,04 % en 2022.

Quant au pourcentage d'ASACO avec 30% des membres qui sont des femmes dans les organes de gestion, il est passé de 23,11 en 2022 à 24,10 en 2023. Le nombre d'ASACO avec 30% des femmes est passé de 412 en 2022 à 423 en 2023. Les efforts doivent, se poursuivre à ce niveau en vue de rehausser davantage la représentativité des femmes dans les organes de gestion. Ainsi sur les 1400 ASACO fonctionnelles, 36 sont présidées par des femmes soit 2,14%. Aussi les 412 ASACO soit 24,44% ont respecté la consigne de représentativité de 30% de femmes et de jeunes dans les organes de gestion.

Tableau 11 : Données sexo-spécifiques dans les organes des mutuelles

Région	Conseil administration				Commission de contrôle			
	Hommes	Femmes	Total	% Femmes	Hommes	Femmes	Total	% Femmes
Ensemble Pays	**1491**	**584**	**2075**	28,14	**392**	**141**	**533**	26,45
Pourcentage	**71,86**	**28,14**	**100**	28,14	**73,55**	**26,45**	**100**	26,45

NB : Deux mutuelles de santé ont été agrées dans le District de Bamako il y a eu une légère augmentation dans la représentativité du nombre de femmes dans les organes de gestion soit 28, 14% dans le conseil d'administration et 28,45% dans la commission de contrôle en 2021.

L'année 2022 a été consacrée à la restructuration des mutuelles conformément à la stratégie d'extension aux secteurs agricole et informel, dont le niveau cercle sera la base de pilotage des entités des mutuelles. En 2023 il n'y a pas eu de création de mutuelle avec la stratégie d'extension une mutuelle un cercle.

Tableau 12 : Données sexo-spécifiques de la population couverte par les mutuelles de santé en 2022

Régions	Population totale (cible)			Population couverte			Pourcentage		
	Homme	Femme	Totale	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ensemble Pays	**8 392 707**	**8 530 953**	16 923 660	235 031	260 652	495 683	2,80	3,06	2,93
	Cible Mutuelle	**78%**	16 923 660	**Couverture**	**2,93**				

Tableau 14 : Données sexo-spécifiques dans les organes des Sociétés Coopératives

1- Société Coopératives avec Conseil de Gestion.

Étiquettes de lignes	Comité de Gestion (CG)				Commission de Surveillance (CS)			
	Hommes	Femmes	TOTAL	% femmes	Hommes	Femmes	Total	% femmes
Ensemble Pays	54541	29028	83569	34,74	45558	22575	68133	33,13

Dans les comités de gestion des sociétés coopératives simplifiées les femmes représentent 34,74 contre 33, 13% dans les organes de contrôle.

2- Société Coopératives avec Conseil d'Administration.

Étiquettes de lignes	**Conseil d'Administration (CA)**				**Conseil de Surveillance (CS)**			
	Hommes	**Femmes**	**Total**	**% Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Total**	**% Femmes**
Ensemble Q B Pays	**33 367**	**21 325**	**54 692**	**38,99**	**16 383**	**8 840**	**25 223**	**35,05**

Dans les conseils d'administration des sociétés coopératives avec conseil d'administration les femmes représentent 38,99 contre 35, 05% dans les organes de contrôle.

Commentaire : A ce niveau, nous constatons une augmentation du nombre de sociétés coopératives immatriculées conformément aux dispositions de l'OHADA (avec un cumul de 39530 en 2023 contre 35926 en 2022).

Le pourcentage de sociétés coopératives fonctionnelles a connu une augmentation de 47,37% en 2022 à 56,30 % en 2023.

Quelques indicateurs 2023 du Budget-programmes indirectement liés au genre

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
Objectif : 1 Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.

Indicateurs et cibles de performance	**Références**		**Evaluation 2023**		
	2021	**2022**	**Prévu**	**Réel**	**Taux (%)**
Proportion de Médecins généralistes ayant bénéficié de formation de spécialisation	8,7(	26,1	5(	1,0	2,1%
Proportion de femmes aux postes nominatifs.	28.	28.	2	30.	106,5

L'indicateur "Proportion de Médecins généralistes ayant bénéficié de formation de spécialisation" peut être décomposé en femmes et hommes selon le mode collecte des données, d'où sa pertinence dans le cadre du genre. Concernant la "Proportion de femmes aux postes nominatifs" elle est réservée uniquement aux femmes.

2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies

Objectif : 1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	**Références**		**Evaluation 2023**		
	2021	**2022**	**Prévu**	**Réel**	**Taux (%)**
Taux d'accouchements assistés	60	57,2	62	61,79	99.66
Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	1,8	2,1	1.3	5,59	430

L’indicateur Taux d'accouchements assistés est exclusivement consacré aux femmes assistées au cours de leur accouchement par un personnel de santé qualifié. Quant au Taux de malnutrition aiguë sévère (6-59 mois), sa pertinence dans le cadre du genre réside qu’il peut être décomposé en filles et garçons selon le mode collecte des données.

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2023		
	2021	2022	Prévu	Réel	Taux (%)
Taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement	1,49	2,60	1,45	1,66	-114,48
Taux de mortalité néonatale précoce intra hospitalière	9,97	8,76	8,51	12,21	-143,48

Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement est un indicateur qui concerne uniquement les femmes décédées pour des raisons en lien avec leur accouchement dans un hôpital.

Le Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière, peut être décomposé en filles et garçons grâce à des documents de collecte des données adaptés pour mettre en lumière la proportion des filles concernées par cet indicateur.

2.063 Lutte contre la pauvreté

Objectif :1 Contribuer à assurer une meilleure couverture des prestations sociales

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2023		
	2021	2022	Prévu	Réel	Taux (%)
Nombre de personnes vulnérables assistées	-	-	4000	0	0%

Cet indicateur concerne en général les appuis accordés aux personnes vulnérables qui pourraient être classées en fonction des genres selon le mode collecte des données.

Objectif: 3 Renforcer la solidarité en faveur des militaires, de leurs familles et leurs ayant droits

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2023		
	2021	2022	Prévu	Réel	Taux (%)
Nombre de veuves des forces de défense et de sécurité ayant bénéficié d'Activité Génératrices de Revenus (AGR)	0	45	90	0	0

Cet indicateur met en exergue les efforts fournis dans le cadre de la solidarité en faveur des femmes dont les maris sont tombés en défendant la patrie.

III. Planification et budgétisation des actions genre

a. Objectifs, indicateurs et activités

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Objectifs	Indicateurs					Activités 2025
	Libellés	Référence 2023	Cibles			
			2025	2026	2027	
1-Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.	1.2. Proportion de Médecins généralistes ayant bénéficié de formation de spécialisation	1,05	45	50	50	1.2.1 Formation des ressources humaines
	1.3. Proportion de femmes aux postes nominatifs.	30.9	32	33	35	1.3.1 Prise en charge des entretiens bâtiments 1.3.2 Appui aux organismes publics, organisations faitières et ménages

2.054: Soins de santé primaires et lutte contre les maladies.

Objectifs	Indicateurs					Activités 2025
	Libellés	Référence 2023	Cibles			
			2025	2026	2027	
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 Taux d'accouchements assistés	61,79	65	66	67	1.1.1 Pris en charge des dépenses du personnel CSCOM
	1.4. Taux de Réalisation des audits de décès maternels	76,4	90	91	92	
	1.5. Pourcentage de femmes enceintes qui connaissent leur statut sérologique (VIH)	56,45	65	68	70	

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectifs	Indicateurs					Activités 2025
	Libellés	Référence 2023	Cibles			
			2025	2026	2027	
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.	1.1Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement ;	1,66	1,50	1,45	1,35	1.1.1 Amélioration des services de soins hospitaliers

2.061 : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion

Objectifs	Indicateurs					Activités 2025
	Libellés	Référence 2023	Cibles			
			2025	2026	2027	
1 : Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables	1.5 Proportion de femmes seules chargées de famille assistées/suivies	65,33	70	70	70	2.1.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de la DNDS

2.062: Renforcement de la protection sociale et de l'économie solidaire

Objectifs	Indicateurs					Activités 2025
	Libellés	Référence 2023	Cibles			
			2025	2026	2027	
4-Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire.	4.3 Pourcentage d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion	24,47	26	27	28	4.3.2 Réalisation d'études et recherche CNAPESS

2.063: Lutte contre la pauvreté

Objectifs	Indicateurs					Activités 2025
	Libellés	Référence 2023	Cibles			
			2025	2026	2027	
1 : Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines	1.2-Nombre de personnes vulnérables assistées	0	5000	5000	5000	1.2.1 Prise en charge des dépenses de personnel
3-Renforcer la solidarité en faveur des militaires blessés, les familles et les ayant droits de ceux tombés pour la nation	3.3-Nombre de victimes de guerre des forces de défense et de sécurité ayant bénéficié d'Activités Génératrices de Revenus (AGR)	0	130	150	200	3.3.1 Renforcement de la capacité opérationnelle

b. Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2023	2024	2025	2026	2027
Programme 1,021 Administration, Coordination et Décentralisation	**107 435 000**	**463 915 000**	**463 915 000**	**501 480 000**	**523 430 000**
Action 3 : Gestion des ressources humaines du secteur	**107 435 000**	**463 915 000**	**463 915 000**	**501 480 000**	**523 430 000**
1.2.1 Formation des ressources humaines	4 450 000	359 480 000	359 480 000	388 238 000	392 547 000
1.3.1 Prise en charge des entretiens bâtiments	5 800 000	7 250 000	7 250 000	7 797 000	8 567 000
1.3.2 Appui aux organismes publics, organisations faitières et ménages	97 185 000	97 185 000	97 185 000	105 445 000	122 316 000
Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	**9 937 480 000**	**10 483 041 000**	**16 270 798 000**	**16 270 798 000**	**16 270 798 000**
Action 2 : Santé communautaire	**9 937 480 000**	**10 483 041 000**	**16 270 798 000**	**16 270 798 000**	**16 270 798 000**
1.1.1 Pris en charge des dépenses du personnel CSCOM	9 937 480 000	10 483 041 000	16 270 798 000	16 270 798 000	16 270 798 000
Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**5 028 535 000**	**5 930 840 000**	**5 285 791 000**	**6 198 642 000**	**7 246 327 000**
Action 1 : Fourniture de Soins hospitaliers	**5 028 535 000**	**5 930 840 000**	**5 285 791 000**	**6 198 642 000**	**7 246 327 000**
1.1.1 Amélioration des services de soins hospitaliers (Activités 4.2.9. , 4.2.70. , 4.2.72. , 4.2.19. du PACGT 2022-2024)	5 028 535 000	5 930 840 000	5 285 791 000	6 198 642 000	7 246 327 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	**304 814 000**	**488 688 000**	**488 688 000**	**488 688 000**	**488 688 000**
Action 1 : Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforcement de l'autopromotion des communautés	**304 814 000**	**488 688 000**	**488 688 000**	**488 688 000**	**488 688 000**
2.1.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de la DNDS	304 814 000	488 688 000	488 688 000	488 688 000	488 688 000
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**21 000 000**	**21 000 000**	**21 000 000**	**22 585 000**	**24 816 000**
Action 3 : Protection sociale et économie solidaire	**21 000 000**	**21 000 000**	**21 000 000**	**22 585 000**	**24 816 000**
4.3.2 Réalisation d'études et recherche CNAPESS	21 000 000	21 000 000	21 000 000	22 585 000	24 816 000
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	**688 000 000**	**743 952 000**	**704 732 000**	**812 767 000**	**934 680 000**
Action 1 : Assistance aux démunis et accès aux services sociaux de base	**688 000 000**	**743 952 000**	**704 732 000**	**812 767 000**	**934 680 000**
1.2.1 Prise en charge des dépenses de personnel	412 500 000	412 500 000	412 500 000	450 656 000	518 254 000
3.3.1 Renforcement de la capacité opérationnelle	275 500 000	331 452 000	292 232 000	362 111 000	416 426 000
TOTAL GENERAL	**16 087 264 000**	**18 131 436 000**	**23 234 924 000**	**24 294 960 000**	**25 488 739 000**

Les allocations budgétaires de 2024 sont conformes à la loi de finances 2024, celles de 2025 sont les chiffres issus de l'arbitrage technique du Ministère de l'Economie et des Finances relatives au projet de budget 2025.

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre *En milliers de FCFA*

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2023	2024	2025	2026	2027
Programme 2.054 : Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	**9 937 480**	**10 483 041**	**16 270 798**	**16 270 798**	**16 270 798**
Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**5 028 535**	**5 930 840**	**5 285 791**	**6 198 642**	**7 246 327**

Le programme 2.054 est chargé du Suivi/supervision des orientations et de la mise en œuvre de la politique de santé.

A ce titre, il réalise à l'endroit des deux sexes, les activités de soins préventifs et curatifs, la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, la promotion de la santé à travers la communication, l'information et la sensibilisation à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Le programme est appuyé par les services techniques des composantes « Développement Social et Promotion de la Famille du PRODESS » dans la mise en œuvre des documents nationaux de politique (Santé, Genre …).

Le programme « Soins Hospitaliers et Recherche » vise à améliorer la performance des hôpitaux, des institutions de recherches et des établissements spécialisés dans le domaine de la santé.

Tableau III.3 - Effectifs du ministère séxo-désagrégés

Fonction	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
Ministre	1	0	1	100%
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Directeurs	55	51	4	7,27%
Directeurs Adjoints	37	33	4	11%
Chefs de Division/Section	307	220	87	28%
Chargés de dossiers	17 403	10 304	7 099	41%
Personnel de support	3 464	2 633	831	24%
TOTAL	21 268	**13 242**	**8 026**	37,74%

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

INTRODUCTION

Présentation du Ministère

Suivant le Décret n°2023-0392/PM-RM du 19 juillet 2023 fixant les attributions spécifiques des membres du gouvernement, le ministre de l'Energie et de l'Eau prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de valorisation des ressources énergétiques et hydrauliques.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la mise en valeur des ressources énergétiques et la réalisation des infrastructures y afférentes ;
- le suivi et le contrôle de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergie ;
- le développement des énergies conventionnelles, nouvelles ou renouvelables ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergétiques et hydrauliques ;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau ;
- le développement de l'accès des populations à l'eau ;
- la maîtrise et l'économie d'énergie ;
- la promotion de la sûreté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements associés sur le territoire national ;

I. Enjeux et gaps à combler

Les programmes de développement des ressources en eau et énergétiques sont capitaux pour renforcer l'autonomisation économique des femmes et améliorer leur qualité de vie (p.ex. le progrès dans l'accès à l'eau et à l'électricité entraine une réduction du temps de corvée d'eau et d'autres tâches domestiques telles que préparation des repas, souvent assurée par les filles et les femmes ; les entreprises et chantiers énergétiques et hydrauliques peuvent fournir des opportunités d'emplois aux femmes). Cependant, le département doit faire face à une série d'enjeux qui limitent le potentiel de ces programmes et demanderaient des réponses appropriées pour le renforcer.

a. Enjeux genre selon les missions officielles du département

Les enjeux genre au MEE proviennent d'un ensemble de facteurs, dont les normes sociales mais aussi les pratiques qui en découlent même dans l'administration publique. Les inégalités entre genres sont présentes aussi bien au niveau de la population qui est sensée bénéficier des politiques et actions gouvernementales concernant le développement des ressources énergétiques et en eau, mais également au niveau de l'administration publique qui met en œuvre les politiques et les actions. On peut les résumer de la sorte :

- appropriation insuffisante du concept genre et immobilisme culturel dans les mentalités des hommes et des femmes, qui suscite de multiples difficultés pour que les femmes accèdent aux secteurs énergie et hydraulique, et y jouent un rôle plus important ;
- sous-représentation des femmes aux postes de responsabilités et de décision (au sein des entreprises énergétiques et des organes de gestion de l'eau, et de l'administration publique), insuffisance du nombre de femmes formées aux filières pertinentes pour les secteurs du département et non prise en compte du genre dans les outils statistiques, de planification, de mise en œuvre et de suivi des activités du département ;
- exposition des femmes aux risques de violence basée sur le genre (VBG) (chantiers énergétiques et d'approvisionnement en eau, administration) et risques liés à la santé de reproduction suite à l'exposition aux rayonnements ionisants.

- difficultés d'accès des femmes à l'électricité, aux produits et aux équipements économes d'énergie (p.ex. cuisson propre) et à l'eau potable pour les femmes rurales (problèmes de développement) ;
- insécurité qui d'une part, accroit les difficultés d'accès aux services et équipements et d'autre part, affecte l'infrastructure existant dans certaines zones, réduisant la capacité de production ;
- difficultés d'accroître la visibilité des femmes à tous les niveaux d'intervention à travers les outils d'information et de communication par le manque de confiance en soi.

A ces enjeux spécifiques au genre s'ajoutent en effet les enjeux d'expansion de l'accès aux services de base, auxquels le gouvernement s'est engagé à répondre à travers un certain nombre d'actions telles que la relecture des textes fondamentaux des secteurs, la promotion des énergies renouvelables, le Programme Présidentiel de Mesures d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie et l'engagement d'allouer 5% du budget national à l'eau.

Les graphiques ci-dessous montrent les tendances dans l'accès à ces deux services de base (eau et électricité) au cours de la période 2019-2023.

***Figure 1**: Evolution du Taux d'accès à l'électricité (source Direction Nationale de l'Energie)*

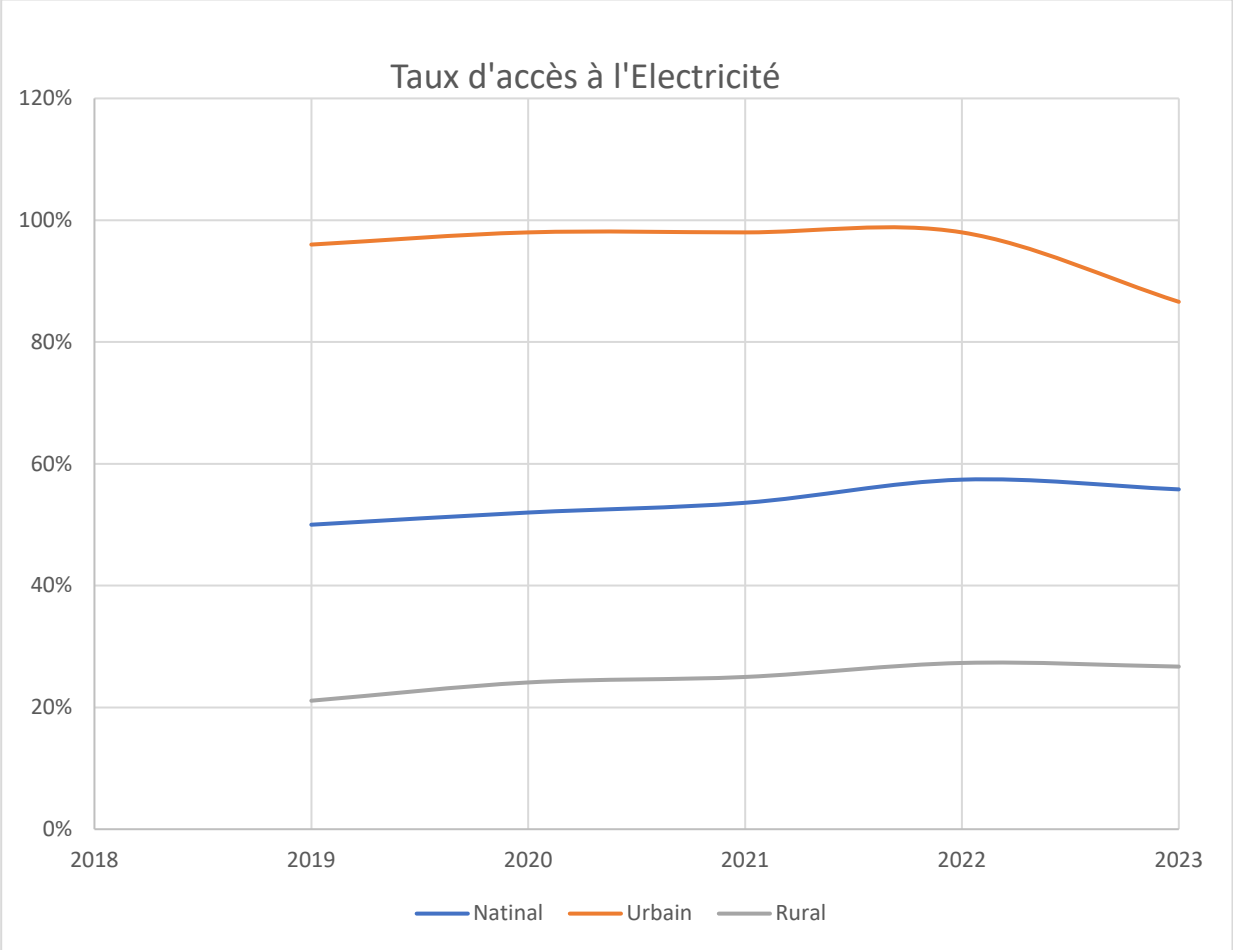
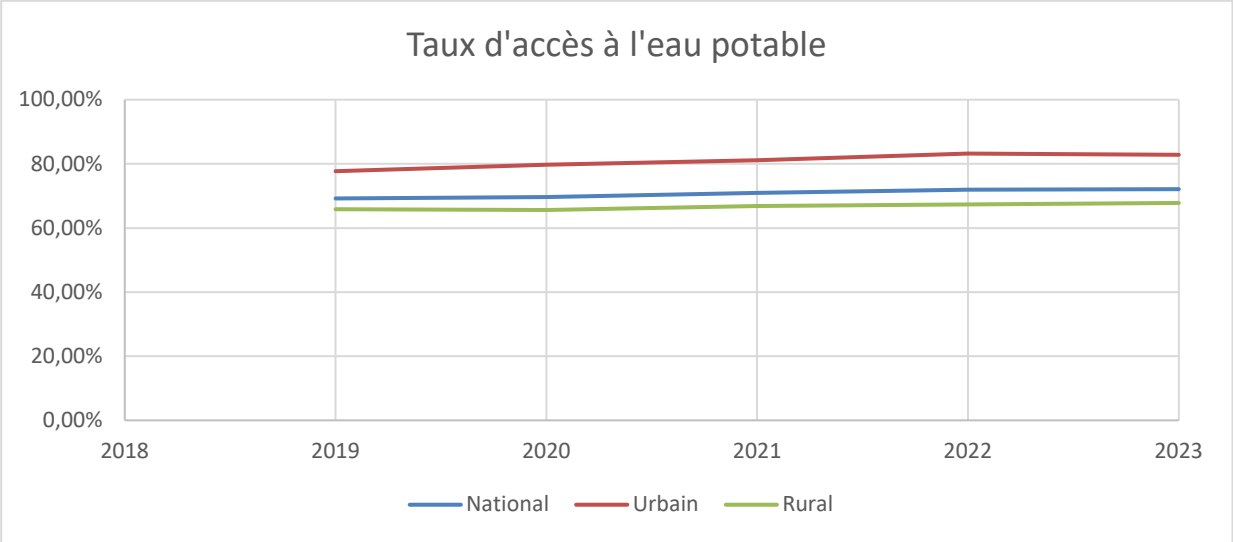


Figure 2: *Evolution du taux d'accès à l'eau potable (source Direction Nationale de l'Hydraulique)*



On note une tendance haussière dans l'accès à l'eau potable, mais aussi que l'écart entre accès en milieu rural et en milieu urbain ne se comble pas vraiment, ce qui limite fortement le potentiel d'autonomisation des femmes rurales. Quant au secteur de l'énergie, on note qu'après plusieurs années de hausse, l'accès à l'électricité a légèrement diminué au niveau national. L'écart entre milieu urbain et rural est moindre en 2023 qu'en 2022 mais cela est entièrement dû à une nette détérioration en termes d'accès dans les zones urbaines.

De plus, de façon générale, on constate que les secteurs disposent de peu de données sexo-désagrégées ou spécifiques genre qui permettraient de mieux apprécier l'ampleur des défis soulevés ci-dessus et d'analyser les bénéfices que les femmes retirent des secteurs et les comparer avec la situation des acteurs masculins.

b. Les GAPS à combler

L'évolution des mentalités des hommes et des femmes est un enjeu multisectoriel. Au niveau du département, les gaps à combler ou mesures qui permettraient de répondre aux enjeux qui concernent plus directement le MEE sont de plusieurs ordres. On peut les résumer comme suit :

- assurer l'application effective de la loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ;
- accroitre le nombre de femmes formées aux filières techniques pertinentes en faisant la promotion (information, sensibilisation) auprès des jeunes filles et des femmes et de leurs familles ;
- sensibiliser les services du département et les former aux concepts genre et aux implications en termes de conception, planification, programmation etc. ;
- s'assurer de la désagrégation par sexe des données collectées par les cellules de planification et statistiques et les services publics en général y compris les structures de mise en œuvre de projets ;
- établir des quotas de représentation des femmes et veiller à leur application dans les secteurs du département (systématiser l'application des quotas dans les organes de gestion dans les deux secteurs, exiger un quota de recrutement) ;
- mettre en œuvre des stratégies de développement visant l'expansion de services en zone rurale, dans les secteurs de service du département (approvisionnement en eau et électricité) afin d'étendre les bénéfices qui en découlent en particulier pour les filles et les femmes ;
- faire appliquer des mécanismes d'information, sensibilisation, prévention et sanctions contre les VBG à tous niveaux (chantiers d'approvisionnement en eau et chantiers d'installation électrique, entreprises des secteurs, administration) ;

- mettre à disposition des ressources financières pour s'assurer de la prise en compte des mesures spécifiques dans le cadre de l'exposition des femmes en état de procréation au rayonnement ;
- valoriser le leadership féminin à travers la participation des femmes, dans la conception et la mise en œuvre des projets et pour qu'elles aient l'opportunité d'acquérir de l'expérience en gestion et leadership.

II. Mesures et stratégies spécifiques et évaluations des activités pour l'égalité de genre

a. Les mesures et stratégies spécifiques

Au niveau de l'administration, afin d'assurer une mise en œuvre effective de la Politique Nationale Genre dans les secteurs sous le mandat du Ministère, le MEE a procédé à la nomination de points focaux genre dans toutes les structures du département, à la mise en place d'un cadre de travail regroupant les points focaux du Ministère, et au développement d'un plan d'action sous la coordination de la Conseillère Technique Genre du MEE.

Le plan d'action genre du MEE vise à capaciter les points focaux genre en matière d'égalité de genre et également à renforcer leur capacité d'intégrer le genre dans les tâches des services (planification, conception/planification/suivi évaluation des projets, processus budgétaire etc.) en les formant et/ou en les familiarisant avec p.ex. les principaux documents budgétaires. Le plan d'action genre inclut les activités du ministère en vue de renforcer la budgétisation sensible au genre. A ce titre, en 2022 le MEE a mis en place une organisation des travaux relatifs à la BSG, y compris la préparation du Rapport Genre, qui renforce le lien entre points focaux genre et équipes de programme en charge de la budgétisation par programme.

Dans le secteur de l'eau, un des objectifs spécifiques de la stratégie nationale de développement de l'alimentation en eau potable au Mali est de promouvoir les activités des femmes. De plus, la stratégie opérationnalise la position des femmes au centre du processus de gestion et d'approvisionnement en eau en rendant obligatoire leur intégration dans les organes de gestion. Plusieurs projets intègrent cette obligation en prévoyant des quotas de représentation des femmes dans les organes de gestion de l'eau établis pour les structures d'approvisionnement développées par le projet. Dans certains projets le cadre de suivi-évaluation du projet inclut spécifiquement le respect de ces quotas.

b. Evolution/évaluation des objectifs et/ou indicateurs genre 2023

On a souligné ci-dessus l'importance capitale des programmes du département pour l'autonomisation économique de la femme. Malgré cela, il n'y a pas d'indicateurs et d'objectifs sensibles au genre dans les cadres actuels de performance des programmes du Ministère.

Certains indicateurs de programme mesurent le progrès dans l'accès de la population aux services mais le bénéfice qui devrait en découler pour les filles et les femmes n'est pas mesuré. P.ex. dans le secteur de l'eau, plusieurs indicateurs de programme (taux d'accès à l'eau potable, taux de réduction de localités sans EPEM, taux de réalisation de points d'eau modernes pour les autres usages) mesurent le progrès dans l'accès à l'eau mais les bénéfices attendus pour les filles et les femmes (en termes de réduction de temps corvée eau etc.) ne sont pas mesurés. Leur mesure pose la question du choix d'indicateurs appropriés et qu'il serait possible de renseigner à un coût acceptable (p.ex. la réduction du temps de corvée eau est difficilement mesurable autrement que par enquête).

On remarque aussi que certaines exigences genre dans les documents stratégiques ne sont pas capturées dans les cadres de performance des programmes (p.ex. l'exigence de représentation des femmes dans organes de gestion de l'eau formulée par la stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable).

c. Exécution financière des activités genre 2023

En 2022-2023 les dépenses du Ministère de l'Energie et de l'Eau ont été catégorisées en termes de lien (direct, indirect ou pas de lien explicite) avec l'égalité de genre, tel que cela était reflété dans le RG24 du MMEE. Sur cette base, le Ministère de l'Energie et de l'Eau a progressé dans la mise en œuvre de la budgétisation sensible au genre en a) actualisant la catégorisation des dépenses du département ; b) procédant au marquage budgétaire genre de quelques-unes de ces dépenses liées au genre, à titre d'exemples. Le résultat de ces travaux est reflété ci-dessous.

Encadré. Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre

Le MEE est un ministère pilote pour la budgétisation sensible au genre (BSG). La ***catégorisation genre des dépenses*** *est la première étape pour arriver ensuite au marquage des dépenses sensibles au genre, qui quantifie les dépenses sensibles au genre dans le budget.*

Pour ce faire, la catégorisation établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue en plus les dépenses « directes » qui ciblent l'égalité de genre comme objectif principal (« lien direct » avec l'égalité de genre), de celles qui n'ont pas l'égalité de genre comme objectif principal mais qui contribuent tout de même à l'égalité de genre. Ces dernières sont encore distinguées en fonction de l'existence ou absence de traces formelles de cette contribution à l'égalité de genre (p.ex. un objectif, ou un/des indicateurs d'égalité de genre, ou une mention spécifique de l'égalité de genre dans la documentation du projet ou de l'activité). Si de telles traces existent, un « lien indirect » avec l'égalité de genre est établi. Si de telles traces formelles n'existent pas, il n'y a pas de lien explicite.

Les Tableaux II.3 et III.1a et III.1b ci-dessous montrent les résultats de la catégorisation au MEE. Le Tableau II.3 reprend les projets/ activités sensibles au genre (liens directs ou indirects) dans le RAP 2023. Les Tableaux III.1a et III.1b reprennent les projets/ activités sensibles au genre budgétisés en 2025-2027.

Un premier pilote de marquage genre a été élaboré pour quatre projets du ministère (voir l'encadré ci-dessous).

Tableau II.2 - Exécution financière en année 2023 par objectif genre

Etant donné qu'il n'y a pas d'objectifs genres dans les cadres de performance des programmes du MEE, il n'y a pas d'exécution financière par objectif genre en 2023.

Tableau II.3 – Exécution financière 2023 par détails des activités genre

Le Tableau ci-dessous, qui montre le « budget sensible au genre » du MEE, est encore basé sur la catégorisation (1ère étape) des dépenses dans le RAP 2023, car les étapes de qualification et de marquage n'ont pas encore été réalisées pour tous les projets. Lorsque ce sera fait il sera possible au MEE de montrer plus précisément le degré de sensibilité de ce budget au vu des scores de marquage.

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)	Exécution financière 2023			
		Prévu	Réel	Ecart (réel-prévu)	Taux %
Programme 2.073 « Développement des Ressources Energétiques »					
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)	indirect	7 469 000	34 575 560	27 106 560	463,92
Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)	indirect	3 134 000	4 598 660	1 464 660	146,73
Projet Central Hydraulique De Djenne	indirect	2 134 000	425 670	-1 708 330	19,95
Projet Elect. 32 Localités Rurales Par Système Hybride	indirect	5 382 500	0	-5 382 500	0
Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER)	indirect	1 432 000	520 800	-911 200	36,37
Production Hybride Et Accès Rural A L'électricité (PHARE)	indirect	1 700 000	0	-1 700 000	0
Projet Energie Solaire Pour Le Développement Rural au Mali.	indirect	324 543	0	-324 543	0
Opérationnalisation Du Programme De Suivi-Evaluation Du Sous-Secteur Des Biocarburants	Indirect	168 899	164 197	-4 702	97,22
Programme de Développement Energie Biocarburant	Indirect	323 000	0	-323 000	0
Sous-Total ENERGIE	**indirect**	***22 067 942***	***40 284 887***	***18 216 945***	***182,55%***
Programme 2.074 « Développement des Ressources en Eau »					
Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et Assainissement au Mali (PACTEA)	indirect	1 742 000	1 372 414	-369 586	78,8
Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique du Bassin du Niger (PIDACC/BN)	indirect	3 492 000	249 150	-3 242 850	7,1
Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau/Assainissement AEP Centre Semi Urbains en 1ère, 2ème, 5ème et 6ème région	indirect	414 000	376 944	-37 056	90,9
Etudes d'aménagement du Barrage de Taoussa	indirect	10 000 000	142 499	-9 857 501	1,4
Programme Gestion Intégrée en Eau et développement Usages Multiples Phase II/IDA	indirect	331 000	49 588	-281 412	15,0
Programme Commun Appui à la GIRE (PCA-GIRE)	indirect	2 255 000	145 350	-2 109 650	6,4
Sous-Total EAU	**indirect**	***18 234 000***	***2 335 945***	***-15 898 055***	***6,28%***
TOTAL		**40 301 942**	**42 620 832**	**2 318 890**	**106%**

Source : *Rapport Annuel de Performance du Ministère de l'Energie et de l'Eau 2023*

Dans les deux secteurs du MEE, seuls des projets d'investissement ont été identifiés comme ayant un lien indirect avec l'égalité de genre. Aucune activité récurrente n'a de lien. Dans certaines activités récurrentes, l'égalité de genre est une préoccupation, mais ce n'est pas formalisé.

Les sur-exécutions et sous-exécutions financières des projet et programme du secteur tient au fait que pour certains projets, le montant de la tranche annuelle de financement extérieur pouvait ne pas être connu au moment de la préparation du Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses-Programmation Annuel des Projets (DPPD-PAP). Les années cibles dans le DPPD-PAP pour les projet et programmes sont souvent renseignés avec les prévisions budgétaires de l'année n-1 donc les Plans de Travail Budgétisés Annuel (PTBA) des projets ne sont pas disponibles au moment d'élaborer le DPPD-PAP.

Aussi, le RAP étant le résultat de l'exécution des projets et programmes planifiés dans le DPPD-PAP, l'exécution budgétaire de l'année est comparée à la prévision du DPPD-PAP d'où l'écart entre la prévision et le réellement exécuté.

D'autres projets ont été fortement sous-exécutés lors de l'exercice 2023. Ce sont en général des projets financés exclusivement sur ressources de l'Etat, pour lesquels les ressources allouées n'ont pas été mobilisées.

III. Planification et budgétisation des actions genres

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Les programmes du MEE n'incluent pas d'activités qui ciblent directement l'égalité de genre.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Le tableau ci-dessous trace les allocations budgétaires ayant un lien indirect avec l'égalité de genre dans le PAP 2025-2027 du MEE. Comme le Tableau II.3, ce tableau reflète le résultat de la catégorisation des activités du MEE (1ère étape).

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution 2023 (RAP 2023)	Budget 2024 (PAP 2024-2026)	Prévisions (PAP 2025-2027)		
			2025	2026	2027
Programme 2.073 Développement des ressources énergétiques					
Action 01 Approvisionnement en Energie					
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)*	34 575 560		19 656 000		
Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)*	4 598 660		21 237 000		
Projet Central Hydraulique de Djenne	425 670		2 134 000		
Action 02 Promotion des énergies renouvelables					
Projet Elect. 32 Localités Rurales par Système Hybride	5 382 500		600 000		
Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER)	1 432 000	Projet clôturé			
Projet de Renforcement du Système électrique et d'Extension de l'Accès à l'Electricité au Mali (Yellen SIRA)			3 100 000		

Intitulé de l'activité	Exécution 2023 (RAP 2023)	Budget 2024 (PAP 2024-2026)	Prévisions (PAP 2025-2027)		
			2025	2026	2027
Production Hybride et Accès Rural à L'électricité (PHARE)	1 700 000	Projet clôturé			
Projet Energie Solaire pour le Développement Rural au Mali*	324 543	Projet clôturé			
Opérationnalisation du Programme de Suivi-Evaluation du Sous-Secteur des Biocarburants	168 899		185 888		
Prog Dev Energie Biocarburant	323 000		300 000		
Programme 2.074 Développement des ressources en eau					
Action 01 Approvisionnement en Eau Potable					
Programme d'Appui Collectivité Territoriale Eau Potable Assain. Mali (PACTEA III)	1 372 414		1 843 075		
Prog. Integ. Develop. Adapt Changement Clim Bassin Niger (PIDACC/BN)	249 150		5 758 000		
Projet d'Appui à l'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement résilients au changement climatique et à la Covid-19 dans les régions de Kaye et Koulikouro (PAAEPAR-3C2K)			1 468 000	294 1000	
Action 02 Gestion des ressources en eau					
Progr. Nl. Mob. Ress. En Eau 1, 2, 3, 5, 6ème Région	376 640		100 000		
Etude Aménagement Barrage de Taoussa	142 499		4 227 000		
Projet Gestion Intégré. En Eau Dvpt Usage Multiple Phase 2 / IDA	49 588		331 000		
Programme Commun Appui à la GIRE	145 350		200 000		
Programme 3.015 Fonds de développement de l'Eau					
Action 01 Fonds de développement de l'Eau					
Renforcement de capacités des acteurs du secteur Eau FDE	-		31 000		

Source : Rapport Annuel de Performance du MEE 2023/DPPD-PAP 2025-2027

Encadré – Marquage genre de quatre projets du MEE

Toutes les dépenses ayant un lien à l'égalité de genre au MEE sont des projets d'investissement (voir tableaux ci-dessus). De plus, il n'y a pas de dépenses « directes », mais une part assez importante de dépenses avec lien indirect à l'égalité de genre. Cependant, la force de ce lien à l'égalité de genre n'est pas déterminée. Le lien peut être très faible lorsque par exemple, l'égalité de genre est mentionnée mais ce n'est suivi d'aucune mesure significative. Afin de continuer à améliorer l'information sur les dépenses « sensibles au genre » dans son budget le MEE a commencé à appliquer l'étape suivante de la BSG à savoir, le ***marquage budgétaire genre****.*

Le marquage est une démarche qui vise à renseigner ***quantitativement*** *sur la sensibilité des dépenses identifiées comme sensibles au genre à travers la catégorisation, en donnant des scores à ces dépenses, sur base de critères bien définis. Il y a différents systèmes de marquage. Après discussion avec la DGB, le marquage pilote MEE s'est basé sur l'expérience du Togo qui a appliqué et adapté le marqueur le plus répandu, celui du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE-DAC). En plus le pilote marque uniquement des projets d'investissement. Un score de 2 est attribué si l'égalité de genre est l'objectif principal du projet. En termes de catégorisation le projet a un lien direct. Un score de 1 est attribué si l'égalité de genre est un objectif significatif ou bien un lien indirect en termes de catégorisation. Pour tous les autres projets le score est 0. Le pilote de marquage se base sur quatre critères :*

1. *Le projet a-t-il un objectif formel genre ou une cible/indicateur genre au niveau de l'objectif de développement du projet*
2. *Y a-t-il des indicateurs genres*
3. *Le projet inclut-il des mesures spécifiques (qui ne s'adressent qu'aux femme/filles), ou différenciées (qui s'adressent à l'ensemble de la population mais une attention particulière aux femmes/filles*
4. *Y a-t-il une composante formelle genre, ou le genre est-il pris en compte horizontalement (dans toutes les composantes du projet ou de façon claire dans la plupart des composantes).*

Les liens indirects à l'égalité de genre ne sont marqués du score 1 que si les réponses à tous les critères sont oui. Le score est 0 si un des critères n'est pas rempli. Il peut aussi y avoir des cas où par manque d'information, on ne peut pas marquer un projet.

A ce jour, le MEE a marqué dans les secteurs énergie et eau quatre (04) projets qui, suite à la catégorisation, ont tous des liens indirects avec le genre et étaient soit budgétisés en 2023, soit nouvellement inscrits au budget de 2025-2027. Il s'agit des projets :

- *Pour le secteur Energie, des Systèmes Hybrides d'Electrification Rurale (SHER) et le projet de Renforcement du Système Electrique et d'Extension de l'Accès à l'Electricité au Mali (Yelen Sira). Il a été établi que le score 1 pouvait être attribué au projet Yelen Sira mais pas au projet SHER qui par conséquent a été marqué avec un score 0.*
- *Pour le secteur Eau, le Programme Commun d'Appui à la GIRE (PCA_GIRE) et le projet d'Aménagement du Barrage de Taoussa. Il a été établi que pour le PCA-GIRE le score est 1 alors qu'il n'a pas été possible de se prononcer à ce stade pour le projet Taoussa car il manquait des informations.*

Effectifs actuels du ministère sexo-désagrégés

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre les lois N°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	0	1	100,00
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	3	2	1	33.33
Personnel d'appui et autres	11	11	4	36.36
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	4	3	1	25.00
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	1	0	0,00
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	2	2	0	00,00
Directeurs nationaux Adjoints	2	2	0	00,00
Chefs de Division	25	22	3	12,00
Chefs de section	44	34	10	22,72
Chargés de dossier	131	91	40	30,53
Secrétaires	47	8	39	82,97
Personnel d'appui et autres	122	90	32	26,22
4.2. Personnel EPA	175	132	43	24,57
4.3. Personnel EPST				
5. Directions régionales et services rattachés	46	43	3	6,52
6. Services locaux	Non disponible			
7. Services personnalisés FDE	4	3		25,00
8. Autorité d'Aménagement de Taoussa	23	14		39,13
Total	**644**	**461**	**183**	**28,42**

Globalement et sur la base des données collectées, les femmes représentent environ 28% de l'effectif total du département. Par ailleurs, elles représentent environ 21% dans les postes de nominations et 82,97% dans les postes de secrétariat. Dans ce tableau nous constatons une légère application de la loi 052 sur la nomination des femmes dans les différents postes de responsabilité, dont le Ministre.

IV. Perspectives :

Le MEE a identifié quelques lignes directrices qui permettront, à moyen terme, de renforcer l'égalité de genre dans les secteurs du département. D'une part, en bâtissant sur les acquis du groupe des points focaux genre déjà établi, le département entend créer le comité d'institutionnalisation genre tel que cela est prévu dans les directives gouvernementales, afin de pleinement impliquer la hiérarchie dans la poursuite de cet objectif.

Cela permettra de mieux appuyer le département dans une démarche systématique de budgétisation sensible au genre (BSG) dans les politiques et actions des secteurs énergie et eau qui devrait permettre à terme de répondre plus efficacement aux défis genre soulevés ci-dessus tels que les difficultés d'accès des femmes à l'eau et à l'énergie, d'accès aux facteurs de production (terres, intrants, etc.) etc. Renforcer l'implication des points focaux genre dans toutes les étapes clés du processus de planification budgétaire sera crucial à cet effet, et se fera dans la continuation du processus initié en 2021 et ayant connu une organisation plus systématique en 2023.

En outre, le MEE va poursuivre le processus de BSG en procédant annuellement à l'actualisation de la catégorisation et, en vue du RG26, au marquage budgétaire genre de tous les projets identifiés ayant un lien direct ou indirect avec l'égalité de genre.

D'autre part, il s'agira pour ce faire de relire les objectifs spécifiques des programmes et de réaménager l'approche et les moyens des programmes pour une meilleure intégration du Genre notamment dans les projets énergétiques ultérieurs. Le MEE entend également poursuivre le processus d'amélioration (diagnostic, rédaction et structuration) de la qualité du rapport genre du ministère.

Enfin, le MEE entend s'assurer de l'application de la loi N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives en considérant des mesures de discrimination positive en faveur de la promotion des femmes, à égales compétence, moralité, diplôme et ancienneté, comme cela est indiqué dans le Plan d'Action National-Genre (PAN-GENRE) élaboré en 2020 par le département. En effet le PAN-GENRE prône des actions visant à ce que l'ensemble des politiques et programmes soient non discriminatoires, inclusifs, paritaires et orientés vers la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives, tout en incluant l'évaluation du genre visant à identifier, décrire et évaluer de façon appropriée les impacts sexospécifiques importants, directs et indirects, attendus de ces politiques et programmes au regard des critères pertinents.

V. Recommandations :

A plus court terme, le MEE continuera d'être en première ligne dans la mise en œuvre des actions suivantes, dont les progrès seront évalués dans le prochain Rapport Genre du département.

La promotion du genre dans toutes les actions de l'administration, ainsi que dans les entreprises des secteurs eau et énergie sera renforcée.

Au sein de l'administration cela se fera en poursuivant le processus de sensibilisation et de renforcement de capacités du personnel en la matière, et notamment, en diffusant largement le rapport genre du MEE et en suscitant des débats sur ses conclusions. Le département visera également la valorisation du leadership féminin en son sein.

Des actions spécifiques seront incluses dans le plan d'action genre du département (voir section II.a)) pour prendre ces recommandations en charge.

Le département s'attachera à poursuivre le processus de budgétisation sensible au genre et à intégrer la perspective égalité de genre dans toutes les étapes de la préparation budgétaire notamment en assurant la participation des point focaux genres à chaque étape (réunions en interne, validation).

Les cadres de performance des programmes seront revus à la lumière notamment des engagements genre pris dans les documents stratégiques (tels que p.ex. la stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable), afin de traduire ces engagements en indicateurs de performance sensibles au genre appropriés pour tous les objectifs des programmes, dans les prochaines programmations.

Cela doit être accompagné par des actions visant à améliorer la disponibilité de données et information pertinente. Le département s'attachera pour ce faire à réviser les fiches de collecte des données utilisées dans les secteurs de l'énergie et de l'eau en y incluant des formulaires sexo-spécifiques pour la prise en compte du genre. L'incorporation d'un volet Genre sera également exigée dans tous les rapports, études et dossiers de projets, notamment dans le nouveau programme GIRE en cours de formulation et en reformulant le projet de Taoussa. Pour ce faire le MEE recommande :

- l'application systématique de la BSG dans les politiques et programmes publiques à tous les niveaux, sectoriel et des collectivités territoriales ; l'amélioration des données, des statistiques et des analyses sexo-spécifiques qui permettront de suivre efficacement les progrès du genre de tous les objectifs et toutes les cibles des objectifs du développement durable (ODD).
- le renforcement du Système statistique National pour une production régulière et élargie des données du genre à tous les secteurs en vue d'apprécier correctement les inégalités à l'horizon 2030. Aussi l'adoption du Décret portant sur les évaluations de genre dans les projets énergétiques.

En direction des entreprises des secteurs, le département s'attachera à inciter les femmes à investir dans les secteurs de l'énergie et de l'eau, à travers des actions de sensibilisation, et en entamant des discussions avec les acteurs qui peuvent faciliter l'accès aux capitaux nécessaires (MEF, banques).

Enfin, la prévention et réponse aux risques spécifiques aux femmes dans les secteurs seront renforcées. La capacité des points focaux genre en matière de prise en compte des violences basées sur le genre (VBG) sera renforcée (formation), ainsi que leur rôle dans la mise en place de processus de prévention et prise en charge. Des mécanismes de gestion et de prise en charge des cas de VBG seront systématiquement mis en place sur les chantiers et dans les services administratifs des secteurs. Des actions de sensibilisation au respect des normes en matière d'exposition des femmes en état de procréation aux rayonnements seront menées.

CONCLUSION

Le budget du MEE ne contient pas de dépenses axées sur l'égalité des genres et les cadres de performance des programmes du département ne contiennent pas non plus de références au genre. Cependant, les documents de politique et stratégies sectorielles dans les secteurs de l'énergie et l'eau font explicitement référence à l'égalité de genre. La 'qualité' de ces références et la façon dont elles se traduisent dans les actions, activités et projets qui mettent les stratégies en œuvre doit être examinée plus avant. On a également vu que le souci de contribuer à l'égalité de genre est présent au niveau de certains projets. Cependant sans que cela soit formalisé à un niveau plus stratégique.

Il reste donc beaucoup à faire pour rendre le budget du département davantage sensible au genre en renforçant le potentiel des actions financées par le budget dans ces deux secteurs, de contribuer à renforcer l'égalité de genre. Parmi les pistes prometteuses se trouvent la formalisation de pratiques à travers des textes règlementaires, des critères de sélection de projets etc. (p.ex. quotas de représentation des femmes dans les organes de gestion de l'eau.), et la relecture d'outils de gestion pour les rendre 'genre sensibles– p.ex. les cadres de performance des programmes, les formats de collecte de données.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. INTRODUCTION

Le Rapport Genre annexé à la loi de Finances est un document clé qui met en lumière l'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques du Mali, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Il s'inscrit dans une démarche de **P**lanification et de **B**udgétisation **S**ensible au **G**enre (**PBSG**), visant à promouvoir une répartition équitable des ressources et des opportunités entre les femmes et les hommes. Ce rapport pour l'année 2023, élaboré conformément à la lettre circulaire **n°001119/MEF-SG du 11 avril 2024**, analyse l'impact des politiques budgétaires sur les femmes et les hommes, et évalue l'engagement des institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à promouvoir l'égalité des sexes.

Dans un contexte où le Programme Décennal de Développement de l'Éducation (**PRODEC 2**) et le Plan d'Action 2023-2027 de la Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique fixent les orientations pour une éducation inclusive et de qualité, ce rapport met en exergue les défis et les opportunités liés à la promotion du genre. L'intégration du genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique est non seulement un enjeu d'équité, mais aussi un levier essentiel pour améliorer la qualité des formations et des recherches produites. Il s'agit de reconnaître et de corriger les inégalités structurelles existantes afin de construire un système éducatif et scientifique plus juste et représentatif de la diversité de la société malienne.

Ce rapport 2023 vise à évaluer les progrès réalisés, identifier les lacunes, et proposer des actions concrètes pour renforcer l'inclusion et l'équité dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au Mali.

II. LES ENJEUX-GENRE

❖ Analyse de la répartition des Genres :

Les données montrent une répartition inégale des genres au sein des **IESRS**. Les femmes sont sous-représentées dans les postes de haute responsabilité académique et de recherche :

- **Professeurs :** les femmes représentent environ **35%** des professeurs titulaires, avec une concentration plus élevée dans les disciplines des sciences humaines et sociales.
- **Chercheurs :** environ **40%** des chercheurs sont des femmes, mais elles sont souvent moins représentées dans les domaines des sciences et de l'ingénierie.
- **Administrateurs :** les femmes occupent environ **45%** des postes administratifs, mais les postes de direction restent majoritairement masculins.

❖ Obstacles et Défis

Les principaux obstacles identifiés incluent :

- **Biais institutionnels :** les processus de recrutement et de promotion peuvent favoriser les candidats masculins en raison de biais inconscients.
- **Stéréotypes de genre :** les stéréotypes persistants influencent les choix de carrière des étudiants et des chercheurs.
- **Conciliation travail-vie personnelle :** les responsabilités familiales et les attentes sociétales créent des défis supplémentaires pour les femmes, affectant leur progression professionnelle.

Ces enjeux soulignent la nécessité d'adopter des stratégies ciblées pour réduire les inégalités de genre, en réformant les pratiques institutionnelles, en déconstruisant les stéréotypes et en soutenant les initiatives qui favorisent une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle.

III. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Initiatives actuelles :

Pour promouvoir l'égalité des sexes au sein des **I**nstitutions d'**E**nseignement **S**upérieur et de **R**echerche **S**cientifique (**IESRS**), plusieurs stratégies ont été mises en œuvre :

- programmes de sensibilisation : Des ateliers et formations sont régulièrement organisés pour sensibiliser le personnel académique et administratif aux questions de genre, ainsi qu'aux biais inconscients qui peuvent influencer les processus de recrutement, de promotion, et les interactions quotidiennes.
- initiatives de mentorat : Des programmes de mentorat ont été instaurés pour soutenir les femmes dans leur progression de carrière académique et de recherche. Ces programmes mettent en relation des femmes à des stades plus avancés de leur carrière avec des mentors, fournissant ainsi des conseils, du soutien et des opportunités de réseautage.

Analyse de l'efficacité

L'analyse des stratégies mises en place révèle des impacts positifs tout en soulignant les domaines nécessitant des améliorations :

- **Succès :** Ces initiatives ont permis une augmentation notable de la représentation des femmes dans certains domaines académiques, notamment dans les sciences humaines et sociales. Elles ont également contribué à une prise de conscience accrue des questions de genre parmi le personnel, aidant ainsi à réduire certains des biais inconscients existants.
- **Domaines d'amélioration :** Malgré ces succès, des besoins subsistent pour renforcer l'efficacité des programmes. Il est nécessaire d'étendre et d'intensifier les programmes de mentorat, en particulier dans les disciplines où les femmes restent sous-représentées. De plus, les politiques de soutien à la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle doivent être améliorées pour permettre aux femmes de mieux naviguer entre leurs responsabilités professionnelles et familiales. Cela inclut des options telles que des horaires de travail flexibles, des congés parentaux adaptés et des services de garde d'enfants accessibles.
- Ces stratégies, tout en ayant un impact tangible, doivent être continuellement évaluées et ajustées pour répondre aux défis persistants et émergents liés à l'égalité de genre au sein des IESRS.

IV. EVALUATION DES ACTIONS GENRE EN 2023

a. Le niveau de responsabilité des femmes dans les IESRS en 2023

L'évaluation du sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (**IESRS**) révèle une prise en compte limitée de la dimension genre dans les politiques et les stratégies de développement. Bien que des préoccupations concernant la promotion du genre existent, celles-ci ne se reflètent pas suffisamment dans les documents de politique de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et Technologique.

En 2023, les femmes restent sous-représentées dans les postes de haute responsabilité au sein des IESRS. Les données montrent que très peu de femmes occupent des postes de Recteur, de Doyenne, ou de Directrice d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche. Cette situation souligne un besoin urgent de renforcer les efforts pour promouvoir l'égalité des genres à ces niveaux de responsabilité.

Malgré les défis, il est encourageant de constater qu'il existe une réelle volonté de promouvoir le genre dans ce sous-secteur. Cependant, cette volonté doit être traduite en actions concrètes et mesurables pour assurer une représentation plus équilibrée des femmes dans les postes de leadership académique et administratif.

L'évaluation de **2023** met en lumière l'importance d'intégrer des objectifs précis et mesurables liés à la promotion du genre dans les documents de politique du secteur, afin de garantir que les progrès réalisés puissent être suivis et évalués de manière rigoureuse. Cela nécessitera un engagement renouvelé et des ressources dédiées pour faire avancer les initiatives existantes et en créer de nouvelles qui répondent aux besoins spécifiques des femmes dans les IESRS.

Tableau 1 : Postes de responsabilité occupés par les femmes dans les IESRS de 2023

Postes	Homme	Femme	Total	% Femme
Recteur	4	1	5	20,00
Doyen	13	0	13	0,00
Directeur d'Institution d'Enseignement Supérieur et de Recherche	10	3	13	23,08
Total	**27**	**4**	**31**	**12,90**

L'évaluation des actions en matière d'égalité des sexes au sein des **I**nstitutions d'**E**nseignement Supérieur (**IES**) en 2023 révèle une sous-représentation notable des femmes dans les postes de responsabilité clés, soit **12,90%,** malgré les efforts déployés pour promouvoir l'égalité des sexes. Les données sur la répartition des postes de responsabilité montrent :

1. **Recteur :** sur les cinq postes de recteur, une seule femme occupe ce poste, représentant **20%** du total. Bien que ce chiffre soit relativement plus élevé comparé aux autres postes, il indique encore une sous-représentation significative par rapport à l'objectif de parité.
2. **Doyen :** aucun des **13** postes de doyen n'est occupé par une femme, ce qui représente **0%** de femmes dans ces rôles. Cette absence totale de représentation féminine à ce niveau de responsabilité souligne un déséquilibre majeur et une barrière persistante à l'accès des femmes aux postes de direction académique.
3. **Directeur d'Institution d'Enseignement Supérieur :** sur les **13** postes de directeur, trois femmes occupent ces rôles, soit **23,08%** du total. Bien que ce chiffre soit plus élevé que dans les autres catégories, il reste insuffisant pour atteindre la parité et témoigne d'une sous-représentation significative des femmes dans ces positions de leadership.

Ces chiffres illustrent un écart important entre les objectifs de promotion de l'égalité des sexes et la réalité actuelle au sein des **IESRS**. Il est impératif de renforcer les initiatives visant à améliorer la représentation féminine dans les postes de responsabilité, de mettre en place des politiques et des mesures concrètes pour faciliter l'accès des femmes à ces rôles, et d'encourager un environnement institutionnel plus inclusif et équitable.

g. Effectif des étudiants dont proportion de femmes 2023

Les données fournies montrent une répartition des effectifs étudiants par sexe pour l'année universitaire **2022-2023**. Les femmes représentent 45,64% de l'ensemble des étudiants, tandis que les hommes composent 54,36% de l'effectif total. Le nombre total d'étudiants est de 147 855.

Tableau 2 : Evolution des effectifs des étudiants par sexe de 2021 à 2023

Sexes	2021-2022		2022-2023	
	Effectif	%	Effectif	%
Femme	38560	36,20%	56 157	45,64%
Masculin	67952	63,80%	91 698	54,36%
Total général	**106 512**	**100,00%**	**147 855**	**100,00%**

Source : *Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la DGESRS en 2023*

Tableau 3 : Nombre de néo bacheliers inscrits par IES selon le sexe et par session

N°	IES	2021-2022				2022-2023			
		F	M	Total	% F	F	M	Total	% F
1	CERFILTEX	6	22	28	21,43	9	266	275	3,27
2	ENETP	33	77	110	30,00	43	111	154	27,92
3	ENI-ABT	48	286	334	14,37	52	240	292	17,81
4	ESJSC	4	7	11	36,36	4	3	7	57,14
5	IHERI-ABT	3	3	6	50,00	12	4	16	75,00
6	INFSS	37	23	60	61,67	2	0	2	100,00
7	INFTS	73	49	122	59,84	75	51	126	59,52
8	INJS	5	9	14	35,71	1	6	7	14,29
9	IPR-IFRA	137	368	505	27,13	236	451	687	34,35
10	IZSEJ	12	80	92	13,04	81	204	285	28,42
11	ULSHB	1 312	2 971	4 283	30,63	3023	5931	8954	33,76
12	US	587	1 154	1 741	33,72	1906	3122	5028	37,91
13	USJPB	1 627	1 998	3 625	44,88	6923	7699	14622	47,35
14	USSGB	3 003	4 461	7 464	40,23	7758	10088	17846	43,47
15	USTTB	1 229	2 184	3 413	36,01	2369	3746	6115	38,74
Total général		**8 116**	**13 692**	**21 808**	**37,22**	**22494**	**31922**	**54416**	**41,34**

Source : Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la **DGESRS** en 2023

De façon générale, l'augmentation de la proportion de femmes en 2021 à 2023 dans les Institutions d'Enseignement Supérieur est de **37,22 % à 41,34 %**, un signe encourageant de progrès vers une meilleure équité entre les sexes. Cependant, des variations importantes entre les Institutions soulignent l'importance d'une analyse plus approfondie pour comprendre les facteurs influents et les éventuelles disparités dans l'accès et la représentation des femmes dans différents domaines d'études.

Les données sur les effectifs des étudiants dans différentes Institutions d'Enseignement Supérieur (**IES**) révèlent plusieurs points intéressants en termes de répartition par sexe et d'évolution des effectifs entre les années académiques 2021-2022 et 2022-2023.

✓ **Analyse par Institution** :

1. **CERFILTEX** : la proportion de femmes a chuté significativement, passant de **21,43%** en **2021-2022** à seulement 3,27 % en 2022-2023. Cette baisse est notable et mérite une enquête plus approfondie pour comprendre les raisons sous-jacentes.
2. **ENETP** : la proportion de femmes a diminué légèrement, de **30%** à **27,92%.** Bien que ce changement soit relativement modeste, il pourrait refléter des variations dans les admissions ou les choix de spécialisation.

3. **ENI-ABT :** la proportion de femmes a augmenté de **14,37%** à **17,81**%, ce qui indique une légère amélioration de la représentation féminine dans cette institution.
4. **ESJSC :** la proportion de femmes a considérablement augmenté, passant de **36,36 %** à **57,14 %.** Cette hausse est significative et suggère un renforcement de l'attrait de cette institution pour les étudiantes.
5. **INFSS :** l'institution a connu une inversion totale de la répartition des sexes, passant de 61,67 % de femmes en 2021-2022 à 100 % d'hommes en 2022-2023. Ce changement radical peut nécessiter une vérification pour confirmer son exactitude et comprendre ses causes.
6. **INFTS :** la proportion de femmes est restée stable, à environ **59,84%** en 2021-2022 et **59,52%** en 2022-2023.
7. **IPR-IFRA :** La proportion de femmes a considérablement augmenté, de **27,13%** à **34,35%,** ce qui pourrait indiquer une meilleure inclusion des femmes dans les programmes offerts.
8. **IZSEJ :** la proportion de femmes a diminué de 13,04 % à 28,42 %, reflétant un changement significatif dans la répartition des sexes au sein de cette institution.
9. **ULSHB :** la proportion de femmes a légèrement augmenté de **30,63%** à **33,76%,** malgré une forte augmentation globale du nombre d'étudiants.
10. **US :** la proportion de femmes a augmenté de **33,72%** à **37,91%,** suggérant une tendance continue vers une meilleure égalité des sexes.
11. **USJPB :** la proportion de femmes a légèrement augmenté de **44,88%** à **47,35%,** renforçant l'inclusion des femmes.
12. **USSGB :** la proportion de femmes a diminué légèrement de **40,23%** à **43,47%,** malgré une forte augmentation du nombre total d'étudiants.
13. **USTTB :** la proportion de femmes a légèrement diminué de **36,01%** à **38,74%,** ce qui peut indiquer des fluctuations dans les admissions ou les choix des programmes.

Tableau 4 : situation des diplômés par domaines au titre des années universitaires

n°	IES	2022-2023			
		F	M	Total	% F
1	Lettres, Langues et Arts	864	2 631	3 495	24,72
2	Sciences Agronomiques	1 398	4 290	5 688	24,58
3	Sciences de la Santé	1 491	2 099	3 590	41,53
4	Sciences de l'Éducation et de la Formation	1 033	3 279	4 312	23,96
5	Sciences de l'Homme et de la Société	2 491	5 332	7 823	31,84
6	Sciences Économiques et de Gestion	2 935	4 437	7 372	39,81
7	Sciences et Techniques des Activités Physiques et sportives, Jeunesse et Loisir	51	256	307	16,61
8	Sciences et Technologies	425	1 798	2 223	19,12
9	Sciences Juridiques, Politiques et de l'Administration	1 244	2 449	3 693	33,69
Total général		**11 932**	**26 571**	**38 503**	**30,99**

Source : *Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la* ***DGESRS*** *en 2023*

Commentaire :

Globalement, les femmes représentent moins d'un tiers des inscrits. Un effort est nécessaire pour promouvoir l'inscription des femmes dans les filières où elles sont sous-représentées, notamment dans les domaines techniques et scientifiques. Ce tableau met en évidence les disparités entre les sexes dans l'enseignement supérieur et souligne la nécessité de mesures spécifiques pour encourager une plus grande inclusion des femmes dans toutes les filières, en particulier dans les domaines où elles sont actuellement Le tableau que vous avez fourni montre la situation des diplômés par domaine d'étude pour l'année universitaire **2022-2023**, en distinguant le nombre de femmes (**F**) et d'hommes (M) ainsi que le pourcentage de femmes dans chaque domaine **(% F**).

✓ **Analyse par domaine pédagogique :**

Le nombre total des diplômés est de **38 503**, avec **11 932** femmes et **26 571** hommes. Cela signifie que les femmes représentent environ **30,99%** des diplômés, ce qui montre un déséquilibre entre les sexes en faveur des hommes.

Il s'agit des domaines ci-après :

- **Dans le domaine des Lettres, Langues et Arts :** le nombre des diplômés est de **3 495**, dont **864** femmes **(24,72%).** Les femmes sont moins représentées dans ce domaine.
- **Sciences Agronomiques :** Avec 5 688 diplômés, les femmes représentent **24,58%** (**1 398** femmes), ce qui montre également une sous-représentation féminine.
- **Sciences de la Santé :** Ce domaine a un total de 3 590 diplômés, avec un pourcentage féminin relativement élevé de 41,53% (1 491 femmes). C'est l'un des domaines où les femmes sont les mieux représentées.
- **Sciences de l'Éducation et de la Formation :** Sur 4 312 diplômés, 1 033 sont des femmes, ce qui représente 23,96% du total. Les hommes sont donc majoritaires dans ce domaine.
- **Sciences de l'Homme et de la Société :** Avec 7 823 diplômés, les femmes représentent **31,84%** (2 491 femmes), ce qui montre une meilleure parité que dans d'autres domaines, mais les hommes restent majoritaires.
- **Sciences Économiques et de Gestion :** Ce domaine a **7 372** diplômés, dont 2 935 femmes (**39,81%**), montrant une parité presque équilibrée.
- **Sciences et Techniques des activités physiques et sportives, jeunesse et loisir :** C'est le domaine avec le plus faible pourcentage de femmes, seulement 16,61% (51 femmes sur 307 diplômés).
- **Sciences et Technologies :** ce domaine compte **2 223** diplômés, avec une faible représentation féminine à **19,12%** (425 femmes).
- **Sciences juridiques, politiques et de l'administration :** sur **3 693** diplômés, **1 244** sont des femmes, ce qui représente **33,69%,** un chiffre relativement élevé comparé à d'autres domaines.

En conclusion, bien que certains domaines montrent des progrès en termes de représentation féminine, d'autres nécessitent des efforts supplémentaires pour réduire les écarts et promouvoir l'égalité des sexes.

Dans la plupart des domaines, les femmes sont sous-représentées, avec des pourcentages qui varient entre **16,61%** et **41,53%.** Seules les Sciences de la Santé se distinguent avec une représentation féminine plus proche de la parité. Le tableau montre un déséquilibre important entre les sexes, avec une majorité d'hommes dans tous les domaines. Ce déséquilibre est particulièrement prononcé dans les domaines des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives et des Sciences et Technologies.

Tableau 5 : Effectif des diplômés par IES publiques, par sexe et par an

N°	IES	2021-2022				2022-2023			
		F	M	Total	% F	F	M	Total	% F
1	**ENETP**	29	89	118	24,58	3	22	25	12,00
2	**ENI-ABT**	53	367	420	12,62	81	269	350	23,14
3	**ENSUP**	92	645	737	12,48	101	637	738	13,69
4	**ESJSC**	4	17	21	19,05	10	14	24	41,67
5	**IHERI-ABT**	0	7	7	-	3	20	23	13,04
6	**INFSS**	383	259	642	59,66			0	
7	**INFTS**	143	176	319	44,83	176	156	332	53,01
8	**INJS**	10	61	71	14,08	16	64	80	20,00
9	**IPR-IFRA**	294	871	1 165	25,24	261	892	1153	22,64
10	**ULSHB**	29	37	66	43,94	6	9	15	40,00
12	**US**	380	531	911	41,71	150	252	402	37,31
13	**USJPB**	435	679	1 114	39,05	0		0	
14	**USSGB**	188	550	738	25,47	1571	2108	3679	42,70
15	**USTTB**	120	413	533	22,51	125	354	479	26,10
Total général		**2160**	**4702**	**6 862**	**31,48**	**2503**	**4797**	**7300**	**34,29**

***Source** : Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la DGESRS en 2023*

Commentaire :

Globalement, le pourcentage de femmes diplômées dans les IES a progressé de **31,48%** à **34,29%** entre les deux années académiques, ce qui est encourageant. Cependant, il y a des disparités importantes entre les établissements, avec certains qui ont connu des régressions notables. Ces résultats indiquent la nécessité de continuer à promouvoir des politiques éducatives inclusives, tout en ciblant spécifiquement les IES où les défis persistent pour les femmes.

✓ **Analyse par Institution :**

Il s'agit des domaines ci-après :

- **ENI-ABT** a connu une augmentation significative du pourcentage de diplômées, passant de 12,62% à 23,14 %. Cela indique un progrès substantiel dans l'inclusion des femmes.
- **ESJSC** a vu une amélioration remarquable, avec une augmentation du pourcentage de femmes diplômées de 19,05 % à 41,67 %. Ce bond témoigne d'un effort efficace pour encourager les femmes à poursuivre leurs études dans cet établissement.
- **USSGB** a également fait un grand pas en avant, passant de 25,47% à 42,70%, ce qui démontre une amélioration importante de la participation féminine.
- **ENSUP** a connu une légère augmentation, passant de 12,48 % à 13,69 %. Bien que modeste, cette hausse montre une stabilité dans la représentation féminine.
- **USTTB** a vu une progression de 22,51 % à 26,10 %, indiquant un renforcement de la présence féminine.
- **ENETP** a subi une régression importante, avec une diminution du pourcentage de femmes diplômées de 24,58 % à 12,00 %. Cette baisse significative nécessite une attention particulière pour comprendre les obstacles rencontrés par les étudiantes.
- **ULSHB** a connu une légère diminution du pourcentage de femmes diplômées, passant de 43,94 % à 40,00 %. Bien que la baisse ne soit pas drastique, elle suggère des défis à relever pour maintenir la participation des femmes.
- **INFTS** a continué à progresser positivement avec une augmentation du pourcentage de femmes diplômées de 44,83% à 53,01%, consolidant ainsi sa position comme un établissement où les femmes sont majoritaires.
- **Dans certains IES, comme IPR-IFRA**, le pourcentage de femmes diplômées a légèrement diminué de 25,24% à 22,64%, ce qui pourrait refléter des enjeux spécifiques à cet établissement.

De manière générale, on observe une augmentation du pourcentage de femmes parmi les diplômés dans la majorité des institutions, indiquant un effort vers une meilleure parité. Certaines institutions montrent une amélioration plus rapide que d'autres en termes de représentation féminine, tandis que d'autres restent relativement stables ou affichent une baisse.

Tableau 6 : Effectif des diplômés par an et par sexe

N°	IES	2022-2023			
		F	M	Total	% F
1	2018-2019	3 705	9 273	13 459	27,53
2	2019-2020	3 564	7 799	11 734	30,37
3	2020-2021	2 160	4 702	6 899	31,31
4	2021-2022	2 503	4 797	7 693	32,54
Total général		**11 932**	**26 571**	**39 785**	**29,99**

***Source** : Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la **DGESRS** en 2023*

Commentaire :

L'analyse des données pour les années académiques **2020-2021** et **2021-2022** montre une évolution positive dans la participation des femmes dans l'enseignement supérieur, bien que cette évolution soit lente.

L'augmentation légère mais continue du pourcentage de femmes dans les institutions d'enseignement supérieur entre 2020-2021 et 2021-2022, combinée à une augmentation du nombre total d'étudiants, est encourageante. Cependant, l'écart reste encore significatif pour atteindre une parité totale, et des efforts supplémentaires pourraient être nécessaires pour accélérer ce processus.

Tableau 7 : Effectif des Enseignants-chercheurs par IES et par sexe au titre de l'année universitaire 2022-2023

N°	IES	2022-2023			
		F	M	Total	% F
1	Assistant/Attaché de Recherche	168	579	848	19,81
2	Maître Assistant/Chargé de Recherche	158	475	633	24,96
3	Maître de Conférences/ Maître de Recherche	100	304	404	24,75
4	Professeur/Directeur de Recherche	20	98	118	16,95
Total général		**446**	**1456**	**2003**	**22,27**

***Source** : Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la **DGESRS** en 2023*

Généralement, le tableau des effectifs des enseignants-chercheurs pour l'année universitaire **2022-2023** révèle des disparités importantes entre les sexes au sein des différents grades académiques. Les femmes représentent **22,27%** de l'ensemble des enseignants-chercheurs. Ce chiffre souligne la sous-représentation persistante des femmes dans le milieu universitaire, avec des implications importantes pour l'équité et la diversité au sein des institutions d'enseignement supérieur.

- **Assistant/Attaché de Recherche :** ce grade affiche un faible pourcentage de femmes (**19,81%**), indiquant une sous-représentation féminine notable parmi les assistants et attachés de recherche. Cela pourrait refléter des défis d'accès ou de promotion pour les femmes dans les premières étapes de leur carrière académique ;
- **Maître Assistant/Chargé de Recherche :** bien que légèrement plus élevé que pour les assistants/attachés de recherche, le pourcentage de femmes (**24,96%)** reste faible. Cela suggère que la progression des femmes vers des postes de maître assistant ou chargé de recherche est encore limitée ;

- **Maître de Conférences/Maître de Recherche :** le pourcentage de femmes parmi les maîtres de conférences ou maîtres de recherche est similaire à celui des maîtres assistants, à **24,75%.** Ce constat indique une stagnation de la représentation féminine même dans les grades plus avancés ;
- **Professeur/Directeur de Recherche :** le grade de professeur ou directeur de recherche montre le pourcentage le plus bas de femmes (16,95%). Cela reflète des obstacles supplémentaires pour les femmes à atteindre les positions les plus élevées dans la hiérarchie académique.

L'analyse des données pour l'année universitaire **2022-2023** montre que les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux académiques, en particulier dans les grades les plus élevés. Cette tendance pourrait être due à divers facteurs, notamment des obstacles systémiques à la progression de carrière, des responsabilités familiales disproportionnées, ou des biais institutionnels. Pour améliorer cette situation, des initiatives spécifiques pourraient être nécessaires, telles que des programmes de mentorat, des politiques de promotion plus équitables, et un soutien accru pour concilier vie professionnelle et vie personnelle.

Tableau 8 : Evolution des effectifs des étudiants par sexe de 2021 à 2023

Sexe	2021-2022		2022-2023	
	Effectif	%	Effectif	%
Femme	38560	36,20%	56 157	45,64%
Masculin	67952	63,80%	91 698	54,36%
Total général	**106 512**	**100,00%**	**147 855**	**100,00%**

Source : *Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la DGESRS en 2023*

Commentaire :

Les données montrent une sous-représentation significative des femmes dans tous les grades académiques, avec une baisse notable dans les positions les plus élevées. Cela souligne l'importance d'initiatives ciblées pour promouvoir l'équité et soutenir la carrière des femmes dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Les données fournies montrent une répartition des effectifs étudiants par sexe pour l'année universitaire 2022-2023. Les femmes représentent 45,64% de l'ensemble des étudiants, tandis que les hommes composent **54,36%** de l'effectif total. Le nombre total d'étudiants est de **147 855.**

Bien que les chiffres précis pour l'année **2021-2022** ne soient pas fournis, il est possible d'observer certaines tendances potentielles basées sur ces données. Si nous comparons la répartition des sexes pour 2022-2023 avec les années précédentes, nous pourrions examiner les changements dans la proportion de chaque sexe au fil du temps, et ainsi analyser si l'équilibre entre hommes et femmes dans l'enseignement supérieur évolue.

Pour une analyse plus complète, il serait idéal d'avoir les données pour l'année 2021-2022 afin de comparer les variations d'effectifs et les fluctuations en pourcentage. Une telle analyse pourrait révéler des tendances significatives, telles que des changements dans la participation des femmes ou des hommes dans l'enseignement supérieur, ou mettre en évidence des efforts réussis pour améliorer l'égalité des sexes dans ce domaine.

En conclusion, bien que les données actuelles montrent une minorité féminine par rapport aux hommes dans le secteur académique pour l'année 2022-2023, il est important de compléter ces informations avec les données antérieures pour obtenir une vue d'ensemble plus précis et évaluer les éventuelles évolutions dans les effectifs étudiants par sexe.

<u>Tableau 9</u> : Nombre de néo-bacheliers inscrits par IES selon le sexe et par session

N°	IES	2021-2022				2022-2023			
		F	M	Total	% F	F	M	Total	% F
1	CERFILTEX	6	22	28	21,43	9	266	275	3,27
2	ENETP	33	77	110	30,00	43	111	154	27,92
3	ENI-ABT	48	286	334	14,37	52	240	292	17,81
4	ESJSC	4	7	11	36,36	4	3	7	57,14
5	IHERI-ABT	3	3	6	50,00	12	4	16	75,00
6	INFSS	37	23	60	61,67	2	0	2	100,00
7	INFTS	73	49	122	59,84	75	51	126	59,52
8	INJS	5	9	14	35,71	1	6	7	14,29
9	IPR-IFRA	137	368	505	27,13	236	451	687	34,35
10	IZSEJ	12	80	92	13,04	81	204	285	28,42
11	ULSHB	1 312	2 971	4 283	30,63	3023	5931	8954	33,76
12	US	587	1 154	1 741	33,72	1906	3122	5028	37,91
13	USJPB	1 627	1 998	3 625	44,88	6923	7699	14622	47,35
14	USSGB	3 003	4 461	7 464	40,23	7758	10088	17846	43,47
15	USTTB	1 229	2 184	3 413	36,01	2369	3746	6115	38,74
Total général		**8 116**	**13 692**	**21 808**	**37,22**	**22494**	**31922**	**54416**	**41,34**

<u>Source</u> : *Bulletin statistique de l'effectif des étudiants de la DGESRS en 2023*

De façon générale, l'augmentation de la proportion de femmes en 2021 à 2023 dans les Institutions d'Enseignement Supérieur est de **37,22 % à 41,34 %**, un signe encourageant de progrès vers une meilleure équité entre les sexes. Cependant, des variations importantes entre les Institutions soulignent l'importance d'une analyse plus approfondie pour comprendre les facteurs influents et les éventuelles disparités dans l'accès et la représentation des femmes dans différents domaines d'études.

Les données sur les effectifs des étudiants dans différentes Institutions d'Enseignement Supérieur (**IES**) révèlent plusieurs points intéressants en termes de répartition par sexe et d'évolution des effectifs entre les années académiques 2021-2022 et 2022-2023.

✓ **<u>Analyse par Institution</u>** :

- **CERFILTEX** : la proportion de femmes a chuté significativement, passant de **21,43%** en **2021-2022** à seulement **3,27%** en 2022-2023. Cette baisse est notable et mérite une enquête plus approfondie pour comprendre les raisons sous-jacentes.
- **ENETP** : la proportion de femmes a diminué légèrement, de **30%** à **27,92%.** Bien que ce changement soit relativement modeste, il pourrait refléter des variations dans les admissions ou les choix de spécialisation.
- **ENI-ABT :** la proportion de femmes a augmenté de **14,37%** à **17,81**%, ce qui indique une légère amélioration de la représentation féminine dans cette institution.
- **ESJSC :** la proportion de femmes a considérablement augmenté, passant de **36,36 %** à **57,14 %.** Cette hausse est significative et suggère un renforcement de l'attrait de cette institution pour les étudiantes.
- **INFSS :** l'institution a connu une inversion totale de la répartition des sexes, passant de 61,67% de femmes en 2021-2022 à **100%** d'hommes en **2022-2023**. Ce changement radical peut nécessiter une vérification pour confirmer son exactitude et comprendre ses causes.
- **INFTS :** la proportion de femmes est restée stable, à environ **59,84%** en **2021-2022** et **59,52%** en 2022-2023.
- **IPR-IFRA :** La proportion de femmes a considérablement augmenté, de **27,13%** à **34,35%,** ce qui pourrait indiquer une meilleure inclusion des femmes dans les programmes offerts.

- **IZSEJ :** la proportion de femmes a diminué de **13,04 %** à **28,42%,** reflétant un changement significatif dans la répartition des sexes au sein de cette institution.
- **ULSHB :** la proportion de femmes a légèrement augmenté de **30,63%** à **33,76%,** malgré une forte augmentation globale du nombre d'étudiants.
- **US :** la proportion de femmes a augmenté de **33,72%** à **37,91%,** suggérant une tendance continue vers une meilleure égalité des sexes.
- **USJPB :** la proportion de femmes a légèrement augmenté de **44,88%** à **47,35%,** renforçant l'inclusion des femmes.
- **USSGB :** la proportion de femmes a diminué légèrement de **40,23%** à **43,47%,** malgré une forte augmentation du nombre total d'étudiants.
- **USTTB :** la proportion de femmes a légèrement diminué de **36,01%** à **38,74%,** ce qui peut indiquer des fluctuations dans les admissions ou les choix des programmes.

Le système d'enseignement supérieur du Mali compte **147 855** étudiants en 2023, dont **56 157** étudiants femmes dans les Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche, soit **45,64%** de l'effectif total. Le rapport entre le nombre de filles et de garçons s'est nettement amélioré. Les filles sont majoritairement inscrites dans les domaines des lettres, langues, droit, sciences sociales et gestion.

Par rapport au suivi des activités genres du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, il se présente dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Suivi et évaluation des indicateurs 2023

Activités	Indicateurs	Valeur d'exécution 2023
Elaborer une stratégie interne genre	Nombre de réunion tenue pour l'élaboration de la stratégie interne genre	**0**
Désigner les points focaux genre des facultés	Nombre de facultés ayant désignés un point focal	**17**
Créer et opérationnaliser le **MASTER** en genre et politiques de développement	Nombre de texte portant création de **MASTER** en genre	**0**
Organiser des cours de soutien pédagogiques pour les étudiantes et étudiants en difficulté	Pourcentage des étudiants (es) bénéficiant d'un soutien pédagogique (**60%**)	**0**
Définir les critères d'admission aux cours de soutien pédagogique	Nombre de réunion tenue pour la définition des critères d'admission de soutien pédagogique	**3**
Suivre et évaluer les cours de soutien pédagogique aux étudiantes et étudiants en difficulté	Nombre d'outils de suivi évaluation	**2**
Construire les toilettes séparées pour femmes-hommes	Nombre de toilettes construites femmes-hommes	**215**
Mettre en place le système de quota dans la désignation des membres des organes de l'université	Pourcentage de femmes/membres des organes de l'université	**20%**
Organiser des sessions de formation en genre à l'endroit des enseignants et du personnel administratif	Nombre de sessions de formation organisées pour les enseignants et le personnel administratif	**0**
Organiser une session de formation en genre à l'endroit des responsables de l'université	Nombre de sessions de formation organisées pour les responsables de l'université	**0**

Source : *Plan stratégique MESRS*

<u>Tableau 11</u>: Suivi et évaluation de la feuille de route du **Cadre** de **Concertation Genre Inter Universitaire** (**CCG-IU**) de 2023

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
Résultat I. Renforcement des capacités des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche Président : USJPB, collaborateurs : ULSHB, ESJSC, INJS						
1. Former les nouveaux membres du CCG-IU sur le genre	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**		X		
2. Former les recteurs, vice-recteurs Directeurs généraux et Directeurs adjoints des grandes écoles sur le genre	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**		X		
3. Former les enseignant-e-s sur la thématique « genre et éducation »	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**		X		
4. Former les membres du REFUE-MA sur le genre et le leadership féminin	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**		X		
5. Former les membres du CCG-IU en technique de plaidoyer et de lobbying	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**		X		
Résultat II. Information-Communication et Sensibilisation sur le Genre. Président : US collaborateurs : USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT						
1. Organiser des séances d'information des étudiant/es sur le genre, le VIH/SIDA, les VBG, et les ODD	**CENOU**	**USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS**	X			
2. Mettre en place un tableau de bord « genre » pour les IES et le MESRS à partir du SIGE Cocktail	**DGESRS**	**USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS**	X			
1. Plaider pour la relecture et /ou l'élaboration des Plans Stratégiques des IES avec des « lunettes genres »	**DGESRS**	**INFSS, USTTB, ENI-ABT**	x			
2. Plaider pour la création des bourses au mérite « Sciences » pour les filles	**DGESRS**	**INFSS, USTTB, ENI-ABT**	X			
Résultat IV. Intégration du genre dans les actions, stratégies, projets/programmes et politique dans l'ESRS. Président : ULSHB, Collaborateurs : US, ENETP, IPR/IFRA						
1. Organiser le concours de la meilleure IES Genre sensible : « Champions Genre »	**ULSHB**	**USSGB, ENETP, IPR/IFRA**		X		
2. Mettre en place les Cellules Genre dans les structures de formation et de recherche	**ULSHB**	**USSGB, ENETP, IPR/IFRA**		X		
3. Suivre et évaluer la prise en compte du genre dans les IES	**ULSHB**	**USSGB, ENETP, IPR/IFRA**			X	

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
Résultat V. Capitalisation et diffusion des bonnes expériences en matière de prise en compte du genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Président : ENETP, Collaborateurs : CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX						
1. Organiser des ateliers d'auto évaluation participative de la mise en œuvre de la Feuille de route du CCG-IU 2021	**ENETP**	**CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX**			X	
2. Planifier de façon participative la Feuille de route du CCG-IU 2021	**ENETP**	**CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX**			X	

Source : *Plan stratégique MESRS*

V. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

La poursuite des activités du Cadre de Concertation Genre Inter Universitaire (**CCG-IU**)

Le Cadre de Concertation Genre Interuniversitaire (**CCG-IU**) a été mis en place pour favoriser la coopération et le dialogue entre les institutions universitaires en matière de genre. Il vise à partager les meilleures pratiques, coordonner les initiatives et promouvoir des actions concertées pour réduire les inégalités de genre dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Tableau 12 : Les activités de la feuille de route du Cadre de Concertation Genre Inter Universitaire (CCG-IU) 2023

Activités	Responsables	Structures impliquées	Coût (en millier)	Source de financement	Chronogramme	Observations
Résultat I. Renforcement des capacités des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche Président : USJPB, collaborateurs : ULSHB, ESJSC, INJS						
1. Former les nouveaux membres du CCG-IU sur le genre	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**	45 000	BN, PTF	T2, T3, T4	
2. Former les recteurs, vice-recteurs Directeurs généraux et Directeurs adjoints des grandes écoles sur le genre	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**	45 000	BN, PTF	T2, T3, T4	
3. Former les enseignant-e-s sur la thématique «genre et éducation »	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**	50 000	BN, PTF	T2, T3, T4	
4. Former les membres du CCG-IU en technique de plaidoyer et de lobbying	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**	25 000	BN, PTF	T2, T3, T4	
Résultat II. Plaidoyer pour une prise en compte effective du genre dans les projets/programmes et politique de développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS). Président : DGESRS, Collaborateurs : INFSS, USTTB, ENI-ABT						

Activités	Responsables	Structures impliquées	Coût (en millier)	Source de financement	Chronogramme	Observations
1. Disséminer les résultats de l'étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	**DGESRS**	**INFSS, USTTB, ENI-ABT**	30 000	BN, PTF	T4	
2. Plaider pour la relecture et /ou l'élaboration des Plans Stratégiques des IES avec des « lunettes genres »	**DGESRS**	**INFSS, USTTB, ENI-ABT**	50 000	BN, PTF	T3	
Résultat III. Intégration du genre dans les actions, stratégies, projets/programmes et politique dans l'ESRS. Président : ULSHB, Collaborateurs : US, ENETP, IPR/IFRA						
1. Organiser le concours de la meilleure IES Genre sensible : « Champions Genre »	**ULSHB**	**USSGB, ENETP, IPR/IFRA**	80 000	BN, PTF	T2, T3	
2. Mettre en place les Cellules Genre dans les structures de formation et de recherche	**ULSHB**	**USSGB, ENETP, IPR/IFRA**	200 000	BN, PTF	T3, T4	
3. Suivre et évaluer la prise en compte du genre dans les IES	**ULSHB**	**USSGB, ENETP, IPR/IFRA**	40 000	BN, PTF	T4	
Résultat IV. Capitalisation et diffusion des bonnes expériences en matière de prise en compte du genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Président : ENETP, Collaborateurs : CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX						
1. Organiser des ateliers d'auto-évaluation participative de la mise en œuvre de la Feuille de route du CCG-IU 2018	**ENETP**	**CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX**	30 000	BN, PTF	T3	
2. Planifier de façon participative la Feuille de route du CCG-IU 2019	**ENETP**	**CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX**	15 000	BN, PTF	T1, T2	

La poursuite des activités du Cadre de Concertation Genre Interuniversitaire (**CCG-IU**) est essentielle pour renforcer la coopération entre les institutions universitaires et promouvoir des initiatives efficaces en matière d'égalité de genre. En consolidant les efforts, en partageant les meilleures pratiques et en investissant dans des ressources et des outils communs, le **CCG-IU** peut contribuer de manière significative à la réduction des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur et la recherche

VI. CONCLUSION

En **2023**, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (**MESRS**) a franchi des étapes significatives dans la promotion de l'égalité de genre au sein des institutions académiques. Les efforts déployés cette année ont permis d'identifier des avancées notables, mais aussi des défis persistants qui nécessitent une attention continue.

Les stratégies mises en place ont contribué à une meilleure prise en compte des questions de genre dans les politiques et pratiques institutionnelles. Les initiatives de réduction des inégalités, telles que la mise en œuvre de programmes de sensibilisation, la révision des processus de recrutement et la création de dispositifs de soutien, ont eu des impacts positifs, comme en témoignent les évaluations et les retours des parties prenantes.

Cependant, les données recueillies révèlent également que des disparités subsistent, notamment en termes de représentation et d'opportunités pour les femmes dans certains domaines académiques. Les résultats de l'évaluation de 2023 indiquent que, malgré les progrès réalisés, il est crucial de renforcer les actions ciblées pour surmonter ces obstacles et garantir une égalité véritablement intégrée à tous les niveaux de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La planification et la budgétisation des actions genre pour l'année prochaine devront s'appuyer sur les leçons tirées cette année. Il est recommandé d'accorder une attention particulière à l'amélioration des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer efficacement l'impact des initiatives mises en place. En outre, il est essentiel de continuer à promouvoir la collaboration interinstitutionnelle et à soutenir le Cadre de Concertation Genre Interuniversitaire (**CCG-IU**) pour renforcer les synergies et maximiser les résultats.

En conclusion, bien que des progrès notables aient été réalisés en 2023, l'engagement constant du MESRS et des institutions académiques est nécessaire pour poursuivre cette dynamique. La mise en œuvre de recommandations spécifiques, associée à une vigilance continue, permettra de garantir que les principes d'égalité de genre deviennent une réalité intégrée et durable dans tous les aspects de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le **MESRS** reste déterminé à poursuivre ses efforts pour promouvoir l'égalité de genre, en travaillant de concert avec toutes les parties prenantes pour bâtir un environnement académique inclusif, équitable et propice à l'épanouissement de chaque individu, indépendamment de son genre

Recommandations

À la lumière des résultats et des observations effectués au cours de l'année 2023, plusieurs recommandations s'imposent pour renforcer les actions en faveur de l'égalité de genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique :

1. **Renforcement des capacités institutionnelles :** Il est essentiel de renforcer les capacités des institutions académiques à intégrer de manière systématique la dimension genre dans leurs politiques et pratiques. Cela inclut la formation continue du personnel académique et administratif sur les enjeux de genre, ainsi que le développement de compétences spécifiques pour évaluer et concevoir des programmes inclusifs.
2. **Amélioration des mécanismes de suivi et d'évaluation** : pour mesurer l'impact des initiatives genre, il est recommandé de mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation robustes. Cela comprend la collecte régulière de données désagrégées par genre, l'analyse de ces données pour identifier les tendances et les écarts, et l'ajustement des stratégies en conséquence.

3. **Soutien accru aux femmes dans les domaines sous-représentés** : afin de réduire les disparités de représentation, des mesures spécifiques devraient être mises en œuvre pour encourager et soutenir les femmes dans les disciplines où elles sont sous-représentées. Cela peut inclure des bourses ciblées, des programmes de mentorat, et des initiatives pour sensibiliser et attirer davantage de jeunes femmes dans ces domaines.
4. **Promotion de la Collaboration Interinstitutionnelle :** le Cadre de Concertation Genre Interuniversitaire (**CCG-IU**) devrait être renforcé pour promouvoir le partage des bonnes pratiques et la collaboration entre les institutions. Cette plateforme doit être utilisée pour harmoniser les actions et créer des synergies afin de maximiser l'impact des initiatives genre.
5. **Augmentation du budget alloué aux actions genre** : la budgétisation des actions genre doit être une priorité pour garantir la mise en œuvre efficace des programmes et des initiatives. Il est recommandé d'augmenter les ressources financières dédiées, en veillant à ce qu'elles soient utilisées de manière transparente et orientées vers les actions ayant le plus grand potentiel d'impact.
6. **Engagement des parties prenantes :** Il est crucial de renforcer l'engagement des parties prenantes, y compris les étudiants, le personnel, et les partenaires externes, dans les actions de promotion de l'égalité de genre. Des campagnes de sensibilisation et de communication devraient être intensifiées pour mobiliser l'ensemble de la communauté académique autour de ces enjeux.
7. **Institutionnalisation de l'égalité de genre :** Enfin, il est recommandé de poursuivre les efforts pour institutionnaliser l'égalité de genre dans toutes les structures et processus du **MESRS**. Cela inclut l'adoption de politiques claires, la nomination de points focaux genre dans chaque institution, et la création de comités dédiés pour assurer la pérennité des initiatives.

Ces recommandations visent à consolider les progrès réalisés en **2023** et à orienter les actions futures du **MESRS** vers une égalité de genre pleinement intégrée et durable dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Introduction

Permettre à chaque malien d'achever au moins une éducation de base de qualité afin de fournir au pays des compétences indispensables à son émergence a été pendant longtemps une préoccupation centrale des différents gouvernements qui se sont succédé à la tête du Mali. C'est dans cette perspective qu'à partir de 1998, le pays s'est doté d'un Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) pour l'horizon 2008, mais réajusté jusqu'en 2010 pour tenir compte des nouveaux enjeux du secteur à la suite du diagnostic sectoriel mené en 2009.

Si la mise en œuvre de ce programme a été essentielle dans les performances enregistrées par le Mali, la crise que le pays a traversée en 2012 n'a pas permis de progresser sur la dernière phase du programme qui devrait s'atteler à mettre en œuvre des réformes relatives à l'amélioration de la qualité et au renforcement de la gestion décentralisée de l'éducation de base. Cette crise a d'ailleurs anéanti les acquis éducatifs du PRODEC et sapé les années d'investissement dans l'éducation.

De fait, la préoccupation d'une éducation de qualité pour tous reste encore d'actualité, avec une volonté politique affichée à travers plusieurs documents stratégiques nationaux, dont le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD), qui établit le développement des compétences comme une priorité stratégique et un enjeu national pour l'essor économique et social.

Au regard de ces enjeux et défis nationaux, mais aussi des nouveaux engagements internationaux pris par notre pays, notamment par rapport à l'agenda 2030 de l'Education et l'agenda 2063 de l'Union Africaine, le Gouvernement de la République du Mali s'est engagé à élaborer un nouveau programme décennal, en capitalisant sur les leçons apprises de la mise en œuvre du précédent programme et des études spécifiques menées.

Présentation du Ministère de l'Education Nationale

Mission :

Le Ministère de l'Education nationale a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'éducation préscolaire et spéciale, de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel, de l'enseignement normal, de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation.

Objectif global :

L'objectif global est d'améliorer la qualité et l'efficacité du système éducatif au Mali. Les différentes stratégies à mettre en œuvre pour l'atteinte de cet objectif sont traduites dans le document du Programme décennal de Développement de l'Education et de la Formation professionnelle, deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028, adopté en Conseil des Ministres le 05 juin 2019.

Ainsi, le Ministère de l'Education nationale est décomposé en quatre (04) programmes :

- le Programme 1.017: Administration générale;
- le Programme 2.041: Développement de l'Education de base;
- le Programme 2.042: Développement de l'Enseignement secondaire général;

- le Programme 2.043: Consolidation et diversification de l'Enseignement secondaire technique et professionnel.

Les objectifs et les indicateurs de performance des différents programmes sont consignés dans le Document de Programmation pluriannuelle des Dépenses et le Projet annuel de performance (DPPD-PAP) 2025-2027.

I- Enjeux genre et gaps à combler

1. Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

La politique genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux. La Convention sur l'Elimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

De l'analyse de la situation d'ensemble, il ressort que des progrès notables ont été réalisés dans le cadre de la politique nationale genre. Cependant la réduction de l'écart entre les Taux Brut d'Admission (TBA), Taux Brut de Scolarisation (TBS) et Taux d'Achèvement (TA) entre filles et garçons au niveau de tous les ordres d'enseignement, la faible représentativité des femmes aux postes de responsabilité, le financement des activités en lien avec le genre restent des enjeux majeurs. Tous ces enjeux sont dus à la faible allocation des ressources budgétaires au département de l'Education dans le financement des activités genre et de celles pour la promotion de la scolarisation des filles.

Au Mali, la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour tous est confrontée à des contraintes qui se traduisent par le très faible taux de préscolarisation (7,87%) d'où la faible couverture de l'éducation préscolaire et spéciale.

Les Objectifs de Développement durable (ODD) consacrent la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit spécifiquement de :

- **ODD 4 :** Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
- **ODD 5 :** Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Les insuffisances dans l'implantation et la gestion des cantines scolaires, la faible prise en compte du volet alphabétisation fonctionnelle et éducation non formelle dans les politiques de développement de l'éducation de base, la non-scolarisation et la déscolarisation, la faible capacité d'accueil dans l'enseignement secondaire public (général, technique et professionnel), l'inadéquation entre la formation et l'emploi sont des goulots d'étranglements pour la promotion de l'égalité genre. A ces contraintes s'ajoutent, dans le cas des filles et des jeunes femmes, les inégalités de genre dans tous les ordres et types d'enseignement.

II- Gaps à combler

Les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi qui doit être relevé à travers la mise en œuvre du PRODEC 2.

En effet, pour l'effectivité d'un changement en faveur de l'égalité entre les sexes, il faut une nouvelle perception du concept genre à travers :

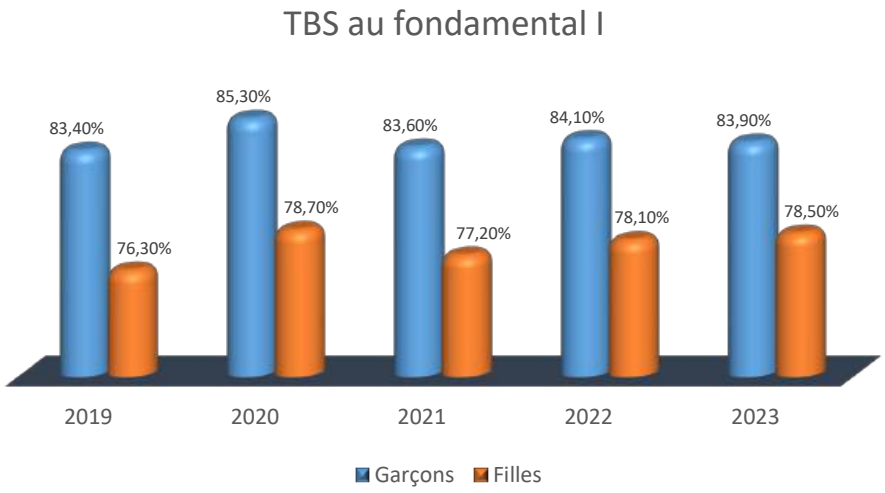
- l'allocation de ressources budgétaires suffisantes pour le financement des activités genres (financement du plan d'action genre de l'éducation) ;
- la prise en compte du genre dans les nominations aux postes de responsabilité.

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs clé de l'Education

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	GENRE	Valeur de référence	Réalisations				Valeurs cibles
				2019	2020	2021	2022	2023	2024
1	Taux brut de scolarisation (TBS) au fondamental 1	ODD4	Garçons	83,4%	85,3%	83,6%	84,1%	83,9%	
			Filles	76,3%	78,7%	77,2%	78,1%	78,5%	
			TOTAL	**79,9%**	**82,1%**	**80,5%**	**81,2%**	**79,9%**	**88%**
2	Indice de parité fille/garçon du TBA au fondamental 1	ODD4	Filles/Garçons	0,92	0,93	0,93	0,90	0,94	**1.0**
3	Taux d'Admission au Fondamental 1	ODD4	Garçons	85,1%	90,6%	83,4%	87,1%	85,9%	
			Filles	78,6%	84,6%	77,9%	78,5%	80,4%	
			TOTAL	**81,9%**	**87,7%**	**80,7%**	**82,9%**	**81,9%**	**81,9**

***Sources** : "Rapport d'analyse des indicateurs de 2019 à 2023"* CPS-secteur Education

Graphe 1 : Evolution par sexe du taux brut de scolarisation au fondamental 1



Le graphique nous indique clairement que sur toute la période 2019 à 2023, la scolarisation des filles est nettement inférieure à celle des garçons cela pourrait s'expliquer par les normes sociales culturelles et traditionnelles.

En outre, du fait de la crise et de ses implications sur les déplacements des populations et des enseignants, qui avaient quitté leur milieu de travail pour des raisons d'insécurité beaucoup ne sont plus retournés, aggravant ainsi les incohérences évoquées d'avant la crise.

Il est à noter que les disparités régionales en termes d'effectifs d'élèves en particulier des filles persistent. Ces disparités sont encore plus marquées à l'intérieur des Académies d'Enseignement (AE) et notamment entre les Centres d'Animation pédagogique (CAP), révélant ainsi des déséquilibres non négligeables dans le déploiement des enseignants.

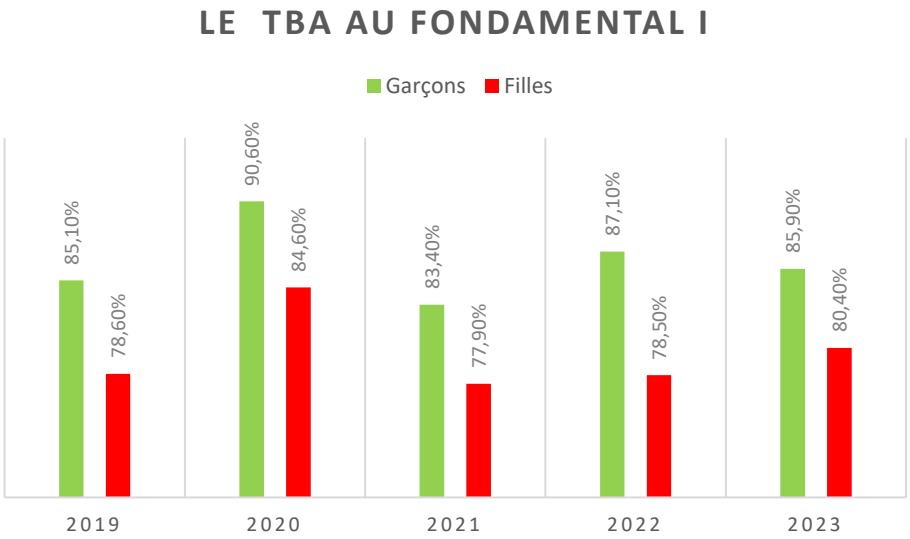


Tableau 2 : Statistiques des Instituts de Formation des Maîtres (IFM) en 2022-2023.

Indicateurs	Effectif	Hommes	% Hommes	Femmes	% Femmes
Personnel administratif	219	160	73,06%	59	26,94%
Personnel enseignant	1109	1014	91,43%	95	8,57%
Achèvement des élèves-maitres de niveau DEF	1162	774	66,61%	388	33,39%
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	1771	1280	72,28%	491	27,72%

Source: Rapport DNEN-MEN

Le constat général qui se dégage reste la sous-représentativité des femmes / filles par rapport aux hommes/garçons dans l'enseignement normal malgré tous les efforts consentis par l'Etat pour minimiser ces disparités dans le système éducatif. L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'enseignement normal et demeure à cet effet un enjeu majeur. En effet, il est bien connu que la présence d'enseignantes dans les écoles a un rôle important pour encourager la scolarité des filles, ce sont des modèles possibles, et il est plus facile pour les filles d'instaurer des relations de confiance avec des enseignantes qu'avec des enseignants.

III- Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

1. Les mesures spécifiques

Le Ministère de l'Education nationale a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles. Ces mesures sont renforcées à travers la mise en œuvre du PRODEC 2 notamment à travers son Plan d'Actions pluriannuel budgétisé (PAPB) 2019-2022.

En effet, la résorption des disparités dans l'éducation suppose l'atténuation progressive des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion. Pour l'atteinte de l'égalité des genres, les stratégies suivantes sont envisagées :

Egalité de genre (filles/garçons) :

(i) la mise en place d'une politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI), qui doit permettre d'accélérer la réduction de l'écart entre filles et garçons en matière d'éducation au fondamental ;

(ii) la prise en compte de l'équité des genres dans les constructions et équipements scolaires, et l'allocation des enseignants ;

(iii) l'instauration de récompenses aux filles méritantes et issues de milieux défavorisés, notamment sous la forme de bourses, qui seront attribuées suivant des critères combinant le niveau scolaire de l'élève et le niveau de revenus des parents ;

(iv) l'organisation de campagnes de communication et de sensibilisation sur l'obligation et la gratuité scolaire pour tous sans exclusive ;

(v) la poursuite de la prise en charge des frais de scolarité, des manuels et des fournitures scolaires surtout pour les enfants des milieux défavorisés ;

(vi) l'octroi de primes spéciales aux enseignants affectés dans les zones défavorisées ;

(vii) la mise en œuvre d'actions de mobilisation sociale en faveur de l'éducation inclusive et spéciale ;

(viii) l'extension des cantines scolaires, surtout dans les zones défavorisées.

IV- L'évaluation des activités genre 2023

Résultats :

Durant l'année 2023, les efforts du Ministère en charge de l'éducation ont permis d'atteindre certains résultats. Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance en lien avec les activités genre, se présentent par programme comme suit :

Programme 2.041: Développement de l'Education de Base

Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2023**	
		2020	**2021**	**2022**	**Prévisions**	**Réalisations**
3. 1. Taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles	%	72,23%	73,20%	71,90%	79,7	70,92%
3. 2 Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1	%	84,6%	77,9%	78,5%	79,7	80,4%

On observe une évolution en dent de scies d'admission des filles de 2020 à 2023 cela décolle de la scolarisation des filles qui impacte l'indicateur du taux brut d'admission des filles au fondamental 1. En effet, sur une prévision de 79,7% en 2023, le taux de réalisation effectif est de 70,92% sur la période, pour l'accès des filles en dernière année, la cible n'est pas atteinte pour cet indicateur, par contre le taux de réalisation 80,4% pour le Taux Brut d'Admission des filles est légèrement au-dessus de la prévision 79,7.

Exécution financière

Tableau II.1 – Exécution financière 2023 par objectifs

Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

En milliers de FCFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles	224 127	89 594	134 533	39,97
Total	**224 127**	**89 594**	**134 533**	**39,97**

L'atteinte de l'objectif n°3 : renforcer la scolarisation des filles est mesuré à travers les indicateurs relatifs au taux brut d'admission des filles au fondamental 1 et au taux brut d'admission des filles en dernière année du fondamental 1. L'activité concourant à la mise en œuvre de ces indicateurs est la mise en œuvre de la politique nationale de la Scolarisation des Filles (SCOFI). La nature de dépense destinée à la prise en charge de l'activité est inscrite au niveau des Académies d'Enseignement (AE), chargées de la mise en œuvre. Ainsi, en 2023 sur une dotation prévisionnelle de 224,127 millions de F CFA, le montant exécuté sur la période est de 89,594 millions de F CFA, soit un taux d'exécution 39,97%.

Le taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles de 67% en 2023 a dépassé sa cible prévisionnelle qui est de 49,10%, soit une hausse de 17,90%. De même ce taux a connu une progression de 1,8 point de pourcentage par rapport à celui de 2022.

Des efforts sont en train d'être consentis pour le maintien des filles à l'école, à travers entre autres la mise en œuvre du Projet d'Amélioration de la Qualité et des Résultats de l'Education pour tous au Mali (MIQRA).

L'indicateur du taux brut d'admission des filles au fondamental 1 présente un score de 80,40% contre une prévision de 74,2% en 2023. Ce taux est passé de 67,00% en 2022 à 80,40% en 2023, soit 13,4 points de pourcentage. Cette tendance a été possible grâce à la mise en œuvre de la Politique nationale de la scolarisation des filles mais aussi l'accompagnement des partenaires techniques et financiers du secteur.

Tableau II.2– Exécution financière 2023 par objectifs

Programme 2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

En milliers de FCFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)	643 114	234 785	408 329	36,51
Total	**643 114**	**234 785**	**408 329**	**36,51**

L'objectif n°2 en lui-même : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC), n'est pas strictement un objectif genre.

Cependant, l'atteinte de cet objectif est mesurée à travers l'indicateur relatif au pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC – qui est un indicateur genre. Plusieurs activités du Programme concourent à l'atteinte de cet indicateur.

Le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles agro-sylvo-pastorale, TIC n'a pas atteint sa cible au cours de l'année scolaire 2023-2024 (35,60% de réalisation contre une prévision de 45%). Cela s'explique par les faibles taux de scolarisation et d'achèvements des filles aux fondamentales 1 et 2 et le manque de sensibilisation et d'information des élèves et des parents d'élèves sur les filières porteuses au bénéfice des filles.

Tableau II.3 – Exécution financière 2023 par détail des activités.

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	***Réel***	**Ecart**	**Taux %**
Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI	224 127	89 594	134 533	39,97
Total	**224 127**	**89 594**	**134 533**	**39,97**

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	***Réel***	**Ecart**	**Taux %**
Acquisition d'équipements et fournitures de manuels scolaires pour le secondaire technique et professionnel	263 015	0	263 015	0,00
Entretien et réhabilitation des infrastructures au niveau de l'enseignement technique et professionnel (niveau déconcentré)	115 806	92 647	23 159	80,00
Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DNETP	7 331	2 637	4 694	35,97
Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures déconcentrées et décentralisées	256 962	139 501	117 461	54,29
Total	**643 114**	**234 785**	**408 329**	**36,51**

(Voir commentaires tableau II.2).

III. Planification et budgétisation des actions genres :

a. Budget genre existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour d-les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect (Tableau III.1b).

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre

En milliers de FCFA

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2023	2024	2025	2026	2027
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base	89 594	224127	224 127	248 769	251 512
Programme n°2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel	234 785	643 114	254 478	712 332	745 892
Total	**324 379**	**867 241**	**478 605**	**961 101**	**997 404**

Parmi les programmes du Ministère de l'Education nationale (MEN), les programmes 2.041 et 2.043 sont considérés comme étant les plus stratégiquement importants pour l'égalité de genre, car ces niveaux d'éducation constituent la pierre angulaire sur laquelle les filles et les femmes peuvent bâtir leur autonomie. Ce sont les deux programmes pour lesquels il serait le plus important de chercher à maximiser leur contribution à l'égalité de genre en menant des analyses genre approfondies.

Le programme 2.041, vise l'amélioration de l'efficacité interne du système et la promotion de l'égalité et de l'équité d'accès à l'éducation pour tous à travers le renforcement des capacités d'accueil au niveau de l'éducation préscolaire et spéciale, la promotion de tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire, le renforcement de la scolarisation des filles et l'amélioration des compétences de base des élèves et des apprenants du système en lecture, écriture et calcul. C'est ce programme qui est chargé de la mise en œuvre de politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction nationale de l'Enseignement fondamental en collaboration avec les Directions d'Académies d'Enseignement au niveau déconcentré.

Le programme 2.043, vise d'une part, à assurer le développement d'un enseignement secondaire technique de qualité et d'un coût abordable en lien avec les besoins de l'économie et d'autre part à accroître l'offre de formation en développant des alternatives crédibles et attractives en adéquation avec l'auto-entreprenariat et les besoins du marché du travail à travers le renforcement des capacités d'accueil et l'amélioration de l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC). Ce programme contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction nationale de l'Enseignement technique et professionnel qui met l'accent sur la sensiblement pour accroitre le nombre de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.

Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

En milliers de FCFA

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action					
Détail	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base					
Action 2 : Enseignement Fondamental					
3.2.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI	89 594	224 127	224 127	248 769	251 512
Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel					
Action 1 : Enseignement technique et professionnel					
2.2.1 Acquisition d'équipements et fourniture de manuels scolaires pour le secondaire technique et professionnel	0	263 015	263 015	282 872	310 818
2.2.2 Entretien et réhabilitation des infrastructures au niveau de l'enseignement technique et professionnel (niveaux déconcentré)	92 647	115 806	115 806	132 025	133 291
2.2.3 Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DNETP	2 637	7 331	7 331	8 136	8 226
2.2.4 Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures déconcentrées et décentralisées	139 501	256 962	268 326	289 299	293 557
Total	**324 379**	**867 241**	**478 605**	**961 101**	**997 404**

On note dans ce tableau, qu'une seule activité du Programme 2.041: Développement de l'Education de Base cible directement l'égalité genre. Par contre quatre (04) activités du Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel concourent à l'atteinte de l'indicateur se rapportant sur le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles agro-sylvo-pastorale, TIC. Dans ces deux programmes, les dotations initiales prévisionnelle au titre de l'exercice budgétaire 2025 n'ont pas connu de variation significative par rapport à celles de l'exercice budgétaire 2024.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Catégorisation des dépenses du DPPD-PAP du MEN en termes de lien avec l'égalité de genre

Le MEN mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer indirectement à réduire les inégalités de genre. Rendre le budget du MEN plus sensible à l'égalité de genre demande d'identifier et de renforcer ce potentiel. Pour ce faire, il y a lieu d'analyser les activités inscrites dans le DPPD-PAP en termes de lien avec l'égalité de genre. Le MEN est l'un des six ministères qui a entamé une démarche d'analyse des activités/dépenses du DPPD-PAP, en les classifiant en

- dépenses ciblant directement l'égalité de genre (telle que l'activité de mise en œuvre de la SCOFI reprise dans les tableaux ci-dessus
- dépenses ciblant indirectement/ayant un lien indirect avec l'égalité de genre
- dépenses n'ayant aucun lien explicite avec l'égalité de genre.

Cette démarche a été entamée en vue du RG24, mais non terminée. L'encadré suivant reprend à titre d'illustration quelques-unes des analyses initiales de catégorisation qui ont été réalisées. Ces analyses doivent être approfondies et la démarche doit être élargie à toutes les activités du DPPD-PAP. Le MEN poursuivra progressivement ces analyses afin de finaliser la catégorisation des dépenses du DPPD-PAP.

Tableau III.3 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget national (cf. : BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0%
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	5	4	1	20%
Personnel service courrier	17	11	6	35,29%
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	4	4	0	0%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	1	1	0	0%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	17	15	2	11%
Directeurs nationaux Adjoints	17	16	1	5,9%
Chefs de Division	68	51	9	13%
Chefs de section	83	65	18	21%
Chargés de dossier	343	213	130	37%
Personnel service courrier				
4.2. Directions Générales				
Directeur Général				
Directeur Général Adjoint				
Sous-Directeur				
Chefs de Division				
Chefs de section				
Chargés de dossier				
Personnel service courrier				
4.3. Personnel EPA				
4.4. Personnel EPST				
5. Directions Régionales et services rattachés	152	144	8	**5,3%**
6. Services locaux				
Total	**368**	**315**	**45**	**12,23%**

***Source** : DRH-Secteur Education*

Les femmes sont très peu représentées au niveau des directions centrales, une seule femme est présente au secrétariat général, 35,29% du personnel du service courrier est composé des femmes, Cependant dans les directions nationales au niveau des services chargés de dossiers les femmes représentent 37% du personnel. Sur l'ensemble du personnel des structures du Ministère de l'éducation nationale les femmes représentent seulement 12,23%. Au regard des données, les femmes restent encore en marge des postes de responsabilité.

IV. Perspectives :

Le ministère de l'éducation nationale et ses partenaires mèneront des activités pour l'amélioration des taux d'accès, de la scolarisation de l'achèvement des filles afin de réduire l'écart avec les garçons.

V. Recommandations :

- prise en compte du genre dans l'élaboration et l'exécution des budgets qui permettent le financement des activités genre au sein de l'éducation ;
- mobilisation des ressources financières pour la mise œuvre de la politique genre du Ministère de l'Education nationale ;
- amélioration des lignes budgétaires allouées à la scolarisation des filles aux niveaux central et déconcentré de l'Education;
- Extension des cantines scolaires à toutes es écoles pour le maintien des filles à l'école;
- intégration de l'égalité des genres dans la programmation budgétaire ;
- renforcer l'efficacité des choix budgétaires pour répondre aux besoins des femmes et des filles ;
- définir les responsabilités des planificateurs et des gestionnaires dans la réduction des écarts entre filles et garçons et dans la réduction des inégalités des genres au cours du processus budgétaire.

.

RAPPORT GENRE DU MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

INTRODUCTION

Présentation du Ministère

Conformément à l'article 22 du Décret N° **2021-0474/PT-RM du 26 juillet 2021,** fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'Urbanisme, d'Habitat, des Domaines, d'Aménagement du Territoire et de la Population. Pour cela, elle veille à la mise en œuvre de certaines actions qui sont entre autres :

- la collecte, le traitement et la diffusion des données de population nécessaires à la formulation des politiques publiques et la constitution de bases de données démographiques ;
- l'initiation et l'appui à la réalisation d'études et recherches en matière de population et de développement en vue de réaliser des projections démographiques et de suivre les indicateurs de mouvement de la population ;
- le suivi de la prise en compte des questions de population dans les politiques nationales.

Au sein du département, il existe de programmes qui promeuvent des actions contribuant à l'atteinte des objectifs fixés dans la mise en œuvre de la politique du Genre. Parmi ces objectifs, on note :

- faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un grand nombre de personnes ;
- améliorer la coordination et le suivi évaluation de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population ;
- renforcer les capacités des acteurs ainsi que la communication et le plaidoyer sur les questions de population en vue de la capture du Dividende Démographique ;

Dans ce dynamisme, le département se trouve confronté à des enjeux.

a. Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département.

Comme enjeux, le Ministère dénote à travers les Progammes (Population et Aménagement du Territoire) :

1. accélérer la transition démographique pour une meilleure exploitation du potentiel du Dividende Démographique ;
2. renforcer la qualité du capital humain des femmes et les filles ;
3. soutenir l'amélioration de la gouvernance des politiques éducative, économique et sociale;
4. renforcer les stratégies de Communication pour le Changement Social et Comportemental ;
5. assurer l'égalité des chances entre les citoyens en garantissant en particulier à chacun d'entre eux un égal accès aux services sociaux de base sur l'ensemble du territoire national ;

b. Les GAPS à combler

Comme gaps le ministère d'envisage :

- assurer l'autonomisation de la femme et Dividende Démographique.

I. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre :

a. Les mesures spécifiques

La Politique Nationale de Genre est mise en œuvre au Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population à travers l'exécution de ces programmes et de la nomination des femmes à des postes de responsabilités dont les postes de (Directrice de service, inspectrice à l'inspection, Chef de Division de service central et Chef de section de service central).

Evaluation des activités genre 2023

On peut retenir entre autres :

- l'élaboration du rapport Indice Genre pour le suivi du dividende démographique au Mali;
- la réalisation des études :
  - « Causes et les effets du divorce sur la femme avant pendant et après la procédure » ;
  - « Besoins et accès des personnes vivants avec handicap aux services de santé de la reproduction, leur prévention et protection contre les violences basées sur le genre (VBG) ;
  - « La mesure et la valorisation du travail domestique non rémunéré »
- l'organisation d'un atelier technique de renforcement de capacité d'un Consortium d'ONG sur le mécanisme de prise en charge des violences basées sur le genre (VBG).

Aussi, le Projet SWEDD a mené plusieurs actions en relation avec l'autonomisation, la promotion et la protection des droits des femmes en matière d'éducation, d'emploi et de santé.

On peut retenir les éléments suivants :

- l'autonomisation des femmes et des adolescents : plus de 42191 jeunes ont bénéficié d'au moins 40 000 Francs CFA ;
- la création des opportunités économiques : environ 2,5 emplois crées par bénéficiaires installés ;
- l'accès des femmes et des adolescentes à la santé de la reproduction et particulièrement à la planification familiale moderne avec le recrutement, la formation et le déploiement de 325 sages femmes dans les communautés.

Tableau 1 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National (BCS)

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	**0**	**0**
2. Secrétariat Général	**1**	**1**	**0**	**0**
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	8	8	0	0
Personnel service courrier	13	5	8	61.53
3. Cabinet	**8**	**6**	**2**	**25.00**
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	5	4	1	20
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux	**174**	**130**	**44**	**25.28**
4.1. Directions Nationales et services rattachés	**130**	92	38	29.23
Directeurs nationaux	16	13	3	18.75
Directeurs nationaux Adjoints	9	9	0	0
Chefs de Division	22	13	9	40.90
Chefs de section	27	23	4	17.39
Chargés de dossier	56	34	22	39.28
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.2. Directions Générales	**44**	**38**	**6**	**13.63**
Directeur Général	2	2	0	0
Directeur Général Adjoint	2	2	0	0
Sous-Directeur	8	8	0	0
Chefs de Division	16	11	5	31.25
Chefs de section	16	15	1	6.25
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.3. Personnel EPA	X	X	X	**X**
4.4. Personnel EPST	X	X	X	**X**
5. Directions Régionales et services rattachés	X	X	X	**X**
6. Services locaux	X	X	X	**X**
Total	**206**	**152**	**54**	**26.21**

IV. Perspectives

- créer un comité genre chargé d'appuyer les structures en termes de mobilisation des Ressources financières auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- renforcer les structures techniques en charge des questions de population et de données statistiques (ONDD, DNP, INSTAT) en termes des ressources humaines et matérielles.

V. Recommandations

Comme recommandations, nous espérons atteindre le quota de 30% des femmes dans le ministère.

CONCLUSION

Chapitre 3 :
Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

1. Ministère du L'Agriculture ;
2. Ministère de l'Elevage et de la Pêche
3. Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
4. Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
5. Ministère de l'Economie et des Finances.
6. Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.
7. Ministère des Mines
8. Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable.

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Introduction :

Le Ministère de l'Élevage et de la Pêche est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'élevage et de la pêche, tout en intégrant l'aspect genre à travers les axes stratégiques de la Politique Nationale Genre (PNG). Le cheptel malien, est l'un des plus importants de la sous-région, joue un rôle crucial dans l'économie nationale. Les sous-secteurs de l'Elevage et de la Pêche contribuent de manière significative à l'accroissement du PIB (il y contribue à plus de 15%), à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et à la création d'emploi.

Selon l'enquête agricole de conjoncture 2021/2022, la pratique de l'élevage concerne environ 59,3% des ménages, dont 89,3% sont des ménages agricoles. Ce sous-secteur occupe aussi bien les ménages en milieu rural qu'urbain et est d'une importance stratégique pour l'économie malienne. On dénombre environ 886 751 ménages pratiquant l'élevage au Mali.

Quant à la pêche, bien que pratiquée par une part plus modeste de ménages (5,3% des ménages recensés), elle reste une activité économique essentielle pour le pays, surtout dans les zones où elle est pratiquée sur des sites d'eau douce. Environ 100 222 ménages s'adonnent à cette activité, représentant 10,1% des ménages agricoles.

L'importance de ces activités en ce qui concerne l'égalité de genre tient au rôle important que jouent les femmes dans le secteur de l'élevage et de la pêche. En effet les femmes (rurales et urbaines) représentent plus de 30% dans ces sous-secteurs. Ce rôle est reconnu mais des progrès importants restent à faire afin de mieux appuyer les femmes à le remplir plus pleinement. Le faible statut social des femmes et le déficit de soutien à leurs besoins et intérêts spécifiques a grandement limité leur capacité à pouvoir sortir de la pauvreté et a entraîné des pertes de gains de productivité dans les économies locales et l'économie nationale.

Présentation du Ministère

Le Ministre de l'Elevage et de la Pêche prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'accroissement de la production et de la productivité pastorale et aquacole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production animale ou aquacole ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de productions animales;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisations des productions animales et aquacoles, en rapport avec le ministère chargé du commerce ;
- la contribution au développement et la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion des espaces pastoraux ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche et l'Aquaculture.
- la prévention et la lutte contre les maladies animales.

I. Principaux Enjeux Genre :

Le secteur est confronté à plusieurs défis en matière de genre, qui entravent l'égalité des sexes et l'efficacité des politiques. Les enjeux suivants ont été identifiés selon l'analyse officielle des missions du département :

a. Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département.

Les enjeux à l'amélioration de l'égalité de genre dans les sous-secteurs de la Pêche et de l'Elevage peuvent être classés en quatre (04) types :

1. Les enjeux allant au-delà des sous-secteurs, dont principalement la situation sécuritaire et déplacements internes ; les aléas climatiques et l'impact négatif des problèmes environnementaux ; et le défi nutritionnel. Bien que ces défis affectent l'ensemble de la population, les femmes y sont particulièrement vulnérables :
    a. L'insécurité persistante dans certaines régions du pays, notamment au centre et au nord, a provoqué le déplacement interne de nombreuses populations d'éleveurs et de pêcheurs. Ces déplacements exacerbent la vulnérabilité des femmes et les privent de leurs moyens de subsistance et les exposant à des risques accrus ;
    b. Les femmes et les jeunes sont particulièrement vulnérables du fait des aléas climatiques, surtout dans les régions du centre et du nord ; les problèmes environnementaux, comme la mauvaise gestion des cours d'eau et pâturages, affectent particulièrement les femmes et dégradent le cadre de vie ;
    c. Le déficit alimentaire et nutritionnel est particulièrement marqué chez les femmes, alors que la pêche et l'élevage, où elles jouent un rôle majeur, pourraient contribuer de façon plus importante à le combler.
2. Les enjeux liés à des lacunes ou faiblesses dans l'administration, notamment : l'insuffisance dans le renforcement des capacités institutionnelles en genre au sein du Ministère, malgré la création du comité genre ; la disponibilité limitée de statistiques désagrégées par sexe, rendant difficile l'évaluation des inégalités et des progrès réalisés, et ; l'insuffisance de financement pour les activités ciblant directement les inégalités de genre dans les actions et programmes du Ministère ;
3. Les limitations dans les actions du département qui découlent des lacunes juste mentionnées, dont : le faible accès des femmes aux intrants subventionnés pour l'élevage et la pêche, limitant leur productivité et compétitivité ; l'insuffisance dans la prise en compte des besoins des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, lors de la réalisation et de la gestion des infrastructures pastorales et halieutiques, et ; les difficultés d'encadrement et de suivi des femmes au niveau local, exacerbées par le manque de moyens matériels, financiers et humains pour leur fournir un appui-conseil adéquat ;
4. Et enfin, au sein de la population-cible de ces actions, le faible niveau de formation des femmes dans les domaines techniques de l'élevage et de la pêche, limitant leur capacité à adopter des pratiques modernes et efficaces.

Gaps à Combler :

Pour répondre aux enjeux identifiés, les actions suivantes doivent être entreprises :

- pour répondre aux enjeux institutionnels, le MEP doit opérationnaliser le comité d'institutionnalisation du genre du Ministère pour assurer une meilleure intégration du genre dans les politiques et programmes ; et rendre disponibles des statistiques et des données de performance désagrégées par sexe pour mieux orienter les interventions et évaluer leur impact ;

- le MEP doit également accroitre l'impact de ses actions sur les femmes, notamment :
    - Améliorer l'accès des femmes aux intrants subventionnés en mettant l'accent sur le document du manuel de procédures en le rendant sensible au genre ;
    - prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes lors de la conception et la gestion des infrastructures pastorales et halieutiques ;
    - renforcer l'encadrement et le soutien aux femmes à la base en leur fournissant les ressources matérielles, financières et humaines nécessaires ;
    - le MEP doit également s'attacher à former les femmes aux techniques modernes dans les domaines de l'élevage et de la pêche pour améliorer leur productivité et leur résilience ;
    - enfin, le MEP doit s'associer aux départements concernés afin de répondre aux défis intersectoriels et notamment, pour :
        - ✓ Accroître la résilience des femmes et des jeunes faces aux aléas climatiques et aux crises sociales, en particulier dans les régions les plus affectées par l'insécurité ;
        - ✓ Maîtriser les problèmes environnementaux qui ont des impacts disproportionnés sur les femmes, en améliorant la gestion des ressources naturelles ;
        - ✓ Augmenter l'apport nutritionnel des femmes en développant des programmes ciblés pour combler les déficits alimentaires.

II. Mesures ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre :

Le Ministère de l'Elevage et de la Pêche à travers ses services centraux et déconcentrés, ses projets et programmes met en œuvre plusieurs stratégies de réduction des inégalités liées au genre.

a. Mesures spécifiques :

- la mise en place du comité genre du département ;
- le ministère, facilite l'accès des intrants pêche aux femmes, au titre de la campagne 2023 le gouvernement a accordé une subvention de 30% sur 2 158 tonnes d'aliments poissons et la réalisations de 30 074 200 alevins. La valeur de cette subvention s'élève à 2 594 624 530 F CFA à la charge de l'Etat, et 340 de 1 530 des bénéficiaires étaient des femmes.

Evaluation des activités genre réalisées en 2023

Promotion de la Filière bétail/viande

- le recrutement de trois (03) centres de formation professionnelle pour la formation des 270 jeunes et femmes sur différents métiers porteurs en milieu pastoral ;
- la formation et le financement de la première vague des bénéficiaires des AGR, (540 bénéficiaires sélectionnés dont 81% de femmes et 19% d'hommes dont 400 jeunes de 18 à 24 ans dans les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso) ;
- la formation de 21 enquêteurs, 21 suppléants et 15 contrôleurs participants dont une femme enquêtrice et une suppléante sur la méthodologie de collecte des données sur les marchés à bétail à Ségou ;
- la formation de 197 participants dont 38 femmes en trois (03) sessions sur l'utilisation du SIM-B.

Promotion pêche et Aquaculture

- la formation de 100 producteurs dont 15 femmes et 50 agents de la DNP dont 10 femmes en technique de reproduction artificielle ;
- la formation de 197 participants dont 38 femmes en trois (03) sessions sur l'utilisation du SIM-B.

Tableau II.1 – Evolution/-évaluations des indicateurs genre (néant).

Tableau II.2 – Exécution financière 2023 par objectifs (néant).

Commentaire : Il faut noter que malgré l'importance des femmes en tant qu'actrices économiques dans les sous-secteurs, les programmes du département n'incluent ni objectif ni indicateur genre.

Tableau II.3 – Exécution financière 2023 par détails des activités sensible au genre

Le Tableau ci-dessous identifie un budget « sensible au genre » constitué d'activités liées indirectement à l'égalité de genre. Cela ne signifie pas que l'entièreté des montants indiqués soient consacrés au genre mais bien, que ces activités ou projets sont sensibles au genre – à travers p.ex. une composante, ou des indicateurs mesurant le résultat d'actions menées spécifiquement en faveur des femmes. Ces activités ont été identifiées par un processus de catégorisation de toutes les dépenses des programmes du département en 2023.

Catégorisation genre – Etape vers le marquage des dépenses sensibles au genre

Le MEP est un ministère pilote pour la mise en œuvre de la budgétisation sensible au genre (BSG). Dans ce cadre, le ministère entend procéder au « marquage genre » qui permettra de quantifier les dépenses sensibles au genre dans son budget et de juger et en conséquence donner des scores à ces dépenses en fonction de leur degré de sensibilité. Le marquage genre se fait sur la base d'une méthodologie pour laquelle des bonnes pratiques internationales existent (qui doivent être adaptées à la situation au Mali), qui se basent généralement sur une première étape de catégorisation genre des dépenses.

*La **catégorisation genre des dépenses** établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue en plus si les dépenses ciblent l'égalité de genre comme objectif principal. Ces dernières sont catégorisées « ciblant directement" ou ayant un « **lien direct » avec l'égalité de genre**. Les dépenses dont l'objectif principal n'est PAS l'égalité de genre, mais qui y contribuent tout de même, sont encore distinguées en fonction de l'existence d'un lien formel à l'égalité de genre, ou non. Par exemple, existe-t-il un objectif, ou un indicateur d'égalité de genre, ou encore, l'égalité de genre est-elle mentionnée dans la documentation du projet ou de l'activité ? Si c'est le cas, un **lien explicite indirect avec l'égalité de genre** est établi. Dans le cas contraire, il n'y a **pas de lien explicite avec l'égalité de genre**.*

Dans les programmes du MEP, il n'y a actuellement pas de dépenses ciblant directement l'égalité des genres, mais une part assez importante de dépenses qui a un lien indirect à l'égalité de genre. Il y a lieu de noter que la qualité de ces liens en termes de sensibilité à l'égalité de genre reste à déterminer. Ce lien peut être fort dans certains cas et très faibles dans d'autres. L'analyse qui permet de déterminer dans quelle mesure les dépenses indirectes sont sensibles à l'égalité de genre n'est pas encore accomplie. Les travaux en ce sens vont continuer.

Intitulé de l'activité	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*			
		Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Programme 1.037					
Projet Dev. Durable Exploit. Pastorales Sahel Mali (PDDEPS)	*indirect*	*5613500*	*52510*	*5560990*	*0,94*
Prog Dvpt intégré Ress Animales Aquacoles au Mali (PIDRAAM)	*indirect*	*201400*	*19000*	*182400*	*9,43*
Prog Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)	*indirect*	*6201400*		*6201400*	*0,00*
Mise en œuvre du Plan de Campagne	*indirect*	*48793*	*46160*	*2633*	*94,60*
Mise en œuvre du plan de transfert des compétences du sous-secteur Elevage et Pêche des collectivités	*indirect*	*38540*	*22932*	*15608*	*59,50*
Mise en œuvre du programme annuel de vérification de gestion et de performance	*indirect*	*60357*	*58123*	*2234*	*96,30*
TOTAL 1.037		***22 446 140***	***198 725***	***22 247 415***	***0 ,89***
Programme 2.090					
Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de femmes et jeunes en unités wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)	*Indirect*	*160 000*	*17 2888*	*-12 888*	*108,06*
Réalisation d'Etude de Développement et de Valorisation de la production laitière au Mali	*indirect*	*39790*	*39790*	*0*	*100,00*
TOTAL 2.090		***199 790***	***212 678***	***-12 888***	***106,45***
Programme 2.091					
Programme Quinquennal Aménagement Aquacoles (BSI)	*indirect*	*424533*	*384870*	*39663*	*90,66*
TOTAL 2.091		***424 533***	***384 870***	***39 663***	***90,66***
Total	***indirect***	***23070463***	***796273***	***22274190***	***3,45***

III. Planification et budgétisation des actions genre pour 2024-2025

Tableau III.1a Budget genre (dépenses ciblant directement l'égalité genre) néant

Tableau III.1b Budget genre (dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre)

Programme/Objectif / *Action* / *Détail*	*Exécution* *2023*	*Budget* *2024*	*Prévisions* *2025*	*2026*	*2027*
Programme 1.037:					
Projet Dev. Durable Exploit. Pastorales Sahel Mali (PDDEPS)	*52509*	*5163000*	*4 175 000*	*4 175 000*	*4 175 000*
Prog Dvpt intégré Ress Animales Aquacoles au Mali (PIDRAAM II)	*19000*	*1650000*	*1 700 000*	*1 700 000*	*1 700 000*
Prog Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS II)	*0*	*8200000*	*8 200 000*	*8 200 000*	*8 200 000*
Mise en œuvre du plan de transfert des compétences du sous-secteur Elevage et Pêche des collectivités	*11903*	*32788*	*50788*	*50788*	*50788*
Mise en œuvre du programme annuel de vérification de gestion et de performance	*38404*	*67958*	*67958*	*67958*	*67958*
Programme 2.090:					
Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de femmes et jeunes en unités wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)	*182475*	*500 000*	*500 000*	*500 000*	*500 000*
Intensification de l'embouche	*42871*	*97871*	*87871*	*87871*	*87871*
Appui aux producteurs	*2833814*	*4 000 000*	*4 000 000*	*4 000 000*	*4 000 000*
Programme 2.091:					
Programme Quinquennal Aménagement Aquacoles (BSI)	*0*	*150000*	*100000*	*100000*	*100000*
Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson (AGMCPB)		*91500*	*91500*	*91500*	*91500*
Programme 2.092:					
Appui à la Cellule de Coordination de la Lutte contre les Mouches Tsé-Tsé	*11035*	*27 360*	*27 360*	*27 360*	*27 360*
Total	***3192011***	***15980477***	***15000477***	***15000477***	***15000477***

Tableau III.2 - Effectifs du ministère de l'élevage et de la pêche sexo-désagrégés

Tableau présentant une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

NB : Il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National (BCS).

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	**0**	0%
2. Secrétariat Général				0%
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	5	4	1	20%
Personnel service courrier	6	1	5	83%
3. Cabinet				0%
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	5	2	3	60%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	2	1	1	50%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux DNPIA+ DNP +DNSV	3	3	0	0%
Directeurs nationaux Adjoints	3	3	0	0%
Chefs de Division	17	15	2	12%
Chefs de section	26	18	8	31%
Chargés de dossier				0%
Personnel service courrier	316	225	91	29%
4.2. Directions Générales	Néant			0%
4.3. Personnel EPA	Néant			0%
4.4. Personnel EPST	Néant			0%
5. Directions Régionales et services rattachés	60	54	6	10%
6. Services locaux	21	21	0	0%
Total	**468**	**351**	**117**	**25%**

Commentaire : L'effectif genre actualisé et les renseignements complémentaires seront apportés par la DRH.

IV. Perspectives :

Le Ministère de l'Elevage et de la Pêche mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer directement ou indirectement à réduire les inégalités de genre, le département doit revoir les objectifs et les indicateurs des programmes afin de les rendre plus sensibles au genre.

- élaborer l'Audit Genre du département ;
- élaborer un plan d'Action Genre du département ;
- finaliser la classification (catégorisation) des dépenses genre dans le DPPD PAP.
- renforcer les capacités des responsables et acteurs de développement du MEP en Genre et développement égalité des sexes et des chances, VBG et leaderships ;
- élaborer des objectifs stratégiques Genre depuis la conception des programmes, projets, des services rattachés, des OP et des écoles de formation du MEP ;
- élaborer une stratégie de communication genre au département ;
- veiller à l'application de la politique genre au département.

V. Recommandations :

- mettre en œuvre l'Audit Genre du département ;
- mettre en œuvre un Plan d'Action Genre du département ;
- approfondir la BSG en mettant en œuvre le marquage budgétaire genre (sur base de la catégorisation des dépenses sensibles au genre) du DPPD PAP du département;
- mettre en œuvre un plan de suivi-évaluation ;
- élaborer une stratégie de communication genre au département ;
- élaborer des Objectifs et indicateurs/Genre au niveau des programmes, des projets, des services rattachés, des OP et des écoles de formation du MEP ;
- prise en charge des activités genre du MEP.

VI. Conclusion

Bien que les femmes jouent un rôle majeur dans la pêche et l'élevage, elles en tirent moins de bénéfices que cela ne serait possible. Le rapport ci-dessus suggère que le budget du MEP montre une certaine sensibilité au genre, mais insuffisante à ce jour pour répondre aux enjeux genre dans les sous-secteurs. Le MEP entend approfondir la mise en œuvre de la budgétisation sensible pour améliorer l'impact de son budget en termes d'amélioration de l'autonomie économique des femmes et de leurs conditions de vie et celles de leur famille.

MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

La culture, l'artisanat et le tourisme est un secteur d'activités à part entière, qui a ses acteurs spécialisés et ses besoins spécifiques, mais aussi une matière transversale par excellence, qui entretient des liens avec tous les autres domaines de politique sectorielle. C'est également un secteur dont la vitalité ne dépend pas seulement des pouvoirs publics mais aussi et surtout du dynamisme de ses acteurs indépendants et de l'engagement de toutes les forces vives de la société en sa faveur.

Le présent rapport qui constitue la contribution du secteur artisanat, culture et tourisme dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Mali décrit les enjeux du genre dans ledit secteur, les mesures et ou les stratégies spécifiques qui ciblent les questions genre dans le département, l'évaluation des activités qui ont concerné la réduction des inégalités en 2023 et la planification et budgétisation des actions genre en 2024

1-Les Enjeux-Genre

L'égalité des genres est une priorité pour le Ministère de l'Artisanat, de la Culture de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme dans les domaines de la conservation du patrimoine, de la création artistique et culturelle. L'égalité entre les femmes et les hommes dans la participation, l'accès et la contribution à la vie culturelle, relève autant des droits de l'Homme que des droits culturels, et elle est également une dimension importante pour garantir la liberté d'expression pour tous. Les enjeux majeurs sont :

- l'intégration de la dimension genre à tous les projets et programmes du département ;
- l'inscription dans les plans d'actions, des activités spécifiques en lien avec le genre dans les structures du département ;
- la sensibilisation pour l'égalité des droits, les responsabilités et opportunités pour les femmes et les hommes, filles et garçons dans le domaine de conservation du patrimoine et de la création artistique et culturelle ;
- La contribution et la participation des femmes de façon égale au théâtre, au cinéma, aux arts, à la musique et au patrimoine ;
- le développement d'industries culturelles nationales ;
- l'accès et la participation à une vie culturelle libre et active ;
- le développement du dialogue interculturel à l'échelle nationale et internationale

2-Les Stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures Spécifiques :

- améliorer la circulation et le partage de l'information liée au genre ;
- assurer la protection juridique et sociale des artistes et travailleurs culturels ;
- développer tous les métiers d'art pratiqués au Mali ;
- soutenir le développement de l'emploi culturel ;
- assurer la reconnaissance et l'exercice des droits culturels des femmes ;
- améliorer l'exercice des droits culturels de l'enfant ;
- assurer la promotion culturelle de la jeunesse et valoriser ses diverses expressions culturelles.

3- Evaluation des activités genre 2023

Le Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme à travers la mise en œuvre de ses programmes, a réalisé certaines activités dans le sens de la réduction des inégalités sensibles au genre. Le programme 2.049 Promotion de la Création Artistique et littéraire a le plus contribué à obtenir des résultats. Les tableaux suivants montrent les caractéristiques de l'aspect genre dans le département.

Programme 2.049 : Promotion de la Création Artistique et littéraire

Objectif N°1 : Promouvoir les arts et les lettres

Indicateur N°1.2. Taux des acteurs appuyés

Activité N 1.2.1. Renforcement de capacités des acteurs dans les professions artistiques et littéraires.

En 2023, le département a appuyé 53 acteurs et associations culturels dont 5 sont soient des acteurs féminins ou des associations féminines à coût de 12 millions. Aussi le département a organisé le Voyage Intégrateur pour les premiers au DEF de tous les cercle à cout 15 millions.

Objectif N°4 Améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles

Indicateur N°2 : Taux de réalisation des activités culturelles organisées au niveau des infrastructures

Activité 4.2.8 Parcours pédagogique

Cette activité a pour objectif de sensibiliser et informer les plus jeunes sur les potentialités et les menaces qui planent sur le continent africain. Elle a vu la participation de **200 jeunes** enfants des écoles fondamentales des régions de Koulikoro, de Ségou et du District de Bamako ; Il s'agit de mettre en compétition des enfants pour éveiller leur conscience sur le continent.

Objectif N° 6 : Assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.

Indicateur N°6.2. Taux de réalisation des activités de formation

Activité N°6.1.2. Renforcement des capacités pédagogiques de l'INA

Tableau 1 : Artistes et intellectuels reçus à BlonBa pour des spectacles, des débats ou des résidences de créations en 2023

Unité : Nombre

Artistes et intellectuels	Effectif		
	Homme	Femme	Total
Musique	2	2	4
Théâtre	2	1	3
Cinéma	2	0	2
Danse	0	4	4
Festival accueilli	1	1	2
Total	**7**	**8**	**15**

Source : *BlonBa, rapport d'activités 2023*

Tableau 2 : Étudiants par section et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia –Balla Fasséké Kouyaté, 2022-2023

Unité : Nombre

Sexe / Sections	Garçon	Fille	Total
Arts plastiques	34	05	**39**
Danse	08	16	**24**
Multimédia	32	14	**46**
Musique	43	10	**53**
Théâtre	17	18	**35**
Design	11	10	**21**
Ingénierie Culturelle	04	00	**04**
Total			**222**

Source : *CAMM-BFK, rapport CA 2021-2023*

Tableau 3: Professeurs par nationalité et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia – Balla Fasséké KOUYATE, 2022-2023

Unité : Nombre

Statut	Maliens			Étrangers		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Professeurs	49	8	**57**	1	0	**1**
Total	49	8	**57**	1	0	**1**

Source : *CAMM-BFK, rapport CA 2010-2023*

Tableau 4: Récapitulatif des étudiants de l'Institut National des Arts par section et sexe.

Unité : Nombre

Année Sections	2021-2022		
	Garçon	Fille	Total
Animation Socioculturelle	26	60	**86**
Art Dramatique	14	28	**42**
Arts Plastiques	43	21	**64**
Métiers d'Art	122	50	**172**
Musique	54	26	**80**
Total	**259**	**185**	**444**

Source : *INA, rapport d'activités 2021-202*

Tableau 5: Personnel de l'Institut National des Arts par statut et par sexe en 2021-2023
Unité : Nombre

Sexe / Statut	Homme	Femme	Total
Administration	7	7	**14**
Professeurs permanents	21	4	**25**
Professeurs contractuels	0	0	**0**
Professeurs vacataires	40	6	**46**
Total	68	17	85

Source : *INA, rapport d'activités 2021-2023*

Tableau 1: Répartition mensuelle des lecteurs de la Bibliothèque Nationale par sexe en 2023 Unité : Nombre

Sexe / Mois	Hommes	Femmes	Total
Janvier	1 287	77	**1 364**
Février	1 333	165	**1 498**
mars	1 627	159	**1 786**
Avril	1 613	80	**1 693**
Mai	1 341	89	**1 430**
Juin	1 719	150	**1 869**
Juillet	1 443	90	**1 533**
Août	1 543	166	**1 709**
Septembre	1 742	160	**1 902**
Octobre	1 561	140	**1 701**
Novembre	1 680	159	**1 839**
Décembre	1 573	148	**1 721**
Total	**18 477**	**1 583**	**20 055**

Source : *Direction Nationale des Bibliothèques et de la Documentation (DNBD),*

4- Planification et budgétisation des actions genre pour 2024

En 2024, le département de la culture ambitionne de rendre encore visible les questions relatives à la réduction des inégalités dans la mise en œuvre des activités des différents programmes.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Introduction

Le rapport-genre du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) est élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par la lettre circulaire n° 001119/ MEF-SG du 11 avril 2024, fixant le cadre budgétaire pour 2025. Il est fondé sur l'obligation de rendre compte de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets- programmes. Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

En 2023, le contexte institutionnel, politique et macroéconomique a été marqué par : (i) la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) ; (ii) la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale issu du processus d'Alger ; (iv) le retrait de la CEDEAO et la tenue du Dialogue Direct Inter malien.

L'année a également été caractérisée par une crise politique, institutionnelle et sécuritaire. Toutes ces crises viennent se greffer à une situation déjà défavorable en matière d'équité et d'égalité de genre. Les disparités relevées en la matière, avec un taux d'activité des femmes en nette décélération et un taux d'emploi qui peine à s'améliorer malgré les efforts consentis jusqu'à présent se sont accentuées.

Le présent Rapport Genre présente les réalisations de l'année 2023 et la planification pour la période 2024-2026. Il présente les engagements et réalisations du MEF en matière d'équité femmes/hommes. Il est une partie intégrale de l'information budgétaire élaborée par le département à travers le Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP).

Le Rapport sur le Budget Axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect genre du MEF, aborde, sans première partie les enjeux genre et gaps à combler. La deuxième partie est dédiée aux mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre et la troisième partie met en exergue planification et la budgétisation des actions genre de l'année 2024.

Présentation du Ministère

Le Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique économique, financière et monétaire de l'Etat, conformément aux dispositions du décret n° 0474/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les attributions des membres du Gouvernement.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la coordination de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire ;
- l'élaboration du cadre macro-économique de référence pour les politiques économiques à moyen et long termes ;
- l'élaboration de mesures visant à accroitre les ressources de l'Etat et à améliorer l'efficacité de la dépense publique ;
- la prévision économique et le suivi de la conjoncture économique ;
- l'élaboration des statistiques économiques et financières et la réalisation d'études ;
- la préparation et l'exécution des lois de finances, du Budget d'Etat et des plans de trésorerie;
- l'élaboration et l'application de la fiscalité et de la réglementation douanière ;
- l'approvisionnement régulier du pays en produits pétroliers ;
- la tutelle financière des collectivités locales et des organismes publics bénéficiant d'un concours de l'Etat ;
- le contrôle financier des services et organismes publics ;
- le renforcement de l'intermédiation financière et la promotion de l'inclusion financière ;

- le suivi et le contrôle des banques, des établissements financiers et de crédits, des systèmes financiers décentralisés et des compagnies d'assurances ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application de la réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;
- la tenue de la comptabilité publique ;
- la gestion de la dette publique ;
- la gestion du portefeuille et des participations financières de l'Etat ;
- la centralisation, l'étude et la mise en forme des programmes et projets d'investissement proposés par les départements ministériels ;
- l'appui à la mobilisation des financements relatifs aux programmes et projets retenus auprès des partenaires au développement et le suivi de leur mise en œuvre, en liaison avec les ministres concernés et le ministre chargé de la coopération internationale ;
- la participation à l'évaluation des programmes et projets inscrits dans le programme d'investissement de l'Etat et bénéficiant du concours de fonds d'origine extérieure ;
- le développement de la statistique et la mise en cohérence des statistiques sectorielles relatives à la situation économique et sociale du pays ;
- le suivi de l'évaluation, de la sélection et du pilotage des projets de partenariat public- privé;
- la participation à la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent ;
- la mobilisation de financements en faveur du développement de la recherche scientifique ;
- la préparation et l'exécution du budget d'Etat ;
- la préparation et l'exécution des plans de trésorerie de l'Etat ;
- le contrôle financier de l'Etat sur les services publics et régies ;
- la tutelle financière sur les organismes personnalisés et les collectivités territoriales ;
- la conception et la mise en œuvre de la politique et de la législation des marchés publics ;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

I. Enjeux et gaps à combler :

I.a. Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

Le Ministère de l'Economie et des Finances fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autres de :

- l'aide à apporter aux femmes en vue de leur faciliter l'accès au crédit car elles ne sont pas une clientèle cible des institutions financières leur capacité de remboursement n'étant pas reconnue. Actuellement, elles font recours au système de crédit informel dont les taux d'intérêt prohibitifs maintiennent, sinon renforcent, l'état de pauvreté. Elles font aussi appel aux emprunts familiaux ou informels. Les montants obtenus sont réduits puisque ces structures solidaires vivent également la précarité ;
- l'obtention de la parité pour l'accès aux ressources et la garantie de l'usufruit de la terre afin que les femmes puissent augmenter la production et leur pouvoir d'achat pour l'acquisition de denrées complémentaires et ainsi poser les fondements de la sécurité alimentaire, indispensable à la croissance économique et développement durable.
- le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes à travers la formation, l'information et la sensibilisation et leur accès aux facteurs de production comme par exemple la transformation et la commercialisation des produits.

I.b. Les GAPS à combler

- les Gaps à combler au niveau du département sont entre autre :
- la plupart des activités menées par les femmes n'ont pas de financement auprès des institutions financières donc il y a lieu de leur faciliter l'accès au crédit;
- les ressources nationales allouées aux activités genre doivent être visibles dans les budgets dès la planification des activités ;
- les capacités entrepreneuriales des femmes doivent être renforcées.

II. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

II.a. Les mesures spécifiques

Le CREDD 2019-2023 dont un des axes importants est le Développement du Capital Humain à travers lequel, l'autonomisation de la femme et son leadership occupent une place importante. Les femmes ayant une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays.

Ce document donne la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale.

Cependant, il faut noter que ce Cadre Stratégique qui constituait la Stratégie Nationale de Développement du Mali est arrivé à terme et les dispositions sont en cours pour l'élaboration d'un nouveau document en lien avec le processus de finalisation du document portant sur la Vision Mali 2063. Le MEF en collaboration avec ses Partenaires Techniques et Financiers a mis en œuvre un certain nombre de projets/Programmes qui concourent à l'amélioration de la gouvernance et la réduction des inégalités, notamment celles liées au genre. On peut citer entre autres :

- la création du Fonds d'Inclusion Financière des Populations Vulnérables (FIFPV) en tant que Etablissement Public à Caractère Administratif (EPA), sa mission est de mettre à la disposition des populations vulnérables exclues du système financier classique des produits financiers innovants, adaptés à leurs demandes, à des coûts abordables en tenant compte de leurs conditions de vie, de leur environnement et de leurs potentialités ;
- le financement du Conseil National de la Société civile (CNSC) par la Cellule d'Appui à la Reforme des Finances Publiques ;
- le projet d'Appui à la Gouvernance Economique et à la Promotion du Genre qui a pour objectif Améliorer la gouvernance économique et la promotion de l'égalité du genre en vue de renforcer la résilience du Mali face aux facteurs de fragilité. Il est un appui institutionnel visant à renforcer les capacités du Mali en matière de gouvernance économique et de prise en compte des inégalités de genre dans les politiques publiques. Des activités de renforcement des capacités dans les domaines de l'harmonisation de l'aide, de la transparence de la vie publique et lutte contre la corruption, ainsi qu'en analyse économique et prospective genre sensible seront menées et cibleront les cadres de l'administration malienne, y compris les institutions d'enseignements supérieurs et de la recherche du Mali à travers le Cadre de Concertation Genre Inter-Universitaires (CCG-IU). le projet contribuera à réduire certains facteurs de fragilité notamment les faiblesses structurelles de gouvernance économique et financière et les facteurs sociaux de pauvreté et de précarité ;
- la mise en place par Décision N°10-0146 MEF/SG du 25 Octobre 2010 de l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier (UAS/SDSF). La mission principale de l'Unité est d'assurer la coordination et le suivi évaluation de la mise en œuvre des activités de la SDSF auprès des Départements ministériels, institutions et organismes compétents à travers des plans d'actions périodiques ;
- la création du Fonds de Développement Economique (FDE) ;
- l'appui fait par le PAGAM/PREM au Conseil National de la Société Civile.

Aussi, en lien avec les stratégies globales certaines dispositions particulières sont prises par le MEF. On peut citer :

- l'introduction de la planification et la budgétisation sensibles au genre dans la budgétisation en mode programme ;
- l'instauration d'une lettre circulaire relative au processus budgétaire annuel pour la prise en compte du genre dans la loi des finances ;
- l'élaboration du rapport genre, annexe de la loi des finances, comme moyen de suivi des engagements du Gouvernement.

Il faut noter que parmi les mesures spécifiques qui ciblent le genre, la fin du projet « Programme de Filets Sociaux « Jigisemejiri » et le non-financement des activités du PAGAM/PREM tirent vers le bas les résultats atteint en matière de réduction des inégalités.

II.b. L'évaluation des activités genre 2023

Les résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère du MEF sont identifiés ainsi qu'il suit :

Programme Administration Générale (1.011)

Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
Niveau de mise en œuvre du programme économique avec le FMI	-	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*
Niveau de mise en œuvre du programme de réforme des finances publiques	-	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*
Niveau de mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière au niveau du Mali	-	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels (2.028) :

Objectif : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
Niveau de mise en œuvre du CREDD	-	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*	*Satisfaisant*

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national (2.082)

Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***

Taux d'exécution du programme indicatif 2019-2020 du SSN	*%*	*100*	*100*	*100*	*100*	*0*
Objectif : Renforcer les capacités humaines de l'Administration publique, du Secteur privé et des organisations faîtières de la société civile						
Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités	*%*	*-*	*64,71*	*37,5*	*100*	*0*

c. Exécution financière des activités genre 2023

Tableau II.2 – Exécution financière 2023 par détails des activités

Programme Administration Générale
Action 1

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Appui plan d'action microfinances	27 280 000	16 863 000	61,82
Appui Fonds DVPT Economique (FDE)	107 368 000	48 450 000	45,13
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/ IDA	1 407 895 000	368 125 000	26,15
Projet Communautaire Relèvement et Stabilisation du Sahel (PCRSS)	2 627 000 000	0	0,00
Réalisation des activités PAGAM/PREM (CNSC)	100 000 000	0	0,00

Action 7 : Gestion de l'Aide

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Mise en œuvre du programme d'activité du Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide	106 118 000	48 131 000	45,36
Appui mise en œuvre Plan harmonisation de l'Aide	150 000 000	32 068 000	21,38

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

Action 2 : Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Mise en œuvre des activités de la CT/CSLP	132 520 000	162 642 000	122,73
Projet d'Appui mise en œuvre CREDD	263 158 000	139 238 000	52,91

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national
Action 3 : Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Organisation des sessions de renforcement des capacités des acteurs du développement	84 444 000	38 093 000	45,11

D'une manière générale, en 2023, les tendances sont à la baisse pour ce qui concerne les résultats obtenus par le MEF dans le cadre de réduction des inégalités à travers la mise en œuvre de ses Projets /Programmes. Cela est dû en partie au faible taux de mobilisation des ressources prévues sur le Budget Spécial d'Investissement et du PAGAM/PREM.

Cependant, des efforts ont été fournis dans le cadre des activités menées par l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier. On peut citer entre autres :

- 75 promoteurs de MPME (dont 35 promotrices) ont été formés en entreprenariat lors de la célébration de la journée mondiale des PME en juin 2023 ;
- 50 jeunes promoteurs de MPME (dont 25 entrepreneures) ont été formés sur l'environnement des affaires, les techniques de négociation des contrats d'affaires, la fiscalité des affaires, le montage des projets et la mobilisation des ressources financières auprès des partenaires en août 2023 ;
- 76 MPME artisanales (dont 45 MPME artisanales féminines) accompagnées lors de la tenue du Marché International de l'Artisanat du Togo (MIATO) d'octobre- novembre 2023 ;
- Validation en décembre 2023 de l'étude d'évaluation des besoins structurels (hors les besoins de garantie) des MPME et de son plan d'actions de renforcement de capacités ;
- 121 MPME (dont 66 entreprises féminines) formées en Organisation et gestion d'entreprise, l'hygiène et la sécurité des aliments de janvier-février 2024 ;
- 30 femmes leaders ont été formées et sensibilisées en éducation financière en février 2024.

III. Planification et budgétisation des actions genres :

Les tableaux ci-dessous présentent le « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

Programme : Administration Générale

Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département

Désignations	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027
Coordination et pilotage de la politique du département	4 902 710	13 996 340	13 996 340	16 206 648
Gestion des ressources financières et matérielles	6 918 985	6 341 969	7 549 438	7 758 549
Gestion des ressources humaines	826 248	829 353	887 972	954 673
Processus de décentralisation et de déconcentration	144 910	144 910	152 404	162 517
Renforcement des Capacités des cadres	1 030 748	1 030 748	1 089 808	1 191 940
Approvisionnement du Pays en Produit Pétrolier	874 545	1 251 978	912 615	991 149
Gestion de l'Aide	355 500	355 500	376 352	411 894
Appui à la mise en œuvre de la réforme des Finances Publiques	4 374 823	5 824 823	5 011 865	5 851 724
Coordination et Suivi des Programmes et Projets Communautaires	311 500	311 500	330 517	362 150
Informatisation de l'Administration Financière	3 399 200	3 099 200	3 629 382	3 989 425
Total :	**30 446 359**	**24 092 691**		**27 212 628**

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

Objectif : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement

Désignation	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027
Appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/programmes	7 110 736	7 137 219	7 682 178	8 403 926
Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et l e Développement Durable	667 536	667 536	705 421	771 326
Total	**7 778 272**	**7 804 755**	**8 381 662**	**9 169 252**

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté

Désignation	Budget	Prévisions		
	2024	2025	2026	2027
Amélioration de la Coordination et du fonctionnemen t du système statistique national	2 677 798	2 677 798	2 843 727	3 117 258
Renforcement des Capacités en Statistique	632 734	634 953	683 838	765 232
Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer	405 500	405 500	432 980	475 587
Total	**3 716 032**	**3 718 251**	**3 960 545**	**4 358 077**

Tableau III.1b - Effectif de femmes du MEF par poste de responsabilité

STRUCTURES	Directeur	Directeur Adjoint	Sous-Directeur	Chef de Division	Chef de Section	Chargé de dossier	Directeur Régional
Direction des Ressources Humaine (DRH)	0	0	0	1	3	15	0
Direction Générale du Budget	0	0	0	3	2	40	2
Direction Générale de la Dette Publique (DGDP)	0	0	0	3	0	4	0
Office National des Produits Pétroliers (ONAP)	0	0	0	2	2	2	0
Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (CCS/SFD)	0	0	0	1		2	0
Direction Générale des Marchés Publics et de Délégation des Services Publics DGMP/DSP)	0	0	6	3	2	22	1
Direction des Finances et du Matériel (DFM)	0	0	0	0	3	18	0
Inspection des Finances (IF)	0	0	0	0		7	0
Cellule Technique CSLP	0	0	0	0		3	0
Direction Générale des Impôts (DGI)	0	0	0	2	9	0	1
Direction Nationale du contrôle Financier (DNCF)	0	0	0	33		62	0
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)	0	1	0	4	12	2	1

Direction Générale des Douanes (DGD)	0	0	2	2	9	0	1
Direction Nationale de la Planification du (DNPD) Développement	0	0	0	0	3	6	1
Cellule d'Appui à l'Informatisation des services Financiers et Fiscaux (CAISFF)	1	0	0	3	2	0	0
Total	**1**	**1**	**8**	**57**	**47**	**183**	**7**

IV. Recommandations

Il est important que le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) dispose d'un instrument efficace permettant d'analyser la part des budgets alloués uniquement aux activités du genre.

V. Conclusion

Sur le plan économique, un des déterminants de la pauvreté concerne le niveau de prise en compte de l'approche inclusive en l'occurrence la participation et l'équité genre dans les initiatives de développement économique. Les politiques et stratégies de développement sont pro-genre à la conception et planifient des activités qui impliquent les femmes, mais c'est dans la mise en œuvre que certaines couches (par exemple les femmes et enfants) sont moins impliquées.

Sur le plan politique, le Mali traverse une période d'instabilité et de conflit quasi permanente depuis 2012, l'occupation d'une bonne partie du pays par des groupes armés et la nouvelle période de transition issue de la crise politico institutionnelle d'août 2020.

L'autonomisation de la femme passe certainement par la prise en compte des besoins sexo-spécifiques dans les outils de planification et de Programmation. Aussi, il est crucial que les femmes arrivent à l'autosuffisance grâce à un appui initial et non pas par le biais de l'aumône. Des informations détaillées sur les succès obtenus doivent être recueillies pour les analyser et les systématiser afin de promouvoir des programmer.

MINISTÈRE DEL'ENTREPRENARIATNATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATIONPROFESSIONNELLE

Introduction

Présentation du Ministère

Le ministre de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion et le développement de la culture entrepreneuriale ;
- la facilitation de l'accès aux sources de financement et aux marches publics au profit des jeunes entrepreneurs ;
- la définition de la politique d'emploi et de lutte contre le chômage et le sous-emploi ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des actions et mesures destinées soit à préserver des emplois, soit à favoriser la création d'emplois ;
- le développement de la formation professionnelle et le renforcement des capacités des structures nationales de formation professionnelle en vue de répondre aux défis de l'intégration sous régionale et du renforcement de la compétitivité des entreprises nationales ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre de mesures visant une adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

Pour atteindre ses missions, il dispose de trois programmes d'intervention :

- **Programme 1.013: Administration Générale**

Le programme administration générale, via les structures transversales, appuie les programmes opérationnels du Ministère. Il veille en particulier à la cohérence de leurs actions menées en réponse au chômage par le programme 2.033 et à l'insuffisance de qualification par le programme 2.034 à travers la définition des orientations politiques et le suivi de l'atteinte des résultats à atteindre.

- **Programme 2.033: Amélioration du cadre législatif et promotion de l'emploi**

Le programme vise à assurer la promotion de l'emploi et de l'insertion des jeunes à travers la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi. Il effectue le suivi-évaluation de ladite politique.

- **Le Programme 2.034: Formation Professionnelle**

Le programme formation professionnelle vise à assurer la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la Politique Nationale de Formation Professionnelle.

Par décision N°2021/0147/MEFP-SG du 04 octobre 2021,et conformément aux articles 19, 20, 21 , 22, 23 et 24 du Décret n° 2014-0368-PM-RM du 27 mai 2014, fixant le mécanisme institutionnel d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Mali, le Comité sectoriel d'institutionnalisation de la Politique Nationale du Genre a été mis en place, à l'image des autres départements ministériels. Il est opérationnel à ce jour.

I. Enjeux et gaps à combler en relation avec le genre

a. Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département

La Politique Nationale de la Formation Professionnelle a comme objectif général « le développement des ressources humaines pour la productivité et la compétitivité. Elle prend en charge les besoins de formation des actifs des secteurs productifs, des agents des services de l'Etat et des Collectivités territoriales ainsi que l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes ».

Il est décliné en huit composantes assorties d'objectifs stratégiques et d'actions, et l'objectif 3.8 « Faciliter l'accès des femmes et des filles », prend en charge les besoins spécifiques des femmes et des filles et les principales actions identifiées dans le cadre de la formation et de l'insertion sont les suivantes:

- action 61: la multiplication des centres d'apprentissage féminin;
- action 62: le développement et la diversification des programmes de formation pour les centres d'apprentissage féminins;
- action 63 : la mise en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la FP notamment dans les filières industrielles.

L'objectif de la politique nationale de l'emploi est de contribuer à l'accroissement des opportunités d'emplois décents.

Cette politique est à la fois active et collaborative. Sa stratégie est basée sur la lutte contre la pauvreté. En adoptant une telle politique, le gouvernement souhaite élargir son intervention actuelle et organiser et renforcer systématiquement les possibilités d'emploi.

Dans le cadre de la politique nationale de l'emploi, il est jugé nécessaire de mettre en place des stratégies permettant au secteur informel de se consolider davantage, d'améliorer ses performances et de résorber le chômage.

Pour ce faire des stratégies et des actions ont été fixés. Particulièrement, en ce qui concerne le genre à travers l'action « **6.4. Renforcer les actions directes de promotion de l'emploi »au point 2. « Promouvoir l'emploi des femmes :** La physionomie de l'emploi des femmes et sa spécificité lui confèrent une problématique différente de l'emploi masculin. Les femmes opèrent très majoritairement dans le secteur rural et dans le secteur informel. En effet, plus de 85% des femmes sont occupées dans le milieu rural. En milieu informel, elles sont, bien plus que les hommes, appelées à occuper des emplois précaires, très peu rémunérateurs et sans beaucoup d'avenir. De façon générale, les emplois occupés par des femmes sont des emplois peu qualifiés. Le problème de l'accès aux facteurs de production, en particulier de l'accès au crédit, constitue un autre facteur limitant de l'emploi des femmes et de l'auto-emploi ».

b. Les GAPS à combler

Les gaps à combler en relation avec le genre sont déclinés ci-après :

- garantir l'accès universel à l'éducation et la formation professionnelle de qualité pour les filles ;
- susciter l'esprit d'entrepreneurial chez les jeunes filles dès leur bas âge (dans l'éducation et la formation professionnelle).

II. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre et évaluation des réalisations genre en 2023

a. Les mesures spécifiques

- le ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales et sectorielles mènent des actions spécifiques, à travers les agences, les projets et programmes. Les actions suivantes ont été identifiées :la formation et insertion des jeunes ruraux qui prenne en compte les femmes explicitement, en ciblant un nombre égal de femmes et d'hommes parmi les jeunes bénéficiaires, en garantissant une représentativité d'au moins 50 pour cent de femmes dans la mise en œuvre de l'approche Ecoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (JFFLS) comme facilitatrices et bénéficiaires, en œuvrant à lever les contraintes de mobilité qui entravent la capacité des jeunes femmes à mettre leurs produits sur le marché, et en identifiant des mécanismes par lesquels elles accèderaient aux prestations pour congé de maternité et de garde d'enfants afin

de leur permettre de s'engager dans l'emploi et les activités productives avec des rendements plus élevés ;

- la promotion par le projet FIER 2 de l'accès des jeunes filles/femmes rurales aux ressources productives, au savoir et au savoir-faire entrepreneurial dans le secteur agricole et non agricole, afin de renforcer leur pouvoir économique et de décision ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie genre de FIER 2 qui sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du projet. Outre le caractère transversal de l'approche, FIER 2 développera des mesures de discrimination positive pour renforcer l'efficacité opérationnelle de la stratégie à travers des approches transformatives de genre qui se traduiront par :

  i) des dispositions particulières à l'endroit des jeunes filles de 15 à 18 ans pour soutenir et renforcer leur inclusion et pleine participation aux activités du projet qui leur sont dédiées ;

  ii) des facilitations favorisant la participation des femmes aux formations avec enfants à bas âge non encore sevrés par la prise d'un accompagnateur ;

  iii) la mise en place de nouveaux produits financiers spécifiquement adaptés aux activités des jeunes femmes/filles tels le crédit épargne-éducation, le crédit agricole femme rurale ou le crédit commercial femme rurale ;

  iv) des mesures de discrimination positive visant à valoriser et à réaliser le potentiel entrepreneurial des jeunes femmes/filles dans les filières agricoles où elles sont fortement présentes (bétail/viande, maraichage, maïs, riz, aviculture, mil…) et dans les activités non agricoles ;

  v) des mécanismes de facilitation d'accès des jeunes femmes/filles aux équipements d'allégement des tâches dans la valorisation (transformation) de leur production ;

  vi) des mesures incitatives favorisant l'accès des jeunes femmes/filles et aux innovations techniques et technologiques dont la digitalisation.
- la formation et la sensibilisation pour déconstruire les mauvaises perceptions qui soutiennent et influencent la notion genre;
- l'évaluation anonyme: procédures d'évaluation où le sexe et certaines informations de la personne évaluée sont masqués et l'utilisation de critères objectifs (définition des critères d'évaluation clairs et mesurables pour éviter les jugements subjectifs qui peuvent être influencés par le genre);
- la consolidation de la politique d'égalité genre: inclusion de critère genre dans les politiques d'évaluation et mécanisme de suivi de rapport pour analyser les différences de genre dans les évaluations et corriger les disparités;
- les programmes de mentorat spécifiques au genre;
- la création de réseau où les personnes peuvent partager leurs expériences et stratégies pour surmonter les obstacles liés au genre;
- la diversification des cadres de concertation, d'évaluation en termes de genre et la formation des membres des équipes d'évaluation;
- la promotion des modèles de réussite féminins.

Le projet FIER I a contribué à l'autonomisation des femmes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou. Cette contribution se traduit par une nette amélioration dans la participation des femmes à la prise de décision dans la production (66,1% contre 54% en 2019) de même que dans l'utilisation des revenus (60,7% contre 52% en 2022). La proportion de femmes déclarant avoir pris des prêts ou emprunts « informels » pour l'essentiel dans les 12 derniers mois est de 35%.

h. L'évaluation des activités genre 2023

Les quatre (04) indicateurs et cibles de l'objectif 2 ***« Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »*** du cadre de performance du ***Programme 2.033*** n'ont pas de lien direct avec le genre, mais le système de suivi-évaluation permet d'avoir les cibles désagrégées.

Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
2.1Nombre d'emplois créés par les projets / programmes et les structures	*Nbre*	*12 340*	*4 829*	*2 392*	*4 800*	*2 650*
2.2 Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation Professionnelle et de stages de qualification	*Nbre*	*409*	*2 624*	*2 323*	*2 030*	*2 625*
2.3 Nombre de personnes formées en entrepreneuriat	*Nbre*	*11 205*	*3 323*	*2 778*	*1 000*	*3 864*
2.4 Nombre de personnes vulnérables soutenues et installées	*Nbre*	*3 422*	*368*	*1 874*	*520*	*720*

NB : les réalisations (cibles) compte-tenu dans le cadre de performance ont été alimentés par l'APEJ, l'ANPE.

Au titre de 2023, l'accent a été mis en partie sur le programme de stage de formation professionnelle. Les immenses défis liés à l'emploi des jeunes au Mali, axés sur les besoins réels des jeunes ont été pris en compte.

Les principaux résultats obtenus en 2023 sont :

3 748 jeunes ont bénéficié des actions de renforcement de l'employabilité dont :

- 2 500 jeunes placés en stage de formation professionnelle dont **1 570** femmes, soit **63**% et **930** hommes, soit **37** %;
- **113** jeunes placés en stage de qualification professionnelle dont **72** femmes, soit **63,72**% et **41** hommes, soit **36,28** %;
- **595** jeunes formés sur les chantiers écoles HIMO dont **187** femmes, soit **31,42**% et **372** hommes, soit **62,52** %;
- **540** jeunes formés dans les AGR en partenariat avec PRAPS-II dont **100** femmes, soit **18,51**% et **440** hommes, soit **81,49** %;
- En outre, dans le cadre des travaux HIMO, 45 600 journées de travail ont été créées.

4 171 jeunes ont bénéficié des actions de développement de l'esprit d'entreprise dont:

- **700** jeunes informés et sensibilisés sur l'entreprenariat dont **470** femmes, soit **67,14**% et **230** hommes, soit **32,86** %;
- **20** Jeunes formés en Germe niveau 1 dont **12** femmes, soit **60**% et **08** hommes, soit **40**%;
- **930** jeunes formés en entreprenariat dans le cadre du partenariat APEJ/OIM dont **374** femmes, soit **40 ,22**% et **556** hommes, soit **59,78**%;
- **36** jeunes formés en entreprenariat dans le cadre du partenariat APEJ/FSDC4 dont **13** femmes, soit **36,11**% et **23** hommes, soit **63,89**%;
- **552** jeunes formés dans le cadre du partenariat APEJ/Lux-Dev dont **223** femmes, soit **40,60**% et **329** hommes, soit **59,60**%;
- **1 933** bilans de Compétences des jeunes réalisés dans le cadre du partenariat APEJ/Lux-Dev, dont **1105** femmes, soit **57,17**% et **828** hommes, soit **42,83**%.

Dans le cadre du renforcement du dispositif de financement des projets des jeunes »

- **166** plans d'affaires reçus dont **152** améliorés par les bureaux d'études dans le cadre du partenariat APEJ/Lux-Dev et qui proviennent de **118** femmes (**77,63%)** et **34** hommes (**22,37%);**
- **194** jeunes financés pour un montant de **113 375 000** FCFA dans le cadre de la mise en œuvre de la CDFMO APEJ/Lux-Dev dont **54** femmes, soit **27,84**% et **140** hommes, soit **72,16**%;
- **540** jeunes financés pour un montant de **135 000 000** FCFA dans le cadre de la 2ème génération du PRAPS dont **100** femmes, soit **18,51**% et **440** hommes, soit **81,49** %.

Situation des femmes rural inséré 2023 par l'ANPE

- **1916** emplois générés, dont 812 femmes rural, soit 42,4%.

L'objectif 2 du ***Programme 2.034 « Formation Professionnelle »***a un lien avec l'égalité de genre à travers son indicateur 2.2 '***Nombre de formateurs recrutés dont 30% de femme***'.

Objectif 2 : Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage						
Indicateurs de résultats	***Unité***	***Périodes***			***Evaluation 2023***	
		2020	***2021***	***2022***	***Prévisions***	***Réalisations***
2.2 Nombre de formateurs recrutés dont 30% de femme	*%*	*-*	*-*	*-*	*50*	*0*

Les autres objectifs et indicateurs de ce programme n'ont pas de lien explicite avec l'égalité de genre, malgré leur importance potentielle à cet égard 'Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage', 'Développer les compétences des ressources humaines des secteurs productifs' et 'Elaborer les référentiels de formation et produire les outils et moyens pédagogiques didactiques'. Les données désagrégées existent pour certains indicateurs 'non-genre'.

c. <u>Exécution financière des activités genre 2023</u>

<u>Tableau II.1</u> – Exécution financière en année 2023par objectif

Le département de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n'a pas d'objectif genre dans ces programmes. Néanmoins les programmes opérationnels mènent des actions mesurant des dimensions genre pour les objectifs ci-dessous.

Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »

Objectifs spécifiques	***Exécution financière***			
	Prévu	***Réel***	***Ecart***	***Taux %***
Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises	*5 539 500*	*5 030 060*	*509 440*	*90,80*
Total	***5 539 500***	***5 030 060***	***509 440***	***90,80***

L'objectif affiche un taux d'exécution des dépenses de **90,80%.** Ce taux d'exécution est appréciable comparé à celui de 2022 **(48,52%).**

Programme 2.034 « Formation Professionnelle »

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Objectif 2 : Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage		-	-	-
Total	-	-	-	-

De même, il faut noter que pour cet objectif spécifique, seul un indicateur parmi trois est un indicateur genre (indicateur 2.2).

Le taux d'exécution de cet objectif est nul, car il n'y a pas eu de recrutement.

<u>Tableau II.2</u> – Exécution financière 2023 par détail des activités

RAS

- **<u>Planification et budgétisation des actions genres</u> (2025-2027)**

<u>Tableau III.1a</u> – Budget genre : Programmes et indicateurs ciblant l'égalité de genre

Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »

Objectifs spécifiques	*Indicateurs*	*Cibles*			*Activités*
		2025	**2026**	**2027**	
Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises	**N°3.1.** Taux d'évolution d'emplois créés par les projets/programmes et les structures de promotion d'emploi	**14,79**	**13,40**	**18,60**	- Formation en conduite et dotation des jeunes apprentis en permis de conduire ; - Mise en œuvre des activités du projet FIER sur financement extérieur ; - Mise en œuvre des activités de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO).
	N°3.2. Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation professionnelle/ qualification	**2 530**	**2 530**	**2 530**	Mise en œuvre du programme de stage de formation professionnelle (Ex volontariat) et du stage de qualification professionnelle (dans le secteur privé)
	N°3.3. Nombre de personnes formées en entrepreneuriat	**3 051**	**5 601**	**6 850**	Mise en œuvre des activités de sensibilisation et de formations en entrepreneuriat jeune
	N°3.4. Nombre de personnes vulnérables installées	**4 200**	**4 200**	**4 200**	- Formation rapide et installation des femmes et PSH ; - Mise en œuvre des actions de soutiens aux personnes vulnérables.

Programme 2.034 « Formation Professionnelle »

Objectifs spécifiques	*Indicateurs*	*Cibles*			*Activités*
		2025	**2026**	**2027**	
Améliorer les compétences des actifs des secteurs productifs	**N°2.3**. Nombre d'actifs formés dans les secteurs productifs (Part des femmes)	**6 300**	**6 450**	**6 600**	Organisation des sessions de formation des actifs (part des femmes).
Satisfaire les besoins du marché du travail en main-d'œuvre qualifiée	**N°3.1.** Nombre de sortants des CFP certifiés (au moins 30% de femme)	**200**	**200**	**200**	Organisation de la certification des apprenants.

T<u>ableau III.2b</u>– Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre

Ce tableau reprend les programmes du Ministère qui ont un lien avec le genre à travers la Politique Nationale Genre (PNG).

En milliers de francs CFA

	Exécution	*Budget*	*Prévisions*		
Programme					
	2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***
Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »	5 426 860	6 197 281	8 124 008	5 878 462	6 372 277
Programme 2.034 « Formation Professionnelle »	5 284 552	9 576 569	8 449 232	5 768 461	6 252 555
Total	***10 711 412***	***15 773 850***	***16 573 240***	***11 646 923***	***12 624 832***

Les deux programmes ci-dessus du MENEFP contribuent directement à la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Le premier, portant sur le cadre législatif et la promotion de l'emploi, a le potentiel de contribuer fortement à la mise en œuvre de l'Orientation stratégique 3 de la PNG « Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production » et aux axes d'intervention 3.1 « Meilleur équilibre dans l'accès des femmes et des hommes aux emplois de l'administration publique et du secteur privé », 3.2 « Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche) » et 3.3 « Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entreprenariat».

Le second, portant sur la formation professionnelle, peut contribuer à la mise en œuvre de l'Orientation stratégique 2 de la PNG « Développement de capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation » et de l'axe d'intervention 2.1 « Amélioration de l'accès égal à l'éducation et à la formation ».

Des analyses genre approfondies de ces programmes permettraient de dégager des mesures additionnelles à celles déjà prises par le MENEFP pour renforcer son action en faveur de l'égalité de genre.

Tableau III.3b - Effectifs du ministère sexo-désagrégés

NB : il s'agit du personnel qui émarge sur le Budget National

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	0	**1**	**100**
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	5	4	1	20
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	19	10	9	47
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	5	3	2	40
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux				
Directions nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	4	4	0	0
Directeurs nationaux Adjoints	4	4	0	0
Chefs de Division	10	5	5	50
Chefs de section	9	5	4	44
Chargés de dossier	27	10	17	63
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	14	6	8	57
4.1. Directions Générales				
Directeur Général	6	6	0	0
Directeur Général Adjoint	6	5	1	17
Sous-Directeur	0	0	0	0
Chefs de Division	0	0	0	0
Chefs de section	0	0	0	0
Chargés de dossier	0	0	0	0
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	22	10	12	54
4.2. Personnel EPA	0	0	0	0
4.3. Personnel EPST	43	32	11	26
4.4 Directions Régionales et services rattachés	167	125	42	25
4.5 services locaux	9	6	3	33
Total	**355**	**238**	**117**	**33**

Source : DRH-S

Au ministère de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la plupart des femmes fonctionnaires émargeant sur le budget national et occupant des postes décisionnels est de **117** sur un total de **355**, soit un taux de **33%** contre **32,29%** en 2023. Il y a lieu de signaler que les femmes sont très peu représentées dans la sphère décisionnelle, il n'y a pas de femme aux postes de Directeurs Nationaux et Généraux, les femmes n'atteignent les 50% qu'au poste d'appui. Il existe cependant de données manquantes. En effet, plusieurs postes prévus par les différents cadres organiques ne sont pas pourvus au sein des structures concernées.

Les Personnels contractuels qui émargeaient sur le budget national ont reçu des mutations dans les services personnalisés et ont fini par démissionner de la Fonction publique au profit desdits services. Cela explique pour l'essentiel, le manque de données sur les chargés de dossiers au sein des Directions générales.

1 Perspectives :

- l'élaboration en cours d'une stratégie nationale de l'entreprenariat au Mali et son plan d'actions 2025-2029, dont un rapport genre sera annexé. Le plan d'actions prévoit certaines activités telles que: appuyer le développement organisationnel des acteurs clé de l'écosystème entrepreneurial dans une perspective de genre, Identifier et sectionner les entrepreneurs jeunes et femmes entrepreneurs pour les mettre en incubation, appuyer la formalisation des unités informelles, Évaluer la situation nationale et les entités de passation des marchés publics pour faciliter la participation des entreprises appartenant à des jeunes et des femmes, Dispenser une formation aux TIC à des groupes ciblés tels que les jeunes, les femmes et les entrepreneurs ruraux.
- l'élaboration en cours d'une convention de partenariat tripartite entre le Département à travers l'ANPE, la Fédération nationale de l'Industrie Hôtelière et le Collectif des Associations, Coopératives, Centre de formation et Entreprises féminines évoluant dans la saponification, afin de fournir les hôtels en savon en vue de valoriser la production locale et renforcer le partenariat avec le secteur privé.;
- la supervision de la mise en œuvre du projet" Projet réformes positives des marchés public" en vue de faciliter l'accès des entreprises féminines à la commande publique en collaboration avec l'ONU-Femmes

2 Recommandations :

- appuyer le fonctionnel du Comité sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre en charge du suivi du plan d'actions de la PNG et de l'assistance des agences, projets/programmes dans la prise compte du genre;
- renforcer les capacités des cadres du ministère dans la planification et la budgétisation sensible au genre.
- renforcer les capacités des points focaux genre afin de disposer de données désagrégées en termes de formation professionnelle et insertion en mettant l'accent sur les évolutions;
- mettre en place un plan de communication permettant une visibilité des actions du département en matière d'égalité de genre.

3 Conclusion :

Le faible niveau de réalisation des indicateurs est imputable au contexte socio-sécuritaire. Le département a aussi été confronté à beaucoup de difficultés liées à la mobilisation et à la mise à disposition de ressources financières et au départ d'un grand nombre de ses cadres.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Introduction

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'organisation et de promotion de l'Industrie et du Commerce.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la création d'un environnement favorable à la promotion des industries ;
- le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en œuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries ;
- l'aménagement des zones industrielles ;
- la promotion et le développement de la propriété industrielle ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité de la fabrication des produits industriels ;
- les actions de promotion du commerce intérieur et extérieur et de la concurrence ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles du commerce et de la concurrence ;
- la participation à l'élaboration des accords commerciaux et au suivi de leur mise en œuvre ;
- la participation à l'organisation de la lutte contre la fraude en matière d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière de distribution des biens à l'intérieur du pays ;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix institués ;
- le contrôle de l'exécution des exonérations ou des subventions publiques accordées aux opérateurs économiques privés, en liaison avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des finances ;
- l'organisation de l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité et la maîtrise des prix de ces produits ;
- la protection des consommateurs ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies pour le développement des petites et moyennes entreprises ;
- la promotion et le développement de l'entreprenariat national ;
- le suivi et la mise en œuvre des accords d'investissement ou de concrétisation de promesses d'investissement ;
- la promotion et le développement des investissements directs nationaux ou étrangers ;
- la promotion et le développement des systèmes financiers décentralisés ;
- l'élaboration des règles relatives au partenariat public-privé et aux mécanismes innovants de financement de l'économie nationale, en rapport avec le ministre chargé de l'économie ;
- la participation au processus de sélection et de pilotage des projets de partenariat public-privé ;
- la participation à la promotion des intérêts économiques du Mali dans le monde.
- l'appui au développement des initiatives privées et le renforcement de la compétitivité des entreprises, sociétés et de leur contribution au développement économique et social du Pays ;
- l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie nationale ;
- la coordination du dialogue entre l'Etat et les institutions représentatives du secteur privé.

Rappelons-le, le Mali s'est engagé, depuis quelques années, dans un processus de budgétisation en mode budget programme caractérisé par une logique de gestion axée sur les résultats. Ce choix, basé sur la performance dans la mobilisation des ressources et la qualité des finances publiques est le couronnement de plusieurs années de réforme dans la gestion des finances publiques. Pour assurer une évaluation de la performance de l'exécution de cette gestion, la loi de finances a inscrit l'élaboration du Rapport Annuel de Performance comme une étape importante. Chaque année, il faut donc se prêter à cet exercice. L'évaluation de la performance de l'exécution du budget est un moyen de mettre en évidence les écarts entre les prévisions et les réalisations de la loi de finances de l'année considérée.

Présentation des Programmes du Ministère

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce comprend cinq (5) programmes à savoir :
Programme 1.032 : administration Générale;
Programme 2.083 : Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés;
Programme 2.084 : Développement du secteur industriel ;
Programme 2.085 : Appui au développement du secteur privé ;
Programme 2.086 : Promotion et développement de la microfinance.
A ces programmes sont associés Vingt Deux (22) objectifs spécifiques qui se déclinent en quarante Cinq (45) indicateurs.

I. Enjeux et gaps à combler :

a. Les enjeux –genre :

Les enjeux portent sur les points suivants :

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers ;
- le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation ;
- l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

b. Les GAPS à combler :

- l'inadéquation de certains textes en vigueur avec le contexte actuel ;
- l'absence de mécanisme de financement du secteur industriel ;
- la dotation et le renforcement des capacités des structures en ressources humaines qualifiées et matérielles ;
- l'appui à apporter aux femmes d'avoir la formation sur la fabrication de savon, karité, les denrées alimentaires ;
- le renforcement des capacités des femmes sur les comptabilités simplifiées ;
- entreprise et famille, fiscalité, gestion des stocks système bancaire ;
- gérer mieux votre entreprise, l'éducation financière ;
- les femmes accompagnés à l'Exposition vente organisée lors de la Conférence mondiale du karité ;
- elles sont informés et sensibilisés sur les normes de qualité des produits de karité ;
- la participation des exportateurs de la gomme arabique aux missions commerciales, foires et salons internationaux en Afrique, en Europe et aux USA.

II. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre en 2023 :

Cette situation est décelable au niveau des domaines suivants :

a. Les mesures spécifiques :

le secteur de l'industrie et du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine.

Des projets qui appuient le secteur sont :

Le projet : « Formalisation des Acteurs du commerce de détail »

Des actions spécifiques ont été menées :

- renforcement des capacités des responsables des faîtières dans les rôles et les procédures de mise en place des Centres de Gestion Agréés (CGA) ;
- formation des bénéficiaires de prêt en comptabilité simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise) ;
- formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers des marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments.
- financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA).

Le projet : « Appui au Cadre Intégré Renforcé (CIR) » en vue d'intégrer l'économie du pays dans le système commercial mondial par le renforcement des capacités nationales en matière de commerce. Le Cadre Intégré Renforcé au Mali intervient dans certaines filières agricoles (mangue, karité, gomme arabique, les produits de transformation agroalimentaire), à travers le renforcement des capacités productives et commerciales des acteurs de ces filières. Les femmes interviennent dans la production, la transformation et la commercialisation de ces filières et ses sous-produits.

Elles interviennent tout au long de la chaine de collecte, du transport et de la vente dans les différents marchés. Le karité occupe plus de 3 millions de femmes rurales et absorbe 80% des revenus de ces femmes. Le CIR a mis en œuvre un projet de développement de la filière karité, à travers la formation de plus de 2000 femmes sur les Bonnes Pratiques de traitement, de collecte, de production, de transformation et de commercialisation des produits de karité. L'UMOCI a pu mettre en place une Unité de production de beurre de karité au profit des femmes du Cercle de Yanfolila.

Elle a construit des magasins de stockage des amandes de karité au profit des femmes de la filière karité. Des groupements de femmes ont été organisés en Sociétés coopératives et en Unions des Scoops dans le cadre de la mise en place des organes de l'Interprofession de la Filière Karité. Pour le cas de mangue, le CIR avait mis en place une Unité de Transformation des Fruits (confiture de mangues essentiellement) au profit des femmes du Cercle de Yanfolila. Plus de 20 femmes bénéficient directement de cette Unité à Yanfolila. Plus de 6000 caisses de récolte ont été distribuées aux femmes « pisteurs » de mangues. Enfin, des formations et d'Autres Activités Génératrices des Revenus (AGR) pour les femmes intervenant dans la filière gomme arabique.

Le Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI).

Des actions spécifiques ont été menées :

- dans le cadre des visites de sensibilisation des acteurs économiques sur l'importance de l'enregistrement des titres de Propriété Industrielle, en novembre 2019 une dizaine de PME féminines dans les régions de Bougouni, Koutiala et Ségou ont été visitées et sensibilisées ;
- dans le cadre de l'accompagnement des producteurs de l'échalote de Bandiagara à la démarche Identification Géographique (IG), treize (13) femmes productrices ont pris part aux ateliers de renforcement de capacité sur l'application du cahier de charge de l'échalote de Bandiagara, la structuration du groupement, le modèle économique ainsi que la stratégie markéting.

A cet effet, des actions spécifiques ont été menées en 2020 au profit des femmes.

1. **Evaluation des activités genre 2023 :**

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

Tableau II.1 – Evolution/Evaluation des indicateurs genre

Programme 2.083 : Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marches

Mise en Œuvre de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des marches

OBJECTIF 2 : Organiser et renforcer les acteurs du commerce									
Indicateurs	**Unité de mesure**	**Période**			**Prévision**				**Réalisations**
		2021	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	
2.1. Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%								04 femmes et 16 hommes ont été formés dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés
Femmes :…….		100	0	**25**	50	50	50	50	
Hommes :……		66,66	75	**25**	50	50	50	50	
2.2. Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%								18 femmes et 2 hommes ont été formés dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés
Femmes :……		5,78	50	0	50	50	50	50	
Hommes :……		0	50	83,33	50	50	50	50	

PROFAC

N°	**Activités prévues 2023 de Formalisation des Acteurs du Commerce de détail (PROFAC)**	**Acticités réalisées 2023**		**Observations**
		Nombre de femmes	***Montant FCFA (dépenses)***	
01	Appui au renforcement des capacités	123	2 500 000cfa	123 acteurs ont été formés en gestion de stock, entreprise et famille, fiscalité, système bancaire
02	Appui au financement	123	30 750 000cfa	123 acteurs ont été formés pour mieux gérer votre entreprise, l'éducation financière

UMOCI

N°	Activités prévues 2023 Cadre Intégré (UMOCI)	Acticités réalisées 2023		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Organiser 02 sessions de formation en gestion coopérative pour les SCOOPS (Ségou et Tombouctou)	60	15 000 000	60 acteurs des régions de Tombouctou et de Ségou ont été formés
02	Organiser une session de formation d'un groupement de femmes des sociétés coopératives sur les activités génératrices de revenus à Mopti.	20	9 257 452	20 femmes ont été formées sur les techniques de fabrication du savon
03	Organiser des sessions de formation sur la maitrise des exigences réglementaires en matière de commerce extérieur à Ségou et Tombouctou.	60	12 980 000	60 acteurs des régions de Tombouctou et de Ségou ont été formés
04	Appuyer la participation des exportateurs de la gomme arabique aux missions commerciales, foires et salons internationaux en Afrique, en Europe et aux USA	02	9 607 668	02 femmes ont été accompagnés à MACFRUT en Italie, FIA en Algérie et au Salon de Miami aux USA
05	Formation de 35 acteurs de la filière gomme sur la maitrise des exigences réglementaires en matière de commerce extérieur			
06	Accompagnement des acteurs aux manifestations commerciales à l'étranger (Foires, Salons, missions commerciales) et d'autres rencontres à l'étranger (journées, Foras).	50	29 149 947	**60** acteurs privés dont **50** femmes accompagnés à l'Exposition vente organisée lors Conférence mondiale du karité, à Abidjan en Côte d'ivoire en juin 2023, à la Foire Internationale d'Alger (FIA) en juin 2023 et au Salon International de l'Emballage, des Machines et de l'Agroalimentaire (SIEMA) en octobre 2023 à Casablanca au Maroc.
07	Informer et sensibiliser les acteurs sur les normes nationales et internationales en matière de production d'amandes et de beurre de karité.	205	21 761 250	**235** acteurs, dont **205** femmes, sont informés et sensibilisés sur les normes de qualité des produits de karité à Kita, Koulikoro, Ségou, Sikasso et Bamako
08	Former 200 acteurs sur la traçabilité des amandes et du beurre de karité	185	35 923 380	**231** acteurs, dont **185** femmes, sont formés sur la traçabilité des amandes et du beurre de karité à Kita, Koulikoro, Ségou et Sikasso.
09	Appuyer une (01) Coopérative accompagnée à la certification Bio Equitable des amandes et du beurre de karité	832	6 067 490	Union Locale des Productrices de Karité de Sanankoroba (ULPKS)
10	Informer et sensibiliser les acteurs de la filière karité sur le Cahier des Charges à l'exportation des produits de karité	215	22 553 326	**239** acteurs, dont **215** femmes, sont informés et sensibilisés sur le cahier de charges à l'exportation des amandes et du Beurre de karité
11	Appuyer la création d'une (1) Unité de production de beurre de karité au profit des femmes dotées des nouvelles technologies à Yanfolila	5373	122 963 540	Les principaux bénéficiaires de l'Unité sont les acteurs de la filière karité du cercle de Yanfolila. Il existe de **130** Sociétés coopératives composées de **5 419** membres dont **5373** femmes et **46** hommes répartis entre cinq (05) Unions de Scoops dans 05 communes du Cercle de Yanfolila.

12	Appuyer l'Union des Collectrices d'amandes de karité et des Productrices de beurre de karité de **Sanankoroba**	832	7 922 688	L'Union Locale des Productrices de Karité de Sanankoroba est équipée d'un forage et dotée d'une chambre froide.
13	Appuyer la mise en œuvre du Programme de durabilité en faveur des acteurs de la filière karité dans le cadre du Partenariat Public-Privé (PPP) : **construire 04 magasins de stockage des amandes de karité**	4710	38 022 343	Les principaux bénéficiaires de ces magasins sont au nombre de **4727** membres dont 4710 femmes dont 30% des jeunes répartis comme suit : **1687** membres dont **17** hommes pour l'union de la commune de Yanflila ; **695** femmes pour l'Union de la commune de Bougaribaya, **1345** femmes pour l'Union de la commune de Boudofo et **1000** femmes pour l'Union de la commune de Tiemana.
14	Formation de 264 acteurs dont 213 femmes de la filière karité sur les exigences règlementaires et commerciales (2ème phase) : Kita (54), Koulikoro (55), Ségou (45), Sikasso (67) et Bamako			
15	Formation de 215 femmes de la filière karité sur les techniques de traitement des amandes, de production de beurre (2ème phase) et de fabrication de savon dont Kita (44), Koulikoro (51), Ségou (45), Sikasso (75)			
16	Formation de 53 acteurs de la filière karité formés sur les normes de qualité à Kita			
17	Formation de 150 acteurs privés formés sur le Cahier de charges à l'exportation des produits de karité à Bamako, Kita et Koulikoro			
	Accompagnement des acteurs aux manifestations commerciales à l'étranger (Foires, Salons, missions commerciales) et d'autres rencontres à l'étranger (journées, Foras), y compris la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité			
	Formation de 200 femmes formées sur la gestion de la coopérative, le marketing et la gestion commerciale dans le cadre du partenariat Public Privé entre l'UMOCI et MALISHI.			

B/ Programme 2.084 : Développement du Secteur Industriel
Mise en Œuvre de la Politique Sectorielle de l'Industrie
CDA

OBJECTIF 3: Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire									
Indicateurs	**Unité de mesure**	**Période**			**Prévisions**				
		2021	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**Réalisations**
3.1 : Proportion des acteurs formés Femmes :……..... Hommes :……		90 10	85 15	97 3	85 15	90 10	90 10	90 10	97 femmes et 3 hommes ont formés en 2023
OBJECTIF N°4 : Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle									
4.3. Nombre de Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) périphériques créés	Nombre	3	48	53	55	57	57	60	53 nombres de centre d'appui à la technologie et à l'innovation ont été crées

CEMAPI

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	**Activités prévues 2023**	**Activités réalisées 2023**		**Observations**
		Nombre de femmes	**Montant FCFA (dépenses)**	
1	Organisation du jeu concours IP jeunesse, le 11 mai 2023 au CNPM	44	1 500 000	Le financement du concours a été assuré par l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI)
2	Organisation d'un atelier de formation sur l'Indication Géographique (IG) et la Marque Collective à l'intention des producteurs du Bogolan du Mali	8	3 500 000	Le financement de l'atelier a été assuré par l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI)
3	Organisation d'un atelier de formation sur le « concept Marque Collective (MC) et d'Indication Géographique (IG) avec les acteurs des filières mangue et karité »	13	3 324 000	Le financement de l'atelier a été assuré par le PACAO Mali
4	Organisation d'un atelier de formation à l'intention des membres du Comité national de labellisation des produits locaux en indications géographiques et marques collectives (CIGMAC Mali)	8	1 452 000	Le financement de l'atelier a été assuré par le PACAO Mali
5	Organisation d'un atelier de formation des acteurs concernés (Producteurs, exportateurs, négociants, etc.) dans la bonne gouvernance de leur groupement, la gestion technique des Marques Collectives/Indications Géographiques et la promotion de leurs produits sur les marchés locaux et internationaux	14	1 788 000	Le financement de l'atelier a été assuré par le PACAO Mali
6	Organisation d'un atelier de formation sur la PI à l'intention des membres de l'association « les déesses solidaires ».	12	-	L'atelier a été organisé au siège du CEMAPI et a été animé par ses agents. Son financement a été assuré par le CEMAPI

7	Organisation d'une session de formation à l'intention des membres de la communauté des PME	5	-	La session a été organisée au siège du CEMAPI et animée par ses agents sur une demande écrite de la communauté des PME adressée à la direction du CEMAPI. Le financement de l'activité été assuré par la communauté des PME.
8	Animation d'une formation sur la propriété intellectuelle à l'occasion de la célébration de la journée de la femme rurale	100	-	La formation a été animée à Bougouni par un agent du CEMAPI suite à une demande écrite du projet d'autonomisation économique des femmes dans la filière karité (PAEFFK)
9	L'atelier régional sur la protection des savoirs médicaux traditionnels au moyen de la propriété intellectuelle.	3	-	Le financement de l'atelier a été assuré par l'Organisation
10	Organisation d'un atelier de formation dans le cadre de la cérémonie de remise officielle du certificat d'enregistrement en IGP de l'échalote de Bandiagara et du logotype IGP de l'OAPI organisée à Bamako	10	-	L'activité a été financée par l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
11	Animation d'un thème sur la marque collective lors de la session d'information et de sensibilisation des acteurs de la filière bétail/viande sur le concept de marque collective et ses implications organisée par le PACAO Mali en collaboration avec l'interprofession Bétail/viande et le CEMAPI	4	500 000	Le financement de la session a été assuré par le PACAO Mali
12	Animation d'une formation sur la propriété intellectuelle à l'occasion de la Célébration de la journée africaine de la médecine traditionnelle	10	-	Le financement de l'activité n'a pas été assuré par le CEMAPI

B/ Programme 2.085: appui au Développement du secteur prive mise en œuvre de la politique sectorielle de l'industrie

DNPME

OBJECTIF 2: METTRE EN ŒUVRE DES MESURES DESTINEES AU DEVELOPPEMENT DES PME									
Indicateurs	**Unité de mesure**	**Période**			**Prévisions**				
		2021	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**Réalisations**
Nombre de PME ayant bénéficié d'une formation Femmes :…… Hommes :……	Nbre	 15 5	 20 15	 40 10	 40 10	 40 10	 40 10	 40 10	40 femmes et 10 hommes ont bénéficié d'une formation
OBJECTIF 4: AMELIORER LE CLIMAT ET LA PRATIQUE DES AFFAIRES (CTRCA)									
Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités du personnel de la CTRCA	%	50	66.66	0	100	100	100	100	la CTRCA n'a pas réalisé d'actions spécifiques à l'endroit des femmes en 2023

OBJECTIF N°5 : COORDONNER ET SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE									
Taux de mise en œuvre des initiatives de développement du secteur privé	%	100	100	100	100	100	100	100	Les initiatives de développement du secteur privé ont été réalisés

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2023	Acticités réalisées 2023		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Formation de onze femmes en gestion et organisation d'entreprise et en assurance qualité en 2022 par DNPME	15	6 000 000	Finance par le budget National dans le cadre du dispositif PME
02	Formation gestion du contrat de travail pour les opérateurs économiques (CNPM, REAO), les professionnels de justice (greffiers, avocats, magistrats) Femmes : Hommes :		-	

B/ PROGRAMME 2.086 : PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DE LA MICRO-INANCE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE

OBJECTIF 3: Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)									
Indicateurs	Unité de mesure	Période			Prévisions				
		2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Réalisations
Nombre de SFD ayant bénéficié de formation Femmes……. Hommes……	Nbre	 8 12	 10 15	 0 0	 1 2	 5 5	 5 5	 5 5	Il n'y a pas eu de formation en 2023
OBJECTIF N°4 : Améliorer l'environnement des affaires des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)									
Nombre d'études ou de recherches réalisées	Nbre	0	3	0	1	1	1	1	En 2023 il n'y a pas eu de réalisation sur les études ou de recherches

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2023	Acticités réalisées 2023		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Formation de l'Assistante Administrative du CPA/SFD en Archivage Numérique et Document (Licence Professionnelle)	1	**1 770 000**	1 femme a été formée en archivage Numérique et Document (Licence Professionnelle)
02	Participation à la 6ème édition de la semaine Africaine de la Microfinance au Togo du 16 au 20 Octobre	1	**1 885 800**	
03	Participation à la 4ème édition de la foire du numérique	1	**90 000**	
	Nombre Total	**3**	**3 745 800**	

c. <u>Exécution financière des activités genre 2023</u> :

<u>Tableau II.2 – Exécution financière en année 2023 par objectif</u> :

L'état d'exécution financière des <u>objectifs sensibles au genre</u> identifiés dans le Ministère. Exemple (il peut y avoir plusieurs programmes et/ou plusieurs objectifs mais seuls ceux sensibles au genre sont repris) :

Programme 2.083 :

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Organiser et renforcer les acteurs du commerce	*3*	*2*	*1*	*66.67*
Développer les chaines de valeur à potentiel de compétitivité	*2*	*2*	*0*	*100*
Total	***5***	***4***	***1***	***166.67***

L'objectif 2 : a été réalisé à un taux assez satisfaisant de 66,67%.

L'objectif 3 : a été réalisé un taux très satisfaisant de 100%.

Programme 2.084

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire	*3*	*3*	*0*	*100*
Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle	*3*	*3*	*0*	*100*
Total	***6***	***6***	***0***	***200***

L'objectif 2 et l'objectif 3 du programme ont été réalisés à un taux très satisfaisant de 100%.

Programme 2.085

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Mettre en œuvre des mesures destinées au développement des PME	*3*	*2*	*1*	*66.67*
Améliorer le climat et la pratique des affaires (CTRCA)	*2*	*0*	*2*	*0*
Total	***5***	***2***	***3***	***66.67***

L'objectif 2 du programme a été réalisé à un taux assez satisfaisant de 66.67%.

La CTRCA n'a pas réalisé d'actions spécifiques à l'endroit des femmes en 2023.

Programme 2.086

Objectifs spécifiques	*Exécution financière*			
	Prévu	*Réel*	*Ecart*	*Taux %*
Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).	*2*	*0*	*2*	*0*
Total	***2***	***0***	***3***	***0***

Tableau III.2 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés :

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	X	X	**X**	**X**
2. Secrétariat Général	**X**	**X**	**X**	**X**
Secrétaire Général	X	X	X	X
Conseillers Techniques	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
3. Cabinet	**X**	**X**	**X**	**X**
Chef de Cabinet	X	X	X	X
Chargés de Mission	X	X	X	X
Attaché de Cabinet	X	X	X	X
Secrétaire Particulier Ministre	X	X	X	X
4. Services Centraux	**X**	**X**	**X**	**X**
4.1. Directions Nationales et services rattachés	**X**	X	X	X
Directeurs nationaux	X	X	X	X
Directeurs nationaux Adjoints	X	X	X	X
Chefs de Division	X	X	X	X
Chefs de section	X	X	X	X
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.2. Directions Générales	**X**	**X**	**X**	**X**
Directeur Général	X	X	X	X
Directeur Général Adjoint	X	X	X	X
Sous-Directeur	X	X	X	X
Chefs de Division	X	X	X	X
Chefs de section	X	X	X	X
Chargés de dossier	X	X	X	X
Personnel service courrier	X	X	X	X
4.3. Personnel EPA	X	X	X	**X**
4.4. Personnel EPST	X	X	X	**X**
5. Directions Régionales et services rattachés	X	X	X	**X**
6. Services locaux	X	X	X	**X**
Total	**X**	**X**	**X**	**X**

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

I-Présentation du Ministère

Introduction :

Le Ministère de l'Agriculture est chargé de préparer et mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Agriculture. A ce titre il a l'initiative et est responsable :

a. d'améliorer la production agricole, aménagement, équipement et acquisition des intrants agricoles.
b. d'améliorer les conditions de vie des producteurs à la diversification et l'organisation des filières de production, appui à la commercialisation etc...

L'importance de ces activités en ce qui concerne l'égalité de genre tient au rôle important que jouent les femmes dans le secteur Agricole. Ce rôle est reconnu mais des progrès importants restent à faire afin de mieux appuyer les femmes à le remplir plus pleinement.

1.1-Missions :

Le Ministre de l'Agriculture prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines Agricoles.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'accroissement de la production et de la productivité Agricoles en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production Agricole ;
- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs agricoles en matériels, intrants et semences et l'amélioration de leur qualité en rapport avec le ministre chargé de l'Industrie ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs Agricoles et des exploitations familiales ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production Agricole ;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisation des productions agricoles en rapport avec le ministre chargé du Commerce;
- l'amélioration du cadre de vie des producteurs agricoles en milieu rural;
- la contribution au développement et à la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion du foncier agricole, en rapport notamment avec les ministres chargés des Finances, de l'Administration du Territoire et de l'Aménagement du Territoire ;
- la conservation et la restauration des sols cultivés ;
- la protection des cultures et la conservation des récoltes ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans le domaine de l'agriculture ;
- la réalisation de travaux d'aménagements hydro-agricoles, d'équipements ruraux et de maîtrise de l'eau ;
- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs agricoles en équipements ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs.

1.2- Les contraintes et les défis

L'une des principales caractéristiques du sous-secteur agricole est l'existence d'exploitations agricoles familiales de taille réduite. Ces exploitations se caractérisent par leur faible niveau de modernisation, la pratique de techniques de production extensives et peu liées aux marchés.

1.2.1- contraintes

Le Ministère dans la mise en œuvre de sa politique, rencontre des contraintes suivantes :

- la forte vulnérabilité par rapport aux aléas climatiques (sécheresse, inondations; mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace) et aux risques majeurs (prédateurs) ;
- la faible performance des exploitations agricoles (faible recours aux engrais et semences améliorées, faible niveau de mécanisation) ;
- la faible maîtrise des problèmes environnementaux (dégradation des sols) ;
- l'insuffisance de financement ;
- l'insuffisance du système d'appui conseil et le faible niveau de formation des producteurs ;
- la faiblesse du système d'information notamment les statistiques Agricoles ;
- la problématique de la gestion du foncier Agricole ;
- le faible niveau d'application des textes régissant les quotas à allouer aux femmes dans les activités du développement Agricole;
- l'absence de système national d'assurance Agricole;
- le problème de conservation des produits Agricoles;
- les insuffisances des textes législatifs et réglementaires par rapport aux contextes socio-économiques actuels.

1.2.2- Défis

Au regard des contraintes sus évoquées, les principaux défis peuvent être résumés comme suit :

- l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population de plus en plus croissante ;
- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité agricoles en vue de valoriser et de positionner les produits agricoles maliens sur les marchés nationaux, sous régionaux et internationaux;
- la sécurisation et l'accroissement des revenus des exploitants Agricoles;
- l'amélioration des capacités d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques;
- la relecture des textes législatifs et réglementaires pour leur adaptation à l'évolution des conditions socio-économiques, environnementales et politiques.

1.3. -La politique sectorielle

Le secteur agricole constitue l'épine dorsale de l'économie malienne. Pour faire face aux défis et enjeux et assurer un développement rural durable, les autorités maliennes ont pris des engagements et des mesures législatives et réglementaires qui orientent les interventions publiques dans le secteur du développement rural au Mali. Ces interventions publiques sont mises en œuvre à travers les projets et programmes Agricoles. On peut citer entre autres les documents de références ci-après :

- la Loi d'Orientation Agricole (LOA) ;
- le plan de passage à l'approche sectorielle du Secteur développement Agricole ;
- le Pacte ECOWAP/PDDA du Mali ;
- la Politique de Développement Agricole (PDA).
- Le Ministre de l'Agriculture prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Agriculture,

1.4-Les Programmes du Ministère :

Les programmes du ministère de l'Agriculture ayant des liens avec l'égalité genre sont les suivants :

- **Le Programme : 2.087 Appui au Monde Rural**

Responsable du Programme : le Directeur National de l'Agriculture

Présentation stratégique du programme :

Le programme "Appui au Monde Rural vise à :

- assurer la promotion et la modernisation des filières Agricoles ;
- concevoir et suivre la mise en œuvre des actions de formation, de conseil, de vulgarisation et de communication à l'intention des producteurs Agricoles ;
- protéger les cultures et récoltes contre les nuisibles ;
- élaborer et veiller à l'application de la réglementation relative au contrôle phytosanitaire et au conditionnement des produits Agricoles;
- participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique de recherche Agricole ;
- participer à l'élaboration et au suivi des normes de qualité des produits et intrants Agricoles ;
- réaliser la collecte, le traitement, la centralisation et la diffusion de données dans le domaine Agricole;
- faciliter l'accès des producteurs aux intrants Agricoles.

- **Le Programme : 2.088 Aménagement et Equipement Rural**

Responsable de Programme : le Directeur National du Génie Rural

Présentation stratégique du programme :

Ce programme a pour objectif l'élaboration des éléments de la Politique du Gouvernement en matière d'Aménagement et d'Equipement Rural ainsi que le suivi et la coordination de la mise en œuvre de ladite Politique.

- **Le Programme : 2.089 Recherche et Formation**

Responsable du Programme : le Directeur Général de l'IER.

Présentation stratégique du programme

Le Programme porte sur le développement institutionnel et le renforcement des capacités des structures de recherche dont l'objectif global est de contribuer à l'augmentation de la production et de la qualité des productions Agricoles par des recherches mieux adaptées aux besoins du monde rural pour l'amélioration des revenus et la sécurité alimentaire des populations.

Les principales missions du Programme se résument comme suit :

- assister les ministres chargés du secteur agricole dans l'élaboration et le contrôle de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de recherche Agricole ;
- procéder à la mise au point de technologies appropriées dans les domaines des cultures irriguées et pluviales, des productions animales, des productions forestières et halieutiques, des systèmes de production et gestion des ressources naturelles et du machinisme agricole pour l'accroissement de la production et de la productivité du monde rural ;
- diffuser à travers des fiches techniques: les technologies, les innovations techniques et les conseils transférables issus des travaux de recherche et d'étude.

➢ **Le Programme : 3.006 Appui au financement de l'Agriculture**

Responsable du Programme : le Directeur des Finances et du Matériel du ministère de l'Agriculture

Présentation stratégique du programme

Le programme « Appui au Financement de l'Agriculture s'occupe du financement des activités Agricoles et péri-agricoles.

II- <u>Enjeux et gaps à combler</u> :

Le ministère de l'Agriculture est confronté à un certain nombre de défis en matière du genre parmi lesquels on peut citer :

- **Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département :**
- le faible accès des femmes à la terre et aux intrants agricoles subventionnés;
- l'insuffisance dans la prise en compte des besoins des groupes vulnérables (femmes jeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures Agricoles ;
- les difficultés d'encadrement et de suivi, l'insuffisance du système d'appui conseil des femmes au niveau local due au manque de moyens matériels, financiers et humains;
- le faible niveau de formation des femmes évoluant dans les domaines de l'agriculture, l'élevage et de la pêche;
- la forte vulnérabilité des femmes et de jeunes face aux aléas climatiques et aux crises sociales, l'insécurité dans les régions du centre et du nord affectant les activités agricole principales sources de revenus des femmes de ces localités ;
- l'insuffisance dans le renforcement de capacités institutionnelles en genre du Ministère ;

- l'impact négatif en particulier sur les femmes de la maîtrise insuffisante des problèmes environnementaux (mauvaise utilisation des cours d'eau et pâturages, insalubrité) engendrant la dégradation du cadre de vie;
- la disponibilité encore limitée de statistiques et données de performance désagrégées par genre ;
- l'insuffisance de financement d'activités ciblant directement les inégalités de genre dans les actions et programmes du MA ;
- combler la diminution du déficit alimentaire et nutritionnel.

➢ **Les Gaps à combler :**

- faciliter l'accès des femmes à la terre et aux intrants agricoles subventionnés en appliquant les textes en vigueurs ;
- prendre en compte des besoins des groupes vulnérables (femmes jeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures agricoles;
- encadrer et appuyer les femmes au niveau local en matériels, aux ressources financières et humaines;
- former les femmes aux techniques dans les domaines de l'agriculture ;
- renforcer la résilience des femmes et de jeunes face aux aléas climatiques et aux crises sociales;
- opérationnaliser les comités et institutions en genre du Ministère ;
- maîtriser les problèmes environnementaux (mauvaise utilisation des cours d'eau et pâturages, l'insalubrité) engendrant la dégradation du cadre de vie;
- rendre disponible les statistiques et données de performance désagrégées par genre;
- augmenter l'apport nutritionnel de la femme.

III-<u>Mesures ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre</u> :

Le Ministère de l'Agriculture à travers ses services déconcentrés, ses projets et programmes met en œuvre plusieurs stratégies de réduction des inégalités liées au genre.

➢ **Mesures spécifiques :**

Les structures centrales/services rattachés et leurs démembrements au niveau régional et local réalisent des activités de renforcement des capacités des groupes vulnérables (femmes et les jeunes) pour réduire les inégalités liées au genre à travers :

- les formations dans les différents domaines de l'agriculture;
- les dotations en équipement agricole;
- la réalisation des infrastructures agricoles en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes ;
- la mise en œuvre d'activités de protection phytosanitaire.

Les projets/programmes du département procèdent à l'intégration de la dimension genre depuis la conception en précisant le pourcentage de jeunes et de femmes à atteindre pendant la mise en œuvre du projet/programme.

3.1- Réalisations des activités liées indirectement à la réduction des inégalités de genre

Tableau I: réalisation des activités 2023

Structures	Activités réalisées en 2023	Nombre Femmes bénéficiaires
P. 2.087	Pendant la campagne agricole 2023, les quantités d'engrais minéraux distribuées ont été 36 437 ,63 tonnes contre 21 821 tonnes en 2022. Pour l'engrais organique, la quantité distribuées a été de 52 662,55 tonnes contre 71 307 en 2022. En ce qui concerne l'Ovalis, la quantité distribuée a été de 22,538 tonnes contre 25,39 tonnes en 2022. Pour les semences de maïs hybride, la quantité distribuées a été de 17,96 tonnes contre 24,376 tonnes en 2022. Le nombre d'exploitants agricoles ayant bénéficié la subvention des intrants Agricoles est de 386 687 dont 53 926 femmes. Ce nombre représente 23 % des producteurs recensés.	53 926
P. 2.088	**Aménagement hydroagricole 2023**	Superficies attribuées aux femmes et jeunes (ha)
	Grand aménagement (périmètre moyen compris)	1491
	Aménagement de proximité	601,5
	Périmètre maraicher **Formation (Alphabétisation fonctionnelle)**	44,7 Nombre de femmes et jeunes bénéficiaires
	Auditrice	

3.2-<u>Planification et budgétisation des actions genre pour 2024-2025</u>

Tableau II-Budget genre (dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre)
En Millier de Francs

Programme/Objectif / ***Action*** / ***Détail***	***Exécution*** ***2023***	***Budget*** ***2024***	***Prévisions*** ***2025***	***2026***	***2027***
Programme 2.087:					
Projet de Développement des Filières Horticoles	*1 000*	*1 000*	*1 000*	*1 000*	*1 000*
Programme National d'Irrigation de proximité	*400 000*	*400 000*	*400 000*	*400 000*	*400 000*
Projet Amenag. Proximité Renfoc Résilience *Comm. Chang. Clim*	*680 000*	*680 000*	*500 000*	*500 000*	*500 000*
Contrat Plan Etat Office Niger Exploitants Agricoles	*550 000*	*550 000*	*500 000*	*500 000*	*500 000*
Programme de Développement de l'irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué Phase II (PDI-BS 2)	*1 500 000*	*1 500 000*	*1 500 000*	*1 500 000*	*1 500 000*
ABS-D LUX DEV (DEVELOP. RURAL & SECU. ALIM)/ CONSEIL REGIONAL	*963 806*	*963 806*	*963 806*	*963 806*	*963 806*
Appui budgétaire Suisse PAFA (conseil Sikasso)	*1 480 142*	*1 480 142*	*1 480 142*	*1 480 142*	*1 480 142*
PROJET DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE KITA (PDRIK) II	*140 000*	*140 000*	*140 000*	*140 000*	*140 000*
Transfert Fonds Nat de l'Agriculture	*5 000 000*	*5 000 000*	*5 000 000*	*5 000 000*	*5 000 000*
Programme développement rural sécurité alimentaire (ML021)	*2 800 000*	*2 800 000*	*2 800 000*	*2 800 000*	*2 800 000*
Programme 2.088:					
Projet renforcement sécurité alimentaire devlt cult irrig (PRESA-DCI)	*500 000*	*500 000*	*500 000*	*500 000*	*500 000*
Projet de Dvpt INTEGRE résilience climatique plaines delta II	*760 000*	*760 000*	*760 000*	*760 000*	*760 000*
Projet Irri Proximité Initiative Renforcement IPRO IRRIGAR III composante KLKRO	*312 000*	*312 000*	*312 000*	*312 000*	*312 000*
Programme 2.089:					
Projet d'Appui Compétitivité Agro-Industrie au Mali	*2 297 000*	*2 297 000*	*2 297 000*	*2 297 000*	*2 297 000*
Total	***30 388 233***	***30 388 233***	***30 388 233***	***30 388 233***	***29 798 233***

3.3-SITUATION DU PERSONNEL

Tableau III-Effectifs du ministère séxo-désagrégés

Nom du ministère		**Total**	**Nombre d'hommes**	**Nombre de femmes**	**% Femmes sur le total**
MA	Fonction				
	1. Ministre(s)	1	1	0	0
	2. Secrétariat Général (SG)				
	Secrétaire Général	1	1	0	0
	Conseillers Techniques	5	3	2	40
	Personnel Service courrier	8	5	3	
	3. Cabinet				
	Chef de Cabinet	1		1	100
	Chargés de Mission	5	5	0	0
	Attaché de Cabinet	1	1	0	0
	4. Secrétariats Particuliers				
	Secrétaires Particulières	2	1	1	50
	Sous Total Cabinet MDR				
	5. Services Centraux				
	5.1. Directions Nationales				
	Directeurs Nationaux	**5**	**4**	**1**	25
	Directeurs Nationaux Adjoints	5	4	1	25
	Chefs de divisions				
	Chef de secteur				
	Chargé de dossier				
	Sous Total DN				
	5.2. Services centraux rattachés au SG				
	Inspecteur en Chef	1	0	1	100
	Inspecteur en Chef adjoint	1	1	0	0
	Inspecteurs	8	7	1	12,5
	Directeur				
	Directeur Adjoint				
Total Général Personnel MA		**44**	**33**	**11**	**19,58**

Source : DRH/SDR

Perspective et Recommandations :

L'application stricte de la loi 052 du 18 Décembre 2015. Il s'agit entre autres de :

- diligenter l'élaboration de l'arrêté de mise en application de la Loi sur le foncier agricole ;
- mettre en place un mécanisme formel de renforcement des capacités des femmes dans le domaine entrepreneuriat Agricole ;
- mettre en place un mécanisme d'intégration dans la fonction publique des étudiantes meilleures des Centres d'Apprentissage Agricoles et les autres établissements Agricoles ;
- assurer le financement et l'opérationnalisation des comités sectoriels genre des structures centrales et déconcentrées du ministère de l'agriculture ;
- élaborer et financer la stratégie genre du ministère de l'agriculture et son plan d'action ;
- faciliter l'accès aux ressources : assurer que les femmes aient un accès égal à la terre aux crédits et aux intrants agricoles ;
- former et renforcer les capacités : offrir des programmes de formation spécifiques pour les femmes afin d'améliorer leurs compétences en agriculture et en gestion des entreprises agricoles ;
- soutenir les initiatives féminines : encourager et soutenir les projets agricoles dirigés par des femmes notamment dans le domaine de récupération des terres dégradées ;
- sensibiliser et assurer les plaidoyers : mener des campagnes de sensibilisation pour changer les perceptions et les attitudes envers les femmes dans l'agriculture ;
- adopter, vulgariser et veiller à l'application des textes en tenant compte des spécificités des femmes et des filles ;
- améliorer l'accès des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle et inclusive en prenant en compte les nouvelles technologies de l'information dans le secteur agricole ;
- éliminer les contraintes qui nuisent au bien-être social et économique des femmes ;
- promouvoir des infrastructures de stockage de transformation et commercialisation des produits Agricoles ;
- organiser des groupements de femmes du secteur Agricole (FENAFER, ASPROFER) ;
- faciliter l'accès des femmes aux ressources énergétiques en qualité, quantité et au moindre coût et l'ouverture du marché de l'énergie rurale aux femmes (Énergies tirées du soleil, du vent, de la biomasse, du bois d'énergie, des combustibles et technologies alternatifs, etc.) ;
- mettre en œuvre la stratégie de planification et de budgétisation sensible au genre du secteur Agricole et l'accès des femmes aux opportunités et aux métiers de l'agriculture ;
- promouvoir la création des entreprises féminines dans le domaine Agricole.

Conclusion :

Les écarts entre les garçons et les filles, les hommes et les femmes sont encore importants dans les domaines stratégiques entre autres le domaine Agricole. Dans les zones rurales où les femmes et les jeunes constituent les moteurs de l'épanouissement de l'économie nationale à partir du secteur primaire, la grande problématique réside dans l'accès aux facteurs de production comme la terre Agricole de manière équitable, les opportunités de création d'entreprises transformatrices locales, les technologies et techniques d'énergies renouvelables ou efficientes pour le renforcement de la résilience et l'accroissement de la productivité agricole. Les mesures correctives aux écarts cités contribueront à la bonne prise en compte du genre pour le secteur

MINISTERE DES MINES

INTRODUCTION

Présentation du Ministère

Suivant le Décret n°2023-0392/PM-RM du 19 juillet 2023, le ministre des Mines prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières et le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière de recherche, d'implantation et d'exploitation des mines, des carrières modernes et du pétrole ;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du Secteur ;
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales ;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des Finances et le ministre chargé de la Promotion de l'Investissement ;
- l'encadrement de l'artisanat minier ;
- le développement de la recherche, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales et des industries y afférentes ;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives.

➢ Enjeux et gaps à combler

Le programme de développement des ressources minières, visant à développer un secteur clé de l'économie malienne, est capital pour renforcer l'autonomisation économique des femmes et améliorer leur qualité de vie (les entreprises et chantiers miniers fournissent des opportunités d'emplois aux femmes). Cependant, le département doit faire face à une série d'enjeux qui limitent le potentiel de ces programmes et demanderaient des réponses appropriées pour le renforcer.

1. Enjeux genre selon les missions officielles du département

Les enjeux genre proviennent d'un ensemble de facteurs, dont les normes sociales mais aussi les pratiques qui en découlent. Les inégalités entre genres sont présentes à tous les niveaux. On peut les résumer de la sorte :

- appropriation insuffisante du concept genre et immobilisme culturel dans les mentalités des hommes et des femmes, qui suscite de multiples difficultés pour que les femmes accèdent aux secteurs mines, et y jouent un rôle plus important ;
- sous-représentation des femmes aux postes de responsabilités et de décision (au sein des entreprises minières et de l'administration publique), insuffisance du nombre de femmes formées aux filières pertinentes pour les secteurs et non prise en compte du genre dans les outils statistiques, de planification, de mise en œuvre et de suivi des activités du département ;
- Exposition des femmes aux risques de violence basée sur le genre (VBG) et risques liés à la santé de reproduction suite à l'exposition aux produits chimiques.

Ces enjeux spécifiques au genre s'ajoutent aux défis plus généraux de développement du secteur minier, auxquels le gouvernement s'est engagé à répondre à travers un certain nombre d'actions telles que la relecture des textes fondamentaux du secteur.

La relecture des textes pourrait être favorable à l'égalité de genre en ajustant certains aspects : p.ex. alors que le code de travail du Mali prévoit que les femmes ne peuvent pas travailler de nuit, une certaine flexibilité concernant les sites miniers permettrait aux femmes de choisir le travail de nuit et pourrait accroitre le nombre de femmes employées.

Les femmes ont toujours été des actrices clés des exploitations du secteur minier artisanal mais sont défavorisées par les normes locales de division du travail les reléguant au plus bas de la chaine de production ou dans des activités de service peu rémunératrices. Ces normes sont d'autant plus difficiles à changer que les sites sont contrôlés par les autorités traditionnelles qui se conforment aux coutumes locales.

La rentabilité croissante du secteur a accru la marginalisation des femmes, qui sont de plus exposées à de nombreux risques sur les sites miniers, dont les VBG. Comme dans d'autres secteurs économiques, les femmes ont également moins accès au capital nécessaire à investir dans le secteur.

En 2019, selon les données officielles qui sans doute ne représentent pas toute la réalité, la moitié de la main d'œuvre était féminine. Cependant, le secteur dispose de très peu de données. Notamment il est impossible d'analyser les bénéfices que femmes et hommes retirent du secteur.

Néanmoins, les résultats d'une étude d'un projet actif dans la zone de Kéniéba[11] confirme des disparités sur plusieurs plan, notamment : l'accès et le contrôle des ressources issues de l'orpaillage, les types de ressources techniques et financières accessibles, les rôles et responsabilités, la gestion des activités productives et de reproduction, les facteurs facilitant la présence des filles et des garçons sur les sites miniers, la gouvernance de l'orpaillage traditionnel. Quelques résultats de l'étude sont énumérés ci-dessous :

- accès des femmes aux équipements miniers : le taux global d'accès aux équipements miniers à moteur en tant que seul propriétaire varie est de 0-10% pour les femmes, contre 17-24% pour les hommes ;
- accès des femmes aux outils miniers manuels : dans une des localités de la zone, aucune femme ne possède de tels outils en tant que seul propriétaire, contre 26% pour les hommes.
- niveau d'accord avec l'énoncé « les dames sont aussi capables que les hommes d'effectuer les travaux miniers »: 71.28% des femmes (contre 62.72% des hommes) sont entièrement d'accord.
- participation des femmes aux différentes tâches effectuées sur les sites miniers : aucune femme ne vend de l'or (9.6% pour les hommes), n'est chef de puits (1.4% pour les hommes) ou chef d'équipe (8.2% pour les hommes). Par contre les femmes sont à 86% employées au lavage de minerai, contre 12.8%.

Les inégalités sont bien visibles ; l'appui des projets et de l'Etat serait bénéfique afin de corriger ces inégalités qui nuisent au développement socio-économique de la femme. L'étude FEMA a en effet permis d'identifier certaines actions auxquelles une priorité devrait être accordée en vue d'impacter le plus grand nombre de femmes dans les communautés minières artisanales.

[11] Projet FEMA, voir plus loin. Enquête statistique effectuée sur 1197 personnes soit 670 adultes (383 femmes et 278 hommes) et 527 enfants (293 filles et 234 garçons).

2. Les GAPS à combler

L'évolution des mentalités des hommes et des femmes est un enjeu multisectoriel. Au niveau du département, les gaps à combler ou mesures qui permettraient de répondre aux enjeux qui concernent plus directement le département sont de plusieurs ordres. On peut les résumer comme suit :

- assurer l'application effective de la loi n°2015-052/du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ; accroitre le nombre de femmes formées aux filières techniques pertinentes en faisant la promotion (information, sensibilisation) auprès des jeunes filles et des femmes et de leurs familles.
- sensibiliser les services du département et les former aux concepts genre et aux implications en termes de conception, planification, programmation etc. ; s'assurer de la désagrégation par sexe des données collectées par les cellules de planification et statistiques et les services publics en général y compris les structures de mise en œuvre de projets.
- établir des quotas de représentation des femmes et veiller à leur application dans le secteur minier (p.ex. exiger un quota de recrutement et d'opportunité d'avancement pour les femmes dans les sociétés minières ; ou un quota d'accès par les femmes aux équipements miniers dans les projets appuyant les sites miniers artisanaux).
- faire appliquer des mécanismes d'information, sensibilisation, prévention et sanctions contre les VBG à tous niveaux (sites miniers, entreprises du secteur, administration).
- mettre à disposition des ressources financières pour s'assurer de la prise en compte des mesures spécifiques dans le cadre de l'exposition des femmes en état de procréation aux produits chimiques.

➢ Mesures et stratégies spécifiques et évaluations des activités pour l'égalité de genre

a. Les mesures et stratégies spécifiques

Au niveau de l'administration, afin d'assurer une mise en œuvre effective de la Politique Nationale Genre dans le secteur sous le mandat du Ministère, le département a procédé à la nomination de points focaux genre dans toutes les structures du département, à la mise en place d'un cadre de travail regroupant les points focaux du Ministère, et au développement d'un plan d'actions sous la coordination de la Conseillère Technique Genre du département. Le plan d'actions genre du département vise à capaciter les points focaux genre en matière d'égalité de genre et également à renforcer leur capacité d'intégrer le genre dans les tâches des services (planification, conception/planification/suivi-évaluation des projets, processus budgétaire etc.) en les formant et/ou en les familiarisant avec p.ex. les principaux documents budgétaires. Le plan d'actions genre inclut les activités du ministère en vue de renforcer la budgétisation sensible au genre.

Parmi les activités genre mises en œuvre en 2023 on peut retenir la réalisation de la phase 2 du projet FEMA (Femmes et Enfants des communautés Minières Artisanales). Le ministère des Mines est un partenaire institutionnel dans le projet FEMA : le Comité directeur qui est l'organe de gouvernance, de suivi et d'orientation stratégique du Projet, est coprésidé par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et l'Ambassade du Canada en présence de la Présidente du Comité Technique (l'organe d'orientation technique et de suivi) qu'est la Conseillère Technique Genre du Ministère des Mines. Ce projet a pour objectif principal d'influencer positivement les décisions relatives à la situation des femmes et au bien-être des enfants et adolescent(e)s en zone minière. Il vise à faciliter l'adoption de politiques et à inciter des changements de comportement concernant la présence des enfants sur les sites et l'autonomisation économique des femmes dans le Cercle de Kéniéba.

De ce fait, il appuie le ministère des Mines dans la mise en œuvre d'éléments de la politique d'autonomisation de la femme à travers l'ambition de changements durables dans la gestion du secteur de l'orpaillage de manière générale, et plus particulièrement en ce qui concerne la situation des femmes et le bien-être des enfants et adolescent(e)s des zones minières. Pour ce faire, la stratégie d'intervention du Projet est structurée autour d'une démarche participative fondée sur l'implication effective de toutes les parties prenantes en raison de la sensibilité de la problématique du travail des enfants et de l'autonomisation économique des femmes.

b. Evolution/évaluation des objectifs et/ou indicateurs genre 2023

On a souligné ci-dessus l'importance capitale des programmes du département pour l'autonomisation économique de la femme. Malgré cela, il n'y a pas d'indicateurs et d'objectifs sensibles au genre dans les cadres actuels de performance des programmes du Ministère.

c. Exécution financière des activités genre 2023

En 2022-2023 les dépenses du Ministère des Mines ont été catégorisées en termes de lien (direct, indirect ou pas de lien) avec l'égalité de genre, tel que cela était reflété dans le RG24 du MMEE. Sur cette base, le Ministère des Mines a progressé dans la mise en œuvre de la budgétisation sensible en a) actualisant la catégorisation des dépenses du département ; b) procédant au marquage budgétaire genre de ces dépenses. Le résultat de ces travaux est reflété ci-dessous.

Encadré. Catégorisation et marquage des dépenses sensibles au genre

Le ministère des Mines est un ministère pilote pour la budgétisation sensible au genre (BSG). La ***catégorisation genre des dépenses*** *est la première étape pour arriver ensuite au marquage des dépenses sensibles au genre, qui quantifie les dépenses sensibles au genre dans le budget.*

Pour ce faire, la catégorisation établit une première distinction entre les dépenses qui contribuent à l'égalité de genre et celles qui ne le font pas. Parmi les premières, on distingue en plus les dépenses « directes » qui ciblent l'égalité de genre comme objectif principal (« lien direct » avec l'égalité de genre), de celles qui n'ont pas l'égalité de genre comme objectif principal mais qui y contribuent tout de même. Ces dernières sont encore distinguées en fonction de l'existence ou absence de traces formelles de cette contribution à l'égalité de genre (p.ex. un objectif, ou un/des indicateurs d'égalité de genre, ou une mention spécifique de l'égalité de genre dans la documentation du projet ou de l'activité). Si de telles traces existent, un « lien indirect » avec l'égalité de genre est établi. Si de telles traces formelles n'existent pas, il n'y a pas de lien explicite.

Le Tableau II.3 montre le résultat de la catégorisation : il reprend les projets/ activités sensibles au genre (liens directs ou indirects) dans le RAP 2023 du ministère.

Un premier pilote de marquage genre a été élaboré pour deux projets ayant un lien avec l'égalité de genre : le Projet d'amélioration de la Gouvernance du Secteur Minier (PGSM) inscrit au budget, repris dans le tableau II.3, et le projet FEMA qui, bien que n'étant pas inscrit au budget de l'Etat, contribue aux objectifs du programme de développement des ressources minières (voir encadrés ci-dessous).

Tableau II.2 - Exécution financière en année 2023 par objectif genre

Etant donné qu'il n'y a pas d'objectifs genres dans les cadres de performance des programmes du ministère, il n'y a pas d'exécution financière par objectif genre en 2023.

Tableau II.3 – Exécution financière 2023 par détails des activités catégorisées genre

En milliers de FCFA

Intitulé de l'activité	*Lien avec égalité de genre (direct/ indirect)*	*Exécution financière 2023*				
		Initial	*Ajusté*	*Réel*	*Ecart (réel-ajusté)*	*Taux %*
Programme 1.026 « Administration Générale »						
Projet Gouvernance du Secteur des Mines	Indirect	800 000	2 925 820	2 925 820	0	100
TOTAL		**800 000**	**2 925 820**	**2 925 820**	**0**	**100**

Le projet FEMA n'est pas inscrit au budget du département. Il ne peut donc être inclus dans le Tableau II.3. Cependant, il contribue aux objectifs du programme de développement des ressources minières, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la structuration et de l'encadrement du secteur minier artisanal. FEMA était actif en 2023. Le projet, qui n'aurait pas été mis en œuvre sans l'engagement du département à améliorer l'égalité de genre dans le secteur minier artisanal, a été catégorisé comme ayant un ***lien direct*** *avec l'égalité de genre.*

- **Planification et budgétisation des actions genres**

Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Les programmes du ministère n'incluent pas d'activités qui ciblent directement l'égalité de genre.

Tableau III.1b – Budget genre : Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Le Projet Gouvernance dans le Secteur des Mines (PGSM) est clôturé. Le Ministère des Mines n'a pas d'autres projets/activités ayant un lien avec le genre dans le DPPD-PAP 2025-2027.

Marquage genre pilote de deux projets dans le secteur des Mines

La catégorisation genre ne permet pas de se prononcer sur la force d'un lien avec l'égalité de genre. Ce lien peut être fort, ou au contraire très faible lorsque par exemple, l'égalité de genre est mentionnée mais ce n'est suivi d'aucune mesure significative.

Afin de continuer à améliorer l'information sur les dépenses « sensibles au genre » dans son budget le ministère des Mines a commencé à appliquer l'étape suivante de la BSG à savoir, le ***marquage budgétaire genre.***

Le marquage est une démarche qui vise à renseigner quantitativement sur la sensibilité des dépenses identifiées comme sensibles au genre à travers la catégorisation, en donnant des scores à ces dépenses, sur base de critères bien définis. Il y a différents systèmes de marquage. Après discussion avec la DGB, le marquage pilote du ministère des Mines s'est basé sur l'expérience du Togo qui a appliqué et adapté le marqueur le plus répandu, celui du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE-DAC). En plus le pilote marque uniquement des projets d'investissement. Un score de 2 est attribué si l'égalité de genre est l'objectif principal du projet. En termes de catégorisation le projet a un lien direct. Un score de 1 est attribué si l'égalité de genre est un objectif significatif ou bien un lien indirect en termes de catégorisation. Pour tous les autres projets le score est 0. Le pilote de marquage se base sur quatre critères :

1) Le projet a-t-il un objectif formel genre ou une cible/indicateur genre au niveau de l'objectif de développement du projet ?
2) Y a-t-il des indicateurs genre ?
3) Le projet inclut-il des mesures spécifiques (qui ne s'adressent qu'aux femmes/filles), ou différenciées (qui s'adressent à l'ensemble de la population mais avec une attention particulière aux femmes/filles) ?
4) Y a-t-il une composante formelle genre, ou le genre est-il pris en compte horizontalement (dans toutes les composantes du projet ou de façon claire dans la plupart des composantes) ?
Les projets ayant un lien indirect à l'égalité de genre sont marqués du score 1 si les réponses à tous les critères sont oui ; le score est 0 si un des critères n'est pas rempli, ce qui signale un lien moins fort que pour les projets de score 1. Il peut aussi y avoir des cas où par manque d'information, on ne marque pas le projet. Les projets ayant un lien direct à l'égalité de genre et qui remplissent tous les critères (ce qu'ils font généralement) ont un score 2.
En examinant rigoureusement les critères adoptés, le ministère des Mines a attribué un score 1 au Projet de Gouvernance du Secteur des Mines, et un score 2 au projet FEMA (non inscrit au budget).

Effectifs actuels du ministère sexo-désagrégés

Ce tableau présente une répartition sexo-désagrégée du personnel du ministère. Il renseigne donc sur la mesure dans laquelle le ministère met en œuvre les lois N°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0,00
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	4	3	1	25,00
Personnel d'appui et autres	10	7	3	30,00
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	5	3	2	20,00
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et services rattachés				
Directeurs nationaux	6	6	0	0,00
Directeurs nationaux Adjoints	3	2	1	33,33
Chefs de Division	12	11	1	08,33
Chefs de section	18	16	2	11,11
Chargés de dossier	134	108	26	19,40
Secrétaires	17	3	14	82,35
Personnel d'appui et autres	56	38	18	32,14
4.2. Personnel EPA	27	20	7	25,92
5. Directions régionales et services rattachés	Non disponible			
Total	**297**	**221**	**76**	**25,59**

Globalement et sur la base des données collectées, les femmes représentent environ 25,59% de l'effectif total du département. Par ailleurs, elles représentent environ 18,75% dans les postes de nominations et 82,35% dans les postes de secrétariat.

IV. Perspectives :

Le Ministère des Mines a identifié quelques lignes directrices qui permettront, à moyen – long terme, de renforcer l'égalité de genre dans le secteur des mines. Il s'agira d'appuyer les associations des femmes existantes dans le domaine par le renforcement des capacités et de suivre et servir de mentors pour les jeunes étudiantes d'écoles publiques (Ecole Nationale d'Ingénieurs, la Faculté des Sciences et Techniques et l'Ecole Normale d'Enseignement Technique et Professionnelle).

Le comité institutionnel continuera de plaider pour une ligne budgétaire pour l'organisation des réunions et de formation sur la Budgétisation Sensible au Genre et s'attèlera à l'élaboration d'une stratégie pour l'intégration de la dimension genre dans le secteur minier.

Enfin, le Ministère des Mines entend s'assurer de l'application de la loi N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives en considérant des mesures de discrimination positive en faveur de la promotion des femmes, à égales compétence, moralité, diplôme et ancienneté.

V. Recommandations :

A plus court terme, le MMEE s'attachera à la mise en œuvre des actions suivantes, dont les progrès seront évalués dans le prochain Rapport Genre du département :

- la promotion du genre dans toutes les actions de l'administration, ainsi que dans les entreprises du secteur mines sera renforcée. Au sein de l'administration cela se fera en poursuivant le processus de sensibilisation et de renforcement de capacités du personnel en la matière, et notamment, en diffusant largement le rapport genre du MM et en suscitant des débats sur ses conclusions.
- La valorisation du leadership féminin en son sein. Des actions spécifiques seront incluses dans le plan d'actions genre du département pour prendre ces recommandations en charge.
- Le département s'attachera à poursuivre le processus de budgétisation sensible au genre et à intégrer la perspective égalité de genre dans toutes les étapes de la préparation budgétaire notamment en assurant la participation des point focaux genres à chaque étape (réunions en interne, validation). Les cadres de performance des programmes seront revus à la lumière notamment des engagements genre pris dans les documents stratégiques afin de traduire ces engagements en indicateurs de performance sensibles au genre appropriés pour tous les objectifs des programmes, dans les prochaines programmations.
- En direction des entreprises des secteurs, le département s'attachera à inciter les femmes à investir dans les secteurs des mines à travers des actions de sensibilisation. Dans le secteur mines, le prise en compte du genre sera systématisée en incluant cet aspect dans les critères d'attribution des titres miniers (prise en compte du genre dans les Plans de Développement Communautaire).
- Enfin, la prévention et réponse aux risques spécifiques aux femmes dans les secteurs seront renforcées. La capacité des points focaux genre en matière de prise en compte des violences basées sur le genre (VBG) sera renforcée (formation), ainsi que leur rôle dans la mise en place de processus de prévention et prise en charge.
- Des actions de sensibilisation au respect des normes en matière d'exposition des femmes en état de procréation aux rayonnements seront menées.

CONCLUSION

Le budget du MM ne contient pas de dépenses axées sur l'égalité des genres et les cadres de performance des programmes du département ne contiennent pas non plus de références au genre.

Le Projet de Gouvernance étant terminé, le MM n'a pas de projet prenant en compte la dimension genre. On a vu comme exemple le Projet Femmes, Enfants et Mines Artisanales financé par le Canada ayant un marquage de 2 points peut être un projet pilote pour les autres régions minières sur le budget national.

ETAT W

ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
-------oo0oo-------
Direction Générale du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
-------oo0oo-------
Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT D'ANALYSE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2025

Septembre 2024

Sigles et Abréviations

ACI	Agence de Cessions immobilières
ANAM	Agence Nationale d'Assistance Médicale
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CMSS	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIPRES	Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
COMANAF	Compagnie Malienne de Navigation Fluviale
COMANAV	Compagnie Malienne de Navigation
COMATEX-SA	Compagnie Malienne des Textiles-Société Anonyme
COVID-19	Coronavirus 2019
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CT	Collectivité Territoriale
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
EDM-SA	Energie du Mali-Société Anonyme
EIE	Evaluations d'Impacts Environnementales
EP	Entreprises Publiques
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FRAT	Fiscal Risk Assessment Tool/ Outil d'Evaluation des Risques Budgétaires
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
MINUSMA	Mission Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali
PIB	Produit Intérieur Brut
PLF	Projet de Loi de Finances
PPP	Partenariat Public-Privé

PTF	Partenaire Technique et Financier
SOMAGEP-SA	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable-Société Anonyme
SOPAFER	Société du Patrimoine Ferroviaire
TIPP	Taxes Intérieures sur les Produits Pétroliers
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. INTRODUCTION

1. Les prévisions budgétaires sont élaborées sur la base d'hypothèses essentiellement macroéconomiques. Lors de l'exécution du budget, des facteurs peuvent survenir et empêcher d'atteindre les objectifs, d'où l'écart, quelque fois très important entre prévisions et réalisations. Ces phénomènes, connus sous le nom de risques budgétaires, s'ils se matérialisent, affectent l'ensemble des finances publiques, notamment une pression sur certaines dépenses, une augmentation du stock de la dette publique, des difficultés de refinancement et une baisse des recettes fiscales et entrainent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être **exogènes** : (i) les conséquences nées de la crise sanitaire de la COVID-19 ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; ou **endogènes** : (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social liée aux revendications juridiques contre l'Etat et (vi) la mauvaise gouvernance et les crises institutionnelles.

2. Depuis 2018, suite à une mission du Département des finances publiques du Fonds Monétaire International (FMI) sur la gestion des risques budgétaires, réalisée au Mali, le Gouvernement s'est engagé à élaborer un rapport sur les risques budgétaires à annexer au Projet de Loi de Finances (PLF) à partir de 2019.

3. Cependant, ces rapports sont restés plus descriptifs qu'analytiques. Des marges d'amélioration importantes existent pour mettre en place un cadre générique d'analyse permettant de mieux gérer les risques budgétaires, à travers notamment la mise à disposition et l'utilisation des outils permettant de faire la quantification et l'analyse des risques budgétaires.

4. Dans cette optique, une assistance technique a été assurée en fin 2021 et début 2022 par le FMI avec pour objectif le renforcement des capacités des cadres de la Direction Générale du Budget (DGB) en matière de gestion des risques budgétaires à travers la formation sur l'utilisation de deux outils d'analyse et d'identification des risques, à savoir : (i) l'outil d'évaluation des risques budgétaires (FRAT) qui fournit une perspective de haut niveau sur un portefeuille de risques budgétaires comportant jusqu'à 15 sources de risques budgétaires et couvrant les risques macroéconomiques, spécifiques et institutionnels et (ii) l'outil du bilan de santé des entreprises publiques (SOE Health Check) qui permet au Gouvernement d'identifier et de surveiller les entreprises publiques non financières à haut risque et aide à éclairer les interventions précoces et ciblées si nécessaires.

5. A la suite de l'assistance du FMI, les cadres de la DGB se sont appropriés les deux outils d'analyse des risques budgétaires et élaborent depuis l'exercice budgétaire 2023 un rapport qui présente un contenu assez riche même si les améliorations restent encore possibles.

6. Le présent rapport d'analyse des risques budgétaires au titre de la loi de finances 2025 est le fruit d'un travail collectif entre les différents services techniques impliqués dans la gestion des risques budgétaires au Mali. Il analyse les principaux facteurs de risques identifiés, renseigne leurs canaux de transmission sur les finances publiques, et en propose les mesures d'atténuation.

Les différents risques analysés dans ce rapport sont :

- risques macroéconomiques et environnementaux ;
- risques spécifiques ;
- risques institutionnels.

II. METHODOLOGIE

La méthodologie adoptée dans le cadre du présent rapport a consisté à :

- ✓ la collecte des données auprès des structures concernées par l'analyse des risques budgétaires (entreprises publiques, Organismes de sécurité sociale et autres services techniques de l'Etat) ;
- ✓ l'analyse et au traitement des données sur la base des outils FRAT(risques macroéconomiques) et SOE HEALTH CHECK (santé des entreprises publiques) ;
- ✓ la production d'un rapport provisoire sur la base des informations collectées ;
- ✓ le partage du rapport provisoire avec les différents acteurs ;
- ✓ l'organisation d'une réunion pour la validation du rapport.

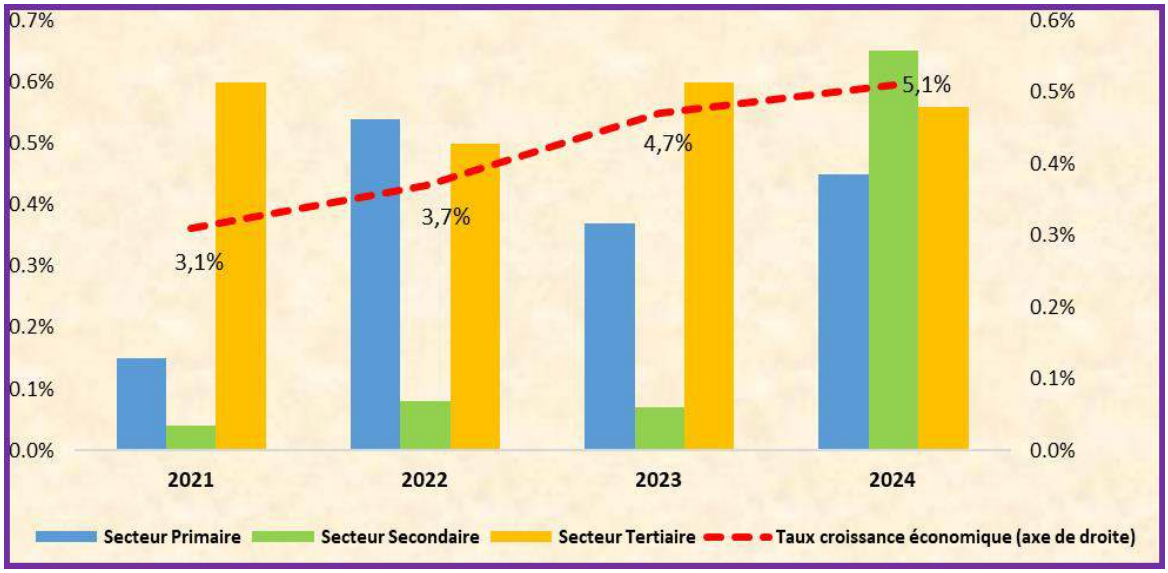
III. Situation économique récente du Mali

7. Malgré les multiples crises, l'économie malienne demeure résiliente. En effet, après avoir enregistré une croissance moyenne de 3,7% entre 2021 et 2023, l'activité économique devrait s'améliorer pour atteindre 5,1% en 2024. La robustesse de l'activité économique devrait être imprimée par le bon comportement de tous les secteurs d'activités, avec comme principaux moteurs les secteurs primaire et tertiaire.

8. En effet, le secteur primaire, représentant 36,1% du PIB, enregistrerait une croissance de 4,5 % en 2024. Il contribuerait à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,7 point de pourcentage, porté principalement par l'agriculture d'exportation (+9,3%), et l'agriculture vivrière (+5,3%).

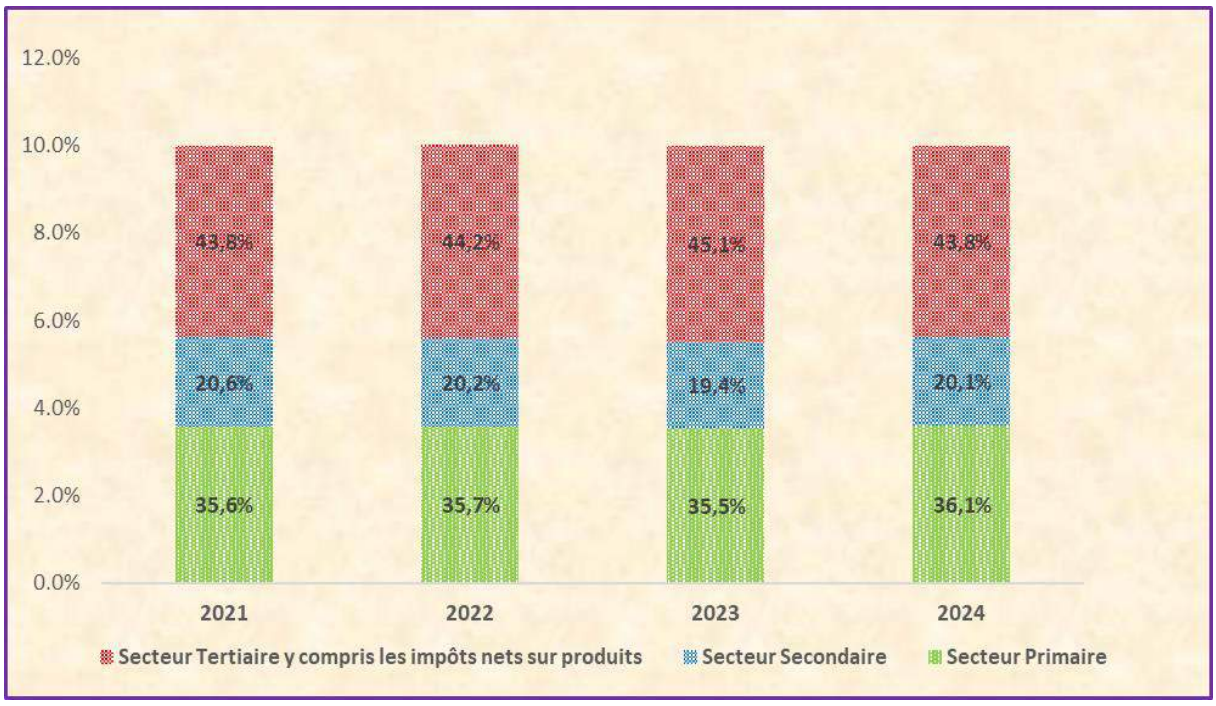
9. Le secteur secondaire qui représente environ 20,1% du PIB, avec une croissance de 6,5% en 2024, contribuerait à hauteur de 1,3 point de pourcentage au taux de croissance réel. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par les branches « Bâtiment Travaux publics » (+28,0%), « Industries textiles » (+10,5%) et « Electricité-Eau » (+6,2%).
10. Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait de 5,6% et représenterait 36,2% du PIB avec une contribution à la croissance du PIB réel de 2,0 points de pourcentage. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire en 2024 seraient, entre autres, les transports et communications (+7,1%), le commerce (+5,8%), les services financiers (+5,5%) et les administrations publiques (+4,8%).
11. Du côté de la demande, la croissance serait portée essentiellement par la hausse de la formation brute de capital fixe et la consommation des administrations publiques. Ainsi, la formation brute de capital fixe (publique et privée) augmenterait de 19,6%, tandis que la consommation des administrations publiques afficherait une croissance de 5,9%.

Figure 1 : *Evolution du taux de croissance du PIB réel et ses composantes 2021-2024*



Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, mai 2024

Figure 2 : *Evolution de la part des différents secteurs dans le PIB, 2021-2024*



Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, mai 2024

IV. ANALYSE DES RISQUES MACROECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

12. Les risques macroéconomiques sont des changements inattendus dans la performance macroéconomique du pays qui peuvent avoir un impact négatif sur les réalisations budgétaires, en particulier en ce qui concerne les recettes, les dépenses ainsi que la valorisation des actifs et passifs du gouvernement[1].

13. Quant aux risques environnementaux, il s'agit des risques liés aux catastrophes naturelles, aux dangers environnementaux, aux pandémies et au changement climatique[2].

14. Dans cette partie, nous analyserons les risques macroéconomiques suivants : les risques liés aux fluctuations de la croissance économique, les risques liés à la volatilité des prix des matières premières et les risques liés aux catastrophes naturelles.

4.1 Risques liés aux fluctuations de la croissance économique

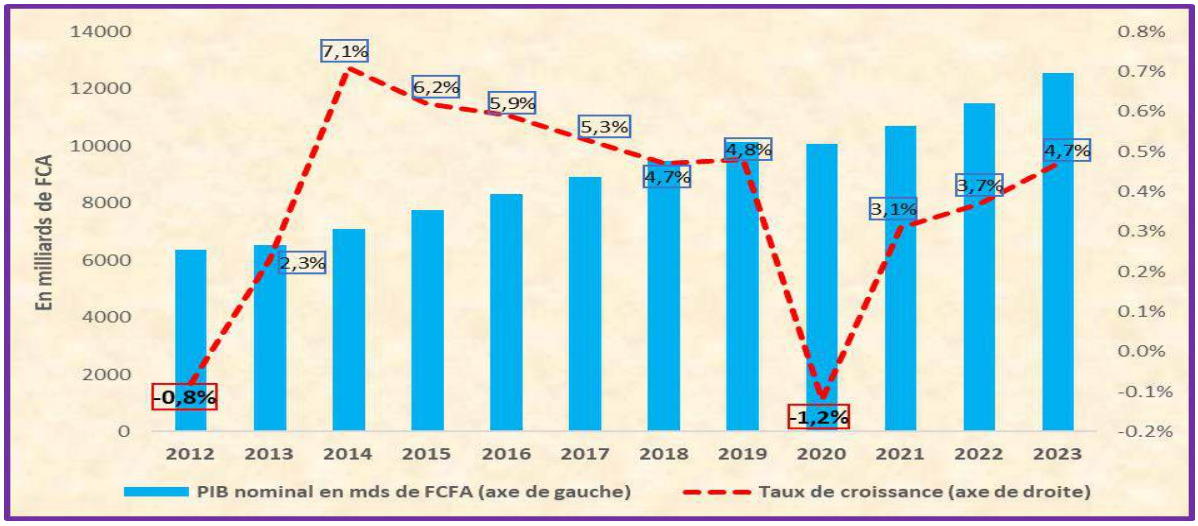
4.1.1 Description

15. Les aléas macroéconomiques négatifs, matérialisés le plus souvent par de fortes baisses du PIB, affectent régulièrement les finances publiques. Les chocs macroéconomiques interviennent en moyenne tous les 12 ans dans chaque pays avec un impact moyen de 9% sur le PIB (Bova, 2016).

[1] Définition inspirée de la description des risques macroéconomiques dans l'outil FRAT du FMI
[2] Idem

16. **La figure 3** fournit l'évolution du taux de croissance sur la période 2012-2023. Sur cette période, le taux de croissance du produit intérieur brut a été de 3,8% en moyenne avec une volatilité de 2,8. Le taux de croissance le plus élevé est celui de 2014, soit 7,1%. Cette croissance est soutenue par tous les secteurs d'activités. Les taux de croissance négatifs ont été observés en 2012 (-0,8%) et 2020 (-1,2%). La baisse de 2012 s'explique par la crise sécuritaire et institutionnelle et celle de 2020 par l'effet combiné de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus et au boycott de la culture du coton par les paysans. Les secteurs primaire et secondaire ont été les plus affectés par ces crises contrairement au secteur tertiaire qui s'est relativement mieux comporté. En effet, les taux de croissance du primaire et du secondaire sont ressortis en 2020 à -4,3% et à -0,1%, respectivement.
17. Par ailleurs, en 2022, la croissance économique, qui était initialement prévue à 5,0%, est ressortie désormais à 3,7%, soit une perte de 1,3 point de pourcentage, en raison des sanctions économiques et financières prises par les institutions sous-régionales (UEMOA, CEDEAO), la crise sécuritaire et les conséquences des tensions géopolitiques.
18. Nonobstant, les conditions sociopolitique et sécuritaire difficiles que traverse le pays depuis plusieurs années, l'économie malienne s'avère résiliente comme en témoigne le taux de croissance de 5,1% attendu en 2024 contre 4,7% estimé en 2023. Toutefois, elle est très peu diversifiée et fortement exposée à certains aléas, notamment le changement climatique et la volatilité des prix des matières premières.

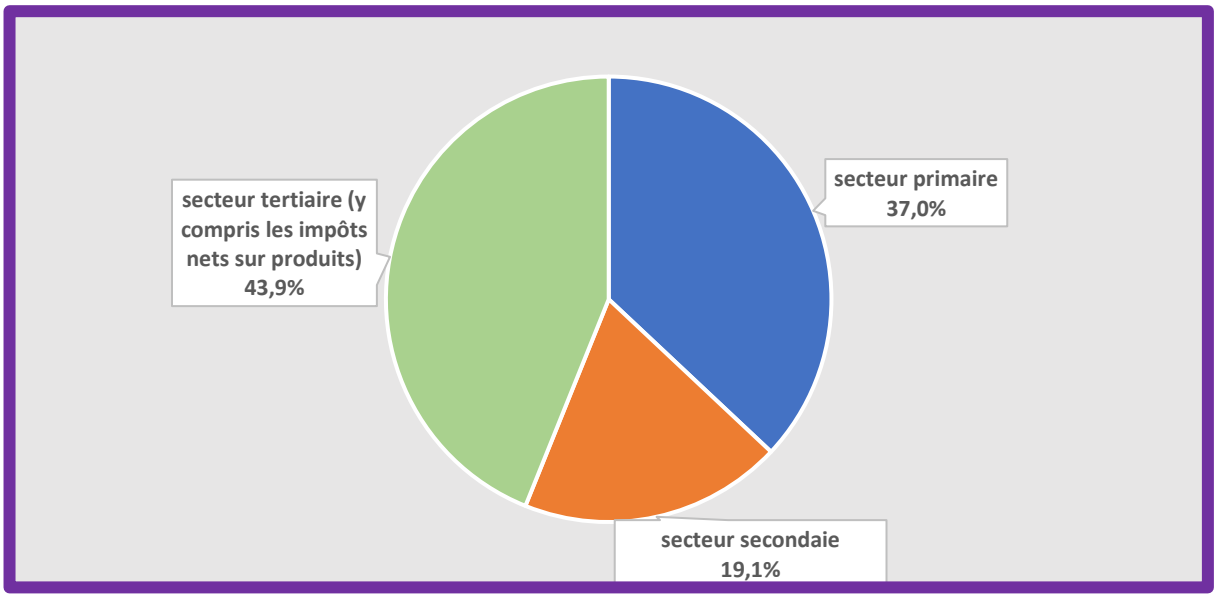
Figure 3: *Evolution du taux de croissance réel du PIB nominal 2012-2023*



Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, mai 2024

19. En outre, l'analyse de la figure 4 relative à la structure de l'économie, montre qu'au Mali, les secteurs primaire et tertiaire sont les principaux moteurs de la croissance économique. Ils représentent l'essentiel du PIB avec des poids respectifs estimés à 37,0% et 43,9%[3] (dont les impôts nets sur produits qui représentent 8,6%) en moyenne entre 2012-2023. Quant au secteur secondaire, il représente environ 19,1% de l'activité économique nationale. Ces secteurs ne réagissent pas de la même manière face aux différents risques.

Figure 4: *Evolution de la part des différents secteurs dans le PIB nominal, (moyenne 2012-2023)*



Source : CPM-MME-DNPD INSTAT, mai 2024

20. Le secteur primaire, très volatile, principalement lié aux activités agricoles et pastorales, est vulnérable aux aléas climatiques (sécheresses et inondations), mais il induit un impact direct limité sur les recettes budgétaires. Il peut cependant avoir un impact indirect sur les dépenses de l'Etat (dépenses d'intervention ou de secours aux populations). Cependant, il reste difficile à mesurer cet impact en le dissociant d'autres dépenses budgétaires récurrentes.

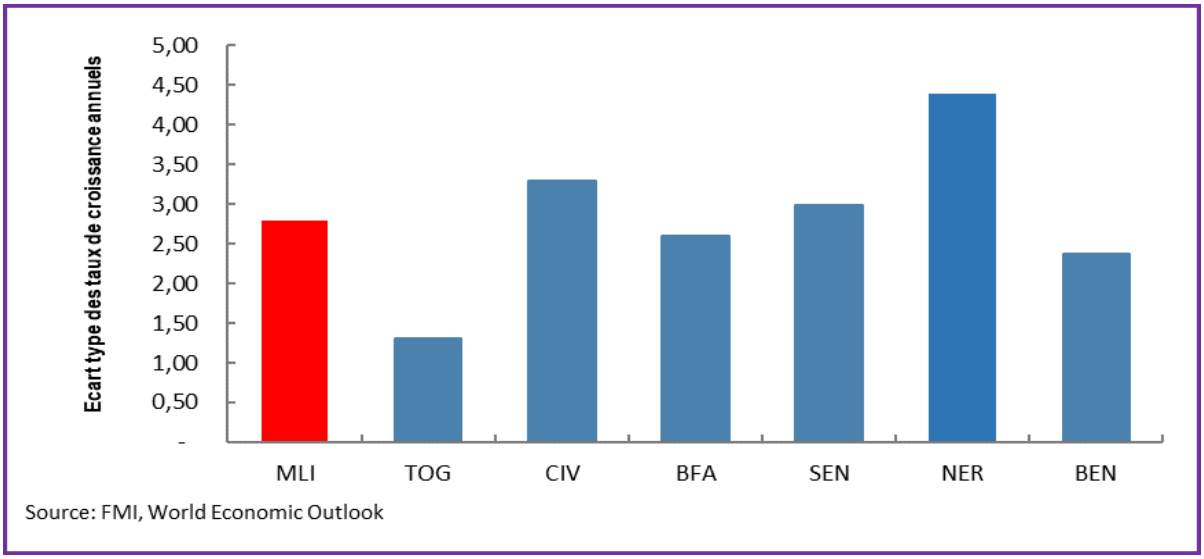
21. Les secteurs secondaire et tertiaire ont une volatilité presque comparable. Le secteur secondaire est généralement sensible aux variations exogènes des prix des matières premières et des taux de change. Quant secteur tertiaire, il est sensible aux aléas institutionnels endogènes.

22. Le Mali connaît une volatilité de la croissance relativement faible (2,8) comparée à certains pays de la sous-région comme le Niger, la Côte d'Ivoire, et le Sénégal qui sont respectivement à 4,40, 3,30 et

[3] **Le poids du secteur tertiaire hors impôts net sur les produits est de 35,3%**

2,99. Par contre, la volatilité de la croissance du PIB nominal au Mali se situe à un niveau nettement supérieur, comparé à celle du Togo (1,3), du Bénin (2,37) et du Burkina-Faso (2,60).

Figure 5: *Volatilité de la croissance du PIB nominal 2012-2023*



Source: *Annexes RSM 2023*

4.1.2 Canaux de transmission

23. Lorsque les chocs macroéconomiques se produisent, ils provoquent une baisse de croissance économique, cela entrainerait au niveau des finances publiques, non seulement une baisse des recettes budgétaires attendues, mais aussi une réduction des dépenses en général et particulièrement celles en capital.

24. En effet, les prévisions de recettes fiscales et non fiscales dépendent en grande partie du niveau de l'activité économique. Lorsque les fluctuations à la baisse sont enregistrées, en l'absence d'alternatives pour le Gouvernement, il faut s'attendre à un manque à gagner sur les recettes. La baisse des recettes budgétaires aura pour conséquence l'absence de financement pour certaines dépenses notamment d'investissement sachant que certaines dépenses courantes sont incompressibles (Salaires, pensions, bourses, etc.).

4.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

25. En moyenne, entre 2015 et 2023 (**tableau 1**), la mobilisation des recettes fiscales est inférieure aux prévisions d'environ un point de pourcentage du PIB. Il faut cependant remarquer que certaines données font référence aux prévisions révisées dans les lois de finances rectificatives qui, pour la plupart, intègrent déjà les effets des chocs intervenus en cours d'année. Si l'on considère les prévisions des lois de finances initiales, l'écart serait davantage plus grand.

Tableau 1 : *Evolution des recettes fiscales prévisions versus réalisations et les écarts en % du PIB ,2015-2023*

Année / Indicateurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2015-2023
Prévisions Recettes Fiscales en % du PIB	16,8	14,8	15,3	15,6	15,6	14,0	15,1	15,5	14,6	**15,3**
Réalisations Recettes Fiscales en % du PIB	14,0	14,9	15,2	11,9	14,8	14,3	15,3	13,9	14,7	**14,3**
Ecart en % PIB (- signifie manque à gagner)	**-2,8**	**0,1**	**-0,1**	**-3,7**	**-0,8**	**0,3**	**0,2**	**-1,6**	**0,1**	**-0,9**

Source : *DGB sur la base du TOFE, 2015-2023*

26. On note un dépassement sur les prévisions révisées en 2016, 2020 ,2021 et 2023. Cela dénote d'une part, d'un retournement favorable de la conjoncture économique, et d'autre part, de la non-prise en compte des prévisions initiales.

27. La non-réalisation des objectifs de recettes engendre une détérioration du solde budgétaire et donc un accroissement de la dette publique. Elle peut aussi avoir pour conséquence un gel de certaines catégories de dépenses et particulièrement les dépenses d'investissement de l'Etat.

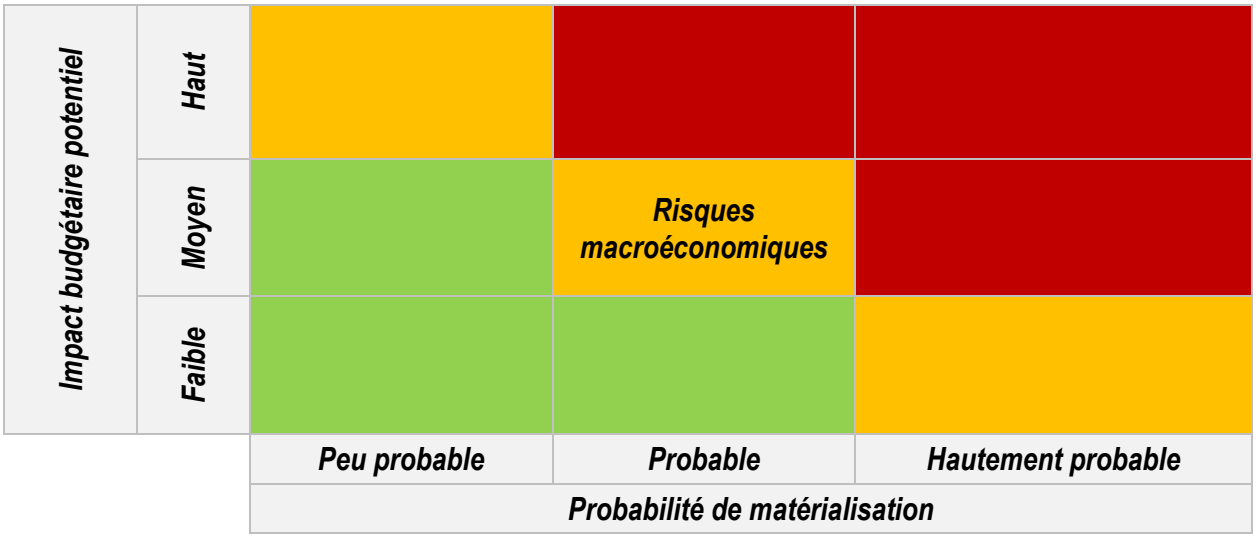
Tableau 2 : *Evolution des dépenses en capital de l'Etat, prévisions versus réalisations et les écarts (en % du PIB) entre 2015 et 2023*

Année / Indicateurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne. 2015-2023
Prévisions de dépenses en Capital en % PIB	9,8	9,3	9,9	9,4	8,9	8,7	8,1	6,3	4,4	**8,3**
Réalisations de dépenses en Capital en % PIB	7,3	8,9	8,8	6,5	6,5	6,1	5,9	4,0	3,6	**6,4**
Ecart en % PIB	**-2,5**	**-0,4**	**-1,1**	**-2,9**	**-2,4**	**-2,6**	**-2,2**	**-2,3**	**0,8**	**-1,7**

Source : *DGB sur la base du TOFE, 2015-2023*

28. Il ressort qu'en moyenne les dépenses en capital ont connu entre 2015 et 2023 un écart d'exécution de l'ordre de 1,7 points de pourcentage du PIB. Cette situation peut avoir des causes multiples liées entre autres aux méthodes de prévisions, aux procédures d'exécution des dépenses et aux conditions économiques nationales.

Figure 6: *Matrice impact-probabilité*



Source : *Travaux de l'équipe DGB sur la base de l'outil FRAT, Août 2024.*

29. Les risques macroéconomiques ont une probabilité de matérialisation moyenne et présentent un impact moyen sur les agrégats budgétaires. Cette appréciation se fonde essentiellement sur le fait que l'économie malienne est très peu diversifiée. Ce qui dénote en effet que l'économie malienne est vulnérable à des chocs macroéconomiques. Elle est aussi confrontée, depuis le début de l'année 2012, à une crise sécuritaire marquée par des attaques terroristes dans plusieurs localités du pays affectant gravement les finances publiques. À celle-ci s'ajoute la crise sanitaire de la COVID-19 apparue depuis 2020 et les sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA en 2022 ainsi que les conséquences de la crise en Ukraine et au Moyen-Orient.

4.1.4 Mesures d'atténuation.

30. Pour minimiser l'impact des fluctuations de croissance économique sur les finances publiques, les mesures d'atténuation que l'Etat devrait mettre en œuvre sont entre autres :

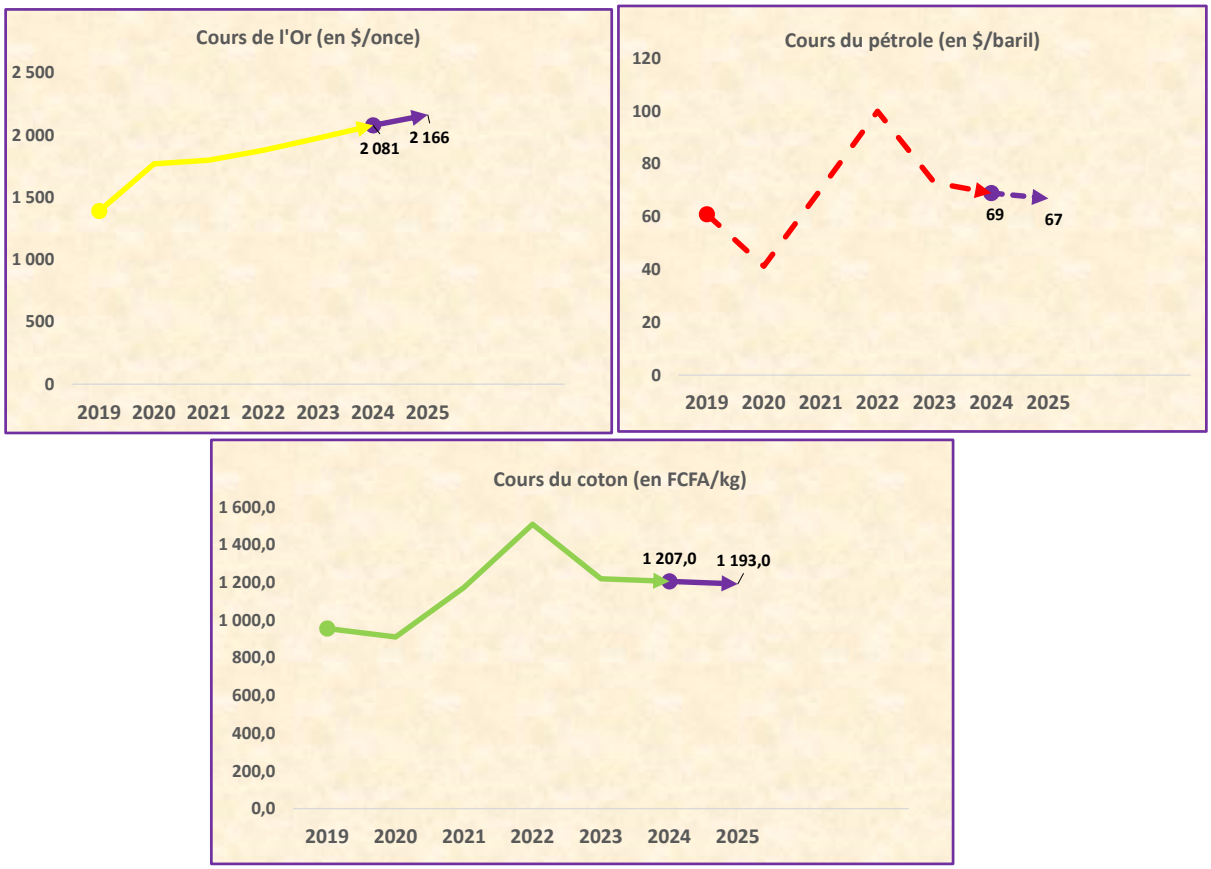
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes domaniales, fiscales et douanières ;
- la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques ;
- l'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures ;
- la diversification de l'économie à travers une politique de soutien aux secteurs de la transformation agro-industrielle afin de porter la contribution du sous-secteur industriel au moins au tiers du PIB.

4.2 Risques liés à la volatilité des prix des matières premières

4.2.1 Description

31. Les risques liés à la volatilité des prix des matières premières proviennent des incertitudes liées à l'évolution des cours mondiaux. Au Mali, les matières premières qui ont une incidence majeure sur les finances publiques sont l'or, le coton et les produits pétroliers.

Figure 7: *Evolution des cours de l'or, du Coton et du pétrole, 2019-2025*



Source : *MEF et projections des services du FMI, Avril 2024.*

32. Comme on peut l'observer sur la Figure 7, l'évolution des prix des matières premières n'est jamais stable dans le temps. On constate des fluctuations sur les différents graphiques. Elles sont très importantes au niveau des cours du pétrole (**tableau 3**). Ces fluctuations, lorsqu'elles ne sont pas contenues dans des proportions acceptables, peuvent altérer les recettes budgétaires de l'Etat.

Tableau 3 : *Volatilité des croissances des prix de quelques matières premières, 2019 et 2025*

Matières premières	Moyenne	Ecart-type
Pétrole	7,5%	40,5%
Or	8,0%	9,5%
Coton	5,2%	19,4%

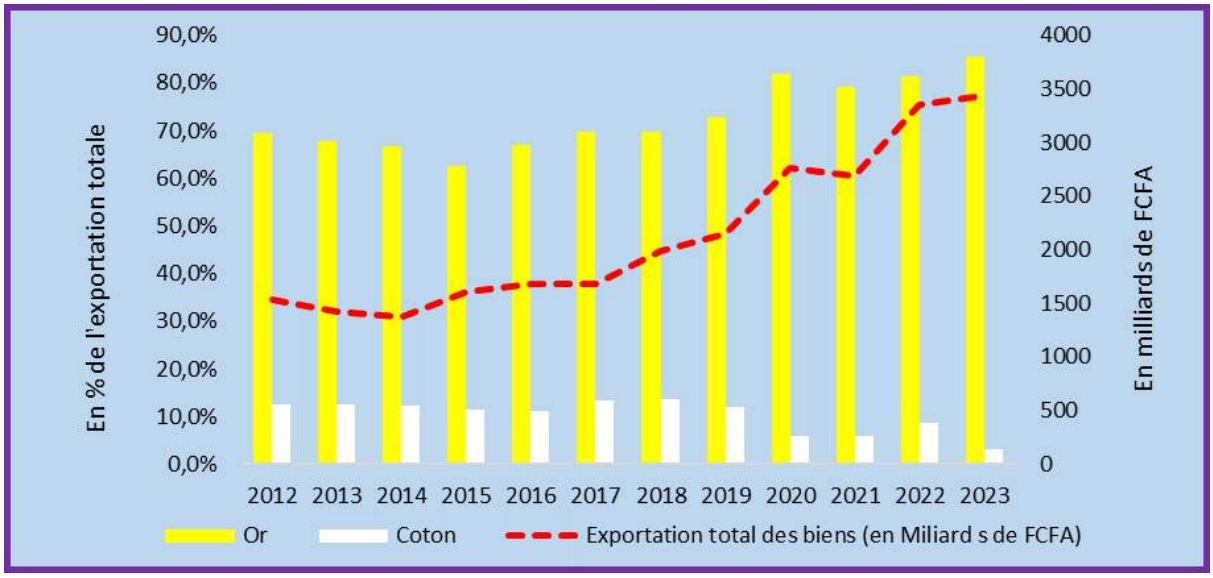
Source: *Calcul à partir des projections des services du FMI, Avril 2024.*

4.2.2 Canaux de transmission

33. Si les risques liés au cours de l'or, au coton ainsi qu'au pétrole affectent différemment les agrégats budgétaires, ils ont tous un impact direct sur le budget de l'Etat.

34. En effet, l'or demeure le principal produit d'exportation au Mali avec, en moyenne, 72,8% de la valeur des exportations sur les douze (12) dernières années. Le coton, quant à lui, se positionne à 10,5% en moyenne des recettes d'exportation sur la période 2012-2023 et peut souvent bénéficier de subvention de production de la part de l'Etat afin de soutenir les producteurs. Conjointement, l'or et le coton représentent en moyenne 83,0% de recettes d'exportations sur la même période. Cela dénote que les exportations du Mali ne sont pas diversifiées. Par conséquent, une baisse des prix mondiaux de ces deux produits pourrait être un facteur de détérioration des recettes budgétaires. De plus, en termes d'importation, les produits pétrolier et alimentaire représentent près de 50% des importations totales sur la période 2018-2023, dont environ 35,0% pour les produits pétroliers. Il ressort que les fluctuations des cours internationaux de ces produits affectent l'économie nationale et ont des conséquences sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires, notamment le taux d'inflation, la balance commerciale ainsi que sur les recettes pétrolières et les dépenses budgétaires.

Figure 8 : *Evolution de l'exportation de l'or, du Coton en % des exportations totales, 2012-2023*

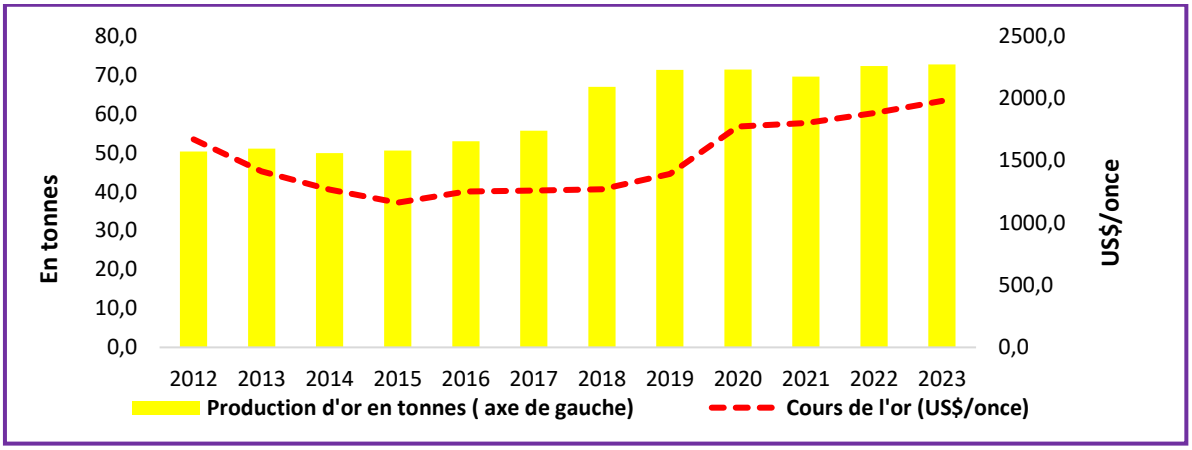


Source : *BCEAO*

4.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

35. La baisse de la production d'or et/ou de son cours a un impact élevé. Ces dix dernières années, la contribution de l'or au PIB du Mali a évolué en moyenne autour de 8,3%. L'or participe aux recettes budgétaires grâce aux dividendes perçus par l'Etat au titre de ses participations dans les sociétés minières et grâce aux divers impôts et taxes. Sur le plan économique, il convient d'ajouter toutes les ressources générées grâce aux investissements directs étrangers, aux activités connexes des mines et à l'orpaillage traditionnel.

Figure 9: *Evolution de la production et des cours de l'or entre 2012-2023*

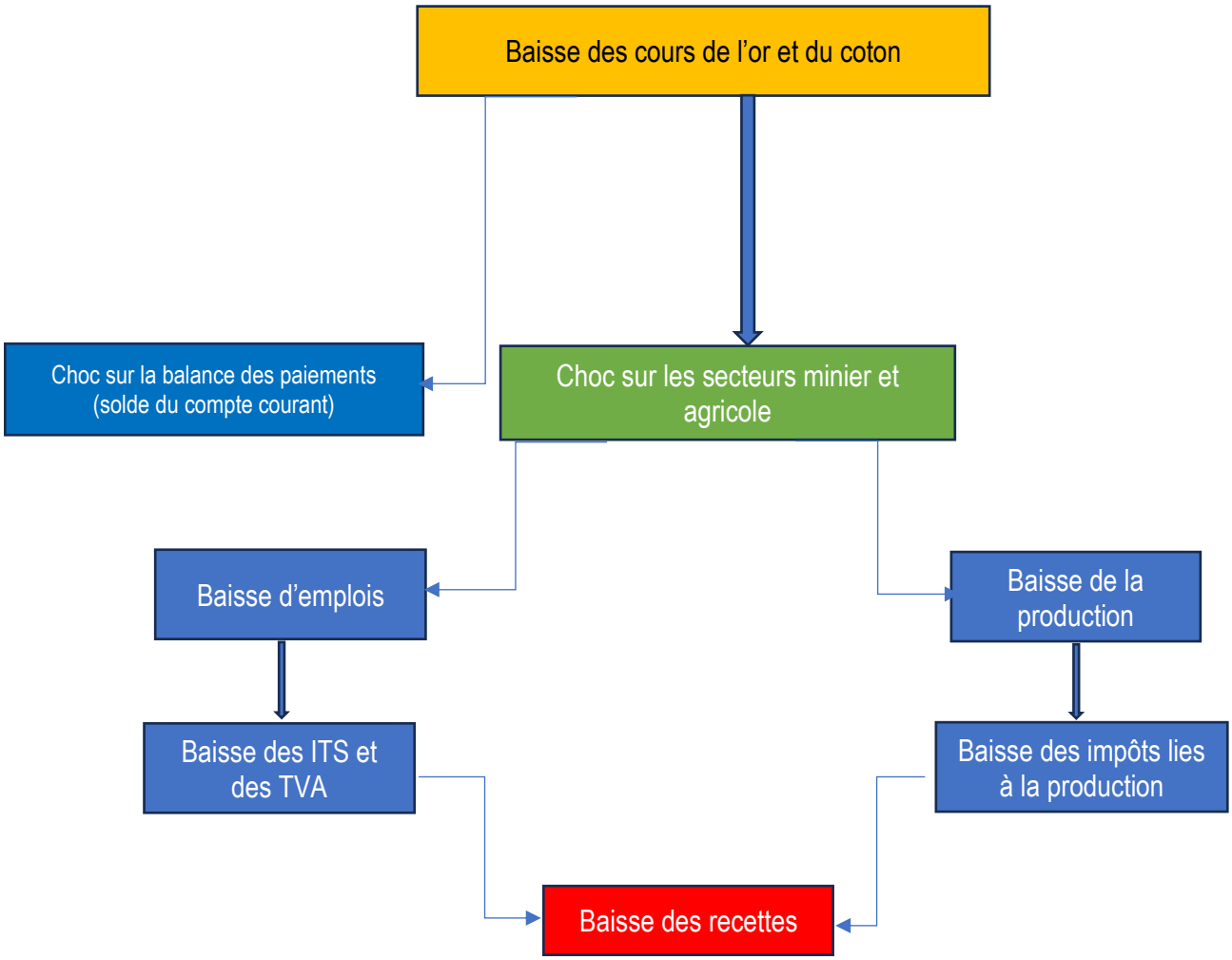


Source : *CPS/Mines, FMI, avril 2024*

36. En général, la production d'or connait une fluctuation relativement modérée (**Figure 9**), même si les prévisions souvent très optimistes sont rarement atteintes. Par contre, les fluctuations des cours et donc des recettes budgétaires tirées de l'or sont assez fortes.

37. Quant au coton, la fluctuation de son cours peut impacter sur les recettes et les dépenses publiques. En recettes, la baisse du cours peut entraîner une diminution des recettes publiques en général et celles d'exportation en particulier. En dépenses, la baisse du cours du coton peut exercer une pression sur les dépenses de transfert au titre des subventions prix du coton et de production afin de soutenir les producteurs.

Figure 10: Effets du choc de la baisse des cours de l'or et du coton sur les recettes publiques



38. En ce qui concerne les produits pétroliers, une hausse brutale des cours de ce produit occasionne des pertes de recettes pour l'Etat en raison d'un mécanisme d'ajustement des taxes en vue de contenir les prix à la pompe. Selon le rapport d'assistance du FMI en 2018 sur les risques budgétaires, une hausse de 30 USD (+57% du prix moyen annuel 2018) du prix des

hydrocarbures, qu'elle soit due à l'appréciation du cours du Brent et/ou du dollar correspond à l'écart-type mesuré ces dix dernières années et le risque qu'elle se matérialise est de l'ordre de 30%.

39. Selon la même source, une telle hausse aurait un triple impact négatif sur le budget de l'Etat pouvant atteindre 1,1% du PIB. Les trois impacts directs sont : i) une baisse des recettes fiscales due à l'ajustement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) flottante, en vue d'amortir la répercussion sur les prix à la pompe ; (ii) une aggravation du déséquilibre de la société d'Etat EDM-SA par le surenchérissement de ses coûts de production avec le risque d'une subvention supplémentaire de l'Etat ; (iii) une augmentation des dépenses de consommation de l'Etat.

4.2.4 Mesures d'atténuation

40. Afin de minimiser l'impact négatif des fluctuations des cours mondiaux sur les finances publiques, le Mali devrait poursuivre et accélérer les réformes déjà en cours. Il s'agit entre autres de :

- ***favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie***. Le Mali est un pays agropastoral, mais la plupart des produits agricoles sont insuffisamment transformés et valorisés sur place. Ce qui explique la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis de l'extérieur. Le coton, qui constitue le deuxième produit pourvoyeur de devises pour le pays est transformé localement à moins de 3%.
- ***sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe*** tout en veillant à réutiliser les recettes dégagées pour le soutien aux populations vulnérables ;
- ***constituer un fonds sur les recettes aurifères*** en vue d'amortir les chocs et organiser la chaine de valeur en aval et le contenu local tout en formalisant progressivement l'activité d'orpaillage ;
- ***poursuivre la diversification des sources de production d'électricité*** en favorisant les investissements vers les énergies renouvelables.

4.3 Risques liés aux catastrophes naturelles

4.3.1 Description

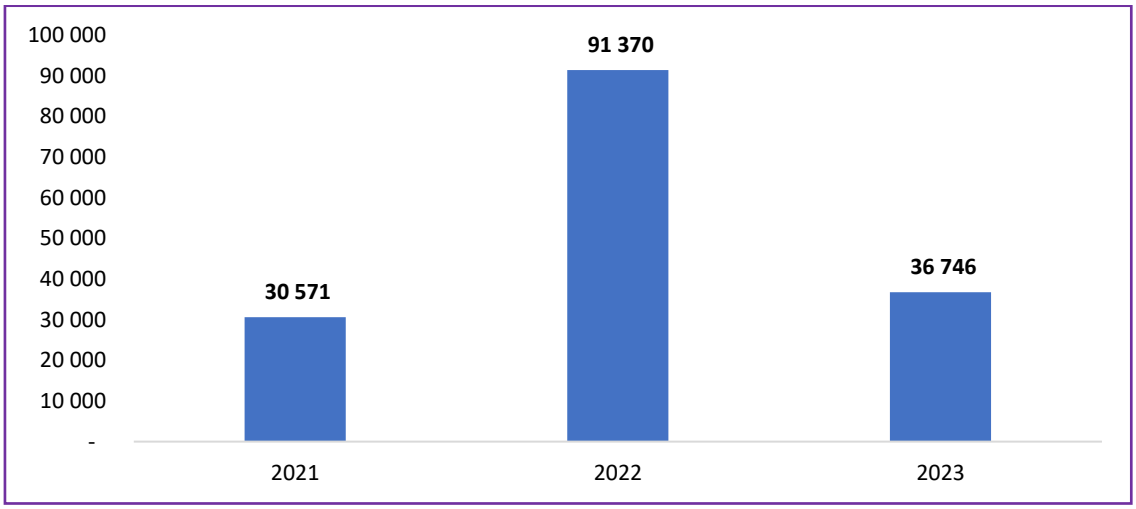
41. Les catastrophes naturelles sont des phénomènes naturels dévastateurs qui entrainent des conséquences dramatiques (victimes humaines ou animales, dégâts matériels), comme les tremblements de terre, les inondations, les sécheresses, les invasions acridiennes, les cas d'épidémie ou de pandémie. Ces catastrophes naturelles, peuvent avoir des répercussions sur

certains agrégats macroéconomiques et budgétaires notamment, le PIB, la balance des paiements, l'inflation, les recettes et les dépenses. Elles induisent une déviation par rapport aux prévisions macroéconomiques.

42. Les principaux risques auxquels le Mali est confronté sont la sécheresse, les inondations et le risque acridien.

43. Quant aux inondations, elles sont généralement dues au débordement et aux crues des fleuves et cours d'eau, à la défaillance des systèmes de drainage des eaux pluviales mais aussi à l'occupation des servitudes et lits des cours d'eaux par les populations. Les dégâts sur les personnes, les biens et l'environnement sont parfois très importants (pertes en vie humaine, destruction des infrastructures et des cultures, ravage des concessions, destructions des denrées alimentaires et du cheptel, etc.).

Figure 11: : *Evolution du nombre de personnes décédées, disparues ou directement touchées lors de catastrophes (inondations) 2021-2023*



Source *: DGPC, rapport 2023 de mise en œuvre du CREDD 2019-2023.*

44. Par ailleurs, sur la base du communiqué du Conseil des Ministres qui s'est tenu en session extraordinaire, le vendredi 23 août 2024, le Mali a enregistré ,122 cas d'inondations dans 17 régions et le District de Bamako avec 29 cas, à la date du 22 août 2024. Ces inondations ont touché 7 077 ménages, soit 47 374 personnes sinistrées dont 14 451 hommes, 13 576 femmes et 19 347 enfants.

45. La région de Gao est la plus touchée avec 1 570 ménages affectés pour un total de 9 936 personnes sinistrées, suivie du District de Bamako avec 563 ménages touchés, soit de 4 639 personnes sinistrées et 05 cas de pertes en vies humaines ainsi que 84 blessés.

46. En termes de pertes de vies humaines et de blessés, on note 30 décès dont 12 à Ségou, 06 à Gao, 05 à Bamako, 03 à Koutiala, 01 à Koulikoro, 01 à Kayes, 01 à San et 01 à Kita et un total de 104 blessés.

47. Ainsi, suite à cette catastrophe naturelle, le Gouvernement a déclaré l'état de catastrophe nationale sur l'ensemble du territoire national en République du Mali, suivant le Décret n°2024-0485/PM-RM du 23 août 2024 déclarant l'état de catastrophe national.

48. Pour faire face aux conséquences de ces inondations, quatre (04) milliards de FCFA seront mobilisés pour renforcer le stock national de sécurité alimentaire et apporter l'assistance nécessaire aux ménages touchés.

4.3.2 Canaux de transmission

49. La survenance des catastrophes naturelles peut affecter directement le secteur agricole qui représente environ plus d'un tiers du PIB en 2020 et 2022. Elle se traduit notamment par des pertes de récoltes et une diminution des capacités productives, qui ont elles-mêmes pour conséquence la hausse des prix des denrées et la précarité alimentaire des populations touchées.

4.3.3 Impact sur les agrégats budgétaires

50. La survenance des risques relatifs aux catastrophes naturelles peut avoir des effets négatifs ponctuels ou persistants sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires. Leur réalisation affecte principalement les dépenses et recettes publiques ainsi que la valeur des actifs/passifs de l'Etat.

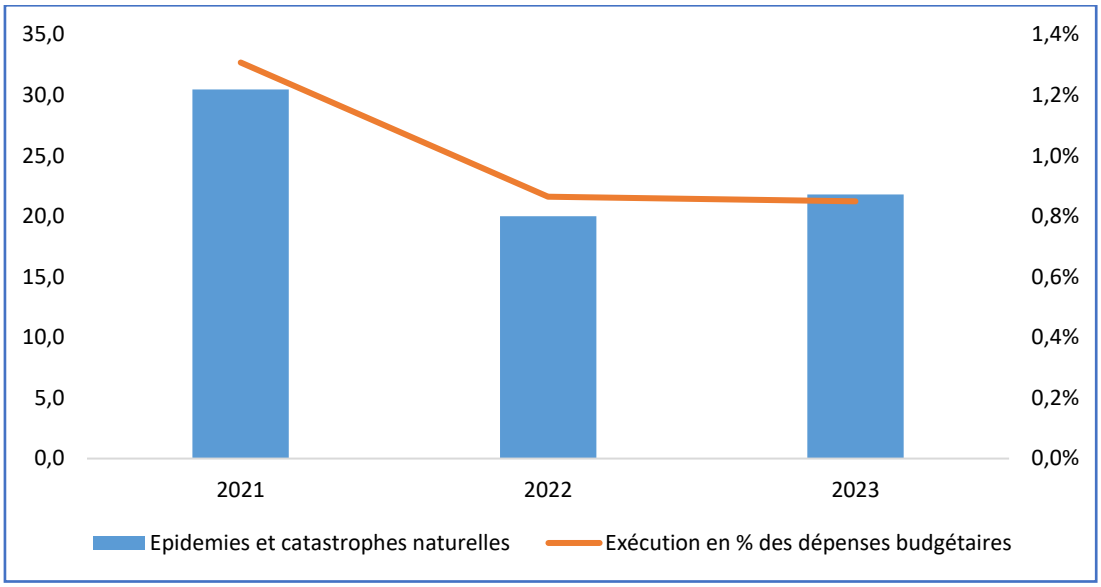
51. L'impact budgétaire est à la fois direct (coût de la réponse d'urgence et de l'aide humanitaire, reconstitution des stocks de sécurité alimentaire, hausse des prix des produits alimentaires, susceptible d'induire des transferts et subventions avec un impact négatif sur les équilibres et les priorités budgétaires de l'Etat) et indirect (ralentissement de l'activité économique, accentuation de la pauvreté et fragilisation du cadre macroéconomique).

Tableau 4 : *Situation d'exécution des dépenses budgétaires de riposte aux épidémies et catastrophes naturelles en millions de FCFA, 2021-2023*

Dépenses / Année	2021		2022		2023	
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution
Ripostes aux épidémies et catastrophes naturelles	25 000	30 458,8	20 000	21 793,4	20 000	15 793,5

Source : *DGB, rapports d'exécution du budget 2023*

Figure 12: *Evolution des dépenses relatives aux épidémies et catastrophes naturelles (en milliards de FCFA), 2021-2023 et en % des dépenses budgétaires*



Source : *DGB, Août 2024*

4.3.4 Mesures d'atténuation

52. Pour faire face aux catastrophes naturelles, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à atténuer leur impact sur le budget. Il s'agit notamment de :

- la souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse ;
- la provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles ;
- la mise en place d'un fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE) ;
- l'adoption d'un décret (2016-0974/P-RM) portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes ;
- l'adoption d'un décret (2017- 0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes ;
- l'activation d'un Centre de Coordination et de Gestion des crises par la Décision n°2024-000435/MSPC-SG du 30 mai 2024 pour la période allant du 1er juin au 30 octobre 2024 ;
- l'adoption d'un plan de secours comportant des mesures entre autres :

- la poursuite de la sensibilisation sur les risques d'inondation ;
- l'interdiction formelle d'attribution de parcelles à usage d'habitation dans les zones inondables ;
- le curage des collecteurs, des caniveaux et des jonctions des voies d'écoulement d'eau ;
- le recensement des constructions obstruant les voies d'écoulement d'eau en vue de leur libération ;
- la relecture des textes du Comité interministériel de gestion des crises et catastrophes.

V. ANALYSES DES RISQUES SPECIFIQUES

53. Les risques budgétaires spécifiques incluent les risques liés aux actions légales contre l'Etat , aux entreprises publiques, aux projets PPP, au secteur financier, aux passifs et actifs de l'Etat.

54. Le présent rapport analyse les risques liés aux actions légales contre l'Etat et ceux liés aux entreprises publiques.

5.1 Risques liés aux actions légales contre l'Etat

5.1.1 Description

55. Les actions légales contre l'État concernent divers dédommagements assurés par celui-ci suite aux plaintes à son encontre. Ces condamnations issues des règlements de litiges peuvent accroître les dépenses et passifs du Gouvernement. Ces actions peuvent être source de risque budgétaire au cas où l'État serait amené à verser des montants importants et imprévus. Ces affaires portent généralement sur des questions : administrative, foncière, commerciale ou pénale.

56. En effet, la loi de finances de l'année prévoit dans le cadre des charges communes (provisions pour imprévus), une ligne budgétaire pour les condamnations issues des règlements de litige contre l'Etat (grosses de justice). Cette ligne peut s'épuiser, nécessitant des abondements supplémentaires en cours d'années et conduisant à des écarts avec les prévisions budgétaires. Les grosses de justice peuvent résulter de plusieurs types de litiges : droit du travail, réalisations d'infrastructures publiques, violations des droits de l'homme, litiges environnementaux, etc.

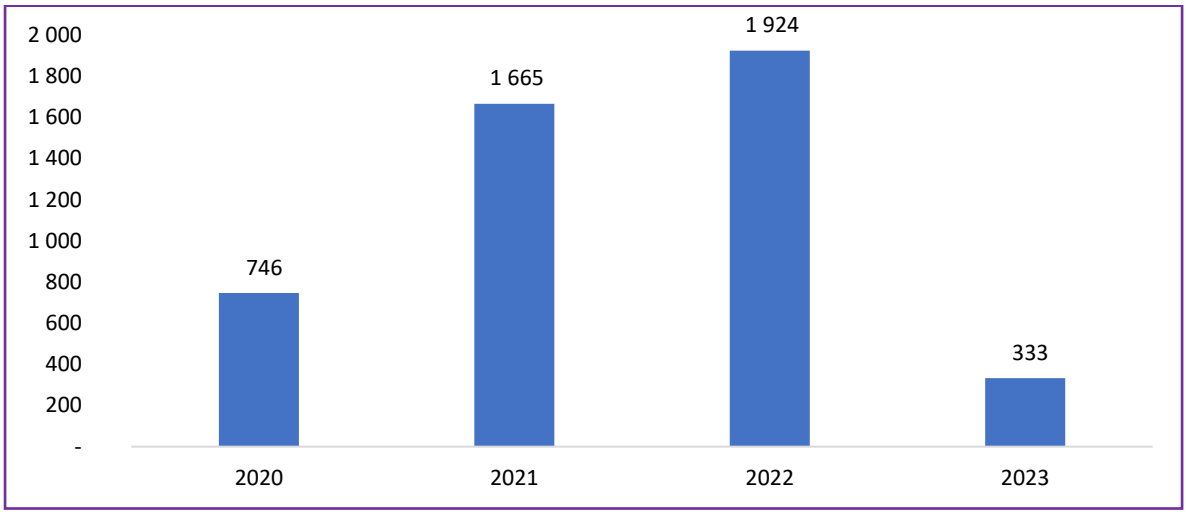
5.1.2 Canaux de transmission

57. La prise en charge des grosses de justice constitue des engagements implicites de l'Etat. Les coûts afférents ne sont identifiés qu'une fois qu'ils se sont matérialisés.

58. Compte tenu de ce risque et pour atténuer la charge financière de l'Etat, concernant la prise en charge desdites grosses, il est prévu un règlement transactionnel, avec l'application de la décote au montant de la condamnation, sur la base de protocoles d'accord, qui après la signature de

toutes les parties, sont homologués par les tribunaux compétents pour être proposés au paiement sur le budget de l'Etat. La Figure 13 ci-dessous donne l'évolution des mandats émis dans le cadre de l'exécution des décisions de justice, sur la période 2020-2023.

Figure 13: *Evolution des paiements au titre des grosses de justice contre l'Etat en millions de FCFA de 2021 à 2023*



Source *: DGB, août 2024*

5.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

59. La survenance de risques budgétaires, liés à d'éventuelles revendications juridiques contre l'Etat, peuvent impacter certains agrégats budgétaires, qui peuvent avoir comme conséquences :

- l'augmentation des dépenses ;
- la détérioration du solde budgétaire ;
- l'accroissement de l'encours de la dette.

5.1.4 Mesures d'atténuation

60. Pour atténuer la survenance des risques liés aux actions juridiques contre l'Etat, il s'avère nécessaire de prendre certaines mesures, notamment en termes de :

- l'application effective et rigoureuse des textes législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique ;
- le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État.

5.2 Risques liés aux entreprises publiques et aux organismes de sécurité sociale

5.2.1 Entreprises publiques

5.2.1.1 Description

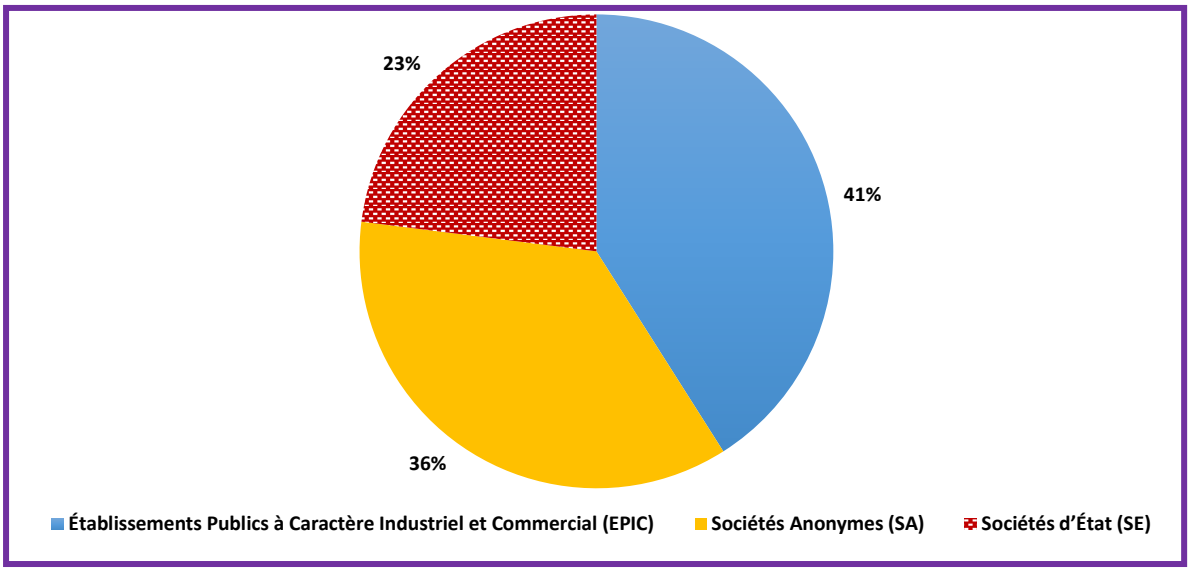
61. Les entreprises publiques sont des types d'entreprises sur lesquelles l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. Elles sont régies au Mali, par :

- la Loi n°91-057/AN-RM du 20 mars 1991 portant statut général des sociétés d'Etat ;
- l'Ordonnance n°91-014/P-CTSP du 18 mai 1991, modifiée, fixant les principes fondamentaux de l'organisation et de fonctionnement des Etablissements publics à caractère industriel et commercial et des Sociétés d'Etat ;
- l'Acte uniforme révisé de l' OHADA du 30 janvier 2014,relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;
- la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création de l'organisation et du contrôle des services publics.

62. Le portefeuille des entreprises publiques du Mali, à la date du 31 décembre 2023, est composé de vingt-deux (22) sociétés d'Etat dont neuf (09) Etablissements Publics à Caractère Industriel et commercial (EPIC), huit (08) Sociétés d'Etat et cinq (05) Sociétés Anonymes.

63. L'analyse des risques budgétaires liés à ces entreprises publiques est effectuée sur la base des états financiers certifiés des exercices 2021, 2022 et 2023. Le périmètre retenu est de six (06) entreprises : EDM-SA, CMDT-SA, ACI-SA, SOMAGEP-SA, COMANAV-SE et SOPAFER-SE.

Figure 14: *Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2023*



Source : *DGABE, 2023 ; nos calculs*

5.2.1.2 Canaux de transmission

64. La diversité des liens financiers entre l'Etat et les entreprises publiques est de nature à créer des risques non négligeables pour le budget de l'Etat et la dette publique.

65. Les risques liés aux entreprises publiques peuvent affecter le budget de l'Etat de différentes manières. Ces risques peuvent avoir comme sources principales : les dettes des entreprises publiques garanties (explicitement ou implicitement) ou prêtées par l'Etat, la volatilité des flux perçus par l'Etat (dividendes et impôts et taxes) ; l'augmentation des transferts de l'Etat (subventions récurrentes ou dotations d'investissement).

66. De nos jours, les risques liés aux entreprises publiques sont insuffisamment suivis et leur degré de criticité est mal connu par les autorités budgétaires. La Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), qui est le service technique compétent en la matière, manque d'effectifs et d'outils nécessaires à l'analyse des risques liés aux Entreprises Publiques (EP).

67. La matérialité de ces risques est ainsi difficile à apprécier et certaines entreprises peuvent de ce fait connaitre des difficultés financières qui fragiliseraient l'Etat (arriérés d'impôts, soutien accru de l'Etat) en plus des implications sur le reste de l'Economie (accumulation des dettes fournisseurs, impayés du système bancaire, etc.).

68. Par ailleurs, à plusieurs reprises au cours des dernières années, le Gouvernement a fait le choix de transférer des actifs ou de convertir ses créances afin d'aider des entreprises publiques en difficulté.

Tableau 5 : *Situation des subventions accordées par l'Etat à certaines entreprises publiques entre 2020 et 2023, montant en millions FCFA*

Année / Entreprises	2020		2021		2022		2023	
	Prévision	**Exécution**	**Prévision**	**Exécution**	**Prévision**	**Exécution**	**Prévision**	**Exécution**
EDM-SA	*30 000*	*53 000*	*30 000*	*63 317,5*	*30 000*	*125 192,6*	*30 000*	*45 000*
SOMAGEP- SA	*0*	*16 000*	*0*	*4 725*	*1 000*	*1 000*	*0*	*0*
CMDT-SA	*12 000*	*99 000*	*12 000*	*14 867*	*40 000*	*20 000*	*30 000*	*30 000*
COMATEX SA[4]	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 716,7*	*1 716,7*	*762*	*762*
TOTAL	***42 000***	***168 000***	***42 000***	***82 909,5***	***72 716,7***	***147 909,3***	***60 762***	***75 762***

Source : *DGB, Août 2024.*

69. S'agissant de l'EDM-SA, cette entreprise bénéficie d'une subvention inscrite dans le budget d'Etat dont le montant varie d'une année à l'autre. Outre cette prévision, des subventions

[4] Bien que la COMATEX ne fait pas partie des six entreprises publiques étudiées dans le présent document, il est important de suivre sa situation financière en prévision et en exécution car elle bénéficie des subventions de l'Etat.

complémentaires sont parfois accordées en cours d'exécution, ce qui fait la différence entre la prévision et l'exécution comme indiqué dans le tableau ci-dessus. Ainsi, pour une prévision de 30 milliards de FCFA au titre de l'exercice budgétaire 2023, un montant de 45 milliards FCFA a été exécuté.

70. Concernant la SOMAGEP-SA, les montants accordés en 2020, 2021 et 2022 correspondent à la subvention pour la prise en charge des nouveaux centres. L'on note que la SOMAGEP-SA n'a pas bénéficié de subventions en 2023.

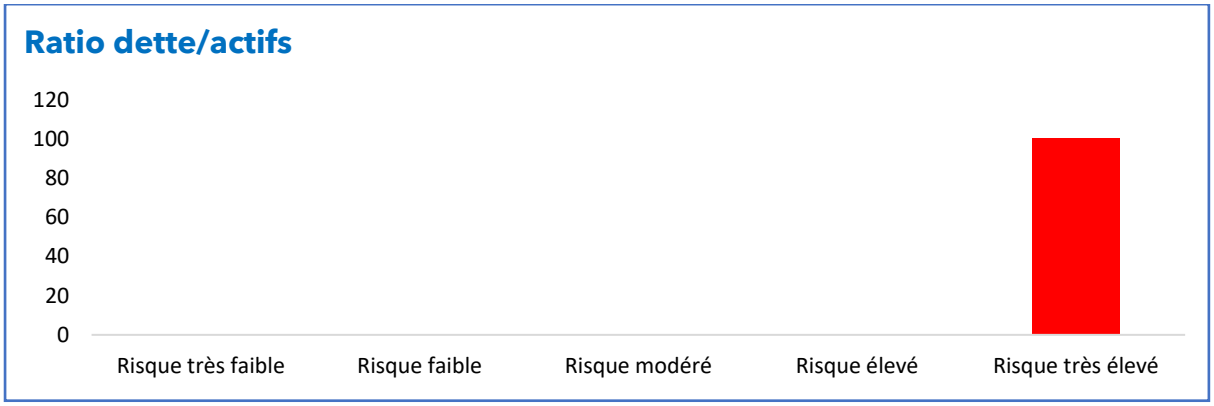
71. Par rapport à la CMDT-SA, la subvention concerne essentiellement les intrants agricoles, elle n'a pas d'inscription budgétaire spécifique et sa part dans la subvention globale en intrant varie d'une année à l'autre. En 2023, pour une prévision de 30 milliards de FCFA, la subvention en intrants agricoles a été exécutée à hauteur de 20 milliards de FCFA.

72. Enfin, s'agissant de la COMATEX-SA, sa subvention pour l'année 2023 concerne la prise en charge de la décote de l'approvisionnement en coton-fibre dans le cadre du contrat de performance et le rappel de salaire du personnel, exécuté à hauteur de 762 millions de FCFA.

5.2.1.3 Canaux de transmission

73. Afin d'analyser l'impact des risques liés aux entreprises publiques sur les finances publiques, nous avons exploité les états financiers des six entreprises publiques citées plus haut sur la période 2021-2023 à travers l'outil « Bilan de santé des entreprises publiques, SOE Health Check Tool ».

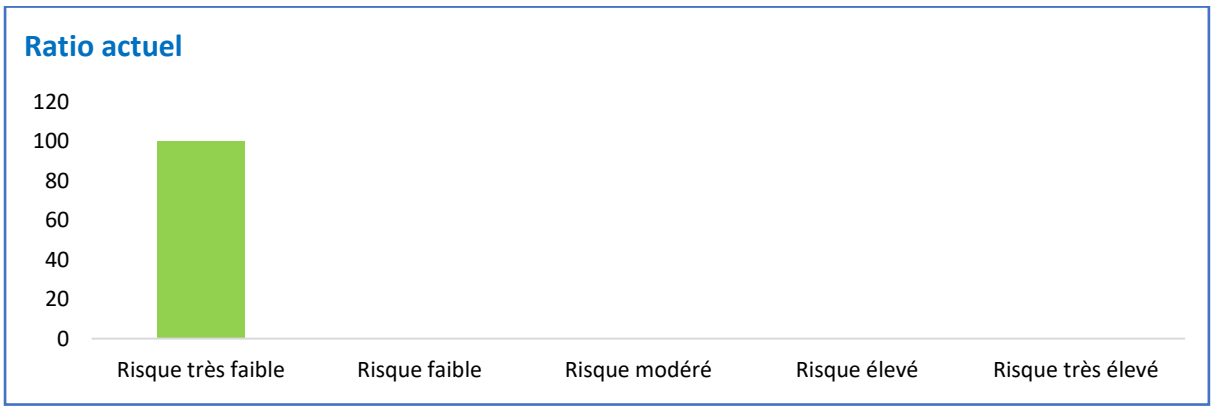
Figure 15: *Evaluation du risque de solvabilité (Ratio dette sur actif des entreprises étudiées)*



Source : *DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2024.*

74. Il ressort des résultats des travaux que les entreprises étudiées présentent globalement un risque de solvabilité jugé très élevé. En effet, la solvabilité mesurée par le ratio de la dette sur actif des entreprises permet d'évaluer la solvabilité de l'entreprise et l'importance de la charge de la dette sur l'entité. Le financement par l'emprunt étant plus rentable, la plupart des entreprises maintiennent un certain niveau d'endettement ; mais un ratio élevé indique une plus grande dépendance au financement par l'emprunt et une moindre flexibilité financière.

Figure 16: *Evaluation du risque de liquidité (Ratio actuel)*



Source : DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2024**.**

75. S'agissant de la liquidité, les analyses montrent plutôt une certaine solidité des entreprises de façon globale, le risque de liquidité étant jugé très faible en se fondant sur les ratios actuels. Ce ratio est censé mesurer la capacité d'une entreprise publique à faire face à ses passifs à court terme (ceux qui arrivent à échéance dans les 12 mois) en liquidant ses actifs. Un ratio élevé indique que l'entreprise est en mesure de résister aux chocs et de faire face à ses passifs courants.

76. L'Etat est exposé à des passifs éventuels qui peuvent se manifester selon différents canaux à la fois explicites et implicites.

77. Au-delà des risques explicites, l'État pourrait faire face à des aléas budgétaires implicites sans base contractuelle. Il pourrait ainsi se trouver contraint, par la pression morale ou politique, d'assumer les charges consécutives à la défaillance financière d'une entreprise publique donnée. Il peut exister en outre des lettres de confort, qui viennent augmenter le montant des engagements implicites. Le tableau suivant récapitule la situation globale des risques des entreprises étudiées en 2024.

Tableau 6 : *Notation globale des risques des six entreprises publiques sur la base des états financiers 2021, 2022 et 2023*

Ratios / Entreprises	Rentabilité		Liquidité	Solvabilité		Notation globale
	Rentabilité des actifs	Recouvrement des couts	Liquidité	Dette/actifs	Dette/résultat d'exploitation	
EDM	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque très élevé
CMDT	Risque très faible	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque modéré
SOMAGEP	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
ACI	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
SOPAFER	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé
COMANAV	Risque très élevé	Risque très faible	Risque très faible	Risque très élevé	Risque très élevé	Risque élevé

Source : DGB, Outil SOE Health Check Tool, Août 2024.

5.2.1.4 Mesures d'atténuation.

78. Les entreprises publiques au Mali occupent une place importante dans l'économie du pays. Le coton qui constitue le deuxième produit d'exportation est géré en grande partie par une entreprise publique. Les secteurs de l'eau, de l'électricité, des transports et plusieurs autres secteurs sont caractérisés par la présence d'entreprises publiques.

79. Malgré tout, force est de constater que l'Etat ne dispose pas encore d'une stratégie de portefeuille, d'une vision consolidée et exhaustive de la situation financière des entreprises publiques. Afin de mieux cerner et mitiger les risques budgétaires liés à ces entreprises, il est important de :

- **améliorer le suivi du portefeuille des entreprises publiques à travers** : (i) l'établissement d'une liste exhaustive des entreprises et des sociétés publiques et (ii) le développement d'une stratégie actionnariale ou stratégie de portefeuille ;

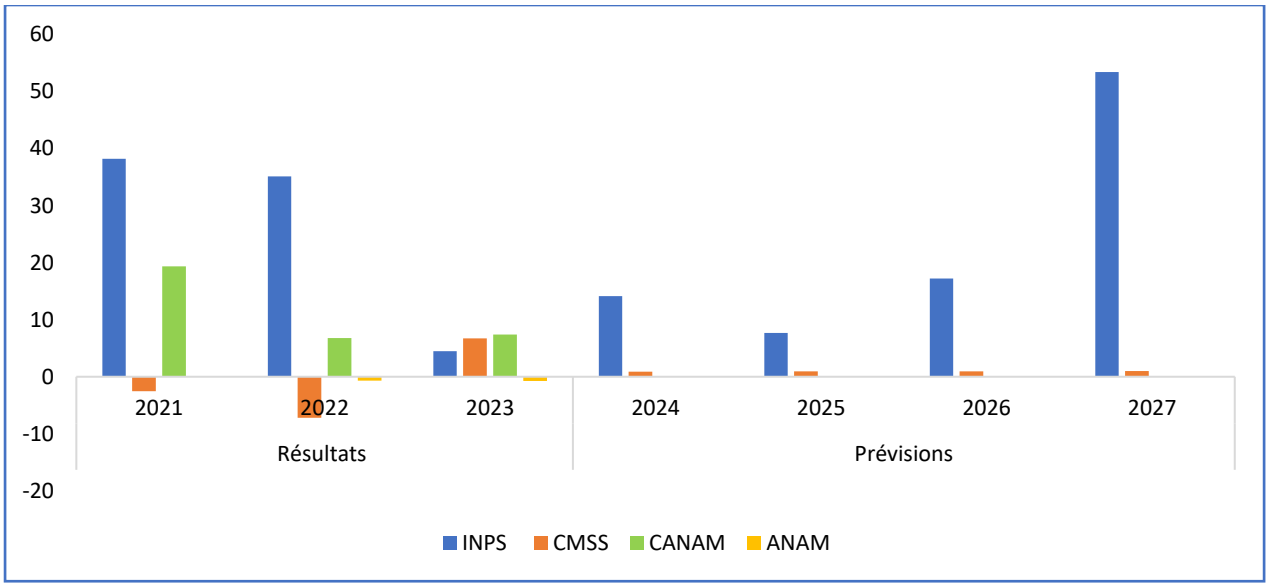
- **poursuivre la restructuration des entreprises en difficulté en particulier l'EDM-SA et la diversification de ses moyens de production ;**
- instaurer un mécanisme de comptabilisation et de suivi des garanties explicites et implicites.

5.2.2 Organismes de sécurité sociale

5.2.2.1 Description

80. La Sécurité Sociale au Mali est gérée par quatre organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961, reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996 ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), créée par la Loi n°10-029 du 12 juillet 2010 ; (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), créée par la Loi n°09-016 du 26 juin 2010, modifiée et (iv) l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM), créée par la Loi n°09-031 du 27 juillet 2009. L'INPS et la CMSS sont chargés de gérer les pensions de retraite du secteur privé et du secteur public respectivement.

Figure 17: *Evolution des résultats des organismes de Sécurité Sociale de 2021-2023 et les projections de 2024-2027 (en milliards de FCFA)*



Source : DPBEP 2025-2027

81. L'analyse du graphique montre que, sur la période 2021-2023, l'INPS a dégagé en moyenne un excédent de 25,9 milliards de FCFA. Sur la période 2024-2027, les résultats devraient se situer en moyenne à 23,1 milliards de FCFA. Toutefois, la situation financière de sa branche

« Vieillesse-Invalidité-Décès » demeure structurellement déficitaire (-9,7 milliards en moyenne entre 2021 et 2023) et continuerait à enregistrer des déficits sur la période 2024-2027, soit une moyenne de 21,3 milliards de FCFA. Bien que cette branche soit déficitaire, la situation financière de l'INPS ne révèle pas de risques budgétaires majeurs dans son ensemble.

82. Après avoir enregistré des résultats négatifs entre 2020 et 2022, la CMSS a renoué avec un résultat positif en 2023 avec 6,7 milliards de FCFA. Sur la période 2024-2027, il est prévu un résultat moyen de + 0,9 milliard de FCFA.

83. S'agissant de la CANAM, les résultats financiers ont enregistré une baisse drastique de 65,1% entre 2021 et 2022 en raison de l'augmentation incontrôlée des charges techniques. Cette augmentation s'explique en partie par la hausse des dépenses de l'assurance maladie due à la fraude aux prestations.

5.2.2.2 Canaux de transmission

84. Ces organismes de Sécurité Sociale étant des établissements publics à caractère administratif, leurs difficultés financières présentes et futures auront des conséquences sur les finances publiques, car, au Mali, l'Etat est le garant du système des pensions de retraite.

5.2.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

85. La survenance des risques relatifs aux organismes de Sécurité Sociale, affecte les dépenses publiques de l'Etat. En cas de dysfonctionnement du système de retraite par exemple, l'Etat est amené à assurer la couverture, car la pension des retraités est l'une des conditions de la stabilité sociale et constitue ainsi une priorité du Gouvernement. Cette intervention de l'Etat augmenterait les dépenses publiques qui pourraient créer une déviation par rapport aux prévisions initiales.

5.2.2.4 Mesures d'atténuation

86. Pour faire face aux risques relatifs aux organismes de Sécurité Sociale, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à atténuer leur impact sur le budget.

Au niveau de la CANAM

- la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ;
- la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;
- la réalisation de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des

prescripteurs.

Au niveau de la CMSS :

la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation au niveau des collectivités ;
- l'amélioration des mécanismes de recouvrement des cotisations au niveau des collectivités ;
- le contrôle physique biométrique des retraités

VI. ANALYSE DES RISQUES INSTITUTIONNELS

87. Les faiblesses dans la gouvernance et les capacités institutionnelles peuvent exacerber les risques budgétaires et en créer de nouveaux. Une faible capacité de formulation des politiques et de gouvernance, y compris en matière de décentralisation budgétaire, peut entrainer des écarts budgétaires importants même en l'absence de chocs exogènes. De même, les crises sécuritaires, y compris les soulèvements sociaux à la suite de processus électoraux constituent de potentiels risques institutionnels.

88. Le présent rapport se focalise sur le cas de la décentralisation et de la crise sécuritaire qui secoue le pays depuis plus de 10 ans.

6.1 Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation

6.1.1 Description

89. La relance du processus de décentralisation, en réponse à la crise du septentrion du pays et aux besoins de développement économique et social du pays, s'inscrit depuis 2015 dans un schéma ambitieux de régionalisation, s'accompagnant d'un objectif de transfert aux collectivités territoriales d'un tiers des ressources budgétaires de l'Etat.

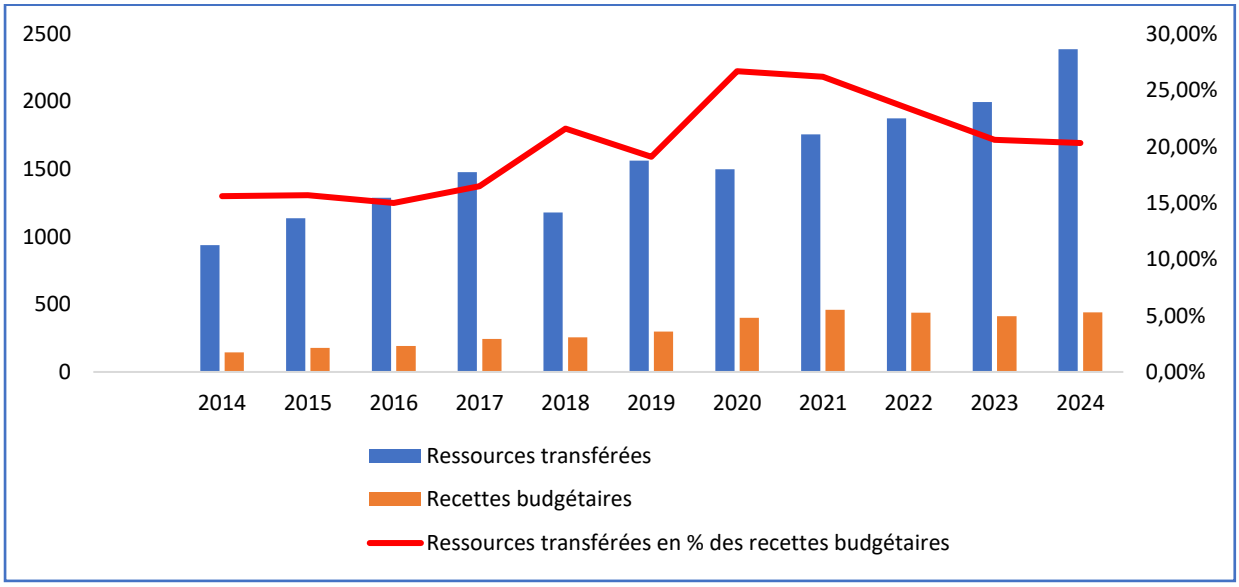
90. L'un des principaux enjeux identifiés portait sur la réforme de la fiscalité locale, les collectivités locales étant caractérisées à la fois par la faiblesse de leurs ressources globales et la prédominance des transferts budgétaires de la part de l'Etat.

6.1.2 Canaux de transmission

91. A ce jour, le Mali compte 20 régions dont 12 nouvellement créées, dans lesquelles les autorités administratives se mettent en place progressivement. Les structures et moyens d'appui aux collectivités territoriales et au développement local ont été renforcés. Il existe, à ce jour, dix (10) Agences de Développement Régional (ADR) dont huit (08) ont été créées en 2015 et dotées de moyens de fonctionnement. Les contrats-plans Etat/Régions-District ont été mis en place et l'Etat mobilise chaque année 4 Milliards de F CFA de crédits au titre de ces contrats.

92. Le montant des crédits budgétaires transférés aux collectivités territoriales a significativement augmenté ces dernières années (voir figure 19 ci-dessous).

Figure 18: *Evolution des transferts de crédits budgétaires de l'Etat aux collectivités territoriales*



Source : *DGB, 2014-2023 (exécution), 2024 (Loi de finances initiale).*

6.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

93. Si cette évolution traduit une augmentation globale des moyens dévolus aux collectivités territoriales, elle ne reflète encore que très partiellement les priorités données à la régionalisation et au financement de projets de développement structurants. Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux collectivités territoriales s'élèvent à 440,1 milliards de FCFA dans le budget d'État de 2024 contre 412 milliards de FCFA dans celui de 2023 et 438 milliards de FCFA en 2022.

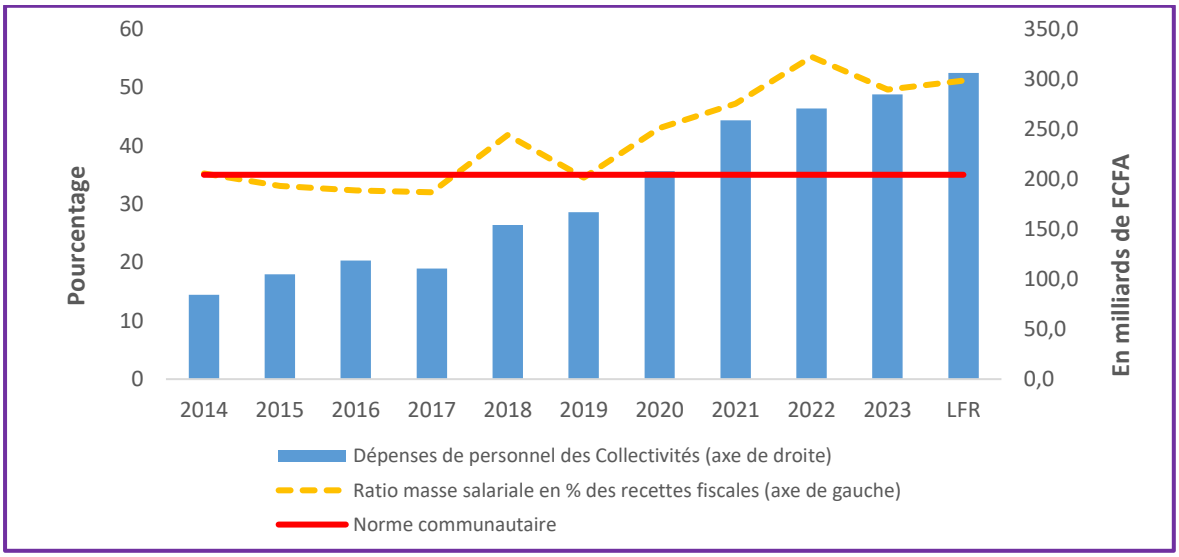
94. Le premier risque relatif à la décentralisation tient aux capacités des collectivités à remplir leurs missions. Ainsi, un transfert de ressources aux collectivités trop rapide eu égard à leur capacité à mobiliser les moyens mis à leur disposition, notamment en matière d'investissement, serait contre-productif et aboutirait à des déperditions de ressources énormes pour l'Etat.

95. La décentralisation occasionne également un risque élevé d'augmentation des dépenses de fonctionnement supportées par le budget de l'Etat à travers, notamment, l'augmentation des crédits nécessaires au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat.

96. Une augmentation exponentielle et incontrôlée des effectifs dans la fonction publique des collectivités territoriales sans une diminution proportionnelle des effectifs des services de l'Etat aboutirait à des créations nettes d'emplois publics, financées par l'Etat (soit directement, soit par transferts de crédits aux collectivités territoriales). Par ailleurs, les modalités de gestion des effectifs des deux fonctions publiques, qui relèvent depuis 2016 de ministères et directions distincts, renforcent ce risque puisqu'elles ne permettent pas d'assurer un suivi globalisé afin de faciliter une régulation de l'évolution des effectifs des deux fonctions publiques. Il pourrait encore être amplifié par la création, dans le statut de la fonction publique des collectivités territoriales, d'une passerelle vers la fonction publique de l'Etat qui permettrait aux fonctionnaires des collectivités territoriales de rejoindre l'Etat et aurait un double effet inflationniste : d'une part, une augmentation des effectifs de la fonction publique de l'Etat et d'autre part de nouveaux recrutements dans la fonction publique des collectivités territoriales pour compenser les départs.

97. Dans un tel contexte, le respect d'un des critères de convergence communautaire de l'UEMOA, à savoir le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales, serait compromis durablement. Depuis 2018, ce critère n'est plus respecté et se dégrade de plus en plus. Il a atteint 51,1% dans la loi de finances rectificative 2024.

Figure 19: *Evolution du Ratio masse salariale en % des recettes fiscales de l'Etat 2014-2024*



Source : *DGB, 2014-2024, exécution, 2024 Loi de finances rectificative.*

98. Il existe enfin le risque d'un passif insoutenable pour les collectivités territoriales que l'Etat serait obligé de supporter. Mais, ce risque est plus ou moins maitrisé compte tenu des procédures et des garde-fous mis en place par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers les mécanismes de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

6.1.4 Mesures d'atténuation.

99. Du point de vue budgétaire, la soutenabilité de la décentralisation demande un certain nombre d'exigences, à savoir :

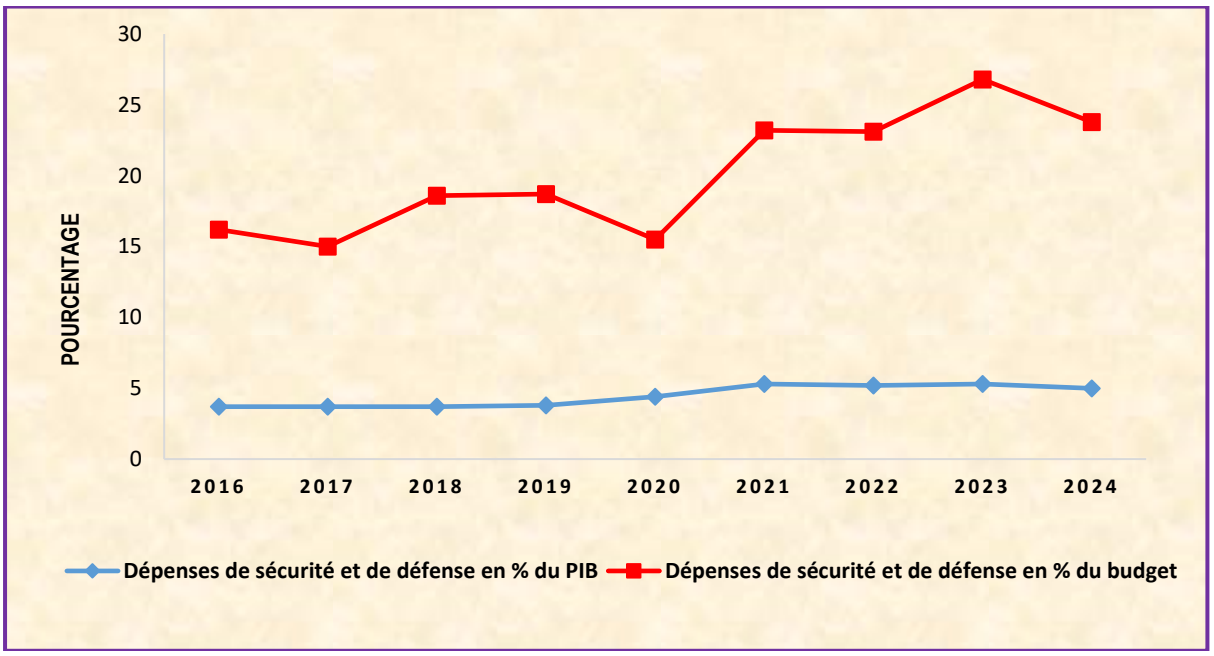
- assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT ;
- réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT ;
- assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) la réalisation d'un contrôle physique dans la fonction publique, y compris pour identifier non seulement le nombre de fonctionnaires par secteur mais aussi les éventuels travailleurs fictifs, iii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale.

6.2 Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la crise sécuritaire

100. Les conséquences économiques et budgétaires de la crise de 2012 sont durables. Le Mali a connu des crises institutionnelles à intervalles réguliers au cours de son histoire (trois crises majeures liées aux sécessionnismes locaux en 50 ans) ; mais les événements qui ont frappé le pays en 2012 sont considérés comme la pire crise post coloniale du pays, unique par sa nature, sa durée et ses effets. Cette crise continue d'avoir des conséquences économiques et budgétaires lourdes pour l'Etat.

101. La crise a notamment eu pour conséquence une paupérisation des populations et une hausse rapide et durable des dépenses consacrées à la défense et à la sécurité dont la part dans les dépenses totales de l'Etat est de l'ordre de 28,5 % dans la loi de finances rectificative 2024. Cette part importante du budget de l'Etat consacrée à la défense et à la sécurité pourrait réduire la marge de manœuvre du Gouvernement à faire face aux dépenses en faveur de la réalisation d'infrastructures de développement.

Figure 20: *Evolution des dépenses de sécurité en % du budget total et du PIB, 2016-2024*



Source : *DGB, Août 2024*

VII. CONCLUSION

102. L'analyse des risques budgétaires est un exercice essentiel pour une gestion plus rationnelle et rigoureuse des finances publiques. Elle requiert non seulement des données exhaustives et mises à jour, mais aussi une capacité d'analyse de la part des cadres et techniciens de l'administration publique. Le présent rapport a été élaboré de manière participative avec le concours de l'ensemble des services techniques intervenant dans la gestion des risques budgétaires.

103. Le rapport a fait un tour d'horizon des principaux risques budgétaires auxquels l'Etat fait couramment face et propose des mesures d'atténuation que le Gouvernement devrait envisager de mettre en œuvre.

104. Le rapport présente néanmoins certaines limites entre autres : (i) la non-exhaustivité des données sur les entreprises publiques ; (ii) l'absence d'informations fiables sur le montant des actions en justice contre l'Etat, seul le montant des mandats payés étant disponible à la DGB ; (iii) l'absence d'un cadre institutionnel permanent pour la gestion des questions de risques budgétaires (les textes du CPM devraient être relus pour créer ce cadre) et (iv) les problèmes rencontrés dans l'exploitation de l'outil relatif au Bilan de santé des entreprises publiques (SOEHCT). À celles-ci, il faut aussi ajouter la non prise en charge par l'outil SOEHCT de la situation des états financiers des organismes de Sécurité Sociale, présentés en norme CIPRES.

ANNEXE :

ANNEXE 1 *: Récapitulatif des risques budgétaires avec leur probabilité d'occurrence et les mesures éventuelles d'atténuation de leurs impacts sur le budget.*

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
Risques macroéconomiques				
Risques liés à la baisse du taux de croissance économique		X		- la poursuite de la mise en œuvre des réformes domaniales, fiscales et douanières ; - la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques ; - l'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures ; - la diversification de l'économie à travers une politique de soutien aux secteurs de la transformation agro-industrielle afin de porter la contribution du sous-secteur industriel au moins au tiers du PIB.
Risques liés à la volatilité des prix des matières premières (or et coton)		X		- favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie ; - sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe tout en veillant à réutiliser les recettes dégagées pour le soutien aux populations vulnérables.
Risques environnementaux				
Risques liés aux catastrophes naturelles			X	- la souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse ; - la provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles ; - la mise en place d'un fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE) ; - l'adoption d'un décret (2016-0974/P-RM) portant création d'une Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes ; - l'adoption d'un décret (2017- 0798/PM-RM) fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes ; - l'activation d'un Centre de Coordination et de Gestion des crises par la Décision n°2024-000435/MSPC-SG du 30 mai 2024 pour la période allant du 1er juin au 30 octobre 2024 ; - l'adoption d'un plan de secours comportant des mesures entre autres : ➢ la poursuite de la sensibilisation sur les risques d'inondation ; ➢ *l'interdiction formelle d'attribution de parcelles à usage d'habitation dans les zones inondables ;* ➢ *le curage des collecteurs, des caniveaux et des jonctions des voies d'écoulement d'eau ;* ➢ *le recensement des constructions obstruant les voies d'écoulement d'eau en vue de leur libération.*
Risques spécifiques				
Risques liés aux actions légales contre l'Etat			X	- l'application effective et rigoureuse des textes, législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique ; - le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État.
Risques liés aux organismes de sécurité sociale				**Au niveau de la CANAM** - la mise en place d'un Système d'Information plus robuste qui permet d'accentuer les contrôles afin de réduire considérablement la fraude ; - la réalisation d'études actuarielles dans le but de veiller à la viabilité du régime à long terme ;

	X			- la réalisation de campagnes de sensibilisation de lutte contre la fraude ; - la tenue d'ateliers de sensibilisation afin de favoriser la prescription rationnelle au niveau des prescripteurs. **Au niveau de la CMSS :** - l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ; - l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ; - l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités ; - le contrôle physique des retraités.
Risques institutionnels				
Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation		X		- assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT ; - réformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT ; - assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) la réalisation d'un contrôle physique dans la fonction publique, y compris pour identifier non seulement le nombre de fonctionnaires par secteur mais aussi les éventuels travailleurs fictifs, iii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale.

SITUATION D'EXECUTION PERIODIQUE DU BUDGET DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Loi de finances 2024



Situation d'exécution trimestrielle des recettes et des dépenses du budget général

août 2024

I. INTRODUCTION

La publication des situations périodiques d'exécution du budget de l'Etat est une exigence du code de transparence dans la gestion des finances publiques approuvé par la loi n°2013-031 du 23 juillet 2013 et de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013 relative aux lois de Finances, modifiées. Le présent rapport rend compte de la situation d'exécution financière du budget 2024 au 30 juin 2024. Il couvre uniquement les opérations budgétaires du budget général[1]; celles des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor n'y sont pas intégrées en raison du délai relativement long pour la disponibilité des données y afférentes.

II. SITUATION DU BUDGET GENERAL AU 30 JUIN 2024

Dans la Loi de Finances initiale 2024, les prévisions globales des recettes et des dépenses étaient établies respectivement à 2 387,872 milliards de FCFA et 3 070,740 milliards de FCFA. Le budget d'Etat 2024 a fait l'objet de modification suivant la Loi n°2024-014 du 09 juillet 2024 portant modification de la Loi de Finances initiale 2024. Cependant, cette modification n'a pas affecté les plafonds des recettes et des dépenses, qui sont restés identiques à ceux de la Loi de Finances initiale 2024.

Sur ces montants plafonds, les prévisions des recettes et des dépenses du budget général s'élèvent respectivement à 2 265,402 milliards de FCFA et 2 948,270 milliards de FCFA, d'où le déficit budgétaire prévisionnel de 682,869 milliards de FCFA.

Au 30 juin 2024, la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général se résume dans le tableau 1 ci-après :

Tableau 1. Résumé de la situation d'exécution du budget général

Montants en milliards de FCFA

AU 30 JUIN	2022	2023	2024	Variation 2023/2024
Recettes nettes (hors crédits TVA)	743,788	996,797	1 011,445	14,649
Dépenses	771,687	1 182,170	1 156,275	-25,894
Solde du budget général	**-27,899**	**-185,373**	**-144,830**	**40,543**

Source : DGB, août 2024.

Il ressort ce qui suit :

- les recettes nettes de crédits de TVA ont été recouvrées à hauteur de 1 011,445 milliards de FCFA contre 743,788 milliards de FCFA et 996,797 milliards respectivement au 30 juin 2022 et au 30 juin 2023 ;

1 Les annexes au rapport n'intègrent pas la situation du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement extérieur en raison de sa mobilisation qui s'effectue hors des procédures budgétaire et comptable nationales.

- les dépenses ont été exécutées à hauteur de 1 156,275 milliards de FCFA contre 771,687 milliards de FCFA et 1 182,170 milliards de FCFA respectivement au 30 juin 2022 et au 30 juin 2023;
- le déficit ressort à 144,830 milliards de FCFA contre 27,899 milliards de FCFA et 185,373 milliards de FCFA à la même date respectivement en 2022 et 2023.

La situation détaillée de l'exécution se présente dans le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2 : Situation d'exécution détaillée des recettes et des dépenses du budget général

Montants en milliards de FCFA

RECETTES					DEPENSES						
Libellé	**Prévisions initiales 2024**	**Recouvrement au 30/06/2024**	**Taux**	**Part**	**Libellé**	**Prévisions initiales 2024**	**Crédits en cours 2024**	**Engagement au 30/06/2024**	**Liquidation au 30/06/2024**	**Taux**	**Part**
Recettes des services d'assiette et de recouvrement	2 173,841	1 004,593	46,21%	99,32%	Dépenses ordinaires	2 323,248	2 337,615	1 310,020	1 005,972	43,03%	87,00%
DGD (brutes)	*795,000*	*390,352*	*49,10%*	*38,59%*	*Personnel*	*1 055,031*	*1 053,682*	*679,780*	*479,324*	*45,49%*	*41,45%*
DGI (brutes)	*1 260,000*	*608,141*	*48,27%*	*60,13%*	*Charge financière de la dette*	*223,049*	*223,049*	*2,823*	*2,338*	*1,05%*	*0,20%*
DNTCP	*42,000*	*19,570*	*46,60%*	*1,93%*	*Biens et services*	*566,799*	*660,271*	*454,731*	*386,076*	*58,47%*	*33,39%*
DGDC	*175,000*	*76,734*	*43,85%*	*7,59%*	*Transferts et subventions*	*465,359*	*395,103*	*172,686*	*138,234*	*34,99%*	*11,96%*
Crédits de TVA	*-98,159*	*-90,204*	*91,90%*	*-8,92%*	*Dépenses en atténuation des recettes*	*13,009*	*5,509*	*0,000*	*0,000*	*0,00%*	*0,00%*
Produits des dons programmes et legs	11,320	0,000	0,00%	0,00%	Dépenses en capital	625,023	610,656	209,071	150,304	24,61%	13,00%
ABS	*7,557*	*0,000*	*0,00%*	*0,00%*	*Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat*	*625,023*	*610,656*	*209,071*	*150,304*	*24,61%*	*13,00%*
ABG (dons)	*3,763*	*0,000*	*0,00%*	*0,00%*	*dont BSI financement extérieur*	*165,000*	*165,000*	*12,673*	*12,673*	*7,68%*	*1,10%*
Fonds de concours Covid-19	*0,000*		*-*	*0,00%*	*Dépenses de transferts en capital*	*0,000*	*0,000*	*0,000*	*0,000*		
Produits des dons projets (BSI extérieur)	75,000	6,852	9,14%	0,68%	**Total dépenses du budget général (2)**	**2 948,270**	**2 948,270**	**1 519,091**	**1 156,275**	**39,22%**	**100,00%**
Recettes exceptionnelles	5,241	*0,000*	0,00%	0,00%							
Total recettes du budget général (1)	**2 265,402**	**1 011,445**	**44,65%**	**100,00%**							
Solde du budget général (3) = (1) – (2)											
Prévision initiale								**-682,869**			
Situation au 30 juin 2024								**-144,830**			

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2024.

1. RECETTES BUDGETAIRES

Tableau 3. Réalisation de recettes du budget général

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	Recouvrement						
	30/06/2022		30/06/2023		30/06/2024		
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Part relative
Recettes / services fiscaux	733,199	38,94%	986,922	49,59%	1 004,593	46,21%	99,32%
DGD (brutes)	*242,170*	*33,57%*	*355,743*	*49,32%*	*390,352*	*49,10%*	*38,59%*
DGI (brutes)	*413,291*	*38,92%*	*555,578*	*47,62%*	*608,141*	*48,27%*	*60,13%*
DNTCP	*14,462*	*34,47%*	*16,076*	*46,56%*	*19,570*	*46,60%*	*1,93%*
DGDC	*91,175*	*58,43%*	*101,317*	*61,19%*	*76,734*	*43,85%*	*7,59%*
Crédits de TVA	*-27,899*	*28,42%*	*-41,792*	*42,58%*	*-90,204*	*91,90%*	*-8,92%*
Produits des dons programmes et legs	0,000	0,00%	0,000	0,00%	0,000	0,00%	0,00%
Produits des dons projets (BSI)	10,589	11,77%	9,290	12,39%	6,852	9,14%	0,68%
Recettes exceptionnelles	0,000	0,00%	0,585	11,56%	0,000	0,00%	0,00%
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL	**743,788**	**37,52%**	**996,797**	**47,95%**	**1 011,445**	**44,65%**	**100,00%**

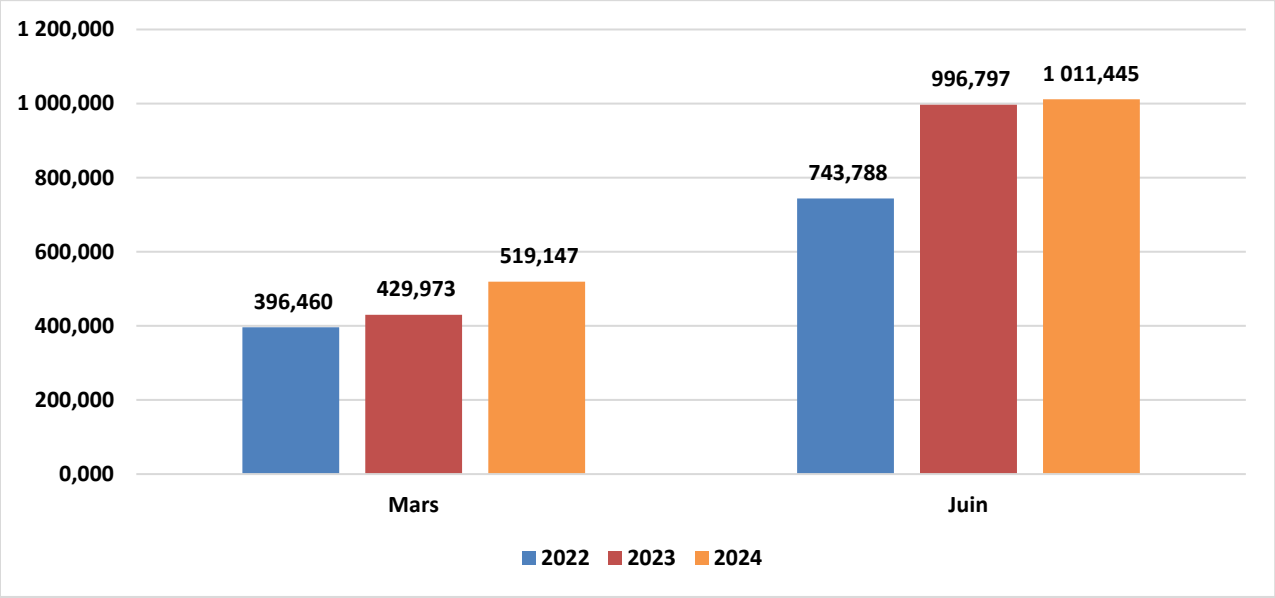
Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2024

Au 30 juin 2024, les recettes recouvrées au titre du budget général s'élèvent à 1 011,445 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 44,65%. Sur ce montant, le recouvrement des recettes fiscales nettes et non fiscales s'établit à 1 004,593 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 46,21% par rapport aux prévisions de l'année 2024 et ce montant recouvré constitue 99,32% du montant total recouvré au 2ème trimestre 2024.

Quant au reliquat des recouvrements au 30 juin 2024, il est constitué uniquement des dons-projets recouvrés à hauteur de 6,852 milliards de FCFA.

En comparaison au niveau de recouvrement des recettes du budget général à la même date en 2022 et 2023, le niveau de réalisation en 2024 ressort nettement supérieur. Cette présentation comparée est mise en exergue dans le graphique suivant.

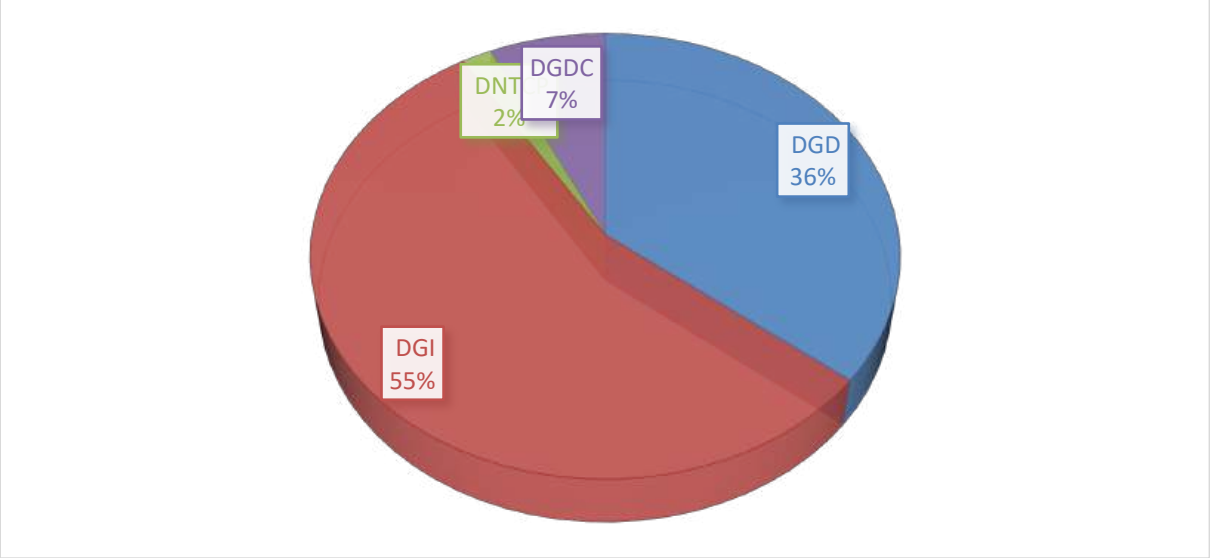
Graphique 1 : Présentation comparée du niveau des recouvrements des recettes du budget général (en milliards de FCFA).



Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, août 2024

En ce qui concerne le poids des services d'assiettes et de recouvrement dans la réalisation des recettes fiscales et non fiscales, la Direction Générale des Impôts (DGI) concentre 55% tandis que la Direction Générale des Douanes (DGD) concentre 36%. Le détail des poids est représenté par le graphique ci-après.

Graphique 2 : Part relative dans le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, août 2024.

2. DEPENSES BUDGETAIRES

Tableau 4. Présentation des dépenses par nature économique

Montants en milliards de FCFA

Nature de dépense	Liquidation				Exécution au 30/06/2024				
	30/06/2022		30/06/2023						
	Montant	Taux	Montant	Taux	CP en cours	Engagé	Liquidé	Taux	Part
Budget Général									
Dépenses ordinaires (I)	**716,181**	**38,48%**	**1 079,805**	**50,63%**	**2 337,615**	**1 310,020**	**1 005,972**	**43,03%**	**87,00%**
Personnel (1)	429,287	51,02%	502,369	52,81%	1 053,682	679,780	479,324	45,49%	41,45%
Charges financières (2)	0,872	0,50%	64,797	32,41%	223,049	2,823	2,338	1,05%	0,20%
Acquisitions de biens et services (3)	172,980	40,26%	329,279	56,60%	660,271	454,731	386,076	58,47%	33,39%
Transferts et subventions (4)	113,042	28,13%	183,120	46,07%	395,103	172,686	138,234	34,99%	11,96%
Dépenses en atténuation des recettes (5)	0,000	0,00%	0,240	10,23%	5,509	0,000	0,000	0,00%	0,00%
Dépenses en capital (II)	**166,868**	**22,43%**	**102,365**	**15,94%**	**610,656**	**209,071**	**150,304**	**24,61%**	**13,00%**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (1)	166,868	22,43%	102,365	15,94%	610,656	209,071	150,304	24,61%	13,00%
Dépenses de transferts en capital (2)	0,000	-	0,000	-	0,000	-	-	-	-
TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	**883,049**	**33,90%**	**1 182,170**	**42,60%**	**2 948,270**	**1 519,091**	**1 156,275**	**39,22%**	**100,00%**

Source : DGB, août 2024.

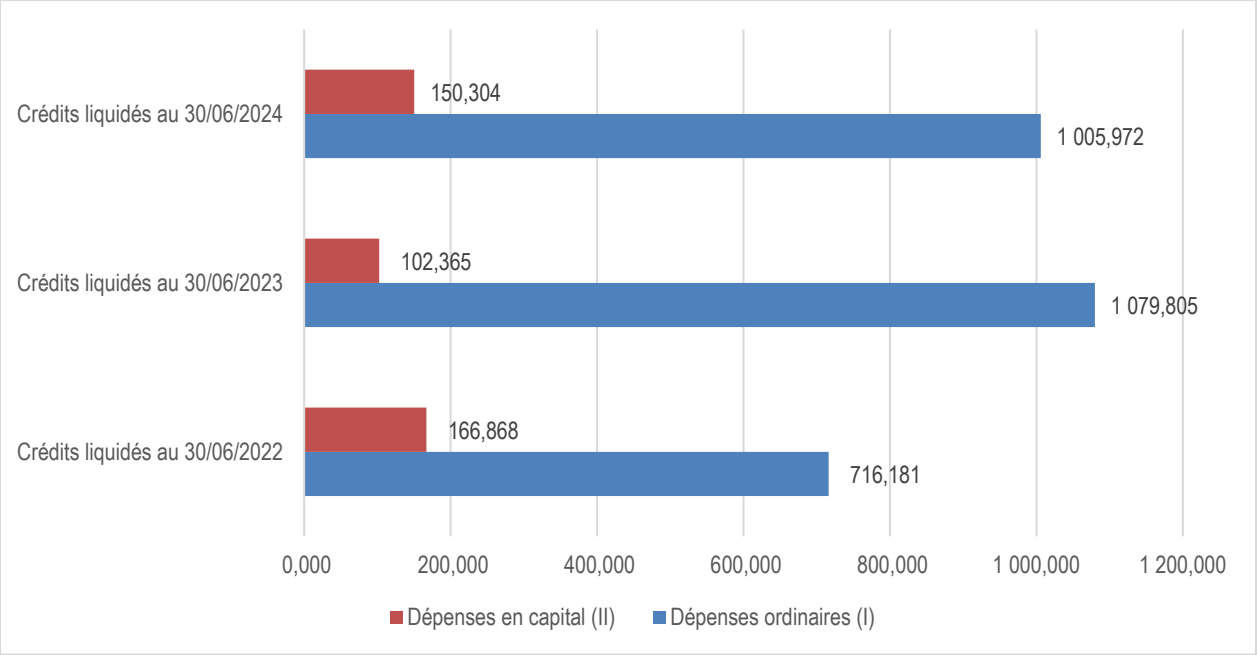
Au 30 juin 2024, les crédits liquidés au titre du budget général s'élèvent à 1 156,275 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 39,22%. Ce niveau d'exécution se décompose en dépenses ordinaires et en dépenses en capital dont les crédits de paiement (CP) sont liquidés respectivement à hauteur de 43,03% et 24,61%.

Par comparaison à la liquidation à la même date en 2022 et 2023, le niveau de la liquidation globale de 2024 est supérieur à celui de 2022 contre un niveau inférieur à celui de 2023 en valeur nominale. Cependant, en valeur relative, il est inférieur à ceux de 2022 et de 2023.

Il en est de même pour la liquidation des dépenses ordinaires. Cependant, pour les dépenses en capital, la tendance est à la hausse en valeur nominale et en valeur relative.

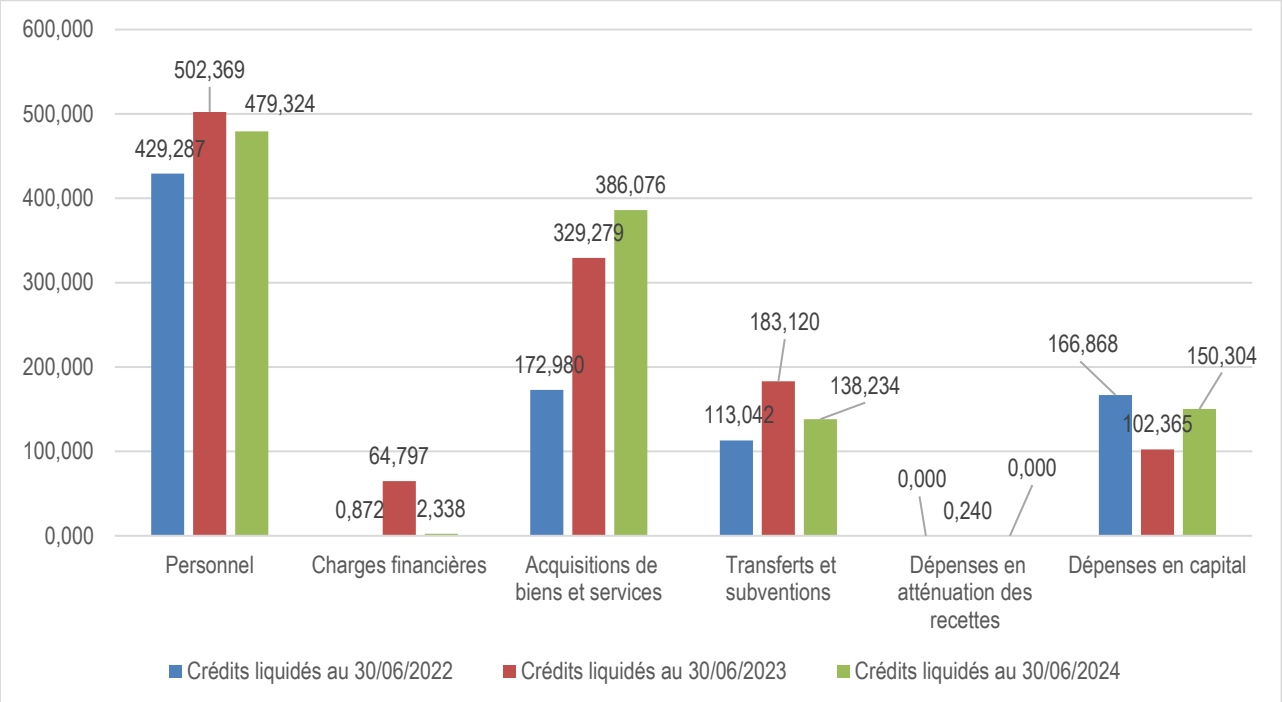
Les graphiques ci-dessous présentent les crédits liquidés au 30 juin des exercices 2022 ; 2023 et 2024.

Graphique3. Dépenses ordinaires et dépenses en capital (en milliards de FCFA).



Source : DGB, août 2024.

Graphique4. Dépenses agrégées par nature économique (en milliards de FCFA).



Source : DGB, août 2024.

III. SITUATION DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Tableau 5. Situation des besoins et des ressources de financement.

Montants en milliards de FCFA

Rubrique	Prévisions rectifiées 2024	Situation au 30/06/2024	Taux
Besoins de financement	**1 509,309**	**395,055**	**26,17%**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	808,586	248,545	30,74%
dont principal dette intérieure	*612,815*	*196,475*	*32,06%*
dont principal dette extérieure	*195,771*	*52,070*	*26,60%*
Déficit budgétaire à financer	682,869	144,830	21,21%
Prêts et avances	0,000	0,000	
Retraits sur les comptes des correspondants	17,855	1,680	9,41%
Ressources de financement	**1 509,309**	**439,460**	**29,12%**
Tirages sur des emprunts projets	90,000	5,821	6,47%
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 382,528	430,580	31,14%
Tirages sur des emprunts programmes	0,000	0,000	
Produits provenant de la cession des actifs	15,000	0,214	1,43%
Aliénations du Domaine mobilier	*0,500*	*0,000*	*0,00%*
Aliénations d'immeubles	*14,500*	*0,214*	*1,48%*
Recettes de Privatisation	*0,000*	*0,000*	-
Remboursement des prêts et avances	3,927	0,988	25,16%
Dépôts sur les comptes des correspondants	17,855	1,857	10,40%

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, août 2024.

Au 30 juin 2024, au regard du remboursement du principal de la dette s'élevant à 248,545 milliards de FCFA, du déficit dégagé de 144,830 milliards de FCFA et des retraits sur les comptes des correspondants pour 1,680 milliard de FCFA, les besoins de financement étaient évalués à 395,055 milliards de FCFA. Ces besoins ont été intégralement couverts par les ressources de financement mobilisées à hauteur de 439,460 milliards de FCFA.

IV. CONCLUSION

Dans le budget d'Etat 2024, l'exécution des recettes du budget général au 30 juin 2024 ressort nettement supérieure aux situations enregistrées à la même période en 2022 et 2023; par contre en termes de dépenses, le niveau en 2023 légèrement supérieur. Aussi, les besoins de financement sont intégralement couverts par les ressources de financement mobilisées à cette date.

ANNEXES

Situation de recouvrement des ressources du budget général au 30 juin 2024

Ministère de l'Economie et des Finances
****
Direction Générale du Budget
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

SITUATION DE RECOUVREMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions 2024	Recouvrement au 30 juin 2024	Taux	Part	Prévisions 2024	Recouvrement au 30 juin 2024	Taux	Part	Prévisions 2024	Recouvrement au 30 juin 2024	Taux	Part
Direction Générale des Douanes	795,000	390,352	49,10%	35,66%					795,000	390,352	49,10%	35,56%
Direction Générale des Impôts	1260,000	608,141	48,27%	55,55%					1260,000	608,141	48,27%	55,39%
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	42,000	19,57	46,60%	1,79%	17,855	1,857		60,71%	59,855	21,427	35,80%	1,95%
Direction Nationale des Domaines	175,000	76,734	43,85%	7,01%	15,000	0,214	1,43%	7,00%	190,000	76,948	40,50%	7,01%
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					0			0,00%	0,000	0	-	0,00%
Direction Générale de la Dette Publique					3,927	0,988	25,16%	32,30%	3,927	0,988	25,16%	0,09%
Total	**2 272,000**	**1 094,797**	**48,19%**	**100,00%**	**36,782**	**3,059**	**8,32%**	**100,00%**	**2 308,782**	**1 097,856**	**47,55%**	**100,00%**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement.

Situation d'exécution des dépenses du budget général (hors Budget Spécial d'Investissement sur financement extérieur) par section et par programme ou dotation au 30 juin 2024

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2024

03/07/2024 18:45:08 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 914 320	12 063 234	8 718 233	7 852 559	6 473 545
TOTAL	**1 914 320**	**12 063 234**	**8 718 233**	**7 852 559**	**6 473 545**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	2 150 000	7 133 699	6 107 113	5 492 030	5 207 754
1.002 Administration générale	0	8 128 265	5 706 084	5 312 274	3 628 904
2.001 Sécurité et défense	0	1 971 769	956 183	929 228	903 184
TOTAL	**2 150 000**	**17 233 733**	**12 769 380**	**11 733 531**	**9 739 842**
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	260 000	7 053 922	5 085 633	3 392 403	2 278 216
1.004 Administration générale et contrôle	940 000	5 795 111	3 732 688	2 034 351	1 440 697
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	715 546	379 176	253 980	217 135
TOTAL	**1 350 000**	**13 564 579**	**9 197 498**	**5 680 734**	**3 936 048**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	626 306	4 935 027	3 579 059	3 579 059	3 579 059
TOTAL	**626 306**	**4 935 027**	**3 579 059**	**3 579 059**	**3 579 059**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 212 272	960 858	695 747	312 199
TOTAL	**30 000**	**1 212 272**	**960 858**	**695 747**	**312 199**
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	12 711 875	4 844 326	3 721 042	3 612 716	2 275 587
TOTAL	**12 711 875**	**4 844 326**	**3 721 042**	**3 612 716**	**2 275 587**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	110 436	1 339 729	1 039 916	767 879	518 621
TOTAL	**110 436**	**1 339 729**	**1 039 916**	**767 879**	**518 621**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	201 489	1 324 052	1 046 335	684 270	566 534
TOTAL	**201 489**	**1 324 052**	**1 046 335**	**684 270**	**566 534**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
1.006 Administration Générale	9 290 662	43 952 954	34 480 337	32 162 766	24 788 756
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	375 895	272 952	266 687	199 966
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	130 402	94 568	89 673	65 256
TOTAL	**9 290 662**	**44 459 251**	**34 847 857**	**32 519 125**	**25 053 978**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2024

03/07/2024 18:45:08 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
185	**MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**					
1.007	Administration Générale	50 000	958 428	748 314	707 846	452 711
2.010	Intégration Africaine	0	245 553	197 165	195 304	84 456
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	3 145 000	1 223 942	524 748	519 136	285 481
TOTAL		**3 195 000**	**2 427 923**	**1 470 228**	**1 422 286**	**822 648**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
2.012	Bureau du Vérificateur Général	160 000	4 411 390	3 476 261	3 476 261	3 379 741
TOTAL		**160 000**	**4 411 390**	**3 476 261**	**3 476 261**	**3 379 741**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	403 500	993 369	697 592	697 592	628 208
TOTAL		**403 500**	**993 369**	**697 592**	**697 592**	**628 208**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	0	120 402	86 762	83 794	46 155
TOTAL		**0**	**120 402**	**86 762**	**83 794**	**46 155**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
1.008	Administration Générale	188 109 375	486 471 766	376 671 612	333 405 391	219 325 222
2.015	Gestion des Opérations Militaires	7 422 446	77 629 301	51 139 993	49 990 378	47 938 009
2.016	Inspection des Armées	20 000	344 406	172 503	167 047	152 761
2.017	Formation	30 013	820 677	382 707	328 119	271 518
2.018	Gestion des Transmissions	60 402	440 276	286 663	255 841	116 665
TOTAL		**195 642 236**	**565 706 426**	**428 653 479**	**384 146 775**	**267 804 175**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**					
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 271 537	8 991 870	4 630 039	3 400 152	2 344 628
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	2 734 104	26 742 129	18 252 345	15 379 972	9 704 870
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 501 595	9 550 863	5 300 622	4 258 973	2 837 462
TOTAL		**6 507 236**	**45 284 862**	**28 183 006**	**23 039 097**	**14 886 960**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 230 000	2 454 416	1 857 740	1 857 740	1 857 740
TOTAL		**1 230 000**	**2 454 416**	**1 857 740**	**1 857 740**	**1 857 740**
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	798 786	619 792	619 792	619 792
TOTAL		**47 500**	**798 786**	**619 792**	**619 792**	**619 792**
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**					
1.010	Administration Générale	5 419 214	21 538 013	11 175 240	6 999 014	3 198 325
2.021	Ordre et Sécurité	4 807 032	143 957 026	84 692 405	83 321 335	54 499 212
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	1 021 036	32 394 031	16 999 564	16 826 883	11 181 211
TOTAL		**11 247 282**	**197 889 070**	**112 867 209**	**107 147 232**	**68 878 748**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2024

03/07/2024 18:45:08 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
0.002 Securite d'Etat	0	17 924 657	9 477 235	8 999 935	8 859 911
TOTAL	**0**	**17 924 657**	**9 477 235**	**8 999 935**	**8 859 911**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011 Administration Générale	11 057 338	25 637 132	11 531 199	7 933 588	3 585 348
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	14 109 993	7 663 470	4 875 918	3 865 160	2 672 151
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	8 080 000	16 569 137	12 976 083	11 204 239	6 982 990
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 045 000	6 958 455	5 308 481	4 908 836	3 082 595
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	2 910 787	6 200 946	4 462 082	3 344 619	2 124 289
2.027 Gestion de la Dette Publique	550 000	804 909	444 407	400 796	211 210
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	3 768 000	4 002 277	2 432 786	2 047 210	1 064 277
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 625 000	2 321 747	1 358 504	917 044	825 438
TOTAL	**43 146 118**	**70 158 073**	**43 389 460**	**34 621 490**	**20 548 299**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 015 110	828 522	547 447	292 893
TOTAL	**100 000**	**1 015 110**	**828 522**	**547 447**	**292 893**
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
1.012 Administration Générale	2 611 334	2 061 560	1 724 241	846 620	532 356
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	944 821	799 831	756 498	512 552
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	53 750	1 223 161	955 157	907 971	565 187
TOTAL	**2 851 284**	**4 229 542**	**3 479 229**	**2 511 089**	**1 610 096**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013 Administration Générale	3 848 226	2 194 568	1 435 999	1 112 041	627 252
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	375 575	6 988 956	3 754 348	1 359 699	1 238 341
2.034 Formation Professionnelle	4 067 101	4 714 130	3 306 774	2 973 080	2 844 750
TOTAL	**8 290 902**	**13 897 654**	**8 497 121**	**5 444 820**	**4 710 342**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
1.044 Administration Générale et Contrôle	0	1 104 249	845 266	749 504	471 893
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	250 000	613 692	267 601	190 678	136 094
TOTAL	**250 000**	**1 717 941**	**1 112 867**	**940 182**	**607 987**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2024

03/07/2024 18:45:08 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**					
1.014	Administration Générale et Contrôle	200 000	3 614 908	2 915 928	1 980 902	1 387 585
2.036	Administration du Territoire	30 506 701	36 517 182	25 946 715	13 938 033	9 623 138
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	306 580	151 483	113 800	76 459
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	23 858 275	32 750 859	15 293 892	11 764 726	10 264 038
2.064	Développement Régional et Local	209 000	1 520 753	1 173 091	713 716	599 067
TOTAL		**55 173 976**	**74 710 282**	**45 481 109**	**28 511 177**	**21 950 286**
334	**AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	390 965	1 078 448	768 532	767 716	690 998
TOTAL		**390 965**	**1 078 448**	**768 532**	**767 716**	**690 998**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES**					
1.015	Administration Générale	48 106	1 023 113	591 056	445 653	419 227
2.039	Religion et Culte	247 500	1 628 945	1 364 777	1 296 813	1 197 599
TOTAL		**295 606**	**2 652 058**	**1 955 833**	**1 742 466**	**1 616 825**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE**					
1.016	Administration Générale	0	1 838 202	1 007 018	899 185	587 388
TOTAL		**0**	**1 838 202**	**1 007 018**	**899 185**	**587 388**
346	**AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI**					
2.099	Gestion des Réparations en Faveur des Victimes des Crises au Mali.	100 000	1 471 647	1 159 566	50 703	28 933
TOTAL		**100 000**	**1 471 647**	**1 159 566**	**50 703**	**28 933**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**					
1.032	Administration Générale	1 365 750	2 052 007	1 546 926	1 286 821	609 999
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	3 710 187	3 243 945	1 794 271	1 608 889	951 870
2.084	Développement du secteur industriel	766 314	1 722 467	1 104 830	778 915	559 290
2.085	Appui au développement du secteur privé	602 593	1 037 326	645 105	505 480	386 110
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	107 654	80 747	79 848	49 072
TOTAL		**6 489 469**	**8 163 399**	**5 171 878**	**4 259 952**	**2 556 341**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
1.017	Administration Générale	1 922 575	26 538 021	12 863 981	8 244 937	4 283 509
2.041	Développement de l'Education de Base	4 099 130	293 758 113	231 904 551	174 388 956	143 787 708
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	25 660 071	64 188 863	28 897 274	13 390 736	10 287 447
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	61 031 743	37 200 073	22 260 299	16 174 070
TOTAL		**54 076 480**	**445 516 740**	**310 865 879**	**218 284 928**	**174 532 734**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2024

03/07/2024 18:45:08 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.018	Administration Générale	2 000 000	7 725 422	3 929 446	2 615 031	2 388 521
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	16 301 912	76 173 569	40 312 552	31 056 821	21 297 833
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	82 985	1 760 430	979 569	730 544	555 175
TOTAL		**18 384 897**	**85 659 421**	**45 221 567**	**34 402 396**	**24 241 529**
510	**MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**					
1.019	Administration Générale	209 500	4 004 910	3 387 514	1 608 225	853 197
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	609 500	1 056 388	618 200	411 033	338 234
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	200 000	375 143	258 909	171 955	122 550
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	2 046 250	2 746 890	1 709 993	1 281 345	996 220
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	650 000	1 046 733	619 521	417 033	344 322
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	50 000	438 420	333 555	198 055	161 897
TOTAL		**3 765 250**	**9 668 484**	**6 927 692**	**4 087 645**	**2 816 418**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**					
1.020	Administration Générale	1 000 000	3 272 643	1 886 496	1 456 879	1 017 354
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	650 000	1 387 528	960 221	821 036	529 677
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	105 646 050	69 598 744	68 756 719	66 272 598	59 384 227
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents Sportifs	9 610	656 222	430 626	259 730	177 936
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	50 000	2 627 340	1 901 829	1 615 213	1 335 876
TOTAL		**107 355 660**	**77 542 477**	**73 935 892**	**70 425 457**	**62 445 070**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	3 347 196	20 802 206	9 125 163	5 825 901	1 914 499
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	68 850	50 176 789	38 364 494	28 646 860	20 408 564
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	9 823 463	4 481 300	1 498 601	1 388 761
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	25 387 850	37 173 632	21 754 472	14 880 996	10 173 908
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	3 679 182	3 480 586	2 131 196	1 523 490	1 064 581
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 121 000	14 206 345	6 919 417	2 600 893	1 821 703
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	812 750	1 588 140	736 128	525 399	445 341
TOTAL		**34 423 560**	**137 251 161**	**83 512 171**	**55 502 140**	**37 217 357**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 314 116	1 146 655	1 048 858	920 284
TOTAL		**0**	**2 314 116**	**1 146 655**	**1 048 858**	**920 284**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2024

03/07/2024 18:45:08 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	2 351 240	1 700 256	1 566 587	1 126 121
2.059	Promotion de la Femme	692 486	2 558 341	1 010 641	876 362	547 837
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	426 599	1 012 990	749 904	694 385	320 753
TOTAL		**2 428 161**	**5 922 571**	**3 460 802**	**3 137 333**	**1 994 711**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**					
1.024	Administration Générale	119 500	2 012 818	1 568 117	940 076	586 637
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	66 670 900	34 444 191	13 454 100	7 530 414	927 775
2.066	Développement et sécurisation des transports	9 914 087	3 316 932	2 294 393	1 817 565	595 010
TOTAL		**76 704 487**	**39 773 941**	**17 316 610**	**10 288 055**	**2 109 422**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
1.025	Administration Générale	110 000	1 296 552	1 018 270	589 801	513 652
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 550 000	2 347 736	1 423 410	1 057 806	695 346
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	350 000	561 864	269 701	176 162	112 995
2.071	Protection et Conservation de la Nature	1 800 000	5 785 469	3 768 883	2 911 260	1 936 440
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	300 000	616 870	377 670	247 000	175 313
TOTAL		**4 110 000**	**10 608 491**	**6 857 933**	**4 982 028**	**3 433 746**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
1.026	Administration Générale	302 000	1 591 078	1 179 437	748 517	481 263
2.073	Développement des Ressources Energétiques	10 943 609	95 733 957	22 908 224	12 674 786	12 192 094
2.074	Développement des Ressources en Eau	7 651 000	29 416 382	4 874 069	4 463 984	1 100 802
TOTAL		**18 896 609**	**126 741 417**	**28 961 731**	**17 887 287**	**13 774 159**
726	**MINISTERE DES MINES**					
1.027	Administration Générale	1 120 000	1 467 433	1 003 139	868 430	585 640
2.075	Développement des ressources minérales	420 925	1 563 824	1 041 402	901 085	501 599
TOTAL		**1 540 925**	**3 031 257**	**2 044 541**	**1 769 514**	**1 087 238**
730	**MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**					
1.028	Administration Générale	106 375	1 282 503	1 015 690	514 955	312 360
2.076	Medias et Communication Publics	1 883 500	8 198 693	5 995 689	4 049 896	3 578 953
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	665 408	2 459 241	1 944 314	1 286 144	820 497
TOTAL		**2 655 283**	**11 940 437**	**8 955 694**	**5 850 994**	**4 711 810**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
2.096	Régulation de la Communication	299 457	1 170 858	908 233	611 311	516 514
TOTAL		**299 457**	**1 170 858**	**908 233**	**611 311**	**516 514**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2024

03/07/2024 18:45:08 (en milliers de francs CFA)

Section / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
740	**MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
1.029	Administration Générale	3 639 950	3 144 345	1 785 489	1 542 275	807 186
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	2 432 000	1 249 769	339 694	242 938	125 267
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	3 150 000	3 063 522	2 107 907	1 834 495	1 104 738
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	7 900 000	7 165 630	6 641 781	6 502 732	890 755
2.080	Population	614 000	574 084	295 123	255 825	167 890
2.081	Aménagement du Territoire	200 000	246 565	153 044	150 501	86 515
TOTAL		**17 935 950**	**15 443 915**	**11 323 037**	**10 528 765**	**3 182 350**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
1.034	Administration Générale	5 736 500	17 095 848	3 420 089	2 747 433	1 323 841
2.087	Appui au Monde Rural	4 265 655	55 731 510	36 245 213	35 281 440	33 702 605
2.088	Aménagement et Equipement Rural	14 556 620	52 094 720	4 570 066	3 758 654	2 019 041
2.089	Recherche et Formation	1 899 500	4 405 569	3 420 477	3 211 477	2 171 436
TOTAL		**26 458 275**	**129 327 647**	**47 655 844**	**44 999 004**	**39 216 923**
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
1.037	Administration Générale	2 470 000	24 213 162	914 842	726 916	428 275
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	3 850 000	7 278 047	2 534 792	1 409 452	879 590
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	900 000	1 896 999	1 326 083	1 058 280	691 946
2.092	Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	1 075 000	3 283 983	2 411 058	1 910 037	1 267 287
TOTAL		**8 295 000**	**36 672 191**	**7 186 775**	**5 104 684**	**3 267 098**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
2.093	Sécurité Alimentaire	1 800 000	12 178 688	7 023 714	6 922 375	6 702 153
TOTAL		**1 800 000**	**12 178 688**	**7 023 714**	**6 922 375**	**6 702 153**
990	**CHARGES COMMUNES**					
0.003	Provisions pour imprévus	186 142 987	454 537 815	319 141 750	311 175 533	268 167 625
0.004	Dette	0	223 049 000	22 614 480	20 496 745	17 825 137
TOTAL		**186 142 987**	**677 586 815**	**341 756 230**	**331 672 279**	**285 992 763**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**929 179 143**	**2 948 270 487**	**1 781 181 617**	**1 506 417 408**	**1 143 602 159**

Situation d'exécution des dépenses du budget général (hors Budget Spécial d'Investissement sur financement extérieur) par section et par nature de dépense au 30 juin 2024

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2024

03/07/2024 18:49:22 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 542 721	2 034 177	2 034 177	1 171 552
Biens et services	0	7 102 718	5 224 087	4 488 412	3 972 023
Transferts et subventions	0	1 086 155	627 770	587 770	587 770
Investissement	1 914 320	1 331 640	832 200	742 200	742 200
Total	**1 914 320**	**12 063 234**	**8 718 233**	**7 852 559**	**6 473 545**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	2 207 092	1 769 192	1 162 390	1 084 315
Biens et services	0	11 933 584	8 727 480	8 482 163	6 837 047
Transferts et subventions	0	2 043 057	1 222 709	1 189 070	1 060 423
Investissement	2 150 000	1 050 000	1 050 000	899 908	758 057
Total	**2 150 000**	**17 233 733**	**12 769 380**	**11 733 531**	**9 739 842**
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 762 945	2 200 056	1 334 945	1 319 611
Biens et services	0	7 618 628	5 707 377	3 480 403	1 958 107
Transferts et subventions	0	1 980 828	1 196 369	860 964	658 329
Investissement	1 350 000	1 202 178	93 696	4 422	0
Total	**1 350 000**	**13 564 579**	**9 197 498**	**5 680 734**	**3 936 048**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
Personnel	0	2 704 795	2 163 836	2 163 836	2 163 836
Biens et services	0	2 005 987	1 317 946	1 317 946	1 317 946
Investissement	626 306	224 245	97 277	97 277	97 277
Total	**626 306**	**4 935 027**	**3 579 059**	**3 579 059**	**3 579 059**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	616 544	493 235	493 235	309 645
Biens et services	0	589 968	467 623	202 512	2 554
Investissement	30 000	5 760	0	0	0
Total	**30 000**	**1 212 272**	**960 858**	**695 747**	**312 199**
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	3 353 102	2 783 381	2 783 381	1 779 862
Biens et services	0	962 188	824 398	716 072	495 725
Transferts et subventions	0	150 000	0	0	0
Investissement	12 711 875	379 036	113 263	113 263	0
Total	**12 711 875**	**4 844 326**	**3 721 042**	**3 612 716**	**2 275 587**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
Personnel	0	365 930	292 744	292 744	184 734
Biens et services	0	917 357	708 225	472 131	333 887
Investissement	110 436	56 442	38 947	3 004	0
Total	**110 436**	**1 339 729**	**1 039 916**	**767 879**	**518 621**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2024

03/07/2024 18:49:22 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	735 922	588 738	420 000	339 739
Biens et services	0	453 140	322 608	169 280	131 805
Investissement	201 489	134 990	134 990	94 990	94 990
Total	**201 489**	**1 324 052**	**1 046 335**	**684 270**	**566 534**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	18 571 457	14 853 705	14 835 705	9 314 873
Biens et services	0	14 964 394	12 361 363	10 428 005	10 144 515
Transferts et subventions	0	5 486 695	3 210 689	3 002 349	2 956 482
Investissement	9 290 662	5 436 705	4 422 100	4 253 068	2 638 107
Total	**9 290 662**	**44 459 251**	**34 847 857**	**32 519 125**	**25 053 978**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	641 981	513 585	513 585	321 188
Biens et services	0	685 645	534 837	493 136	263 932
Transferts et subventions	0	233 227	180 744	174 503	111 646
Investissement	3 195 000	867 070	241 063	241 062	125 883
Total	**3 195 000**	**2 427 923**	**1 470 228**	**1 422 286**	**822 648**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	3 378 447	2 702 758	2 702 758	2 702 758
Biens et services	0	874 943	645 504	645 504	628 984
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	160 000	128 000	128 000	128 000	48 000
Total	**160 000**	**4 411 390**	**3 476 261**	**3 476 261**	**3 379 741**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	433 755	347 004	347 004	277 621
Biens et services	0	419 680	307 861	307 861	307 860
Transferts et subventions	0	55 262	42 728	42 728	42 728
Investissement	403 500	84 672	0	0	0
Total	**403 500**	**993 369**	**697 592**	**697 592**	**628 208**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	19 389	15 511	15 510	5 538
Biens et services	0	101 013	71 251	68 284	40 616
Total	**0**	**120 402**	**86 762**	**83 794**	**46 155**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	262 204 364	208 172 491	208 172 491	131 676 277
Biens et services	0	151 378 275	121 165 394	105 438 226	91 065 077
Transferts et subventions	0	7 730 908	7 146 336	7 077 922	7 073 324
Investissement	195 642 236	144 392 879	92 169 257	63 458 136	37 989 497
Total	**195 642 236**	**565 706 426**	**428 653 479**	**384 146 775**	**267 804 175**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2024

03/07/2024 18:49:22 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	24 300 907	19 540 144	15 961 629	10 593 275
Biens et services	0	13 395 478	7 691 862	6 311 887	3 692 165
Transferts et subventions	0	1 668 930	949 099	763 680	599 620
Investissement	6 507 236	5 919 547	1 900	1 900	1 900
Total	**6 507 236**	**45 284 862**	**28 183 006**	**23 039 097**	**14 886 960**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	1 810 000	1 388 220	1 388 220	1 388 220
Biens et services	0	562 336	469 520	469 520	469 520
Investissement	1 230 000	82 080	0	0	0
Total	**1 230 000**	**2 454 416**	**1 857 740**	**1 857 740**	**1 857 740**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	446 218	356 974	356 974	356 974
Biens et services	0	343 448	262 817	262 817	262 817
Investissement	47 500	9 120	0	0	0
Total	**47 500**	**798 786**	**619 792**	**619 792**	**619 792**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	146 967 914	96 042 846	96 042 846	62 668 371
Biens et services	0	18 692 705	10 517 174	5 913 709	5 330 852
Transferts et subventions	0	1 981 169	916 526	879 525	879 525
Investissement	11 247 282	30 247 282	5 390 662	4 311 152	0
Total	**11 247 282**	**197 889 070**	**112 867 209**	**107 147 232**	**68 878 748**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	17 774 657	9 409 735	8 932 435	8 792 411
Transferts et subventions	0	150 000	67 500	67 500	67 500
Investissement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**17 924 657**	**9 477 235**	**8 999 935**	**8 859 911**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	28 358 060	23 158 016	21 258 995	13 461 789
Biens et services	0	10 371 892	8 098 755	5 541 301	3 755 052
Transferts et subventions	0	12 089 186	8 235 010	5 690 390	2 517 562
Investissement	43 146 118	19 338 935	3 897 678	2 130 804	813 895
Total	**43 146 118**	**70 158 073**	**43 389 460**	**34 621 490**	**20 548 299**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	200 000	160 000	119 646	73 037
Biens et services	0	795 910	668 522	427 802	219 857
Investissement	100 000	19 200	0	0	0
Total	**100 000**	**1 015 110**	**828 522**	**547 447**	**292 893**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2024

03/07/2024 18:49:22 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
Personnel	0	1 741 203	1 414 011	1 380 032	818 010
Biens et services	0	1 657 523	1 345 609	1 014 807	675 836
Transferts et subventions	0	125 288	119 609	116 250	116 250
Investissement	2 851 284	705 528	600 000	0	0
Total	**2 851 284**	**4 229 542**	**3 479 229**	**2 511 089**	**1 610 096**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 524 529	1 244 704	1 082 518	808 623
Biens et services	0	1 204 281	958 116	654 686	376 388
Transferts et subventions	0	8 537 591	6 207 935	3 668 269	3 525 331
Investissement	8 290 902	2 631 253	86 365	39 347	0
Total	**8 290 902**	**13 897 654**	**8 497 121**	**5 444 820**	**4 710 342**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
Personnel	0	377 246	310 531	266 859	186 460
Biens et services	0	1 037 265	748 347	619 584	397 097
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	250 000	273 430	53 989	53 738	24 430
Total	**250 000**	**1 717 941**	**1 112 867**	**940 182**	**607 987**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	8 134 632	6 599 100	6 048 343	3 762 739
Biens et services	0	25 480 221	18 588 580	7 553 213	5 044 301
Transferts et subventions	0	13 439 813	10 171 905	8 231 683	7 112 428
Investissement	55 173 976	27 655 616	10 121 524	6 677 938	6 030 818
Total	**55 173 976**	**74 710 282**	**45 481 109**	**28 511 177**	**21 950 286**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	377 583	302 066	302 066	255 349
Biens et services	0	603 599	451 466	450 650	420 650
Investissement	390 965	97 266	15 000	15 000	15 000
Total	**390 965**	**1 078 448**	**768 532**	**767 716**	**690 998**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
Personnel	0	259 020	207 216	126 146	118 940
Biens et services	0	813 096	459 676	370 535	317 331
Transferts et subventions	0	1 353 804	1 269 707	1 226 550	1 180 554
Investissement	295 606	226 138	19 234	19 234	0
Total	**295 606**	**2 652 058**	**1 955 833**	**1 742 466**	**1 616 825**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
Personnel	0	114 316	91 453	91 453	56 280
Biens et services	0	829 706	417 807	318 095	215 022
Transferts et subventions	0	894 180	497 758	489 638	316 086
Total	**0**	**1 838 202**	**1 007 018**	**899 185**	**587 388**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2024

03/07/2024 18:49:22 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI					
Personnel	0	857 763	686 210	21 770	0
Biens et services	0	513 884	385 356	28 933	28 933
Investissement	100 000	100 000	88 000	0	0
Total	**100 000**	**1 471 647**	**1 159 566**	**50 703**	**28 933**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
Personnel	0	2 643 051	2 195 925	2 034 669	1 132 196
Biens et services	0	1 517 837	1 167 579	834 063	430 619
Transferts et subventions	0	1 952 762	1 478 402	1 087 336	817 582
Investissement	6 489 469	2 049 749	329 972	303 885	175 944
Total	**6 489 469**	**8 163 399**	**5 171 878**	**4 259 952**	**2 556 341**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	336 607 772	256 705 956	191 706 079	161 218 164
Biens et services	0	49 396 563	33 576 521	18 519 053	8 245 128
Transferts et subventions	0	10 724 126	5 836 591	4 697 266	4 252 520
Investissement	54 076 480	48 788 279	14 746 810	3 362 531	816 923
Total	**54 076 480**	**445 516 740**	**310 865 879**	**218 284 928**	**174 532 734**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	7 646 788	1 533 017	928 066	928 066
Biens et services	0	1 561 369	1 142 856	556 245	297 271
Transferts et subventions	0	70 416 131	41 071 851	32 001 934	22 431 054
Investissement	18 384 897	6 035 133	1 473 843	916 151	585 138
Total	**18 384 897**	**85 659 421**	**45 221 567**	**34 402 396**	**24 241 529**
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
Personnel	0	2 134 631	1 722 606	1 138 987	1 015 506
Biens et services	0	3 468 928	3 001 839	1 404 587	626 314
Transferts et subventions	0	3 010 697	2 081 372	1 513 633	1 164 739
Investissement	3 765 250	1 054 228	121 875	30 438	9 860
Total	**3 765 250**	**9 668 484**	**6 927 692**	**4 087 645**	**2 816 418**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	2 222 618	1 743 693	1 639 423	947 243
Biens et services	0	3 394 240	2 101 861	1 383 563	1 007 355
Transferts et subventions	0	8 187 295	7 191 233	4 514 127	2 603 678
Investissement	107 355 660	63 738 324	62 899 105	62 888 344	57 886 794
Total	**107 355 660**	**77 542 477**	**73 935 892**	**70 425 457**	**62 445 070**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
Personnel	0	55 184 644	38 554 377	28 306 045	21 029 378
Biens et services	0	18 915 805	9 715 043	5 191 723	3 261 324
Transferts et subventions	0	54 294 352	34 614 790	21 503 909	12 857 973
Investissement	34 423 560	8 856 360	627 960	500 464	68 681
Total	**34 423 560**	**137 251 161**	**83 512 171**	**55 502 140**	**37 217 357**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2024

03/07/2024 18:49:22 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	212 361	173 047	166 010	116 556
Biens et services	0	58 560	49 560	0	0
Transferts et subventions	0	2 043 195	924 048	882 848	803 728
Total	**0**	**2 314 116**	**1 146 655**	**1 048 858**	**920 284**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 988 949	1 612 802	1 547 927	915 207
Biens et services	0	1 477 530	1 231 518	1 010 812	598 842
Transferts et subventions	0	867 648	544 995	515 344	445 101
Investissement	2 428 161	1 588 444	71 488	63 249	35 561
Total	**2 428 161**	**5 922 571**	**3 460 802**	**3 137 333**	**1 994 711**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
Personnel	0	3 031 246	2 494 412	1 790 171	1 402 302
Biens et services	0	2 039 595	1 718 098	1 291 247	352 055
Transferts et subventions	0	1 894 928	1 691 309	1 439 792	290 762
Investissement	76 704 487	32 808 172	11 412 790	5 766 844	64 303
Total	**76 704 487**	**39 773 941**	**17 316 610**	**10 288 055**	**2 109 422**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	5 246 610	4 323 801	3 364 877	2 328 611
Biens et services	0	1 476 132	1 140 752	762 672	491 998
Transferts et subventions	0	1 146 509	901 280	636 032	433 620
Investissement	4 110 000	2 739 240	492 100	218 447	179 517
Total	**4 110 000**	**10 608 491**	**6 857 933**	**4 982 028**	**3 433 746**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	2 033 760	1 648 209	1 616 426	1 003 253
Biens et services	0	1 508 846	1 173 677	632 947	395 360
Transferts et subventions	0	66 463 523	22 261 870	12 086 727	11 793 904
Investissement	18 896 609	56 735 288	3 877 975	3 551 187	581 642
Total	**18 896 609**	**126 741 417**	**28 961 731**	**17 887 287**	**13 774 159**
726 MINISTERE DES MINES					
Personnel	0	1 399 614	1 163 010	1 139 709	640 375
Biens et services	0	1 090 842	762 845	531 135	386 374
Transferts et subventions	0	149 742	118 685	98 670	60 488
Investissement	1 540 925	391 059	0	0	0
Total	**1 540 925**	**3 031 257**	**2 044 541**	**1 769 514**	**1 087 238**
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
Personnel	0	323 791	259 033	259 033	139 548
Biens et services	0	1 005 359	799 204	312 998	233 864
Transferts et subventions	0	9 709 045	7 492 604	4 993 638	4 100 583
Investissement	2 655 283	902 242	404 854	285 325	237 815
Total	**2 655 283**	**11 940 437**	**8 955 694**	**5 850 994**	**4 711 810**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2024

03/07/2024 18:49:22 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	619 975	495 980	347 941	346 896
Biens et services	0	409 179	301 454	263 370	169 618
Investissement	299 457	141 704	110 799	0	0
Total	**299 457**	**1 170 858**	**908 233**	**611 311**	**516 514**
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	5 488 526	4 463 117	4 254 345	2 553 548
Biens et services	0	1 909 885	1 420 298	1 013 118	459 244
Transferts et subventions	0	530 305	219 260	123 765	64 855
Investissement	17 935 950	7 515 199	5 220 363	5 137 537	104 702
Total	**17 935 950**	**15 443 915**	**11 323 037**	**10 528 765**	**3 182 350**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	7 859 878	6 465 102	5 828 182	3 473 750
Biens et services	0	2 309 353	1 620 635	1 173 229	574 016
Transferts et subventions	0	51 749 854	37 691 040	36 530 130	34 816 292
Investissement	26 458 275	67 408 562	1 879 068	1 467 463	352 865
Total	**26 458 275**	**129 327 647**	**47 655 844**	**44 999 004**	**39 216 923**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	4 605 142	3 817 680	3 310 367	1 978 018
Biens et services	0	1 349 130	978 924	720 210	408 577
Transferts et subventions	0	5 573 866	1 223 996	864 402	727 829
Investissement	8 295 000	25 144 053	1 166 175	209 706	152 674
Total	**8 295 000**	**36 672 191**	**7 186 775**	**5 104 684**	**3 267 098**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	383 103	327 282	327 282	127 241
Biens et services	0	8 305 440	5 641 448	5 567 833	5 547 652
Transferts et subventions	0	1 378 655	1 021 734	994 009	994 009
Investissement	1 800 000	2 111 490	33 250	33 250	33 250
Total	**1 800 000**	**12 178 688**	**7 023 714**	**6 922 375**	**6 702 153**
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	98 041 844	48 434 344	48 354 780	30 828 424
Biens et services	0	490 341 999	243 120 731	240 805 368	217 430 178
Transferts et subventions	0	45 944 223	19 500 175	14 133 494	10 769 492
Investissement	186 142 987	43 258 749	30 700 980	28 378 637	26 964 667
Total	**186 142 987**	**677 586 815**	**341 756 230**	**331 672 279**	**285 992 763**
TOTAL	929 179 143	2 948 270 487	1 781 181 617	1 506 417 408	1 143 602 159
TOTAL GENERAL	929 179 143	2 948 270 487	1 781 181 617	1 506 417 408	1 143 602 159

Situation d'exécution des dépenses du budget général (hors Budget Spécial d'Investissement sur financement extérieur) par section et par fonction au 30 juin 2024

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	1 914 320	12 063 234	8 718 233	7 852 559	6 473 545
Total	**1 914 320**	**12 063 234**	**8 718 233**	**7 852 559**	**6 473 545**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	2 150 000	15 139 847	11 747 513	10 738 631	8 773 228
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	5 744	2 817	2 805	563
02.5 Défense n.c.a.	0	1 786 229	864 018	837 063	811 019
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	185 540	92 165	92 165	92 165
04.6 Communications	0	83 250	45 000	45 000	45 000
07.4 Services de santé publique	0	748	367	367	367
08.2 Services culturels	0	32 375	17 500	17 500	17 500
Total	**2 150 000**	**17 233 733**	**12 769 380**	**11 733 531**	**9 739 842**
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	800 000	8 820 958	6 327 685	3 661 202	2 338 873
01.3 Services généraux	350 000	1 477 007	889 864	617 109	441 403
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	540 000	288 000	264 460	218 001
02.5 Défense n.c.a.	0	85 256	45 525	43 350	32 752
03.3 Tribunaux	150 000	715 546	379 176	253 980	217 135
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	34 812	18 541	18 522	14 441
07.4 Services de santé publique	0	911	446	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	1 071 597	794 713	496 999	388 071
10.3 Survivants	0	818 492	453 547	325 112	285 372
Total	**1 350 000**	**13 564 579**	**9 197 498**	**5 680 734**	**3 936 048**
134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	626 306	4 935 027	3 579 059	3 579 059	3 579 059
Total	**626 306**	**4 935 027**	**3 579 059**	**3 579 059**	**3 579 059**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
03.3 Tribunaux	30 000	1 212 272	960 858	695 747	312 199
Total	**30 000**	**1 212 272**	**960 858**	**695 747**	**312 199**
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	12 711 875	4 844 326	3 721 042	3 612 716	2 275 587
Total	**12 711 875**	**4 844 326**	**3 721 042**	**3 612 716**	**2 275 587**
160 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	110 436	1 339 729	1 039 916	767 879	518 621
Total	**110 436**	**1 339 729**	**1 039 916**	**767 879**	**518 621**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	201 489	1 324 052	1 046 335	684 270	566 534
Total	**201 489**	**1 324 052**	**1 046 335**	**684 270**	**566 534**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	9 290 662	43 949 391	34 443 912	32 115 864	24 660 440
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	509 860	403 945	403 262	393 538
Total	**9 290 662**	**44 459 251**	**34 847 857**	**32 519 125**	**25 053 978**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	665 000	1 896 523	1 310 666	1 263 995	690 993
01.2 Aide économique extérieure	0	12 441	9 738	8 667	5 772
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	375 000	356 250	124 688	124 687	124 687
07.4 Services de santé publique	0	259	199	0	0
09.4 Enseignement supérieur	2 155 000	162 450	24 938	24 938	1 197
Total	**3 195 000**	**2 427 923**	**1 470 228**	**1 422 286**	**822 648**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 000	4 411 390	3 476 261	3 476 261	3 379 741
Total	**160 000**	**4 411 390**	**3 476 261**	**3 476 261**	**3 379 741**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	403 500	993 369	697 592	697 592	628 208
Total	**403 500**	**993 369**	**697 592**	**697 592**	**628 208**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
03.3 Tribunaux	0	120 402	86 762	83 794	46 155
Total	**0**	**120 402**	**86 762**	**83 794**	**46 155**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
02.1 Défense militaire	22 884 094	122 994 392	84 369 675	71 087 709	59 367 945
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 408	195 264	99 320	79 910	79 910
02.4 Recherche-développement concernant la défense	25 625	25 625	11 531	11 531	0
02.5 Défense n.c.a.	160 648 856	421 486 289	329 153 583	298 108 612	200 869 596
03.3 Tribunaux	0	25 881	9 946	6 562	2 816
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	10 001	6 251	0	0
07.3 Services hospitaliers	7 105 904	8 348 914	7 802 879	7 775 689	516 214
07.4 Services de santé publique	0	11 860	5 337	0	0
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	4 613	4 613	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	29 372	116 036	52 910	52 472	26 653
08.2 Services culturels	22 353	78 588	36 651	35 250	17 225
09.2 Enseignement secondaire	14 812	98 654	45 039	27 036	27 036
09.4 Enseignement supérieur	32 000	200 000	109 350	39 500	29 500
09.8 Enseignement n.c.a.	11 962	385 937	178 948	150 442	121 186
10.2 Vieillesse	15 148	76 357	38 179	38 178	38 178
10.3 Survivants	0	6 639 761	6 639 760	6 639 760	6 639 760
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	89 510	89 509	68 156
Total	**195 642 236**	**565 706 426**	**428 653 479**	**384 146 775**	**267 804 175**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
03.3 Tribunaux	660 392	22 238 113	17 038 337	14 429 581	8 878 319
03.4 Administration pénitentiaire	1 501 595	9 551 301	5 300 827	4 258 973	2 837 462
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 345 249	12 732 005	5 345 300	3 864 616	2 800 706
07.4 Services de santé publique	0	13 231	6 210	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	750 212	492 332	485 927	370 473
Total	**6 507 236**	**45 284 862**	**28 183 006**	**23 039 097**	**14 886 960**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	1 040 000	45 600	0	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	190 000	2 408 816	1 857 740	1 857 740	1 857 740
Total	**1 230 000**	**2 454 416**	**1 857 740**	**1 857 740**	**1 857 740**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	47 500	798 786	619 792	619 792	619 792
Total	**47 500**	**798 786**	**619 792**	**619 792**	**619 792**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
03.1 Services de police	4 747 032	143 787 026	84 640 905	83 280 635	54 458 512
03.2 Services de protection civile	1 021 036	32 394 031	16 999 564	16 826 883	11 181 211
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	5 479 214	21 708 013	11 226 740	7 039 714	3 239 025
Total	**11 247 282**	**197 889 070**	**112 867 209**	**107 147 232**	**68 878 748**
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT					
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	17 924 657	9 477 235	8 999 935	8 859 911
Total	**0**	**17 924 657**	**9 477 235**	**8 999 935**	**8 859 911**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	33 472 968	47 177 932	34 924 383	28 118 454	17 966 721
01.3 Services généraux	7 875 650	10 118 663	6 828 000	5 529 504	1 904 952
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	575 000	435 148	146 523	38 322	17 571
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	725 000	3 616 008	571 468	373 057	286 116
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	7 142 500	49 875	0	0
04.3 Combustibles et énergie	47 500	688 402	488 705	254 821	255 652
04.7 Autres branches d'activité	150 000	84 740	23 275	11 250	6 840
07.4 Services de santé publique	0	669	516	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	260 490	112 987	109 115	72 640
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	491 021	243 728	186 967	37 806
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	150 000	142 500	0	0	0
Total	**43 146 118**	**70 158 073**	**43 389 460**	**34 621 490**	**20 548 299**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	100 000	1 015 110	828 522	547 447	292 893
Total	**100 000**	**1 015 110**	**828 522**	**547 447**	**292 893**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	600 000	150 000	150 000	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 560 000	150 000	150 000	0	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	687 534	3 889 408	3 148 682	2 485 718	1 586 522
07.4 Services de santé publique	0	159	122	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	39 975	30 424	25 370	23 574
Total	**2 851 284**	**4 229 542**	**3 479 229**	**2 511 089**	**1 610 096**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	8 140 877	13 638 911	8 345 219	5 304 677	4 624 109
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	167	134	0	0
07.4 Services de santé publique	0	247	190	190	190
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	55 000	55 000	46 198
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	121 145	96 578	84 952	39 844
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	150 025	27 184	0	0	0
Total	**8 290 902**	**13 897 654**	**8 497 121**	**5 444 820**	**4 710 342**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	116 983	70 558	50 417	43 978
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	250 000	552 506	218 440	184 662	130 078
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	43 500	34 800	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	978 786	773 903	698 938	427 766
09.8 Enseignement n.c.a.	0	26 166	15 166	6 166	6 166
Total	**250 000**	**1 717 941**	**1 112 867**	**940 182**	**607 987**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	38 000	30 400	19 383	10 264
01.3 Services généraux	7 601 000	3 910 691	3 154 244	2 128 369	2 013 720
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	30 513 313	45 186 237	27 045 247	14 617 166	9 591 558
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	14 612 163	24 294 680	14 610 048	11 208 796	9 910 364
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	139 187	130 340	124 136	111 175
04.6 Communications	0	242 617	234 094	226 000	226 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	800 000	182 400	0	0	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	700 000	114 000	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	207	159	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	392 772	273 163	184 120	86 399
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	4 291	3 414	3 207	807
10.9 Protection sociale n.c.a.	900 000	205 200	0	0	0
Total	**55 173 976**	**74 710 282**	**45 481 109**	**28 511 177**	**21 950 286**
334 AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	390 965	1 078 448	768 532	767 716	690 998
Total	**390 965**	**1 078 448**	**768 532**	**767 716**	**690 998**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	247 500	350 070	126 164	101 193	53 158
08.4 Culte et autres services communautaires	0	1 436 626	1 319 829	1 257 462	1 206 282
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	865 362	509 840	383 811	357 385
Total	**295 606**	**2 652 058**	**1 955 833**	**1 742 466**	**1 616 825**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	1 586 532	891 266	783 920	472 123
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	90 266	90 266	90 266
07.4 Services de santé publique	0	51 080	25 486	25 000	25 000
Total	**0**	**1 838 202**	**1 007 018**	**899 185**	**587 388**
346 AUTORITE DE GESTION DES REPARATIONS EN FAVEUR DES VICTIMES DES CRISES AU MALI					
03.3 Tribunaux	100 000	1 471 647	1 159 566	50 703	28 933
Total	**100 000**	**1 471 647**	**1 159 566**	**50 703**	**28 933**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	8 268	6 614	6 614	4 226
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 503 607	5 171 331	3 137 824	2 766 337	1 690 492
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	7 837	6 270	794	794
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	294 612	791 972	538 342	392 955	286 028
04.7 Autres branches d'activité	0	21 075	19 532	10 071	10 071
04.9 Affaires économiques n.c.a.	1 365 750	1 540 429	1 116 375	870 954	399 530
07.4 Services de santé publique	0	261	201	0	0
09.4 Enseignement supérieur	325 500	622 226	346 720	212 227	165 201
Total	**6 489 469**	**8 163 399**	**5 171 878**	**4 259 952**	**2 556 341**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	35 557	18 580	11 518	8 066
07.4 Services de santé publique	0	13 888	7 502	5 618	5 563
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	1 288 427	240 534 398	191 989 379	140 543 662	123 978 508
09.2 Enseignement secondaire	48 475 328	125 870 672	66 488 682	36 122 771	26 785 095
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	2 252 891	1 655 768	1 031 934	803 174
09.6 Services annexes à l'enseignement	1 278 575	17 999 743	8 281 268	3 955 934	2 583 950
09.8 Enseignement n.c.a.	3 034 150	58 809 591	42 424 700	36 613 492	20 368 378
Total	**54 076 480**	**445 516 740**	**310 865 879**	**218 284 928**	**174 532 734**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	34 485	635 398	370 897	344 619	271 016
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	163 447	130 428	0	0
07.3 Services hospitaliers	0	68 170	30 677	5 521	5 521
09.4 Enseignement supérieur	7 900 727	71 530 096	38 585 917	30 224 882	20 773 059
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	8 415 200	3 164 287	1 025 372	505 450	321 750
09.8 Enseignement n.c.a.	2 034 485	10 098 023	5 078 277	3 321 925	2 870 183
Total	**18 384 897**	**85 659 421**	**45 221 567**	**34 402 396**	**24 241 529**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	14 000	11 337	10 652	5 550
01.3 Services généraux	0	8 940	5 600	4 501	2 903
04.7 Autres branches d'activité	60 000	475 930	292 682	183 146	154 297
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	10 246	7 960	7 307	7 307
07.4 Services de santé publique	0	968	747	747	747
08.2 Services culturels	2 649 500	5 546 361	4 202 344	2 336 791	1 566 893
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	609 500	2 465 087	1 758 388	1 053 021	747 811
09.2 Enseignement secondaire	200 000	460 662	267 608	157 391	130 789
09.4 Enseignement supérieur	246 250	686 290	381 026	334 089	200 122
Total	**3 765 250**	**9 668 484**	**6 927 692**	**4 087 645**	**2 816 418**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	600 000	333 092	147 320	111 221	49 921
07.2 Services ambulatoires	14 086 893	6 540 705	6 404 485	6 369 596	5 394 077
07.4 Services de santé publique	0	189	145	0	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	92 559 157	66 279 715	64 214 124	61 336 194	54 983 817
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	50 000	3 579 775	2 629 868	2 282 069	1 818 469
09.2 Enseignement secondaire	9 610	656 222	430 626	259 730	177 936
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	152 779	109 324	66 647	20 850
Total	**107 355 660**	**77 542 477**	**73 935 892**	**70 425 457**	**62 445 070**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
07.2 Services ambulatoires	76 000	51 680	0	0	0
07.3 Services hospitaliers	22 191 462	29 533 503	17 409 051	12 149 129	8 531 853
07.4 Services de santé publique	574 100	25 111 317	17 770 988	12 088 028	10 522 475
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	823 350	5 419 269	3 134 716	2 076 481	1 167 540
07.6 Santé n.c.a.	5 919 660	57 574 122	34 885 896	24 576 110	13 628 070
10.1 Maladie et invalidité	0	1 339 895	736 117	590 936	541 294
10.2 Vieillesse	300 000	8 836 831	3 356 526	0	0
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	714 620	923 745	332 464	263 717	178 042
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 824 368	8 460 799	5 886 411	3 757 740	2 648 084
Total	**34 423 560**	**137 251 161**	**83 512 171**	**55 502 140**	**37 217 357**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 314 116	1 146 655	1 048 858	920 284
Total	**0**	**2 314 116**	**1 146 655**	**1 048 858**	**920 284**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	20 952	16 200	16 199	13 550
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	37 240	6 650	6 625	0
07.4	Services de santé publique	2 832	11 463	8 523	8 314	8 314
07.6	Santé n.c.a.	3 325	74 051	61 536	61 174	28 064
08.1	Services récréatifs et sportifs	100 000	37 240	6 650	6 649	1 800
09.5	Enseignement non défini par niveau	6 624	38 588	29 743	28 999	19 336
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	585 000	325 000	325 000	325 000
10.4	Famille et enfants	2 208 571	4 289 231	2 355 257	2 069 556	1 190 063
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 809	123 727	97 781	96 950	40 217
10.9	Protection sociale n.c.a.	0	705 079	553 462	517 867	368 367
Total		**2 428 161**	**5 922 571**	**3 460 802**	**3 137 333**	**1 994 711**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	205 300	162 506	87 501	40 766	10 000
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	500 000	150 100	16 625	0	0
04.5	Transports	70 535 787	32 452 818	15 215 368	8 911 758	1 257 690
04.7	Autres branches d'activité	800 000	102 600	0	0	0
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	4 297 500	4 501 928	135 563	86 796	55 491
04.9	Affaires économiques n.c.a.	100 000	1 781 594	1 395 109	845 391	514 570
06.2	Équipements collectifs	46 400	46 400	46 400	46 400	46 400
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	200 000	500 282	363 168	326 184	203 213
07.4	Services de santé publique	0	557	430	430	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	19 500	75 156	56 445	30 331	22 058
Total		**76 704 487**	**39 773 941**	**17 316 610**	**10 288 055**	**2 109 422**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
05.1	Gestion des déchets	400 000	91 200	0	0	0
05.2	Gestion des eaux usées	900 000	759 188	371 351	195 921	118 140
05.3	Lutte contre la pollution	0	32 165	25 790	25 787	21 312
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	2 650 000	7 165 490	4 605 479	3 430 134	2 363 124
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	160 000	2 560 448	1 855 313	1 330 187	931 171
Total		**4 110 000**	**10 608 491**	**6 857 933**	**4 982 028**	**3 433 746**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 744 000	7 128 276	167 845	148 064	105 117
04.3 Combustibles et énergie	10 943 609	92 998 477	22 887 040	12 671 954	12 192 094
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	3 800	3 040	1 216	0
04.5 Transports	150 000	34 200	0	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	67 284	51 530	36 826	13 006
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	200 000	45 600	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	102 000	1 569 562	1 198 708	751 349	481 263
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	600 000	481 135	142 516	128 784	100 689
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	164 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	4 157 000	24 248 967	4 510 963	4 149 093	881 990
07.4 Services de santé publique	0	116	89	0	0
Total	**18 896 609**	**126 741 417**	**28 961 731**	**17 887 287**	**13 774 159**
726 MINISTERE DES MINES					
04.3 Combustibles et énergie	300 000	199 285	104 105	98 670	60 488
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 160 925	1 538 231	978 927	845 680	468 943
04.9 Affaires économiques n.c.a.	80 000	1 293 741	961 508	825 165	557 806
Total	**1 540 925**	**3 031 257**	**2 044 541**	**1 769 514**	**1 087 238**
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION					
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 800 000	810 000	810 000	810 000
04.6 Communications	2 350 283	8 171 631	6 581 569	4 084 281	3 328 149
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	305 000	1 968 556	1 563 931	956 713	573 661
07.4 Services de santé publique	0	250	193	0	0
Total	**2 655 283**	**11 940 437**	**8 955 694**	**5 850 994**	**4 711 810**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	299 457	1 170 858	908 233	611 311	516 514
Total	**299 457**	**1 170 858**	**908 233**	**611 311**	**516 514**
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	314 000	505 846	283 245	213 250	110 927
01.3 Services généraux	450 000	418 896	237 248	210 550	129 837
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	32 611	26 111	25 689	14 340
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	1 987 810	1 588 096	1 465 553	873 380
06.1 Logement	7 900 000	5 187 726	5 057 044	5 051 423	26 000
06.2 Équipements collectifs	2 550 000	869 005	220 406	192 876	126 666
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et de	280 000	103 732	25 100	25 100	12 140
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	6 241 950	6 195 789	3 835 912	3 299 049	1 851 008
10.4 Famille et enfants	150 000	142 500	49 875	45 275	38 053
Total	**17 935 950**	**15 443 915**	**11 323 037**	**10 528 765**	**3 182 350**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2024

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2024

03/07/2024 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	24 454 275	122 254 423	47 100 264	44 665 929	38 975 788
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	150 000	2 922 400	33 250	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	3 833	2 646	1 052	577
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	1 404 000	159 600	0	0	0
05.3 Lutte contre la pollution	450 000	3 353 700	16 625	0	0
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	0	627 289	498 110	330 573	239 108
07.4 Services de santé publique	0	6 402	4 950	1 450	1 450
Total	**26 458 275**	**129 327 647**	**47 655 844**	**44 999 004**	**39 216 923**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	8 295 000	36 327 768	6 947 306	4 952 031	3 154 711
09.2 Enseignement secondaire	0	344 423	239 469	152 653	112 387
Total	**8 295 000**	**36 672 191**	**7 186 775**	**5 104 684**	**3 267 098**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 800 000	12 178 688	7 023 714	6 922 375	6 702 153
Total	**1 800 000**	**12 178 688**	**7 023 714**	**6 922 375**	**6 702 153**
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	4 000 000	1 547 576	378 308	378 308	331 530
01.3 Services généraux	6 400 000	37 635 997	24 387 333	24 387 333	7 024 092
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	44 068 956	103 568 155	34 883 804	33 314 687	30 769 917
01.7 Opérations concernant la dette publique	1 300 000	236 880 398	33 552 349	30 866 536	27 293 943
03.2 Services de protection civile	2 000 000	0	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	191 245 104	189 615 356	189 615 356	171 245 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	9 219 237	6 280 515	2 052 175	452 175	84 589
04.5 Transports	97 136 854	21 721 210	21 675 609	20 992 259	20 942 652
04.6 Communications	0	6 100 591	100 000	82 223	35 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	6 000 000	1 074 514	1 074 514	243 270
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	5 583 273	5 583 273	5 583 272	5 583 272
06.2 Équipements collectifs	516 008	95 603	12 256	12 256	12 256
07.4 Services de santé publique	0	3 000 000	1 516 806	1 380 000	0
07.6 Santé n.c.a.	0	10 203 353	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
10.2 Vieillesse	0	40 000 000	22 200 000	22 200 000	22 200 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	2 001 932	7 725 040	4 724 447	1 333 360	227 242
Total	**186 142 987**	**677 586 815**	**341 756 230**	**331 672 279**	**285 992 763**
TOTAL	**929 179 143**	**2 948 270 487**	**1 781 181 617**	**1 506 417 408**	**1 143 602 159**
TOTAL GENERAL	**929 179 143**	**2 948 270 487**	**1 781 181 617**	**1 506 417 408**	**1 143 602 159**